



Conseil du mardi 4 octobre 2022

à 9h30

Montpellier Méditerranée Métropole

- **Procès-verbaux des séances des Conseils du 31 mai 2022
et du 26 juillet 2022**

| | |
|--|--|
| <p>Le Président <u>M. Michaël DELAFOSSE</u></p> <p>Date - 4 OCT. 2022</p> <p>Signature</p>   | <p>Le(a) Secrétaire de séance <u>Mme Clara GIMENEZ</u></p> <p>Date - 4 OCT. 2022</p> <p>Signature</p>   |
|--|--|



Conseil de Métropole

Montpellier Méditerranée Métropole

**Séance publique
du 26 juillet 2022**

PROCES-VERBAL

Adoption de l'ordre du jour du Conseil de Métropole du 26 juillet 2022

Adoption du procès-verbal du Conseil de Métropole du 31 mai 2022

Application de l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales

1. Hors commission - Soutien à la population ukrainienne - Convention entre la Ville de Lviv, l'Oblast de Lviv, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature
2. Ressources - Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2021 - Budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption
3. Ressources - Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2021 - Budget annexe du service assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption
4. Ressources - Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2021 - Budget annexe du service public d'assainissement non collectif de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption
5. Ressources - Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2021 - Budget annexe parking de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption
6. Ressources - Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2021 - Budget annexe de l'eau potable de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption
7. Ressources - Vote en autorisations de programme et crédits de paiement - Création - Révisions - Adoption
8. Ressources - Budget supplémentaire 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget Principal - Adoption
9. Ressources - Budget supplémentaire 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget annexe de l'assainissement - Adoption
10. Ressources - Budget supplémentaire 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget annexe du service public d'assainissement non collectif - Adoption
11. Ressources - Ressources - Budget supplémentaire 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget annexe parking - Adoption
12. Ressources - Attribution de fonds d'équipement aux communes - Approbation
111. Hors commission - Agence de Développement - Approbation - Autorisation de signature
13. Hors commission - Stratégie MedVallée - Plan d'actions 2022-2026 - Adoption - Autorisation de signature
14. Animation du territoire - Sport de haut niveau - Dispositifs à destination des athlètes de haut niveau - Attribution de subventions - Approbation
15. Animation du territoire - Candidature de Montpellier Capitale Européenne de la Culture 2028 - Attribution d'une subvention à l'association - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature
16. Aménagement durable - Bustram - Bilan de la concertation - Approbation
17. Aménagement durable - Tramway - Extension de la Ligne 1 - Déclaration de Projet - Approbation
18. Aménagement durable - Tramway - Extension de la Ligne 1 - Mise en compatibilité des documents d'urbanisme dans le cadre de la réalisation de l'extension de la ligne 1 - Approbation
19. Aménagement durable - Tramway Ligne 5 - Enquête parcellaire complémentaire secteurs Nord et Ouest - Approbation
20. Hors commission - Contribution à la stratégie nationale de développement du véhicule autonome - Projet CARRETA : expérimentation pour des droïdes autonomes de logistique urbaine à Montpellier - Avenant à l'accord de consortium - Autorisation de signature
21. Hors commission - Poursuite expérimentation Covoiturage Klaxit et évaluation de son impact - Avenant n°1 - Convention constitutive d'un "Baromètre du covoiturage sur autoroute" entre Montpellier Méditerranée Métropole, Cyclope et Vinci Autoroutes - Autorisation de signature
22. Hors commission - Développement d'une logistique du dernier kilomètre - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et le groupe La Poste - Autorisation de signature
23. Aménagement durable - Délégation de Service Public (DSP) Transport Urbain - Avenant n°7 - Autorisation de signature

24. Aménagement durable - Délégation de Service Public (DSP) Parcs de stationnement Antigone et Comédie - Avenant n°3 - Modification du programme d'investissements - Approbation - Autorisation de signature
25. Aménagement durable - Affectation du produit des Forfaits de Post- Stationnement (FPS) sur l'exercice 2021 - Approbation
26. Aménagement durable - Convention de financement d'une étude fonctionnelle du secteur de l'échangeur du Zénith entre le Département de l'Hérault, Autoroutes du Sud de la France (ASF) et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature
27. Animation du territoire - Convention cadre de partenariat "Culture" entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et l'Université Paul Valéry Montpellier 3 - Autorisation de signature
28. Animation du territoire - Fonds d'aide à la création et à la diffusion théâtrale - Troisième trimestre 2022 - Approbation - Autorisation de signature
29. Animation du territoire - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et les communes volontaires en faveur d'une politique patrimoniale structurée - Autorisation de signature
30. Animation du territoire - Site archéologique Lattara - Musée archéologique Henri Prades - Mise en valeur du complexe archéologique - Aménagement d'un parcours archéologique et création d'un Centre de Conservation et d'Etude métropolitain - Lancement de l'opération - Approbation du programme, du planning et du budget de l'opération - Lancement du concours de maîtrise d'œuvre - Dépôt de demandes d'autorisations d'urbanisme - Approbation
31. Animation du territoire - Convention de partenariat entre le Site archéologique Lattara-musée Henri Prades et la Maison des Consuls des Matelles de la Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup dans le cadre des expositions "Statues-menhirs. Miroirs de pierre du Néolithique", "Aïcha Snoussi" et "Carnet d'inspirations" - Modification temporaire du tarif - Approbation - Autorisation de signature
32. Animation du territoire - Musée Fabre - Conventions de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, le New York Times, Télérama, Le Figaro, Connaissance des arts, Radio Classique et France Bleu Hérault dans le cadre de l'exposition "Le voyage en Italie de Louis Gauffier" - Autorisation de signature
33. Animation du territoire - Gratuité d'accès au musée Fabre pour l'Accueil des Nouveaux Montpelliérains - Collections permanentes et exposition "Musique ! Comme un air d'Opéra chez les Despous" - Approbation
34. Animation du territoire - Convention triennale de subventions de projets entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Mathilde Monnier - Autorisation de signature
35. Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Culture" et opération de soutien aux salles de spectacle - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature
36. Hors commission - ICONIC 2022 - Convention de partenariat de coproduction entre Montpellier Méditerranée Métropole et Illusion & Macadam - Autorisation de signature
37. Environnement - Délégation de Service Public - Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid - Avenant n°8 - Autorisation de signature
38. Environnement - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et ACM Habitat pour la mise en œuvre de la stratégie zéro déchet, la prévention des déchets, l'amélioration du tri et du nettoyage aux abords des résidences ACM Habitat - Autorisation de signature
39. Solidarités - Rénovation énergétique du parc privé de logements - Convention de mise à disposition de données statistiques relatives à MaPrimeRénov - Approbation - Autorisation de signature
40. Solidarités - Soutien de Montpellier Méditerranée Métropole à la création de logements sociaux - Garanties d'emprunts - Règlement intérieur - Modification de la délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019 - Approbation
41. Animation du territoire - Renouvellement urbain du quartier de la Mosson - Procédure de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) au sud Mosson - Bilan de la concertation préalable - Approbation

42. Aménagement durable - Renouvellement urbain du quartier de la Mosson - Lancement d'une procédure de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) secteur Saint Paul - Objectifs et modalités d'association du public - Approbation
43. Aménagement durable - Renouvellement urbain du quartier des Cévennes - Dossiers d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) et parcellaire - Approbation
44. Aménagement durable - Commune de Grabels - Modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Grabels - Approbation
45. Aménagement durable - Modalités de mise à disposition de la modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme de Saint-Brès - Approbation
46. Aménagement durable - Maitrise foncière - Secteur le "Triangle d'or" - Convention pré-opérationnelle entre Montpellier Méditerranée Métropole, l'Établissement Public Foncier d'Occitanie (EPFO) et la Commune de Juvignac - Autorisation de signature
47. Aménagement durable - Projet de Périmètre Délimité des Abords (PDA) de l'Église Saint-Etienne - Commune de Villeneuve-lès- Maguelone - Avis
48. Aménagement durable - Projet de Périmètres Délimités des Abords (PDA) du Château de Bonnier de la Mosson et du Domaine de Caunelles - Commune de Juvignac - Avis
49. Aménagement durable - Projet de Périmètre Délimité des Abords (PDA) du Château et du Parc de la Piscine - Ville de Montpellier - Avis
50. Aménagement durable - Convention de fonds de concours 2022 entre Montpellier Méditerranée Métropole et les communes de Saussan, Cournonsec et Castelnau-le-Lez - Autorisation de signature
51. Cycles de l'eau - Assainissement - Avenant n°4 relatif aux modalités de fin du contrat de délégation du service public de traitement des eaux usées par la station d'épuration MAERA - Autorisation de signature
52. Cycles de l'eau - Assainissement - Avenant n°4 relatif aux modalités de fin du contrat de délégation du service public de collecte des eaux usées des communes raccordées à la station d'épuration Maera - Autorisation de signature
53. Cycles de l'eau - Convention de mise à disposition de services entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Syndicat Mixte Garrigues - Campagne (SMGC) relative au poste d'animation de l'aire d'alimentation des captages de Bérange et de Fontmagne - Autorisation de signature
54. Cycles de l'eau - Transfert de la coordination du projet LIFE REWA à la Régie des Eaux - Approbation
55. Cycles de l'eau - Eau potable - Gouvernance - Syndicat du Bas Languedoc - Reprise pour le service de la Commune de Murviel-lès- Montpellier de la compétence de distribution d'eau potable par Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation
56. Cycles de l'eau - GEMAPI - Schéma directeur hydraulique du bassin versant du Rieutord - Approbation
57. Environnement - Projet interrégional européen "Fleurs Locales" - Expérimentation au domaine de Viviers - Convention de mise à disposition entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Conservatoire des Espaces Naturels (CEN) Occitanie - Autorisation de signature
58. Environnement - Conventions de déploiement du financement du Plan de Relance relatif aux Projets Alimentaires Territoriaux, pour le programme partenarial de mise en œuvre de la Politique Agroécologique et Alimentaire - Modification de la répartition des montants - Autorisation de signature
59. Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Politique Agroécologique et Alimentaire (P2A)" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature
60. Environnement - Convention pour l'accueil de groupes à l'Ecolothèque entre Montpellier Méditerranée Métropole et les Centres médicaux spécialisés et les crèches sur le territoire de la Métropole - Renouvellement - Autorisation de signature
61. Hors commission - Parc multi-glisse Gérard Bruyère - Procédure de délégation de service public - Déclaration sans suite et relance de la procédure - Approbation

62. Animation du territoire - Natation et patinage scolaire - Conventions de partenariat - Année scolaire 2022-2023 - Autorisation de signature
63. Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Sports" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature
64. Hors commission - Attribution de subvention dans le cadre de la thématique "Sports" - Critérium des Cévennes - ASA Hérault - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature
65. Hors commission - Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée - Soutien de Montpellier Méditerranée Métropole au territoire émergent de Montpellier/Grabels - Convention de prestation de service entre la Ville de Montpellier, la Ville de Grabels et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisations de signature
66. Solidarités - Dotation Politique de la Ville 2022 - Convention d'attribution de subvention entre l'État, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Autorisation de signature
67. Solidarités - Attributions de subventions à des associations dans le cadre de la thématique "Politique de la ville" - Programmation complémentaire - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature
68. Solidarités - Plan pauvreté - Engagements pour la prévention et la lutte contre la pauvreté - Axe 1 Veille sociale - Attribution de subventions à GAMES ISSUE pour 2022 - Convention - Approbation
69. Solidarités - Etat de réalisation 2021 du Programme Local de l'Habitat (PLH) 2019-2024 - Approbation
70. Solidarités - Création d'une brigade inter-bailleurs de tranquillité sociale animée par ACM Habitat - Accompagnement par la Société Anonyme de Coordination (SAC) GITEs - Prise de participation à hauteur d'une action au sein du capital de la société GITEs - Approbation
71. Solidarités - Application de la réglementation du changement d'usage des locaux d'habitation à la Commune de Lattes - Modification du règlement métropolitain fixant les conditions de délivrance des autorisations et déterminant les compensations - Approbation
72. Solidarités - Construction de 50 logements sociaux, avenue Raymond Dugrand et rue des Justes à Montpellier - Attribution de subventions à ACM Habitat - Convention - Autorisation de signature
73. Solidarités - Construction de 18 logements sociaux, résidence Natur'Elle 982 avenue des Platanes à Lattes - Attribution de subventions à la SA d'HLM CDC Habitat Social - Convention - Autorisation de signature
74. Solidarités - Construction de 17 logements sociaux, résidence Polynéa, 120 avenue de Figuières à Lattes - Attribution de subventions à la Société Anonyme d'HLM Erilia - Convention - Autorisation de signature
75. Solidarités - Opérations d'amélioration de l'habitat dans le périmètre "Grand Coeur" - Convention de transfert de Maîtrise d'Ouvrage entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Avenant n°2 - Autorisation de signature
76. Solidarités - Mise en œuvre de la délégation de compétence de l'État d'attribution des aides à la pierre - Programmation du logement social public pour l'année 2022 - Approbation
77. Attractivité - Cité créative - Ancien musée de l'EAI - Bail en l'Etat Futur d'Achèvement (BEFA) entre Montpellier Méditerranée Métropole et SERM.ID - Autorisation de signature
78. Attractivité - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Charles Martel Extension - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Garantie d'emprunt au concessionnaire (SERM) - Approbation
79. Attractivité - Soutien aux manifestations - Attribution de subventions - Conventions - Autorisation de signature
80. Attractivité - What A Trip Festival 2022 - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et l'Association pour le Festival International du Voyage et de l'Aventure de Montpellier (AFIVAM) - Autorisation de signature

81. Attractivité - Convention de financement entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Comité Régional du Tourisme et des Loisirs d'Occitanie (CRTLO) pour l'organisation du salon professionnel Destination Incentive - Autorisation de signature
82. Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Développement économique" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature
83. Attractivité - Soutien à l'artisanat - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Région Occitanie relative au soutien de l'association Les Nouvelles Grisettes - Avenant n°1 - Autorisation de signature
84. Hors commission - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et Le Point pour la co-organisation de la sixième édition de Futurapolis à Montpellier - Autorisation de signature
85. Hors commission - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et Midi-Libre pour la co- organisation de la troisième édition du Forum "Le Monde Nouveau" à Montpellier - Autorisation de signature
86. Ressources - Régime indemnitaire de la filière sécurité et indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des professeurs d'enseignement artistique chargés de direction - Approbation
87. Ressources - Modification du Régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) - Refonte du Régime indemnitaire des catégories A, B et C - Approbation
112. Hors commission - Modification du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation
88. Hors commission - Recours au dispositif d'apprentissage - Modification du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation
89. Ressources - Mise en place d'un dispositif de traitement des signalements des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes au sein de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation
90. Ressources - Assistance au recrutement - Convention cadre entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Hérault (CDG34) - Autorisation de signature
91. Ressources - Campus du Management - Convention cadre partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT) - Autorisation de signature
92. Ressources - Relations institutionnelles entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Modifications des conventions de services communs - Avenants aux conventions de services communs - Autorisation de signature
93. Ressources - Actualisation du coefficient multiplicateur du tarif de la taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) - Approbation
94. Ressources - Transmission des locaux commerciaux vacants dans le cadre de la taxe sur les friches commerciales - Autorisation
95. Ressources - Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) - Fixation du montant d'une base servant à l'établissement de la cotisation minimum - Approbation
96. Ressources - Cité des arts - Tarifs des locations de salles et des locations d'instruments - Approbation
97. Ressources - Tarifs du musée Henri Prades - Mises à jour - Approbation
98. Ressources - Délégation de service public - Application de la loi du 25 août 2021 confortant le respect des principes de la République - Modifications des contrats en cours
113. Hors commission - Représentations du Conseil de Métropole - Désignations - Approbation
99. Hors commission - Organismes extérieurs - SERM - SA3M - Autorisation de prise de participation dans une filiale - Société de coordination ALTEMED - Désignation des représentants - Approbation
100. Hors commission - Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale - BRL - Rapport Annuel 2021 de l'Administrateur – Approbation

101. Hors commission - Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Economie Mixte Locale Montpellier Events - Rapport Annuel de l'Administrateur 2021 - Approbation
102. Hors commission - Organismes extérieurs - Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) - Rapport Annuel 2021 de l'Administrateur - Approbation
103. Hors commission - Organismes extérieurs - Société d'Économie Mixte Locale - Société d'Équipement de la Région Montpellieraine (SERM) - Rapport annuel 2021 de l'administrateur - Approbation
104. Hors commission - Organismes Extérieurs - Société Anonyme d'Economie Mixte Locale SFMA - Rapport Annuel de l'Administrateur 2021 - Approbation
105. Hors commission - Organismes Extérieurs - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale SOMIMON - Rapport Annuel 2021 de L'Administrateur - Approbation
106. Hors commission - Organismes Extérieurs - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale TaM - Rapport Annuel de l'Administrateur 2021 - Approbation
107. Hors commission - Organismes extérieurs - Société Publique Locale - Agence Régionale Aménagement Construction Occitanie (ARAC Occitanie) - Rapport annuel 2021 de l'administrateur - Approbation
108. Hors commission - Organismes extérieurs - Société Publique Locale L'Or Aménagement - Rapport Annuel 2021 de l'Administrateur - Approbation
109. Hors commission - Organismes Extérieurs - Société Publique Locale Occitanie Events - Rapport Annuel de l'Administrateur 2021 - Approbation
110. Hors commission - Rapports annuels des Délégués (RAD) de Service Public - Exercice 2021 - Approbation

Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022 à 9h30

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50 Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales:

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Julien MIRO, Yvon PELLET, Éric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es)/excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER.

Secrétaire de séance :

Clara GIMENEZ

Monsieur le Président

Bonjour à tous, chers collègues. Bienvenue pour ce dernier Conseil de Métropole avant la trêve estivale. Merci de votre présence.

Trois petites informations. La première : d'abord saluer celui qui emprunte et s'entraîne sur la piste de Philippidès, Kevin MAYER. C'est une grande fierté pour tout le pays et un honneur pour Montpellier. Une magnifique Une de *L'Équipe* ce jour. Saluer aussi nos footballeuses du Montpellier Hérault Sport Club (MHSC) qui ont été en demi-finale. Et vous indiquer que nous allons accueillir au mois d'août l'équipe du basket et du volley à l'Aréna, nos volleyeurs étant champions.

Autre point d'information : en ce moment se déroule le Festival de Radio France. Je voudrais faire part au Conseil : vous savez qu'à partir de 2008, le premier financeur du Festival était la Région, et dans les rééquilibrages de financement, en accord avec la Présidente Carole DELGA – que je remercie – ce sera dorénavant la Métropole qui sera le premier financeur, et le Festival aura vocation à être plus important sur la Métropole. Il y a un changement de direction et je veux saluer Jean-Pierre ROUSSEAU, qui assure, comme il nous l'a dit au Conseil d'administration, la direction jusqu'au 31 juillet. C'est Michel ORIER, le Directeur de la musique de Radio France – et qui restera Directeur de la musique de Radio France – qui assurera la Direction du festival et dont le projet est par exemple d'accueillir pendant près de trois semaines l'Orchestre national de France et l'Orchestre philharmonique pour qu'ils soient en résidence, en master class à Montpellier. Ce sera un élément majeur dans la candidature de Montpellier capitale européenne de la culture. Mais surtout, et je voudrais terminer là-dessus, c'est la reconduction de la convention entre Montpellier et Radio France pour trois ans : c'est l'assurance que la grande radio publique sera à nos côtés.

Autre point d'information : nous accueillons un nouveau membre, Monsieur NOSBÉ, qui est ici – vous pouvez l'applaudir. Bienvenue dans notre Assemblée, à la suite de la démission de Monsieur SULTAN, pour lequel, à la suite de propos non conformes à la fonction d'élu qui était la sienne et irrespectueux à l'endroit des personnes, je lui ai demandé, après un échange, avec mon Directeur de Cabinet Monsieur BOZONNET, de bien vouloir remettre sa démission, ce qu'il a accepté.

Je vous propose de passer à l'appel, et demander à Madame GIMENEZ de bien vouloir procéder à l'appel.

Clara GIMENEZ procède à l'appel.

Monsieur le Président

L'appel est clos. Le quorum est atteint. Nous pouvons délibérer.

Monsieur le Président déclare la séance ouverte.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR DU CONSEIL DE METROPOLE DU 26 JUILLET 2022

Mmes Régine ILLAIRE, Isabelle MARSALA (avec le pouvoir de Mme Stéphanie JANNIN) et Joëlle URBANI entrent en séance.

M. Jean-Luc MEISSONNIER (avec le pouvoir de M. Jean-François AUDRIN) sort de séance.

Monsieur le Président

Approbation de l'ordre du jour. L'ordre du jour initial comportait 110 affaires. Il vous a été proposé d'intégrer trois affaires complémentaires : :

- L'affaire 111 relative à l'Agence de développement économique sera présentée à l'affaire 12 ;
- Le tableau des effectifs, l'affaire 112, sera présentée après l'affaire 87 ;
- L'affaire 113, ce sont les représentations du Conseil de Métropole, et cette affaire sera présentée après l'affaire 98.

Donc nous allons délibérer sur 113 affaires. Y a-t-il des oppositions ? Une demande de prise de parole : Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN

Monsieur le Président, chers collègues. Il y a une affaire qui a été intégrée à cet ordre du jour qui me semble précipitée en termes d'instruction : c'est l'affaire 87, vous savez, les affaires RH d'importance première,

notamment celle sur le RIFSEEP, qui concerne concrètement la rémunération des agents de la Métropole. Aujourd'hui, sur l'affaire 87, il me semble que c'est prématuré de la présenter. On nous soumet en gros une délibération – pour celles et ceux qui nous écoutent – où il va s'agir de ponctionner la partie indemnitaire des agents dès 10 jours d'arrêt maladie par an, alors qu'on pourrait faire autrement. C'est le cas notamment dans d'autres villes. Il me semble que l'ensemble des organisations syndicales ont voté contre à deux reprises, à la fois à la Métropole et à la Ville, en comité technique, parce qu'ils soulignent à juste titre que casser du sucre sur le dos des fonctionnaires, ce n'est pas forcément une politique RH de lutte contre l'absentéisme qui fonctionne. Il me semble que cette affaire n'est pas mûre aujourd'hui pour être soumise à délibération, et je vous propose donc, chers collègues, de reporter l'affaire 87 et de laisser le dialogue social suivre son cours pour une présentation en CT en septembre. Merci pour votre écoute.

Monsieur le Président

Merci Madame DOULAIN. Nous maintiendrons cette affaire parce que nous voulons que le RIFSEEP s'applique sur la feuille de paie dès juillet et dès le mois d'août. Qui est contre ? Deux contre. Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? L'ordre du jour comportera 113 affaires.

A l'issue d'un vote à main levée, l'ordre du jour modifié comportant 113 affaires est adopté à la majorité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 2 voix

Ont voté contre : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Monsieur le Président

Synthèse des décisions.

Le Conseil prend acte de ces décisions.

AFFAIRE N°1 : HORS COMMISSION - SOUTIEN A LA POPULATION UKRAINIENNE - CONVENTION ENTRE LA VILLE DE LVIV, L'OBLAST DE LVIV, LA VILLE DE MONTPELLIER ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n°1. Il s'agit du soutien à la Ville de Lviv et de coopération entre la Métropole et la Ville de Montpellier dans le cadre des coopérations en solidarité avec l'Ukraine. Nous avons eu, par l'intermédiaire de Madame HART, les contacts avec le « Maire » de Lviv – la gouvernance un peu différente de la nôtre – pour avoir des échanges, et donc venir en soutien. Il s'agit de l'envoi de matériels réformés de notre Collectivité, mais aussi accueil d'enfants, notamment à la Grande Motte cet été dans une base de loisirs, en soutien.

Est-ce qu'il y a des questions ? Je propose de mettre aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Merci beaucoup de cette unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N°2 : RESSOURCES - REPRISE ET AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE 2021 - BUDGET PRINCIPAL DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - ADOPTION

Monsieur le Président

Je donne la parole à Monsieur CALVAT pour les affaires relatives au budget supplémentaire et les différentes affaires financières.

Renaud CALVAT

Merci, Monsieur le Président. Bonjour, chers collègues. Nous avons plusieurs dossiers concernant le budget. Bien évidemment, après le vote de notre compte administratif 2021, il convient d'affecter les résultats de fonctionnement du budget principal et des différents budgets annexes de la Métropole. Je vous propose de faire cela assez rapidement, en tout cas pour les premiers rapports qui ne concernent que l'affectation des résultats.

Le rapport n°2 concerne l'affectation des résultats de l'exercice 2021 du budget principal : 147 524 941,20 euros à la section d'investissement ; 25 264 413,18 euros à la section de fonctionnement. Ce rapport rajoute une chose importante : à la suite de la clôture du budget annexe de l'eau potable, il convient de transférer ces résultats au budget principal de la Métropole, pour le rapport n° 2, pour le budget principal, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Y a-t-il des questions sur ce point ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Abstentions : 6 voix

Se sont abstenus : M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, Mme Isabelle MARSALA, M. Philippe SAUREL, Mme Joëlle URBANI.

AFFAIRE N°3 : RESSOURCES - REPRISE ET AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE 2021 - BUDGET ANNEXE DU SERVICE ASSAINISSEMENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - ADOPTION

Monsieur le Président

Affaire n°3.

Renaud CALVAT

Même motif, mais pour le budget annexe de l'assainissement. Vous avez les chiffres, les montants dans les rapports : je ne vais pas vous les lire, sauf si vous le souhaitez. Mais sinon, je pense même vote ?

Monsieur le Président

Y a-t-il des questions ? Sur la 2 : même vote ? Même vote. Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Abstentions : 6 voix

Se sont abstenus : M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, Mme Isabelle MARSALA, M. Philippe SAUREL, Mme Joëlle URBANI.

AFFAIRE N°4 : RESSOURCES - REPRISE ET AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE 2021 - BUDGET ANNEXE DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - ADOPTION

Renaud CALVAT

Le rapport n°4 concerne le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC), l'affectation des résultats. Même vote aussi ?

Monsieur le Président

Même vote ? Même vote. Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Abstentions : 6 voix

Se sont abstenus : M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, Mme Isabelle MARSALA, M. Philippe SAUREL, Mme Joëlle URBANI.

AFFAIRE N°5 : RESSOURCES - REPRISE ET AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE 2021 - BUDGET ANNEXE PARKING DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - ADOPTION

Monsieur le Président

Affaire n°5.

Renaud CALVAT

L'affectation des résultats du budget annexe du parking.

Monsieur le Président

Y a-t-il des questions ? Même vote ? Même vote. Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Abstentions : 6 voix

Se sont abstenus : M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, Mme Isabelle MARSALA, M. Philippe SAUREL, Mme Joëlle URBANI.

AFFAIRE N°6 : RESSOURCES - REPRISE ET AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE 2021 - BUDGET ANNEXE DE L'EAU POTABLE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - ADOPTION

Monsieur le Président

Affaire 6.

Renaud CALVAT

L'affectation des résultats du budget annexe de l'eau potable.

Monsieur le Président

Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Même vote ? Même vote. Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Abstentions : 6 voix

Se sont abstenus : M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, Mme Isabelle MARSALA, M. Philippe SAUREL, Mme Joëlle URBANI.

AFFAIRE N°7 : RESSOURCES - VOTE EN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT - CREATION - REVISIONS - ADOPTION

M. Jean-Luc MEISSONNIER (avec le pouvoir de M. Jean-François AUDRIN) entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 7.

Renaud CALVAT

Comme vous le savez, lorsque nous votons le budget primitif (BP) ou le budget supplémentaire, nous devons vous présenter l'état des Autorisations de Programme et Crédits de Paiement (AP-CP), et nous pouvons aussi les modifier. Donc nous vous proposons de créer une AP nouvelle. Vous savez que depuis le début de votre

mandat, Monsieur le Président, vous avez souhaité que la Métropole accompagne les communes dans leurs projets d'investissement. C'est le fameux FEC, le fonds d'équipement des communes. Et nous proposons de créer une AP de 10 millions pour le fonds d'équipement aux communes, qui sanctuarise donc ces 2 millions d'euros par an qui seront votés pour accompagner les communes dans leur investissement. Sinon, vous avez la liste des AP-CP dans le rapport.

Monsieur le Président

Y a-t-il des questions ? Madame OLLIER.

Clothilde OLLIER

On retrouve encore ce fameux lac de Baillargues à plus de 15 millions d'euros. Juste pour rappel, on est en période de canicule, tout le monde l'aura remarqué. Le 29 juin, l'Agence de l'eau nous alerte : les effets du changement climatique sont là, tous les bassins et fleuves côtiers montrent des signes de tension sur la ressource en eau. Le 12 juillet, Monsieur REVOL – ici présent – nous informait que, à la suite du manque d'eau potable dans la source du Lez, on allait y introduire de l'eau provenant du bas Rhône à 20 %. Le 11 juillet, la Préfecture passait au niveau d'alerte et de restriction d'eau. Le 26 juillet, donc aujourd'hui, vous comptez dépenser 15 millions d'euros pour un lac artificiel qui va donc consommer de la ressource en eau pour faire du wakeboard. Si vous pouvez dormir tranquille avec cette aberration écologique, écoutez, tant mieux pour vous : moi pas. Peut-être aurez-vous un sursaut écologique pour nos enfants. De grands projets inutiles ont été stoppés, alors pourquoi pas tout arrêter ? Il est encore temps. C'est aujourd'hui. Pour le reste, malheureusement, le temps nous manque, le sablier est déclenché et il est peut-être temps de faire machine arrière, vu la période en plus.

Monsieur le Président

Merci, Madame OLLIER. Monsieur CALVAT.

Renaud CALVAT

Simplement, je ne vais pas vous rappeler ici ce que sont les AP-CP, mais c'est difficile de stopper des travaux qui ont déjà été réalisés. Enfin je vous encourage à prendre le TER et à aller à Baillargues, au-delà de ce que vous pouvez légitimement penser, ou moi, sur ce projet-là, je vous encourage à prendre le TER, à aller sur site, et les travaux ont été réalisés, mandatés, payés dans le précédent mandat. Le lac est déjà là, l'eau y est aussi, et donc une partie de ces travaux est justifiée par des questions de GEMAPI et de bassin de rétention, l'autre non. En revanche, sur ces 15 millions d'euros, quasiment 80 à 90 % des travaux ont déjà été réalisés, mandatés, sauf que l'AP-CP n'est pas clôturée, donc elle figure encore dans ce dossier. Mais le lac est déjà réalisé.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur CALVAT. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Huit abstentions. Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Abstentions : 8 voix

Se sont abstenus : Mme Alenka DOULAIN, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, Mme Isabelle MARSALA, Mme Clothilde OLLIER, M. Philippe SAUREL, Mme Joëlle URBANI.

AFFAIRE N°8 : RESSOURCES - BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2022 DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - BUDGET PRINCIPAL - ADOPTION

Renaud CALVAT

Nous avons un diaporama.

Monsieur le Président

Affaire 8.

Renaud CALVAT

Pardon, Monsieur le Président. Un diaporama à vous présenter, c'est le rapport qui concerne le budget supplémentaire (BS) de notre institution.

C'est un BS principalement technique. Même si ce BS consacre 208 millions d'euros de crédits ouverts au titre du budget supplémentaire, c'est en très grande partie des reports, des jeux d'écriture, des restes à réaliser. Vous verrez : c'est finalement un « *petit BS* », ce qui veut dire que nous avons su bien anticiper au moment de la réalisation du BP.

En revanche, quelques dépenses de fonctionnement supplémentaires, chers collègues : 18 millions d'euros. Vous voyez, sur les 210 millions d'euros de ce BS, nous avons 18 millions d'euros de dépenses de fonctionnement supplémentaires en grande partie liées aux questions RH, à l'augmentation du point d'indice : plus de 4 millions d'euros de dépenses supplémentaires pour l'augmentation du point d'indice, qui intervient vous le savez à partir du 1^{er} juillet, donc nous avons à intégrer ces six mois d'augmentation pour nos agents. On partage tous, bien évidemment, je pense, cet effort à faire pour nos agents qui sont dévoués, mais c'est une charge de presque 4 millions d'euros pour la Métropole, et il faut que cela soit transparent. Nous avons des dépenses supplémentaires, Monsieur VASQUEZ, d'où le travail indispensable à réaliser, et vous le savez, mais 2,4 millions de dépenses supplémentaires sur la question des déchets, donc nous continuons à travailler sur le grand projet que vous portez. Quelques dépenses supplémentaires de l'ordre de 800 000 euros pour le superbe projet que nous portons tous sur Montpellier capitale européenne de la culture. Donc 18 millions d'euros de dépenses supplémentaires en fonctionnement.

Mais des recettes : 23 millions d'euros de recettes supplémentaires de fonctionnement. Et une bonne nouvelle, Monsieur le Président – c'est lié aussi à tout le travail que nous menons depuis deux ans sur l'attractivité du territoire – : le versement mobilité (VM). Nous avons une recette supplémentaire liée au VM de plus de 7 millions d'euros. C'est lié aux entreprises de la Métropole qui ont recruté, qui se sont installées. C'est lié au dynamisme retrouvé, l'après-crise. Donc Montpellier, et sa Métropole, est au rendez-vous de l'après-crise de la Covid. Près de 7 millions d'euros supplémentaires en recettes liés au versement mobilité. L'augmentation de la CFE, 2,3 millions, et la TOM, 1,7. Donc l'augmentation de la TOM ne compense pas l'augmentation de la hausse du coût de la gestion de nos déchets. Il est urgent, et Monsieur VASQUEZ, s'y emploie, de modifier radicalement la gestion de nos déchets.

En dépenses d'équipement, ce ne sont que des reports, des restes à réaliser et des jeux d'écriture. Vous avez les chiffres présentés dans le Power Point : des reports de crédits 2021, des virements à la section de fonctionnement, à la fois en recettes et en dépenses, et un ajustement de crédits, un emprunt inférieur puisque nous reportons nos investissements en 2023, donc 77 millions de dépenses d'emprunt en moins sur ce BS, mais que nous retrouverons au BP 2023.

Donc au final, un petit BS, si on enlève les jeux d'écriture. Les deux indicateurs qui sont notre boussole sur ce budget 2022. Notre épargne brute augmente : elle passe de 80 millions d'euros estimés au BP à 86 millions, donc 6 millions d'euros supplémentaires entre le BS et le BP. Naturellement, notre capacité de désendettement, vous connaissez maintenant le fameux 12-12, les 12 annuités : de 10 annuités, nous passons à 9,4, donc c'est un BS plutôt intéressant, Monsieur le Président. Notre taux d'épargne est donc de 14 %, au-delà des 12 % souhaités, pour financer notre PPI ambitieuse.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur le Vice-Président. J'ouvre la discussion. Monsieur REVOL.

René REVOL

Monsieur le Président, chers collègues. Je voudrais attirer l'attention de tous sur les effets actuels de l'inflation sur le budget de nos collectivités. Lorsque nos budgets ont été élaborés, c'est comme celui de l'État, on tablait sur une croissance économique de 2,8 % et sur une inflation supérieure à 2 %. La croissance économique tend vers 0 et l'inflation tend vers 6 %. Donc ça serait irresponsable pour les uns et pour les autres de considérer que les choses suivent leur cours et qu'on ne fait que des ajustements techniques. On aura l'occasion d'ailleurs de faire une décision modificative à la fin de l'année qui actera ces évolutions. Et surtout, comme cette évolution risque de se poursuivre sur l'année 2023, c'est une discussion qu'on engagera nécessairement dans l'élaboration du budget 2023.

Cet effet de l'inflation est pour toutes les collectivités. C'est-à-dire, il est lié à la hausse d'abord du prix de l'énergie. Nous avons reçu les projections de factures pour l'année prochaine à travers Hérault Énergie et tous nos communes ont découvert des augmentations qui seront de l'ordre de 350 % - il n'y a pas de bouclier tarifaire pour les collectivités. Il faut nous prévoir ça, et ce n'est pas en changeant les ampoules, en faisant des ampoules LED ici, en diminuant de 1 % le chauffage ou la climatisation que ça changera

fondamentalement le choc financier sur nos collectivités. Et bien sûr, il y a l'augmentation des salaires de nos agents. Le point d'indice a été dégelé, et on doit s'en féliciter, même si cette augmentation de 3,5 % est inférieure même à l'inflation de l'année, et que nos agents, sur leur traitement, ont perdu 22 % en dix ans de pouvoir d'achat. Si on y intègre les primes, à ces calculs, ça nous fait une perte de 15 % : c'est considérable. Ça c'est la responsabilité de toutes les mandatures qui ont précédé et qui ont refusé cette situation. Avec l'inflation actuelle, ça fait un choc pour les agents qui est important. Naturellement, 3,5 points, ce n'est pas suffisant, mais il faut l'assumer. Donc, comme vous le dites, Renaud [CALVAT], c'est une charge pour nos collectivités à ce moment-là, pour l'assumer.

Cette inflation, elle a aussi un effet sur les recettes, mais cette fois-ci il n'est pas le même selon les collectivités. Toutes les collectivités, y compris l'État, qui ont des recettes qui sont liées à l'activité économique, voient leurs recettes augmenter. La principale recette de l'État, la France est une exception dans ce domaine – exception malheureuse – c'est la TVA. Lorsque vous avez une inflation qui augmente de 5 %, la recette de la TVA augmente de 5 %. Donc les recettes de l'État, comme l'a dit Monsieur Bruno LE MAIRE, ont augmenté en proportion. L'État voit aujourd'hui – et on est en train de discuter au Parlement le projet de loi rectificatif sur la loi de finances – ses recettes augmenter grâce à la TVA. Les cotisations, disons les recettes qui sont celles de la Région ou de la Métropole dans une moindre mesure sont liées à l'activité économique. Étant liées à l'activité économique, ces recettes augmentent, puisque l'activité économique voit l'inflation augmenter les prix. Ce n'est pas du tout le cas de nos communes, et je voudrais ici intervenir. De nombreux communes et maires qui sont ici le savent : nos recettes, nous, ne sont pas dynamiques ; elles ne sont pas liées à l'activité économique. Notre principale recette, et unique recette, maintenant qu'a été supprimée la taxe d'habitation et qu'elle a été reportée sur autre chose pour que ce soit un financement donné par l'État, c'est la taxe foncière. La taxe foncière, elle n'augmente pas avec l'activité économique. Elle n'augmente même pas avec l'inflation. La question a été posée par un Député à Monsieur Bruno LE MAIRE, en lui disant : comment vont faire les communes pour se financer avec la taxe foncière ? Et la réponse de Monsieur Bruno LE MAIRE en commission m'inquiète, puisqu'il répond : « *oui, oui, mais ne vous en faites pas, les bases financières de la taxe foncière vont augmenter* ». Alors si à la rentrée vous annoncez, Monsieur le Président et mes chers collègues maires, à vos administrés que la taxe foncière va augmenter sur ces bases de 8 %, votre discours comme quoi les taux n'augmenteront pas ne sera pas recevable, puisque pour les particuliers, pour les administrés, il y aura une augmentation de la taxe foncière. Je ne crois pas d'ailleurs que le gouvernement va vouloir assumer une augmentation de ces bases de 6 ou 7 %. Donc de toute manière nos communes vont recevoir de plein fouet le fait que les recettes vont diminuer.

Cher Renaud [CALVAT], quand tu dis que le versement mobilité augmente, qu'il est lié à l'activité économique plus dynamique de notre Métropole, c'est en partie vrai : la dernière note de l'INSEE régional le reconnaît. Mais ce n'est pas la principale source d'augmentation. La principale source d'augmentation, c'est l'augmentation de la masse salariale. Or qu'est-ce qui a fait que la masse salariale a augmenté ? C'est que, dans le privé, les salaires ont augmenté de 4,5 %, parce que la tension sur le marché du travail a fait augmenter les salaires, ce que d'autres ici, dans cette enceinte, comme moi, appellent « *la lutte des classes* », a eu des effets et a fait que les salaires ont augmenté. Comme le versement transport est payé par les entreprises de plus de onze salariés en proportion de leur masse salariale, si les salaires augmentent, le versement transport augmente. C'est une bonne nouvelle pour nous, certes, mais il faut savoir que c'est lié à ces effets inflationnistes.

C'est là où je voudrais attirer l'attention des collègues, et Monsieur le Président, que vous puissiez utiliser votre influence pour intervenir, y compris à travers les associations de collectivités dont nous sommes membres : c'est de demander au gouvernement dont les recettes ont nettement augmenté avec l'inflation, qu'il les partage, qu'il les partage avec les communes. Et pour les partager avec les communes, il ne s'agit pas simplement de faire payer ça par les propriétaires qui verront leur taxe foncière augmenter de 5 ou 6 % – ça je ne suis pas d'accord. Partager avec les communes, ça suppose que les recettes supplémentaires de l'État permettent d'établir une dotation aux communes qui permettent à ces communes de faire face au choc que représente cette inflation.

Aujourd'hui, les choses sont dans les prévisions pour nous. À la fin de l'année, on commencera à rentrer dans le dur. Mais je préférerais prévenir plutôt que guérir. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur le Maire. Monsieur PATERNOT et Madame NEGRET.

Bruno PATERNOT

Chers collègues, comme vous l'avez dit, on va avoir un vrai problème d'énergie et on va avoir vraiment des économies à faire, et effectivement il ne s'agira pas d'éteindre quelques ampoules comme vous l'avez dit. Ça fait maintenant deux ans que nous préparons le plan lumière et que nous travaillons là-dessus, et contrairement à ce qui est dit dans beaucoup de journaux sur les autres collectivités, nous ne travaillons pas dans l'urgence ici et nous ne travaillons pas dans le saupoudrage. Il se trouve que les écologistes, sur les questions d'énergie, avaient déjà fixé le cap, et que nous allons, sur la lumière, effectivement, réduire le temps d'éclairage dans la durée, réduire toutes les technologies possibles et imaginables pour faire en sorte que ce soit des énergies qui dépensent beaucoup moins, réduire le nombre de points lumineux, réduire aussi l'intensité. Et c'est ce moins, par moins, par moins, par moins qui va effectivement faire que nous dépensions beaucoup moins. Mais c'est ce moins, par moins, par moins, par moins, qui fait plus, qui fait qu'on s'adapte plus aux usages, qui fait plus de service public, qui améliore la diversité et qui est plus utile en fait pour les citoyennes et les citoyens, parce qu'éclairer au fond du jardin à quatre heures du matin n'a pas d'utilité à l'heure actuelle. C'est ce qui va nous permettre, dans ce Conseil d'ailleurs, d'intégrer l'association LUCI, qui est une association internationale des villes sur la lumière, pour faire valoir à l'international le fait que Montpellier est, à l'heure actuelle, en tête sur ces questions d'énergie et en avance là-dessus. Faisons-en sorte de le rester et continuons d'avancer à toute berzingue sur les années qui arrivent.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur PATERNOT. On fera un point d'ailleurs sur la question énergétique un peu plus tard dans le Conseil, ce que ça impacte. Madame NEGRET.

Véronique NEGRET

Merci beaucoup. Bonjour à tous. Je voudrais revenir sur les propos de Monsieur REVOL, pour dire haut et clair que je les soutiens pleinement, je partage complètement son analyse économique. Pour vous le démontrer, je vous dis aussi que nous avons fait ensemble une vidéo d'à peu près 4 minutes, reprenant les explications qu'il vient de poser là. Vous pouvez la trouver notamment sur le site de la Mairie de Villeneuve-lès-Maguelone ou sur le Facebook de ma Ville. Je pense qu'il y a une prise de conscience à avoir de la part des maires et des élus, qui est extrêmement importante. Je suis un peu inquiète parce que cette prise de conscience, je ne la sens pas. Pour moi, si je vais plus loin que l'analyse économique, je m'interroge sur ce qui va advenir de nos collectivités, à l'échelle communale bien sûr. Mettre en péril les municipalités, c'est très dangereux pour la démocratie, parce que c'est l'échelon, les municipalités, ce sont l'échelon véritable d'une démocratie de terrain, une vraie démocratie, proche des citoyens. Je pense que là, mes collègues maires et mes collègues élus, il faut que vous réfléchissiez à ces questions-là de façon rapide. Merci.

Monsieur le Président

Arnaud [MOYNIER], rapidement. Enfin autant que tu le juges utile.

Arnaud MOYNIER

Monsieur le Président, ne vous inquiétez pas. Certes, les propos de Monsieur REVOL et de Madame le Maire de Villeneuve-lès-Maguelone sont à propos. Je trouve juste un peu dommage qu'on se réveille aujourd'hui. Je veux dire : ça fait des années que les communes se font détrousser et on a l'air de se réveiller aujourd'hui. Donc on a eu les lois NOTRe, les lois MAPTAM, la disparition de la TH, qui était une ressource dynamique, et on arrive comme ça, on se berce de douces illusions et aujourd'hui on se dit ça y est, on s'est fait détroussés : non, ce n'est pas vrai. Ce sont les mandats précédents qui nous ont détroussés. C'est tout ce que je voulais vous dire. À bientôt.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur le Maire. Je vais juste reprendre de manière factuelle. Dans notre budget supplémentaire, notre désendettement s'améliore, notre capacité d'autofinancement également, ce qui va nous permettre de soutenir l'investissement qui est indispensable à l'emploi. Premier point.

Second point, pour me faire écho : moi, je veux saluer les parlementaires qui travaillent actuellement sur le projet de loi de finances dit pouvoir d'achat. J'ai rencontré Madame OZIOL, qui m'a dit qu'elle serait à nos côtés sur la question des dotations aux collectivités. Moi-même, je suis en votre nom Vice-Président de l'Association des Maires de France (AMF), et nous menons des discussions, et le gouvernement est revenu sur l'idée de faire une coupe de 10 milliards d'euros sur les dotations aux collectivités, ce qui nous fragiliserait de manière conséquente. Un certain nombre de discussions parlementaires font remonter l'importance du soutien aux collectivités locales. Un amendement a été habilement adopté, nous ne serons pas concernés,

Monsieur CALVAT, mais peut-être certaines communes, mais je crois que, comme elles sont toutes bien gérées, de la Métropole, pour compenser quand il y a une dégradation trop importante de la marge d'autofinancement à cause notamment du choc énergétique, mais ce sont des mécanismes intéressants, et il est de bon augure qu'au Parlement on se préoccupe de ce qui est le principal ressort de l'investissement sur le territoire, que sont les collectivités territoriales, parce que ce sont elles qui investissent pour l'avenir. Nous, nous pouvons, certes dans cet environnement très complexe, et on en parlera tout à l'heure, nous sommes très durement impactés, comme toutes les collectivités, les communes, la Métropole, sur la question de l'énergie. Monsieur PATERNOT a posé quelques lignes, mais il nous faut un plan d'action, parce que c'est clairement le nuage gris, sombre, sur les finances des communes, qui se présente pour nous, et nous devons agir. En tout état de cause, à cet instant T, sur notre budget supplémentaire, nous arrivons meilleurs, puisque nous avons une meilleure capacité de désendettement, tout en pouvant mener les grandes orientations que nous avons actées lors de la PPI.

Monsieur CALVAT, si vous voulez compléter. Sinon on met aux voix.

Renaud CALVAT

Juste une petite chose, parce que vous avez bien fait de rappeler que nous sommes ici sur le budget supplémentaire. Je ne peux absolument pas laisser dire ou laisser penser par mes collègues que nous ne préparons pas déjà le BP 2023, qui intégrera ces questions-là, Véronique [NEGRET]. En revanche, nous ne sommes pas impactés à cette heure-ci sur le budget supplémentaire 2022. En revanche, nos services, je peux vous dire que la Direction des finances est très engagée sur cette question-là, ont estimé le surcoût pour la Métropole lié à l'augmentation de l'énergie entre 2023 et 2024 à peu près entre 20 et 25 millions d'euros supplémentaires. La Métropole sera la collectivité la plus touchée, bien plus que les communes : c'est lié à nos compétences, aux équipements sportifs. Lorsque nous gérons des piscines, vous vous doutez bien que le coût de chauffage de l'eau dans une piscine est extrêmement important. Nous avons intégré cela. Nous travaillons avec les Vice-Présidents. On était en réunion avec Monsieur ASSAF il y a une semaine sur la question des équipements sportifs. La Direction des finances est très engagée, Monsieur PATERNOT l'a expliqué aussi : il n'y aura pas de petites économies sur la question de l'énergie, il n'y aura pas de petites économies sur la question de la consommation. Mais ne faisons pas non plus de mauvaises économies sur la question de l'investissement, ce qui nous permettrait justement de transformer un certain nombre de nos équipements pour qu'ils soient moins énergivores. Je suis Maire autant que, comme vous : je peux vous dire que je suis très heureux qu'à la piscine Alex-Jany de Jacou, dans quelques jours, on va inaugurer les ombrières photovoltaïques, pour justement pouvoir chauffer, être totalement autonome dans le chauffage de l'eau de la piscine. Donc faisons des économies et soyons attentifs à tout, sur le fonctionnement et sur nos dépenses, mais continuons à dégager des marges de manœuvre en épargne brute en investissement pour investir et modifier les bâtiments pour qu'ils soient moins consommateurs d'énergie.

Monsieur le Président

Merci. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Renaud CALVAT

Nous avons ensuite tous les budgets annexes.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Abstentions : 8 voix

Se sont abstenus : Mme Alenka DOULAIN, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, Mme Isabelle MARSALA, Mme Clothilde OLLIER, M. Philippe SAUREL, Mme Joëlle URBANI.

AFFAIRE N°9 : RESSOURCES - BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2022 DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT - ADOPTION

Monsieur le Président

On y arrive : budget annexe n° 9. Y a-t-il des questions ?

Renaud CALVAT

C'est l'assainissement. Même vote ?

Monsieur le Président

Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Abstentions : 8 voix

Se sont abstenus : Mme Alenka DOULAIN, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, Mme Isabelle MARSALA, Mme Clothilde OLLIER, M. Philippe SAUREL, Mme Joëlle URBANI.

AFFAIRE N°10 : RESSOURCES - BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2022 DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - BUDGET ANNEXE DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF - ADOPTION

Monsieur le Président

Affaire n° 10. Y a-t-il des questions auprès du rapporteur ? Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Abstentions : 8 voix

Se sont abstenus : Mme Alenka DOULAIN, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, Mme Isabelle MARSALA, Mme Clothilde OLLIER, M. Philippe SAUREL, Mme Joëlle URBANI.

AFFAIRE N°11 : RESSOURCES - RESSOURCES - BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2022 DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - BUDGET ANNEXE PARKING - ADOPTION

Monsieur le Président

Budget annexe parking, affaire 11. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Abstentions : 8 voix

Se sont abstenus : Mme Alenka DOULAIN, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, Mme Isabelle MARSALA, Mme Clothilde OLLIER, M. Philippe SAUREL, Mme Joëlle URBANI.

AFFAIRE N°12 : RESSOURCES - ATTRIBUTION DE FONDS D'EQUIPEMENT AUX COMMUNES - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire n°12 : attribution de fonds d'équipement aux communes, 200 000 euros à la Commune de Sussargues pour son projet de réhabilitation du cœur de ville. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

AFFAIRE N°111 : HORS COMMISSION - AGENCE DE DEVELOPPEMENT - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Agence de développement économique. On en avait validé le principe lors d'un précédent Conseil de Métropole. Nous sommes arrivés là, avec un travail de concertation, à en valider son périmètre et ses orientations. Vous savez que cette Agence, elle n'a pas vocation à s'inscrire que sur le territoire de la Métropole, mais bien à l'échelle du grand territoire, avec l'ensemble des EPCI, et Monsieur Alex LARUE a pris beaucoup d'angle là-dessus, et moi-même, et nous avons des accords de principe pour constituer un conseil d'administration de cette Agence et ensuite sa mise en œuvre avec les autres intercommunalités. En effet, le développement économique, comme d'ailleurs beaucoup d'autres enjeux – on le voit pour la culture ou le sport, on en parlera peut-être tout à l'heure, les mobilités naturellement, les stratégies d'urbanisme –

nécessitent des coopérations à l'échelle de l'aire urbaine, dans le respect des intercos.

Ce que nous avons convenu, c'est de poser en complément et sous le pilotage de la Métropole le principe d'une Agence qui doit à la fois nous permettre de contribuer à l'internationalisation des entreprises du territoire, pas que la Métropole. Le deuxième aspect : accompagner. Si nous savons très bien incuber sur le territoire de la Métropole, il faut être capable d'accompagner le deuxième temps de maturation des entreprises, et de pouvoir les aider, notamment à dépasser le cap des dix salariés. Le troisième point, c'est d'avoir une structure d'ingénierie, qui nous permette de partager nos compétences, quand par exemple il y a de nombreux projets de tiers lieux, de zones de coworking, de pouvoir travailler à l'échelle de l'aire urbaine, et partager une compétence que nous avons très clairement, mais que nous pouvons agencer pour mieux répartir à l'échelle du grand territoire, les activités économiques, et de pouvoir aussi avoir des impacts sur les mobilités. Et le quatrième point, très important, c'est de pouvoir accompagner, dans l'esprit de notre PCAET, sur les objectifs de la transition que nous nous donnons, que l'Agence puisse accompagner les entreprises dans leur démarche de transition écologique. On voit que beaucoup d'entreprises se positionnent sur la Responsabilité sociétale des entreprises (RSE), sur entreprises à mission. Avec cet outil, être résolument dans une stratégie d'accompagnement vers la transition, les mobilités, les déchets, la sobriété écologique, toutes les bonnes pratiques, et d'être aux côtés des chefs d'entreprise. Et là ça peut être un rôle majeur, novateur en tout cas, de l'Agence que nous souhaitons lui donner. Voilà dans les grandes lignes.

Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Madame RIBOT.

Catherine RIBOT

Je vous remercie, Monsieur le Président. En novembre 2021, le Conseil de Métropole a engagé le processus de création de l'Agence interterritoriale de développement pour répondre, ainsi que vous venez de l'expliquer, aux grands enjeux du mandat que sont l'emploi et la transition sociétale. Les crises climatiques, énergétiques et sociales, économiques, impactent le développement de notre territoire. Les vieux modèles d'affaires, les secteurs économiques, l'emploi sont en pleine évolution. Les territoires doivent effectivement jouer un rôle stratégique, un rôle d'entraînement dans le nouvel écosystème mondial.

La feuille de route de l'Agence de développement économique dont nous parlons maintenant est bien rédigée. Cette délibération est bien rédigée. Les élus écologistes de la Métropole s'en félicitent, et les élus écologistes notent la prise de conscience de l'urgence dans laquelle nous sommes. La mention est faite, dans cette feuille de route, du dernier rapport du GIEC. Cette mention nous semble essentielle, car oui, les secteurs économiques constituent un levier pour conduire à de puissantes transformations du territoire. Effectivement, ainsi que cela est écrit, sur le long terme, les coûts de l'inaction s'avèreront nettement plus élevés que les coûts de la transition écologique, et cette transition écologique générera d'importantes opportunités pour les entreprises qui auront été les plus réactives, les entreprises innovantes. Montpellier et son grand territoire est constituée de petites entreprises qui ne disposent pas globalement d'expertises permettant d'engager de manière qualitative cette transition.

Ainsi, en proposant des services experts dans l'Agence, la Métropole, et ses partenaires, souhaite abaisser le seuil d'accès des entreprises à leur transition sociétale, tout en favorisant la croissance économique. Ainsi, l'Agence a pour objet d'accompagner les acteurs économiques dans leur croissance durable, en visant une performance sociale, environnementale, sur le bassin de vie de Montpellier. Comme cela est écrit, l'Agence sera ainsi la première Agence de développement interterritorial entièrement dédiée à la transition écologique et solidaire des entreprises en France. Ce sera un accélérateur de transformation pour une économie circulaire, pour une économie vertueuse, responsable et performante.

Les missions de l'Agence consistent à la mise en place de toutes les actions au service des entreprises et des projets économiques. J'attire votre attention sur l'axe stratégique n°3 qui est écrit dans la délibération dans la définition du cadre des missions de l'Agence. Cet axe s'intitule « *activer et accompagner la transition sociétale favorisant le développement d'entreprises vertueuses et pérennes* ». Il est écrit que 86 % des salariés sont prêts à agir contre le changement climatique dans le cadre de leur travail. Deux jeunes sur trois se disent prêts à renoncer à postuler dans une entreprise qui ne prendrait pas suffisamment en compte les enjeux environnementaux. Notre territoire doit créer les entreprises de demain, celles de la transition durable. Le programme n° 3 de l'axe 3 concerne « *l'accompagnement à la transition écologique et solidaire* » et il est proposé que la Métro construise l'Agence sous la forme associative, loi de 1901, afin de proposer un outil agile, flexible, réactif, permettant d'associer de nombreux partenaires. Les élus écologistes espèrent qu'il ne s'agit pas seulement d'une belle rédaction, qu'il ne s'agit pas seulement d'une affirmation politique,

formellement ambitieuse, mais finalement peu utile si elle n'est que cela dans la réalité.

Le calendrier prévisionnel prévoit une création de l'association au dernier trimestre 2022, une mise en service au premier semestre 2023. Les devoirs des élus aujourd'hui sont importants. Il faudra donc apprécier les actions plus que la communication. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci, Madame RIBOT. Monsieur VASQUEZ.

François VASQUEZ

Monsieur le Président, chers collègues. C'est juste un petit mot que je vais ajouter à l'intervention de Catherine [RIBOT], pour vraiment mettre en exergue un point important. Cette Agence de développement économique a évidemment une pertinence primordiale pour nos projets. Pour ce qui concerne la politique des déchets, vous savez que j'ai plusieurs fois réaffirmé à ce micro la volonté de gérer les déchets, et donc l'économie des déchets à l'échelle d'un bassin de vie d'un million d'habitants. J'ai plusieurs fois dit qu'il fallait travailler avec les intercos pour qu'on travaille, qu'on mutualise et qu'on crée les outils d'un développement économique, d'une économie circulaire. J'ai juste le regret que, dans cette délibération, ne soit pas assez clairement affiché le mot « *économie circulaire* », parce que je pense que cette Agence de développement pourrait être un outil important pour l'économie circulaire, pour peu qu'on ne la perde pas de vue. J'avoue que certains mots comme « *l'internationalisation* » m'inquiètent un tout petit peu, car il peut y avoir un glissement sémantique, et on a besoin de relocaliser, on a besoin d'une économie locale, vous l'avez dit. On a commencé à le créer avec Envie, d'autres structures, comme nous voulons le faire. On a besoin de foncier, on a besoin de cette Agence pour l'économie circulaire et pour toute la politique des déchets. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur VASQUEZ. Madame BORNE, et après on clôt.

Mathilde BORNE

Merci, Monsieur le Président. C'est juste pour rebondir, parce que je partage complètement ce qui vient d'être dit par Monsieur VASQUEZ, avec cette idée d'accentuer vraiment sur l'économie circulaire plutôt que d'aller à tout prix vers l'internationalisation, qui peut avoir des effets très néfastes pour l'écologie, notamment, et pour la création d'emplois au niveau local. Merci.

Monsieur le Président

Merci beaucoup. Trois petits points. Un : c'est rendre tous les acteurs du grand territoire partie prenante de la transition. Tout ne se jouera pas de cette Assemblée, et donc il faut embarquer les acteurs économiques, et donc c'est bien l'idée. Les chefs d'entreprise, les équipes sont parfois très loin de ces enjeux. En tout cas, elles savent qu'il y a une demande et il faut les accompagner.

Deuxièmement, qu'il n'y ait pas de malentendu sur l'esprit. La dimension dite « *d'internationalisation* », c'est comment des entreprises qui sont basées sur l'étang de Thau, qui sont basées dans le Lunellois, comment, quand nous nous sommes déjà présents sur des salons, on peut y être ensemble. C'est travailler ensemble et porter. C'est ça la dimension qui est la nôtre.

Ensuite, je note bien, et cette réflexion est très juste, toute la dimension d'un écosystème économique de l'économie circulaire qui a déjà commencé. Je pense là aux coopérations, et je parle de mémoire, cher François [VASQUEZ], notamment avec Mauguio, et là on doit dynamiser cet écosystème. Là encore c'est la dimension de coopération. Vous savez que nous allons arrêter la collecte des déchets dans les zones d'activités économiques, c'est quelque chose qu'on doit faire, on doit aussi être porteurs de solutions, de faire émerger des acteurs économiques qui sont pour beaucoup tournés vers l'insertion – il faut saluer leur travail. Mais nous avons là un enjeu. Qu'il n'y ait pas de malentendu : c'est bien aussi l'un des leviers, mais ça va mieux en précisant les choses.

Je propose de mettre aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenus : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N°13 : HORS COMMISSION - STRATEGIE MEDVALLEE - PLAN D' ACTIONS 2022-2026 - ADOPTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mmes Clara GIMENEZ et Céline PINTARD sortent de séance.

M. Cyril MEUNIER quitte définitivement la séance et donne pouvoir à M. Michaël DELAFOSSE.

Monsieur le Président

Affaire n° 13. Il s'agit du plan d'actions sur la stratégie Med Vallée, qui est une stratégie importante de filière, en particulier tournée vers le monde académique, la grande communauté des chercheurs, que je veux ici, en notre nom, saluer, parce qu'on ne l'a pas dit, les labellisations, I-Site, Université d'excellence, je pourrais évoquer la labellisation Unesco et le congrès qui s'est tenu, c'était une première en France, grâce à Monsieur SERVAT et l'ensemble de ses équipes, qui s'inscrit dans la stratégie Med Vallée, recherche scientifique, accompagnement par les politiques publiques, alignement totale État, Région, Métropole, mais aussi résolument tournée vers l'innovation avec les acteurs économiques.

Pour bâtir cela, une méthode a été retenue : celle d'une fabrique, d'ateliers participatifs. Nous avons tenu les premières assises de Med Vallée au Corum, avec près de 700 personnes présentes, des trois univers que j'ai pu décrire à l'instant, mais qui ne font finalement qu'un, autour des éléments liés à Med Vallée. Vous avez ici la description de la stratégie : essayer de labelliser des projets Med Vallée, qui sont des projets de chercheurs tournés vers l'innovation, dans un champ, qui est celui de la santé globale, qui sont les points forts, à la fois de notre recherche scientifique mais aussi de plus en plus d'acteurs économiques. Deuxièmement, être un accélérateur de croissance et de développement, et nous avons ici des exemples, en particulier dans la crise de la Covid-19, d'entreprises qui se sont remarquablement révélées, implantées dans la zone d'Euromédecine. Soutenir l'innovation, et conduire, accompagner l'enseignement supérieur vers le transfert d'innovation, et avoir, à travers Med Vallée, des applications très concrètes sur le territoire, sur ce concept de santé globale, et évidemment être repéré, labellisé au niveau national et international, pour dire que sur les enjeux de la santé globale, la place forte, c'est Montpellier, pas en compétition mais en coopération. Voilà l'esprit de cette délibération qu'on soumet au vote.

Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Madame LEVY, Madame BORNE et Madame DOULAIN.

Nathalie LEVY

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, chers collègues. Depuis plus de 800 ans, le territoire montpellierain est connu et reconnu à l'échelle mondiale pour la qualité de son enseignement et le haut niveau de ses établissements de santé et de recherche. L'initiative Med Vallée s'inscrit parfaitement et logiquement dans cette dynamique, et permettra de conforter la renommée de notre territoire comme pôle mondial d'excellence en santé globale. Ainsi, au nom de la Ville de Castelnau-le-Lez et de son Maire Frédéric LAFFORGUE, je vous réaffirme tout l'engagement qui sera la nôtre dans ce projet. En effet, bien que déjà très bien pourvue en offre médicale, notre Ville a fait le choix stratégique de devenir une Ville numérique et de développer l'offre d'e-santé, de se lancer dans la réalisation d'un campus, la Station d'OC, qui accueillera des porteurs de projets dans les domaines de la santé, du numérique, des étudiants, des pôles de formation, de soutenir le déplacement de la clinique du Parc dans le quartier de Sablassou (cette clinique sera la clinique du futur, stratégiquement positionnée), de favoriser l'implantation au nord de la commune d'entreprises du domaine de la santé. Vous l'aurez compris : Castelnau-le-Lez portera haut et fort l'initiative Med Vallée grâce à des actions concrètes autour de la santé, du bien-être et de la qualité de vie. Je vous remercie pour votre attention.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Madame LEVY. Madame BORNE, qui s'exprime en tant que conseillère métropolitaine.

Mathilde BORNE

Oui, merci. Sur le principe, évidemment, il est intéressant de développer ce type de pôles d'excellence dans les domaines de la santé, de l'alimentation et de l'environnement, qui répondent à des enjeux sociétaux, de développer évidemment la recherche et l'enseignement sur ces sujets. Par contre, j'ai une petite réserve : je suis assez inquiète sur la stratégie globale, et notamment, comme je l'avais déjà dit, j'ai l'impression qu'il n'y a pas de cadre éthique qui est posé vraiment dans ces recherches. Ça peut être des recherches qui sont capables du meilleur évidemment, mais du pire aussi, dont par exemple le développement du numérique à tout va, pour

toutes les applications, alors que ce n'est pas forcément nécessaire, le rapprochement homme-machine dans les nanobiotechnologies ou les projets animal-machine comme c'est de plus en plus le cas dans les élevages intensifs, avec par exemple des capteurs sur les vaches laitières ou des capteurs pour les dates d'insémination, la production de lait, etc. Est-ce qu'il serait possible d'ajouter dans ce projet un volet éthique ou une charte, qui permettrait de mettre des limites et d'assurer les meilleures innovations possibles. Si ce n'est pas le cas, je m'abstiendrai aujourd'hui sur cette délibération, et je verrai l'évolution dans le futur.

Je voudrais juste rebondir, je sais que ce n'est pas le cadre du Conseil de Métropole, mais sur le sujet de Castelnau-le-Lez et de Sablassou. J'attire quand même votre attention : évidemment, la clinique du Parc, nous on se félicite qu'elle va déménager, parce que c'est quelque chose qu'on porte depuis très longtemps ; par contre, on a proposé à la Ville de Castelnau-le-Lez, la majorité, de trouver une autre solution, un autre lieu que sur des terres agricoles. C'est pour vous dire que c'est une demande qu'on a faite, pour l'instant sans réponse, mais on vous tiendra informés de la suite. Merci.

Monsieur le Président

Merci, Madame BORNE. Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN

Monsieur le Président, chers collègues. Depuis deux ans, nous vous interrogeons en notre qualité d'opposition sur ce qui se cache derrière le projet opaque de Med Vallée, et à la lecture de cette délibération, notre prémonition ne semble pas démentie, et on tient là, je le crains mes chers collègues, un nouvel Montpellier Unlimited : pas un seul objectif chiffré, pas un seul objectif objectivable ; juste une manœuvre de marketing territorial coûteuse dont le Parti Socialiste de Montpellier a le secret depuis plus de 40 ans. Cette délibération montre votre incapacité à imaginer des manières de faire vivre le territoire autrement que par des recettes usées et inefficaces, ces vieilles recettes où l'argent des métropolitains et métropolitaines est destiné à être capté par des fonds privés soigneusement sélectionnés par vous, et tout cela sans créer la moindre plus-value localement et pour notre territoire. Qui plus est, ce projet est à nouveau très centré sur la Ville de Montpellier et le territoire métropolitain, dans une logique d'hyper concentration des activités sur notre Métropole, et dans une logique de métropolisation. Le seul intérêt de l'Agence économique que nous venons de voter c'est justement ce travail avec un ensemble d'EPCI pour avoir une échelle qui fait sens – moi je me suis abstenue, parce que pour moi, Madame RIBOT parlait de belle rédaction, je crois qu'on n'en est malheureusement que là. Je crois que notre territoire, notre département, est énormément touché par cette métropolisation à outrance. Si on ne veut pas que notre Métropole soit une île dans un océan de Rassemblement National, il va falloir aujourd'hui se poser la question de la répartition des emplois, des activités économiques sur ce territoire. Malheureusement, alors qu'on vient de voter, le seul atout de cette Agence économique, c'est ce travail au-delà de l'échelle métropolitain, malheureusement, même sur Med Vallée, sur le projet qui pourrait concrètement la première chose où on a des aspects tangibles sur la stratégie économique, ce n'est même pas appliqué pour Med Vallée. C'est un échec.

Monsieur le Président, l'argent des métropolitains ne peut plus être gaspillé dans des labels, alors que nous sommes touchés par un chômage de masse et que la santé est un sujet majeur pour nos concitoyens et concitoyennes. C'est pourquoi nous voterons contre cette délibération.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Madame DOULAIN.

Merci, Madame LEVY, de votre contribution, et je crois qu'elle fait écho à beaucoup de maires de la Métropole, plutôt à proximité des universités – je vais y revenir.

Madame BORNE, c'est vrai, vous ne saviez pas, il y a une charte qui est prévue, on peut vous la faire communiquer, autour de Med Vallée, sur ce type de projets, ce que vous évoquez. Ça a été intégré. Ce n'est pas dans la délibération, vous en prendrez acte, mais c'est une dimension qui a été prévue, tout comme, dans Med Vallée, il y a évidemment la dimension des sciences sociales, en lien avec l'Université Paul-Valéry, donc qui est aussi un des lieux du questionnement éthique, je veux le préciser sous ces deux aspects.

Ensuite, Med Vallée, c'est très concret. Vous connaissez tous à Agropolis le serpent de mer de la Soucoupe, qui a été un lieu squatté, dégradé. Madame le Maire de Montferrier-le-Lez, Madame le Maire de Prades-le-Lez connaissent bien cela. Ce lieu, dans la stratégie Med Vallée, nous l'avons acquis, acquis à la Région. Quand le Directeur du CJAR, qui est le principal organisme mondial qui œuvre sur l'accompagnement des

stratégies alimentaires, pour en particulier aider les pays dits du Sud, je m'exprime ici un peu en écho avec les chercheurs du CIRAD, quand il a dit nous souhaitons accueillir un incubateur pour aider des entreprises à s'installer, notre premier incubateur, nous étions en concurrence avec Rome, avec New York et d'autres villes. La force de l'écosystème scientifique, de la dynamique d'Agropolis International, cette opportunité foncière a permis à Marco FERRONI, que je veux remercier publiquement, de choisir Montpellier pour accompagner des entreprises à se créer, portées par des chercheurs, pour justement travailler en direction de l'Afrique, et pour accompagner des entrepreneurs issus du continent africain. Certaines entreprises se développeront sur le territoire de la Métropole, mais au-delà.

Autre illustration extrêmement concrète. Aujourd'hui nous avons, et ça a été initié dans Montpellier capitale santé, le Professeur JORGENSEN qui porte un projet absolument remarquable sur les thérapies cellulaires, qui va, avec l'entreprise MedXcell, créer une centaine d'emplois, où à la fois la recherche, les essais thérapeutiques, la production de médicaments se dérouleront sur le même bâtiment, et au-dessus, des espaces pour accueillir des entreprises incubées à proximité de chercheurs. D'ailleurs, nous aurons à 16 h 30 un point avec cette entreprise. Voilà une deuxième illustration.

Dans cette stratégie Med Vallée, il y a eu au Corum – merci à tous les collègues qui étaient là – une prise de parole qui est passée un peu de manière anodine. Mais quand le Directeur de Sanofi, dont ici nous avons tous fait, dans nos Conseils municipaux, des manifestations pour essayer de préserver l'emploi, dont la hantise collective est de voir le site de Sanofi partir, eh bien en repérant la stratégie Med Vallée, le Directeur de Sanofi a dit « *nous confortons notre dynamique R&D sur le site de Montpellier* », donc des emplois, oui, des emplois qualifiés, très qualifiés par nos chercheurs. Mais au fond, à Montpellier, c'est aussi ça notre identité, et ça a des conséquences sur l'emploi technique, employé. Et l'entreprise Sanofi, d'ailleurs, nous l'accompagnons dans sa stratégie foncière pour ses développements futurs.

Ensuite, Med Vallée, est-ce qu'on pourra aller faire ça ailleurs ? Disons qu'il faut quand même être à proximité du tissu d'enseignement supérieur. C'est bien autour des universités, parce que cette stratégie de transfert de la recherche vers l'innovation se fait à proximité. Mais évidemment, c'est un outil qui doit être de coopération pour éviter que métropolisation rime avec cannibalisation territoriale. J'en veux pour preuve les premières coopérations qui ont été menées sur un sujet majeur, majeur, que sont les blessures des athlètes de haut niveau ou les personnes victimes de feu, avec la coopération entre le CHU et les cliniques du Docteur STER, qui se situent à Lamalou-les-Bains, qui développent sur Saint-Clément-de-Rivière – ce n'est pas dans la Métropole – des activités qui nous permettent d'être repéré. Tout comme j'ai eu le plaisir, enfin, de visiter l'Institut de Saint-Pierre, qui est un endroit remarquable de prise en charge exceptionnelle de la pédiatrie, et où là on voit apparaître aussi des projets pour une meilleure prise en charge du handicap, avec des technologies de pointe, en lien entre application, soin, recherche, innovation, pour apporter du progrès. Evidemment, nous avons sur Med Vallée un enjeu d'échelle. La première, c'est la proximité avec le tissu d'enseignement supérieur. La seconde, ce sont des coopérations dans l'esprit de l'Agence. Auparavant, en tout cas il y a une quinzaine d'années, souvent on disait « *mais l'économie montpelliéraine, c'est le BTP et le tourisme* ». Eh bien aujourd'hui, autour de cette grande stratégie de pôle de santé globale, nous avons un positionnement très fort autour de notre développement économique, en lien avec les organismes de recherche.

Je ne sais pas si c'est une stratégie du Parti Socialiste. Ce que je sais, c'est qu'à Heidelberg, à Boston, dans toutes les grandes villes de tradition universitaire, ce type de projet-là, une fois qu'il y a un alignement territorial entre institutions publiques, acteurs économiques, acteurs de recherche, ça génère de l'emploi. D'ailleurs, prenons un exemple : dans l'autre métropole d'Occitanie, ils font ça très bien. Ce sont les avions. Ils font ça très bien. Ils ont un lycée qui est adapté, ils ont des formations adaptées, ils ont un écosystème économique, ils ont des universités résolument tournées vers la recherche et vers l'innovation. Si Toulouse fait très bien les avions, à Montpellier, il faut qu'on s'empare à l'échelle mondiale des enjeux d'un pôle d'excellence en matière de santé globale. C'est cela que nous disons. Auparavant, il y avait sur ce territoire des anecdotes malheureuses, qui reposent parfois sur les conflits qui ont pu exister, et nous sommes passés à côté d'opportunités d'implantation d'entreprises, d'installation de grands chercheurs qui ont choisi d'aller ailleurs plutôt qu'ici. Eh bien là nous créons un espace commun à travers cette démarche de Med Vallée.

Alors, c'est sûr, elle est moins perceptible, c'est moins un bâtiment, un coupon, un ruban qu'on inaugure, c'est moins tout cela. Mais la communauté des chercheurs de Montpellier, qui vient d'avoir encore d'excellents résultats au classement de Shanghai en écologie pour l'Université de Montpellier, pour l'Université Paul-Valéry qui doit aussi être mise à l'honneur, c'est finalement un lien avec leur territoire.

Nous avons tout intérêt à le faire ensemble, justement pour relever la bataille de l'emploi. Ce que nous avons fait sur Med Vallée avec Madame EMAD et les équipes du développement économique, je veux saluer ici Madame PAOLI qui suit de manière magistrale Med Vallée et Monsieur GIRAUD qui est Directeur du Pôle développement économique, nous voulons avoir une stratégie aussi sur les industries culturelles et créatives, pour lesquelles notre territoire a des atouts extraordinaires, c'est France Télévisions qui se développe, qui permet de donner de l'emploi et qui demande aujourd'hui à notre système de formation de monter en compétence, parce qu'il y a des besoins, et c'est de l'emploi pour les jeunes. Nous allons avoir, nous le travaillons sur le vin, avec notre présence au Salon de l'agriculture justement pour redonner de la valeur à la terre et éviter que les viticulteurs vendent leurs espaces agricoles, et nous aurons la même chose sur les énergies renouvelables, parce que nous avons un écosystème absolument remarquable. Des fois, on se dit ils sont très bons, ils avancent tout seuls, mais si nous arrivons à bien travailler avec eux, il y a là aussi assurément des dynamiques d'emplois supplémentaires. Donc notre stratégie de développement économique, elle repose sur des filières, sur de la structuration, sur l'idée que ce n'est pas la Métropole qui dit « *faut faire ci, faut faire ça* » ou inversement « *vous ne faites pas ci, vous ne faites pas ça* », c'est une stratégie de filières, d'intelligence collective, de gouvernance partagée sur ces enjeux.

Je crois qu'il n'y a pas lieu d'aller chercher des mauvais procès, parce que ce qui est fondamental, c'est la dynamique de l'emploi. Monsieur CALVAT évoquait dans les recettes fiscales de la Métropole. Certes, on peut voir le mécanisme inflationniste, donc je nuancerais par rigueur académique, pour ne pas faire offense au Professeur René REVOL, mais néanmoins, c'est bien parce qu'à un moment, on l'a vu sur le champ de la santé globale, il y a plein d'entreprises qui se développent, qui sont liées aux transferts d'innovation de nos propres incubateurs. L'idée, c'est de pouvoir accélérer, d'être plus efficace. Je crois que quand on affirme un projet dans une région, on est plus lisible, on est plus clair. Med Vallée en est un et vous aurez d'autres délibérations. Quant aux coopérations territoriales, je crois qu'on peut nous reconnaître collectivement qu'en l'espace de 2 ans, je ne sais pas si ce sont des pas de géant qui ont été accomplis, en tout cas, l'effet frontière de nos intercommunalités ne doit plus être un sujet quand il s'agit de l'emploi pour le territoire.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée, en vous remerciant.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 2 voix

Ont voté contre : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Mathilde BORNE.

AFFAIRE N° 14 : ANIMATION DU TERRITOIRE - SPORT DE HAUT NIVEAU - DISPOSITIFS A DESTINATION DES ATHLETES DE HAUT NIVEAU - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS - APPROBATION

Mmes Clara GIMENEZ et Céline PINTARD entrent en séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 14, et je donne la parole à Monsieur ASSAF.

Christian ASSAF

Merci, Monsieur le Président. Mes chers collègues. N'en déplaise à notre collègue Alenka DOULAIN, Montpellier n'est pas un astre mort. Il faut arrêter de parier sur le déclassement de notre Métropole pour espérer prospérer électoralement. Moi, ce matin, je suis très fier. Je vais vous faire une confidence. Lors du dernier Conseil de Métropole, lorsque nous avons célébré les titres de champion de France volley et le Brennus du rugby, je considérais être un peu en vacances sur un plan émotionnel, sportivement, jusqu'à la prochaine rentrée sportive. Et que se passe-t-il ? Ce matin, on peut à la fois célébrer le titre de champion du monde de Kevin MAYER, qui s'entraîne régulièrement sur le stade Philippidès à Montpellier, aux côtés de sportifs amateurs. On peut également saluer la victoire de l'équipe de France de Volley, avec Nicolas LE GOFF qui s'entraîne et joue à Castelnau-le-Lez et qui vient de remporter la Ligue des nations de bon augure avant la préparation des championnats du monde qui auront lieu aux mois d'août et septembre.

Finalement, cette délibération, mes chers collègues, que nous vous soumettons aujourd'hui, c'est une délibération qui tend à célébrer ça, qui tend à glorifier ça. Soyons fiers en effet de notre politique sportive, même si elle mérite une nouvelle stratégie, un nouveau souffle, et ça a souvent été dit dans cet hémicycle. Cette délibération, c'est la mise en application, dans sa première phase, de notre nouvelle stratégie, pour faire en sorte que Montpellier Méditerranée Métropole, bien sûr, demeure la Métropole la plus sportive de France – je l'affirme ici – mais qu'elle soit également la Métropole où le sport est le plus pratiqué, où on a le plus de licenciés, le plus d'amateurs, même hors club, qui peuvent pratiquer librement l'activité physique et sportive. Une Métropole, je le disais, qui tente aussi de prendre part à la grande fête planétaire du sport qui aura lieu à Paris en 2024, mais aussi de mettre en place les fondamentaux pour assurer notre leadership sportif pour les trente prochaines années.

Ce premier étage de la fusée consiste en un dispositif, qui n'existait pas ici. Vous le savez : nous aidons fortement les clubs, les clubs d'élite, nous les invitons à trouver un modèle économique qui leur permette d'enranger de la recette privée, on va dire, à côté de l'aide publique que nous leur apportons. Mais il manquait un dispositif dans tout ça : c'était l'aide individuelle aux jeunes talents, à ceux qui seront les champions de demain, à ceux qui sont également les champions d'aujourd'hui mais qui, n'étant pas dans un club sportif, et pratiquant de façon individuelle leur pratique, ne bénéficiaient pas de l'aide publique. À travers cette délibération, c'est donc le fruit, le résultat de la première session visant à aider les athlètes, les jeunes talents de la team Montpellier, que nous vous présentons. 48 athlètes, vous le verrez, de tout âge, de tout niveau, qui se voient ainsi offrir la possibilité d'améliorer leur performance par une aide individuelle, cette aide individuelle qui vise, soit pour les uns à s'acheter des équipements, pour les autres à pouvoir s'offrir les services d'une diététicienne, pour les autres à contribuer à alléger les frais de dépense qu'occasionne leur pratique.

Mais c'est également, pour nous, l'occasion de saluer et de célébrer les ambassadeurs du sport que sont Aurélie GODET, Alexis LEBRUN, qui a fait un formidable résultat cet été, eu égard à son âge, et dont nous avons bon espoir qu'il puisse représenter dignement notre pays aux prochains Jeux, Brice MAUREL, Lily RAMONATXO ou encore Mamignan TOURÉ, qui sont des sportifs un peu plus confirmés mais que nous souhaitons également honorer.

Enfin, et par anticipation – ce n'est pas dans la délibération – nous aurons également une série de contrats, de droits à l'image que la Métropole entretiendra avec des sportifs de haut niveau, notamment pour les associer à différentes campagnes, celle du zéro déchet que porte notre ami VASQUEZ, et qui permettra de mettre en avant des sportifs, là très confirmés, mais qui doivent incarner la réussite du territoire.

Je conclus par ce sur quoi j'avais commencé : je pense évidemment à Kevin MAYER, on pense évidemment à Nicolas LE GOFF, à Téji SAVANIER, et bien d'autres encore. Vous le voyez : à travers cette délibération, nous avons un peu anticipé, mais c'est souvent une marque de fabrique à Montpellier, le slogan des Jeux qui a été dévoilé hier, puisqu'ici, à la Métropole, nous ouvrons grand les Jeux.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur le Vice-Président, de cette présentation sportive. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Mohed ALTRAD, M. Christophe BOURDIN, M. Serge GUISEPPIN, Mme Nicole MARIN-KHOURY, M. Cyril MEUNIER, Mme Célia SERRANO.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

AFFAIRE N° 15 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CANDIDATURE DE MONTPELLIER CAPITALE EUROPEENNE DE LA CULTURE 2028 - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A L'ASSOCIATION - EXERCICE 2022 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 15, relative à la candidature de capitale européenne de la culture. C'est attribuer une subvention à hauteur de 150 000 euros à l'association qui est présidée par Adèle CHARVET, qui a été constituée. Tous les administrateurs sont les membres des intercommunalités partie prenante, en tout cas au premier tour partie

prenante, et il y a des signaux qui laissent entendre qu'elle va encore s'élargir, ce sera une candidature du grand territoire. Il s'agit d'une subvention de 150 000 euros, qui va engager le deuxième appel à projets pour la candidature de capitale européenne de la culture qui sera présentée au mois d'octobre. Est-ce qu'il y a des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Merci.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSÉ, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Clara GIMENEZ, M. Cyril MEUNIER, M. Bruno PATERNOT, M. Eric PENSO, M. Manu REYNAUD, Mme Célia SERRANO, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Monsieur le Président

Juste, peut-être, sur ce point, le jury, le dossier doit être déposé au 1^{er} décembre, et c'est au premier trimestre 2023 que quatre villes françaises seront retenues, et puis fin 2023, une ville. Il y a 10 villes qui postulent pour être capitale européenne de la culture. On n'est pas en concurrence, on se parle d'ailleurs. Ça permet sur chaque territoire de déployer des réflexions et une stratégie autour des politiques culturelles. On verra comment le jury, dont on ne connaît pas encore la composition, se fixera. Mais il ne faut pas être dans le péché d'orgueil en disant on fait beaucoup pour la culture et c'est acquis. Il faut bien construire un récit, un lien, des approches nouvelles, un esprit un peu pionnier en matière de culture pour avoir l'attention du jury, ce qui collectivement représente beaucoup de travail. Je veux saluer Nicolas DUBOURG, qui est le Directeur artistique qui porte la candidature.

AFFAIRE N° 16 : AMENAGEMENT DURABLE - BUSTRAM - BILAN DE LA CONCERTATION - APPROBATION

Mmes Clare HART, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI, MM. Serge DESSEIGNE et Joël RAYMOND sortent de séance.

Monsieur le Président

Madame FRÊCHE, bilan de la concertation sur les bustrams. Quelques mots. Y a-t-il des questions auprès de Madame FRÊCHE ? Madame BORNE. Tu veux présenter ?

Julie FRÊCHE

Oui, merci, Monsieur le Président, très rapidement, après je passerai plus de temps pour répondre aux questions. La concertation publique a eu lieu du 14 février au 14 avril. Il y a eu près de 300 avis qui ont été reçus sur les registres dématérialisés. Il y avait aussi des registres qui étaient déposés en Mairie. Nous avons organisé des réunions préparatoires avant et au cours de la concertation avec toutes les mairies concernées par le tracé du bustram, soit 10 mairies hors ville-centre. Nous avons également présenté les différents tracés des cinq lignes de bustram à tous les conseils de quartier de la Ville de Montpellier. Nous avons organisé cinq réunions publiques, une sur chaque ligne. Je rappelle qu'à notre arrivée, il n'y avait strictement rien sur le bustram, rien du tout.

Je voudrais à cette occasion quand même soulever, relever l'engagement, l'implication des équipes, aussi bien de la Métropole, de la direction des mobilités ou de la TaM, évidemment, ont été extrêmement riches, précieuses, engagées et rapides pour qu'aujourd'hui on puisse vous présenter le bilan de cette concertation publique et recruter dès la rentrée la maîtrise d'œuvre pour rentrer encore plus précisément sur les aspects plus techniques des différents tracés et procéder aux acquisitions foncières nécessaires à la réalisation de ces cinq lignes.

Les attentes sont extrêmement fortes. Après, peut-être, je répondrai aux questions ligne par ligne. Dire que c'est très variable en fait entre les lignes. Là où il y a eu le plus de questions, c'est sur la ligne 1 et la ligne 4, et là où les avis négatifs ont été les plus importants, c'est sur la ligne 4 et la ligne 5. La ligne 4, c'est effectivement parce que la population était en attente de la promesse tramway, et donc il a fallu effectivement au cours de la réunion publique pouvoir désamorcer et expliquer finalement ce qu'était un bus à haut niveau de service, parce que, ce qui ressort de cette concertation, c'est une très, très forte attente de la population, parce que les gens ne connaissent pas ce nouveau produit de mobilité. Il a vraiment fallu avoir un temps de

pédagogie pour expliquer ce que c'était. Je crois que l'objectif au final, c'est que la population de la Métropole aime autant le bustram que ce qu'elle aime aujourd'hui, le tramway.

Monsieur le Président

Alors, il y a madame LEVY, Madame BORNE, Madame OLLIER, Monsieur ARS, Monsieur REVOL. Je clos la liste des prises de parole. Madame LEVY.

Nathalie LEVY

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, chers collègues. Si aujourd'hui la voiture reste le mode de transport prépondérant en France, elle perd néanmoins du terrain, notamment en ville. Nos jeunes s'équipent moins et ne considèrent plus la voiture comme un marqueur social. Les transports publics sont désormais présentés comme une alternative. La mobilité de demain sera donc multimodale : transport doux (piéton, vélo), individuel (voiture électrique, deux-roues), partagé (autopartage, covoiturage), collectif (bus, métro, tramway). Avec la réalisation de cinq lignes de bustram, de bus à haut niveau de service, une fois encore notre Métropole fait le pari de l'innovation et agit en préservant l'avenir des jeunes générations. Rappelons que les travaux réalisés permettront la création de 24 kilomètres de pistes cyclables et la plantation de 1 300 arbres. Nous sommes heureux et fiers de pouvoir annoncer aux Castelnaudviens qu'ils bénéficieront avant la fin du mandat de deux lignes de bustram. Avec la réalisation de la boucle du réseau express vélo et la future gare TER de Sablassou, c'est enfin une véritable offre de mobilité que nous proposons. Montpellier Méditerranée Métropole est une Métropole intelligente qui prend à bras le corps la problématique de la mobilité dans l'objectif de rendre nos déplacements à la fois plus fluides et plus durables, un critère supplémentaire d'attractivité. Castelnaud-le-Lez tenait à remercier Julie FRÊCHE qui avance vraiment très bien dans ce dossier.

Monsieur le Président

Merci, Madame LEVY. Madame BORNE, puis Madame OLLIER.

Mathilde BORNE

Merci. Vous connaissez ma position en faveur des transports publics, de ce développement intensif et de ces mobilités actives. J'avais juste deux questions.

On voit que le bilan de la concertation a montré un grand intérêt de la population : beaucoup de demandes d'information, beaucoup de personnes dans les réunions publiques. Notamment, il y en a une qui indique, je cite : « *Il semble nécessaire de poursuivre l'information du public tout au long du projet au travers du site internet qui a été mis en place et qui va être conservé, mais aussi au travers de réunions d'échanges ciblées par quartier et par zone d'emploi* ». Pourtant, je n'ai rien trouvé dans ce sens dans la délibération, dans le sens de la poursuite de la concertation, ou en tout cas de la consultation, dans les conclusions qui sont soumises au vote du Conseil. Je voulais savoir : est-ce que vous pourriez me dire s'il est prévu justement, dans la suite de ce projet, d'impliquer les habitantes et les habitants, et les associations, pour poursuivre en fait ce projet ?

Ma deuxième question : là c'est plutôt concernant l'amplitude horaire. On voit que les bus ont le projet de s'arrêter à minuit. Pourquoi ? Pourquoi ne pas les prolonger jusqu'à 1 h du matin pour s'aligner avec la fermeture des bars ? Ça aurait quand même plus de sens de pouvoir ramener les personnes qui sortent en transport en commun, de façon sécurisée, via ces bustrams. Je vous remercie pour vos réponses.

Monsieur le Président

Madame FRÊCHE vous répondra. Madame OLLIER.

Clothilde OLLIER

Le bustram est un très bon projet. Nous nous félicitons que vous ayez travaillé sur ce sujet-là. Vous nous parlez de concertation, mais cette concertation est en-deçà des attentes des habitants. Vous parlez de 300 réponses, dont pas mal de doublons. Le compte n'y est pas. De nombreuses questions restent en suspens.

En attendant, le réseau de bus est en partie démantelé : diminution des fréquences, lignes déviées, suppression de très nombreux arrêts. Parlons par exemple de la ligne 11. Monsieur DELAFOSSE, les usagers vous interrogent, ils ont des messages pour vous. Vous avez Santiana, qui a 9 ans, qui ne peut plus aller chez l'orthophoniste, qui utilisait cette fameuse ligne 11. Téo, 13 ans, collégien à Gérard-Philippe, qui s'inquiète puisqu'à la rentrée il va devoir marcher pendant 950 mètres au bord de la voie rapide pour se rendre dans son collège – vous savez, cette fameuse voie rapide. Alice, elle, ne comprend pas : sa ligne de bus n'existe plus ;

et pourtant, depuis le 25 juin, aucun travaux n'ont débuté ; de 25 minutes, son trajet est maintenant de 1 h 40. Nadia, agent d'entretien et travailleuse handicapée, est épuisée de marcher plus d'une heure au bord de la voie rapide. Virginie, qui vit seule avec ses deux enfants et qui est aidée à domicile, rentre chez elle le soir maintenant à 20 h 30, contre 19 h auparavant. Arlette, qui est âgée, vous appelle à l'aide : elle a besoin du bus pour se déplacer. Mais aussi Bernadette, Miguel, Kilian et bien d'autres.

Ces habitants n'ont pas besoin d'une explication. Ils vous demandent une solution, Monsieur DELAFOSSE. Donc apportez-leur une solution.

Monsieur le Président

Merci, Madame OLLIER. La parole est à Monsieur ARS.

William ARS

Merci, Monsieur le Président. Chers collègues. C'est un sujet, vous ne l'ignorez pas, sur lequel les élus de l'ouest et en particulier ceux de Cournonterral ont une grande vigilance. Je voudrais quand même d'abord exprimer ma satisfaction déjà de cette phase de concertation, remercier Julie FRÊCHE et les équipes du dynamisme, de la pédagogie et de l'écoute dont ils ont pu faire preuve durant cette période de concertation. La concertation réglementaire s'achève, mais elle se poursuit : on échange très souvent avec Julie [FRÊCHE], sur parfois des points de détail, parfois des choses plus importantes.

Nous, nos points de vigilance étaient de deux ordres à Cournonterral. C'était effectivement dans la mesure où cet équipement était très attendu par les déçus, ça a été dit dans le rapport de concertation, par les déçus du tram 5. Cet équipement a vocation à desservir entre autres le lycée de Cournonterral, mais pas que, aussi une zone d'activités qui va accueillir près de 300 emplois, et donc qui va inverser les flux routiers, etc. C'est tout à fait intéressant.

Les deux questions sur lesquelles on avait un point de vigilance, c'était d'abord le pourcentage de voies dédiées, et j'ai noté qu'était mise à l'agenda pour plus tard une amélioration des voies dédiées, parce que le bustram, pour Cournonterral et pour le reste, doit être sensiblement équivalent au tram, avec un cadencement, avec une rapidité de desserte, qui puissent satisfaire les usagers de l'ouest de la Métropole.

L'autre point de vigilance, notre demande qui a été aussi exprimée par les habitants de notre territoire, c'est l'amélioration de la desserte bus et l'adaptation. Et ce que j'entends, aussi ce que je peux constater, c'est que l'adaptation de la ligne 38 est attendue pour pouvoir préparer à l'arrivée du bustram. Parce que ce que disent aujourd'hui notamment les parents d'élèves qui ont été rencontrés dans la perspective de l'arrivée du lycée, c'est que c'est dès aujourd'hui qu'il faut préparer nos populations à cette desserte, à ces dessertes internes aussi dans nos communes, et que le bustram pour 2025 c'est bien, mais ça prend du temps en termes de préparation et d'accompagnement de nos populations, et de changement de nos pratiques.

On a été entendus. On restera vigilants, Julie [FRÊCHE] le sait. On est en contact assez régulier. C'est quand même, au final, une belle satisfaction d'avoir cet équipement public qui, enfin, va relier – allez, je le fais un dernier coup – le *far west* de la Métropole à la ville-centre. Merci.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur le Maire, cher William [ARS]. La parole est à Monsieur REVOL, Maire de Grabels.

René REVOL

La première chose que je voudrais dire, c'est remercier Julie FRÊCHE pour la concertation qui a été organisée au nom de la Ville de Grabels. Pas moins de quatre rencontres, avec de vraies discussions, parfois des interpellations un peu vives, mais c'est ça la démocratie, et il faut l'assumer. Nous avons largement joué le jeu de cette concertation, avec le Conseil citoyen de la transition écologique mis en place dans notre Ville, où les citoyens, les associations sont ultra-majoritaires par rapport aux élus, et qui a adopté à la fin une résolution sur ces sujets, qui a été transmise à la Métropole, avec beaucoup de sujets.

Je confirme un premier point. C'est que l'appropriation par le public de ce qu'est un bustram a nécessité du temps. Personnellement, pour avoir testé plusieurs bustram, pas testé d'ailleurs, c'est parce que j'étais dans cette ville et que je l'ai utilisé, ça n'a rien à voir avec un bus. Il faut intégrer ce rapport et voir comment il s'installe, et voir comment aussi les bustram, les lignes que nous faisons sont véritablement des bustram. Donc il faut étudier ça et ce travail a été fait.

Sur l'ensemble des remarques qui ont été faites, moi j'en retiendrai, pour ne pas entrer dans les détails, deux, qui sont des questions directes qu'on a posées, qui sont importantes. Premièrement, on est concernés, Grabels, par la ligne 5, et nous avons proposé que cette ligne 5 soit prolongée de 200 à 300 mètres sur le quartier nord, sur la partie nord du quartier de la Valsière, qui est complètement enclavée, où il y a plus de 1 400 habitants, parmi lesquels des publics très modestes qui utilisent beaucoup les transports en commun. Si cette ligne était allongée de 200 mètres, on nous a dit que c'était possible et que c'était à l'étude, on mettrait à 5, 10 minutes toutes ces populations d'un transport en commun, et ça désenclaverait ce quartier, et pour nous ce serait une excellente chose.

Deuxième remarque. Il ne faut pas que la mise en place de ces cinq lignes se fasse au détriment des lignes traditionnelles qui relient, soit des quartiers de Montpellier, soit surtout nos villages. Aujourd'hui il y a une très forte demande dans le village pour que les fréquences soient meilleures à certains moments, notamment dans les heures creuses, et qu'elles soient meilleurs notamment dans les périodes de vacances. Je peux vous dire que j'ai des pétitions qui m'arrivent régulièrement de salariés qui, pendant les périodes de vacances, de vacances scolaires, n'ont pas de vacances. Le système horaire se modifie et ils sont obligés d'abandonner le transport en commun. Si on veut absolument créer une habitude pérenne de transport en commun qui se substitue à l'autosolisme dominant dans nos villages jusqu'à maintenant, il faut absolument que cette offre soit maintenue.

C'était une des revendications fortes de la population de Grabels, et je me devais d'en faire l'écho, parce que c'est la manière pour nous d'assurer cette transition.

Monsieur le Président

Merci beaucoup. Madame FRÊCHE, pour quelques éléments de réponse.

Julie FRÊCHE

Oui, bien sûr. Madame BORNE, la concertation continue. Pour votre information, dans toutes les zones d'emploi, notamment dans le cadre d'une concertation auprès des chambres consulaires, elle a eu lieu, notamment avec la CCI, la Chambre d'agriculture, la Chambre de l'artisanat. Nous avons également rencontré la zone du Salaison, la zone de Garosud, lorsque ces zones d'emploi en fait sont constituées avec une association regroupant toutes les entreprises du secteur. Nous continuons à identifier ces associations sur d'autres zones d'activités qui sont desservies par les cinq lignes du bustram. La concertation règlementaire est terminée, mais la concertation lorsque des usagers demandent des informations complémentaires, évidemment, continue, et nous sommes à leur disposition. Après, vous dire que les tracés peuvent être encore modifiés après la concertation règlementaire, non, parce que maintenant il va falloir passer par une phase opérationnelle où nous sommes en train d'expertiser toutes les demandes. C'est pour ça que je précisais que le maître d'œuvre serait désigné à la rentrée pour maintenant rentrer dans une phase plus opérationnelle si nous voulons tenir les délais et livrer les cinq lignes de bustram avant la fin de l'année.

Madame OLLIER, aujourd'hui nous sommes en période de vacances scolaires. Comme toujours, effectivement, le trafic diminue parce que les écoles ne sont plus en activité, et ce depuis de nombreuses années. Sur la restructuration du réseau bus, vous avez raison, voilà, vous avez parfaitement raison : aujourd'hui, elle génère des inquiétudes, c'est vrai, parce qu'avec la mise en place d'un nouveau plan de circulation, la volonté forte de sortir la circulation de transit, ça a une conséquence de restructurer aujourd'hui l'offre de bus, c'est vrai. Ce sont des difficultés, voilà, et ce sont aujourd'hui des difficultés que nous assumons, mais nous écoutons aussi toutes les inquiétudes qu'elles génèrent. Nous avons pourtant multiplié tous les canaux de communication, des réunions publiques. Je ne vous ai d'ailleurs vue à aucune d'entre elles, dans les quartiers que vous avez cités, à Michel-Colucci, à la maison pour tous Marcel-Pagnol, à la brasserie Ovalie, dans les secteurs Val de Croze, Paul Valéry, La Martelle, La Chamberte. Je ne vous ai vue à aucune de ces réunions publiques. Ces derniers mois, j'ai multiplié ces réunions publiques à hauteur de trois par semaine. Vous n'étiez à aucune. Donc je veux bien aujourd'hui que vous fassiez des leçons de concertation publique en Conseil de Métropole, mais la moindre des choses serait de venir en réunion publique et de voir que nous y restions près de trois heures, trois heures et demie parfois, pour répondre précisément à toutes les questions des habitants.

Nonobstant, tous les habitants ne viennent pas à ces réunions publiques. Nous avons mis aussi un site internet à jour – vous l'avez dit Madame BORNE – sur les bustram, mais aussi sur la restructuration de l'offre de bus. C'est le site inforeseau. Je le sais : tout le monde n'y a pas accès. Nous avons multiplié l'information papier

à tous les arrêts de bus, à tous les arrêts de tramway. Aujourd'hui il faut aussi rencontrer toutes les associations pour délivrer encore et encore cette information, parce que je suis d'accord avec vous : elle génère des inquiétudes légitimes.

Vous avez parlé de Virginie, de Nadia ; moi aussi, ces gens-là, je les rencontre. Nous avons effectivement un point dur dans le secteur du Val de Croze. Ce point dur, il n'est pas dû à la sortie de la circulation de transit, il est le résultat des travaux de la ligne 5. Aujourd'hui, cette ligne aurait dû être mise en service en 2017 ; 8 ans de retard, un surcoût inégalé dans toutes les politiques publiques que nous menons à la Métropole. C'est vrai, aujourd'hui, ces travaux-là, dans le secteur Ovalie, Bagatelle, Paul-Valéry, génèrent en fait une impossibilité pour les bus de trouver des points de retournement. Nous sommes effectivement en proximité avec les habitants pour trouver des solutions. Notamment, nous avons signé une convention avec le GIHP pour renforcer l'offre, notamment pour les personnes qui ne peuvent pas se déplacer. Après, c'est vrai que nous mis en place des arrêts avec une nouvelle ligne 17 qui est sur l'avenue Vanières, et c'est vrai que c'est à 800 mètres de l'ancien arrêt. Nous faisons tout pour trouver des solutions, pour répondre précisément aux demandes des personnes que vous venez de citer. Mais c'est le résultat, d'une part des travaux de la ligne 5, du nouveau plan de circulation avec la sortie du trafic de transit, et il faut du temps pour que cette information soit accessible par tous. Mais soyez vraiment assurée que nous multiplions autant que de besoin les différents canaux d'information.

Sur le collège Gérard-Philippe, là aussi, vos informations sont erronées. Je remercie Renaud CALVAT, qui s'est occupé personnellement de cette situation en tant que Vice-Président en charge de l'éducation au Département, qui nous a sollicités pour mettre en place une navette de transport scolaire. Nous avons travaillé avec Hérault Transport. D'ailleurs, nous avons eu des problèmes, parce qu'aujourd'hui nous avons très peu d'inscrits. Il y a eu effectivement, il y a une discussion aujourd'hui sur la carte scolaire et tout, mais nous mettons en place un transport scolaire qui permettra aux collégiens de pouvoir accéder au collège Gérard-Philippe en sécurité. Donc ils ne marcheront pas 900 mètres à proximité d'une avenue que vous avez vous-même qualifiée d'accidentogène. Dernière information : le 22 août, cette avenue sera fermée pour travaux. C'est l'avenue où il y a eu quand même, je le rappelle, en près de 20 ans, il y a eu 8 morts sur l'avenue Albert-Dubout. Nous fermons l'avenue Albert-Dubout au trafic de transit. Ça va devenir une rue de desserte locale, avec un aménagement cyclable qui partira du commissariat central jusqu'au boulevard de la perruque, là où nous avons déjà fermé dans un premier sens la circulation de transit. Vous pouvez être rassurée sur l'ensemble de ces points.

Ensuite, sur la restructuration de l'offre de bus, je suis à votre disposition pour vous donner toutes ces informations, si vous ne les avez pas.

Peut-être pour répondre, un dernier mot à Monsieur REVOL. La situation aujourd'hui pour la Commune de Grabels : vous avez la ligne 24, qui est une des lignes dont le cadencement est un des plus importants, le plus important de la Métropole : 15 minutes en heure de pointe et 30 minutes en heure creuse, pour une fréquentation de 1 400 voyageurs par jour. Vous avez également votre Commune desservie par la ligne 616 du réseau liO. Pourquoi nous avons prévu un terminus dans le quartier de la Valsière ? Parce que c'est vrai, votre Commune a une morphologie très particulière, avec 8 000 habitants, 4 000 de chaque côté, très bien répartis entre Grabels centre et le quartier de la Valsière. Pour nous, le terminus au milieu permettait d'assurer d'une part la desserte de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Euromédecine 2, la desserte aussi du futur écoquartier Gimel, de son groupe scolaire, la desserte du futur collège. Et c'est vrai que les voiries permettent le retournement nécessaire pour le bustram. Nous allons du coup opérer une restructuration du réseau de bus classique. Nous allons maintenir votre actuelle ligne 24, et je sais que pour votre comité c'était une question extrêmement prégnante, et nous avons répondu très clairement sur ce point : la ligne 24 sera maintenue pour desservir le centre de Grabels. Nous allons également créer une ligne 54 pour desservir le quartier de la Valsière, qui sera maintenue, et nous allons aussi faire un prolongement après Malbosc pour desservir la future ZAC du Côteaux et la création d'une nouvelle connexion avec la ligne 3 à proximité de l'Hôtel du Département.

Alors, c'est vrai que la ligne bustram n° 5 a fait l'objet de nombreux commentaires, pour 50 % négatifs. D'ailleurs les avis sont très séparés. Certains demandent un prolongement vers Grabels centre, et d'autres demandent effectivement un prolongement plus en amont, vers le quartier de la Valsière. Pour l'instant, et je ne vous ai peut-être pas encore donné tous les éléments, nous avons procédé à certaines études. Sur le terminus à la Valsière, il apparaît pour l'instant non possible techniquement, parce que les rues sont trop étroites et trop sinueuses pour la création de voies de bustram, avec forcément une perte de performance. Parce qu'assurer

un terminus en bas de la Valsière, au niveau de la ZAC Euromédecine 2 permet d'avoir du site propre intégral jusqu'au terminus, donc d'améliorer les performances de circulation des futures lignes de busram. Sur la demande de terminus de busram à Grabels centre, dans Grabels centre, effectivement, les rues sont trop étroites, mais par contre, en abord de Grabels centre, et ça on s'en était parlé également, l'étude est en cours, et effectivement ça apparaît en tout cas possible techniquement, avant que la maîtrise d'œuvre puisse s'y pencher plus précisément. Voilà.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Madame FRÊCHE. J'ai bien vu votre question et j'allais y répondre. Sur le projet de busram, il doit nous aider à répondre à un sujet. C'est-à-dire que beaucoup d'infrastructures de transport en commun sont situées sur la ville-centre, et l'un des enjeux est d'offrir des infrastructures de transport en commun à haute performance – on les désigne comme ça – à l'échelle de la Métropole, et 70 % des communes du bassin de vie de la Métropole seront desservies par cela. Alors, j'ai bien entendu ce que vous avez dit, mais notre objectif, c'est une régularité jusqu'à minuit dans un premier temps. Aujourd'hui, à 22 h, il n'y a plus de bus. C'est déjà cet objectif d'amplitude qu'on donne. Après, quand on sera en 2025, selon nos marges financières, on pourra aligner à 1 h. Mais aujourd'hui, c'est cet objectif-là qu'on se donne, ce qui est un gain de service très conséquent que je nous invite à relever, parce que ce n'est pas négligeable, financièrement.

Deuxième point aussi. Il a été fait écho, à la fois dans les réponses et dans l'intervention notamment de Monsieur le Maire de Cournonterral, 2025, mise en service des busram, mais amélioration continue du service des busram, à la mode nantaise. À Nantes, ils livrent la ligne de bus à haut niveau de service, et partout où ils le peuvent, avec son développement, ils améliorent. Donc nous n'aurions pas livré la ligne de busram vers Cournonterral si nous avions lancé une procédure de DUP, on aurait pris du retard. Notre choix c'est de mettre la ligne de busram et, vous le verrez, Madame FRÊCHE, au fil des Conseils de Métropole, commencera à engager des délibérations dans ce sens, pour préparer l'amélioration de la performance des busram, pour qu'on soit le plus optimum possible. Mais le travail, cette première phase de concertation a été importante, elle ouvre une seconde phase, notamment sur l'implantation des stations avec l'ensemble des usagers à proximité. En tout cas, nous tiendrons le calendrier. C'est ce que nous avons donné, nous faisons le point régulièrement aux équipes, nous savons que c'est extrêmement attendu, en particulier par les collègues du Far West, mais aussi le désenclavement d'un certain nombre de secteurs. Du côté de Vendargues aussi, on a une grande zone d'activités économiques, et là-bas les entreprises cotisent au versement mobilité, aident, il y a beaucoup d'employés qui ont besoin de cette offre de transport, a fortiori avec le prix de l'essence. C'est d'ailleurs la première ligne qui sera mise en service, comme celle du Millénaire. Voilà quelques éléments.

Ensuite, moi je veux bien qu'on se fasse l'écho, et c'est bien normal, d'administrés qui sont un petit peu impacté, parfois fortement. Mais il ne faut pas leur mentir, aux gens. Le chantier de la ligne 5 du tramway, ce n'est pas un chantier anodin dans la ville. Alors c'est vrai, ça fait longtemps qu'on n'a plus l'habitude d'un chantier de cette ampleur sur le territoire. Et c'est vrai qu'entre les exigences de sécurité, de desserte... Madame FRÊCHE, avec beaucoup de franchise et de clarté, a indiqué qu'au Val de Croze, actuellement, c'est vrai, la situation est difficile, parce qu'il faut quand même pouvoir transporter les voyageurs en sécurité et garantir les conditions les meilleures d'exercice d'activités professionnelles, les chauffeurs de TaM. Donc là on a bien identifié un point.

Ensuite, un tout petit peu de rigueur. Moi, quand j'entends la fameuse voie rapide, elle n'est plus du tout rapide, la fameuse voie. C'est facile de lancer comme ça, pour aller nourrir une polémique. Cette fameuse voie rapide, ça me vaut d'ailleurs parfois des réprimandes de la part d'automobilistes qui sont obligés, eux, de changer leurs points de parcours, mais il se trouve que depuis le dernier drame, le petit Julio, qui est en vie mais qui aura des séquelles à vie, nous avons une décision, pas simple, de dire que devant deux établissements scolaires, on ne pouvait pas mettre autant en péril la vie des piétons. Aujourd'hui, ce qui est devenu la fameuse voie rapide est devenu une voie apaisée et qui, à partir du 22 août comme l'a rappelé Madame FRÊCHE, va être une liaison du quartier, et sur laquelle nous allons aménager une continuité cyclable. Donc y compris quand on porte des doléances d'administrés, qui sont tout à fait entendables et tout le monde s'efforce d'y répondre le mieux possible. C'est beaucoup de travail, essayons de le faire avec beaucoup de rigueur. D'ailleurs, vous pourriez saluer cette décision, qui est de faire en sorte que l'ancienne voie de chemin de fer, qui était devenue une voie de type Pompidou, redevienne, se transforme en voie cyclable, piétonne, et où le chemin des écoliers, des enfants de l'école primaire et du collège puissent être en sécurité, et surtout qu'on ne retrouve pas ces terribles drames qui ne sont pas des faits divers, qui sont des faits et qui sont des faits qui obligent les politiques publiques à agir. Le 22 août, c'est cette transformation-là qui s'opère, et il y aura par l'ensemble des équipes de la Métropole, parce qu'effectivement il y a un impact sur la mobilité, les équipes

seront déployées pour informer les usagers, pour indiquer les nouveaux itinéraires de circulation. Au demeurant, pour les élèves de sixième, ce que Madame FRÊCHE a indiqué, nous finançons un bus pour amener les élèves au collège : c'est exceptionnel, ce n'est pas en soi notre compétence mais c'est pour essayer de répondre au mieux aux besoins.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Merci pour l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 17 : AMENAGEMENT DURABLE - TRAMWAY - EXTENSION DE LA LIGNE 1 - DECLARATION DE PROJET - APPROBATION

Mmes Clare HART, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI, MM. Serge DESSEIGNE et Joël RAYMOND entrent en séance.

MM. Stéphane CHAMPAY (avec le pouvoir de Mme Brigitte DEVOISSELLE) et Joël VERA sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 17. Déclaration de projet sur l'extension de la ligne 1. Madame FRÊCHE, un petit mot.

Julie FRÊCHE

Oui, très rapide. Rappeler que, là encore, c'est un projet dont on entend parler depuis bien trop longtemps. Je rappelle quand même que c'est par une délibération du 30 octobre 2012, que l'Agglomération de l'époque a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière de ce projet. Il y a eu un arrêt total ensuite, une mise en sommeil. Le projet a été réactivé en 2019 à la veille des élections, et dès que nous sommes arrivés aux responsabilités, il était évidemment inconcevable pour nous que la gare Sud de France – qui existe aujourd'hui, quoi qu'on puisse en penser – et la gare Saint-Roch doivent être reliées par un transport collectif bien cadencé, pour permettre aux voyageurs finalement de pouvoir circuler entre les trains à grande vitesse et les trains du quotidien. Peu importe finalement où le TGV arrive, que ce soit en gare Saint-Roch ou en gare Sud de France, aujourd'hui, on arrive à des situations ubuesques, où, en précipitation en 2018, à l'ouverture de la gare, la Métropole – oui, c'était la Métropole en 2018 – a dû dépêcher une navette pour répondre à l'incompréhension suscitée par l'absence de transports en commun à la gare Sud de France.

Une enquête publique a eu lieu du 21 mars au 22 avril, et la conclusion du Commissaire enquêteur est un avis favorable avec une réserve qui concerne l'achat d'une parcelle de parking à Odysseum pour réaliser l'extension de la ligne 1, du terminus à Odysseum, jusqu'au corps de gare, en empruntant le boulevard Penelope et en traversant la ZAC Cambacérès.

Monsieur le Président

Merci, Madame FRÊCHE. Monsieur PATERNOT.

Bruno PATERNOT

Merci, Monsieur le Président. Les écologistes voteront pour cette délibération pour le principe de l'extension de la ligne 1, qui sera peut-être un jour utile, parce que nous restons fidèles, écologistes, à nos convictions : cette gare inutile aujourd'hui pourra peut-être un jour être utile, mais ce jour n'est pas venu et il nous semblait nécessaire de le préciser et de réfléchir à ce projet en termes de temporalité. Où est aujourd'hui l'urgence de dépenser 50 millions d'investissement pour gagner 5 minutes pour aller à la gare Sud de France, le tout avec des défis techniques conséquents ? Car, rappelons-le, les problèmes de cette gare, ce sont son éloignement et le fait qu'elle ne soit connectée à rien. Qu'elle soit à 10 ou 11 stations de tramway n'y changera rien. Plus de 80 % des Montpelliéraines et Montpelliérains refuseront de passer par cette gare et considèrent que c'est un préjudice conséquent, car quoi qu'il arrive elle rallonge le trajet. Demandez aux Montpelliéraines et Montpelliérains qui vont à Paris pour des raisons professionnelles ou personnelles s'ils ou elles souhaitent rallonger leur trajet à 5 h du matin, 6 h du matin, ou à 22 ou 23 h le soir, en se rajoutant 20, 40 minutes ou 1 h 20 supplémentaires sur leur aller-retour, car le trajet qui compte n'est pas de gare à gare, mais bien du point de départ jusqu'au lieu d'arrivée.

Rappelons aussi quelques évidences. Il s'agit d'une gare TGV qui relie Montpellier à Nîmes, Valence, Lyon ou Paris, mais elle n'est pas connectée au réseau TER. La gare Saint-Roch est une gare qui elle permet une

circulation de tous les trains (les TGV les Intercités, les TER), qui est reliée par bientôt cinq lignes de tramway, par tout un système de bus, et qu'elle relie aussi bien Montpellier à Paris qu'à Sète ou Lunel-Viel, et qu'elle les relie au quartier de la Paillade, des Aubes, de Saint-Martin, et que c'est son atout.

Évitons aussi les contre-vérités. La gare Saint-Roch a encore du potentiel pendant des dizaines d'années. L'argument d'une gare saturée est le même mensonge que ceux qui prétendent que les pesticides ne sont pas nocifs pour la santé. C'est un argument de contre-vérité, même s'il est asséné sans arrêt.

Aujourd'hui, le plus important pour nous est de convaincre la SNCF de sanctuariser les TGV depuis Saint-Roch. C'est une urgence, car la société de chemin de fer bascule d'année en année les trains à grande vitesse vers la gare excentrée pour la justifier et la rentabiliser au préjudice des Montpelliéraines et des Montpelliérains. La SNCF pratique du *dumping* sur ses tarifs au bénéfice de la gare Sud de France, une politique qu'elle mène seule, sans concertation avec la Collectivité et les élus du territoire. Je ne sais pas, chers collègues, mais en tout cas, moi je n'ai pas été concerté là-dessus. Qui fait une politique d'aménagement ? Est-ce que c'est la SNCF ou est-ce que c'est nous ?

L'enjeu est vital pour les Montpelliéraines et les Montpelliérains, pour l'économie, pour le tourisme, pour les hôtels, pour le palais des congrès, et c'est le membre du bureau de l'office de tourisme qui vous parle. Le fait qu'on soit à moins de 10 minutes à pied de Saint-Roch pour le palais des congrès est un argument majeur pour attirer dans notre ville. Une politique publique, c'est avant tout une vision de sa Ville, de sa Métropole, et aujourd'hui le démantèlement engagé depuis des dizaines d'années par le biais de l'étalement urbain effréné, de l'imperméabilisation des sols, de la création des routes pour aller plus loin par de l'énergie ou de l'essence pas chère, tout ce mythe-là s'effondre. Il est temps d'être cohérent, de renforcer la gare centre de la Métropole et de conforter ses habitants dans le souhait d'y vivre et d'y travailler. Pour reprendre le slogan de la marque SNCF, « *le progrès ne vaut que s'il est partagé par tous* ».

Monsieur le Président

Merci, Monsieur PATERNOT. Votre collègue Monsieur MODOT, de Lattes.

Bernard MODOT

Je risque d'être un peu long, parce que, là, je suis un peu abasourdi. Ce n'était pas mon propos prévu au début, mais...

Monsieur le Président

Restez sur le propos initial. J'apporterai quelques éléments.

Bernard MODOT

D'accord. Chez nos voisins, les Montpelliérains et Montpelliéraines, il y a eu une nouvelle gare au milieu des champs qui a été construite. Manque de chance, Lattes était juste à côté, et l'Urban park en tête. Je ne sais pas si les Montpelliérains et Montpelliéraines n'ont pas besoin du tram pour aller à cette gare, mais nous on voit bien, d'un côté, les Montpelliérains et Montpelliéraines se garer dans l'Urban park et traverser les champs avec les valises pour aller prendre le TGV. De deux, il ne faut pas oublier non plus – je vais reprendre l'excellente citation – qu'il y a tout « *le Far West* », qui pour venir prendre cette fameuse gare TGV est obligé de passer par un seul pont, celui de Lattes. Nous avons ce trafic pendulaire, avec d'un côté Mauguio qui nous alimente, d'un autre côté avec tout l'Ouest, et ça commence à faire beaucoup. C'est vrai que 10 ans pour amener enfin un tram à une gare : heureusement que le tram existe déjà avant le stade. Il y a des progrès. Par contre, la problématique c'est que, de nos jours, n'en déplaie à certains, ça fait au moins 30 ans que tous les villages qui étaient traversés par une route nationale demandaient une rocade de contournement. Tant pis pour leur commerce central, mais ce n'était plus possible. Quand on voit les cartes de pollution, on imagine ce qu'on respire à Lattes.

Ce que je rappellerai, c'est que nous avons absolument besoin, n'en déplaie à quiconque, d'un contournement de Lattes, qu'on appellera « *Lattes-Nord* » ou « *Montpellier-Sud* », c'est pareil, ce sont les mêmes problématiques. Il faut qu'à partir de la route de Mauguio on évite Figuières qu'on passe au Cabesto, qu'on desserve cette gare, qu'on fasse enfin ce pont – il y en a pour 7 ans – au droit de Maera, et tout le reste est prévu, de Saporta jusqu'à Saint Jean de Védas pour qu'enfin l'ouest ait un pont rapide pour aller à cette gare, voire vers Mauguio. Nous attendons ce contournement depuis très, très, très longtemps. Je sais qu'il est dans les rails, mais faudra-t-il encore 10 ans pour l'avoir ? Je ne sais pas. On croise les doigts.

Monsieur le Président

Merci beaucoup. D'abord, une chose. À partir de 23, on commencera à avoir les travaux pour l'extension de la ligne 1, avec notamment l'ouvrage d'art sur l'autoroute. A l'horizon fin 2024, début 2025, nous aurons la connexion avec la gare Sud de France. Mais pas que et je veux insister là-dessus. Le quartier Cambacérès accueille de nombreuses entreprises, et donc devient une zone d'emploi, et *a fortiori* plutôt les entreprises du numérique. Tout à l'heure il a été très justement évoqué l'intérêt des gens qui travaillent dans le numérique sur les dimensions écologiques. Pour desservir cette zone d'emploi, il nous faut réaliser cette ligne 1 de tramway. C'est autant la gare que la zone d'activités, pour permettre aux gens d'avoir une alternative aux déplacements automobiles. Je veux bien préciser ici notre calendrier : fin 2024, début 2025.

Je veux dire aussi que nous traversons une situation ubuesque, souvent au préjudice des habitants de Lattes, où effectivement la zone de Boirargues devient une zone parking, d'où l'importance d'avoir ce mode de transport pour essayer d'améliorer la qualité de vie des riverains. Cette situation qui est souvent racontée sur les réseaux sociaux, à travers les courriers des lecteurs, des différents médias, sur la non-connexion. L'enquête publique a donné un avis favorable avec une réserve qui va être levée. Il y avait eu un temps d'ailleurs des incertitudes ; là on est bon, et on va mener ce chantier. Je précise que, d'un chantier qui initialement était – je parle sous votre contrôle, Madame FRÊCHE – à 40 millions d'euros, on est maintenant à 50. Mais il est nécessaire de le conduire, et pour la gare, et pour la zone d'activités.

L'intervention sur les tarifs des trains va donner lieu à une interpellation de la SNCF, parce qu'il ne peut pas y avoir une distorsion de prix sur deux espaces dans un même territoire – je n'avais pas le point. Il faut que dans notre convention entre la Métropole et SNCF, on aborde ce dossier, tout comme on doit être attachés à l'équilibre de desserte de la centralité, en particulier pour soutenir l'activité congrès, et puis aussi l'offre dans la ville-centre, où la densité de population est très importante.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 1 voix

A voté contre : M. René REVOL

AFFAIRE N° 18 : AMENAGEMENT DURABLE - TRAMWAY - EXTENSION DE LA LIGNE 1 - MISE EN COMPATIBILITE DES DOCUMENTS D'URBANISME DANS LE CADRE DE LA REALISATION DE L'EXTENSION DE LA LIGNE 1 - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 18. C'est le prolongement. Qui s'abstient ? Qui est contre ? Même vote ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 1 voix

A voté contre : M. René REVOL

AFFAIRE N° 19 : AMENAGEMENT DURABLE - TRAMWAY LIGNE 5 - ENQUETE PARCELLAIRE COMPLEMENTAIRE SECTEURS NORD ET OUEST - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 19. Ligne 5, enquête parcellaire, secteur Nord et Ouest. Est-ce qu'il y a des questions ? Je mets aux voix. Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Qui est contre ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N°20 : HORS COMMISSION - CONTRIBUTION A LA STRATEGIE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT DU VEHICULE AUTONOME - PROJET CARRETA : EXPERIMENTATION POUR DES DROÏDES AUTONOMES DE LOGISTIQUE URBAINE A MONTPELLIER - AVENANT A L'ACCORD DE CONSORTIUM - AUTORISATION DE SIGNATURE

MM. Stéphane CHAMPAY (avec le pouvoir de Mme Brigitte DEVOISSELLE) et Joël VERA entrent en séance. Mmes Zohra DIRHOUSI, Claudine VASSAS-MEJRI (avec le pouvoir de M. Yvon PELLET), MM. Christian ASSAF (avec le pouvoir de Mme Fanny DOMBRE-COSTE), Christophe BOURDIN, Serge GUISEPPIN (avec le pouvoir de M. Mohed ALTRAD), Jean-Pierre RICO (avec le pouvoir de M. Julien MIRO) sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire n°20. Projet Carreta, qui est en lien, sur la logistique urbaine avec la Poste. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Madame FRÊCHE, un petit mot pour présenter, et puis Madame BORNE bien sûr.

Julie FRÊCHE

Oui, très rapidement, je voudrais quand même rappeler que c'est une expérimentation qui a commencé après le feu vert qui a été donné, notamment par Anne-Marie IDRAC, qui pilote les 16 projets nationaux qui sont retenus par l'État sur la question du véhicule autonome. Je rappelle que Montpellier est la seule ville qui a été retenue au titre de l'expérimentation du véhicule automatisé, dédié à la logistique urbaine. Nous avons un financement qui a été accordé dans le cadre du programme d'investissement d'avenir, sous le pilotage de l'ADEME. C'est un projet partenarial qui rassemble aussi bien des industriels, des universitaires, des collectivités publiques, des cabinets d'étude.

On travaille notamment avec la start-up Twinswheel, qui construit ces petits droïdes que vous voyez circuler aujourd'hui à Antigone. On travaille également avec le pôle de compétitivité CARA dédié aux transports collectifs de personnes, mais aussi avec l'École des Mines d'Alès ou l'Université de Montpellier, qui mènes des études sur la dimension acceptabilité sociale de ces droïdes. Je rappelle que ces droïdes ne viennent pas remplacer l'activité humaine, mais viennent en complément de l'activité humaine, pour soulager finalement le travailleur et rendre ses activités les moins pénibles possibles. Nous avons différents cas d'usage, notamment avec l'entreprise STEF sur le transport de denrées alimentaires fraîches, avec la Poste sur la distribution des colis et du courrier.

Aujourd'hui, cette délibération vise à intégrer dans l'expérimentation GRDF. Pourquoi ? Parce que nous allons mener une expérimentation avec un cas concret, très spécifique. GRDF, en fait, mène, pour assurer la sécurité de tout son réseau gaz, des sondages dans toutes les rues de Montpellier. Dans les rues de l'Écusson, en fait, les véhicules GRDF ne peuvent pas circuler parce que les rues sont trop étroites. Ils ont souhaité participer à cette expérimentation parce que le matériel dont ont besoin les agents de GRDF pour mener ces sondages pèse 20 kilos. Ils veulent se servir du droïde pour que ce ne soit pas l'agent de GRDF qui porte les 20 kilos dans les zones les plus sinueuses et escarpées de l'Écusson, mais que le droïde vienne finalement soulager le transport de ces 20 kilos qui sont nécessaires au travail exercé par GRDF. Je le rappelle : cette expérimentation, le but de ces véhicules automatisés, c'est une solution pour gérer la logistique du dernier kilomètre, mais c'est aussi pour venir en complément de l'activité humaine, non pas pour la remplacer mais pour soulager et agir sur le caractère pénible de ces missions.

Monsieur le Président

Merci, Madame FRÊCHE. Madame BORNE.

Mathilde BORNE

Merci, Monsieur le Président. Merci, Madame FRÊCHE, pour votre présentation. En effet, la logistique urbaine est un sujet très important sur lequel nous devons travailler et réfléchir de manière globale, et ne pas le réduire simplement à la recherche d'une solution technologique la plus à la pointe à mettre en place. Il y a une vraie réflexion à avoir quant aux différentes options à étudier, aux impacts sociaux et environnementaux de ces options possibles, alternatives ou complémentaires, et ne pas se lancer coûte que coûte dans une offre technologique immature.

Alors je sais que ce projet Carreta a été adopté dans le mandat précédent et qu'ici il n'est question dans cette délibération que d'associer GRDF comme partenaire, mais j'aimerais que nous prenions deux minutes pour réfléchir ensemble aux enjeux de ce type de projet et comment nous imaginons la ville de demain. En pleine crise écologique et sociale, quel est le sens de ce type de projet ? Quel est le sens de cette délibération ? Si

nous réfléchissions à notre rapport au progrès technique, à notre vision de la ville et surtout à notre vision des habitants et des habitantes, et de la biodiversité que nous partageons ? En quoi est-ce un progrès de livrer automatiquement des produits Amazon par exemple ? Vous le dites vous-même dans la délibération, mais aussi c'est l'idée de sensibiliser les citoyens consommateurs à l'impact social, environnemental et économique de leur achat, notamment sur internet. C'est surtout sur ça qu'il faut travailler.

Or quand on propose un projet comme celui-là, certes dans le cadre de livraisons pour GRDF, mais je reviendrai là-dessus, on valide cette nouvelle tendance sociétale qui met à mal les ressources, l'économie locale et le système social. C'est finalement l'aboutissement et la concrétisation matériel du pire cercle vicieux de l'économie mondialisée dont nous subissons aujourd'hui les conséquences, au premier rang duquel sont le dérèglement climatique et la casse sociale. S'engager dans la livraison par droïdes, c'est proposer comme imaginaire de tendre vers une ville qui ressemblerait à un film de *Star Wars*, une ville futuriste, désertique, coupée de la nature et entourée de robots et ça, ça ne me fait pas rêver.

Alors, outre la vision proposée, les véhicules autonomes présentent de nombreux désavantages. La production de ce type de véhicule autonome est une aberration écologique et nécessite l'extraction d'une très grande quantité de ressources minières, alors que c'est une des industries les plus polluantes, pour les fabriquer et fabriquer les nombreux équipements qui vont avec, les caméras, les radars longue portée, les ordinateurs de grande puissance, les nombreux capteurs, et j'en passe.

D'autre part, l'automatisation repose aussi sur de gigantesques volumes d'information qui va générer et consommer énormément de données alors que la consommation énergétique du traitement et du stockage du *big data* est très inquiétante. Je ne parle pas de la 5G, des équipements urbains ou routiers à mettre en place. Et en plus du coût écologique, il faudra ajouter à cela le coût social avec la suppression d'emplois, certes peut-être pas dans ce cas-là, mais en général liée à la robotisation, qui s'étend des livreurs jusqu'à la grande distribution.

Ça fait quand même beaucoup, alors qu'il serait possible de trouver des solutions *low tech*, moins consommatrices de ressources ou basées sur des équipements existants ou sur la mutualisation de transport. Dans le cas de GRDF, je ne vois pas pourquoi ils n'utiliseraient pas des triporteurs. Pour transporter 20 kilos, avec un triporteur électrique, franchement, c'est tout à fait réalisable. Pas besoin d'un droïde pour faire cela.

A titre d'exemple, pour les autres solutions que je proposais, nous pourrions créer un centre de distribution urbaine et une plateforme logistique qui permettraient la mutualisation des transports entre enseignes commerciales, l'utilisation de véhicules propres comme ils font à Lille, ou par exemple de reprendre l'expérimentation du tram-fret, très tôt le matin, ou en alternance avec les trams voyageurs, pour les livraisons en centre-ville, comme cela a été testé à Saint-Étienne. Ce sont des innovations organisationnelles utilisant des technologies peu consommatrices de ressources dont nous avons besoin, et non des robots. C'est pourquoi je voterai contre cette délibération, comme les élus écologistes de l'Assemblée. Merci.

Monsieur le Président

Julie [FRÊCHE], tu veux répondre ?

Julie FRÊCHE

Oui, très rapidement. Je pense que l'intervention de Madame BORNE va bien au-delà de cette expérimentation, qui s'inscrit quand même dans notre stratégie globale en matière de logistique urbaine. D'ailleurs c'est l'objet de la convention que nous allons signer avec la Poste pour investir cette question avec aujourd'hui quand même le leader français de la distribution du courrier. On a un plan, je pourrai y revenir, dans le cadre de la prochaine délibération. Dire quand même qu'on livre tous les restaurants avec des produits locaux, c'est l'application avec le cas d'usage STEF. On analyse aussi le bilan écologique en lien avec l'École des Mines, qui fait partie du consortium et de cette démarche partenariale dans le cadre de cette expérimentation. Nous contribuons à la structuration de cette filière. Sur un plan plus philosophique, je pense qu'il faut accompagner ce type de projet plutôt, finalement, qu'y aller en contre de manière assez creuse, parce que je crois que ce progrès-là, il faut l'accompagner plutôt que tendre à l'annuler.

Monsieur le Président

Merci, Madame FRÊCHE. Je mets aux voix. Donc il y a des contre. Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 65 voix

Contre : 12 voix

Ont voté contre : Mme Mathilde BORNE, Mme Florence BRAU, Mme Alenka DOULAIN, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, Mme Clothilde OLLIER, M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, Mme Célia SERRANO, Mme Radia TIKOUK, M. François VASQUEZ.

Abstention : 1 voix

S'est abstenu : M. René REVOL.

AFFAIRE N°21 : HORS COMMISSION - POURSUITE EXPERIMENTATION COVOITURAGE KLAXIT ET EVALUATION DE SON IMPACT - AVENANT N°1 - CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN "BAROMETRE DU COVOITURAGE SUR AUTOROUTE" ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, CYCLOPE ET VINCI AUTOROUTES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme Claudine VASSAS-MEJRI (avec le pouvoir de M. Yvon PELLET) et M. Jean-Pierre RICO (avec le pouvoir de M. Julien MIRO) entrent en séance.

M. Mikel SEBLIN sort de séance.

Mme Clotilde OLLIER quitte définitivement la séance et donne pouvoir à Mme Alenka DOULAIN.

Monsieur le Président

La 21, c'est Klaxit.

Julie FRÊCHE

Je peux donner juste quelques chiffres sur Klaxit ?

Monsieur le Président

Oui, Klaxit qui est notre très important dispositif de soutien au covoiturage, puisque tout à l'heure on a évoqué que 70 % des habitants de la Métropole à l'horizon 2025 devraient pouvoir accéder ou être à proximité d'une ligne à haut niveau de service, tramway ou bustram, mais dans notre Métropole il y a aussi les communes qui ne sont pas desservies. C'est pour ça d'ailleurs qu'avec un certain nombre de collègues, on a signé un courrier commun pour faire la promotion du dispositif de covoiturage de Klaxit et dont Madame FRÊCHE va donner je crois, un petit bilan chiffré sur les premiers mois de mise en œuvre.

Julie FRÊCHE

Oui c'est un dispositif complémentaire avec la ligne 5 de tramway, l'extension de la ligne 1, cinq lignes de bustram, les vélolignes, le réseau de liaison cyclable, parce que c'est vrai que le covoiturage répond finalement à la desserte des zones qui sont les moins densément peuplées de la Métropole, pour lesquelles on n'est pas en capacité de livrer une offre de transport régulière, extrêmement bien cadencée comme nous le faisons sur les zones plus densément peuplées. Nous sommes aujourd'hui la deuxième métropole en France, tout opérateur confondu, sur le covoiturage. La première c'est Rouen et la deuxième c'est Montpellier. Nous avons aujourd'hui près de 14 500 inscrits. Je rappelle qu'il y en avait 4 800 au 1^{er} janvier. Ça marche très, très fort. Nous réalisons 1 000 trajets en covoiturage par jour. Le nombre de covoitureurs actifs – c'est-à-dire ceux qui vraiment font fonctionner l'application au-delà de l'inscription – ce sont 6 000 covoitureurs actifs, contre 1 500 au 1^{er} janvier. Nous avons effectivement un nombre d'inscrits qui croît et continue à croître avec une moyenne de 2 000 inscrits de plus chaque mois. Nous continuons évidemment à investir la question du covoiturage, je le rappelle, qui a une dimension évidemment écologique avec la décarbonation des mobilités, mais aussi une dimension solidaire, parce qu'elle agit sur le pouvoir d'achat. Je rappelle que le covoiturage avec Klaxit est gratuit pour le covoitureur passager et il est rétributif pour le covoitureur conducteur, à hauteur de 2 euros par trajet et plus – pas si affinité – mais par nombre de kilomètres parcourus. Il y a vraiment une dimension qui colle parfaitement à notre stratégie, aussi bien la gratuité des transports, l'aide à l'achat de 500 euros pour un vélo à assistance électrique, et le covoiturage qui est gratuit et qui est rétributif. C'est évidemment pour une Métropole qui agit aussi bien sur la question climatique, mais aussi sur la question sociale, pour apporter une augmentation du pouvoir d'achat des habitants de la Métropole.

Monsieur le Président

C'est donc l'occasion d'apporter une offre... Oui, pardon, Geniès [BALAZUN], Maire de Restinclières.

Geniès BALAZUN

Monsieur le Président, chère Julie [FRÊCHE]. Ce dispositif est vraiment super, c'est vraiment une excellente chose. Je crois qu'en complément on pourrait réfléchir pour aller un peu plus loin et identifier vraiment des zones de covoiturage aux entrées de la Métropole, aux périphéries, dans ces territoires un peu plus loin, qui ne peuvent évidemment pas être desservis par du transport en commun aussi efficient qu'il y a en centre-ville ou à proximité de Montpellier. Je crois que ce serait intéressant vraiment d'identifier des zones très précises. Je parle pour mon territoire, mais évidemment sur d'autres comme Montaud, Restinclières, toutes ces zones en entrée de Métropole : dès qu'on entre dans la Métropole, on saurait qu'on a des dispositifs vraiment particuliers, efficaces, qui nous permettent de nous rabattre sur le bustram ou sur d'autres dispositifs que vous mettez en place.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur le Maire, de ce propos. En décembre sera présenté, après concertation avec l'ensemble des maires, un plan d'aires de covoiturage à l'échelle de la Métropole. Le Conseil départemental en a un, et des choses ont été développées, y compris sur les pratiques sociales. Il y aura une délibération dans ce sens après concertation là-dessus. Merci de vos propos sur le covoiturage, parce qu'il n'y a pas que la ville-centre. Dans le financement issu du versement mobilité dont parlait Monsieur CALVAT, il faut qu'on puisse financer des offres de transport qui sont aussi sur des communes qui sont plus éloignées de la ville-centre. C'est pour ça que nous avons fait le choix de subventionner Klaxit, pour promouvoir la pratique du covoiturage. C'est aussi un des arbitrages pour qu'il y ait une sorte d'équité à l'échelle de la Métropole. Quand on est Montpelliérain, on peut avoir parfois un mécontentement, mais on a une offre de transport performante, en tout cas bien meilleure si on se rapport, Monsieur le Maire, à votre Commune. Certes, il y a une desserte de bus, dont vous me direz qu'elle n'est déjà pas assez cadencée. Certains vous objecteront qu'il n'y a pas assez de monde, mais vous, vous rappelez légitimement qu'il s'agit du service public. Mais il faut offrir un autre levier. Le covoiturage, dans la zone non desservie de manière très volontariste par les transports en communs, et tout le monde peut le comprendre, parce que ce sont des investissements très lourds, on fait le choix de soutenir le covoiturage. Parce que notre approche de la Métropole, elle doit bien toucher l'ensemble des communes de la Métropole, d'où le courrier commun et d'où le travail qui va être fait. Je sais qu'à Restinclières l'espace est déjà repéré, pas très loin de la magnifique halle gourmande. Mais d'où l'importance, courant décembre, d'adopter ce schéma de covoiturage pour qu'il se mette en œuvre, parce que c'est à la fois un enjeu écologique pour lutter contre l'autosolisme, c'est un enjeu de protection du pouvoir d'achat, de lisibilité, et on pourra peut-être à terme, à moyen terme ou à long terme, on verra, identifier des voies dédiées pour ceux qui covoiturent, comme des expérimentations se font ici et là. Voilà des pistes intéressantes à prendre. Après, on ne peut pas tout faire d'un coup, je veux le dire, mais je veux donner ces échéances-là.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

On partagera, Julie [FRÊCHE], avec l'ensemble des membres du Conseil de Métropole, comme nom d'utilisateur, le rapport coût, enfin voilà.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

AFFAIRE N° 22 : HORS COMMISSION - DEVELOPPEMENT D'UNE LOGISTIQUE DU DERNIER KILOMETRE - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LE GROUPE LA POSTE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme Nathalie LEVY (avec le pouvoir de M. Frédéric LAFFORGUE) sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 22. Convention dernier kilomètre avec la Poste et son Président Philippe WAHL.

Julie FRÊCHE

Très rapidement, évidemment, la Métropole, en tant qu'autorité compétente et le groupe la Poste parce qu'elle est opérateur du service universel de distribution du colis, du coup, nous avons décidé de conventionner pour traiter le développement d'une filière dédiée à la logistique du dernier kilomètre. Sur la Métropole, le dernier kilomètre, c'est évidemment le plus coûteux, c'est celui qui pèse environ 20 % du trafic, il occupe 30 % de la

voirie et il se trouve être à l'origine de 25 % des émissions de gaz à effet de serre. Dans la Métropole, ce sont 220 000 kilomètres qui sont parcourus chaque jour par 50 000 véhicules, 4 500 articulés, 10 700 porteurs, 35 500 fourgonnettes. Avec la Poste, nous avons travaillé, avec des échanges multiples et de nombreuses séances de travail, et je voudrais souligner la qualité du travail avec tous les représentants de la Poste, aussi bien au plan local qu'au plan national, notamment avec la Direction de la logistique urbaine auprès de Philippe WAHL. Nous allons travailler de notre côté à la création de locaux dédiés à la logistique, nous allons développer plusieurs bâtiments dédiés à la logistique urbaine, que ce soit des grands hôtels logistiques, des établissements, des espaces logistiques de proximité, des micro-hubs. Nous avons répondu à l'ADEME pour être lauréat d'une expérimentation pour le tram-fret avec les anciennes rames de la ligne 1, lorsque celles-ci seront remplacées par l'appel d'offres que nous venons de confier à CAF Urbos sur l'appel d'offres le plus important de France. L'expérimentation sera menée, je l'espère, dans le cadre de notre candidature auprès de l'ADEME. Nous allons créer évidemment aussi des stations multi-énergies pour accompagner la décarbonation du parc. Nous avons intégré la question du fret ferroviaire dans le protocole qui a été signé entre le Président de la SNCF, Monsieur FARANDOU, et Michael DELAFOSSE, donc entre la SNCF et la Métropole. Nous allons développer un fort travail sur la question de la cyclo-logistique, compte tenu évidemment du nouveau plan de circulation. Dans ce cadre-là, nous avons mis en place une aide de 1 000 euros pour tous les professionnels qui souhaiteraient basculer vers la cyclo-logistique, et nous allons travailler avec la Poste sur la création d'un label logistique urbaine. Voilà un panel de toutes les actions que nous allons mettre en place dans le cadre du schéma dédié à la logistique urbaine, et c'est le fruit de cette convention avec la Poste.

Monsieur le Président

Merci, Madame FRÊCHE. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

AFFAIRE N°23 : AMENAGEMENT DURABLE - DELEGATION DE SERVICE PUBLIC (DSP) TRANSPORT URBAIN - AVENANT N°7 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme Nathalie LEVY (avec le pouvoir de M. Frédéric LAFFORGUE), MM. Christian ASSAF (avec le pouvoir de Mme Fanny DOMBRE-CÔSTE) Christophe BOURDIN, Serge GUISEPPIN (avec le pouvoir de M. Mohed ALTRAD), et Mikel SEBLIN entrent en séance.

M. Géliès BALAZUN quitte définitivement la séance et donne pouvoir à Mme Jackie GALABRUN-BOULBES.

Monsieur le Président

Affaire n°23. Avenant n°7 à la DPS transport. Madame DOULAIN, vous avez des amendements, vous souhaitez donc prendre la parole : allez-y.

Alenka DOULAIN

Merci, Monsieur le Président. Il nous est proposé depuis le début de ce mandat régulièrement en Conseil de voter des avenants à notre contrat de délégation de service public avec la TaM. Dans un monde idéal, on s'attendrait à ce que, à chaque avenant qu'on vote, il nous soit soumis notamment des améliorations de la qualité de l'offre. Je constate malheureusement, avec tristesse, que depuis votre arrivée il y a maintenant deux ans que c'est précisément l'inverse qui se produit.

Il y a bien sûr des choses intéressantes dans cet avenant, et je tiens à souligner, notamment, par exemple, l'ouverture des parkings P+Tram sans devoir prendre les transports en commun, qui répond je pense à un besoin d'une partie des habitants de la Métropole. C'est très bien, mais il manque l'essentiel, c'est-à-dire préparer la rentrée.

À l'été 2021, lorsque vous aviez dégradé l'offre en catimini, vous l'aviez appelé optimisation à l'époque, mais c'était bien une dégradation de l'offre, avec une diminution de la fréquence sur la ligne 4 de tram et de nombreuses lignes de bus sur Montpellier même, pour faire, il faut bien le dire, des économies de bouts de chandelles, j'avais déjà tiré la sonnette d'alarme. Quatre mois plus tard, en décembre 2021, constatant l'échec de cette politique, j'avais soumis à cette Assemblée un plan d'urgence afin de répondre à la pagaille que vous aviez organisée sur la Métropole. Je n'ai toujours pas eu de réponse. Aujourd'hui, malheureusement, les faits

nous donnent raison, et je pense que nous devons regarder les choses en face et agir collectivement.

Globalement, votre politique de transport se décide en-dehors des réalités quotidiennes des habitants. Je ne vais pas revenir sur les projets structurants qui sont lancés depuis plusieurs mandats sur la ligne 5 de tram et le bustram. Mais aujourd'hui, ce que je pointe, c'est qu'il nous faut un plan d'urgence. La situation actuelle, elle est extrêmement inquiétante. Vous êtes en train, finalement, de paralyser notre ville. Vous avez coupé de nombreux axes routiers – c'est une bonne chose, bien sûr qu'il faut limiter la place de la voiture en ville –, mais sans prévoir d'alternatives crédibles, là maintenant, à court terme, pour les habitants de notre Métropole. Les bus sont donc embourbés dans une circulation à l'arrêt et rares sont maintenant ceux qui sont à l'heure. Des arrêts ont été supprimés. Ma collègue Clothilde OLLIER a évoqué tout à l'heure le cas de la ligne 11. Bien sûr, il y a des choses qui sont liées au désagrément avec les travaux de la ligne 5 de tram, mais il y a aussi des choses qui sont liées à un manque d'offre sur notre ville. Je pense notamment aussi à la ligne 12. On est quand même sur un passage une fois par heure dans une Métropole comme la nôtre. Je ne vous parle même pas des retours sur la ligne 4 de tram, avec un tram toutes les 14 minutes en pleine journée et 25 minutes le soir. Est-ce que vous pensez que c'est une offre acceptable ? Pire : vous avez opté, dans ce « *en même temps* » qui vous est propre, pour une Zone à Faibles Emissions (ZFE) antisociale sans mesure d'accompagnement, alors que d'autres villes comme Strasbourg l'ont fait. On se retrouve du coup avec ce double discours, qui est de dire on restreint la voiture en ville, mais « *en même temps* » on n'a rien mis en urgence d'amélioration en termes d'offre de transport public sur notre Métropole. Je le répète : à contraindre sans solution, car c'est le cas aujourd'hui sur notre Métropole, ça ne fonctionnera pas. Si nous n'entendons pas ça dans notre hémicycle métropolitain, il y a des chances que les habitants nous le fassent entendre par d'autres moyens.

Je vous le demande solennellement : il nous faut un plan d'urgence sur les mobilités de notre Métropole. C'est tout l'objet effectivement des amendements que j'ai envoyés hier soir. On ne peut pas attendre pour ça que les bustrams sorte de terre. Pour ça, nos propositions, elles sont triples. Il y a le fait de lancer l'achat de bus et de recrutement de chauffeurs qui pourront renforcer les services dès la rentrée, dès l'automne prochain. La qualité de service aujourd'hui sur les lignes... Là je n'ai parlé que de celles de Montpellier, parce que c'est celles qui avaient connu une baisse de service à l'été 2021, mais ça a été mentionné par d'autres maires, il y a des problématiques sur des lignes suburbaines : on a un problème de cadencage, on a un problème d'amplitude horaire – ça s'arrête à 20 h, qu'est-ce qu'on dit à ces habitants-là ? Il y a vraiment besoin de renforcer ces lignes de bus. Il faut recadencer aussi la ligne 4 avec en heure pleine un tram toutes les 8 minutes et la ligne 15 de bus, parce que ce sont des lignes qui permettent de mailler le réseau, parce qu'elles permettent à chaque habitant d'aller là et puis de contourner, de passer d'une autre extrémité à une autre de manière rapide. Il faut augmenter l'amplitude horaire de la ligne 1 de tram. C'est celle qui est utilisée par les travailleurs, essentielle aujourd'hui. Ils ont besoin du coup que ça puisse partir plus tôt le matin et finir plus tard le soir pour pouvoir prendre le tram, et qu'il y ait un maintien de service, notamment dans la nuit du samedi au dimanche soir ; aujourd'hui on a baissé le service. Mais on a aujourd'hui des soignants notamment qui ont besoin de pouvoir venir en transport en commun sur cette ligne. Ce sont les mesures d'urgence qu'on vous propose d'enclencher maintenant. Je ne comprends pas comment, au bout de deux ans, on en soit toujours à aucune amélioration de la cadence, de l'amplitude horaire et de la fréquence horaire sur nos transports publics.

Je me permets de rappeler un petit point. À chaque Conseil – pour celles et ceux qui nous écoutent – l'ensemble des agents de la Métropole reçoivent un mail qui leur demande d'enlever leur voiture du parking sous notre hémicycle pour que les élus métropolitains puissent s'y garer. Qu'est-ce que ça veut dire ? L'idée n'est pas évidemment d'attaquer individuellement les élus et les maires des villes de la Métropole qui, aujourd'hui, n'ont pas d'autre solution pour venir à Montpellier et pour participer à nos conseils que de venir en voiture. Ce que je propose, c'est un petit peu une sorte « *d'hygiène politique* », de pacte symbolique : c'est qu'on arrête de s'autocongratuler tant qu'on aura ces mails qui sont envoyés qui disent en gros : « *les élus de la Métropole aujourd'hui n'ont pas d'autre choix que de venir en voiture pour les Conseils de Métropole* ». Ce jour-là, nous pourrions considérer que le service de transport est attractif, il est suffisant. Vivement ce jour. D'ici là, j'espère que vous entendrez ces propositions concrètes et réalisables à court terme dans l'intérêt des habitants de cette Métropole.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Madame DOULAIN, de votre intervention. Puis-je vous demander si vous avez chiffré l'impact de vos mesures ?

Alenka DOULAIN
Intervention hors micro.

Monsieur le Président
Bon...

Alenka DOULAIN

Attendez, Monsieur le Président, vous avez 8 000 agents qui travaillent pour vous. Moi je fais mon travail et ce que je remarque c'est que vous n'avez pas amélioré l'offre en deux ans. Que répondez-vous aux habitants, notamment des quartiers populaires, qui prennent les transports en commun ?

Monsieur le Président

Madame DOULAIN, je vous pose cette question, je vais donc vous donner un ordre de grandeur, d'accord ? Moi j'appellerai à voter contre cet amendement, j'expliquerai pourquoi. 30 bus, si on est sur des bus diesel, on est à 15 millions d'euros. Si on est sur des bus électriques comme nous le souhaitons, c'est un petit peu plus cher et on sera à 20 millions d'euros. Nous passons d'ailleurs un marché dans la perspective des bustrams sur 60 bus – c'est dans la PPI, c'est une AP. Le recrutement d'urgence de 50 conducteurs, c'est au minimum sur nos dépenses de fonctionnement 3,5 millions d'euros. Je vous donne cet ordre de grandeur-là. Je pourrais vous les communiquer. J'ai siégé comme élu d'opposition, et je sais bien qu'on n'a pas autant de moyens. Il n'y a pas de souci. Je veux juste donner les éléments.

Ensuite, sur vos propositions, en termes de vos souhaits sur la minute ou deux gagnées, ou parfois sur des situations qui, c'est vrai, ne sont pas agréables, notamment quand les bus s'arrêtent à 20 heures, d'où notre réponse, on est, au moins en dépenses de fonctionnement, sur 500 000 euros, ça aura un impact budgétaire. Aujourd'hui nous ne sommes pas capables de le supporter.

Essayons d'apporter quelques éléments de réponse sur la trajectoire. Plusieurs points. D'abord, les bus, certains, ont vu leur niveau de service s'améliorer par des choix très impopulaires que vous n'avez pas eu la courtoisie de relever. Quand on fait du partage de voirie pour le bus n° 15, c'est près de 8 minutes de service qui est amélioré pour les usagers. Je l'ai dit une fois dans cette Assemblée, mais je le redis : ce partage de voirie où souvent on nous dit « *oui, sur la voie de bus, il n'y a que deux cyclistes* », on entend des mots parfois inélégants. C'est pour que le bus n° 15 puisse aller plus vite, comme dans un certain nombre d'endroits de la ville, aux Arceaux, dans un certain nombre de secteurs, il y a du partage de voies dédiées, avenue de Toulouse, etc., pour améliorer le temps de trajet des usagers. Ce temps de trajet sert les usagers de la TaM. C'est une demande des conducteurs de TaM, qui disent « *mais faites des voies dédiées* », d'une part. Et d'autre part, c'est une amélioration des services de secours, police, pompiers. Sur le partage de voirie Marès/Justice-de-Castelnau : à 17 h, c'est-à-dire dans l'heure où, depuis plus de 30 ans, il y a des pics de saturation parce que la ville fluide à 17 h 30, elle n'existe pas – faire croire cela serait malhonnête ; il suffit de retrouver les archives de *Midi Libre*, de *La Gazette*, l'enfer des embouteillages, ce sont les titres habituels, et tous mes prédécesseurs ont eu ce type de titres. Eh bien, en ayant ces voies dédiées, les services de secours, pour aller au CHU, le SMUR, ceux qu'on appelle « *les blancs* », ils sont passés de 24 minutes à 13 minutes. Ça améliore aussi la performance des secours, on a amélioré le temps de trajet, parce que les bus étaient souvent prisonniers des embouteillages. Donc voilà ce qui a été fait.

Ensuite, sur la question de notre offre, écoutez, on va dire les choses. On fait les bustrams, ce qui va permettre de redessiner le réseau de transport. On vient de dire qu'à l'horizon 2025 on allait améliorer l'amplitude horaire et le cadencement du réseau de bustrams. Tout le monde nous dit « *plus vite, plus vite* ». Sauf qu'il y nos propres temporalités de l'action publique. On n'achète pas des bus sans passer de marchés publics, à moins qu'on ait une baguette magique, ou à vouloir rompre sur les principes du droit. Ce ne sera pas le cas. On achète des bustrams qui seront des bus cadencés, dont la ligne 15 deviendra la future ligne 2, et qui va améliorer la performance usager. On a une position d'équilibre par rapport à notre réseau qui, dans la ville-centre, peut-être il pourrait être un petit peu amélioré, mais ça aurait des impacts financiers. Mais quand on écoute les collègues de communes de la Métropole, ils peuvent légitimement le dire. On a un niveau de services qui est appliqué avec les moyens qui sont inscrits dans le budget. Vous auriez pu relever aussi que les 70 millions d'euros de travaux, ça, ce n'est pas marrant à faire, pour la sécurité du tramway, parce qu'effectivement, rupture de charge devant la gare, il y aura l'aiguillage devant le Corum. Ce n'est pas rigolo, mais une fois que ce sera fait, c'est à la fois la sécurité des usagers et c'est la garantie de ponctualité. C'est un investissement non négligeable. C'est vrai, moi je ne jette la pierre à personne, mais c'est sûr, quand on dit ce sont des investissements ingrats, ce ne sont pas des choses qui transforment, bon, eh bien là, on le fait. Y

compris, je présente des excuses pour les usagers, parce que ce n'est pas très agréable, ces ruptures de charge, mais c'est nécessaire. On a eu combien d'incidents tramways qui ont déraillé en deux ans ? Cinq. Donc nous avons fait le choix de cette priorité de la sécurité des transports. Merci à tous ceux qui l'ont voté, parce que quand on voit suite à un incident réseau qu'on est en retard, c'est le service qui est dégradé.

Et puis enfin, Madame DOULAIN, vraiment, c'est normal, vous l'avez qualifié vous-même, vous êtes dans l'opposition, mais on vient d'expliquer à l'instant qu'on faisait une aide au covoiturage, on est la deuxième Métropole après Rouen, pour justement avoir une offre de transport pour les habitants de la Métropole les plus éloignés des infrastructures. Quelqu'un qui covoiture à plein, qui joue le jeu, qui accompagne cette transition, ça peut aller jusqu'à 160 euros de financement dans un contexte à 2 euros du prix de l'essence. Merci aux collègues de l'avoir inscrit au budget. Nous avons décidé de prolonger l'aide au vélo à assistance électrique, oui, parce que ce que vous appelez avec le confort de l'esprit « *la pagaille* », c'est aussi le choix de déployer de la place pour le vélo. Alors, on ne trace pas de manière toute simple, d'un seul trait, une piste cyclable. On a des mécanismes transitoires, et nous faisons accompagner par Copenhagenize, pour lancer d'ailleurs à la fin de cette année les travaux des vélolignes sur lesquelles il y a eu une unanimité, et merci, pour mettre cela. Nous aidons à l'acquisition de vélos à assistance électrique. Nous déployons dans un contexte très difficile où tout le monde parle du pouvoir d'achat la gratuité des transports, nous avons, dès notre arrivée, baissé de 10 % des abonnements pour ceux qui utilisent les transports en commun, 10 %. La gratuité, elle fonctionne pour les moins de 18 ans et les plus de 65 ans. Les premiers chiffres que nous avons, qui seront présentés à la rentrée, et d'autres, seront consolidés, montrent une augmentation des transports en commun. Ce qui est très intéressant, c'est majoritairement sur les plus de 65 ans, qui changent leurs habitudes de transport, preuve quand même que le service leur est extrêmement satisfaisant. Gratuité des transports le week-end. Il existe un débat en France sur la gratuité des transports. Il est réel. Mais moi j'observe que cette idée elle s'applique en Allemagne, en Espagne, au Luxembourg, avec la ville jumelle de Heidelberg, le débat est engagé. En France, il y aurait une thèse qui consisterait à dire : « *la gratuité des transports se met en œuvre, elle se fait au détriment des investissements et de l'offre de service* ». À l'horizon fin 2023, quand il y aura la gratuité des transports qui sera à l'œuvre pour l'ensemble des habitants de la Métropole, conformément à nos engagements, parallèlement, nous mettrons en service en septembre 2025 cinq ligne de bustram, une nouvelle ligne de tramway, la ligne 5, et dans l'appel d'offres dont CAF a été lauréat, que Madame FRÊCHE a évoqué, nous allons injecter 7 rames de tramway supplémentaires sur le réseau, donc nous allons muscler l'offre. C'est cela que nous allons faire. Parallèlement à la gratuité, nous allons investir et développer l'offre de transport.

Alors c'est vrai, et je vous accorde un point, et je le reconnais, c'est que les travaux à Val de Croze, qui sont indispensables pour enfin amener la ligne 5 à Gennevex, et demain les connecter au bustram, ils ont un impact sur les usagers du bus. C'est vrai que, dans certains endroits, quand on va conduire des travaux, ça va avoir des impacts sur le déplacement du réseau de bus. C'est vrai. Mais nous pouvons faire le choix d'une inertie, c'est-à-dire de ne pas changer, de ne pas assumer un certain nombre de transformations. Ce n'est pas l'orientation qui est la nôtre. Voilà ce que nous faisons.

Je vais mettre aux voix vos amendements. J'appelle à voter contre pour les raisons budgétaires évoquées. Et ensuite on votera sur l'affaire n°23. Qui est pour les amendements présentés par Madame DOULAIN ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Amendement n°1 rejeté.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Mathilde BORNE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clara GIMENEZ, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Julien MIRO, M. Manu REYNAUD, M. Jean-Pierre RICO.

Conformément aux dispositions de l'article 21 du Règlement Intérieur du Conseil de Métropole, Mme Alenka DOULAIN, Conseillère métropolitaine, a déposé en amont de la séance, deux amendements sur cette affaire. Après examen par le Conseil, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole soumet au vote les amendements proposés par Mme Alenka DOULAIN.

Vote de l'amendement n°1 - Plan d'urgence Bus :

Pour : 2 voix

Contre : 74 voix

Abstention : 1 voix

L'amendement n°1 proposé par Madame Alenka DOULAIN est rejeté à la majorité.

Monsieur le Président

Amendement n°2. Même vote ? Même vote.

Vote de l'amendement n° 2 - Amélioration du service Tram :

Pour : 2 voix

Contre : 74 voix

Abstention : 1 voix

L'amendement n°2 proposé par Madame Alenka DOULAIN est rejeté à la majorité.

Monsieur le Président

Affaire n°23. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Madame DOULAIN. Vous vous abstenez ?

Alenka DOULAIN

Je vote pour.

Renaud CALVAT

Mais ça n'a pas de sens.

Monsieur le Président

D'accord, mais vous vous abstenez, Madame DOULAIN ? Ah, vous votez pour. Ok. Adoptée à l'unanimité... Non, mais, c'est bon.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Monsieur le Président

Affaire n° 24. DSP, parcs de stationnement Antigone et Comédie... Oui, Madame BORNE ? Vous donnez une explication de vote sur la n°23 ?

Mathilde BORNE

Monsieur le Président, excusez-moi, je vois votre certaine incompréhension. Ce que j'ai ressenti, de ces amendements, ce sont des amendements d'amélioration pour l'urgence. On peut être d'accord avec cette délibération mais juste proposer des choses en plus, ne soyez pas étonnés.

Monsieur le Président

Madame BORNE, moi je respecte les votes de chacun. Parfois, on a une petite maladresse. Il n'y a aucun souci.

Mathilde BORNE

Ok, non mais voilà, c'est juste...

Monsieur le Président

Je n'instrumentalise pas les positions des uns et des autres. On a nos débats. Les positions de Madame DOULAIN, elles sont respectables. On a fait valoir les autres. Il n'y a aucun souci, pas de problème, dont acte. C'est pour ça que j'appelle à aucun commentaire de l'Assemblée sur les votes des uns et des autres.

**AFFAIRE N° 24 : AMENAGEMENT DURABLE - DELEGATION DE SERVICE PUBLIC (DSP)
PARCS DE STATIONNEMENT ANTIGONE ET COMEDIE - AVENANT N°3 - MODIFICATION
DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS - APPROBATION - AUTORISATION DE
SIGNATURE**

M. Arnaud MOYNIER quitte définitivement la séance et donne pouvoir à M. Jean-Luc MEISSONNIER.

Monsieur le Président

Affaire 24. DSP, parcs de stationnement Antigone et Comédie, avenant n° 3, modification du programme d'investissements. Y a-t-il des questions ? Qui s'abstient ? Qui est contre ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Mathilde BORNE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clara GIMENEZ, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Julien MIRO, M. Manu REYNAUD, M. Jean-Pierre RICO.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

AFFAIRE N° 25 : AMENAGEMENT DURABLE - AFFECTATION DU PRODUIT DES FORFAITS DE POST- STATIONNEMENT (FPS) SUR L'EXERCICE 2021 - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 25. Affectation du FPS. Est-ce qu'il y a des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

AFFAIRE N° 26 : AMENAGEMENT DURABLE - CONVENTION DE FINANCEMENT D'UNE ETUDE FONCTIONNELLE DU SECTEUR DE L'ECHANGEUR DU ZENITH ENTRE LE DEPARTEMENT DE L'HERAULT, AUTOROUTES DU SUD DE LA FRANCE (ASF) ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme Zohra DIRHOUSI entre en séance.

Mme Céline PINTARD sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 26. Convention de financement d'une étude fonctionnelle du secteur sur l'échangeur du Zénith, qui est un endroit très compliqué du point de vue de la circulation, donc avec le Département et avec ASF. Une prise de parole de Monsieur PATERNOT et Monsieur MARTIN.

Bruno PATERNOT

Oui, merci, Monsieur le Président, qui sera pour expliquer le vote des écologistes. Il nous est proposé dans cette délibération de confier à ASF – c'est-à-dire à VINCI Autoroutes, représenté par son Directeur opérationnel, Salvador NUÑEZ – une convention de financement d'étude pour « *l'amélioration de la fluidité de l'échangeur du Zénith* ». Cette convention n'est pas sans rappeler des délibérations votées dans les mandats précédents sur le doublement de l'autoroute A9 et les conventions signées pour VINCI Autoroutes par le même Directeur opérationnel. À l'époque, l'argumentaire commercial qui justifiait de détruire plusieurs centaines d'hectares de terres agricoles et d'exproprier à tout va nous garantissait « *sur facture, une fluidité de circulation et une meilleure sécurité* ». Les écologistes avaient déjà à cette époque dénoncé la manœuvre grossière. Qu'en est-il aujourd'hui ? Depuis mai 2017, cinq ans après, on peut constater un trafic en augmentation de 20 % en cumulant A9 et A709. 20 % du trafic en plus, c'est donc au moins autant de pollution.

À l'heure où nous mettons en place la zone à faibles émissions, contraignant avec raison pour des questions de santé publique nos concitoyens à des changements nécessaires en termes de mobilité, ceux-ci pourront apprécier le choix fait à l'époque. Sachant que l'autoroute n'est pas soumise à la réglementation de la ZFE, qu'elle passe au beau milieu de la Métropole et que tous les efforts sont donc réduits à peau de chagrin par la simple décision de doubler l'autoroute par les responsables politiques convaincus par l'argumentation de VINCI.

Parlons aussi sécurité. Qu'est-ce qui a changé en matière d'accidentologie depuis mai 2017 ? En tout cas pas les accès à Montpellier, car ceux-ci restent problématiques. Nous nous retrouvons donc avec un prestataire qui, après avoir vendu une autoroute, qui engage 20 % de pollution en plus, a supprimé des centaines d'hectares de terres agricoles et n'a rien réglé aux accès à Montpellier, vient nous expliquer qu'en fait il faut maintenant régler le problème de fond qui serait le rond-point du Zénith. Dommage quand même de ne pas y avoir pensé avant.

L'analyse de la multinationale est quand même d'une limpidité absolue. Il y a bien un dysfonctionnement structurel sur ce rond-point. Alors, vous allez dire, les écologistes râlent, mais nous allons aussi proposer des solutions alternatives, moins chères, plus efficaces et immédiatement opérationnelles. Nos solutions sont simples, efficaces, déjà étudiées et mises en place ailleurs, et surtout, elles permettent d'être opérées en interne, tout au moins pour les plus sceptiques, à servir de test dans des délais extrêmement courts. Nous proposons même d'éviter une assistance à maîtrise d'ouvrage en faisant une entière confiance aux services de la Métropole.

L'échangeur du rond-point du Zénith pose problème, tout le monde en est bien conscient, c'est un équipement de trop grand gabarit qui engendre une vitesse excessive des automobilistes, ce qui par ricochet bloque l'entrée du rond-point des voitures. C'est donc une zone de forte congestion. Faut-il une étude pour cela ? Nous n'en sommes pas certains. Par contre, les élus écologistes de Montpellier ont une solution qui semble être adaptée à cette situation. Nous proposons dès maintenant la mise en place de feux tricolores pour réguler le trafic automobile sur cet échangeur. Nous aurions là une solution permettant d'optimiser cet équipement sans rajouter d'infrastructures, et sans besoin d'avoir recours à VINCI. Ainsi, les accès, le matin et le soir, seraient largement facilités.

En l'état, les élus écologistes de la Ville de Montpellier voteront donc contre cette délibération, avec la proposition d'une solution alternative, efficace, peu coûteuse et qui peut être mise en place pour janvier prochain.

Monsieur le Président

Monsieur MARTIN, puis j'apporterai un petit complément, Monsieur PATERNOT.

Hervé MARTIN

Merci, Monsieur le Président. Effectivement, les élus communistes, on avait dénoncé au moment du vote de la ZFE que l'actuelle autoroute, celle qui permet le trafic de transit depuis l'Espagne jusqu'à l'Europe du Nord et l'Europe de l'Est, ne soit pas comprise dans la ZFE et que, donc, on se fait polluer par ces milliers de véhicules sans pouvoir réagir localement face à ça. Par contre, les véhicules qui empruntent ce qui est devenu un boulevard urbain et périphérique de la Ville de Montpellier, les véhicules qui sont là ont vocation à rentrer dans Montpellier, et ne pourront y rentrer que s'ils correspondent aux critères de la ZFE. Ce qu'il faut voir, c'est effectivement l'intérêt de cette étude, d'abord pour l'accès à tout le secteur de Grammont, qui va très largement évoluer dans les temps futurs, et en tant qu'Adjoint au sport de la Ville de Montpellier, étant donné la destination sportive importante de ce lieu, j'y suis évidemment très sensible. J'espère que dans les familles de propositions dont on parle dans la délibération sera aussi abordée l'éventualité de la création de nouvelles sorties d'autoroute. Parce que les quartiers qui sont desservis par l'actuelle sortie est sont situés jusqu'à la sortie sud par exemple, et il faudra aussi à un moment donné avoir le même type d'étude entre la sortie sud et la sortie ouest. Nous partageons l'idée qu'on ne peut plus traverser la Ville de Montpellier, et donc l'opportunité entre autres de fermer le tunnel de la Comédie. Mais ça veut dire qu'il faut pouvoir contourner la Ville de Montpellier, d'où l'intérêt de la liaison intercommunale d'évitement du nord (LIEN), du contournement ouest de Montpellier (COM) et de rajouter des sorties d'autoroute sur l'actuel boulevard urbain de l'ancienne A9 pour pouvoir contourner Montpellier et après rentrer au plus près de l'endroit où on veut se rendre à Montpellier, pour avoir effectivement à éviter d'y rouler le plus possible. J'espère que ces études-là porteront aussi sur l'opportunité de nouveaux échangeurs pour pouvoir entrer au plus près de l'endroit où on se rend dans la Ville de Montpellier. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur MARTIN. Peut-être Madame FRÊCHE sur les éclairages.

Julie FRÊCHE

Oui, dire que cette étude, elle est fondamentale, parce qu'en fait cette zone a vocation à muter ces 20 prochaines années. Le plan de circulation que nous avons présenté pour apaiser les quartiers, il faut évidemment, pour être cohérent, il faut apaiser à l'intérieur et il faut aussi permettre la circulation avec des grands contournements. Toutes les grandes villes cyclables ont des contournements routiers. Si Montpellier n'a pas eu de contournement routier, c'est parce qu'à l'époque de la construction de ces contournements, Montpellier était à la 25^e place nationale et n'en avait pas besoin. C'est l'explosion et l'accroissement démographique de la Ville de Montpellier, qui a accueilli en l'espace de 20 ans plus de 180 000 nouveaux habitants, qui aujourd'hui fait que nous n'avons pas une structuration autoroutière qui corresponde à notre volonté apaisée au centre, et évidemment permettre la circulation des véhicules sur des axes de grands

contournements. C'est le sens du LIEN, c'est le sens de la déviation est de Montpellier (DEM), qui doivent être connectés avec l'A709, qui correspond au contournement sud de notre Métropole. C'est aussi une zone en profonde mutation, qui va nous obliger à avoir des discussions extrêmement riches et constructives avec le Pays de l'Or. C'est aussi un site qui accueille 66 000 véhicules sur la RD66. C'est le statut de route express sur Pierre-Mendès-France. C'est l'arrivée futur du troisième dépôt de tramway, qui viendra à terme remplacer le deuxième dépôt de Jeune Parque à Garosud, qui va du coup permettre quand même d'injecter à l'est de Montpellier toutes les rames de tramway dans le réseau. C'est plus tard aussi un nouveau parking relais. Donc on a vraiment besoin d'objectiver les choses, parce qu'il va y avoir un nouveau dépôt, parce qu'on a besoin aussi d'un grand contournement pour rendre cohérent notre nouveau plan de circulation.

Monsieur le Président

Merci, Madame FRÊCHE. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Contre : 9 voix

Ont voté contre : Mme Mathilde BORNE, Mme Florence BRAU, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, Mme Célia SERRANO, M. François VASQUEZ.

Abstentions : 3 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Véronique NEGRET, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 27 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT "CULTURE" ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, LA VILLE DE MONTPELLIER ET L'UNIVERSITE PAUL VALERY MONTPELLIER 3 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 27. Convention cadre de partenariat « culture » entre la Métropole et l'Université Paul Valéry. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, Mme Florence BRAU, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, M. Cyril MEUNIER, M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD, Mme Célia SERRANO.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

AFFAIRE N° 28 : ANIMATION DU TERRITOIRE - FONDS D'AIDE A LA CREATION ET A LA DIFFUSION THEATRALE - TROISIEME TRIMESTRE 2022 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme Alenka DOULAIN (avec le pouvoir de Mme Clotilde OLLIER) et M. François VASQUEZ (avec les pouvoirs de Mmes Florence BRAU et Célia SERRANO) sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire 28. Il s'agit du fonds d'aide à la création théâtrale. Y a-t-il des questions ? Mêmes vote ? Même vote.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

AFFAIRE N° 29 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CONVENTION ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LES COMMUNES VOLONTAIRES EN FAVEUR D'UNE POLITIQUE PATRIMONIALE STRUCTUREE - AUTORISATION DE SIGNATURE

*Mme Céline PINTARD entre en séance.
Mme Clara GIMENEZ sort de séance.*

Monsieur le Président

Affaire 29. Convention entre la Métropole et les communes volontaires en faveur d'une politique patrimoniale structurée. Oui ? Madame ROS-ROUART.

Sylvie ROS-ROUART

Juste rapidement, mon intervention est sur le label « *Ville d'art et d'histoire* ». Mettre en valeur le patrimoine est dans nos sociétés un objectif reconnu par tous les acteurs. Dire que pour l'État c'est un moyen d'affirmer une identité qui est plus que jamais source de cohésion. Ainsi, le patrimoine se retrouve-t-il aujourd'hui au carrefour de multiples attentes et le label « *Ville d'art et d'histoire* » est issu de cette réflexion. Il faut souligner que les retombées économiques liées à la valorisation du patrimoine sont réelles. Il passe ainsi d'une valeur d'existence à une valeur d'usage, générant une dynamique locale de nos territoires, souvent richement pourvus dans ce domaine d'ailleurs, à infuser peut-être dans Montpellier 2028. Il y a maintenant plus de 10 ans, une étude commandée par le ministère de la Culture avait permis de montrer que l'impact du patrimoine culturel s'étendait sur près d'un demi-million d'emplois affectés à l'accueil des visiteurs, à sa conservation, au tourisme culturel et dans tous les secteurs de l'économie du patrimoine (hôtellerie, etc.). Je crois que de nos jours, aujourd'hui, ce sont 670 000 emplois. De ce fait, le patrimoine devient un écosystème et fait donc partie des objectifs de développement durable de l'UNESCO, Agenda 2030, comme ressources qui doivent être protégées et gérées avec soin. Nous sommes donc à Castelnau-le-Lez ravis d'y participer en soutenant notre part dans les zones aidées Merci.

Monsieur le Président

Merci beaucoup de cette intervention. Y a-t-il d'autres interventions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

AFFAIRE N° 30 : ANIMATION DU TERRITOIRE - SITE ARCHEOLOGIQUE LATTARA - MUSEE ARCHEOLOGIQUE HENRI PRADES - MISE EN VALEUR DU COMPLEXE ARCHEOLOGIQUE - AMENAGEMENT D'UN PARCOURS ARCHEOLOGIQUE ET CREATION D'UN CENTRE DE CONSERVATION ET D'ETUDE METROPOLITAIN - LANCEMENT DE L'OPERATION - APPROBATION DU PROGRAMME, DU PLANNING ET DU BUDGET DE L'OPERATION - LANCEMENT DU CONCOURS DE MAITRISE D'ŒUVRE - DEPOT DE DEMANDES D'AUTORISATIONS D'URBANISME - APPROBATION

*Mme Alenka DOULAIN (avec le pouvoir de Mme Clotilde OLLIER) et M. François VASQUEZ (avec les pouvoirs de Mmes Florence BRAU et Célia SERRANO) entrent en séance.
Mme Julie FRECHE sort de séance.*

Monsieur le Président

Affaire n° 30. C'est sur le site de Lattara. C'est ce que nous allons après sans doute appeler « *Lattara 2* ». Mais c'est le projet d'extension de ce site absolument remarquable pour lequel qu'il me soit permis de m'adresser aux élus de Lattes auxquels nous devons tant à l'engagement de Henri PRADES, qui a révélé et a fait un travail très important de recherche sur ce site. En partenariat avec l'État et notamment les équipes de recherche, nous allons procéder à cette extension, à la fois de nouveaux lieux pour la muséographie, de l'archéologie à ciel ouvert dans une mission éducative extrêmement importante, et également la conservation des pièces, parce qu'elles ont une valeur scientifique, donc historique, extrêmement importante. C'est pouvoir lancer le concours de maîtrise d'œuvre pour donner lieu à ce nouveau projet pour lequel je veux publiquement remercier Michel ROUSSEL, le Directeur régional des affaires culturelles, pour son implication totale, ainsi que l'ensemble des équipes.

Monsieur COTE.

Sébastien COTE

Monsieur le Président, chers collègues. Permettez-moi cette intervention comme professeur d'histoire qui enseigne dans Montpellier Méditerranée Métropole. C'est évidemment une délibération très importante, dont l'objectif est de faire de ce site archéologique, qui a été occupé en continuité du VI^e siècle avant notre ère au III^e siècle de notre ère, et qui a permis la rencontre depuis les Étrusques jusqu'aux Grecs, en passant par les Grecs, jusqu'aux Romains, et avec les populations celtes alentours, d'être un véritable creuset de culture. Entre Narbonne et Nîmes, ce sera un lieu absolument central, qui est en lien aussi avec le site remarquable du Castellas à Murviel-lès-Montpellier. Dire que, pour les professeurs d'histoire et géographie de la Métropole, la visite à Lattara est toujours extraordinaire, avec des expositions de très haut niveau. Dire aussi le lien fondamental avec l'Université Paul-Valéry, avec son département d'archéologie, puisqu'il y a des fouilles qui sont annuelles depuis de très nombreuses années, et qui permettent effectivement une véritable initiation sur le terrain à tous les futurs archéologues qui étudient dans notre Métropole. Je pense qu'effectivement, cette délibération, elle est centrale et elle positionnera le musée Henri-Prades comme un site majeur en Occitanie.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur COTE. Je propose de mettre aux voix. Oui ?

Bernard MODOT

Rapidement. Je me félicite de l'arrivée de ce projet pour plusieurs raisons. Tout d'abord en tant qu'enseignant, j'ai fouillé avec Henri PRADES pendant plusieurs années, et c'était un régal pour ceux qui l'ont connu. Je rappelle que Monsieur Henri PRADES est mort en séance du Conseil municipal de Lattes, à la suite d'une colère monumentale par rapport à ces tessons qu'il voulait protéger. Ensuite, avec le Président FRÊCHE, il y a plus de 20 ans, on avait poussé à l'achat de la ferme GRAND. Enfin le Mas Saint sauveur va produire ses effets. Dernier point, c'est qu'il y a plus de 20 ans, je disais à Monsieur FRÊCHE qu'il ne fallait pas oublier la lagune. Je lui avais présenté un projet qu'on appelait « *l'éco-archéothèque* », qui a été abandonné parce que c'était trop large, mais qui rappelait que la maison de la nature juste à côté, magnifie la lagune telle qu'elle était, et il est difficile de séparer l'archéologie de la géographie. Je crois que le musée Henri-Prades a tout compris et c'est un régal de voir à quel point on en arrive à quelque chose de formidable.

Monsieur le Président

Merci beaucoup de vos propos et de ce témoignage où on apprend les choses. Merci. Je voudrais le dire : nous faisons cette étape-là, l'extension Lattara 2, et Madame DUSSEAU, qui est la conservatrice, qui est une personnalité qui doit être également saluée, je lui ai demandé, avec Éric PENSO, qu'elle travaille sur un plan, sur une stratégie à 10-15 ans sur le patrimoine antique sur notre Métropole. Vous avez dit quelque chose de très juste : géographie et archéologie. Si on comprend Lattara et le dispositif lacunaire, on comprend aussi, le Castellas et l'Oppidum. On voit bien qu'ici il y a un travail qui doit se poursuivre de la part de la recherche scientifique, et de protection puis de valorisation de ces sites sur le grand parcours de la romanité, évidemment Nîmes, Narbonne. En ce moment Loupian communique et une découverte archéologique récente sur la voie Domitienne. On a un enjeu culturel très important. Si bien sûr la date de naissance de Montpellier est connue, le peuplement de notre territoire est bien plus ancien, et les travaux de personnes comme Henri PRADES ou actuellement des équipes de l'Université Paul-Valéry nous montrent que tout ça mérite d'être soutenu, valorisé auprès du grand public, dans une compréhension globale de cette histoire de la romanisation du territoire de l'actuelle Métropole. Voilà, les limites administratives de la loi CHEVENEMENT sont bien lointaines de celles sous l'Empire romain.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 31 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE SITE ARCHEOLOGIQUE LATTARA-MUSEE HENRI PRADES ET LA MAISON DES CONSULS DES MATELLES DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU GRAND PIC SAINT-LOUP DANS LE CADRE DES EXPOSITIONS "STATUES-MENHIRS. MIROIRS DE PIERRE DU NEOLITHIQUE", "AÏCHA SNOUSSI" ET "CARNET D'INSPIRATIONS" - MODIFICATION TEMPORAIRE DU TARIF - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Puisqu'on parlait de peuplement ancien, affaire 31, c'est la convention de partenariat entre le site archéologique de Lattara et le remarquable musée de la préhistoire du musée de la Maison des consuls des Matelles, qui témoigne là du peuplement à l'époque du néolithique, au pied du Pic Saint-Loup. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 32 : ANIMATION DU TERRITOIRE - MUSEE FABRE - CONVENTIONS DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, LE NEW YORK TIMES, TELERAMA, LE FIGARO, CONNAISSANCE DES ARTS, RADIO CLASSIQUE ET FRANCE BLEU HERAULT DANS LE CADRE DE L'EXPOSITION "LE VOYAGE EN ITALIE DE LOUIS GAUFFIER" - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 32. Musée Fabre, conventions de partenariat entre la Métropole et un certain nombre de médias pour l'exposition « *Le voyage en Italie de Louis GAUFFIER* » qui se déroule actuellement au musée Fabre. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 33 : ANIMATION DU TERRITOIRE - GRATUITE D'ACCES AU MUSEE FABRE POUR L'ACCUEIL DES NOUVEAUX MONTPELLIERAINS - COLLECTIONS PERMANENTES ET EXPOSITION "MUSIQUE ! COMME UN AIR D'OPERA CHEZ LES DESPOUS" - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 33. Gratuité d'accès pour l'accueil des nouveaux Montpelliérains au musée Fabre. C'est une disposition pour la Commune de Montpellier, mais je voudrais préciser aux autres communes dans leur accueil qu'on est disposé à adopter quelque chose de similaire. Il est important de nouer ce lien quand on arrive sur notre territoire avec cette institution qui fêtera son bicentenaire entre 2025 et 2028. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 34 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CONVENTION TRIENNALE DE SUBVENTIONS DE PROJETS ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET L'ASSOCIATION MATHILDE MONNIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 34. Convention triennale de subventions de projets. Vous le savez : Mathilde MONNIER, qui est une des grandes chorégraphes de notre territoire, qui a dirigé le Centre Chorégraphique National (CCN) puis la Maison de la danse, et s'est réinstallée à Montpellier, est à Tropisme, et elle participe à l'accueil de très nombreux artistes chorégraphes. Elle a un lien très fort au territoire. On a fait le choix de conventionner pour l'accompagner pour contribuer à notre hospitalité à l'endroit des artistes. Il y a une subvention qui sera triennale avec elle pour des résidences de d'un mois. Enfin un projet très important autour de la danse.

Y a-t-il des questions ? Même vote ? Même vote.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Bruno PATERNOT, M. Eric PENSO, M. Manu REYNAUD, Mme Célia SERRANO.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

AFFAIRE N° 35 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE "CULTURE" ET OPERATION DE SOUTIEN AUX SALLES DE SPECTACLE - EXERCICE 2022 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Hervé MARTIN (avec le pouvoir de Mme Agnès SAURAT) sort de séance.

Monsieur le Président

Autre point. C'est un soutien aux salles de concert qui sont passées un peu entre les mailles des filets en termes de soutien de la part de l'État à cause de la Covid-19. Ça a été très difficile, et il y a notamment le représentant de Saint Jean de Védas, notamment la TAF, l'Antirouille. Elles ont traversé des moments assez difficiles, donc on vient en soutien. C'est tellement facile de fermer une salle, tellement difficile d'en rouvrir une.

Je mets aux voix. Même vote ? Même vote.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

AFFAIRE N° 36 : HORS COMMISSION - ICONIC 2022 - CONVENTION DE PARTENARIAT DE COPRODUCTION ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET ILLUSION & MACADAM - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 36. Iconic 2022. Je parlais de la stratégie de filière. L'idée, c'est d'organiser une semaine tournée vers les ICC à la Halle Tropisme notamment, et donc d'être un élément de visibilité de tous les acteurs des ICC. Je précise que le festival – si la presse est encore présente – s'inscrira en même temps que Cœur de Ville en lumières, qui reprendra. C'est très important pour l'Écusson de Montpellier, c'est une grande manifestation importante et qui mobilise de nombreuses structures du territoire autour de l'image.

Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Même vote ? Même vote.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Eric PENSO, Mme Célia SERRANO.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

AFFAIRE N° 37 : ENVIRONNEMENT - DELEGATION DE SERVICE PUBLIC - RESEAU MONTPELLIERAIN DE CHALEUR ET DE FROID - AVENANT N°8 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mmes Julie FRECHE, Clara GIMENEZ et M. Hervé MARTIN (avec le pouvoir de Mme Agnès SAURAT) entrent en séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 37.

Coralie MANTION

La surconsommation, le gaspillage énergétique, l'utilisation des énergies fossiles, les conflits nous ont conduits à cette crise énergétique qui touche la planète entière. Il y a urgence à ne plus dépendre des monarchies pétrolières ou du gaz russe, mais plutôt du vent, du soleil, de nos forêts et de nos baraques à frites. La Métropole étudie un vaste plan de développement des énergies renouvelables sur le territoire avec le photovoltaïque et le réseau bois pour une dépendance énergétique et un écosystème pérenne. La poursuite de l'exploitation de la chaufferie bois est essentielle. Elle a montré son efficacité, que ce soit par rapport au prix du combustible ou à son bilan carbone. De plus, après avoir transformé cette centrale de production charbon en centrale bois, ce sont des travaux de mise en conformité des cheminées qui vont être effectués.

Je vous demande donc d'adopter cette délibération pour, entre autres, approuver le renouvellement de la convention avec la SERM, l'Université et l'État, et autoriser la SERM à procéder aux travaux de la chaufferie bois de la Motte Rouge.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Madame MANTION, de cette explication. Juste, on voudrait faire un focus, parce que c'était prévu, sur l'impact du coût de l'énergie sur les finances de la Métropole et les premières mesures d'action que nous mettons en œuvre. Il y a un petit diaporama.

Évolution des cours de l'énergie. Aujourd'hui, on est confrontés à une situation très préoccupante liée à la crise géopolitique notamment avec l'Ukraine et l'invasion de POUTINE, et il y a un impact du coût de l'énergie sur nos finances. C'est la première très sérieuse alerte budgétaire qui pèse sur nous. Tous les maires ici, dans leur commune, on s'en est parlé en Conférence des Maires, sont impactés.

Voilà les chiffres des dernières estimations, puisque comme l'a rappelé René REVOL tout à l'heure, les collectivités n'ont pas le bouclier tarifaire du point de vue de l'énergie. Nous sommes dépendants des prix de marché. L'électricité, c'est actuellement fois 2,7, l'éclairage public fois 1,5 – c'est ce qu'évoquait Monsieur PATERNOT et j'y reviendrai tout à l'heure – et le gaz c'est fois 3. Aujourd'hui, pour la Métropole, en 2023, toute chose égale par ailleurs, c'est un impact budgétaire de 7,5 millions d'euros avec la hausse actuelle du coût de l'énergie. Tout le monde est bien conscient qu'elle est loin d'être stabilisée, donc il nous fait agir.

Nous allons procéder à un rappel à l'ensemble des enseignes, des commerçants qui éclairent la nuit sur une disposition du RLPI qui leur demande d'éteindre la lumière. Je salue la position de décret qui a été pris par le Gouvernement, et bien sûr que les acteurs économiques doivent faire des efforts, mais ça doit être une mobilisation générale. J'écirai au Président de la CCI pour rappeler sur les enseignes lumineuses, parce que beaucoup ne respectent pas, donc il faut rappeler la règle. Mais la question de la sobriété énergétique doit être une question de mobilisation collective, et moi je ne voudrais pas qu'on se transforme en collectivité accusatrice et nous-mêmes ne pas engager un mouvement. Cette posture-là n'est pas la bonne. Ça doit être une mobilisation collective et *a fortiori* une posture accusatrice sur des gens qui sont en situation de vulnérabilité sociale, pour qui, eux, la question de l'énergie est une question de survie. Voilà les enjeux financiers, mes chers collègues.

Impacts sur le budget de la Métropole – Monsieur CALVAT, restez calme. Les chiffres sont absolument éloquentes et les hausses de prix liés à l'énergie sont extrêmement importantes. D'où le travail des parlementaires pour essayer de nous sanctuariser sur les dotations pour qu'on ne soit pas pris en tenaille de tous les côtés. On communiquera évidemment le diaporama. Dans le détail : l'électricité bâtiment, + 167 % ; l'éclairage public, + 50 % ; le gaz dans les bâtiments, + 203 % ; le carburant, + 20 % ; et le carburant régie collecte une petite baisse parce qu'on a un peu changé la flotte de véhicules.

Qu'est-ce qu'on a engagé et qu'est-ce qu'on cherche à mettre en lumière ? D'abord des efforts importants de rénovation sur le mandat pour favoriser la sobriété de notre patrimoine, bâtiment, éclairage public, véhicules. On doit atteindre la neutralité carbone pour les constructions neuves. Il faut vraiment qu'on pense le coût de construction d'un bâtiment et son coût de fonctionnement en énergie et en neutralité carbone. Ce raisonnement-là, nos politiques publiques, collectivement, doivent encore progresser, et maintenant, le différer devient un luxe. Renforcer notre politique de consommation d'énergies renouvelables (ENR) et la capacité à produire des ENR et développer l'autoconsommation de notre patrimoine bâti. L'exemple de la chaufferie bois sur laquelle nous rapportons est emblématique, mais il nous faut là aussi accélérer. Réduire nos consommations avec des mesures volontaristes pour modifier notre fonctionnement, nos comportements, nos usages internes. Evidemment, nos politiques publiques, on a beaucoup parlé des mobilités.

Alors, ce qui est aujourd'hui acté. Sur la transition énergétique du patrimoine métropolitain, 14,3 millions d'euros prévus dans la PPI. Par exemple les équipements culturels : on change les modalités d'éclairage. Sur les piscines également et de la rénovation énergétique, qui est intégrée chaque fois qu'on réhabilite les piscines. On va avoir Neptune, on a le centre nautique Neptune, CNN, la piscine Taris. Demain, quand on construira la piscine de Castelnau-le-Lez, évidemment, elle doit être neutre. Passage à une flotte de véhicules décarbonés. La Métropole a de nombreuses voitures, elle a des camions de collecte. C'est aussi un levier d'action. Ça c'est ce qu'on a acté dans la PPI.

L'éclairage public. Aujourd'hui, notre Métropole – ce sont les chiffres qu'a donné Bruno [PATERNOT], je reprends – : 78 295 points lumineux, 31 millions de kWh consommés, 4,5 millions de dépenses énergétiques. Il est prévu à la PPI 7,3 millions d'euros par an dans la rénovation des installations. L'objectif : aujourd'hui, on est, sur l'éclairage public, indépendamment de la politique d'extinction – je vais y revenir –, à 54 % sur Montpellier en LED, 26 hors Montpellier. L'objectif qu'on s'assigne, c'est 95 % sur Montpellier, et passer de 26 à 55 hors Montpellier, ce qui permettra une baisse de 30 % de la consommation d'électricité. Mais on va poursuivre nos efforts. Le plan Lumière a été dévoilé. C'est l'abaissement. On a aujourd'hui expérimenté, beaucoup de maires, et c'est très inspirant ce qui se fait dans des communes, et on pourrait d'ailleurs, lors d'une Conférence des Maires, faire un retour d'expériences bonnes pratiques là-dessus. Mais il faut qu'on arrive à abaisser l'éclairage entre 22 h et 6 h, c'est-à-dire qu'il faut que nous fassions-là des efforts et qu'on avance sur l'extinction partielle que nous avons engagée à l'échelle de la Métropole. Bref, le modèle il y a une route, on éclaire toute la nuit est un modèle qui est aujourd'hui un luxe au regard de la géopolitique, de notre vulnérabilité et des enjeux de sobriété. On va aller beaucoup plus loin là-dessus, mais il faut que les uns et les autres, nous nous posions ces questions, parce que l'objectif c'est clairement de réduire notre facture. Il y a ce qu'on demande aux acteurs privés, mais il y a ce que nous faisons nous en tant qu'acteur public. Nous avons de ce point de vue un devoir d'exemplarité, ce qu'a décrit Bruno [PATERNOT] tout à l'heure, cette intervention, s'insère dans le propos.

Accélérer la rénovation des installations. On y est aussi confrontés, il faut qu'on le partage, on a des entreprises en grande tension sur les coûts d'approvisionnement, sur les coûts qui explosent. Mais la trajectoire, il est très important de la tenir sur la rénovation du bâti.

Ensuite, le parc automobile, c'est notre PPI, mais voilà les objectifs. Aujourd'hui, en 2019, on était à 8 % des véhicules décarbonés à l'électrique. L'objectif en 25 c'est d'être à 49 %. Certains diraient qu'il faudra être à 100, qui est tenable compte tenu de l'approvisionnement de la part de l'industrie automobile. De la même manière, c'est de pouvoir travailler sur des véhicules plus lourds, ceux inférieurs à 3,5 tonnes, plus gros que la petite voiture, mais 3,5 tonnes, et aussi sur des véhicules, notamment les camions bennes, essayer d'aller sur des scénarios de sobriété.

Et enfin, développer notre capacité à produire de l'énergie. Développer le photovoltaïque : on y reviendra avec la présentation du cadastre solaire, mais évidemment il devient très important sur nos bâtiments de déployer davantage, de produire de l'énergie. D'emblée, au second semestre, sur nos piscines Alex-Jany et la Halle de l'innovation qui va être livrée, on sera producteur d'électricité. Sur la piscine olympique, courant 2023, on va améliorer. Il y avait déjà un dispositif, mais on va améliorer cette production. Sur l'écolothèque également. Ce sera complété par notre cadastre solaire.

Autre point. C'est ce qu'a présenté Coralie [MANTION]. Développer les réseaux de chaleur. C'est quelque chose de méconnu, mais qui est stratégique. Les réseaux de chaleur, ce sont demain les contrats de réciprocité avec nos voisins sur l'approvisionnement en bois à proximité, sur les filières bois qui peuvent exister. Aujourd'hui, c'est la carte du réseau de chaleur actuel. L'un des enjeux, c'est de développer cette carte partout où c'est possible. On ne peut pas aller partout, parce qu'il y a les contraintes réseaux, etc., mais partout où c'est possible. Ce réseau de chaleur-là, il est à la fois important pour les collectivités publiques. Tu évoquais la Motte rouge qu'on va rouvrir en septembre 2023. Mais il est très important pour les usagers. Plus il y a du réseau de chaleur, plus on peut encadrer le prix de l'énergie. Les variations de l'énergie dans les cartes que vous avez, les habitants n'y sont pas exposés. Parce que justement le prix il est fixé par le réseau de chaleur et c'est produit de manière renouvelable. L'idée c'est d'étendre, notamment sur le nord de la Métropole.

C'est un petit focus. On aura une délibération plus cadre, volontariste, notamment sur la capacité de production du territoire. Mais en gros, des questions vont se poser. Je veux le dire ici il y a d'autres communes, des intercos qui font des choix, restreindre le service public, donc fermer un jour par semaine un équipement.

Je vois ici certains collègues me dire « *pas moi, pas moi* ». Mais on y est. Par exemple, aujourd'hui, on regarde la température des piscines pour que ça reste acceptable. On pourrait baisser d'un degré et on fait presque 10 % d'économie d'énergie. Au-delà, ça devient difficile pour les usagers, mais on peut travailler là-dessus. Une fermeture partielle du réseau des piscines, ce serait fragiliser le service public, ce serait un mauvais signal, y compris dans le contexte, espérons post-caniculaire, de la saison. Il y a, demain, sur Maera, de la capacité de production. Bref, dans tous les dispositifs, nous allons continuer à travailler et on a structuré entre les élus et l'administration une *tech-force* du plan sobriété à l'échelle de la Métropole et en appui des communes, parce que vous le voyez, il y a à la fois un enjeu écologique de transition évident qui s'impose, d'une part, de protection de notre propre souveraineté. On voit aujourd'hui les difficultés qu'a le Gouvernement allemand, les inquiétudes de notre propre Gouvernement sur l'hiver à venir, et puis des impacts très forts sur les finances de la collectivité, puisque ce sont presque 7,5 millions d'euros d'impact budgétaire sur le seul coût de l'énergie. Ça c'est pour la Métropole, mais chaque maire ici construit son budget avec ces scénarios extrêmement inquiétants. C'était un petit focus sur ce qui est fait, ce qui est engagé. Évidemment, il nous faut aller plus loin. Mais là c'est une photographie à l'instant T, et surtout une prise de conscience de cette réalité. Il y aura du travail de sensibilisation aux écogestes. Tout cela sera alimenté dans un plan qu'on aura l'occasion de présenter au prochain semestre.

Allez, on met aux voix. Oui ? Bruno [PATERNOT]. Rapidement.

Bruno PATERNOT

Oui, très rapidement, juste trois petites précisions. Effectivement, dans le calendrier, de toute façon, ce qui est prévu, c'est d'abord sur la lumière qu'on balaie devant notre porte, et effectivement j'ai demandé à ce qu'on communique beaucoup là-dessus – et j'espère qu'on communiquera un jour là-dessus. Ensuite, qu'on informe, justement, les commerçants et qu'on travaille avec eux. Le service lumière a fourni tout ce qu'il faut pour qu'on puisse fournir des plaquettes et faire en sorte que, d'abord, on rappelle la loi aux gens. J'espère que cela sortir aussi. Ensuite seulement on sanctionne. D'abord on informe, et ensuite on sanctionne.

La deuxième chose, ce qu'on aurait payé si on n'avait rien fait. C'est-à-dire que là il y a une augmentation de 50 % : c'est 127 % d'augmentation que nous aurions pris. On n'est pas capable à l'heure actuelle de voir comment, à quel point ça va augmenter. Il y a aussi ce qu'on aurait payé si on n'avait rien fait.

Et puis la troisième chose aussi, c'est que nous travaillons évidemment en grande concertation avec le Département. Je vous donne un exemple : sur le Domaine d'O, nous allons rénover une partie du domaine. Évidemment, on le fait en concertation avec le Département pour que ce soit tout le domaine et tout le périmètre qui soit fait en même temps, ce qui donnera des économies de coût, ce qui permettra de fluidifier la chose et de faire en sorte que tout soit logique et cohérent. Ça fait longtemps que ce n'était pas arrivé. Nous allons travailler dans le cadre du plan Noé avec la Région qui va nous aider sur les financements là-dessus. A l'heure actuelle, on n'a pas encore, on sait combien ça coûte mais on ne sait pas combien ça va nous coûter à nous, puisque, comme je l'ai demandé, nous allons travailler en lien avec la Région. Enfin, en tout cas, j'espère que ça avancera.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur PATERNOT, de ce point supplémentaire. Juste, vous avez dit quelque chose, nous allons écrire au Président de la CCI pour bien rappeler ce que prévoit notre RLPI. On va être très informatif. L'idée, ce n'est pas de débarquer et de mettre des PV. Rappeler ce qu'est la règle pour inviter tout le monde à la sobriété énergétique. Mais je veux aussi qu'on soit très clair : charité bien ordonnée commence par soi-même. Notre Collectivité, vous l'avez pointé, doit montrer ses efforts. Il y a le décret qui va sortir, qui est une bonne chose, parce que ça, ce sont des aberrations qui n'étaient plus tenables.

Je propose de mettre aux voix.

Bruno PATERNOT

Et on peut saluer aussi le travail de la DREAL, qui fait un travail formidable avec l'État. On travaille vraiment en commun aussi.

Monsieur le Président

Je vous sais passionné, Monsieur PATERNOT, c'est très bien, mais il faut qu'on avance. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Maryse FAYE, M. Max LEVITA, M. Jacques MARTINIER, Mme Marie MASSART, M. Cyril MEUNIER, Mme Véronique NEGRET, M. Eric PENSO, Mme Catherine RIBOT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 70 voix

AFFAIRE N° 38 : ENVIRONNEMENT - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET ACM HABITAT POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE ZERO DECHET, LA PREVENTION DES DECHETS, L'AMELIORATION DU TRI ET DU NETTOIEMENT AUX ABORDS DES RESIDENCES ACM HABITAT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme Clare HART et M. Yvan NOSBE sortent de séance.

Mme Michèle CASSAR quitte définitivement la séance et donne pouvoir à M. Joël VERA (le pouvoir de Mme Anne RIMBERT accordé à Mme Michèle CASSAR est annulé).

Monsieur le Président

Affaire n° 38. Convention entre la Métropole et ACM sur la stratégie zéro déchet. Oui, Madame DOULAIN. Peut-être, François [VASQUEZ] ? Allez-y.

Alenka DOULAIN

Merci. Évidemment, je soutiens pleinement le renouvellement de cette convention. En matière de tri, de compostage de déchets, on le sait, la pédagogie est essentielle. Je suis sur ce point totalement d'accord avec le Vice-Président, Monsieur VASQUEZ. D'ailleurs, dans la présentation du plan zéro déchet, dans cette Assemblée, j'avais insisté sur ce point et sur la nécessité d'embaucher des ambassadeurs du tri pour faire ce travail d'explication auprès de l'ensemble des habitants de la Métropole. Même si je pense qu'il faudrait aller plus loin en termes de moyens humains et financiers, je voterai évidemment pour cette délibération, qui vise du coup à renforcer les moyens humains de sensibilisation dans le parc de logements sociaux sur la question des déchets.

Le sujet des déchets c'est aussi celui de la collecte, et nous avons à ce sujet un petit problème, un problème financier, un problème de qualité de service. Je constate aujourd'hui que cette collecte, elle est réalisée parfois au strict minimum dans certains quartiers, notamment dans les quartiers prioritaires, mais pas que. Parfois dans certaines résidences HLM, des zones qui sont, il faut bien le dire, souvent densément peuplées, et donc les besoins en ramassage sont plus importants. Je pourrais prendre l'exemple de la résidence Aigoual Dourbies à La Paillade, mais il y a aussi des cas à Celleneuve, aux Cévennes et puis à Plan Cabanes. D'ailleurs, de manière plus générale, si vous demandez aux Montpelliérains où sont les problématiques, les points où le ramassage n'est pas fait suffisamment, ils pourront rapidement vous le dire. En fait, on les connaît, les points de tension, les points sensibles. Sauf que, de laisser ces points, ces problématiques de collecte, ça veut dire alimenter l'image d'une ville sale, ça veut dire aussi des problématiques d'insalubrité et sanitaires. On voit très bien cette scène où il suffit d'un bac qui déborde pour qu'ensuite on pose un sac poubelle à côté et puis à la fin on se retrouve dans des situations d'insalubrité. Surtout, ça vient alimenter, ça vient parfois créer cette dissonance entre le discours sur les écogestes, « faites attention, triezy », et puis en fait le gros du problème, qui est quand même d'avoir un service de ramassage de déchets qui soit de qualité, et comme vous le disiez, il faut balayer devant notre porte, donc il faut une collecte adaptée à l'ensemble de notre territoire, et prendre en charge ces points chauds.

On le sait, ce problème de la collecte, il a été pointé du doigt par un rapport de la Chambre régionale des comptes (CRC). C'est aussi une problématique de budget pour nous : ce sont 22 millions d'euros en 2019 ; on est déjà à 24 millions d'euros en 2022, alors que certains quartiers remarquent que le ramassage n'est pas toujours à la hauteur. Le rapport de la Chambre régionale des comptes avait pointé un manque de transparence sur les coûts réels facturés par les entreprises, notamment Nicollin et Urbaser, un manquement de l'évaluation du service rendu, pas de satisfaction réalisée auprès des habitants sur le service rendu, des failles de management et d'organisation dans les tournées de ramassage.

Au moment où en 2022 ces contrats arrivent à échéance, j'aimerais savoir si vous comptez reprendre en main cette question des marchés aujourd'hui de collecte. Allez-vous prévoir dans les nouveaux contrats d'intégrer les recommandations de la Chambre régionale des comptes ? Si oui, comment ? Allez-vous prévoir un contrôle plus stricte de l'exécution de ces marchés, notamment vis-à-vis de la qualité et de la satisfaction des habitants ? Merci pour ces éléments de réponse précis à ces questions qui sont relativement précises.

Monsieur le Président

Il y a Madame GALABRUN[-BOULBES], Jackie, et après François [VASQUEZ].

Jackie GALABRUN-BOULBES

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, bonjour. Juste un petit point rapide pour les apports volontaires. Entre autres, à Saint-Drézéry, je trouve que ça se dégrade de plus en plus. On a du mal à ce que les gens ne déposent pas leur canapé devant les apports volontaires. A ce sujet j'ai envoyé un courrier à Monsieur VASQUEZ et à Monsieur le Président, pour réfléchir, si vous voulez, au fait d'une meilleure signalisation. A savoir que lorsqu'on a plusieurs apports volontaires dans notre commune, les gens ne cherchent pas à comprendre, ils arrivent devant un, il est plein, ils posent à côté. Leur signaler peut-être où sont les autres apports volontaires sur la commune pour essayer d'avoir un peu plus de civilité de la part de nos administrés ou des administrés des communes voisines.

Monsieur le Président

Merci. François [VASQUEZ], quelques éléments de réponse.

François VASQUEZ

On est allé bien au-delà de la délibération sur le partenariat avec les ACM. En fait, pour répondre, il faudrait que je prenne ce Conseil pour moi tout seul, et ça va être difficile à l'heure de l'hypoglycémie. Ce que je veux dire, c'est que notre politique ne sera pas réglée par le problème de propreté, c'est-à-dire par le petit bout de la lorgnette. Ça n'est pas en passant plus souvent, comme je le dis souvent, au nettoyage, que l'on règle le problème. Le problème sera réglé par une politique et une communication d'envergure sur le tri, des bacs pour chaque déchet, avec une règle commune à s'appliquer. À partir du moment où on exécutera cette politique, qu'on va mettre tous les moyens pour qu'il y ait les bons bacs avec le bon volume pour tel déchet, c'est à partir de là qu'on commencera à accéder à la propreté de l'espace public de notre Métropole.

Malheureusement, le réflexe habituel est de penser que, s'il y a un dépôt, il faut passer plus souvent nettoyer derrière. Ce n'est pas ça qu'il faut faire. S'il y a un dépôt, c'est qu'il y a une mauvaise pédagogie, c'est qu'on n'a pas mis les outils en place et c'est qu'on n'a pas communiqué localement. Si je reviens sur la délibération du partenariat que nous faisons avec les ACM, il s'agit de cela. Ce partenariat est ancien. Nous allons complètement le transformer, parce qu'il y avait deux postes qui d'ailleurs n'étaient même pas attribués aux déchets et qui travaillaient par les ACM pour les déchets – enfin censément pour les déchets. Nous allons revoir ça. Il va y avoir neuf services civiques qui vont venir communiquer comme des écomessagers pour mieux faire passer les messages. Mais il n'y a pas que cela. On s'aperçoit même que les ACM, pour tout vous dire, mettaient des outils de tri qui n'étaient pas pertinents. Il faut qu'on relie entre le pôle déchets de la Métropole, et notamment les ACM pour prendre un exemple caractéristique de cette délibération. Il faut qu'on renoue un langage déjà technique et qu'on retrace les contours de notre politique qui a été posée et votée au mois de mars. Cette politique nécessite une communication plus forte et puissante, comme je l'ai toujours dit. Tout cela va commencer à la rentrée. Les contrats sont à revoir dans le temps et nous allons les revoir dans le sens de notre politique.

Mais bien évidemment en l'état actuel des choses, quand on voit que se produisent des dépôts sauvages auprès des points d'apport volontaire, vous savez, moi je ne suis pas pour qu'on passe plus souvent aux points d'apport volontaire. Je suis pour qu'on précise sur les points d'apport volontaire que tout dépôt au pied du point d'apport sera verbalisé. Je suis pour une police de l'environnement. Mais, cela dit, dans l'immédiat de l'exécution politique, nous n'avons pas encore déroulé notre politique. C'est ce que j'essaie d'exprimer, qui est une politique extrêmement tentaculaire, et qui nécessite, je vous le dis en chœur, un changement des comportements qui ne sera exercé que par une communication forte, et tous les moyens en cela de la Métropole.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur VASQUEZ. L'occasion pour moi d'indiquer que la foire expo, qui est un grand rendez-vous de rentrée, sera consacrée dans la communication à la stratégie zéro déchet. Nous aurons à ce moment-là le

lancement d'une campagne au long court sur les gestes, les écogestes, sur le tri, sur l'impact du non-tri du verre. Il y a un travail qui est engagé pour redéfinir la cartographie des points d'apport volontaire pour les augmenter. On n'en mettra pas devant chacun, parce que ça ne fonctionnera pas.

L'autre point, qui s'inscrit dans la lignée de cette délibération – puisque là, neuf services civiques vont faire de la sensibilisation – je veux rejoindre complètement ce qu'a dit Monsieur VASQUEZ : bien sûr qu'il y a des endroits où il faut faire des efforts, on en est bien conscient. Mais enfin, il y a un certain nombre d'endroits où on subit un paquet d'incivilités. Il faut qu'on soit aussi très ferme. On a des déchetteries, des zones de tri, sur lesquelles nous devons renvoyer les gens, et parfois, quand on pose un poste de télévision sur un trottoir, ou son canapé, ou son réfrigérateur, et que s'amoncellent ensuite autour des déchets, c'est un problème. D'où le développement d'une vidéoverbalisation autour de la problématique des déchets sauvages, d'où l'approche d'une lutte contre la délinquance environnementale sur laquelle nous communiquerons aussi sur les premiers chiffres, pour montrer que nous sommes à l'œuvre, tout comme on assiste dans certains endroits de la garrigue montpelliéraine à des déchets sauvages, et nous sommes en lien avec le Général LANIEL qui commande les forces de gendarmerie pour pouvoir mener des actions là-dessus. Si bien sûr il faut améliorer la collecte, bien sûr travailler sur la sensibilisation, il n'en relève pas moins qu'il y a aussi un peu de responsabilité qui doit être posée. En tout cas, il faut le dire systématiquement quand on pointe la demande de service accru.

Je voudrais préciser, quand même, François [VASQUEZ], aujourd'hui, quand ce n'est pas bien trié dans le jaune, on peut opérer un refus de collecte. Parce que quand on envoie à Demeter des déchets mal triés, on abîme l'ensemble de la chaîne, le temps du tri. Parfois, certains habitants de la Métropole ont eu cette désagréable sensation de voir un film en disant « *merci de bien trier* ». Mais parce que, si on met tout et n'importe quoi dans le jaune, ou si même on ne trie pas mal de manière attentionnée, on altère ensuite le tri à Demeter.

Voilà aussi des actions qui sont conduites, comme la sensibilisation qui est la délibération sur laquelle on vous demande de voter, qui je crois sera unanime. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Stéphane CHAMPAY, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Brigitte DEVOISSELLE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Julie FRÊCHE, Mme Eliane LLORET, M. Sophiane MANSOURIA, M. Cyril MEUNIER, M. Mikel SEBLIN, Mme Radia TIKOUK, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 71 voix

AFFAIRE N° 39 : SOLIDARITES - RENOVATION ENERGETIQUE DU PARC PRIVE DE LOGEMENTS - CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE DONNEES STATISTIQUES RELATIVES A MAPRIMERENOV - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Rénovation énergétique du parc privé de logements, convention de mise à disposition de données statistiques relatives à Ma Prime Rénov'. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 40 : SOLIDARITES - SOUTIEN DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE A LA CREATION DE LOGEMENTS SOCIAUX - GARANTIES D'EMPRUNTS - REGLEMENT INTERIEUR - MODIFICATION DE LA DELIBERATION N°M2019-180 DU 18 AVRIL 2019 - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 40. Soutien de la Métropole pour des garanties d'emprunts pour des logements sociaux. Même vote ?
Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 41 : ANIMATION DU TERRITOIRE - RENOUVELLEMENT URBAIN DU QUARTIER DE LA MOSSON - PROCEDURE DE ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTÉ (ZAC) AU SUD MOSSON - BILAN DE LA CONCERTATION PREALABLE - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 41. Renouvellement urbain du quartier de la Mosson, procédure de ZAC, bilan de la concertation. Vas-y Coralie [MANTION].

Coralie MANTION

Vous le savez, c'est un projet de renouvellement urbain ambitieux qui est porté par la Métropole sur le quartier de la Paillade. Quatre objectifs fondateurs ont guidé l'élaboration de ce projet : créer de la mixité sociale en diversifiant l'offre de logement et en redéployant les structures publiques ; redynamiser l'économie et l'offre de loisirs grâce à des équipements reconfigurés et valorisés ; améliorer la qualité de vie en remettant la nature au cœur du quartier, en ouvrant le quartier à travers de grands cours paysagers et en réaménageant les espaces publics pour qu'ils soient qualitatifs, sécurisés et attractifs, en s'inscrivant à l'échelle du piéton ; dernier point, connecter le quartier au reste de la Ville avec de nouveaux réseaux de transport, le développement des modes actifs, et en favorisant les greffes urbaines.

Pour mettre en œuvre ce grand projet, nous l'avons découpé par secteur. La ZAC Sud Mosson, comme son nom l'indique, se situe au sud du quartier ; elle englobe le parking du tramway, le rond-point des Chaises, la piscine Neptune. L'objectif est clair : modifier l'image du quartier en modifiant son entrée. Pour cela, un nouveau maillage vert va voir le jour pour supprimer cette entrée très routière et imperméabilisée et pour connecter le quartier au reste de la Ville, un grand cours paysager va être aménagé pour créer une continuité écologique entre le Riotord et la Mosson et créer un îlot de fraîcheur. La programmation sera mixte, avec de nouveaux logements et des nouveaux commerces.

Nous avons lancé la concertation sur cette ZAC en avril, qui a suscité peu d'avis mais des avis pour la plupart constructifs et positifs. Je vous invite donc à approuver le bilan de la concertation préalable à la création de la ZAC Sud Mosson.

Monsieur le Président

Merci beaucoup. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 42 : AMENAGEMENT DURABLE - RENOUVELLEMENT URBAIN DU QUARTIER DE LA MOSSON - LANCEMENT D'UNE PROCEDURE DE ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTÉ (ZAC) SECTEUR SAINT PAUL - OBJECTIFS ET MODALITES D'ASSOCIATION DU PUBLIC - APPROBATION

M. Yvan NOSBE entre en séance.

Mme Joëlle URBANI sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 42. Lancement d'une procédure sur la ZAC sur le secteur Saint Paul.

Coralie MANTION

C'est ça. Après le lancement de la ZAC Sud Mosson, les équipes n'ont pas chômé. Nous lançons la concertation sur la création de la ZAC Saint Paul, un lieu très stratégique car il se situe à la jonction des quartiers Mosson, Malbosc et Hauts de Massane. Le périmètre de la ZAC va du collège des Escoliers jusqu'à la rue d'Uppsala, soit au sud des bâtiments Neptune, et du lac des Garrigues jusqu'à la lisière du parc Malbosc.

Les objectifs poursuivis pour ce projet de ZAC sont les suivants : accueillir des fonctions tertiaires et de services autour de l'arrêt de tram, avec la création des halles méditerranéennes pour créer un nouveau lieu attractif à l'échelle métropolitaine, et l'implantation du nouveau siège de la SERM ACM pour ramener des actifs sur ce site ; recréer une offre commerciale attractive en restructurant l'appareil existant et en le diversifiant ; restructurer les équipements publics et compléter l'offre scolaire avec une nouvelle école aux Géméaux, que nous dévoilerons à la rentrée ; proposer une offre de logements diversifiée ; requalifier les espaces publics, en créant un espace central et fédérateur articulé autour d'un autre futur cours paysager.

La concertation se déroulera avec une réunion publique, la présence de registres et du dossier de présentation en Mairie, et la possibilité de contribuer via la plateforme participative participer.montpellier.fr.

Je vous invite à approuver les objectifs poursuivis pour la création de la ZAC Saint Paul et à engager la concertation relative au projet de ZAC et d'adopter ces modalités.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Madame la Vice-Présidente. Est-ce qu'il y a des questions ? Oui, Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN

Très rapidement, évidemment, cette ZAC, c'est une bonne nouvelle. Il est prévu une réunion publique. C'est une bonne chose. Après, on le sait, sur le quartier, entre l'ANRU, la concertation, tout est un peu saucissonné. Je pense aussi que sur le stade c'est un choix politique, mais en tout cas, j'imagine bien qu'il y a d'autres espaces d'échanges. Par contre, sur la question commerciale, je crois que c'est un vrai sujet, et sur la question de l'implantation d'entreprises, sur l'emploi. Ma question, c'est de savoir qu'est-ce qui est prévu ? Est-ce vraiment un travail fin avec à la fois, côté habitants, pour comprendre leurs besoins commerciaux, et aussi, côté commerçants, comprendre leurs difficultés, voir quelles autres entreprises pourraient s'implanter ? Et quel est le bilan et à quel moment va-t-on faire un bilan de la zone franche Parc 2000 ? Parce que les Pailladins n'auront pas oublié que, franchement, les créations d'emplois, elles n'ont pas été à la hauteur, qu'il n'y a pas de lien entre ces deux quartiers, qu'il n'y a pas eu un travail fin de maillage. Ma question, c'est aujourd'hui, où on en est sur ces sujets ? La question de l'emploi à La Paillade, c'est crucial. J'ai peur, j'ai l'impression qu'à force de tout saucissonner on passe à côté des sujets vraiment importants. Merci pour vos réponses.

Coralie MANTION

Oui je confirme qu'il y a un travail très fin, c'est du porte à porte qu'on fait, que ce soit pour les habitants ou pour les commerçants. On voit leurs besoins, ce qu'ils veulent faire dans le futur. Est-ce qu'ils veulent rester sur le site, est-ce qu'ils veulent partir sur un autre site, est-ce qu'ils veulent arrêter leur activité ? Donc oui, l'idée est vraiment de répondre aux besoins, mais aussi de compléter l'offre pour qu'il y ait des habitants des autres quartiers qui viennent à La Paillade.

Monsieur le Président

C'est une délibération importante, parce qu'elle étend le périmètre d'action de la rénovation urbaine sur le quartier Saint Paul. Dans les crédits supplémentaires que la Métropole a obtenus de l'ANRU, il y a précisément le financement pour nous accompagner sur l'activité économique liée au devenir et à la transformation du centre commercial Saint Paul, pour aller vers le projet de Halle de la Méditerranée. Et puis il y a la décision – Madame MANTION l'a soulevée – importante, de rééquilibrage en implantant le siège d'ALTEMED, SERM ACM, dans le quartier pour muscler la présence et soutenir le commerce qui s'y développe.

Sur la concertation, il y a un volet règlementaire, inhérent à toutes les procédures d'urbanisme. Mais comme vous le savez, il y a la Maison du projet qui est installée dans l'ancien bâtiment à l'architecture type URSSAF, qui est implantée, où il y a des permanences qui sont tenues et un accès libre pour donner de l'information à l'ensemble des habitants du quartier. Et on va reprendre évidemment un certain nombre de réunions de concertation sur les transformations qui sont en cours.

Quant à votre point sur la question de l'emploi, tout à l'heure on va présenter la délibération territoire zéro chômeur, qui est le dispositif sur le chômage de longue durée qui va concerner les Hauts de Massane.

René REVOL

Et Grabels.

Monsieur le Président

Et Grabels, pardon, Monsieur le Maire. Pardon. Oublier Grabels et un seul être et tout vous est dépourvu. Et Grabels, oui, c'est vrai. Pas d'effet frontière. On s'en reparlera d'ailleurs.

Je prends bonne note de l'évaluation de l'impact zone franche. Ce n'est peut-être pas à nous, mais peut-être que c'est un sujet CRC sur une politique publique de l'emploi qui doit être prise.

Je voudrais aussi vous indiquer qu'à la Maison du projet, la mission locale va s'installer pour donner de la lisibilité à ce dispositif, qu'on va y installer une antenne du BIC pour favoriser la création d'entreprises, sous-entendu ce n'est pas une création d'entreprises que dans cette partie de la Ville. Evidemment, on a un très gros enjeu là-dessus, et le volet cité éducative, je sais que ça fait beaucoup de dispositifs, mais c'est cette logique d'ensemblier que nous devons être qui doit avoir absolument un travail sur les stages de troisième. Là on a un vrai décalage entre ce que peuvent vivre des élèves dans certains collèges du Département de l'Hérault et la réalité pour ces établissements, même s'il faut saluer le travail des professeurs, même s'il faut saluer les dynamiques de projet.

Je propose de passer au vote, s'il n'y a pas d'autres interventions. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 43 : AMENAGEMENT DURABLE - RENOUVELLEMENT URBAIN DU QUARTIER DES CEVENNES - DOSSIERS D'ENQUETE PREALABLE A LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE (DUP) ET PARCELLAIRE - APPROBATION

MM. Sébastien COTE (avec le pouvoir de Mme Maryse FAYE) et Philippe SAUREL (avec le pouvoir de M. Max LEVITA) sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire 43. DUP sur la rénovation des Cévennes. Vas-y Coralie [MANTION].

Coralie MANTION

On est sur un projet de renouvellement urbain, de moindre dimension, mais un montage très complexe. Vous savez, c'est une grande copropriété de 12 bâtiments, qui n'est pas viable, parce que compliqué de gérer tous les espaces communs de ces copropriétés. L'idée du projet, c'est une démolition partielle pour faire des percées visuelles, ouvrir cette copropriété au quartier, de simplifier la structure de la copropriété pour la diviser en 12 petites copropriétés et que la collectivité récupère tout ce qui est les voiries et espaces publics.

On a des difficultés en effet pour l'acquisition, il y a quelques réfractaires. Nous avons besoin de cette DUP pour exproprier les plus récalcitrants quand c'est nécessaire. Il ne faut pas que le projet soit dicté par les marchands de sommeil et laisse dans le désarroi tous les autres propriétaires. Je vous demande d'approuver cette DUP.

Monsieur le Président

Y a-t-il des questions ? « *Les marchands de sommeil* » : le mot est lâché. C'est vrai qu'il y a un gros problème aux Cévennes. Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Renaud CALVAT, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PENSO, Mme Céline PINTARD, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 67 voix

AFFAIRE N° 44 : AMENAGEMENT DURABLE - COMMUNE DE GRABELS - MODIFICATION SIMPLIFIEE N°3 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE GRABELS - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 44. Modification simplifiée n° 3 du PLU de Grabels. Y a-t-il des questions ? Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

AFFAIRE N° 45 : AMENAGEMENT DURABLE - MODALITES DE MISE A DISPOSITION DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE N°2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE SAINT-BRES - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 45. Modalités de mise à disposition de la modification n° 2 du PLU de Saint-Brès. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

AFFAIRE N° 46 : AMENAGEMENT DURABLE - MAITRISE FONCIERE - SECTEUR LE "TRIANGLE D'OR" - CONVENTION PRE-OPERATIONNELLE ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC FONCIER D'OCCITANIE (EPFO) ET LA COMMUNE DE JUVIGNAC - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 46. Maîtrise foncière, secteur le « Triangle d'Or », convention pré-opérationnelle entre la Métropole et l'établissement foncier d'Occitanie et la Commune de Juvignac. Y a-t-il des questions ? Même vote ? Même vote.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Coralie MANTION.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

AFFAIRE N° 47 : AMENAGEMENT DURABLE - PROJET DE PERIMETRE DELIMITE DES ABORDS (PDA) DE L'ÉGLISE SAINT-ETIENNE - COMMUNE DE VILLENEUVE-LES-MAGUELONE - AVIS

Monsieur le Président

Affaire 47. Projet de périmètre délimité autour de l'église Saint-Étienne à Villeneuve-lès-Maguelone. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

AFFAIRE N° 48 : AMENAGEMENT DURABLE - PROJET DE PERIMETRES DELIMITES DES ABORDS (PDA) DU CHATEAU DE BONNIER DE LA MOSSON ET DU DOMAINE DE CAUNELLES - COMMUNE DE JUVIGNAC - AVIS

Monsieur le Président

Affaire 48. Bonnier de la Mosson et Commune de Juvignac. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

AFFAIRE N° 49 : AMENAGEMENT DURABLE - PROJET DE PERIMETRE DELIMITE DES ABORDS (PDA) DU CHATEAU ET DU PARC DE LA PISCINE - VILLE DE MONTPELLIER - AVIS

MM. Sébastien COTE (avec le pouvoir de Mme Maryse FAYE) entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 49. Château de la Piscine, Ville de Montpellier. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 50 : AMENAGEMENT DURABLE - CONVENTION DE FONDS DE CONCOURS 2022 ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LES COMMUNES DE SAUSSAN, COURNONSEC ET CASTELNAU-LE-LEZ - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 50. Fonds de concours 2022 entre la Métropole et les Communes de Saussan, Cournonsec et Castelnau-le-Lez. Y a-t-il des questions ? Même vote ? Même vote. Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 51 : CYCLES DE L'EAU - ASSAINISSEMENT - AVENANT N°4 RELATIF AUX MODALITES DE FIN DU CONTRAT DE DELEGATION DU SERVICE PUBLIC DE TRAITEMENT DES EAUX USEES PAR LA STATION D'EPURATION MAERA - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mmes Clare HART, Joëlle URBANI et M. Philippe SAUREL (avec le pouvoir de M. Max LEVITA) entrent en séance.

Monsieur le Président

51. Assainissement, avenant n° 4 pour MAERA. Monsieur le Vice-Président.

René REVOL

Juste quelques mots sur les cinq délibérations qui viennent en une minute, comme ça tout le monde est informé, et qui souhaite intervenir peut le faire.

Les deux premières concernent la fin des deux dernières DSP avant le passage en Régie. Nous avons déjà mis fin à une DSP au 31 décembre dernier concernant le secteur Est-Ouest, avec un marché de prestation de services qui permet d'arriver à la Régie au 1^{er} janvier prochain. Ici nous préparons la fin des deux autres DSP. Celle qui concerne MAERA, sur laquelle, Monsieur le Président, nous communiquerons à partir du mois de septembre sur le plan de travaux qui est prévu, et qu'on puisse en débattre ici, et qui concerne le réseau de collecte. Cet avenant a pour objectif de cadrer de manière bien précise les obligations du délégataire pour terminer correctement cette délégation, y compris du point de vue du patrimoine.

La délibération suivante concerne l'animation agroécologique en partenariat avec le SMGC, qui a donné toute satisfaction et qu'il faut donc renouveler.

Ensuite, le transfert du projet LIFE concernant le retraitement des eaux usées pour des utilisations autres, sur lequel nous allons développer cette économie circulaire qui concerne l'eau et qui est transférée à la Régie.

Et enfin, cinquième et dernière délibération : le Syndicat du Bas Languedoc (SBL) a voté à l'unanimité le fait

que la Commune de Murviel-lès-Montpellier pouvait rejoindre la Régie au 1^{er} janvier prochain. Et les trois collectivités qui constituent le SBL délibèrent ce mois-ci. Qu'il s'agisse de Thau Agglomération Méditerranée, ainsi que Montpellier Méditerranée Métropole, nous délibérons dans ce sens. Donc au 1^{er} janvier, pour la distribution, c'est la Régie des eaux qui distribuera la Commune de Murviel-lès-Montpellier.

Voilà les cinq délibérations.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur le Vice-Président, pour cette présentation des cinq affaires. Donc affaire 51 : y a-t-il des questions ? Alors, on vote la 51. Contre ? Abstention ? Refus de prendre part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

AFFAIRE N° 52 : CYCLES DE L'EAU - ASSAINISSEMENT - AVENANT N°4 RELATIF AUX MODALITES DE FIN DU CONTRAT DE DELEGATION DU SERVICE PUBLIC DE COLLECTE DES EAUX USEES DES COMMUNES RACCORDEES A LA STATION D'EPURATION MAERA - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

52. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

AFFAIRE N° 53 : CYCLES DE L'EAU - CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE SERVICES ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LE SYNDICAT MIXTE GARRIGUES - CAMPAGNE (SMGC) RELATIVE AU POSTE D'ANIMATION DE L'AIRE D'ALIMENTATION DES CAPTAGES DE BERANGE ET DE FONTMAGNE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

53. Allez-y, Madame BORNE.

Mathilde BORNE

Merci, Monsieur le Président. C'est très rapide. C'est juste qu'à l'avant-dernier Conseil de Métropole, où il était question du Syndicat Mixte Garrigues-Campagne, je vous avais fait la demande d'avoir le rapport du dernier comité du Syndicat Mixte Garrigues-Campagne, et Monsieur le Vice-Président, Monsieur REVOL, m'avait promis de me l'envoyer. Est-ce que vous pourriez le faire ? Je ne l'ai toujours pas reçu. S'il vous plaît. Merci beaucoup.

René REVOL

Avec mon collègue Joël RAYMOND, nous nous ferons un plaisir d'envoyer le compte rendu en question, qui vous permettra de mettre en évidence notamment une difficulté : c'est la hausse du prix de l'eau dans l'avenant qui a été passé avec Véolia, puisque le prix de l'eau augmente, alors qu'il nous avait été annoncé qu'il baissait. Il y a un vrai débat à avoir à ce sujet avec le Syndicat Mixte Garrigues-Campagne. Ce débat est en cours et voilà, on vous enverra tous ces documents.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur REVOL. Donc affaire 53. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

AFFAIRE N° 54 : CYCLES DE L'EAU - TRANSFERT DE LA COORDINATION DU PROJET LIFE REWA A LA REGIE DES EAUX - APPROBATION

Monsieur le Président

54. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

AFFAIRE N° 55 : CYCLES DE L'EAU - EAU POTABLE - GOUVERNANCE - SYNDICAT DU BAS LANGUEDOC - REPRISE POUR LE SERVICE DE LA COMMUNE DE MURVIEL-LES-MONTPELLIER DE LA COMPETENCE DE DISTRIBUTION D'EAU POTABLE PAR MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - APPROBATION

Monsieur le Président

55. Même vote ? Même vote. Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Monsieur le Président

Je vous propose de faire une pause, il est 13 h 15, de reprendre nos travaux à 13 h 45. Les affaires appelleront peut-être quelques débats sur les sujets bien normaux, mais on va pouvoir boucler. Merci.

Monsieur le Président propose une interruption de séance à 13h15.

La séance est suspendue.

Mme Julie FRECHE quitte définitivement la séance et donne pouvoir à Mme Clare HART.

M. Laurent JAOUL quitte définitivement la séance et donne pouvoir à M. Jacques MARTINIER.

M. Guy LAURET quitte définitivement la séance et donne pouvoir à Mme Jackie GALABRUN-BOULBES.

Monsieur le Président propose la reprise de la séance à 13h45.

La séance reprend

Monsieur le Président

Allez, mes chers collègues, on va reprendre. Nous étions au point 56. Ça y est, tout le monde est là, on a le quorum. On va aller évidemment un peu plus vite.

AFFAIRE N° 56 : CYCLES DE L'EAU - GEMAPI - SCHEMA DIRECTEUR HYDRAULIQUE DU BASSIN VERSANT DU RIEUTORD - APPROBATION

Monsieur le Président

Madame NEGRET, sur l'affaire 56. Je propose de mettre aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 75 voix

AFFAIRE N° 57 : ENVIRONNEMENT - PROJET INTERREGIONAL EUROPEEN "FLEURS LOCALES" - EXPERIMENTATION AU DOMAINE DE VIVIERS - CONVENTION DE MISE A DISPOSITION ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LE CONSERVATOIRE DES ESPACES NATURELS (CEN) OCCITANIE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 57. Projet interrégional européen « *Fleurs locales* », expérimentation au domaine de Viviers. Y a-t-il des remarques ? Je mets aux voix. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 75 voix

AFFAIRE N° 58 : ENVIRONNEMENT - CONVENTIONS DE DEPLOIEMENT DU FINANCEMENT DU PLAN DE RELANCE RELATIF AUX PROJETS ALIMENTAIRES TERRITORIAUX, POUR LE PROGRAMME PARTENARIAL DE MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE AGROECOLOGIQUE ET ALIMENTAIRE - MODIFICATION DE LA REPARTITION DES MONTANTS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mmes Isabelle MARSALA (avec le pouvoir de Mme Stéphanie JANNIN), Céline PINTARD, MM. Boris BELLANGER, Stéphane CHAMPAY (avec le pouvoir de Mme Brigitte DEVOISSELLE) et François VASQUEZ (avec les pouvoirs de Mmes Florence BRAU et Célia SERRANO) entrent en séance.

Monsieur le Président

Affaire 58. Conventions de déploiement du financement du plan de relance relatif aux projets alimentaires territoriaux pour le programme partenarial de mise en œuvre de la politique agroécologique et alimentaire (P2A). Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Même vote ? Même vote. Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 59 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE "POLITIQUE AGROECOLOGIQUE ET ALIMENTAIRE (P2A)" - EXERCICE 2022 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 59. Attributions de subventions dans le cadre de la P2A, un certain nombre d'organismes. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, Mme Florence BRAU, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Marie MASSART, M. Cyril MEUNIER, M. Yvon PELLET, M. Manu REYNAUD.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

AFFAIRE N° 60 : ENVIRONNEMENT - CONVENTION POUR L'ACCUEIL DE GROUPES A L'ECOLOTHEQUE ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LES CENTRES MEDICAUX SPECIALISES ET LES CRECHES SUR LE TERRITOIRE DE LA METROPOLE - RENOUVELLEMENT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 60. Convention pour l'accueil des groupes à l'écolothèque entre la Métropole et les centres médicaux spécialisés et les crèches sur le territoire de la Métropole. Je me permets d'en profiter : cher Roger [CAIZERGUES], en ton nom et au nom de tout le Conseil de métropole, on félicite l'ensemble des équipes de l'écolothèque pour le travail qui est accompli. Ils ont fêté leur anniversaire, ça a été un grand moment, et

c'est un lieu absolument remarquable de sensibilisation à la diversité du vivant, et un excellent partenariat avec l'Éducation nationale. Je mets aux voix. Même vote ? même vote. Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 61 : HORS COMMISSION - PARC MULTI-GLISSE GERARD BRUYERE - PROCEDURE DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC - DECLARATION SANS SUITE ET RELANCE DE LA PROCEDURE - APPROBATION

M. Joël RAYMOND entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 61. Y a-t-il des questions ? Parc multi-glisse à Baillargues. Je mets aux voix. Madame RIBOT, Madame BORNE. Monsieur ASSAF répondra.

Catherine RIBOT

Merci, Monsieur le Président. En mars 2021, le Conseil de Métropole a voté à la majorité des voix exprimées en faveur de ce choix d'une gestion déléguée. Les élus écologistes de Montpellier avaient déjà mis en avant les nombreux problèmes posés par ce projet. Dans ce cadre, la Métropole a lancé une procédure de délégation de service public. Un seul candidat a remis une offre, et, la société candidate a présenté une offre irrégulière car elle ne répondait pas aux exigences minimales du dossier de consultation. Après une phase de négociation de ce candidat, la société a maintenu son offre initiale. Tenant à l'absence d'offre régulière, Montpellier Méditerranée Métropole doit déclarer sans suite la procédure lancée par la délibération de 2021 et doit lancer une nouvelle consultation. Une nouvelle consultation dont le cahier des charges a été en conséquence modifié. Il est notamment prévu qu'une subvention d'un montant maximum de 30 % des investissements réalisés par le délégataire pourra être versé par la Métropole. Je n'invente rien : cela a été indiqué dans le point 4 de la délibération qui est proposée à votre vote aujourd'hui. Il est écrit : « *La Métropole pourra également verser une participation forfaitaire liée aux investissements réalisés par le délégataire* ». Cette subvention sera forfaitaire et versée à la réception des investissements.

Déjà en 2020, et en 2021, j'avais attiré l'attention sur le non-sens de la construction d'un parc de compétition de wakeboard alors qu'on était en présence d'un bassin de rétention financé par la taxe GEMAPI. Sur le principe même de la délégation de l'exploitation de ce bassin multi-glisse, consacré à des activités de loisirs, à des activités commerciales, nous pensons qu'il faut en réalité que ce choix soit précisé. Ce choix n'est pas seulement binaire. Ce choix n'est pas simpliste. Soit la gestion directe où la Métropole assurerait toutes les charges, toutes les fonctions, ne supporterait aucune responsabilité, soit la gestion déléguée à un délégataire, entreprise privée, qui elle supporterait toutes les charges financières et les charges de responsabilité. Ou tout l'un, ou tout l'autre. Eh non. Il y a aussi la possibilité de choisir une régie personnalisée, par exemple. Il y a aussi la possibilité de confier l'exploitation à une société d'économie mixte qui serait créée par la Métropole, par exemple. Les services de la Métropole sont très compétents pour fournir finalement tous les instruments appropriés selon les choix politiques.

Mais, comme en 2021, la question essentielle n'est pas là. Lors de ce Conseil, en 2021, il nous avait été expliqué que ce projet était un coup parti de la précédente mandature. Mais ce coup parti subit déjà un coup d'arrêt, puisque la procédure doit être relancée, faute d'avoir trouvé un délégataire. Alors, profitons de ce coup d'arrêt pour dire complètement stop à ce projet de parc multi-glisse, qui est totalement incongru aujourd'hui sur le plan économique, écologique et social. Et pourquoi dire stop ? Car, depuis que le Conseil de Métropole s'est prononcé, il y a quelques années, les circonstances de temps et de droit ont changé. L'humilité s'impose face aux risques. La vigilance face aux dangers est nécessaire. Nos connaissances ne sont pas figées à 2014, 2015 ou 2016. Rien ne doit être intangible quand la sécurité publique est en jeu et elle est en jeu. Rien ne doit être intangible, rien n'est gravé dans le marbre, quand il est question d'évaluation environnementale, de précaution, de cohérence préventive.

Qui dans notre Assemblée a lu l'étude de danger ? Certainement pas plus d'une ou deux personnes. Des personnes qui vont aujourd'hui engager leur responsabilité politique par leur vote. Qui dans cette Assemblée a vu l'évaluation environnementale du projet ? Personne probablement parce qu'elle n'a pas été communiquée. En outre, le coût de cette opération interroge, et il faut admettre qu'il n'est pas certain qu'un

tel équipement soit adapté à la transformation des pratiques de loisirs, aux évolutions sociales et économiques de notre société en crise aujourd'hui. Or nous sommes ici responsables des conséquences de notre vote.

Maintenant, les termes de cette délibération ont évolué. Il n'est plus question de compétition internationale, de sport de très haut niveau. Il est question d'un parc multi-glisse. Alors on me suggère souvent un jeu de mot en me disant que c'est une affaire « *très glissante* », politiquement sensible. Il est prévu une mise à disposition de l'équipement pour 3 jours, de la Métropole, et cela permet donc d'affirmer qu'il y a une dimension sociale. Mais la question peut se résumer ainsi. Pensez-vous utile, en 2022, que l'argent public de la Métropole puisse encore être dépensé pour un parc de loisirs à 10 kilomètres de la mer et pas très loin du parc du Crès ? À l'heure de la crise énergétique, après l'épidémie de Covid-19, des projets de parcs de loisirs ont été annulés en France, à Annecy par exemple. J'avais déjà, en décembre dernier, alerté sur cette question. Non, il n'était pas trop tard, en 2020, par exemple, comme on me l'avait alors répondu. Il n'était pas trop tard, en 2021, quand le Conseil, quand notre Conseil ici a voté. Il n'est pas trop tard, en 2022.

La Métropole a déjà dépensé – les chiffres peuvent varier, tout à l'heure nous l'avons vu – plus de 15 millions d'euros, peut-être on peut dire près de 20 millions d'euros, tout dépend comment on compte, finalement. Oui, la compétence a été transférée par la Commune de Baillargues à la Métropole avant l'actuel mandat. Faut-il poursuivre ? Non. Ce projet est un non-sens. Ce projet est une ineptie politique, économique, touristique, écologique. Les membres de cette Assemblée, en votant cette délibération, souhaitons-nous être définitivement associés à cette gabegie de l'argent public ? La délibération qui vous est proposée précise en page 5 : « *Il est proposé au Conseil de Métropole de réaffirmer le principe d'une délégation de service public et d'approuver le contenu des caractéristiques des prestations que devra assurer le délégataire* ». Approuvons-nous tous cela, individuellement ? Les élus écologistes de Montpellier voteront résolument contre cette relance de la procédure. Je vous remercie, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Merci, Madame RIBOT. Madame BORNE.

Mathilde BORNE

Merci, Monsieur le Président. En effet, je partage l'avis de Madame RIBOT, de profiter de ce coup d'arrêt à ce projet et ne pas relancer la procédure. Ça a été déjà abordé, mais je souhaitais le ré-aborder aussi. Non seulement ce projet est un gouffre financier pour les contribuables, et probablement pour les usagers, car en lisant cette délibération, on ne comprend même pas ce qui sera payant ou pas, et à quel prix. Pire encore, c'est une hérésie écologique, comme le disait Madame RIBOT aussi. Un plan d'eau avec des températures de 30°C, c'est une évaporation qui peut représenter 5 à 10 mm d'eau par jour. Sur 6,5 hectares de plan d'eau, c'est 300 à 600 mètres cubes par jour, soit la consommation de 2 000 à 4 000 habitants. Alors que nous sommes en pleine alerte canicule, avec des restrictions d'eau dans de très nombreux départements, alors que nous demandons aux habitantes et aux habitants de réduire leur consommation d'eau, que les agriculteurs et agricultrices subissent des restrictions, vous allez, comme si tout allait bien, comme si rien ne se passait sous nos yeux, réaliser cet équipement qui sera un gouffre en consommation d'eau, et tout cela à moins de 10 kilomètres de la mer, un plan d'eau qui lui est vraiment naturel.

Je vote contre cette délibération et dénonce ce projet irresponsable. Je vote contre car il faut arrêter ces projets totalement incohérents avec les enjeux écologiques et d'intérêt général, et je n'ose même plus dire pour l'intérêt des générations futures, car l'accélération des dérèglements climatiques que nous subissons montre que cela nous concerne ici et maintenant et que cela va s'accroître de plus en plus. Je vous demande d'être raisonnable, s'il vous plaît, et malgré son avancée, d'abandonner ce projet.

Monsieur le Président

Merci, Madame BORNE. Monsieur ASSAF.

Christian ASSAF

Merci, Monsieur le Président. Si je dois reconnaître une certaine qualité à Madame RIBOT, c'est sa constance sur le sujet – je ne peux pas le nier. Néanmoins, il y a ce qu'est ce projet et il y a ce qu'il n'est pas. Bien sûr, vous avez dit que c'était un projet qui avait été décidé, engagé par d'autres, assumé par nous. En responsabilité, il me revient de rappeler ce qu'est ce projet. Il comprend trois fonctions : une fonction de bassin de wakeboard, vous l'avez dit, et largement dit ; un parc public ouvert aux habitants de la Métropole ; et enfin un bassin de rétention d'eau qui permet dès à présent de sécuriser – et le Maire de Baillargues qui est là ne pourra pas me contredire – de nombreuses villas qui, habituellement, étaient concernées par des crues

décennales, quand, bien évidemment, ça n'était pas au-delà. Du coup, quand même, ça mérite qu'on se penche sur le sujet.

Vous nous aviez invités, Madame RIBOT, à faire preuve d'exigence et de contrôle sur l'attribution de ce marché. Force est de constater que nous avons fait preuve d'exigence et de contrôle puisque nous déclarons ici le marché irrégulier, d'abord parce que c'est vrai que c'est toujours délicat lorsqu'on fait un appel d'offres et qu'il n'y a qu'un candidat, mais en plus parce qu'il ne répondait pas aux exigences qui étaient les nôtres et que nous avons clairement énoncées ici. J'ajoute que, parallèlement à cette consultation, nous avons engagé un *sourcing* auprès de différents acteurs du secteur, UCPA entre autres, qui avaient émis un certain nombre de remarques et critiques qu'il était compliqué de modifier puisque le marché, les conditions de marché étaient lancées.

Aujourd'hui, nous avons en effet la responsabilité d'abord d'annuler le marché et de savoir ce qu'on fait. On s'arrête ou on continue ? Je veux juste ici poser un certain nombre de choses. C'est que le bassin de rétention, tel qu'il est aujourd'hui, sans aménagement aucun, de par son essence même, introduirait 300 à 400 000 euros de frais de fonctionnement annuels. Est-ce que nous souhaitons supporter ça ? Eh bien moi, non, je ne veux pas en prendre la responsabilité, donc je cherche, et tant que je le pourrai je le ferai, je cherche à trouver des moyens, de réduire les coûts de fonctionnement de cet équipement, et de faire en sorte que cet équipement contribue à l'attractivité de notre territoire. C'est bien là le sens de cette délibération aujourd'hui.

Je veux ajouter ceci : l'équipement du parc Bruyère s'accompagne de la construction et la réalisation d'un skate-park à proximité, de niveau international, et de l'installation, là encore à proximité, du Centre national indoor de skate, trottinette et roller. Vous le voyez, déjà, cet équipement suscite de l'intérêt dans la perspective des Jeux olympiques de Paris 2024 et au-delà, on va dire dans la tradition que nous essayons d'installer de faire de notre Métropole une Métropole ouverte sur les sports extrêmes.

Quant à savoir s'il existait d'autres solutions, évidemment qu'il existe plusieurs solutions pour savoir si nous devons avoir en régie directe, en régie mixte ou en délégation de service public cet équipement. Je veux rappeler que la délégation de service public ne nous exonère pas du contrôle, notamment du contrôle sur les prix, y compris sur une tarification sociale. Ce que nous exigeons là, c'est que la Métropole puisse avoir pleine jouissance du site 3 jours par an. Mais par contre, cela ne nous exonère pas de poser des exigences comme nous le faisons aujourd'hui avec la patinoire sur l'accueil des scolaires, sur une tarification sociale. C'est ce dont nous aurons à discuter dans le cadre de la réalisation de cette DSP, dès lors que nous aurons un attributaire.

Je n'ai pas pour ambition de vous faire changer d'avis, Mesdames RIBOT et BORNE. La seule chose sur laquelle je souhaite attirer votre attention, c'est sur le coût de l'équipement. On parle de 15 millions d'euros. Sur ces 15 millions d'euros, 10 millions d'euros étaient consacrés au bassin de rétention, le reste étant en grande partie occupé par l'aménagement du parc public. Je rappelle, bien sûr nonobstant les conditions qui sont inscrites dans le marché, que la majeure partie du coût de l'investissement sera supporté par le délégataire. C'est bien là notre problème. C'est-à-dire qu'aujourd'hui nous avons fait peser sur le futur délégataire des charges bien trop importantes, qui ont empêché un certain nombre de concurrents de se présenter. C'est cette clause de revoyure que nous vous invitons à faire dans cette délibération.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur ASSAF, pour les explications sur ce sujet. Je mets aux voix, donc la relance de consultation. Madame RIBOT, en une phrase, s'il vous plaît, pour éviter les...

Catherine RIBOT

Très bien, je vais répondre en une phrase, en résumant donc. Tous les arguments sont employés : le bassin de rétention quand ça arrange. Comme un jeu de carte : quand ça arrange, on sort une carte, on en sort une autre. L'aspect social, 3 jours par an. L'aspect financier, 10 millions, 5 millions. Tous les arguments sont, les uns après les autres, employés. À mon sens, il y a, disons, pour être diplomate, une erreur.

Monsieur le Président

Vas-y. Je ne t'avais pas vu, excuse-moi.

Bernard MODOT

Ce n'est rien. Une seule question à Monsieur ASSAF. Il y a quelques mois, nous avons été interpellés, les

élus lattois, par Monsieur GODET, le papa de notre championne de wakeboard. Il y avait de fortes réserves, semblerait-il, techniques sur l'installation de wakeboard. Est-ce que ces réserves techniques ont été levées ?

Monsieur le Président

Monsieur ASSAF, si vous pouvez nous donner...

Christian ASSAF

Merci, Monsieur le Président. Je l'ai dit lors de la précédente consultation : nous avons organisé un *sourcing* visant à vérifier, on va dire les conditions techniques et de rentabilité d'un tel équipement, c'est-à-dire est-ce qu'il pouvait intéresser des délégataires potentiels. C'est vrai que Monsieur GODET et sa fille, qui ont une certaine expérience, une expérience un peu particulière, puisque là on est sur le très, très haut niveau, avec Aurélie GODET – qui est d'ailleurs, par ailleurs, une des championnes que nous avons sélectionnées dans le cadre de la team Montpellier. Après, c'est au délégataire, parce que c'est le choix que nous avons fait, d'adapter l'équipement à l'exploitation qu'il souhaite en faire. Mais c'est vrai qu'une des raisons pour lesquelles nous avons procédé aujourd'hui à des modifications tend à prendre en considération une partie des remarques qui avaient été faites, non pas pour être agréable à Pierre, Paul ou Jacques, mais pour permettre d'avoir un maximum de candidats qui viennent répondre à notre délégation de service public.

Monsieur le Président

Merci beaucoup. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 69 voix

Contre : 14 voix

Ont voté contre : Mme Mathilde BORNE, Mme Florence BRAU, Mme Zohra DIRHOUSSE, Mme Alenka DOULAIN, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, Mme Clothilde OLLIER, M. Bruno PATERNOT, M. René REVOL, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, Mme Célia SERRANO, Mme Radia TIKOUK, M. François VASQUEZ.

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenus : M. Gilles CUSIN, Mme Véronique NEGRET.

AFFAIRE N° 62 : ANIMATION DU TERRITOIRE - NATATION ET PATINAGE SCOLAIRE - CONVENTIONS DE PARTENARIAT - ANNEE SCOLAIRE 2022-2023 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme Isabelle MARSALA (avec le pouvoir de Mme Stéphanie JANNIN) sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 62. Natation et patinage scolaire, conventions de partenariat, année 2022-2023. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, M. Max LEVITA, M. Sophiane MANSOURIA, M. Hervé MARTIN, M. Cyril MEUNIER, Mme Agnès SAURAT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

AFFAIRE N° 63 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE "SPORTS" - EXERCICE 2022 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 63. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique « sports ». Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Nicole MARIN-KHOURY.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

AFFAIRE N° 64 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTION DE SUBVENTION DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE "SPORTS" - CRITERIUM DES CEVENNES - ASA HERAULT - EXERCICE 2022 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 64. Attribution de subvention, critérium des Cévennes, exercice 2022. Qui est contre ? Abstentions ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 71 voix

Contre : 12 voix

Ont voté contre : Mme Mathilde BORNE, Mme Florence BRAU, Mme Alenka DOULAIN, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, Mme Clothilde OLLIER, M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, Mme Célia SERRANO, Mme Radia TIKOUK, M. François VASQUEZ.

AFFAIRE N° 65 : HORS COMMISSION - TERRITOIRE ZERO CHOMEUR DE LONGUE DUREE - SOUTIEN DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE AU TERRITOIRE EMERGENT DE MONTPELLIER/GRABELS - CONVENTION DE PRESTATION DE SERVICE ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER, LA VILLE DE GRABELS ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATIONS DE SIGNATURE

*Mme Isabelle MARSALA (avec le pouvoir de Mme Stéphanie JANNIN) entre en séance.
M. Abdi EL KANDOUSSI quitte définitivement la séance sans laisser de pouvoir.*

Monsieur le Président

Affaire 65. Madame GIMENEZ sur le projet de territoire zéro chômeur, Hauts de Massane, Grabels, dans la stratégie d'emploi dans ce quartier, sur ce dispositif très innovant. Madame la Vice-Présidente.

Clara GIMENEZ

Merci, Monsieur le Président. J'ai l'honneur de rapporter cette délibération, finalement, délibération sur laquelle j'ai assez peu travaillé, puisque c'est Monsieur Mustapha LAOUKIRI et Monsieur Jean-Loup RICHE qui ont travaillé ce dossier pour la Commune de Grabels et la Commune de Montpellier, la Métropole servant, finalement, d'ensemblier pour ces deux communes et d'appui technique notamment. Je rends hommage au passage aux services qui ont travaillé sur ce dossier, et Dieu sait qu'ils ont beaucoup de dossiers à traiter, et que l'urgence en matière d'emploi est là, est là sur ces deux territoires, est là partout ailleurs, et il y a tout un tas de dispositifs qui existent déjà, et de dispositifs à inventer.

Territoire zéro chômeur, ça ne doit pas être l'alpha et l'oméga de notre politique en matière d'emploi, mais c'est un dispositif qui vient compléter de manière très fine, très individuelle finalement, des dispositifs déjà autour de l'insertion par l'activité économique, etc. On a besoin de politiques d'emploi très ambitieuses, travaillées en partenariat étroit avec l'État, y compris discuter avec tous les acteurs de l'emploi. Il ne s'agit pas de dire « *créons des emplois* », comme ça, mais de discuter les conditions salariales, etc.

Cette solution, qui est complémentaire aux dispositifs d'insertion existants, va concerner la Valsière et les Hauts de Massane. Il s'agit là de se donner les moyens de déposer une candidature commune au premier semestre 2024. Cette convention que nous avons là, elle vise à organiser le comité local pour l'emploi, qui est en fait le dispositif qui va permettre de piloter ce dossier-là, pour créer à terme une entreprise à but d'emploi, une entreprise de l'économie sociale et solidaire, qui ne vienne pas – et je le dis fermement – qui ne vienne pas remplacer les emplois déjà existants sur le territoire. Le but n'est pas de faire des tâches qui seraient en concurrence avec le marché existant. Ce n'est pas non plus de remplacer des postes de fonctionnaires, comme on peut le voir parfois dans ces entreprises-là, le but étant vraiment de créer des activités, qui répondent aussi aux compétences des personnes qui sont chômeurs de longue durée, et leur volonté, leur choix d'activité.

Juste pour rappeler, pardon, excusez-moi : les objectifs de la convention sont d'organiser, de piloter, d'animer

ce comité local pour l'emploi, d'aller chercher le maximum de financement possible et de créer les partenariats importants pour ce dossier, et évidemment de rédiger ensemble la candidature de Montpellier et de Grabels. Cette convention est tripartite, entre la Ville de Montpellier, de Grabels et la Métropole.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Madame GIMENEZ. Il y a Monsieur VASQUEZ, Monsieur le Maire de Grabels. Vas-y François [VASQUEZ].

François VASQUEZ

Sans revenir sur ce qui vient d'être dit par Clara [GIMENEZ], c'était pour dire que cette candidature est une chance pour nos territoires, qu'il s'agit non seulement d'avoir une habilitation pour au final la création d'une ou plusieurs EBE, entreprises à but d'emploi, mais surtout, comme le rappelle souvent le fonds d'expérimentation, et Monsieur Laurent GRANDGUILLAUME, c'est-à-dire le rapporteur de la loi, la mise en place d'une *task-force* en mobilisant l'ensemble des ressources de la Métropole, des partenaires notamment du service public de l'emploi mais aussi l'ensemble des autres partenaires de la lutte contre la pauvreté et le chômage, et les réseaux économiques. Et pourquoi pas, parmi les travaux utiles, des projets de recyclerie, en lien étroit avec la politique que nous menons dans le cadre du zéro déchet. Merci.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur VASQUEZ. Monsieur le Maire de Grabels.

René REVOL

Oui, pour me féliciter de cette avancée et le fait que la Métropole mette son ingénierie au bénéfice des communes de Montpellier et de Grabels pour qu'on puisse travailler en synergie sur ces deux quartiers qui se jouxtent par l'intermédiaire de Med Vallée qui est juste au milieu. On va développer ce territoire zéro chômeur.

Je rappelle que la Ville de Grabels a été la première Ville d'Occitanie à rejoindre le réseau des villes pour le territoire zéro chômeur longue durée en 2019. Je rappelle que c'est un dispositif qui avait été voté en 2016. J'ai félicité tout à l'heure mon camarade ASSAF, qui était Député à l'époque, d'avoir voté. Comme quoi je dis parfois du bien des socialistes.

Monsieur le Président

Il faut, Monsieur le Vice-Président, il faut.

René REVOL

À cette heure-ci, on peut un peu plaisanter. Ce dispositif était d'abord expérimental, et il a été testé sur une dizaine de lieux. C'est assez microscopique au départ. Les résultats ont été très positifs à chaque fois, c'est-à-dire que les personnes en question sont des chômeurs de longue durée, qui rentrent dans des entreprises à but d'emploi. Leur indemnité de chômage sur plusieurs années est transformée comme un élément de leur salaire. C'est complété par l'activité économique en question, qui apporte des ressources. Dans 90 % des cas, à la fin du processus, les emplois sont devenus des emplois pérennes qui peuvent, disons qui développent une activité qui leur permet de se maintenir. Il s'agit vraiment d'un dispositif dynamique, qui est très important. Je pense qu'il faut qu'il se généralise. J'attends de la représentation nationale et du vote du budget de l'État que la contribution soit plus importante pour qu'en France il y ait beaucoup plus de territoires comme ça. Si nous, à l'horizon de l'année 2024, on arrive à créer ce territoire commun, il pourrait servir de base à d'autres initiatives dans notre Métropole et dans notre Région. Voilà, je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur le Maire. Même dans d'autres espaces de la Métropole, soit d'autres communes, soit Montpellier et d'autres communes. Parce qu'effectivement, c'est un dispositif qui a fait ses preuves, qu'on doit à un parlementaire très opiniâtre, Laurent GRANDGUILLAUME, qui a, comment dire, repris cette phrase, en disant que face au chômage, on n'a pas tout essayé. Et je veux remercier ici le Département de l'Hérault et son Président Kléber MESQUIDA, son exécutif, d'être partenaire pour nous appuyer dans cette démarche. Parce que, moi j'entends, nous entendons les objectifs qui sont de plein emploi, où on nous dit qu'on pourrait arriver au seuil, la génération qui est la mienne ne l'a jamais connu, de 5 % de taux de chômage. Mais on sait aussi qu'il y a des gens qui ont la cinquantaine, qui se retrouvent dans des situations d'exclusion très longue du monde du travail qu'il faut arriver à remobiliser. Le dispositif territoire zéro chômeur, précisément, c'est sur ce chômage de longue durée, celui qui est le plus révoltant d'un point de vue social, sur

lequel on entend pouvoir travailler.

Merci Monsieur le Maire des propos pour l'ingénierie des équipes de la Métropole, qui sont très mobilisées sur ce sujet. Merci aussi de la présentation de Madame GIMENEZ qui a renvoyé aux collègues des deux conseils municipaux, qui portent avec beaucoup de conviction ce sujet.

En 2024, ça peut vraiment, en tout cas, devenir aussi une stratégie de solution pour retrouver le chemin vers l'emploi. Je souhaite que cette expérience, elle puisse faire école dans d'autres secteurs de la Métropole. Parce qu'on parle beaucoup, l'actualité nous renvoie des fois des phénomènes spectaculaires. En ce moment il y a un feu de forêt terrible à Omelas, mais il y a aussi des gens qui socialement sont dans une situation de détresse. Ils n'accèdent pas aux médias, pas à la grande visibilité. Sur ces publics-là, nous ne devons pas nous résigner, et c'est le sens de cette expérimentation. En tout cas c'est un levier supplémentaire en plus de toutes les politiques d'insertion qui sont menées.

Je propose de passer au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? C'est une très belle unanimité, et Madame GIMENEZ, merci aux équipes.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 66 : SOLIDARITES - DOTATION POLITIQUE DE LA VILLE 2022 - CONVENTION D'ATTRIBUTION DE SUBVENTION ENTRE L'ÉTAT, MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA VILLE DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 66. Dotation politique de la ville. Unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Geniès BALAZUN, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, M. Stéphane CHAMPAY, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Brigitte DEVOISSELLE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Max LEVITA, M. Hervé MARTIN, Mme Marie MASSART, M. Cyril MEUNIER, M. Julien MIRO, M. Arnaud MOYNIER, M. Eric PENSO, Mme Céline PINTARD, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Pierre RICO, M. François RIO, Mme Agnès SAURAT, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

AFFAIRE N° 67 : SOLIDARITES - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS A DES ASSOCIATIONS DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE "POLITIQUE DE LA VILLE" - PROGRAMMATION COMPLEMENTAIRE - EXERCICE 2022 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Madame GIMENEZ. Subventions à des associations, politique de la ville. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 68 : SOLIDARITES - PLAN PAUVRETE - ENGAGEMENTS POUR LA PREVENTION ET LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE - AXE 1 VEILLE SOCIALE - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS A GAMMES ISSUE POUR 2022 - CONVENTION - APPROBATION

Monsieur le Président

Convention avec Gammes. Je mets aux voix. Même vote ? Même vote.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Michel CALVO, M. Michaël DELAFOSSÉ, Mme Julie FRÉCHE, M. Sophiane MANSOURIA, Mme Marie MASSART, M. Cyril MEUNIER, M. Manu REYNAUD.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

AFFAIRE N° 69 : SOLIDARITES - ETAT DE REALISATION 2021 DU PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT (PLH) 2019-2024 - APPROBATION

M. Roger-Yannick CHARTIER (avec le pouvoir de Mme Hind EMAD) entre en séance.

Monsieur le Président

Madame VASSAS-MEJRI, pour un point d'étape sur le plan local de l'habitat (PLH).

Claudine VASSAS-MEJRI

Merci, Monsieur le Président. C'est un sujet important. Je vais essayer d'être concise. C'est le bilan 2021. Le PLH prévoit la construction de 5 000 à 5 400 logements par an, dont 1 770 à 1 935 logements sociaux. Pour 2021, concernant le logement libre, nous avons eu un recul puisqu'il y a eu 4 792 logements mis en chantier, dont 64 % à Montpellier. Sur la promotion immobilière, il y a eu 2 264 ventes. Là il y a une hausse. Une part d'investisseurs importante, puisque 62 % des acheteurs sont des investisseurs. 47 % de ces logements se situent sur Montpellier, et 54 % sont des T1 et des T2, donc des petits logements. Vu le nombre de logements qui ont été vendus, le stock disponible sur la Métropole et sur Montpellier a diminué de manière importante, et le prix des ventes a fortement augmenté, puisqu'en six ans, ça a été + 26 %. Sur la production de logements sociaux, étant donné la crise sanitaire et le prix des matériaux, il y a eu quand même une baisse de production, puisqu'il y a eu 1 044 logements locatifs sociaux financés, et 74 % sur la ville-centre, ce qui n'est pas trop important, mais ça devait être 50-50, et on voit que les villes autour de Montpellier n'ont pas toutes réussi à produire les logements sociaux qu'elles devaient produire. Par contre, 39 % de ces logements sociaux ont été des PLUS et des PLAI, donc conformes au plan logement d'abord, qui s'adressent aux personnes les plus en difficulté. C'est un taux qui n'a jamais été atteint. Il y a eu de nombreux PLS, mais des PLS qui ont été construits à bon escient, puisqu'ils sont destinés aux étudiants et aux jeunes actifs, des projets avec le CROUS, des projets pour les jeunes actifs modestes. Il y a eu dans les communes 11 % de réalisés, au lieu des 33 % en 2020, donc une forte baisse. Concernant l'accession abordable, je rappelle que le recensement de ces logements est assez délicat, mais nous avons comptabilisé 254 ventes. Il faut rappeler que ces logements abordables sont de 33 % à 63 % moins chers que sur le marché privé. La réhabilitation du parc privé : il y a eu 1 550 logements réhabilités, dont 1 120 en copropriété, que ce soit pour la lutte contre l'habitat indigne, la rénovation énergétique ou l'adaptation au vieillissement, ou lutter contre la perte d'autonomie. L'Observatoire de l'habitat a continué à fonctionner, et les crédits de l'ANAH qui augmentent pour cette rénovation avec des fonds propres de la Métropole.

Voilà pour une photographie de l'année 2021, avec des perspectives sur l'année 2022. Évidemment, il va falloir rééquilibrer la production de logements sur l'ensemble des communes de la Métropole. Mais on vote tout à l'heure le rapport 76 : ce sont les perspectives 2022, et on va voir que ce rééquilibrage, il se met en place, et qu'en nombre de logements sociaux, il y a un doublement des prévisions. Il y aurait 2 160 prévus jusqu'en septembre, je le précise. Les maires peuvent nous faire remonter encore des projets pour qu'ils soient pris en compte dans les financements. Bien sûr, un des axes, ça va être le développement du logement abordable avec la création de l'OFS métropolitain, qui va commencer à travailler pour permettre à chacun de se loger et d'accéder à la propriété dans la Métropole.

Je reste à votre disposition si vous avez des questions. Merci.

Monsieur le Président

Bien sûr. Alors, Madame BORNE, peut-être rapidement. Et ensuite Monsieur MARTIN.

Mathilde BORNE

C'est juste une question, merci, Monsieur le Président. C'est très rapide. C'était juste pour savoir si c'était possible d'avoir le détail par commune des objectifs, des attentes, des réalisations, et notamment de Castelnau-le-Lez qui m'intéresse le plus, parce que ce n'est pas dans la délibération. Merci beaucoup.

Monsieur le Président

D'accord. Monsieur MARTIN, puis Madame LÉVY. Ou Madame LÉVY.

Nathalie LÉVY

Intervention hors micro ...2013-2018, 250 logements par an, a été largement dépassé chez nous à Castelnau-le-Lez, puisque la Ville a produit en moyenne sur la période entre 500 et 600 logements. Pour la période 2019-2024, la Ville s'est fixée au maximum 350 logements par an, notamment au regard de l'apport de population que cela générerait, de la modification de l'équilibre urbain et des impacts sur le réseau viaire. Il est indiqué dans le document PLH 2019-2024 que seules les communes de Castelnau-le-Lez et de Saint Jean de Védas, qui forment la continuité urbaine de la Ville-centre, restent fortement créatrices de logements en-dehors des secteurs aménagés. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci. Monsieur MARTIN. Vas-y, et puis après, Lattes.

Hervé MARTIN

Merci, Monsieur le Président. On n'est pas sur un petit sujet, parce que je crois que maintenant à peu près tout le monde est d'accord pour dire que le pouvoir d'achat est la préoccupation n° 1 de nos concitoyens. Évidemment, le logement et la part de budget que ça représente dans les ménages – c'est la première part du budget des ménages – c'est évidemment une question absolument cruciale. Force est de constater que le bilan de cette année 2021, il n'est pas bon, mais là on sera d'accord pour dire qu'il y a des raisons conjoncturelles objectives pour expliquer la faiblesse de ce bilan. Parce que je veux justement raisonner en termes de mouvement. Parce qu'on propose un choc de l'offre de 8 000 logements en ZAC d'ici la fin 2023, ce qui est absolument nécessaire pour pouvoir alimenter le stock de logements, parce que malheureusement la loi de l'offre et de la demande s'applique dans ce cadre-là.

Vous vous en doutez, parce qu'il y aurait tellement à dire sur le PLH, que je veux essentiellement pointer la question du logement locatif social, où là aussi les chiffres ne sont pas bons, mais ils sont en rapport évidemment avec la production globale. On voit bien quand même, Madame la Vice-Présidente a noté la différence entre ville-centre et le reste, que la stratégie aussi de la ZAC est manifestement une stratégie qui permet mieux la production. Mes calculs ne sont pas d'une grande précision parce que je n'ai pas exactement tous les éléments, mais en gros on est à Montpellier à plus de 80 % de réalisation de l'objectif, là où on est à 25-27 % – je ne sais pas exactement, mais c'est l'ordre de grandeur – de réalisation de l'objectif dans les communes autour de Montpellier sur le logement locatif social. Ça montre qu'il y a des stratégies qui sont plus efficaces que d'autres.

Je note, et c'est important, vous l'avez dit, Madame la Vice-Présidente, le nombre de PLAI est effectivement un nombre record, et ça c'est important. C'est une dynamique qui est enclenchée depuis longtemps, depuis 2007, mais c'est important qu'elle ait eu un second souffle, pour arriver à ce chiffre record. Il faudra être vigilant, parce que nous avons mis en place quand même tout un tas d'outils pour que le pouvoir d'achat de nos concitoyens soit protégé sur la question du logement, avec l'encadrement des loyers, avec l'encadrement du Airbnb, avec la création de l'Office foncier métropolitain qui est absolument fondamental. Je parlais de la ZAC, mais l'autre question fondamentale, c'est quand même qu'est-ce qu'on veut donner comme constructibilité en termes de foncier ? Parce qu'à un moment donné, si on veut que le logement sorte, il va falloir rendre du foncier constructible, il faut que dans chacune des communes de notre territoire on ait une stratégie là-dessus, et aussi pour pouvoir accompagner – on en parle moins mais c'est important – l'accession aidée, le logement abordable, c'est ça qui va favoriser le passage du logement social à un autre type de logement, ce qu'on appelle le parcours résidentiel, et si on le bloque, le logement social reste embouteillé, on n'en libère pas, et on a du mal à faire face à une demande qui est extrêmement importante.

Il va falloir utiliser tous ces outils-là pour pouvoir accompagner le choc de l'offre dont on parle, et qui est absolument, encore une fois, pour conclure, fondamental, parce que c'est vraiment le logement qui coûte cher aux Montpelliérains, et s'il n'y a pas ce choc de l'offre, si on ne rend pas du terrain constructible, nous n'y arriverons pas.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur MARTIN. Cher collègue.

Bernard MODOT

Simplement deux petites remarques. On parle de quantité, de nombre et autres. Je voudrais souligner deux petits points. Le premier, on le verra dans l'affaire 74. Je suis Adjoint à l'urbanisme à Lattes. On se bat avec Monsieur le Maire, avec les promoteurs sur le nombre de T2, T3, T4. Parce qu'il ne faut pas oublier que dans le logement locatif et social, il y a surtout des familles à loger. Les familles, il leur faut des T3, T4, très souvent. C'est bien gentil, des programmes où il n'y a que des T2, mais ça n'avance pas tellement le schmilblick. Et le second point, avec les promoteurs, c'est que la surface des appartements diminue, diminue, diminue...

Monsieur le Président

Merci beaucoup. Serge [DESSEIGNE], rapidement. C'est un débat très important.

Serge DESSEIGNE

Très rapidement, mais il y a des communes sur lesquelles ici on parle beaucoup d'écologie. Nous on a un SCoT qui prévoit que la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone ne peut pas s'étendre. La seule possibilité de construire, c'est de construire sur de l'existant. La question du foncier est importante, comment, avec les communes, on va pouvoir racheter du foncier pour pouvoir construire ? Parce que sinon, je suis très clair : le PLH, il est impossible à réaliser sur Villeneuve-lès-Maguelone, impossible. 675 euros le mètre carré aujourd'hui, et les surfaces sont réduites. On a, allez, 1 hectare, au grand maximum, en espace constructible, y compris pour des services publics. Je crois qu'il faut qu'on soit au courant, alors que la demande des enfants, des populations jeunes, pour rester sur ces communes-là est importante.

Monsieur le Président

Merci Serge [DESSEIGNE]. Madame VASSAS-MEJRI, quelques éléments de réponse.

Claudine VASSAS-MEJRI

Oui, merci, quelques précisions. Pour Castelnau-le-Lez, je n'ai pas précisé, mais effectivement, parmi les communes les plus dynamiques en matière de production de logements, nous avons Castelnau-le-Lez, Baillargues et Lattes, qui comptent respectivement 314, 533 et 269 logements autorisés courant 2021. Par rapport au chiffre 2021, qui est en-deçà des objectifs, je voudrais quand même mettre un bémol, parce que si on considère les trois dernières années, 2019, 2020, 2021, et qu'on fait la moyenne, on est un peu au-dessus des objectifs. Globalement les objectifs ont été tenus, bien qu'en 2021 ça a été un peu plus compliqué étant donné les crises que l'on connaît. Merci.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Madame la Vice-Présidente. Notre PLH, c'est un point d'étape. Il va avoir vocation à être réactualisé, en tout cas redéfini. Ça va se faire de manière concomitante avec le PLUI, dont je dirai un mot dans quelques instants. Sur son exécution, on a été, disons-le, impacté, d'abord et lourdement par la question de la crise de la Covid-19 et aussi de l'installation des nouveaux exécutifs dans les mairies. La trajectoire de la Métropole, et je veux ici le dire, et en réponse à Monsieur MARTIN, surtout en conviction partagée, est bien d'accompagner le logement social. Beaucoup de maires d'ailleurs, dans nos échanges, tirent un peu la sonnette d'alarme parce qu'il faut arriver à sortir les opérations, parce qu'ils sont carencés. Il y a cet enjeu-là. C'est un enjeu essentiel.

Ensuite, vous avez évoqué quelque chose d'important : c'est la nature des logements qui sont produits. C'est un des débats très fermes que nous avons avec la FPI, en l'occurrence, parce qu'ici il n'y a pas de problème de valeur. C'est vrai que les mécanismes de défiscalisation, dénommés ou mal-nommés PINEL, posent des problèmes. On a beaucoup de T2, alors qu'on sait que la demande de logements, elle est pour les familles, sur le territoire de la Métropole, qu'on a des tarifs de T3 qui se sont anormalement réduits alors qu'il y avait une dynamique assez forte. C'est pour cela que nous opérons, et Monsieur le Maire de Lattes rejoint parfaitement ces objectifs de la régulation au sein de notre aménageur, et que nous avons posé avec l'ensemble des acteurs de la promotion des grilles transparentes, sur la qualité du logement, évidemment sur les enjeux thermiques, évidemment sur les enjeux architecturaux. C'est pour cela que nous leur avons donné une lisibilité conforme aux objectifs du PLH dans les fonciers dits maîtrisés de ZAC, qui est ce qu'on a dénommé le choc de l'offre. Je peux indiquer que, par rapport aux objectifs annoncés, on est à 97 % d'exécution, ce qui nous permet de rattraper notre retard, et qu'on fait très attention à cela. Mais c'est important qu'on puisse le poser dans la production de la Ville, y compris dans les règles d'urbanisme, immeubles traversants, en tout cas essayer d'améliorer la production. Il y aurait une petite musique qui consisterait à dire que construire à Montpellier serait impossible et plus facile à Nîmes. J'invite à être sérieux. Les acteurs de l'immobilier, sur le territoire,

parce qu'il y a une conviction qu'il faut répondre au besoin de logements, ils ont une feuille de route. Mais par contre, il n'y aura pas de sortie de route sur ces objectifs, typologie du logement, qualité, localisation, dynamique de projet urbain. Parce qu'il faut que ce soit dit de manière très claire, et une grande partie des acteurs comprennent cela et c'est tant mieux.

La suite, c'est notre futur PLUi, qui doit répondre à deux enjeux : l'enjeu qui est de loger, évidemment, et de pouvoir accompagner le parcours résidentiel, les jeunes des communes qui veulent s'installer, les gens qui trouvent un emploi, les gens qui se séparent, et qui créent un besoin de logement – c'est aussi une des réalités. Il faut produire du logement. Puis les prix, c'est-à-dire garantir une accessibilité au logement. Et on a un autre enjeu, il faut qu'on l'ait tous à l'esprit : ce sont les objectifs de zéro artificialisation nette (ZAN) qui sont posés, sur lesquels nous travaillons pour réduire notre urbanisation de 25 % par rapport à l'existant. On pourrait même nous demander plus. La question est sur la forme de production. D'après nos calculs, on a une capacité à produire. Mais surtout, on va avoir des enjeux importants de réinvestissement urbain qui se profileront à partir de 2030, quand les réserves foncières auront été utilisées, et qu'il va falloir travailler sur ces leviers de réinvestissement urbain, le long des lignes de tramway. Il y a des endroits, l'opération Ode à la Mer, de ce point de vue, et je veux saluer le Maire de Pérols et de Lattes, mais est un engagement important. Il doit être bien pensé pour ne pas faire n'importe comment. Il faut bien le faire, mais on est face, là, de manière très claire, à des enjeux. On y reviendra sur le PLUi et sur l'élaboration du PLH. Mais moi je veux être très clair : par les outils nouveaux que nous nous sommes donnés, OFS, sur la ville-centre, régulation Airbnb pour essayer de protéger du logement locatif, l'encadrement des loyers sur la ville-centre, qui est attaqué, enfin, on n'est pas encore au bout de nos peines sur ce dossier-là, le permis de louer dont la Métropole va pouvoir petit à petit proposer son expertise aux communes qui le demandent. Nous essayons d'agir sur l'ensemble des leviers autour du logement.

Nous savons néanmoins que c'est une des questions les plus compliquées pour beaucoup de nos concitoyens, tant pour devenir propriétaires que dans le parc locatif. Je ne vous dirai pas que, nous, on a la solution miracle. Beaucoup de métropoles sont confrontées à des défis comparables. Il y a aussi des enjeux nationaux qui se posent. Moi je ne suis pas certain que la défiscalisation PINEL à 9 milliards d'euros au budget de l'État soit l'alpha et l'oméga pour produire du logement et accompagner. D'ailleurs, moi je me suis un peu ouvert, je terminerai là-dessus, mais lors de l'élection présidentielle, la politique du logement n'a pas été le point sur lequel les propositions ont été les plus fortes. On a toutes ces injonctions qui se posent, et on sait que c'est aujourd'hui ce qui pèse, comme l'a dit Monsieur MARTIN, beaucoup sur le pouvoir d'achat des ménages.

Voilà. C'est une prise acte. Merci, Madame VASSAS-MEJRI, ainsi qu'aux équipes.

Le Conseil prend acte.

AFFAIRE N° 70 : SOLIDARITES - CREATION D'UNE BRIGADE INTER-BAILLEURS DE TRANQUILLITE SOCIALE ANIMEE PAR ACM HABITAT - ACCOMPAGNEMENT PAR LA SOCIETE ANONYME DE COORDINATION (SAC) GITES - PRISE DE PARTICIPATION A HAUTEUR D'UNE ACTION AU SEIN DU CAPITAL DE LA SOCIETE GITES - APPROBATION

M. Jean-Luc MEISSONNIER (avec les pouvoirs de MM. Jean-François AUDRIN et Arnaud MOYNIER) quitte définitivement la séance sans laisser de pouvoir (les pouvoirs de MM. Jean-François AUDRIN et Arnaud MOYNIER accordés à M. Jean-Luc MEISSONNIER sont annulés).

Monsieur le Président

Affaire 70. Création d'une brigade inter-bailleurs de tranquillité sociale animée par ACM Habitat, en lien avec Toulouse. Y a-t-il des questions ? Contre ? Abstentions ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Stéphane CHAMPAY, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Brigitte DEVOISSELLE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Eliane LLORET, M. Sophiane MANSOURIA, M. Cyril MEUNIER, M. Mikel SEBLIN, Mme Radia TIKOUK, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 70 voix

AFFAIRE N° 71 : SOLIDARITES - APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU CHANGEMENT D'USAGE DES LOCAUX D'HABITATION A LA COMMUNE DE LATTES - MODIFICATION DU REGLEMENT METROPOLITAIN FIXANT LES CONDITIONS DE DELIVRANCE DES AUTORISATIONS ET DETERMINANT LES COMPENSATIONS - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 71. Location touristique sur la Commune de Lattes. On étend. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Ne prend pas part au vote ? Adoptée. Voilà une illustration très concrète. Quand les logements deviennent des meublés touristiques, on perd sur l'offre locative. Ça fait un an sur Montpellier. Maintenant, Lattes.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 72 : SOLIDARITES - CONSTRUCTION DE 50 LOGEMENTS SOCIAUX, AVENUE RAYMOND DUGRAND ET RUE DES JUSTES A MONTPELLIER - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS A ACM HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 72. Construction de logements sociaux, avenue Raymond-Dugrand et rue des Justes à Montpellier. Qui est contre ? S'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Stéphane CHAMPAY, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Brigitte DEVOISSELLE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Eliane LLORET, M. Sophiane MANSOURIA, M. Cyril MEUNIER, M. Mikel SEBLIN, Mme Radia TIKOUK, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 70 voix

AFFAIRE N° 73 : SOLIDARITES - CONSTRUCTION DE 18 LOGEMENTS SOCIAUX, RESIDENCE NATUR'ELLE 982 AVENUE DES PLATANES A LATTES - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS A LA SA D'HLM CDC HABITAT SOCIAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 73. Même vote ? Même vote.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, Mme Eliane LLORET, M. Cyril MEUNIER, Mme Marie-Delphine PARPILLON, M. Jean-Luc SAVY.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

AFFAIRE N° 74 : SOLIDARITES - CONSTRUCTION DE 17 LOGEMENTS SOCIAUX, RESIDENCE POLYNEA, 120 AVENUE DE FIGUIERES A LATTES - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS A LA SOCIETE ANONYME D'HLM ERILIA - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

74. Ce sont des logements sociaux à Lattes. Même vote ? Même vote.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Yves BARRAL, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Eliane LLORET, M. Cyril MEUNIER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

AFFAIRE N° 75 : SOLIDARITES - OPERATIONS D'AMELIORATION DE L'HABITAT DANS LE PERIMETRE "GRAND COEUR" - CONVENTION DE TRANSFERT DE MAITRISE D'OUVRAGE ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA VILLE DE MONTPELLIER - AVENANT N°2 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 75. Opérations de « *Grand Cœur* ». Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 76 : SOLIDARITES - MISE EN ŒUVRE DE LA DELEGATION DE COMPETENCE DE L'ÉTAT D'ATTRIBUTION DES AIDES A LA PIERRE - PROGRAMMATION DU LOGEMENT SOCIAL PUBLIC POUR L'ANNEE 2022 - APPROBATION

Monsieur le Président

76. Mise en œuvre de la délégation de compétence de l'État d'aides à la pierre. Très important. C'est une reconduction. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 77 : ATTRACTIVITE - CITE CREATIVE - ANCIEN MUSEE DE L'EAI - BAIL EN L'ETAT FUTUR D'ACHEVEMENT (BEFA) ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET SERM.ID - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 77. Cité créative, ancien musée de l'EAI, bail en l'état futur d'achèvement entre la Métropole et SERM.ID, qui est la foncière. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Maryse FAYE, Mme Stéphanie JANNIN, M. Laurent JAOUÏ, M. Max LEVITA, M. Jacques MARTINIER, Mme Marie MASSART, M. Cyril MEUNIER, M. Éric PENSO, Mme Catherine RIBOT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 65 voix

AFFAIRE N° 78 : ATTRACTIVITE - ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTÉ (ZAC) CHARLES MARTEL EXTENSION - COMMUNE DE VILLENEUVE-LES-MAGUELONE - GARANTIE D'EMPRUNT AU CONCESSIONNAIRE (SERM) - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 78. Charles-Martel, garantie d'emprunt. Qui est contre ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Maryse FAYE, M. Laurent JAOUÏ, M. Max LEVITA, M. Jacques MARTINIER, Mme Marie MASSART, M. Cyril MEUNIER, M. Éric PENSO, Mme Catherine RIBOT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 66 voix

AFFAIRE N° 79 : ATTRACTIVITE - SOUTIEN AUX MANIFESTATIONS - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 79. Subventions aux congrès. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Sébastien COTE, Mme Maryse FAYE.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

AFFAIRE N° 80 : ATTRACTIVITE - WHAT A TRIP FESTIVAL 2022 - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, LA VILLE DE MONTPELLIER ET L'ASSOCIATION POUR LE FESTIVAL INTERNATIONAL DU VOYAGE ET DE L'AVENTURE DE MONTPELLIER (AFIVAM) - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 80. What a trip festival. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 81 : ATTRACTIVITE - CONVENTION DE FINANCEMENT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LE COMITE REGIONAL DU TOURISME ET DES LOISIRS D'OCCITANIE (CRTLO) POUR L'ORGANISATION DU SALON PROFESSIONNEL DESTINATION INCENTIVE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 81. Convention entre la Métropole et le Comité régional du tourisme et des loisirs d'Occitanie pour l'organisation du salon professionnel. Y a-t-il des questions ? Même vote ? Oui, Madame BORNE.

Mathilde BORNE

C'est très court, Monsieur le Président, rassurez-vous.

Monsieur le Président

Merci beaucoup.

Mathilde BORNE

Je vais m'abstenir sur cette délibération, parce que je voudrais dire qu'il y a peut-être un autre idéal à trouver en matière de tourisme en général, et en matière de tourisme d'affaires aussi, en particulier, et d'aller plutôt vers du tourisme durable, du tourisme local, plutôt que de chercher coûte que coûte, comme c'est écrit dans la délibération, à un moment de la délibération, de se positionner comme une destination internationale, avec l'idée d'attirer des touristes étrangers massivement. Je pense que ce n'est pas la bonne solution pour limiter l'impact pour le climat. Je pense que c'est important d'avoir une réflexion là-dessus et d'y penser. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Madame BORNE, il existe de nombreux débats aujourd'hui sur le tourisme. Celui que vous posez est une réalité. Après, nous, notre littoral par exemple accueille énormément de touristes, et un des enjeux, c'est d'essayer aussi de les capter sur la Métropole, et de leur dire « *on est une destination* ». Y compris les professionnels du tourisme sur le territoire essaient d'opérer une mutation. Alors après, on renvoie la question : jusqu'où les mobilités ? Ce n'est pas ici qu'on va trancher ce débat, mais amicalement autour d'un

petit café à l'extérieur. Mais moi je préfère vous le dire : je suis quand même très adepte de cet adage de Voltaire, qui est « *le voyage forme la jeunesse* », d'où l'importance d'avoir des billets de train les plus accessibles possibles. Enfin, on mettrait en place des dispositifs comme en Espagne, ce serait formidable. C'est ça qu'il faut qu'à mon avis on arrive à promouvoir. Mais moi je vais même aller au bout. Jean VIARD, qui est un sociologue, qu'on peut aimer ou pas aimer, il pointait, il disait que la nouvelle génération a moins bougé que les précédentes, et avec des formes d'assignation territoriale. C'est très important, enfin, moi, il me semble, qu'on puisse soutenir ces mobilités-là, même si elles doivent être plus décarbonées, plus responsables sur la ressource. Et puis les formes du tourisme doivent être plus qualitatives que ce qu'on a pu connaître, et c'est la mutation qu'opèrent certaines stations du littoral. Enfin, c'est une belle controverse au sens noble du terme.

Qui s'abstient ? Une abstention. Qui est contre ? Adoptée.

Et d'ailleurs notre tourisme se porte bien à Montpellier, puisque l'OT accueille en moyenne près de 1 700 personnes jour, donc ça veut dire qu'il y a une saison qui se déroule très, très bien.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Mathilde BORNE.

AFFAIRE N° 82 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE "DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE" - EXERCICE 2022 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 82. Subventions dans le cadre du « *développement économique* ». Qui est contre ? Qui s'abstient ? Refus de prendre part au vote : c'est noté. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, Mme Florence BRAU, M. Michaël DELAFOSSÉ, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, M. Cyril MEUNIER, M. Jean-Luc SAVY.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

AFFAIRE N° 83 : ATTRACTIVITE - SOUTIEN A L'ARTISANAT - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA REGION OCCITANIE RELATIVE AU SOUTIEN DE L'ASSOCIATION LES NOUVELLES GRISETTES - AVENANT N°1 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 83. Soutien à l'artisanat, convention de partenariat entre la Métropole et la Région. C'est le projet des nouvelles Grisettes, qui mérite d'être salué comme un endroit assez incroyable. Justement, on parlait d'économie circulaire, de l'artisanat textile. C'est aux portes de la Métropole et c'est une coopération entre nos deux intercommunalités que l'on soutient. Qui est contre ? Oui, c'est magnifique. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Il n'y en a pas en plus. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Hind EMAD, Mme Sylvie ROS-ROUART.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

AFFAIRE N° 84 : HORS COMMISSION - CONVENTION ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, LA VILLE DE MONTPELLIER ET LE POINT POUR LA CO-ORGANISATION DE LA SIXIEME EDITION DE FUTURAPOLIS A MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 84. C'est Futurapolis. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenus : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 85 : HORS COMMISSION - CONVENTION ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, LA VILLE DE MONTPELLIER ET MIDI-LIBRE POUR LA CO- ORGANISATION DE LA TROISIEME EDITION DU FORUM "LE MONDE NOUVEAU" A MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Convention avec le quotidien *Midi Libre* pour l'édition du forum « *Le monde nouveau* ». Même vote ? Même vote. Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenus : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 86 : RESSOURCES - REGIME INDEMNITAIRE DE LA FILIERE SECURITE ET INDEMNITE FORFAITAIRE POUR TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES DES PROFESSEURS D'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE CHARGES DE DIRECTION - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 86. Régime indemnitaire. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 87 : RESSOURCES - MODIFICATION DU REGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJETIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (RIFSEEP) - REFONTE DU REGIME INDEMNITAIRE DES CATEGORIES A, B ET C - APPROBATION

M. Laurent NISON (avec le pouvoir de Mme Nicole MARIN-KHOURY) sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 87. Modification du régime indemnitaire. Oui, bien sûr, Madame DOULAIN voulait intervenir, Madame DIRHOUSI et Monsieur RAYMOND, et Monsieur MARTIN.

Alenka DOULAIN

Merci, Monsieur le Président. Chers collègues. Effectivement, je suis intervenue lors du vote sur l'ordre du jour pour souligner qu'aujourd'hui on a quand même une grande responsabilité avec le vote sur cette partie du RIFSEEP. Vous m'avez rétorqué que ça pouvait bloquer le RIFSEEP en général. Non, on est bien sur une affaire qui est spécifique sur ces sujets-là. On ne bloquera pas si on décide de remettre à plus tard pour que le dialogue social puisse avoir lieu dans des conditions où on ne bloquera pas la mise en place du RIFSEEP pour nos agents à partir de la fin du mois.

Juste pour préciser ce que j'ai présenté en introduction, clairement, ce dont il est question avec cette délibération, c'est de ponctionner la partie du régime indemnitaire, de l'IFSE, des agents en mi-temps thérapeutique et de réduire, de ponctionner à partir de 10 jours d'arrêt maladie la rémunération des agents, alors qu'on sait qu'on peut faire autrement. Pourquoi ce choix de 10 jours, alors que par exemple, la très à droite Ville de Nice est sur une franchise de 30 jours ? Cela nous semble aujourd'hui complètement incohérent. Et puis ça vient, comme je le disais en introduction, mettre de l'eau un petit peu à ce discours sur le fait que les fonctionnaires ne travailleraient pas assez, qu'il y en a qui profiteraient de leur position, etc. Je crois que c'est extrêmement problématique. Surtout, 10 jours sur 228 jours travaillés, c'est extrêmement rapide. Ça ne résout pas le problème à la fin de l'absentéisme qui nous est présenté comme problématique, et je crois qu'on est tous d'accord là-dessus. Clairement, ce n'est pas articulé avec de vraies mesures sur le sujet. Pour concrètement illustrer ce que ça va représenter pour celles et ceux qui nous écoutent, c'est qu'aujourd'hui, un agent qui percevrait 350 euros mensuels sur la partie RIFSEEP, par exemple, du coup, au bout de 10 jours d'arrêt maladie par an, il pourrait se voir ponctionner de 12 euros par jour. On peut aller dans une situation qui va devenir surréaliste où des personnes, du coup, se disent « *je vais quand même travailler même si je suis malade* », etc. Ce n'est évidemment pas ce qu'on souhaite pour notre Collectivité et pour ses agents.

Je m'étonne d'autant plus de votre positionnement sur le sujet, que vous aviez, lors de la campagne municipale de 2020, sur ces questions justement, sur les raisons de cet absentéisme, vous aviez déclaré que c'était lié « *à Montpellier à un management autoritaire qui repose sur la peur* ». C'est ce que vous déclariez à l'époque comme élément d'analyse de cette problématique, et je trouve qu'on vient finalement continuer sur cette stratégie qui ne me semble pas du tout adaptée pour répondre vraiment à la racine du problème des questions d'absentéisme.

C'était pour préciser mon propos de tout à l'heure. J'invite du coup tous les collègues de cette Assemblée à voter contre, rien que pour au moins que ça puisse être réétudié en CT en se disant que la délibération aujourd'hui elle n'est pas prête. Si les syndicats ont, de manière unanime, voté contre à plusieurs reprises, c'est bien qu'il y a une problématique dans l'approche de cette question.

Monsieur le Président

Merci, Madame DOULAIN. Madame DIRHOUSI, et puis Monsieur MARTIN.

Zohra DIRHOUSI

Monsieur le Président, chers collègues, bonjour. Je suis un peu gênée par cette affaire. Le fait que les deux points, le point 1 et le point 2, soient mis au vote dans la même affaire. Effectivement, le point 1 doit être mis en application là, alors que le point 2 peut continuer à être travaillé jusqu'à une mise en application au 1^{er} janvier 2023.

Mon intervention concerne le point 2 de cette affaire, et plus particulièrement le troisième alinéa. Cet alinéa qui vise à venir ponctionner le revenu des agents au-delà du dixième jour d'arrêt maladie ordinaire. 10 jours, contre 90 aujourd'hui. 10 jours, ça passe vite. Personne n'est à l'abri d'un rhume, d'une grippe, d'un bras cassé. Pour précision, la Covid-19, en recrudescence aujourd'hui, est considéré comme une maladie ordinaire. Cette mesure, qui apparaît comme punitive, revêt le caractère d'une sanction financière qui va venir amputer le revenu des agents.

Nous sortons doucement d'une crise sanitaire dont on n'a pas encore totalement mesuré les impacts psychologiques. L'inflation atteint un taux historique. Nous avons évoqué un peu plus tôt la hausse des prix de l'énergie, qui vient acculer les publics modestes et précaires....

Intervention hors micro

Zohra DIRHOUSI

Ah non, plus d'un trentième de leur salaire au-delà de 10 jours d'absence pour maladie.

Juste pour rappel, les petites chevilles ouvrières qu'on a applaudies il n'y a pas si longtemps, qui ont fait que nos enfants retournaient à l'école, qui s'occupent de l'entretien des locaux, nos animateurs, le métier, aussi pénible qu'il soit, on les applaudit des deux mains derrière nos écrans en visioconférence, et aujourd'hui, on leur dit qu'ils n'ont pas le droit d'être malades.

Dans ce contexte et face à l'opposition des organisations syndicales, je pense que nous devons travailler le travail. Nous ne pouvons pas nous affranchir de rouvrir le dialogue, de reprendre les discussions avec les partenaires sociaux afin de les associer à la recherche de solutions, les impliquer dans la recherche des causes de l'absentéisme, plutôt que de venir faire des coupes franches dans les revenus de nos agents. Nous ne pouvons évidemment souscrire. Nous ne pourrions pas soutenir cette mesure.

Monsieur le Président

Merci, Madame DIRHOUSI. Monsieur MARTIN.

Hervé MARTIN

Merci, Monsieur le Président. Voilà encore un de ces sujets que je juge un peu trop nombreux sur lesquels les Gouvernements successifs balancent entre les pattes des collectivités locales des mesures non sans visées politiques, et non sans en connaître les conséquences, en particulier en termes de tentative de ce que j'appellerais « *fragmentation de la fonction publique et du service public* ». Parce que la séparation du grade et de l'emploi dans la fonction publique et territoriale fonde la logique de carrière et surtout fonde l'indépendance du fonctionnaire, et c'est en ça que c'est extrêmement important. En liant un complément de rémunération à la fonction exercée et au « *résultat* » de l'agent, le RIFSEEP, il entaille profondément ce principe d'indépendance de l'agent. Il favorise aussi d'ailleurs la recherche de la performance individuelle, et non plus l'intérêt collectif pour les missions de service public auprès de la population. Pour nous, élus communistes, nous ne pouvons pas nous reconnaître dans la philosophie générale d'un dispositif d'intéressement qui impose à la fonction publique une culture de la mise en concurrence des services et de rentabilité financière. Ce dispositif, il repose sur une idée – qui est d'ailleurs erronée – selon laquelle toutes les missions de la fonction publique seraient quantifiables, mesurables, en termes de résultat. Or on sait très bien qu'il n'en est rien. Il n'est pas inutile de rappeler au passage que, même si une augmentation est annoncée pour le point d'indice après des années de gel, sans rattraper le retard, les régimes indemnitaires qui, par définition, sont inégalitaires, sont venus plus ou moins tentés de compenser partiellement un blocage des salaires, mais sans cotiser, ni à la retraite, ni à la sécurité sociale, et là aussi, il y a des tentatives de fragmentation de conquies sociaux. Comme le dialogue social n'a visiblement pas permis de lever les inquiétudes légitimes des salariés, les élus communistes s'abstiendront sur cette délibération. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur MARTIN. Monsieur RAYMOND.

Joël RAYMOND

Monsieur le Président, mes chers collègues. Vous m'interpellez donc sur cette délibération concernant le régime indemnitaire des employés territoriaux de la Métropole. Tout d'abord, dire que si certains appellent à voter contre, moins je vais appeler l'hémicycle à voter pour, parce que c'est nécessaire à mon sens. En fait, toute cette délibération, elle est dans le prolongement du dialogue social que l'on a institué et également dans la revalorisation, elle s'inscrit dans la revalorisation du salaire des fonctionnaires territoriaux, des 2 735 agents. C'est important, avant, elle s'inscrit, cette augmentation, avant la revalorisation de 3,5 %, votée unilatéralement par l'État, et j'appelle les associations d'élus à demander des compensations auprès du Gouvernement.

Le dialogue social, oui, il a démarré en octobre 2021. Le RIFSEEP, comme vous le savez, a eu une première délibération en mars 2022, dans laquelle cette notion de présentisme était bel et bien inscrite. Pourquoi on l'a inscrit ? Parce qu'il nous semble important, pour la Collectivité, pour son fonctionnement, que tous les agents soient mobilisés, soient sur le pont, pour pouvoir exercer de manière efficiente et collégialement les missions qui leur sont confiées. A ce titre, Monsieur MARTIN, ça ne nous a pas échappé qu'une prime d'intéressement collectif a été votée, et fait partie aussi donc de la revalorisation des salaires de nos fonctionnaires territoriaux.

Alors pourquoi cette franchise ? Parce qu'il y a des constats qui ont été faits, et on ne dit pas aux gens qu'ils n'ont pas le droit d'être malades, ce n'est pas ça. Les gens ont bien évidemment toujours, en fonction des longues maladies – quelle que soit la maladie – ils bénéficieront toujours de la prise en charge. Mais c'est pour stopper certains abus qui ont pu être constatés au fur et à mesure qu'on observe de plus près les absences de certains agents. C'est seulement pour cela qu'une notion de franchise a été appliquée. Parce que, qu'est-ce qui se passe dans notre vie collective et vie collective de travail ? C'est que, très souvent, ces absences un peu

impromptues, souvent de quelques jours, pèsent sur ceux qui sont là, énormément, et sachant que la collectivité n'a pas forcément la capacité de recruter ou de trouver une solution.

Je vais prendre un exemple. La gestion des permis de construire, le traitement des demandes, quand vous avez des personnes qui sont absentes régulièrement à chaque vacance, ça pose des problèmes dans la gestion, et souvent ça amène à des sursis à statuer. Après les maires de l'ensemble des communes me disent : « *mais Joël, comment ça se fait qu'on n'ait pas du personnel pour pouvoir traiter dans le délai imparti des deux mois cela ?* » Et puis comment expliquer – enfin je ne veux pas l'expliquer – les absences de certains agents qui, parfois, vont sur d'autres fonctions à d'autres endroits ? C'est totalement illégal.

Donc voilà pourquoi cette franchise a été mise en place. Elle a été négociée, elle a vu une contre-proposition, qui n'a pas satisfait, je dois le dire ici, qui n'a pas satisfait les organisations syndicales. Mais la porte n'est pas fermée. C'est-à-dire qu'on peut fonctionner à partir de 2023 sur cette base, et en fin d'année 2023 on reviendra faire un point, c'est ce qui a été dit ensemble au Comité technique, pour pouvoir tirer un bilan, essayer d'avoir quelque chose d'assez exhaustif dans le présentiel, et puis peut-être amender à ce moment-là cette délibération après cette période d'expérimentation.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur le Vice-Président pour ces éléments d'explication que je vais compléter. À la Métropole, il y a déjà eu une esquisse de discussion pour établir le RIFSEEP, mais il n'y avait pas eu de point d'accord, donc finalement il n'y en avait pas. C'est la première chose que les organisations syndicales, nous ont demandé dans le cadre des rencontres que nous avons prévues. Nous avons donc inscrit, en écho à leur demande, au budget, 3,5 millions d'euros au budget de la Métropole pour pouvoir réaliser le RIFSEEP. 3,5 millions d'euros, qui vont venir en complément de la mesure de dégel du point d'indice qui est là un levier national. C'est un choix que nous avons fait lors du vote du budget, et merci à tous ceux qui l'ont soutenu parce que ce n'est pas un effort négligeable, ce n'est pas un petit choix. C'est un choix pour les agents de la collectivité de la fonction publique territoriale, et en particulier sur les grades de C et de B, qui est important.

Quelle méthode a été déployée ? On a échangé, parce qu'il y a différents grades, différents statuts dans la collectivité. Il y a eu de nombreuses discussions qui ont eu lieu et qui permettent aujourd'hui d'arriver à fin juillet où près de la moitié des agents, grâce au RIFSEEP, grâce aux choix budgétaires, verront une augmentation de plus de 50 euros sur leur feuille de paie, et viendra en complément la hausse du point d'indice. Cet effort, il sera visible dès juillet, d'où l'importance de l'adopter en cet instant. Avec quel principe ? Une dimension sociale, je viens de la donner, pour que le plus d'agents possible puissent en bénéficier, plus équitable, pour faire converger les différents régimes indemnitaires, et là je veux le dire, entre la Ville et la Métropole, parce que dans ces murs, comme à la Mairie de Montpellier de par la mutualisation, parfois il y a une asymétrie entre collègues qui crée quand même, pas une tension, mais un sentiment peut-être, parfois, et plus juste, parce qu'il tient compte des responsabilités qui sont occupées par les agents, et c'est tout ce travail qui a été conduit. Et donc ce RIFSEEP, c'est une nouvelle étape sociale pour la collectivité.

Je voudrais quand même en rappeler les fondements depuis 2020, depuis que Monsieur RAYMOND, moi-même et l'exécutif actuel portent les responsabilités. Il y a eu la prime Covid-19. Nous avons augmenté le nombre, les quotas d'avancement et de promotion – c'est un élément important d'évolution des carrières. Il a fallu négocier les 1 607 heures. Ces 1 607 heures n'étaient pas le dossier le plus simple, j'en conviens, mais il fallait se mettre en conformité avec la loi, et a été créée – ça a été rappelé – la prime d'intéressement collectif. 2022-2023 : nous allons mettre en œuvre le RIFSEEP. En 2024, nous avons débattu lors d'un précédent Conseil de Métropole, et c'est très attendu par les agents, nous veillerons à l'accompagnement social de la couverture santé et prévoyance des agents. Nous avons aussi mené un travail, et vous allez le voir encore dans le tableau des effectifs, où on a pu déprécier des situations d'agents qui étaient nombreux en CDD. Nous avons pu, là où on attendait des renforts, créer des effectifs supplémentaires, même si tout n'est pas pourvu, parce qu'il y a des difficultés de recrutement, ça concerne tout le monde.

Ensuite arrive une discussion : c'est les 10 jours. A la Métropole de Toulouse, périmètre comparable, c'est 4. Il y avait une proposition qui a été formulée dans le cadre du dialogue social par Joël RAYMOND d'opérer 10 jours, 10 jours glissants, donc 20 jours. Cette proposition n'a pas fait l'objet d'une acceptation. On en a pris acte. Notre souhait, c'est de mettre en œuvre le RIFSEEP. Monsieur RAYMOND a bien posé qu'on est sur la première année de mise en œuvre, qu'évidemment, dans le cadre des discussions, on pourrait poursuivre, on pourrait améliorer. Voilà comment nous sommes arrivés à cela.

Je crois qu'il est important d'observer l'effort social qu'engage la collectivité. C'était très attendu à la Métropole. J'aurai d'autres termes à la Ville, parce que le RIFSEEP avait été adopté. On prend cette disposition-là. Par ailleurs, nous prenons des mesures, et dans le prochain vote sur le tableau des effectifs nous allons recruter des préventeurs au sein de la collectivité pour agir face aux situations de mal-être au travail. C'est aussi un effort qui est important pour lutter contre les phénomènes d'absentéisme. Mais en tout état de cause, aujourd'hui, par cette délibération, pour beaucoup d'agents, au mois de juillet, le RIFSEEP sera perceptible. Fin août, sera répercutée la hausse du point d'indice, qui prendra en compte juillet et août – pour qu'il n'y ait pas de malentendu.

Je vous propose de mettre aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 71 voix

Contre : 5 voix

Ont voté contre : Mme Mathilde BORNE, Mme Zohra DIRHOUSI, Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER, M. René REVOL.

Abstentions : 5 voix

Se sont abstenus : Mme Emilie CABELLO, M. Serge DESSEIGNE, Mme Clara GIMENEZ, M. Hervé MARTIN, Mme Agnès SAURAT.

AFFAIRE N° 112 : HORS COMMISSION - MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 112. Tableau des effectifs. Je mets aux voix. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Abstentions : 5 voix

Se sont abstenus : Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, Mme Isabelle MARSALA, M. Philippe SAUREL, Mme Joëlle URBANI.

AFFAIRE N° 88 : HORS COMMISSION - RECOURS AU DISPOSITIF D'APPRENTISSAGE - MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 88. Recours au dispositif d'apprentissage, modification du tableau des effectifs pour accueillir des apprentis dans la collectivité. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

AFFAIRE N° 89 : RESSOURCES - MISE EN PLACE D'UN DISPOSITIF DE TRAITEMENT DES SIGNALEMENTS DES ACTES DE VIOLENCE, DE DISCRIMINATION, DE HARCELEMENT ET D'AGISSEMENTS SEXISTES AU SEIN DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - APPROBATION

M. Laurent NISON (avec le pouvoir de Mme Nicole MARIN-KHOURY) entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 89. Mise en place d'un dispositif de traitement des signalements des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes au sein de la collectivité. C'est le travail que nous engageons, et je veux saluer Joël RAYMOND et les équipes de la DRH, sur une collectivité qui se doit d'être exemplaire. Y a-t-il des questions ? Vas-y Joël [RAYMOND], bien sûr. Excuse-moi, je vais un peu vite maintenant.

Joël RAYMOND

Juste pour dire que c'est un dossier pour le coup qui a été porté collégialement, où certains agents se sont investis fortement pour pouvoir écrire, rédiger, notamment la plaquette que vous avez en annexe de la délibération, et également les affiches qui seront produites et que vous verrez prochainement dans l'ensemble de nos collectivités, afin que ce dispositif règlementaire, puisqu'il est l'objet d'un décret de 2020, soit mis en place et permette en toute sécurité, aux victimes, de pouvoir se déclarer, et donc arriver à un traitement de leur déclaration en toute confidentialité. Merci.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur RAYMOND. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 90 : RESSOURCES - ASSISTANCE AU RECRUTEMENT - CONVENTION CADRE ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LE CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE L'HERAULT (CDG34) - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 90. Assistance au recrutement, convention entre la Métropole et le centre de gestion de la fonction publique territoriale. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Michel ASLANIAN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

AFFAIRE N° 91 : RESSOURCES - CAMPUS DU MANAGEMENT - CONVENTION CADRE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, LA VILLE DE MONTPELLIER ET LE CENTRE NATIONAL DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE (CNFPT) - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 91. Campus du management, convention cadre de partenariat entre la Métropole, la Ville et le CNFPT. Monsieur RAYMOND, allez-y.

Joël RAYMOND

Juste pour préciser que le campus du management, c'est une initiative portée par Michel ASLANIAN, donc il faut rendre à César ce qui appartient à César, et que ce campus de management concerne bien évidemment tous les cadres managers, toutes les personnes qui encadrent des équipes dans la Métropole. Michel [SALANIAN] n'a pas oublié les communes. Il m'a soufflé à l'oreille que les cadres managers des communes pourraient également bénéficier de ce campus pour les agents communaux.

Monsieur le Président

Merci beaucoup. Je mets aux voix. Qui est contre ? S'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Michel CALVO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Julie FRÊCHE, M. Sophiane MANSOURIA, Mme Marie MASSART, M. Cyril MEUNIER, M. Manu REYNAUD.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

AFFAIRE N° 92 : RESSOURCES - RELATIONS INSTITUTIONNELLES ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA VILLE DE MONTPELLIER - MODIFICATIONS DES CONVENTIONS DE SERVICES COMMUNS - AVENANTS AUX CONVENTIONS DE SERVICES COMMUNS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 92. Relations institutionnelles entre la Métropole et la Ville. Il y a la nouvelle organisation des services. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Abstentions : 5 voix

Se sont abstenus : Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, Mme Isabelle MARSALA, M. Philippe SAUREL, Mme Joëlle URBANI.

AFFAIRE N° 93 : RESSOURCES - ACTUALISATION DU COEFFICIENT MULTIPLICATEUR DU TARIF DE LA TAXE SUR LES SURFACES COMMERCIALES (TASCOM) - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 93. Actualisation du coefficient multiplicateur du tarif de la TASCOM. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur CALVAT. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 94 : RESSOURCES - TRANSMISSION DES LOCAUX COMMERCIAUX VACANTS DANS LE CADRE DE LA TAXE SUR LES FRICHES COMMERCIALES - AUTORISATION

Monsieur le Président

Affaire 94. Transmission des locaux commerciaux vacants dans le cadre de la taxe sur les friches commerciales. Je mets aux voix. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 95 : RESSOURCES - COTISATION FONCIERE DES ENTREPRISES (CFE) - FIXATION DU MONTANT D'UNE BASE SERVANT A L'ETABLISSEMENT DE LA COTISATION MINIMUM - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 95. CFE, fixation du montant d'une base servant à l'établissement de la cotisation minimum. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 96 : RESSOURCES - CITE DES ARTS - TARIFS DES LOCATIONS DE SALLES ET DES LOCATIONS D'INSTRUMENTS - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 96. Citée des arts, tarifs des locations de salles et des locations d'instruments. Je mets aux voix. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 97 : RESSOURCES - TARIFS DU MUSEE HENRI PRADES - MISES A JOUR - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 97. Tarifs du musée Henri-Prades, mises à jour. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Même vote ?
Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 98 : RESSOURCES - DELEGATION DE SERVICE PUBLIC - APPLICATION DE LA LOI DU 25 AOUT 2021 CONFORTANT LE RESPECT DES PRINCIPES DE LA REPUBLIQUE - MODIFICATIONS DES CONTRATS EN COURS

Mme Séverine MONIN, MM. Christophe BOURDIN et Roger CAIZERGUES sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire 98. DSP de la loi du 25 août 2021 sur les principes de la République. Oui, allez-y Madame RIBOT. Excusez-moi, c'est très important.

Catherine RIBOT

Merci, Monsieur le Président. Je peux prendre effectivement 10 secondes pour vous présenter cette délibération en l'absence du Vice-Président Jean-François AUDRIN qui devait le faire. La loi du 24 août 2021 conforte le respect des principes de la République et impose à tout organisme chargé de l'exécution d'un service public de veiller au respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité. Ces obligations concernent également tous les titulaires de contrats publics dont l'objet est la gestion d'un service public. Afin d'en assurer l'effectivité, la loi impose également que les clauses de ces contrats rappellent ces obligations et précisent les modalités de contrôle, de sanction du contractant lorsque celui-ci ne prendrait par exemple pas les mesures adaptées pour mettre en œuvre ces obligations, pour faire cesser d'éventuels manquements constatés. C'est pourquoi il convient donc de modifier les contrats de délégation de service public pour intégrer ces nouvelles obligations. Ainsi, 11 contrats de la Métropole sont concernés et nécessitent la conclusion d'un avenant. C'est pour cela que cette délibération intervient et est nécessaire. Les contrats concernés, par exemple, concernent la gestion et l'exploitation du Corum et du Zénith, certains concernent la gestion et l'exploitation de parcs de stationnement, le parc Saint-Roch, le parc Foch-Préfecture, le parc Gambetta, etc. Il y a onze contrats au total qui sont concernés par l'application de cette disposition législative, de ces dispositions législatives. Je vous remercie, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Merci à vous, Madame RIBOT, d'avoir attiré l'attention là-dessus. Effectivement, le principe de laïcité, donc de neutralité du service public, s'applique à tous les agents territoriaux de la collectivité. Mais l'article 1 de la loi sur les principes de la République, dite « loi de séparatisme », a posé comme principe d'étendre ce principe de neutralité à tous les délégataires de service public, et c'est par exemple pour notre société de transport. Merci d'avoir rappelé cela. C'est en gros l'obligation qui s'impose à tout fonctionnaire territorial de l'État ou du service public hospitalier s'étend aux délégataires. Il se trouve qu'à l'AMF, je suis référent laïcité, j'ai eu l'occasion de travailler sur cet aspect-là, et c'est une disposition qui nous apparaît très importante autour de nos principes. Merci de l'avoir relevé.

Je mets aux voix s'il n'y a pas d'autres prises de parole. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

AFFAIRE N° 113 : HORS COMMISSION - REPRESENTATIONS DU CONSEIL DE METROPOLE - DESIGNATIONS - APPROBATION

M. René REVOL quitte définitivement la séance sans laisser de pouvoir.

Monsieur le Président

Affaire 113. Ce sont les représentations. Je veux remercier Madame RIBOT, qui quitte l'Orchestre. Je propose la candidature de Monsieur TRAVIER. Pour la FNCC, moi-même et Monsieur PENSO. Pour TES, territoires de sports, territoires d'événements sportifs, Monsieur ASSAF et Monsieur MARTIN. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, M. Hervé MARTIN, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PENSO, Mme Agnès SAURAT.

Monsieur le Président propose de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

Ont été élus :

| Organismes | Représentations |
|---|---|
| Association Opéra et Orchestre National de Montpellier Occitanie Pyrénées-Méditerranée (OONM) | <i>En remplacement de Madame Catherine RIBOT :</i> Bernard TRAVIER (titulaire) |
| Fédération Nationale des Collectivités Territoriales pour la Culture (FNCC) | Michaël DELAFOSSE (titulaire) Éric PENSO (suppléant) |
| Territoires d'Evènements Sportifs (TES) | Christian ASSAF (titulaire) Hervé MARTIN (suppléant) |

Aucune autre candidature n'a été proposée, ces désignations prennent effet immédiatement.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

AFFAIRE N° 99 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - SERM - SA3M - AUTORISATION DE PRISE DE PARTICIPATION DANS UNE FILIALE - SOCIETE DE COORDINATION ALTEMED - DESIGNATION DES REPRESENTANTS - APPROBATION

Mme Séverine MONIN, MM. Christophe BOURDIN et Roger CAIZERGUES entrent en séance.

Monsieur le Président

Affaire 99. Autorisation de prise de participation dans ALTEMED, qui est la société commune entre ACM et la SERM. Je vous propose la candidature de Madame MANTION. Y a-t-il d'autres candidats ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric

LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Max LEVITA, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PENSO, Mme Céline PINTARD, Mme Catherine RIBOT, M. François RIO, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

Monsieur le Président propose de procéder à cette désignation par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

Monsieur le Président propose la candidature de Madame Coralie MANTION en tant que représentante de Montpellier Méditerranée Métropole au sein du Conseil d'administration et au sein des Assemblées générales de la société ALTEMED.

Aucune autre candidature n'est proposée, cette désignation prend effet immédiatement.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

AFFAIRE N° 100 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - SOCIETE ANONYME D'ECONOMIE MIXTE LOCALE - BRL - RAPPORT ANNUEL 2021 DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION

Monsieur le Président

Il faut prendre acte sur BRL. René [REVOL] est parti. C'est une prise d'acte.

Le Conseil prend acte.

AFFAIRE N° 101 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - SOCIETE ANONYME D'ECONOMIE MIXTE LOCALE MONTPELLIER EVENTS - RAPPORT ANNUEL DE L'ADMINISTRATEUR 2021 - APPROBATION

Monsieur le Président

Prise d'acte sur Montpellier Events.

Le Conseil prend acte.

AFFAIRE N° 102 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - SOCIETE D'AMENAGEMENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE (SA3M) - RAPPORT ANNUEL 2021 DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION

Monsieur le Président

Prise d'acte sur la SA3M.

Le Conseil prend acte.

AFFAIRE N° 103 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE LOCALE - SOCIETE D'EQUIPEMENT DE LA REGION MONTPELLIERAINE (SERM) - RAPPORT ANNUEL 2021 DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION

Monsieur le Président

Une prise d'acte sur la SERM.

Le Conseil prend acte.

AFFAIRE N° 104 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - SOCIETE ANONYME D'ECONOMIE MIXTE LOCALE SFMA - RAPPORT ANNUEL DE L'ADMINISTRATEUR 2021 - APPROBATION

Monsieur le Président

Une prise d'acte sur la SFMA, le service funéraire de Grammont, qu'il faut saluer pour son travail. Régine [ILLAIRE].

Le Conseil prend acte.

AFFAIRE N° 105 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - SOCIETE ANONYME D'ECONOMIE MIXTE LOCALE SOMIMON - RAPPORT ANNUEL 2021 DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION

Monsieur le Président

Le MIN. Y a-t-il des questions ? C'est une prise d'acte.

Le Conseil prend acte.

AFFAIRE N° 106 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - SOCIETE ANONYME D'ECONOMIE MIXTE LOCALE TAM - RAPPORT ANNUEL DE L'ADMINISTRATEUR 2021 - APPROBATION

Monsieur le Président

La TaM : c'est une prise d'acte.

Le Conseil prend acte.

AFFAIRE N° 107 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - SOCIETE PUBLIQUE LOCALE - AGENCE REGIONALE AMENAGEMENT CONSTRUCTION OCCITANIE (ARAC OCCITANIE) - RAPPORT ANNUEL 2021 DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION

Monsieur le Président

L'ARAC : c'est une prise d'acte.

Le Conseil prend acte.

AFFAIRE N° 108 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - SOCIETE PUBLIQUE LOCALE L'OR AMENAGEMENT - RAPPORT ANNUEL 2021 DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION

Monsieur le Président

La Société publique locale Étang de l'Or Aménagement : c'est une prise d'acte.

Le Conseil prend acte.

AFFAIRE N° 109 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - SOCIETE PUBLIQUE LOCALE OCCITANIE EVENTS - RAPPORT ANNUEL DE L'ADMINISTRATEUR 2021 - APPROBATION

Monsieur le Président

La Société publique locale Occitanie Events : une prise d'acte.

Le Conseil prend acte.

**AFFAIRE N° 110 : HORS COMMISSION - RAPPORTS ANNUELS DES DELEGATAIRES (RAD)
DE SERVICE PUBLIC - EXERCICE 2021 - APPROBATION**

Monsieur le Président

Le rapport des délégués de service public par Monsieur CALVAT. Là il faut voter. Y a-t-il des questions ? Contre ? Abstentions ? Refus de prendre part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Monsieur le Président

Nous arrivons au terme de la séance, Mesdames et Messieurs. Merci à tous de votre assiduité et de la qualité de nos débats. Qu'il me soit permis, à la veille de congés pour certains, de vous souhaiter de très bonnes vacances. Indiquer qu'il y a le jubilé de nos trois joueurs de rugby au Stade Sabathé et que vous êtes les bienvenus. L'occasion, Monsieur le Directeur général de vous remercier et de remercier l'ensemble de l'administration de la Métropole et des agents très mobilisés sur tous les dossiers à la suite des délibérations qui sont votées. Remercier également les personnes qui rendent accessible l'ensemble des Conseils en langue des signes. Je vous souhaite à tous de très bonnes vacances. À Montpellier, on se retrouve jeudi, mais en tout cas merci beaucoup pour la qualité de nos travaux.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 15h12.



Conseil du 26 juillet 2022
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

N°MD2022-197 - 13/06/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM FDI Habitat pour la construction de 40 logements locatif sociaux - Résidence autonomie ' Les Garrigues ' - Chemin de la Bergerie à Cournonterral - Convention - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de garantir le remboursement à hauteur de 75 % du prêt d'un montant total de 5 079 092 € sollicité par la Société Anonyme d'HLM FDI HABITAT auprès du CREDIT AGRICOLE DU LANGUEDOC pour financer la réalisation d'une résidence autonomie, à destination des personnes âgées non dépendantes, de 40 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Les Garrigues », 1 Chemin de la Bergerie à Cournonterral. Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie et ses contreparties par la signature d'une convention.

N°MD2022-198 - 13/06/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM FDI Habitat pour la construction d'une résidence autonomie de 52 logements locatif sociaux - Résidence autonomie ' Les Gariguettes ' - ZAC Cantaussel - lot A13 à Saint-Brès - Convention - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de garantir, à hauteur de 75 %, le remboursement du prêt d'un montant total de 7 375 746 € sollicité par la Société Anonyme d'HLM FDI HABITAT auprès du CREDIT AGRICOLE DU LANGUEDOC pour financer une résidence autonomie de 52 logements locatifs sociaux neufs à destination des personnes âgées non dépendantes, « Les Gariguettes », ZAC Cantaussel - lot A13 à Saint-Brès. La signature de la convention a pour objet de formaliser l'octroi de cette garantie et ses contreparties.

N°MD2022-240 - 19/05/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative aux déplacements à l'étranger des agents de la Direction du développement économique et de l'Emploi de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation

Objet : Il s'agit d'autoriser les déplacements en Europe, aux Etats-Unis et au Sénégal des agents et/ou des élus concernés ainsi que la prise en charge ou le remboursement aux frais réels des dépenses afférentes à ces déplacements dans la limite de 40 000 € maximum.

N°MD2022-242 - 21/04/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention cadre de partenariat culturel et scientifique - 2022/2025 - Institut National de Recherches Archéologiques Préventives (INRAP) - Site archéologique Lattara - musée Henri Prades

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention-cadre de partenariat culturel et scientifique entre L'INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHES ARCHEOLOGIQUES PREVENTIVES (INRAP) et le Site archéologique Lattara - musée Henri Prades. Elle a pour objet de préciser le cadre et les domaines du partenariat. La convention, conclue à titre gratuit et sans engagement financier des deux parties, prend effet à compter de sa date de signature pour une durée de trois ans, renouvelable par tacite reconduction.

N°MD2022-256 - 31/05/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à la participation de Montpellier Méditerranée Métropole au Salon International de l'Agriculture (SIA) à Paris du 28 février au 2 mars 2022

Objet : Il est proposé d'approuver la participation d'un agent et de deux viticulteurs au salon de l'agriculture 2022, pour un montant de 1 000 €.

N°MD2022-295 - 13/06/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM FDI Habitat pour la construction de 6 logements sociaux - Résidence 'Les Ecureuils' - Route de Saint-Vincent de Barbeyrargues à Prades-le-lez - Convention - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de garantir à hauteur de 75% le remboursement du prêt d'un montant total de 651 337 € sollicité par la Société Anonyme d'HLM FDI Habitat auprès de la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour financer l'acquisition de 6 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Les Ecureuils », route de Saint-Vincent de Barbeyrargues à Prades-le-lez. La garantie accordée ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie et ses contreparties par la signature d'une convention.

N°MD2022-296 - 13/06/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à une convention de garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM FDI Habitat pour la construction de 26 logements sociaux - Résidence ' Domaine Celsiana ' - ZAC Les Horts de Vernis - lot 149 à Saussan - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de garantir à hauteur de 75 % le remboursement du prêt d'un montant de 2 353 544 € sollicité par la Société Anonyme d'HLM FDI Habitat auprès de la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour financer la réalisation de 26 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Domaine Celsiana », ZAC Les Horts de Vernis à Saussan. La garantie accordée ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie et ses contreparties par la signature d'une convention.

N°MD2022-301 - 22/04/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un avenant n°2 au marché 5095MG18 "Marché d'exploitation et de maintenance en génie climatique d'une partie des bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole" - Lot 1 "Bâtiments administratifs"

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°2 au lot 1 « Bâtiments administratifs » du marché 5095MG18, conclu avec la Société SPIE FACILITIES, en raison du déménagement du Pôle Littoral dans des locaux situés en dehors du périmètre de la Métropole. L'avenant n°2 a pour incidence une moins-value de 3.6 % sur le montant du marché de 566,89 € HT soit 680,27 € TTC. Le nouveau montant de la part forfaitaire pour le lot n°1 est de 3 382,19 € HT soit 4 058,63 € TTC.

N°MD2022-307 - 20/05/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision modificative relative à une décision n°2006-46 du 1^{er} février 2006 concernant la location d'un appartement Résidence Saint-Martin au 679 avenue du Près d'Arène à Montpellier

Objet : Il s'agit de modifier l'article 1 de la décision n°2006-46 du 01/02/2006 concernant la location d'un appartement situé au 679 avenue du Près d'Arènes, résidence Saint-Martin, bâtiment 44 à Montpellier. La modification porte sur la précision des noms des signataires du contrat. Au lieu de : « Un contrat de location est conclu entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur BAHNINI Mohamed et Madame BAHNINI Nadia née OEGASSE », il faut lire : « Le contrat de location est conclu entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur BAHNINI Mohamed, Monsieur BAHNINI Ali et Monsieur BAHNINI Abdelaziz ».

N°MD2022-315 - 21/04/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de partenariat avec l'association "Singulier Pluriel"

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention de partenariat pédagogique entre l'association SINGULIER PLURIEL et Montpellier Méditerranée Métropole. Elle a pour objectif de favoriser toutes les initiatives permettant la danse inclusive et faire découvrir la Cité des Arts à de nouveaux publics.

N°MD2022-316 - 21/04/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de partenariat avec l'association Mosaik Danse

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention de partenariat entre la Cité des Arts et l'association MOSAIK DANSE, une compagnie de danse spécialisée dans la danse inclusive menant des d'actions de transmission, de création et de valorisation afin de favoriser toutes les initiatives permettant cette danse.

N°MD2022-331 - 17/05/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°M9D0139EA - Travaux d'aménagement de la basse vallée de la Mosson

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un l'avenant n°1 au marché n° M9D0139EA Travaux d'aménagement de la basse vallée de la Mosson, conclu avec le groupement VINCI CONSTRUCTION TERRASSEMENT/ PHILIP FRERES sise à Eguilles (13). Il a pour objet d'ajouter au bordereau des prix unitaires des prix nouveaux provisoires ainsi que d'ajuster les quantités prévisionnelles. L'avenant est conclu pour un montant de 462 724,27 € HT.

N°MD2022-337 - 22/04/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2200424-5 TA - Monsieur et Madame REMOND Christophe"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à la SCP D'AVOCATS CGCB ET ASSOCIES à la suite du dépôt de la requête n°2200424-5 devant le Tribunal Administratif de Montpellier par Monsieur et Madame REMOND contre l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021 portant modification de la déclaration d'utilité publique du projet de la ligne n°5 du tramway et emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier.

N°MD2022-362 - 28/04/22 - Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets

Décision relative au marché n°M1D0026VD de suivi post-exploitation des centres d'enfouissement techniques du Thôt et des Molières - Lots 1 et 2 - Attributions

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°M1D0026VD de suivi post-exploitation des centres d'enfouissement techniques sur les Communes de Lattes (Thôt) et de Pignan "Les Molières" lots 1 et 2 comme suit :

- Lot n°1 : Entretien et maintenance des équipements techniques, et prélèvements et analyses environnementales réglementaires périodiques, au groupement ABO-ERG ENVIRONNEMENT/ROUSSELET ENVIRONNEMENT sous la forme d'un accord-cadre avec un maximum de 500 000 € HT.

- Lot n°2 : Entretien et maintenance du réseau de captage du biogaz, de la torchère et des bassins d'eaux pluviales du Thôt, à la société GEOBIO avec un maximum de 150 000 € HT.

Les marchés prennent effet à compter de la date de notification pour une durée de 3 ans.

N°MD2022-364 - 24/05/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées BD n°157 et 159, sise commune de Cournonterral - Extension de l'aire d'accueil des gens du voyage

Objet : Dans le cadre de l'extension de l'aire d'accueil des gens du voyage de Cournonterral, il est nécessaire d'acquérir auprès des consorts VIDAL les parcelles BD n°157, d'une superficie de 6 146 m², et BD n°159, d'une superficie de 1 751 m². Les propriétaires ont donné leur accord pour céder cette emprise moyennant le prix de 78 970 € majoré d'une indemnité de 14 180 € correspondant au capital végétal qui doit être arraché pour permettre cette cession.

N°MD2022-366 - 24/05/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la signature d'une convention de prise de possession anticipée des parcelles BD n°157 et 159, sises commune de Cournonterral - Extension de l'aire d'accueil des gens du voyage

Objet : Dans le cadre de la réalisation de l'extension de l'aire d'accueil des gens du voyage de Cournonterral, les consorts VIDAL ont consenti la vente d'une emprise de 7 897 m². Afin de pouvoir démarrer les travaux au plus tôt, Montpellier Méditerranée Métropole a sollicité Monsieur VIDAL, exploitant de la parcelle, pour réaliser une prise de possession anticipée de l'emprise qui sera cédée. Cette prise de possession anticipée a été consentie moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 10 000 €.

N°MD2022-380 - 13/06/22 - Direction des Relations Internationales

Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'association Cités Unies France

Objet : Il s'agit d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à renouveler, pour l'année 2022, son adhésion à l'association Cités Unies France pour un montant de 11 000 €.

N°MD2022-389 - 11/04/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Décision d'ester en justice "requête Cour d'Appel de Montpellier - Monique ANDRIEU"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à Maître Jean-Philippe MENEAU consécutivement à la déclaration d'appel déposée par Madame Monique ANDRIEU devant la Cour d'appel de Montpellier à l'encontre du jugement n°RG 20/02285 du Tribunal judiciaire de Montpellier du 13 décembre 2021 la déclarant responsable du dommage causé à la chaussée rue Frédéric Mistral à Lattes par deux arbres situés dans sa propriété.

N°MD2022-394 - 21/04/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de partenariat avec l'association Harmonie de Jacou

Objet : Il est proposé une convention de partenariat pédagogique entre la Métropole et l'ASSOCIATION HARMONIE de Jacou pour l'année scolaire 2021/2022.

N°MD2022-408 - 02/06/22 - Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets

Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°3787GD15 de Collecte des déchets ménagers et assimilés sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Lot n°1 "Nord" - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché de Collecte des déchets ménagers et assimilés sur le territoire de la Métropole - Lot n°1 : Nord. Il a pour objet de prolonger la durée du marché de 4 mois, permettant le lancement d'un marché similaire et transitoire de 20 mois. Cet avenant a une incidence financière de 4,91 % sur le montant initial du lot du marché, soit 1 700 000 € HT, portant le nouveau marché à 36 318 218,34 € HT.

N°MD2022-409 - 13/05/22 - Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets

Décision relative à l'avenant n°2 du marché 3787GD15 de Collecte des déchets ménagers et assimilés sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Lot 2 : Sud - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant n°2 au lot n°2 « Sud » du marché n°3787GD15 de Collecte des déchets ménagers et assimilés sur le territoire de la Métropole. Il a pour objet de prolonger de 4 mois la durée du marché, permettant le lancement d'un marché similaire et transitoire de 20 mois. L'avenant a une incidence financière de 4,44 % sur le montant initial du marché soit de 2 730 000 € HT, portant le nouveau montant du marché à 64 262 498 € HT.

N°MD2022-414 - 13/06/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à une convention de garantie de l'emprunt contracté par l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat, pour la construction de 20 logements sociaux - Résidence ' Le Parc du Poète ', rue Gaston Bachelard à Montpellier - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de garantir à hauteur de 100 % le remboursement du prêt d'un montant de 3 232 612 € sollicité par ACM HABITAT, auprès de la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS, pour financer la réalisation de 20 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Le Parc du Poète », rue Gaston Bachelard à Montpellier. Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie et ses contreparties par la signature d'une convention.

N°MD2022-416 - 12/05/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant n°8 à la convention d'occupation du domaine public conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société DP TECHNOLOGY EUROPE - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°8 à la convention d'occupation du domaine public conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société DP TECHNOLOGY EUROPE à la suite de l'absorption de celle-ci par la société suédoise HEXAGON. Le volume de son activité ayant évolué, DP TECHNOLOGY EUROPE sollicite une diminution de sa surface et la prorogation pour une nouvelle période de 3 ans à compter du 1^{er} mai 2022. La redevance mensuelle HT et HC s'élève à 3 677,58 €, conformément au tarif applicable.

N°MD2022-417 - 13/06/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM Un Toit Pour Tous pour la construction de 2 logements sociaux - Résidence 'Art & Verde', avenue de Mireval à Villeneuve-lès-Maguelone - Convention - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de garantir à hauteur de 75% le remboursement du prêt d'un montant total de 87 655 € sollicité par la Société Anonyme d'HLM UN TOIT POUR TOUS auprès de la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour financer la réalisation de 2 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Art & Verde », avenue de Mireval à Villeneuve-lès-Maguelone. La garantie accordée ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie et ses contreparties par la signature d'une convention.

N°MD2022-430 - 24/05/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition de la parcelle AC n°42b à Fabrègues - Aménagement de protection contre les inondations du Coulazou

Objet : Il s'agit d'acter l'acquisition, par Montpellier Méditerranée Métropole auprès de Monsieur et Madame LAUNAI, propriétaires de la parcelle AC n°42 à Fabrègues, d'une emprise de 101 m² moyennant le prix de 2020 € toutes indemnités confondues. Cette acquisition est réalisée dans le cadre de la mise en œuvre du deuxième volet du programme d'action de prévention des inondations sur le territoire de la Métropole.

N°MD2022-438 - 09/05/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un avenant au marché n°4005EA15 Maitrise d'œuvre en vue de la construction de la station d'épuration de Murviel Les Montpellier

Objet : Il est proposé la conclusion d'un avenant avec le groupement CEREG/LAUNE ARCHITECT sis à Gallargues-le-Montueux afin d'acter le transfert des contrats de Montpellier Méditerranée Métropole à la Régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole. L'avenant est sans incidence financière.

N°MD2022-439 - 12/05/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant n°7 prorogeant la convention d'occupation du domaine public conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société AVINEON pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°7 prorogeant la convention d'occupation du domaine public, conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société AVINEON, pour une nouvelle période de 11 mois.

A compter de sa date de signature, la redevance mensuelle HT et HC à payer par la société AVINEON pour la surface totale de 160 m² qu'elle occupe au sein du bâtiment MIBI s'élève à 2 264 €, conformément au tarif applicable.

N°MD2022-440 - 12/05/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant n°6 prorogeant la convention d'occupation du domaine public conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et le PÔLE AQUA VALLEY pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°6 prorogeant la convention d'occupation du domaine public, conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et le PÔLE AQUA VALLEY, pour une période supplémentaire de 11 mois. A compter du 1^{er} mai 2022, la redevance mensuelle HT et HC à payer par le PÔLE AQUA VALLEY pour la surface totale de 126,30 m² qu'elle occupe au sein du bâtiment MIBI s'élève à 1 787,14 €, soit 14,15 €/m² conformément au tarif applicable.

N°MD2022-441 - 11/04/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2201566-4 TA - Monsieur Abdelhamed AMEUR"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à Maître Gonzague PHELIP, à la suite au dépôt de la requête n°2201566-4 devant le Tribunal Administratif de Montpellier le 28 mars 2022 par Monsieur AMEUR tendant à obtenir indemnisation pour préjudice subi consécutivement à une chute dont il a été victime rue Lantissargues à Montpellier le 21 novembre 2020.

N°MD2022-443 - 24/05/22 - Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux

Décision relative à un avenant à la convention de PUP "Cave oléicole" sur la commune de Pignan - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société LES MOULINS DE VILLEVIELLE ET PIGNAN, d'un avenant à la convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) relatif à l'opération « La Fabrique ». Les modifications apportées à la convention initiale de PUP concernent les articles 4, 5, 7 et 12 de la convention. Le montant du programme d'équipements publics à réaliser dans le cadre de cet avenant est estimé à 101 371 € HT. La participation de la part publique est égale à 58 814 € HT.

N°MD2022-448 - 09/05/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un avenant au marché n° M1D0013EA Renforcement de la conduite gravitaire des eaux usées de l'avenue de Librilla à Saint Jean de Védas

Objet : Il est proposé la conclusion d'un avenant avec le groupement EHTP/MALET sis à MAUGUIO afin d'acter le transfert des contrats de Montpellier Méditerranée Métropole à la Régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole. L'avenant est sans incidence financière.

N°MD2022-449 - 24/05/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative au déclassement du domaine public d'un ancien chemin non cadastré - Commune de Saussan

Objet : Il est proposé de constater la désaffectation de fait d'un ancien chemin non cadastré et de prononcer son déclassement pour l'intégrer au domaine privé de la Métropole, avant de pouvoir le céder aux riverains.

N°MD2022-452 - 09/05/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un avenant au marché n°M0D0035EA 3Travaux de renouvellement et de maintenance sur les ouvrages de défense extérieure contre l'incendie - lot 2 secteur Ouest"

Objet : Il est proposé la conclusion d'un avenant avec la société FAURIE sise à Saint-Aunès afin d'acter le transfert des contrats de Montpellier Méditerranée Métropole à la Régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole. L'avenant est sans incidence financière.

N°MD2022-456 - 21/04/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative aux conventions de résidence-mission de diffusion des deux lauréates de l'appel à candidature Marie BOISSON et Nathalie TROVATO dans le cadre de l'opération Partir en livre 2022 -Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de deux conventions de résidence-mission de diffusion des deux lauréates de l'appel à candidatures Marie BOISSON et Nathalie TROVATO dans le cadre de l'opération Partir en livre 2022. Les deux illustratrices ont été choisies pour être accueillies les 28 et 29 avril à Montpellier pour deux sessions de travail puis à la résidence Lattara du 21 juin au 24 juillet 2022. Les conventions ont pour objet d'acter la prise en charge des frais d'hébergement et de déplacement au cours de la résidence pour les auteurs retenus et en particulier une rémunération de 3 000 € brut.

N°MD2022-458 - 22/04/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative au marché n°5016MG18 - Lot 4 "Menuiserie Intérieure, extérieure Bois et agencement" - Avenant n°1 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature avec la SARL MENUISERIE CARDONNET un avenant n°1 au lot 4 du marché n°5016MG18 relatif aux travaux courants de rénovation et de réhabilitation sur les bâtiments de la Métropole. Il a pour objet l'ajout de 12 lignes au bordereau des prix Unitaires pour la fourniture et pose par l'extérieur de divers éléments en fibre de bois semi-rigide ou fibre minérale pour l'isolation. Il n'a pas d'incidence financière sur le montant de l'accord-cadre.

N°MD2022-465 - 18/04/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice " Requête n°2201676-3 TA - Ressources Humaines"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée au CABINET D'AVOCATS MB AVOCATS à la suite du dépôt de la requête n°2201676-3 près le Tribunal Administratif de Montpellier, le 1^{er} avril 2022, par un agent de la Métropole tendant à la condamnation de Montpellier Méditerranée Métropole pour recours abusif à la suite d'une succession de contrats à durée déterminée.

N°MD2022-468 - 21/04/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à l'avenant n°3 à la convention de dépôt de quatre œuvres de Hubert Robert du musée Fabre au CICRP en vue de leur étude et de leurs restaurations - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'approuver la signature de l'avenant n°3 à la convention relative au dépôt de quatre œuvres du musée Fabre afin de prolonger la durée d'accueil des œuvres jusqu'au 15 décembre 2022. Le montant de l'avenant est de 1 920,40 €.

N°MD2022-470 - 13/05/22 - Direction Déléguée des Cycles de l'Eau

Décision relative à un marché n° M2B0003EA - Accompagner la structuration de filières ' Légumes secs ' et ' Céréales rustiques '

Objet : Il s'agit de conclure un marché n°M2B0003EA avec le groupement CHAMBRE D'AGRICULTURE 34, CIVAM 34 et OCEBIO sise à Lattes. Il concerne l'accompagnement de la structuration de filières « Légumes secs » et « Céréales rustiques ». Les prestations seront rémunérées par application du prix global forfaitaire d'un montant de 87 860 € HT. Le marché est conclu pour une durée de 12 mois à compter de la date de notification du contrat.

N°MD2022-471 - 11/04/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête Tribunal Judiciaire - Monsieur et Madame QUILICI"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à Maître Gonzague PHELIP, consécutivement à l'assignation devant le Tribunal Judiciaire reçue le 4 avril 2022 à la demande de Monsieur et Madame QUILICI tendant à la désignation d'un expert consécutivement à des désordres affectant le mur de clôture, 450 Avenue André-Auriol à Montpellier, réalisé par le Département de l'Hérault en 2013 dans le cadre des travaux d'aménagement de la RD 65.

N°MD2022-475 - 26/04/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société E-TUMBA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public en date du 2 octobre 2017, conclu avec la société E-TUMBA jusqu'au 31 octobre 2022 et pour une redevance mensuelle HT et HC à payer par ladite société de 671,04 € conformément au tarif applicable.

N°MD2022-476 - 28/04/22 - Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets

Décision relative au renouvellement de l'adhésion au Réseau CompostPlus - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la Métropole à renouveler son adhésion, pour l'année 2022 et pour le montant de 4 500 €, à L'ASSOCIATION RESEAU COMPOSTPLUS. Il est proposé de renouveler l'adhésion par reconduction tacite jusqu'en 2026.

N°MD2022-478 - 22/04/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société GENIOUS HEALTHCARE (MINDMAZE) dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier

Objet : La candidature de la société GENIOUS HEALTHCARE (MINDMAZE) est agréée en vue de la location du lot BO8C de 440 m² dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à compter du 26 avril 2022. Son activité est la fabrication de dispositifs médicaux numériques. La société prévoit un effectif de 26 personnes à 3 ans.

N°MD2022-480 - 21/04/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au don de la Fondation d'Entreprise du musée Fabre de l'œuvre d'Ei Arakawa, Fortune (Gustave Courbet, La Rencontre, 1854), 2019

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de la FONDATION D'ENTREPRISE DU MUSEE FABRE, de l'œuvre d'Ei ARAKAWA, Fortune, 2019, d'une valeur de 16 000 €. Cette œuvre sera conservée au sein des collections du musée Fabre

N°MD2022-481 - 27/04/22 - Direction Services aux Territoires

Décision relative à une convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et Hérault Energies - Opération de travaux sur le Chemin de notre Dame (phase 2) à Beaulieu - Programme de travaux 2022 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et HERAULT ENERGIE au titre de la programmation de travaux 2022. La Métropole souhaite solliciter le SYNDICAT HERAULT ENERGIES par voie de subvention pour des travaux sur la commune de Beaulieu. Dans le cadre de l'opération chemin de Notre Dame, le montant total prévisionnel des travaux est de 208 798,51 € TTC. Le plan de financement des travaux comprend des subventions potentielles d'HERAULT ENERGIES de 30 267,32 €. Le reste à charge prévisionnel pour Montpellier Méditerranée Métropole sur cette opération est de 172 416,58 €.

N°MD2022-482 - 27/04/22 - Direction Services aux Territoires

Décision relative à une convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et Hérault Energies - Opération de travaux rue des Hort de Vernis à Saussan - Programme de travaux 2022 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et Hérault Energie au titre de la programmation de travaux 2022. La Métropole souhaite solliciter le SYNDICAT HERAULT ENERGIES par voie de subvention pour des travaux sur la commune de Saussan dans le cadre de l'opération rue des Hort de Vernis.

Le montant total prévisionnel des travaux est de 69 959,28 € TTC. Le plan de financement des travaux comprend des subventions potentielles D'HERAULT ENERGIES de 12 184,50 €. Le reste à charge prévisionnel pour Montpellier Méditerranée Métropole sur cette opération est de 54 082,51 €.

N°MD2022-485 - 24/05/22 - Direction de la Communication

Décision relative au marché n°G1C0052CO - Organisation et production d'événements

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°G1C0052CO aux entreprises SAS GB ORGANISATION / COM'EVENT ORGANISATION, sises à Lattes, et SCIC ARL TROPISME, sise à Montpellier. Il concerne l'organisation et la production d'événements. C'est un accord-cadre à bons de commandes multi-attributaires, avec un montant minimum annuel de 10 000 € HT et un montant maximum annuel de 200 000 € HT, est conclu pour une durée d'un an et prend effet à compter de sa notification.

N°MD2022-486 - 01/06/22 - Direction de la Communication

Décision relative au marché n°G2A0660CO - Distribution d'imprimés publicitaires en boîtes aux lettres

Objet : Il s'agit d'attribuer n°G2A0660CO à l'entreprise ADREXO sise à Aix-en-Provence (13). Il concerne la distribution d'imprimés publicitaires en boîtes à lettres non adressés pour la Ville et/ou Montpellier Méditerranée Métropole. Cet accord-cadre à bons de commande (d'un montant minimum annuel de 5 000 € et maximum annuel de 30 000 €) est conclu pour une durée d'un an renouvelable deux fois par reconduction tacite à compter de la notification.

N°MD2022-487 - 19/05/22 - Direction de la Communication

Décision relative au marché n°G2B0013CO - Prestations graphiques : cartographie et vues perspectives - Lots 1 et 2 - Attributions

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°G1B0013CO - lots 1 et 2 comme suit :

- lot 1 : Conception de cartographie à l'entreprise IMAPPING sise à Blagnac (31) pour un montant minimum de 5 000 € HT et maximum de 30 000 € HT ;

- lot 2 : Réalisation de vues perspectives, à l'entreprise LERN ARCHITECTES sise à Montpellier pour un montant minimum de 10 000 € HT et maximum de 50 000 € HT.

Les marchés prendront effet à compter de leur notification pour une durée de 24 mois.

N°MD2022-490 - 22/04/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un avenant au marché n°M9D0007EA - Accord cadre relatif à une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage à l'organisation des modes de gestion des services publics de l'eau et de l'assainissement sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé la conclusion d'un avenant avec le groupement NALDEO STRAGIES PUBLIQUES / JEAN-PHILIPPE MENEAU sis à Lyon afin d'acter le transfert des contrats de Montpellier Méditerranée Métropole à la Régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole. L'avenant est sans incidence financière.

N°MD2022-492 - 10/05/22 - Direction des Ressources Informatiques

Décision modificative n°1 au marché n°G9C0012RI - Acquisition de prestations et maintenance des solutions progiciels MARCO WEB et MARCO DEMAT - AWS

Objet : Il s'agit de modifier la décision n°MD2019-740 du 22 juillet 2019, relative au marché n°G9C0012RI d'acquisition de prestations et maintenance des solutions progiciels MARCO WEB et MARCO DEMAT - AWS, notamment son article 2 concernant l'imputation de la dépense, afin de préciser que celle-ci sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

N°MD2022-493 - 20/05/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision relative au sinistre Pertes de recettes suite à la fermeture administrative des établissements de la Métropole - Printemps 2020 - Indemnités d'Assurances- Acceptation d'une offre d'indemnisation

Objet : Pendant la période de confinement du printemps 2020, plusieurs établissements culturels et sportifs ont fait l'objet d'une fermeture administrative. Pour faire suite à la déclaration de sinistre relative aux pertes de recettes, la compagnie de la Métropole, SMACL, propose une indemnité de 532 930,16 €. La présente offre vaut quittance définitive et la collectivité renonce à toute réclamation ultérieure de quelque nature et pour quelque motif que ce soit en relation avec ce sinistre.

N°MD2022-494 - 11/04/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un avenant au marché n°M9D0020EA - Travaux de création du poste de refoulement dit "Fabrique Sud" sur la commune de Fabrègues - Lot n°1 Poste de refoulement - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la conclusion d'un avenant avec la société SOLATRAG sise à Agde afin d'acter le transfert des contrats de Montpellier Méditerranée Métropole à la Régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole. L'avenant est sans incidence financière.

N°MD2022-495 - 12/05/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant n°2 prorogeant l'occupation de locaux par la société BROWSE AND GO au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°2 prorogeant la convention d'occupation du domaine public, conclue avec la société BROWSE AND GO, pour une période de 11 mois à compter du 1er mai 2022 et jusqu'au 31 mars 2023. A compter de cette date, la redevance mensuelle HT et HC à payer par la société pour la surface de 29,76 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 421,70 € conformément au tarif applicable.

N°MD2022-496 - 09/05/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un avenant au marché n°M9D0020EA Travaux de création du poste de refoulement dit ' Fabrique Sud ' sur la commune de Fabrègues lot n°2 canalisations de refoulement

Objet : Il est proposé la conclusion d'un avenant avec la société RAMPA TP sise Le Pouzin (07) afin d'acter le transfert des contrats de Montpellier Méditerranée Métropole à la Régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole. L'avenant est sans incidence financière.

N°MD2022-498 - 29/04/22 - Direction des Mobilités

Décision modificative relative à l'acquisition foncière du lot privatif n°133 (Volume B1) au sein de la copropriété "le domaine de la Coustaude" à Saint Jean de Védas dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert le lot privatif n°133 au sein de la copropriété « le domaine de la Coustaude » située 1 chemin de la Coustaude à Saint Jean de Védas, ayant pour assiette foncière les parcelles cadastrées section BW n°420, 422, 424, appartenant à Monsieur RIEUTORT, dans le cadre de la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway pour un montant de 7 150 €. La décision MD2022-034 est abrogée à la suite d'une erreur matérielle dans l'acte.

N°MD2022-501 - 27/04/22 - Direction Services aux Territoires

Décision relative au marché subséquent n°M2C0012EP - Aménagement de la rue du bassin sur la commune de Saint Génies des Mourgues - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché-subséquent n°M2C0012EP à l'entreprise COLAS FRANCE, sise à Saint Jean de védas. Il concerne l'aménagement de la rue du bassin sur la Commune de Saint Génies des Mourgues, passé sur le fondement de l'accord-cadre n°5023AT17 relatif aux travaux de voirie et route sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Il est conclu pour un montant de 166 656,70 € HT et pour une durée de 12 semaines dont 5 semaines de préparation.

N°MD2022-502 - 28/04/22 - Mission Espaces Publics

Décision relative à l'attribution d'un marché de travaux d'aménagements paysagers et de déplacement d'une trémie piétonne sur la place de la Comédie dans le cadre de l'opération de requalification de l'espace urbain Comédie-Esplanade-Triangle à MONTPELLIER

Objet : Il s'agit, dans le cadre de mise en œuvre de la première phase opérationnelle du projet Comédie Esplanade, d'attribuer le lot 1 et le lot 2 pour les travaux d'aménagements paysagers et de déplacement d'une trémie piétonne sur la Place de la Comédie, comme suit :

- lot n°1 : « Gros Œuvre – Etanchéité » à l'entreprise DARVER, sise à Castries, pour un montant de 1 959 481,53 € HT ;

- le lot n°2 : « Réseaux divers » au groupement ELECTRICITE INDUSTRIELLE JP FAUCHE / EFC / UXELLO LANGUEDOC ROUSSILLON, pour un montant de 257 228,70 € HT.

Les marchés sont conclus pour une durée de 12 mois et ne sont pas non reconductibles.

N°MD2022-503 - 31/05/22 - Direction de la Communication

Décision relative au marché n°G1C0007CO - Impression et diffusion du magazine de communication interne commun à Montpellier Méditerranée Métropole, la ville de Montpellier et son CCAS - Avenant n°1 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°2 relative au marché n°G1C0007CO relatif à l'impression et la diffusion du magazine de communication interne commun à Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et son CCAS. Il a pour objet de modifier, l'article 2 du Cahiers des Clauses Techniques Particulières et d'ajouter 5 nouveaux prix au bordereau des prix unitaires.

N°MD2022-505 - 24/05/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à un avenant n°1 de la convention de partenariat avec le Centre d'Education des Sourds et Déficients Auditifs - 34

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 à la convention de partenariat conclue avec le CENTRE D'EDUCATION DES SOURDS ET DEFICIENTS AUDITIFS – 34 (CESDA 34). Il a pour objet la modification de l'article 2 de la convention. Il précise les conditions d'accueil, du 31 mai au 2 juin 2022 par le musée Fabre, du Festival Sourd Métrage organisé à Montpellier par le CESDA 34.

N°MD2022-506 - 31/05/22 - Direction Transition Énergétique et Ecologique

Décision relative à l'octroi de subventions aux travaux dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la rénovation énergétique-Autorisation

Objet : Il s'agit d'autoriser l'octroi de subventions pour un montant total de 2 600 € pour 2 ménages sollicitant l'aide Plan Climat telles que définies ci-après :

- LAROUSSE Marie : 1 300 € ;

-PEYROUX Catherine : 1 300 €.

N°MD2022-507 - 28/04/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision relative au marché n°M1D0058JM - Marché de souscription d'un marché d'assurance - Risques de Responsabilités pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution

Objet : Il s'agit de souscrire un contrat d'assurance pour couvrir les risques de responsabilités de Montpellier Méditerranée Métropole. La durée est de 4 ans et 8 mois de la date de notification jusqu'au 31 décembre 2026. L'offre retenue est celle du groupement PNAS/AREAS DOMMAGES pour un taux contractuel de 0,2174%, des frais annuels de quittance de 55 € et de courtier de 25 477,47 €.

N°MD2022-508 - 03/05/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision modificative relative au marché global de performance relatif à la modernisation de la station d'épuration Maera n°M0D0087EA - Désignation du jury - Prise en charge des frais éventuels de participation des personnes qualifiées

Objet : Il s'agit de modifier l'article 2 de la décision MD2021-456 du 11 mai 2021 du marché global de performance relatif à la modernisation de la station d'épuration MAERA n°M0D0087EA afin de modifier la composition du jury.

N°MD2022-509 - 29/04/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition de 186m² de bien immobilier sis Garrigue du Pont à Saint Jean de Vedas appartenant à Monsieur et Madame Paradis dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 186 m² du bien immobilier sis Garrigue du Pont à Saint Jean de vedas, cadastré section BT n° 40, appartenant à Monsieur et Madame PARADIS, dans le cadre de la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway pour un montant total de 48 930 €.

N°MD2022-510 - 29/04/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition de 116m² de bien immobilier sis boulevard Paul-Valéry à Montpellier appartenant à Mme IGHZERNALI et Mme MHANNI dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 116 m² du bien immobilier sis 2795, boulevard Paul-Valéry à Montpellier, cadastré section IL n°213, appartenant à Madame IGHZERNALI et Madame MHANNI, dans le cadre de la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway pour un montant total de 75 678 €.

N°MD2022-511 - 27/04/22 - Direction Services aux Territoires

Décision relative au marché subséquent M2D0029EP - Travaux d'aménagement du giratoire rues Domitienne / Occitane / Substantion sur la Commune de Le Crès

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché subséquent n°M2D0029EP au groupement LAUTIER MOUSSAC / FAURIE / TPSO sis à Orange (84). Il concerne les travaux d'aménagement du giratoire rues Domitienne / Occitane / Substantion sur la commune du Crès. Il est conclu pour un montant estimatif de 165 367,50 € HT. Il prend effet à compter de la date fixée par ordre de service pour une durée de 15 semaines dont 5 semaines de période de préparation.

N°MD2022-513 - 03/05/22 - Direction des Finances

Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'ADCF - Exercice 2022

Objet : Il s'agit d'autoriser le renouvellement de l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'ASSOCIATION DES COMMUNAUTES DE France (ADCF) pour l'année 2022 et pour un montant de 9 000 € TTC.

N°MD2022-514 - 17/05/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative au renouvellement d'adhésion à l'association Rivages de France - Réseau national des gestionnaires et partenaires de la gestion d'espaces naturels littoraux à l'échelle nationale

Objet : Il s'agit d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à renouveler son adhésion à l'association Rivages de France - Réseau national des gestionnaires et partenaires d'espaces naturels littoraux à l'échelle nationale. Le montant de la cotisation annuelle est fixé à 2 000 €.

N°MD2022-515 - 28/04/22 - Direction des Sports

Décision modificative relative au marché n°06/TRAV/20 - Infrastructures et aménagements des bassins et espaces paysagers du parc Gérard-Bruyère - Lots n°3 à 6

Objet : Il s'agit de modifier l'article 1 de la décision n°MD2021-497 en date du 20 mai 2021 attribuant les lots n°5 et 6 du marché n°06/TRAV/20 « Infrastructures et aménagement des abords des bassins et espaces paysagers du parc Gérard-Bruyère » et de corriger les délais d'exécutions des deux lots :

- pour le lot n°5 « Ouvrages Bois & Passerelles », il convient de préciser que le marché prend effet à compter de sa notification, son délai d'exécution étant de cinq mois hors période de préparation de deux mois ;
- pour le lot n°6 « Plantations / Arrosage », il convient de préciser que le marché prend effet à compter de sa notification, son délai d'exécution étant de quatre mois hors période de préparation de deux mois.

Ces modifications n'ont aucune incidence sur les marchés.

N°MD2022-522 - 10/05/22 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative au marché n°M2B0043RI ' ARCHIMED SAS licence et service pour des prestations de service logicielles du domaine culturel dans le cadre de la convention UGAP 2022-2025 ' Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, avec l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP), des devis concernant ARCHIMED dans le cadre du renouvellement des prestations de service logicielles pour le domaine de la culture. Le montant global de la prestation est de 60 682,15 € HT soit 72 818,58 € TTC.

N°MD2022-523 - 09/05/22 - Direction Déléguée des Cycles de l'Eau

Décision relative à un avenant au marché n°M0C0007EA Maitrise d'œuvre pour le renouvellement des réseaux EU/AEP dans l'avenue du Père Soulas sur la commune de Montpellier

Objet : Il est proposé la conclusion d'un avenant avec la société SAFEGE sise à Montpellier, afin d'acter le transfert des contrats de Montpellier Méditerranée Métropole à la Régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole. L'avenant est sans incidence financière.

N°MD2022-524 - 09/05/22 - Direction Déléguée des Cycles de l'Eau

Décision relative à un avenant au marché n°M0D0053EA Contrôle de conformité des équipements extérieurs de défense incendie sur les communes de Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : Il est proposé la conclusion d'un avenant avec la société SARP MEDITERRANEE sise à Montpellier, afin d'acter le transfert des contrats de Montpellier Méditerranée Métropole à la Régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole. L'avenant est sans incidence financière.

N°MD2022-525 - 09/05/22 - Direction Déléguée des Cycles de l'Eau

Décision relative à un avenant au marché n°4714EA17 - Construction de la station d'épuration de Saint-Georges-d'Orques

Objet : Il est proposé la conclusion d'un avenant avec le groupement SAUR/TOUJA sis à Saint-Gély-du-Fesc, afin d'acter le transfert des contrats de Montpellier Méditerranée Métropole à la Régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole. L'avenant est sans incidence financière.

N°MD2022-526 - 09/05/22 - Direction Déléguée des Cycles de l'Eau

Décision relative à un avenant au marché n°M9D0145EA Travaux d'amélioration de la station d'épuration de Pignan-Saussan-Fabrègues (GAIA) lot 1 Equipements et génie civil associé

Objet : Il est proposé la conclusion d'un avenant avec le groupement SOGEA SUD HYDRAULIQUE/TOUJA sis à Montpellier, afin d'acter le transfert des contrats de Montpellier Méditerranée Métropole à la Régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole. L'avenant est sans incidence financière.

N°MD2022-527 - 09/05/22 - Direction Déléguée des Cycles de l'Eau

Décision relative à un avenant au marché n°M9D0145EA - Travaux d'amélioration de la station d'épuration de Pignan-Saussan-Fabrègues(GAIA) - Lot 2 : travaux de second œuvre

Objet : Il est proposé la conclusion d'un avenant avec le groupement SOGEA SUD HYDRAULIQUE/TOUJA sis à Montpellier, afin d'acter le transfert des contrats de Montpellier Méditerranée Métropole à la Régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole. L'avenant est sans incidence financière.

N°MD2022-528 - 09/05/22 - Direction Déléguée des Cycles de l'Eau

Décision relative à un avenant au marché n°M9D0145EA - Travaux d'amélioration de la station d'épuration de Pignan-Saussan-Fabrègues(GAIA) : lot 3 structure métallique

Objet : Il est proposé la conclusion d'un avenant avec le groupement SOGEA SUD HYDRAULIQUE/TOUJA sise à Montpellier, afin d'acter le transfert des contrats de Montpellier Méditerranée Métropole à la Régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole. L'avenant est sans incidence financière.

N°MD2022-529 - 09/05/22 - Direction Déléguée des Cycles de l'Eau

Décision relative à un avenant au marché n°5024EA18 - Construction de la station d'épuration de Murviel-lès-Montpellier

Objet : Il est proposé la conclusion d'un avenant avec le groupement SYNTEA/VALERIAN sis à Caumont sur Durance (84) afin d'acter le transfert des contrats de Montpellier Méditerranée Métropole à la Régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole. L'avenant est sans incidence financière.

N°MD2022-530 - 06/05/22 - Direction des Sports

Décision relative au marché n° M2D0032DS - Achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication et de billets pour le développement des sports extrêmes - FISE Montpellier 2022 - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°M2D0032DS l'entreprise HURRICANE ACTION SPORTS sise à Baillargues. Il concerne l'achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication et de billets pour le développement des sports extrêmes – FISE Montpellier 2022. Il est conclu pour un montant forfaitaire de 287 500 € HT. Il prend effet à compter de sa notification, jusqu'au 12 juin 2022 (date de fin de démontage).

N°MD2022-531 - 03/05/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la cession du domaine privé "Ville de Montpellier" au domaine privé "Montpellier Méditerranée Métropole" - Parcelle nouvellement cadastrée HK 476 - Rue de Valençay - Commune de Montpellier

Objet : Il s'agit d'acter la cession, en nature de terrain nu, du domaine privé de la Ville de Montpellier au profit de Montpellier Méditerranée Métropole de la parcelle nouvellement cadastrée HK 476 (229 m²) rue de Valençay à Montpellier,

N°MD2022-533 - 12/05/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à un groupement de commandes pour un marché d'outillage tout type

Objet : Il s'agit d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à signer une convention de groupement de commandes pour un marché d'outillage tous types avec la Ville de Montpellier, le CCAS de Montpellier, les Villes de Clapiers, Jacou, Castelnau-le-Lez, Montferrier-sur-Lez, Villeneuve-lès-Maguelone et Grabels. La Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement et sa Commission d'Appel d'Offres déclarée compétente pour attribuer ce marché.

N°MD2022-536 - 09/05/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au partenariat et à la mise à disposition de la salle "La Passerelle" de la Ville de Jacou

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention ayant pour objet de définir les modalités de mise à disposition de la salle "La Passerelle" à Jacou pour l'accueil des Orchestres d'Harmonie et de musique ancienne de la Cité des Arts.

N°MD2022-535 - 26/04/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société NXO ENGINEERING dans le VEAS Hannibal à Cournonsec

Objet : La candidature de la société NXO ENGINEERING est agréée en vue de la location des lots B01 de 64,85 m² et A03 de 147,07 m² dans le Village d'Entreprises Artisanales et de Services (VEAS) Hannibal, pour une période 36 mois. NXO est une startup deeptech des métiers de l'eau et de l'assainissement. La société prévoit un effectif de 10 personnes à 3 ans.

N°MD2022-537 - 26/04/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature du GIE (Groupement d'Intérêt Économique) SERM/SA3M dans le VEAS Hannibal à Cournonsec

Objet : Déjà locataire du lot A07 de 122,74 m², le GIE SERM/SA3M est candidat à la conclusion d'un bail commercial pour ce même lot pour une durée de 9 ans et pour un loyer annuel HT de 3 884 € et charges annuelles HT estimatives de 2 332.06 €. Le bail prend effet à compter du 25/04/2022.

N°MD2022-538 - 13/05/22 - Direction Déléguée des Cycles de l'Eau

Décision relative à l'avenant n°1 au marché M1D0037EA d'exploitation de service de l'assainissement collectif (collecte et traitement) lot 1 Est - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché M1D0037EA d'exploitation de service de l'assainissement collectif (collecte et traitement) lot n°1 « Est » avec le groupement SAUR/ALLIANCE ENVIRONNEMENT sis à Saint-Gély-du-Fesc. Il a pour objet d'ajouter des références au BPU tiers. Il est sans incidence financière.

N°MD2022-539 - 13/05/22 - Direction Déléguée des Cycles de l'Eau

Décision relative à l'avenant n°1 au marché M1D0037EA d'exploitation de service de l'assainissement collectif (collecte et traitement) lot 2 Ouest - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché M1D0037EA d'exploitation de service de l'assainissement collectif (collecte et traitement) lot n°2 « Ouest » avec le groupement SAUR/ALLIANCE ENVIRONNEMENT sis à Saint-Gély-du-Fesc. Il a pour objet d'ajouter des références au BPU tiers. Il est sans incidence financière.

N°MD2022-540 - 03/05/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision relative à l'octroi de la protection fonctionnelle

Objet : Il s'agit de l'octroi de la protection fonctionnelle à Monsieur Christian ASSAF victime de dénonciation calomnieuse dans le cadre de ses fonctions.

N°MD2022-541 - 31/05/22 - Direction Transition Energétique et Ecologique

Décision relative à l'octroi de subventions aux audits énergétiques de copropriétés dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la rénovation - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature des contrats d'audit tripartites avec les copropriétés suivantes : « Arc en Ciel » (19 lots) et « le Capri » (20 lots) ainsi que l'octroi de subventions aux audits de copropriétés pour un montant total de 3510 €.

N°MD2022-542 - 06/05/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à un avenant n°1 au marché 8.428 - Feeders Lot 2 dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 au marché 8.428 - Feeders Lot 2 dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway. Il a pour objet la modification du montant du marché pour prendre en compte les travaux supplémentaires et modifications de programme sur le marché, ainsi que la régularisation des prix nouveaux notifiés en cours de travaux. Le montant de cet avenant s'élève à 129 921,47 € HT, soit une augmentation de 2% du montant initial du marché passant de 6 298 941,80 € HT à 6 422 863,27 € HT.

N°MD2022-543 - 29/04/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public au Restaurant Le Ranch dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole accorde une première indemnisation d'un montant de 74 977,50 € à l'EURL MARTY "LE RANCH" exploitant un commerce de restauration, au titre du préjudice économique subi, généré par le chantier de la réalisation de la ligne 5 de tramway de Montpellier Méditerranée Métropole.

N°MD2022-544 - 29/04/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public - Boulangerie Aux Petits Pains Dorés

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole accorde une première indemnisation d'un montant de 41 105 € à la boulangerie « AUX PETITS PAINS DORES », au titre du préjudice économique subi, généré par le chantier de réalisation de la 5^{ème} ligne de Tramway de Montpellier Méditerranée Métropole.

N°MD2022-545 - 09/05/22 - Direction Déléguée des Cycles de l'Eau

Décision relative à un avenant au marché n°M0D0039EA "Renouvellement du réseau unitaire et du réseau d'adduction d'eau potable sur la rue Guillaume Pellicier à Montpellier" - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, avec le groupement SOGEA SUD HYDRAULIQUE/RAMPA TP, sis à Montpellier (34), d'un avenant actant le transfert des contrats de Montpellier Méditerranée Métropole à la Régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole. Il est sans incidence financière.

N°MD2022-546 - 09/05/22 - Direction Déléguée des Cycles de l'Eau

Décision relative à un avenant au marché n°M1D0022EA - Renouvellement du réseau unitaire et du réseau d'adduction d'eau potable sur la rue Saint Louis à Montpellier - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, avec le groupement EHTP/MALET, dont le mandataire est la société EHTP sise à Mauguio (34), d'un avenant actant le transfert des contrats de Montpellier Méditerranée Métropole à la Régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole. Il est sans incidence financière.

N°MD2022-547 - 09/05/22 - Direction Déléguée des Cycles de l'Eau

Décision relative à un avenant au marché n°M0D0076EA Renouvellement des réseaux d'eaux usées et d'eau potable rue de la Concorde et rue Pierre Causse à Montpellier - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, avec le groupement EHTP/MALET, sis à Mauguio, d'un avenant actant le transfert des contrats de Montpellier Méditerranée Métropole à la Régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole. Il est sans incidence financière.

N°MD2022-548 - 09/05/22 - Direction Déléguée des Cycles de l'Eau

Décision relative à un avenant au marché n°M0D0074EA Réhabilitation EU et création de poste de refoulement sur la commune de Fabrègues - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, avec le groupement RAMPA TP/ POMPAGE RHONE ALPES, sis au Pouzin (07), d'un avenant actant le transfert des contrats de Montpellier Méditerranée Métropole à la Régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole. Il est sans incidence financière.

N°MD2022-549 - 09/05/22 - Direction Déléguée des Cycles de l'Eau

Décision relative à un avenant au marché n°M0D0072EA Construction d'un poste de refoulement des eaux usées sur la commune de Lavérune - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, avec le groupement SAUR / LE MARCORY, sis à Nîmes, d'un avenant actant le transfert des contrats de Montpellier Méditerranée Métropole à la Régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole. Il est sans incidence financière.

N°MD2022-550 - 09/05/22 - Direction Déléguée des Cycles de l'Eau

Décision relative à un avenant au marché n°M0D0013EA Raccordement des eaux usées de la ZAC Cambacérès sur l'intercepteur Est - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, avec le groupement SCAM TP/ EIFFAGE FONDATIONS, à Cournonsec, d'un avenant actant le transfert des contrats de Montpellier Méditerranée Métropole à la Régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole. Il est sans incidence financière.

N°MD2022-551 - 09/05/22 - Direction Déléguée des Cycles de l'Eau

Décision relative à un avenant au marché n°M1B0085EA - Diagnostic amont et plan d'action pour la réduction des micropolluants sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : Il est proposé d'autoriser la signature, avec la société SEPIA CONSEILS sise à Paris, d'un avenant actant le transfert des contrats de Montpellier Méditerranée Métropole à la Régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole. L'avenant est sans incidence financière.

N°MD2022-552 - 09/05/22 - Direction Déléguée des Cycles de l'Eau

Décision relative à un avenant au marché n°M1D0007EA - Renouvellement du réseau unitaire et du réseau d'adduction d'eau potable dans le secteur Ecusson (Rues Valfère - Rochelle - Saint Sépulcre) - Commune de Montpellier

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, avec la société SOLATRAG sise à Agde, d'un avenant actant le transfert des contrats de Montpellier Méditerranée Métropole à la Régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole. L'avenant est sans incidence financière.

N°MD2022-553 - 09/05/22 - Direction Déléguée des Cycles de l'Eau

Décision relative à un avenant au marché n°M1D0037EA - Exploitation de service de l'assainissement collectif (collecte et traitement - Lot 1 : Est

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, avec le groupement SAUR/ALLIANCE ENVIRONNEMENT sis à Saint Gély-du Fesc, d'un avenant actant le transfert des contrats de Montpellier Méditerranée Métropole à la Régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole. L'avenant est sans incidence financière.

N°MD2022-554 - 09/05/22 - Direction Déléguée des Cycles de l'Eau

Décision relative à un avenant au marché n°M1D0037EA - Exploitation de service de l'assainissement collectif (collecte et traitement) - Lot 2 : Ouest

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, avec le groupement SAUR/ALLIANCE ENVIRONNEMENT, sis à Saint Gély-du Fesc, d'un avenant actant le transfert des contrats de Montpellier Méditerranée Métropole à la Régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole. L'avenant est sans incidence financière.

N°MD2022-555 - 28/04/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition des parcelles A 1836 et A 1837 - Lieudit La Capelane - Commune de Saint-Brès

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la Commune de Saint-Brès les parcelles A 1836 et A 1837 d'une superficie respective de 65 m² et 201 m², situées rue du Moulin sur la commune de Vendargues, afin de permettre l'élargissement de la voie et l'intégration dans le domaine public de la Métropole. La transaction est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement. Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Métropole. Le transfert de propriété est constaté par acte notarié aux frais de la Métropole.

N°MD2022-556 - 28/04/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété DELOUSTAL - Terrain lieudit La Rompude - Murviel-lès-Montpellier.

Objet : Décision de préemption à l'occasion de la vente par Monsieur DELOUSTAL, d'un terrain nu situé lieudit La Rompude à Murviel-lès-Montpellier, cadastré section AI 20, au prix de 16 500 € dont 2 000 € de commission d'agence à la charge du vendeur.

L'acquisition de ce bien est nécessaire à la réalisation d'un ouvrage de collecte et de stockage d'une partie du ruissellement du bassin versant.

N°MD2022-557 - 12/05/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à un groupement de commande pour un marché de location de tentes, de bungalows et toilettes

Objet : Il s'agit d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à signer une convention de groupement de commandes avec les Villes de Montpellier, Lattes, Pérols, Montferrier-sur-Lez, et Villeneuve-lès-Maguelone, pour un marché de location de tentes, de bungalows et de wc autonomes. La Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement et sa Commission d'Appel d'Offres déclarée compétente pour attribuer ce marché.

N°MD2022-558 - 28/04/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la déconsignation à la suite de l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété des lots de copropriété de la SCPI PF Grand Paris, situés 205 rue de l'Acropole - Commune de Montpellier

Objet : Il s'agit de déconsigner, à la diligence de la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS, la somme de 829 344,56 €, correspondant au prix d'acquisition de la propriété de la SCPI PF GRAND PARIS de lots de copropriété à usage de locaux professionnels et de parkings situés 205 rue de l'Acropole, cadastrés section HI 401, pour être versée sur le compte ouvert au nom de la SCP GRANIER – BONNARY – FOURNIER MONTGIEUX – CLARON – DAUDET, notaires à Montpellier, rédacteur de l'acte authentique de vente.

N°MD2022-559 - 30/05/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à une convention d'usage pour la gestion d'un poste de relevage d'eaux usées - Moulin de Salicate à Montpellier - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à signer, avec Madame BELLEVILLE, Monsieur ROSSEL et Monsieur BOUSSES, résidants à Montpellier, une convention d'usage pour la gestion du poste de relevage situé sur la parcelle CL 184 Moulin de Salicate à Montpellier. Elle a pour objet d'acter la gestion du poste de relevage par la Métropole qui refacturera l'ensemble des frais de maintenance et d'interventions entre les autres usagers de l'installation y compris les frais connexes.

N°MD2022-560 - 12/05/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à une convention en groupement de commandes pour un marché de mobilier de bureau

Objet : Il s'agit d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à signer une convention de groupement de commandes avec les Villes de Montpellier, de Castelnau-le-Lez, Jacou, Montferrier-sur-Lez, Pérols et Villeneuve-lès-Maguelone pour l'achat de mobiliers de bureau. La Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement et sa Commission d'Appel d'Offres déclarée compétente pour attribuer ce marché.

N°MD2022-561 - 28/04/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à l'attribution d'un marché n° M1B0114MG ' Dépose et remplacement de la pompe à chaleur du site Cap Omega '

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°M1B0114MG à la société BOUYGUES E&S FM FRANCE sise à Montpellier. Il concerne la dépose et le remplacement de la pompe à chaleur du site CAP OMEGA. Il est conclu pour une durée de 3 mois à compter de sa notification et pour un montant forfaitaire de 56 763,81 € HT.

N°MD2022-562 - 22/04/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un avenant n°2 au marché n°M0D0005MG 'Prestation de télésurveillance, intervention de sureté et sécurité des équipements de Montpellier Méditerranée Métropole' - Transfert de contrat

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, avec la société ISIS SECURITE, d'un avenant n°2 au marché n°M0D0005MG « Prestation de télésurveillance, intervention de sureté et sécurité des équipements de Montpellier Méditerranée Métropole » à la suite du transfert de contrats du titulaire du marché GLCE LITTORAL à la société ISIS SECURITE qui reprend l'ensemble des droits et obligations des marchés. L'avenant n°2 n'entraîne pas d'incidence financière.

N°MD2022-563 - 22/04/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un avenant n°1 au marché n°M9D0067MG 'Prestations de sécurité des manifestations de Montpellier Méditerranée Métropole' - Transfert de contrat

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole signe un avenant n°1 au marché M9D0067MG « Prestations de sécurité des manifestations de Montpellier Méditerranée Métropole » avec la société ISIS SECURITE concernant le transfert de contrats du titulaire du marché GLCE LITTORAL à la société ISIS SECURITE qui reprend l'ensemble des droits et obligations des marchés. L'avenant n°1 n'entraîne pas d'incidence financière sur le marché.

N°MD2022-564 - 24/05/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition des parcelles AS 256 et AS 257 Rue Bir Hakeim - Commune de Fabrègues

Objet : Il s'agit d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à acquérir les 2 parcelles AS 256 et AS 257 auprès de tous les propriétaires riverains de la rue Bir Hakeim à Fabrègues, afin de permettre le classement de toute cette rue dans le domaine public.

N°MD2022-565 - 31/05/22 - Direction Transition Energétique et Ecologique

Décision relative à la vente par Montpellier Méditerranée Métropole de Certificats d'Économies d'Énergie

Objet : Il s'agit d'acter la vente du volume des Certificats d'Économies d'Énergie (CEE) obtenus par Montpellier Méditerranée Métropole grâce à des travaux réalisés sur son patrimoine et actuellement disponibles sur le registre national Emmy : 49 798 108 kWh cumac (cumulé actualisé).

N°MD2022-568 - 02/06/22 - Direction Transition Energétique et Ecologique

Décision relative à l'octroi de subventions aux audits énergétiques de copropriétés dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la rénovation - Autorisation de signature

Objet : Dans le cadre du dispositif Guichet Unique Renov'Occitanie ALEC Montpellier Métropole, il s'agit d'autoriser la signature de contrats d'audit tripartites avec les copropriétés suivantes : LES CLOS DES GRANDS PINS (127 logements), LE PASTEUR (19 logements), CITE CHAMBRE DE COMMERCE (160 logements), LES CHENES COLOMBIERES (90 logements), LE NISOLLE (22 logements) 23 RUE FARGES (4 logements), LE LAVANDOU (20 logements), LE SAINT-GERAN (18 logements), soit un total de 460 logements, ainsi que l'octroi de subventions pour ces audits de copropriétés pour un montant total de 41 400 €.

N°MD2022-569 - 29/04/22 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative au marché n°M2B0045RI ' MOBYDOC maintenance pour des prestations de service logicielles du domaine culturel dans le cadre de la convention UGAP 2022-2025 ' - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la conclusion, avec l'UGAP, du marché n°M2B0045RI afin d'assurer la maintenance de l'outil de gestion des collections des musées MOBYDOC. Le montant du devis s'élève à 63 536, 05 € HT, soit 76 243, 26 € TTC.

N°MD2022-570 - 28/04/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à une convention précaire entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association La Bergerie Languedocienne - Terrain rue Fabre de Morlhon à Montpellier

Objet : Il s'agit d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à signer, avec L'ASSOCIATION LA BERGERIE LANGUEDOCIENNE, une convention d'occupation précaire. Elle porte sur un terrain nu à usage de parking d'une surface d'environ 7200 m² situé au 690 rue Jacques Fabre de Morlhon, pour une période s'achevant le 3 mai 2022. Elle est consentie moyennant une redevance de 100 € pour toute la période d'occupation.

N°MD2022-573 - 29/04/22 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative au renouvellement de l'adhésion 2022 à l'association Occitanie Pyrénées en Intelligence Géomatique (OpenIG)

Objet : Il s'agit de renouveler l'adhésion de la Métropole, pour l'année 2022 et pour le montant plafonné de 20 000 € HT, à l'association OCCITANIE PYRENEES EN INTELLIGENCE GEOMATIQUE – OPENIG. Cette adhésion peut bénéficier aux Communes membres de la Métropole.

N°MD2022-575 - 25/05/22 - Direction Appui Technique aux Territoires

Décision relative au marché de Maîtrise d'œuvre n°M1D0065EP - Desserte du Lycée de Cournonterral RM5 - Attribution du marché

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°M1D0065EP - Maîtrise d'oeuvres au groupement CABINET D'ETUDES RENE GAXIEU /IDESUN, sis Le Crès. Il concerne la desserte du lycée de Cournonterral – RM 5 – 185 -114. Il est conclu pour un montant de 180 589,50 € HT et pour une durée de 5 ans à compter de l'ordre de service de démarrage.

N°MD2022-576 - 03/05/22 - Mission Espaces Publics

Décision relative à un marché de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (CSPS) pour l'opération de requalification de l'espace urbain Comédie - Esplanade - Triangle à Montpellier - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer l'accord cadre relatif à une mission de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé pour l'opération de requalification de l'espace urbain Comédie - Esplanade - Triangle à QUALICONSLT SECURITE sis à Montpellier, sur la base d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire avec un montant maximum de 1 600 000 € HT. La durée de l'accord cadre est de 4 ans non reconductible.

N°MD2022-577 - 03/05/22 - Direction Organisation Etudes Evaluation

Décision relative à la grille tarifaire de la cité des arts - Autorisation de signature

Objet : La grille tarifaire pour la cité des arts est simplifiée et elle introduit le quotient familial afin d'apporter plus d'équité quant à la tarification appliquée.

N°MD2022-578 - 04/05/22 - Direction Appui Technique aux Territoires

Décision relative au marché subséquent n°M2D0025EP - Travaux de création d'une voie verte de Saint Gély du Fesc à Montpellier Section 2 à 5 - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché subséquent n°M2D0025EP à l'entreprise COLAS FRANCE sise à Saint Jean de Védas. Il concerne les travaux de création d'une voie verte de Saint Gély du Fesc à Montpellier Section 2 à 5. Il est conclu pour un montant de 1 162 906,16 € HT et pour une durée de 5 mois à compter de l'ordre de service de démarrage. Ce délai d'exécution ne comprend pas une période de préparation de 2 mois.

N°MD2022-579 - 03/05/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au dépôt d'une demande de subventions auprès de la DRAC Occitanie dans le cadre de la DGD volet informatisation - Projet de ré-automatisation de la médiathèque centrale Emile Zola

Objet : Il s'agit d'autoriser le dépôt d'une demande de subventions auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) Occitanie dans le cadre de la Dotation Générale de Décentralisation (DGD) volet informatisation, au titre du projet de ré-automatisation de la médiathèque centrale Emile Zola. Le montant prévisionnel du projet s'élève à 549 803,50 € HT.

N°MD2022-580 - 24/05/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la constitution d'une servitude de passage en tréfonds d'une canalisation des eaux usées sur la propriété de la SCI SEGROU au profit de Montpellier Méditerranée Métropole - Fabrègues ZAC du Collège lot L1 - parcelle cadastrée BA 291

Objet : Il y a lieu de constituer une servitude de passage d'une canalisation d'assainissement des eaux usées sur la parcelle cadastrée BA 291 constituant le lot L1 de la ZAC du Collège à Fabrègues, propriété de la SCI SEGROU. L'emprise foncière de la servitude consentie, à titre gratuit, à la Métropole est d'environ 28,50 mètres linéaires sur 4 mètres de largeur.

N°MD2022-581 - 03/05/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la jouissance différée dans le cadre de l'acquisition à Madame Christiane BALMES de locaux commerciaux situés sur la parcelle AI n°58 sise commune de Pérols - ZAC Ode à la Mer - Acte II

Objet : Il s'agit d'instaurer un délai de jouissance différée jusqu'au 31 juillet 2022 dans le cadre de l'acquisition à Madame BALMES de locaux commerciaux situés sur la parcelle AI n°58 sise commune de Pérols, dans la zone du Fenouillet, réalisée dans le cadre de la mise en œuvre des accords issus de la médiation administrative liée au recours contre la délibération d'approbation du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT).

N°MD2022-582 - 03/05/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au dépôt d'une demande de subventions auprès de la DRAC Occitanie dans le cadre de la DGD volet informatisation - Projet d'étude pour un schéma directeur numérique du réseau des médiathèques

Objet : Il s'agit d'autoriser le dépôt d'une demande de subventions auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) Occitanie dans le cadre de la Dotation Générale de Décentralisation (DGD) volet informatisation, au titre du projet d'étude pour un schéma directeur numérique du réseau des médiathèques. Le montant prévisionnel du projet s'élève à 21 955 € HT.

N°MD2022-584 - 07/06/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative aux conventions de mise à disposition de matériels pédagogiques pour les expositions ' Les insectes pollinisateurs ' et ' Le Monde Naturel de l'Abeille ' - Département de l'Hérault - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature entre la Métropole et le Département de l'Hérault, de conventions de mise à disposition de matériels pédagogiques pour les expositions « Les insectes pollinisateurs » et « Le Monde Naturel de l'Abeille » pour l'organisation des expositions à la médiathèque Albert-Camus dans le cadre de la programmation du cycle « Cultiver son jardin ». Les conventions prennent effet à la date de la signature par l'ensemble des parties et prennent fin au terme des expositions soit le mardi 24 mai 2022. Le prêt de ces expositions-jeux est consenti à titre gracieux excepté les frais d'assurance.

N°MD2022-585 - 24/05/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition d'une emprise de 6 m² rue des Gabares Commune de Montpellier

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole souhaite acquérir auprès de la société EMERIS, une emprise de 6 m² issue de la parcelle EZ 385, permettant l'élargissement du trottoir rue des Gabares à Montpellier. Cette acquisition est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement. Le terrain acquis sera intégré au domaine public métropolitain.

N°MD2022-586 - 22/04/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à une convention précaire entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association La Bergerie du Languedoc - Terrain rue Jacques Fabre de Morlhon à Montpellier

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole signe une convention d'occupation précaire avec L'ASSOCIATION LA BERGERIE LANGUEDOCIENNE. La convention porte sur un terrain nu à usage de parking d'une surface d'environ 7200 m² situé au 690 rue Jacques-Fabre-de-Morlhon. La convention d'occupation précaire est consentie moyennant une redevance de 100 € pour toute la période d'occupation.

N°MD2022-587 - 07/06/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au marché n°M1D0062DC de nettoyage spécifique et nettoyage en hauteur (lot 1)

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°M1D0062DC- lot n°1 "nettoyage spécifique et nettoyage en hauteur" à l'entreprise HYGIE SPHERE sise à Montpellier. Cet accord cadre à bons de commande de nettoyage spécifique (lot 1) est conclu pour un montant maximum annuel de 200 000 € HT et pour une durée d'un an reconductible 3 fois, soit 800 000 € HT maximum pour la durée totale. Le marché prend effet à compter de sa notification.

N°MD2022-588 - 04/05/22 - Direction Appui Technique aux Territoires

Décision relative au marché subséquent n°M2D0019EP - Aménagement de voirie rue Saint Louis à Montpellier - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché subséquent n°M2D0019EP à l'entreprise EIFFAGE sise à saint Jean de védas. Il concerne l'aménagement de voirie rue Saint-Louis à Montpellier. Il est conclu pour un montant estimatif de 996 834,63 € HT et pour une durée de 150 jours calendaires à compter de l'ordre de service de démarrage. La période de préparation de 30 jours est non-comprise dans le délai des travaux.

N°MD2022-589 - 22/04/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Mother Production - Locaux site Hélios à Fabrègues

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole signe un contrat de location de bâtiments avec la société MOTHER PRODUCTION, sise à Paris, pour l'exercice d'activités destinées à l'audiovisuel. La location concerne des locaux situés sur le site Hélios, dans le Bâtiment H pour 5 bureaux de 105 m² et le bâtiment I pour 451 m². Le contrat est conclu pour une période à compter de sa signature jusqu'au 1^{er} juin 2022 pour l'occupation de locaux dans le bâtiment H et jusqu'au 5 août 2022 pour l'occupation des locaux du bâtiment I. Le montant total du loyer pour toute la période d'occupation des locaux s'élève à 4 646, 25 € HT.

N°MD2022-590 - 16/05/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un marché n°G1D0106MG - Groupement de commandes achat de carburant et électricité pour véhicules - Lots 1 et 2 - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°G1D0106MG relatif au groupement de commandes pour l'achat de carburant et d'électricité pour véhicules lots 1 et 2 comme suit :

- Lot n°1 « Système de prépaiement de carburant à valeur faciale pour le CCAS », à la société TOTAL ENERGIES MARKETING FRANCE sise à Nanterre (92), sur la base d'un accord cadre à bons de commande pour un montant annuel sans minimum et avec un maximum de 140 000 € HT ;

- Lot n°2 « Achat de gaz naturel comprimé par carte accréditive - Secteur EST (Pôles territoriaux Cadoule et Bérange, Vallée du lez », la société SEVEN OCCITANIE, sise à Montpellier, sur la base d'un accord cadre à bons de commande pour un montant sans minimum et avec un maximum de 420 000 € HT.

Les accords-cadres sont conclus pour une période initiale allant de la date de notification jusqu'au 31 décembre 2022. Ils sont reconductibles 3 fois 1 an.

N°MD2022-591 - 16/05/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un marché n°M2B0020MG - Prestations de programmation et de gestion technique centralisée dans les bâtiments métropolitains - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°M2B0020MG à la société SAUTER REGULATION SAS, sise à Mulhouse (68). Il concerne les prestations de programmation et de gestion technique centralisée dans les bâtiments métropolitains. Il est conclu pour un montant maximum annuel de 22 500 € HT et pour une durée d'un an à compter de sa notification, reconductible 1 fois 1 an soit une durée maximale toutes périodes confondues de 2 ans.

N°MD2022-592 - 24/05/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition de la parcelle KP 319 - rue Buffon - Commune de Montpellier

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole souhaite acquérir, auprès de BEC IMMOBILIER, la parcelle cadastrée KP 319 d'une emprise de 46 m², située rue Buffon sur la commune de Montpellier. Cette acquisition est consentie au prix de 60 €/m² soit un montant total de 2 760 €.

N°MD2022-593 - 10/05/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition de 258m² de bien immobilier sis lieu-dit Girac à Clapiers, cadastré BV n°8, appartenant à Mme Celia CHALIER, M. Bruno CHALIER et M. Hubert CHALIER dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 258 m² du bien immobilier sis lieu-dit Girac à Clapiers, cadastré section BV n°8, appartenant à Madame et Messieurs CHALIER, dans le cadre de la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway pour un montant total de 929 €.

N°MD2022-594 - 10/05/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition de 66m² de bien immobilier sis 2695 boulevard Paul-Valéry à Montpellier, appartenant à M. Bernard BONNAFOUS dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 66 m² du bien immobilier sis 2695 boulevard Paul-Valéry à Montpellier, cadastré section IL n°222 appartenant à Monsieur BONNAFOUS, dans le cadre de la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway pour un montant total de 5 148 €.

N°MD2022-595 - 10/05/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition du lot 809 sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove, parcelles cadastrées IK271, IK274 et IL805 au 2 rue de l'Escoutadou et 2223 Bd Paul-Valéry à Montpellier, appartenant aux époux NOUGARET dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert le lot 809 sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°805, situées 2, rue de L'Escoutadou et 2223, boulevard Paul-Valéry à Montpellier, propriété des époux NOUGARET, dans le cadre de la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway pour un montant total de 4 200 €.

N°MD2022-596 - 10/05/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition de 205m² et de 309m² de bien immobilier sis Garrigue du Pont à Saint Jean de Védas, appartenant à l'indivision CHAUVIN, dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 205 m² du bien immobilier sis Garrigue du Pont à Saint Jean de Védas, cadastré section BT n° 106 et une emprise de 309 m² du bien immobilier sis Garrigue du Pont à Saint Jean de Védas, cadastré section BT n°38, appartenant à l'indivision CHAUVIN, dans le cadre de la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway pour un montant total de 74 220 €.

N°MD2022-597 - 10/05/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition de 145m² de bien immobilier sis 2 rue Simon Reynaud à MONTPELLIER, appartenant à la SCI DUCHAT, dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 145 m² du bien immobilier sis 2 rue Simon Reynaud à Montpellier, cadastré section IL n° 218 appartenant à la SCI DUCHAT, dans le cadre de la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway pour un montant total de 71 500 €

N°MD2022-599 - 25/05/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la désaffectation et au déclassement d'une emprise issue du Domaine Public - Rue Haute de la Colline - Commune de Castries

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait d'une emprise de 36 m² située rue Haute de la Colline sur la commune de Castries. Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public d'une emprise de 36 m² issue de la rue Haute de la Colline sur la commune de Castries et intègre cette emprise dans son domaine privé. Les services du cadastre sont sollicités pour procéder à la numérotation cadastrale de l'emprise désaffectée et déclassée.

N°MD2022-600 - 09/05/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de partenariat avec l'EPIC du Domaine d'O pour l'organisation de la manifestation Comédie du Livre- Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à signer, avec l'EPIC DU DOMAINE D'Ô, une convention de partenariat pour l'accueil, les 14 et 15 mai, de plusieurs événements autour du livre et de la littérature jeunesse, dans le cadre de la Comédie du Livre. La mise à disposition des équipements du DOMAINE D'Ô au profit de la Métropole est conclue à titre gratuit.

N°MD2022-601 - 12/05/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société JLC SUD en vue de l'acquisition d'une parcelle de 36 m² située dans le VEAS HANNIBAL à Cournonsec

Objet : La candidature de la société JLC SUD est agréée en vue de l'acquisition de la parcelle AD n°98 partie B de 36 m² située dans l'ensemble immobilier du Village d'Entreprises Artisanales et de Services (VAES) Hannibal. Cette cession foncière permettra d'améliorer l'accès des camions de livraison au quai de déchargement de la réserve du magasin INTERMARCHE.

N°MD2022-603 - 09/05/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de partenariat avec la Ville de Montpellier - Comédie du Livre - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à signer, avec la Ville de Montpellier, une convention de partenariat pour l'organisation de la manifestation Comédie du Livre et notamment les modalités de mise à disposition de moyens matériels et humains.

N°MD2022-604 - 10/05/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition foncière du lot 806 sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove, parcelles cadastrées IK271, IK274 et IL805, situées au 2 rue de l'Escoutadou et au 2223 boulevard Paul-Valéry à Montpellier, propriété de Mme Anne-Marie PENALVAL-HANSKI dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert le lot 806 sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°805, situées 2, rue de L'Escoutadou et 2223, boulevard Paul-Valéry à Montpellier, propriété de Madame PENALVA-HANSKI, dans le cadre de la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway pour un montant total de 4 200 €.

N°MD2022-605 - 17/05/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un accord-cadre n°M0C0050EA - Mission de coordination CSPS pour la réalisation d'ouvrages hydrauliques - Attribution

Objet : Il s'agit d'un marché de mission de Coordination de Sécurité et de Protection de la Santé (CSPS) pour la réalisation d'ouvrages hydrauliques passé avec 2 entreprises : AASCO et DEKRA INDUSTRIAL. L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification pour une période de 4 ans avec un minimum de 20 000 € HT et un maximum de 210 000 € HT.

N°MD2022-606 - 09/05/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un prêt à usage d'une maison d'habitation entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Association Habitat et Humanisme - Maison d'habitation à Pérols

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole signe un contrat de prêt à usage avec L'ASSOCIATION HABITAT ET HUMANISME, sise à Montpellier dans le cadre du relogement d'une famille de réfugiés Ukrainiens. Le contrat de prêt à usage concerne une maison d'habitation située Impasse le Canal, Les Cabanes de Pérols, à Pérols sur les parcelles cadastrées AX140 et AX141. Le contrat de prêt à usage est consenti à compter de sa signature pour une durée de 1 an renouvelable une fois pour la même durée.

N°MD2022-608 - 12/05/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision modificative relative à la décision n°2022-474 concernant la rétrocession d'un tracteur de marque Kubota à la commune de Lattes - Erreur matérielle sur le numéro d'immatriculation du véhicule rétrocedé

Objet : La décision n°2022-474 du 15 avril 2022 portant sur la désaffectation du service voirie d'un tracteur Kubota et sa rétrocession à la Commune de Lattes comporte une erreur matérielle sur le numéro d'immatriculation de l'engin. Il s'agit de corriger cette erreur matérielle en précisant que le numéro d'immatriculation du tracteur est le EF018YP.

N°MD2022-609 - 07/06/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mobilisation dans le cadre de mission d'expertise auprès de l'entreprise Paloïse pour le projet de création du musée de site des ' Colosses de Memnon ' (Egypte) - Site archéologique Lattara - musée Henri Prades

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention de mobilisation dans le cadre de mission d'expertise auprès de l'entreprise PALOÏSE pour le projet de création du musée de site des ' Colosses de Memnon ' (Egypte) - Site archéologique Lattara - musée Henri Prades. La mobilisation porte sur 30 jours de mission entre le 1^{er} mars 2022 et le 31 décembre 2022 et donnera lieu à une rémunération au profit de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 20 400,00 € TTC. La convention a pour objet de définir les conditions et modalités selon lesquelles le musée Lattara apporte au ministère son expérience et son expertise pour les besoins du programme d'assistance technique dans le cadre de ce projet.

N°MD2022-610 - 10/05/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Mad Films - Locaux sites Hélios à Fabrègues - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à signer, avec la société MAD FILMS, dont le siège social est à Montpellier, un contrat de location de bâtiments pour l'exercice d'activités destinées à l'audiovisuel. La location concerne des locaux du site Hélios, pour une surface de 250 m². Le contrat est conclu pour une période démarrant à compter de sa signature jusqu'au 15 octobre 2022 et pour un montant total du loyer, pour toute la période d'occupation des locaux, de 3 645,83 € HT.

N°MD2022-611 - 31/05/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au renouvellement d'une convention d'occupation du domaine public et de partenariat - Société France Tv studios - Autorisation

Objet : Il s'agit de renouveler l'autorisation d'occupation du domaine public à titre gratuit, signée entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et la société FRANCE TV STUDIOS, pour le tournage de la série télévisée Un si grand soleil. L'autorisation est accordée pour le tournage de la saison 4, jusqu'au 9 septembre 2022 reconductible tacitement pour deux années supplémentaires soit jusqu'au 9 septembre 2024.

N°MD2022-612 - 13/05/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un avenant n°1 au marché n°M9D0022EA - Suivi du récepteur Lez et Mer de la station d'épuration MAERA - Lot n°1 : Suivi Mer

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 au marché n°M9D0022EA - Suivi du récepteur Lez et Mer de la station d'épuration MAERA - Lot n°1 « Suivi Mer ». Il a pour objet d'ajouter un bordereau de prix supplémentaires pour inclure des prix nouveaux. L'avenant n'a pas d'incidence financière sur le montant du marché.

N°MD2022-613 - 31/05/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de partenariat entre l'association Culture et Sport Solidaires 34 et le Site archéologique Lattara - musée Henri Prades - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre le Site archéologique Lattara - musée Henri Prades et Culture et SPORT SOLIDAIRES 34, d'une convention ayant pour objectif de fixer un cadre de partenariat afin de donner l'accès à une programmation culturelle à un public qui en reste habituellement exclu. Le partenariat prend effet en 2022 pour une durée d'un an.

N°MD2022-614 - 12/05/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant n°7 prorogeant l'occupation de locaux par la société BSWEB PriceComparator au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°7 prorogeant la convention d'occupation du domaine public, conclue avec la société BSWEB PRICECOMPARATOR, pour une période de six mois, à compter du 1^{er} mai 2022 et jusqu'au 31 octobre 2022. A compter de cette date, la redevance mensuelle HT et HC à payer pour la surface totale de 62,65 m² qu'elle occupe dans la pépinière d'entreprises Cap alpha à Clapiers s'élève à 823,85 € conformément au tarif applicable.

N°MD2022-615 - 12/05/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société DIASYS TECHNOLOGIES dans l'immeuble Cap Gamma à Grabels

Objet : La candidature de la société DIASYS TECHNOLOGIES est agréée en vue de la location du lot CG 2.4.1 de 78,17 m² dans le bâtiment Cap Gamma pour une période 9 ans. Son activité est le diagnostic in vitro. La société prévoit un effectif de 30 personnes à 3 ans.

N°MD2022-616 - 25/05/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la désaffectation et au déclassement d'une emprise issue du Domaine Public - Rue des Bourbouissous - Commune de Vendargues

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait d'une emprise de 28 m² située rue des Bourbouissous sur la commune de Vendargues. Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public d'une emprise de 28 m² située rue des Bourbouissous sur la commune de Vendargues et intègre cette emprise dans son domaine privé. Les services du cadastre sont sollicités pour procéder à la numérotation cadastrale de l'emprise désaffectée et déclassée.

N°MD2022-617 - 10/05/22 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative au renouvellement de l'adhésion 2022 à l'Association Française des Correspondants à la protection des Données à caractère Personnel (AFCDP)- Autorisation

Objet : Il s'agit d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à renouveler son adhésion, pour l'année 2022, à L'ASSOCIATION FRANÇAISE DES CORRESPONDANTS A LA PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE personnel (AFCDP) pour un montant annuel de 450 € (sans TVA).

N°MD2022-619 - 20/05/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision relative à un avenant n°1 au marché n°M1B0067JM concernant l'étude organisationnelle de la fonction achat /commande publique de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, avec l'entreprise VISIATIV OPERATIONS & PROCUREMENT, de l'avenant n°1 au marché M1B0067JM du marché relatif à l'étude organisationnelle de la fonction achat et commande publique de Montpellier Méditerranée Métropole. Le montant de l'avenant est de 1 500 € HT pour la partie conclue à prix unitaires portant le nouveau montant maximum de commandes pour des prestations complémentaires éventuelles à 16 500 € HT. Le montant global et forfaitaire de 25 600 € HT est inchangé, et le délai d'exécution repoussé au 31 juillet 2022.

N°MD2022-620 - 10/05/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition des lots 847 et 848 sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove, parcelles cadastrées IK271, IK274 et IL505, situées au 2 rue de l'Éscoutadou et au 2223 boulevard Paul-Valéry à Montpellier, propriété de la SC PACOETO dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert les lots 847 et 848 sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, situées 2, rue de L'Éscoutadou et 2223, boulevard Paul-Valéry à Montpellier, propriété de la SC PACOETO, dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway pour un montant total de 8 300 €.

N°MD2022-621 - 16/05/22 - Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux

Décision relative à la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) dite "Le Clos des Sophoras" avec la société JBAL SARL sur la commune de Saint-Brès

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de la convention de PUP conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « JBAL SARL » relative à une opération d'aménagement de 19 lots à bâtir et 1 macro lot social sur la commune de Saint-Brès.

Le montant prévisionnel de la participation totale à la charge de la société « JBAL SARL », dans le cadre de la convention précitée, s'élève à 236 188,54 €, perçue directement comme suit :

- Montpellier Méditerranée Métropole : 133 116,54 € ;
- La Ville de Saint-Brès : 81 540 € ;
- La Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole : 21 532 €.

La part intercommunale de la taxe d'aménagement, sur le périmètre de la convention « Le Clos des Sophoras » sera exonérée pendant 10 ans.

N°MD2022-622 - 12/05/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un avenant n°1 au contrat de location du 30 mars 2019 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SARL Vendargues-Immo - Extension du parking

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 au bail de location, concernant des locaux et espace de parking loués, conclu avec la SARL VENDARGUES IMMO. Il a pour objet de réévaluer le loyer mensuel et les charges à la suite de l'extension de la surface de parking loué. Le total mensuel charges et taxes comprises est désormais fixé à 5 640,43 €. Les autres dispositions du contrat restent inchangées.

N°MD2022-623 - 24/05/22 - Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux

Décision relative à une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) dite ' Les Grives IV ' au sein du périmètre de PUP dit ' Les Grives ', avec les propriétaires fonciers Monsieur et Madame EL AISSAOUI sur la Commune de Saint-Drézéry - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre Montpellier Méditerranée Métropole et les propriétaires fonciers Monsieur et Madame EL AISSAOUI d'une convention de PUP relative à une opération de construction d'un logement individuel sur la commune de Saint-Drézéry. Cette opération s'inscrit dans un périmètre de PUP qui comprendra au total 46 logements. Le montant prévisionnel de la participation totale à la charge de Monsieur et Madame EL AISSAOUI, dans le cadre de la convention précitée, s'élève à 13 313,34 € reparti directement comme suit :

- Montpellier Méditerranée Métropole : 12 225,78 € ;
- La Commune de Saint-Drézéry : 1 087,56 €.

La part intercommunale de la taxe d'aménagement, sur le périmètre de la convention « Les Grives IV » sera exonérée pendant 10 ans.

N°MD2022-624 - 12/05/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'attribution du marché "Travaux de plateforme Voie Ferrée Nord" OT 8.622 dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature du marché 8.622 avec le groupement TSO / GUINTOLI / SPIE BATIGNOLLES MALET / ALSTOM TRANSPORT / AGILIS sis à Chelles (77). Il concerne les travaux de plateforme Voie Ferrée Nord (de Saint-Eloi à Montpellier jusqu'à Girac à Clapiers) dans le cadre de la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway. Il est conclu pour un montant de 23 842 609,72 € HT et pour une durée de 40 mois (hors garantie de parfait achèvement) à compter de sa notification au titulaire.

N°MD2022-625 - 16/05/22 - Direction des Sports

Décision relative au marché n°M9B0129DS - Mission d'assistance juridique et financière relative à l'exploitation du parc Gérard-Bruyère à Baillargues - Avenant n°1

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 au marché n°M9B0129DS de mission d'assistance juridique et financière relative à l'exploitation du parc Gérard-Bruyère à Baillargues. Il a pour objet de modifier la composition du groupement titulaire du marché en substituant la SELARL ACOCE au cabinet Jean-Philippe MENEAU. Les autres clauses du marché restent inchangées.

N°MD2022-626 - 11/05/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition de 12m² de bien immobilier sis 2795 boulevard Paul-Valéry à MONTPELLIER appartenant à Monsieur et Madame BENEDETTI dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 12 m² du bien immobilier sis 2795, boulevard Paul-Valéry à Montpellier, cadastré section IL n°211, appartenant à Monsieur et Madame BENEDETTI, dans le cadre de la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway pour un montant total de 936 €.

N°MD2022-627 - 19/05/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'avenant n°1 au marché de prestations de conseil juridique et de représentation en justice - Lot 1 Droit de la commande publique et droit de la construction N°08.84A, dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Il est proposé de prendre acte de la conclusion d'un avenant n°1 de transfert. Jean-Philippe MENEAU, actuel avocat du projet ayant apporté l'intégralité de son fond libéral à la SELARL ACOCE, société d'exercice libéral dont il est l'actionnaire majoritaire, les salariés, collaborateurs et tous les moyens matériels ont été repris par la SELARL ACOCE. Cette dernière possède toutes les capacités qui avaient été exigées au cours de la procédure de passation du marché.

N°MD2022-628 - 11/05/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition du lot 810 sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove, parcelles cadastrées IK271, IK274 et IL505, situées au 2 rue de l'Escoutadou et au 2223 boulevard Paul-Valéry, lot étant propriété de l'indivision COURTOIS dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert le lot 810 sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove, parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, situées 2, rue de L'Escoutadou et 2223, boulevard Paul-Valéry à Montpellier, lot propriété de l'indivision COURTOIS, dans le cadre de la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway pour un montant total de 4 200 €.

N°MD2022-629 - 11/05/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition des parcelles AT57 et AT59 sises 2 place Eugène Bataillon à Montpellier, appartenant à l'Etat dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert les parcelles AT 57 et AT 59 sises 2 place Eugène Bataillon à Montpellier, appartenant à l'Etat, dans le cadre de la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway pour un montant total de 405 858 €.

N°MD2022-630 - 12/05/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à une convention précaire entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société coopérative de production 3Pco - Locaux Domaine de Viviers - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à signer, avec la société COOPERATIVE DE PRODUCTION 3PCO, sise à Montpellier, une convention précaire concernant un hangar et un local situés Domaine de Viviers, sur la parcelle cadastrée AV 0003 à Jacou. Elle est consentie à titre gratuit et prend effet à compter de sa signature jusqu'au 27 mai 2022.

N°MD2022-633 - 31/05/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant n°6 prorogeant l'occupation de locaux par la société POLIGMA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°6, prorogeant la convention d'occupation du domaine public conclue avec la société POLIGMA pour une période de six mois à compter du 1er juin 2022 et jusqu'au 30 novembre 2022. A compter de cette date, la redevance mensuelle HT et HC à payer par la société pour la surface de 31,26 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 517,35 € conformément au tarif applicable.

N°MD2022-634 - 25/05/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la désaffectation et au déclassement d'une emprise issue du Domaine Public - Impasse des Libellules - Commune de Castelnau-le-Lez

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait d'une emprise d'une superficie de 163 m², située Impasse des Libellules à Castelnau-le-Lez. Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public de cette emprise et l'intègre à son domaine privé. Les services du cadastre seront sollicités pour procéder à la numérotation cadastrale des emprises désaffectées et déclassées.

N°MD2022-637 - 17/05/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un accord-cadre n°M1D0056EA - Travaux de renouvellement et de maintenance sur les ouvrages de défense extérieure contre l'incendie du territoire de Montpellier

Objet : Il s'agit de conclure un accord-cadre à bons de commande n°M1D0056EA avec le groupement SADE / VEOLIA sis à Vendargues. Il concerne les travaux de renouvellement et de maintenance sur les ouvrages de défense extérieure contre l'incendie du territoire de Montpellier. Il est conclu avec un maximum annuel 600 000 € HT et pour une période initiale d'un an reconductible trois ans. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de quatre ans.

N°MD2022-638 - 31/05/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision relative au marché n°M8D5196AJ - Souscription de contrats d'assurance pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole - Lot n°4 : Tous risques d'expositions et objets d'art - Modification de la dénomination sociale du titulaire

Objet : Il s'agit d'acter la modification de la dénomination sociale de l'entreprise titulaire GRAS SAVOYE, en WILLIS TOWERS WATSON FRANCE. Le changement de dénomination sociale n'affecte en rien la personne juridique de l'entreprise. Les SIREN, les numéros Orias, les mandataires sociaux ou les titulaires de délégations restent inchangés.

N°MD2022-639 - 02/06/22 - Direction des Sports

Décision relative au marché n° M2B0041DS - Conseil phytosanitaire pour les aires de jeu des stades de Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n° M2B0041DS au Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD) sise à Paris. Il concerne le conseil phytosanitaire pour les aires de jeu des stades de Montpellier Méditerranée Métropole. Il est conclu pour un montant de 63 890 € HT et pour une durée de trois ans.

N°MD2022-640 - 31/05/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant n°9 prorogeant l'occupation de locaux par la société ECOMNEWS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°9, prorogeant la convention d'occupation du domaine public conclue avec la société ECOMNEWS, pour une période de trois mois à compter du 1er juin 2022 et jusqu'au 31 août 2022. A compter de cette date, la redevance mensuelle HT et HC à payer par la société pour la surface de 59,77 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 989,19 €.

N°MD2022-644 - 31/05/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à une convention d'occupation du domaine public pour l'occupation de locaux par la société LINEUP OCEAN au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la Métropole à signer, avec la société LINEUP OCEAN, une convention d'occupation du domaine public pour une surface locative au sein de la pépinière CAP OMEGA et pour une période de dix mois à compter du 1er juin 2022 et jusqu'au 31 mars 2023. A compter de cette date, la redevance mensuelle HT et HC à payer par la société pour la surface de 14,80 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 195,95 € conformément au tarif applicable.

N°MD2022-645 - 17/05/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition du lot 803 sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove, parcelles cadastrées IK271, IK274 et IL505, situées au 2 rue de l'Escoutadou et au 2223 boulevard Paul-Valéry à MONTPELLIER, propriété de Mme MONTERRIN Nathalie, dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert le lot 803 sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove, parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, situées 2, rue de L'Escoutadou et 2223, boulevard Paul-Valéry à Montpellier, propriété de Madame MONTERRIN Nathalie, dans le cadre de la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway pour un montant total de 4 200 €.

N°MD2022-646 - 19/05/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'indemnisation du Syndicat des copropriétaires de la Résidence Parc Académie à la suite de la perte d'un arbre liée à la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre Montpellier Méditerranée Métropole, TaM et le SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DE LA RESIDENCE PARC ACADEMIE, un protocole d'accord transactionnel. Il a pour objet d'indemniser le syndicat compte tenu l'impossibilité de préserver un arbre de l'espèce Australis liée à la réalisation de la ligne 5 de tramway. Le préjudice subi du fait de cette perte est fixé à 7 996,80 € sur la base de l'expertise arboricole.

N°MD2022-647 - 07/06/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au don de Madame Sophie DUF d'un ensemble de 20 œuvres de Charles-Henri MONVERT (1948 Neuilly-sur-Seine - 2018, Paris) - Autorisation de signature

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de Madame Sophie DUF d'un ensemble de 20 œuvres de Charles-Henri MONVERT. Ces œuvres, d'une valeur de d'une valeur de 11 560 €, rejoindront les collections du musée Fabre.

N°MD2022-648 - 31/05/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant n°5 prorogeant l'occupation de locaux par la société EMVISTA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°5, prorogeant la convention d'occupation du domaine public conclue avec la société EMVISTA, pour une période de dix mois à compter du 1er juin 2022 et jusqu'au 31 mars 2023. A compter de cette date, la redevance mensuelle HT et HC à payer par la société pour la surface de 42,61 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 648,95 €.

N°MD2022-649 - 24/05/22 - Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux

Décision relative à une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) dite ' Les Ecolières ' avec la société "SAS COMMANDATURE" sur la Commune de Beaulieu - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SAS COMMANDATURE, d'une convention de PUP relative à une opération d'aménagement de 3 villas neuves et la réhabilitation de 6 logements au sein d'une ancienne grange sur la commune de Beaulieu. Le montant prévisionnel de la participation totale à la charge de la SAS COMMANDATURE, dans le cadre de la convention s'élève à 92 973,32 € repartie comme suit :

- Montpellier Méditerranée Métropole : 947,12 €;

- La Commune de Beaulieu : 33 026,20 €.

La part intercommunale de la taxe d'aménagement, sur le périmètre de la convention « Les Ecolières » sera exonérée pendant 5 ans.

N°MD2022-650 - 31/05/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de l'Agora de la Danse dans le cadre de la Comédie du Livre - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre Montpellier Méditerranée Métropole et le CENTRE CHOREGRAPHIQUE NATIONAL, d'une convention de mise à disposition de l'Agora de la Danse (Studio BAGOUET et hall d'accueil) pour la tenue d'une rencontre littéraire le 21 mai dans le cadre de la Comédie du Livre 2022.

N°MD2022-651 - 31/05/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant n°7 prorogeant l'occupation de locaux par la société ODESYO au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°7, prorogeant la convention d'occupation du domaine public conclue avec la société ODESYO, pour une période de six mois à compter du 1er juin 2022 et jusqu'au 30 novembre 2022. A compter de cette date, la redevance mensuelle HT et HC à payer par la société pour la surface de 89,61 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 1 364,76 € conformément au tarif applicable.

N°MD2022-652 - 31/05/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant n°5 prorogeant l'occupation et l'extension de locaux par la société COMITI au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°5, prorogeant la convention d'occupation du domaine public conclue avec la société COMITI, pour une période de six mois à compter du 1er juin 2022 et jusqu'au 30 novembre 2022. A compter de cette date, la redevance mensuelle HT et HC à payer par la société pour la surface de 114,02 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 1 379,64 €.

N°MD2022-654 - 31/05/22 - Direction Transition Energétique et Ecologique

Décision relative à l'octroi de subventions aux audits énergétiques de copropriétés dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la rénovation - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature des contrats d'audit tripartites avec la copropriété LE PARTHENA (84 logements), ainsi que l'octroi de subventions aux audits de copropriétés pour un montant total de 7560 €.

N°MD2022-655 - 18/05/22 - Direction Appui Technique aux Territoires

Décision relative au marché subséquent n°M2D0007EP - Travaux de réalisation d'un carrefour giratoire sur la RM612 à Villeneuve-lès-Maguelone - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché subséquent n°M2D0007AT à l'entreprise EUROVIA sise à Juvignac. Il concerne les travaux de réalisation d'un carrefour giratoire sur la RM612 à Villeneuve-lès-Maguelone. Il est conclu pour un montant estimatif de 798 148,13 € HT et pour une durée de 4 mois (période de préparation de 30 jours non comprise). Il prend effet à compter de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

N°MD2022-658 - 20/05/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un bail précaire entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Terracoopa - Domaine de Viviers à Jacou

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole conclut un bail précaire avec la société TERRACOOPA, sise à Montpellier. Le bail précaire concerne une partie d'un hangar et un local (plan annexé à la convention) situés au Domaine de Viviers, sur une parcelle cadastrée AV 0003, commune de Jacou. Le bail précaire est consenti et accepté à pour une durée de 1 an à compter de sa signature. Le bail précaire fixe un loyer annuel de 150 €.

N°MD2022-660 - 21/05/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2202447-8 TA - Ressources Humaines"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée au CABINET D'AVOCATS MB AVOCATS consécutivement à la requête n°2202447-8 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 12 mai 2022 par un agent de Montpellier Méditerranée Métropole, sollicitant une expertise médicale consécutivement à un accident de travail subi le 2 juillet 2008 et une rechute en date du 17 octobre 2016.

N°MD2022-661 - 08/06/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un marché n°M1C0017MG - Nettoyage des réseaux aérauliques des bâtiments sportifs et culturels de Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché de nettoyage des réseaux aérauliques des bâtiments sportifs et culturels de Montpellier Méditerranée Métropole à la société AER'EAU HYGIENE SERVICES, sise à Messein (54850) pour un montant maximum annuel de 50 000 € HT. La durée du marché est de 1 an à compter de sa notification, reconductible 2 fois 1 an soit une durée maximale toutes périodes confondues de 3 ans.

N°MD2022-662 - 25/05/22 - Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets

Décision relative au marché n°M2B0009VD - Mission de contrôle des vibrations dues aux tirs de mines externes sur l'Installation de Stockage des Déchets Non Dangereux de Castries

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°M2B0009VD à l'entreprise VENATHEC sise à Vandœuvre-lès-Nancy (54). Il concerne la mission de contrôle des vibrations dues aux tirs de mines sur l'installation de stockage des déchets non dangereux de Castries, et notamment l'absence d'incidence sur l'intégralité des ouvrages (prestations obligatoires et réglementaires liées au suivi post exploitation du site). Il prend effet à compter de l'ordre de service de démarrage des prestations pour une durée de deux ans et pour un montant maximum de 70 000 € HT.

N°MD2022-663 - 24/05/22 - Mission Espaces Publics

Décision relative à l'attribution d'un marché de maîtrise d'œuvre d'espaces publics pour la mise en valeur et l'embellissement de l'espace urbain Arceaux-Peyrou à Montpellier

Objet : Il s'agit d'autoriser la SA3M à signer l'accord cadre attribué au groupement BASE / TECTA / EUPALINOS / QUARTIER LUMIERES / INDDIGO / BOTANIQUE JARDINS PAYSAGE, le marché de maîtrise d'œuvre d'espaces publics pour la mise en valeur et l'embellissement de l'espace urbain Foch - Préfecture (Opération 2914) à Montpellier. Cet accord cadre, exécuté par marchés subséquents, est conclu pour une durée de 7 ans, non reconductible, et pour un montant maximum de 3 millions € HT.

N°MD2022-666 - 31/05/22 - Direction des Finances

Décision relative à un avenant n°5 au contrat de Partenariat pour la gestion énergétique, la construction avec financement, la maintenance et renouvellement des ouvrages d'éclairage public, vidéosurveillance, génie civil pour réseau de communication haut débit et signalisation lumineuse tricolore sur le territoire de la ville de Juvignac

Objet : Dans le cadre de l'avenant n°1 de transfert et de scission partielle du contrat à Montpellier Méditerranée Métropole, une erreur matérielle s'est introduite dans les calculs des postes relatifs à la reconstruction initiale et aux frais financiers. Il convient de procéder à la correction de cette erreur matérielle par réduction des échéances à venir à compter de l'échéance du 3ème trimestre 2022.

N°MD2022-667 - 14/06/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un avenant n°1 au marché subséquent M0D0039EA - Renouvellement du réseau unitaire et du réseau d'adduction d'eau potable sur la rue Guillaume Pellicier - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 au marché M0D0039EA - Renouvellement du réseau unitaire et du réseau d'adduction d'eau potable sur la rue Guillaume-Pellicier, conclu avec le groupement SOGEA / RAMPA. Il a pour objet d'intégrer des prix de l'accord-cadre non activés au présent marché et augmenter certaines quantités. Le montant de l'avenant est de 68 980 € HT, portant le nouveau montant estimatif du marché à 528 893,90 € HT.

N°MD2022-668 - 23/05/22 - Direction Services aux Territoires

Décision relative à un avenant n°1 à la convention d'occupation temporaire du domaine public entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'établissement Amarger/Arguel à Castelnau-le-Lez - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 à la convention d'occupation temporaire du domaine public entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'établissement AMARGER/ARGUEL à Castelnau-le-Lez. L'avenant de la convention, conclue à titre gratuit, a pour objet élargir le périmètre d'intervention du pépiniériste. Le reste des dispositions de la convention est inchangé.

N°MD2022-669 - 31/05/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant n°2 prorogeant l'occupation de locaux par la société WATER ROBOTICS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°2, prorogeant la convention d'occupation du domaine public conclue avec la société WATER ROBOTICS pour une période de dix mois à compter du 1er juin 2022 et jusqu'au 31 mars 2023. A compter de cette date, la redevance mensuelle HT et HC à payer par la société pour la surface de 14,40 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 204,05 € conformément au tarif applicable.

N°MD2022-670 - 08/06/22 - Direction Services aux Territoires

Décision relative à un avenant n°2 à la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage passée avec la commune de Restinclières pour la requalification de la route de Montpellier entre la rue du puits et le chemin du bois - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°2 à la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage passée avec la Commune de Restinclières pour la requalification de la route de Montpellier entre la rue du puits et le chemin du bois. Il a pour objet de modifier la répartition financière des deux parties à la suite d'un avenant en augmentation au marché de travaux passé entre l'entreprise et la commune maître de l'ouvrage.

La nouvelle répartition financière est la suivante : - 137 373,05€ HT pour la commune de Restinclières, et 387 358,10 € HT pour la Métropole.

N°MD2022-671 - 30/05/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un marché n° M1B0076MG "Maintenance des moteurs et actionneurs des Centrales de Traitement d'air (CTA) des bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole" - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n° M1B0076MG à la société ESO SUD-OUEST, sise à Béziers. Il concerne la maintenance des moteurs et actionneurs des Centrales de Traitement d'Air des bâtiments de la Métropole. Il est conclu pour un montant annuel sans minimum et avec un maximum de 44 500 € HT et pour une durée d'un an à compter de sa notification, reconductible fois 1 an soit une durée maximale toutes périodes confondues de 2 ans.

N°MD2022-672 - 01/06/22 - Direction Appui Technique aux Territoires

Décision relative au marché subséquent de travaux n°M1D0032EP - Création d'un carrefour en Té sur la RM112 à Montferrier-sur-Lez - Autorisation de signature du protocole transactionnel

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un protocole transactionnel, concernant le marché subséquent de travaux n°M1D0032EP - Création d'un carrefour en Té sur la RM112 à Montferrier-sur-Lez, car plusieurs prestations, non-prévues dans le marché, se sont avérées nécessaires à la progression du chantier jusqu'à la livraison de l'aménagement complet.

En prenant en compte les prestations réalisées au titre des prix du marché et les prix nouveaux, le montant total du décompte final du marché est de 186 140,68 € HT, soit une augmentation de 1 729,28 € HT (+0.93 %).

N°MD2022-673 - 31/05/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à une convention d'occupation temporaire du domaine public de l'aéroport Montpellier Méditerranée - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre Montpellier Méditerranée Métropole et LA SOCIETE AEROPORT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE, d'une convention d'occupation du domaine public aéroportuaire pour la mise à disposition d'un emplacement destiné à la promotion du territoire est arrivée à échéance le 30 avril 2022. La convention est conclue pour une durée d'un an, renouvelable deux fois.

N°MD2022-679 - 31/05/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative aux renouvellements d'adhésions à des organismes extérieurs dans le cadre de la politique agroécologique et alimentaire de la Métropole - Autorisation

Objet : Il s'agit d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à renouveler son adhésion annuelle aux organismes extérieurs AGROPOLIS INTERNATIONAL, pour une cotisation annuelle de 38 000 € et TERRES EN VILLE pour une cotisation annuelle de 3 670 €.

N°MD2022-684 - 30/05/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la gestion de l'immeuble Coupole Sud rue Léon Blum à Montpellier - Prise en charge par Montpellier Méditerranée Métropole en tant que propriétaire unique

Objet : Il s'agit d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à se substituer au SYNDIC FONCIA dans la gestion de l'immeuble Coupole Sud, sis à Montpellier. La Métropole récupère les fonds disponibles sur le compte de la copropriété Coupole Sud dans le cadre du règlement aux entreprises des prestations réalisées sur présentation de factures.

N°MD2022-685 - 14/06/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative au renouvellement de l'adhésion à la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR)

Objet : Il s'agit d'autoriser Montpellier Métropole Méditerranée à renouveler son adhésion à la FEDERATION NATIONALE DES COLLECTIVITES CONCEDEANTES ET REGIES (FNCCR). Le montant de la cotisation pour l'année 2022 est de 7 650 €.

N°MD2022-688 - 24/05/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition du lot 805 sur l'assiette de la copropriété Les collines d'Estanove, parcelles cadastrées IK271, IK274 et IL505, situées au 2 rue de l'Escoutadou et 2223 boulevard Paul-Valéry à MONTPELLIER, propriété de Mme SAGORY Patricia dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert le lot 805 sur l'assiette de la copropriété les Collines d'Estanove parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, situées lieu-dit 2, rue de L'Escoutadou et 2223, boulevard Paul-Valéry à Montpellier, propriété de Madame SAGORY, dans le cadre de la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway pour un montant total de 4 200 €.

N°MD2022-690 - 02/06/22 - Direction des Sports

Décision relative au FDI Stadium - Convention de mise à disposition entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SAS MHB Events - Espace snack restauration - Avenant n°1 - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé un avenant n°1 à la convention d'occupation temporaire signée avec la société MHB EVENTS, qui occupe l'espace de restauration du FDI Stadium, afin de préciser leurs obligations en matière d'assurance.

N°MD2022-692 - 02/06/22 - Direction des Mobilités

Décision relative au marché n°8.42E "Travaux d'infrastructures" (Infra 1) dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway - Attribution

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature du marché 8.42E avec le groupement SPIE BATIGNOLLES MALET / GUINTOLI / MIGMA / AGILIS sis à Mauguio. Il concerne des travaux d'infrastructures dans le cadre de la ligne 5 de tramway. Il est conclu pour un montant de 20 975 075,55 € HT et pour une durée de 40 mois (hors garantie de parfait achèvement) à compter de sa notification.

N°MD2022-693 - 02/06/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'attribution du marché n°8.86R "Conseil, stratégie et création des supports de communication" dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature du marché 8.86R avec l'entreprise JUST HAPPINESS sise à Grabels. Il concerne la définition de la stratégie de communication, la création des supports et outils de communication, et la réalisation des opérations de communication pendant les phases de construction dans le cadre de la ligne 5 de tramway. Il est conclu pour un montant maximum de 1 500 000 € HT et pour une durée totale de 5 ans à compter de sa notification au titulaire, soit une durée de 1 an renouvelable 4 fois par tacite reconduction.

N°MD2022-699 - 07/06/22 - Direction Aménagement et Renouvellement Urbain

Décision relative à une convention de participation aux équipements publics de la ZAC Euromédecine II pour les parcelles TK 7, 10 et 11 (Agence Publique pour l'immobilier de la Justice APIJ) Commune de Montpellier - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de signer la convention de participation aux équipements publics de la ZAC Euromédecine II pour la construction de la structure d'accompagnement à la sortie de 150 places de détention porté par l'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice au nom de l'Etat pour un montant de 348 740 €.

N°MD2022-706 - 01/06/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'organisation du concours de podcasts "C dans le son : Montpellier, place forte des Industries Culturelles et Créatives (ICC): de la formation à la création" - Règlement du concours

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole organise pour la troisième fois sur son territoire le concours "C dans le son", aux côtés de COODIO, cluster de l'Audio. Cette année, cet événement est intitulé "Montpellier, place forte des Industries Culturelles et Créatives (ICC)". Il s'agit d'approuver le règlement de concours encadrant le calendrier, les modalités d'inscription, l'organisation du jury et la remise des prix.

N°MD2022-707 - 02/06/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à une lettre de mandat autorisant la FRCIVAM à déposer une candidature commune à l'appel à manifestation d'intérêt "Démonstrateurs territoriaux des transitions agricoles et alimentaires" dans le cadre du quatrième Programme d'Investissement d'Avenir de l'Etat - Autorisation de signature

Objet : Une candidature partenariale en réponse à l'Appel à Manifester d'Intérêts « Démonstrateurs territoriaux des transitions agricoles et alimentaires » est en cours de constitution associant : - FRCIVAM (FEDERATION REGIONALE DES CENTRES D'INITIATIVES POUR VALORISER L'AGRICULTURE ET LE MILIEU RURAL) comme chef de file ; Vrac & Cosinas ; L'INSTITUT AGRO ; Montpellier Méditerranée Métropole ; et la Ville de Montpellier. La Métropole souhaite intégrer ce partenariat et donner mandat au chef de file aux fins de la représenter et d'agir en son nom dans le cadre et les limites de la lettre de mandat.

N°MD2022-709 - 02/06/22 - Direction Transition Energétique et Ecologique

Décision relative au marché M2B0016TE "Réalisation d'un cadastre solaire sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole" - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché M2B0016TE à l'entreprise CYTHELIA ENERGY sise à La Motte Servolex (73). Il concerne la réalisation d'un cadastre solaire sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Il est conclu pour des montants de 23 000 HT minimum et de 50 000€ HT maximum pour la période initiale, et pour un montant de 2 800 € HT minimum et un montant maximum de 7 000 € HT pour les périodes de reconduction.

L'accord cadre prend effet à compter de sa notification pour une durée de contrat toute période confondue de 4 ans maximum.

N°MD2022-710 - 31/05/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition dans le volume B1 du lot privatif n°138 au sein de la copropriété "le domaine de la Coustaude" située 1 chemin de la Coustaude à Saint Jean de Védas appartenant à Mme SENTOURENS épouse POIRIER dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert dans le volume B1, le lot privatif n°138 au sein de la copropriété « le domaine de la Coustaude » située 1 chemin de la Coustaude à Saint Jean de Védas, ayant pour assiette foncière les parcelles cadastrées section BW n°420, 422, 424, appartenant à Madame SENTOURENS, dans le cadre de la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway pour un montant de 7 150 €.

N°MD2022-714 - 08/06/22 - Direction Appui Technique aux Territoires

Décision relative à un avenant n°2 au marché n°M0C0008EP - Conception et réalisation d'œuvres artistiques sur le pont André Vézinhét - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°2 au marché n°M0C0008EP relatif à la conception et à la réalisation d'œuvres artistiques sur le pont André-Vézinhét, conclu avec le groupement LINE UP-FRANCK NOTO. Celui-ci a effectué une prestation non-comprise au marché et a procédé au nettoyage complet des surfaces de l'ouvrage avec effacement des tags. L'objet de l'avenant est d'acter cette prestation. Le montant de la prestation et de l'avenant n°2 est de 7 700 € HT soit une augmentation de 5.85 % du montant forfaitaire.

N°MD2022-717 - 02/06/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition de 152m² de bien immobilier sis 7 rue Simone de Beauvoir à Saint Jean-de Védas, appartenant à M. et Mme GAY dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 152 m² du bien immobilier sis 7 rue Simone de Beauvoir à Saint Jean de Védas, cadastré section BW n°227, appartenant à Monsieur et Madame GAY, dans le cadre de la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway pour un montant total de 39 068 €.

N°MD2022-718 - 02/06/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition de 255m² de bien immobilier sis 3170 Route de Lavérune à MONTPELLIER appartenant à M. Saint PISCIOTTA dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 255 m² du bien immobilier sise 3170 route de Lavérune à Montpellier, cadastré section PI n° 45 appartenant à Monsieur PISCIOTTA, dans le cadre de la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway pour un montant total de 422 028 €.

N°MD2022-719 - 02/06/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition de 16m² de bien immobilier sis 2377 route de Lavérune à SAINT-JEAN-DE-VEDAS appartenant à M. et Mme BRIZINI dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 16 m² du bien immobilier sis 2377 route de Lavérune à Saint Jean de Védas, cadastré section BW n° 416, appartenant à Monsieur et Madame BRIZINI dans le cadre de la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway pour un montant total de 883 €.

N°MD2022-720 - 02/06/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition du lot 801 sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove, parcelles cadastrées IK271, IK274 et IL505 sises 2 rue de l'Escoutadou et 2223 boulevard Paul-Valéry à MONTPELLIER, appartenant à Mme Françoise FERRANDEZ dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert le lot 801 sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, situées 2, rue de L'Escoutadou et 2223, boulevard Paul-Valéry à Montpellier, propriété de Madame FERRANDEZ, dans le cadre de la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway pour un montant total de 4 200 €.

N°MD2022-721 - 02/06/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée BV51, sise Girac à CLAPIERS appartenant à HECTARE SAS, dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert la parcelle sise Girac à Clapiers, cadastrée section BV 51, appartenant à HECTARE SAS dans le cadre de la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway pour un montant total de 129 287,50 €.

N°MD2022-723 - 02/06/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition du lot privatif n°137 dans le volume B1 au sein de la copropriété "le domaine de la Coustaude" située 1 chemin de la Coustaude à SAINT-JEAN-DE-VEDAS, appartenant à Mme LELEU Sandrine et M. LANDRY Eric, dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert le lot privatif n°137 dans le volume B1 au sein de la copropriété « le domaine de la Coustaude » située 1 chemin de la Coustaude à Saint Jean de Védas, ayant pour assiette foncière les parcelles cadastrées section BW n°420, 422, 424, appartenant à Madame LELEU et Monsieur LANDRY, dans le cadre de la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway pour un montant de 7 750 €.

N°MD2022-724 - 02/06/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition de 88m² de bien immobilier sis 52 route de Lavérune à MONTPELLIER, cadastré IV165, ainsi que de 43m² sis 52b route de Lavérune à MONTPELLIER, cadastré IV539, appartenant à M. et Mme ROBERT dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 88 m² du bien immobilier sis 52 route de Lavérune à Montpellier, cadastré section IV n°165, et une emprise de 43 m² du bien immobilier sis 52b route de Lavérune à Montpellier, cadastré section IV n° 539 appartenant à Monsieur et Madame ROBERT, dans le cadre de la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway pour un montant total de 84 796 €.

N°MD2022-726 - 02/06/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition du lot 811 sur l'assiette de la copropriété les Collines d'Estanove, parcelles cadastrées IK271, IK274 et IL505, situées 2 rue de l'Escoutadou et 2223 boulevard ^{Paul-Valéry} à MONTPELLIER, appartenant aux époux CORBOBESSE dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert le lot 811 sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove, parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, situées 2, rue de L'Escoutadou et 2223, boulevard Paul-Valéry à Montpellier, propriété des époux CORBOBESSE, dans le cadre de la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway pour un montant total de 4 200 €.

N°MD2022-727 - 02/06/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition de 8 m² de bien immobilier sis 2831 boulevard Paul-Valéry à MONTPELLIER, appartenant à M. et Mme SOUFIANE dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 8 m² du bien immobilier sis 2831 boulevard Paul-Valéry à Montpellier, cadastré section IL n°209, appartenant à Monsieur et Madame SOUFIANE, dans le cadre de la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway pour un montant total de 7 920 €.

N°MD2022-729 - 07/06/22 - Mission Grand Coeur

Décision relative à l'installation de 4 "Tree Hut" de l'artiste Tadashi Kawamata dans des arbres de la place de la Canourgue par la Fondation d'entreprise GGL - Autorisation de signature d'une convention d'occupation temporaire du domaine public

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, avec la FONDATION D'ENTREPRISE GGL et pour une durée de 7 mois, d'une convention d'occupation temporaire du domaine public dans le cadre de l'installation de 4 "Tree Hut" de l'artiste Tadashi KAWAMATA dans des arbres de la place de la Canourgue par la Fondation.

N°MD2022-739 - 09/06/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acceptation de prise de jouissance différée du bien acquis sis 331 rue Amy Mollisson à MONTPELLIER, appartenant à Monsieur et Madame GHIRINGHELLI, dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole a acquis le bien immobilier sis 331 rue Amy-Mollisson à Montpellier, cadastré section PH n°147, appartenant à Monsieur et Madame GHIRINGHELLI, dans le cadre de la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway, et accepte la prise de jouissance différée à compter du 1er septembre 2022.

N°MD2022-745 - 08/06/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "CAA Toulouse - Métropole contre Société Multi Trans route"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée au CABINET D'AVOCATS CGCB ET ASSOCIES devant la Cour Administrative d'Appel de Toulouse contre et tendant à sursis à exécution du jugement n° 2002152 du Tribunal Administratif de Montpellier en date du 19 mai 2022 annulant la décision de préemption de la Métropole en date du 10 décembre 2019 des parcelles cadastrées Section CA n°13 et n°15 sises sur le territoire de la commune de Fabrègues.

N°MD2022-768 - 14/06/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un marché n°M1D0040EA - Réhabilitation du réseau d'Eaux Usées (EU) et la création d'un poste de refoulement à Baillargues, Route Impériale / Chemin du Petit Bonheur

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°M1D0040EA au Groupement SOGEA (mandataire)/EHTP) sis à Montpellier. Il concerne la réhabilitation du réseau d'Eaux Usées (EU) et la création d'un poste de refoulement à Baillargues, Route Impériale / Chemin du Petit Bonheur. Il est conclu pour un montant estimatif de 1 795 106 € HT et pour une durée de 40 semaines décomposées comme suit : période de préparation d'une durée de 6 semaines et durée d'exécution de 34 semaines. Il prend effet à compter de la date fixée par ordre de service.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 26 JUILLET 2022

Hors commission - Soutien à la population ukrainienne - Convention entre la Ville de Lviv, l'Oblast de Lviv, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature

Depuis le début de l'invasion russe en Ukraine le 24 février 2022, Montpellier Méditerranée Métropole affiche son soutien total à l'Ukraine en se mobilisant pour financer des opérations humanitaires et soutenir le gouvernement ukrainien.

Un dispositif d'accueil de premier niveau a ainsi été organisé, en partenariat avec l'Etat, la Croix-Rouge et le tissu associatif de la ville. Une aide d'urgence de 100 000 € a été votée à la Ville et à la Métropole pour soutenir le gouvernement ukrainien et financer des opérations humanitaires. De nombreux dons de produits de première nécessité ont été collectés à la Maison des Relations Internationales permettant l'envoi d'un convoi, composé d'agents, qui a fait route vers la frontière polonaise.

Face à la permanence de l'urgence de la situation, la Métropole s'engage aujourd'hui encore et souhaite apporter son soutien aux collectivités ukrainiennes, la ville de Lviv et l'Oblast de Lviv (équivalent de la Métropole). Située à l'Ouest de l'Ukraine, à 70 km de la frontière polonaise, Lviv compte près de 720 000 habitants. Fondée au XII^e siècle, Lviv, ancienne capitale austro-hongroise de Galicie, est marquée par un héritage polonais et austro-hongrois. Depuis 1998, le cœur historique de la ville et son ensemble architectural sont classés au Patrimoine mondial de l'UNESCO.

La Métropole apporte son soutien à cette ville et son territoire en organisant plusieurs actions marquantes :

- En premier lieu, une grande collecte de fonds est lancée auprès des agents de la Ville de Montpellier, de la Métropole et du CCAS. Cette opération citoyenne, sera l'occasion de faire preuve de fraternité envers nos collègues de Lviv et d'exprimer notre engagement humanitaire en faveur de cette cause importante. Une régie est ainsi créée permettant de récolter des fonds, l'association Lviv local NGOs étant missionnée pour les remettre à la Ville de Lviv. Un pin's de soutien au peuple ukrainien sera remis à chaque contributeur ;
- Un inventaire est en cours auprès des services afin de lister tout matériel réformé qui pourrait être utile à la Ville et à l'Oblast de Lviv, au regard des difficultés actuelles d'approvisionnement : matériel pédagogique et infantile, matériels informatiques culturels ou sportifs... ;
- Enfin, vingt enfants de Lviv et leurs accompagnants vont être accueillis en août dans un centre de vacances situé à la Grande Motte.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'autoriser le lancement d'une campagne d'aides à la Ville et à l'Oblast de Lviv ;
- D'approuver les termes des conventions entre la Ville de Lviv, l'Oblast de Lviv, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser la prise en charge des frais afférents à la venue d'un groupe d'enfants de Lviv et de son Oblast ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 26 JUILLET 2022

Ressources - Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2021 - Budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption

En application de l'instruction comptable M57 (article L.2311-5 alinéa 1 du Code général des collectivités territoriales), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2021 du budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2021 se clôture comme suit :

| | |
|--|------------------|
| - Résultat de fonctionnement à affecter : | 172 789 354,38€ |
| - Résultat d'investissement hors reports : | -119 127 531,27€ |
| - Solde des reports d'investissement : | -28 397 409,93€ |
| - Besoin de financement de la section d'investissement : | 147 524 941,20€ |

Il convient de transférer les résultats de clôture dans chaque section respective du budget principal de la Métropole. Le résultat à affecter doit couvrir en priorité le besoin de financement de la section d'investissement corrigé des restes à réaliser de cette section en dépenses et en recettes.

Par ailleurs, suite à la suppression du budget annexe de l'eau potable au 31 décembre 2021, il convient de transférer les résultats du budget annexe de l'eau potable au budget principal.

Afin de transférer les résultats du budget annexe eau potable au budget principal, et en conformité avec la reprise opérée par le comptable dans l'application informatique de la direction générale des finances publiques « Hélios », il doit être procédé à la contraction des résultats du budget annexe eau potable avec ceux du budget principal.

Ainsi, les inscriptions budgétaires à prévoir au budget supplémentaire principal, comprenant la contraction des résultats doivent être les suivantes :

| | |
|--|------------------|
| -001 (dépense) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté : | 118 625 567,61 € |
| (Contraction des résultats du budget principal 119 127 531,27€ - budget annexe eau potable 501 963,66€) | |
| -1068 (recette) : Excédents de fonctionnement capitalisés : | 147 524 941,20 € |
| - 002 (recette) résultat de fonctionnement reporté : | 30 168 616,84 € |
| (Contraction des résultats du budget principal 25 264 413,18 € + budget annexe eau potable 4 904 203,66€) | |
| - 65888 (dépense) : transfert de l'excédent de fonctionnement du budget annexe de l'eau potable à la Régie des eaux : 3 714 542,22€; | |
| - 1068 (dépense) : transfert du solde positif d'exécution de la section d'investissement du budget annexe de | |

l'eau potable à la Régie des eaux : 501 963,66€.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'affecter l'excédent de fonctionnement 2021 à la section d'investissement pour un montant de 147 524 941,20 € et à la section de fonctionnement pour un montant de 25 264 413,18 € ;
- De procéder aux opérations budgétaires suivantes :
 - 001 (dépense) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté119 127 531,27€
 - 1068 (recette) : Excédents de fonctionnement capitalisés147 524 941,20 €
 - 002 (recette) résultat de fonctionnement reporté25 264 413,18 €
- D'autoriser la reprise des résultats du budget annexe de l'eau potable au budget principal ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 26 JUILLET 2022

Ressources - Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2021 - Budget annexe du service assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption

En application de l'instruction comptable M49 (article R.2221-48 du Code général des collectivités territoriales), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2021 du budget annexe du service assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2021 se clôture comme suit :

| | |
|--|-----------------|
| - résultat de fonctionnement à affecter : | 16 958 314,23 € |
| - résultat d'investissement hors reports : | -7 476 178,77 € |
| - solde des reports d'investissement : | -6 365 681,12 € |
| - besoin de financement de la section d'investissement : | 13 841 859,89 € |

Le résultat à affecter doit couvrir en priorité le besoin de financement de la section d'investissement corrigé des restes à réaliser de cette section en dépenses et en recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'affecter l'excédent de fonctionnement 2021 à la section d'investissement pour un montant de 13 841 859,89 € et à la section de fonctionnement pour un montant de 3 116 454,34 € ;
- De procéder aux opérations budgétaires suivantes :
 - 001 (dépense) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté : 7 476 178,77 €
 - 1068 (recette) : Excédents de fonctionnement capitalisés : 13 841 859,89 €
 - 002 (recette) : Résultat de fonctionnement reporté : 3 116 454,34 €
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 26 JUILLET 2022**

Ressources - Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2021 - Budget annexe du service public d'assainissement non collectif de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption

En application de l'instruction comptable M49 (article R.2221-48 du Code général des collectivités territoriales), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2021 du budget annexe du service public d'assainissement non collectif de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2021 se clôture comme suit :

| | |
|--|-------------|
| - Résultat de fonctionnement à affecter:..... | 26 742,27 € |
| - Résultat d'investissement hors reports : | 13 956,44€ |
| - Solde des reports d'investissement : | 0,00 € |
| - Excédent de financement de la section d'investissement : | 13 956,44€ |

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'affecter l'excédent de fonctionnement 2021 à la section de fonctionnement pour un montant de 26 742,27 € ;
- De procéder aux opérations budgétaires suivantes :
 - 001 (recette) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté :.....13 956,44 €
 - 002 (recette) : Résultat de fonctionnement reporté :.....26 742,27 €
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 26 JUILLET 2022**

Ressources - Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2021 - Budget annexe parking de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption

En application de l'instruction comptable M4 (article R.2221-48 du Code général des collectivités territoriales), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2021 du budget annexe Parking de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2021 se clôture comme suit :

| | |
|---|----------------|
| - Résultat de fonctionnement à affecter:..... | 3 268 005,16 € |
| - Résultat d'investissement hors reports :..... | 37 875,45 € |
| - Solde des reports d'investissement :..... | 0 € |
| - Excédent de financement de la section d'investissement :..... | 37 875,45 € |

Le résultat à affecter doit couvrir en priorité le besoin de financement de la section d'investissement corrigé des restes à réaliser de cette section en dépenses et en recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'affecter l'excédent de fonctionnement 2021 à la section de fonctionnement pour un montant de 3 268 005,16 € ;
- De procéder aux opérations budgétaires suivantes :
 - 001 (recette) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté :.....37 875,45 €
 - 002 (recette) : Résultat de fonctionnement reporté :.....3 268 005,16 €
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 26 JUILLET 2022**

Ressources - Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2021 - Budget annexe de l'eau potable de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption

En application de l'instruction comptable M49 (article R.2221-48 du Code général des collectivités territoriales), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2021 du budget annexe de l'eau potable de Montpellier Méditerranée Métropole.

Par délibération n°M2021-654 en date du 14 décembre 2021, il a été procédé à la clôture du budget annexe de l'eau potable et à la reprise de l'ensemble des comptes dans la comptabilité du budget principal. Il a été proposé que les résultats du compte administratif 2021 constatés soient intégrés au budget principal pour les transférer à la Régie des eaux, finançant les charges d'eau potable, déduction faite des charges exceptionnelles portées en 2022 par le budget principal pour la remise en état du site de Portaly, auparavant dédié à l'eau potable.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2021 se clôture comme suit :

- Excédent de fonctionnement : 4 904 203,66€
- Excédent d'investissement : 501 963,66€

L'évaluation des charges 2022 portées par le budget principal pour la remise en état du site de Portaly s'élève à 1 189 661,44 €.

L'excédent de fonctionnement devant être transféré à la Régie des eaux s'élève ainsi à 3 714 542,22 € (4 904 203,66 € - 1 189 661,44 €).

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'affecter l'excédent de fonctionnement 2021 du budget annexe de l'eau potable à la section de fonctionnement du budget principal pour un montant de 4 904 203,66 € ;
- De procéder aux opérations budgétaires suivantes sur le budget principal :
 - 001 (recette) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté : 501 963,66 € ;
 - 002 (recette) : Résultat de fonctionnement reporté : 4 904 203,66 € ;
- D'autoriser le transfert de l'excédent de fonctionnement à la Régie des eaux par l'émission d'un mandat imputé sur le compte 65888 pour un montant de 3 714 542,22 € ;
- D'autoriser le transfert du solde positif d'exécution de la section d'investissement à la Régie des eaux par l'émission d'un mandat imputé sur le compte 1068 pour un montant de 501 963,66 € ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 26 JUILLET 2022**

**Ressources - Vote en autorisations de programme et crédits de paiement -
Création - Révisions - Adoption**

Dans le cadre de travaux à caractère pluriannuel, et conformément au Code général des collectivités territoriales (article L.5217-10-7), Montpellier Méditerranée Métropole a mis en place une gestion par autorisations de programme (AP) et crédits de paiement (CP).

Les créations, modifications ou suppressions d'AP doivent faire l'objet d'un vote par le Conseil de Métropole par le biais d'une délibération distincte de celle du budget mais concomitante à une délibération budgétaire.

Le montant des Autorisations de Programme s'élevait au 1^{er} juillet 2022 à 2 264 726 211 € sur le budget principal et 195 267 243 € sur le budget annexe assainissement collectif.

I. Création d'une nouvelle autorisation de programme et crédits de paiement votée dans le cadre du Budget Supplémentaire 2022 :

BUDGET PRINCIPAL : en euro TTC

| PROGRAMME | LIBELLE PROGRAMME | AP AU BS 2022 | CP 2022 |
|-----------|---------------------------------|-------------------|------------------|
| M22FEC01 | FONDS D'EQUIPEMENT AUX COMMUNES | 10 000 000 | 2 000 000 |
| | Somme : | 10 000 000 | 2 000 000 |

II. Révision d'une autorisation de programme et crédits de paiement votée dans le cadre du Budget Supplémentaire 2022 :

Il est proposé de réviser l'autorisation de programme suivante :

BUDGET PRINCIPAL : en euro TTC

| PROGRAMME | LIBELLE PROGRAMME | AP ANTERIEU- REMENT VOTEE | VARIATION AP AU BS 2022 | AP APRES BS 2022 |
|-----------|---------------------------------|------------------------------------|-------------------------------|---------------------|
| M19FRTC01 | HALLE FRENCH TECH CAMBACERES | 22 097 000 | 1 500 000 | 23 597 000 |
| AMELIT16 | AMENAGEMENT LITTORAL | 7 599 231 | 311 000 | 7 910 231 |
| | Somme : | 29 696 231 | 1 811 000 | 31 507 231 |

III. Les APCP inchangées :

Les AP inchangées sont les suivantes :

BUDGET PRINCIPAL :

| PROGRAMME | LIBELLE PROGRAMME | AP VOTEE |
|-----------|---|------------|
| AMECEB16 | AMÉNAGEMENT CADOULE ET BÉRANGE | 4 048 274 |
| AMEMTP16 | AMÉNAGEMENT MONTPELLIER | 28 854 460 |
| AMEPEG16 | AMÉNAGEMENT PIÉMONTES ET GARRIGUES | 3 281 169 |
| AMEPLO16 | AMÉNAGEMENT PLAINE OUEST | 2 562 176 |
| AMEVDL16 | AMÉNAGEMENT VALLÉE DU LEZ | 4 582 833 |
| CULACC01 | ACCESSIBILITE CULTURE | 5 349 718 |
| CULALG01 | HOTEL MONTCALM MOCO | 22 500 000 |
| CULCRR01 | CITE DES ARTS | 46 905 167 |
| CULFAB01 | RESTAURATION OEUVRES MUSEE FABRE | 1 628 945 |
| CULIFZ17 | INTEGRATION MEDIATHEQUE FELLINI A ZOLA | 6 708 001 |
| DEAFAB18 | FABREGUES PROTECTION COULAZOU | 4 915 000 |
| DEAGRA18 | GRABELS PROTECTION RIEUMASSEL | 3 600 000 |
| DEALAT18 | LATTES PROTECTION BASSE VALLÉE MOSSON | 5 189 524 |
| DEASHV18 | SCHEMA HYDRAULIQUE DU VERDANSON | 7 000 000 |
| DEEESR01 | CPER/ESRI UNIVERSITE ET PARTENARIATS | 11 803 080 |
| DEEPMI17 | PACTE MEDITERRANEEN D'INNOVATION MONTPELLIER | 3 590 000 |

| | | |
|-----------|--|-------------|
| | CAPITAL SANTE | |
| DPVDEC18 | MODERNISATION PARC DÉCHÈTERIES MÉTROPOLE | 6 972 000 |
| DPVDTR18 | EXTENSION RENOV CENTRE TRI DEMETER | 20 175 396 |
| DRICIN18 | CITÉ INTELLIGENTE | 7 110 000 |
| DRIEXT18 | EXTENSION DU SDAN | 9 313 207 |
| DUHCNM01 | CONTOURNEMENT NIMES MONTPELLIER | 80 838 298 |
| DUHESR01 | CPER LOGEMENT ETUDIANT / VIE ETUDIANTE | 2 554 043 |
| DUHP1E18 | AIDES À LA PIERRE / PARC PUBLIC SUR FONDS PROPRES | 16 800 000 |
| FONAMU03 | OPERATIONS D'AMENAGEMENT A VOCATION ECO | 23 671 102 |
| FONAMU04 | DESARTIFICIALISATION ET TRANSFERT DES COMMERCE DU FENOUILLET | 28 891 327 |
| FONAMU05 | ACQUISITIONS FONCIÈRES | 117 023 083 |
| M18CIME01 | CRÉATION D'UN CIMETIÈRE INTERCOMMUNAL | 44 400 000 |
| M18SBRN01 | AMÉNAGEMENT AV NÎMES À ST-BRES | 1 620 000 |
| M18VEHI01 | MISE À NIVEAU PARC VÉHICULES DAT | 4 108 516 |
| M19FRA709 | FRANCHISSEMENT A709 | 11 701 797 |
| M19FRTC01 | HALLE FRENCH TECH CAMBACERES | 22 097 000 |
| M19JTOU01 | JALONNEMENT TOURISTIQUE | 2 280 000 |
| M19LIHT01 | EMBELLISSEMENT DE LA METROPOLE ENFOUISSEMENT DES LIGNES HAUTE-TENSION | 12 043 794 |
| M19LITT01 | PRESERVATION DU LITTORAL | 1 000 000 |
| M19METH01 | DERNIERE PHASE USINE METHANISATION | 2 475 962 |
| M19TRD501 | TRAVAUX RD5 COURNONSEC | 3 900 000 |
| M19TRVS01 | TRAVERSE DE SUSSARGUES | 2 300 000 |
| M19TRVS02 | TRAVERSE DE RESTINCLIERES | 1 760 000 |
| M20AAGV01 | AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE | 22 000 000 |
| M20ASSA01 | ACQ FONCIERE DEMOLITION DE LA TOUR D'ASSAS | 3 252 000 |
| M20CDMO01 | OPAH COPROS DEGRADEES MOSSON | 1 215 000 |
| M20DASS01 | SOUTIEN AUX IMPLANTATIONS ECONOMIQUES CONCESSION DASSAULT 2EME EXTENSION | 1 999 540 |
| M20LAUZ01 | SOUTIEN AUX IMPLANTATIONS ECONOMIQUES MANDAT REQUALIFICATION LAUZE EST | 9 167 971 |
| M20LAUZ02 | SOUTIEN AUX IMPLANTATIONS ECONOMIQUES CONCESSION LAUZE EST | 4 206 000 |

| | | |
|------------|---|-------------|
| M20MART01 | SOUTIEN AUX IMPLANTATIONS ECONOMIQUES CONCESSION CHARLES MARTEL EXTENSION | 2 370 000 |
| M20MOAC01 | MOBILITES ACTIVES | 150 000 000 |
| M20MUSI01 | ACQUISITION INSTRUMENTS MUSIQUE POUR LE NOUVEAU CRR | 1 600 000 |
| M20NPAE01 | NOUVEAU MANDAT PAE | 1 500 000 |
| M20NPRU01 | NPRU CEVENNES | 27 325 600 |
| M20NPRU02 | NPRU MOSSON | 97 212 500 |
| M20PDSC01 | PLAN DE SAUVEGARDE CEVENNES | 1 715 000 |
| M20RDRDM04 | RD613 RD24E2 GIR ET BARREAU ZAC DES CHATAIGNIERS | 1 800 000 |
| M20RDRM01 | DESSERTTE DE L'ARENA SDF LEVADES | 1 826 000 |
| M20RDRM02 | OA RM62 GRAU DE PEROLS | 1 030 000 |
| M20RDRM03 | RD612 AMENAGEMENT ENTREE OUEST DE MONTPELLIER | 2 030 000 |
| M20RDRM05 | RM610 AMGT URBAIN TRAVERSEE DE VENDARGUES | 1 208 000 |
| M20RDRM07 | RD66 REPRISE DES RAMPES EST DE L'OUVRAGE DE FREJORGUES | 1 506 000 |
| M20SECU01 | AMELIORATION DE LA SECURITE ROUTIERE SUR RD 986 SUD | 2 700 000 |
| M21ACCM02 | POURSUITE DU SCHEMA DIRECTEUR ACCESSIBILITE MOBILITES | 2 500 000 |
| M21ALLU01 | BAILLARGUES ALLEE ALLUVIALE | 8 500 000 |
| M21ALLU02 | LAVERUNE PRAIRIES ALLUVIALES PARCELLE ANCIENNE PEPINIERE PITOT | 1 600 000 |
| M21DEPO02 | NOUVEAU DEPOT TRANSPORTS MOBILITES | 60 000 000 |
| M21ECOC01 | ECOCITE RENOVATION DES COPROPRIETES | 6 013 000 |
| M21ESPP01 | COEUR DE METROPOLE COMEDIE ESPLANADE TRIANGLE | 39 400 000 |
| M21ESPP02 | COEUR DE METROPOLE FOCH PEYROU ARCEAUX | 17 720 000 |
| M21EXTLI01 | POURSUITE EXTENSION L1 TRAMWAY | 46 916 508 |
| M21GUNRJ1 | GUICHET UNIQUE - RENOV ENERGIE | 16 641 500 |
| M21IRDI01 | FONDS DE CAPITAL-RISQUE | 4 600 000 |
| M21NBUS02 | POURSUITE ACQUISITION DE NAVETTES ET BUS | 9 587 967 |
| M21OUES01 | ESPACES PUBLICS LIGNE 5 | 33 371 040 |
| M21OUES02 | RESEAUX LIGNE 5 | 13 855 200 |
| M21PAPI02 | PAPI 2 LEZ JUVIGNAC PROTECTION MOSSON QUARTIER PLAINE | 1 865 000 |
| M21ROUL2 | MATERIEL ROULANT TRAMWAY | 180 000 000 |
| M21SEC116 | AMELIORATION DE LA SECURITE ROUTIERE SUR LA RD116 | 1 200 000 |
| M21TRAML5 | POURSUITE LIGNE 5 DE TRAMWAY | 386 668 229 |
| M21VEGE01 | VEGETALISATION DE LA METROPOLE | 2 000 000 |
| M21VEHI01 | FLOTTE DE VEHICULES | 11 550 000 |

| | | |
|----------------|---|----------------------|
| | DECARBONES | |
| M22CAMB01 | ZAC CAMBACERES | 10 930 000 |
| M22FICC01 | FONDS D'AIDE AUX ICC | 3 600 000 |
| M22LATT01 | LATTARA: CREATION CENTRE CONSERVATION ET D'ETUDES | 8 127 236 |
| M22LATT02 | LATTARA: AMENAGEMENT D'UN PARCOURS PEDAGOGIQUE | 7 139 000 |
| M22METRO01 | REALISATION DE 5 LIGNES DE BUSTRAM (DONT MATERIEL ROULANT) | 106 200 000 |
| M22MROU01 | REHABILITATION PISCINE MOTTE ROUGE | 3 885 000 |
| M22NRJV01 | TRANSITION ENERGETIQUE DU PATRIMOINE METROPOLITAIN | 1 375 000 |
| M22OFS01 | ORGANISME FONCIER SOLIDAIRE | 2 700 000 |
| M22OPER01 | PATRIMOINE: FACADES OPERA COMEDIE | 1 280 000 |
| M22PATC01 | SOUTIEN PATRIMONIAL AUX COMMUNES | 8 000 000 |
| M22RM001 | CREATION D'UN GIRATOIRE A VILLENEUVE LES MAGUELONE (RM185) | 1 100 000 |
| M22RM002 | CREATION D'UN GIRATOIRE A PIGNAN (RM5) | 1 760 000 |
| M22SDSI01 | MODERNISATION INFORMATIQUE DE L'ADMINISTRATION ET DES RELATIONS AUX USAGERS | 18 389 200 |
| MGBRES18 | RACCORDEMENT RESEAUX ELECTRIQUES MTP SRU | 1 200 000 |
| MGBSUR18 | TRAVAUX SÛRETÉ SIÈGE MÉTROPOLE | 3 810 434 |
| NETMTP16 | ENVIRONNEMENT MONTPELLIER | 7 507 374 |
| SPOACC01 | SPORTS ACCESSIBILITE EQUIPEMENTS | 5 812 903 |
| SPOCNN18 | RÉHABILITATION CENTRE NAUTIQUE NEPTUNE | 14 240 000 |
| SPOPAR01 | PARC MULTIGLISSE GÉRARD BRUYÈRE À BAILLARGUES | 15 500 000 |
| SPOPIS02 | PISCINE HERACLES | 12 160 236 |
| VOICEB16 | VOIRIE CADOULE ET BÉRANGE | 21 141 461 |
| VOILIT16 | VOIRIE LITTORAL | 23 694 536 |
| VOIMTP16 | VOIRIE MONTPELLIER | 121 569 441 |
| VOIPEG16 | VOIRIE PIÉMONT S ET GARRIGUES | 17 036 248 |
| VOIPLO16 | VOIRIE PLAINE OUEST | 23 969 941 |
| VOIVDL16 | VOIRIE VALLÉE DU LEZ | 27 696 045 |
| MONTANT | | 2 235 029 981 |

BUDGET ASSAINISSEMENT COLLECTIF :

| PROGRAMME | LIBELLE PROGRAMME | AP VOTEE |
|------------|--|--------------------|
| SDARES01 | RESEAUX INTERCEP EST AMONT & POMPIGNANE | 20 841 950 |
| SDASTR03 | STEP SUSS-ST GENIES & COURNONTERRAL | 9 990 165 |
| M19STEP02 | STEP SAINT-GEORGES D'ORQUES 9700 EH | 2 902 800 |
| M19STEP03 | STEP MURVIEL | 2 104 325 |
| M19MAERA01 | EXTENSION DE LA STEP MAERA | 140 384 335 |
| M19MAERA01 | RESEAUX PRIMAIRES MAERA PR ARTIS ET ETUDE COLLECTEUR OUEST | 4 775 000 |
| M19MAERA01 | RES PRIM MAERA CHOLET MAS STPIERRE | 3 179 400 |
| M19MAERA01 | RES PRIM MAERA DO VERDANSON | 2 120 500 |
| M21STEP01 | CONSTRUCTION STATION D'EPURATION DE MONTAUD | 1 315 000 |
| | MONTANT | 195 267 243 |

Le montant total des Autorisations de programme s'élèverait donc à :

- **2 276 537 211 €** (dont 679 706 645 € réalisés au 31/12/2021 soit un reste à financer de 1 596 830 566,00 €) sur le budget principal,
- **195 267 243 €** (dont 37 620 225 € déjà réalisés au 31/12/2021 soit un reste à financer de 157 647 018 €) sur le budget annexe assainissement collectif.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la création et la révision des autorisations de programme mentionnées ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 26 JUILLET 2022**

Ressources - Budget supplémentaire 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget Principal - Adoption

Depuis le vote du budget primitif 2022, adopté le 25 janvier 2022, il convient d'ajuster certains crédits et de se prononcer sur des opérations et dotations nouvelles. Par ailleurs, ce budget supplémentaire reprend les reports de crédits de l'exercice 2021 ainsi que l'affectation du résultat constaté au compte administratif 2021.

En outre, le budget annexe de l'eau potable ayant été clôturé au 31 décembre dernier, l'intégration des résultats et des restes à réaliser du budget annexe doit être prévue sur le budget principal dans le cadre de ce budget supplémentaire.

Le budget supplémentaire 2022 du budget principal s'équilibre à **53 992 580,84 euros en section de fonctionnement** et à **154 388 682,96 euros en section d'investissement**.

La structure de cet équilibre est décrite par les tableaux ci-dessous :

| SECTION DE FONCTIONNEMENT DEPENSES | Opérations réelles | Opérations d'ordre | Total |
|--|-------------------------------|-------------------------------|----------------------|
| Crédits nouveaux | 17 806 823,22 | 36 185 757,62 | 53 992 580,84 |
| dont 930 – Services généraux | 7 238 741,22 | | 7 238 741,22 |
| dont 931 – Sécurité | 395 722,00 | | 395 722,00 |
| dont 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs | 1 789 873,00 | | 1 789 873,00 |
| dont 934 – Santé et action sociale | -92 500,00 | | -92 500,00 |
| dont 935 – Aménagement des territoires et habitat | 316 979,00 | | 316 979,00 |
| dont 936 – Action économique | 65 000,00 | | 65 000,00 |
| dont 937 – Environnement | 3 721 650,00 | | 3 721 650,00 |
| dont 938 – Transports | 4 004 358,00 | | 4 004 358,00 |
| dont 940 – Impositions directes | 352 000,00 | | 352 000,00 |
| dont 941 – Autres impôts et taxes | 15 000,00 | | 15 000,00 |
| dont 953 – Virement à la section d'investissement | | 36 185 757,62 | 36 185 757,62 |
| Total général | 17 806 823,22 | 36 185 757,62 | 53 992 580,84 |

| SECTION DE FONCTIONNEMENT RECETTES | Opérations réelles | Opérations d'ordre | Total |
|---|-------------------------------|-------------------------------|----------------------|
| Résultat reporté | 30 168 616,84 | 0,00 | 30 168 616,84 |
| Crédits nouveaux | 23 498 964,00 | 325 000,00 | 23 823 964,00 |
| dont 930 – Services généraux | 3 264 281,00 | | 3 264 281,00 |
| dont 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs | 95 890,00 | | 95 890,00 |
| dont 934 – Santé et action sociale | 7 417,00 | | 7 417,00 |
| dont 935 – Aménagement des territoires et habitat | 312 111,00 | | 312 111,00 |
| dont 936 – Action économique | 2 570 679,00 | | 2 570 679,00 |
| dont 937 – Environnement | 8 110 566,00 | | 8 110 566,00 |
| dont 938 – Transports | 8 414 613,00 | | 8 414 613,00 |
| dont 940 – Impositions directes | 57 402,00 | | 57 402,00 |
| dont 941 – Autres impôts et taxes | 666 005,00 | | 666 005,00 |
| dont 946 – Transferts entre les sections | | 325 000,00 | 325 000,00 |
| Total général | 53 667 580,84 | 325 000,00 | 53 992 580,84 |

| SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES | Opérations réelles | Opérations d'ordre | Total |
|---|-------------------------------|-------------------------------|-----------------------|
| Résultat reporté | 118 625 567,61 | 0,00 | 118 625 567,61 |
| Crédits reportés | 86 317 482,31 | 0,00 | 86 317 482,31 |
| Crédits nouveaux | -50 879 366,96 | 325 000,00 | -50 554 366,96 |
| dont 900 – Services généraux | -1 389 494,00 | | -1 389 494,00 |
| dont 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs | -4 134 729,00 | | -4 134 729,00 |
| dont 905 – Aménagement des territoires et habitat | -4 887 477,00 | | -4 887 477,00 |
| dont 906 – Action économique | -1 669 808,37 | | -1 669 808,37 |
| dont 907 – Environnement | -3 460 018,54 | | -3 460 018,54 |
| dont 908 – Transports | -36 224 803,71 | | -36 224 803,71 |
| dont 921 – Taxes non affectées | 385 000,00 | | 385 000,00 |
| dont 922 – Dotations et participations | 501 963,66 | | 501 963,66 |
| dont 926 – Transferts entre les sections | | 325 000,00 | 325 000,00 |
| Total général | 154 063 682,96 | 325 000,00 | 154 388 682,96 |

| SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES | Opérations réelles | Opérations d'ordre | Total |
|---|-------------------------------|-------------------------------|----------------------|
| Crédits reportés | 57 920 072,38 | 0,00 | 57 920 072,38 |
| Crédits nouveaux | 60 282 852,96 | 36 185 757,62 | 96 468 610,58 |
| dont 901 – Sécurité | 40 166,00 | | 40 166,00 |
| dont 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs | -1 426 750,00 | | -1 426 750,00 |

| | | | |
|---|-----------------------|----------------------|-----------------------|
| dont 905 – Aménagement des territoires et habitat | -659 866,00 | | -659 866,00 |
| dont 907 – Environnement | 1 410 000,00 | | 1 410 000,00 |
| dont 908 – Transports | -9 821 020,91 | | -9 821 020,91 |
| dont 922 – Dotations et participations | 147 524 941,20 | | 147 524 941,20 |
| dont 923 – Dettes et autres opérations financières | -76 784 617,33 | | -76 784 617,33 |
| dont 951 – Virement de la section de fonctionnement | | 36 185 757,62 | 36 185 757,62 |
| Total général | 118 202 925,34 | 36 185 757,62 | 154 388 682,96 |

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le budget supplémentaire 2022 du budget principal par chapitre en section de fonctionnement et d'investissement, conformément à la nomenclature M57 ;
- D'approuver l'intégration des résultats du budget annexe de l'eau potable au budget principal suite à sa clôture ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 26 JUILLET 2022**

Ressources - Budget supplémentaire 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget annexe de l'assainissement - Adoption

Depuis le vote du budget primitif 2022, adopté le 25 janvier 2022, il convient d'ajuster certains crédits et de se prononcer sur des opérations et dotations nouvelles. Par ailleurs, ce budget supplémentaire reprend les reports de crédits de l'exercice 2021 ainsi que l'affectation du résultat constaté au compte administratif 2021.

Le budget supplémentaire 2022 du budget annexe de l'assainissement s'équilibre à **4 164 454,34 € en section d'exploitation** et à **16 000 122,34 € en section d'investissement**.

La structure de cet équilibre est décrite par les tableaux ci-dessous :

| SECTION D'EXPLOITATION DEPENSES | Opérations réelles | Opérations d'ordre | Total |
|---|---------------------------|---------------------------|---------------------|
| Crédits nouveaux | 1 240 000,00 | 2 924 454,34 | 4 164 454,34 |
| dont 011 – Charges à caractère général | 12 000,00 | | 12 000,00 |
| dont 67 – Charges exceptionnelles | 1 228 000,00 | | 1 228 000,00 |
| dont 023 – Virement à la section d'investissement | | 2 924 454,34 | 2 924 454,34 |
| Total général | 1 240 000,00 | 2 924 454,34 | 4 164 454,34 |

| SECTION D'EXPLOITATION RECETTES | Opérations réelles | Opérations d'ordre | Total |
|---|---------------------------|---------------------------|---------------------|
| Résultat reporté | 3 116 454,34 | 0,00 | 3 116 454,34 |
| Crédits nouveaux | 1 048 000,00 | 0,00 | 1 048 000,00 |
| dont 74 – Dotations et participations | 1 168 000,00 | | 1 168 000,00 |
| dont 75 – Autres produits de gestion courante | -120 000,00 | | -120 000,00 |
| Total général | 4 164 454,34 | 0,00 | 4 164 454,34 |

| SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES | Opérations réelles | Opérations d'ordre | Total |
|--|-------------------------------|-------------------------------|----------------------|
| Résultat reporté | 7 476 178,77 | 0,00 | 7 476 178,77 |
| Crédits reportés | 9 638 825,39 | 0,00 | 9 638 825,39 |
| Crédits nouveaux | -1 114 881,82 | 0,00 | -1 114 881,82 |
| dont 20 – Immobilisations incorporelles | -1 200,00 | | -1 200,00 |
| dont 23 – Immobilisations en cours | -1 113 681,82 | | -1 113 681,82 |
| Total général | 16 000 122,34 | 0,00 | 16 000 122,34 |

| SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES | Opérations réelles | Opérations d'ordre | Total |
|--|-------------------------------|-------------------------------|----------------------|
| Crédits reportés | 3 273 144,27 | 0,00 | 3 273 144,27 |
| Crédits nouveaux | 9 802 523,73 | 2 924 454,34 | 12 726 978,07 |
| dont 10 – Dotations, fonds divers et réserves | 13 841 859,89 | | 13 841 859,89 |
| dont 16 – Emprunts et dettes assimilées | -4 039 336,16 | | -4 039 336,16 |
| dont 021 – Virement de la section d'exploitation | | 2 924 454,34 | 2 924 454,34 |
| Total général | 13 075 668,00 | 2 924 454,34 | 16 000 122,34 |

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le budget supplémentaire 2022 du budget annexe de l'assainissement par chapitre en section d'exploitation et d'investissement, conformément à la nomenclature M49 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 26 JUILLET 2022**

Ressources - Budget supplémentaire 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget annexe du service public d'assainissement non collectif - Adoption

Depuis le vote du budget primitif 2022, adopté le 25 janvier 2022, il convient d'ajuster certains crédits et de se prononcer sur des opérations et dotations nouvelles. Par ailleurs, ce budget supplémentaire reprend les reports de crédits de l'exercice 2021 ainsi que l'affectation du résultat constaté au compte administratif 2021.

Le budget supplémentaire 2022 du budget annexe du service public d'assainissement non collectif s'équilibre à **26 742, 27 euros en section d'exploitation** et à **40 698, 71 euros en section d'investissement**.

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

| SECTION D'EXPLOITATION DEPENSES | Opérations réelles | Opérations d'ordre | Total |
|---|---------------------------|---------------------------|------------------|
| Crédits nouveaux | 0,00 | 26 742,27 | 26 742,27 |
| dont 023 – Virement à la section d'investissement | | 26 742,27 | 26 742,27 |
| Total général | 0,00 | 26 742,27 | 26 742,27 |

| SECTION D'EXPLOITATION RECETTES | Opérations réelles | Opérations d'ordre | Total |
|--|---------------------------|---------------------------|------------------|
| Résultat reporté | 26 742,27 | 0,00 | 26 742,27 |
| Crédits nouveaux | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total général | 26 742,27 | 0,00 | 26 742,27 |

| SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES | Opérations réelles | Opérations d'ordre | Total |
|--|-------------------------------|-------------------------------|------------------|
| Crédits reportés | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Crédits nouveaux | 40 698,71 | 0,00 | 40 698,71 |
| dont 20 – Immobilisations incorporelles | 40 698,71 | | 40 698,71 |
| Total général | 40 698,71 | 0,00 | 40 698,71 |

| SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES | Opérations réelles | Opérations d'ordre | Total |
|---|-------------------------------|-------------------------------|------------------|
| Résultat reporté | 13 956,44 | 0,00 | 13 956,44 |
| Crédits nouveaux | 0,00 | 26 742,27 | 26 742,27 |
| dont 021 – Virement de la section d'exploitation | | 26 742,27 | 26 742,27 |
| Total général | 13 956,44 | 26 742,27 | 40 698,71 |

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le budget supplémentaire 2022 du budget annexe du service public d'assainissement non collectif par chapitre en section d'exploitation et d'investissement, conformément à la nomenclature M49 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 26 JUILLET 2022**

Ressources - Budget supplémentaire 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget annexe parking - Adoption

Depuis le vote du budget primitif 2022, adopté le 25 janvier 2022, il convient d'ajuster certains crédits et de se prononcer sur des opérations et dotations nouvelles. Par ailleurs, ce budget supplémentaire reprend les reports de crédits de l'exercice 2021 ainsi que l'affectation du résultat constaté au compte administratif 2021.

Le budget supplémentaire 2022 du budget annexe parking s'équilibre à **3 268 005,16 euros en section d'exploitation** et à **2 657 258,61 euros en section d'investissement**.

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

| SECTION D'EXPLOITATION DEPENSES | Opérations réelles | Opérations d'ordre | Total |
|---|---------------------------|---------------------------|---------------------|
| Crédits nouveaux | 0,00 | 3 268 005,16 | 3 268 005,16 |
| dont 023 – Virement à la section d'investissement | | 3 268 005,16 | 3 268 005,16 |
| Total général | 0,00 | 3 268 005,16 | 3 268 005,16 |

| SECTION D'EXPLOITATION RECETTES | Opérations réelles | Opérations d'ordre | Total |
|--|---------------------------|---------------------------|---------------------|
| Résultat reporté | 3 268 005,16 | 0,00 | 3 268 005,16 |
| Crédits nouveaux | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total général | 3 268 005,16 | 0,00 | 3 268 005,16 |

| SECTION DEPENSES | D'INVESTISSEMENT | Opérations réelles | Opérations d'ordre | Total |
|---------------------------------------|-------------------------|-------------------------------|-------------------------------|---------------------|
| Crédits reportés | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Crédits nouveaux | | 2 657 258,61 | 0,00 | 2 657 258,61 |
| dont 21 – Immobilisations corporelles | | 2 657 258,61 | | 2 657 258,61 |
| Total général | | 2 657 258,61 | 0,00 | 2 657 258,61 |

| SECTION RECETTES | D'INVESTISSEMENT | Opérations réelles | Opérations d'ordre | Total |
|--|-------------------------|-------------------------------|-------------------------------|---------------------|
| Résultat reporté | | 37 875,45 | 0,00 | 37 875,45 |
| Crédits nouveaux | | -648 622,00 | 3 268 005,16 | 2 619 383,16 |
| dont 16 – Emprunts et dettes assimilées | | -648 622,00 | | -648 622,00 |
| dont 021 – Virement de la section d'exploitation | | | 3 268 005,16 | 3 268 005,16 |
| Total général | | -610 746,55 | 3 268 005,16 | 2 657 258,61 |

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le budget supplémentaire 2022 du budget annexe parking par chapitre en section d'exploitation et d'investissement, conformément à la nomenclature M4 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 26 JUILLET 2022

Ressources - Attribution de fonds d'équipement aux communes - Approbation

La pratique des fonds de concours prévue à l'article L.5216-5 VI du Code général des collectivités territoriales (CGCT) pour les communautés d'agglomération (et par extension pour les métropoles), permettant de déroger au principe de spécialité et d'exclusivité budgétaire régissant les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), a été renforcée par l'article 186 de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités. Dès lors, des fonds de concours peuvent être versés entre un EPCI à fiscalité propre et ses communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils communaux concernés, afin de financer la réalisation d'un équipement. Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours.

C'est à ce titre que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite accompagner les communes dans la réalisation de leurs projets, résultant de la forte croissance démographique, en matière culturelle, sportive, éducative, économique ou d'accessibilité ainsi que les opérations directement en lien avec les enjeux de la transition écologique et du développement durable. La capacité collective à investir pour le territoire est d'autant plus importante alors qu'est traversée une crise historique qui nécessite un soutien accru aux acteurs économiques.

Dans ce cadre, il est proposé au Conseil de Métropole de retenir le projet suivant estimé à 430 000€ HT :

| COMMUNES | PROJETS | FONDS D'EQUIPEMENT RETENUS |
|------------|---------------------------------|-------------------------------|
| SUSSARGUES | Réhabilitation du Cœur de Ville | 200 000 € |

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le versement du fonds de concours relatif au projet présenté ci-dessus, sous réserve de la signature d'une convention de versement ;
- D'approuver les termes de la convention de versement entre la Métropole de Montpellier et la Commune de Sussargues ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 26 JUILLET 2022

Hors commission - Stratégie MedVallée - Plan d'actions 2022-2026 - Adoption - Autorisation de signature

Par délibérations du 7 juin et du 23 novembre 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a adopté les principes de l'initiative *MEDVALLÉE* pour promouvoir Montpellier comme pôle mondial d'excellenceS en Santé Globale avec comme devise « *Nourrir-Soigner-Protéger* ».

Montpellier Méditerranée Métropole a engagé dès 2021 l'**initiative MEDVALLÉE**, pour porter un pôle d'excellenceS mondial dans les domaines de la Santé, de l'Alimentation et de l'Environnement. Ainsi, MEDVALLÉE s'appuie sur l'excellence de la recherche dans ces filières pour favoriser la création et l'accélération de richesses et d'emplois sur le territoire de la Métropole et, en accord avec les intercommunalités voisines, sur le bassin de vie montpelliérain. Outre le renforcement de chaque filière, MEDVALLÉE privilégie une approche intégrée de « **Santé globale** », (One Health de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS)), pluridisciplinaire et décloisonnée au croisement de ces disciplines, prenant en compte la santé humaine mais aussi l'état des systèmes naturels dont elle dépend.

En favorisant le lien entre la recherche et les écosystèmes d'envergure nationale et internationale présents à Montpellier, MEDVALLÉE contribue directement au nécessaire objectif de souveraineté sanitaire mais aussi alimentaire et économique de la France, au service de la Santé globale des citoyens.

Si la Santé est ancrée dans l'histoire de ce territoire qui accueille la plus ancienne faculté de médecine au monde, la communauté scientifique en agronomie de Montpellier est aussi la plus importante de France. Enfin, l'Université de Montpellier est classée 3^{ème} en écologie au classement de Shanghai 2021. Autant d'atouts qui légitiment l'initiative MEDVALLÉE.

À cela, s'ajoutent l'innovation et l'entrepreneuriat qui sont tous deux, des marqueurs forts de Montpellier. La création du Business Innovation Centre (BIC) en 1987, aujourd'hui classé dans le top 5 des incubateurs mondiaux en est la parfaite illustration.

En outre, MEDVALLÉE conforte Montpellier Université d'Excellence (MUSE) qui mobilise les forces de 19 institutions autour d'une ambition commune : faire émerger à Montpellier une université thématique de recherche intensive, internationalement reconnue pour son impact dans les domaines liés à l'agriculture, l'environnement et la santé avec une devise commune : « *Nourrir, Soigner, Protéger* ».

Dynamique économique, visibilité et attractivité de la Recherche, puissance académique, autant de leviers

pour la stratégie MEDVALLÉE qui recouvre également la volonté de la Métropole d'une nécessaire sobriété et résilience pour l'environnement.

Une gouvernance innovante, fédératrice et agile :

À l'automne 2021, Montpellier Méditerranée Métropole avec l'État et la Région Occitanie, cofondateurs, ont adopté le principe d'une gouvernance collective et partagée pour construire, ensemble, un projet de territoire.

Cette gouvernance s'organise en deux niveaux :

- Un Comité de pilotage qui réunit les fondateurs, en charge de valider et d'évaluer la stratégie et le plan d'actions sur la période 2022-2026 ;
- La FabriK MedVallée qui réunit les acteurs du monde des entreprises, académique et de la recherche. Elle garantit une mise en œuvre collective des actions et sera partie intégrante du Conseil d'orientation stratégique qui sera mis en place d'ici à la fin de l'année 2022.

MEDVALLÉE Montpellier est également membre de la *French Care* et de la *French Health Care* dont l'objectif est de promouvoir et développer l'excellence de la santé, respectivement en France et à l'international.

Après une phase de préfiguration puis l'adoption du Pacte des fondateurs par la Métropole, la Région Occitanie et l'Etat à l'automne 2021, des travaux collaboratifs avec les représentants de toutes les parties prenantes, ont été menés au sein de 10 ateliers « *La FabriK MEDVALLÉE* » regroupant 250 acteurs, entre décembre 2021 et mai 2022.

La FabriK MEDVALLÉE, pour une mise en œuvre collective de l'ambition formalisée par le Pacte des Fondateurs, réunit les acteurs représentatifs des écosystèmes (entreprises, chercheurs et/ou établissements de recherche, partenaires économiques) au sein d'ateliers favorisant l'interdisciplinarité et propose les axes fédérateurs d'un plan d'actions opérationnel pour l'émergence d'actions transversales et l'identification de projets labellisables MEDVALLÉE.

Stratégie MEDVALLÉE : Plan d'actions 2022-2026 :

- **Une méthode collective et itérative :**

Ces ateliers ont permis de décliner une stratégie planifiée sur la période 2022-2026 afin de conforter Montpellier comme pôle d'excellenceS mondial en Santé globale. La mise en œuvre opérationnelle de ce plan d'actions sera conduite avec les co-fondateurs et les partenaires de la Métropole. Entendues dans un esprit collaboratif et collégial, les propositions qui en sont issues sont le reflet de la diversité des mesures souhaitées et plébiscitées par les acteurs locaux mais aussi nationaux.

Les mesures envisagées favorisent un développement économique exemplaire et répondent aux objectifs suivants :

- *Fédérer les acteurs* et créer des synergies entre les filières santé / environnement / alimentation ;
- *Stimuler le développement économique et l'emploi par l'innovation* en renforçant les liens avec les laboratoires d'excellence du territoire ;
- *Renforcer l'attractivité et la visibilité internationale* de Montpellier en matière de Santé Globale ;
- *Attirer et former des talents* : entrepreneurs, investisseurs, chercheurs et étudiants, avec une attention particulière portée aux jeunes ;

- *Développer des infrastructures performantes et vertueuses* : rééquilibrer l'implantation des entreprises sur l'arc Nord de Montpellier ;
- *Favoriser le recours au digital* ;
- Construire ensemble *une métropole santé globale exemplaire*.
- **Une stratégie en 5 axes :**
 - ***Une communauté labellisée :***
Emergence et animation de la communauté *MEDVALLÉE* via une charte et un label ;
 - ***Un accélérateur de croissance et de développement :***
Identification, accompagnement et accélération des projets ;
 - ***L'innovation comme ADN :***
Hybridation entreprise, recherche et enseignement supérieur ;
 - ***Ville et territoires démonstratifs :***
Des politiques publiques et des acteurs qui incarnent l'enjeu de Santé Globale ;
 - ***Un rayonnement national et mondial :***
Ambition et visibilité nationale, européenne et mondiale.

Les axes se déclinent en **15 objectifs opérationnels et 30 actions** dont 50 % seront engagées avant la fin de l'année 2022 (voir annexe 1)

Les Assises MEDVALLÉE du 27 juin 2022 ont réuni 800 acteurs de la Santé Globale au Corum pour présenter la stratégie et l'ambition de fédérer autour de MEDVALLÉE l'identité du territoire.

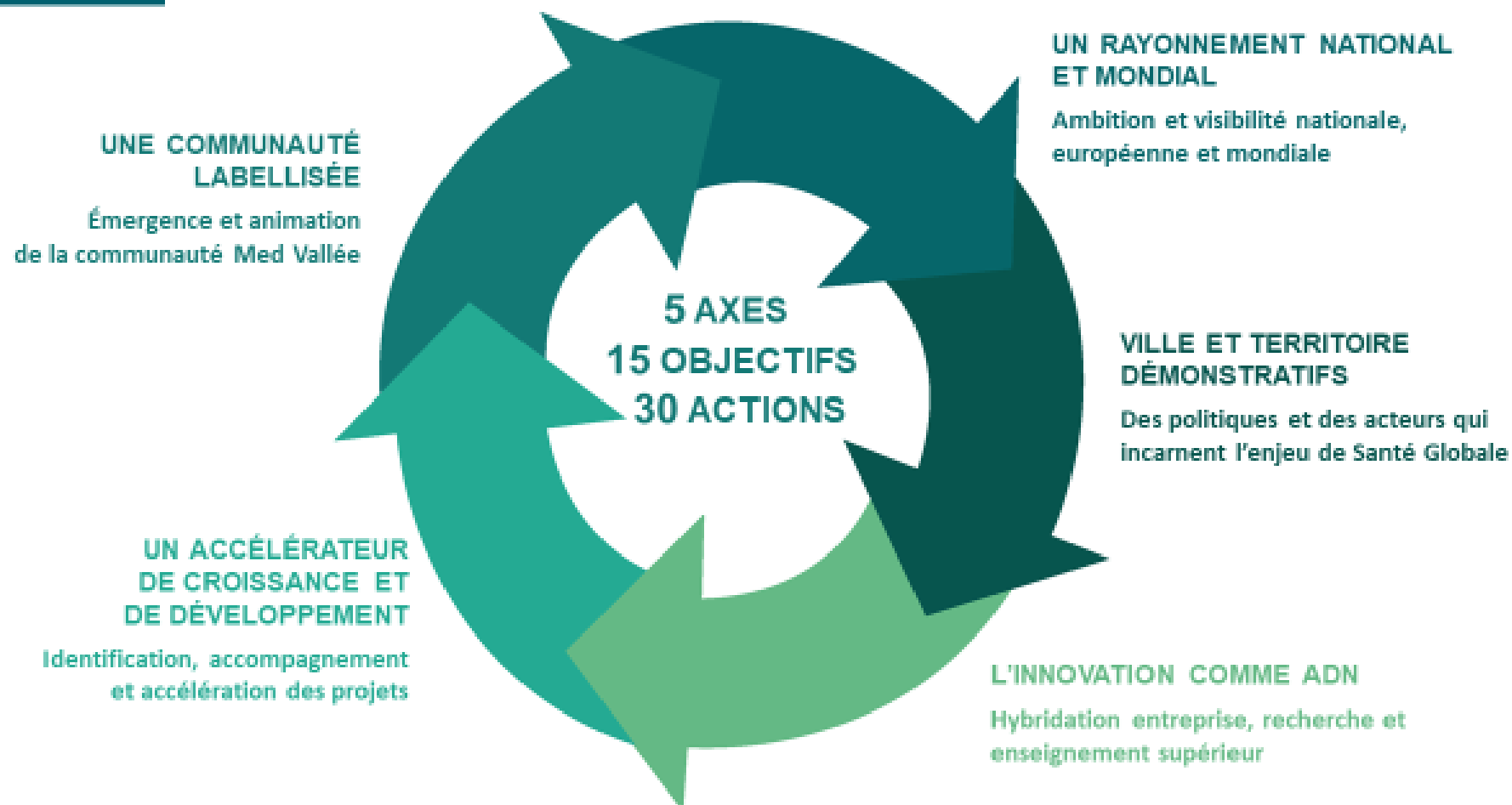
- **10 Ambassadeurs investis :**

Lors de ces Assises, la Métropole a nommé 10 ambassadeurs, tous représentants emblématiques des trois filières d'excellence MEDVALLÉE (voir annexe 2) : Personnalités remarquables pour leur parcours professionnel, leur notoriété, leur attachement au territoire montpelliérain ainsi que pour les valeurs qu'ils incarnent, en complète adéquation avec celles de MEDVALLÉE. Symboliquement, une œuvre NFT (*Non Fungible Tokens*), réalisée par Monsieur Olivier BONHOMME, artiste montpelliérain, d'une valeur estimative de 1 538,46 € HT, est remise à chaque ambassadeur ou à l'institution qu'ils représentent en raison de leur fonction ainsi qu'aux cofondateurs que sont la Région Occitanie Pyrénées Méditerranée et l'Etat.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'autoriser l'adoption du plan d'actions de la stratégie *MEDVALLÉE* ;
- D'autoriser le don des œuvres NFT aux ambassadeurs et aux cofondateurs ou à leurs institutions ;
- De dire que les crédits seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les actes de cession ainsi que tout document relatif à cette affaire.

La stratégie MEDVALLÉE issue des travaux de la Fabrik



| Annexe : Plan d'actions stratégie MedVallée 2022-2026 | |
|--|---|
| AXE : UNE COMMUNAUTÉ LABELLISÉE | |
| Objectifs opérationnels | Actions |
| A : Créer des outils d'identification, d'orientation et de reconnaissance | Créer un label Med Vallée |
| | Créer une Charte Med Vallée exemplaire |
| | Créer une plateforme d'accueil, d'identification et d'orientation des projets : MedDesk |
| B : Animer la communauté en présentiel et distanciel | Proposer des temps d'animation réguliers entre membres de la Fabrik Med Vallée |
| | Favoriser les partenariats TPE/PME avec les grands groupes |
| | Stimuler l'émergence de collaborations inter-filières |
| C : Mettre en place une gouvernance partagée | Créer un Conseil d'Orientation Stratégique COS |
| AXE : UN RAYONNEMENT NATIONAL ET MONDIAL | |
| Objectifs opérationnels | Actions |
| A : Porter une stratégie de communication Med Vallée | Définir un fond de marque et une image Med Vallée en valorisant notamment les success stories |
| | Développer un réseau d'ambassadeurs pour promouvoir Med Vallée |
| | Créer une conférence ou un événement international à la pointe des sujets Santé globale |
| B : Renforcer la capacité de prospection internationale des acteurs | Renforcer la capacité de prospection internationale : cellule de veille, partenariats, coopération internationale |
| C : Renforcer l'attractivité par des partenariats | Valoriser et renforcer les liens entre l(es) université(s) et organismes de recherche de Montpellier et d'autres universités et organismes de recherche prestigieux |
| | Développer des partenariats internationaux et des projets de recherche coconstruits avec les pays du Sud |
| | Créer un Établissement d'enseignement international (EPLEI) |
| | Créer des mesures d'attractivité pour les chercheurs et talents |
| AXE : UN ACCÉLÉRATEUR DE CROISSANCE ET DE DÉVELOPPEMENT | |
| Objectifs opérationnels | Actions |
| A : Articuler les structures d'accompagnement | Articuler les structures d'accompagnement |
| B : Créer des parcours de financement Med Vallée | Créer des parcours de financement Med Vallée |
| C : Favoriser la participation à des appels à projets nationaux et européens | Favoriser la participation à des appels à projets nationaux et européens |
| AXE : L'INNOVATION COMME ADN | |
| Objectifs opérationnels | Actions |
| A : Référencer et valoriser les compétences des laboratoires pour les entreprises | Référencer les compétences des laboratoires pour les entreprises |
| | Développer / Amplifier l'excubation (de l'entreprise vers la recherche) Med Vallée, afin de favoriser l'émergence d'innovations |
| | Diffuser la culture de la sécurité économique au sein de Med Vallée |
| B : Développer un campus Med Vallée international pour la formation, la recherche et l'innovation | Développer un campus Med Vallée international pour la formation, la recherche et l'innovation |
| C : Créer, renforcer et, valoriser des formations phares en Santé globale | Créer et développer des formations phares Med Vallée |
| | Créer un pavillon Med Vallée des formations et de l'emploi au sein du salon TAF |
| AXE : VILLE ET TERRITOIRE DÉMONSTRATIFS | |
| Objectifs opérationnels | Actions |
| A : Développer des politiques publiques territoriales exemplaires en matière de Santé globale en lien avec les citoyens | Faire de Montpellier et son territoire un laboratoire et un démonstrateur du concept de la Santé globale en lien avec le citoyen |
| | Obtenir un label tel que « Ville prévention Santé » ou « Ville Santé Globale » |
| | Intégrer la thématique sport-santé au sein de Med Vallée |
| B : Adopter une planification urbaine et un schéma spatial, foncier, immobilier et de desserte adaptés | Créer des locaux Med Vallée emblématiques, adaptés aux besoins de tous les acteurs et implantés dans un tissu urbain mixte |
| | Développer une gestion foncière spécifique à Med Vallée afin d'identifier et de faire correspondre les besoins des entreprises et l'offre disponible |
| C : Diffuser et valoriser la culture de la Santé globale dans le fonctionnement des entreprises et organisations du territoire | Diffuser et valoriser la culture de la Santé globale dans le fonctionnement des entreprises et organisations du territoire |

Annexe 2 : Stratégie MEDVALLÉE plans d'actions 2022-2026 - liste des 10 Ambassadeurs

- Célia BELLINE, CEO CIL Care
- Véronique BELLON-MAUREL, Directrice de l'Institut Convergence Agriculture Numérique #Digitag – INRAE -UM
- Aline BSAIBES, CEO ITK
- Patrick CARON, Président d'Agropolis International, Vice-président de l'Université de Montpellier, Membre du Board CGIAR
- Vincent COSTALAT, Chef du service neuro radiologie du CHU de Montpellier
- Stéphanie GOTTLIB-ZEH, Présidente d'Agileo Ventures
- Franck MOLINA, Directeur de recherches au CNRS, Directeur du laboratoire Sys2Diag CNRS-ALCEN, Médaille de l'Innovation 2020 du CNRS-UM
- Gaëlle SKRELA, Joueuse internationale de Basket ball
- Bruno STRIGINI, Ex – Président Monde Oncologie de Novartis
- Marc YCHOU, Directeur de l'Institut du Cancer de Montpellier



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 26 JUILLET 2022

Animation du territoire - Sport de haut niveau - Dispositifs à destination des athlètes de haut niveau - Attribution de subventions - Approbation

Montpellier Méditerranée Métropole est un acteur engagé en faveur du soutien aux clubs et associations sportives phares du territoire. Par délibération en date du 18 septembre 2002, le Conseil communautaire a déterminé les critères d'intervention dans le domaine sportif et notamment son rôle dans la diffusion du sport de haut niveau. Par délibération en date du 3 décembre 2018, puis par décision du Comité d'Organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques Paris 2024, Montpellier Méditerranée Métropole a été labellisée « *Terre de Jeux* » et « *Centre de Préparation aux Jeux* ».

Aussi, selon des critères de notoriété et de diffusion de l'image de la Métropole au plan national, européen et international, le Conseil de Métropole vote chaque année des subventions de fonctionnement afin d'aider les clubs et associations sportives à mener à bien leurs activités et leurs projets. Montpellier Méditerranée Métropole poursuit cette politique sportive ambitieuse en faveur de la fidélisation des athlètes sur notre territoire qui font la fierté des habitants et qui contribuent à l'image dynamique de la Métropole.

Par délibération n° M2021-313 en date du 28 juillet 2021, le Conseil de Métropole a approuvé la mise en œuvre de deux dispositifs à destination des athlètes de haut niveau du territoire de la Métropole :

- Une aide individuelle dédiée au développement de la performance sportive de l'athlète ;
- Un partenariat pour désigner des « Ambassadrices & Ambassadeurs » du sport de Montpellier.

Le jury présidé par le Vice-Président délégué aux politiques sportives et composé d'experts du sport s'est réuni le 1^{er} juin 2022 pour sélectionner les athlètes aidés.

Les athlètes sélectionnés et les aides attribuées dans ce cadre de ces deux dispositifs figurent dans les deux tableaux ci-dessous.

I – Aide individuelle en faveur du développement de la performance sportive

Les participations financières figurant au tableau sont accordées, pour l'année 2022, aux athlètes dont les noms figurent sur le même document. La dépense totale s'élève à 68 500 €.

| Nom | Prénom | Liste Ministérielle Hors Liste | Sport | Discipline sportive | Club | Montant de l'aide |
|---------------------|----------|-----------------------------------|---------------------|----------------------------|--|----------------------|
| BEDART | Samuel | Haut Niveau Sénior | Taekwondo | Combat | 3M Taekwondo | 1 000 € |
| BELKACEMI | Leslie | Haut Niveau Sénior | Sauvetage Sportif | Eau plate | Aqualove Sauveta Montpellier | 1 000 € |
| BERGERON | Tom | Haut Niveau Relève | Sauvetage Sportif | toutes disciplines | Aqualove Sauveta Montpellier | 1 500 € |
| BERTRAND | Luca | Collectif National | Cyclisme | Bmx Freestyle | Montpellier BMX | 1 500 € |
| BLIEK- PANNETIER | Maxime | Espoir | Natation | Water-Polo | Montpellier Water-Polo | 1 500 € |
| BRETÉCHER | Camille | Haut Niveau Relève | Canoë-kayak | Kayak-polo | 3M Canoë-Kayak Université Club | 1 500 € |
| CANET | Arthur | Haut Niveau Relève | Volley-Ball | Beach-Volley | Montpellier Beach Volley | 1 500 € |
| CHAAL | Kenza | Haut Niveau Sénior | Cyclisme | Bmx Freestyle | Montpellier Attitude | 1 000 € |
| CHABOUNI | Khalil | Haut Niveau Relève | Danse | Breaking | Montpellier Hérault Breaking Club | 1 500 € |
| CLAMARON | Johna | Espoir | Handball | Handball | MHB Montpellier | 1 500 € |
| DELOS | Ludivine | Haut Niveau Relève | Force | Force Athlétique | Force Occitane Le Crès | 1 500 € |
| DENIS | Magalie | Hors liste | Equitation | Horse-ball | Montpellier Horse-ball | 1 500 € |
| DESCOUX | Mathilde | Haut Niveau Relève | Athlétisme | 400m | Montpellier Athlétic Méditerranée Métropole | 1 500 € |
| DORCESCU | Dénis | Collectif National | Tennis de Table | Tennis de Table | Montpellier Tennis de Table | 1 500 € |
| DURAND | Sven | Espoir | Athlétisme | Demi-fond | Montpellier Athlétic Méditerranée Métropole | 1 500 € |
| EL YAZIDI | Omar | Haut Niveau Relève | Taekwondo | Combat | 3M Taekwondo | 1 500 € |
| ENGONE- NGUEMA | Jelissa | Haut Niveau Relève | Taekwondo | Combat | 3M Taekwondo | 1 500 € |
| FACELINA | Maude | Espoir | Hockey sur glace | Hockey sur glace | Montpellier Métropole Hockey Club | 1 500 € |
| FLORIMONT | Jolan | Collectif National | Judo | Judo | Montpellier Judo Olympic | 1 500 € |
| GARCIA | Théo | Espoir | Baseball & Softball | Baseball | MUC Barracudas Baseball Softball | 1 500 € |
| GERARDIN | Raphaël | Collectif National | Athlétisme | 24 heures course à pied | Pérois Footing | 1 500 € |
| GRASSIN | Eva | Haut Niveau Relève | Judo | Judo | Montpellier Judo Olympic | 1 500 € |

| Nom | Prénom | Liste Ministérielle Hors Liste | Sport | Discipline sportive | Club | Montant de l'aide |
|-------------------|----------|-----------------------------------|---------------------|------------------------|--|----------------------|
| LE GRIX | Titouan | Haut Niveau Relève | Athlétisme | 3000m Steeple | Montpellier Athlétic Méditerranée Métropole | 1 500 € |
| LEVEL | Téo | Espoir | Cyclisme | Bmx Freestyle | Montpellier Attitude | 1 500 € |
| LOE-OUTREY | Kiéra | Espoir | Volley-Ball | Volley-Ball | AS Beaux-Arts Montpellier | 1 500 € |
| LORUSSO | Matteo | Haut Niveau Relève | Athlétisme | 400m | Montpellier Athlétic Méditerranée Métropole | 1 500 € |
| MACIPE | Anna | Espoir | Rugby | Rugby à XV | Montpellier Hérault Rugby Club | 1 500 € |
| MARTINEZ | Coleen | Haut Niveau Elite | Roller Hockey | Roller Hockey | MUC Mantas | 1 000 € |
| MAZET- VIGNAUD | Luan | Espoir | Natation | Para-Natation | Montpellier Paillade Natation | 1 500 € |
| MELIS | Emma | Espoir | Judo | Judo | Montpellier Judo Olympic | 1 500 € |
| MORIEN | Quentin | Collectif National | Cyclisme | BMX Freestyle | Pic Adrenaline Montpellier | 1 500 € |
| NAVARRO | Liam | Collectif National | Baseball & Softball | Baseball | MUC Barracudas Baseball Softball | 1 500 € |
| NAYRAL | Mathis | Haut Niveau Sénior | Baseball & Softball | Baseball | MUC Barracudas Baseball Softball | 1 000 € |
| OUDAI | Yanis | Haut Niveau Relève | Taekwondo | Combat | 3M Taekwondo | 1 500 € |
| PAWLAK | Lucie | Espoir | Tennis | simple et double | ASPTT Montpellier Métropole | 1 500 € |
| PENA | Margaux | Espoir | Motocyclisme | Trial | Trial Club Fabrègues | 1 500 € |
| PICARD | Anthony | Haut Niveau Relève | Kitesurf | Kitefoil | Kite et windsurf Maguelone | 1 500 € |
| PUCHLY | Thomas | Haut Niveau Relève | Judo | Judo | Montpellier Judo Olympic | 1 500 € |
| RENAUD | Malo | Haut Niveau Relève | Kitesurf | Freestyle | Ride Academy Pérols | 1 500 € |
| ROQUES | Tamara | Espoir | Natation | Natation | 3M MUC Natation | 1 500 € |
| ROTAR | Téo | Haut Niveau Relève | Volley-Ball | Beach-Volley | Montpellier Beach Volley | 1 500 € |
| ROUVELET | Titoan | Espoir | Rugby | Rugby à XV | Montpellier Hérault Rugby Club | 1 500 € |
| SAVIOZ | Vincente | Espoir | Golf | Golf | Golf Club Montpellier Massane | 1 500 € |
| SEBASTIAN | Victoria | Haut Niveau Relève | Tir à l'arc | Arc classique | Montpellier Arc Club | 1 500 € |
| SEGLAR | Sarah | Collectif National | Taekwondo | Combat | 3M Taekwondo | 1 500 € |
| SEGUIN | Yanis | Haut Niveau Relève | Triathlon | Triathlon | Montpellier Triathlon | 1 500 € |
| VIALETTES | Dylan | Haut Niveau Sénior | Sauvetage Sportif | Sauvetage Sportif | Aqualove Sauvetage Montpellier | 1 000 € |
| ZEMOURA | ELENA | Haut Niveau Sénior | Basket-Ball | 5X5 , 3X3 | Basket Lattes Montpellier Association | 1 000 € |

II – Dispositif « Ambassadrice & Ambassadeur » du sport métropolitain

Les participations financières figurant au tableau sont accordées annuellement (2022 et 2023), dans la limite de deux années, aux athlètes dont les noms figurent sur le même document.

| Civilité | Nom | Prénom | Liste ministérielle | Sport | Discipline Sportive | Club d'appartenance | Montant annuel de l'aide |
|----------|----------------|---------|---------------------|-----------------------|---------------------|-----------------------------|--------------------------|
| F | GODET | Aurélie | Haut Niveau Sénior | Wakeboard | Wakeboard Câble | Switchtoeside Lattes | 4 000 € |
| M | LEBRUN | Alexis | Haut Niveau Relève | Tennis de Table | Tennis de Table | Montpellier Tennis de Table | 4 000 € |
| M | MAUREL-NAVARRO | Brice | Haut Niveau Sénior | Rugby | Rugby-fauteuil | Montpellier Handi Rugby | 4 000 € |
| F | RAMONATXO | Lily | Haut Niveau Relève | Gymnastique Rythmique | GR - Individuelle | Montpellier 3M GRS | 4 000 € |
| F | TOURE | Migna | Haut Niveau Elite | Basket-ball | 5x5 et 3x3 | BLMA Lattes | 4 000 € |

Par ailleurs, afin de continuer à développer ces actions en faveur d'un plus grand nombre de jeunes sportives et sportifs accompagnés, il convient de retirer la limite prévue pour le nombre d'athlètes (2) pouvant être associé à Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre du dispositif « Ambassadrice et Ambassadeur du sport métropolitain » et, par conséquent, de modifier le règlement en ce sens.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des d'objectifs pour les athlètes de haut niveau ;
- D'approuver les termes des conventions d'objectifs ;
- D'approuver la modification du règlement fixant les modalités d'attribution des aides financières ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 26 JUILLET 2022**

Animation du territoire - Candidature de Montpellier Capitale Européenne de la Culture 2028 - Attribution d'une subvention à l'association - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Par délibération en date du 22 mars 2022, le Conseil de Métropole a décidé d'approuver la création et les statuts de l'association « *Montpellier 2028 - Capitale Européenne de la Culture* » et d'approuver l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à cette association ainsi que le paiement de la cotisation.

Cette association constitue le support de la candidature de la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Sète, Sète-Agglomération, la Région Occitanie, le Département de l'Hérault et nombre de collectivités à leurs côtés qui se sont ainsi unies pour porter ensemble un projet commun, utilisant le levier de la culture au service d'une politique ambitieuse et d'une transformation durable du territoire. Cette dynamique partenariale permettra une mobilisation de la population autour des arts et de la culture, un renforcement du rayonnement international du territoire, une valorisation de son image auprès des citoyens, le renforcement des synergies au sein du secteur culturel, une sensibilisation et un accès à la culture favorisé, ainsi que la stimulation du tourisme culturel.

Une première étape a été marquée par la réunion de l'assemblée générale constitutive de l'association le 8 juin dernier qui a acté de la création administrative de « *Montpellier 2028 - Capitale Européenne de la Culture* », de ses missions et des grandes orientations du projet. L'association a vocation en particulier à établir le dossier de candidature, coordonner et animer des projets de partenariats, fixer les objectifs et orientations de la programmation culturelle et mobiliser des financements publics et privés.

Dans ce cadre, il est proposé d'affecter une subvention de 150 000 € à l'association au titre de l'année 2022, qui marque l'engagement de Montpellier Méditerranée Métropole dans la candidature.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association « *Montpellier 2028 - Capitale Européenne de la Culture* » sous réserve de la signature de la convention d'attribution ;
- D'approuver les termes de la convention ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 26 JUILLET 2022

Aménagement durable - Bustram - Bilan de la concertation - Approbation

Par délibération n°M2021-615 du 14 décembre 2021, le Conseil de la Métropole a approuvé l'engagement et les modalités de la concertation pour les bustram.

La concertation s'est déroulée du 14/02/2022 au 14/04/2022, selon les modalités décrites dans la délibération visée ci-dessus.

1 - Rappel de l'objet et des caractéristiques principales du projet soumis à la concertation

Face au constat indéniable du réchauffement climatique et de ses conséquences désastreuses pour les territoires et les populations, la transition écologique est devenue une priorité, même un devoir, pour l'État Français.

Lors du Conseil de Métropole du 1^{er} février 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a ainsi délibéré sur une Stratégie des Mobilités à horizon 2025 afin de contribuer activement à la transition écologique, indispensable. Dans les mesures socles de cette stratégie, est inscrite la réalisation de 5 lignes de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) appelées bustram.

Le bustram est un nouveau concept qui peut être définis au travers de 4 éléments fondamentaux :

- La régularité et la performance, avec des voies réservées aux bustram, une priorité aux feux systématique, des fréquences renforcées à 10 min en milieu urbain et une amplitude élargie de 5h à 0h ;
- Les stations, similaires à une station tramway avec un design spécifique et un haut niveau de service associé, tel que l'information en temps réel, le confort d'attente ou encore l'accessibilité universelle ;
- Le matériel roulant, qui sera décarboné pour un transport sans émission de CO₂ ;
- Les aménagements, qui seront l'opportunité de redistribuer l'espace public en faveur des piétons, des cycles et des espaces paysagers pour créer une ville apaisée et agréable à vivre.

Le bustram mis en service en 2025 sera constitué d'un réseau de 5 lignes desservant les principales zones d'emplois de la Métropole et assurant un maillage complémentaire à celui du tramway.

- **Le bustram 1** s'étend sur 12 km environ va permettre de relier les communes de l'Est de la Métropole aux quartiers d'activités du Millénaire et d'Antigone.

La ligne est composée de 2 sections :

- La section 1 relie la place de l'Europe à Notre-Dame-de-Sablassou et sa mise en service est prévue fin 2024 ;
- La section 2 relie Notre-Dame-de-Sablassou à Castries et la mise en service est prévu en 2025 ;

Le temps de parcours total du bustram 1 est de 37 min. La fréquentation prévisionnelle est estimée à 7 400 voyageurs par jour.

- **Le bustram 2** va emprunter sur 15,6 km les faubourgs circulaires extérieurs de la Ville de Montpellier et ainsi désengorger le nœud de la gare Saint-Roch en proposant plusieurs arrêts intermodaux. D'un temps de parcours total d'environ 1h, il est attendu 24 000 voyageurs par jour, ce qui en fait la ligne de bustram la plus fréquentée. Sa mise en service est prévue en 2025, avec des aménagements transitoires pour les sections qui ne pourront pas faire l'objet de travaux définitifs d'ici cet horizon.
- **Le bustram 3**, long de 9 km, va permettre d'augmenter la vitesse commerciale des lignes 6 et 19, optimiser leur fréquence et améliorer les conditions de vie de deux Quartiers Prioritaires de la Ville de Montpellier que sont Mosson et Cévennes. Sa mise en service prévue en 2025 pour un trafic attendu de 11 000 voyageurs par jour. Le trajet complet de terminus à terminus est de 38 minutes.
- **Le bustram 4** s'étend sur 12 km pour relier les communes de l'Ouest de la Métropole à la ville de Montpellier et au tramway ligne 5 à Gennevex. La fréquentation prévisionnelle est de 5 500 voyageurs par jour. La mise en service est prévue en 2025 en cohérence avec l'ouverture de la ligne 5 de tramway. Le bustram 4 permettra ainsi de relier Cournonsec à Gennevex en 25 minutes.
- **Le bustram 5**, long de 8,5 km, reliera la zone d'emplois d'Euromédecine au tramway à Occitanie et au centre-ville au niveau du Peyrou, en passant par la zone résidentielle qui s'étend le long de la rue du Père-Soulas. Mis en service en 2025 en lien avec le BHNS 3, il transportera 7 500 voyageurs par jour pour un temps de trajet complet de 30 minutes.

Grâce à ces 5 lignes de bustram, ce sont ainsi d'ici 2025 :

- 70 % de la population métropolitaine et 90 % de la population montpelliéraine seront couvertes par le réseau structurant bustram et tramway ;
- 83% de la population métropolitaine et 98 % de la population montpelliéraine seront couvertes par le réseau complet bus, bustram et tramway.

Les bustram circuleront de 5h du matin à minuit, avec un passage toutes les 10 minutes de 7h à 19h en zone urbaine. La fréquence de passage du bustram 4 et de la section périurbaine du bustram 1 sera de 15 minutes.

L'exploitation des bustram sera réalisée par du matériel spécifique, proche d'un tramway en termes de confort d'usage. Il sera 100% électrique sur batterie, ce qui en fera un mode de transport décarboné, sans émission de CO₂ ni de particules.

Le projet prévoit ainsi l'acquisition de 60 véhicules dont une partie seront des bus articulés de 18 m pour accroître la capacité de transport de ligne et répondre à la fréquentation prévisionnelle attendues.

Le matériel roulant et notamment sa livrée extérieure participeront à l'identité bustram, à sa reconnaissance et à son identification parmi les autres modes de transports en commun : tramway et bus.

Son agencement et son design intérieurs conforteront son image et participeront à la qualité de service perçue, aux côtés de la régularité et de la vitesse commerciale. Ce seront les caractéristiques du produit les

plus visibles pour le public, ce qui justifie cette attention toute particulière.

La livrée sera imaginée par un artiste qui sera désigné sur concours.

Les véhicules sont équipés d'un plancher bas, d'emplacements pour les personnes en fauteuil roulant, d'une palette d'accès, d'annonces sonores et visuelles indiquant le prochain arrêt desservi, et de vidéosurveillance embarquée. Il n'y aura pas de vente de titre de transport à bord pour gagner en vitesse commerciale, sur le même modèle que le tramway.

L'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération totale (études et travaux) est de 255 M€ HT, matériel roulant compris. Sachant que Montpellier Méditerranée Métropole a obtenu dans le cadre du 4ème appel à projets TCSP et PEM, une subvention de 20 M€ de la part de l'Etat.

Une 1^{ère} phase de travaux permettra la mise en service de ces 5 lignes dès 2025. Ainsi 60 stations de bustram seront aménagées sur les 100 prévues. Les autres seront configurées comme les stations de bus actuelles.

L'efficacité de ce type de transport sera avérée car la priorité aux feux et aux carrefours sera, elle, mise en place partout.

Il est prévu une seconde phase de travaux post-2025, qui permettra d'optimiser les aménagements et donc l'efficacité des lignes.

2 -Rappel des modalités de la concertation :

La concertation s'est déroulée selon les modalités définies dans la délibération du 14 décembre 2021, à savoir :

- Des articles d'information dans les journaux locaux et dans le magazine de la Métropole ;
- 11 lieux d'exposition publique :
 - o Mairie de Castelnau-le-Lez ;
 - o Mairie de Castries ;
 - o Mairie de Cournonsec ;
 - o Mairie de Cournonterral ;
 - o Mairie du Crès ;
 - o Mairie de Grabels ;
 - o Mairie de Lavérune ;
 - o Mairie de Montpellier ;
 - o Siège de Montpellier Méditerranée Métropole.
 - o Mairie de Vendargues ;
 - o Mairie de Pignan ;

Chaque lieu d'exposition comporte :

- o Des panneaux présentant les caractéristiques du projet, les tracés des lignes, l'emplacement des stations, le calendrier et le budget prévisionnel ;
- o Un registre permettant au public de formuler ses observations et propositions ;
- o Une provision de dépliants d'information ;
- Ouverture d'une page internet dédiée au projet de bustram sur le site internet de la Métropole ;
- Ouverture d'un registre dématérialisé, accessible depuis la page internet du site de la Métropole ;
- 5 réunions publiques, soit une par ligne, annoncée par voie de presse et sur les supports de communication.

La phase de concertation a duré deux mois (du 14 février au 14 avril 2022) et a été précédée des mesures de

publicité suivantes réalisées au moins quinze jours avant son ouverture :

- Publication de l'avis d'ouverture de la phase de concertation par voie de publication locale et par voie dématérialisée ;
- Affichages de l'avis d'ouverture de la phase de concertation sur les 11 lieux d'exposition. Ces affichages ont pu être constatés par huissier.

La concertation a permis au public d'accéder aux informations relatives au projet et de formuler des observations et des propositions.

Le public a pu débattre de l'opportunité, des objectifs et des caractéristiques principales du projet, des enjeux socio-économiques qui s'y attachent ainsi que des impacts significatifs sur l'environnement et l'aménagement du territoire.

Cette concertation a également permis de recueillir des solutions alternatives.

3 – Bilan de la concertation

À l'issue de la concertation, un bilan a été dressé ; il est présenté et débattu en séance par le Conseil de Métropole ce jour. Les principales conclusions de ce bilan sont les suivantes :

Le résumé des observations reçues

La vaste campagne de communication mise en place pour la concertation et les nombreux relais faits par la presse locale ont permis d'obtenir un niveau de participation élevée pour la concertation.

Ce sont 300 avis qui ont été recueillis sur le site internet ou dans les registres papiers, et près de 830 qui ont participées aux réunions publiques.

Ces réunions ont par ailleurs été suivies par des habitants de communes non directement situées sur les tracés des bustram mais pouvant le rejoindre en rabattement :

- La commune de Fabrègues pour la réunion publique sur bustram 4 ;
- Les communes de Montaud, Sussargues, Saint Geniès des Mourgues, Beaulieu et Restinclières pour la réunion publique sur le bustram 1.

Les avis ont été recueillis essentiellement par le site internet. Seuls 12 avis ont été exprimés sur les registres de Pignan, Le Crès, Vendargues, Cournonterral, Castelnau-le-Lez, Castries et Lavérune.

Au total, les avis sont résolument positifs à 26 % et à la fois positifs et négatifs à 9 %. Il est recensé 25 % d'avis négatifs, essentiellement sur les lignes 4 et 5 comme présenté par la suite.

Enfin, 40 % des avis sont neutres et consistent pour la plupart en demande d'informations ou de précisions sur le projet.

Près de la moitié des avis reçus concernent des sujets spécifiques à une ligne donnée. Ce sont les lignes 1 et 4 qui ont recueillis le plus d'avis, avec un volume de 45 à 50 avis par ligne.

Les avis de la ligne 1 sont positifs ou neutres à 75 %, ce qui montre une ligne plébiscitée par la population.

Les avis reçus sur la ligne 4 sont en revanche négatifs à près de 50 %, ce qui démontre une inquiétude de la population vis-à-vis du projet porté par le Maître d'Ouvrage. Cette inquiétude, exposée et discutée lors de la réunion publique, repose sur le fait que la population de la Plaine Ouest était en attente d'un tramway plutôt que d'un bustram.

Les lignes 2, 3 et 5 ont reçus entre 15 et 25 avis chacune. Ces avis sont positifs ou neutre à 85 %, ce qui démontrent des lignes en forte adéquation avec les attentes de la population à l'instar de la ligne 1.

Les avis de la ligne 5 sont négatifs à 50 %. Les observations concernent essentiellement le tracé, avec une demande de prolongement jusqu'au centre-ville de Grabels.

L'autre moitié des avis reçus concerne des observations générales. Elles correspondent globalement à des avis de soutien au projet ou des demandes de précisions sur les horaires, les fréquences et la restructuration des lignes de bus à l'arrivée des bustram.

La population souhaite se projeter à l'horizon de réalisation des bustram et réfléchir à l'impact du projet sur ses itinéraires quotidiens.

Il est aussi demandé à plusieurs reprises des précisions sur le matériel roulant envisagé, notamment sur sa longueur, et sa capacité à accepter les vélos à bord.

Enfin, un certain nombre d'avis porte sur une vision prospective pour savoir si d'autre lignes de bustram seront créées après 2025 sur des axes nord vers Montferrier-sur-Lez et Prades-le-Lez ouest vers Gignac et Clermont-l'Hérault via l'A750 ou encore sud-ouest vers Villeneuve-lès-Maguelone.

Les enseignements tirés de la concertation

Globalement,

- Le projet est plébiscité par la population, pour qui les questions de qualité de l'air, de sécurité et de transports alternatifs à la voiture sont des préoccupations importantes ;
- Le projet suscite de nombreuses demandes d'information, de précisions, de renseignement sur des thèmes comme la fréquence, les amplitudes horaires, l'usage du vélo ou encore le type de matériel roulant prévu. Les habitants de la Métropole découvrent ce nouveau mode de transport et souhaitent mieux connaître son fonctionnement ;
- Le projet génère aussi des inquiétudes et des préoccupations sur la place laissée au voiture, et notamment sur la congestion que pourrait créer le bustram en réduisant le nombre de voies disponibles pour la circulation générale ;
- Les choix de tracés et de mode de transport bustram sont conformes aux attentes de la population, excepté sur les lignes 4 et 5 pour lesquelles les avis négatifs représentent une part importante des avis reçus.

La concertation préalable a ainsi permis d'identifier un réel intérêt de la population pour le projet, qui demande en retour de nombreux renseignements tant sur le programme général que sur les travaux prévus.

Il semble nécessaire de poursuivre l'information du public tout au long du projet, au travers du site internet (qui a été mis en place et qui va être conservé) mais aussi au travers de réunions d'échange ciblés par quartier ou par zone d'emplois. Les problématiques abordées sont en effet très spécifiques et nécessitent des échanges de proximité.

Les nombreux riverains et commerçants situés aux abords des tracés souhaitent disposer d'un point de contact avec la Maitrise d'Ouvrage pour faire connaître leurs contraintes.

Les lignes 1, 2 et 3 ont été présentées et détaillées et les remarques formulées n'amènent pas de modifications particulières pour le projet.

La ligne 4 suscite de nombreuses inquiétudes de par le tracé qui est proposé, plus éloigné des centres-bourg que la ligne 38 actuelle. Ce tracé est proposé à des fins de gains de vitesse commerciale pour le bustram et

d'apaisement desdits centres-bourg.

La concertation a mis en avant un besoin important d'actions en faveur des rabattements vers les stations de bustram, tous modes confondus.

La stratégie globale de rabattement vers les bustram en vélo, à pieds, en voiture ou avec les autres lignes de bus doit être travaillée de manière fine avec les habitants et l'information à la population sur cette stratégie doit être régulière et pédagogique. Elle repose en effet sur un changement d'habitude et de comportement de la part des usagers.

Le public s'est aussi beaucoup exprimé sur la ligne 5 et sur la proposition d'un terminus à Euromédecine 2. Ce tracé devra être de nouveau étudié en comparaison avec d'autres solutions répondant mieux aux attentes de desserte du quartier de la Valsière et du centre-ville de Grabels.

Le projet de bustram doit s'accompagner d'un projet de restructuration des lignes de bus classiques qui doit être présenté en détail à la population. Il représente une part importante des impacts du bustram sur les déplacements du quotidien.

Enfin, le Plan Mobilité 2030 devra apporter une vision à moyen-long terme du réseau structurant des bustram avec l'analyse des extensions possibles ou des nouvelles lignes qui pourraient venir en complément des 5 lignes livrées en 2025.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le bilan de la concertation préalable relative au projet de réalisation des bustram ;
- D'autoriser la poursuite des études ainsi que l'engagement des procédures nécessaires à la mise en œuvre de ce projet dans les meilleurs délais ;
- De rendre public le bilan de la concertation par publication sur le site internet dédié aux bustram ;
- De dire que les crédits nécessaires à la poursuite du projet sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 26 JUILLET 2022

Aménagement durable - Tramway - Extension de la Ligne 1 - Déclaration de Projet - Approbation

Par délibération n°11195 du 30 octobre 2012, le Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenu Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole, a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle de l'extension de la 1^{ère} ligne de tramway vers la gare Montpellier Sud de France. Le Conseil s'est également prononcé favorablement sur l'engagement d'un processus de concertation conformément aux articles L.300-10 à L.300-4 du Code de l'urbanisme.

Une première phase de concertation s'est déroulée courant 2013, et a conduit à un bilan intermédiaire, approuvé par la délibération n°11738 du 25 juillet 2013.

Par délibération n°M2019-14 du 31 janvier 2019, le Conseil de Métropole a approuvé le bilan de la concertation préalable du projet d'extension de la 1^{ère} ligne de tramway à la gare nouvelle Montpellier Sud de France.

Par délibération n°M2019-83 du 21 février 2019, le Conseil de Métropole a approuvé le dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique de l'Extension de la Ligne 1, ainsi que les dossiers d'enquête liés à la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Montpellier, et à solliciter Monsieur le Préfet de l'ouverture des enquêtes publiques nécessaires.

Par délibération n°V2021-404 du 19 décembre 2019, la Ville de Montpellier a donné un avis favorable, au titre de la Charte de gouvernance du Plan Local d'Urbanisme, quant aux dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du plan au regard du projet d'extension de la ligne 1 de tramway sur le territoire de Montpellier.

L'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique de l'extension de la ligne 1 vers la gare Montpellier Sud de France et la mise en compatibilité des documents d'urbanisme s'est tenue du 21 mars 2022 au 22 avril 2022.

La commission d'enquête a remis à Monsieur le Préfet de l'Hérault, son rapport et ses conclusions le 2 juin 2022.

En conclusion de son rapport relatif à l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, le commissaire enquêteur donne un avis favorable avec une unique réserve : que Montpellier Méditerranée Métropole puisse

acquérir la portion de terrain nécessaire sur l'emprise d'environ cinquante places de parking du centre commercial Odysseum.

Dans son avis concernant la mise en compatibilité des documents d'urbanisme, le commissaire enquêteur donne un avis favorable sans réserve à la mise en compatibilité du PLU de Montpellier avec le projet d'extension de la ligne 1.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte des conclusions du commissaire enquêteur ;
- De s'engager à acquérir la portion de terrain du parking de la Mer, et ainsi lever la réserve émise par le commissaire enquêteur ;
- De déclarer l'intérêt général de ce projet d'extension de la ligne 1 de tramway vers la gare de Montpellier Sud de France, au vu des motifs et des considérations ci-dessus exposés en application de l'article L.126-1 du Code de l'environnement, en considérant que les atteintes à la propriété et au site, le coût financier et les autres inconvénients et nuisances qu'il comporte ne sont pas excessifs au regard de l'intérêt qu'il présente conformément notamment aux objectifs du PDU et aux orientations du SCoT, et au vu de l'étude d'impact et de l'avis de l'autorité environnementale, conformément à l'article L.11-1-1 du Code de l'expropriation, cette déclaration valant Déclaration de Projet ;
- De s'engager sur la mise en œuvre des mesures et des modalités de suivi ;
- De poursuivre les études d'avant-projet, projet et exécution nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- De solliciter de Monsieur le Préfet de l'Hérault, pour prononcer l'arrêté d'utilité publique, emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 26 JUILLET 2022

Aménagement durable - Tramway - Extension de la Ligne 1 - Mise en compatibilité des documents d'urbanisme dans le cadre de la réalisation de l'extension de la ligne 1 - Approbation

Par délibération n°11195 du 30 octobre 2012, le Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenu Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole, a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle de l'extension de la 1^{ère} ligne de tramway vers la gare Montpellier Sud de France. Le Conseil s'est également prononcé favorablement sur l'engagement d'un processus de concertation conformément aux articles L.300-10 à L.300-4 du Code de l'urbanisme.

Une première phase de concertation s'est déroulée courant 2013, et a débouché sur un bilan intermédiaire, approuvé par la délibération n°11738 du 25 juillet 2013.

Par délibération n°M2019-14 du 31 janvier 2019, le Conseil de Métropole a approuvé le bilan de la concertation préalable du projet d'extension de la 1^{ère} ligne de tramway à la gare nouvelle Montpellier Sud de France.

Par délibération n°M2019-83 du 21 février 2019, le Conseil de Métropole a approuvé le dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique de l'Extension de la Ligne 1, ainsi que les dossiers d'enquête liés à la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Montpellier, et à solliciter Monsieur le Préfet de l'ouverture des enquêtes publiques nécessaires.

Par délibération n°V2021-404 du 19 décembre 2019, la Ville de Montpellier a donné un avis favorable, au titre de la Charte de gouvernance du Plan Local d'Urbanisme, quant aux dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du plan au regard du projet d'extension de la ligne 1 de tramway sur le territoire de Montpellier.

Conformément aux dispositions de l'article L. 153-54 du Code de l'urbanisme qui régissent les opérations faisant l'objet d'une déclaration d'utilité publique et qui ne sont pas compatibles avec les dispositions d'un PLU, Montpellier Méditerranée Métropole a sollicité Monsieur le Préfet afin qu'il organise la réunion d'examen conjoint des Personnes Publiques Associées (PPA) et conduise une enquête publique portant à la fois sur l'utilité publique de l'opération et sur la mise en compatibilité du plan qui en est la conséquence.

La réunion d'examen conjoint s'est tenue le 11 janvier 2022, en présence des services de la Préfecture, de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Hérault (DDTM34), de la Chambre de Commerce

et d'Industrie (CCI), du Département Aménagement du Territoire mutualisé Métropole / Ville, de la Direction des Mobilités de Montpellier Méditerranée Métropole, et de la Direction Technique et Projets des Transports de l'Agglomération de Montpellier (TaM).

Après discussion et échanges, les participants ont conclu à un avis favorable sans réserve, à l'unanimité des présents, sur le dossier de mise en compatibilité.

À la suite de la réunion d'examen conjoint des PPA et à l'avis de l'autorité environnementale, le projet a été soumis à enquête publique diligentée par Monsieur le Préfet, du 21 mars 2022 au 22 avril 2022 inclus. 258 observations ont été déposées par les contributeurs.

Le Commissaire Enquêteur a intégré l'ensemble de ces observations à son procès-verbal de synthèse, qu'il a converti en plusieurs thématiques avec des questions correspondantes. Cela a fait l'objet d'une réponse argumentée par Montpellier Méditerranée Métropole, laquelle figure dans le rapport final du Commissaire Enquêteur.

Dans ce contexte, considérant son avis favorable sur la demande de Déclaration d'Utilité Publique (DUP), considérant que les modifications à apporter au PLU sont nécessaires, indispensables et suffisantes pour la mise en œuvre du projet tel qu'il a été présenté à l'enquête publique, et considérant que le PLU, tel que mis à jour, demeure compatible à son Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) et aux orientations du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de la Métropole qui lui est opposable, Monsieur le Commissaire enquêteur a émis un avis favorable sans réserve quant à la demande de mise en compatibilité du PLU.

Conformément à l'article R.153-14 du Code de l'urbanisme, le dossier de mise en compatibilité du PLU, le rapport et les conclusions du Commissaire enquêteur ainsi que le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint ont été soumis pour avis par Monsieur le Préfet à Montpellier Méditerranée Métropole le 2 juin 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du rapport et des conclusions de Monsieur le Commissaire enquêteur chargé de l'enquête publique relative à l'extension de la ligne 1 de tramway vers la gare Montpellier Sud de France, emportant mise en compatibilité du PLU de la Ville de Montpellier ;
- D'émettre un avis favorable quant au projet de mise en compatibilité du PLU de la Ville de Montpellier relatif au projet de tracé de l'extension de la Ligne 1 de tramway ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 26 JUILLET 2022

Aménagement durable - Tramway Ligne 5 - Enquête parcellaire complémentaire secteurs Nord et Ouest - Approbation

La Métropole a constaté l'utilité publique et la mise en compatibilité des documents d'urbanisme des communes concernées pour la réalisation de la 5ème ligne de tramway par l'arrêté rendu par Monsieur le Préfet de l'Hérault, sous le numéro 2013 – I - 656 en date du 28 août 2013, prolongé pour une nouvelle durée de cinq ans par l'arrêté n°2018 – I – 638 en date du 13 juin 2018 ; et a constaté l'utilité publique du projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway par l'arrêté rendu par Monsieur le Préfet de l'Hérault n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, sur un secteur de 3.7 km allant du rond-point Paul-Fajon à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'École d'Application de l'Infanterie (EAI).

Trois enquêtes parcellaires ont été conduites entre :

- Les 2 septembre 2019 et 18 septembre 2019 ;
- Les 5 janvier 2022 et 25 janvier 2022 ;
- Les 4 avril 2022 et 28 avril 2022.

Une nouvelle enquête parcellaire complémentaire est nécessaire pour les motifs suivants :

- Porter à la connaissance de certains propriétaires l'actualisation d'emprises ;
- Actualiser les informations relatives à l'identité de certains propriétaires suite à une mutation ou un changement de syndic ou encore liées aux renseignements collectés à l'occasion de la dernière enquête parcellaire.

Le dossier d'enquête parcellaire

Conformément aux dispositions de l'article R.131-3 du Code de l'expropriation, le dossier d'enquête parcellaire comprend :

- Une notice explicative de présentation du projet ;
- Un plan parcellaire sur lequel est matérialisée l'emprise nécessaire à l'opération envisagée et concernée par un besoin d'actualisation. Ce plan permet de déterminer la consistance de la ou des parcelles, bâties ou non, à acquérir en totalité ou partiellement pour chaque propriétaire concerné ;
- Un état parcellaire comprenant la liste des propriétaires et la surface de terrain à acquérir par parcelle et concerné par un besoin d'actualisation.

Après avoir approuvé le dossier de demande d'ouverture d'enquête parcellaire, il est proposé au Conseil de solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault en vue d'obtenir l'arrêté nécessaire à l'ouverture de l'enquête

publique, puis à son issue, de requérir le prononcé de l'arrêté de cessibilité.

Il est également proposé au Conseil de le solliciter pour qu'il déclare l'urgence, en application des articles R.232-1 et suivants du Code de l'expropriation, compte tenu de l'ampleur de l'opération, de la nécessité de réaliser les travaux dans les délais les plus courts afin de minimiser les impacts vis-à-vis des riverains, du fonctionnement des services publics et de la gestion du tissu urbain.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le dossier d'enquête parcellaire complémentaire ;
- De solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault, pour obtenir l'ouverture de l'enquête parcellaire complémentaire ;
- De requérir à l'issue de l'enquête le prononcé de l'arrêté de cessibilité ;
- De solliciter Monsieur Préfet de l'Hérault, pour qu'il déclare l'urgence en application des articles R.232-1 et suivants du Code de l'expropriation ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 26 JUILLET 2022**

Hors commission - Contribution à la stratégie nationale de développement du véhicule autonome - Projet CARRETA : expérimentation pour des droïdes autonomes de logistique urbaine à Montpellier - Avenant à l'accord de consortium - Autorisation de signature

Le marché de la livraison du dernier kilomètre est en plein essor, avec un taux de croissance annuel composé prévu de 9% jusqu'en 2025. Le dernier kilomètre représente la dernière étape de la chaîne d'approvisionnement de l'e-commerce à travers l'ensemble des agents, opérations et équipements associés et mis en œuvre afin que le colis soit acheminé jusqu'à sa destination finale, soit en zone urbaine, soit en zone rurale. C'est un maillon essentiel de la chaîne logistique. Il convient donc d'étudier différentes solutions (du low tech au high tech) pour répondre à cette nouvelle tendance sociétale, mais aussi de sensibiliser les citoyens-consommateurs à l'impact (social, environnemental, économique...) de leurs achats notamment sur internet.

Par délibération n°M2019-651 en date du 18 novembre 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'expérimentation de droïdes électriques autonomes pour la livraison du dernier kilomètre. L'objectif de cette expérimentation est d'évaluer l'intérêt et les impacts d'une logistique urbaine automatisée, d'en mesurer l'intérêt social, environnemental et économique ainsi que l'acceptabilité par les populations. Cela s'inscrit dans le cadre de l'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) « EVRA : Expérimentation Véhicule Routier Autonome » de l'ADEME.

Le projet de Droïde autonome « CARRETA » est testé à Montpellier. Un droïde est un robot terrestre qui évolue au milieu des humains. Ces droïdes viennent seconder les hommes et les femmes dans le port de charges lourdes afin de leur permettre d'être plus libres dans leurs déplacements. Les droïdes TwinswHeel sont de taille et formes différentes, pouvant porter pour les plus petits des charges jusqu'à 40 kg et pour les plus gros jusqu'à 500 kg. Ces droïdes, 100 % électriques, se déplacent en roulant jusqu'à 6 km/h dans les environnements encombrés, et peuvent atteindre 12,5 km/h dans les lieux dégagés.

En termes d'urbanisme et de ville de demain, il s'agit d'anticiper l'arrivée des véhicules autonomes et ses conséquences, mais également d'envisager les effets en termes sociaux et environnementaux (aide technique apportée et appropriation par les usagers, aide à l'autonomie des personnes en situation de dépendance, réduction de l'accidentologie...).

Suite aux premières évaluations conduites sur le projet Carreta, les défis à relever sont très nombreux :

- Le partage de l'espace public et la sécurité : la place de ces robots sur l'espace public est un défi majeur à résoudre, le véhicule autonome en milieu urbain dense est le plus grand défi de tous les cas d'usages (il est plus simple de faire rouler un robot autonome sur un site fermé ou une navette sur une voie dédiée) ;
- La question de l'acceptabilité sociale : certains citoyens trouvent le concept formidable alors que d'autres y sont réfractaires ;
- La question de l'impact environnemental : si les premiers résultats tendent à montrer que les véhicules automatisés combinés à des espaces logistiques urbains de proximité peuvent permettre une optimisation des flux logistiques, l'impact d'une utilisation accrue des réseaux de télécommunication devra être minimisée ;
- Les études conduites permettront également de mieux évaluer les retombées économiques et également en termes d'emploi.

Aussi, d'autres cas d'usages sont complémentaires à ceux d'ores et déjà envisagés. Le consortium qui réunit aujourd'hui Montpellier Méditerranée Métropole, TwinswHeel, le concepteur des robots, La Poste et STEF, opérateurs de transport, et le pôle de compétitivité CARA, entend intégrer un nouveau partenaire : GRDF.

En effet, intéressé par les opérations de recherche et développement menées, GRDF souhaite tester des solutions de mobilité autonome, innovantes permettant de procéder à des activités de maintenance et respectueuses de l'environnement. L'objectif pour GRDF est de tester un cas d'usage relatif à la surveillance des ouvrages gaz dans les zones piétonnes et à valider la fiabilité des mesures. Dès lors, le cas d'usage de surveillance autonome des réseaux gaz vient s'ajouter aux autres cas d'usages pris en compte dans l'expérimentation.

Le présent avenant a pour objet de préciser les modalités selon lesquelles GRDF devient Partenaire du projet CARRETA et n'a aucune incidence financière pour Montpellier Méditerranée Métropole. GRDF supportera les propres coûts relatifs au développement de ce cas d'usages.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'avenant à l'accord de consortium consistant à associer GRDF au projet CARRETA ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 26 JUILLET 2022

Hors commission - Poursuite expérimentation Covoiturage Klaxit et évaluation de son impact - Avenant n°1 - Convention constitutive d'un "Baromètre du covoiturage sur autoroute" entre Montpellier Méditerranée Métropole, Cyclope et Vinci Autoroutes - Autorisation de signature

Dans le cadre de sa stratégie mobilités 2025, Montpellier Méditerranée Métropole a fait du développement de l'ensemble des solutions alternatives à la voiture particulière un axe de travail primordial de l'action de son exécutif. Engagée dans le cadre de son PCAET, la Métropole vise une baisse de 27% des émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) du transport de voyageurs à horizon 2026. Alors que le transport routier représentait en 2019, 58% émissions de CO2 du territoire, Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée dans le covoiturage avec une forte mobilisation autour de l'accompagnement des principaux employeurs de son territoire ; la solution Klaxit a notamment été lancée en juillet 2020.

Les liens que la Métropole a historiquement liés avec ces acteurs économiques ont favorisé un développement rapide du réseau autour des bassins d'emplois. La Métropole a ainsi décroché le Prix de la collectivité française ayant accompagné le plus d'employeurs sur son territoire lors du dernier « *Off du Covoiturage* » organisé par Klaxit en juin. La Métropole accompagne à ce jour 37 employeurs dans une démarche avancée de covoiturage pour leurs salariés.

Aujourd'hui, deuxième métropole de France en termes de trajets covoiturés : plus de 69 000 à ce jour, 2 millions de kilomètres covoiturés, 175 000 kg de CO2 évités et plus de 4 300 covoitureurs actifs. Au vu de cette réussite incontestable, la Métropole propose ainsi de prolonger son engagement auprès de Klaxit. Cet engagement doit néanmoins s'avérer plus soutenable dans le temps, c'est pourquoi le service va évoluer dans les prochains mois, permettant à la collectivité de maîtriser cet effort. Une cible de 300 000 € pour cinq mois de fonctionnement sera recherchée. L'effort supplémentaire de la Métropole se traduit dans un avenant à la convention, dont l'objet est d'augmenter le montant initial de la campagne d'incitation financière afin de permettre la poursuite de l'opération

Une stratégie globale sur le covoiturage sera proposée au Conseil de Métropole d'ici à la fin de l'année. Cette stratégie devra permettre la réalisation des objectifs de report modal donnés (1% part modale covoiturage).

L'évaluation de la politique publique menée, au cœur de la demande de rationalisation des efforts portée par l'exécutif, sera accompagnée de données issues d'une convention de partenariat, constitutive du « *Baromètre*

du covoiturage sur autoroute » avec les acteurs Cyclope et Vinci Autoroutes. Cette convention permet à la Métropole d'avoir accès à des résultats d'études de la pratique du mode. Un point de mesure a ainsi été créé sur l'autoroute A709 (proche sortie Vendargues). Une caméra est installée et raccordée, nous fournissant après traitement les ratios de véhicules en covoiturage ou non. Une nouvelle campagne de mesure doit avoir lieu en novembre prochain. Il est proposé qu'un montant de 15 000 € soit débloqué pour permettre la bonne mise en œuvre de cette convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la poursuite de l'expérimentation Klaxit ainsi que l'augmentation de l'enveloppe de 300 000 € ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°1 de la convention relative à l'attribution d'une aide financière aux covoitureurs par Klaxit ;
- D'approuver les termes de la convention constitutive du « *Baromètre du covoiturage sur autoroute* » ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 26 JUILLET 2022

Hors commission - Développement d'une logistique du dernier kilomètre - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et le groupe La Poste - Autorisation de signature

Face au défi climatique, Montpellier Méditerranée Métropole a positionné les mobilités en général comme une des priorités du mandat 2020 – 2026. Le 1^{er} février 2021, au travers de la délibération n°M2021-3, le Conseil de Métropole a ainsi adopté sa stratégie mobilités 2025. Cette délibération a permis d'identifier les actions à mettre en œuvre pour transformer de manière significative et durable le territoire. Plus particulièrement, dans le cadre de la mise en œuvre de la Zone à Faibles Emissions (ZFE), le développement de la logistique urbaine décarbonée apparaît indispensable. Plus encore la logistique urbaine du dernier kilomètre permet un meilleur partage, un désencombrement de l'espace public et *in fine* de développer une ville plus apaisée.

La Métropole a également voté un Schéma Directeur de la Logistique Urbaine début 2020 et s'est donné quatre objectifs opérationnels d'ici 2025 : développement de locaux pour la logistique urbaine, mise en œuvre de solutions alternatives au camion diesel, renforcement et mise en cohérence de la réglementation sur les gabarits et les aires de livraison, partage et évaluation de la politique publique mise en œuvre.

Parallèlement le groupe La Poste se dote d'objectifs renforcés dans le déploiement d'une logistique urbaine à zéro ou à faibles émissions. Il se fixe ainsi l'objectif de livrer les 22 métropoles françaises et 225 villes en Europe en mode faibles émissions à horizon 2025. Il est proposé que cet objectif soit mis en œuvre sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

Dans ce contexte et dans une logique d'atteinte d'objectifs ambitieux communs la Métropole et le groupe La Poste souhaitent développer un cadre partenarial de travail au travers l'établissement d'une convention. Cette convention a pour objectifs de converger ensemble vers une logistique urbaine éco-responsable par la décarbonation et la massification à 2026 des flux distribués dans la Métropole et contribuer à la décongestion urbaine, à l'adaptation au changement climatique, à l'amélioration de la qualité de l'air, au développement de nouveaux services et de nouveaux emplois.

Les leviers d'actions suivants ont pu être identifiés :

- 1- Contribuer à la mise en œuvre des 19 actions prévues au Schéma directeur de la logistique urbaine de la Métropole, regroupées en 4 grands thèmes développés par la Métropole : locaux, moyens de transport, réglementation et gouvernance ;
- 2- Décarboner le transport de marchandise en ville par le développement de services, le report modal et

- le renouvellement des flottes de véhicules ;
- 3- Activer le levier de la commande publique ;
- 4- Réussir la livraison à la 1^{ère} présentation ;
- 5- Participer au test et au développement de nouveaux modèles de service de logistique urbaine ;
- 6- Etudier l'opportunité d'un label logistique urbaine ;
- 7- En matière de gouvernance il est proposé qu'un comité de suivi et qu'un comité de pilotage soient mis en œuvre pour le suivi de cette convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat pour le développement d'une logistique du dernier kilomètre durable à faibles émissions entre Montpellier Méditerranée Métropole et le groupe La Poste ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 26 JUILLET 2022

Aménagement durable - Délégation de Service Public (DSP) Transport Urbain - Avenant n°7 - Autorisation de signature

Par délibération n°M2018-210 en date du 31 mai 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé le choix de la société anonyme d'économie mixte TaM pour la gestion de la Délégation de Service Public (DSP) portant sur les services de transport public urbain pour la période 2018-2024. Ce contrat de DSP, qui a été signé le 27 juin 2018, est opérationnel depuis le 1^{er} juillet 2018 pour une période de 6 ans.

Par délibération n°M2018-667 en date du 21 décembre 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°1 au contrat de DSP, visant à acter la création de la SAS Transdev Mobilités Montpellier Métropole (T3M) et approuver le contrat de subdélégation entre la société TaM et la SAS Transdev Mobilités Montpellier Métropole, pour la période 2019-2024.

Par délibération n°M2019-754 en date du 18 décembre 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°2 au contrat de DSP, visant principalement à prendre en compte les impacts techniques et financiers de la mise en œuvre du nouveau réseau de bus urbains et suburbains au 1^{er} septembre 2019 et à mettre à jour les programmes d'investissements subventionnés du Déléataire et d'investissements du délégant.

Par délibération n°M2020-468 en date du 17 décembre 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°3 au contrat de DSP, visant principalement à prendre en compte les impacts techniques et financiers de la crise sanitaire de la Covid-19 d'une part, et de la mise en place de la 1^{ère} phase de la gratuité d'autre part.

Par délibération n°M2021-322 en date du 28 juillet 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°4 au contrat de DSP, visant principalement à prendre en compte les impacts techniques et financiers de la mise en place de la 2^e phase de la gratuité et d'une optimisation de l'offre du réseau, et à mettre à jour les programmes d'investissements du délégant.

Par délibération n°M2021-630 en date du 14 décembre 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°5 au contrat de DSP, visant principalement à mettre à jour les programmes d'investissements subventionnés du délégataire et à prendre en compte les impacts techniques et financiers de plusieurs dispositions relatives au contrat de DSP et à l'exploitation du réseau de transports collectifs.

Par délibération n°M2022-230 en date du 31 mai 2022, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé

l'avenant n°6 au contrat de DSP, visant principalement à prendre en compte les impacts techniques et financiers de la crise sanitaire de la Covid-19, pour le subdélégataire.

Le présent avenant prévoit plusieurs dispositions concernant le contrat de DSP et l'exploitation du réseau de transports collectifs :

- Adaptation de la grille tarifaire, notamment pour gérer la phase transitoire avant mise en œuvre de la gratuité totale ;
- Prise en charge par la Métropole des surcoûts d'exploitation et des pertes de recettes sur le réseau de bus, liés aux travaux de la ligne 5 de tramway, au titre de l'année 2023 ;
- Adaptation du programme d'investissements du délégataire, pour des interventions d'urgence sur l'infrastructure ferroviaire et les bâtiments, et du délégant, pour l'achat d'un autobus supplémentaire ;
- Modifications de certains articles à la suite de la transformation de la SAEML TaM en Société Publique Locale et de la publication de la loi n°2021-1109 confortant le respect des principes de la République.

Conformément à l'article L3135-1 du Code de la commande publique, et dans ce contexte, il est proposé la signature d'un avenant n°7 au contrat de DSP afin de :

- Mettre à jour le contrat de DSP à la suite de la cession des actions de la SAEML TaM dans le capital du subdélégataire T3M, au profit de Transdev ;
- Mettre à jour le contrat de DSP à la suite de la publication de la loi n°2021-1109 confortant le respect des principes de la République au Journal Officiel le 25 août 2021 ;
- Prendre en compte les impacts techniques et financiers de la modification de la grille tarifaire : création d'un nouveau titre de transport, permettant le stationnement automobile dans les P+TRAM sans prendre les transports en commun ; ajout des allocataires de « Contrat d'engagement jeune » dans la liste des bénéficiaires de l'abonnement mensuel Demandeur d'emploi ; augmentation de la durée de validité de l'acte de domiciliation CCAS de 3 à 12 mois ;
- Prendre en compte les impacts financiers de la modification du programme et de l'échéancier des investissements subventionnés du Délégataire (annexe n°13), pour la période du 1^{er} janvier 2022 au 30 juin 2024, pour un montant de +19 M€ sur la durée de la DSP ;
- Prendre en compte les impacts financiers de l'indemnisation des surcoûts d'exploitation et des pertes de recettes sur le réseau de bus, liés aux travaux de la ligne 5 de tramway, pour un montant de +3,2 M€ HT (en valeur 2020) au titre de l'année 2023, sur la SFE ;
- Mettre à jour le programme d'investissements du Délégant (annexe n°15) pour permettre l'achat d'un autobus standard supplémentaire en 2022 ;
- Mettre à jour le contrat pour ajuster les modalités de versement des compensations tarifaires de gratuité, pour les années 2022 et 2023 ;
- Prendre en compte les impacts financiers de l'expérimentation des arrêts adaptés au réchauffement climatique, dans le cadre du Laboratoire des mobilités ;
- Mettre à jour les annexes, et notamment le Compte d'Exploitation Prévisionnel (annexe n°29) en application des dispositions du présent avenant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant n°7 au contrat de DSP des transports publics urbains ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 26 JUILLET 2022**

Aménagement durable - Délégation de Service Public (DSP) Parcs de stationnement Antigone et Comédie - Avenant n°3 - Modification du programme d'investissements - Approbation - Autorisation de signature

Le programme de transformation et de modernisation de la Place de la Comédie engagé par Montpellier Méditerranée Métropole, afin de requalifier ce quartier, engendre des travaux qui impactent le fonctionnement et l'exploitation du parking de la Comédie, assurés par la TaM. Pour accompagner ce projet, il est demandé à la TaM d'entreprendre la modernisation du parking public de la Comédie, ainsi que tous les travaux en lien direct avec le parking public. Le financement de ce projet n'étant pas prévu à la convention initiale, il convient donc de modifier les dispositions relatives aux travaux et aux investissements contractuellement prévus.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole décide, par un avenant n°3 à la Délégation de Service Public (DSP) Parcs de stationnement Antigone et Comédie initiale, de répartir le financement des travaux et des perturbations liées à ce projet comme suit :

- Travaux de modification de la circulation dans le tunnel d'accès au parking : 721 000 € HT ;
- Travaux liés à la création de bacs à arbre dans le parking : 45 000 € HT ;
- Rénovation du parking et création d'un hub de mobilité : 1 050 000 € HT.

La perte de recettes estimée du parking Comédie durant toute la phase de travaux est de 267 000 € HT pour les exercices 2022 et 2023. De même, les charges induites par le financement des travaux par le délégataire sont estimées à 101 880 € pour la même période. En conséquence, pour cette première partie des travaux, la partie fixe de la redevance sera minorée de la façon suivante : -98 000 € sur l'exercice 2022 et -270 880 € sur l'exercice 2023.

Le coût de ces opérations ne devant pas reposer sur l'économie du contrat de DSP, une répartition des compensations et prises en charge des différents travaux décidés par Montpellier Méditerranée Métropole est précisé dans l'avenant n°3.

Le présent avenant prévoit également, dans le cadre de la modification de la circulation dans le tunnel d'accès au parking, la création d'un tarif de traversée du tunnel à 3 € TTC visant à dissuader définitivement la circulation de transit.

L'avenant prévoit enfin la mise à jour de la convention de délégation de service public à la suite de la publication de la loi n°2021-1109 confortant le respect des principes de la République au Journal Officiel le 25 août 2021.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant n° 3 au contrat de DSP concernant l'exploitation des parkings Antigone et Comédie ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 26 JUILLET 2022

Aménagement durable - Affectation du produit des Forfaits de Post-Stationnement (FPS) sur l'exercice 2021 - Approbation

Dans le cadre de la dépénalisation du stationnement payant sur voirie, applicable depuis le 1^{er} janvier 2018, consécutive à la loi de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles (MAPTAM) du 27 janvier 2014, la Ville de Montpellier a instauré un Forfait Post-Stationnement (FPS), pour non-paiement total ou partiel de la redevance tarifaire de stationnement en surface. Ces montants sont mentionnés dans la délibération n°V2017-452 portant sur les tarifs 2018 de la Ville de Montpellier.

En vertu du décret n°2015-557 du 20 mai 2015 relatif à la redevance de stationnement des véhicules sur voirie prévue à l'article L. 2333-87 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), dans les métropoles, la commune ayant institué la redevance de stationnement reverse l'intégralité des recettes forfaitaires post-stationnement à l'établissement public de coopération intercommunal, déduction faite des coûts liés à la mise en œuvre du FPS.

En ce sens, il a été signé une convention de reversement du produit des forfaits post-stationnement entre la Ville de Montpellier et la Métropole, définissant les conditions et modalités selon lesquelles la Ville reverse annuellement à la Métropole le produit des FPS déduction faite des coûts de gestion annuels des FPS. La signature de cette convention a été autorisée par la délibération n°M2018-432 du 20 septembre 2018.

Le produit des FPS reversé par la Ville de Montpellier à la Métropole se monte à 1 769 217.77 € HT pour l'exercice 2021. Cette recette a été affectée à la réalisation d'opérations destinées à améliorer les transports en commun ou respectueux de l'environnement et la circulation conformément aux dispositions du III de l'article L.2333-87 du CGCT.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'affectation du produit des forfaits post-stationnement sur l'exercice 2021 ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 26 JUILLET 2022

Aménagement durable - Convention de financement d'une étude fonctionnelle du secteur de l'échangeur du Zénith entre le Département de l'Hérault, Autoroutes du Sud de la France (ASF) et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

L'échangeur n°29 (Montpellier Est) de l'autoroute A709, aussi connu comme « *échangeur du Zénith* », constitue point d'accès stratégique de la Métropole. Depuis la mise en service de l'A9, le rôle de l'A709 est essentiellement d'organiser la distribution du trafic d'échange vers et à partir du cœur de Métropole. La réalisation des deux maillons manquants du contournement routier de Montpellier (Déviation Est de Montpellier (DEM) et Contournement Ouest de Montpellier (COM)) à l'horizon 10 ans conforteront ce rôle d'anneau de distribution.

L'entrée Est de Montpellier est assurée historiquement par un demi-échangeur puis le giratoire du Zénith, celui-ci assurant les « *tourne à gauche* » manquants dans l'échangeur. Ce système complexe (le giratoire du Zénith ayant plusieurs autres mouvements à distribuer) conduit aujourd'hui à un dysfonctionnement structurel, ne permettant pas d'envisager de connecter la DEM à l'A709 dans des conditions satisfaisantes (sécurité, écoulement du trafic...).

Cette « *porte d'entrée Est* » de la zone urbaine métropolitaine permet d'accéder, au Nord, aux quartiers de l'Est et au centre de Montpellier, au centre commercial Odysseum et à la salle de spectacle du Zénith, et, au Sud, à l'aéroport et aux plages. Cet échangeur concentre ainsi des flux très importants qui conduisent à d'importantes congestions aux heures de pointe, avec des remontés de files sur l'A709. Cette entrée de ville est amenée à évoluer à l'horizon 2025/2026 avec la mise en service du centre de maintenance (tram/bus), puis, à plus long terme, lorsqu'une ligne commerciale sera mise en service associée à un P+tram.

Le parc de Grammont accueille aujourd'hui plusieurs équipements publics, il est aussi amené à évoluer dans le cadre de réflexion en cours (schéma directeur de Grammont à l'étude). Ce secteur sera branché au réseau véloligne montpelliérain. Ce réseau nécessitera des aménagements sur les axes viaires en proximité immédiate de l'entrée de ville via l'avenue Pierre-Mendès-France (avenue Albert-Einstein, Rue Becquerel, rond-point Evariste-Galois), induisant des impacts sur les capacités des voiries ou les sens de circulation.

Dans ce cadre, le Département de l'Hérault, Autoroutes du Sud de la France (ASF) et Montpellier Méditerranée Métropole s'engagent dans une étude d'amélioration du fonctionnement du réseau routier dans le secteur de l'échangeur « *du Zénith* », qui sera réalisée par ASF.

Cette étude comprend :

- Le diagnostic des flux de circulation (répartition des flux de trafic, leur origine/destination, etc) et des dysfonctionnements actuels dans le secteur d'étude ;
- L'analyse et la synthèse des études déjà réalisées sur cet échangeur ;
- La proposition de familles de solutions, leur analyse sur l'amélioration du fonctionnement de l'échangeur et leur impact (cout, délai, foncier, procédures).

Le besoin de financement de cette étude est évalué à 80 701 € HT, soit 96 841,20 € TTC, financée à par égales par le Département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de financement de l'étude de l'amélioration du fonctionnement du réseau dans le secteur de l'échangeur « *du Zénith* » situé en sortie n°29 (Montpellier Est) de l'autoroute A709 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 26 JUILLET 2022

Animation du territoire - Convention cadre de partenariat "Culture" entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et l'Université Paul Valéry Montpellier 3 - Autorisation de signature

Montpellier Méditerranée Métropole conduit dans le champ de ses compétences le projet d'aménagement et de développement de son territoire, dont la culture et le patrimoine sont des axes structurants. Partie prenante des dynamiques de formation, de recherche, d'innovation, de création et d'entrepreneuriat qui peuvent être impulsées et développées sur l'aire métropolitaine, elle accompagne les initiatives et les projets qui répondent aux enjeux sociétaux, dessinent le territoire de demain et l'inscrivent dans une dimension internationale.

Cette approche stratégique se nourrit des partenariats avec les acteurs clés du territoire. Parmi ses partenaires de premier plan, l'Université Paul-Valéry Montpellier 3 est une institution qui joue un rôle moteur en tant qu'acteur de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la politique culturelle du territoire. Ouverte sur le monde et défendant une vision citoyenne, durable et responsable de l'université, elle est indissociable de l'histoire et du rayonnement du territoire. En lien étroit avec la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole entend ainsi développer les liens de partenariat, déjà nombreux, avec l'Université Paul-Valéry Montpellier 3, en capitalisant sur les collaborations existantes et en élargissant le périmètre des coopérations dans le champ culturel.

Ce partenariat renforcé prend toute sa dimension dans le cadre de la candidature commune de Capitale Européenne de la Culture portée par la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Sète, Sète Agglopôle, la Région Occitanie, le Département de l'Hérault et nombre de collectivités à leurs côtés, qui se sont unies pour utiliser le levier de la culture au service d'une politique ambitieuse et d'une transformation durable du territoire.

Il est ainsi proposée une convention-cadre de partenariat entre la Métropole, la Ville et l'Université, qui investit trois grands champs de coopération commun aux trois institutions :

- Le développement de l'offre artistique, culturelle, patrimoniale et l'accès à la culture pour tous ;
- La formation et la recherche dans le champ culturel et patrimonial ;
- Le rayonnement culturel du territoire.

Cette convention sera déclinée en conventions d'application qui donneront plus précisément les éléments des partenariats à intervenir, ainsi que leur budget prévisionnel. Elle court sur une période allant de sa date de signature jusqu'au 31 juillet 2025, de manière à couvrir trois années universitaires. Elle sera pilotée par

un comité comprenant des représentants des trois institutions, assisté par un comité de suivi composé notamment des différents chefs de projet.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention-cadre de partenariat « Culture » entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et l'Université Paul Valéry-Montpellier 3 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 26 JUILLET 2022**

Animation du territoire - Fonds d'aide à la création et à la diffusion théâtrale - Troisième trimestre 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Montpellier Méditerranée Métropole a fait approuver par délibération n°M2020-306 les nouvelles modalités d'application du Fonds d'Aide à la Création et à la Diffusion du Théâtre et du Spectacle Vivant qui contribue à soutenir la vitalité artistique sur son territoire en permettant une plus large diffusion de spectacles créés et joués par des compagnies locales. Ce dispositif bénéficie aux compagnies installées sur le territoire de la Métropole, à condition qu'elles soient programmées dans la Métropole, et ce dans le cadre d'une convention.

Les projets financés doivent répondre aux critères suivants :

- Intégration dans la programmation *a minima* d'un lieu de diffusion de la Métropole ;
- Rédaction d'un contrat de cession ou de coréalisation avec minimum garanti pour la compagnie ;
- Nécessité d'avoir une reconnaissance professionnelle via la licence d'entrepreneur de spectacle ;
- Obligation pour la compagnie bénéficiaire d'être installée sur le territoire de la Métropole ;
- Forte incitation à la diffusion d'une série pour le spectacle ou le projet aidé ;
- Irrigation la plus large possible du nombre de communes de la Métropole ;
- Mise en œuvre d'un parcours d'aide à la création entre les différentes structures d'accueil de la compagnie pour une ou plusieurs étapes de travail, tout au long du processus de création ;
- L'aide peut apparaître comme un apport en production auprès des autres partenaires institutionnels.

Dans ce cadre, il est proposé d'attribuer l'aide à la Création et la Diffusion Théâtrale et au Spectacle Vivant aux 25 compagnies suivantes, pour les projets ci-dessous énoncés, pour un montant total de 63 793 € :

| Spectacle | Diffuseur | Compagnie | Dates | Nombre de représentations | Nature de la représentation | aide proposée |
|-------------------------|------------------|--------------------|--------------|----------------------------------|--|----------------------|
| Bonsoir ça va commencer | La Vista | Blabla Productions | mars 22 | 2 | Spectacle cirque tout public dès 8 ans | 1 300 |
| Kiss and Fly | La Vista | Etre en scène | fev 22 | 3 | Spectacle danse tout public à partir de 10 ans | 2 000 |

| | | | | | | |
|--|---------------------------------|---------------------------|---------------------------|---|--|-------|
| La visite de la vieille dame | La Vista | Cies des têtes de bois | 8 et 9 avril | 2 | Théâtre à partir de 12 ans | 2 300 |
| Mission Dizzy 3021 | La Vista | Klub Klamauk (Bett Betty) | 22 et 23 avril 2022 | 3 | Spectacle concert jazz à partir de 6 ans | 2 700 |
| Des yeux pour te regarder | Théâtre Jérôme Savary | Cie Méli Mélodie | 17 et 18 février 2022 | 3 | Spectacle jeune public de 4 à 7 ans | 3 100 |
| Puisette et fragile | Théâtre Jérôme Savary | Cie Paradisiaque | 24 et 25 mars 2022 | 3 | Théâtre – Danse jeune public à partir de 3 ans | 2 300 |
| lopez lopez | La Passerelle | Les gens du quai | 7-sept. | 1 | Danse contemporaine | 2 000 |
| Les swing cocottes | Théâtre de Verdu | Cie Les Herbes Folles | 22-juil-22 | 1 | Spectacle concert | 948 |
| Banan'N Jug | Théâtre de Verdu | Label Folie | 23-juil-22 | 1 | Concert | 1 500 |
| Sophie les bas bleus | Théâtre de Verdu | Association Murdange | 24-juil-22 | 1 | Concert | 1 200 |
| L'humanité était mon horizon : procès de l'intelligence artificielle | Kiasma | Primesautier Théâtre | 08-avr | 1 | Théâtre | 1 600 |
| Bonsoir ça va commencer | Th J Savary | Blabla productions | 16-janv-22 | 1 | Spectacle cirque tout public dès 8 ans | 1 600 |
| Nos cabanes | Site Lattara Musée Henri Prades | Cie Acétone | 17/08/2022 | 1 | Théâtre | 1 350 |
| Pour bien dormir | Kiasma | Mecanika | 30, 31 mai et 2 juin 2022 | 6 | Spectacle jeune public à partir de 3 ans | 3 600 |
| Kairos | kiasma | Marecage | 10-mars-22 | 1 | Danse contemporaine | 1 400 |
| MADAM#4 Je préfère être une cyborg qu'une déesse | Kiasma | Exit Cie | 05-avr-22 | 1 | Théâtre | 2 215 |
| Les petits tous | Le Chai du Terral | Blabla Productions | 8 au 10 dec | 5 | Cirque d'objets, tout public à partir de 4 ans | 2 000 |

| | | | | | | |
|--|-------------------|-------------------------|-----------------------------|---|--|-------|
| La fabuleuse expédition du professeur Ferguson | Le Chai du Terral | Noir Titane | 13 au 15 dec | 5 | Spectacle jeune public à partir de 6 ans | 3 000 |
| Looking for Quichotte | Le Chai du Terral | L'individu | 18-nov | 1 | Théâtre | 1 400 |
| "Attention, ça tourne" | Th J Savary | CIA | nov 22 | 1 | Théâtre | 7 500 |
| Dehors Poquelin ! | Th J Savary | Cie Bruit qui court | nov-22 | 1 | Théâtre | 2 500 |
| Où est passé Bérenger | Th J Savary | Cie Arborescence | Nov 22 | 3 | Théâtre | 5 000 |
| Et voilà notre théâtre | Th J Cœur | Cie Provisoire | 21 oct/18 nov/ 9 déc | 3 | Théâtre | 2 500 |
| Gardarem Lo moral | bulle bleue | cie Allegria Kryptonite | 08-oct | 1 | Conférence contée en duo | 3 000 |
| Interlude(s) | Kiasma | Marécages / B. Tricha | samedi 1er octobre / 10h 45 | 1 | Danse contemporaine | 1 500 |
| Les blessures des crocodiles | Kiasma | La Maison Théâtre | jeudi 24 novembre 2022 | 1 | Théâtre | 1 500 |
| Nous aurons la liberté | festin de rue | Cie Action d'Espace | 10 et 11 sept | 2 | Théâtre | 1 580 |
| Autrement qu'ainsi | festin de rue | Etre en scene | 10 et 11 sept | 4 | Danse | 1 200 |

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'attribution des subventions dans le cadre du fonds d'aide à la création et à la diffusion théâtrale et au spectacle vivant, aux 25 compagnies listées ci-dessus ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 26 JUILLET 2022

Animation du territoire - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et les communes volontaires en faveur d'une politique patrimoniale structurée - Autorisation de signature

Une politique patrimoniale à l'échelle métropolitaine

Montpellier Méditerranée Métropole a compétence sur son territoire pour développer des actions d'animation dans le domaine culturel d'intérêt métropolitain, développer les actions de type touristique et pour ce faire participer aux opérations d'aménagement. Aussi Montpellier Méditerranée Métropole développe une politique volontariste en faveur de la culture et du patrimoine, marquée notamment par les candidatures au titre de Capitale européenne de la culture 2028 et à l'UNESCO.

Dans ce même sens, Montpellier Méditerranée Métropole a également obtenu le label Pays d'art et d'histoire le 11 mars 2020, par signature d'une convention avec le ministère de la Culture. L'appellation Ville ou Pays d'art et d'histoire qualifie des territoires qui s'engagent dans une démarche active de préservation, de connaissance et de médiation dans les champs de l'architecture, l'histoire, le paysage et l'urbanisme. Par là même, les habitants s'approprient l'identité de leur territoire et investissent leur cadre de vie, tandis que les visiteurs disposent d'une offre de découverte de qualité.

Intégrée au pôle Culture et patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole, la mission Patrimoines met en place, développe et promeut les actions de valorisation des patrimoines sur le territoire des trente et une communes. Elle assure la coordination et la transversalité avec l'ensemble des services et des communes, tant d'un point de vue des politiques culturelles, qu'urbaines et paysagères. Elle pilote de ce fait la mise en œuvre de la convention Pays d'art et d'histoire.

Une politique patrimoniale à l'échelle des communes

Les trente et une communes du territoire, comme partie intégrante de Montpellier Méditerranée Métropole, bénéficient chacune de l'appellation Pays d'art et d'histoire.

Toutes les communes peuvent désormais également profiter du soutien financier de Montpellier Méditerranée Métropole sur demande et de façon ponctuelle, pour certains projets de restauration et de valorisation de leurs patrimoines. En effet, deux dispositifs complémentaires ont été votés en ce sens par le Conseil métropolitain du 31 mai 2022.

Parmi toutes les communes, certaines s'engagent plus encore et souhaitent mettre en place une politique cohérente et qualitative de valorisation patrimoniale sur leurs territoires, en coordination avec Montpellier Méditerranée Métropole et les autres communes du territoire.

Une dynamique déjà à l'œuvre

Trois communes, Castelnau-le-Lez, Juvignac et Le Crès, se sont d'ores et déjà lancées dans l'aventure. Plusieurs projets en cours témoignent du partenariat fructueux entre ces communes et Montpellier Méditerranée Métropole, en faveur de la connaissance, la conservation et la valorisation des patrimoines parmi lesquels :

- Le lancement d'une campagne d'inventaire systématique du patrimoine du Crès, programmée à l'automne ;
- La publication d'un livret *Focus* sur l'histoire de Castelnau-le-Lez, prévue pour les prochaines Journées européennes du patrimoine ;
- La publication d'un livret *Focus* sur le domaine de Fontcaude à Juvignac, également prévue pour septembre ainsi que la création d'un parcours de découverte du site adapté au public en âge scolaire.

A son niveau, Montpellier Méditerranée Métropole encourage les initiatives par son soutien financier et humain. Elle apporte également son expertise par un accompagnement technique rapproché, en tant que porteur de la convention Pays d'art et d'histoire et garant des attendus de qualité associés.

De leurs côtés, les communes mettent en œuvre des moyens humains et/ou financiers pour développer leur politique patrimoniale. Elles assurent des relais actifs et mobilisés, en prise directe avec les éléments patrimoniaux à valoriser et les acteurs associatifs.

Une politique qui se structure

Après cette première phase d'expérimentation, un projet de convention-cadre a été préparé, afin de formaliser et décrire les modalités de ce partenariat.

La convention-cadre vise plusieurs objectifs :

- Mettre en œuvre de façon concertée une politique globale de valorisation des patrimoines à l'échelle de la métropole ;
- Favoriser les actions conjointes entre Commune et Métropole d'une part, entre les différentes communes de la métropole d'autre part ;
- Mutualiser les moyens pour plus d'efficacité dans les projets ;
- Garantir la cohérence et la qualité des actions mises en œuvre.

Chaque convention-cadre est prévue pour être complétée chaque année par un programme d'actions concerté entre Montpellier Méditerranée Métropole et chaque commune signataire, qui précise les projets à mener ainsi que la répartition financière.

Montpellier Méditerranée Métropole effectue conjointement avec chaque commune le bilan des actions réalisées au cours de l'année écoulée. En sus de la nécessaire évaluation qualitative et quantitative des actions, ce travail permet d'amender le bilan annuel du Pays d'art et d'histoire, transmis par Montpellier Méditerranée Métropole à la DRAC Occitanie.

Chaque convention-cadre est prévue pour prendre effet à compter de sa signature et fin le 31 décembre 2026.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la démarche de développement partenarial des politiques patrimoniales du territoire entre Montpellier Méditerranée Métropole et les communes volontaires ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 26 JUILLET 2022

Animation du territoire - Site archéologique Lattara - Musée archéologique Henri Prades - Mise en valeur du complexe archéologique - Aménagement d'un parcours archéologique et création d'un Centre de Conservation et d'Etude métropolitain - Lancement de l'opération - Approbation du programme, du planning et du budget de l'opération - Lancement du concours de maîtrise d'œuvre - Dépôt de demandes d'autorisations d'urbanisme - Approbation

1- EXPOSÉ DE L'OPÉRATION

Un site et un patrimoine archéologique majeur : un port gaulois unique en méditerranée

Lieu majeur de la politique culturelle métropolitaine, le Site archéologique Lattara – musée Henri Prades est inscrit au cœur d'un territoire métropolitain dynamique et riche de nombreux points d'intérêts culturels et patrimoniaux, porté par un fort élan démographique, urbain, culturel et touristique. Outre sa collection permanente, il développe un programme d'actions comprenant des expositions temporaires, des animations pour tous publics et des ateliers pédagogiques diversifiés. Le Musée, dont les collections permanentes sont constituées en grande partie par le mobilier archéologique extrait des fouilles du site de l'antique Lattara, s'enrichit de manière régulière des objets découverts sur le site et ses alentours lors des campagnes de fouilles (préventives et programmées).

Une programmation complète de la requalification et du développement du site

Dans le cadre du développement et de la mise en valeur du complexe archéologique, un accord-cadre n°4921DC17 de programmation et d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la valorisation du site archéologique Lattara – musée Henri Prades et la création d'un Centre de Conservation et d'Étude métropolitain et d'équipements complémentaires a été conclu avec la société AG Studio Programme.

Cette mission a consisté en des prestations de programmation et d'assistance à maîtrise d'ouvrage relatives à la valorisation du site archéologique et de ses équipements, incluant l'ensemble des aménagements et équipements à prévoir, notamment les éléments suivants :

- L'aménagement d'un parcours de valorisation paysagère accessible au public sur le site archéologique et le traitement des espaces extérieurs et des relations entre le musée et le site ;
- La création d'un Centre de Conservation et d'Étude métropolitain, en lieu et place d'anciens chais viticoles acquis en 2009 (« *Mas Saint Sauveur* ») ;
- La définition de la médiation des activités scientifiques sur le site archéologique.

Un projet de territoire soutenu, encadré et attendu

Depuis février 2019, plusieurs comités de pilotage et comités scientifiques encadrés par le Pôle Culture et Patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi que par Diane DUSSEAU (Directrice du site archéologique Lattara – musée Henri Prades) et son équipe se sont tenus pour définir les axes stratégiques du programme de travaux et d'aménagements nécessaires en vue de l'ouverture du site archéologique au public et de la création d'un Centre de Conservation et d'Etude métropolitain.

À travers cette opération ambitieuse, la valorisation à venir du site archéologique de Lattara participera au développement touristique et culturel du territoire. Les éléments constitutifs de cette opération de valorisation considérée comme un tout, devront être menés dans un souci de cohérence globale, avec une gestion fine de leurs interfaces. Leur mise en œuvre devra ainsi nécessairement faire l'objet d'une opération unique.

Cette opération sera également l'occasion de mettre en avant les actions et engagements menés depuis de nombreuses années sur place en faveur de la recherche scientifique, de l'étude et de la diffusion des connaissances.

Le complexe archéologique de Lattes - composé du musée Henri Prades, du site archéologique et d'un futur Centre de Conservation, de Recherche et d'Étude (CCE) - se posera ainsi en référence en matière de recherche scientifique et de médiation autour de l'archéologie.

Le comité de pilotage de l'opération Lattara réunissant le 29 mars 2022 les partenaires financiers de l'opération ont validé les principes du programme et les montants à hauteur de 8 200 000 € TTC pour la valorisation du site et 8 600 000 € TTC pour le CCE, incluant les dispositifs et contenus de médiation pour un montant prévisionnel de 1 100 000 € HT (montants valeur mars 2022). Le budget prévisionnel global de l'opération est estimé à 14 000 000 € HT, soit 16 800 000 € TTC (valeur mars 2022).

Une opération constituée de 3 composantes imbriquées à concevoir globalement

L'opération Lattara est un ensemble unique, global et cohérent, qui allie la recherche, l'étude, la présentation et la médiation du phénomène archéologique. En ce sens il constituera un écosystème complet dont les composantes seront non seulement complémentaires, mais également interdépendantes. Elles devront donc être conçues de manière globale et parfaitement orchestrées pour des raisons de cohérence et de maîtrise des fonctionnalités, d'économie de l'exploitation, de sécurisation des biens culturels abrités. Un concours unique de maîtrise d'œuvre pour en assurer la conception et la mise en œuvre s'avère ainsi impératif.

Les différentes études menées ont permis de définir un ensemble global parfaitement cohérent et d'apprécier un niveau de faisabilité très satisfaisant pour tous les éléments constitutifs du projet. Elles ont abouti à l'élaboration de plusieurs documents programmatiques qui ont été présentés et validés en comités de pilotage. Il s'est agi, dans l'optique de la requalification globale du site, de produire un Programme fonctionnel et technique détaillé relatif à la mise en valeur du site archéologique, en intégrant tous les paramètres afférents au site, et en s'appuyant sur les études déjà menées. De même, un Programme architectural, fonctionnel et technique détaillé du Centre de Conservation et d'Études a été établi, en concertation avec les partenaires scientifiques et institutionnels du site, ainsi qu'un Projet d'établissement et charte de fonctionnement pour cet équipement. En complément de ces éléments, a été élaboré un Programme de médiation générale de visite du site, toujours en étroite collaboration avec les partenaires scientifiques du site.

Les grandes caractéristiques en sont les suivantes :

Ouvrage 1 : Aménagement d'un parcours d'interprétation archéologique sur le site antique

Le site archéologique de Lattara est accolé au musée Henri Prades, ouvert au public en 1986 afin de présenter le résultat des fouilles archéologiques menées à Lattes. Le musée expose une grande diversité d'objets souvent uniques en Europe qui illustrent la vie quotidienne des habitants de Lattara à l'époque gallo-romaine. Ces collections témoignent de la vocation marchande du port antique et de ses relations privilégiées et précoces avec le monde méditerranéen. Au troisième étage du musée, un point de vue général sur le site archéologique ainsi qu'une maquette permettent aux visiteurs de situer les vestiges et de comprendre l'emprise de la ville antique. Au titre de la présente opération, un dispositif de réalité augmentée permettant de lire la ville aux différentes époques viendra compléter cette approche globale du site.

Le futur parcours de visite du site, composé de quatorze stations de médiation, fera écho aux thématiques développées par le musée et proposera une lecture des vestiges archéologiques à travers l'histoire du développement urbain du site. Les supports d'interprétation pourront renvoyer à des œuvres exposées au sein du musée grâce à des illustrations ou du graphisme. Dans un souci de cohérence et de correspondance avec la stratégie globale mise en place, les activités du Centre de conservation et d'études pourront être évoquées lors de visites spécifiques, ou à travers un contenu thématique intégré au compagnon de visite (audio ou visio-guide), donnant des informations sur les conditions de découverte des vestiges et sur la pratique de l'archéologie, rappelant les activités du CCE mises en avant dans le futur Portail de l'archéologie ouvert au public.

Le parcours de visite du site entrera ainsi en résonance avec le musée mais également, dans une moindre mesure, avec le Centre de conservation et d'études. En effet, de manière unique en France, le visiteur pourra découvrir sur place l'ensemble de la chaîne opératoire de l'archéologie, de la fouille jusqu'à la diffusion et la valorisation au sein du musée, en passant par la diversité des études menées en laboratoire.

La surface approximative des espaces à traiter est conséquente : de l'ordre de 66 000 m² d'espaces du site archéologique, auxquels s'ajoutent environ 2 500 m² d'espaces extérieurs périphériques (abords, parvis, parking).

Les Séquences de visite :

- **Le parvis d'accès comme marquage urbain du site :**

Un ensemble d'ouvrages sera conçu pour manifester la présence du site, accueillir et informer le visiteur avant même d'avoir pénétré le portail d'entrée : un traitement des sols spécifique, un traitement paysager de lissage visuel des abords, des dispositifs signalétiques d'annonce, des dispositifs d'information, des clôtures harmonieuses et une palissade délimitant l'espace public de l'espace privé (site archéologique, musée, CCE). Les objectifs de cette première séquence seront d'attiser la curiosité des visiteurs et d'inciter à la visite du site ;

- **La cour d'entrée :**

La cour d'entrée du site archéologique sera particulièrement soignée. Elle constituera, sous la forme d'un îlot de fraîcheur convivial, la première séquence d'information et d'orientation des publics pour l'accès au musée Henri Prades, au parcours de visite du site archéologique et au Portail archéologique du CCE. Les objectifs seront d'assurer la bonne information concernant les différentes offres de visite mais également d'offrir une zone de convivialité et de déambulation entre les différents bâtis (Musée, CCE, Portail archéologique, espaces de médiation, ...). Un espace extérieur qualitatif sera proposé grâce au traitement paysager, au traitement de l'eau ainsi qu'à l'installation de mobiliers urbains (tables et bancs abrités, ombrages...) pour assurer des temps de pause et d'échanges ;

- **L'Interface Musée/site :**

L'interface entre le musée et le site sera constitué d'un nouvel espace d'accueil-billetterie en lieu et place de l'accueil du musée actuel, et d'un accès au parcours de visite archéologique en extérieur sous la forme d'un « *deck* » extérieur dominant le site. La séquence se composera donc d'un premier espace intérieur avec le comptoir de vente, l'espace boutique et l'ensemble des dispositifs d'information nécessaires pour les visiteurs. Un second espace extérieur matérialisé par un *deck* légèrement surélevé, avec une rampe destinée aux Personnes à Mobilité Réduite, marquera le début du parcours de visite proprement dit. Cet ouvrage permettra, d'une part la mise en scène du site archéologique, et d'autre part, de participer à la nouvelle façade arrière du musée.

Les objectifs fonctionnels de cette séquence seront d'informer le visiteur sur l'ampleur du parcours et de le guider vers le cheminement principal. Le *deck* constituera aussi bien le début que la fin du parcours depuis lequel les visiteurs pourront monter au « *Point haut* » du site en forme de belvédère, accessible par une structure accolée au bâtiment actuel, formant une nouvelle façade du musée, potentiellement végétalisée, afin de contempler le territoire et d'appréhender l'ancienne dimension portuaire du site.

- **Le Site archéologique en 14 stations :**

Cette séquence est composée du « *Point haut* » évoqué précédemment, de 14 stations d'interprétation et d'un Jardin d'archéologie expérimentale présentant la reconstitution d'une maison gauloise. Ce parcours entre en résonance avec le musée Henri Prades et délimite l'emprise de la ville antique intra-muros. Des dispositifs liés au confort des usagers seront adaptés au contenu et aux usages souhaités pour chaque station. Les stations sont systématiquement composées de panneaux d'interprétation et éventuellement de dispositifs de médiation de type « *low-tech* ». Certaines seront agrémentées de mobiliers spécifiques (de type assises, abri...) pour créer des temps d'arrêt et de contemplation des vestiges et de l'ensemble du site. Une station un peu plus consistante pourra même proposer un temps d'arrêt plus long pour d'éventuels activités de plein air. Enfin un ensemble de principes d'aménagements paysagers permettront à la fois d'identifier le cheminement du parcours, mais également de mettre en valeur les vestiges. Les différentes installations veilleront à immerger le visiteur dans le site et rendre lisible sa lecture.

Un phasage de réalisation progressif :

L'objectif est d'ouvrir le site archéologique au public de façon progressive, selon un phasage en 3 temps, à la suite d'une phase préparatoire de travaux qui sera réalisée en 2022-2023 (phase 0). Il est prévu de synchroniser ce phasage opérationnel avec le développement du CCE, dont l'ouverture est prévue pour 2026.

- o Travaux site phase 1 : 2^{ème} trimestre 2025 - 4^{ème} trimestre 2025,
- o Ouverture au public du site, du Portail archéologique et de l'Archéolab avec ses ateliers pédagogiques : 4^{ème} trimestre 2025,
- o Travaux site phases 2 et 3 : 3^{ème} trimestre 2026 – 2^{ème} trimestre 2027,
- o Ouverture au public du site en version finalisée : 2^{ème} trimestre 2027,

Le montant des travaux du projet site :

Le montant des travaux dévolus à l'aménagement du parcours archéologique est d'environ 3 900 000 € HT, pour un montant opération d'environ 6 830 000 € HT soit 8 200 000 € TTC, valeur mars 2022, pour l'ensemble des 3 phases, hors équipements, dispositifs et contenus de médiation.

Ouvrage 2 : La construction d'un Centre de Conservation et d'Études Archéologiques métropolitain

La fouille de Lattara constitue, depuis le début des années 1980, un des plus importants chantiers archéologiques du Midi de la France, réunissant des personnels issus du CNRS, de l'université de Montpellier et du ministère de la Culture au sein d'un même groupe de recherche (ASM : Archéologie des sociétés méditerranéennes - UMR 5140) dont les locaux sont aujourd'hui hébergés sur le site Saint-Charles de l'Université Paul-Valéry Montpellier 3. Ce déménagement des postes de travail n'a pas engendré de déplacements des mobiliers archéologiques, en particulier pour les objets issus des fouilles programmées du site de Lattara, propriété de Montpellier Méditerranée Métropole, et pour les opérations d'archéologie préventive réalisées sur le territoire de la Métropole (gestion État). Les fouilles programmées sur le site se poursuivent et d'autres fouilles programmées ont également lieu sur le territoire de la Métropole.

La création d'un Centre de Conservation et d'Études archéologiques se pose très légitimement à Lattes au regard de l'obligation de conserver les biens archéologiques mobiliers, de la cohérence recherchée du projet à l'échelle territoriale et de la disponibilité foncière pour l'héberger.

Combiné à un musée archéologique, à l'ouverture du site archéologique de Lattara au grand public, l'ensemble constituera une nouvelle expérience de loisirs culturels sur le territoire, qui s'appuiera sur un écosystème archéologique unique en France, voire en Europe, tout en profitant pleinement du cadre naturel qui l'entoure. L'accès au lieu permettra aussi de mieux se rendre compte des recherches archéologiques, en ayant un aperçu des espaces fouillés et une vision des chantiers en cours.

Pour sa part, le CCE de Lattes aura vocation à :

- Être acteur de la création du réseau naissant des CCE d'Occitanie ;
- Créer un complexe scientifique de recherche archéologique, de médiation et de diffusion inédit sur le territoire de la Métropole ;
- Assurer des conditions de conservation pérennes répondant aux exigences des différents mobiliers archéologiques ;
- Offrir des espaces d'études équipés pour la recherche et les chantiers de fouilles aux scientifiques et aux gestionnaires des biens territoriaux ;
- Maîtriser et faire connaître la chaîne opératoire de l'exhumation des objets à leur mise en vitrine ;
- Développer la médiation et la formation auprès de publics spécifiques (en particulier les étudiants) à l'échelle régionale ;
- Fédérer les partenaires autour du projet et renforcer les partenariats existants.

Les activités du CCE s'étendent principalement :

- **À l'emplacement des anciens chais Saint-Sauveur** spécifiquement pour accueillir les missions fondamentales du CCE : traitement et étude, conservation, logistique, gestion scientifique : le « pôle scientifique » à usage exclusif des professionnels ;
- **Au sein de l'ex bâtiment du CDAR** (« maison de fouilles » du CNRS) :
 - o Des espaces dédiés à sa mission optionnelle de médiation (activité mutualisée avec le musée Henri Prades) composés du Portail de l'archéologie et de l'Archéolab - ateliers pédagogiques, espace documentaire jeune public ;
 - o L'espace de documentation mutualisée avec le musée (publics professionnels) ;
- **Au sein du musée Henri Prades** :
 - o Accueil mutualisé des publics au sein de l'actuel accueil du musée ;
 - o À la marge, il est envisageable que certaines composantes du musée puissent être utilisées spécifiquement pour le CCE à l'occasion d'événements particuliers propres, notamment les espaces de projection (auditorium, foyer, diaporama) ;
- **En extérieur, sur le site de Lattara** :
 - o La zone de fouilles archéologiques de l'Archéolab (publics) ;
 - o Les fouilles programmées en cours sur le site de Lattara (professionnels).

Les surfaces :

Les besoins en termes de surfaces se répartissent en plusieurs ensembles fonctionnels, pour un total de 2 100 m² de surfaces utiles :

- o Accueil, découverte et médiation ;
- o Gestion scientifique / chercheurs ;
- o Centre de documentation ;
- o Traitement et étude ;
- o Réserve mobiliers archéologiques ;
- o Logistique générale ;
- o Espace de vie ;
- o Locaux techniques ;
- o Espaces extérieurs.

Le montant des travaux :

Le montant des travaux dévolus à la construction du Centre de Conservation et d'Etudes est d'environ 5 200 000 € HT, pour un montant opération toutes dépenses confondues d'environ 7 170 000 € HT, soit 8 600 000 € TTC, valeur mars 2022, hors équipements, dispositifs et contenus de médiation.

Une livraison en 2 temps :

Sa livraison est prévisionnellement programmée en 2 temps :

- o 1^{er} trimestre 2025 - 3^{ème} trimestre 2026 : travaux ;
- o 3^{ème} trimestre 2026 : livraison du bâtiment et équipements ;
- o 4^{ème} trimestre 2026 : mise en service après installation des mobiliers et collections.

Ouvrage 3 : Dispositifs et contenus de médiation du site global Lattara

Il s'agira donc de mettre en place à destination des publics une véritable expérience globale autour de l'ancienne cité de Lattara, à travers les propositions permanentes (parcours de visite du site archéologique, exposition permanente du musée, portail archéologique) et temporaires (programmation et activités culturelles complémentaires), qui inscrira les recherches scientifiques dans l'histoire et le présent, plaçant la médiation, la diffusion et la présentation des connaissances au cœur de la visite du complexe archéologique.

Le programme de médiation générale de visite du site archéologique de Lattara répond à plusieurs objectifs et ambitions :

- **Révéler la cité portuaire, sa place dans le monde antique, son rapport au territoire ;**
- **Proposer une expérience unique de la médiation d'un site archéologique :**
 Outre la place de choix de la médiation dans ce complexe archéologique, l'expérience se veut résolument unique à travers les moyens singuliers et les propositions originales mis en place. Le programme de médiation fait appel à une diversité de dispositifs, numériques ou plus traditionnels (panneaux, cartels, etc.) et non technologiques. L'observation du paysage tient une place importante dans le processus d'interprétation, c'est pourquoi les dispositifs accompagneront le regard et les points de vue, permettant l'identification et les fonctions des vestiges encore en place, les contextualisant. Le traitement paysager sera un appui complémentaire à la lecture et à la compréhension du site. Au sein de l'expérience du visiteur, l'immersion sera recherchée. Celle-ci sera favorisée sur le site-même et davantage renforcée à travers le compagnon de visite, de type smartphone ou tablette. À l'instar des lieux de culture scientifique et technique, les propositions de médiation seront des outils facilement appréhendables par des médiateurs ou accompagnateurs de groupes, ainsi que par les visiteurs individuels, et des appuis pour la rencontre et l'échange ;

- **Attirer, sensibiliser et fidéliser les publics :**
L'ouverture du site archéologique au public constituera une nouvelle offre touristique et culturelle dont l'attractivité sera renouvelée. Plusieurs parcours thématiques et expériences seront proposés. Ils seront adaptés aux publics cibles et disponibles toute l'année. Pour susciter l'envie de venir ou revenir découvrir le site archéologique, deux principes seront prévus :
 - o D'une part, les aménagements et propositions suivront un phasage de mise en œuvre échelonné délivrant à chaque stade une nouvelle offre d'appel ;
 - o D'autre part, les contenus de cette médiation pourront être évolutifs au sein du compagnon de visite, en tenant compte des dernières découvertes ou en développant de nouvelles approches thématiques ;
- **Valoriser les composantes et activités du complexe archéologique de Lattes :**
 - o D'un côté, les contenus de médiation de visite du site établiront des liens et renvois directs vers les contenus et collections du musée ou du Portail de l'archéologie ;
 - o De l'autre, il sera question de mettre en évidence les spécificités de Lattes notamment en ce qui concerne l'archéologie expérimentale et les métiers de l'archéologie ;
 - o Enfin, les contenus rendront compte des activités de conservation, d'étude, de diffusion à l'œuvre au sein du musée Henri Prades et du futur CCE ;
- **Contribuer au développement du territoire.** La mise en œuvre de cette nouvelle offre de visite est constitutive de la politique de valorisation du patrimoine et des activités scientifiques mais aussi industrielles de l'économie créative au sein du territoire de Montpellier Métropole.

L'ensemble des dispositifs de médiation définis au programme détaillé du CCE et du parcours archéologique, ainsi que le dispositif de réalité augmentée situé dans le musée se décomposeront en 5 à 7 ouvrages (selon les regroupements possibles) :

- o 1/ Portail ;
- o 2/ Parcours ;
- o 3/ Réalité Augmentée ;
- o 4/ Compagnon de visite ;
- o 5/ Escape game.

Ces dispositifs ont été dénombrés à environ une trentaine dont :

- o ± 14 Panneaux interprétatifs de parcours et d'extérieur et 6 panneaux complémentaires (jardin archéologique etc.) ;
- o 4 dispositifs de Réalité augmentée (1 en salle et 3 en compagnon) ;
- o 3 offres de Compagnons de visite sur 3 phases de développement ;
- o 6 Dispositifs low tech ;
- o 2 tables d'orientation ;
- o 1 Escape game.

Le montant global prévisionnel des équipements, dispositifs et contenus de médiation est d'environ 1 100 000 € HT, valeur mars 2022, inclus dans le budget opération des deux ouvrages précités (aménagement d'un parcours archéologique et création d'un CCE). Leur mise en place progressive sera corrélée aux phases opérationnelles dédiées aux travaux.

Le calendrier prévisionnel global de l'opération est le suivant :

- o Lancement de la consultation de maîtrise d'œuvre : 3^{ème} trimestre 2022 ;
- o Etudes de maîtrise d'œuvre : 3^{ème} trimestre 2023 - 3^{ème} trimestre 2024 ;
- o Appels d'offres travaux : 3^{ème} trimestre 2024 - 2^{ème} trimestre 2025 ;
- o Appels d'offres contenus médiation : 4^{ème} trimestre 2023 - 3^{ème} trimestre 2024 ;
- o Travaux CCE : 1^{er} trimestre 2025 - 3^{ème} trimestre 2026 ;
- o Installation des mobiliers et collections et mise en service : 4^{ème} trimestre 2026 ;
- o Travaux site phase 1 : 2^{ème} trimestre 2025 - 4^{ème} trimestre 2025 ;
- o Ouverture au public du site, du Portail archéologique et de l'Archéolab avec ses ateliers pédagogiques : 4^{ème} trimestre 2025 ;
- o Travaux site phases 2 et 3 : 3^{ème} trimestre 2026 - 2^{ème} trimestre 2027 ;
- o Ouverture au public du site en version finalisée : 2^{ème} trimestre 2027.

2- LANCEMENT DE LA CONSULTATION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

En conséquence, il convient d'engager dès à présent la procédure relative à la désignation du maître d'œuvre de l'opération.

Pour des raisons de cohérence et de gestion des limites de prestations, il a été retenu le principe d'une consultation unique de maîtrise d'œuvre pour l'ensemble des ouvrages : aménagement du site, création du CCE, équipements et dispositifs de médiation. Compte tenu du montant prévisionnel des travaux, de la complexité de cette opération, des taux de rémunération habituellement pratiqués sur ce type de prestations, la rémunération du marché de maîtrise d'œuvre devrait représenter entre 12 % à 15 % du montant des travaux et des équipements et dispositifs de médiation.

Il s'agira d'une mission de maîtrise d'œuvre de base, en bâtiment et paysagisme, intégrant le volet scénographie et médiation du projet. Elle comprendra des missions complémentaires, notamment OPC (ordonnancement, pilotage et coordination des travaux), CSSI (coordination en matière de système de sécurité incendie), SYN (synthèse), TDS (traitement de la signalétique), Management de la performance environnementale, MOB (définition et choix des équipements mobiliers), intégrées ou non à la maîtrise d'œuvre, conformément aux articles L.2410-1 et suivants et R.2431-1 et suivants du Code de la commande publique.

Dans ce cadre, il est proposé de lancer une procédure de concours restreint conformément aux articles L. 2125-1 2°, et R. 2162-15 à R. 2162-26 du Code de la commande publique.

À l'issue du classement des candidatures, au maximum quatre candidats seront admis à présenter une offre de niveau Esquisse + sur la base du programme technique détaillé de l'opération

Il convient de constituer un jury en application des dispositions des articles R.2162-22 à R.2162-26 du Code de la commande publique. Il sera composé des membres de la commission d'appels d'offres et de personnes qualifiées (architectes, maître d'œuvre ou toute personne ayant une qualification équivalente à celle demandée aux candidats) représentant au moins un tiers des membres du jury.

Il est proposé d'attribuer une prime forfaitaire de 50 000 € HT aux candidats admis à concourir.

Également, afin de réaliser ces travaux, il conviendra d'une part de déposer les autorisations d'urbanisme afférentes, et d'autre part de lancer toutes les consultations nécessaires à la réalisation de cette opération.

Enfin, compte tenu de la teneur et de l'ampleur de ces phases d'études, il conviendra de demander les subventions les plus larges possibles auprès de l'État, de la Région Occitanie et du Département de l'Hérault, de manière à soutenir l'effort de mise en valeur du site archéologique Lattara.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le lancement de l'opération de mise en valeur du complexe archéologique Lattara, comprenant l'aménagement d'un parcours archéologique, la création d'un Centre de Conservation et d'Etude métropolitain, ainsi que la mise en œuvre des équipements et dispositifs de médiation afférents ;
- D'approuver le Programme architectural, fonctionnel et technique détaillé et de médiation générale relatif à la mise en valeur du site archéologique Lattara ;
- D'approuver le planning et l'estimation du budget de l'opération ;
- D'autoriser le lancement du concours restreint de maîtrise d'œuvre conformément aux articles L. 2125-1 2°, et R. 2162-15 à R. 2162-26 du Code de la commande publique ;
- De fixer le montant de la prime à verser à chaque candidat admis à concourir et ayant remis des prestations conformes au règlement de concours à 50 000 € HT ;
- D'autoriser le dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme afférentes à l'opération ;
- D'autoriser le lancement de toutes les consultations nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 26 JUILLET 2022**

Animation du territoire - Convention de partenariat entre le Site archéologique Lattara-musée Henri Prades et la Maison des Consuls des Matelles de la Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup dans le cadre des expositions "Statues-menhirs. Miroirs de pierre du Néolithique", "Aïcha Snoussi" et "Carnet d'inspirations" - Modification temporaire du tarif - Approbation - Autorisation de signature

Le musée de site Henri Prades de Montpellier Méditerranée Métropole, labellisé "*musée de France*" depuis 2002, propose sur 1 200 m² et 3 niveaux de découvrir le mobilier issu des fouilles réalisées dès les années 1960 sur la Commune de Lattes et de ses environs. Les expositions temporaires d'archéologie et, depuis 2008, d'art contemporain ont permis de faire connaître plus largement le musée et de le positionner en tant que site témoin des bouleversements majeurs qui se sont opérés au premier millénaire avant notre ère en Languedoc.

Le musée Henri Prades présentera d'une part, du 7 octobre 2022 au 6 mars 2023 une exposition « *Statues-menhirs. Miroirs de pierre du Néolithique* » et d'autre part, du 19 novembre 2022 au 3 avril 2023 une exposition de l'artiste contemporaine Aïcha SNOUSSI.

La maison des Consuls des Matelles, gérée par la Communauté de Communes du Grand Pic Saint Loup, propose quant à elle, dans le cadre intimiste de ce musée d'arts et d'archéologie, depuis le 6 avril et jusqu'au 27 novembre 2022, l'exposition « *Carnet d'inspirations* », conçue comme une déambulation dans l'univers de 8 artistes.

Le musée Henri Prades et la maison des Consuls proposent une programmation qui attire un large public régional, national et international. A l'occasion de ces expositions, ils souhaitent établir un partenariat visant à inciter leurs publics respectifs à visiter chacun des deux lieux et leur faire découvrir le riche patrimoine de la région.

Le partenariat proposé se formalise par la conclusion d'une convention qui définit les engagements de chacune des parties pour la promotion réciproque de leurs expositions respectives. Les visiteurs du Henri Prades auront ainsi la possibilité d'obtenir sans supplément de prix une entrée pour visiter la Maison des Consuls, sur présentation du billet d'entrée à l'exposition « *Statues-menhirs. Miroirs de pierre du Néolithique* ». De même, l'accès aux expositions du musée Henri Prades se fera gratuitement pour les visiteurs détenteurs d'un billet de la Maison des Consuls.

La convention prendra effet à compter de sa signature par l'ensemble des parties, et jusqu'au terme de l'exposition « *Statues-menhirs. Miroirs de pierre du Néolithique* », soit le 6 mars 2023. Elle implique de venir modifier temporairement les tarifs du Site archéologique Lattara (délibération n°M2022-133 du 22 mars 2022) afin d'intégrer un nouveau motif de gratuité, sur présentation d'un billet de la Maison des Consuls.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la modification temporaire du tarif d'entrée des expositions du musée Henri Prades jusqu'au 6 mars 2023 ;
- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre le Site archéologique Lattara de Montpellier Méditerranée métropole et la maison des Consuls des Matelles de Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 26 JUILLET 2022

Animation du territoire - Musée Fabre - Conventions de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, le New York Times, Télérama, Le Figaro, Connaissance des arts, Radio Classique et France Bleu Hérault dans le cadre de l'exposition "Le voyage en Italie de Louis Gauffier" - Autorisation de signature

Du 7 mai au 4 septembre 2022, le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole présente *Le voyage en Italie de Louis Gauffier*, et rend hommage pour la première fois à Louis GAUFFIER (Poitiers, 1762- Florence, 1801), artiste pour qui l'Italie fut une terre d'élection. Proche de François-Xavier FABRE, la carrière des deux artistes est intimement liée, entre Rome et Florence, expliquant la forte représentation de cet artiste dans les collections du musée Fabre. Aujourd'hui quelque peu oublié, l'exposition montrera la singularité de cet artiste, aussi bien dans le langage néoclassique qu'il développe dans ses peintures d'histoire, marquées par une sensibilité délicate très éloignée de l'art de David, ou encore dans son goût pour le paysage, étranger au sujet mythologique, et mettant en scène l'aristocratie européenne du Grand Tour partant à la découverte de la Toscane. Cette rétrospective mettra également l'artiste en perspective avec ses contemporains mais également avec le contexte artistique international dans lequel s'inscrit le peintre, notamment de cette fascination pour l'Italie qui frappa tant de voyageurs, artistes et écrivains, et de la mode néoclassique qui se développa, tant dans la décoration et le mobilier que dans l'habillement.

Le New York Times, Télérama, Le Figaro, Connaissance des arts, Radio Classique et France Bleu Hérault ont manifesté leur intérêt pour être partenaires de cet événement. Cette opportunité permettra d'assurer un rayonnement médiatique sur le territoire régional, national et international, auprès des publics cibles de l'exposition.

Ces partenariats interviennent dans le cadre de conventions qui fixent les droits et obligations de chaque partie. Les conventions précisent notamment que les partenaires bénéficieront de la présence de leurs logos sur l'ensemble des supports de communication de l'exposition.

De même, le musée Fabre s'engage :

- Pour *Le New York Times* : offrir 15 billets d'entrée et à acheter deux campagnes digitales ciblant "*Art et design enthusiasts*" – d'une semaine chacune, au lancement de l'exposition et en relance en septembre, ciblant le lectorat "*art enthusiasts*" du nytimes.com (géolocalisées en France, Suisse, Allemagne, Angleterre et USA) à un tarif de 5 000 € ;
- Pour *Télérama* : offrir 4 billets pour une visite guidée destinés à ses abonnés sur le site « *Télérama Sorties* », et à participer aux frais techniques à hauteur de 840 € TTC ;

- Pour *Le Figaro* : à acheter un ¼ de page au lancement de l'exposition ainsi qu'une campagne digitale à hauteur de 8 000 € TTC et à mettre à la disposition de la Société du Figaro des catalogues de l'exposition et des billets d'entrée pour une valeur globale de 200 € ;
 - Pour *Connaissance des arts* : acheter 1 page de publicité à tarif partenaire dans le numéro de mai et une campagne digitale composée de bannières publicitaires sur leur site Internet et de posts sur leurs réseaux sociaux (total 3 600 € TTC) ;
 - Pour *Radio Classique* : acheter une campagne de 20 spots radio de 30' pour le lancement de l'exposition, en mai à un tarif partenaire (remise 92%) de 4 080 € TTC ;
 - Pour *France Bleu* : à offrir 40 billets d'entrée et à acheter 88 spots publicitaires à un tarif de 3 573,18 € TTC ;
- L'ensemble de ces engagements représente une participation globale du musée à hauteur de 25 093,18 € TTC, hors visites, catalogues et billets d'entrées offerts.

En contrepartie, les partenaires s'engagent à faire un large écho à l'événement :

- *Le New York Times* s'engage à proposer deux insertions au format ¼ de page au lancement de l'exposition, en mai, avec une relance pour les vacances d'été en juillet/août ainsi que deux campagnes digitales d'accompagnement sur ces deux périodes ;
- *Télérama* s'engage à réserver une place dans son agenda des événements dans l'édition « *Télérama Sortir* » qui paraît le 20 avril, avec une repasse offerte le 4 mai, à offrir un espace dans sa newsletter quotidienne adressée à ses 150 000 abonnés avec le lien vers le site du musée Fabre et à mettre en place un jeu-concours réservé aux abonnés ;
- *Le Figaro* s'engage à proposer un ¼ de page dans sa rubrique Culture le 6 mai ainsi qu'une relance le samedi 2 juillet et un véritable plan média digital tout au long du mois de juillet (Grand Angle sur le site *LeFigaro.fr* rubrique Culture, Trading Pré-roll, avec un engagement de 60 000 vues et interstitiel d'ouverture sur l'application mobile, mis en ligne le 8/05), un article conséquent sera également rédigé par la rédaction ;
- *Connaissance des arts* s'engage à proposer deux insertions au format page au lancement de l'exposition, avec une relance en juillet, accompagné de bannières sur le site Internet et de posts sur leurs réseaux sociaux ;
- *Radio Classique* diffusera quant à elle en mai 20 spots de 30' ;
- *France bleu Hérault* s'engage à réaliser une émission spéciale en direct du musée le jour ou le lendemain du vernissage, effectuer deux campagnes publicitaires de 88 spots et promouvoir l'exposition dans ses différentes émissions par le biais de reportages, interviews, chroniques et jeux.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes des conventions de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et *Le New York Times*, *Télérama*, *Le Figaro*, *Connaissance des arts*, *radio Classique* et *France Bleu Hérault* ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions, ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 26 JUILLET 2022**

Animation du territoire - Gratuité d'accès au musée Fabre pour l'Accueil des Nouveaux Montpelliérains - Collections permanentes et exposition "Musique ! Comme un air d'Opéra chez les Despous" - Approbation

Le musée Fabre participe à la journée d'accueil des nouveaux montpelliérains le 24 septembre organisée par la Ville de Montpellier. A cet effet, le musée Fabre souhaite accorder aux bénéficiaires et à titre exceptionnel l'accès gratuit à son exposition temporaire *Musique ! Comme un air d'Opéra chez les Despous* et ses collections permanentes le 24 septembre de 10h à 18h sur présentation d'une contre marque.

Cette proposition a été motivée par le souhait conjoint des élus et de la direction du musée de permettre aux nouveaux montpelliérains la découverte de cet équipement culturel dans la perspective qu'ils se l'approprient et reviennent ensuite découvrir la grande variété des expositions et la richesse de sa programmation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'autoriser la gratuité de l'entrée à l'exposition *Musique! Comme un air d'Opéra chez les Despous* et les collections permanentes du Musée Fabre le samedi 24 septembre 2022 de 10 h à 18h sur présentation d'une contremarque à la billetterie du musée, aux participants de l'évènement « *Accueil des Nouveaux Montpelliérains* » ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 26 JUILLET 2022**

Animation du territoire - Convention triennale de subventions de projets entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Mathilde Monnier - Autorisation de signature

Montpellier Méditerranée Métropole déploie sur son territoire une politique ambitieuse et volontaire pour la culture et le patrimoine autour de 5 axes stratégiques prioritaires :

- L'accompagnement et l'émancipation des publics par la culture, en veillant particulièrement à l'action artistique et culturelle à destination des publics les plus jeunes, publics de demain ;
- Le développement d'une hospitalité pour les artistes confirmés ou émergents qui participent à la vitalité du territoire ;
- Le déploiement de la culture et du patrimoine dans les espaces publics et l'accompagnement de la transformation de la Ville par la culture et le patrimoine ;
- Le rayonnement artistique, culturel et patrimonial lié à un héritage d'excellence dans de nombreux domaines, avec le souci de favoriser les approches les plus innovantes, de penser les lieux de culture de demain, d'assurer les transitions nécessaires sur les enjeux sociétaux les plus incontournables ;
- Le développement des idées, de la connaissance et du patrimoine, autour de projets, équipement ou manifestations emblématiques.

Afin de contribuer à la construction de son projet de territoire visant à l'accompagnement, le maintien et l'installation des artistes, Montpellier Méditerranée Métropole envisage la signature d'une convention pluriannuelle de subvention de projets de la compagnie l'association Mathilde Monnier. Pour l'année 2022, il est demandé une subvention de 35 000 €.

En effet, Mathilde Monnier occupe une place de référence dans le paysage de la danse contemporaine française et internationale en présentant un travail en constant renouvellement. Directrice du Centre chorégraphique de Montpellier Languedoc-Roussillon durant 10 ans, elle a développé des collaborations avec des personnalités venant de divers champs artistiques (Jean-Luc Nancy, Katerine, Christine Angot, La Ribot, Heiner Goebbels...) et crée plus de 40 pièces chorégraphiques présentées sur les grandes scènes internationales du festival d'Avignon au Théâtre de la Ville de Paris en passant par New York, Vienne, Berlin, Londres. Elle a reçu plusieurs prix pour son travail : prix Ministère de la culture et Grand Prix SACD. Elle sera à la direction générale du Centre national de la danse à Pantin durant 5 ans.

De retour à Montpellier, elle débute dès 2020, une résidence longue durée à la Halle Tropisme où elle exploite le studio La Menuiserie et initie de nombreux projets de création en lien avec le territoire

Il est proposé au Conseil de signer une convention afin de soutenir financièrement des projets portés par la Compagnie de Mathilde Monnier. Il s'agit de préfigurer une implication sur le territoire métropolitain en déclinant divers projets et activités en écho aux actions et événements portés la Métropole dans le cadre de sa politique culturelle et d'associer la collectivité aux jurys de sélection des artistes accueillis en résidences.

Montpellier Métropole contribuera au financement chaque année de la présente convention de 3 projets :

- *Les échoués* : travail de création participative avec Nadia Beugré à Figuerolles et Cité Gély qui pourrait être déclinable sur des communes de la métropole ;
- *Milieus* : Ces workshops organisés en collaboration avec Robert Cantarella, ont lieu plusieurs fois dans l'année et sont l'occasion d'inviter des étudiants d'établissements d'enseignement du territoire ;
- Les Résidences d'artistes émergents aux Ateliers Tropisme avec un studio dédié à la danse, pour permettre des connexions danse/arts plastiques. La métropole sera membre invitée aux jurys de sélection.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention 2022-2024 de subvention de projets entre Montpellier Méditerranée Métropole et la compagnie Mathilde Monnier ;
- D'approuver l'attribution d'une subvention d'un montant de 35 000 € dans le cadre de cette convention de subvention de projets, pour l'exercice budgétaire 2022 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 26 JUILLET 2022

Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Culture" et opération de soutien aux salles de spectacle - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Montpellier Méditerranée Métropole fait du développement de l'action culturelle sur son territoire l'un des axes majeurs de sa politique culturelle. A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite accompagner et soutenir les structures œuvrant en ce sens en proposant des manifestations et des projets culturels ayant un rayonnement sur le territoire.

Dans ce cadre, il est proposé d'affecter les subventions suivantes :

1. Attribution de subventions

| Code association | N° dossier | Nom de l'association | Rubrique | Nature | Nom du projet | Montant |
|------------------|------------|--------------------------------------|-------------------------|--------|---------------------------------|---------|
| 29 | 00155 5 | Montpellier contacts Radio Clapas | CINEMA | Projet | Les murs ont des oreilles | 5 000 |
| 3449 | 00155 8 | Grand Ecran 2001 | CINEMA | Projet | Festival film France-Pologne | 1 000 |
| 7531 | 00156 2 | Association MM | PLURIDISCI- PLINAIRE | F | | 35 000 |

2. Complément de subvention

Une subvention de 12 000 € a été attribuée à l'association Centre des arts du cirque Balthazar par délibération n° M2022- 145 du 22 mars 2022. Il est proposé de compléter ce montant de 3 000 €, soit un total de 15 000 € pour le projet PEPS :

| Code association | N° dossier | Nom de l'association | Rubrique | Nature | Nom du projet | Montant |
|------------------|------------|--|----------|--------|---|---------|
| 3845 | 001293 | Centre des arts du cirque Balthazar | THEATRE | Projet | PEPS Pépinière du studio de création | 3 000 |

3. Opération de soutien aux salles de spectacle :

Durement touchées par la crise sanitaire, les salles de spectacle du territoire connaissent des difficultés à maintenir leur activité. En lien avec la Ville de Montpellier, il est proposé de renouveler le dispositif d'aide mis en place en 2020, par le biais de soutien à des projets de résidence. L'association Tout à fond, pour la

salle Secret Place située à Saint Jean de Védas, peut ainsi bénéficier d'une subvention au projet d'un montant de 15 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'attribution de subventions et complément de subvention aux associations ci-dessus, sous réserve de la signature d'une convention d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- Dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 26 JUILLET 2022

Hors commission - ICONIC 2022 - Convention de partenariat de coproduction entre Montpellier Méditerranée Métropole et Illusion & Macadam - Autorisation de signature

Montpellier Méditerranée Métropole porte une politique volontariste de soutien et de valorisation du secteur des Industries Créatives et Culturelles (ICC), dont l'organisation un rendez-vous annuel destinés aux professionnels du secteur depuis 2018. Cet événement propose différents rendez-vous (conférences, Master class, Ateliers...) dont l'objectif est de permettre des rencontres, échanges entre les différents acteurs de la filière, mais aussi de faire connaître les métiers et actions de la filière auprès d'un large public. Après deux années de pandémies, cette semaine des ICC est ainsi renouvelée dans son format et dans son ambition.

Illusion & Macadam assure la gestion et l'animation de la Halle Tropisme, tiers lieux culturel, héberge des résidents des ICC, des espaces scéniques, des galeries et lieux d'exposition et propose une programmation ouverte sur la ville et à tous. Cette programmation s'articule autour de l'accueil de propositions culturelles et artistiques, de co-productions ou productions d'événements culturels, et mêle expérimentations culinaires, arts, débats d'idées... La Halle Tropisme est située au cœur de la Cité Créative, un quartier dédié aux acteurs des ICC dans lequel se trouve des équipements mutualisés.

Montpellier Méditerranée Métropole et Illusion & Macadam ont décidé de se rapprocher afin de définir une convention de coproduction, en vue de la production en 2022 de ce nouveau rendez-vous intitulé « *ICONIC* ».

Les deux premières éditions ayant réunis jusqu'à 1500 participants professionnels autour d'une trentaine d'événements, (ateliers, hackathon, conférences, workshop, expositions...), l'objectif est désormais de donner une nouvelle envergure à ce rendez-vous en proposant des temps dédiés pour tous les publics : étudiants, jeune public, grand public de la ville et la métropole.

L'enjeu est de présenter et mettre en valeur :

- La richesse créative des industries culturelles et créatives locales et nationales ;
- L'actualité des œuvres et projets développés localement ;
- Les talents du territoire ainsi que la diversité des métiers et savoirs faire mis en œuvre dans le secteur des ICC.

Les parties décident de valoriser l'écosystème local et l'enrichir par l'invitation de personnalités nationales et internationales en programmant des projections de films d'étudiants, des présentations de jeu vidéo, des

expositions et rencontres autour des talents et des métiers, des ateliers de découvertes et de pratiques artistiques autour du cinéma, de l'animation, du jeu vidéo et des expériences immersives.

Le programme s'articule autour :

- Trois jours dédiés au jeune public « *MiniICONIC* » au travers de deux rendez-vous, l'un dédié au documentaire « *les grands yeux* », l'autre à l'univers du son et de l'audio « *France Bleu à Hauteur D'enfants* », du 18 au 20 novembre ;
- Une journée des métiers, le 23 novembre avec le rectorat ;
- Une soirée partenaires le 23 novembre (ouverture exposition en avant-première ; performance), une soirée vernissage le 24 novembre ainsi qu'une soirée de clôture le 27 novembre ;
- Des petits déjeuners professionnels du 21 au 23 novembre et des conférences professionnelles le 24 novembre ;
- Une journée professionnelle « *conférence ICONIC* » le 24 novembre ;
- Une exposition grand public, des projections de films d'étudiants, du 25 au 27 novembre.

Montpellier Méditerranée Métropole participe en numéraire à la production de l'évènement ICONIC avec un apport de 98 456 € HT.

Illusion & Macadam valorise sa participation à hauteur de 45 100 € HT, en mettant à disposition des espaces, le personnel technique et de sécurité, du matériel technique, ses équipes de production, artistique et de médiation pour le suivi.

La Métropole et Illusion & Macadam piloteront ensemble l'organisation de la manifestation. Il est ainsi proposé une convention de partenariat et de coproduction.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat et de coproduction entre Montpellier Méditerranée Métropole et Illusion & Macadam ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 26 JUILLET 2022

Environnement - Délégation de Service Public - Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid - Avenant n°8 - Autorisation de signature

La chaufferie de la Motte Rouge (ci-après la « *Chaufferie* »), est située sur l'ensemble immobilier domanial immatriculé au tableau général des propriétés de l'État 340-01339, cadastré section AS n° 25 qui a été attribué à titre de dotation à l'Université Montpellier II par arrêté interministériel du 10 février 1984. Celle-ci fournit le chauffage à l'Université de Montpellier, antérieurement dénommée « Université Montpellier II », et à l'Université de Montpellier III. La gestion de cette Chaufferie a été assurée par l'Université Montpellier de 1984 à 2007.

Par convention de transfert de gestion conclue en date du 21 juin 2007, la Ville de Montpellier, puis la Métropole qui s'y est substituée suite au transfert de compétence, s'est vue transférée par l'État la gestion de la Chaufferie jusqu'au 31 décembre 2022.

Dans ce cadre, et dès 2007, la Chaufferie a fait l'objet d'un programme de travaux pour la transformation au bois de la chaufferie au charbon. La centrale faisant appel principalement à une énergie renouvelable, le réseau de chaleur Université a été classé par l'Etat via l'arrêté du 26 avril 2022.

Par délibération en date du 22 mars 2022, le Conseil de Métropole a défini les périmètres de développement prioritaire dont celui desservi par la chaufferie de la Motte Rouge. En conséquence, l'ensemble des bâtiments Universitaires et Hospitaliers déjà raccordés au réseau de chaleur de la Motte Rouge ont l'obligation de le rester.

La transformation de la chaufferie et l'exploitation de celle-ci ayant répondu aux attentes, l'Etat, l'Université, la Métropole de Montpellier et la SERM proposent de poursuivre ce partenariat. Ainsi, il est proposé un renouvellement de la convention de transfert de gestion à partir du 1^{er} janvier 2023 jusqu'au 31 décembre 2037 soit pour une durée de quinze ans.

Le Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid (RMCF) est une délégation de service public confiée par Montpellier Méditerranée Métropole à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) qui assure le développement, la construction et l'exploitation de la production et de la distribution de chaleur et de froid sur le territoire de la Ville de Montpellier.

Depuis 2007, la SERM s'est vue confier la gestion de la centrale de production de la Motte Rouge dans le cadre de la délégation de service public RMCF, jusqu'au 31 décembre 2022.

La poursuite de l'exploitation de la centrale de production de « *la Motte Rouge* » au-delà de 2022, se traduit par une actualisation du plan quinquennal de travaux prévisionnels de la période 2022-2026 décrit dans l'avenant n° 7. En effet, des travaux de mise en conformité des cheminées afin de les rehausser et le remplacement des chaudières gaz, utilisées uniquement en appoint et secours des chaudières bois, sont nécessaires. L'investissement brut prévisionnel est estimé à 1,2 M€ HT.

Au global, le programme prévisionnel de travaux 2022-2026 de la délégation de service public est évalué à 32,08 M€HT avec un montant de subventions attendu de 7,97 M€.

Par ailleurs, suite à l'adoption des précédents avenants, il y a lieu d'actualiser le règlement de service du réseau de chaleur et de froid annexé au contrat de concession. Ce document définit les conditions générales et les obligations réciproques entre le délégataire et les abonnés à un réseau de chaleur ou de froid. Il fixe notamment les modalités d'exercice du service, les tarifs, les obligations de chaque partie, les modalités de raccordements, etc.

Les parties se sont donc rapprochées et ont convenu d'adapter la Concession aux conditions et modalités fixées par l'avenant n°8, conformément à l'article L 3135-1 et à l'article R3135-2 du code de la commande publique.

Pour information, ce projet d'avenant n°8 au contrat de concession du réseau public de distribution de chaleur et de froid a été présenté préalablement en commission de délégation de service public (CDSP) le 12 juillet 2022, qui a émis un avis favorable à sa conclusion, conformément à l'article L.1411-6 du Code Général des Collectivités Territoriales.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le renouvellement la convention de transfert de gestion ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°8 au contrat de concession ;
- D'autoriser la SERM à procéder aux travaux du plan quinquennal actualisé 2022-2026 ;
- D'approuver les termes du nouveau règlement de service ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 26 JUILLET 2022

Environnement - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et ACM Habitat pour la mise en œuvre de la stratégie zéro déchet, la prévention des déchets, l'amélioration du tri et du nettoyage aux abords des résidences ACM Habitat - Autorisation de signature

En 2010, ACM Habitat et Montpellier Méditerranée Métropole ont souhaité renforcer leur partenariat sur la problématique de gestion des déchets ménagers et assimilés et notamment l'amélioration du tri sélectif dans les résidences gérées par ACM Habitat. Pour ce faire, une convention précisant les actions à mener, les moyens humains, la mise à dispositions de matériels de communication ainsi que les aspects financiers alloués à chacune des parties a été établie. Cette convention de trois ans, a par la suite, été renouvelée en 2011, 2013, 2016 et 2019. Ainsi deux salariés d'ACM Habitat ont pu être dédiés à l'emploi de messenger du tri et de correspondant propreté et développement durable. Ces deux postes ont permis :

- D'établir des relations entre les services des deux structures afin de solutionner rapidement des problématiques de gestion de déchets et de nettoyage ;
- D'organiser des actions de prévention et de sensibilisation sur le patrimoine d'ACM Habitat ;
- D'optimiser les dispositifs de pré-stockage des déchets et notamment de tri sélectif ;
- De déployer le compostage collectif ;
- D'établir des diagnostics avec évaluation des résultats ;
- De former le personnel de proximité d'ACM Habitat.

Ce projet sur le long terme, permet de dresser un bilan positif. En effet, les relations entre Montpellier Méditerranée Métropole et ACM Habitat s'en sont trouvées facilitées. Un grand nombre de foyers ont pu être sensibilisés par des opérations en porte à porte ou via des animations ponctuelles. En complément, cette convention a permis d'intégrer les actions dans le programme local de prévention des déchets ménagers et assimilés de Montpellier Méditerranée Métropole.

Par délibération du 22 mars 2022, Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée dans une politique ambitieuse zéro déchet de prévention, de sensibilisation et d'incitation visant à réduire au maximum les déchets et à modifier les comportements. Cette stratégie proactive vise à réduire tous les flux de déchets, y compris les recyclables, afin de préserver au mieux les ressources des territoires et les pollutions induites par les activités de production et le traitement des déchets. Elle constitue la seule solution pour réduire le coût exorbitant de l'exportation des déchets supporté par les contribuables. La nouvelle politique se donne également pour objectif de mettre la prévention et l'économie circulaire au cœur de la stratégie déchets, dans une logique vertueuse de diminution de production de déchets, d'éco-consommation et d'éco-exemplarité.

Concrètement, le projet de la Métropole vise à impulser une nouvelle dynamique de captation des flux, prioritairement de biodéchets, parallèlement à la valorisation des autres matières : tri sélectif, verre, textile, etc.

ACM Habitat dans le cadre de son rapprochement avec le groupe SERM-SA3M, vient de mettre en place une nouvelle Direction Innovation, Performance et Stratégie dans laquelle le service Transition Ecologique est chargé de créer une brigade « *Zéro Déchet* ». Cette brigade sera constituée de volontaires en service civique et devra être encadrée afin qu'elle puisse mener à bien ses missions. Une volonté forte d'amplifier ses actions d'amélioration de la gestion des déchets sur son patrimoine ainsi que de l'accompagnement aux changements de pratiques des locataires vers des gestes plus vertueux et respectueux de l'environnement, est en train de se structurer davantage à ACM Habitat.

La convention actuelle arrive à son terme au 31 août 2022. Aussi, Montpellier Méditerranée Métropole et ACM Habitat souhaitent poursuivre leur engagement commun au travers d'une nouvelle convention de trois ans intégrant la forte ambition de la politique zéro déchet : réduction à la source des déchets par l'installation de composteurs et d'espaces de réemploi, amélioration du tri des déchets et du nettoyage aux abords des résidences, plus forte implication des habitants dans les éco-gestes.

Cette nouvelle convention d'une durée de 3 ans a pour objet de :

- Programmer des travaux d'aménagement de locaux poubelles et de réemploi pour améliorer l'accès des résidents, et prendre en compte l'extension des consignes de tri des emballages et papiers ;
- Réaliser un suivi régulier sur la dotation en bacs des résidences, sur le respect des consignes de tri ainsi que sur le nettoyage des locaux et des abords des résidences ;
- Créer dans les résidences neuves ou réhabilitées des locaux spécifiques pour les encombrants, avec si possible des espaces de réemploi ;
- Equiper les résidences pourvues d'espaces verts en composteurs ;
- Intégrer la mise en place de composteurs dès la conception des nouveaux projets ;
- Optimiser les dispositifs de pré-collecte des déchets grâce à des expertises menées conjointement Métropole/ACM Habitat ;
- Déployer de la communication à destination des habitants sur le geste de tri, le compostage, la réduction des déchets à la source avec un panel d'actions de proximité (communication engageante, animations en pied d'immeuble ...) ;
- Favoriser l'innovation croisée pour répondre aux enjeux de la politique « Zéro Déchet » et anticiper les conséquences des nouvelles réglementations (loi Anti-Gaspillage et Economie Circulaire notamment) ;
- Financer les deux chargés de mission à temps plein salariés d'ACM Habitat : le chargé de mission prévention, de sensibilisation et de coordination de la Brigade zéro déchet et le chargé de mission du référent nettoyage et gestion des déchets.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et ACM Habitat pour l'amélioration de la prévention, de gestion des déchets et du nettoyage aux abords des résidences ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 26 JUILLET 2022

Solidarités - Rénovation énergétique du parc privé de logements - Convention de mise à disposition de données statistiques relatives à MaPrimeRénov - Approbation - Autorisation de signature

Par délibération n°M2022-56 en date du 22 mars 2022, la Métropole a arrêté son Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) 2021-2026. L'une des ambitions de la Métropole est de rénover thermiquement 13 500 logements sur les 6 années du PCAET.

Au titre de sa compétence « *Politique locale de l'habitat* » et depuis 2006, la Métropole est délégataire de l'attribution des aides publiques à la construction des logements sociaux et à la rénovation des logements privés, dont elle assure directement l'instruction depuis 2012. Dans ce cadre, la Métropole mobilise les crédits qui lui sont délégués par l'Etat pour le parc public et par l'Agence Nationale de l'Habitat (Anah) pour le parc privé. Depuis 2016, la Métropole est également maître d'ouvrage du guichet unique qui propose un conseil gratuit pour tous ménages souhaitant engager des travaux de rénovation énergétique sur le territoire de la Métropole. La Métropole maîtrise ainsi un nombre important d'informations relatives à la rénovation du parc privé sur son territoire : nombre de logements rénovés, coût des postes travaux, gain thermique etc.

Toutefois, en 2020, l'Anah a souhaité mettre en place un nouveau dispositif national pour massifier la rénovation des logements : Ma Prime Rénov' (MPR) qui remplace le crédit d'impôt pour la transition écologique (CITE) et les aides Anah dites « *Habiter Mieux Agilité* ».

La gestion des dossiers MPR pour l'habitat individuel, qui n'est pas compris dans le dispositif de délégation des aides à la pierre, est mise en œuvre par des prestataires sélectionnés par l'Anah au niveau national. La Métropole n'a donc pas accès aux informations sur le nombre de ménages engagés dans un projet financé par MPR sur son territoire ; or cette information est essentielle pour comptabiliser de la manière la plus exhaustive possible le nombre de logements rénovés et s'assurer de l'atteinte de l'objectif fixé dans la PCAET. Ces informations sont également importantes pour évaluer l'action publique, mesurer l'impact économique et mieux calibrer les dispositifs existants.

Aussi, une convention de mise à disposition de données à intervenir avec l'Etat est soumise à l'approbation du Conseil, ayant pour objet de donner accès aux services en charge de piloter la politique de rénovation du parc privé aux informations relatives à MPR (localisation des logements financés, travaux, financements...), sans contrepartie financière, uniquement à des fins de connaissance. Les données fournies ne permettront pas d'identifier nominativement les ménages et la Métropole s'engage à appliquer le secret statistique, prévu dans la loi n°51-711 du 7 juin 1951.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Etat pour la transmission des informations relatives à Ma Prime Rénov ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 26 JUILLET 2022**

Solidarités - Soutien de Montpellier Méditerranée Métropole à la création de logements sociaux - Garanties d'emprunts - Règlement intérieur - Modification de la délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019 - Approbation

Par délibérations n°11747 du 25 juillet 2013, n°13266 du 30 septembre 2015 et n°M2019-180 du 18 avril 2019, le Conseil a adopté un règlement intérieur en matière de garanties d'emprunts contractés par les opérateurs de logements aidés pour financer leurs projets. Celui-ci a pour objet de permettre la réalisation des opérations concourant aux objectifs de production du Programme Local de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, en complémentarité avec les garanties accordées par le Département de l'Hérault.

Afin de tenir compte du contexte de hausse du taux du livret A sur lequel s'appuient les prêts réglementés de l'Etat en faveur de la production de logements sociaux, les rendant moins compétitifs qu'un prêt à taux fixe, il est proposé l'élargir la liste des types de prêteurs éligibles à tout autre prêteur en cas de réaménagement du prêt initial.

En effet, la réglementation oblige l'opérateur de logement social à contracter un prêt réglementé de l'Etat pour financer son opération et bénéficier des avantages fiscaux correspondants, mais n'interdit pas la renégociation de ce prêt dès lors que l'affectation du bien au logement locatif social est maintenue pendant toute la durée prévue par convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte de l'ajustement des règles d'intervention de Montpellier Méditerranée Métropole en matière de garantie des emprunts relatifs aux opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements sociaux et d'accession-location ;
- D'approuver la modification du règlement intérieur proposée ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 26 JUILLET 2022

Animation du territoire - Renouvellement urbain du quartier de la Mosson - Procédure de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) au sud Mosson - Bilan de la concertation préalable - Approbation

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont signé le 23 juillet 2021, la convention de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes aux côtés de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU), de l'Etat et de l'ensemble des partenaires locaux et nationaux.

Pour rappel, le projet de renouvellement urbain du quartier Mosson doit affirmer en partie sud, une nouvelle centralité métropolitaine pour répondre aux enjeux :

- De mixité sociale en introduisant une diversification de l'habitat par des programmes de logements neufs ;
- De mixité fonctionnelle en proposant une offre d'équipements et espaces publics qualitatifs et une redynamisation du tissu économique ;
- De réorganisation des fonctions (commerces, stationnement, ...) ;
- De qualité du cadre de vie et de l'environnement en mettant en valeur les espaces naturels, véritable identité du quartier mais méconnus à ce jour.

Pour mettre en œuvre le projet urbain du sud Mosson, la procédure de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) a été retenue. Conformément aux articles L.103-2, L.103-3 et L.103-4 du Code de l'urbanisme, le Conseil de Métropole du 28 septembre 2021 a arrêté les objectifs et les modalités d'association du public, pour organiser la concertation réglementaire préalable à la création de la ZAC.

Comme le stipule l'article L.103-6 du Code de l'urbanisme, la présente délibération a pour objet de tirer le bilan de cette concertation préalable.

Rappel des objectifs et modalités de concertation :

La délibération du 28 septembre 2021 rappelait les objectifs poursuivis par le projet de ZAC :

- Diversifier l'offre de logements par la construction de programmes neufs ;
- Redynamiser l'activité commerciale dont l'offre sera attractive à la fois pour la population du quartier, les actifs du secteur et la population extérieure ;
- Confirmer le rôle du quartier de la Mosson dans la dynamique métropolitaine en proposant une nouvelle offre tertiaire et des locaux pour les artisans ;
- Aménager des espaces publics qualitatifs, sécurisés et attractifs, vecteurs d'une nouvelle urbanité ;
- Favoriser les greffes urbaines avec la ville existante.

Les modalités de concertation fixées par Montpellier Méditerranée Métropole étaient les suivantes :

- La parution d'un avis dans la presse et l'affichage annonçant l'ouverture et les modalités de la concertation ;
- La diffusion d'informations sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole et dans le journal d'information de la Métropole ;
- L'organisation d'au moins une réunion publique ;
- La mise à disposition du dossier de concertation à l'Hôtel de métropole et en mairie de proximité du quartier.

La mise en œuvre de la concertation :

La concertation préalable s'est déroulée du mardi 5 avril 2022 au lundi 2 mai inclus.

Les modalités précises ont été les suivantes :

- La parution d'un avis d'ouverture de la concertation dans *le Midi Libre* du 31 mars 2022 et dans *la Gazette de Montpellier* du 31 mars 2022 ;
- L'affichage de l'avis au public aux sièges de la Métropole, à la mairie de proximité et à la maison du projet située sur le quartier, pendant toute la durée de la concertation ;
- La mise à disposition d'un dossier de concertation au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'à la mairie de proximité Mosson, aux heures habituelles d'ouverture, accompagné d'un registre ayant permis aux personnes intéressées de consigner leurs observations. Ce dossier était également disponible sur le site internet de la Métropole, où un formulaire en ligne permettait de faire part de ses observations sur le projet ;
- L'organisation d'une réunion publique le 15 avril 2022 à la maison pour tous Léo-Lagrange.

Prise en compte des avis exprimés :

Le dispositif de concertation mis en place a permis aux habitants du quartier de s'exprimer en amont de la création de la ZAC Sud Mosson en cohérence avec le projet de renouvellement urbain.

Les contributions écrites (dans les registres mis à disposition et par voie électronique) ont été modérées. Le registre mis à disposition à l'Hôtel de Métropole a fait l'objet d'une seule remarque positive pour témoigner de la nécessité de requalifier l'entrée du quartier et aucune observation n'a été portée dans le registre disponible en Mairie de proximité. Neuf avis ou questions ont par ailleurs été transmis via le formulaire en ligne.

Sur l'ensemble de ces remarques, six sont recevables car en lien direct avec le projet de création de ZAC et le projet de renouvellement urbain au sud du quartier : cinq avis favorables et un avis réservé. Le reste des remarques ont porté de façon plus globale sur le projet et la ville.

La réunion publique a permis à plusieurs habitants et acteurs du quartier de s'exprimer sur le projet de ZAC et plus largement sur le quartier, ses enjeux et ses problématiques.

Les contributions portées durant cette période permettent d'émettre un avis favorable et d'en arrêter le bilan, sur la base du rapport détaillé joint en annexe de la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'arrêter le bilan de la concertation préalable au projet de création d'une ZAC au sud du quartier Mosson, qui s'est déroulée du 5 avril au 2 mai ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

CONCERTATION PREALABLE A LA CREATION D'UNE ZAC AU SUD DU QUARTIER DE LA MOSSON

CONCERTATION DU 5 AVRIL AU 2 MAI 2022 - BILAN



A- Contexte

Le quartier de la Mosson a été retenu comme quartier d'intérêt national au titre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU). Une convention a été signée le 23 juillet 2021 par la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole avec l'ANRU et l'ensemble des partenaires.

Le projet de renouvellement urbain a été présenté par le Maire Président le 26 mars 2022 à la population, aux acteurs associatifs, institutionnels et économiques.

Plus spécifiquement, le projet de renouvellement urbain doit affirmer en partie sud, une nouvelle centralité métropolitaine et répondre notamment aux enjeux :

- De mixité sociale en introduisant une diversification de l'habitat par des programmes de logements neufs,
- De mixité fonctionnelle en proposant une offre d'équipements et espaces publics qualitatifs et une redynamisation du tissu économique,
- De réorganisation des fonctions (commerces, stationnement, ...),
- De qualité du cadre de vie et de l'environnement en mettant en valeur les espaces naturels, véritable identité du quartier mais méconnus à ce jour.

La mise en œuvre opérationnelle du projet de renouvellement urbain en partie sud du quartier, nécessite la création d'une zone d'aménagement concerté (ZAC). Une concertation spécifique à cette procédure est rendue obligatoire eu égard aux articles L103-2, L103-3 et L103-4 du Code de l'urbanisme. C'est dans ce cadre que le conseil de Métropole a approuvé par délibération en date du 28 septembre 2021, les objectifs et les modalités d'association du public.

B- Objectifs de la concertation et de la ZAC

La délibération du 28 septembre 2021 rappelait les objectifs poursuivis par le projet de ZAC :

- Diversifier l'offre de logements par la construction de programmes neufs,
- Redynamiser l'activité commerciale dont l'offre sera attractive à la fois pour la population du quartier, les actifs du secteur et la population extérieure,
- Confirmer le rôle du quartier de la Mosson dans la dynamique métropolitaine en proposant une nouvelle offre tertiaire et des locaux pour les artisans,
- Aménager des espaces publics qualitatifs, sécurisés et attractifs, vecteurs d'une nouvelle urbanité,
- Favoriser les greffes urbaines avec la ville existante.

C- Modalités de la concertation préalable au projet urbain

Conformément à l'avis d'ouverture de la concertation, les étapes de concertation réglementaire relative à l'engagement de l'opération du Sud Mosson ont été organisées suivant les modalités décrites ci-dessous :

- La parution d'un avis dans la presse et l'affichage annonçant l'ouverture et les modalités de la concertation,
- La diffusion d'informations sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole,
- Une réunion publique de concertation le 15 avril 2022,
- Un dossier relatif au projet de ZAC a été mis à disposition du public à l'Hôtel de métropole et en mairie de proximité du quartier aux jours et heures habituels d'ouverture. Ce dossier comprenait :
 - La délibération du 28 septembre 2021
 - Un plan de situation
 - Un plan prévisionnel du périmètre de l'opération
 - Une notice explicative des objectifs et enjeux du projet
 - Un registre destiné à recueillir les observations du public

Le registre papier de la Métropole a fait l'objet d'une observation (aucune sur celui de la mairie de proximité) et neuf contributions ont été enregistrées sur le site internet. La réunion publique du 15 avril a permis de mobiliser environ 12 participants dont les questions / réponses sont détaillées ci-après.

D- Synthèse des contributions recueillies et réponses de Montpellier Méditerranée Métropole

La concertation préalable à la création de la ZAC Sud Mosson a permis de recueillir des observations sur des thématiques variées.

❖ Contributions formulées lors de la réunion publique du 15 avril 2022 :

La réunion publique du 15 avril 2022 qui portait sur le projet de ZAC Sud Mosson, a fait l'objet de 7 interventions. Cette réunion a permis de mobiliser environ 12 personnes.

Le compte rendu de cette réunion est annexé au présent document.



Réunion publique du 18 12 2018



Cette réunion a permis de présenter :

- Les grandes orientations urbaines
- Le projet urbain d'ensemble de la Mosson
- Le projet de ZAC Mosson Sud
- Le calendrier prévisionnel
- Les modalités de concertation du public

Elle a notamment été l'occasion de rappeler certains grands enjeux du projet de renouvellement urbain :

- Travailler sur les connections est primordial pour relier le quartier au reste de la ville et aux communes limitrophes,
- Agir par sous-secteurs,
- Intervenir sur les trois principales polarités commerciales : sud, Halles et Saint Paul,
- Le projet de renouvellement urbain est un projet sur le long terme : certaines opérations sont d'ores et déjà engagées et des actions de préfiguration seront également mises en œuvre,
- Lancer dès 2022 et 2023 des actions pour mettre en valeur et rendre attractif le parc de la Mosson.

Elle a permis de détailler les objectifs du projet de ZAC au sud du quartier :

- Changer l'image du quartier par son entrée sud,
- Organiser la mixité fonctionnelle : logements, activités, commerces,
- Redynamiser la polarité commerciale à la fois en maintenant sur site des commerces existants et en développant une offre nouvelle, complémentaire,
- Améliorer la qualité de vie et les espaces publics.

Lors des échanges avec le public plusieurs sujets ont été abordés (cf. compte-rendu réunion publique joint au bilan) :

- Des sujets liés au projet urbain au sud du quartier et objet de la ZAC :
 - Le projet de ZAC et son périmètre,
 - L'impact du projet au sud du quartier sur le devenir du lieu de culte,
 - Le risque inondation.
- Des sujets transversaux :
 - L'investissement global du projet urbain Mosson,
 - La communication et l'information.

❖ Contributions écrites :

Dix remarques ont été consignées : une dans le registre mis à disposition à l'Hôtel de Métropole et neuf sur le site internet de la Métropole. Sur l'ensemble de ces contributions, seules six sont recevables car en lien direct avec le projet de création de ZAC et le projet urbain du sud du quartier. Ces remarques et réponses apportées par la Métropole sont détaillées ci-après.

Remarque 1 :

Très beau projet qui va permettre de restructurer l'entrée du quartier et redonner de l'attractivité.

Réponse de Montpellier Méditerranée Métropole :

La future ZAC Sud Mosson s'inscrit effectivement en cohérence avec l'ambitieux projet de renouvellement urbain porté par la collectivité, visant à redonner toute sa place au quartier dans la ville et la Métropole en changeant son image et en travaillant sur les conditions d'une attractivité renouvelée.

Remarque 2 :

Suggestion d'aménagements sportifs : athlétisme, reconversion du stade de foot, équipes sportives intergénérationnelles, circuits running, promotion du vélo, parcours santé et globalement du vivre ensemble.

Réponse de Montpellier Méditerranée Métropole :

Le sud du quartier confirme une vocation sportive avec des équipements métropolitains, mais la question des pratiques sportives dépasse l'échelle du sud Mosson. Certains équipements comme le Centre nautique Neptune seront réhabilités et le parc de la Mosson, espace naturel existant, sera valorisé et aménagé pour favoriser certaines pratiques.

Remarque 3 :

Mise à disposition d'un dossier de concertation trop léger. Critique de la ZAC Pierre Vives jugée trop dense (avec trame d'espaces publics non lisible) et crainte d'une reproduction sur la nouvelle ZAC à la Mosson. Est-ce que la mutation urbaine dans quelques décennies est anticipée ? Veiller à développer une offre immobilière économique pour des emplois locaux via les entrepreneurs du faire, du quartier de la Mosson et du secteur Nord-ouest, à prix bas pour éviter la délocalisation en périphérie.

Réponse de Montpellier Méditerranée Métropole :

Cette concertation n'est qu'une première étape préalable à la création de la ZAC. D'autres étapes de concertation auront lieu et permettront d'échanger avec les habitants sur le contenu du projet et de préciser celui-ci. L'offre d'immobilier économique doit à la fois répondre à la demande locale avec des prix abordables et être en mesure d'attirer des artisans ou entrepreneurs extérieurs souhaitant se projeter dans le quartier.

Remarque 4 :

Cette ZAC est une procédure indispensable à la mise en œuvre du projet. Les objectifs sont clairement définis. Le projet propose une vision d'ouverture et de progrès pour les habitants et constitue un pari optimiste et dynamique pour le quartier de la Mosson et sa place dans la ville et la métropole. Il est bien précisé que le Stade fera l'objet d'un dossier spécifique. Il serait utile de préciser que l'emprise de la tour d'Assas fait l'objet d'une programmation à dominante résidentielle hors ZAC mais que les espaces publics qui en constituent les abords côté Sud sont bien intégrés dans le périmètre de la ZAC. Enfin il serait utile de mieux préciser l'offre de locaux pour les artisans à l'échelle de la ZAC.

Réponse de Montpellier Méditerranée Métropole :

A ce stade du projet, il s'agit d'un périmètre prévisionnel, celui-ci permettant d'identifier les acteurs et les enjeux opérationnels du projet. Un certain nombre d'usages ont été intégrés et un travail sur les aménagements et espaces publics sera réalisé.

Concernant le stade, cet équipement public situé en zone rouge du PPRI nécessite d'avoir un projet spécifique. Il était donc prématuré de le mettre dans le projet de ZAC.

Remarque 5 :

Ce projet est une très bonne initiative. Attention à ne pas créer de voies sans issue favorisant l'entre soi et les incivilités. Il faut favoriser les circulations traversantes apaisées et les porosités.

Réponse de Montpellier Méditerranée Métropole :

La trame viaire en partie sud du quartier va être modifiée de façon significative et des nouvelles voies seront créées pour favoriser les liaisons internes au quartier et vers les quartiers voisins. Ainsi, le maillage visera à ouvrir le quartier, à apaiser et sécuriser les circulations, en privilégiant l'intermodalité.

Remarque 6 :

Quel sera l'avenir du stade de la Mosson dans le nouveau projet ?

Réponse de Montpellier Méditerranée Métropole :

La reconversion du Stade de la Mosson fera l'objet d'un dossier spécifique. Un appel à idées sera organisé en 2022. La vocation première sportive et de loisirs sera mise en avant.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 26 JUILLET 2022

Aménagement durable - Renouvellement urbain du quartier de la Mosson - Lancement d'une procédure de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) secteur Saint Paul - Objectifs et modalités d'association du public - Approbation

Le quartier de la Mosson figure parmi les douze quartiers politique de la ville identifiés à Montpellier, au titre de la nouvelle géographie prioritaire et fait partie du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) en tant que quartier d'intérêt national. Le Conseil de Métropole et le Conseil municipal de Montpellier ont approuvé les 29 mars et 12 avril 2021 la convention de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes, signée par l'ensemble des partenaires le 23 juillet 2021. A la suite de la présentation d'un projet d'avenant en comité d'engagement le 24 janvier 2022, l'ANRU a accordé des financements supplémentaires permettant de conforter l'ambition du projet, en intégrant notamment la transformation du secteur Saint Paul, le recyclage de nouvelles copropriétés dégradées, la construction de nouveaux groupes scolaires et la poursuite des interventions sur le grand mail.

Par délibération en date du 18 décembre 2019, la Métropole a confié la mise en œuvre opérationnelle du projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), au titre d'une concession d'aménagement notifiée le 21 janvier 2020.

Le projet de renouvellement urbain doit affirmer le secteur Saint Paul comme nouvelle centralité rayonnante et répondre notamment aux enjeux :

- De mixité sociale en introduisant une diversification de l'habitat par des programmes de logements neufs ;
- D'attractivité en redynamisant l'activité économique, en améliorant la qualité des services publics et en ramenant de l'emploi ;
- De qualité du cadre de vie et de l'environnement en aménageant de nouveaux espaces publics et en reliant ce secteur aux espaces naturels.

Aussi, pour mettre en œuvre le projet urbain dans ce secteur, il est proposé la création d'une Zone d'Aménagement Concerté (ZAC). Une concertation spécifique à cette procédure est rendue obligatoire eu égard aux articles L.103-2, L.103-3 et L.103-4 du Code de l'urbanisme. Ainsi, conformément à ces dispositions, il convient de définir les objectifs poursuivis ainsi que les modalités de concertation préalable du public.

Les objectifs poursuivis pour ce projet de ZAC sont les suivants :

- Accueillir des fonctions tertiaires et de services autour de l'arrêt de tramway ;

- Recréer une offre commerciale attractive en restructurant l'appareil existant et en le diversifiant ;
- Restructurer les équipements publics et compléter l'offre scolaire ;
- Proposer une offre de logements diversifiée ;
- Redonner du lien entre les différents espaces urbains et paysagers : Parc de la Mosson, quartier Malbosq et quartier Saint Paul ;
- Requalifier les espaces publics en créant un espace central et fédérateur articulé au futur cours paysager, en requalifiant l'avenue de l'Europe ;
- Accueillir de nouvelles mobilités (Bustram, pistes cyclables...)

La concertation relative à l'engagement de l'opération Saint Paul, se déroulera selon les modalités suivantes :

- La parution d'un avis dans la presse et l'affichage annonçant l'ouverture et les modalités de la concertation ;
- L'information de l'ouverture de la concertation sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole et la plateforme <https://participer.montpellier.fr> ;
- L'organisation d'une réunion publique ;
- Un dossier relatif au projet de ZAC sera mis à disposition du public à l'Hôtel de Métropole et en Mairie de proximité du quartier aux jours et heures habituels d'ouverture ainsi que sur le site internet de la Métropole. Ce dossier comprendra :
 - La présente délibération ;
 - Un plan de situation ;
 - Un plan prévisionnel du périmètre de l'opération ;
 - Une notice explicative des objectifs et enjeux du projet ;
 - Un registre destiné à recueillir les observations du public.

A l'issue de la concertation préalable, le bilan sera arrêté par le Conseil de Métropole, conformément à l'article L.103-6 du Code de l'urbanisme.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les objectifs poursuivis pour la création de la ZAC Saint Paul ;
- D'engager la concertation relative au projet de ZAC et d'adopter les modalités définies ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

PERIMETRE PREVISIONNEL ZAC SAINT PAUL : ENVIRON 26 HA





CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 26 JUILLET 2022

Aménagement durable - Renouvellement urbain du quartier des Cévennes - Dossiers d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) et parcellaire - Approbation

Le quartier des Cévennes a été retenu en 2014 par l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine pour faire partie du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU). Ce quartier a été identifié en tant que quartier prioritaire de la politique de la Ville (QPV), visé par une opération d'intérêt régional par l'ANRU.

Ce quartier, situé à l'Ouest de Montpellier entre le quartier de la Mosson et le centre historique, est principalement un quartier résidentiel comportant de nombreuses copropriétés. Le projet de renouvellement urbain porte en particulier sur la copropriété privée des Cévennes, ensemble immobilier construit entre 1964 et 1975, sur lequel des travaux de mises en état ou d'amélioration n'ont pas été anticipés. Cette copropriété de 919 logements s'étend sur une emprise foncière unique de 8,7 hectares, et a vu, au fil du temps, son mode de gestion se déliter, donnant naissance à plusieurs copropriétés secondaires. Leur libre administration, juridiquement complexe, sans cohérence en matière de gestion des espaces extérieurs, a conduit au cloisonnement voire à l'enclavement d'une partie des bâtiments.

Les objectifs fondateurs du projet urbain se structurent autour de quatre grands principes :

- Ouvrir la copropriété sur son environnement, en la desservant par tous les modes (piétons, cycles...), en la connectant à l'espace environnant, en reconfigurant l'espace des dalles, tout en sécurisant le quartier et évitant les flux de transit et vitesses excessives ;
- Dynamiser l'attractivité résidentielle et les commerces, en les organisant, en permettant l'accès aux véhicules de secours et de sécurité, en organisant et facilitant la collecte des ordures ménagères, en valorisant les espaces verts ;
- Structurer des unités résidentielles à taille humaine, en créant une copropriété par bâtiment après scission de la copropriété actuelle, en desservant chacune d'elles depuis l'espace public et en y affectant les stationnements nécessaires ;
- Requalifier le bâti et réduire la précarité énergétique, en poursuivant la réhabilitation globale du quartier.

Par délibération du 18 décembre 2019, la Métropole a confié la mise en œuvre opérationnelle du projet de renouvellement urbain à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), au titre d'une concession d'aménagement notifiée le 21 janvier 2020.

Le projet porte sur une superficie de 9,2 hectares incluant les parcelles cadastrées MS 31, MS 33, MS 34, MS 35, MS 39, MS 66, MS 67, MS 107, MS 215, MS 259, MS 290 et MS 320. La parcelle cadastrée MS 290 constitue l'emprise foncière de la copropriété des Cévennes, composée de plusieurs bâtiments.

Compte tenu de la structure foncière complexe des propriétés sur lesquelles repose le projet urbain, l'acquisition amiable de l'ensemble des propriétés correspondant au périmètre retenu ne sera pas réalisable. Il est proposé d'engager la procédure de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) de l'opération et de cessibilité des assiettes parcellaires aux fins de maîtrise foncière du périmètre. La SA3M a pour mission d'assurer la maîtrise foncière dans le cadre de la concession. A ce titre, il est proposé qu'elle soit bénéficiaire de la DUP et mène l'ensemble des procédures en vue de la réalisation des acquisitions par voie d'expropriation le cas échéant.

Cette opération étant susceptible d'affecter l'environnement, l'enquête publique préalable à la DUP et l'enquête parcellaire conjointes, s'inscrivent notamment dans le cadre des dispositions des articles L.1 et L110-1 du Code de l'expropriation et L123-1 et suivants du Code de l'environnement.

Conformément aux dispositions réglementaires combinées, le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique comporte la notice explicative, le plan de situation, le plan périmétrique, le plan général des travaux, les caractéristiques principales des ouvrages les plus importants, l'appréciation sommaire des dépenses, le cadre juridique et administratif de la procédure, le résumé non technique de l'étude d'impact, l'avis de l'autorité environnementale et le bilan de concertation. Le dossier d'enquête parcellaire est composé d'un plan parcellaire des terrains et bâtiments concernés ainsi qu'un état parcellaire indiquant la liste des propriétaires concernés, conformément à l'article R131-3 du Code de l'expropriation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et le dossier d'enquête parcellaire, en vue de l'acquisition, à l'amiable ou par voie d'expropriation, des biens nécessaires à l'opération de renouvellement urbain du quartier des Cévennes à Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à demander à Monsieur le Préfet de l'Hérault :
 - . De prescrire l'ouverture des enquêtes conjointes d'utilité publique et parcellaire au vu des dossiers ;
 - . De déclarer l'utilité publique de l'opération et la cessibilité des parcelles et des droits réels immobiliers au profit de la SA3M, tels qu'ils figurent sur le plan parcellaire et l'état parcellaire ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à procéder à la formalisation des offres de vente, d'ester en justice sur ce dossier, à saisir le juge de l'expropriation auprès du Tribunal de Grande Instance en vue de la fixation des indemnités d'expropriation et du prononcé des ordonnances d'expropriation ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 26 JUILLET 2022**

Aménagement durable - Commune de Grabels - Modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Grabels - Approbation

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a engagé la modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) pour permettre la réalisation d'ouvrages de protection contre les inondations le long du cours d'eau du Rieumassel. Cette procédure porte sur un ajustement des règles d'occupations et d'utilisations des sols du règlement de la zone UC, en ce qui concerne :

- Article 1 « *Occupations et utilisations du sol interdites* » : ajout d'une exception à l'interdiction des déblais/remblais de plus de 1 m de haut ou de profondeur en UCb1 et UC3, pour les équipements et travaux de sécurité publique ;
- Article 2 « *Occupations ou utilisations du sol soumises à des conditions particulières* » : ajout de l'autorisation, dans les zones rouges Ru du Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI), des constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, à condition d'être liées à la sécurité publique.

Conformément à la charte de gouvernance du PLU, le Conseil municipal a émis un avis favorable sur le projet de modification simplifiée n°3 par délibération n°010 du 07 février 2022, préalablement à sa notification par Montpellier Méditerranée Métropole aux Personnes Publiques Associées.

Par décision de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale en date du 20 avril 2022, la modification simplifiée n°3 a été dispensée d'une évaluation environnementale après examen au cas par cas en application de l'article R.104-33 et suivants du Code de l'urbanisme.

Par courrier en date du 22 mars 2022, la Région Occitanie a accusé réception du projet de modification simplifiée sans formuler de remarque.

Par courrier du 13 avril 2022, la Chambre de Métiers et de l'Artisanat n'a formulé aucune remarque au projet de modification simplifiée n°3 du PLU.

Par courrier du 21 avril 2022, le Département de l'Hérault a émis un avis favorable.

Par courrier du 09 mai 2022, la Direction Départementale des Territoires et de la Mer département de l'Hérault (DDTM34) a demandé de compléter l'article 2 en précisant qu'en UCb1 et UC3 les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif peuvent être admises sous réserve d'être spécifiquement liées à la protection des inondations.

Le dossier du projet de modification simplifiée n°3 du PLU de Grabels a été mis à la disposition du public du 09 mai 2022 au 10 juin 2022 inclus à la mairie de Grabels et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole.

Une remarque sans lien avec l'objet de la modification simplifiée, relative à une demande de constructibilité d'une parcelle privée, a été exprimée par le public durant la mise à disposition. Elle n'a pas pour effet de devoir modifier le projet de modification simplifiée n°3 du PLU de Grabels.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du bilan de la mise à disposition du projet de modification simplifiée n°3 du PLU de Grabels ;
- De prendre en compte la remarque de la DDTM34 et de compléter le projet de règlement en conséquence ;
- D'approuver le projet modifié de modification simplifiée n°3 du PLU de la Commune de Grabels ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 26 JUILLET 2022

Aménagement durable - Modalités de mise à disposition de la modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme de Saint-Brès - Approbation

La Commune de Saint-Brès connaît depuis quelques années une croissance démographique très importante. Le groupe scolaire actuel, situé au cœur du village et à proximité immédiate de la salle polyvalente, est vieillissant et sa capacité n'est plus suffisante. Pour permettre la mise en œuvre d'une opération de démolition-reconstruction, il convient d'engager la modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Saint-Brès en vue d'apporter des adaptations mineures du règlement des zones UA et UD1a.

Le projet de modification simplifiée, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du Code de l'urbanisme doivent être mis à disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations. Conformément à l'article L.153-47 du Code de l'urbanisme, les modalités de cette mise à disposition doivent être précisées par le Conseil de Métropole. Dans ce contexte, le dossier de modification sera :

- Mis à disposition du public pendant un mois à la Mairie de Saint-Brès et au siège de la Métropole aux heures d'ouvertures habituelles ;
- Accompagné d'un registre en Mairie de Saint-Brès et au siège de la Métropole permettant au public de formuler ses observations ;
- Mis en ligne sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole (<http://www.montpellier3m.fr/mise-a-disposition-du-public>) et de la Mairie de Saint-Brès (<http://ville-saintbres.fr>).

Ces modalités seront portées à la connaissance du public par voie de presse au moins huit jours avant le début de la mise à disposition.

A l'issue de la mise à disposition, le Président de Montpellier Méditerranée Métropole en présentera le bilan devant le Conseil de Métropole. Le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public sera alors soumis pour approbation au Conseil de Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les modalités de mise à disposition de la modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Saint-Brès ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 26 JUILLET 2022**

**Aménagement durable - Maitrise foncière - Secteur le "Triangle d'or" -
Convention pré-opérationnelle entre Montpellier Méditerranée Métropole,
l'Établissement Public Foncier d'Occitanie (EPFO) et la Commune de Juvignac -
Autorisation de signature**

La Commune de Juvignac, a connu un très fort développement démographique depuis les années 60 voyant sa population passer d'une centaine d'habitants en 1960 à plus de 11 400 de nos jours. Fort centre de polarités et d'attractivité qui marque l'entrée de la Métropole, la Commune a connu une urbanisation essentiellement résidentielle qui n'a pas permis la création d'un véritable cœur de ville avec sa fonction de centralité à l'échelle de la Commune.

La Commune a la volonté aujourd'hui de réinvestir le tissu urbain existant en créant un véritable centre-ville autour du nouveau pôle administratif qui sert de point de départ à un réaménagement d'ensemble des allées de l'Europe. La mise en œuvre d'une nouvelle centralité induit la réalisation d'opérations de renouvellement urbain et de requalification des espaces publics dans certains quartiers existants situés proche du centre-ville. L'objectif est ainsi d'optimiser le foncier disponible tout en diversifiant les formes urbaines et l'offre en logements.

Le secteur concerné, dénommé « *Le triangle d'or* », par cette opération de renouvellement urbain forme un triangle bordé au nord par l'ancienne RN 109, au sud par la rue du Pompidou et à l'ouest par la rue des Pattes. Il s'agit du nouveau « *Cœur de ville* » de Juvignac. Aussi, la Commune de Juvignac s'est rapprochée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Établissement Public Foncier (EPF) Occitanie en vue de l'accompagner dans son projet.

Une première convention d'anticipation foncière « *Le Triangle d'Or* » entre la Commune de Juvignac, Montpellier Méditerranée Métropole et l'EPF a été signée le 5 juillet 2017. Dans le cadre de cette convention, l'EPF n'a réalisé aucune dépense au titre de cette convention.

La Commune de Juvignac est aujourd'hui accompagnée par un bureau d'études qui livrera d'ici juillet 2022 « *le plan guide urbain et paysager de Juvignac* ». Dans le cadre de l'évolution récente des réflexions liées au projet urbain et notamment sur le site du Triangle d'Or, la Commune de Juvignac accompagnée de la Métropole, a sollicité l'EPF aux fins de la signature d'une nouvelle convention pré-opérationnelle intégrant les axes 1 et 2 du programme pluriannuel d'intervention de l'EPF, portant d'une part sur le développement de l'offre de logement et notamment de logements sociaux en conformité avec le Programme Local de

l'Habitat (PLH) et d'autre part, sur le volet économique qui nécessite d'accompagner la mutation de ce secteur et son redéploiement dans le périmètre.

Le périmètre d'intervention de l'EPF a sensiblement évolué par rapport au périmètre de la convention de 2017.

Pour mener à bien cette démarche, les parties ont convenu, dans un premier temps, de la mise en place d'une convention dite pré-opérationnelle afin :

- De réaliser, si besoin, les études foncières nécessaires à l'identification des périmètres à l'intérieur desquels une veille foncière s'avère nécessaire ;
- D'analyser et, le cas échéant, répondre aux premières opportunités foncières se présentant et susceptibles d'intéresser le futur projet ;
- De mener les études nécessaires en vue de préciser les intentions du projet.

C'est dans ce cadre qu'une convention pré-opérationnelle est proposée, visant à définir les engagements et obligations prises par les trois parties à la convention pour une durée de cinq ans et selon un engagement financier de 5 millions d'euros.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention entre la Commune de Juvignac, l'Etablissement Public Foncier Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 26 JUILLET 2022

Aménagement durable - Projet de Périmètre Délimité des Abords (PDA) de l'Eglise Saint-Etienne - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Avis

La Commune de Villeneuve-lès-Maguelone dispose sur son territoire de plusieurs sites protégés pour leur valeur historique et patrimoniale dont l'Eglise Saint-Etienne, classée au titre des monuments historiques par liste de 1840. Afin de protéger et mettre en valeur le patrimoine classé et inscrit, une servitude des abords intervient automatiquement au bénéfice de l'Architecte des Bâtiments de France. Elle attribue à ce dernier un droit de regard sur toute intervention envisagée à l'intérieur d'un périmètre de 500 mètres de rayon autour des monuments historiques identifiés. Conformément aux dispositions prévues par le Code du patrimoine (articles L.621-30 et suivants), dans ce périmètre, la protection au titre des abords « *s'applique à tout immeuble, bâti ou non bâti, visible du monument historique ou visible en même temps que lui* ». Cette servitude permet de préserver les monuments historiques et leur environnement direct en s'assurant notamment de la qualité des travaux et aménagements qui interviennent dans le champ de visibilité ou de covisibilité des monuments historiques.

La loi du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains a ouvert la possibilité de modifier ce périmètre de 500 mètres. En complément, la loi du 7 juillet 2016 relative à la liberté de création, à l'architecture et au patrimoine a redéfini les dispositions applicables aux abords de monuments historiques. Dans ce contexte, conformément aux articles R.621-92 et suivants du Code du patrimoine, Monsieur le Préfet a porté à la connaissance de Montpellier Méditerranée Métropole une proposition de périmètre délimité des abords (PDA) autour de l'Eglise Saint-Etienne. Cette proposition s'accompagne d'un plan et d'une notice justificative.

Conformément aux dispositions de l'article R.621-93 du Codes du patrimoine, la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone, par délibération du Conseil municipal du 18 juillet 2022, s'est prononcée favorablement quant au projet de PDA. Montpellier Méditerranée Métropole doit maintenant se prononcer sur cette proposition de périmètre, avant qu'il ne soit soumis à enquête publique.

A l'issue de cette enquête et après reçu le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur, le Préfet sollicitera de nouveau Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir son accord sur le projet de PDA, éventuellement modifié pour tenir compte des conclusions de cette enquête publique. En cas d'accord, le PDA sera créé par arrêté du Préfet puis annexé au PLU au titre des servitudes d'utilité publique, aux conditions prévues à l'article L.153-60 du Code de l'urbanisme.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :




- D'émettre un avis favorable sur le projet de périmètre délimité des abords (PDA) de l'Eglise Saint-Etienne ;
- De prendre acte que le projet de périmètre délimité des abords (PDA) sera soumis à enquête publique ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

OCCITANIE, Hérault

VILLENEUVE LES MAGUELONE
Proposition de Périmètre délimité des Abords
Eglise Saint Etienne

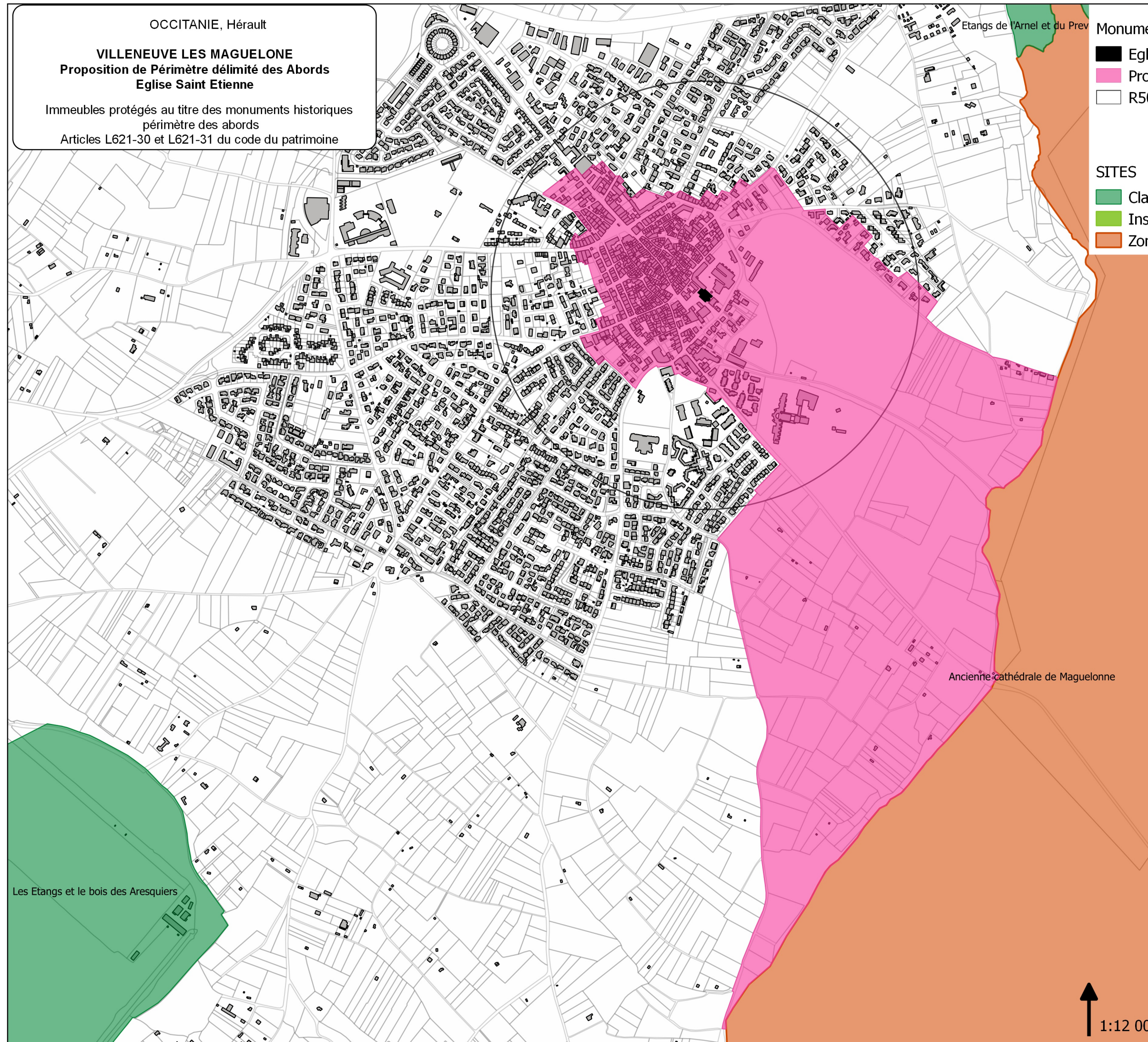
Immeubles protégés au titre des monuments historiques
périmètre des abords
Articles L621-30 et L621-31 du code du patrimoine

Monuments historiques

-  Eglise Saint Etienne MH classé
-  Projet de PDA
-  R500

SITES

-  Classé
-  Inscrit
-  Zone de protection de la Cathédrale de Maguelone



PRÉFET
DE LA RÉGION
OCCITANIE

**Unité Départementale de
l'Architecture et du
Patrimoine de l'Hérault**

Auteur : Vanessa ULRICH
Date : MAI 2022
Sources : IGN - DGFP - UDAP/DRAC
PDA





CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 26 JUILLET 2022

Aménagement durable - Projet de Périmètres Délimités des Abords (PDA) du Château de Bonnier de la Mosson et du Domaine de Caunelles - Commune de Juvignac - Avis

La Commune de Juvignac dispose, sur son territoire, de sites protégés pour leur valeur historique et patrimoniale dont le château de Bonnier de la Mosson et le Domaine de Caunelles. Afin de protéger et mettre en valeur le patrimoine classé et inscrit, une servitude des abords intervient automatiquement au bénéfice de l'Architecte des Bâtiments de France. Elle attribue à ce dernier un droit de regard sur toute intervention envisagée à l'intérieur d'un périmètre de 500 mètres de rayon autour des monuments historiques identifiés. Conformément aux dispositions prévues par le Code du Patrimoine (articles L.621-30 et suivants), dans ce périmètre, la protection au titre des abords « *s'applique à tout immeuble, bâti ou non bâti, visible du monument historique ou visible en même temps que lui* ». Cette servitude permet de préserver les monuments historiques et leur environnement direct en s'assurant notamment de la qualité des travaux et aménagements qui interviennent dans le champ de visibilité ou de covisibilité des monuments historiques.

La loi du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains a ouvert la possibilité de modifier ce périmètre de 500 mètres. En complément, la loi du 7 juillet 2016 relative à la liberté de création, à l'architecture et au patrimoine a redéfini les dispositions applicables aux abords de monuments historiques. Dans ce contexte, conformément aux articles R.621-92 et suivants du Code du patrimoine, Monsieur le Préfet a porté à la connaissance de Montpellier Méditerranée Métropole une proposition de périmètre délimité des abords (PDA) concernant le château de Bonnier de la Mosson et une proposition de PDA concernant le Domaine de Caunelles. Ces propositions s'accompagnent chacune d'un plan et d'une notice justificative.

Conformément aux dispositions de l'article R.621-93 du Code du patrimoine, la Commune de Juvignac, par délibération en date du 4 juillet 2022, s'est prononcée favorablement quant aux deux projets de PDA. Montpellier Méditerranée Métropole doit maintenant se prononcer sur ces propositions de périmètre, avant qu'ils ne soient soumis à enquête publique.

A l'issue de cette enquête et après reçu le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur, le Préfet sollicitera de nouveau Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir son accord sur ces deux projets de PDA, éventuellement modifiés pour tenir compte des conclusions de cette enquête publique. En cas d'accord, les PDA seront créés par arrêté du Préfet puis annexés au PLU au titre des servitudes d'utilité publique, aux conditions prévues à l'article L.153-60 du Code de l'urbanisme.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'émettre un avis favorable sur le projet de périmètre délimité des abords (PDA) du château de Bonnier de la Mosson ;
- D'émettre un avis favorable sur le projet de périmètre délimité des abords (PDA) du Domaine de Caunelles ;
- De prendre acte que le projet de périmètre délimité des abords (PDA) sera soumis à enquête publique ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



OCCITANIE, Hérault

JUVIGNAC





**Proposition de Périmètre délimité des Abords
DOMAINE DU CHÂTEAU DE BONNIER DE LA MOSSON**

Immeubles protégés au titre des monuments historiques
périmètre des abords
Articles L621-30 et L621-31 du code du patrimoine

MONUMENTS HISTORIQUES

-  MHC - Château Bonnier de la Mosson
-  MHI - Domaine de Caunelles

PDA

-  Domaine de Caunelles
-  Domaine du château Bonnier de la Mosson
-  R500
-  Limites communales



PRÉFET
DE LA RÉGION
OCCITANIE

**Unité Départementale de
l'Architecture et du
Patrimoine de l'Hérault**

Auteur : Vanessa ULRICH
Date : AVRIL 2022
Sources : IGN - DGFP - UDAP/DRAC
PROJET DE PDA

1:8 000



OCCITANIE, Hérault

JUVIGNAC





**Proposition de Périmètre délimité des Abords
DOMAINE DU CHÂTEAU DE BONNIER DE LA MOSSON**

Immeubles protégés au titre des monuments historiques
périmètre des abords
Articles L621-30 et L621-31 du code du patrimoine

MONUMENTS HISTORIQUES

-  MHC - Château Bonnier de la Mosson
-  MHI - Domaine de Caunelles

PDA

-  Domaine de Caunelles
-  Domaine du château Bonnier de la Mosson
-  R500
-  Limites communales



PRÉFET
DE LA RÉGION
OCCITANIE

**Unité Départementale de
l'Architecture et du
Patrimoine de l'Hérault**

Auteur : Vanessa ULRICH
Date : AVRIL 2022
Sources : IGN - DGFP - UDAP/DRAC
PROJET DE PDA

2 000



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 26 JUILLET 2022**

Aménagement durable - Projet de Périmètre Délimité des Abords (PDA) du Château et du Parc de la Piscine - Ville de Montpellier - Avis

La Ville de Montpellier dispose, sur son territoire, de nombreux sites protégés pour leur valeur historique et patrimoniale, dont le Château de la Piscine et son parc situés avenue de Lodève dans le quartier des Cévennes. Protégés au titre des Monuments Historiques par arrêté ministériel du 11 décembre 1942, le Château et le Parc de la Piscine bénéficient d'un périmètre de protection à leurs abords.

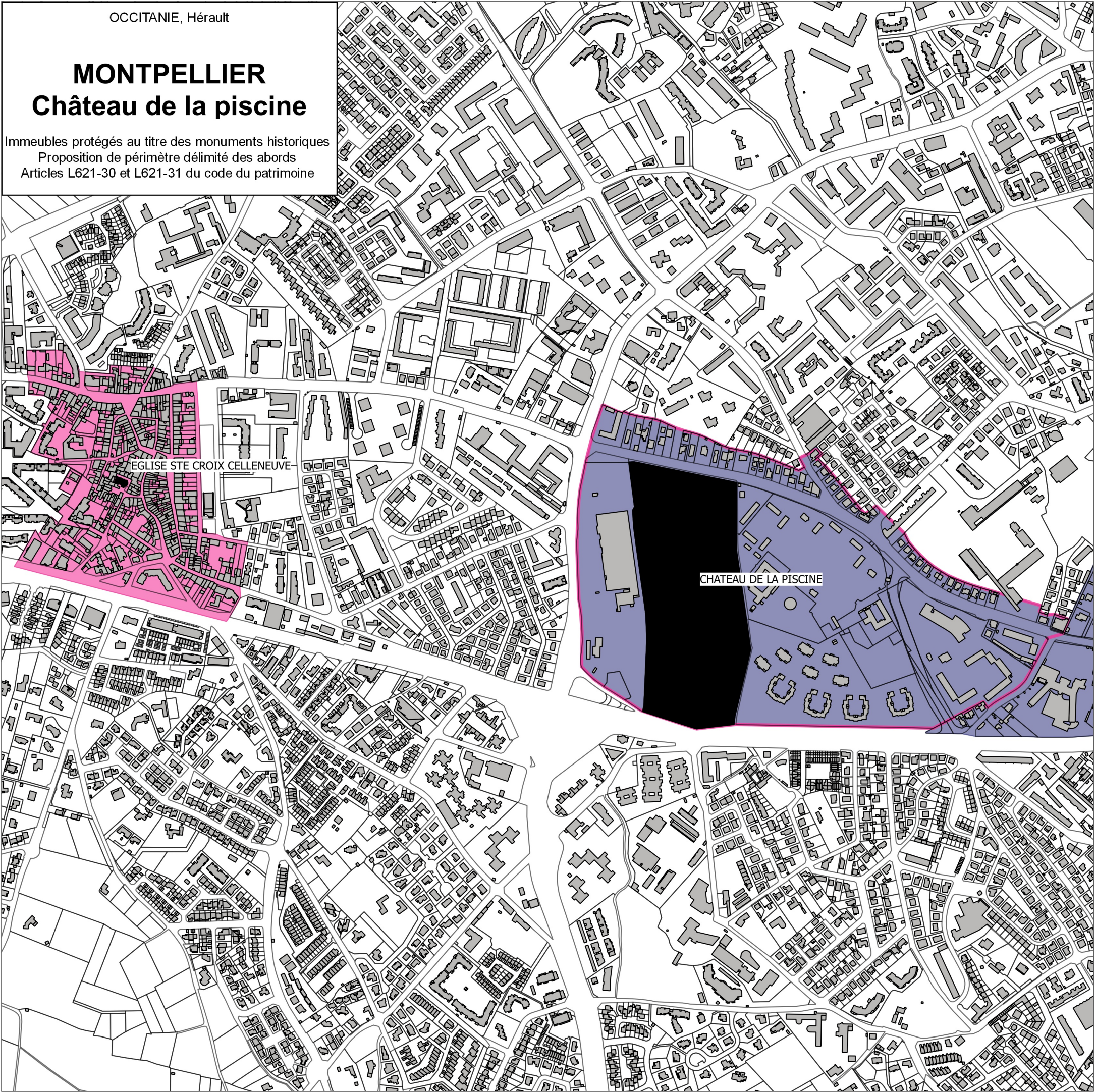
En application de la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains (SRU) et de la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la Liberté de Création, à l'Architecture et au Patrimoine (LCAP), l'Architecte des Bâtiments de France a proposé de circonscrire ce périmètre de protection aux espaces réellement intéressants au plan patrimonial et qui participent effectivement à la préservation de leur environnement et à l'amélioration de leur qualité. Cette proposition, dite de « *périmètre délimité des abords* » (PDA), s'accompagne d'un plan et d'une notice justificative.

Conformément aux dispositions de l'article R.621-93 du Code du Patrimoine, la Ville de Montpellier, par délibération en date du 28 juin 2022, s'est prononcée favorablement. Montpellier Méditerranée Métropole doit maintenant se prononcer sur cette proposition de périmètre, avant qu'il ne soit soumis à enquête publique.

A l'issue de cette enquête et après reçu le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur, le Préfet sollicitera de nouveau Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir son accord sur le projet de PDA, éventuellement modifié pour tenir compte des conclusions de cette enquête publique. En cas d'accord, le PDA sera créé par arrêté du Préfet puis annexé au PLU au titre des servitudes d'utilité publique, aux conditions prévues à l'article L.153-60 du Code de l'urbanisme.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'émettre un avis favorable sur le projet de périmètre délimité des abords (PDA) du Château de la Piscine et son parc ;
- De prendre acte que le projet de périmètre délimité des abords (PDA) sera soumis à enquête publique ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

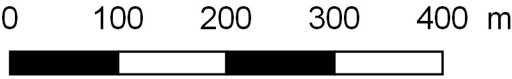


OCCITANIE, Hérault

MONTPELLIER

Château de la piscine

Immeubles protégés au titre des monuments historiques
Proposition de périmètre délimité des abords
Articles L621-30 et L621-31 du code du patrimoine



MONUMENTS HISTORIQUES

- Classé
- Inscrit
- Partiellement Classé
- Partiellement Inscrit
- Périmètre délimité des abords approuvé
- Périmètre délimité des abords proposé
- Site patrimonial remarquable



PRÉFET
DE LA RÉGION
OCCITANIE

Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine de l'Hérault

Auteur : Aurélie Harnéquaux
Date : 14 juin 2018
Sources : IGN - DGFP - UDAP/DRAC
PORTE A CONNAISSANCE



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 26 JUILLET 2022

Aménagement durable - Convention de fonds de concours 2022 entre Montpellier Méditerranée Métropole et les communes de Saussan, Cournonsec et Castelnau-le-Lez - Autorisation de signature

Montpellier Méditerranée Métropole réalise au titre de ses compétences, notamment en matière de voirie et d'espaces publics, des opérations qui contribuent à l'amélioration du cadre de vie des habitants des communes et participent au développement et à l'aménagement du territoire de la Métropole.

En application des articles L.5217-7 et L.5215-26 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), une commune peut prendre en charge une partie du financement de la réalisation d'une opération par le versement d'un fonds de concours à la Métropole. Le montant total des fonds de concours qui peuvent être perçus au titre d'une opération ne peut excéder la part de financement assurée, hors subvention, par la Métropole.

Certaines communes des Pôles Territoriaux de la Métropole souhaitent apporter des fonds de concours pour la réalisation de divers aménagements (voirie, achat de mobilier urbain, réseaux secs et éclairage public). Les communes soumettront prochainement l'approbation de ces fonds de concours à leurs Conseils municipaux respectifs.

Les montants de fonds de concours, établis en fonction des budgets prévisionnels nets de subvention de chacune des opérations envisagées, tels que définis dans les projets de convention sont les suivants :

Pôle Plaine Ouest

Saussan :

| Intitulé de l'opération | Montant TTC de l'opération | Montant HT de l'opération | Taux du fonds de concours | Montant du fonds de concours |
|--|----------------------------|---------------------------|---------------------------|------------------------------|
| Requalification de la rue Horts des Vernis | 426 000 € | 355 000 € | 49,30 % | 175 000 € |

Cournonsec :

| Intitulé de l'opération | Montant TTC de l'opération | Montant HT de l'opération | Taux du fonds de concours | Montant du fonds de concours |
|--|----------------------------|---------------------------|---------------------------|------------------------------|
| Requalification de la rue des Ecoles | 140 400 € | 117 000 € | 47 % | 55 000 € |
| Réfection de la rue Ricard | 81 600 € | 68 000 € | 44,1 % | 30 000 € |
| Aménagement sécurité rue des Maseliers | 48 000 € | 40 000 € | 37,5 % | 15 000 € |

Pôle Vallée du LezCastelnau-le-Lez :

| Intitulé de l'opération | Montant TTC de l'opération | Montant HT de l'opération | Taux du fonds de concours | Montant du fonds de concours |
|---|----------------------------|---------------------------|---------------------------|------------------------------|
| Rue Mendrous Sablassou | 746 100 € | 621 750 € | 49 % | 304 658 € |
| Rue Emile Combes | 382 805 € | 319 004,17 € | 49 % | 156 312 € |
| Avenue des Centurions et rue d'Allut (études) | 111 877,20 € | 93 231 € | 49 % | 45 683 € |
| Allée du docteur Constantin | 343 000€ | 285 833,33€ | 49% | 144 958 € |
| Rue Emile Combes (réseaux secs) | 118 503€ | 98 752,50€ | 49% | 48 389 € |

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les versements des fonds de concours décrits ci-dessus ;
- D'approuver les termes des conventions définissant les modalités de versement des fonds de concours ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à ces affaires.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 26 JUILLET 2022**

Cycles de l'eau - Assainissement - Avenant n°4 relatif aux modalités de fin du contrat de délégation du service public de traitement des eaux usées par la station d'épuration MAERA - Autorisation de signature

Montpellier Méditerranée Métropole a confié à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX l'exploitation de son service public de traitement des eaux usées par la station d'épuration MAERA par contrat déposé en Préfecture le 17 décembre 2014, ayant pris effet le 1^{er} janvier 2015 pour une durée de 7 ans, et complété par 3 avenants. Par avenant n°3 déposé en préfecture le 21 juin 2021, le contrat a été prolongé d'un an, fixant son terme au 31 décembre 2022.

Conformément à l'article L.3135-1 1° du Code de la commande publique, l'article 3 de la convention, l'article L.3135-1 5° du Code de la commande publique un quatrième avenant au contrat de délégation est proposé au Conseil. L'objet du présent avenant est d'organiser les modalités précises de la fin du contrat d'affermage, et de préparer le transfert du service au prochain exploitant en vue d'assurer la continuité du service.

Le présent avenant trouve son fondement :

- Dans l'exigence de continuité et de régularité de fonctionnement du service public à l'égard de l'ensemble des usagers et, par conséquent, la prévention de tout risque d'interruption ou de dysfonctionnement de tout ou partie du service ;
- Dans les dispositions du Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 2224-11-4 relatif aux dispositions obligatoires en préparation de l'échéance du contrat de délégation de service public de l'assainissement collectif ;
- Dans la préparation de la mise en œuvre des dispositions prévues aux articles L.1224-1 et suivants du Code du travail relatif au devenir des contrats de travail en cas de changement d'employeur, mais également des dispositions de la Convention Collective Nationale des Entreprises des Services d'eau et d'assainissement ;
- Dans les stipulations contractuelles relatives à la préparation de l'échéance du contrat d'affermage ;

Les parties conviennent de prendre en compte pour la mise en œuvre de cet avenant :

- Les stipulations régissant les opérations de fin de contrat définies au contrat d'affermage et ses avenants ;
- Les dispositions protégeant le secret en matière industrielle et commerciale conformément à la réglementation en vigueur ;
- Le principe d'exécution de bonne foi des contrats.

L'avenant précise entre autres :

- Le planning détaillé des opérations de fin de contrat avec les obligations des deux parties à chaque étape ;
- Les modalités de réalisation, fourniture et transmission des inventaires actualisés ;
- Les droits et obligations en matière de biens de reprise et biens de retour ;
- Les modalités de prise en compte des travaux en cours ;
- Les éléments en rapport avec le système d'information : propriété et gestion des données ;
- Les engagements comptables et financiers dus en matière de clôture des comptes, créances, reversement, coopération décentralisée, bilan, ... ;
- Le devoir d'information et communication sur les engagements contractuels éventuels pris au titre du service : conventions, sinistres, contentieux... ;
- Le personnel transférable.

Cet avenant n'a pas d'impact financier sur le contrat.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant n°4 au contrat de délégation du service public de traitement des eaux usées par la station d'épuration MAERA ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 26 JUILLET 2022

Cycles de l'eau - Assainissement - Avenant n°4 relatif aux modalités de fin du contrat de délégation du service public de collecte des eaux usées des communes raccordées à la station d'épuration Maera - Autorisation de signature

Montpellier Méditerranée Métropole a confié par contrat de délégation de service public à VEOLIA Eau - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX l'exploitation de son service public de collecte des eaux usées des communes raccordées à la station d'épuration MAERA par contrat déposé en Préfecture le 17 décembre 2014, ayant pris effet le 1^{er} janvier 2015 pour une durée de 7 ans, et complété par 3 avenants. Par avenant n°3 déposé en préfecture le 21 juin 2021, le Contrat a été prolongé d'un an, fixant son terme au 31 décembre 2022.

Conformément à l'article L.3135-1 1° du Code de la commande publique, l'article 3 de la convention, l'article L.3135-1 5° du Code de la commande publique un quatrième avenant au contrat de délégation est proposé au Conseil. L'objet du présent avenant est d'organiser les modalités précises de la fin du contrat d'affermage, et de préparer le transfert du service au prochain exploitant en vue d'assurer la continuité du service.

Le présent avenant trouve son fondement :

- Dans l'exigence de continuité et de régularité de fonctionnement du service public à l'égard de l'ensemble des usagers et, par conséquent, la prévention de tout risque d'interruption ou de dysfonctionnement de tout ou partie du service ;
- Dans les dispositions du Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 2224-11-4 relatif aux dispositions obligatoires en préparation de l'échéance du contrat de délégation de service public de l'assainissement collectif ;
- Dans la préparation de la mise en œuvre des dispositions prévues aux articles L.1224-1 et suivants du Code du travail relatif au devenir des contrats de travail en cas de changement d'employeur, mais également des dispositions de la Convention Collective Nationale des Entreprises des Services d'eau et d'assainissement ;
- Dans les stipulations contractuelles relatives à la préparation de l'échéance du contrat d'affermage ;

Les parties conviennent de prendre en compte pour la mise en œuvre de cet avenant :

- Les stipulations régissant les opérations de fin de contrat définies au contrat d'affermage et ses avenants ;
- Les dispositions protégeant le secret en matière industrielle et commerciale des affaires conformément à la réglementation en vigueur ;
- Le principe d'exécution de bonne foi des contrats.

L'avenant précise entre autres :

- Le planning détaillé des opérations de fin de contrat avec les obligations des 2 parties à chaque étape,

- Les modalités de réalisation, fourniture et transmission des inventaires actualisés,
- Les droits et obligations en matière de biens de reprise et biens de retour,
- Les modalités de prise en compte des travaux en cours,
- Les éléments en rapport avec le système d'information : propriété et gestion des données,
- Les engagements comptables et financiers dus en matière de clôture des comptes, créances, reversement, coopération décentralisée, bilan, ...
- Le devoir d'information et communication sur les engagements contractuels éventuels pris au titre du service : conventions, sinistres, contentieux...
- Le personnel transférable.

Cet avenant n'a pas d'impact financier sur le contrat.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant n°4 au contrat de délégation du service public de collecte des eaux usées des communes raccordées à la station d'épuration Maera ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 26 JUILLET 2022**

Cycles de l'eau - Convention de mise à disposition de services entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Syndicat Mixte Garrigues-Campagne (SMGC) relative au poste d'animation de l'aire d'alimentation des captages de Bérange et de Fontmagne - Autorisation de signature

La Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA) de 2006 a instauré le dispositif de protection des « *zones soumises aux contraintes environnementales (ZSCE)* » applicable aux captages les plus menacés par les pollutions diffuses, notamment les nitrates et les produits phytosanitaires, définis comme « *prioritaires* » par le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Rhône-Méditerranée.

A l'Est du territoire de la Métropole et dans le même aquifère, deux systèmes de production d'eau étaient initialement concernés :

- Les forages de Bérange Nord et Sud à Saint Geniès des Mourgues relevant de la compétence du Syndicat Mixte Garrigues Campagne (SMGC) et alimentant les Communes de Baillargues, Castries et Saint Geniès des Mourgues ;
- Les forages de Garrigues Basses F1 et F2 à Sussargues relevant de la compétence de la Métropole et alimentant la Commune de Sussargues.

Exploitant le même aquifère, le SMGC et la Métropole avaient convenu en 2012 de mettre en commun leurs études et leurs dispositifs de protection. Cet engagement s'est formalisé au travers d'une première convention du 5 juillet 2012 prévoyant un groupement de commandes et une répartition de l'autofinancement au prorata des volumes prélevés dans la ressource, soit 80% pour le SMGC et 20% pour la Métropole.

L'étude et le plan d'actions de ces deux captages ont été approuvés par délibération du 17 décembre 2014 par le SMGC et par délibération du 5 mars 2015 par la Métropole. Ce plan d'actions est mis en œuvre grâce à la création par le SMGC, avec le concours financier de la Métropole, d'un poste de chargée d'animation, accueillie depuis mars 2015 au sein des services de la Métropole. Cette animation a permis de mettre en œuvre les mesures du plan d'actions à destination des collectivités et des exploitants agricoles, tels que des plans d'amélioration des pratiques phytosanitaires et horticoles ; la réalisation d'une aire collective de remplissage et de lavage des pulvérisateurs agricoles ; des mesures agro-environnementales et climatiques ; des journées de formation techniques, etc...

Le contexte relatif à la réalisation de cette mission a connu les évolutions suivantes :

- Arrêt de l'exploitation des forages de Garrigues Basses en 2018 et retrait de la liste des captages prioritaires du SDAGE 2022-2027 ;
- Inscription des forages de Fontmagne à Castries en tant que nouveau captage prioritaire exploitant la même ressource que les forages de Bérange. Les forages de Fontmagne contribuent à ce titre à l'alimentation en totalité des Communes de Saint-Vincent-de-Barbeyrargues, Assas et Teyran ainsi que celles de Castries et Castelnau-le-Lez en partie.

Dans ce cadre, le SMGC et la Métropole souhaiteraient conclure une nouvelle convention d'une durée de cinq ans ayant notamment pour objet :

- De poursuivre leur objectif commun de protection de la ressource en eau par l'accompagnement à la transition agro-écologique du territoire ;
- D'actualiser, tant sur le fond que sur la forme, le cadre de partenariat dévolu aux conditions d'accueil, d'exercice et de financement du poste d'animation pour la période d'application du nouveau SDAGE (2022-2027)

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de mise à disposition de service entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Syndicat Mixte Garrigues Campagne ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 26 JUILLET 2022

Cycles de l'eau - Transfert de la coordination du projet LIFE REWA à la Régie des Eaux - Approbation

Montpellier Méditerranée Métropole est lauréat de l'appel à projets européen LIFE 2020 pour le projet LIFE20 ENV-FR 000192 Life Rewa. Ce projet consiste à expérimenter sur le territoire de la Métropole un équipement mobile de production d'eau recyclée à partir des eaux usées traitées en sortie de station d'épuration. Sur cinq des stations du territoire, des stockages d'eau recyclée de différentes qualités seront ainsi proposés à des usagers professionnels consommateurs d'eau pour leurs usages agricoles, industriels ou urbains. Ce projet signe l'émergence de la disponibilité d'une nouvelle ressource, se substituant à l'eau potable ou l'eau brute, pour une grande quantité d'usages ne nécessitant pas d'eau potable (lavage des voiries, hydro-curages des réseaux, arrosage espaces verts, ...).

Par ailleurs, Montpellier Méditerranée Métropole, lors du Conseil du 29 mars 2021, a approuvé le passage en régie publique de son service public de l'assainissement. La Régie des eaux, déjà existante pour le service public de l'eau potable et de l'eau brute, élargira donc ses missions à l'assainissement à compter du 1^{er} janvier 2023.

Celle-ci sera donc en pleine responsabilité du fonctionnement des 13 stations d'épuration du territoire, tant du point de vue réglementaire que de l'exploitation technique des équipements. Elle aura donc à la fois la maîtrise de la production d'eau usée traitée, mais aussi la responsabilité de la gestion de la ressource en eau potable disponible sur le territoire. Pour ces raisons, la Régie des eaux a toute la légitimité et les compétences réunies pour assurer la coordination du projet LIFE Rewa, en lieu et place de la Métropole qui assure cette coordination depuis le début du projet, en septembre 2021. Au moment du dépôt définitif de la candidature de la Métropole à l'appel à projets LIFE 20 (février 2021), le choix du transfert du service public de l'assainissement à la Régie n'avait pas encore été entériné.

Il s'agit donc aujourd'hui de proposer une modification du consortium des partenaires bénéficiaires du projet, en rajoutant la Régie des eaux comme bénéficiaire coordinateur, à la place de Montpellier Méditerranée Métropole. La Métropole reste un bénéficiaire associé, au titre des dépenses déjà engagées jusqu'au transfert de coordination, mais aussi du fait qu'elle conserve les actions de valorisation et communication du projet à l'attention du grand public.

L'objectif, le déroulement prévisionnel et le budget global du projet ne sont pas affectés par ce changement ; seule la répartition des actions entre la Métropole et la Régie des eaux, nouveau bénéficiaire direct de la subvention, est modifiée, et fera l'objet d'une révision de l'accord de consortium.

La nouvelle proposition de convention de financement, fera donc apparaître les nouvelles répartitions techniques et financières des actions du projet entre les quatre partenaires du Consortium : la Régie des eaux comme bénéficiaire coordinateur et Montpellier Méditerranée Métropole, l'Institut Européen des Membranes et DV2E comme bénéficiaires associés.

La prise d'effet de cet avenant est proposée au 1^{er} novembre 2022 afin de permettre à la Régie des eaux de recruter le personnel dédié à ce projet.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du transfert de la coordination du projet LIFE20 ENV-FR 000192 Life Rewa de Montpellier Méditerranée Métropole à la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 26 JUILLET 2022

Cycles de l'eau - Eau potable - Gouvernance - Syndicat du Bas Languedoc - Reprise pour le service de la Commune de Murviel-lès-Montpellier de la compétence de distribution d'eau potable par Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation

Montpellier Méditerranée Métropole exerce la compétence eau potable depuis le 1^{er} janvier 2010 et s'est prononcée par délibération le 7 mai 2014 en faveur d'un mode de gestion publique des services publics de l'eau potable et de l'eau brute sur une partie de son territoire.

La Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial, a ainsi été créée par délibération du 28 avril 2015 et assure depuis le 1^{er} janvier 2016 le service public d'eau potable pour 13 des 31 communes de la Métropole, soit environ 80% des habitants de la Métropole, à savoir : Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Prades-le-Lez, Pérols, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues et Villeneuve-lès-Maguelone.

Compte tenu de la préexistence de syndicats d'eau potable dont le périmètre s'étend au-delà de celui de la Métropole, cette dernière s'est substitué en 2010 à ses communes au sein de ces syndicats et notamment aux communes de Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Lavérune, Murviel-lès-Montpellier, Pignan, Saint Georges d'Orques, Saint Jean de Védas et Saussan au sein du Syndicat du Bas Languedoc (SBL) qui exerce la compétence à travers un nouveau contrat de délégation de service public confié depuis le 1^{er} janvier dernier à la Société d'Economie Mixte à Opération unique (SEMOP) « Eau du Bas Languedoc ».

Le SBL est un syndicat mixte fermé à la carte avec une compétence obligatoire de production et d'adduction d'eau potable et une compétence optionnelle de distribution d'eau potable.

Par délibération du 23 février 2021, le Conseil municipal de Murviel-lès-Montpellier a exprimé son souhait d'une gestion publique de la distribution d'eau potable.

Ainsi sollicitée, Montpellier Méditerranée Métropole par délibération du 29 mars 2021 a pris acte de l'expression de cette volonté et mis à l'étude la reprise de la compétence de distribution d'eau potable pour le service de Murviel-lès-Montpellier.

Les études menées par les services du Syndicat, de la Régie et de la Métropole ayant conduit à la faisabilité de l'opération, le Conseil de Métropole a donc, en sa séance du 22 mars dernier, sollicité la reprise de la

compétence et notifié sa délibération au syndicat.

Ce dernier par délibération du 28 juin dernier approuve le principe de la reprise de compétence et conformément à ses statuts invite les EPCI membres du syndicat, Montpellier Méditerranée Métropole, Sète Agglopôle Méditerranée et Hérault Méditerranée à se prononcer par délibération de leur organe exécutif dans un délai de trois mois.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De donner un avis positif à la reprise par Montpellier Méditerranée Métropole, à compter du 1^{er} janvier 2023, de la compétence de distribution d'eau potable sur le service de Murviel-lès-Montpellier proposée dans la délibération du conseil syndical du Syndicat du Bas Languedoc en date du 28 juin 2022 ;
- De notifier cette délibération au Syndicat du Bas Languedoc ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 26 JUILLET 2022

Cycles de l'eau - GEMAPI - Schéma directeur hydraulique du bassin versant du Rieutord - Approbation

Le quartier de la Mosson figure parmi les douze Quartiers Politique de la Ville identifiés à Montpellier, au titre de la nouvelle géographie prioritaire et fait partie du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) en tant que quartier d'intérêt national. Le Conseil de Métropole et le Conseil municipal ont approuvé les 29 mars et 12 avril 2021 la convention de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes, signée par l'ensemble des partenaires le 23 juillet 2021. L'Agence Nationale de Renouvellement Urbain (ANRU) a par ailleurs accordé des financements complémentaires, permettant de conforter l'ambition du projet, en intégrant notamment la transformation du secteur Saint Paul, le recyclage de nouvelles copropriétés dégradées, la construction de nouveaux groupes scolaires et la poursuite des interventions sur le grand mail.

Les objectifs fondateurs ayant guidé l'élaboration du projet sont les suivants :

- Ouvrir le quartier et l'espace public au travers des cours paysagers Est-Ouest, avec notamment l'aménagement d'espaces publics qualitatifs, sécurisés et attractifs, vecteurs d'une nouvelle urbanité, en s'inscrivant tout particulièrement à l'échelle du piéton ;
- Activer l'économie et l'offre de loisirs grâce à des équipements reconfigurés et valorisés, en offrant une nouvelle attractivité résidentielle, économique, environnementale et de loisir au quartier, ouvrant à de nouveaux choix d'habiter, de travailler, et de consommer dans le quartier ;
- Améliorer la qualité de vie au quotidien en remettant la nature et le paysage au cœur du quartier, avec l'ouverture du quartier à la nature environnante, où le parc de la Mosson, les berges et le lac des Garrigues redeviennent des atouts forts du quartier ;
- Connecter le quartier de la Mosson à la ville et aux communes voisines avec les nouveaux réseaux de transports, en favorisant les greffes urbaines et en ouvrant le quartier vers la Métropole, par des cheminements doux mais aussi par de nouveaux éléments d'attractivité.

Ces objectifs se traduisent par un projet de renouvellement urbain ambitieux porté par la Métropole pour contribuer à la transformation du quartier et ainsi introduire de la mixité fonctionnelle, de la mixité sociale, d'améliorer le cadre de vie et l'environnement.

Par délibération en date du 18 décembre 2019, la Métropole a confié la mise en œuvre opérationnelle du projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), au titre d'une concession d'aménagement notifiée le 21 janvier 2020.

Aussi, dans le cadre de l'exercice de la compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI) et du projet de renouvellement urbain Mosson notamment en partie sud du quartier, des études hydrauliques ont été menées ces dernières années par la Métropole sur le bassin versant du Rieutord. Le Rieutord est un cours d'eau urbain qui traverse le quartier Mosson pour se rejeter dans la Mosson en aval du Stade de la Mosson. Ce bassin versant, d'une superficie d'environ 3 km² a un temps de réaction rapide et est alimenté en grande partie par du ruissellement urbain.

A travers ces études, l'actualisation de la connaissance du risque à l'échelle du bassin versant du Rieutord permet la prise en compte des risques dans l'aménagement, la maîtrise du coût des dommages liés à l'inondation par la connaissance, la réduction de la vulnérabilité des biens et le respect des principes d'un aménagement du territoire qui intègre les risques d'inondation.

Les études conduites ont pris en compte les effets du renouvellement urbain et notamment ceux de la désimperméabilisation des sols qui sera permise par le renouvellement urbain du quartier Mosson. Elles ont tenu compte des risques de crue des cours d'eau mais aussi des effets du ruissellement pluvial à l'échelle du bassin versant. Elles ont bénéficié des outils de modélisation les plus performants du moment et se sont basées sur des données précises de terrain.

Elles ont abouti à une nouvelle cartographie des hauteurs d'eau générées pour la pluie de septembre 2014, octobre 2014 exceptionnelle, ce qui permet d'anticiper la nouvelle cartographie du risque qui sera produite par les Services de l'Etat dans les prochaines années.

Le Rieutord n'avait jusque-là pas été cartographié dans le Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI) de la Ville de Montpellier. Cette nouvelle donnée permet de compléter la connaissance du risque sur ce territoire mais également de prendre en compte la thématique ruissellement urbain dans le projet de renouvellement urbain.

Les résultats obtenus ont permis de mettre en évidence un cours d'eau dont les dimensions diminuent significativement au droit du Giratoire Schumann avec un ouvrage hydraulique existant sous dimensionné générant des débordements importants sur le secteur aval du Rieutord. Le ruissellement généré par le quartier Mosson a également pu être quantifié en cas d'événements pluvieux exceptionnels et met en évidence des débits transitant sur chaussée importants avec des difficultés d'évacuation vers la Mosson.

Pour répondre aux enjeux du territoire, les études ont permis de proposer un schéma directeur hydraulique cohérent à l'échelle du bassin versant pour diminuer de façon significative le risque inondation au droit des zones à enjeux existantes, notamment sur le secteur Parc 2000 en rive gauche du Rieutord mais également au droit des futures opérations de renouvellement urbain au niveau de Mosson Sud.

Ce schéma directeur servira également de référence pour les documents de planification urbaine et permettra d'encadrer les dossiers loi sur l'eau des prochaines opérations d'aménagement concernées par le projet de renouvellement urbain du quartier Mosson, comme document guide, facilitant ainsi leur mise en œuvre et garantissant la cohérence globale des aménagements et de leurs objectifs à l'échelle du bassin versant.

Afin de répondre à l'ensemble des objectifs recherchés, l'analyse hydraulique a conclu à la nécessité de faciliter l'écoulement des eaux du Rieutord et du ruissellement généré sur le quartier vers la Mosson par la reprise de l'ouvrage hydraulique existant sous le Giratoire Schumann. Le schéma directeur permet également de définir les cotes de calage altimétrique des planchers des bâtiments et des entrées des sous-sol des futurs aménagements urbains de façon à assurer leur mise en sécurité vis-à-vis du risque inondation.

Le schéma directeur hydraulique prévoit ainsi les aménagements suivants :

- Le doublement de l'ouvrage hydraulique existant sous le giratoire Schumann et la ligne 1 de tramway ;

- Le remodelage du terrain autour du Giratoire de façon à améliorer l'évacuation du ruissellement du quartier Mosson vers la Mosson et à gérer au maximum ces écoulements de surface au niveau de l'espace public et des voiries ;
- La désimperméabilisation de nombreux ilots fonciers et de l'espace public, au gré des opérations de renouvellement urbain, accompagnée d'ouvrages de compensation à l'imperméabilisation de type noue qui permettront ainsi de favoriser l'infiltration de l'eau dans le sol ;
- La construction d'un bassin de stockage de 5 000 m³ en amont du Lycée Léonard de Vinci permettant de réduire sa vulnérabilité ;
- La construction d'un pont routier sur le Rieutord, transparent aux écoulements, pour améliorer la desserte entre les quartiers Parc 2000 et Mosson Sud.

Les aménagements prévus permettront :

- D'abaisser les hauteurs d'eau sur les enjeux existants de Parc 2000 pour l'aléa de référence d'octobre 2014, supérieur à la crue centennale, diminuant ainsi sa vulnérabilité ;
- De garantir le projet de renouvellement urbain du secteur Mosson Sud, sans exposition au risque ruissellement et inondation.

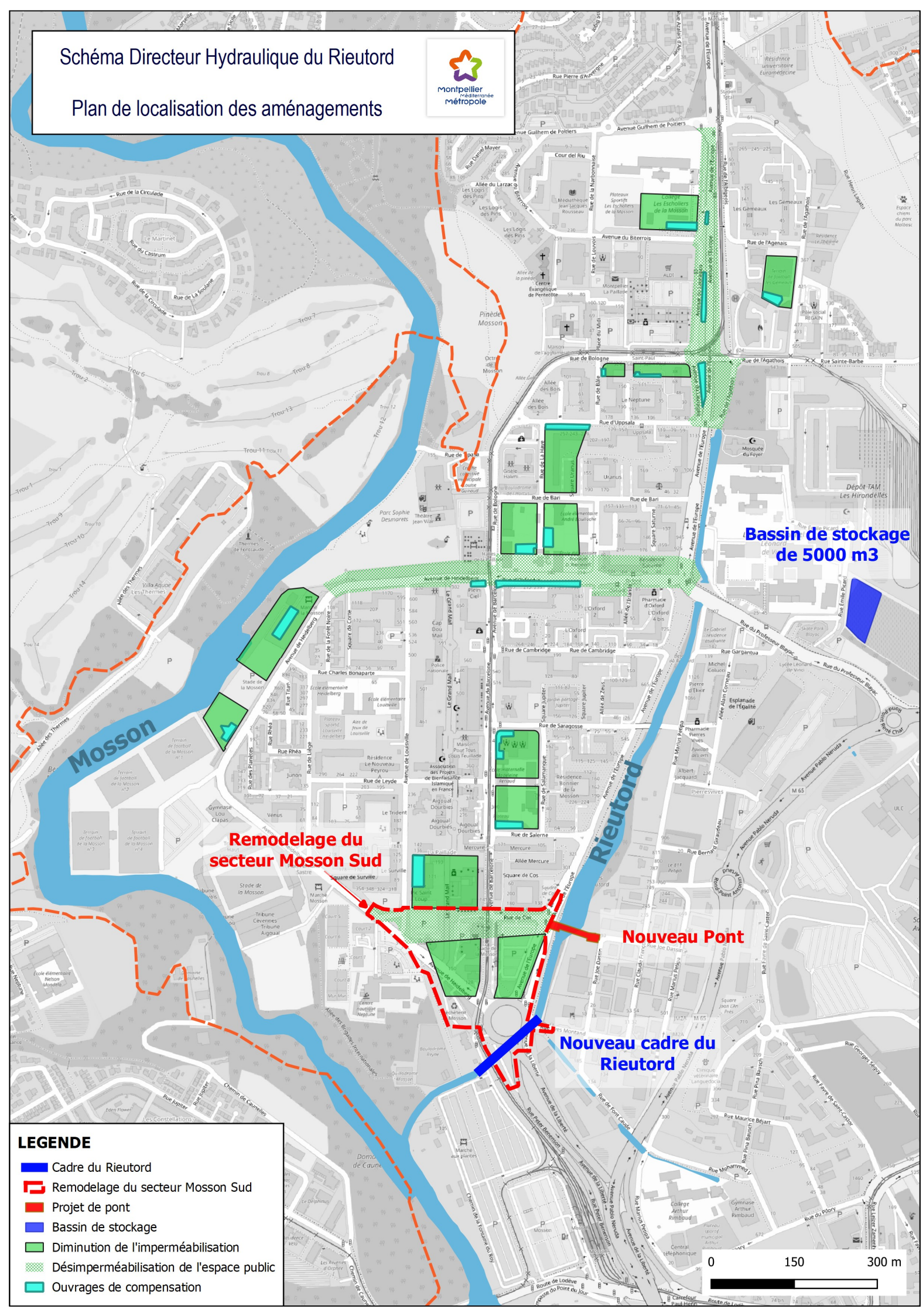
Le montant estimatif du programme d'aménagement prévu au schéma directeur s'élève à 6 M€ HT pour les ouvrages hydrauliques et 3 M€ HT pour l'ouvrage d'art de franchissement du Rieutord. La désimperméabilisation des sols des ilots urbains et de l'espace public pourra être financée par l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, notamment dans le cadre du contrat Grand Cycle de l'Eau.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole ;

- D'approuver les termes du schéma directeur hydraulique du bassin versant du Rieutord ;
- D'autoriser la réalisation des aménagements proposés ;
- De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Schéma Directeur Hydraulique du Rieutord

Plan de localisation des aménagements





CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 26 JUILLET 2022

Environnement - Projet interrégional européen "Fleurs Locales" - Expérimentation au domaine de Viviers - Convention de mise à disposition entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Conservatoire des Espaces Naturels (CEN) Occitanie - Autorisation de signature

Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire du Domaine de Viviers situé au Nord-Est de son territoire. Ce site constitue une entité foncière de plus de 200 ha regroupant des terres agricoles, des espaces boisés et un grand ensemble de bâti (Mas de Viviers). Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de la Métropole, révisé en 2019, identifie le Domaine de Viviers comme support potentiel de « *ferme ressource* ».

La Métropole et le Conservatoire d'Espaces Naturels d'Occitanie (CEN Occitanie) sont engagés dans un partenariat fort pour l'élaboration d'une stratégie de préservation de la biodiversité sur le territoire. Parmi les thématiques identifiées, des actions conjointes de développement de l'agroécologie et d'intégration des enjeux environnementaux dans les dynamiques agricoles du territoire sont prévues. Une démarche de co-élaboration d'un plan de gestion agroécologique et environnemental du Domaine de Viviers a notamment été engagée.

Avec la nouvelle stratégie définie pour sa politique agroécologique et alimentaire approuvée par délibération du Conseil de Métropole du 25 janvier 2022, la Métropole réaffirme l'objectif partagé de renforcer la résilience agricole et la souveraineté du territoire. Elle s'engage notamment à mettre en œuvre les orientations définies sur son propre patrimoine et à contribuer à la création de référentiels inspirants. A ce titre, le Domaine de Viviers constitue un espace privilégié de déploiement, d'impulsion et d'expérimentation de sa politique agro-écologique et alimentaire.

De son côté le CEN Occitanie est chef de file du projet interrégional sur l'espace Sud-ouest européen (SUDOE) « *Fleurs locales* ». Ce projet réunit des partenaires en France (dans la région Occitanie) ainsi qu'en Espagne et au Portugal. Il a pour objectif de renforcer l'utilisation de semences autochtones pour la restauration d'espaces naturels et d'agrosystèmes en contexte Méditerranéen et d'initier la création de filières régionales de production de ces semences. Plus globalement, ce travail s'inscrit dans la lutte contre l'érosion de la biodiversité et il vise à fournir des solutions aux gestionnaires de milieux naturels et agricoles pour accroître la biodiversité dans ces espaces. Ce projet comporte un volet expérimental durant lequel des cortèges de semences sauvages natives seront testés dans différents sites (milieux naturels et agricoles). Le CEN Occitanie coordonne les expérimentations qui seront menées en France sur 4 sites.

Dans ce cadre, l'opportunité d'un partenariat visant à développer un essai de renaturation à base de semences indigènes sur le Domaine de Viviers a été identifiée, avec deux axes d'intervention :

- La mise en œuvre de travaux de restauration par le semis de semences herbacées sauvages autochtones ;
- La mise en œuvre, sur une durée de 3 ans, d'un suivi phyto-sociologique permettant d'évaluer le potentiel de restauration de ces semences sur les prairies.

Pour permettre la réalisation de l'expérimentation et en accord avec la démarche engagée de plan de gestion du Domaine de Viviers, le partenariat prévoit la mise à disposition à titre gratuit d'un terrain d'une superficie de 1ha, sur une parcelle propriété de la Métropole située à Clapiers. Le CEN Occitanie prend à sa charge les travaux de restauration de la parcelle estimés à 28 000 € HT ainsi que les coûts de conception et de pose de panneaux de communication. Les frais engagés par le CEN Occitanie pour le suivi phytosociologique du site d'expérimentation seront remboursés par la Métropole dans la limite de 8 000 € HT sur justificatifs de dépenses.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Conservatoire d'Espaces Naturels d'Occitanie dans le cadre de l'expérimentation du projet « Fleurs Locales » au Domaine de Viviers ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 26 JUILLET 2022

Environnement - Conventions de déploiement du financement du Plan de Relance relatif aux Projets Alimentaires Territoriaux, pour le programme partenarial de mise en œuvre de la Politique Agroécologique et Alimentaire - Modification de la répartition des montants - Autorisation de signature

Le Conseil de Métropole du mardi 22 mars 2022, par la délibération n°M2022-86, a approuvé et autorisé la signature des conventions de déploiement du financement du Plan de Relance relatif aux Projets Alimentaires Territoriaux, pour le programme partenarial de mise en œuvre de la Politique Agroécologique et Alimentaire.

La convention N°2021-R76-749 relative à l'attribution d'une subvention à l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale de Montpellier Méditerranée Métropole pour une action sur la thématique « *Offre Alimentaire* » opérée par le ministère de l'Agriculture et de l'alimentation au titre du Programme 362 prévoit les conditions de versement à Montpellier Méditerranée Métropole d'une subvention pour la mise en œuvre de projets. Cette aide de l'Etat de 729 000 € est répartie entre 28 actions portées par Montpellier Méditerranée Métropole, 5 communes du territoire et 6 partenaires. L'ensemble du programme doit être mis en œuvre avant le 31 décembre 2023, et les crédits consommés.

La répartition du calendrier de reversement des subventions par la Métropole aux communes et partenaires porteurs de projets doit être ajustée au calendrier de versement de la subvention par l'Etat à la Métropole, à savoir 65% de la subvention en 2022, 25% en 2023 et le solde en 2024, nécessitant une révision de l'annexe 1 à la délibération n°M2022-86.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le calendrier révisé de reversement de la subvention de l'Etat aux porteurs des actions lauréates du Plan de Relance, et sa répartition par projet ; entraînant modification de l'annexe 1 de la délibération n°M2022-86 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Annexe 1 - actions lauréates d'un financement du Plan de Relance et proposition de subventions complémentaires de la Métropole

Actualisation juillet 2022

| | | | | Montant total* | Plan de financement global 2022-2023 | | | | Versements prévisionnels aux partenaires | | | | |
|------|---|-------------------------------------|---|--|--------------------------------------|--|--------------------|--|---|-----------------------------|---|--------------------------------|---|
| | | | | | Subvention DRAAF | Subvention additionnelle 3M prévisionnelle | Autofinancement 3M | Autofinancement* des partenaires et cofinancements | Exercice 2022 | | Exercice 2023 | | Exercice 2024 |
| N° | Nom de l'action | Porteur de l'action | Localisation / échelle | prévisionnel des actions retenu par la DRAAF | | | | | Subvention DRAAF à reverser aux partenaires (65%) | Subvention additionnelle 3M | Subvention DRAAF à reverser aux partenaires (25%) | Subvention 3M prévisionnelle** | Solde subvention DRAAF à reverser aux partenaires (10%) |
| 0.1 | Recrutement d'un chargé de mission mobilisation du foncier agricole | 3M | Métropole | 300 000 € | 150 000 € | | 150 000 € | | | | | | |
| 0.2 | Recrutement d'un chargé de mission structuration des filières | 3M | Métropole | | | | | | | | | | |
| 0.3 | Recrutement d'un chargé de mission accessibilité alimentaire | 3M | Métropole | | | | | | | | | | |
| 1.1 | Accompagnement à la Transmission des exploitations en agroécologie | INPACT Occitanie | Métropole | 41 200 € | 20 600 € | 10 000 € | 10 600 € | 13 390 € | 5 000 € | 5 150 € | 5 000 € | 2 060 € | |
| 1.3 | Accompagnement à l'émergence de projets agricoles communaux: création d'une méthodologie reproductible et expérimentation | INPACT Occitanie | Métropole, expérimentation: Villeneuve-les-Maguelone | 91 900 € | 43 193 € | 20 255 € | 28 452 € | 28 075 € | 10 128 € | 10 798 € | 10 128 € | 4 319 € | |
| | | Chambre d'agriculture de l'Hérault | | 14 227 € | 8 394 € | 1 602 € | 4 231 € | 5 456 € | 801 € | 2 099 € | 801 € | 839 € | |
| 1.4 | Elaboration d'un programme d'aménagement agroécologique le clos du parc à Lavérune (Ferme ressource) | Ville de Lavérune | Lavérune | 59 592 € | 11 918 € | 14 796 € | 32 878 € | 7 747 € | 7 398 € | 2 980 € | 7 398 € | 1 192 € | |
| 1.5 | Gestion des infrastructures agroécologiques de l'ETA à Viviers | INPACT Occitanie | Clapiers, Jacou, Teyran, Assas | 23 040 € | 16 128 € | | 6 912 € | 10 483 € | | 4 032 € | | 1 613 € | |
| 1.6 | Mise en œuvre du plan de gestion du domaine de Viviers - infrastructures agro-écologiques et aménagements permettant la multifonctionnalité | 3M | Clapiers, Jacou, Teyran, Assas | 328 284 € | 131 314 € | | 196 970 € | | | | | | |
| 1.8 | Animation de l'archipel des fermes ressources | 3M | Métropole | 30 100 € | 21 070 € | | 9 030 € | | | | | | |
| 1.9 | Développement d'un pôle régional de compétences pour la transition agroécologique, alimentaire et environnementale | INPACT Occitanie | Métropole | 26 784 € | 18 749 € | | 8 035 € | 12 187 € | | 4 687 € | | 1 875 € | |
| 1.11 | Etablissement du programme de formation de l'AgroEcoPôle | Ville de Fabrègues | Fabrègues, Métropole, et au-delà | 26 240 € | 16 006 € | 3 000 € | 7 234 € | 10 404 € | 1 500 € | 4 002 € | 1 500 € | 1 601 € | |
| 1.1 | Recherche et acclimatation de variétés fruitières anciennes, rares ou oubliées | Le Réseau des Semeurs de Jardins | Métropole | 20 000 € | 14 000 € | | 6 000 € | 9 100 € | | 3 500 € | | 1 400 € | |
| 1.1 | Création d'une zone test et de formation maraîchage pour accompagner les porteurs de projet à l'installation (volet immatériel) | Chambre d'agriculture de l'Hérault | Lattes, Montpellier | 14 286 € | 5 000 € | 5 000 € | 4 286 € | 3 250 € | 2 500 € | 1 250 € | 2 500 € | 500 € | |
| 1.13 | Accompagnement des acteurs territoriaux sur l'urbanisme de demain | Le Réseau des Semeurs de Jardins | Métropole | 15 000 € | 9 000 € | | 6 000 € | 5 850 € | | 2 250 € | | 900 € | |
| 2.1 | Accompagnement à la structuration collective de producteurs pour développer une offre de demi-gros en circuits courts autour du MIN | Association Producteurs d'Occitanie | Métropole | 52 441 € | 18 411 € | 5 000 € | 29 030 € | 11 967 € | 2 500 € | 4 603 € | 2 500 € | 1 841 € | |
| 2.2 | Redynamisation du Carreau des Producteurs du MIN : développement d'une stratégie de sourcing | Chambre d'agriculture de l'Hérault | Métropole | 13 104 € | 4 173 € | 5 000 € | 3 931 € | 2 712 € | 2 500 € | 1 043 € | 2 500 € | 417 € | |
| 2.4 | Etude de programmation commerciale pour mailler équitablement les paysages alimentaires de points de vente de produits locaux | 3M | Métropole | 27 000 € | 18 900 € | | 8 100 € | | | | | | |
| 2.5 | Mutation de la plateforme BOCAL | 3M | Métropole, Pays de l'Or Agglomération, Communauté de Communes Grand Pic St Loup | 75 300 € | 37 650 € | | 37 650 € | | | | | | |
| 2.8 | Réhabilitation et équipement d'un atelier de transformation collectif, performant et polyvalent | Ville de Montaud | Montaud | 146 094 € | 58 437 € | | 87 656 € | 37 984 € | | 14 609 € | | 5 844 € | |
| 2.9 | Équiper et pérenniser un mode de distribution des produits alimentaires/transformés locaux | COOP MONTAUD34 | Montaud | 9 995 € | 3 998 € | | 5 996 € | 2 599 € | | 1 000 € | | 400 € | |
| 2.10 | Etude de faisabilité pour une solution interterritoriale d'abattage de volailles | INPACT Occitanie | Métropole, Pays Cœur d'Hérault, Département de l'Hérault | 14 580 € | 10 206 € | 1 458 € | 2 916 € | 6 634 € | 729 € | 2 552 € | 729 € | 1 021 € | |
| 3.1 | Structurer des approvisionnements locaux visant l'accès à une alimentation durable pour Tous | INPACT Occitanie | Métropole | 50 000 € | 25 000 € | 5 000 € | 20 000 € | 16 250 € | 2 500 € | 6 250 € | 2 500 € | 2 500 € | |
| 3.2 | Expérimentation de pratiques de glanage à destination de personnes en situation de précarité alimentaire | Association Solidarité DomTom | Métropole | 40 553 € | 14 194 € | | 26 359 € | 9 226 € | | 3 548 € | | 1 419 € | |
| 3.3 | Montage d'un Tiers-Lieu Solidaire et inclusif à Grabels | Ville de Grabels | Grabels | 23 500 € | 19 240 € | 3 500 € | 760 € | 12 506 € | 1 750 € | 4 810 € | 1 750 € | 1 924 € | |
| 3.4 | Mise en place de défis Familiales à Alimentation Positive sur la métropole | INPACT Occitanie | Métropole | 30 000 € | 21 000 € | 3 000 € | 6 000 € | 13 650 € | 1 500 € | 5 250 € | 1 500 € | 2 100 € | |
| 4.1 | Spectacle Brocoli | Ville de Montpellier / Métropole | Montpellier + Métropole | 39 750 € | 20 900 € | 2 650 € | 16 200 € | 13 585 € | 1 325 € | 5 225 € | 1 325 € | 2 090 € | |
| 4.2 | Edition et diffusion de la carte interactive avec livret pédagogique | Ville de Montpellier / Métropole | Montpellier + Métropole | 19 075 € | 11 445 € | 3 815 € | 3 815 € | 7 439 € | 1 908 € | 2 861 € | 1 908 € | 1 145 € | |
| | | | | 1 532 044 € | 728 927 € | 84 076 € | 401 750 € | 317 291 € | 240 496 € | 42 038 € | 92 498 € | 42 038 € | 36 999 € |

* Les montants seront à ajuster en fonction de l'évolution opérationnelle des actions



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 26 JUILLET 2022

Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Politique Agroécologique et Alimentaire (P2A)" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Depuis 2015, Montpellier Méditerranée Métropole conduit une politique agroécologique et alimentaire (volontariste). Le 25 janvier 2022, le Conseil de Métropole a adopté par délibération la révision de la Politique Agroécologique et Alimentaire (P2A), et ainsi défini un nouvel élan pour développer la résilience agricole et la souveraineté alimentaire du territoire de la Métropole.

La P2A vise cinq finalités transversales :

- Proposer une alimentation saine et locale au plus grand nombre et assurer la continuité des approvisionnements ;
- Soutenir localement l'emploi et les revenus agricoles et agroalimentaires ;
- Préserver les ressources naturelles (biodiversité, quantité et qualité des eaux, des sols et de l'air) et le patrimoine paysager ;
- Limiter les émissions de gaz à effet de serre, s'adapter aux évolutions climatiques ;
- Contribuer à la cohésion sociale, au sein de la ville, et entre l'urbain et le rural.

Elle se décline en 5 orientations opérationnelles :

- Façonner un territoire agroécologique ;
- Structurer un approvisionnement durable et résilient ;
- Permettre à tous d'accéder à une alimentation de qualité et choisie ;
- Diffuser les savoirs et promouvoir l'innovation ;
- Construire une gouvernance territoriale agroécologique et alimentaire.

Pour relever ces défis « *de la fourche à la fourchette* », Montpellier Méditerranée Métropole souhaite soutenir la vitalité des acteurs territoriaux. En effet, le dynamisme des acteurs est un moteur essentiel du développement économique, écologique et social et de la transition du système alimentaire territorial. Chaque année, la Métropole soutient ainsi l'action de nombreuses structures qui participent au développement d'un système alimentaire durable :

- Des partenariats structurants ont été construits depuis plusieurs années avec la communauté scientifique de renommée internationale sur ces thématiques, les organisations professionnelles et les têtes de réseaux. Ils continuent à se déployer sur le moyen terme sont généralement reconduits d'une année sur l'autre, parfois avec un cadrage triennal. La Métropole soutient ces acteurs dont l'action vient en appui à la mise en œuvre de la P2A. La convention de partenariat matérialise des objectifs de moyen terme définis en commun ainsi qu'une déclinaison opérationnelle annuelle ;
- Le soutien à des projets opérationnels structurants pour le territoire, qui contribuent à la mise en œuvre des orientations de la P2A, portés par des acteurs inscrits dans un cadre d'échange régulier ou occasionnel ;

- La mobilisation citoyenne autour de l'agroécologie et du développement durable, avec, dès que c'est possible, une harmonisation du calendrier évènementiel avec les 4 saisons de l'agroécologie et de l'alimentation durable.

Pour aider ces partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets en 2022, il y a lieu de leur allouer des subventions suivant le tableau ci-dessous :

| 1) Soutien aux partenariats structurants pour l'agroécologie et l'alimentation durable | | | | | |
|--|--|-------------------------|-----------------|--|------------------|
| Code Asso | Nom de la Structure | N° de dossier | Type de demande | Objet de la structure / Projet | Montant attribué |
| 6894 | CIRAD Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement | Metro Dev-001055 | projet | Appui à la mise en œuvre de la P2A. Le CIRAD, l'INRAE et l'Institut Agro se sont engagés dans le cadre d'une convention cadre à mutualiser leurs moyens (expertise, animation, communication, budget, ...) au service de la P2A, autour de 3 axes : 1) approvisionner et nourrir la ville plus durablement, 2) soutenir l'innovation et renforcer l'attractivité du territoire, 3) construire une gouvernance alimentaire active et collaborative. | 5 000 € |
| 765 | INRAE Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement | Metro Dev-001156 | projet | Appui à la mise en œuvre de la P2A. Le CIRAD, l'INRAE et l'Institut Agro se sont engagés dans le cadre d'une convention cadre à mutualiser leurs moyens (expertise, animation, communication, budget, ...) au service de la P2A, autour de 3 axes : 1) approvisionner et nourrir la ville plus durablement, 2) soutenir l'innovation et renforcer l'attractivité du territoire, 3) construire une gouvernance alimentaire active et collaborative. | 5 000 € |
| 1903 | INSTITUT AGRO MONTPELLIER | Metro Dev-001049 | projet | Appui à la mise en œuvre de la P2A. Le CIRAD, l'INRAE et l'Institut Agro se sont engagés dans le cadre d'une convention cadre à mutualiser leurs moyens (expertise, animation, communication, budget, ...) au service de la P2A, autour de 3 axes : 1) approvisionner et nourrir la ville plus durablement, 2) soutenir l'innovation et renforcer l'attractivité du territoire, 3) construire une gouvernance alimentaire active et collaborative. | 5 000 € |
| 6983 | INPACT Occitanie | Metro Dev-001052 | projet | Appui à la mise en œuvre de la P2A en 2022 avec comme axes prioritaires : - installation-foncier agricole. Accompagnement de la dynamique d'émergence de projets agricoles et alimentaires communaux. - Sensibilisation agroécologie, - approvisionnement en alimentation locale et durable de la Métropole | 27 000 € |
| 1929 | AGROPOLIS INTERNATIONAL | Metro Dev-001110 | fonctionnement | Favoriser les activités du Pôle scientifique constitué par ses membres en mettant en œuvre toutes actions collectives contribuant à accroître la visibilité et l'attractivité de ce pôle. | 75 000 € |
| 7774 | CAVE ET PARTAGE | Metro Dev-001076 | fonctionnement | Préincubés par Alterincub, Cave et Partage souhaite promouvoir un nouveau modèle de production de vin par la création, l'animation et | 1 500 € |

| | | | | | |
|--|--|--|--|---|--|
| | | | | la gestion d'un espace de vinification partagé. | |
|--|--|--|--|---|--|

2) Subventions de projets opérationnels

| Code Asso | Nom de la Structure | N° de dossier | Type de demande | Projet | Montant attribué |
|-----------|---|----------------------------------|-----------------|---|------------------|
| 1942 | BANQUE ALIMEN- TAIRE | Metro Dev- 001159 | projet | Bocaux solidaires Afin d'améliorer la qualité des produits de l'aide alimentaire, expérimentation de transformation de fruits et légumes produits localement en conserves artisanales, par des opérateurs localisés sur le MIN. Ces bocaux sont distribués via les associations d'aide alimentaire et les Epiceries Sociales et Solidaires. | 8 000 € |
| 6510 | FEDERATION REGIONALE DES CIVAM | Metro Dev- 001161 | projet | Contribution à la Caisse Alimentaire Commune, dans le cadre de l'expérimentation du collectif TerritoireS à Vivres La caisse alimentaire commune est un budget collectif, issu de fonds publics et privés et de contributions citoyennes. Elle est gérée de manière démocratique par un comité citoyen de l'alimentation. Elle vise à favoriser et soutenir l'accès des habitants à des produits sains, produits dans des conditions qui permettent aux agriculteurs de vivre de leur production. | 30 000 €* |

* dont 15 000 € octroyés par l'Etat au titre du Plan Pauvreté

3) Subventions de projets évènementiels et de mobilisation citoyenne

| Code Asso | Nom de la Structure | N° de dossier | Type de demande | Projet | Montant attribué |
|-----------|--|-------------------------|-----------------|---|------------------|
| 7858 | CARI | Metro Dev- 001153 | Projet | Organisation de la 5ème édition du sommet international Désertif'action ONG, scientifiques, collectivités locales, institutions internationales, acteurs du secteurs privés et publics... tous et toutes se donnent rendez-vous à Montpellier du 5 au 8 octobre 2022 pour débattre et partager leur position concernant le domaine de la dégradation des terres à travers les prismes de la désertification, de la protection de la biodiversité, de l'adaptation aux changements climatiques et de leurs conséquences au nord comme au sud. 300 participants du monde entier sont prévus | 10 000 € |
| 5314 | Comité Hérault - CUBA COOPERA- TION | Metro Dev 001152 | Projet | Colloque "l'agriculture urbaine, suburbaine et familiale: l'expérience cubaine". Il s'agit de présenter à Montpellier et sa métropole l'expérience cubaine de l'agriculture urbaine, suburbaine et familiale par l'organisation de la venue d'une délégation cubaine composée de personnes de très haut niveau. Seront organisées des réunions-débats pour différents types de publics (scientifiques, | 3 500 € |

| | | | | | |
|------|-------------------------------------|-------------------|--------|--|---------|
| | | | | associatifs, institutionnels, grand public), ainsi que des échanges sur le terrain intégrés à la programmation des 4 saisons de l'agroécologie et de l'alimentation durable - automne | |
| 4763 | MONTPEL-LIER CUBA SOLIDARITE | Metro Dev 001151 | Projet | Colloque "l'agriculture urbaine, suburbaine et familiale: l'expérience cubaine". Il s'agit de présenter à Montpellier et sa métropole l'expérience cubaine de l'agriculture urbaine, suburbaine et familiale par l'organisation de la venue d'une délégation cubaine composée de personnes de très haut niveau. Seront organisées des réunions-débats pour différents types de publics (scientifiques, associatifs, institutionnels, grand public), ainsi que des échanges sur le terrain intégrés à la programmation des 4 saisons de l'agroécologie et de l'alimentation durable - automne | 3 500 € |
| 4664 | MARCHES PAYSANS | Metro Dev- 001158 | Projet | Activités pédagogiques Financement des partenaires de l'association pour la mise en place d'activités pédagogiques sur l'agroécologie et l'alimentation durable auprès du grand public | 3 000 € |

Soit un total de 176 500 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions d'attribution avec les bénéficiaires ;
- D'approuver les termes des conventions ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions, ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 26 JUILLET 2022**

Environnement - Convention pour l'accueil de groupes à l'Ecolothèque entre Montpellier Méditerranée Métropole et les Centres médicaux spécialisés et les crèches sur le territoire de la Métropole - Renouvellement - Autorisation de signature

Depuis sa création, l'Écolothèque accueille des groupes d'adultes ou d'enfants en situation de handicap et des enfants de crèches dans le cadre d'une convention renouvelable tous les ans. Ces usagers, dans le cadre de leur projet pédagogique, sont ainsi autorisés à fréquenter le domaine agricole de 4 hectares (animaux de la ferme, jardins, serre), la médiathèque et de bénéficier sur demande de la mise à disposition d'une parcelle et d'outils pour la pratique agricole. Leurs encadrants sont invités deux fois par an à des ateliers de formation sur les activités dans l'Écolothèque, animées par l'Écolothèque. Les projets pédagogiques des groupes sont divers : découvrir la ferme et la nature, augmenter les facultés de concentration et d'attention, gérer les émotions et l'impulsivité, favoriser l'estime de soi et le sens des responsabilités, renforcer les apprentissages, respecter les consignes, éveiller les sens...

En 2021, l'Écolothèque a accueilli régulièrement 20 crèches et 17 centres médicaux spécialisés soit 7 407 visites pédagogiques. Le nombre de visites en 2021 a été impacté par la pandémie de Covid-19.

La convention annuelle engage principalement :

- L'Écolothèque : à accueillir les groupes dont la taille est limitée et sur un calendrier défini hors vacances scolaires et mercredis avec les conditions de sécurité réglementaires ;
- L'établissement bénéficiaire : à proposer un projet pédagogique adapté, à assurer l'accompagnement pédagogique et la surveillance des personnes dont il garde l'entière responsabilité et à régler une participation annuelle inscrite dans la délibération des tarifs de l'Écolothèque pour un montant de 180 € en 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention entre les centres médicaux spécialisés, les crèches et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention annuelle ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 26 JUILLET 2022

Hors commission - Parc multi-glisse Gérard Bruyère - Procédure de délégation de service public - Déclaration sans suite et relance de la procédure - Approbation

Classée parmi les métropoles les plus sportives de France, Montpellier Méditerranée Métropole soutient les clubs sportifs de haut niveau et veille à développer la pratique sportive à travers la réalisation d'un véritable réseau d'équipements sportifs structurants qui maille l'ensemble de son territoire.

Par ses délibérations en date du 30 septembre 2015 et du 24 février 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé à la majorité qualifiée des membres du Conseil, que le Parc multi-glisse Gérard-Bruyère est d'intérêt métropolitain et qu'à ce titre, il intègre la liste des équipements d'intérêt métropolitain transférés à Montpellier Méditerranée Métropole au titre des compétences entrant dans le domaine des équipements sportifs tel que défini par les délibérations n°4846 du 18 septembre 2002 et n°4848 du 22 octobre 2002 modifiée.

Lors de la séance du 20 décembre 2019, le Conseil de Métropole a acté l'effectivité du transfert en pleine propriété du Parc Gérard-Bruyère au sein des équipements de la Métropole, conformément aux articles L. 1321-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

Le Parc multi-glisse Gérard-Bruyère situé à l'entrée de la Commune de Baillargues entre la RN 113 et la RD 26 E est un équipement hybride qui a deux fonctions. Il s'agit d'un ouvrage hydraulique pour gérer les crues (entonnement amont des crues du ruisseau Las Fonds, restitution des débits écrêtés par les bassins à l'aval du projet) et d'un parc naturel urbain essentiellement constitué d'un plan d'eau permettant la pratique du téléski nautique et du wakeboard.

Le projet de Parc multi-glisse Gérard-Bruyère s'étendra sur une superficie de 12 ha à l'Ouest de la Ville de Baillargues et permettra de lier les activités de détente et de promenade propres à un parc naturel classique aux activités de sports de glisse comme le roller et le wakeboard, activité sportive très prisée et en fort développement en France et en Europe.

Le Comité Technique, le 18 mars 2021, et la Commission Consultative des Services Publics Locaux le 19 mars 2021, se sont prononcés favorablement sur le choix du recours à une délégation de service public (DSP) pour gérer le Parc Gérard Bruyère.

Par une délibération n°M2021-181, en date du 29 mars 2021, le Conseil de Métropole a voté à la majorité des voix exprimées en faveur de ce choix d'une gestion déléguée.

Dans ce cadre, la Métropole a lancé une procédure de délégation de service public selon les dispositions du Code de la commande publique (CCP) et du CGCT. La date limite de remise des plis était fixée au 16 septembre 2021 à 12h. Un seul candidat a remis une offre.

Lors d'une réunion en date du 14 octobre 2021, la Commission de Délégation de Service Public a procédé à l'analyse des candidatures et a considéré que, sur la base des critères de sélection des candidatures énoncés dans l'avis d'appel public à la concurrence, le candidat disposait des capacités techniques et professionnelles pour que son offre soit analysée. La société candidate a cependant présenté une offre irrégulière car ne répondant pas aux exigences minimales du dossier de consultation.

Après une phase de négociation avec le candidat, ce dernier a souhaité maintenir son offre initiale.

Tenant à l'absence d'offre régulière, Montpellier Méditerranée Métropole doit déclarer sans suite la procédure lancée par la délibération n°M2021-181 et relancer une nouvelle consultation dont le cahier des charges sera modifié.

Le rapport annexé à la présente délibération rappelle le projet et les objectifs de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi que les différents modes de gestion. Ce rapport précise les principales caractéristiques du futur contrat dans le cadre d'une relance de la procédure de délégation de service public.

Le Comité Technique qui s'est réuni en séance le 12 juillet 2022 et la Commission Consultative des Services Publics Locaux lors de sa séance du 18 juillet 2022, ont rendu un avis favorable sur la relance d'une procédure dans le cadre d'une délégation de service public.

Conformément à l'article L. 1411-4 du CGCT, il est proposé au Conseil de Métropole de se prononcer sur le principe du recours à une délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du Parc multi-glisse Gérard Bruyère.

Les principaux éléments de ce rapport sont rappelés ci-après.

A. Rappel des objectifs de la Métropole

Les objectifs sont les suivants :

- Créer un espace naturel public de détente et de loisirs ;
- Contribuer au développement de la pratique d'un sport de glisse en plein essor, le wakeboard ;
- Développer les synergies et les dynamiques avec les autres sports de glisse pratiqués sur notre territoire, comme le kitesurf, le skateboard ou encore la trottinette ;
- Favoriser et développer la pratique des sports de glisse émergents auprès des publics scolaires et des associations sportives du territoire ;
- Développer l'attractivité touristique de la Métropole ;
- Contribuer au développement territorial local à l'échelle métropolitaine, régionale et nationale.

B. Présentation des différents modes de gestion

Deux modes d'organisation s'offrent à la Métropole pour l'exploitation du Parc :

- La « *gestion publique* », c'est-à-dire par la collectivité directement (régie dotée de la seule autonomie financière) ou encore au travers d'un établissement public (régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière – établissement public). On peut rattacher à cette gestion publique, un (ou plusieurs) marché public pour réaliser tout ou partie des missions (surveillance, entretien, travaux...). Dans ce cadre les investissements sont portés et réalisés par Montpellier Méditerranée Métropole.

ou

- La « *gestion déléguée* », où l'exploitation du service est confiée à un tiers : cette gestion prend principalement la forme d'une concession de service public ou délégation de service public pour les collectivités territoriales (L. 1411-1 du CGCT et L. 1121-3 du CCP). Dans ce cadre une partie des investissements est portée et réalisée par le délégataire.

Chacun des deux scénarios a fait l'objet d'une analyse basée sur les 5 critères, le contrôle du service, la qualité du service, la gestion du personnel, les risques et le portage financier des investissements. L'analyse comparative des deux scénarios, développée dans le rapport annexé à la présente délibération, permet de conclure que le scénario 2, gestion déléguée, est plus adapté aux objectifs de Montpellier Méditerranée Métropole pour ce projet d'exploitation en particulier.

Le recours à la gestion déléguée présente les avantages suivants :

- Transfert du risque d'exploitation sur le futur titulaire ; il s'agit du risque lié au financement mais surtout lié à l'exploitation :
 - o Une activité nouvelle sur le territoire dont la rentabilité est à ce jour estimative ;
 - o Le risque lié à la gestion de personnel ayant des contrats courts du fait de l'activité saisonnière ;
 - o Le risque lié à des activités accessoires non maîtrisées habituellement par le service public (restauration, boutique, location de matériels...) ;
 - o Maîtrise du coût d'exploitation ;
- Faire appel aux compétences et à l'expérience des opérateurs privés pour exploiter une activité de télési nautique.

En conclusion, il est proposé de recourir à une délégation de service public pour l'exploitation du Parc multiglisse Gérard-Bruyère.

C. Caractéristiques du futur contrat

1. Objet du contrat

Le contrat aura pour objet l'exploitation et la gestion des activités sportives et des activités accessoires du Parc Gérard-Bruyère. Outre les investissements à réaliser, la Métropole souhaite confier au délégataire la gestion et l'exploitation du parc conformément au périmètre géographique déterminé par le contrat.

2. Durée du contrat

La durée du contrat sera de 20 ou 25 ans en fonction des investissements demandés au délégataire qui sont à amortir, conformément à l'article L. 3114-7 du CCP. Le contrat prendra effet à compter de la notification du contrat de délégation.

3. Nature des principales missions confiées au délégataire et obligations de service public

Principales missions :

Le délégataire assurera la gestion du service public au travers, notamment, des missions suivantes :

- Le financement et la réalisation des investissements qui lui sont confiés ;
- L'exploitation, la gestion, la maintenance et le renouvellement des téléskis nautiques ;
- L'accueil du public et l'organisation des activités sportives et ludiques ;
- La surveillance et la sécurité relatives aux ouvrages et équipements mis à sa disposition ;
- L'exploitation, la gestion, la maintenance et le renouvellement des biens en lien avec les activités accessoires (restauration, boutiques, autres activités de loisirs nautiques...) ;
- Les travaux d'entretien et de réparation des équipements mis à sa disposition ;
- Les travaux de renouvellement des équipements mis à disposition ;
- L'entretien et le nettoyage des espaces verts des talus du bassin principal, de l'île et du parvis, de la zone d'entrée du parc, des espaces situés autour du restaurant ;
- La gestion, l'entretien, la maintenance et le nettoyage du parking de stationnement ;
- La remise à niveau de l'eau des bassins (principal et secondaire) ;
- La réalisation des analyses réglementaires de qualité de l'eau type ARS ;
- L'entretien et le nettoyage du bassin principal ;
- L'entretien, le nettoyage et le renouvellement des pontons ;
- L'entretien et la maintenance de la membrane et des empierrements du bassin principal ;
- L'éclairage intégral du parc et des équipements (consommation et renouvellement) ;
- L'entretien, maintenance et le renouvellement des portails d'accès aux sites ;
- L'entretien, la maintenance et le renouvellement des pistes du parc ;
- L'accueil et l'organisation des compétitions et des événements sportifs ;
- Le recrutement, la formation et l'encadrement de son personnel
- L'organisation de la sécurité des personnes en réalisant tous les contrôles prévus par la réglementation ;
- Le développement commercial et la visibilité de l'équipement.

Obligations de service public :

Le délégataire devra notamment :

- Assurer le fonctionnement des téléskis nautiques sur une grande période de l'année (maximum 3 mois de fermeture annuelle de l'activité) ;
- Réserver trois jours d'utilisation totale de l'équipement à destination de Montpellier Méditerranée Métropole (sans mise à disposition des téléski nautiques) ;
- Assurer une tarification spécifique pour l'accueil de manifestations fédérales et les compétitions nationales ainsi que pour l'accueil d'associations, de centres de loisirs et des scolaires ;
- Proposer des activités non polluantes sur le site.

Investissements :

La délégation permet de demander la réalisation de certains investissements par le délégataire, si ces derniers sont étroitement liés au projet d'exploitation. Ces investissements, biens de retour, seront remis à la Métropole à la fin normale du contrat.

Les investissements attendus sont *a minima* les suivants :

- Un téléski nautique « *full size* » de 6 accrocheurs minimum ;
- Un téléski bi-poulies ;
- Un bâtiment d'accueil et d'exploitation de 200 m² minimum.

Les candidats pourront librement proposer des investissements complémentaires qui permettraient d'améliorer la rentabilité de l'exploitation.

Entretien, renouvellement et GER (Gros Entretien et de Renouvellement) :

La Métropole mettra à la disposition du délégataire l'ensemble des biens, ouvrages et équipements affectés au service qui lui feront retour, gratuitement et en bon état d'entretien et de fonctionnement, au terme du contrat.

Le délégataire procédera au renouvellement des biens et équipements et sera responsable du nettoyage, de l'entretien courant et de la maintenance courante des biens et installations dont il a la charge.

L'entretien, la maintenance et le renouvellement des ouvrages techniques liés à la fonction hydraulique d'écrêtement des crues et de traitement d'eau ainsi que les charges afférentes restent à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

4. Conditions financières

Le délégataire sera rémunéré par les usagers du service.

La grille tarifaire s'accordera avec la politique sportive de Montpellier Méditerranée Métropole. Cette grille sera votée par l'assemblée délibérante lors du choix du délégataire.

La convention prévoira les modalités d'un intéressement de la Métropole aux résultats de l'exploitation du service délégué.

La Métropole pourra également verser une participation forfaitaire liée aux investissements réalisés par le délégataire.

Cette subvention sera forfaitaire, versée à la réception des investissements à réaliser par le délégataire, et ne pourra pas représenter plus de 30 % du montant des investissements de premier établissement réalisés par le délégataire avec un plafond fixé à 1 200 000 € net de toutes taxes.

5. Rôle de la Métropole en tant qu'autorité organisatrice

La Métropole dispose d'un droit d'accès permanent au Parc et aux installations afin de permettre les interventions qui relèveront de son périmètre d'intervention, notamment pour ce qui concerne la gestion des installations de traitement d'eau et pour la surveillance des ouvrages hydrauliques de lutte contre les inondations.

Montpellier Méditerranée Métropole dispose d'un droit d'information et de contrôle permanent du service délégué.

Le délégataire produira chaque année un rapport comportant, notamment, les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation et une analyse de la qualité du service.

Des rapports trimestriels et annuels seront également demandés et présentés par le délégataire aux représentants de la Métropole.

6. Conditions principales d'exécution du service et fin du contrat

Le délégataire assurera l'exploitation du service à ses risques et périls.

En fin de convention les biens de retour seront remis au délégant en parfait état de fonctionnement.

Les cas de fin de contrat sont prévus au programme de la consultation, dont la résiliation pour motif d'intérêt général, à l'initiative de la Métropole. Des clauses sur les effets de l'expiration du contrat et la continuité du service public seront également prévues.

7. Principales modalités de consultation

La procédure de publicité et de mise en concurrence sera organisée dans le cadre des dispositions du CGCT et notamment de ses articles L. 1411-1 et suivants et R. 1411-1 et suivants, ainsi que des dispositions du CCP.

Il est proposé de recourir à une procédure ouverte dans laquelle les candidats seront invités à remettre simultanément leur dossier de candidature et d'offre. Les candidatures et les offres seront appréciées selon les critères définis au dossier de consultation des entreprises.

Une prime sera versée à chaque candidat ayant remis une prestation conforme au règlement de consultation d'un montant de 30 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De déclarer sans suite la première procédure de délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du Parc multiglisser Gérard Bruyère ;
- De réaffirmer le principe d'une délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du Parc multiglisser Gérard Bruyère ;
- D'approuver le contenu des caractéristiques des prestations que devra assurer le délégataire dans le cadre de la relance de la procédure, telles que définies dans le rapport de présentation annexé, étant entendu qu'il appartiendra ultérieurement à Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant d'en négocier les conditions précises conformément aux dispositions des articles L. 1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;
- De dire que le montant de la prime versée à chaque candidat ayant remis une prestation conforme au règlement de consultation sera de 30 000 €,
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la procédure de publicité requise
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**RAPPORT SUR LE CHOIX DU MODE DE GESTION ET LE
PRINCIPE DU RECOURS A UNE DELEGATION DE SERVICE
PUBLIC POUR LA GESTION ET L'EXPLOITATION DU PARC
GERARD BRUYERE**

Montpellier Méditerranée Métropole

Pôle Sports

Juillet 2022

SOMMAIRE

| | | |
|-------|--|----|
| 1. | Préambule | 3 |
| 2. | Présentation du projet de parc urbain multi-glisse..... | 4 |
| 3. | Présentation des différents modes de gestion | 5 |
| 3.1/ | Le principe général de la gestion en régie | 6 |
| 3.2/ | La gestion déléguée | 6 |
| 3.3/ | Les différentes formes de délégation de service public | 9 |
| 4. | Présentation des objectifs de la métropole de Montpellier et des scénarios étudiés | 11 |
| 4.1/ | Les objectifs de la métropole..... | 11 |
| 4.2/ | Définition des scénarii retenus pour l'analyse..... | 11 |
| 5. | Analyse comparative des différents modes de gestion | 12 |
| | Méthodologie | 12 |
| 5.1/ | Contrôle du service - transparence..... | 12 |
| 5.2/ | Qualité du service & savoir-faire | 13 |
| 5.3/ | Gestion du personnel..... | 14 |
| 5.4/ | Risques | 15 |
| 5.5/ | Investissements et leurs financements | 16 |
| 5.6/ | Synthèse..... | 17 |
| 6. | Caractéristiques du futur contrat..... | 18 |
| 6.1/ | Objet du contrat..... | 18 |
| 6.2/ | Durée du contrat..... | 18 |
| 6.3/ | Nature des principales missions confiées au délégataire et obligations de service public | 18 |
| a/ | Missions | 18 |
| b/ | Obligations de service public | 19 |
| c/ | Investissements..... | 19 |
| d/ | Entretien, renouvellement et GER..... | 20 |
| 6.4/ | Conditions financières | 21 |
| 6.5/ | Rôle de la métropole en tant qu'autorité organisatrice | 21 |
| 6.6/ | Conditions principales d'exécution du service | 22 |
| 6.7 / | Fin du contrat..... | 22 |
| 6.8/ | Principales modalités de consultation | 22 |

1. Préambule

Le parc Gérard Bruyère situé à l'entrée de la commune de Baillargues entre la RN 113 et la RD 26 E est un équipement hybride qui a deux fonctions :

- un ouvrage hydraulique pour gérer les crues (entonnement amont des crues du ruisseau Las Fonds, restitution des débits écrêtés par les bassins à l'aval du projet)
- un parc naturel urbain essentiellement constitué d'un plan d'eau permettant la pratique du téléski nautique et du wakeboard.

Projet initié par la commune de Baillargues, l'équipement a été reconnu d'intérêt communautaire par délibérations du 30 septembre 2015 et du 24 février 2016.

L'opération a fait l'objet d'un vote d'une autorisation de programme de 14 millions d'euros TTC (valeur 2016) par délibération n°13702 du 18 avril 2016.

A l'issue de la notification du marché de travaux relatif au terrassement et à l'étanchéité des bassins (lot n°1) et de la délibération de la Métropole du 20 décembre 2019, le transfert à Montpellier Méditerranée Métropole de l'équipement est intervenu en pleine propriété, conformément aux articles L 1321-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales

Le Conseil de Métropole doit se prononcer sur le choix du mode de gestion du service public du parc Gérard Bruyère à la lumière de l'avis rendu par le comité technique et la commission consultative des services publics locaux.

L'article L. 1411-4 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) prévoit en effet que les assemblées délibérantes se prononcent sur le principe de toute délégation de service public local au vu d'un rapport présentant le document contenant les caractéristiques des prestations dont il est question, après avoir recueilli l'avis de la commission consultative des services publics locaux prévue à l'article L. 1413-1 du CGCT.

Le Comité technique prévu par l'article 33 de la loi n°84-5 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires de la fonction publique territoriale doit également être consulté dès qu'un projet de délégation de service public touche à l'organisation et aux conditions générales de fonctionnement des administrations.

Le Comité Technique, le 18 mars 2021, et la Commission Consultative des Services Publics Locaux le 19 mars 2021, se sont prononcés favorablement sur le choix du recours à une délégation de service public pour gérer le Parc Gérard Bruyère, équipement métropolitain situé sur la commune de Baillargues.

Par une délibération n°M2021-181, en date du 29 mars 2021, le Conseil de Métropole a voté à la majorité des voix exprimées en faveur de ce choix d'une gestion déléguée.

Dans ce cadre la Métropole a lancé une procédure de délégation de service public selon les dispositions du Code de la Commande Publique et du Code Général des Collectivités territoriales.

La date limite de remise des plus était fixée au 16 septembre 2021 à 12h.

Un seul candidat a remis une offre.

Lors d'une réunion en date du 14 octobre 2021, la Commission de Délégation de Service Public a procédé à l'analyse des candidatures et a considéré que, sur la base des critères de sélection des candidatures énoncés dans l'avis d'appel public à la concurrence, le candidat disposait des capacités

techniques et professionnelles pour que son offre soit analysée. La société candidate a cependant présenté une offre irrégulière car ne répondant pas aux exigences minimales du dossier de consultation.

Après une phase de négociation avec le candidat, ce dernier a souhaité maintenir son offre initiale.

Tenant à l'absence d'offre régulière, Montpellier Métropole doit déclarer sans suite la procédure lancée par la délibération n°M2021-181 et relancer une nouvelle consultation dont le cahier des charges sera modifié.

Ce présent rapport présente, dans un premier temps, le projet, puis les objectifs de la métropole de Montpellier, les différents modes de gestion envisageables et une analyse comparative et circonstanciée.

Dans un second temps, ce rapport présente les principales caractéristiques du futur contrat de délégation de service public envisagé par Montpellier Méditerranée Métropole.

2. Présentation du projet de parc urbain multi-glisse

Le projet consiste en l'aménagement d'un plan d'eau artificiel et permanent autour duquel s'organiseront des espaces de loisirs et espaces verts, l'ensemble constituant le « parc multi-glisse Gérard Bruyère » permettant ainsi de lier les activités de détente et de promenade propres à un parc public classique à des activités liées à une installation de téléski nautique (wakeboard, kneeboard...)

Son attractivité, en direction à la fois des sportifs de haut niveau, des clubs et associations, du grand public et du public scolaire, devrait permettre d'améliorer le rayonnement économique et touristique de la Métropole, au niveau régional et national, et participer à la diversité et au maillage des équipements sportifs du territoire.

Le parc multi-glisse Gérard Bruyère représente une surface de 12 ha.

Il est centré autour d'un plan d'eau permanent (20,90 m NGF) d'environ 6,5 hectares, approvisionné en eau brute comportant un bassin principal étanché par une géomembrane pour protéger la nappe phréatique et aménagé pour la pratique du téléski nautique (hauteur d'eau moyenne de 2,25 m) et un bassin secondaire aménagé pour des activités accessoires compatibles.

Un merlon de séparation au milieu du plan d'eau permet notamment le fonctionnement indépendant entre les deux bassins.

Le bassin principal comprend une île pour permettre la mise en place des départs des téléskis nautiques.

Le bassin secondaire est composé d'une avancée au droit du merlon de séparation et est aménagé avec des frayères.



Dans le cadre de l'étude des modalités d'exploitation de cet équipement un *sourcing* ouvert très largement a été réalisé par la métropole de Montpellier afin de recueillir des éléments d'information sur l'opportunité de confier à un opérateur économique la gestion, l'exploitation et une partie des investissements.

Il en ressort que le projet est très bien accueilli par les opérateurs économiques et que ces derniers préfèrent porter la réalisation des investissements relatifs aux téléskis nautiques et au bâtiment d'accueil et d'exploitation afin qu'ils soient le mieux adaptés à leurs modalités de gestion et au projet d'exploitation qu'ils souhaitent mettre en œuvre.

3. Présentation des différents modes de gestion

Deux modes d'organisation s'offrent classiquement à une collectivité publique pour gérer un service public et, notamment, un service public industriel et commercial :

- **La "gestion publique"** c'est-à-dire par la collectivité directement (régie dotée de la seule autonomie financière) ou encore au travers d'un établissement public (régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière – établissement public) ; on peut rattacher à cette gestion publique, un (ou plusieurs) marché(s) public(s) pour réaliser tout ou partie des missions (surveillance, entretien, travaux...) ;
- **La "gestion déléguée"**, où l'exploitation du service est confiée à un tiers : cette gestion prend principalement la forme d'une concession de service public ou délégation de service public pour les collectivités territoriales aussi nous utiliserons ce terme dans le présent rapport (L. 1411-1 CGCT et L. 1121-3 CCP).

D'un point de vue purement juridique, on notera donc que si le service n'est pas délégué (à travers un contrat de délégation de service public), il est considéré comme étant exploité « en régie » (même si toute l'exploitation est confiée à une entreprise privée à travers un marché public de prestation de service).

3.1/ Le principe général de la gestion en régie

Lorsqu'une Collectivité gère en régie un service public, elle est totalement responsable du service, et en particulier :

- Elle assure les investissements de premier établissement ;
- Elle est responsable de l'organisation et du fonctionnement du service ;
- Elle est directement responsable du niveau du tarif qui est fixé par l'assemblée délibérante.

Cependant, le degré d'implication et donc de responsabilité de la Collectivité dépend du type de régie mis en place.

Les dispositions du CGCT imposent que la régie soit dotée de l'autonomie financière ou de l'autonomie financière et de la personnalité morale pour l'exploitation directe d'un service public industriel et commercial (Article L. 1412-1).

Cette obligation n'est que facultative s'agissant de la gestion d'un service public administratif (Article L. 1412-2) ; dans ce dernier cas, la collectivité peut recourir à une gestion du service public avec une régie directe.

Pour les services publics industriels et commerciaux, la création d'une régie, sous l'une des deux formes possibles, entraîne une certaine autonomie par rapport à la collectivité (personnel de droit privé, budget séparé, rémunération par les usagers du service uniquement).

Ces deux modèles se distinguent par le degré d'autonomie vis-à-vis de la Collectivité.

Par ailleurs, il convient de rappeler qu'en application des articles L. 2224-1 et L. 2224-2 du CGCT, les services publics industriels et commerciaux (SPIC), quel que soit leur mode de gestion, sont soumis au principe de l'équilibre financier au moyen de la seule redevance perçue auprès des usagers.

L'article L. 2224-1 du CGCT dispose en effet que les budgets des services publics à caractère industriel ou commercial exploités en régie, affermés ou concédés par les communes doivent être équilibrés en recettes et en dépenses.

La gestion en régie ne signifie pas que toutes les missions de la régie sont réalisées directement par ses propres agents : elle peut passer des marchés avec des entreprises privées pour réaliser tout ou partie de ses missions.

3.2/ La gestion déléguée

Il convient au préalable de préciser la distinction fondamentale entre les deux formes de contrat qui permettent de faire appel à un exploitant privé :

- Le **marché public** qui externalise tout ou partie du service mais qui s'exerce dans le cadre d'une régie ;
- La **délégation de service public**.

Les deux contrats sont régis par des dispositions distinctes du code de la commande publique.

Lorsque l'on externalise toute la gestion du service, il existe une distinction fondamentale entre un marché public et une délégation de service public.

Suivant l'article du L. 1111-1 du code de la commande publique, « *Un marché est un contrat conclu par un ou plusieurs acheteurs soumis au présent code avec un ou plusieurs opérateurs économiques, pour répondre à leurs besoins en matière de travaux, de fournitures ou de services, en contrepartie d'un prix ou de tout équivalent.* ».

L'article L. 1121-1 du code de la commande publique dispose que le contrat de délégation de service public « *est un contrat par lequel une ou plusieurs autorités concédantes soumises au présent code confient l'exécution de travaux ou la gestion d'un service à un ou plusieurs opérateurs économiques, à qui est transféré un risque lié à l'exploitation de l'ouvrage ou du service, en contrepartie soit du droit d'exploiter l'ouvrage ou le service qui fait l'objet du contrat, soit de ce droit assorti d'un prix.*

La part de risque transférée au concessionnaire implique une réelle exposition aux aléas du marché, de sorte que toute perte potentielle supportée par le concessionnaire ne doit pas être purement théorique ou négligeable. Le concessionnaire assume le risque d'exploitation lorsque, dans des conditions d'exploitation normales, il n'est pas assuré d'amortir les investissements ou les coûts, liés à l'exploitation de l'ouvrage ou du service, qu'il a supportés ».

L'origine des recettes (rémunération directe auprès de l'utilisateur – voir schéma ci-dessous) n'est plus un critère qui permet de différencier les délégations de service public des marchés publics (CE, 7 novembre 2008, Département de la Vendée), la nature ou les modalités de calcul de la rémunération (même payée par l'administration) constituant la clef de distinction.

Il est nécessaire que le délégataire supporte un réel aléa de marché et non un risque simplement hypothétique. Son existence est appréciée *in concreto* (CE, 24 mai 2017, n°407213).

La seule existence d'une partie des recettes collectée auprès des usagers et/ou auprès d'un tiers mais déterminée en fonction du nombre d'utilisateurs ne suffit pas à établir l'existence d'un risque d'exploitation lorsque :

- Il n'existe pas de variation de fréquentation ;
- Il n'existe pas de risque substantiel d'impayés ;
- Il n'existe pas une variation substantielle entre prestation payée et prestation engagée.

Le critère pour la qualification en délégation de service public porte donc principalement sur le risque d'exploitation ou « risque industriel » (maîtrise des charges prévisionnelles) qui est toujours supporté par l'entreprise (son métier consiste notamment à évaluer les coûts).

On peut aussi relever les différences suivantes entre marché public et délégation de service public :

1. La logique de la délégation de service public sous-entend une plus grande autonomie de l'entreprise dans la gestion et l'organisation du service que dans un marché public. La délégation de service public est un contrat d'objectifs et non de moyens, l'atteinte des objectifs est laissée aux risques et périls du délégataire. La délégation de service public permet, d'une part, à la Collectivité compétente d'être

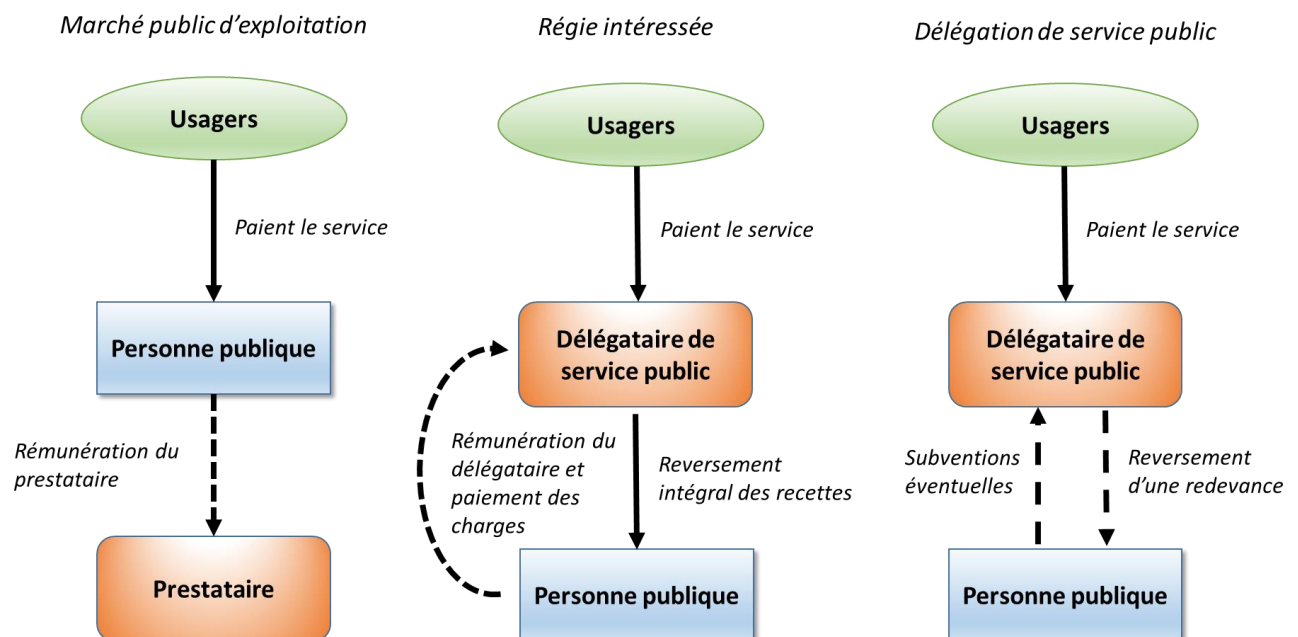
déchargée de la gestion quotidienne du service et ainsi de pouvoir se concentrer sur ses missions de contrôle des prestations rendues par le délégataire et, d'autre part, de bénéficier du savoir-faire de l'entreprise privée.

2. La délégation de service public permet d'inclure des clauses dites « concessives » et donc de faire supporter des investissements à l'entreprise privée qui se charge de les financer dans le cadre du contrat. Le recours au marché public d'exploitation ne permet pas de faire financer par l'entreprise privée les investissements nécessaires à la gestion du service.

La **régie intéressée** constitue une forme hybride entre ces deux régimes.

En fonction du risque supporté par le cocontractant, la régie intéressée s'apparentera à une délégation de service public ou à un marché public. En effet, si la rémunération du régisseur supporte un véritable risque d'exploitation du fait de sa rémunération liée à l'exploitation, la régie intéressée sera soumise aux procédures de passation des délégations de service public. Sinon, la procédure de passation sera celle du code des marchés publics.

Le schéma suivant vient illustrer les flux financiers usuels dans un contrat d'exploitation (marché public), une régie intéressée (forme hybride entre marché public et délégation du point de vue de la rémunération) et une délégation de service public :



A noter :

1. dans le cadre du marché public, la Collectivité supporte seule le risque d'impayés des usagers, mais un tel risque est assez faible sur le type de service public objet du présent rapport.

La notion de délégation de service public recouvre :

- des contrats de courte durée (moins de 5 ans) pour lesquels le délégataire réalise peu ou pas d'investissements ;
- des contrats de plus longue durée (plus de 5 ans) pour lesquels le délégataire réalise des investissements et dont la durée est liée au volume des investissements réalisés.

L'article R.3114-2 du code de la commande publique limite à 5 ans les contrats de délégation de service public pour lesquels le délégataire n'a pas réalisé d'investissements, cette notion d'investissements étant entendue au sens large (travaux de renouvellement, brevets, recrutement et formation du personnel...)

2. dans le cadre d'un marché public une convention de mandat pourrait être confiée au prestataire afin que celui-ci encaisse les recettes liées au téléski nautique sur le fondement de l'article L. 1611-7-1 qui le permet pour les recettes liées aux prestations sportives.

3.3/ Les différentes formes de délégation de service public

Dans le cadre d'une délégation de service public, la rémunération du délégataire est établie en tenant compte uniquement des charges afférentes à l'exploitation du service public délégué (en ce compris les charges liées aux investissements s'ils existent).

Le délégataire ne conserve pas la totalité des sommes perçues sur les usagers du service et verse en principe à la collectivité une redevance qui correspond au droit d'utiliser les ouvrages réalisés et financés par la collectivité et/ou au droit lié à l'exploitation, pendant une période donnée, du service public délégué.

a/ La délégation de service public avec des investissements portés par le délégataire

Dans cette hypothèse, la délégation de service public se définit comme :

- Le fait qu'au début de l'exploitation, le délégataire fait l'avance des frais de premier établissement du service (construction de l'équipement et de tous les ouvrages nécessaires au fonctionnement du service) et du fonds de roulement nécessaire à l'exploitation ;
- Le fait que, pendant toute la durée de la délégation, le délégataire exploite le service « à ses risques et périls », qu'il en assume la direction, qu'il choisit, rémunère et surveille lui-même le personnel du service, qu'il entretient et renouvelle lui-même, à ses frais, les installations et qu'il achète tout l'outillage et le matériel nécessaire à l'exploitation ;
- Le fait qu'en échange de ces services, le délégataire est rémunéré par la perception de redevances sur les usagers, lesquelles doivent normalement lui permettre de couvrir les intérêts et l'amortissement du capital qu'il a engagé et de dégager un bénéfice net dont il garde tout le profit pour lui-même.

Des clauses dites « de retour à meilleur fortune » permettent de réguler les résultats du délégataire en augmentant le montant des redevances versées à la collectivité si les résultats du contrat sont supérieurs à ce qui a été contractuellement prévu.

De plus, les installations sont remises gratuitement à la Collectivité en fin de contrat.

L'avantage de ce type de contrat est de permettre à la Collectivité de mettre en œuvre des programmes de travaux neufs ou de renouvellement en les laissant à la charge du délégataire. Cela nécessite une définition très précise des travaux d'où une perte de souplesse (programmation à faire sur la durée du contrat et non annuellement). Les contrats de délégation peuvent devenir intéressants

si la Collectivité ne peut (faute de moyens internes suffisants) ou ne souhaite pas financer les travaux de premier établissement ou si elle attend des économies conséquentes du fait que le délégataire, constructeur, financeur et exploitant, choisisse la solution technique qui lui garantisse le meilleur coût sur la globalité du projet (arbitrages investissement / exploitation notamment).

Ce type de contrat pourrait être adapté à ce projet dans la mesure où les équipements nécessaires ne sont pas encore existants et qu'ils pourraient ainsi être financés et construits par le délégataire.

b/ La délégation de service public avec des investissements portés par la collectivité

Dans cette hypothèse la Collectivité assume les dépenses de premier établissement et la construction des ouvrages. Autrement dit, le délégataire reçoit un outil prêt à servir et il n'a à faire que l'avance du seul fonds de roulement.

Le contrat n'a pour objet que de confier à une personne l'exploitation d'un service public, à l'exclusion donc de toute autre prestation, notamment la réalisation des travaux d'établissement nécessaires à l'exploitation du service public ; n'ayant pas à porter des financements pour réaliser des investissements le délégataire n'a pas de capitaux importants à amortir ce qui entraîne une durée de contrat courte et une prise de risques financiers plus faible.

Le délégataire n'a d'autre charge que les travaux d'entretien courant et de renouvellement des ouvrages et installations qui lui ont été confiés par la collectivité.

Cela dit, il est possible d'avoir dans le contrat des « clauses concessives » par lesquelles le délégataire est tenu de réaliser certains investissements pour des équipements ou des ouvrages.

Le délégataire est rémunéré par des redevances perçues auprès des usagers.

Une délégation de service public courte est possible si la métropole de Montpellier porte les investissements sur les téléskis nautiques et sur le bâtiment d'exploitation.

c/ Le cas particulier des SEM ou des SEMOP

Une collectivité peut créer une société d'économie mixte ou encore une société d'économie mixte à opération unique pour exploiter un Service Public à Caractère Industriel et Commercial (SPIC).

Il ne s'agit pas d'un mode de gestion différent mais bel et bien de gestion déléguée.

Classiquement les SEML ne peuvent se voir attribuer l'exploitation d'un service public qu'après une procédure de droit commun relevant du code de la commande publique alors que la SEMOP va combiner création de la SEMOP et attribution du contrat liant la SEMOP à la collectivité.

Une SEMOP est possible dans le cadre d'une délégation de service public courte si la métropole de Montpellier souhaite être intégrée au dispositif de gouvernance du parc multi-glisse.

4. Présentation des objectifs de la métropole de Montpellier et des scénarios étudiés

4.1/ Les objectifs de la métropole

Le choix de l'activité originale et innovante de téléski nautique complète l'offre sportive de la Métropole de Montpellier laquelle est déjà un pôle de référence pour les sports de glisse.

Fonctionnant à l'électricité, elle se pratique en toute sécurité, sans bruit et sans bateau. Parfaitement écologique, la pratique de ce sport ne génère aucune pollution et nuisance sonore puisqu'il s'agit de câbles circulaires tractés par un moteur électrique, à des vitesses adaptées aux différentes disciplines et niveaux de pratique.

Le téléski nautique a acquis au fil des ans une dimension économique et sociale ne serait-ce que par son prix largement inférieur à la pratique de la glisse tractée par bateau, sa maintenance et son fonctionnement nécessitant beaucoup moins de ressources (en temps, complexité et énergie). Cette activité est accessible à tous dès le plus jeune âge, débutants comme professionnels, quelle que soit son aptitude physique et quel que soit son niveau de revenu.

Les objectifs de la Métropole sont les suivants :

- Créer un espace naturel public de détente et de loisirs ;
- Contribuer au développement de la pratique d'un sport de glisse en plein essor, le wakeboard ;
- Développer les synergies et les dynamiques avec les autres sports de glisse pratiqués sur notre territoire, comme le kitesurf, le skateboard ou encore la trottinette ;
- Favoriser et développer la pratique des sports de glisse émergents auprès des publics scolaires et des associations sportives du territoire ;
- Développer l'attractivité touristique de la Métropole ;
- Contribuer au développement territorial local à l'échelle métropolitaine, régionale et nationale.

4.2/ Définition des scénarii retenus pour l'analyse

Le tableau suivant présente les deux scénarios d'organisation étudiés :

| Scénario | Périmètre Mode de gestion |
|----------|--|
| A | <ul style="list-style-type: none">• Gestion en régie |
| B | <ul style="list-style-type: none">• Gestion déléguée au travers d'une délégation de service public dont une partie des investissements est portée par le délégataire » |

Le scénario A envisage la gestion en régie du service public avec les investissements réalisés par Montpellier méditerranée Métropole.

Pour la « gestion publique », le scénario de la mise en œuvre d'une régie avec personnalité morale a été écarté ; il s'agit d'une structure lourde qui a peu d'intérêt pour gérer un service public de ce type.

Le choix d'une régie avec autonomie financière est donc le plus pertinent.

Le scénario B envisage la gestion en délégation de service public avec une partie des investissements réalisée par le délégataire.

5. Analyse comparative des différents modes de gestion

Méthodologie

Chacun des deux scénarii sera analysé sur 5 critères.

Une note entre 1 (peu favorable) et 4 (très favorable) sera attribuée aux deux scénarios.

5.1/ Contrôle du service - transparence

Quel que soit le mode de gestion, la loi définit le niveau minimum d'information dû aux usagers du service (résultats d'analyses, présentation de la facture, rapports annuels d'exploitation, rapport annuel sur le prix et la qualité du service, commission consultative des services publics locaux, etc.).

Gestion régie :

- La régie à simple autonomie financière, de par son intégration aux services de la collectivité, permet un contrôle plus direct du service. Par ailleurs, des représentants d'usagers pouvant siéger au conseil d'exploitation, cette forme de gestion peut renforcer une certaine transparence de la gouvernance. D'une manière générale, l'accès à l'information est simplifié au sein d'une régie.

Gestion déléguée :

- Toutefois, en cas de gestion déléguée, l'organisation d'un pilotage structuré et d'un contrôle efficient du service, au travers de méthodes définies préalablement dans les documents de la consultation puis arrêtées dans le contrat, conjuguées à la mise en place de moyens et d'outils adaptés, permettent la garantie d'un niveau de transparence quasiment comparable.

Ainsi, il est souvent d'usage de considérer que la transparence est maximale en régie publique et moins importante en délégation de service public.

De même, au-delà de l'accessibilité se pose la question de la disponibilité des données et bien que la régie facilite en principe la remontée d'information, cela nécessite au préalable de disposer d'outils et de tableaux de bord réalisés permettant de « remonter » l'information la plus qualitative, pertinente et sécurisée possible.

En délégation, le degré de communication des informations est à minima identique et peut être fortement amélioré par rapport à certaines régies, en fonction des systèmes de gestion et des pratiques « groupe » du délégataire retenu. Néanmoins, indépendamment du niveau de détail de l'information disponible, la transparence est plus complexe à mettre en œuvre compte tenu de la nécessaire adaptation dans le temps des référentiels de gestion.

La mise en place d'une délégation de service public nécessite le déploiement d'une ingénierie de suivi au niveau des services de la collectivité afin d'assurer un contrôle effectif et pertinent de la délégation.

Au vu de ce critère, une régie – à condition de développer des outils de gestion pertinents et précis - permet une plus grande transparence dans la gestion de l'activité semble donc plus adapté.

Notation de 1 (peu favorable) à 4 (très favorable)

| Critères | Scénario A : Régie | Scénario B : Délégation |
|---------------------|-----------------------|----------------------------|
| Contrôle du service | 4 | 3 |

5.2/ Qualité du service & savoir-faire

Ce critère mesure la capacité du gestionnaire à assurer, mesurer et maintenir un haut niveau de qualité de service, que ce soit par des enquêtes, des labellisations, des analyses d'écart, une intervention rapide des équipes de maintenance, une mise à jour régulière des informations sur le site internet ou encore une réponse appropriée aux demandes des usagers.

Gestion régie :

- Implique l'application de procédures spéciales ainsi que des délais de décision obligatoires qui demeurent spécifiques à ce mode de gestion (continuité du service, qualité des prestations...). Cette organisation tend à engendrer une gestion moins réactive que dans le secteur privé. ;
- Bien que la gestion soit souvent effectuée directement par les services de la collectivité, il est cependant possible (voire souhaitable) pour la collectivité de recruter des professionnels du secteur (pour assurer la direction d'exploitation notamment).

Gestion externalisée :

- Permet une gestion plus réactive, de type gestion privée, pour la commercialisation ou la gestion et le maintien de la qualité de service à tout moment ;

- Le service, de par sa nature et/ou son périmètre, requiert une compétence, voire une expérience professionnelle, que l'on trouve difficilement dans la fonction publique et pour laquelle le secteur privé apparaît disposer de plus de ressources humaines ;
- Il est souhaitable que le gestionnaire fasse partie d'un réseau professionnel ou d'un milieu professionnel, pour l'efficacité de la commercialisation et la connaissance de ce type d'équipements ;
- La gestion des prestations accessoires, notamment la restauration, est plus adaptée à un gestionnaire privé.

Sur cet aspect, la délégation présente donc l'avantage d'offrir une offre plus en adéquation avec les attentes des usagers. Ce point est renforcé par la mise en concurrence des principaux opérateurs et par la préparation du contrat de délégation de service public.

Notation de 1 (peu favorable) à 4 (très favorable)

| Critères | Scénario A : Régie | Scénario B : Délégation |
|--------------------|-----------------------|----------------------------|
| Qualité du service | 3 | 4 |

5.3/ Gestion du personnel

Ce critère mesure la capacité à former, motiver le personnel, embaucher les compétences clés ainsi que les personnels disposant de qualifications requises, à répondre aux besoins de personnels qui fluctue pendant l'année suivant les saisons et, éventuellement, à intéresser le personnel aux résultats de l'exploitation.

Gestion régie :

- Les services de la collectivité doivent assurer toute la gestion du personnel ;
- L'embauche est soumise à une décision budgétaire ;
- L'exploitation en direct engendre un travail important de suivi pour la collectivité ;
- Le besoin en personnel est variable suivant la saison ce qui est compliqué à gérer (statutairement) ;
- Bien que la gestion soit souvent effectuée directement par les services de la collectivité, il est cependant possible, voire souhaitable, pour la collectivité de recruter des professionnels du secteur pour assurer la direction d'exploitation notamment.

Gestion déléguée :

- Le délégataire assume tous les risques de la gestion du personnel et bénéficie d'une plus grande souplesse dans la gestion/organisation/formation de ce dernier ;
- Implique un travail de contrôle du délégataire non négligeable par les agents de la collectivité. Ce travail de contrôle est effectué sur la base d'objectifs posés par le contrat de délégation de service public ;

- les délégataires présents sur le marché gèrent plusieurs équipements de ce type au niveau national et disposent ainsi de compétences humaines adaptées et aguerries à l'approche métier spécifique.

Notation de 1 (peu favorable) à 4 (très favorable)

| Critères | Scénario A : Régie | Scénario B : Délégation |
|----------------------|-----------------------|----------------------------|
| Gestion du personnel | 2 | 4 |

5.4/ Risques

Ce critère consiste à examiner chacun des risques inhérents à la gestion du service public et à sélectionner ceux considérés comme discriminants au regard des différents modes de gestion. Le caractère discriminant d'un risque est évalué en fonction :

- De son occurrence (probabilité de réalisation du risque) ou de sa gravité (conséquences de la réalisation du risque) ;
- De la partie subissant et prenant en charge les conséquences de la réalisation du risque.

Les principaux risques encourus dans la gestion du futur service public sont ceux liés :

- À la responsabilité juridique relative aux obligations réglementaires ;
- Au risque lié à la fréquentation ;
- Au risque lié à l'équilibre économique du service.

Gestion régie :

- Le risque de perte d'exploitation – du fait des aléas de l'activité – est un risque supporté par la collectivité. En conséquence, l'ensemble du risque financier (exploitation mais également financement des investissements) repose donc sur la collectivité ;
- Le risque de critique (affichage) et/ou de poursuites (pénales notamment) est supporté par la collectivité ;

Gestion déléguée :

- Les pertes d'exploitation possibles constituent un risque assumé par le délégataire. La collectivité possède un intérêt à ce que ce risque soit assumé par un délégataire. De même, la collectivité ne supporte pas les contraintes budgétaires afférentes à la gestion en régie (endettement supporté par le délégataire) ;
- Une partie du risque juridique (poursuites pénales...) est assumée par le délégataire. A noter néanmoins que la gestion déléguée ne permet pas cependant à la collectivité d'échapper totalement au risque de poursuites juridiques ;

Par rapport à ce critère, le scénario délégation permet une répartition plus optimale des risques, qu'il s'agisse du risque d'exploitation ou du « risque budgétaire ».

Notation de 1 (risque important pour la Métropole) à 4 (risque faible pour la Métropole)

| Critères | Scénario A : Régie | Scénario B : Délégation |
|----------|-----------------------|----------------------------|
| Risques | 2 | 4 |

5.5/ Investissements et leurs financements

Ce critère s'intéresse à la répartition des investissements entre la collectivité et le délégataire.

Gestion régie :

- La collectivité finance entièrement les investissements nécessaires pour mettre l'offre au niveau des attentes des usagers. La collectivité demeure libre de choisir le mode de financement des investissements (recours à l'emprunt) et devient donc responsable des conséquences financières en découlant (impact sur l'encours de dette et la solvabilité de la collectivité) ;
- Le montage financier et la réalisation des investissements peuvent être mis en œuvre sans nécessiter de procéder à un choix de mode de gestion préalablement.

Gestion déléguée :

- La collectivité supporte moins d'investissement et le délégataire finance tout ou partie des investissements de premier établissement. Il n'y a donc un moindre impact budgétaire pour la Collectivité ;
- L'éventuel dérapage du coût des investissements qu'ils soient liés au non-respect du délai ou à des contraintes techniques est intégralement à la charge du délégataire ;
- Les délais de la procédure de passation sont cependant à prendre en compte dans le programme de réalisation des investissements et pourront avoir un effet sur les modalités de démarrage de l'exploitation.

Tenant la nécessité de laisser l'exploitant définir lui-même les investissements les plus adéquats à son activité avec l'expérience pour ce faire, il est préférable de le laisser porter les investissements même si le cout du financement est plus élevé qu'un investissement porté par la collectivité.

Notation de 1 (peu favorable) à 4 (très favorable)

| Critères | Scénario A : Régie | Scénario B : Délégation |
|--------------------------------|-----------------------|----------------------------|
| Investissements et Financement | 3 | 4 |

5.6/ Synthèse

Le tableau suivant présente une synthèse des évaluations faites ci-avant :

| Critères | Scénario A : Régie | Scénario B : Délégation |
|----------------------|-----------------------|----------------------------|
| Contrôle du service | 4 | 3 |
| Qualité du service | 3 | 4 |
| Gestion du personnel | 2 | 4 |
| Risques | 2 | 4 |
| Investissements | 3 | 4 |
| TOTAL | 14 | 19 |

L'analyse comparative des deux scénarios au travers des 5 critères définis, permet de conclure que le scénario B « Délégation » s'avère plus adapté à la Métropole de Montpellier pour ce projet en particulier.

Le recours à la gestion déléguée présente les avantages suivants :

- transfert du risque d'exploitation sur le futur titulaire ; il s'agit du risque lié au financement mais surtout lié à l'exploitation :

- une activité nouvelle sur le territoire dont la rentabilité est à ce jour estimative ;
- le risque lié à la gestion de personnel ayant des contrats courts du fait de l'activité saisonnière ;
- le risque lié à des activités accessoires non maîtrisées habituellement par le service public (restauration, boutique, location de matériels...)
- maîtrise du coût d'exploitation

- faire appel aux compétences et à l'expérience des opérateurs privés pour exploiter une activité de téléski nautique.

Un contrat de délégation de service public dont les caractéristiques sont détaillées ci-dessous permettra à la Métropole de Montpellier de rester garante du service public.

En conclusion, il est proposé de retenir le scénario B d'une délégation de service public sur une durée de 20 ou 25 ans calculée en fonction des investissements demandés au délégataire qui sont à amortir, conformément à l'article L.3114-7 du code de la commande publique.

La durée sera précisée pendant la phase de négociation des offres.

6. Caractéristiques du futur contrat

6.1/ Objet du contrat

Le contrat aura pour objet l'exploitation et la gestion des activités sportives et des activités accessoires du Parc Gérard Bruyère.

Outre les investissements à réaliser, la Métropole souhaite confier au délégataire la gestion et l'exploitation du parc conformément au périmètre géographique déterminé par le contrat.

6.2/ Durée du contrat

La durée du contrat sera de 20 ou de 25 ans.

Cette durée est déterminée en fonction des amortissements des investissements consentis par le délégataire.

La valeur du contrat est estimée à 13 500 000 euros (chiffre d'affaires généré sur base durée 20 ans).

6.3/ Nature des principales missions confiées au délégataire et obligations de service public

a/ Missions

Le délégataire assurera la gestion du service public au travers, notamment, des missions suivantes :

- Le financement et la réalisation des investissements qui lui sont confiés ;
- L'exploitation, la gestion, la maintenance et le renouvellement des téléskis nautiques ;
- L'accueil du public et l'organisation des activités sportives et ludiques ;
- La surveillance et la sécurité relatives aux ouvrages et équipements mis à sa disposition ;
- L'exploitation, la gestion, la maintenance et le renouvellement des biens en lien avec les activités accessoires (restauration, boutiques, autres activités de loisirs nautiques...) ;
- Les travaux d'entretien et de réparation des équipements mis à sa disposition ;
- Les travaux de renouvellement des équipements mis à disposition ;
- L'entretien et le nettoyage des espaces verts des talus du bassin principal, de l'île et du parvis, de la zone d'entrée du parc, des espaces situés autour du restaurant ;
- La gestion, l'entretien, la maintenance et le nettoyage du parking de stationnement ;
- La remise à niveau de l'eau des bassins (principal et secondaire) ;
- La réalisation des analyses réglementaires de qualité de l'eau type ARS ;
- L'entretien et le nettoyage du bassin principal ;

- L'entretien, le nettoyage et le renouvellement des pontons ;
- L'entretien et la maintenance de la membrane et des empierrements du bassin principal ;
- L'éclairage intégral du parc et des équipements (consommation et renouvellement) ;
- L'entretien, maintenance et le renouvellement des portails d'accès aux sites ;
- L'entretien, la maintenance et le renouvellement des pistes du parc ;
- L'accueil et l'organisation des compétitions et des événements sportifs ;
- Le recrutement, la formation et l'encadrement de son personnel
- L'organisation de la sécurité des personnes en réalisant tous les contrôles prévus par la réglementation ;
- Le développement commercial et la visibilité de l'équipement.

b/ Obligations de service public

Le programme de la consultation détaillera toutes les obligations de service public à la charge du délégataire.

Il devra notamment :

- Assurer le fonctionnement des téléskis nautiques sur une grande période de l'année (maximum 3 mois de fermeture annuelle de l'activité) ;
- Réserver trois jours d'utilisation totale de l'équipement à destination de la Métropole de Montpellier (sans mise à disposition des téléski nautiques) ;
- Assurer une tarification spécifique pour l'accueil de manifestations fédérales et les compétitions nationales ainsi que pour l'accueil d'associations, de centres de loisirs et des scolaires ;
- Proposer des activités non polluantes sur le site.

Remarque : La définition des prestations a un caractère indicatif. Elle sera précisée dans le cahier des charges et pourra être complétée ou modifiée par la collectivité durant les phases de la désignation du délégataire.

c/ Investissements

La délégation permet de demander la réalisation de certains investissements par le délégataire, si ces derniers sont étroitement liés au projet d'exploitation.

Ces investissements, biens de retour, seront remis à la Métropole de Montpellier à la fin normale du contrat.

Pour rappel, les investissements attendus sont à minima les suivants :

- un téléski nautique « full size » de 6 accrocheurs minimum ;
- un téléski bi-poulies ;
- un bâtiment d'accueil et d'exploitation de 200 m² minimum.

Les candidats pourront librement proposer des investissements complémentaires qui permettraient d'améliorer la rentabilité de l'exploitation.

A ce titre le remodelage de l'île peut être proposé par les candidats en fonction des circuits de téléskis-nautique qu'ils souhaitent mettre en place.

L'ensemble des investissements devra respecter le programme de réalisation des travaux mis à disposition par la Métropole et faire l'objet d'études et de livrables qui seront remises dans les offres des candidats.

d/ Entretien, renouvellement et GER

La Métropole mettra à la disposition du délégataire l'ensemble des biens, ouvrages et équipements affectés au service qui lui feront retour, gratuitement et en bon état d'entretien et de fonctionnement, au terme du contrat.

Le délégataire procèdera au renouvellement des biens et équipements.

Le délégataire sera responsable du nettoyage, de l'entretien courant et de la maintenance courante des biens et installations dont il a la charge.

S'agissant des opérations de gros entretien et de renouvellement liées à l'exploitation des installations techniques, il sera demandé aux candidats de prendre en charge le gros entretien et le renouvellement des installations dans le cadre d'une provision gérée en transparence (identification du besoin, demande préalable, accord de l'autorité délégante). Le niveau financier et technique des obligations de renouvellement sera négocié et fixé contractuellement.

La Métropole percevra l'excédent du compte GER si le solde est positif en fin de contrat.

L'entretien, la maintenance et le renouvellement des ouvrages techniques liés à la fonction hydraulique d'écrêtement des crues et de traitement d'eau ainsi que les frais afférents restent à la charge de la Métropole de Montpellier.

L'entretien et le renouvellement des espaces verts et des charges afférentes à ces missions feront l'objet d'une répartition au sein du contrat entre le délégataire et le délégant.

6.4/ Conditions financières

Le délégataire sera rémunéré directement par les usagers du service pour les recettes liées à l'activité de téléski nautique mais aussi par les recettes liées aux activités accessoires (restauration, location de matériel, boutique...)

La Métropole de Montpellier pourra verser une participation forfaitaire liée aux investissements réalisés.

Cette subvention sera forfaitaire, versée à la réception des investissements à réaliser par le délégataire, et ne pourra pas représenter plus de 30% du montant des investissements de premier établissements réalisés par le délégataire avec un plafond fixé à 1 200 000 € net de toute taxe.

Le programme de la consultation détaillera les modalités de versement.

La grille tarifaire s'accordera avec la politique sportive de la Métropole de Montpellier et fera l'objet de la négociation ; cette grille sera votée par l'assemblée délibérante lors du choix du délégataire.

Les candidats proposeront les paramètres et indices qui déterminent l'évolution des tarifs.

Outre l'application d'une redevance fixe et de contrôle au bénéfice de la Métropole, la convention prévoira les modalités d'un intéressement de la Métropole aux résultats de l'exploitation du service délégué, dans l'hypothèse où le chiffre d'affaires dégagé serait supérieur aux prévisions du délégataire. Les modalités de détermination de cet intéressement seront fixées contractuellement pendant les négociations.

6.5/ Rôle de la métropole en tant qu'autorité organisatrice

La métropole dispose d'un droit d'accès permanent au Parc et aux installations afin de permettre les interventions qui relèveront de son périmètre d'intervention, notamment pour ce qui concerne la gestion des installations de traitement d'eau et pour la surveillance des ouvrages hydrauliques de lutte contre les inondations.

La métropole dispose d'un droit d'information et de contrôle permanent du service délégué. Des sanctions (pénalités, mise en régie provisoire, résiliation pour faute) seront prévues par le contrat pour assurer le respect de l'ensemble des obligations du délégataire.

Le délégataire produira chaque année un rapport comportant, notamment, les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation et une analyse de la qualité du service.

Des rapports trimestriels et annuels seront également demandés et présentés par le délégataire aux représentants de la Métropole. Des revues de contrat trimestrielles objet de rencontres entre les représentants de l'exploitant et de la Métropole permettront en particulier de suivre et vérifier :

- L'atteinte des objectifs fixés en termes de qualité de service et de fréquentation ;
- Le règlement des faits et incidents majeurs liés à l'actualité du service ;
- Le respect des obligations en termes d'entretien et de renouvellement ;
- La réalisation effective du CEP, en matière de recettes et charges de la délégation.

La Métropole procédera à des contrôles directs, techniques et financiers, par des agents dûment mandatés par ses soins ou par une société extérieure.

Ces éléments seront détaillés dans le programme de la consultation.

6.6/ Conditions principales d'exécution du service

Le délégataire assurera l'exploitation du service à ses risques et périls.

Pendant toute la durée de la délégation, le délégataire sera seul responsable du bon fonctionnement du service objet du contrat. Il est également seul responsable à l'égard des tiers des dommages causés par le fonctionnement du service public et par les ouvrages mis à disposition.

Le délégataire devra prendre toutes les assurances nécessaires pour couvrir l'ensemble des responsabilités définies supra et l'ensemble des matériels, des biens et des ouvrages affectés au service.

La métropole remettra un ensemble de biens meubles et immeubles affectés au délégataire selon un inventaire mis à jour.

Le délégataire devra se doter de l'ensemble des autres moyens matériels nécessaires à l'exécution des prestations qui lui seront confiées.

En fin de convention les biens de retour seront remis au délégant en parfait état de fonctionnement.

Une attention particulière sera portée sur les biens « immatériels » : fichiers clients, fichiers GMAO.

6.7 / Fin du contrat

Les cas de fin de contrat sont prévus au programme de la consultation, dont la résiliation pour motif d'intérêt général, à l'initiative de la Métropole de Montpellier ; des clauses sur les effets de l'expiration du contrat et la continuité du service public seront également prévues.

6.8/ Principales modalités de consultation

La procédure de publicité et de mise en concurrence sera organisée dans le cadre des dispositions du CGCT et notamment de ses articles L 1411-1 et suivants et R 1411-1 et suivants ainsi que des dispositions du code de la commande publique

Outre l'avis du CT et de la CCSPL, l'assemblée délibérante devra se prononcer sur le principe de la gestion déléguée du service

Les prestations et obligations du délégataire feront l'objet d'une description détaillée lors de l'établissement du dossier de consultation des entreprises et seront définis précisément au cours de la procédure de délégation conformément aux articles précités.

Le dossier de consultation comprend :

- Le règlement de la consultation : qui précise la procédure mise en œuvre, les éléments à fournir pour la remise de l'offre, le calendrier prévisionnel, les critères de jugement des offres ;
- Le projet de contrat / cahier des charges, qui sera mis au point suite à la négociation menée avec les candidats ;
- Le programme général de l'opération qui précisera les attentes de la Métropole ;
- Des annexes permettant de préciser certaines informations utiles aux candidats dans le cadre de l'élaboration de leur offre ;
- Une visite obligatoire des ouvrages qui seront mis à disposition sera organisée.

La procédure est organisée conformément aux dispositions des articles L1411-1 et suivants du CGCT et suivant les dispositions législatives et réglementaires du code de la Commande Publique relatives aux contrats de concession (Troisième partie).

Il est proposé de recourir à une procédure ouverte dans laquelle les candidats seront invités à remettre simultanément leur dossier de candidature et d'offre. En ce sens, la consultation comprend les phases suivantes :

- L'assemblée délibérante se prononce sur le principe du recours à la délégation de service public et statue au vu d'un rapport présentant les caractéristiques des prestations que doit assurer le délégataire ;
- Un avis de publicité est publié au JOUE, au BOAMP ou dans un journal d'annonce légale et dans une publication spécialisée du secteur économique concerné ;
- A cette date, le dossier de consultation des entreprises ou « documents de la consultation » sera mis en ligne sur le profil acheteur de la Collectivité, ainsi tous les candidats pourront obtenir le dossier de consultation de manière dématérialisée ;
- Dès réception des plis, les candidatures seront ouvertes ;
- La Commission de délégation de service public analysera les candidatures au regard des critères définis dans le dossier de consultation des entreprises soit les garanties professionnelles et financières des candidats, le respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-1 à L. 5212-4 du code du travail et l'aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public ;
- Elle rendra un avis sur les candidatures et fixera la liste des candidats admis ;
- Les offres des candidats admis seront analysées par la commission de délégation de service public. Elle rendra un avis sur les offres ;
- Au vu de l'avis de la commission, le Président engagera et mènera la négociation avec un ou plusieurs candidats parmi ceux ayant remis une offre ;
- Le Président saisira le Conseil de Métropole du choix du délégataire auquel il a procédé. Il lui transmettra le rapport de la commission présentant notamment la liste des candidats admis à présenter une offre, et l'analyse des propositions de la commission, ainsi que les motifs du choix du candidat et l'économie générale du contrat ;
- Le Conseil de Métropole se prononcera sur le choix du délégataire et le contrat de délégation.

Les candidatures et les offres seront appréciées selon les critères définis au dossier de consultation des entreprises.

*

* *



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 26 JUILLET 2022

Animation du territoire - Natation et patinage scolaire - Conventions de partenariat - Année scolaire 2022-2023 - Autorisation de signature

Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de ses priorités d'action depuis plusieurs années, s'est engagée, en partenariat avec l'Education Nationale, à assurer l'apprentissage de la natation et du patinage pour les enfants des écoles primaires et des grandes sections maternelles. Ainsi tous les élèves scolarisés dans les écoles primaires de Montpellier Méditerranée Métropole peuvent bénéficier de séances gratuites d'apprentissage, conduites en collaboration avec les enseignants de l'Education Nationale.

Pour réaliser ce programme ambitieux, conformément aux rythmes des temps scolaires dédiés et aux directives de l'Education Nationale, concernant chaque année plus de 20 000 enfants, Montpellier Méditerranée Métropole met en œuvre des moyens matériels et humains conséquents avec ses 14 piscines, sa patinoire Végapolis et plus de 95 éducateurs sportifs.

S'agissant d'éducation physique et sportive pendant le temps scolaire, il convient de formaliser de façon conventionnelle pour chaque année scolaire, avec l'Inspection d'Académie de l'Hérault, les champs de compétences, de responsabilités et d'interventions de chacune des deux parties.

La convention cadre proposée formalise notamment :

- Les conditions générales de l'organisation des activités ;
- Le rôle, la responsabilité et l'agrément des intervenants ;
- Les conditions de sécurité ;
- La durée (un an).

En accord avec l'Inspection d'Académie de l'Hérault et conformément à l'évolution de la réglementation, les stagiaires des formations au Brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport (BPJEPS) des activités aquatiques et de la natation et de l'UFR STAPS peuvent, durant leur période de stage, être mis en situation pédagogique durant les séances de natation scolaire, sous l'autorité des enseignants et le contrôle pédagogique des éducateurs territoriaux de Montpellier Méditerranée Métropole.

Par ailleurs, Montpellier Méditerranée Métropole met également des créneaux piscines, à disposition des collèges (Conseil départemental), des lycées (Conseil régional) et de l'Université de Montpellier, pour leur permettre d'effectuer des cycles de perfectionnement à la natation, s'inscrivant dans le cadre de leurs programmes pédagogiques respectifs en éducation physique et sportive.

A ce titre, des conventions sont formalisées avec le Conseil départemental et les collèges, le Conseil régional et les lycées, l'Université de Montpellier et le CREPS de Montpellier ainsi que les organismes privés de formation professionnelle, concernant plus particulièrement les modalités d'attribution, d'utilisation et de location des créneaux attribués dans le réseau des piscines.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'autoriser l'accueil des scolaires et d'approuver les termes de la convention-cadre entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Inspection d'Académie de l'Hérault ;
- D'autoriser l'accueil pédagogique des stagiaires BPJEPS et UFR STAPS durant les séances de natation scolaire et d'approuver les termes des conventions avec le CREPS, l'Université de Montpellier et les organismes privés de formation professionnelle préparant au BPJEPS ;
- D'approuver les termes des conventions de mise à disposition de créneaux horaires dans les piscines avec le Conseil Départemental de l'Hérault, le Conseil Régional Occitanie, l'Université de Montpellier, le CREPS de Montpellier, ainsi que organismes privés de formation professionnelle préparant au BPJEPS ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 26 JUILLET 2022**

Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Sports" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Chaque année, la Métropole soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives collectives concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer des subventions conformément au tableau ci-dessous :

| Code | Structure | Numéro du dossier | Type | Montant attribué |
|------|--|-------------------|----------------|------------------|
| 7048 | Comité d'organisation <i>Matches de l'équipe de France de basket-ball</i> | 000906 | Projet | 25 000 € |
| 7573 | Fédération Française de Cyclisme <i>Championnat de France de BMX</i> | 000902 | Projet | 13 000 € |
| 7870 | Fédération Française de Volley-ball <i>Matches de l'équipe de France de volley-ball</i> | 000907 | Projet | 30 000 € |
| 702 | Montpellier Beach Volley <i>Beach Masters</i> | 000804 | Projet | 10 000 € |
| 7872 | Montpellier Breaking Métropole | 000909 | Fonctionnement | 10 000 € |
| 1928 | Montpellier Triathlon | 000809 | Fonctionnement | 5 000 € |
| 1417 | Montpellier Université Club Baseball Softball (Barracudas) <i>Championnat d'Europe de baseball féminin</i> | 000823 | Projet | 5 000 € |

| | | | | |
|------|---|-----------|----------------|-----------|
| 6935 | Ped Tanca <i>Mondial de la Pétanque</i> | 000903 | Projet | 80 000 € |
| 6896 | Tambourin Club Cournonterralais <i>Coupe d'Europe de Tambourin</i> | 000868 | Projet | 3 000 € |
| 1225 | Montpellier Métropole Futsal | 000910 | Fonctionnement | 5 000 € |
| 7861 | MHSC Volley-Ball | Incomplet | Fonctionnement | 480 000 € |

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 26 JUILLET 2022**

Hors commission - Attribution de subvention dans le cadre de la thématique "Sports" - Critérium des Cévennes - ASA Hérault - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Forte de son important tissu associatif et d'un maillage territorial d'équipements fin et qualitatif Montpellier Méditerranée Métropole soutient le sport pour tous, le sport de haut niveau et les manifestations sportives dont l'audience et les retombées médiatiques présentent un intérêt national ou international ou participent à la promotion et à la cohésion de son territoire. Ces initiatives collectives concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer des subventions. C'est dans ce contexte que la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole participent chaque année à l'organisation du Critérium des Cévennes, manche du championnat de France des rallyes.

Afin d'accompagner l'association ASA Hérault dans la mise en œuvre de la 63ème édition du Critérium des Cévennes qui se déroulera du 27 au 29 octobre 2022 il est proposé d'attribuer la subvention suivante :

| CODE | STRUCTURE | NUMÉRO DE DOSSIER | TYPE | MONTANT ATTRIBUÉ |
|------|-------------|-------------------|--------|------------------|
| 844 | ASA HERAULT | 000873 | PROJET | 40 000 € |

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention d'attribution ;
- D'approuver les termes de la convention d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 26 JUILLET 2022

Hors commission - Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée - Soutien de Montpellier Méditerranée Métropole au territoire émergent de Montpellier/Grabels - Convention de prestation de service entre la Ville de Montpellier, la Ville de Grabels et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisations de signature

L'expérimentation Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée (lois n° 2016-231 du 29 février 2016 et n° 2020-1577 du 14 décembre 2020) permet aux territoires de mettre en place un modèle économique innovant, visant à résorber le chômage de longue durée en créant des emplois utiles non concurrents de l'existant, financés en partie par un fonds d'expérimentation national créé par la loi.

Ce projet s'appuie sur le droit à l'expérimentation des collectivités et leurs groupements prévus par l'article 72 de la Constitution.

Le projet repose sur trois hypothèses :

- « Personne n'est inemployable » : tous les chômeurs de longue durée ont des compétences inutilisées qui peuvent être mobilisées ;
- La privation d'emploi coûte cher à la collectivité : les coûts des prestations liées à la privation d'emploi pourraient être utilisés pour créer des emplois ;
- De nombreux besoins sociaux, économiques et environnementaux sont peu ou pas couverts, car pas assez rentables pour le marché privé ou parce mal repérés à l'échelle de certains territoires.

Après une première expérimentation lancée sur 10 territoires par la loi du 29 février 2016, une nouvelle loi du 14 décembre 2020 étend l'expérimentation qui bénéficiera à 50 nouveaux territoires au moins. Le décret d'application n° 2021-1742 du 22 décembre 2021 modifiant le décret n° 2021-863 du 30 juin 2021 précise les modalités d'application de la loi, et le cahier des charges de l'appel à projet (arrêté du 7 juin 2021) permet aux projets émergents de candidater durant 3 ans en vue d'une labélisation en tant que territoire d'expérimentation.

Ce projet nécessite une forte adhésion et co-construction des acteurs du territoire réunis en « *Comité Local pour l'Emploi* » pour préciser le territoire d'expérimentation, identifier les activités utiles qui pourraient faire l'objet de créations d'emploi supplémentaires, les personnes durablement privées d'emploi, définir les objectifs de l'expérimentation et la suivre. Les activités et les emplois nouvellement créés (activités utiles) seront portés et organisés par une (ou des) « *Entreprise(s) à But d'Emploi* » (EBE), qui sont des entreprises de l'Economie Sociale et Solidaire.

Les communes de Montpellier et Grabels se sont engagées à mener une expérimentation TZCLD et proposent de mettre en place cette dernière sur un territoire à cheval entre les quartiers Hauts de Massane à Montpellier et La Valsière à Grabels.

Montpellier Méditerranée Métropole, qui dispose de la compétence « Politique de la Ville » d'une part et « Interventions Economiques » d'autre part s'implique dans ce projet en apportant son soutien en ingénierie aux communes de Grabels et Montpellier, en vue de la préparation d'une candidature à l'habilitation dans le cadre de la loi d'expérimentation sus-citée, au premier semestre 2024.

Une convention de partenariat est convenue entre les 3 parties pour définir les modalités de coopération dans le cadre de la prestation de service (articles L. 5111-1 et L. 5214-16 du Code Général des Collectivités Territoriales) dont les principaux axes d'intervention seront les suivants :

- Organiser, co-animer et participer aux travaux du « Comité Local pour l'Emploi », instance de gouvernance et de suivi de l'expérimentation.
- Rechercher tous financements et partenariats utiles au projet.
- Rédiger, de manière collaborative la candidature du territoire émergent à l'expérimentation Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de prestation de service entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et la Ville de Grabels ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 26 JUILLET 2022**

Solidarités - Dotation Politique de la Ville 2022 - Convention d'attribution de subvention entre l'État, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Autorisation de signature

Par courrier en date du 4 avril 2022, Monsieur le Préfet de l'Hérault a informé Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole de l'attribution pour l'année 2022 d'une Dotation Politique de la Ville d'un montant de 4 757 685,87 €. Ces crédits font l'objet d'une convention actant la répartition de la dotation, et signée par l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier.

Le tableau ci-dessous récapitule les projets qui, comme l'exigent la circulaire et la notification de Monsieur le Préfet, répondent aux objectifs, axes stratégiques et programmes opérationnels définis et inscrits dans le Contrat de ville de Montpellier Méditerranée Métropole. Les équipements et actions présentés au titre de la DPV se situent dans le périmètre des 12 quartiers prioritaires politique de la ville, mais également des zones à la périphérie de ceux-ci, dès lors que, conformément à la logique des quartiers vécus, ces équipements et actions profitent aux habitants des quartiers politique de la ville.

| Répartition de la DPV 2022 | | | | | | | |
|---|----------|------------------|----------------|----------|---------------|--------------|-------------|
| Intitulé du projet | Quartier | Maître d'ouvrage | Date démarrage | Date fin | Coût prév. HT | Part DPV (%) | Montant DPV |
| Opérations à maîtrise d'ouvrage Métropole | | | | | | | |
| <i>Investissement</i> | | | | | | | |
| Aménagement de locaux associatifs en pieds d'immeuble | Cévennes | Métropole /SA3M | sept-22 | janv-23 | 129 000 € | 80% | 103 200 € |
| Aménagement de locaux associatifs en pieds d'immeuble | Mosson | Métropole /SA3M | sept-22 | fév-23 | 92 000 € | 80% | 73 600 € |

| Fonctionnement | | | | | | | |
|--|--|--------------------|---------|-------------|------------------|-----|------------------|
| Dispositif prévention des noyades et apprentissage de la natation 2022 | Mosson, Pas du Loup Val de Croze, Pompignane | Métropole (Sports) | juin-22 | déc-22 | 292 788 € | 80% | 234 230 € |
| Fonctionnement équipe projet politique de la ville | Tous QPV | Métropole (spv) | janv-22 | déc-22 | 425 000 € | 20% | 85 000 € |
| Evaluation finale du contrat de ville | Tous QPV | Métropole (spv) | mai-22 | déc-22 | 25 000 € | 50% | 12 500 € |
| Sous-total Métropole | | | | | 963 788 € | | 508 530 € |
| Opérations à maîtrise d'ouvrage Ville | | | | | | | |
| Investissement | | | | | | | |
| Ecole Marc Bloch (amélioration du confort thermique) | Mosson | Ville (éducation) | avr-22 | déc-22 | 158 333 € | 80% | 126 666 € |
| Ecole Lily Boulanger (amélioration du confort thermique) | Croix d'Argent (quartier vécu Lemasson) | Ville (éducation) | avr-22 | déc-22 | 7 500 € | 80% | 6 000 € |
| Ecole Maternelle Pablo Neruda (amélioration du confort thermique) | Mosson | Ville (éducation) | avr-22 | déc-22 | 70 833 € | 80% | 56 666,40 € |
| Ecole Pape Carpentier (amélioration du confort thermique) | Celleneuve | Ville (éducation) | avr-22 | déc-22 | 50 000 € | 80% | 40 000 € |
| Ecole maternelle Madeleine Renaud (amélioration du confort thermique) | Mosson | Ville (éducation) | avr-22 | déc-22 | 70 833 € | 80% | 56 666,40 |
| Réfection complète des sanitaires de l'école élémentaire | Mosson | Ville (éducation) | juil-22 | fin août 22 | 75 000 € | 80% | 60 000 € |

| | | | | | | | |
|--|---------------|--------------------------|-------------------|-------------------|--------------------|-----------|-----------------------|
| Louisville | | | | | | | |
| Mise en place d'un self école maternelle Jean Cocteau | Près d'Arènes | Ville (éducation) | juil-22 | fin déc. 22 | 417 000 € | 80% | 333 600 € |
| Rénovation de la toiture de l'école maternelle Pablo Picasso | Mosson | Ville (éducation) | juil-22 | fin août 22 | 117 000 € | 80% | 93 600 € |
| Création d'une crèche municipale à la Pompignane | Pompignane | Ville (enfance) | nov-23 | nov-25 | 3 666 600 € | 65,3706 % | 2 396 878,27 € |
| Maison Pour Tous Paul Emile Victor (accessibilité) | Cévennes | Ville (MPT) | dernier trim 2022 | début 2023 | 90 000 € | 80% | 72 000 € |
| Extension du cinéma Nestor Burma (Acquisition d'un bâtiment et équipements) | Celleneuve | Ville (DCP/DRP) | 1er sem 2023 | dernier trim 2023 | 1 007 560 € | 80% | 806 048 € |
| Street Work Out à la Pompignane | Pompignane | Ville (sports) | oct-22 | nov-22 | 23 000 € | 80% | 18 400 € |
| Equipement Fitness au Petit Bard | Petit Bard | Ville (sports) | oct-22 | nov-22 | 77 800 € | 80% | 62 240 € |
| Multisports à Gély | Gély | Ville (sports) | nov-22 | janv-23 | 123 800 € | 80% | 99 040 € |
| Fonctionnement | | | | | | | |
| Manifestations pour la lutte contre le racisme et les discriminations | Tous QPV | Ville (cohésion sociale) | déc-21 | déc-22 | 35 000 € | 61% | 21 350 € |
| Sous-total Ville | | | | | 5 990 259 € | | 4 249 155,47 € |
| Total général | | | | | 6 954 047 € | | 4 757 685,87 € |
| Montant total DPV 2022 | | | | | | | 4 757 685,87 € |

La programmation 2022 présente les caractéristiques suivantes :

- 8 quartiers sur 12 sont concernés par au moins 1 projet ;
- 4,2 M€ sont attribués à la Ville de Montpellier pour le financement de 15 projets, dont 1 de fonctionnement et 508 K€ à la Métropole pour le financement de 5 projets dont 3 en

fonctionnement ;

- Le taux de subventionnement sur la globalité s'élève à 68% du montant total des dépenses ;
- Le montant total des subventions proposées pour des dossiers de fonctionnement s'élève à moins de 7 % ;
- 72% de l'enveloppe sont affectés à des équipements publics de proximité (crèche à la Pompignane, extension du cinéma Nestor Burma à Celleneuve, multisports à Gély, équipement fitness au Petit Bard, street work out à la Pompignane, accessibilité de la Maison Pour Tous P.E Victor aux Cévennes)
- 16 % de l'enveloppe sont affectés à des opérations concernant les écoles (réhabilitation thermique de 6 écoles, réfection des sanitaires et mise en place d'un self sur 2 écoles) ;
- Au titre des projets liés au NPNRU2, des aménagements pour des locaux associatifs sont programmés ;
- Enfin, le dispositif de prévention des noyades et d'apprentissage de la natation sur 3 quartiers, l'organisation de manifestations contre le racisme et les discriminations ainsi que l'évaluation finale du contrat de ville sont également programmés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la répartition de la dotation politique de la ville 2022 telle que détaillée ci-dessus, versé sous réserve de signature d'une convention d'attribution ;
- D'approuver les termes de la convention d'attribution de subvention au titre de la dotation politique de la ville 2022, entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 26 JUILLET 2022**

Solidarités - Attributions de subventions à des associations dans le cadre de la thématique "Politique de la ville" - Programmation complémentaire - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Pour l'année 2022, un appel à projets partenarial a été lancé à destination des acteurs associatifs intervenant dans les 12 quartiers prioritaires de la ville. Les projets soutenus par la Métropole, en cohérence avec la Ville, s'inscrivent dans les objectifs des fiches opérationnelles ajustées du contrat de ville et concernent ses 5 axes opérationnels :

1. Organiser le développement de l'activité économique, de l'emploi et de l'insertion professionnelle en faveur des quartiers ;
2. Organiser une politique résidentielle plus équilibrée dans les quartiers, la Métropole et poursuivre le renouvellement urbain ;
3. Favoriser la réussite éducative et scolaire pour tous, en développant les coopérations et la co-éducation ;
4. Développer une offre de services et d'équipements accessibles aux habitants, dans une logique de parcours ;
5. Offrir un meilleur cadre de vie au quotidien pour les habitants des quartiers par une présence renforcée de proximité.

Les partenaires financiers du contrat de ville mobilisent des crédits spécifiques et des crédits de droit commun dans le cadre de cet appel à projets annuel et, à l'issue d'une instruction partenariale et territoriale, décident d'apporter leur soutien aux associations dont les projets répondent parfaitement aux caractéristiques de l'appel à projets. 474 dossiers ont été déposés par 196 associations lors de l'appel à projets 2022. Sur la base d'une grille de priorisation commune à l'ensemble des financeurs et au regard des orientations du contrat de ville, Montpellier Méditerranée Métropole a apporté son soutien financier à 159 projets déposés par 99 associations pour un montant total de 580 700 € (Délibération n° M2022-66 du 22 mars 2022).

En complément de cette première programmation, il est proposé au titre de l'appel à projets 2022 du Contrat de ville, d'attribuer de nouvelles subventions à 3 associations, selon la répartition ci-dessous :

| Politique de la ville – Contrat de ville | | | | |
|--|-----------|----------------------|------|------------------|
| Identifiant | Structure | Intitulé de l'action | Type | Montant attribué |

| | | | | |
|----------------|---|--------------------------------|----------------|----------------|
| 6347 | Cap Gély (Comité d'animation et de prévention Gély-Figuerolles) | Mosaïques Gipsy | Projet | 2 000 € |
| 7379 / 6101 | Esprit Libre | On Parle Français | Projet | 1 000 € |
| 3659 / 6380 | 3MTKD | Centre Sportif été 11 - 17 ans | Fonctionnement | + 500 € |
| TOTAL : | | | | 3 500 € |

En outre, le dynamisme de la vie associative étant un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, cette dernière soutient l'action de structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il est proposé d'allouer une subvention à des actions de cohésion sociale ayant un rayonnement métropolitain, sur des crédits de droit commun, et en complément de la programmation prise par délibération n° M2022-49 du Conseil de Métropole du 25 janvier 2022.

| Politique de la ville – Cohésion sociale | | | | |
|---|--|----------------------|----------------|-------------------------|
| Code | Structure | N° de dossier | Type | Montant attribué |
| 4242 | Médecin du Monde | 000399 | Fonctionnement | 3 000 € |
| 5882 | Espace Renaissance | 000381 | Projet | 2 000 € |
| 6380 | Association la main verte du quartier Petit-Bard/Pergola | 000368 | Fonctionnement | 1 000 € |
| TOTAL : | | | | 6 000 € |

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De décider de l'octroi des subventions, telles que définies dans les tableaux ci-dessus ;
- De dire que les subventions seront versées sous réserve de la signature d'une convention d'attribution à intervenir avec chacun des organismes bénéficiaires ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 26 JUILLET 2022

Solidarités - Plan pauvreté - Engagements pour la prévention et la lutte contre la pauvreté - Axe 1 Veille sociale - Attribution de subventions à GAMES ISSUE pour 2022 - Convention - Approbation

La stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté entend s'attaquer tout particulièrement à la reproduction de la pauvreté dès les premières années de la vie, garantir au quotidien les droits fondamentaux des enfants, assurer à tous les jeunes un parcours de formation leur permettant d'acquérir des compétences et de prendre leur indépendance, rendre les droits sociaux plus accessibles, plus équitables et plus incitatifs à l'activité et investir pour l'accompagnement de tous vers l'emploi. C'est au travers de ces cinq engagements que la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont souhaité contractualiser pour 3 ans avec l'État (2020-2022), pour décliner cette stratégie localement, au vu des caractéristiques du territoire de la Métropole et au regard des réalités sociales liées à l'émergence de nouvelles formes de grande précarité.

Par délibération n°M2022-173 du 31 mai 2022, le Conseil de Métropole a pris acte de la programmation 2022 présentée dans le cadre du plan de prévention et de lutte contre la pauvreté et approuvé la signature de l'avenant 2022 à la convention d'appui à la prévention et à la lutte contre la pauvreté à intervenir entre l'Etat, la Métropole et la Ville de Montpellier.

La présente délibération concerne l'affectation d'une subvention à l'association GAMES ISSUE qui met en œuvre en 2022 deux actions prévues au titre de l'axe 1 « Veille sociale » du programme concerté d'actions conçu avec les services de l'Etat et de la Ville de Montpellier.

L'action 1 « *Casser la reproduction de la pauvreté* » comprend notamment les 2 sous actions ci-après pour l'accueil des personnes à la rue :

- Le dédoublement de l'accueil de jour saturé de la rue Saint Claude / cours Gambetta à Montpellier, réalisé jusqu'alors salle Jacques d'Aragon, à basculer sur un autre lieu ;
- L'hébergement d'urgence et l'accompagnement des publics à la rue pour 90 places gérées transitoirement depuis les confinements successifs résidence Rives du Lez, propriété du CNFPT.

Il est proposé l'attribution en 2022 d'une subvention à GAMMES ISSUE, pour un total de 70 000 €, dont 35 000 € sur crédit délégués par l'Etat et 35 000 € sur fonds propres de la Métropole :

| AXE 1 SOCIALE | VEILLE | OPERATEURS | ACTIONS | ETAT DDETS | 3M Crédits | TOTAL |
|--|--------|-----------------|---|---------------|---------------|----------|
| Action 1 : Casser la reproduction de la pauvreté | | GAMMES ISSUE | Hébergement CNFPT Rives du Lez Montpellier 90 places | 25 000 € | 25 000 € | 50 000 € |
| | | | Desserrement accueil de jour Antenne AJ Aragon à basculer sur un autre lieu | 10 000 € | 10 000 € | 20 000 € |
| | | TOTAL | | 35 000 € | 35 000 € | 70 000 € |

Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette subvention par la signature d'une convention d'attribution avec GAMMES ISSUE.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'attribution à GAMMES ISSUE d'une subvention d'un montant total de 70 000 € (dont 35 000 € sur crédit délégués par l'Etat) ;
- D'approuver les termes de la convention attributive à intervenir avec l'association ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 26 JUILLET 2022

Solidarités - Etat de réalisation 2021 du Programme Local de l'Habitat (PLH) 2019-2024 - Approbation

Par délibération n°M2019-560 en date du 18 novembre 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a adopté le Programme Local de l'Habitat (PLH) pour la période 2019-2024. Conformément à l'article L.302-3 du Code de la construction et de l'habitation, le présent rapport dresse le bilan de la mise en œuvre du PLH de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'année 2021.

Le PLH mis en œuvre traduit la politique de l'habitat volontariste que s'est fixée la Métropole pour répondre aux besoins en logements, toujours importants dans un contexte de dynamique démographique soutenue, de précarité économique marquée, de diversité des modes de vie et de parcours résidentiels. Les fortes tensions exercées sur le parc locatif social et la sélectivité du marché du logement qui induisent des parcours résidentiels contraints pour les ménages, imposent de maintenir à un haut niveau l'effort de production engagé.

Pour rappel, le PLH 2019-2024 se décline au travers de 6 orientations stratégiques :

- 1- Soutenir une production diversifiée de logements ;
- 2- Développer le logement social et abordable ;
- 3- Agir en faveur de l'équilibre territorial ;
- 4- Optimiser l'utilisation de l'espace urbain existant ;
- 5- Déployer et adapter l'offre de logements pour les publics spécifiques ;
- 6- Faire vivre la politique de l'habitat.

Le bilan 2021 de la mise en œuvre du PLH est présenté ci-dessous au travers des 7 thématiques suivantes :

1- La construction neuve

Rappel objectifs du PLH 2019-2024

La production potentielle, hors aléas économiques particuliers, est attendue à hauteur de 5 000 à 5 400 logements par an dans la Métropole, avec un objectif de répartition de 50 % sur la Ville de Montpellier et de 50 % sur les autres communes du territoire métropolitain.

L'année 2021

Le volume de construction de logements est en baisse régulière depuis 2018 avec 4 792 logements mis en chantier en 2021 dans la Métropole, en recul de 6% par rapport à 2020, dont 3 056 à Montpellier (64 %). Cette baisse concerne de manière équivalente la ville-centre et les communes périphériques.

Parmi les communes les plus dynamiques en terme de production de logements, hors Montpellier, Castelnau-le-Lez a vu la mise en chantier de 518 logements en 2021, Fabrègues 167 logements et Saint Jean de Védas 150 logements.

Cette tendance baissière se retrouve dans une moindre mesure dans le nombre des autorisations de logements (permis de construire délivrés) avec 5 164 logements autorisés en 2021 (- 4% par rapport à 2020). Les logements autorisés sur la ville-centre représentent 52,4% du total des autorisations dans la Métropole. Ils connaissent une hausse de 7% sur les communes périphériques, après une baisse de 29% entre 2019 et 2020. Parmi les communes les plus dynamiques, Castelnau-le-Lez, Baillargues et Lattes comptent respectivement 314, 533 et 269 logements autorisés.

Perspectives 2022

Les données connues au 1^{er} trimestre 2022 permettent plusieurs constats, ne présageant pas du reste de l'année 2022 :

- Entre le 1^{er} trimestre 2021 et le 1^{er} trimestre 2022, le nombre de logements mis en chantier a connu une croissance de 40 % sur le territoire de la Métropole, avec 1 277 logements mis en chantier au 1^{er} trimestre 2022 (914 au 1^{er} trimestre 2021). Cette hausse est de l'ordre de 34 % à Montpellier (700 logements mis en chantier au 1^{er} trimestre 2022) et 47 % dans les communes périphériques (577 logements mis en chantier au 1^{er} trimestre 2022) ;
- Entre le 1^{er} trimestre 2021 et le 1^{er} trimestre 2022, le nombre de logements autorisés a connu une baisse de 22 % sur le territoire de la Métropole, avec 1 352 logements autorisés au 1^{er} trimestre 2022 (1 726 au 1^{er} trimestre 2021). La situation est cependant contrastée entre la ville-centre et les communes périphériques :
 - Sur Montpellier, le nombre d'autorisations est à la hausse entre le 1^{er} trimestre 2021 et le 1^{er} trimestre 2022 : + 19% (soit 712 logements autorisés au 1^{er} trimestre 2022)
 - Sur les communes périphériques, le nombre d'autorisations connaît une très forte baisse entre le 1^{er} trimestre 2021 et le 1^{er} trimestre 2022 : - 43 % (soit 640 logements autorisés au 1^{er} trimestre 2022).

2- La promotion immobilière

L'année 2021

La promotion immobilière dans la Métropole a connu des années particulièrement fastes entre 2015 et 2017, où un pic de 4 000 ventes en 2017 a été enregistré. Le nombre de ventes a ensuite connu une forte chute sur la période 2018-2020 et est reparti à la hausse entre 2020 et 2021 (+ 31 %) avec un total de 2 264 ventes.

Les principales caractéristiques de ces 2 264 ventes sont les suivantes :

- La part des investisseurs représente 62 % ;
- 99 % des ventes ont concerné des logements collectifs ;
- 47 % des ventes ont été réalisées sur la Ville de Montpellier (contre 59 % en 2020) ;
- 38 % des ventes ont été réalisées en secteur aménagé (léger recul par rapport à 2020) ;
- 54 % des ventes ont concernées des T1 et T2 (soit 5 points de plus par rapport à 2020).

La baisse du nombre de mises en vente (-39% entre 2020 et 2021 soit 1 432 mises en vente en 2021), couplé

à la hausse des ventes a entraîné une diminution du stock de logements disponibles avec 1 200 logements disponibles à la vente à la fin de l'année 2021 contre 2 356 à la fin de l'année 2020. A noter une hausse des prix de vente de 26 % en 6 ans.

Perspectives 2022

Le nombre de mises en vente au 1^{er} trimestre 2022 (383) est inférieur à celui du 1^{er} trimestre 2021 (729). Le nombre de ventes nettes (405) revient au niveau du 1^{er} trimestre 2020 (428).

Le stock de logements disponibles augmente, mais reste bas avec 1 474 logements en vente au 1^{er} trimestre 2022.

La mise en œuvre du « choc de l'offre » annoncé aux Assises du territoire avec l'objectif de produire 8 000 logements en ZAC d'ici fin 2023 va permettre d'alimenter rapidement le marché et le stock de logements disponibles à la vente.

3- La production de logements locatifs sociaux et la demande sociale

Rappel objectifs du PLH 2019-2024

Le PLH fixe, suivant les communes, un objectif de 30 % à 36 % de logements locatifs sociaux parmi la production de logements, soit, un objectif de production de 1 790 à 1 960 logements locatifs sociaux (LLS) par an.

Ces logements locatifs sociaux sont répartis de la manière suivante :

| Ventilation de la production des logements locatifs sociaux selon de le type de financement | | | | | | | | |
|--|-------------|------|----------------|------------------|--------------|---------------|-------------|-------|
| Type de financement | | PLUS | PLAI familiaux | PLAI spécifiques | PLS familial | PLS étudiants | PLS séniors | Total |
| Moyenne annuelle de production par type d'offre fixée par le PLH 2019-2024* | Nombre | 855 | 465 | 180 | 150 | 120 | 105 | 1 875 |
| | Répartition | 45% | 25% | 10% | 8% | 6% | 6% | 100% |

*moyenne annuelle à rapporter à une fourchette de 1790 à 1 960 LLS par an

L'année 2021

1 044 logements locatifs sociaux ont été financés en 2021, dont 74 % sur la ville-centre, très en deçà de l'objectif du PLH, une situation consécutive à la crise sanitaire et aux retards opérationnels induits qui ont touché l'ensemble de la chaîne de production de logement, y compris la production libre.

La répartition des financements de ces logements par catégorie de financement est la suivante :

| Ventilation de la production des logements locatifs sociaux selon le type de financement | | | | | | | | | |
|---|-------------|------|----------------|------------------|--------------|--------------------------|------------------------|-----------------------|-------|
| Type de financement* | | PLUS | PLAI familiaux | PLAI spécifiques | PLS familial | PLS spécifique étudiants | PLS spécifique séniors | PLS spécifique foyers | Total |
| Logements financés en 2021 | Nombre | 398 | 257 | 72 | 147 | 150 | 0 | 20 | 1 044 |
| | Répartition | 38% | 25% | 7% | 14% | 14% | 0% | 2% | 100% |

La part des logements financés en PLAI parmi les PLUS/PLAI familiaux atteint 39 %, soit un taux jamais atteint jusqu'alors.

La production de PLAI spécifiques ne représente que 7 % du total des logements financés en 2021, après toutefois une année 2020 marquée par une programmation exceptionnelle des agréments concernés.

La forte proportion de PLS, familiaux et spécifiques trouvent plusieurs explications :

- 150 PLS spécifiques étudiants dans le cadre d'une opération du CROUS pour les étudiants boursiers ;
- 80 PLS familiaux pour les jeunes actifs au cœur du projet ANRU Mosson dans le cadre de la diversification de l'habitat ;
- La réalisation d'opérations d'acquisition-amélioration par préemption sur le marché libre par ACM ; pour lesquelles le financement PLS familial est jugé plus adapté, permettant d'équilibrer ces opérations 100 % locative sociale plutôt qu'avec une part de libre.

La part des logements locatifs sociaux parmi les logements autorisés en 2021 est de 20 %, à comparer à 30 % en 2020.

Ce constat est toutefois à nuancer selon les différents groupes de communes définis au PLH pour fixer les objectifs à atteindre :

- Communes SRU du cœur de métropole desservies par le réseau de transport armature : réalisation de 23 % de LLS en 2021 pour un objectif de 36 % ;
- Communes SRU non desservies par le réseau armature : réalisation de 11 % pour un objectif de 33 % ;
- Communes non SRU mais pouvant le devenir d'ici 2024, terme du PLH : réalisation de 21 % pour un objectif de 33 % ;
- Autres communes non SRU : aucun logement social pour un objectif de 30 %.

La part des logements sociaux financés parmi les logements autorisés reste constante à Montpellier (29 % en 2021 contre 28 % en 2020). Cette proportion est en revanche en baisse importante dans les communes périphériques en 2021, avec 11% des logements autorisés, contre 33 % en 2020. La hausse des logements autorisés en 2021 hors Montpellier ne s'est pas traduite par le financement de logements locatifs sociaux en nombre et en proportion suffisants.

Enfin, la production de logement locatifs sociaux est fortement liée à la promotion immobilière puisque 47 % des 1 044 logements locatifs sociaux financés en 2021 ont été réalisés en vente en état futur d'achèvement (VEFA). Sur les logements locatifs familiaux, cette proportion est de 60 %.

On rappellera que les besoins à satisfaire demeurent toujours importants sur le territoire de la Métropole : 26 944 demandes étaient recensées au 31 décembre 2021 qui, rapportées aux 3 363 attributions équivalent à 8 demandes pour 1 attribution. La tension exercée sur le parc locatif social est plus forte sur la Ville de Montpellier (9 demandes pour 1 attribution) que sur les communes périphériques (7 demandes pour 1 attribution).

20 communes de Montpellier Méditerranée Métropole sont concernées par l'article 55 de la loi SRU qui les contraint à disposer de 25 % de logements locatifs sociaux parmi leurs résidences principales.

Le taux d'équipement en LLS des 20 communes concernées, s'échelonne de 4% à 24% (Montpellier), pour une moyenne d'environ 20% à l'échelle de l'ensemble de la Métropole.

Au regard du décompte de l'Etat réalisé au 1^{er} janvier 2021, il manquait 9 984 LLS à l'ensemble des 20 communes pour atteindre l'objectif fixé. Sur les 1 044 logements locatifs sociaux financés en 2021, 98 %

l'ont été sur les communes SRU.

4- L'accession « abordable »

Rappel objectifs du PLH 2019-2024

Le PLH 2019-2024 prévoit, sur les 9 communes effectivement desservies par le réseau armature des transports en commun, que 17 % de la production de logements soit destinée à l'accession à la propriété abordable, dont :

- 6 % de produits location-accession (PSLA), soit au minimum 250 par an ;
- 11 % de produits en accession encadrée (au sein des ZAC ou bénéficiant de taux de TVA réduit), soit au minimum 450 par an.

L'année 2021

Le recensement des logements concernés s'avère particulièrement délicat, car tous les logements répondant à cet objectif ne font pas l'objet d'un dispositif déclaratif, notamment ceux produits dans le cadre du marché sans aide ou accompagnement spécifique. Les données ci-après ne portent donc que sur une partie des logements abordables réalisés.

En 2021, 254 ventes ont concerné des logements issus de dispositifs encadrés par les pouvoirs publics avec des prix de vente plafonnés, selon 4 dispositifs d'aides connus :

- 12 logements relevant d'un financement Prêt Social de Location Accession (PSLA) ;
- 81 logements ayant bénéficiés d'une TVA réduite (hors PSLA) ;
- 152 logements ayant bénéficiés d'un dispositif en faveur de l'accession aidée dans les opérations d'aménagement ;
- 9 logements en accession réglementée des bailleurs sociaux.

Par ailleurs, 53 logements ont été financés en PSLA en 2021.

Les superficies constatées en accession abordable sont légèrement plus petites que pour le « libre » ; ce qui permet, notamment le maintien de prix abordables.

Les prix pratiqués par typologies en accession aidée concernant les T2 et T4 sont de l'ordre de 33 à 63 % moins chers que pour les logements « libres ».

5- La réhabilitation du parc de logements privés

Rappel objectifs du PLH 2019-2024

La requalification du parc de logements privés anciens constitue un autre axe important du PLH 2019-2024, qui prévoit la réhabilitation d'au minimum 1 350 logements du parc privé. En parallèle, le PLH prévoit une intervention publique forte sur les copropriétés dégradées du quartier de la Mosson et « Cévennes » à Montpellier.

L'année 2021

En 2021, les aides déléguées de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) et celles de Montpellier Méditerranée Métropole attribuées sur ses propres crédits ont permis d'aider à la rénovation de 1 550 logements dont 1 120 en copropriétés faisant l'objet d'une réhabilitation globale, 404 logements occupés par des propriétaires occupants réalisant notamment des travaux d'économie d'énergie et 26 logements mis en location à loyer maîtrisés après travaux.

Au regard des priorités d'intervention de l'ANAH, la ventilation des logements et équivalents logements rénovés en 2021 est la suivante (double compte possible) :

- Lutte contre l'habitat indigne et dégradé : 21 logements ;
- Lutte contre la précarité énergétique : 536 logements, témoignant de l'amplification des politiques publiques en faveur de la rénovation thermique ;
- Adaptation du logement à la perte d'autonomie liée au handicap ou au vieillissement : 146 logements ;
- Requalification des copropriétés fragiles ou en difficulté : 1 120 logements.

Ces résultats ont été rendus possibles grâce à différents dispositifs d'animation financés par la Métropole : le Programme d'Intérêt Général (PIG) « *Rénover pour un habitat durable et solidaire* » reconduit en 2019 pour une durée de 5 ans avec un objectif de 869 logements à traiter (y compris en copropriété) dont 815 sur le volet énergétique.

S'agissant de l'intervention en direction des copropriétés, la Métropole pilote dans le cadre du Plan national « *Initiative Copropriétés* » une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Copropriétés Dégradées sur Mosson et élabore un Plan de Sauvegarde sur Cévennes, en lien direct avec le Nouveau Programme de Rénovation Urbaine.

6- L'observatoire de l'habitat

Montpellier Méditerranée Métropole a poursuivi les travaux engagés dans le cadre de son observatoire de l'habitat dans le but de suivre les évolutions des marchés de l'habitat et les effets du PLH.

A ce titre, elle a notamment participé techniquement et financièrement au suivi de l'observatoire des loyers sur le territoire métropolitain élargi aux communes de l'unité urbaine de Montpellier hors Métropole et lancé la création d'un observatoire du logement des étudiants.

7- Des nouveaux outils à fort impact

Pour mettre en œuvre les objectifs ambitieux et territorialisés du PLH 2019-2024, divers outils ont été mis en place depuis 2021 :

- La réglementation du changement d'usage des locaux d'habitation à Montpellier dans le but de réguler le développement des meublés de tourisme et ainsi faire revenir les biens sur le marché classique de la location, avec la création d'une unité de trois agents en charge du suivi et de l'instruction des demandes d'autorisation ;
- L'expérimentation de l'encadrement des loyers sur la ville-centre depuis le 1^{er} juillet 2022 qui doit permettre de modérer l'évolution des loyers du parc locatif privé à Montpellier ;
- La mise en place du permis de louer sur le quartier de Celleneuve, depuis le 1^{er} avril 2021, pour assurer aux locataires un logement décent ;
- La définition territorialisée de l'accession abordable dans la Métropole par délibération du Conseil de Métropole de juin 2021 : typologies de produits attendus, plafonds de ressources des futurs acquéreurs, fourchettes de prix de vente à appliquer et surfaces habitables souhaitées ;
- L'élargissement de la servitude de mixité sociale au PLU de Montpellier avec notamment l'obligation introduite de prévoir 20 % de logements en accession abordable dans les opérations de plus de 2 000 m² de SdP, dont la majorité à réaliser en Bail Réel Solidaire (BRS) ou en Prêt Social de Location Accession (PSLA) ;
- La création d'un Organisme de Foncier Solidaire métropolitain (OFSM). Cet OFS doit permettre l'atteinte des objectifs du PLH et assurer la pérennité de l'accession abordable en ZAC et en diffus pour bénéficier à tous les ménages successifs qui occuperont le logement. L'objectif est la création de 400 logements BRS par an par l'OFSM, qui s'ajouteront aux BRS produits par les autres OFS créés récemment sur le territoire ;
- L'introduction d'une servitude de taille de logement au PLU de Montpellier avec l'obligation de

prévoir 13 % de logements familiaux dans les opérations de plus de 1 800 m² de SdP, en T4 et plus dont *a minima* un T5 ;

- La Métropole est lauréate, depuis 2021, de l'appel à projets pour la résorption de la vacance sur son territoire en ayant notamment accès à des données statistiques en la matière et à un outil de suivi des logements vacants.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte de l'état de réalisation du Programme Local de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'année 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 26 JUILLET 2022

Solidarités - Création d'une brigade inter-bailleurs de tranquillité sociale animée par ACM Habitat - Accompagnement par la Société Anonyme de Coordination (SAC) GITeS - Prise de participation à hauteur d'une action au sein du capital de la société GITeS - Approbation

Par délibération en date du 31 juillet 2020, le Conseil de Metropole a désigné Michel CALVO, Yves BARRAL, Radia TIKOUK, Stephane CHAMPAY, Patricia WEBER, William ARS, en tant que titulaires et Michel ARROUY, Jérôme LOPEZ, Eric BERARD, Daniel ROBEQUAIN, Thierry JAMMES et Daniel BALMEFRESOL en tant que personnalités qualifiées, pour représenter Montpellier Méditerranée Métropole au sein de l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole.

Le Conseil d'administration d'ACM HABITAT en date du 12 mai 2022 sous la présidence de Michel CALVO, a proposé le principe de prise de participation au sein du capital de la Société Anonyme de coordination d'organismes d'habitations à loyer modéré : la SAC GITeS.

Créé en septembre 2018, la société, dénommée GITeS « Groupement Inter quartiers de Tranquillité Et de Sûreté » est une structure partenariale ayant l'agrément obligatoire du Ministère de la cohésion des territoires, constituée sur le fondement de l'article L.423-1-1 du Code de la construction et de l'habitat antérieurement à la loi Elan du 23 novembre 2018, en vue de favoriser la coopération des organismes HLM.

La société, située sur Toulouse, est majoritairement détenue par la Société anonyme d'habitations à loyer modérés (SAHLM) Patrimoine Languedocienne (3000 actions), et par la SAHLM Des Chalets (3000 actions), aux côtés de petits actionnaires tels que la SAHLM Cité Jardins, la SAHLM ICF Atlantique et la SA Mesolia Habitat. Elle dispose d'un capital de 618 400€ pour 6184 actions d'une valeur nominale de 100€ par action. Elle est présidée par la société Patrimoine Languedocienne, en la personne de Jean-Francois NICOULES.

Son objet est d'assister ses actionnaires, organismes d'habitations à loyer modéré, dans toutes les interventions de ces derniers sur des immeubles qui leur appartiennent ou qui relèvent de leur gestion ; par ailleurs la SAC peut porter des projets communs à ses actionnaires en exerçant les compétences suivantes :

- mettre en œuvre les moyens permettant d'assurer la jouissance paisible des locataires par des missions de gardiennage et de surveillance (rondes, contrôles, interventions sur appel, visites du patrimoine,...)
- assurer des conseils et audits dans le cadre de son objet ;

- exercer de la formation professionnelle dans le cadre de la sécurité et de la sureté ;
- rechercher et développer des synergies professionnelles en lien avec l'activité de ses actionnaires ;
- réaliser pour d'autres organismes d'habitations à loyer modéré, des prestations de services pour des missions relevant de son objet social dans la limite des compétences énumérées à l'article L 422-2 du Code de la construction et de l'habitation.

Le GITeS a ainsi compétence pour effectuer des tournées de tranquillité et de prévention sur l'ensemble du patrimoine privé des bailleurs, principalement sur des tranches horaires de fin d'après-midi et de soirée. Il exerce actuellement ses missions en grande majorité sur la commune de Toulouse et sur le grand Mirail. Ses équipes ont pour mission de développer le lien social avec les locataires et acteurs du territoire, en allant à leur rencontre et en créant une relation de confiance.

Par sa présence, le GITeS a vocation à assurer la surveillance des résidences dans un objectif de tranquillité et de prévention. Les missions régaliennes de police restent pleinement et exclusivement exercées par les forces de l'ordre, sous la direction du Préfet et du Procureur de la République.

L'entrée au capital de la SAC GITeS, au travers de l'achat temporaire d'une action par ACM, va permettre à ce dernier d'être accompagné pour la création de la brigade de tranquillité sociale de Montpellier, et de pouvoir anticiper la formation des équipes, par son expérience en matière de sécurité résidentielle.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'autoriser les représentants au sein d'ACM HABITAT à voter en faveur de l'acquisition d'une action au sein du capital de la SAC GITeS d'une valeur de 100 € ;
- D'approuver la souscription par ACM d'une action et d'approuver les statuts de la SAC GITeS ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 26 JUILLET 2022

Solidarités - Application de la réglementation du changement d'usage des locaux d'habitation à la Commune de Lattes - Modification du règlement métropolitain fixant les conditions de délivrance des autorisations et déterminant les compensations - Approbation

L'attractivité de Montpellier et sa Métropole se traduit par une croissance démographique importante avec un taux de croissance annuel de 1,8 %, soit un gain annuel de population de 8 255 habitants sur la période de 2013 à 2019. Une croissance qui conduit à une forte demande en logements sur Montpellier et sa Métropole, à une augmentation des prix moyens de vente du logement neuf (+ 26 % en 6 ans sur la Métropole), et à une demande en logements locatifs sociaux très soutenue (26 944 demandes en 2021). Dans ce contexte de tension immobilière, l'affectation de logements à un autre usage et notamment au bénéfice de l'activité touristique participe à la raréfaction de l'offre et contrevient à l'apaisement du marché et à la protection de la vocation résidentielle des logements.

En application de l'article L.631-7 du Code de la construction et de l'habitation (CCH), l'affectation de locaux destinés à l'habitation à un autre usage est soumis de plein droit à autorisation de changement d'usage sur toute commune de plus de 200 000 habitants. Aussi, par délibération n°M2021-315 du 28 juillet 2021, le Conseil a approuvé un règlement métropolitain fixant les conditions de délivrance des autorisations de changement d'usage des locaux d'habitation et déterminant les compensations pour la Ville de Montpellier. Ce règlement soumet certains changements d'usage à une autorisation temporaire « *sans compensation* » et d'autres à une autorisation définitive avec une obligation de « *compensation* », c'est à dire à l'obligation de reconstituer la perte d'un logement par la création d'un autre logement.

Le règlement distingue les changements d'usage pour la création d'une activité de tout type (commerciale, de bureaux, professionnelle ...) des changements d'usage effectués pour l'activité de location en meublés de tourisme de courte durée. Pour ces derniers, il institue ainsi un régime d'autorisation temporaire de changement d'usage pour les propriétaires « *personnes physiques* » dans la limite d'une seule autorisation pour un logement par foyer fiscal, pour une durée de 3 ans reconductible une fois. En dehors de ce cas particulier, toute location en meublé de tourisme d'un logement nécessite l'obtention d'une autorisation à caractère réel soumise à une obligation de « *compensation* ». Seule exception, la résidence principale qui peut être louée sans autorisation de changement d'usage dans la limite de 120 jours par an. Pour parachever ce dispositif, par délibération n°V2021-422 du 30 novembre 2021, le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la mise en place de l'enregistrement obligatoire des meublés de tourisme à partir du 31 décembre 2021.

En parallèle, par application de l'article L.631-9 du CCH, le contrôle de l'usage des locaux d'habitation peut être étendu aux communes non visées à l'article L.631-7 précité et confrontées à une situation de tension en matière de logement. S'agissant des communes appartenant à une zone d'urbanisation continue de plus de 50 000 habitants dont la liste est fixée par le décret mentionné au I de l'article 232 du Code général des impôts, relatif à la taxe annuelle sur les logements vacants, une délibération de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme suffit.

Par délibération n°Del2021-147 du 14 septembre 2021, le Conseil municipal de la Commune de Lattes a sollicité l'extension du périmètre du règlement approuvé par le Conseil de la Métropole à l'ensemble de son territoire communal. En effet, attractive du fait de sa proximité avec Montpellier et le littoral, Lattes est la troisième commune la plus peuplée de la Métropole. Elle bénéficie d'un taux de croissance annuel de 1,73 %, soit un gain annuel de population de 1 705 habitants sur la période de 2013 à 2019. Or, du fait de nombreux recours, la dynamique de construction des trois dernières années d'une cinquantaine de logements en moyenne par an ne permet pas de satisfaire aux besoins sur une commune qui relève de plus de la zone au loyer le plus élevé de l'observatoire des loyers de la Métropole. L'offre de logements entiers proposés à la location meublée de courte durée, selon les données AirDNA, s'élèverait sur Lattes à 258 annonces.

Au vu de ces considérations et des enjeux en matière d'habitat, il est ainsi proposé d'étendre l'application du régime de l'article L.631-7 du CCH à la Commune de Lattes, et d'approuver le règlement métropolitain modifié.

Ceci étant exposé, outre les modifications du règlement permettant son application sur la Commune de Lattes, il est également proposé de modifier le règlement et ses annexes pour rendre plus intelligible certaines règles. Dès lors, le règlement modifié prévoit les évolutions principales suivantes :

- Les principes généraux :

La création d'un article 2 dénommé « champ d'application territorial » portant application du règlement sur la commune de Lattes.

En application des articles L.631-7 et suivants du CCH, le changement d'usage des locaux destinés à l'habitation est soumis à autorisation préalable délivrée par le Maire de la commune concernée par la demande.

- Conditions de délivrance applicables aux autorisations de changement d'usage de locaux d'habitation en activités autres que les meublés de tourisme de courte durée :

Le règlement distingue entre les règles applicables sur la Commune de Montpellier et les règles applicables sur les autres communes que Montpellier concernées par le règlement. Dans le cas d'espèce, Lattes.

Sur Montpellier, une autorisation préalable au changement d'usage de locaux à usage d'habitation, autre qu'en meublé de tourisme de courte durée, à titre réel (avec compensation) s'impose lorsque les locaux se situent à l'intérieur du périmètre du secteur sauvegardé de Montpellier et qu'ils représentent une surface égale ou supérieure à 100 m².

Par exception, une autorisation de changement d'usage à caractère personnel (sans compensation) peut être accordée pour les locaux ne répondant pas aux critères cumulatifs précités, ou dans certains cas énumérés par le règlement et notamment pour : un local destiné à la réalisation d'un équipement public ou d'intérêt collectif. Le règlement modifié vient préciser la notion « *d'équipement d'intérêt collectif* » comme étant un service d'intérêt général destiné à répondre à un besoin collectif d'une population.

Sur les autres communes que Montpellier, l'autorisation de changement d'usage de locaux à usage

d'habitation peut être accordée sans compensation pour les locaux affectés en activités autres que les meublés de tourisme de courte durée.

Les dispositions de l'article L.631-7-2 du CCH restent elles applicables.

- Conditions particulières de délivrance applicables aux autorisations de changement d'usage de locaux d'habitation en meublés de tourisme de courte durée :

Le règlement modifié, sans modification des autres conditions de délivrance de l'autorisation de changement d'usage à titre personnel pour ce type d'activité, précise que celle-ci peut être délivrée dans la limite d'une autorisation (pour 1 seul logement) « *par commune* » et par foyer fiscal.

La notion de propriétaire est précisée ; on entend ainsi par propriétaire, la personne physique en pleine propriété, ou disposant de l'usufruit, ou en indivision. Toutefois, en cas de démembrement ou d'indivision, une partie de la propriété ou des droits attachés à la propriété ne doivent pas être détenus par une personne morale.

- Principes de compensation :

Le règlement modifié précise que les locaux proposés en compensation doivent être situés sur le territoire de la commune, où se situent les locaux objet de la demande de changement d'usage.

Les conditions de localisation propres à Montpellier sont inchangées.

- Les dispositions pour la demande :

Sur les communes autres que Montpellier, le demandeur doit adresser à la commune correspondante en charge de l'instruction de ses demandes :

- Soit le formulaire de demande de changement d'usage à caractère personnel (sans compensation) accompagné des pièces justificatives, propre à la commune concernée ;
- Soit le formulaire de demande de changement d'usage à caractère réel (avec compensation) accompagné des pièces justificatives, propre à la commune concernée.

Sont joints en annexes du règlement modifié les formulaires applicables sur la Commune de Lattes.

Les formulaires de demande de changement d'usage applicables sur la Commune de Montpellier sont modifiés pour être plus intelligibles, et les listes des pièces justificatives sont complétées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'étendre la réglementation de l'usage des locaux d'habitation à la Commune de Lattes ;
- D'approuver les termes du règlement métropolitain modifié fixant les conditions de délivrance des autorisations de changement d'usage de locaux d'habitation et déterminant les compensations ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 26 JUILLET 2022

Solidarités - Construction de 50 logements sociaux, avenue Raymond Dugrand et rue des Justes à Montpellier - Attribution de subventions à ACM Habitat - Convention - Autorisation de signature

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans ce cadre, ACM Habitat, Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en l'Etat Futur d'Achèvement (VEFA) auprès des promoteurs NEOCITY et COGEDIM, de 50 logements sociaux neufs, résidence « Le Mirage », situés avenue Raymond Dugrand et rue des Justes, lot 11 de la ZAC Port Marianne–Rive Gauche à Montpellier.

Conçu par le cabinet d'architecture montpelliérain Estebe et Cathala, le programme développe une surface habitable de 3 364 m² selon les typologies suivantes : 17 T2, 15 T3, 17 T4 et 1 T5.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base d'une aide forfaitaire de 3 700 € par logement PLUS/PLAI situé en zone 2 du financement du logement social, permettant d'atteindre l'équilibre financier de l'opération.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération est détaillé comme suit :

| | |
|---|--------------------|
| - Coût total de l'opération : | 7 310 007 € |
| - Subvention Etat déléguée : | 163 400 € |
| - Subvention Région | 53 500 € |
| - Prêt CDC Logement : | 6 096 220 € |
| - Prêt CDC foncier : | 811 887 € |
| - Fonds Propres : | 0 € |
| - Participation Montpellier Méditerranée Métropole : | 185 000 € |

La subvention accordée ouvre un droit à réservation portant sur 10 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

Ces réservations, comme celles auxquelles procèdent les autres organismes réservataires (Etat, Département de l'Hérault, Action Logement), contribueront, au stade de la livraison des logements, à la politique d'attribution approuvée par la Conférence Intercommunale du Logement et contractualisée dans la

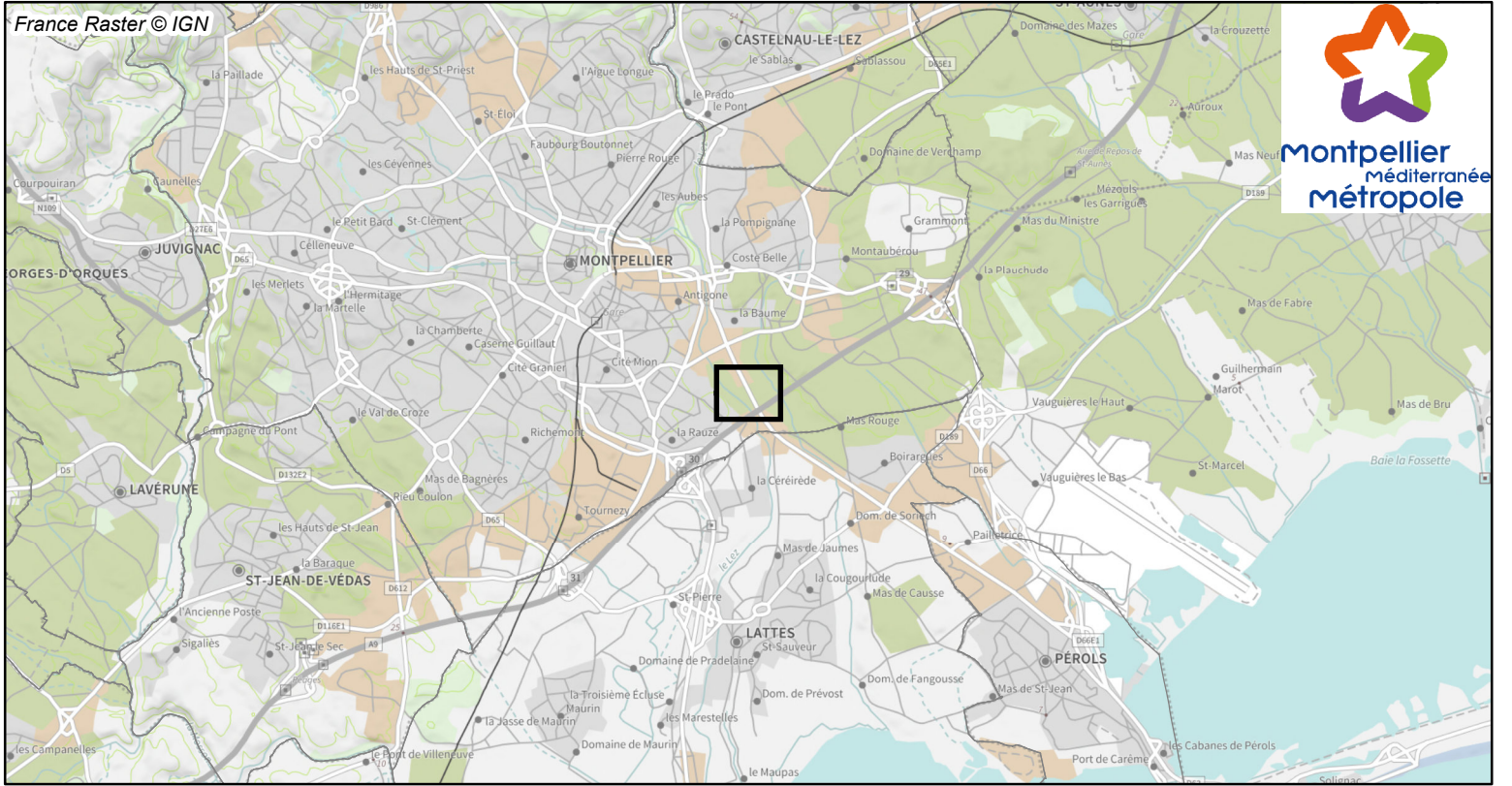
Convention Intercommunale d'Attribution signée par le bailleur.

ACM s'engage à contribuer aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes ; leur atteinte, appréciée au prorata temporis par semestre, conditionnant l'octroi des aides financières de la Métropole aux bailleurs.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'apporter une subvention de 185 000 € à ACM Habitat pour la réalisation de 50 logements locatifs sociaux, résidence « Le Mirage », avenue Raymond Dugrand et rue des Justes, lot 11 de la ZAC Port Marianne–Rive Gauche à Montpellier ;
- De dire que le paiement des subventions s'effectuera sous réserve de la signature de la convention d'attribution fixant notamment les modalités de leur versement ;
- D'approuver les termes de la convention afférente ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

PLAN DE LOCALISATION DE L'OPERATION : ACM - Opération "Le Mirage" 50 LLS



ZOOM SUR L'OPERATION :



ZAC Port Marianne - Rive Gauche à Montpellier - 31 PLUS et 19 PLAI



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 26 JUILLET 2022

Solidarités - Construction de 18 logements sociaux, résidence Natur'Elle 982 avenue des Platanes à Lattes - Attribution de subventions à la SA d'HLM CDC Habitat Social - Convention - Autorisation de signature

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans ce cadre, la société Anonyme d'HLM CDC Habitat Social, a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à la création de 18 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Natur'Elle », 982 avenue des Platanes à Lattes.

L'opération, réalisée en Vente en l'Etat Futur d'Achèvement (VEFA) sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Cogedim, comprend 11 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 7 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Conçu par le cabinet d'architecture montpelliérain Philippe Rubio, le programme développe une surface habitable de 981,34 m² selon la typologie suivante : 5 T1, 5 T2, 4 T3, 3 T4, 1 T5.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base d'un montant forfaitaire de 1 000 € par logement PLUS/PLAI situé en zone 3 du financement du logement social, permettant d'atteindre l'équilibre financier de l'opération.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est détaillé comme suit :

| | |
|---|-----------------------|
| - Coût total de l'opération : | 2 296 686.00 € |
| - Subvention Etat déléguée : | 60 200.00 € |
| - Subvention Action Logement : | 66 000.00 € |
| - Prêt CDC Logement : | 798 959.00 € |
| - Prêt CDC foncier : | 745 463.00 € |
| - Prêt PEEC : | 84 000.00 € |
| - Fonds Propres : | 524 064.00 € |
| - Participation Montpellier Méditerranée Métropole : | 18 000.00 € |

La subvention accordée ouvre un droit à réservation portant sur 5 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

Ces réservations, comme celles auxquelles procèdent les autres organismes réservataires (Etat, Département

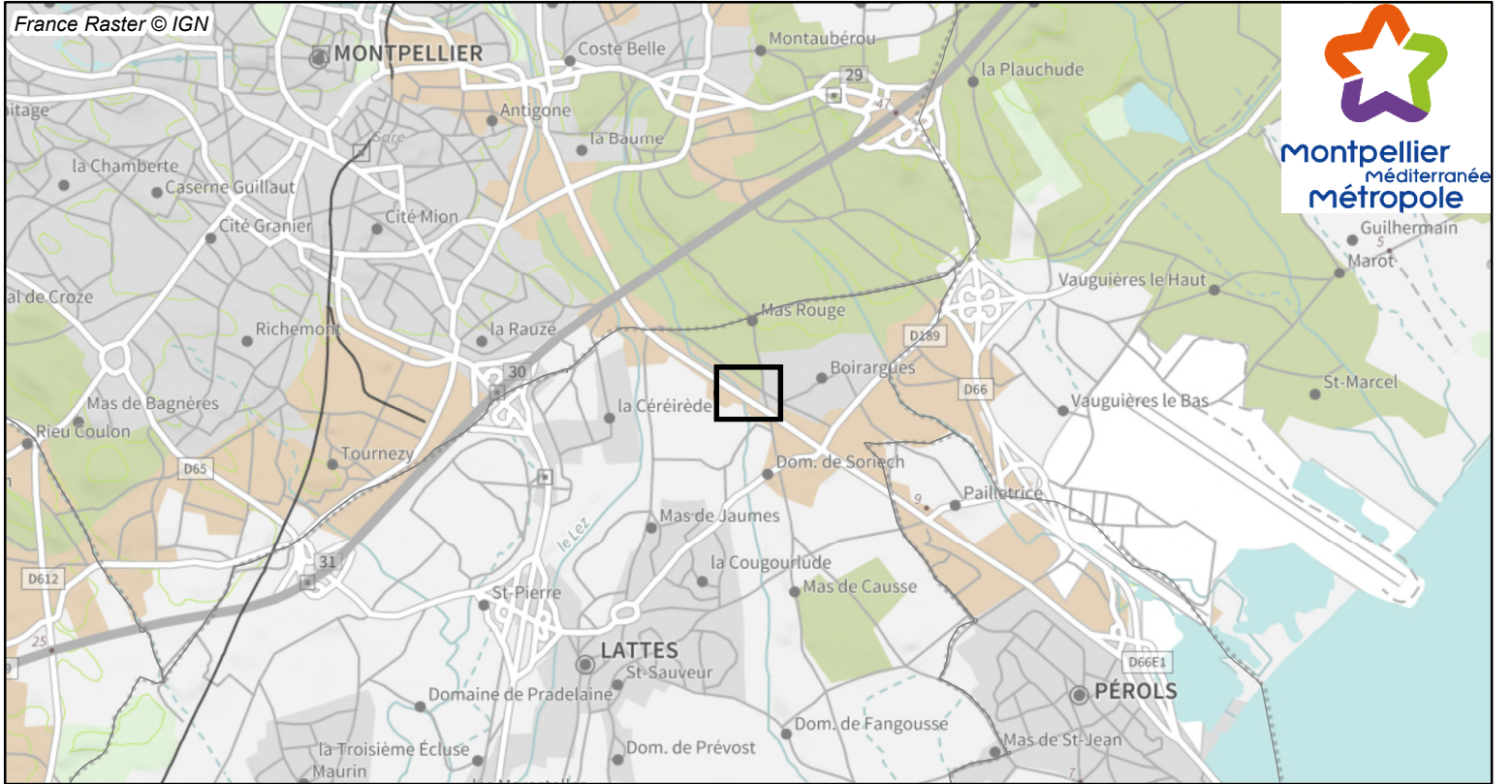
de l'Hérault, Action Logement), contribueront, au stade de la livraison des logements, à la politique d'attribution approuvée par la Conférence Intercommunale du Logement et contractualisée dans la Convention Intercommunale d'Attribution signée par le bailleur.

CDC Habitat Social s'engage à contribuer aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson - Cévennes ; leur atteinte, appréciée au prorata temporis par semestre, conditionnant l'octroi des aides financières de la Métropole aux bailleurs.

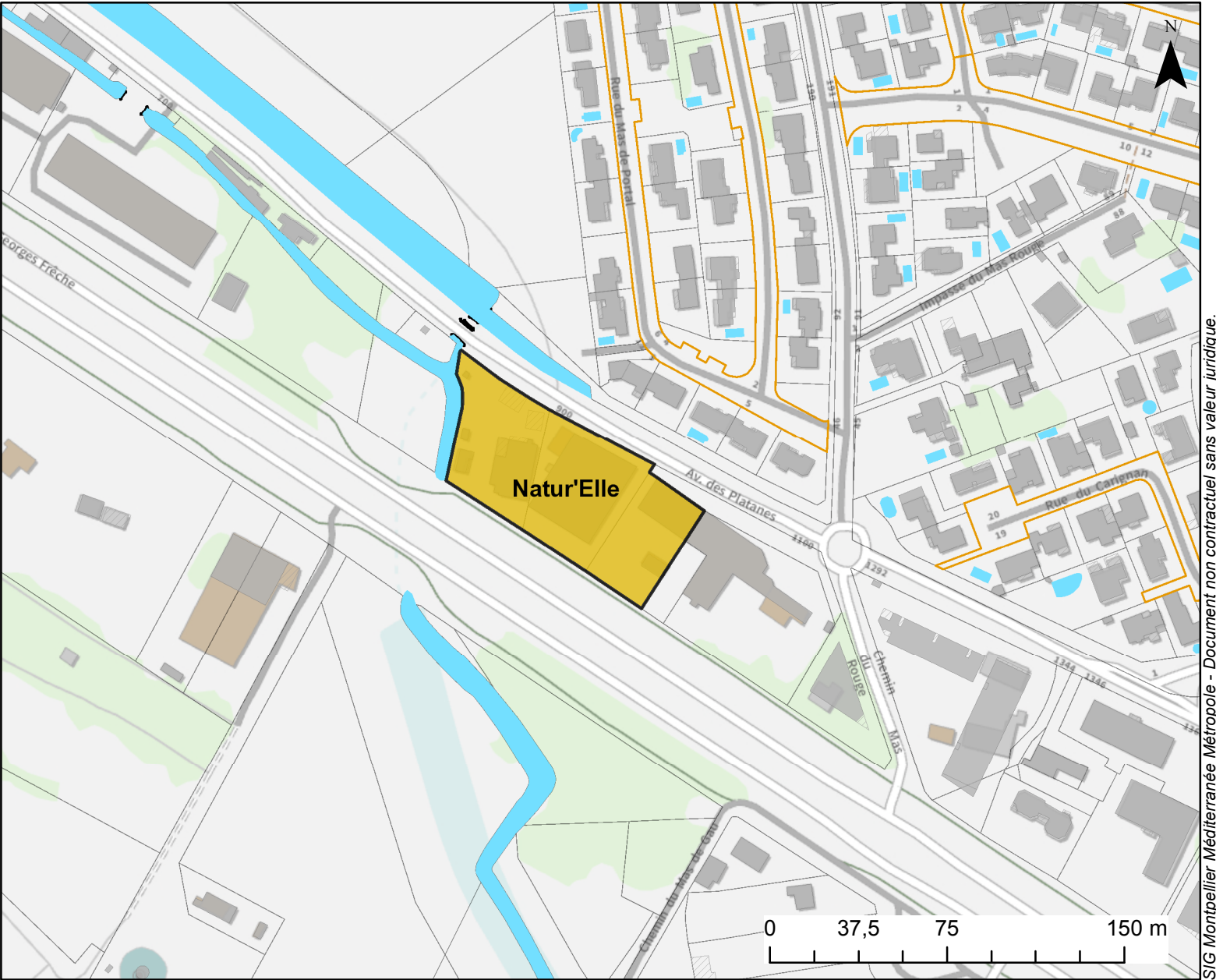
En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'apporter une subvention de 18 000 € à CDC Habitat Social pour la réalisation de 18 logements locatifs sociaux, résidence dénommée « Natur'Elle », 982 avenue des Platanes à Lattes ;
- De dire que le paiement de la subvention s'effectuera sous réserve de la signature de la convention d'attribution fixant notamment les modalités de son versement ;
- D'approuver le projet de convention afférente ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

PLAN DE LOCALISATION DE L'OPERATION : CDCHS_Natur'Elle_11 PLUS 7 PLAÏ



ZOOM SUR L'OPERATION :



982 avenue des Platanes à Lattes (Boirargues)



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 26 JUILLET 2022

Solidarités - Construction de 17 logements sociaux, résidence Polynéa, 120 avenue de Figuières à Lattes - Attribution de subventions à la Société Anonyme d'HLM Erilia - Convention - Autorisation de signature

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans ce cadre, la Société Anonyme d'HLM ERILIA a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à la création de 17 logements locatifs sociaux, résidence « Polynéa », 120 avenue de Figuières à Lattes.

L'opération, réalisée en Vente en l'Etat Futur d'Achèvement (VEFA) sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Cogedim, comprend 11 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 6 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Conçu par le cabinet d'architecture montpelliérain Fontès architecture, le programme développe une surface habitable de 1 100,56 m² selon la typologie suivante : 5 T2, 7 T3, 5 T4.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base 1 000 € par logement PLUS/PLAI situé en zone 3 du financement du logement social, permettant d'atteindre l'équilibre financier de l'opération.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est détaillé comme suit :

| | |
|---|-----------------------|
| - Coût total de l'opération : | 2 593 922.00 € |
| - Subvention Etat déléguée : | 51 600.00 € |
| - Subvention Action Logement : | 61 000.00 € |
| - Prêt CDC Logement : | 1 128 809.00 € |
| - Prêt CDC foncier : | 862 513.00 € |
| - Prêt PEEC : | 48 000.00 € |
| - Fonds Propres : | 425 000.00 € |
| - Participation Montpellier Méditerranée Métropole : | 17 000.00 € |

La subvention accordée ouvre un droit à réservation portant sur 5 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

Ces réservations, comme celles auxquelles procèdent les autres organismes réservataires (Etat, Département de l'Hérault, Action Logement), contribueront, au stade de la livraison des logements, à la politique d'attribution approuvée par la Conférence Intercommunale du Logement et contractualisée dans la Convention Intercommunale d'Attribution signée par le bailleur.

ERILIA s'engage à contribuer aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson - Cévennes ; leur atteinte, appréciée au prorata temporis par semestre, conditionnant l'octroi des aides financières de la Métropole aux bailleurs.

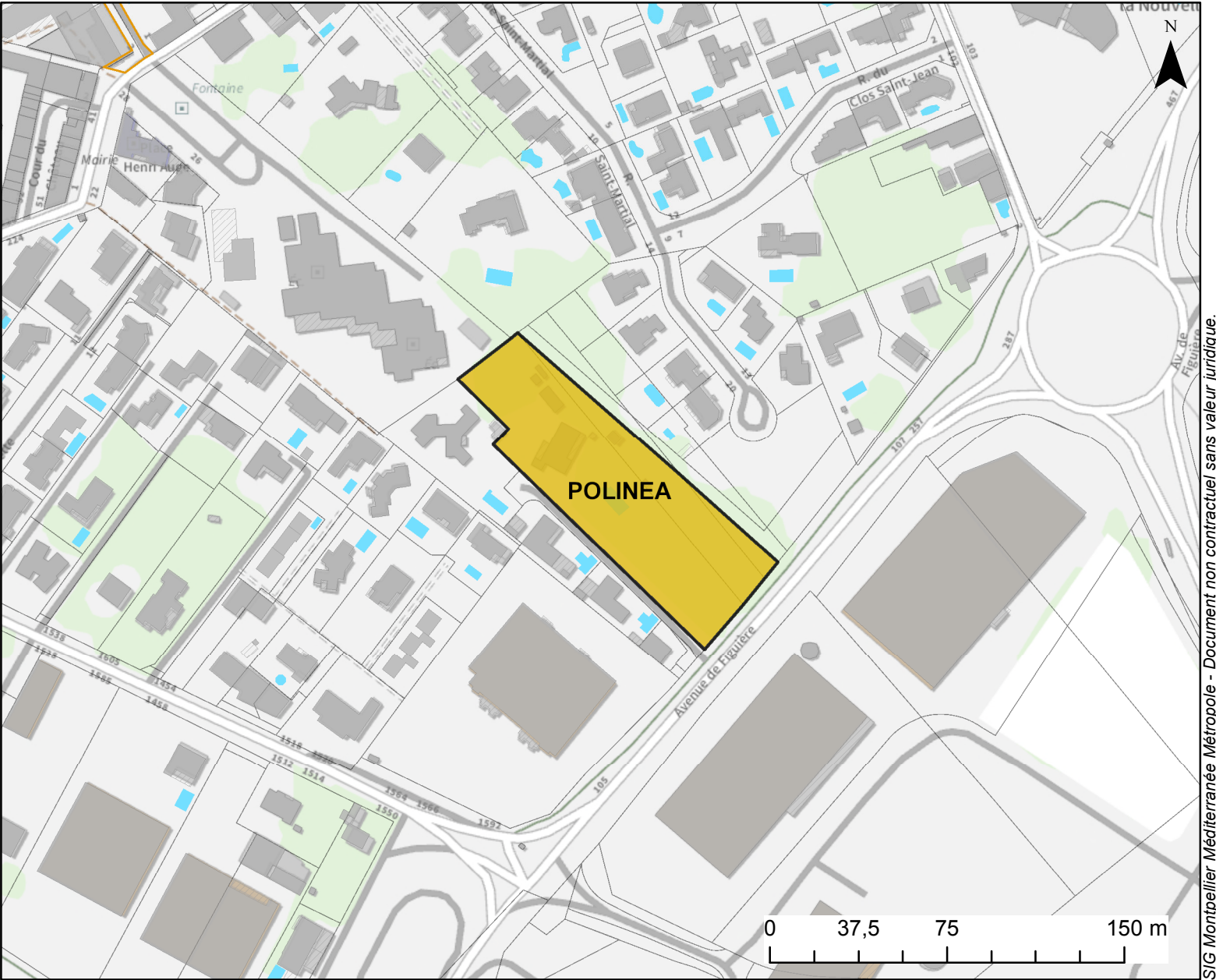
En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'apporter une subvention de 17 000 € à ERILIA pour la réalisation de 17 logements locatifs sociaux, résidence « Polynéa », 120 avenue de Figuières à Lattes ;
- De dire que le paiement des subventions s'effectuera sous réserve de la signature de la convention d'attribution fixant notamment les modalités de leur versement ;
- D'approuver les termes de la convention afférente ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

PLAN DE LOCALISATION DE L'OPERATION : ERILIA_Polinéa_11 PLUS 6 PLAÏ



ZOOM SUR L'OPERATION :



avenue des Figuières à Lattes



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 26 JUILLET 2022**

Solidarités - Opérations d'amélioration de l'habitat dans le périmètre "Grand Cœur" - Convention de transfert de Maîtrise d'Ouvrage entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Avenant n°2 - Autorisation de signature

Par délibération n°14083 du 28 septembre 2016, le Conseil de Métropole a approuvé la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage à la Ville de Montpellier à compter du 1^{er} janvier 2016, de l'ingénierie des Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat et de Renouvellement Urbain (OPAH-RU) « *Courreau Figuerolles/ Nord Ecusson (CFNE)* », « *Saint Guilhem Laissac Sud Comédie (SGLSC)* » et de l'ensemble des actions relatives à l'opération de Traitement de l'Habitat Insalubre Remédiable ou dangereux et des Opérations de Restauration Immobilière (THIRORI) « *Ilot Pellicier/Vincent* » à Montpellier, dans le cadre des concessions d'aménagement « *Grand Cœur* » et « *Nouveau Grand Cœur* ».

La convention a fait l'objet d'un 1^{er} avenant approuvé en juin 2017 visant à préciser le transfert à la Commune de Montpellier des obligations découlant de l'article L.521-3-2 du Code de l'habitation et de la construction relatif à l'hébergement et au relogement des occupants d'immeubles visés par un arrêté administratif.

Un nouvel avenant à la convention initiale de transfert de maîtrise d'ouvrage est proposé à l'approbation du Conseil afin de régulariser le montant de l'enveloppe financière dévolue au transfert, pour tenir compte des dépenses réalisées qui n'apparaissaient pas dans cette convention :

- L'étude pré-opérationnelle de l'OPAH CFNE 2016-2021, non anticipée, qui s'ajoute à la liste des dépenses prises en charge par la Métropole ;
- La prolongation de 6 mois de l'OPAH Gambetta Figuerolles Nord Ecusson (GFNE) 2010-2015, indûment prise en charge par la Métropole car relevant de la compétence Ville avant constitution de la Métropole, et qui doit être déduite des dépenses réalisées.

Au titre de l'année 2021, la Métropole versera à la Ville de Montpellier une somme maximum de 167 750 € correspondant au suivi-animation de l'OPAH CFNE prenant en compte les régularisations comptables ci-dessus :

- 83 750 € sur les fonds délégués Agence nationale de l'habitat (Anah) ;
- 84 000 € sur ses fonds propres.

En conséquence il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant n°2 à la convention de maîtrise d'ouvrage et notamment la régularisation des dépenses effectuées et à venir ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 26 JUILLET 2022

Solidarités - Mise en œuvre de la délégation de compétence de l'État d'attribution des aides à la pierre - Programmation du logement social public pour l'année 2022 - Approbation

Montpellier Méditerranée Métropole, délégataire de la compétence d'attribution des aides à la pierre 6 nouvelles années (2022-2027), établit tous les ans, en concertation avec les communes et les opérateurs concernés, la programmation des logements sociaux susceptibles d'être financés.

Faisant suite à un exercice 2021 comptabilisant 951 logements locatifs sociaux financés, ainsi que 53 logements en location-accession agréés par Montpellier Méditerranée Métropole, les prévisions de financement pour 2022 marquent un net rebond avec 2 160 logements locatifs sociaux, à rapporter à l'objectif du PLH 2019-2024 de réaliser entre 1770 et 1935 logements locatifs sociaux par an, et se déclinent comme suit :

- 1 551 logements locatifs sociaux familiaux se répartissent en 821 Prêts locatifs à Usage Social (PLUS), 609 Prêts Locatifs Aidés d'Intégration (PLAI) et 121 Prêts Locatifs Sociaux (PLS) ;
- 93 logements locatifs sociaux d'insertion en structures collectives seront financés en PLAI ;
- 516 logements financés en PLS correspondent à des résidences étudiantes, dont deux résidences de 200 et 290 logements situés dans la commune de Montpellier.

La programmation relevant des aides à la pierre de droit commun est à apprécier en parallèle des financements non délégués du Nouveau Programme de Rénovation Urbaine (NPNRU) dans le cadre de la reconstitution de l'offre de logements sociaux démolis, équivalant à 316 logements sociaux en 2022.

S'y ajoutent 105 logements en accession abordable à la propriété, à financer en Prêts Sociaux de Location Accession (PSLA). Pour rappel, le PSLA est désormais décompté au titre de l'article 55 de la loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU), mais uniquement pendant la phase locative et pour une durée de 5 ans à compter de la levée d'option par le locataire-accédant.

La production sociale globale se répartit spatialement à 56 % à Montpellier et 44 % dans les communes périphériques. Les programmes recensés concernent ainsi 19 communes de Montpellier Méditerranée Métropole. Le tableau annexé à la présente délibération détaille les projets de logements proposés pour être financés en 2022, sous réserve des dotations qui seront effectivement déléguées par l'Etat à la Métropole.

Cette programmation sera notifiée à l'ensemble des maîtres d'ouvrages concernés, dès son approbation par le Conseil de Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la programmation du logement social pour l'année 2022, dont le détail figure dans le tableau joint à la présente délibération ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Programmation 2022 du financement du logement social - Annexe à la délibération du Conseil de Métropole du 26 juillet 2022

| Commune | Opération | Adresse | Maître d'ouvrage opération LLS (gestionnaire) | Maître d'ouvrage promoteur (VEFA) | PLUS | PLAI 40% | PLAI spécif. | PLS | TOTAL logts familiaux | PLS étudiants | PLS foyers | TOTAL logt locatif social | PSLA |
|------------------|---|---------------------------------------|--|--------------------------------------|------|-------------|-----------------|-----|-----------------------------|------------------|---------------|---------------------------------|------|
| Baillargues | Napoléon D - Jeunes | 820 route Impériale | CDC Habitat | HELENIS | 80 | 54 | | | 134 | | | 134 | |
| Baillargues | Résidence Seniors - Plan des taureaux (re | Plan des Taureaux | FDI Habitat | | 49 | 32 | | 44 | 125 | | | 125 | |
| Baillargues | VICEDO - (mitoyen à Services Techniques | 144 rue du contrôle | Promologis | Terres du Soleil | 15 | 10 | | | 25 | | | 25 | |
| Baillargues | Rue Croix de Jaillet (mitoyen à VICEDO) | Rue Croix de Jaillet Ateliers service | bailleur à identifier | Terres du Soleil | 9 | 6 | | | 15 | | | 15 | |
| Castelnau-le-Lez | Lot 14 ZAC EUREKA | ZAC EUREKA | SFHE Arcade | (SERM) | 25 | 16 | | | 41 | | | 41 | |
| Castelnau-le-Lez | Eureka Lot 16B | ZAC EUREKA | ACM HABITAT | (SERM) | 43 | 27 | | | 70 | | | 70 | |
| Castries | rue Gaston Baissette | rue Gaston Baissette | ACM HABITAT | Claude RIZZON | | | | 1 | 1 | | | 1 | |
| Castries | "Les Lavandières" - (bât E & I)2ème tranche | rue du vieux puits | FDI Habitat | co promotion nexity | | | | | 0 | | | 0 | 5 |
| Cournonterral | LE CEDRE | 39 Rue Clément Mirabel | IN'LI | | | | | 4 | 4 | | | 4 | |
| Fabrègues | terrain SNCF | rue des Jardiniers | FDI Habitat | ICADE | 6 | 4 | | | 10 | | | 10 | |
| Fabrègues | rue des Troenes /Ave de la Gare | rue des Troenes /Ave de la Gare | Promologis | | | | | | 0 | | | 0 | 10 |
| Fabrègues | rue des Troenes /Ave de la Gare | rue des Troenes /Ave de la Gare | Promologis | | 13 | 9 | | | 22 | | | 22 | |
| Grabels | Jacaranda | 148 rue de la Valsière | 3F Occitanie | HELENIS | | | | | 0 | | | 0 | 18 |
| Grabels | Route de Montferrier | Route de Montferrier | Promologis | M&A | 2 | 1 | | | 3 | | | 3 | |
| Grabels | terrain AY9 | route de Montferrier | Un Toit Pour Tous | | 7 | 5 | | | 12 | | | 12 | |
| Grabels | Extension RA Grabels - Acq/Am | 4 rue Edouard BRANLY | ESPOIR HERAULT (ISATIS) | | | | 4 | | 4 | | | 4 | |
| Lattes | Ischia | 190 avenue de Montpellier | FDI Habitat | KORDIANCE | 7 | 4 | | | 11 | | | 11 | |
| Lattes | NIDO (Maxi ZOO) | 943 avenue des Platanes | FDI Habitat | PEGASE/ANGELOT TI | 10 | 7 | | | 17 | | | 17 | |
| Lattes | 1502 avenue des Platanes - Résidence sér | 1502 avenue des Platanes | SFHE Arcade | (SERM) VILLAGES D'OR | 19 | 12 | | | 31 | | | 31 | |
| Le Crès | Latelec - Refinancement | 2, avenue du Mistral | bailleur à identifier | HELENIS | 38 | 26 | | | 64 | | | 64 | |
| Le Crès | résidence Saredels | Av Plankstadt / Av de castlnau | Hérault Logement | HIMMOG | 2 | 2 | | | 4 | | | 4 | |
| Montaud | Terrain communaux (tennis) | Lieudit Le Village - Rue de la Clapi | FDI Habitat | | 1 | 1 | | | 2 | | | 2 | |
| Pérols | 6 rue des vendanges | 6 rue des vendages | M Mangions | M Mangions | | | | 1 | 1 | | | 1 | |
| Pignan | Diocèse | 13 rue de l'enclos | CDC HS | HELENIS | | 23 | | | 23 | | | 23 | |
| Prades-le-Lez | Domaine des Pins - Chemin des Pendances | Chemin des Pendances | FDI Habitat | Villa 2A | 6 | 4 | | | 10 | | | 10 | |

Programmation 2022 du financement du logement social - Annexe à la délibération du Conseil de Métropole du 26 juillet 2022

| Commune | Opération | Adresse | Maître d'ouvrage opération LLS (gestionnaire) | Maître d'ouvrage promoteur (VEFA) | PLUS | PLAI 40% | PLAI spécif. | PLS | TOTAL logts familiaux | PLS étudiants | PLS foyers | TOTAL logt locatif social | PSLA |
|-------------------------------|--|------------------------------------|--|--------------------------------------|------------|-------------|-----------------|-----------|-----------------------------|------------------|---------------|---------------------------------|-----------|
| Prades-le-Lez | Lotissement "Le Clos du Nouau" | 720 chemin du Nouau | bailleur à identifier | J2B (Julien BASAIA) | 2 | 2 | | | 4 | | | 4 | |
| St-Brès | PROSEA | ZAC de Cantausse - lot D2 | FDI Habitat | (SERM) | 0 | 0 | | | 0 | | | 0 | 51 |
| St-Drézéry | LES GRIVES | Lotissement "Les Grives" - macro | FDI Habitat | (GGL) | 6 | 4 | | | 10 | | | 10 | |
| St-Drézéry | Les Jardins de la Bouvine | | FDI Habitat | ZULIANI | 2 | 1 | | | 3 | | | 3 | |
| St-Georges-d'Orques | Occitanie | 6 Avenue de l'Occitanie | bailleur à identifier | BOUYGUES | 7 | 5 | | | 12 | | | 12 | |
| St-Georges-d'Orques | Les Combes | route de Lavérune | ERILIA | PREMALIS | 36 | 24 | | | 60 | | | 60 | |
| St-Jean-de-Védas | "Le Genévrier" Refinancement 2018 | 4 rue des Genévriers (refinancem | M ROY ALEXIS (06 69 40 78 12) | M ROY ALEXIS (06 69 40 78 12) | 0 | 0 | | 2 | 2 | | | 2 | |
| St-Jean-de-Védas | Chemin de parre-loup | Chemin de parre-loup | Promologis | KORDIANCE | 2 | | | | 2 | | | 2 | |
| St-Jean-de-Védas | Roque Fraisse lot 22 | | ACM Habitat | | 29 | 19 | | | 48 | | | 48 | |
| Vendargues | LOU MARQUES | 27 rue de la Fontaine | bailleur à identifier | SAS ENVOL | 4 | 3 | | | 7 | | | 7 | |
| Vendargues | Lotissement les jardins d'ondines | Rue du Moulin / Rue de la Fontaine | FDI Habitat à confirmer | Hectare | 4 | 2 | | | 6 | | | 6 | |
| Vendargues | L'ORANGERIE | 4 rue du Gl Berthezene | FDI Habitat à confirmer | HELENIS | 4 | 3 | | | 7 | | | 7 | |
| Vendargues | Rue des Grenadiers | Rue des Grenadiers | VESTIA | | 7 | 5 | | | 12 | | | 12 | |
| Vendargues | ZAC MEYRARGUES lot 1 | | (GGL) | | 19 | 13 | | | 32 | | | 32 | |
| Vendargues | ZAC MEYRARGUES lot 2 | | (GGL) | | 19 | 13 | | | 32 | | | 32 | |
| Vendargues | ZAC MEYRARGUES lot 3 | | (GGL) | | 19 | 13 | | | 32 | | | 32 | |
| Vendargues | ZAC MEYRARGUES lot 4 | | (GGL) | | 20 | 14 | | | 34 | | | 34 | |
| Villeneuve-lès-Maguelone | Avenue de Mireval | Avenue de Mireval | Promologis | KORDIANCE | 5 | 3 | | | 8 | | | 8 | |
| TOTAL hors Montpellier | | | | | 517 | 367 | 4 | 52 | 940 | 0 | 0 | 940 | 84 |
| | | | | | | | | | | | | 44% | |
| Montpellier | 13 rue du Lantissargues | COALLIA | (SERM) NEXITY | | | | 46 | | 46 | | | 46 | |
| Montpellier | Rue Jules GUESDE (Celleneuve) | Rue Jules GUESDE | Hérault Logement | MOD | 7 | 4 | | | 11 | | | 11 | 21 |
| Montpellier | EAI 4D (ex 3F + 4B) Refinancement | ZAC EAI 3F / 4B | ACM HABITAT | (SERM) | 25 | 15 | | | 40 | | | 40 | |
| Montpellier | SULTANA (ancien garage BMW) | ZAC Restanque | ACM HABITAT | (SERM) COGEDIM | 15 | 10 | | | 25 | | | 25 | |

Programmation 2022 du financement du logement social - Annexe à la délibération du Conseil de Métropole du 26 juillet 2022

| Commune | Opération | Adresse | Maître d'ouvrage opération LLS (gestionnaire) | Maître d'ouvrage promoteur (VEFA) | PLUS | PLAI 40% | PLAI spécif. | PLS | TOTAL logts familiaux | PLS étudiants | PLS foyers | TOTAL logt locatif social | PSLA |
|--------------------------|---|--|--|--------------------------------------|------------|-------------|-----------------|------------|-----------------------------|------------------|---------------|---------------------------------|------------|
| Montpellier | BARNEOUD | ZAC Restanque | ACM HABITAT | (SERM) REAL Promotion + | 6 | 4 | | | 10 | | | 10 | |
| Montpellier | ZAC Consuls de Mer Extension lot B & C (phase 3) | ZAC Consuls de Mer | ACM HABITAT | (SERM) FDI + OPALIA | 18 | 12 | | | 30 | | | 30 | |
| Montpellier | Pompignane 1 Séniors (QPV) | ZAC Pompignane | ACM HABITAT | (SERM) | | | | 60 | 60 | | | 60 | |
| Montpellier | Parc Marianne Secteur Chaufferie - lgts étudiants | MBS | ACM HABITAT | (SERM) | | | | | 0 | 200 | | 200 | |
| Montpellier | ZAC République - Ilot B | ZAC République | ACM HABITAT | (SERM) | 27 | 18 | | | 45 | | | 45 | |
| Montpellier | ZAC République - Ilot F | ZAC République | ACM HABITAT | (SERM) | 27 | 18 | | | 45 | | | 45 | |
| Montpellier | ZAC République - lot I | ZAC République | ACM HABITAT | (SERM) VEFA à confirmer | 60 | 37 | | | 97 | | | 97 | |
| Montpellier | Mas Combelle - lot MC2 | 106 rue du Mas Rouge - Mas Combelle - lot MC2 | ACM HABITAT | (SERM) REAL Promotion + | 19 | 13 | | | 32 | | | 32 | |
| Montpellier | EAI 2AB | | ACM HABITAT | (SERM) | 13 | 8 | | | 21 | | | 21 | |
| Montpellier | EAI 1C | | ACM HABITAT | (SERM) | 23 | 15 | | | 38 | | | 38 | |
| Montpellier | Student factory "Absolü" - refinancement | 277 avenue des Prés d'Arènes | ACM HABITAT | VINCI | | | | | 0 | 6 | | 6 | |
| Montpellier | KAELIS (refinancement) / Rés étudiante | avenue Frédéric Sabatier d'Espeyran | ACM HABITAT | Pragma | | | | | 0 | 20 | | 20 | |
| Montpellier | Val de Croze (résidence intergénérationnelle ?) / Terrain "Canon" | 140 Quai Flora Tristan - quai Péridier | ACM HABITAT | PITCH Promotion | 13 | 8 | | | 21 | | | 21 | |
| Montpellier | Garage Le Martelet | 1726 Route de Lavérune | ACM HABITAT | Kaufman and Broad | 15 | 10 | | | 25 | | | 25 | |
| Montpellier | 139 Avenue d'Occitanie (DIA) | 139 Avenue d'Occitanie | ACM HABITAT | | 2 | 1 | | 9 | 12 | | | 12 | |
| Montpellier | 315 rue de l'Aiguelongue (lgts familiaux au sein projet res étudiante) | 315 rue de l'Aiguelongue | CDC HS | HELENIS / copro GGL | 8 | 5 | | | 13 | | | 13 | |
| Montpellier | Voie Domitienne - résidence étudiante | | CROUS | | | | | | 0 | 290 | | 290 | |
| Montpellier | 2 Rue des Catalpas - Acq-Am | 2 Rue des Catalpas (Cité St Martin) | Foncière d'Habitat & Humanisme | | 2 | | | | 2 | | | 2 | |
| Montpellier | Centre d'hébergement d'Urgence - ancien locaux de l'ex DRAF | 3270 route de Mende | GAMMES | (AMETIS) | | | 43 | | 43 | | | 43 | |
| Montpellier | Lot 6B ZAC PIERRES VIVES | ZAC PIERRES VIVES | SFHE Arcade (APSH 34) | | | 28 | | | 28 | | | 28 | |
| Montpellier | Boulevard Paul Valéry | | COGEDIM | | 24 | 36 | | | 60 | | | 60 | |
| TOTAL Montpellier | | | | | 304 | 242 | 89 | 69 | 704 | 516 | 0 | 1220 | 21 |
| | | | | | | | | | | | | 56% | |
| TOTAL GENERAL | | | - | - | 821 | 609 | 93 | 121 | 1644 | 516 | 0 | 2160 | 105 |



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 26 JUILLET 2022

Attractivité - Cité créative - Ancien musée de l'EAI - Bail en l'Etat Futur d'Achèvement (BEFA) entre Montpellier Méditerranée Métropole et SERM.ID - Autorisation de signature

La filière des Industries Culturelles et Créatives (ICC) connaît une véritable dynamique sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Toutes les composantes d'un cluster ICC sont présentes sur le territoire et se renforcent progressivement grâce au développement continu des acteurs locaux, leur implication exemplaire et le potentiel d'attractivité de nouveaux acteurs exogènes. Sur la Métropole, la filière ICC relève principalement de l'image animée et de l'audio, voix, radio, soit l'équivalent d'environ 2 000 emplois sur le territoire (source : Observatoire 3M).

L'écosystème ICC se distingue par sa complétude dans ses 3 dimensions :

- Structurelle : les forces en présence sont issues :
 - De l'entrepreneuriat, de tout type (freelance, TPE, PME, ETI, grands groupes internationaux) ;
 - Du monde associatif (réseaux professionnels d'animation de la filière via Tropisme, Push Start, la COODIO, Occitanie Films) ;
 - De la formation (des écoles privées et des cursus universitaires), des écoles de renommée internationale (ESMA et ArtFX) qui attirent les plus grands studios mondiaux en recherche permanente de nouveaux talents ;
- Thématique : spécificité des ICC à Montpellier autour des métiers de l'image animée (cinéma d'animation, audiovisuel, cinéma, effets spéciaux, jeu vidéo, réalité virtuelle/augmentée...) et du son /audio/radio/podcasts ;
- Professionnelle : présence à Montpellier de l'ensemble des compétences de la chaîne de valeur de la création :
 - Il est possible de mener un projet d'un bout à l'autre de la chaîne, depuis l'idée, la pré-prod, le développement et la post-prod ;
 - Tous les métiers sont présents à Montpellier.

Pour accompagner le renforcement et la structuration de l'écosystème ICC, Montpellier Méditerranée Métropole est engagée depuis plusieurs années dans une stratégie de structuration et d'animation de la filière qui se décline autour de 4 axes clés :

- Favoriser l'émergence du premier « *Hubster* » ICC en France, en assurant la coordination stratégique de la filière ICC et le rayonnement de la Métropole en tant que territoire ICC ;
- Adapter l'offre d'accompagnement des acteurs ICC du territoire, et mettre en place des actions pour identifier et mobiliser les structures d'accompagnement à la création et à l'incubation d'entreprises ICC ;
- Définir et disposer d'une offre complète immobilière pour favoriser l'implantation et l'émergence de nouveaux acteurs ;
- Accroître la visibilité ICC du territoire au plan national et international en valorisant les initiatives publiques et privées portant sur les ICC.

Pour répondre à l'axe 3 en matière d'immobilier d'entreprise, la Métropole s'est engagée dans la réhabilitation du quartier de la Cité Créative en redonnant un second souffle à l'ancienne Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI). Il s'agit d'un quartier mixte alliant logements, commerces, équipements publics et bureaux dédiés à l'atterrissage et au développement des acteurs ICC.

L'un des premiers programmes tertiaires qui verra le jour dans le quartier de la Cité Créative est celui de l'ancien musée de l'EAI dont la construction a démarré début juin 2022 pour une livraison prévue fin 2023. Il intègre la réhabilitation de la partie existante du musée représentant 700 m² complétée par une extension neuve en R+3, formant ainsi un ensemble total de 2 150 m² de surface de plancher. Le programme est réalisé et porté par la SERM.ID.

Pour obtenir un taux de pré-commercialisation satisfaisant et permettre le lancement des travaux, la Métropole s'est engagée à prendre à bail le lot 7 de 297,26 m² louables (239 m² de surface utile et 58,26 m² de quote-part des communs). Le loyer s'élève à 165 € HT/HC/an soit un montant annuel global de 49 047,90 € HT/HC. Le montant des charges prévisionnelles s'élève à 55 € HT/m²/an.

Il est ainsi proposé que la Métropole signe un Bail en l'Etat Futur d'Achèvement (BEFA) pour une durée de 9 ans aux conditions financières indiquées ci-dessus.

Au fur et à mesure de la commercialisation du programme, la Métropole libérera cet espace au profit des entreprises ICC qui manifesteront leur intérêt pour intégrer.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes du Bail en l'Etat Futur d'Achèvement ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer le bail ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 26 JUILLET 2022**

Attractivité - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Charles Martel Extension - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Garantie d'emprunt au concessionnaire (SERM) - Approbation

Par délibération du 14 décembre 2016, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, a créé la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Charles Martel Extension (10,6 hectares en extension du parc existant du Larzat et du lotissement Charles Martel sur la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone). Par la signature d'un traité de concession en date du 5 décembre 2016, l'aménagement de la ZAC a été confié à la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM). Par la suite, Montpellier Méditerranée Métropole a, d'une part, approuvé le dossier de réalisation lors du Conseil du 18 décembre 2019 ; et d'autre part, approuvé le Programme des Equipements Publics (PEP) lors du Conseil du 17 décembre 2020.

L'approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité relatif l'exercice 2020 en date du 23 novembre 2021, prévoit un bilan de concession équilibré à 9 641 000 € HT en dépenses et en recettes, grâce notamment à une participation d'équilibre du concédant s'élevant à 2 763 000 € HT, dont 1 410 000 € déjà versés.

Ce Compte Rendu Annuel à la Collectivité prévoit également en 2022 un premier emprunt de la SERM s'élevant à 1 000 000 € (sur un emprunt total de 2 500 000 euros pour la durée de la concession d'aménagement). Cet emprunt permettra d'équilibrer la trésorerie de l'opération.

A la suite d'un appel d'offres de la SERM, un emprunt auprès du Crédit Mutuel est proposé selon les conditions suivantes :

- Montant : 1 000 000 €
- Durée : 3 ans
- Durée de la phase d'amortissement : 3 ans
- Taux fixe : 0,60 %
- Base de calcul 30/360
- Périodicité trimestrielle
- Echéances constantes
- Remboursement anticipé possible, totalement ou partiellement, moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle correspondant à 5% du capital remboursé par anticipation
- Frais de dossier : 1 000 €
- Garantie de Montpellier Méditerranée Métropole : 80%

Ce taux attractif est conditionné par une garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 80% du montant emprunté (soit 800 000 €). Ainsi, dans l'hypothèse où la SERM, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues aux échéances convenues ou des intérêts de retard encourus, Montpellier Méditerranée Métropole en effectuerait le paiement en lieu et place, dans la limite du pourcentage garanti.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De garantir 80% de l'emprunt d'un montant total d'un millions d'euros sollicité par la SERM auprès du Crédit Mutuel soit pour un montant de 800 000 € ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à intervenir au contrat de prêt qui sera passé et à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 26 JUILLET 2022

Attractivité - Soutien aux manifestations - Attribution de subventions - Conventions - Autorisation de signature

Le Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès facilite l'accueil de manifestations d'envergure nationale ou internationale à Montpellier, s'appuyant notamment sur le potentiel de recherche local. Ces événements contribuent à la notoriété de Montpellier Méditerranée Métropole et représentent une activité économique à part entière. Dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès 2022, il est proposé d'affecter les subventions aux manifestations suivantes :

1 - Congrès National SNES-FSU

Le Syndicat National des Enseignements du Second Degré (SNES), sous l'autorité de son Président, Monsieur Bertrand HUMEAU, organise du 09 au 13 mai 2022, au Corum, une manifestation intitulée « *Congrès National SNES-FSU* ». Ce congrès a pour but de favoriser les collaborations entre professionnels de l'enseignement. Environ 700 participants dont des professionnels impliqués dans les sujets d'environnements hospitaliers sont attendus.

Une subvention de 10 000 € est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

2 - Congrès Santé et Architecture Hospitalière

La Société Régionale de Santé Publique, sous l'autorité de sa Présidente, Madame Catherine CECCHI, organise le 20 mai 2022, à la faculté d'odontologie de Montpellier, une manifestation intitulée « *Congrès Santé et Architecture Hospitalière* ». Ce congrès a pour but d'apporter des éléments de réflexion aux décideurs institutionnels et non institutionnels sur l'aménagement des lieux hospitaliers qui constitue un réel enjeu de société. Environ 100 participants dont des professionnels impliqués dans les sujets d'environnements hospitaliers sont attendus.

Une subvention de 1 000 € est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

3 – 13^{ème} Congrès international de la Société Française de biologie végétale

L'Institut National de la Recherche Agronomique (INRAE), sous l'autorité de son Président Occitanie, Monsieur Sylvain LABBE, organise du 29 au 31 août 2022, à Agropolis International, une manifestation

intitulée « 13^{ème} Congrès international de la Société Française de biologie végétale ». Ce congrès permettra de rassembler les acteurs de la biologie végétale française afin de favoriser de nouveaux partenariats pour des projets de recherche dans cette discipline. Environ 150 participants dont des cadres hospitaliers et des étudiants sont attendus.

Une subvention de 2 000 € est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

4 – 26^{ème} Congrès de l'EADPH (European Association of Dental Public Health)

L'association Montpelliéraine de Santé Publique Orale, sous l'autorité de son Président, Monsieur Nicolas GIRAUDEAU, organise du 08 au 10 septembre 2022, à la faculté de médecine de Montpellier, une manifestation intitulée « 26^{ème} Congrès de l'EADPH ». Ce colloque a pour objectif de rassembler les spécialistes de la santé orale, les représentants des ministères et de l'Organisation Mondiale de la Santé afin de favoriser des échanges entre spécialistes de la discipline. Environ 200 participants dont des spécialistes de la santé orale et de représentants des différents états membres de l'OMS sont attendus.

Une subvention de 2 000 € est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

5 – Universités du Tourisme Durable

L'association des Acteurs du Tourisme Durable, sous l'autorité de sa Présidente, Madame Caroline MIGNON, organise du 06 au 07 octobre 2022, au Corum, une manifestation intitulée « Les Universités du Tourisme Durable ». Cet événement a pour but de mettre en lumière l'engagement de l'Occitanie, de l'Hérault et de Montpellier Méditerranée Métropole, en matière de transition écologique et de tourisme durable. Environ 400 participants dont des professionnels du tourisme (hébergeurs, offices de tourisme, agences de voyages etc..) sont attendus.

Une subvention de 20 000 € est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

| Subventions congrès | | | | | |
|---------------------|---|---------------|-----------------|--|------------------|
| Code Asso | Nom de la Structure | N° de dossier | Type de demande | Titre du Projet | Montant attribué |
| 7617 | SNES-FSU | 001139 | Congrès | Congrès National SNES-FSU | 10 000 € |
| 7256 | Société Régionale de Santé Publique | 001143 | Congrès | Congrès Santé et Architecture Hospitalière | 1000 € |
| 765 | INRAE | 001147 | Congrès | 13 ^{ème} Congrès international de la Société Française de biologie végétale | 2000 € |
| 7839 | Association Montpelliéraine de Santé Publique Orale | 001148 | Congrès | 26 ^{ème} Congrès de l'EADPH | 2000 € |
| 7821 | Association des Acteurs du Tourisme Durable | 001144 | Congrès | Universités du Tourisme Durable | 20 000 € |
| TOTAL | | | | | 35 000 € |

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'affectation des subventions ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions entre Montpellier Méditerranée Métropole et les organisateurs ;
- D'approuver les termes des conventions ;
- De dire que les crédits seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 26 JUILLET 2022**

Attractivité - What A Trip Festival 2022 - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et l'Association pour le Festival International du Voyage et de l'Aventure de Montpellier (AFIVAM) - Autorisation de signature

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier renouvellent leur soutien à la 6ème édition du festival WAT ! (What A Trip festival) organisé par l'association AFIVAM. Ce partenariat, qui s'articule autour d'un appui en logistique et en communication, répond à l'objectif de soutenir le rayonnement du territoire métropolitain au niveau national et à l'international.

Le WAT festival est une manifestation autour des films de voyages et d'aventure née à Montpellier en 2017. Le festival permet à toute la communauté des voyageurs de France de se rencontrer et se retrouver lors d'un événement unique et fédérateur. Pendant 5 jours (du 21 au 25 septembre 2022), cet événement, qui se tiendra sur la place du Peyrou cette année, intègre une compétition officielle de films autour de laquelle gravitent tous les éléments de la culture du voyage : une série de concerts, des expositions et conférences gratuites dans l'Écusson, un village comprenant un salon du voyage, une librairie du voyage ainsi qu'un espace de restauration.

Autour de Laurent BALLESTA, maître de cérémonie du festival, un collège de 4 professionnels issus du monde du voyage et de l'aventure sera chargé de départager 12 films en compétition officielle. Ce festival, qui rassemble de nouveaux talents et de nouvelles passions, trouve un écho au-delà des frontières naturelles du territoire de la Métropole. En cohérence avec les valeurs de sobriété écologique et de responsabilité sociétale, l'association AFIVAM organise le WAT Festival, qui est un événement important pour le territoire de Montpellier.

C'est à ce titre que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite promouvoir l'organisation de ce festival par un soutien logistique, en organisation, mise à disposition de salles et en communication pour une valorisation plafonnée à 30 000 € TTC. Cette valorisation pourra être révisée en fonction des tarifs précisés par les services à la signature de la convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et AFIVAM ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 26 JUILLET 2022**

Attractivité - Convention de financement entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Comité Régional du Tourisme et des Loisirs d'Occitanie (CRTLO) pour l'organisation du salon professionnel Destination Incentive - Autorisation de signature

Le tourisme, et en particulier le tourisme d'affaires, est un moteur de l'économie locale. Nombre de professionnels dépendent directement ou indirectement de l'économie touristique dont les retombées portent sur différentes filières : commerce et artisanat, production agricole locales, hébergements, transports...

Pour soutenir la filière, Montpellier Méditerranée Métropole a candidaté pour recevoir à Montpellier tous les 2 ans le workshop « *Destination Incentive* » organisée par le Comité Régional de Tourisme et des Loisirs d'Occitanie (CRTLO). Ce workshop, à destination des organisateurs d'événements en entreprises, agences événementielles, associations et fédérations aura lieu au Corum les 16 et 17 octobre 2022. Le programme comprend des rencontres *Business to Business* (BtoB) avec les acteurs MICE (*Meetings, Incentives, Conferences, Exhibitions*) de la destination, une soirée networking et des animations.

L'objectif de « *Destination Incentive* » est triple :

- Faire connaître l'offre MICE aux prescripteurs ;
- Développer les contacts commerciaux pour les entreprises régionales présentes sur le salon ;
- Positionner la destination Occitanie Sud de France comme une référence nationale, voire internationale, dans le tourisme d'affaires.

Compte tenu de l'importance du tourisme d'affaires pour l'ensemble des acteurs économiques locaux, il est proposé que Montpellier Méditerranée Métropole soutienne financièrement l'organisation du workshop. La participation financière est de 25 000 €. Le cadre budgétaire et les modalités de partenariat sont décrits dans la convention de financement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de financement entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Comité Régional de Tourisme et des Loisirs ;
- D'approuver le versement de 25 000 € pour l'organisation du workshop « *Destination Incentive* » ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 26 JUILLET 2022**

Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Développement économique" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Chaque année la Métropole soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

1) Attributions de subventions section de Fonctionnement

| « THEMATIQUE : Développement Économique » | | | | | |
|---|--|---------------|-----------------|---|------------------|
| Code Asso | Nom de la Structure | N° de dossier | Type de demande | Titre du Projet | Montant attribué |
| 1367 | Centre des Jeunes Dirigeants de Montpellier | 001073 | Fonctionnement | Soutien Fonctionnement du CJD (Entre des Jeunes Dirigeants) | 5 000 € |
| 6949 | Chambre Professionnelle du Conseil en LR | 000999 | Projet | Professionnaliser les membres, monter en compétences des adhérents afin de mieux répondre aux besoins des entreprises du territoire | 5 000 € |
| 7469 | La Cav'Coop de Murviel | 001155 | Projet | Etudes sur le volet montage juridique du tiers lieux (Cf délibération M2022-51) | 10 000 € |
| 5577 | Centre Hospitalier Régional Universitaire de Montpellier | 001145 | Projet | Extracteur d'Innovation du CHRU | 40 000 € |
| TOTAL | | | | | 60 000 € |

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 26 JUILLET 2022**

Attractivité - Soutien à l'artisanat - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Région Occitanie relative au soutien de l'association Les Nouvelles Grisettes - Avenant n°1 - Autorisation de signature

Les Nouvelles Grisettes ont créé le premier tiers-lieu de la mode et du textile régional dans un local de 900 m² inauguré en 2021. Un lieu en réponse à la demande de circuits-courts des consommateurs : des produits textiles confectionnés et commercialisés localement. Avec, comme maître mot, la qualité. Un lieu ressources où les professionnels (re)pensent ensemble la filière textile : coworking, échanges, etc.

Ce projet s'appuie sur un collectif de couturiers et créateurs accompagné d'un collectif d'entrepreneurs investis bénévolement.

Une convention de co-financement a été signée en 2021 entre la Métropole (délibération n° M2021-167 du conseil de Métropole en date du 29 mars 2021) et la Région Occitanie (délibération n° CP/2021-AVR/09.09 de la Commission Permanente du Conseil Régional en date du 16 avril 2021) afin de soutenir ce projet de tiers-lieux sur une période de 3 ans. Cette convention prévoyait un financement à hauteur de 17 500 € en 2021, 2 500€ en 2022 et 2 500 € en 2023.

Compte-tenu du contexte économique et sanitaire, la Métropole souhaite augmenter son soutien au tiers-lieu de 15 000 € pour les années 2022 et 2023, ce qui porte la subvention à 17 500 € pour 2022 et 2023.

Il est donc proposé à Montpellier Méditerranée Montpellier de signer un avenant à la convention de co-financement avec la Région Occitanie afin de modifier les conditions de financement pour 2022 et 2023 dans le sens précité.

En conséquence il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant 1 à la convention de co-financement entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Région Occitanie relative au projet de l'association les Nouvelles Grisettes de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 26 JUILLET 2022**

Hors commission - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et Le Point pour la co-organisation de la sixième édition de Futurapolis à Montpellier - Autorisation de signature

Le Point est une société éditrice de publications de presse dans le domaine de l'information à forte valeur ajoutée. Dans le cadre de ses activités éditoriales, *Le Point* organise des conférences d'information et de réflexion de haut niveau, animées par la rédaction et faisant intervenir des experts reconnus dans chacun des thèmes abordés. La conception et le contenu de ces manifestations sont confiés à la rédaction du *Point*, qui apporte son expertise dans le respect des règles déontologiques et d'indépendance propres à la presse. Une équipe spécifique du *Point* apporte son savoir-faire dans l'organisation de ces manifestations, et propose à des partenaires de les parrainer et de participer à leur organisation dans le cadre de leur politique institutionnelle.

Le Point organisera les 7 et 8 octobre 2022 à l'Opéra Comédie de Montpellier une manifestation publique, dont l'accès pour les participants sera gratuit sur inscription dénommée « *Futurapolis* ».

Afin de soutenir cet événement qui participe au rayonnement de son territoire, la Métropole s'engage à mettre à disposition du jeudi 6 au dimanche 9 octobre 2022 l'Opéra Comédie de Montpellier.

Montpellier Méditerranée Métropole participera aux frais techniques de la manifestation à hauteur de 30 000 € HT.

Ces engagements sont précisés dans une convention entre la Ville de Montpellier, la Métropole et *le Point*.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et *le Point* ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 26 JUILLET 2022**

Hors commission - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et Midi-Libre pour la co-organisation de la troisième édition du Forum "Le Monde Nouveau" à Montpellier - Autorisation de signature

Produit par le Groupe La Dépêche du Midi qui souhaite encourager et accompagner le développement de solutions durables et innovantes sur la Région Occitanie autour des grands enjeux environnementaux et sociaux de demain, le forum « *Le Monde Nouveau* » constitue une opportunité unique pour bâtir un projet impliquant tous les acteurs du territoire, attirer l'attention sur les initiatives engagées pour une économie verte et solidaire et faire de cet événement une expérience collective inoubliable.

En mars 2019, *Midi-Libre* a organisé la 1^{ère} édition du forum « Le Monde Nouveau », événement qui a réuni près de 7 200 visiteurs à Perpignan, 35 partenaires exposants, 70 intervenants experts de renom. La seconde édition du forum « *Le Monde Nouveau* » s'est déroulée à Montpellier, du 30 septembre au 3 octobre 2021.

La troisième édition du forum « *Le Monde Nouveau* » se déroulera au Corum - Palais des Congrès de Montpellier, du 29 septembre au 1^{er} octobre 2022 avec comme thématique majeure : « *Accélérer* ». Le temps est en effet à l'action et en cette année 2022 le Forum « *Le Monde Nouveau* » mettra à l'honneur les actions et les projets qui avancent, qui voient le jour, qui grandissent, qui fleurissent et qui montrent que le changement est possible.

Il est dans ce cadre proposé une convention de partenariat entre *Midi-Libre*, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour co-organiser cet événement. Le groupe de presse s'engage notamment à promouvoir l'événement et à être présent sur le forum, la Ville de Montpellier et la Métropole s'engagent à apporter une participation financière fixe, forfaitaire et non révisable de 60 000 € TTC (30 000 € chacun) pour l'année 2022. La Métropole mettra également à disposition des espaces du Corum et à habiller une rame de tramway pour promouvoir l'événement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole

- D'approuver les termes de la convention entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et *Midi-Libre* ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 26 JUILLET 2022

Ressources - Régime indemnitaire de la filière sécurité et indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des professeurs d'enseignement artistique chargés de direction - Approbation

I. Régime indemnitaire de la filière sécurité de la police métropolitaine des transports :

Dans le cadre de la mise en place de la police métropolitaine des transports prévue au 1^{er} janvier 2023, il est proposé la création du régime indemnitaire de la filière sécurité.

Deux éléments distincts peuvent composer le régime indemnitaire :

- 1 - L'indemnité spéciale mensuelle de fonction (ISMF) ;
- 2 - L'indemnité d'administration et de technicité (IAT).

Leur composition et leur montant varient en fonction des cadres d'emploi conformément aux décrets n° 97-702 du 31 mai 1997, n°2000-45 du 20 janvier 2000 et n°2006-1397 du 17 novembre.

1. L'indemnité spéciale mensuelle de fonction concerne les cadres d'emplois suivants :

- Directeurs de police municipale ;
- Chefs de service de police municipale ;
- Agents de police municipale.

Elle est constituée de (montant de référence au 1^{er} janvier 2017) :

- Pour les directeurs de police municipale :
 - Une part fixe d'un montant annuel maximum de 7 500€ ;
 - Une part variable égale au maximum à 25 % du traitement mensuel brut soumis à retenue pour pension (hors supplément familial et indemnité de résidence) ;
- Pour les chefs de service de police municipale principal de 1^{ère} classe, principal de 2^{ème} classe et chef de service de police municipale à partir du 3^{ème} échelon :
 - Indemnité égale au maximum à 30 % du traitement mensuel brut soumis à retenue pour pension (hors supplément familial et indemnité de résidence) ;
- Pour les chefs de service de police municipale jusqu'au 2^{ème} échelon inclus :

- Indemnité égale au maximum à 22 % du traitement mensuel brut soumis à retenue pour pension (hors supplément familial et indemnité de résidence) ;

- Pour les grades du cadre d'emplois des agents de police municipale :
 - Indemnité égale au maximum à 20 % du traitement mensuel brut soumis à retenue pour pension (hors supplément familial et indemnité de résidence).

Il est proposé l'attribution du coefficient maximum autorisé pour chaque agent selon leur grade.

2. L'indemnité d'administration et de technicité (IAT) concerne les cadres d'emplois suivants :

- Chefs de service de police municipale ;
- Agents de police municipale.

Les montants annuels de référence au 1^{er} février 2017 sont :

- Pour les chefs de service de police municipale : 595,77 € ;
- Pour les chefs de police municipale : 495,93 € ;
- Pour les brigadiers chefs principaux : 495,93 € ;
- Pour les gardiens brigadier (anciennement brigadier) : 475,31 € ;
- Pour les gardiens brigadier (anciennement gardien) : 469,88 €.

Le montant moyen annuel de l'IAT est calculé par application à ces montants de référence annuels fixés par grade, d'un coefficient multiplicateur d'ajustement compris entre 0 et 8. L'autorité territoriale détermine le montant individuel de l'IAT qui ne peut dépasser 8 fois le montant de référence du grade considéré.

Il est proposé de fixer les coefficients comme suit :

- Fonction de policier : coefficient 7 ;
- Fonction de responsable PMT : coefficient 8 ;
- Fonction de superviseur PMT : coefficient 5.

II. Indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des professeurs d'enseignement artistique chargés de direction

Les professeurs d'enseignement artistique exerçant des fonctions de direction peuvent bénéficier de l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (IFTS) en remplacement des indemnités de suivi et d'orientation des élèves (ISOE) et heures supplémentaires régulières allouées aux professeurs et assistants d'enseignement exerçant des fonctions d'enseignement.

La possibilité d'attribuer des IFTS aux professeurs territoriaux chargés de direction repose sur le principe de parité et de l'équivalence avec les corps de l'Etat (arrêté du 25 février 2002, fixant la liste des corps d'assimilation pour l'attribution de l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires aux fonctionnaires en fonctions dans les services déconcentrés, les établissements publics locaux d'enseignement et les établissements publics relevant des ministères chargés de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur, pris en application du décret n°2002-63 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des services déconcentrés).

Dès lors, les professeurs territoriaux d'enseignement artistique qui ne sont pas affectés sur des emplois d'enseignant mais, comme le prévoit le statut particulier de leur cadre d'emplois, « *assurent la direction pédagogique et administrative* » d'un établissement d'enseignement artistique peuvent prétendre au bénéfice des IFTS.

Les bénéficiaires sont les agents relevant du cadre d'emplois des professeurs d'enseignement artistique à la condition qu'ils exercent les fonctions de directeur d'un conservatoire à rayonnement communal ou

intercommunal, d'un établissement d'enseignement artistique non classé ou d'une école d'arts plastiques non habilitée à dispenser tout ou partie de l'enseignement conduisant à un diplôme d'Etat ou à un diplôme agréé par l'Etat (professeurs chargés de direction).

Le montant moyen annuel de référence au 1^{er} février 2017 est fixé à 1 488,88 € et correspond aux IFTS de 1^{ère} catégorie conformément au tableau d'assimilation concernant les professeurs certifiés fixé par l'arrêté précité du 25 février 2002.

Aucune distinction n'est faite entre les grades de professeur de classe normale et de professeur hors classe.

Ce montant est indexé sur la valeur du point d'indice de la fonction publique.

Le montant maximum individuel ne peut dépasser huit fois le montant moyen annuel attaché à la catégorie dont relève l'agent.

L'autorité territoriale détermine le taux individuel qui ne peut excéder huit fois le montant de référence.

Cette indemnité est non cumulable avec les indemnités susceptibles d'être servies aux professeurs exerçant des fonctions enseignantes (indemnité de suivi et d'orientation des élèves et indemnité d'heures supplémentaires d'enseignement) et est non cumulable avec un logement concédé par nécessité absolue de service.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la création du régime indemnitaire de la filière sécurité de la police métropolitaine des transports et de l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des professeurs d'enseignement artistique, chargés de direction ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 26 JUILLET 2022**

Ressources - Modification du Régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) - Refonte du Régime indemnitaire des catégories A, B et C - Approbation

Dans le prolongement de la délibération n° M2022-63 du 22 mars 2022 qui a institué le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) au sein de Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1^{er} juillet 2022, il est nécessaire de modifier par délibération le dispositif mis en place.

Ne seront repris dans la présente délibération que les éléments modifiant la délibération n° M2022-63 du 22 mars 2022 dans le cadre des limites instituées par le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014. La délibération n° M2022-63 du 22 mars 2022 instituant le RIFSEEP demeure applicable avec les modifications suivantes.

1. IFSE part fonctions

Les libellés des groupes de fonctions CG1 issus de l'article 3.1.2.1 de la délibération n° M2022-63 du 22 mars 2022 sont modifiés comme suit :

| POSTE CAT. | GROUPE | EMPLOI |
|------------|--------|---|
| A | AG1 | Directeur général / Directeur général délégué / Directeur de Pôle |
| | AG2 | Directeur adjoint de Pôle / Directeur délégué / Directeur d'établissement Niveau E1 / Directeur de mission / Responsable de service Niveau S1 |
| | AG3 | Responsable de service Niveau S2 / Fonctions à expertise forte ou en pilotage de projets complexes / Responsable d'établissement Niveau E2 / Responsable adjoint de service / Responsable d'établissement Niveau E3 / Responsable d'unité |
| | AG4 | Tout autre emploi - Fonctions de grade |
| B | BG1 | Responsable d'établissement Niveau E2 / Responsable adjoint de service / Responsable d'établissement Niveau E3 / Responsable d'unité |
| | BG2 | Responsable adjoint d'unité / Emplois requérant responsabilités et technicité / Responsable d'équipe |
| | BG3 | Tout autre emploi - Fonctions de grade |

| | | |
|---|-----|--|
| C | CG1 | Responsable d'unité / Responsable adjoint d'unité / Emplois requérant responsabilités et technicité Niveau 1 / Responsable de structure Niveau E4 / Responsable d'équipe / Responsable adjoint d'équipe / Emplois requérant responsabilités et technicité Niveau 2 |
| | CG2 | Tout autre emploi - Fonctions de grade |

2. Modalités de maintien en cas d'absence

L'article 3.1.6 issu de la délibération n° M2022-63 du 22 mars 2022 est modifié comme suit :

- a) Nonobstant les dispositions relatives à l'application d'un délai de carence et conformément au décret n°2010-997 du 26 août 2010, le bénéfice de l'IFSE est maintenu dans les mêmes proportions que le traitement en cas de congés annuels, pour maternité ou adoption, de paternité et d'accueil de l'enfant. Il est intégralement maintenu en cas d'accident de travail, de maladie professionnelle.
- b) Il convient de préciser qu'en cas de service à temps partiel pour raison thérapeutique, le régime indemnitaire est réduit au prorata de la durée effective du temps de travail pour les agents.
- c) S'agissant de la maladie ordinaire, il est décidé, dans le cadre d'un congé pour maladie ordinaire, que l'IFSE sera réduite à raison de 1/30 par jour d'absence après application d'une franchise égale à 10 jours. La période de référence s'étend au 1^{er} janvier au 31 décembre. La mise en œuvre est fixée au 1^{er} janvier 2023.
Des mesures exceptionnelles dans la mise en œuvre de ce dispositif pourraient être prises en cas d'état d'urgence sanitaire.
- d) En application de la réglementation, les primes et indemnités ainsi que leurs éventuelles majorations et les montants relatifs à un éventuel maintien de rémunération, sont suspendus totalement pendant le congé de longue maladie, le congé de longue durée ou le congé de grave maladie (pour les agents contractuels), à compter de la date de réception du procès-verbal de décision du comité médical plaçant le fonctionnaire dans ces types de congés maladie.

Toutefois, afin de préserver la situation des agents placés en congés de longue maladie, de longue durée ou de grave maladie, l'article 2 du décret n° 2010-997 du 26 août 2010 permet à l'agent de conserver, en congé maladie ordinaire et placé rétroactivement dans un de ces deux congés, la totalité des primes d'ores et déjà versées.

Il est rappelé que l'ensemble de ces dispositions s'appliquent également aux cadres d'emplois non éligibles au RIFSEEP.

Ces modifications ont fait l'objet d'un avis du comité technique en date du 30 juin et 12 juillet 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les modifications et précisions apportées à la délibération n° M2022-63 du 22 mars 2022 qui a institué, à compter du 1^{er} juillet 2022, le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 26 JUILLET 2022

Hors commission - Recours au dispositif d'apprentissage - Modification du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation

Montpellier Méditerranée Métropole fait régulièrement appel à des centres de formation afin de pouvoir accueillir des apprentis au sein de ses services.

L'apprentissage constitue un axe fort de la politique d'insertion sociale et professionnelle des jeunes. Il présente un intérêt certain pour les jeunes accueillis et notamment ceux en situation de handicap en leur proposant un mode d'insertion professionnelle durable grâce à l'obtention d'un niveau de qualification et une expérience adaptée. Il permet à des personnes âgées de 16 à 29 ans (sans limite d'âge concernant les travailleurs handicapés) d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application dans la collectivité. Cette formation en alternance est sanctionnée par la délivrance d'un diplôme ou d'un titre. D'autre part, il permet de tisser des liens durables avec les centres de formation sur des métiers et compétences recherchées par la collectivité. L'apprentissage est ainsi un formidable levier pour anticiper des besoins de recrutement ou des apports réguliers d'innovation, tout en répondant à un objectif de mission de service public par le soutien à l'emploi et à la qualification des jeunes. Enfin, il permet d'envisager au terme de leur formation, une intégration dans les effectifs de la Métropole, et contribue ainsi à la formation professionnelle de ces jeunes au sein du bassin d'emplois.

A la suite de la délibération du 31 mai 2022 autorisant la création de 16 nouveaux contrats d'apprentissage, il est proposé de conclure 6 contrats supplémentaires, afin d'accueillir 10 nouveaux apprentis pour des qualifications et des domaines d'intervention très variés : communication, informatique, ressources humaines, finances, politique internationale. Le choix des apprentis sera réalisé par la Collectivité. Ce dispositif pourra être reconduit d'une année supplémentaire en cas de redoublement d'un apprenti.

Le maître d'apprentissage sera inscrit à la formation dispensée par le CNFPT et bénéficiera de la Nouvelle Bonification Indiciaire (NBI) de 20 points d'indice supplémentaire permettant ainsi la reconnaissance de leur investissement et de leur responsabilité. Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Hérault et le Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique accompagnent sur les plans financier, administratif et technique, les collectivités territoriales dans l'intégration d'apprentis bénéficiant de la reconnaissance travailleur handicapé.

Il est demandé au Conseil de la Métropole l'autorisation de conclure **dix** contrats d'apprentissage.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De recourir au contrat d'apprentissage et d'approuver les modifications proposées au tableau des emplois et des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'approuver les termes des dix contrats d'apprentissage et des conventions conclues avec les centres de formation d'apprentis ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les contrats ainsi que tout document relatif à cette affaire.

| Numéro de poste | Pôle | Direction ou service | Nombre de poste | Diplôme préparé | Durée de la formation |
|------------------------------------|---------------------------------|---|-----------------|---|-----------------------|
| PT_APPR3M22-008 | Cabinet | Direction de la communication | 1 | Licence en graphisme | 1 an |
| PT_APPR3M22-009 | Direction Générale des Services | Mission Contractualisation et Partenariat | 1 | Master 2 | 1 an |
| PT_APPR3M22-010 | Pôle Numérique et Données | | 1 | licence professionnelle Progiciel système gestion intégrée (PSGI) | 1 an |
| PT_APPR3M22-011 PT_APPR3M22-012 | Pôle Ressources Humaines | Direction Parcours Professionnels et Compétences | 2 | Licence professionnelle ou Bachelor universitaire de technologie en Ressources Humaines | 1 an |
| PT_APPR3M22-013 | Pôle Ressources Humaines | Direction de l'Administration des Ressources Humaines | 1 | Master en droit des collectivités locales ou Magistère en Droit public | 1 an |
| PT_APPR3M22-014 | Pôle Finances | Service expertise financière | 1 | Master finances publiques et fiscalité | 1 an |
| PT_APPR3M22-015 | Pôle Relations aux Usagers | | 1 | Master métiers des études et du conseil | 1 an |
| PT_APPR3M22-016 PT_APPR3M22-017 | Pôle Patrimoine Immobilier | Direction des Moyens Généraux et Bâtiments | 2 | Bachelor Efficacité énergétique | 1 an |



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 26 JUILLET 2022

Ressources - Mise en place d'un dispositif de traitement des signalements des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes au sein de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation

La loi de transformation de la fonction publique du 6 août 2019 a intégré un dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes dans le statut général des fonctionnaires. Le décret n°2020-256 du 13 mars 2020 en précise les modalités de mise en œuvre. Ainsi, les employeurs des trois fonctions publiques ont l'obligation de mettre en place un dispositif de signalement ayant pour objet de recueillir les signalements des agents qui s'estiment victimes ou témoins de tels actes.

Au-delà de ce cadre réglementaire, la prévention et le traitement de toutes formes de violences et de discrimination constituent surtout l'une des priorités du mandat, fortement affirmée dans le cadre de la politique des ressources humaines et de la politique de diversité et de la lutte contre les discriminations de la Ville, la Métropole et du Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier (CCAS).

En cohérence avec le plan égalité femmes-hommes et le programme annuel de prévention des risques professionnels, un dispositif permettant de recueillir les signalements des agents qui estiment être victimes ou témoins d'un acte de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel ou d'agissements sexistes est mis en place. Ce dispositif est commun pour les agents de la Ville et de la Métropole (titulaires, stagiaires, contractuels, vacataires). Il a été élaboré, en concertation avec les élus délégués à l'égalité femmes-hommes et aux ressources humaines, les directeurs de pôles, les managers, les organisations syndicales et les acteurs du processus.

L'objectif est de doter les agents et les managers, d'un outil permettant de réagir rapidement et de façon adaptée, si l'activité professionnelle ne peut plus être exercée dans un cadre serein, face à une situation de violence ou de discrimination.

Le dispositif répond à plusieurs enjeux de prévention, de sécurité et de qualité de vie au travail des agents :

- Un traitement équitable des situations ;
- Un cadre de travail plus serein pour les agents et une amélioration de leurs conditions de travail ;
- Une évolution des pratiques et des représentations au sein de la collectivité, en lien avec le plan égalité femmes-hommes et le programme annuel de prévention des risques professionnels ;
- La prévention des risques humains et juridiques.

Trois grandes étapes ont été ainsi formalisées pour :

- Recueillir et analyser les signalements des agents victimes ou témoins de faits ;
- Orienter les agents concernés vers les services et professionnels compétents, pour leur apporter accompagnement et soutien et pour la mise en place d'une aide juridique (protection fonctionnelle) ;
- Assurer le traitement des faits signalés et prendre toute mesure de protection appropriée envers l'agent victime ou témoin.

A chaque étape, sont définies les différentes modalités de recueil et d'analyse des signalements, d'orientation, d'accompagnement et de soutien envers les agents mais également de traitement des faits et de réalisation de l'enquête administrative dans un guide.

Ce dispositif permet de garantir un traitement respectueux, confidentiel et équitable des agents concernés.

La confiance de l'ensemble des acteurs de la collectivité dans cette procédure permettra une effectivité optimale et une utilisation adaptée.

La mise en place du dispositif s'accompagne de la diffusion de plusieurs outils de communication destinés à sensibiliser et à informer les agents sur son existence, les procédures mises en place et les modalités d'accès. Des rencontres seront également prévues auprès des agents afin qu'ils puissent s'approprier le dispositif.

L'ensemble du dispositif (procédure et outils de communication) a été soumis à l'avis des Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) du 10 juin 2021, 22 octobre 2021 et 9 juin 2022 puis en comité technique du 30 juin 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la mise en place du dispositif de traitement des signalements des actes de violence, de discrimination, de harcèlement, et d'agissements sexistes commun à destination des agents de la Ville et de la Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

PRÉVENIR ET TRAITER LES ACTES DE VIOLENCE, DE DISCRIMINATION, DE HARCÈLEMENT ET LES AGISSEMENTS SEXISTES AU TRAVAIL

La prévention et le traitement de toutes formes de violence et de discrimination est pour la Ville et la Métropole de Montpellier une des priorités de la politique de ressources humaines.

Cela s'inscrit à la fois dans le cadre de l'engagement politique fort de l'exécutif en faveur de la diversité et de la lutte contre les discriminations, formalisé notamment dans le plan égalité femmes-hommes mais c'est aussi une part centrale de notre politique de prévention des risques professionnels.

En effet, il ne peut y avoir de qualité de vie au travail au sein de nos collectivités si les actions contribuant à dégrader les conditions de vie au travail des agent-es sont banalisées.

Le respect des différences, la nécessité de travailler dans un cadre apaisé pour réaliser au mieux les missions de service public qui nous sont confiées est un devoir de l'employeur et une volonté affirmée par le Maire Président.

Cette procédure vise aujourd'hui à vous doter d'un outil permettant d'objectiver les signalements et de les traiter de manière professionnelle et adaptée afin que l'on puisse rapidement réagir si vous n'exercez pas votre activité dans un cadre serein.

Conformément aux dispositions de l'article L. 135.6 du Code Général de la Fonction Publique, les collectivités et établissements publics doivent mettre en place un dispositif de signalement qui a pour objet de recueillir les signalements des agent-es qui s'estiment victimes ou témoins d'un acte de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel ou d'agissements sexistes. Il vise également à les orienter vers les autorités compétentes en matière d'accompagnement, de soutien et de protection des victimes et de traitement des faits signalés.

Le dispositif comporte :

1. Une procédure de recueil des signalements,
2. Une procédure d'orientation des agent-es s'estimant victimes vers les services et professionnels compétents chargés de leur accompagnement et de leur soutien,
3. Une procédure d'orientation des agent-es s'estimant victimes ou témoins vers les autorités compétentes pour prendre toute mesure de protection appropriée et assurer le traitement des faits signalés.

Champ d'application :

Le dispositif mis en place au sein de la Ville et de la Métropole de Montpellier s'adresse aux agent-es (titulaires, stagiaires, contractuel·les, vacataires) qui s'estiment victimes ou témoins de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel ou d'agissements sexistes dans le cadre des fonctions qu'ils ou elles exercent sur leur lieu de travail.



LE PLAN ÉGALITE PROFESSIONNELLE FEMMES-HOMMES 2021 - 2023

Etape de la démarche Égalité professionnelle engagée au sein de la Ville et de la Métropole de Montpellier, il propose des actions visant à agir encore davantage sur les inégalités constatées dans plusieurs domaines de la politique RH. Il vise également à instaurer et à faire vivre une culture de l'égalité professionnelle porteuse de valeurs nobles et citoyennes et à améliorer la qualité de vie de travail et l'équilibre entre vie professionnelle et personnelle, notamment par une meilleure prise en compte des contraintes personnelles des agent-es.

Par ailleurs, les actions du plan doivent répondre aux 4 axes définies par la loi dont l'un est de « *prévenir et traiter les discriminations, les actes de violence, de harcèlement moral ou sexuel ainsi que les agissements sexistes* ».

LE PROGRAMME ANNUEL DE PRÉVENTION

Il propose des actions prioritaires de prévention des risques professionnels, issues du recensement des documents uniques d'évaluation des risques professionnels (DUEP), et visant à garantir aux agent-es un niveau optimal de protection de leur sécurité et de leur santé, et à améliorer leurs conditions de travail.

L'un des enjeux du programme annuel de prévention validé en CHSCT de juillet 2021, est de mener des actions visant à prévenir les situations d'agressivité notamment sur le lieu de travail.

SOMMAIRE

| | |
|--|-----------|
| I. DE QUOI PARLE T-ON ? | 4 |
| Actes de violence | 4 |
| Actes de discrimination | 4 |
| Harcèlement | 4 |
| Agissement et outrage sexiste | 5 |
| Agression sexuelle | 6 |
| Viol | 6 |
| Ce que risque l'auteur.e selon les faits | 7 |
| II. DISPOSITIF DE SIGNALEMENT | 8 |
| Schéma du dispositif de signalement | 8 |
| Recueil des signalements | 9 |
| Accompagnement et soutien aux agent-es | 9 |
| Traitement du signalement | 10 |
| III. MESURES DE PROTECTION | 11 |
| Protection fonctionnelle | 11 |
| IV. VOUS ETES TEMOIN DE FAITS | 12 |
| V. VOUS ETES LA/LE MANAGER | 13 |
| VI. QUI CONTACTER ? | 14 |
| Fiche alerte signalement | 15 |

I. DE QUOI PARLE T-ON ?

Pour pouvoir prévenir et traiter, il est important de différencier et de connaître la définition des termes « actes de violence », de « discrimination », de « harcèlement » et d' « agissements et d'outrages sexistes ».

1. ACTES DE VIOLENCE

Ils se caractérisent par un ensemble d'attitudes qui manifestent de l'hostilité ou de l'agressivité entre des individus, volontairement ou non, à l'encontre d'autrui sur sa personne ou sur ses biens. Ils peuvent être de nature *verbale*, *physique* ou *sexuelle*.

EXEMPLES

- **Violence verbale** : menaces, injures, diffamations, outrages
- **Violence physique** : coups, blessures, gestes ou agissements d'intimidation.
- **Violence sexuelle** : acte ou tentative d'acte sexuel.

2. ACTES DE DISCRIMINATION

Ils résultent des traitements inégaux et défavorables appliqués à certaines personnes en raison de certains traits réels ou supposés liés à leur ethnie ou leur race, leur origine, leur langue, leur religion, leur langue, leur nom, leur sexe, leur apparence physique ou de leur appartenance à un mouvement philosophique, syndical ou politique, leur état de santé, leur handicap, leur identité de genre ou leur âge (Réf. Article 1 de la loi n°2008-496 du 27 mai 2008). On parle de discrimination *directe*.

Constitue une discrimination *indirecte* une disposition, un critère ou une pratique neutre en apparence, mais susceptible d'entraîner un désavantage particulier pour des personnes par rapport à d'autres, à moins que cette disposition, ce critère ou cette pratique ne soit objectivement justifié par un but légitime et que les moyens pour réaliser ce but ne soient nécessaires et appropriés.

EXEMPLES

- **Acte de discrimination directe** : refuser l'embauche d'un ou d'une candidat·e en raison de son handicap.
- **Acte de discrimination indirecte** : mettre en place des réunions importantes le mercredi, ne permettant pas aux agent·es en majorité à temps partiel le mercredi d'y assister.

3. HARCÈLEMENT

Le **harcèlement** se définit comme une violence répétée qui peut être verbale, physique ou psychologique.

Le harcèlement *moral* se définit par des agissements répétés qui visent à une dégradation des conditions de travail et qui portent atteinte aux droits, à la dignité, à la santé physique ou mentale ou à l'avenir professionnel de l'agent·e. Il se traduit par un acharnement verbal et/ou un comportement répété entraînant la désorganisation du travail de la victime. Les agissements, qu'ils soient volontaires ou non, poussent la victime à la faute, la repousse sur ces retranchements, lui ôte toute initiative et la met partiellement ou totalement à l'écart.

EXEMPLES

Harcèlement moral : mise au placard, surveillance tatillonne du travail, octroi de missions impossibles à réaliser dans des délais impossibles à tenir, des propos humiliants en présence de collègues visant à discréditer l'agent·e, se moquer d'un·e agent·e ou d'en faire un objet de dérision en colportant de fausses rumeurs ou des insinuations malveillantes, reprocher le manquement d'une action non demandée auparavant,...

EXEMPLES

Le harcèlement **sexuel** est le fait d'imposer à une personne, de façon répétée, des propos ou agissements à connotation sexuelle non désirés qui, soit portent atteinte à sa dignité en raison de leur caractère dégradant ou humiliant, soit créent à son égard une situation intimidante, hostile ou offensante ». Est assimilé au harcèlement sexuel « le fait, même non répété, d'user de toute forme de pression grave, dans le but réel ou apparent d'obtenir un acte de nature sexuelle, que celui-ci soit recherché au profit de l'auteur-e des faits ou au profit d'un tiers » (Article 222-33 du Code pénal). Le harcèlement sexuel suppose une connotation sexuelle, mais pas obligatoirement une relation sexuelle ou un viol.

La notion de pression grave recouvre des situations très variées, dans lesquelles une personne tente d'imposer un acte de nature sexuelle à la victime en contrepartie :

- d'un avantage comme l'obtention d'un emploi, d'une augmentation, etc.
- de l'assurance qu'elle évitera une situation particulièrement dommageable telle qu'une mutation dans un emploi non désiré.

- **Harcèlement sexuel :** importuner quotidiennement son ou sa collègue en lui adressant sans cesse des messages ou des objets à connotation sexuelle, alors qu'il ou elle lui a demandé de cesser ce comportement.
- **Actes verbaux :** invitations privées, remarques, questions ou confidences sur la vie sexuelle de la victime ou de l'auteur-e des faits, propositions sexuelles
- **Actes non verbaux :** des regards, l'exhibition du sexe,
- **Actes physiques :** frôlements, attouchements, baisers.

4. AGISSEMENT et OUTRAGE SEXISTE

L'agissement sexiste est défini comme tout agissement lié au sexe d'une personne, ayant pour objet ou pour effet de porter atteinte à sa dignité ou de créer un environnement intimidant, hostile, dégradant, humiliant ou offensant. » Article L.131-3 du Code Général de la Fonction Publique.

EXEMPLES

- **Critiquer une femme parce qu'elle n'est pas « féminine » ou un homme parce qu'il n'est pas « viril ».**
Reprocher régulièrement l'apparence physique d'une femme et faire l'objet de dénigrement : « *Tu ne pourrais pas dire à ton mari de t'acheter des jupes ?* ».
Traiter un homme régulièrement de « femmelette ». Faire subir de manière répétée des propos humiliants sur son manque d'autorité : « *Heureusement que tous les hommes ne sont pas comme toi, vivement l'arrivée de Jean-Marc, au moins lui, il en a !* ».
- **Faire des blagues sexistes**
« *Tu sais quelle est la différence entre toi et un répondeur ? Lui au moins, il retient les messages ! Allez, c'est drôle, fais pas ta blonde !* ».
« *Quelle est la différence entre une blonde et un ordinateur ? Il faut répéter l'information une seule fois à l'ordinateur !* »
- **Le paternalisme ou interpellations familiales**
Exercer sur la personne une certaine influence ou autorité, comme le ferait un parent avec ses enfants, en utilisant les mots : « *ma petite, ma jolie, ma belle, ma chérie etc.* » qui confèrent une tonalité affective mais qui maintient un rapport de dépendance entre les deux personnes.

Afin de renforcer la lutte contre les violences sexuelles et sexistes, **l'outrage sexiste** a été intégré dans le Code pénal afin de sanctionner certains comportements à connotation sexiste ou sexuelle jusqu'alors impunis tels que le harcèlement de rue, car ne relevant d'aucune des infractions existantes.

L'outrage sexiste peut être caractérisé sur le lieu de travail. Il est assimilé à l'agissement sexiste et se définit pénalement comme le fait d'imposer à une personne des propos ou un comportement à connotation sexuelle ou sexiste qui porte atteinte à sa dignité en raison de son caractère dégradant ou humiliant, ou qui crée à son encontre une situation intimidante, hostile ou offensante (article 621-1 du Code Pénal).

A l'inverse du harcèlement sexuel, la répétition des faits, comportements ou propos ne sont pas nécessaires pour caractériser l'outrage ou l'agissement sexiste.

EXEMPLES

Faire des commentaires à connotation sexuelle, faire des propositions sexuelles, gestes imitant ou suggérant un acte sexuel, sifflements, bruitages obscènes ou ayant pour finalité d'interpeller une personne de manière dégradante, dévisager, détailler avec insistance le physique d'une personne.

5. AGRESSION SEXUELLE

Une agression sexuelle se définit comme « Toute atteinte sexuelle commise avec violence, contrainte, menace ou surprise. » Article 222-22 du Code pénal.

Ce sont des faits de nature sexuelle autre que la pénétration tels que les attouchements ou caresses du sexe, des fesses, des cuisses, de la poitrine.

Pour être qualifiée comme telle, l'agression sexuelle nécessite un contact entre l'auteur·e et la victime sans que l'auteur·e n'ait obtenu le consentement clair de la victime.

EXEMPLES

- Embrasser par surprise un ou une collègue de travail sur la bouche.
- Mettre une main aux fesses à un ou une collègue.
- Mettre la main sous le pull d'un ou d'une collègue.
- Bloquer un ou une collègue et lui toucher une partie intime du corps.

6. VIOL

« Tout acte de pénétration sexuelle, de quelque nature qu'il soit, commis sur la personne d'autrui par violence, contrainte, menace ou surprise. » Article 222-23 du Code pénal.

On distingue le viol des autres agressions sexuelles à travers l'existence d'un acte de pénétration qui peut être vaginale, anale ou buccale. Cet acte peut être réalisé aussi bien avec une partie du corps (sexe, doigt) qu'avec un objet.

Les infractions sont des faits pénaux répréhensibles aussi bien au travail qu'en dehors des situations de travail.

Le consentement

Dans les violences sexuelles, la notion de consentement est très importante car la victime n'a pas consenti et pas désiré ces comportements et/ou propos. Le refus et le non consentement peuvent être exprimés notamment par des paroles, des silences, des attitudes, des écrits.

- ⇒ Consentir c'est donner sa permission, son accord, accepter qu'une action ou une situation se produise
- ⇒ Le consentement sexuel doit être l'expression d'un choix libre et volontaire
- ⇒ Le consentement doit être réciproque et mutuel : il peut être formulé par des propos, des comportements ou les deux.
- ⇒ Le silence ne vaut pas acceptation.
- ⇒ Le consentement est temporaire : il peut être donné puis retiré.
- ⇒ Le consentement concerne un acte sexuel et non tous les actes sexuels.
- ⇒ Si une personne n'est pas en état de donner son consentement, c'est donc qu'elle refuse.
- ⇒ Le consentement ne peut être obtenu par l'usage de force physique, ou en contraignant la personne, pour qu'elle dise consentir.

Différence entre séduction / harcèlement et violences sexuelles

La séduction a pour règles : le respect, la réciprocité et l'égalité. La personne se sent respectée, désirée, en sécurité. **Il s'agit d'une situation de consentement.**

A l'inverse, les violences de harcèlement ou d'agression à caractère sexuel, **ont lieu sans consentement.** L'harcleur·se ou l'agresseur·se ne cherche pas à séduire ou plaire, il ou elle veut imposer ses choix et son pouvoir. La victime est mal à l'aise, nerveuse et cherche à éviter l'harcleur·se ou l'agresseur·se.



OBLIGATIONS ET DÉONTOLOGIE DES FONCTIONNAIRES

Les agent-es publics sont soumis à des principes déontologiques et de valeurs fondamentales en raison du caractère d'intérêt général de leurs missions. Les obligations auxquelles elles ou ils sont assujettis doivent se décliner dans leurs propos, leurs agissements et leur tenue dans l'exécution des missions du service.

Les agent-es publics, qui commettent les actes et/ou les agissements définis ci-dessus, contreviennent donc à leurs obligations en adoptant un comportement répréhensible, contraire à leur mission et indigne de leur fonction.

Article L.121-1 et suivants du Code Général de la Fonction Publique

« Le fonctionnaire exerce ses fonctions avec *dignité, impartialité, intégrité et probité*.

Dans l'exercice de ses fonctions, il est tenu à l'obligation de neutralité.

Le fonctionnaire exerce ses fonctions dans le respect du principe de laïcité. A ce titre, il s'abstient notamment de manifester, dans l'exercice de ses fonctions, ses opinions religieuses.

Le fonctionnaire traite de façon égale toutes les personnes et respecte leur liberté de conscience et leur dignité.

Il appartient à tout chef de service de veiller au respect de ces principes dans les services placés sous son autorité. Tout chef de service peut préciser, après avis des représentants du personnel, les principes déontologiques applicables aux agents placés sous son autorité, en les adaptant aux missions du service.

CE QUE RISQUE L'AUTEUR-E SELON LES FAITS



DE LA PART DE L'EMPLOYEUR

Selon les faits, une sanction disciplinaire pouvant aller du simple avertissement jusqu'à la révocation



AU NIVEAU PÉNAL

Selon la loi et les circonstances de la survenue de l'acte

| | |
|------------------------------|---|
| Actes de violence verbale | 12 000 € ou 25 000€ d'amende selon leur nature (article R 625-8-1 du Code pénal) |
| Actes de violences physiques | <ul style="list-style-type: none">- Si incapacité totale de travail (ITT) d'une durée inférieure ou égale à 8 jours : 1 500 € d'amende (3 000 € en cas de récidive)- Si ITT de plus de 8 jours : 3 ans d'emprisonnement et 45 000 € d'amende (Code pénal : articles 222-7 à 222-16-3) |
| Acte de discrimination | 3 ans de prison et 45 000 € d'amende (Section 1 : des discriminations (Articles 225-1 à 225-4) du Code Pénal) |
| Harcèlement moral : | 2 ans d'emprisonnement et 30 000 € d'amende. (article 222-33- 2 du Code pénal) |
| Harcèlement sexuel | 2 à 3 ans d'emprisonnement et de 30 000 € à 45 000 € d'amende selon les circonstances (Article 222-33, section 3, paragraphe 4 du Code pénal) |
| Agissement/outrage sexiste | De 750€ à 1 500€ d'amende (art.621-1 Code Pénal et art. articles L. 131-2 et suivants du Code général de la Fonction Publique) |
| Agression sexuelle | Jusqu'à 5 ans de prison et 75 000€ d'amende (art. 222-22 et 222-27 Code Pénal) |
| Viol | 15 ans de réclusion criminelle (art.222-23 Code Pénal) |

II. LE DISPOSITIF DE SIGNALEMENT

Les employeurs des trois versants de la fonction publique ont l'obligation de mettre en place un dispositif de signalement qui peut être saisi par tout·e agent·e public ou personne s'estimant victimes ou témoins de tout acte de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes sur son lieu de travail.

Décret 2020-256 du 13 mars 2020 relatif au dispositif de signalement, des actes de violences, de discriminations, de harcèlements et d'agissements sexistes dans la Fonction Publique.

1/ RECUEIL DU SIGNALEMENT

1. Je m'estime victime ou témoin de tels actes ou agissements.

- J'alerte mon manager ou toute autre personne digne de confiance de mon entourage professionnel (collègue, OS, RH).
- Je contacte le numéro de téléphone interne dédié, au 28844 et depuis l'extérieur au 04 67 34 88 44,
- Je remplis la fiche « Alerte signalement » accompagnée de toutes les pièces que je juge utiles pour l'instruction du dossier.
- Je l'envoie par courrier avec la mention « confidentiel » auprès de la Direction Santé Prévention.
- Je l'envoie par mail à l'adresse spécifique signalementRH@montpellier3m.fr
- Je reçois un accusé réception sous 48h.

2. La Direction Santé Prévention m'oriente vers :

- ⇒ des mesures de protection, d'accompagnement et de soutien :
 - auprès d'un·e professionnel·le de l'unité médico-psycho-sociale de la direction Santé Prévention.
 - la mise en place d'une aide juridique et de la protection fonctionnelle.
- ⇒ un entretien d'appréciation des faits. Je peux me faire accompagner par la personne de mon choix à cet entretien.

2/ ACCOMPAGNEMENT ET SOUTIEN

Un RDV est proposé avec :

- un·e psychologue du travail
- un·e assistant·e sociale du travail
- ou l'un·e des deux médecins de prévention

Au sein du pôle RH, la cellule « Signalement » analyse et pré-qualifie les faits.

Les faits sont recevables

Qualification du signalement

Les faits ne sont pas recevables

Les informations sont réorientées vers : un autre service, la ligne hiérarchique, d'autres professionnels... Elles peuvent donner lieu à d'autres mesures (prévention, actions de recadrage, de sensibilisation).

⇒ Je suis tenu·e informé·e que le dossier est clôturé.

3/ TRAITEMENT DU SIGNALEMENT

- Enquête administrative pilotée par le pôle RH
- Analyse des éléments par la cellule pluridisciplinaire « Signalement »
- Mise en œuvre de mesures et d'actions après validation de la Direction Générale :
 - de protection, d'accompagnement et d'orientation en ma faveur
 - à l'encontre de ou des auteurs des faits
 - vis-à-vis du collectif de travail, en associant la ou le manager

Le dispositif prévoit trois procédures complémentaires :

1. Une procédure de recueil des signalements des agent-es victimes ou témoins.
2. Une procédure d'accompagnement et de soutien et de protection des agent-es.
3. Une procédure de traitement des faits signalés.

Les procédures 2 et 3 peuvent être menées simultanément.

Rappel :

Le présent dispositif mis en place au sein de la Ville et de la Métropole de Montpellier s'adresse aux agent-es (titulaires, stagiaires, contractuels, vacataires) qui s'estiment victimes ou témoins de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel ou d'agissements sexistes dans le cadre des fonctions qu'ils ou elles exercent sur leur lieu de travail.

1. RECUEIL DES SIGNALEMENTS

Les agent-es s'estimant victimes ou témoins de tels actes ou agissements peuvent :

- Contacter le numéro interne dédié au **28844** ou externe : **04 67 34 88 44**
- Remplir le formulaire dédié accompagné de toutes les pièces jugées utiles
- Envoyer un courrier accompagné de toutes les pièces jugées utiles dans une enveloppe avec la mention « Confidentiel » auprès de la Direction Santé Prévention
- Envoyer les éléments à l'adresse mail spécifique signalementRH@montpellier3m.fr

AGENT-ES VILLE OU MÉTROPOLE



signalementRH@montpellier3m.fr

N° interne : 28844 / externe : 04 67 34 88 44

Cette procédure garantit la stricte confidentialité de l'identité de l'auteur.e des faits et des personnes visées ainsi que des faits faisant l'objet de ce signalement, y compris en cas de communication aux personnes ayant besoin d'en connaître le contenu pour le traitement.

Les informations sont réceptionnées par la Direction Santé Prévention. Le courrier ou le courriel devra mentionner :

- Les faits ainsi que, s'il en dispose, les informations ou documents, quels que soient leur forme ou leur support, de nature à les étayer,
- Les éléments permettant, le cas échéant, un échange avec le destinataire du signalement.

À partir de la réception, un accusé réception sera transmis à l'auteur.e dans un délai maximum de 48 heures.

La saisine du dispositif ne désengage pas l'agent-e d'effectuer un dépôt de plainte auprès du procureur de la République.

Le dépôt de plainte n'est pas un préalable à la saisine du dispositif par l'agent-e.

2. ACCOMPAGNEMENT ET SOUTIEN ENVERS LES AGENT-ES

Dès le recueil des informations, l'administration propose **un accompagnement et un soutien médico—psycho-social** auprès des agent-es s'estimant victimes ou témoins de tels actes ou agissements par un.e professionnel.le de l'unité médico-psycho-sociale de la direction Santé Prévention (psychologue du travail, assistante sociale du travail, médecin de prévention).

Les agent-es sont également orienté-es pour la mise en place d'une aide juridique et de la protection fonctionnelle.

L'agent-e présumé.e victime ou témoin est invité.e à un entretien afin d'apprécier et de pré-qualifier les faits et que toute mesure de protection nécessaire soit prise (mobilité temporaire sur un autre établissement, changement temporaire d'équipe, de fonctions,...). Les informations recueillies durant cette phase restent confidentielles à ce stade.

Cependant, si des éléments complémentaires graves sont apportés sur les faits, le ou la professionnel.le pourra interpeller la cellule « signalement » en charge de pré-qualifier les faits.

3. TRAITEMENT DU SIGNALEMENT

À la réception des informations, des entretiens exploratoires seront menés par des professionnel·les de la Direction Santé et Prévention afin de pouvoir objectiver les faits. Des rapports seront réalisés et permettront de statuer sur la recevabilité et la pré-qualification des faits.

Si les faits sont qualifiés de signalement

- ✓ Le signalement est qualifié et enregistré. Une cellule pluridisciplinaire « signalement » se réunit dans un délai de 15 jours maximum à réception des éléments de synthèse des entretiens exploratoires.
- ✓ Une enquête administrative pilotée par le pôle RH est déclenchée.
- ✓ Levée de la confidentialité accompagnée de mesures de protection vis-à-vis de l'agent·e.
- ✓ Retour d'information aux organisations syndicales et à la ligne managériale avec accord/information de l'agent et retour en Comité d'Hygiène et Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) dans le cadre d'un bilan annuel anonymisé.
- ✓ Analyse des rapports d'enquête par la cellule signalement avec un 1^{er} niveau d'information de la ligne managériale et des Organisations Syndicales avec accord de l'agent·e.
- ✓ Mise en place et formalisation de mesures spécifiques :
 - en faveur de l'agent·e victime : protection, d'accompagnement et orientation
 - vis-à-vis du collectif de travail
 - à l'encontre du ou des auteur·es des faits, en associant le manager
- ✓ Sous toutes réserves, le signalement sera traité dans un délai de deux mois à réception de l'alerte.

Si les faits ne sont pas qualifiés de signalement

- ✗ Aucune sanction ne sera prise à l'encontre de la personne ayant transmis les informations.
- ✗ Aucune information particulière ne sera transmise à la personne visée dans les faits.
- ✓ L'agent·e ayant fait remonter les informations sera informé·e de l'absence de suite.
- ✓ Les informations seront réorientées vers un autre service, la ligne hiérarchique, ou vers un autre professionnel compétent.
- ✓ Les informations pourront donner lieu à d'autres actions : recadrage, sensibilisation, médiation, etc...
- ✓ Un accompagnement Qualité de Vie au Travail prévention pourra être lancé.
- ✓ Le dossier est clôturé et aucun élément n'est conservé dans le dossier administratif de l'agent·e. Néanmoins si de nouveaux faits étaient portés à la connaissance de la collectivité après la clôture du dossier, celle-ci pourrait ré-ouvrir le dossier et procéder à un nouvel examen des éléments.



L'ENQUÊTE ADMINISTRATIVE

Elle a pour objectif de s'assurer de la véracité des informations et des circonstances des faits portés à la connaissance de l'autorité territoriale mais également d'étayer les témoignages rassemblés et autres éléments recueillis en vue de prendre des mesures à l'encontre du ou des auteur·es présumé·es des faits. Elle doit aboutir sur la réalisation un rapport circonstancié.

Elle porte sur :

- les faits,
- le contexte et les circonstances,
- les conséquences sur le travail et la santé.

L'enquête se réalise par des auditions et sur pièces (notamment SMS, courriels ...) auprès de :

- ✓ la victime,
- ✓ la personne présumée coupable,
- ✓ tout tiers : N+1, membre de l'équipe, toute personne présente au moment des faits permettant d'alimenter l'enquête.

III. MESURES DE PROTECTION

Le Code Général de la fonction publique définit le cadre de protection des agent-es de la fonction publique dans les cas où ceux-ci sont victimes de violences. Il comprend des outils de protection qui s'appliquent aux situations de violences comme à celles de harcèlement.

PROTECTION FONCTIONNELLE

L'administration doit protéger ses agent-es, titulaires ou non, contre les violences, injures ou diffamations dont ils peuvent être victimes à l'occasion ou en raison de leurs fonctions. L'article L. 134-5 du Code Général de la fonction publique prévoit que

« La collectivité publique est tenue de protéger le fonctionnaire contre les atteintes volontaires à l'intégrité de la personne, les violences, les agissements constitutifs de harcèlement, les menaces, les injures, les diffamations ou les outrages dont il pourrait être victime sans qu'une faute personnelle puisse lui être imputée. Elle est tenue de réparer, le cas échéant, le préjudice qui en est résulté ».

La protection fonctionnelle dont bénéficient les agent-es victimes recouvre plusieurs aspects :

L'obligation de prévention

Lorsque l'administration est informée précisément par l'agent de faits qui vont se produire ou qui n'ont pas pris fin, elle doit mettre en œuvre les moyens les plus appropriés pour éviter ou faire cesser les attaques auxquelles l'agent-e est exposé-e.

Dans la pratique, pour les cas où l'administration est en mesure d'établir la responsabilité de l'auteur-e des faits, l'octroi de la protection fonctionnelle dans le cadre de la jurisprudence peut se traduire par des mesures de changement d'affectation, d'éloignement ou de suspension des fonctions de l'auteur-e des faits (Rép. min. n° 13166, JO Sénat 28 juillet 2011 p.1989).

L'administration peut également engager une procédure disciplinaire contre l'agresseur-se si celui-ci/celle-ci est un-e agent-e public-que (CE, 21 novembre 1980, n° 21162 ; Rép. min. n° 3765, JO Sénat 3 juillet 2008 p. 1350).

L'obligation d'assistance

Cette assistance peut être de toute nature, notamment juridique. La collectivité choisit les actions les plus appropriées à mettre en œuvre. Il s'agit notamment, le plus souvent, d'apporter à l'agent-e une aide dans les procédures juridictionnelles engagées, notamment devant les juridictions pénales. L'assistance peut se manifester par la prise en charge des honoraires d'un avocat par l'administration. L'agent demeure néanmoins libre du choix de son avocat.

Si l'agent-e n'a pas fixé son choix sur un défenseur particulier, l'administration pourra, si l'agent-e en exprime le souhait, l'accompagner dans sa décision. Même si l'agent-e choisit personnellement son défenseur selon des critères qui lui sont propres, sans avoir recours aux conseils de l'administration, il lui appartient de prendre contact avec le pôle RH, notamment afin de connaître les conditions dans lesquelles la prise en charge des frais d'avocat sera effectuée.

Il convient également de rappeler que l'administration n'est pas tenue de prendre à sa charge l'intégralité de ces frais, que l'avocat soit choisi ou non parmi ceux proposés par l'assureur de la collectivité « lorsque le nombre d'heures facturées ou déjà réglées apparaît manifestement excessif ».

IV. VOUS ÊTES TEMOIN DE FAITS

Selon la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires et le Code général de la fonction publique :

« Les agents publics sont soumis à des principes déontologiques et de valeurs fondamentales en raison du caractère d'intérêt général de leurs missions, notamment la dignité et la probité et de ce fait, l'interdiction de tout agissement de nature à discréditer l'administration. »

Article 40 du Code de Procédure Pénal :

« Le procureur de la République reçoit les plaintes et les dénonciations et apprécie la suite à leur donner conformément aux dispositions de l'article 40-1.

Toute autorité constituée, tout officier public ou fonctionnaire qui, dans l'exercice de ses fonctions, acquiert la connaissance d'un crime ou d'un délit est tenu d'en donner avis sans délai au procureur de la République et de transmettre à ce magistrat tous les renseignements, procès-verbaux et actes qui y sont relatifs. »

Les agent-es de la fonction publique ont des obligations de protection des agent-es victimes de violences et de harcèlement, selon leur rôle et leur position hiérarchique.

Face à une situation de violences ou de harcèlement, l'important est d'avoir les bons réflexes et d'agir !

Définitions

DIGNITÉ :

Qualité de ce qui est digne. Cet adjectif désigne ce qui correspond ou ce qui est proportionné au mérite de quelqu'un ou de quelque chose, à celui qui mérite telle ou telle chose et ce dont la qualité est acceptable.

PROBITÉ :

Droiture qui porte à respecter le bien d'autrui, à observer les droits et les devoirs de la justice. Amabilité, bonté, rigueur, exactitude appliquée à serrer la vérité, la justesse au plus près.

Je suis témoin d'une scène de violence ou d'agression,

J'ai connaissance de faits de violences ou de harcèlement envers un ou une collègue de travail

J'adopte les bons réflexes



Je reste proche de la personne agressée.

Je garde mon calme.

Je me protège.

Je fais appel aux personnes à proximité.

Je préviens ou je fais prévenir les secours si nécessaire.

Je peux intervenir dans un souci d'apaisement

Je reste vigilant-e et sur ma réserve.

Je préviens ou fais prévenir sans délai la hiérarchie de l'agent-e.

Je déclare les faits.

Je me fais accompagner par l'unité médico-psycho-sociale.

Je ne reste pas seul-e.

Si ma ou mon collègue s'est confié à moi, je lui demande comment il ou elle souhaite que j'agisse.

J'invite ma ou mon collègue à en parler.

J'invite mon ou ma collègue à en informer sa hiérarchie si elle ou il n'est pas impliqué-e.

J'invite ma ou mon collègue à se rapprocher des professionnels de la collectivité pour se faire protéger et accompagner.

J'alerte moi-même la hiérarchie et les services compétents.

Je déclare les faits dont j'ai connaissance.

Je reste sur ma réserve.

V. VOUS ÊTES LA/LE MANAGER

En tant qu'encadrant-e, vous devez protéger et accompagner vos collaborateurs-trices face aux risques professionnels qu'ils ou elles rencontrent ou sont susceptibles de rencontrer dans l'exercice de leur fonction.

Le Code du travail impose à l'employeur de prévenir ces risques afin d'assurer la sécurité des agent-es et de protéger leur santé physique et mentale.

L'enjeu pour vous est donc d'identifier les configurations de travail conduisant à des risques professionnels.

Vous avez pour obligation, en tant qu'encadrant-e, de :

- ✓ Réguler les situations de tensions en étant à l'écoute des agent-es et en jouant votre rôle de facilitation pour apaiser les relations. Cette régulation peut évidemment aboutir à de la médiation interne et aussi à de la discipline.
- ✓ Protéger les agent-es, gérer la situation et accompagner votre équipe, avec l'appui de la ligne hiérarchique, du pôle Ressources Humaines, notamment des professionnels médicaux-psycho-sociaux (médecin du travail, psychologue du travail, assistante sociale).
- ✓ Signaler la situation en alertant le pôle RH.
- ✓ Suite à l'enquête administrative, veiller à l'absence de toute forme de discrimination ou de représailles à l'égard des agent-es victimes de harcèlement, des personnes qui ont témoigné et de l'auteur-e des faits.
- ✓ Faciliter le retour à l'emploi des agent-es ayant vécu une situation de violence ou de harcèlement,
- ✓ Prévenir les risques professionnels

Dès la connaissance de faits,

- ✓ Si vous êtes la ou le premier averti-e, **vous devez alerter le pôle Ressources Humaines**,
- ✓ Si vous êtes informé-e par une tierce personne, vous devez vous renseigner sur la situation en initiant le dialogue avec la victime ou en poursuivant le dialogue avec la/le premier interlocuteur-trice ou la/le témoin ayant donné l'alerte,
- ✓ Ne pas laisser la victime ou la/le témoin d'un acte de violence seul-e durant les heures suivant l'incident,
- ✓ Orienter rapidement la victime ou le/la témoin vers une aide médico-psycho-sociale et au besoin, à son entourage professionnel.
- ✓ Apporter un soutien à la victime et/ou témoin à effectuer les démarches légales et administratives
- ✓ Faire remonter les informations à la DG/CHSCT **en lien avec le pôle RH**.
- ✓ Analyser les causes de l'incident
- ✓ Réévaluer les risques ; et si besoin adopter une démarche de prévention.

Définitions et enjeux

RISQUES PROFESSIONNELS

Ils sont liés à l'activité professionnelle et aux conditions de travail. Ce sont des événements (récurrents ou ponctuels) qui mettent en danger les personnes au cours de l'exercice de leur pratique professionnelle.

Ils peuvent se traduire par une dégradation des conditions de travail et des relations sociales au travail, une dégradation de l'état de santé et peuvent, dans certains cas, provoquer une maladie ou un accident.

De manière générale, l'encadrement et les services des Ressources humaines sont un premier relais lorsqu'il s'agit d'exprimer des difficultés rencontrées dans le cadre du travail. Ils jouent un rôle dans la mise en œuvre des politiques de prévention et également dans l'organisation du travail.

En tant qu'encadrant-e, au titre de vos fonctions de ^{supérieur.e} hiérarchique, vous pouvez être tenu.e de donner avis au procureur de la République d'un crime ou délit dont vous avez eu connaissance aux termes de l'article 40 du Code de procédure pénale.

VI. QUI CONTACTER ?

En tant qu'agent-e victime, témoin ou encadrant-e, vous pouvez être accompagné-e et orienté-e par les professionnels compétents internes de votre collectivité mais aussi par différents interlocuteurs extérieurs.

1. ACCOMPAGNEMENT INTERNE

- ✓ Une personne de votre choix au sein de votre entourage professionnel : votre responsable hiérarchique, un agent de la DRH, un ou une collègue, un ou une représentant (e) du personnel, une personne en qui vous avez confiance.
- ✓ Contacts téléphone et mail : 28844 / 04 67 34 88 44 - signalementRH@montpellier3m.fr
- ✓ Les acteurs du dispositif au sein du pôle Ressources Humaines :
 - les professionnel·les de l'unité médico-psycho-sociale de la Direction Santé Prévention, 1^{ers} relais du recueil des signalements : psychologue du travail, médecin du travail, assistantes sociales.
 - la cellule pluridisciplinaire « Signalement » composée des juristes de la DARH, du Directeur et des deux CDS Santé et Prévention, des acteurs médico-psycho-sociaux chargés d'analyser la recevabilité des informations et de pré-qualifier les faits.
 - la Direction du pôle Ressources Humaines chargée de piloter les enquêtes administratives
- ✓ Les membres du CHSCT
- ✓ La direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique (DAJCP) pour la mise en place d'une aide juridique et protection fonctionnelle.

2. ACCOMPAGNEMENT EXTERNE

- ✓ Le Centre d'Information et des Droits des Femmes et des Familles (CIDFF) de l'Hérault, 2 Rue de la Vieille, 34000 Montpellier - 04 67 72 00 24
- ✓ Le Centre Elisabeth BOUISSONNADE, géré par le CCAS de Montpellier, 125 place de Thermidor, 34000 Montpellier - 04 67 58 07 03
- ✓ La déléguée départementale aux droits des femmes et à l'égalité de l'Hérault - 04 67 41 72 44
- ✓ Le défenseur des droits : <https://www.defenseurdesdroits.fr/fr/> - Défenseur des droits Libre réponse 71120 - 75342 Paris CEDEX 07
- ✓ Association européenne contre les Violences faites aux Femmes au Travail - 01 45 84 24 24 - contact@avft.org
- ✓ Un délégué du Défenseur des Droits :
 - Maison de Justice et du Droit - 546 Rue André le Notre - 34080 MONTPELLIER - 04 67 72 76 80
 - Maison de Justice et du Droit de Lattes - 1570 avenue des Platanes - 34970 LATTES - 04 67 08 12 69
 - Préfecture de l'Hérault - 34, place Martyrs de la Résistance 34062 MONTPELLIER - 04 67 61 61 26

Pour trouver un défenseur des droits : <https://www.defenseurdesdroits.fr/fr/saisir/delegues#34>

- ✓ La garantie protection juridique de votre assurance (auto, habitation,...).

SITES / NUMEROS UTILES

| | |
|--------------------------------------|---|
| LE NUMÉRO VERT VIOLENCES FEMMES INFO | 3919 |
| AIDE AUX VICTIMES | 08 842 846 37 |
| LA POLICE | 17 |
| HÉBERGEMENT D'URGENCE | 115 |
| SIGNALEMENT PAR SMS | 114 |
| PRE-PLAINTÉ EN LIGNE | https://www.pre-plainte-en-ligne.gouv.fr/ |



FICHE ALERTE SIGNALEMENT

Cette fiche est destinée à alerter l'employeur et à signaler les situations de violences, de discrimination, d'harcèlement moral ou sexuel et d'agissements sexistes subis par les agent-es de la collectivité sur leur lieu de travail, en vue de garantir leur **protection** et d'assurer une **prise en charge** adaptée. Elle sera transmise aux services compétents (protection fonctionnelle, accompagnement vers les partenaires professionnels RH et/ou associatifs) en vue du traitement de la situation.

Elle peut être renseignée par la personne ayant été saisie par la victime, par la victime elle-même ou toute personne témoin direct des faits. **Elle doit être remplie dans les plus brefs délais.**

Les informations contenues dans ladite fiche sont strictement **confidentielles**, elles ne sont consignées ni dans le dossier individuel de l'agent-e, ni dans son dossier médical de santé au travail.

Elle doit être transmise **immédiatement** à :

- Adresse électronique : signalementRH@montpellier3m.fr
- Adresse postale : Cellule signalement – Direction Santé Prévention avec mention « CONFIDENTIEL »
- Parvis de l'Hôtel de Ville – 1 place Georges Frêche – 34267 Montpellier cedex 2

Cette fiche peut être annexée de documents permettant d'établir la preuve d'une situation de violence, de discrimination, de sexisme, de harcèlements, de discrimination ou de violences sexuelles : mails, SMS, mots manuscrits, certificats médicaux, arrêts de travail, copie de mains courantes, attestations de collègues, ami-es, tiers...**sur le lieu de travail.**

RECUEIL DES INFORMATIONS

Service concerné par la situation :

Nom du service :

Collectivité (Ville ou Métropole) :

Déclarant (e) :

Nom et Prénom : Fonction :

Service : Téléphone :
(si différent du service concerné par la situation)

Adresse mail professionnelle : Adresse mail personnelle (facultatif) :

Noms, fonctions et qualités des personnes concernées et des témoins :

| Nom et prénom des personnes concernées | Fonction | Qualité (victime, auteur des faits, témoin) | Service |
|--|----------|---|---------|
| | | | |
| | | | |
| | | | |

DESCRIPTION DES FAITS (dates, lieux, nature de l'agression)

[illegible]

CONSÉQUENCES ÉVENTUELLES

Arrêt de travail : ☐ oui Depuis le __/__/__ ☐ Non

Déclaration d'accident de service : ☐ oui Déposée le __/__/__ ☐ Non

Dépôt de plainte : ☐ oui Déposé le __/__/__ ☐ Non

Motif du dépôt de plainte :

Nom/prénom :

Date de la déclaration : ____/____/____

Signature :

Les informations et justificatifs fournis seront traités de manière confidentielle aux seules fins de prise en compte de votre signalement. Ils sont protégés et seront conservés pendant la durée légale et celle de leur utilité. Au terme de ce délai, des éléments pourront être utilisés à des fins statistiques sous une forme strictement anonymisée. Conformément au Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 (RGPD) et à la loi « Informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation des traitements, de retrait de votre consentement à tout moment, et de réclamation auprès de la CNIL. Pour exercer vos droits, contactez par courrier le pôle Ressources Humaines ou par courriel à l'adresse donneespersonnelles@montpellier3m.fr.

PÔLE RESSOURCES HUMAINES
DIRECTION DE LA SANTÉ ET LA PRÉVENTION

Parvis de l'Hôtel de Ville
1, place Georges Frêche,
34267 Montpellier - cedex 2

Retrouvez toutes les informations et les documents concernant le dispositif de signalement sur votre Intranet, rubrique *Espace RH* (Métropole) et *Vie de l'agent* (Ville) /
Prévention et maintien dans l'emploi /
Traitement des signalements



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 26 JUILLET 2022

Ressources - Assistance au recrutement - Convention cadre entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Hérault (CDG34) - Autorisation de signature

Le Pôle Ressources Humaines souhaite pouvoir se faire accompagner pour recruter des profils à forte expertise particulière. Dans ce but, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite acter un partenariat avec le Centre de gestion de l'Hérault (CDG 34) qui lui apporterait son savoir-faire pour recruter de futurs collaborateurs. A ce titre, il est proposé de mettre en place une convention cadre « *conseil et assistance au recrutement* » organisant les actions du CDG 34 dans le cadre de ce partenariat.

Cette convention sera signée par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole et le Président du CDG 34 pour une durée d'une année avec tacite reconduction. A chaque demande d'intervention, un devis sera établi par le Centre de gestion de l'Hérault en fonction de la nature des prestations souhaitées par le Pôle Ressources Humaines.

Comme de nombreuses collectivités territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole fait actuellement face à la fois à une diminution du nombre de réponses aux offres d'emploi et à une spécialisation des postes à pourvoir, tout particulièrement accentuée par l'effort de la Collectivité d'ajuster ses effectifs afin de répondre à un projet de mandat ambitieux. Le recrutement des agents publics, qu'ils soient fonctionnaires ou contractuels, étant de plus en plus technique, Montpellier Méditerranée Métropole souhaiterait pouvoir compter sur l'expérience et la compétence du CDG 34 dans le domaine des ressources humaines afin de l'accompagner dans certains futurs recrutements.

Le CDG 34 propose à la Collectivité l'utilisation d'une convention cadre ouvrant la possibilité de faire appel, en tant que de besoin, à un service de prestation « *conseil et assistance au recrutement* ». Le CDG 34, au-delà du champ d'intervention de ses missions obligatoires et en vertu de l'article L.452-39 du Code général de la fonction publique, a en effet développé au service des collectivités du département des prestations facultatives notamment l'assistance au recrutement dont la mission peut être proposée en 4 phases :

- Phase 1 : Définition du besoin ;
- Phase 2 : Sélection des candidatures ;
- Phase 3 : entretien de recrutement ;
- Phase 4 : clôture du recrutement.

Le recours à l'assistance pouvant concerner qu'une sélection de ces phases.

La convention cadre est signée pour une période d'un an, renouvelable par tacite reconduction 4 fois maximum. La réalisation des prestations mentionnées ci-dessus est conditionnée par une demande expresse de l'autorité territoriale.

Cette convention reprend les conditions générales de mise en œuvre de la prestation assistance au recrutement et renvoie aux modalités de fonctionnement et aux tarifs fixés annuellement par le Conseil d'administration du Centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Hérault.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention cadre entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Hérault ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 26 JUILLET 2022

Ressources - Campus du Management - Convention cadre partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT) - Autorisation de signature

Le Campus du management, école interne de formation des encadrants de la Ville et de la Métropole, a vu le jour en janvier 2022 et poursuit l'objectif d'accompagner les encadrants dans l'évolution de leurs compétences afin d'adapter leurs pratiques managériales aux enjeux d'évolution du service public rendu aux usagers du territoire. L'enjeu principal est de proposer à l'ensemble des encadrants en fonction un parcours de formation adapté aux exigences du management, qui leur permette de faire face aux évolutions sociétales et d'assumer efficacement leur rôle de responsable d'équipe.

Pour toutes ces raisons, la nouvelle mandature a souhaité créer un espace dédié, le Campus du Management, afin de concevoir et maîtriser la pédagogie ainsi que la logistique de formation dans l'objectif de mieux adapter le parcours de formation aux besoins et spécificités. Cet espace « *interne* » est d'autant plus nécessaire dans le contexte actuel des collectivités où les organisations et modes de fonctionnement sont amenés à évoluer, rendant d'autant plus nécessaires les actions visant à renforcer la culture commune et l'accompagnement au changement.

Étudiés pour s'adapter aux niveaux et aux missions de tous les échelons managériaux, du coordinateur au directeur, du débutant à l'expert, ces parcours proposés par le Campus auront pour but de développer les talents individuels et l'intelligence collective en corrélation avec les besoins de l'administration et le projet de mandat.

Ce dispositif constitue une première étape fondamentale dans l'évolution des pratiques et dans l'acquisition de nouvelles compétences par les agents de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole. En effet, la formation et le développement des parcours professionnels des agents s'inscriront dans le cadre du futur Projet d'Administration et du plan managérial qui en découlera.

Les outils mis en avant par le Campus s'inscrivent résolument dans les orientations politiques fortes visant à améliorer la qualité de vie au travail et donc de réduire l'absentéisme, de favoriser la mobilité interne ou de diminuer les risques psycho-sociaux. Le parcours entend aussi casser les silos en faisant se rencontrer au sein d'une même promotion des encadrants de directions différentes, dans un véritable esprit de promotion, qui sera encouragé à perdurer par des rencontres régulières des formés à la suite du parcours organisées par le Campus.

Ainsi quatre parcours différents sont proposés selon l'ancienneté sur les fonctions d'encadrant d'équipe et la catégorie hiérarchique. Plus précisément, la création du Campus du Management permet aux cadres et encadrant de la Ville et de la Montpellier Méditerranée Métropole de bénéficier d'un parcours de formation long (entre 12 et 14 jours de formation et des sessions d'échanges de pratiques professionnelles) qui leur permettra de disposer de techniques pour mieux répondre à la diversité des situations auxquelles ils sont confrontés. En outre, ce parcours de formation est complété par un « *pass coaching* » proposé aux encadrants intégrant le Campus du management pouvant aller jusqu'à 10 heures d'accompagnement par un coach.

Les parcours de formations construits sont des parcours mixtes combinant formations dispensées par le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT) mais également par le biais de formateurs internes et de formateurs externes.

Le renouvellement d'un partenariat fort avec le CNFPT permettra de répondre aux objectifs de formation tant quantitatifs que qualitatifs. Ainsi, la signature d'une convention entre la Ville, la Métropole et le CNFPT permettra de préciser les actions menées conjointement, notamment dans le cadre d'actions de formation innovantes et de remise d'attestation de formation. C'est la raison pour laquelle il est proposé de mettre en place une convention cadre organisant les actions du CNFPT dans le cadre de ce partenariat.

Dans cette convention, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole s'engagent à mettre en œuvre les axes de collaboration qu'ils ont conjointement déterminés en faisant appel à leurs ressources humaines et matérielles et en mobilisant les moyens et leviers d'actions dont ils disposent.

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole s'engagent :

- A assurer l'information des encadrants et la sélection de 12 stagiaires par groupe ;
- A sensibiliser les directions afin qu'elles garantissent la disponibilité des encadrants lors de la formation ;
- A mettre à disposition des locaux adaptés pour le bon déroulement de la formation ;
- A recruter les intervenants pour les modules qui ne sont pas mis en œuvre par le CNFPT.

Le CNFPT s'engage :

- A assurer l'accès aux inscriptions, la réalisation des attestations de formation ;
- A fournir aux stagiaires les supports de cours ;
- A recruter les intervenants pour les journées de formation théoriques.

La convention est signée pour une période de 4 ans débutant à la signature de la présente convention, soit le 13 octobre 2022 jusqu'au 12 octobre 2026 inclus. Elle sera complétée chaque année par un avenant régissant les modalités pratiques et financières de mise en place du partenariat pour l'année à venir.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et le CNFPT ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 26 JUILLET 2022

Ressources - Relations institutionnelles entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Modifications des conventions de services communs - Avenants aux conventions de services communs - Autorisation de signature

Le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 a créé la métropole dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. A la suite de cette création la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont décidé de s'engager dans une démarche de convergence de leurs administrations, reposant sur la mutualisation progressive de leurs services, dans un esprit de coopération renforcée. Les dispositions de l'article L.5211-4-2 du Code général des collectivités territoriales définissent le cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées.

Depuis 2015, un certain nombre de services communs entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont ainsi été créés.

Dans le cadre de la mise en place d'une nouvelle organisation des services dont l'ambition est d'offrir plus de lisibilité, de transparence et une meilleure efficacité de fonctionnement, en cohérence avec les objectifs de politiques publiques, des services communs correspondant aux différents pôles qui comprennent des directions à la fois de la Ville et de la Métropole ont été créés par délibération des assemblées délibérantes de la Métropole et de la Ville de Montpellier en date respectivement du 14 et 16 décembre 2021.

Les services communs ainsi créés ne comprennent que le poste de directeur. Au vue de l'avancée des réorganisations il convient d'élargir les services communs suivants afin de répondre aux enjeux organisationnels :

Le service commun **Pôle Stratégies Foncières et Immobilières**, dont l'organisation répond à un double enjeu. En effet, le Pôle Stratégie Foncière et Immobilière doit fournir un appui aux autres pôles en matière d'expertise immobilière et foncière et est dépositaire de la politique foncière publique sur le territoire de l'ensemble des Communes de la Métropole, dans ses composantes spatiales et économiques.

Le service commun **Pôle Juridiques Achats Assemblées** dont l'organisation répond à deux enjeux : être un prestataire de services interne, il doit fournir un appui aux autres Pôles en matière d'expertise juridique et

une fonction opérationnelle en étant porteur d'une nouvelle politique d'achat visant à permettre l'optimisation de la commande publique comme levier, tant des intérêts économiques des collectivités que des enjeux environnementaux et sociaux liés à ses politiques publiques.

Le service commun **Pôle Moyens Généraux** dont l'objectif s'inscrit dans la volonté de rassembler les équipes, les compétences et les missions afin de répondre aux enjeux du mandat, de faciliter la lisibilité des dispositifs et d'améliorer le service rendu.

Le service commun **Pôle Sports** dont l'objectif est de rassembler au sein d'une même entité l'ensemble des services permettant ainsi de promouvoir et développer la politique publique sportive des deux collectivités tout en offrant plus de lisibilité, de transparence et une meilleure efficacité de fonctionnement.

Ces 4 pôles sont rattachés à la Métropole.

Par ailleurs, il convient également de créer le service commun **Pôle Sécurité et Tranquillité Publique** dont l'objectif est de rassembler au sein d'une même entité l'ensemble des services et fonctions dédiés à la gestion des risques, qu'ils soient technologiques, environnementaux ou encore sociétaux. Ce service commun va notamment permettre de mutualiser le poste de directeur, et le service ressources du pôle qui pourront ainsi être mis à disposition de la police métropolitaine des transports. Ce pôle est rattaché à la Ville de Montpellier

Les conventions de services communs précisent les modalités de cette mise en commun et notamment les postes concernés ainsi que les clés de répartition financière entre la Ville et la Métropole pour chacun des services communs.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes des avenants aux conventions des services communs Pôle Stratégies Foncières et Immobilières, Pôle Juridique Achats Assemblées, Pôle Moyens Généraux, Pôle Sports ;
- D'approuver la création d'un service commun Pôle Sécurité et Tranquillité Publique rattaché à la Ville de Montpellier, et les termes de la convention correspondante ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.



Montpellier Méditerranée Métropole / Ville de Montpellier

AVENANT CONVENTION SERVICE COMMUN

Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

S O M M A I R E

| | |
|--|---|
| Article 1 : Objet..... | 3 |
| Article 2 : Conditions générales | 3 |
| Article 3 : Responsabilité | 3 |
| Article 4 : Transfert de l'autorité..... | 3 |
| Article 5 : Situation du personnel mutualisé | 4 |
| Article 6 : Modalités financières | 4 |
| Article 7 : Durée - Résiliations | 4 |
| Article 8 : Litiges | 4 |

Entre

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président délégué aux Ressources Humaines et au Dialogue social, dûment habilité par délibération en date du 26 juillet 2022, ci-après dénommé « la Métropole », d'une part.

Et

La Ville de Montpellier, représentée par Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire délégué aux Finances, à l'évaluation des politiques publiques, aux Ressources Humaines et au Dialogue social, dûment habilité par délibération en date du 28 juillet 2022, ci-après dénommé « la Ville », d'autre part.

PREAMBULE

Les lois **n°2010-1563** du 16 décembre 2010, **n°2012-281** du 29 février 2012, **n°2014-58** du 27 janvier 2014 ainsi que la loi NOTRe **n°2015-991** du 7 août 2015 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées.

Par convention en date du 22 décembre 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Ville de Montpellier ont créé un service commun de direction générale des services, cette mutualisation concernait le seul poste de Directeur général des services.

Le décret **n°2014-1605** du 23 décembre 2014 a créé la métropole dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. A la suite de cette création la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont décidé de s'engager dans une démarche de convergence de leurs administrations, reposant sur la mutualisation progressive de leurs services, dans un esprit de coopération renforcée.

Les dispositions de l'article L.5211-4-2 du Code général des collectivités territoriales définissent le cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées. Depuis 2015, un certain nombre de services communs entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont ainsi été créés.

Dans le cadre de la mise en place d'une nouvelle organisation des services dont l'ambition est d'offrir plus de lisibilité, de transparence et une meilleure efficacité de fonctionnement, en cohérence avec les objectifs de politiques publiques, des services communs correspondant aux différents pôles qui comprennent des directions à la fois de la Ville et de la Métropole ont été créés par délibération des assemblées délibérantes de la Métropole et de la Ville de Montpellier en date respectivement du 14 et 16 décembre 2021.

Le service commun **Pôle Stratégies Foncières et Immobilières**, est organisé aux fins de répondre à un double enjeu. En effet, le Pôle Stratégie Foncière et Immobilière doit fournir un appui aux autres pôles en matière d'expertise immobilière et foncière et est dépositaire de la politique foncière publique sur le territoire de l'ensemble des Communes de la Métropole, dans ses composantes spatiales et économiques.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.5211-4-2,

Vu les avis des Comités techniques de la Métropole et de la Ville en date respectivement des 16 juin et 03 juin 2022,

Vu les délibérations de la Métropole n°M2021-659 en date 14 décembre 2021 et de la Ville n°V2021-478 en date du 16 décembre 2021,

Vu les délibérations de la Métropole et de la Ville en date respectivement des 26 et 28 juillet 2022,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet

Le présent avenant a pour objet d'élargir le service commun Pôle Stratégie Foncière et Immobilière entre la Métropole et la Ville.

La mise en place de ce service commun s'exerce dans les conditions fixées par le présent avenant, en vertu de l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Pour l'application du présent avenant, le mot mutualisation et le verbe mutualiser caractérisent la situation de mise en commun visée au précédent alinéa.

Ce service commun porte sur l'entière du pôle stratégie foncière et immobilière. Le **Pôle Stratégie Foncière et Immobilière** met en commun des postes et effectifs issus de trois équipes :

- La Direction de l'Action Foncière et Immobilière déjà mutualisée,
- Une partie du service Gestion Active de la Propriété et Sécurité de la Direction de l'Architecture et Immobilier de la Ville
- Une partie du service Administratif Financier et Actions Coopératives de la Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments de la Métropole

La liste détaillée des postes figure en annexe 3.

Article 2 : Conditions générales

Ce service commun sera géré par la Métropole, où est établie sa résidence administrative.

La Métropole est habilitée à pourvoir aux remplacements et renforts des effectifs nécessaires. Elle met en œuvre, le cas échéant, les créations et suppressions de postes proposées par la direction générale mutualisée.

Article 3 : Responsabilité

Chaque collectivité / établissement restera responsable, vis-à-vis des tiers, des décisions prises dans le cadre de l'exercice de ses compétences. Par conséquent, les initiatives et décisions à prendre par chacune des collectivités relèveront des autorités et organes qui lui sont propres.

Ainsi, la Métropole et la Ville assumeront chacune et indépendamment la responsabilité des actes et décisions, contrats et engagements de toute nature nonobstant l'intervention du service commun.

De même, la Métropole et la Ville conserveront chacune et indépendamment, la complète responsabilité du processus de décision et des décisions relatives aux domaines de compétences relevant de leurs propres services.

Article 4 : Transfert de l'autorité

En fonction de la mission réalisée, le service commun est placé sous l'autorité fonctionnelle du Président de l'établissement ou sous celle du Maire de la Ville.

Le Président ou le Maire adresse directement toutes instructions nécessaires à l'exécution des tâches qu'il lui confie.

Le Président ou le Maire peut donner, par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, délégation de signature au Directeur du Pôle, pour l'exécution des missions qui lui sont confiées.

Article 5 : Situation du personnel mutualisé

Les fonctionnaires et agents non titulaires qui remplissent en totalité leurs fonctions dans le service mis en commun sont transférés de plein droit, selon les conditions prévues par la fiche d'impact annexée à la présente (annexe 1).

Les personnels du service commun sont gérés par la Métropole, qui exerce tous les pouvoirs de l'autorité hiérarchique et territoriale à l'égard de ses agents.

A ce titre la Métropole est notamment compétente pour les décisions relatives à la carrière, la rémunération, la formation, l'organisation, les congés, les conditions et la durée du travail.

La Métropole procède à l'évaluation annuelle et exerce le pouvoir disciplinaire, le cas échéant après avoir été saisie par la Ville.

La Commission Administrative Paritaire et le Comité Technique compétents sont ceux de la Métropole. Les règles d'avancement de grade et de promotion interne sont celles fixées par les lignes directrices de gestions approuvées par la Métropole.

Le service commun relève, selon les règles établies par la Métropole, de ses avantages salariaux et des prestations de son Comité d'action sociale, sportive et culturelle.

Article 6 : Modalités financières

Les frais afférents aux missions exercées par le service commun (masse salariale, fournitures, locaux, téléphone, assurances...) sont partagés entre la Métropole et la Ville selon la clé de répartition suivante :

| Métropole | Ville |
|------------------|--------------|
| 44 % | 56 % |

Le remboursement est effectué semestriellement selon les modalités de calculs détaillées en annexe 2.

Le Président de la Métropole ou le Maire de la Ville peuvent solliciter la révision des clefs de répartition, dans la limite d'une révision annuelle. La révision est décidée d'un commun accord.

En revanche, les besoins nécessaires au fonctionnement distinct de chacune des entités (fournitures, services et travaux en lien avec les compétences exercées, logiciels...) feront l'objet de commandes (marchés) au nom de chaque membre bénéficiaire du service commun.

Dans ce dernier cas, chaque entité pourra soit actionner son propre marché ou convenir de passer un groupement de commande entre la Métropole et la Ville. Il appartiendra à chaque convention d'en définir les modalités pratiques et financières.

Article 7 : Durée résiliation

Les conventions et avenants de services communs conclus entre la Ville et la Métropole sont reconduits de manière expresse et sans limitation de durée.

Le présent avenant entrera en vigueur le 1^{er} du mois suivant sa signature.

Ils pourront être dénoncés par le Président ou le Maire à tout moment par courrier, la résiliation prend effet au premier jour du mois suivant la date des courriers.

Article 8 : Litiges

La Métropole et la Ville s'engagent à rechercher une solution amiable à tout litige pouvant survenir dans l'exécution des présents. A défaut de résolution amiable, le Tribunal Administratif de Montpellier sera compétent.

Fait à Montpellier le _____

Pour Montpellier Méditerranée Métropole,
ci-dessus dénommée « La Métropole »

Le Vice-Président délégué aux Ressources
Humaines et au Dialogue Social,

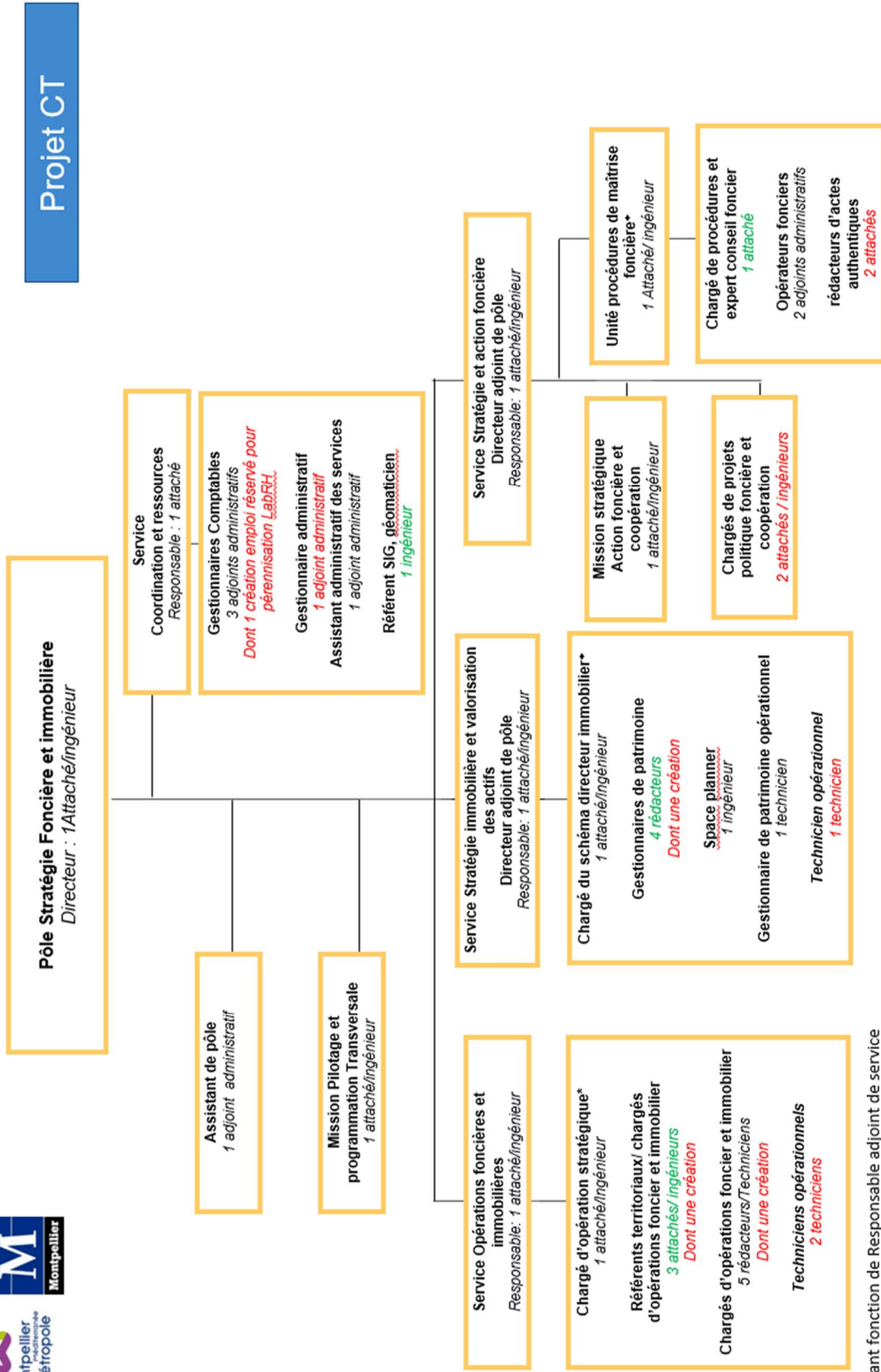
Joël RAYMOND

Pour la Ville de Montpellier, ci-dessus
dénommée « La Ville »

L'adjoint au Maire, délégué aux Finances,
à l'évaluation des politiques publiques,
aux Ressources humaines et au Dialogue
social,

Michel ASLANIAN

Organigramme théorique – Pôle Stratégie Foncière et Immobilière



* Faisant fonction de Responsable adjoint de service

IMPACT SUR LES CONDITIONS DE TRAVAIL

Lieu de travail : les locaux de travail restent inchangés à la date de la création du service commun.

Horaires de travail : la création du service commun n'influe aucunement sur l'organisation du temps de travail mise en place en fonction des besoins et spécificités des services. Les aménagements du temps de travail sont organisés selon les dispositifs en vigueur à la Métropole. L'harmonisation de la politique RH des deux collectivités garantit à terme la continuité des conditions de travail entre la Ville et la Métropole.

Outils de travail : Les outils de travail nécessaires à l'exercice des missions restent les mêmes et évolueront le cas échéant en fonction des besoins spécifiques à chaque service.

IMPACTS SUR LA REMUNERATION

Outre les éléments statutaires de rémunération qui continuent d'être versés selon les conditions réglementaires en vigueur, en application de l'article L. 5111-7 I. du Code Général des Collectivités Territoriales, les agents transférés dans le service commun conservent, s'ils y ont intérêt, le bénéfice du régime indemnitaire qui leur était applicable ainsi que, à titre individuel, les avantages acquis en application du troisième alinéa de l'article 111 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

En application de l'article L. 5111-7 I bis., les agents conservent, s'ils y ont intérêt, le bénéfice des participations qui leur étaient applicables au titre d'un label prévu au même article 88-2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée.

Annexe 2 – Notice de calcul

Les frais afférents aux missions exercées par les services communs sont partagés entre la Métropole et la Ville selon les modalités suivantes :

| | |
|---|---------------------------------|
| Masse salariale du service commun | A |
| Frais personnel support (DRH, finances...) | $6 \% \times A = B$ |
| Frais de structure | $3\% \times (A+B) \times C = D$ |

(A) Masse salariale du service commun à hauteur de la clé de répartition (% de la clé * MS totale)

(B) Frais de personnel support à hauteur de la clé de répartition

(C) Répartition du temps passé par service/direction sur les sites ville et métropole

(D) Frais de structure à hauteur de la clé de répartition

L'entité gestionnaire du service commun facture la masse salariale du service commun à hauteur de la clé de répartition (A).

L'entité gestionnaire du service commun facture les frais de personnel support à hauteur de la clé de répartition (B).

L'entité qui héberge le service commun facture les frais de structure à hauteur de la clé de répartition (D).

NB : La collectivité qui héberge physiquement le service commun refacture, à l'autre les frais de structure (3%) correspondants à la clef de répartition.

Si les 2 collectivités hébergent physiquement des agents, elles se refacturent l'une et l'autre des frais de structure.

(La clef de répartition est déterminée en fonction de l'implantation physique des bureaux).

Annexe 3 – Liste des postes mutualisés et lieux d'hébergement

Dans le cas présent, les postes sont hébergés à la Métropole.

| Libellé service cible | Code du poste | Libellé cible |
|--|------------------------|--|
| PSFI/DIRECTION | 002021-066_PT | Directeur du pôle stratégie foncière et immobilière |
| PSFI/DIRECTION | 002017-314_PT | Chargé de mission pilotage et programmation |
| PSFI/DIRECTION | 002021-135_PT | Assistant de pôle |
| PSFI/RESSOURCES | 002005-016_PT | Assistant administratif des services |
| PSFI/RESSOURCES | 002016-254_PT | Responsable service coordination et ressources |
| PSFI/RESSOURCES | 002017-309_PT | Référent SIG Geomaticien |
| PSFI/RESSOURCES | 002004-105_PT | Gestionnaire comptable |
| PSFI/RESSOURCES | PT_PP0000-4257 | Gestionnaire comptable |
| PSFI/RESSOURCES | CREATION | GESTIONNAIRE ADMINISTRATIF |
| PSFI/RESSOURCES | CREATION pérennisation | GESTIONNAIRE COMPTABLE |
| Service opérations foncières et immobilières | 002016-256_PT | CHARGE D'OPERATIONS FONCIERES ET IMMO |
| Service opérations foncières et immobilières | 002016-257_PT | CHARGE D'OPERATION STRATEGIQUE - RESPONSABLE DE SERVICE ADJOINT |
| Service opérations foncières et immobilières | 002016-377_PT | CHARGE D'OPERATIONS FONCIERES ET IMMO |
| Service opérations foncières et immobilières | 002017-169_PT | REFERENTS TERRITORIAUX-CHARGE D'OPERATIONS FONCIERES ET IMMOBILIER |
| Service opérations foncières et immobilières | 002007-075_PT | RESPONSABLE DE SERVICE OPERATIONS FONCIERES ET IMMOBILIERES |
| Service opérations foncières et immobilières | 002017-308_PT | CHARGE D'OPERATIONS FONCIERES ET IMMO |
| Service opérations foncières et immobilières | 002017-313_PT | REFERENTS TERRITORIAUX-CHARGE D'OPERATIONS FONCIERES ET IMMOBILIER |
| Service opérations foncières et immobilières | 002005-041_PT | REFERENTS TERRITORIAUX-CHARGE D'OPERATIONS FONCIERES ET IMMOBILIER |
| Service opérations foncières et immobilières | CREATION | TECHNICIEN OPERATIONNEL |
| Service opérations foncières et immobilières | CREATION | TECHNICIEN OPERATIONNEL |

| | | |
|---|----------------|---|
| Service opérations foncières et immobilières | CREATION | CHARGE D'OPERATIONS FONCIERES ET IMMO |
| Service opérations foncières et immobilières | CREATION | CHARGE D'OPERATIONS FONCIERES ET IMMO |
| Service stratégie et action foncière | 002011-071_PT | Chargé de Mission stratégique action foncière et coopération |
| Service stratégie et action foncière | 002016-255_PT | CHARGE DE PROCEDURE ET EXPERT CONSEIL |
| Service stratégie et action foncière | 002002-087_PT | RESPONSABLE SERVICE STRATEGIE FONCIERE ET ACTION FONCIERE- DIRECTEUR ADJOINT DE POLE |
| Service stratégie et action foncière | 002017-311_PT | OPERATEUR FONCIER DIA |
| Service stratégie et action foncière | 002017-312_PT | OPERATEUR FONCIER DIA |
| Service stratégie et action foncière | 002017-315_PT | RESPONSABLE UNITE PROCEDURES DE MAITRISE FONCIERE - CHEF DE SERVICE ADJOINT |
| Service stratégie et action foncière | CREATION | CHARGE DE PROJET POLITIQUE FONCIERE ET COOPERATION |
| Service stratégie et action foncière | CREATION | CHARGE DE PROJET POLITIQUE FONCIERE ET COOPERATION |
| Service stratégie et action foncière | CREATION | REDACTEUR D'ACTES AUTHENTIQUES ET CONSEIL FONCIER |
| Service stratégie et action foncière | CREATION | REDACTEUR D'ACTES AUTHENTIQUES ET CONSEIL FONCIER |
| Service stratégie immobilière et valorisation | 2021-091_PT | Space planner |
| Service stratégie immobilière et valorisation | 002010-057_PT | GESTIONNAIRE DE PATRIMOINE |
| Service stratégie immobilière et valorisation | PT_PP0000-2188 | GESTIONNAIRE DE PATRIMOINE |
| Service stratégie immobilière et valorisation | PT_PP0000-2189 | GESTIONNAIRE DE PATRIMOINE |
| Service stratégie immobilière et valorisation | PT_PP0000-3520 | Gestionnaire opérationnel de patrimoine |
| Service stratégie immobilière et valorisation | PT_PP0000-3565 | RESPONSABLE SERVICE STRATEGIE IMMOBILIERE ET VALORISATION - DIRECTEUR ADJOINT DE POLE |
| Service stratégie immobilière et valorisation | PT_PP0000-3855 | CHARGE DE MISSION SCHEMA DIRECTEUR IMMOBILIER - RESPONSABLE DE SERVICE ADJOINT |
| Service stratégie immobilière et valorisation | CREATION | TECHNICIEN OPERATIONNEL |
| Service stratégie immobilière et valorisation | CREATION | GESTIONNAIRE DE PATRIMOINE |



Montpellier Méditerranée Métropole / Ville de Montpellier

AVENANT CONVENTION DE SERVICE COMMUN

Pôle Juridique Achats et Assemblées

S O M M A I R E

| | |
|--|---|
| Article 1 : Objet..... | 3 |
| Article 2 : Conditions générales | 3 |
| Article 3 : Responsabilité | 3 |
| Article 4 : Transfert de l'autorité..... | 4 |
| Article 5 : Situation du personnel mutualisé | 4 |
| Article 6 : Modalités financières | 4 |
| Article 7 : Durée - Résiliations | 5 |
| Article 8 : Litiges | 5 |

Entre

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président délégué aux Ressources Humaines et au Dialogue social, dûment habilité par délibération en date du 26 juillet 2022, ci-après dénommé « la Métropole », d'une part.

Et

La Ville de Montpellier, représentée par Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire délégué aux Finances, à l'évaluation des politiques publiques, aux Ressources Humaines et au Dialogue social, dûment habilité par délibération en date du 28 juillet 2022, ci-après dénommé « la Ville », d'autre part.

PREAMBULE

Les lois **n°2010-1563** du 16 décembre 2010, **n°2012-281** du 29 février 2012, **n°2014-58** du 27 janvier 2014 ainsi que la loi NOTRe **n°2015-991** du 7 août 2015 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées.

Par convention en date du 22 décembre 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Ville de Montpellier ont créé un service commun de direction générale des services, cette mutualisation concernait le seul poste de Directeur général des services.

Le décret **n°2014-1605** du 23 décembre 2014 a créé la métropole dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. A la suite de cette création la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont décidé de s'engager dans une démarche de convergence de leurs administrations, reposant sur la mutualisation progressive de leurs services, dans un esprit de coopération renforcée.

Les dispositions de l'article L.5211-4-2 du Code général des collectivités territoriales définissent le cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées. Depuis 2015, un certain nombre de services communs entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont ainsi été créés.

Dans le cadre de la mise en place d'une nouvelle organisation des services dont l'ambition est d'offrir plus de lisibilité, de transparence et une meilleure efficacité de fonctionnement, en cohérence avec les objectifs de politiques publiques, des services communs correspondant aux différents pôles qui comprennent des directions à la fois de la Ville et de la Métropole ont été créés par délibération des assemblées délibérantes de la Métropole et de la Ville de Montpellier en date respectivement du 14 et 16 décembre 2021.

L'organisation du Pôle Juridique et Assemblée doit répondre à deux enjeux : être un prestataire de services interne, il doit fournir un appui aux autres Pôles en matière d'expertise juridique et une fonction opérationnelle en étant porteur d'une nouvelle politique d'achat visant à permettre l'optimisation de la commande publique comme levier, tant des intérêts économiques des collectivités que des enjeux environnementaux et sociaux liés à ses politiques publiques.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.5211-4-2,

Vu les avis des Comités techniques de la Métropole et de la Ville en date respectivement des 30 juin et 7 juillet 2022,

Vu les délibérations de la Métropole n°M2021-659 en date 14 décembre 2021 et de la Ville n°V2021-478 en date du 16 décembre 2021,

Vu les délibérations de la Métropole et de la Ville en date respectivement des 26 et 28 juillet 2022,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

Article 1 : Objet

Le présent avenant a pour objet d'élargir le service commun Pôle Juridique Achats et Assemblées entre la Métropole et la Ville.

La mise en place de ce service commun s'exerce dans les conditions fixées par le présent avenant, en vertu de l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Pour l'application du présent avenant, le mot mutualisation et le verbe mutualiser caractérisent la situation de mise en commun visée au précédent alinéa.

Le service commun porte sur le pôle Juridique Achats et Assemblées qui regroupe deux entités déjà mutualisés :

- La Direction des Affaires Juridiques et de la Commande publique
- Le service Assemblée

Et la mise en commun d'un poste de chargé de documentation de la Ville.

Le pôle Juridique Achats et Assemblées est composé comme suit :

- Service Ressources/Légistique
- Service Assemblées, vie des institutions
- Service Affaires juridiques
- Direction déléguée Achats et commande publique
- Un poste de chargé de mission pilotage et projets stratégiques

La liste détaillée des postes figure en annexe 3.

Article 2 : Conditions générales

Ce service commun sera géré par la Métropole, où est établie sa résidence administrative.

La Métropole est habilitée à pourvoir aux remplacements et renforts des effectifs nécessaires. Elle met en œuvre, le cas échéant, les créations et suppressions de postes proposées par la direction générale mutualisée.

Article 3 : Responsabilité

Chaque collectivité / établissement restera responsable, vis-à-vis des tiers, des décisions prises dans le cadre de l'exercice de ses compétences. Par conséquent, les initiatives et décisions à prendre par chacune des collectivités relèveront des autorités et organes qui lui sont propres.

Ainsi, la Métropole et la Ville assumeront chacune et indépendamment la responsabilité des actes et décisions, contrats et engagements de toute nature nonobstant l'intervention du service commun.

De même, la Métropole et la Ville conserveront chacune et indépendamment, la complète responsabilité du processus de décision et des décisions relatives aux domaines de compétences relevant de leurs propres services.

Article 4 : Transfert de l'autorité

En fonction de la mission réalisée, le service commun est placé sous l'autorité fonctionnelle du Président de l'établissement ou sous celle du Maire de la Ville.

Le Président ou le Maire adresse directement toutes instructions nécessaires à l'exécution des tâches qu'il lui confie.

Le Président ou le Maire peut donner, par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, délégation de signature au Directeur du Pôle, pour l'exécution des missions qui lui sont confiées.

Article 5 : Situation du personnel mutualisé

Les fonctionnaires et agents non titulaires qui remplissent en totalité leurs fonctions dans le service mis en commun sont transférés de plein droit, selon les conditions prévues par la fiche d'impact annexée à la présente (annexe 1).

Les personnels du service commun sont gérés par la Métropole, qui exerce tous les pouvoirs de l'autorité hiérarchique et territoriale à l'égard de ses agents.

A ce titre la Métropole est notamment compétente pour les décisions relatives à la carrière, la rémunération, la formation, l'organisation, les congés, les conditions et la durée du travail.

La Métropole procède à l'évaluation annuelle et exerce le pouvoir disciplinaire, le cas échéant après avoir été saisie par la Ville.

La Commission Administrative Paritaire et le Comité Technique compétents sont ceux de la Métropole. Les règles d'avancement de grade et de promotion interne sont celles fixées par les lignes directrices de gestions approuvées par la Métropole.

Le service commun relève, selon les règles établies par la Métropole, de ses avantages salariaux et des prestations de son Comité d'action sociale, sportive et culturelle.

Article 6 : Modalités financières

Les frais afférents aux missions exercées par le service commun (masse salariale, fournitures, locaux, téléphone, assurances...) sont partagés entre la Métropole et la Ville selon la clé de répartition suivante :

| Métropole | Ville |
|-----------|-------|
| 58 % | 42 % |

Le remboursement est effectué semestriellement selon les modalités de calculs détaillées en annexe 2.

Le Président de la Métropole ou le Maire de la Ville peuvent solliciter la révision des clefs de répartition, dans la limite d'une révision annuelle. La révision est décidée d'un commun accord.

En revanche, les besoins nécessaires au fonctionnement distinct de chacune des entités (fournitures, services et travaux en lien avec les compétences exercées, logiciels...) feront l'objet de commandes (marchés) au nom de chaque membre bénéficiaire du service commun.

Dans ce dernier cas, chaque entité pourra soit actionner son propre marché ou convenir de passer un groupement de commande entre la Métropole et la Ville. Il appartiendra à chaque convention d'en définir les modalités pratiques et financières.

Article 7 : Durée résiliation

Les conventions et avenants de services communs conclus entre la Ville et la Métropole sont reconduits de manière expresse et sans limitation de durée.

Le présent avenant entrera en vigueur le 1^{er} du mois suivant sa signature.

Ils pourront être dénoncés par le Président ou le Maire à tout moment par courrier, la résiliation prend effet au premier jour du mois suivant la date des courriers.

Article 8 : Litiges

La Métropole et la Ville s'engagent à rechercher une solution amiable à tout litige pouvant survenir dans l'exécution des présentes. A défaut de résolution amiable, le Tribunal Administratif de Montpellier sera compétent.

Fait à Montpellier le _____

Pour Montpellier Méditerranée Métropole,
ci-dessus dénommée « La Métropole »

Le Vice-Président délégué aux Ressources
Humaines et au Dialogue Social,

Joël RAYMOND

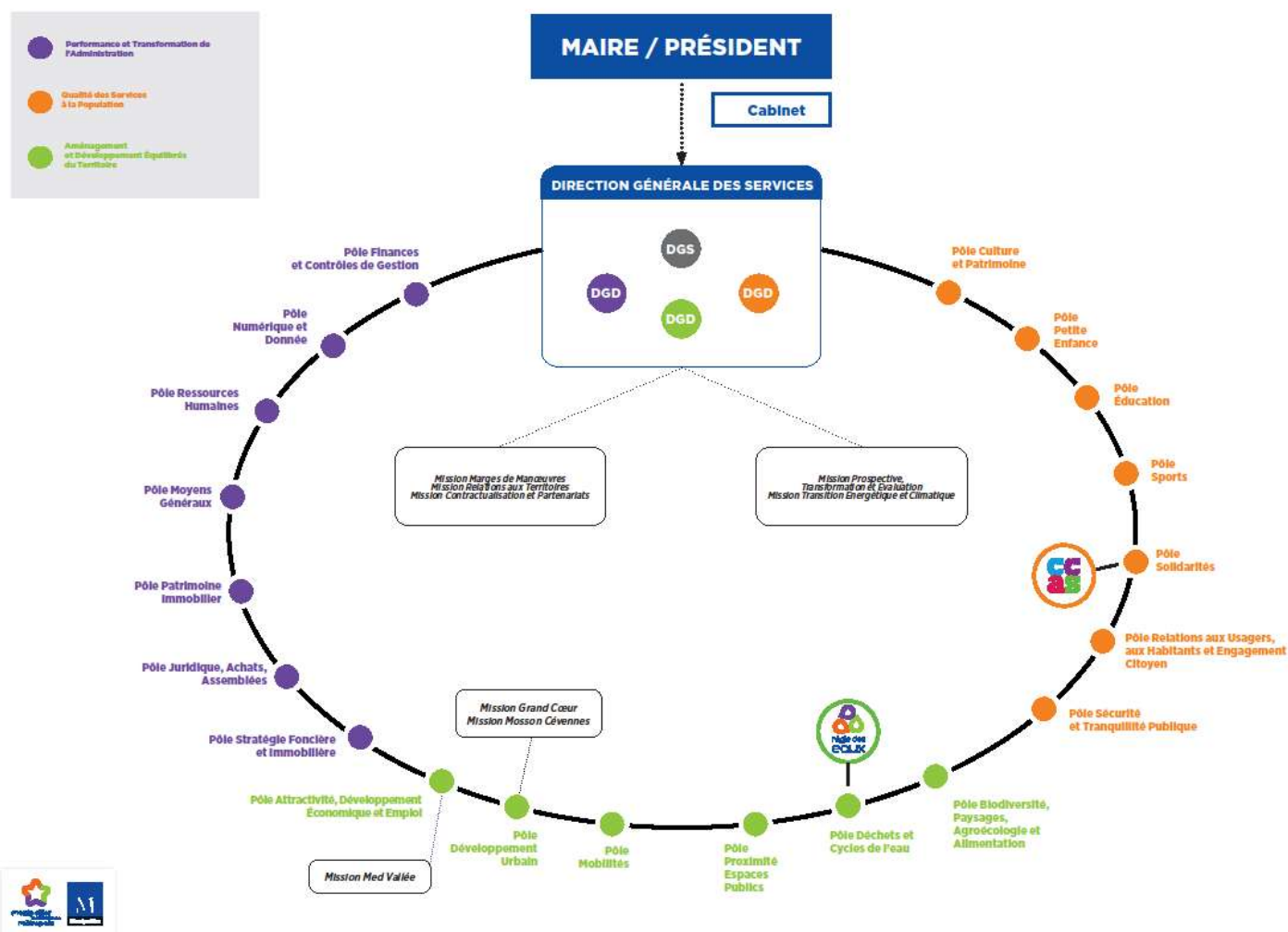
Pour la Ville de Montpellier, ci-dessus
dénommée « La Ville »

L'adjoint au Maire, délégué aux Finances,
à l'évaluation des politiques publiques,
aux Ressources humaines et au Dialogue
social,

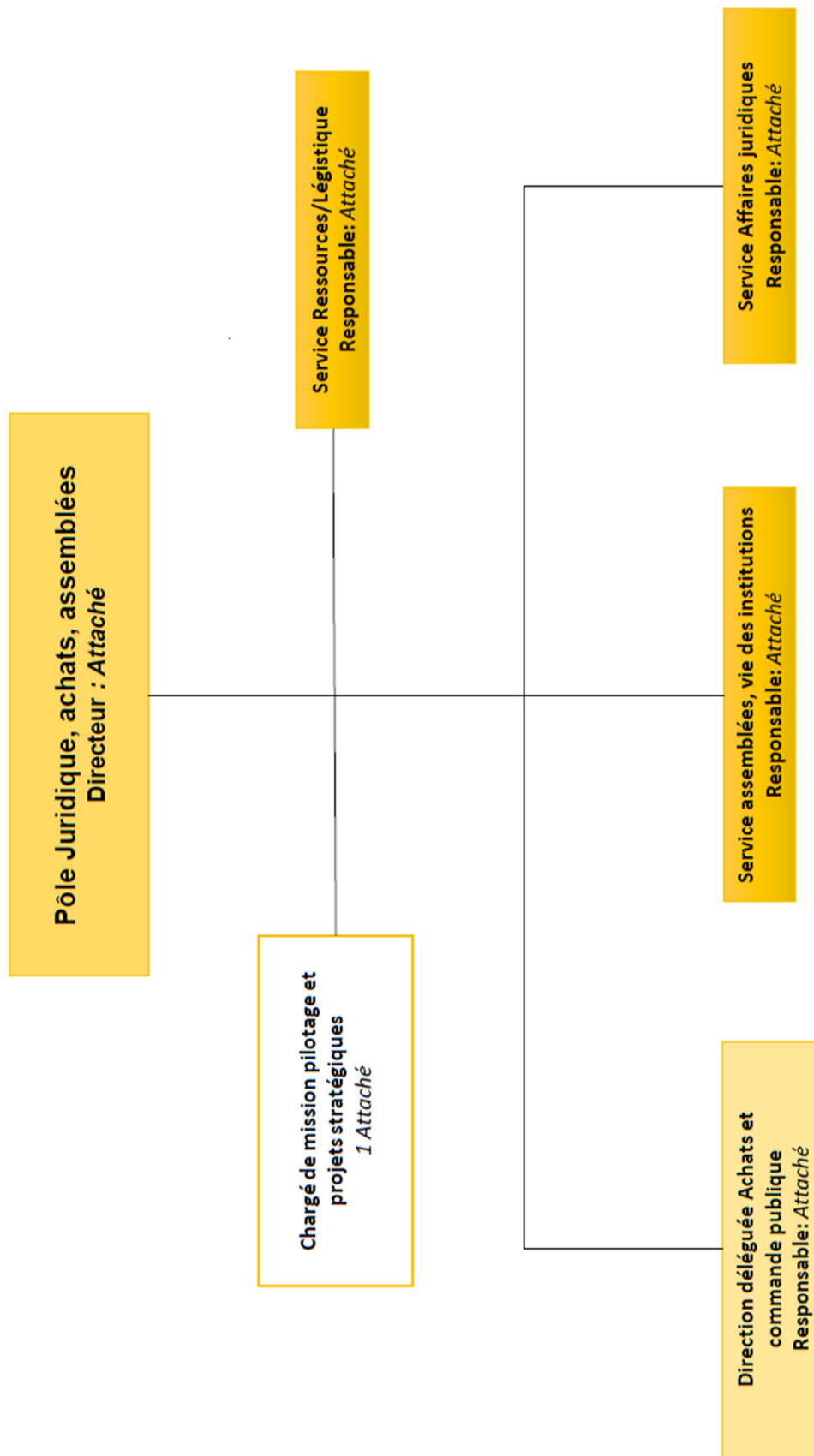
Michel ASLANIAN

Annexe 1 – Fiches Impact

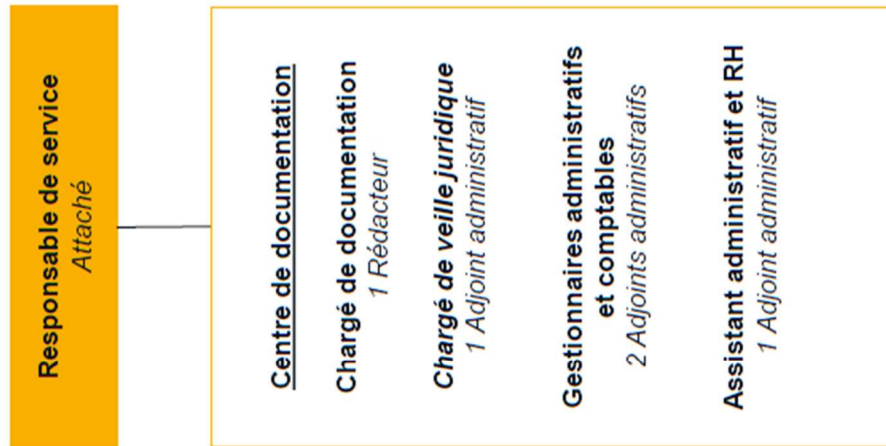
IMPACT SUR L'ORGANISATION



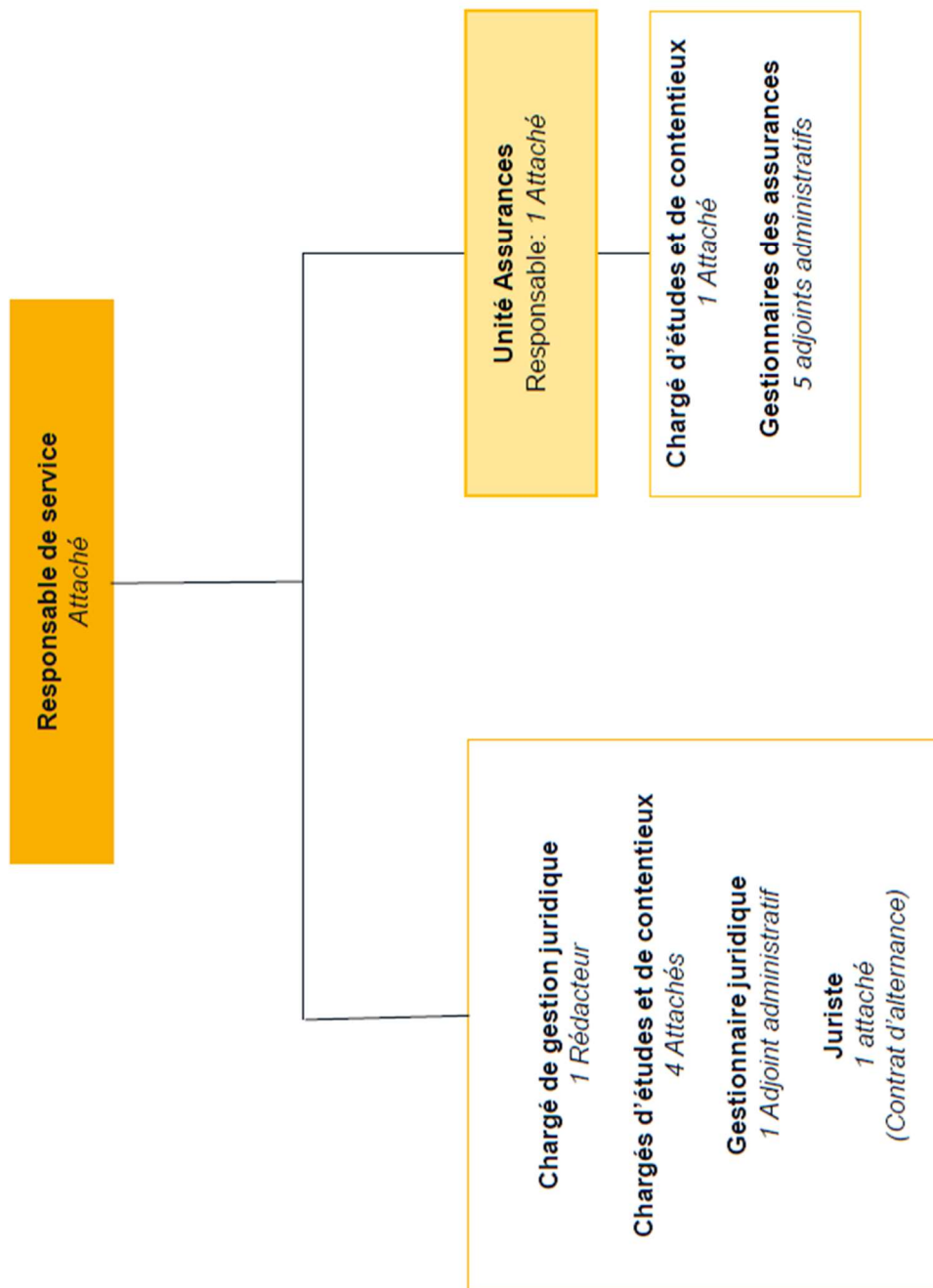
Organigramme projet- Pôle Juridique, Achat, Assemblées



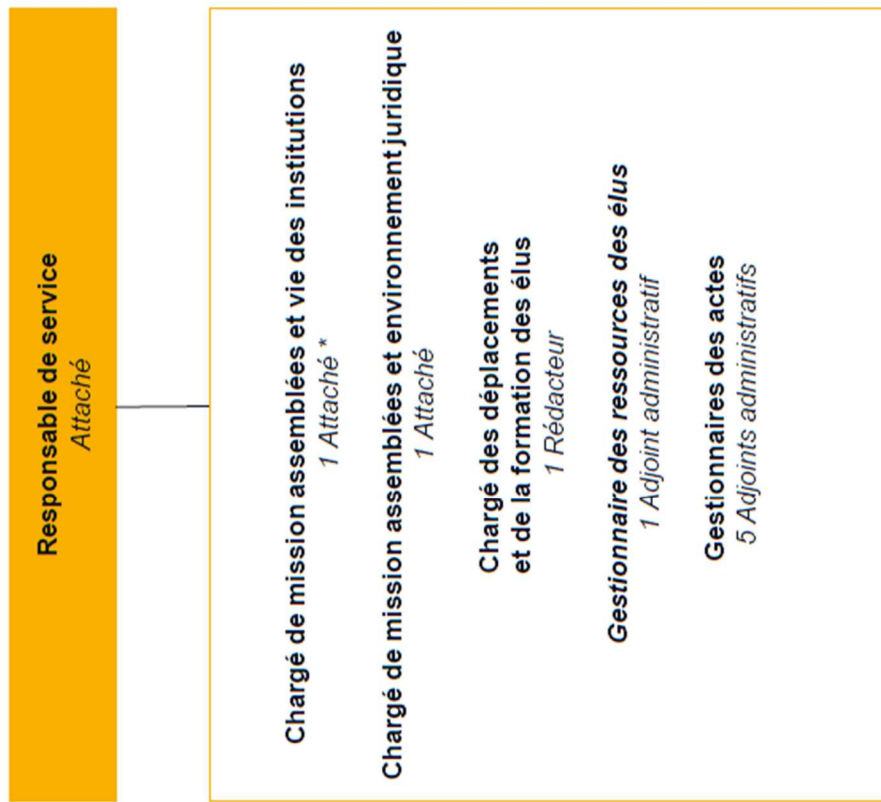
Organigramme projet-Service Ressources/Légistique



Organigramme projet- Service Affaires juridiques

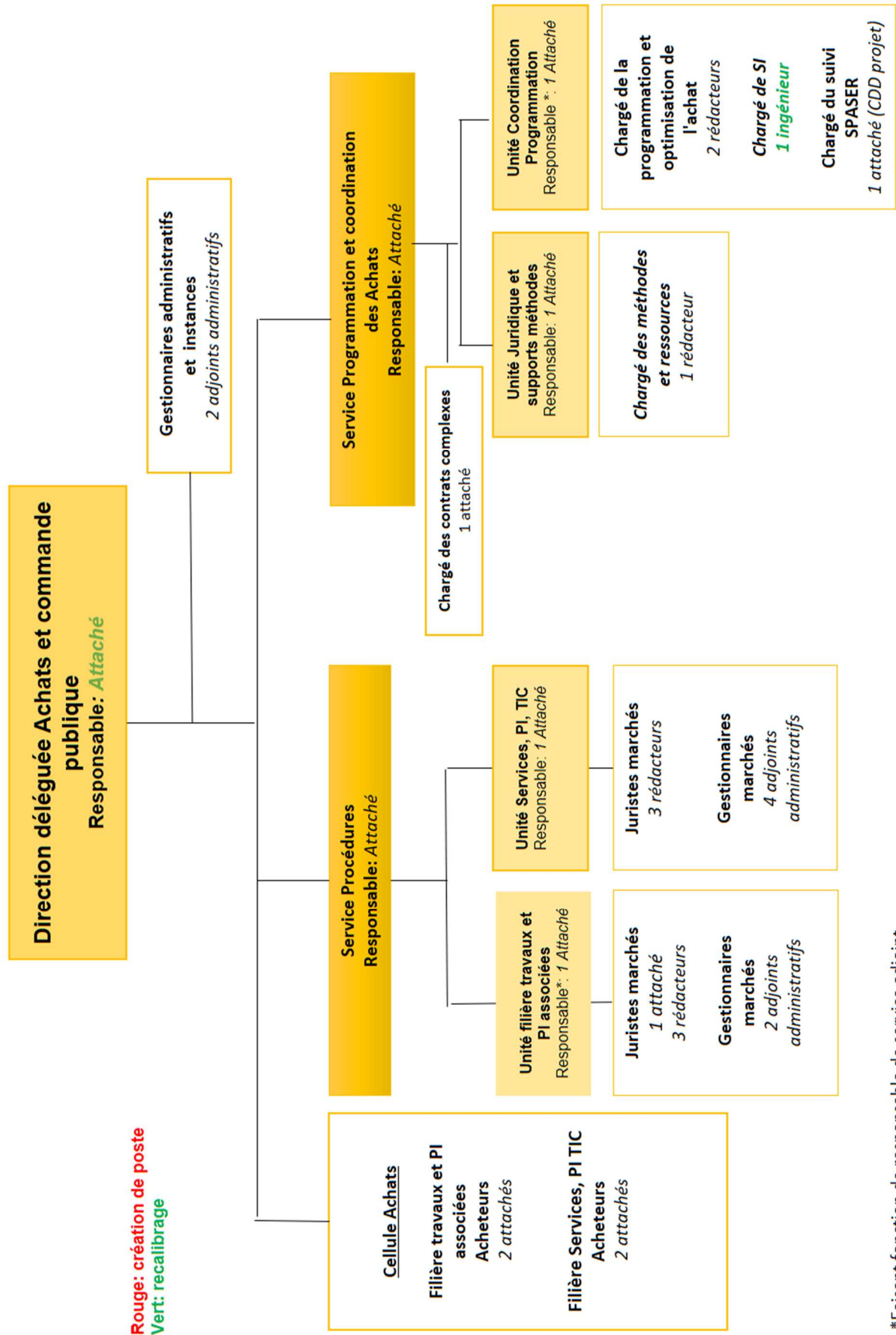


Organigramme projet- Service Assemblées, vie des institutions



* Faisant fonction de responsable de service adjoint

Organigramme projet-Direction déléguée Achats et commande publique



Rouge: création de poste
Vert: recalibrage

*Faisant fonction de responsable de service adjoint

IMPACT SUR LES CONDITIONS DE TRAVAIL

Lieu de travail : les locaux de travail restent inchangés à la date de la création du service commun.

Horaires de travail : la création du service commun n'influe aucunement sur l'organisation du temps de travail mise en place en fonction des besoins et spécificités des services. Les aménagements du temps de travail sont organisés selon les dispositifs en vigueur à la Métropole. L'harmonisation de la politique RH des deux collectivités garantit à terme la continuité des conditions de travail entre la Ville et la Métropole.

Outils de travail : Les outils de travail nécessaires à l'exercice des missions restent les mêmes et évolueront le cas échéant en fonction des besoins spécifiques à chaque service.

IMPACTS SUR LA REMUNERATION

Outre les éléments statutaires de rémunération qui continuent d'être versés selon les conditions réglementaires en vigueur, en application de l'article L. 5111-7 I. du Code Général des Collectivités Territoriales, les agents transférés dans le service commun conservent, s'ils y ont intérêt, le bénéfice du régime indemnitaire qui leur était applicable ainsi que, à titre individuel, les avantages acquis en application du troisième alinéa de l'article 111 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

En application de l'article L. 5111-7 I bis., les agents conservent, s'ils y ont intérêt, le bénéfice des participations qui leur étaient applicables au titre d'un label prévu au même article 88-2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée.

Annexe 2 – Notice de calcul

Les frais afférents aux missions exercées par les services communs sont partagés entre la Métropole et la Ville selon les modalités suivantes :

| | |
|---|---------------------------------|
| Masse salariale du service commun | A |
| Frais personnel support (DRH, finances...) | $6 \% \times A = B$ |
| Frais de structure | $3\% \times (A+B) \times C = D$ |

(A) Masse salariale du service commun à hauteur de la clé de répartition (% de la clé * MS totale)

(B) Frais de personnel support à hauteur de la clé de répartition

(C) Répartition du temps passé par service/direction sur les sites ville et métropole

(D) Frais de structure à hauteur de la clé de répartition

L'entité gestionnaire du service commun facture la masse salariale du service commun à hauteur de la clé de répartition (A).

L'entité gestionnaire du service commun facture les frais de personnel support à hauteur de la clé de répartition (B).

L'entité qui héberge le service commun facture les frais de structure à hauteur de la clé de répartition (D).

NB : La collectivité qui héberge physiquement le service commun refacture, à l'autre les frais de structure (3%) correspondants à la clef de répartition.

Si les 2 collectivités hébergent physiquement des agents, elles se refacturent l'une et l'autre des frais de structure.

(La clef de répartition est déterminée en fonction de l'implantation physique des bureaux).

Annexe 3 – Liste des postes mutualisés et lieux d’hébergement

Dans le cas présent, les postes sont hébergés à la Ville.

| Libellé cible nouvel orga | libellé de la Direction | Code du poste | libellé poste nouvel orga |
|----------------------------------|---------------------------------------|----------------------|---|
| PJAA | Pôle Juridique Achats et Assemblées | 002021-065_PT | Directeur du Pôle Juridique Achats, Assemblées |
| PJAA | Pôle Juridique Achats et Assemblées | 002007-029_PT | Chargé de mission pilotage et projets stratégiques |
| PJAA/DDACP | DD Achats et commande publique | 002004-067_PT | Gestionnaire administratif et instances |
| PJAA/DDACP | DD Achats et commande publique | 002017-175_PT | Gestionnaire administratif et instances |
| PJAA/DDACP | DD Achats et commande publique | 002016-513_PT | Directeur délégué Achats et commande publique |
| PJAA/DDACP | DD Achats et commande publique | 002021-157_PT | Acheteur |
| PJAA/DDACP | DD Achats et commande publique | 002021-036_PT | Acheteur |
| PJAA/DDACP | DD Achats et commande publique | 002022-253_PT | Acheteur |
| PJAA/DDACP | DD Achats et commande publique | 002022-254_PT | Acheteur |
| PJAA/DDACP/SP | Service Procédure | 002004-047_PT | Responsable du service Procédures |
| PJAA/DDACP/SP/UFTPI | Unité filière travaux et PI associées | 002002-083_PT | Gestionnaire marchés |
| PJAA/DDACP/SP/UFTPI | Unité filière travaux et PI associées | 002004-100_PT | Gestionnaire marchés |
| PJAA/DDACP/SP/UFTPI | Unité filière travaux et PI associées | 002004-716_PT | Juriste marchés |
| PJAA/DDACP/SP/UFTPI | Unité filière travaux et PI associées | 002007-030_PT | Responsable de l'unité Filières Travaux et PI associées |
| PJAA/DDACP/SP/UFTPI | Unité filière travaux et PI associées | 002015-067_PT | Juriste marchés |
| PJAA/DDACP/SP/UFTPI | Unité filière travaux et PI associées | 002018-054_PT | Juriste marchés |
| PJAA/DDACP/SP/UFTPI | Unité filière travaux et PI associées | 002018-055_PT | Juriste marchés |
| PJAA/DDACP/SP/USPITIC | Unité Services, PI, TIC | 002006-058_PT | Gestionnaire marchés |
| PJAA/DDACP/SP/USPITIC | Unité Services, PI, TIC | 002014-005_PT | Juriste marchés |
| PJAA/DDACP/SP/USPITIC | Unité Services, PI, TIC | 002015-043_PT | Juriste marchés |
| PJAA/DDACP/SP/USPITIC | Unité Services, PI, TIC | 002015-069_PT | Gestionnaire marchés |

| | | | |
|-----------------------|--|-----------------|---|
| PJAA/DDACP/SP/USPITIC | Unité Services, PI, TIC | 002018-053_PT | Responsable de l'unité Services, PI, TIC |
| PJAA/DDACP/SP/USPITIC | Unité Services, PI, TIC | 002018-056_PT | Gestionnaire marchés |
| PJAA/DDACP/SP/USPITIC | Unité Services, PI, TIC | 002018-057_PT | Gestionnaire marchés |
| PJAA/DDACP/SP/USPITIC | Unité Services, PI, TIC | 002021-019_PT | Juriste marchés |
| PJAA/DDACP/SPC | Service programmation et coordination des achats | 002018-065_PT | Chargé des contrats complexes |
| PJAA/DDACP/SPC | Service programmation et coordination des achats | 002018-068_PT | Responsable de service Programmation et Coordination des achats |
| PJAA/DDACP/SPC/UCP | Unité Coordination Programmation | 002004-069_PT | Chargé de SI |
| PJAA/DDACP/SPC/UCP | Unité coordination programmation | 002018-064_PT | Chargé de la programmation et de l'optimisation de l'achat |
| PJAA/DDACP/SPC/UCP | Unité coordination programmation | 002018-066_PT | Chargé de la programmation et de l'optimisation de l'achat |
| PJAA/DDACP/SPC/UCP | Unité coordination programmation | 002018-067_PT | Responsable d'unité Coordination programmation |
| PJAA/DDACP/SPC/UCP | Unité coordination programmation | PROJ2022-010_PT | Chargé de suivi SPASER (Contrat de projet) |
| PJAA/DDACP/SPC/UJSM | Unité Juridiques et supports méthodes | 002012-029_PT | Responsable d'unité juridique, et supports méthode |
| PJAA/DDACP/SPC/UJSM | Unité Juridiques et supports méthodes | 002015-068_PT | Chargé des méthodes et ressources |
| PJAA/SAJ | Service affaires juridiques | 002012-001_PT | Chargé de gestion juridique |
| PJAA/SAJ | Service affaires juridiques | 002015-065_PT | Chargé d'études et de contentieux |
| PJAA/SAJ | Service affaires juridiques | 002018-059_PT | Chargé d'études et de contentieux |
| PJAA/SAJ | Service affaires juridiques | 002018-060_PT | Chargé d'études et de contentieux |
| PJAA/SAJ | Service affaires juridiques | 002018-062_PT | Responsable du service Affaires Juridiques - Dir adj pôle |
| PJAA/SAJ | Service affaires juridiques | 002018-063_PT | Gestionnaire juridique |
| PJAA/SAJ | Service affaires juridiques | 002018-082_PT | Juriste (Contrat d'alternance) |
| PJAA/SAJ | Service affaires juridiques | 002019-050_PT | Chargé d'études et de contentieux |
| PJAA/SAJ/UA | Unité Assurances | 002005-054_PT | Responsable de l'unité Assurances |
| PJAA/SAJ/UA | Unité Assurances | 002016-454_PT | Gestionnaire des assurances |
| PJAA/SAJ/UA | Unité Assurances | 002017-174_PT | Gestionnaire des assurances |

| | | | |
|-------------|--|----------------|---|
| PJAA/SAJ/UA | Unité Assurances | 002018-052_PT | Gestionnaire des assurances |
| PJAA/SAJ/UA | Unité Assurances | 002018-058_PT | Chargé d'études et de contentieux |
| PJAA/SAJ/UA | Unité Assurances | 002018-061_PT | Gestionnaire des assurances |
| PJAA/SAJ/UA | Unité Assurances | 002021-020_PT | Gestionnaire des assurances |
| PJAA/SAVI | Service assemblées, vie des institutions | 002004-136_PT | Gestionnaire des actes |
| PJAA/SAVI | Service assemblées, vie des institutions | 002004-159_PT | Gestionnaire des actes |
| PJAA/SAVI | Service assemblées, vie des institutions | 002007-023_PT | Responsable du service Assemblées et vie des Institutions |
| PJAA/SAVI | Service assemblées, vie des institutions | 002015-064_PT | Gestionnaire des actes |
| PJAA/SAVI | Service assemblées, vie des institutions | 002017-254_PT | Gestionnaire des ressources des élus |
| PJAA/SAVI | Service assemblées, vie des institutions | 002017-255_PT | Chargé de mission assemblées et vie des institutions |
| PJAA/SAVI | Service assemblées, vie des institutions | 002019-064_PT | Chargé de mission assemblées et environnement juridique |
| PJAA/SAVI | Service assemblées, vie des institutions | 002019-065_PT | Chargé des déplacements et de la formation des élus |
| PJAA/SAVI | Service assemblées, vie des institutions | 002019-066_PT | Gestionnaire des actes |
| PJAA/SAVI | Service assemblées, vie des institutions | 002019-067_PT | Gestionnaire des actes |
| PJAA/SRL | Service Ressources Légisitiques | 002002-103_PT | Assistant administratif et RH |
| PJAA/SRL | Service Ressources Légisitiques | 002002-143_PT | Chargé de veille juridique |
| PJAA/SRL | Service Ressources Légisitiques | 002003-064_PT | Gestionnaire administratif et comptable |
| PJAA/SRL | Service Ressources Légisitiques | 002004-048_PT | Responsable du service Ressources/Légistique |
| PJAA/SRL | Service Ressources Légisitiques | 002009-015_PT | Chargée de documentation |
| PJAA/SRL | Service Ressources Légisitiques | PT_PP0000-2721 | Gestionnaire administratif et comptable |



Montpellier Méditerranée Métropole / Ville de Montpellier

AVENANT CONVENTION SERVICE COMMUN

Pôle Moyens Généraux

S O M M A I R E

| | |
|--|---|
| Article 1 : Objet..... | 3 |
| Article 2 : Conditions générales | 3 |
| Article 3 : Responsabilité | 3 |
| Article 4 : Transfert de l'autorité..... | 3 |
| Article 5 : Situation du personnel mutualisé | 4 |
| Article 6 : Modalités financières | 4 |
| Article 7 : Durée - Résiliations | 5 |
| Article 8 : Litiges | 5 |

Entre

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président délégué aux Ressources Humaines et au Dialogue social, dûment habilité par délibération en date du 26 juillet 2022, ci-après dénommé « la Métropole », d'une part.

Et

La Ville de Montpellier, représentée par Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire délégué aux Finances, à l'évaluation des politiques publiques, aux Ressources Humaines et au Dialogue social, dûment habilité par délibération en date du 28 juillet 2022, ci-après dénommé « la Ville », d'autre part.

PREAMBULE

Les lois **n°2010-1563** du 16 décembre 2010, **n°2012-281** du 29 février 2012, **n°2014-58** du 27 janvier 2014 ainsi que la loi NOTRe **n°2015-991** du 7 août 2015 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération

intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées.

Par convention en date du 22 décembre 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Ville de Montpellier ont créé un service commun de direction générale des services, cette mutualisation concernait le seul poste de Directeur général des services.

Le décret **n°2014-1605** du 23 décembre 2014 a créé la métropole dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. A la suite de cette création la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont décidé de s'engager dans une démarche de convergence de leurs administrations, reposant sur la mutualisation progressive de leurs services, dans un esprit de coopération renforcée.

Les dispositions de l'article L.5211-4-2 du Code général des collectivités territoriales définissent le cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées. Depuis 2015, un certain nombre de services communs entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont ainsi été créés.

Dans le cadre de la mise en place d'une nouvelle organisation des services dont l'ambition est d'offrir plus de lisibilité, de transparence et une meilleure efficacité de fonctionnement, en cohérence avec les objectifs de politiques publiques, des services communs correspondant aux différents pôles qui comprennent des directions à la fois de la Ville et de la Métropole ont été créés par délibération des assemblées délibérantes de la Métropole et de la Ville de Montpellier en date respectivement du 14 et 16 décembre 2021.

Il convient à présent de créer le service commun du **Pôle Moyens Généraux** afin de répondre aux enjeux organisationnels de la Métropole et de la Ville de Montpellier. Le Pôle Moyens Généraux en tant que prestataire de services fournira un appui opérationnel et stratégique des moyens en facilitation pour les autres Pôles.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.5211-4-2,

Vu les avis des Comités techniques de la Métropole et de la Ville en date respectivement des 16 juin et 03 juin 2022,

Vu les délibérations de la Métropole n°M2021-659 en date 14 décembre 2021 et de la Ville n°V2021-478 en date du 16 décembre 2021,

Vu les délibérations de la Métropole et de la Ville en date respectivement des 26 et 28 juillet 2022,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

Article 1 : Objet

Le présent avenant a pour objet de définir et de constituer entre la Métropole et la Ville un service commun Pôle Moyens Généraux.

La mise en place de ce service commun s'exerce dans les conditions fixées par le présent avenant, en vertu de l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Pour l'application du présent avenant, le mot mutualisation et le verbe mutualiser caractérisent la situation de mise en commun visée au précédent alinéa.

Ce service commun procède à la mise en commun des postes et effectifs suivants :

- Le Directeur de Pôle
- Le service des moyens généraux de la Direction Architecture et Immobilier (DAI) Ville,
- Le service achats et production graphique de la Direction Énergie et Moyens Techniques (DEMT) Ville
- La Direction Moyens Généraux et Bâtiments (DMGB) Métropole

La liste détaillée des postes figure en annexe 3.

Article 2 : Conditions générales

Ce service commun sera géré par la Métropole, où est établie sa résidence administrative.

La Métropole est habilitée à pourvoir aux remplacements et renforts des effectifs nécessaires. Elle met en œuvre, le cas échéant, les créations et suppressions de postes proposées par la direction générale mutualisée.

Article 3 : Responsabilité

Chaque collectivité / établissement restera responsable, vis-à-vis des tiers, des décisions prises dans le cadre de l'exercice de ses compétences. Par conséquent, les initiatives et décisions à prendre par chacune des collectivités relèveront des autorités et organes qui lui sont propres.

Ainsi, la Métropole et la Ville assumeront chacune et indépendamment la responsabilité des actes et décisions, contrats et engagements de toute nature nonobstant l'intervention du service commun.

De même, la Métropole et la Ville conserveront chacune et indépendamment, la complète responsabilité du processus de décision et des décisions relatives aux domaines de compétences relevant de leurs propres services.

Article 4 : Transfert de l'autorité

En fonction de la mission réalisée, le service commun est placé sous l'autorité fonctionnelle du Président de l'établissement ou sous celle du Maire de la Ville.

Le Président ou le Maire adresse directement toutes instructions nécessaires à l'exécution des tâches qu'il lui confie.

Le Président ou le Maire peut donner, par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, délégation de signature au Directeur du Pôle, pour l'exécution des missions qui lui sont confiées.

Article 5 : Situation du personnel mutualisé

Les fonctionnaires et agents non titulaires qui remplissent en totalité leurs fonctions dans le service mis en commun sont transférés de plein droit, selon les conditions prévues par la fiche d'impact annexée à la présente (annexe 1).

Les personnels du service commun sont gérés par la Métropole, qui exerce tous les pouvoirs de l'autorité hiérarchique et territoriale à l'égard de ses agents.

A ce titre la Métropole est notamment compétente pour les décisions relatives à la carrière, la rémunération, la formation, l'organisation, les congés, les conditions et la durée du travail.

La Métropole procède à l'évaluation annuelle et exerce le pouvoir disciplinaire, le cas échéant après avoir été saisie par la Ville.

La Commission Administrative Paritaire et le Comité Technique compétents sont ceux de la Métropole. Les règles d'avancement de grade et de promotion interne sont celles fixées par les lignes directrices de gestions approuvées par la Métropole.

Le service commun relève, selon les règles établies par la Métropole, de ses avantages salariaux et des prestations de son Comité d'action sociale, sportive et culturelle.

Article 6 : Modalités financières

Les frais afférents aux missions exercées par le service commun (masse salariale, fournitures, locaux, téléphone, assurances...) sont partagés entre la Métropole et la Ville selon la clé de répartition suivante :

| Métropole | Ville |
|------------------|--------------|
| 17% | 83% |

Le remboursement est effectué semestriellement selon les modalités de calculs détaillées en annexe 2.

Le Président de la Métropole ou le Maire de la Ville peuvent solliciter la révision des clefs de répartition, dans la limite d'une révision annuelle. La révision est décidée d'un commun accord.

En revanche, les besoins nécessaires au fonctionnement distinct de chacune des entités (fournitures, services et travaux en lien avec les compétences exercées, logiciels...) feront l'objet de commandes (marchés) au nom de chaque membre bénéficiaire du service commun.

Dans ce dernier cas, chaque entité pourra soit actionner son propre marché ou convenir de passer un groupement de commande entre la Métropole et la Ville. Il appartiendra à chaque convention d'en définir les modalités pratiques et financières.

Article 7 : Durée résiliation

Les conventions et avenants de services communs conclus entre la Ville et la Métropole sont reconduits de manière expresse et sans limitation de durée.

Le présent avenant entrera en vigueur le 1^{er} du mois suivant sa signature.

Ils pourront être dénoncés par le Président ou le Maire à tout moment par courrier, la résiliation prend effet au premier jour du mois suivant la date des courriers.

Article 8 : Litiges

La Métropole et la Ville s'engagent à rechercher une solution amiable à tout litige pouvant survenir dans l'exécution des présents. A défaut de résolution amiable, le Tribunal Administratif de Montpellier sera compétent.

Fait à Montpellier le _____

Pour Montpellier Méditerranée Métropole,
ci-dessus dénommée « La Métropole »

Le Vice-Président délégué aux Ressources
Humaines et au Dialogue Social,

Joël RAYMOND

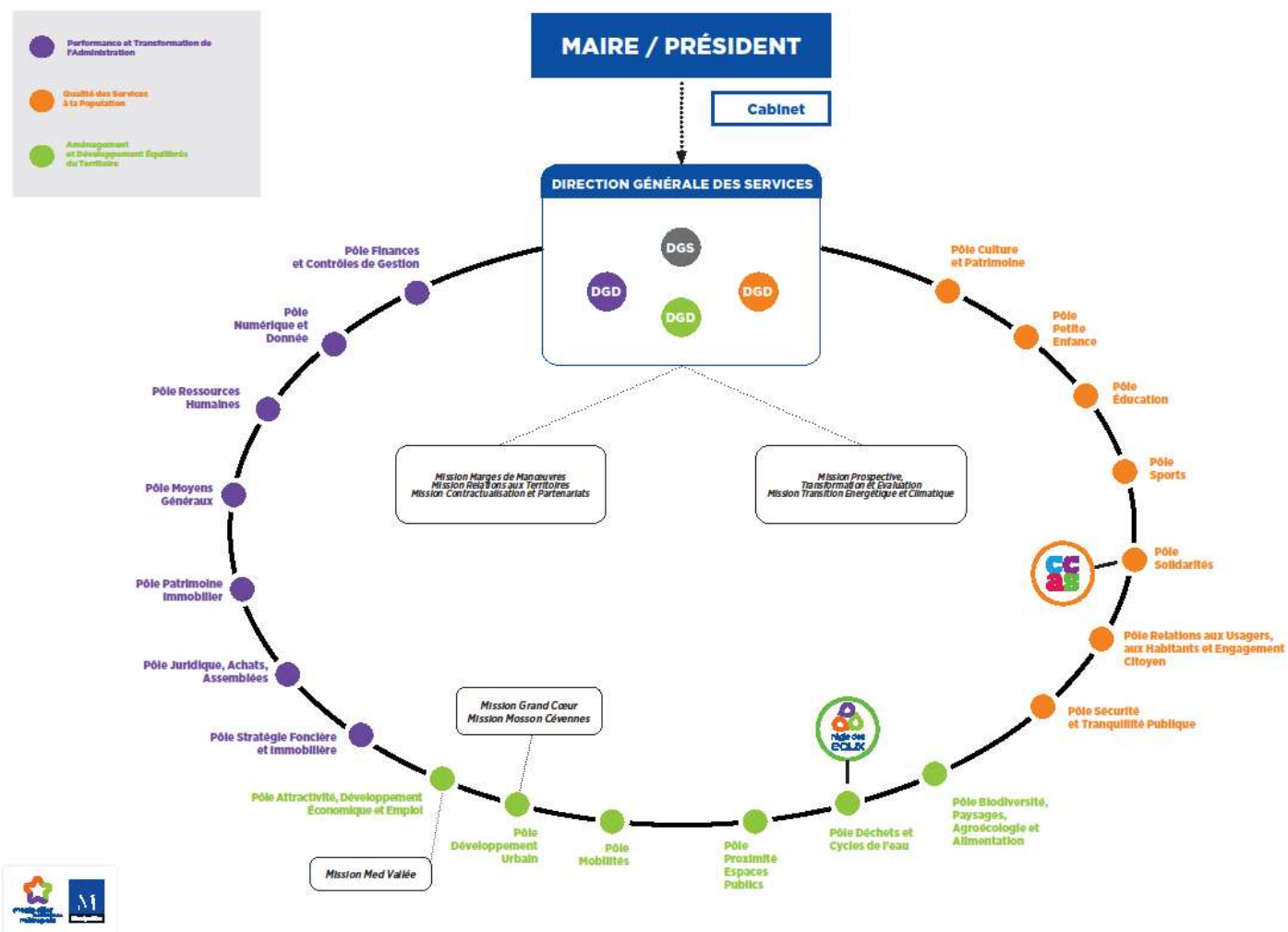
Pour la Ville de Montpellier, ci-dessus
dénommée « La Ville »

L'adjoint au Maire, délégué aux Finances,
à l'évaluation des politiques publiques,
aux Ressources humaines et au Dialogue
social,

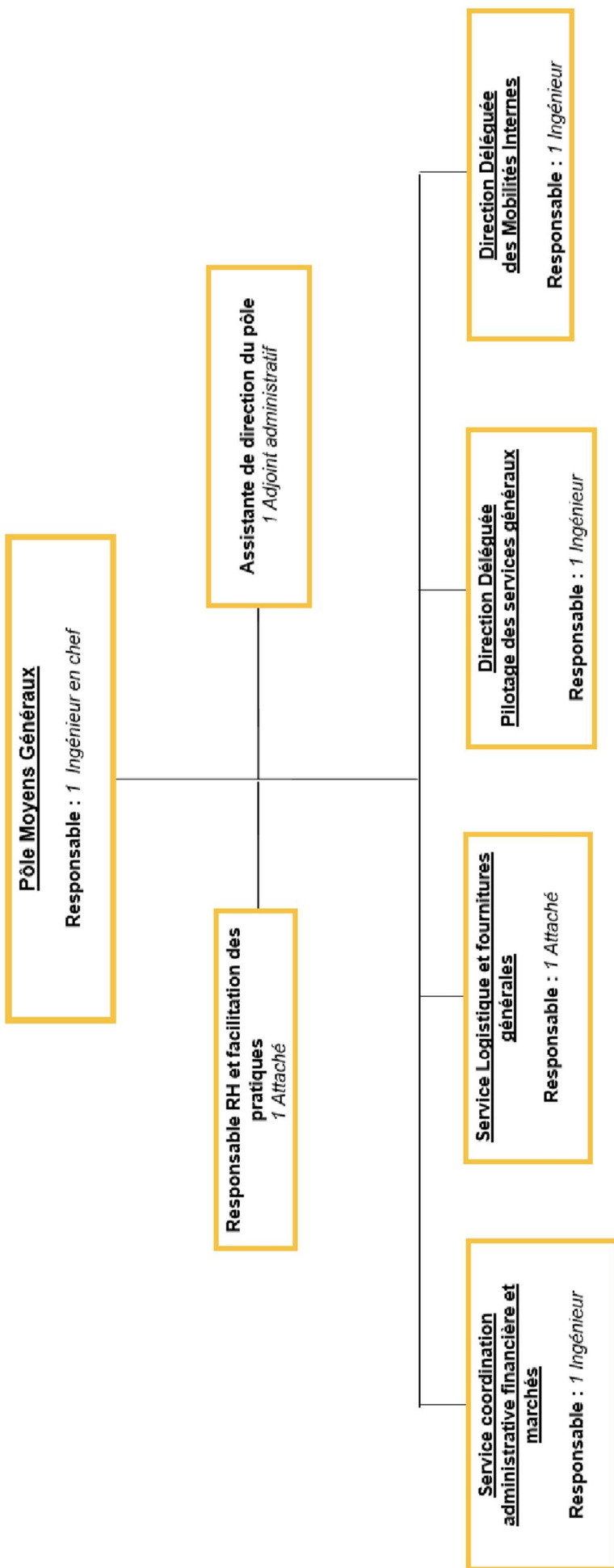
Michel ASLANIAN

Annexe 1 – Fiches Impact

IMPACT SUR L'ORGANISATION



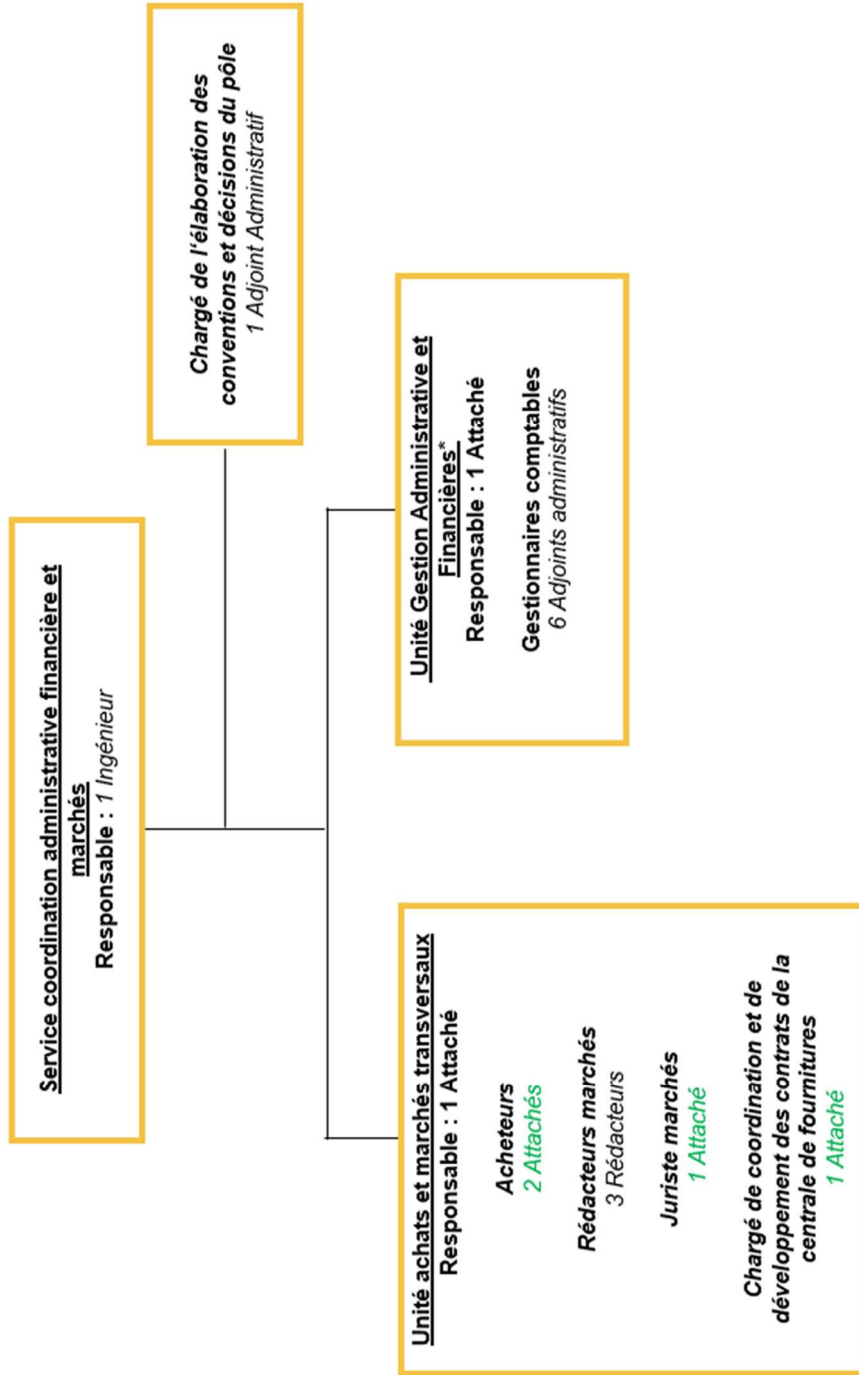
Organigramme du Pôle Moyens Généraux



En rouge les créations de postes
En vert les recalibrages

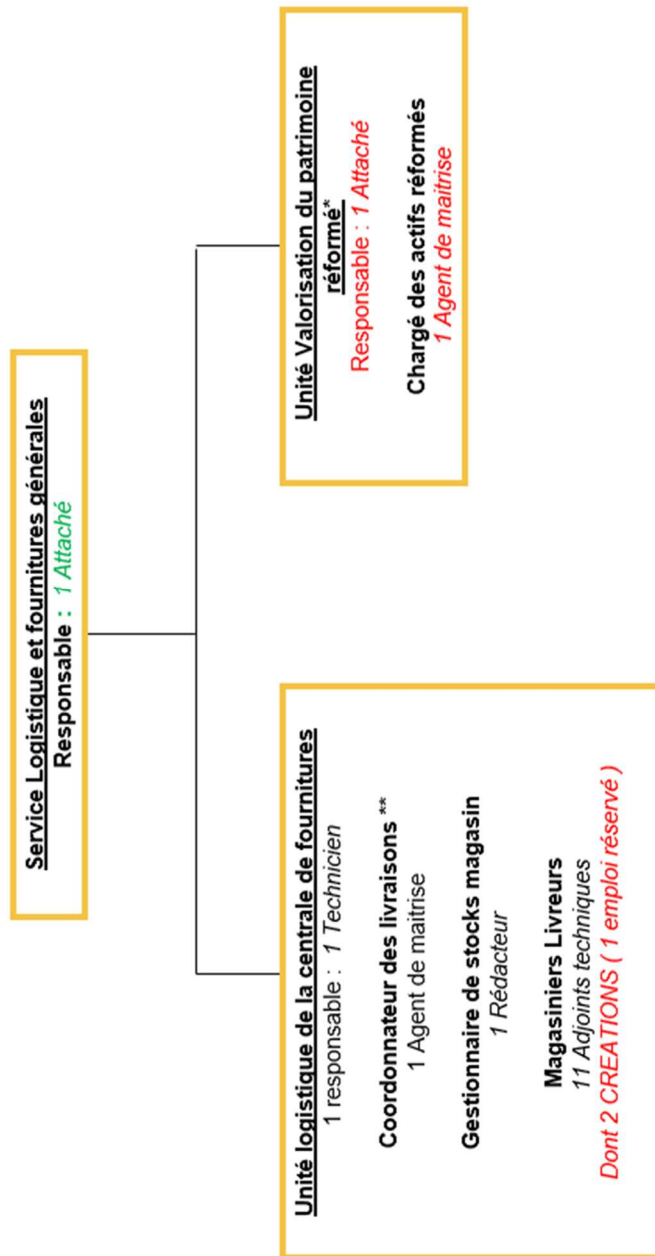
L'ensemble des postes sont mutualisés

Organigramme du Service coordination administrative financière et marchés



*Faisant fonction de responsable adjoint de service

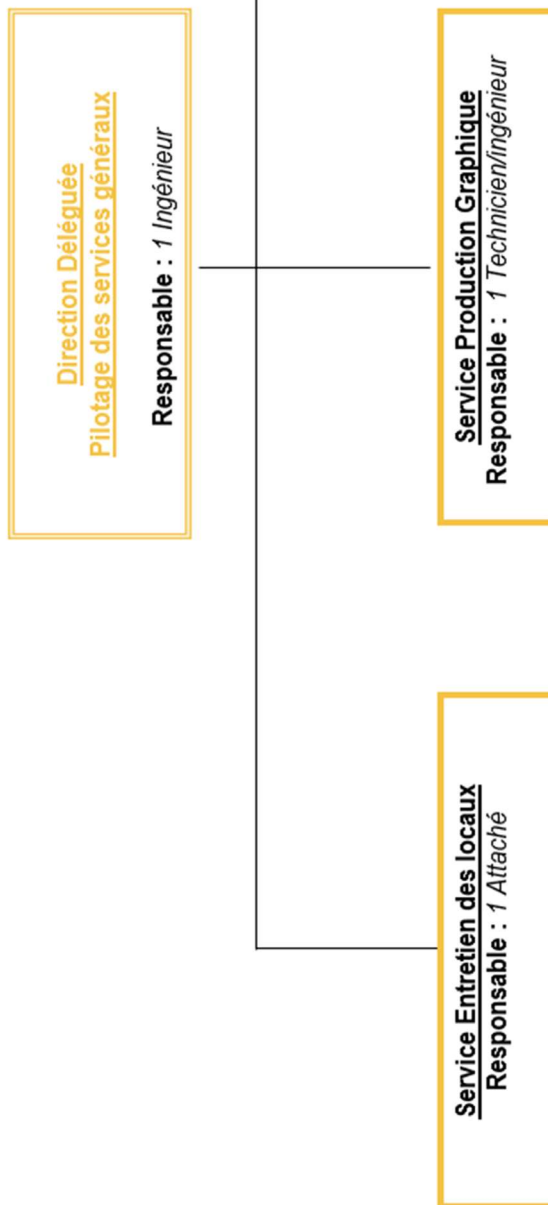
Organigramme du Service Logistique et fournitures générales



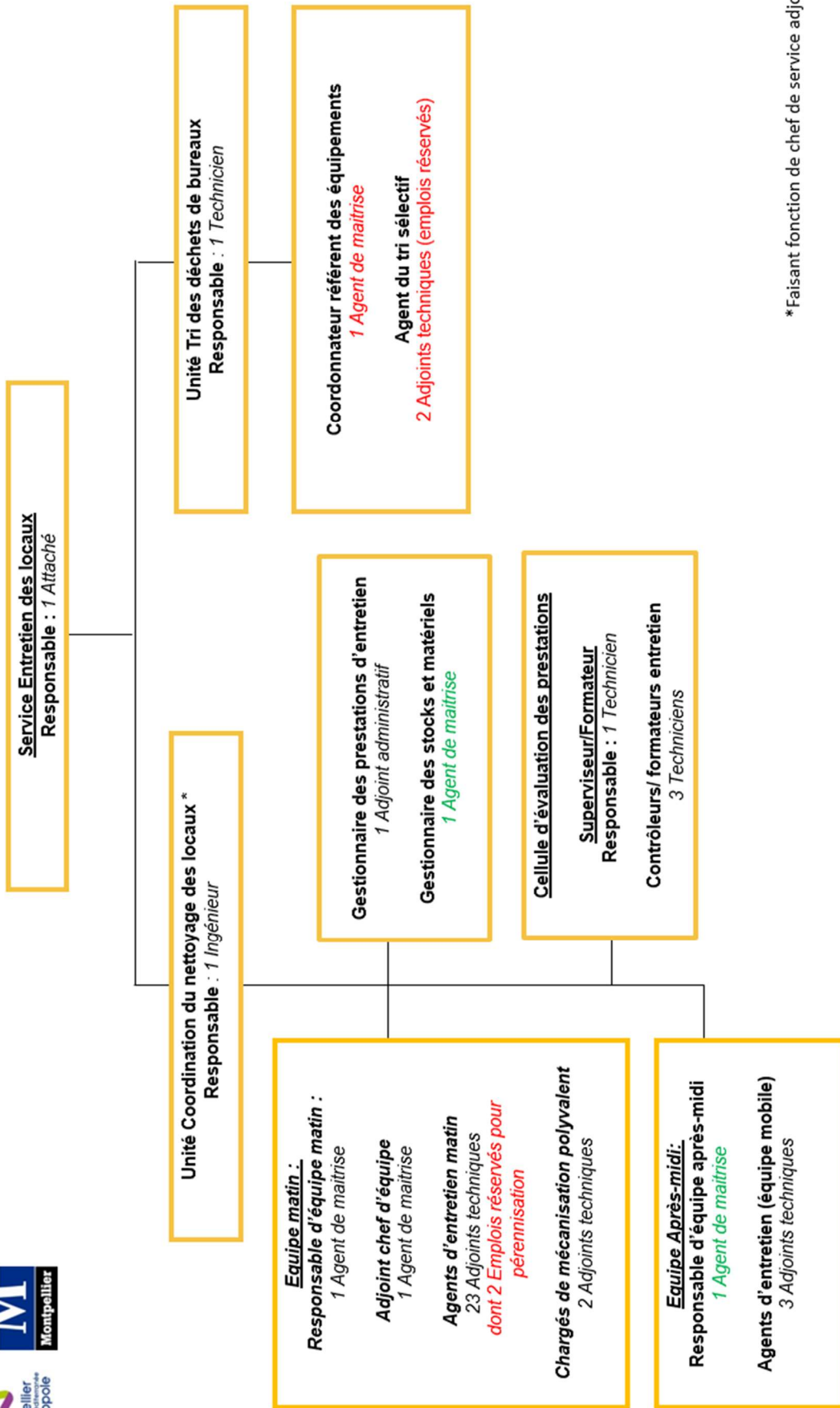
* Faisant fonction de responsable adjoint de service

** Faisant fonction de responsable adjoint d'unité

Organigramme de la Direction Déléguée Pilotage des services généraux



Organigramme de la Direction Déléguée Pilotage des services généraux : Service Entretien des locaux



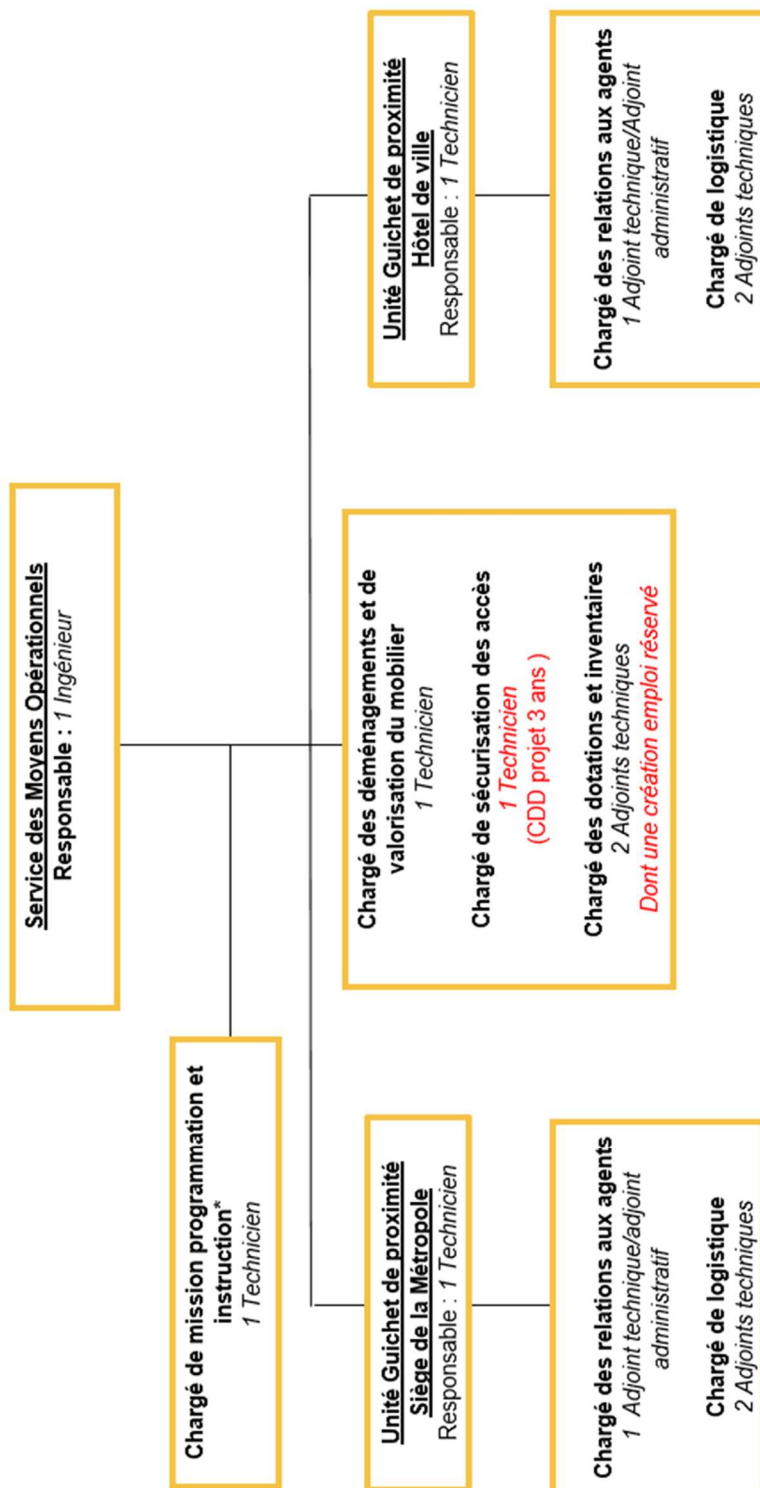
* Faisant fonction de chef de service adjoint

Organigramme de la Direction Déléguée Pilotage des services généraux : Service Production Graphique



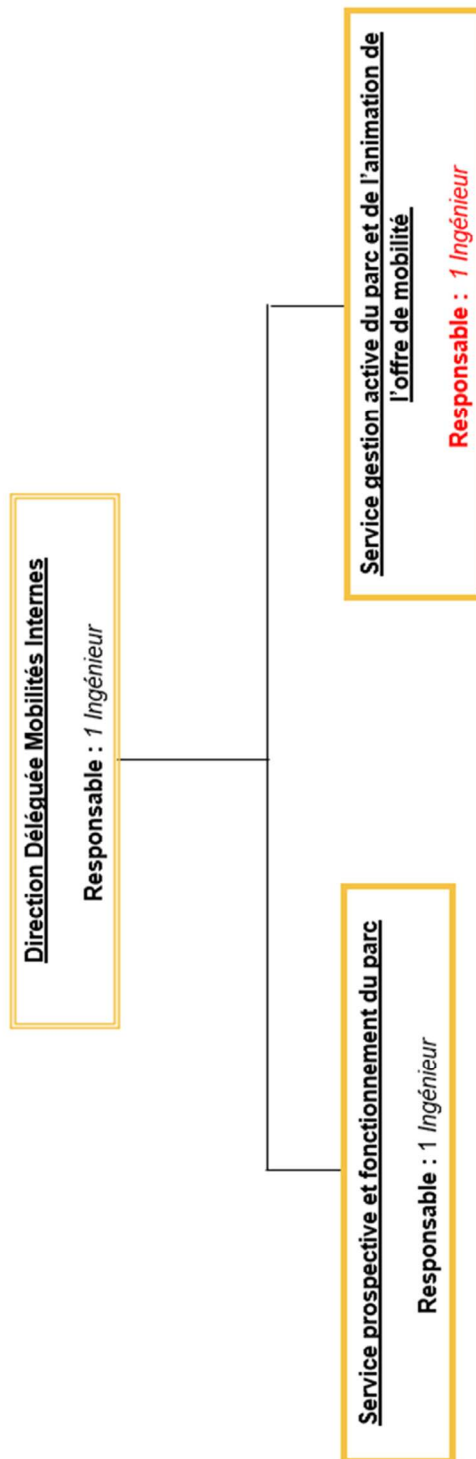
* Adjoint au responsable de service

Organigramme de la Direction Déléguée Pilotage des services généraux : Service des Moyens Opérationnels

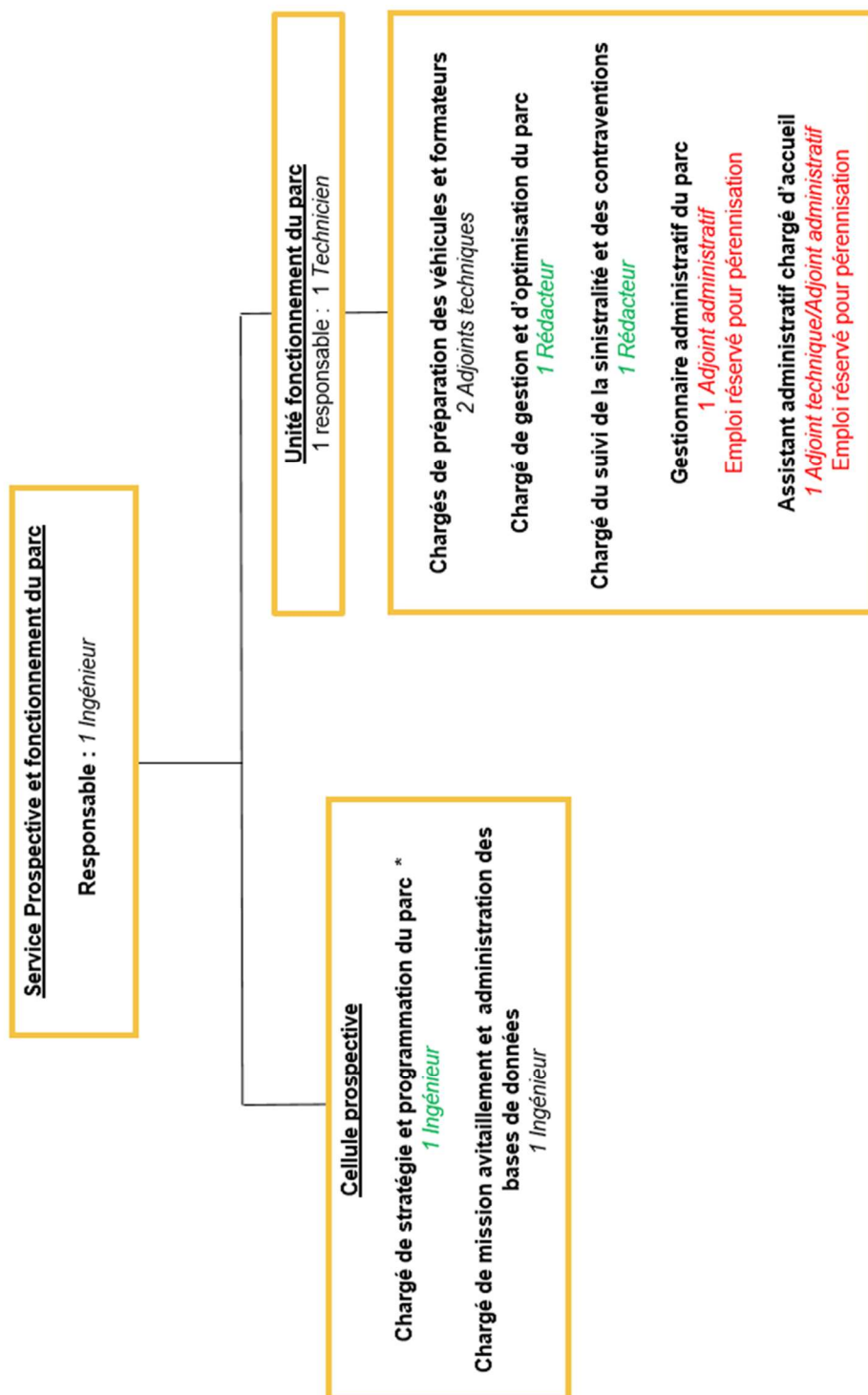


* Adjoint au chef de service

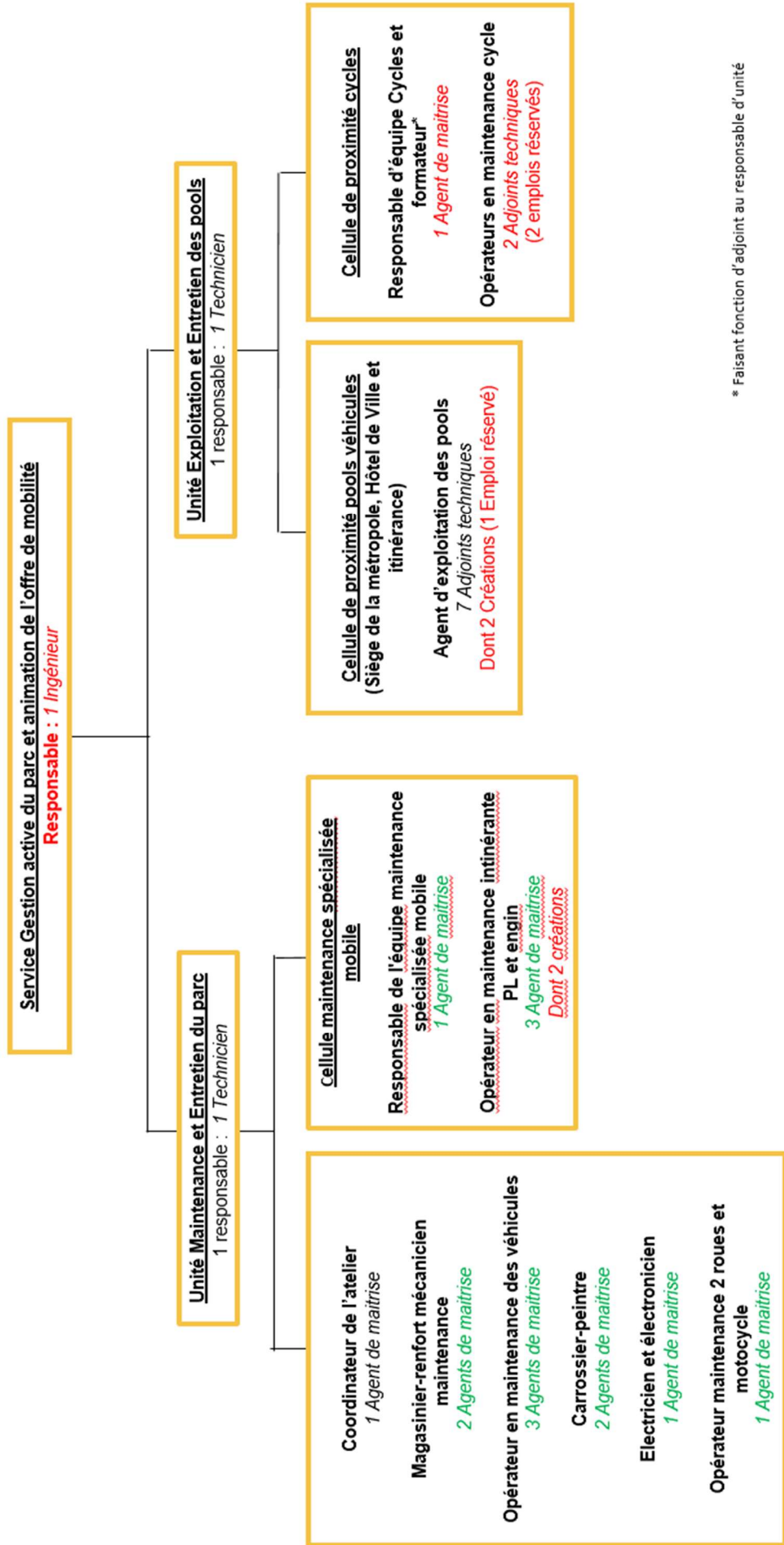
Organigramme de la Direction Déléguée Mobilités internes



Organigramme de la Direction Déléguée Mobilité interne: Service Prospective et fonctionnement du parc



Organigramme de la Direction Déléguée Mobilité Interne: Service Gestion active du parc et animation de l'offre de mobilité



* Faisant fonction d'adjoint au responsable d'unité

IMPACT SUR LES CONDITIONS DE TRAVAIL

Lieu de travail : les locaux de travail restent inchangés à la date de la création du service commun.

Horaires de travail : la création du service commun n'influe aucunement sur l'organisation du temps de travail mise en place en fonction des besoins et spécificités des services. Les aménagements du temps de travail sont organisés selon les dispositifs en vigueur à la Métropole. L'harmonisation de la politique RH des deux collectivités garantit à terme la continuité des conditions de travail entre la Ville et la Métropole.

Outils de travail : Les outils de travail nécessaires à l'exercice des missions restent les mêmes et évolueront le cas échéant en fonction des besoins spécifiques à chaque service.

IMPACTS SUR LA REMUNERATION

Outre les éléments statutaires de rémunération qui continuent d'être versés selon les conditions réglementaires en vigueur, en application de l'article L. 5111-7 I. du Code Général des Collectivités Territoriales, les agents transférés dans le service commun conservent, s'ils y ont intérêt, le bénéfice du régime indemnitaire qui leur était applicable ainsi que, à titre individuel, les avantages acquis en application du troisième alinéa de l'article 111 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

En application de l'article L. 5111-7 I bis., les agents conservent, s'ils y ont intérêt, le bénéfice des participations qui leur étaient applicables au titre d'un label prévu au même article 88-2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée.

Annexe 2 – Notice de calcul

Les frais afférents aux missions exercées par les services communs sont partagés entre la Métropole et la Ville selon les modalités suivantes :

| | |
|---|---------------------------------|
| Masse salariale du service commun | A |
| Frais personnel support (DRH, finances...) | $6 \% \times A = B$ |
| Frais de structure | $3\% \times (A+B) \times C = D$ |

(A) Masse salariale du service commun à hauteur de la clé de répartition (% de la clé * MS totale)

(B) Frais de personnel support à hauteur de la clé de répartition

(C) Répartition du temps passé par service/direction sur les sites ville et métropole

(D) Frais de structure à hauteur de la clé de répartition

L'entité gestionnaire du service commun facture la masse salariale du service commun à hauteur de la clé de répartition (A).

L'entité gestionnaire du service commun facture les frais de personnel support à hauteur de la clé de répartition (B).

L'entité qui héberge le service commun facture les frais de structure à hauteur de la clé de répartition (D).

Dans le cas présent, l'hébergement des postes est détaillé en annexe 3.

NB : La collectivité qui héberge physiquement le service commun refacture, à l'autre les frais de structure (3%) correspondants à la clef de répartition.

Si les 2 collectivités hébergent physiquement des agents, elles se refacturent l'une et l'autre des frais de structure.

(La clef de répartition est déterminée en fonction de l'implantation physique des bureaux).

| Métropole | Ville |
|------------------|--------------|
| 10% | 90% |

Annexe 3 – Liste des postes mutualisés et lieux d'hébergement

| Libellé de la Direction | Code du poste | Libellé du poste cible | Lieu d'affectation du poste |
|---|----------------|---|-----------------------------|
| Service coordination administrative financière et marchés | PT_PP0000-1316 | Chargé de l'élaboration convention, décisions du pôle | Garosud |
| Service logistique et fournitures générales | PT_PP0000-3325 | Responsable du Service logistique et fournitures générales | Garosud |
| DD Pilotage des services généraux | 002018-008_PT | Responsable de la Direction Déléguée Pilotage des services généraux | Garosud/HDV |
| DD mobilités internes | 002019-002_PT | Directeur Délégué mobilités internes | Garosud |
| Direction | 002021-063_PT | Directeur du pôle Moyens Généraux | Garosud |
| Direction | PT_PP0000-4257 | Responsable RH et facilitation des pratiques | Garosud |
| Direction | 002021-037_PT | Assistante de direction du pôle | Siege Metropole |
| Service coordination administrative financière et marchés | PT_PP0000-3568 | Responsable Service coordination administrative financière et marchés | Garosud |
| DD Pilotage des services généraux | PT_PP0000-0249 | Agent d'entretien | HDV |
| DD Pilotage des services généraux | PT_PP0000-0250 | Agent d'entretien | HDV |
| DD Pilotage des services généraux | PT_PP0000-0252 | Agent d'entretien | HDV |
| DD Pilotage des services généraux | PT_PP0000-0253 | AGENT ENTRETIEN Après-Midi | HDV |
| DD Pilotage des services généraux | PT_PP0000-0254 | AGENT ENTRETIEN Après-Midi | HDV |
| DD Pilotage des services généraux | PT_PP0000-0256 | Agent d'entretien | HDV |
| DD Pilotage des services généraux | PT_PP0000-0257 | Agent d'entretien | HDV |
| DD Pilotage des services généraux | PT_PP0000-0258 | Agent d'entretien | HDV |
| DD Pilotage des services généraux | PT_PP0000-0259 | Responsable adjoint d'équipe matin | HDV |
| DD Pilotage des services généraux | PT_PP0000-0260 | Agent d'entretien | HDV |
| DD Pilotage des services généraux | PT_PP0000-0261 | Gestionnaire stock et matériels | HDV |

| | | | |
|-----------------------------------|----------------|---|-----|
| DD Pilotage des services généraux | PT_PP0000-0262 | Agent d'entretien | HDV |
| DD Pilotage des services généraux | PT_PP0000-0263 | Agent d'entretien | HDV |
| DD Pilotage des services généraux | PT_PP0000-0265 | Agent d'entretien | HDV |
| DD Pilotage des services généraux | PT_PP0000-0266 | Agent d'entretien | HDV |
| DD Pilotage des services généraux | PT_PP0000-0267 | Agent d'entretien | HDV |
| DD Pilotage des services généraux | PT_PP0000-0327 | Agent d'entretien | HDV |
| DD Pilotage des services généraux | PT_PP0000-0328 | Chargé de mécanisation polyvalent | HDV |
| DD Pilotage des services généraux | PT_PP0000-0330 | AGENT ENTRETIEN Après-Midi | HDV |
| DD Pilotage des services généraux | PT_PP0000-0335 | Agent d'entretien | HDV |
| DD Pilotage des services généraux | PT_PP0000-0337 | Agent d'entretien | HDV |
| DD Pilotage des services généraux | PT_PP0000-0338 | Chargé de mécanisation polyvalent | HDV |
| DD Pilotage des services généraux | PT_PP0000-0345 | Agent d'entretien | HDV |
| DD Pilotage des services généraux | PT_PP0000-0346 | Agent d'entretien | HDV |
| DD Pilotage des services généraux | PT_PP0000-0347 | Agent d'entretien | HDV |
| DD Pilotage des services généraux | PT_PP0000-0348 | Agent d'entretien | HDV |
| DD Pilotage des services généraux | PT_PP0000-0349 | Agent d'entretien | HDV |
| DD Pilotage des services généraux | PT_PP0000-0350 | Agent d'entretien | HDV |
| DD Pilotage des services généraux | PT_PP0000-0351 | Contrôleurs et formateurs entretien | HDV |
| DD Pilotage des services généraux | PT_PP0000-1321 | Gestionnaire des prestations d'entretien | HDV |
| DD Pilotage des services généraux | PT_PP0000-2347 | Chef d'équipe superviseur/formateur | HDV |
| DD Pilotage des services généraux | PT_PP0000-2348 | Contrôleurs et formateurs entretien | HDV |
| DD Pilotage des services généraux | PT_PP0000-3339 | Responsable de l'unité Coordination du nettoyage des locaux | HDV |
| DD Pilotage des services généraux | PT_PP0000-3475 | Responsable d'équipe après-midi | HDV |
| DD Pilotage des services généraux | PT_PP0000-3477 | Responsable d'équipe matin | HDV |
| DD Pilotage des services généraux | PT_PP0000-3515 | Responsable de l'unité Tri des déchets de bureaux | HDV |

| | | | |
|-----------------------------------|----------------|--|-----------------------|
| DD Pilotage des services généraux | PT_PP0000-3612 | Responsable du Service Entretien des locaux | HDV |
| DD Pilotage des services généraux | PT_PP0000-4032 | Contrôleurs et formateurs entretien | HDV |
| DD Pilotage des services généraux | CREATION | Coordonnateur référent des équipements | HDV |
| DD Pilotage des services généraux | CREATION | Agent du tri sélectif | HDV |
| DD Pilotage des services généraux | CREATION | Agent d'entretien | HDV |
| DD Pilotage des services généraux | CREATION | Agent d'entretien | HDV |
| DD Pilotage des services généraux | CREATION | Agent du tri sélectif | HDV |
| DD Pilotage des services généraux | PT_PP0000-0255 | Chargé de mission programmation et instruction | Siege Metropole |
| DD Pilotage des services généraux | PT_PP0000-0331 | Responsable Unité guichet de proximité Métropole | Siege Metropole |
| DD Pilotage des services généraux | PT_PP0000-0332 | Chargé des relations aux agents (guichet métro) | Siege Metropole |
| DD Pilotage des services généraux | PT_PP0000-0333 | Chargé de logistique (métropole) | Siege Metropole |
| DD Pilotage des services généraux | PT_PP0000-0334 | Chargé des déménagements et de valorisation du mobilier | Siege Metropole |
| DD Pilotage des services généraux | PT_PP0000-0339 | Chargé des dotations et inventaires | Siege Metropole |
| DD Pilotage des services généraux | PT_PP0000-0340 | Responsable du service des moyens opérationnels | Siege Metropole |
| DD Pilotage des services généraux | PT_PP0000-0343 | Chargé des relations aux agents (HDV) | HDV |
| DD Pilotage des services généraux | PT_PP0000-0453 | Chargé de logistique (métropole) | Siege Metropole |
| DD Pilotage des services généraux | PT_PP0000-2733 | Chargé de logistique (HDV) | HDV |
| DD Pilotage des services généraux | 002003-241_PT | Responsable Unité Guichet de proximité HDV | HDV |
| DD Pilotage des services généraux | 002019-024_PT | Chargé de logistique (HDV) | HDV |
| DD Pilotage des services généraux | CREATION | Chargé de sécurisation et des accès | Siege Metropole |
| DD mobilités internes | CREATION | Opérateur en maintenance itinérante PL et engins | Garosud |
| DD mobilités internes | CREATION | Opérateur en maintenance itinérante PL et engins | Garosud |
| DD mobilités internes | CREATION | Agent d'exploitation des pools | HDV |
| DD mobilités internes | CREATION | Agent d'exploitation des pools | Siege de la Metropole |
| DD mobilités internes | CREATION | Responsable d'équipe Vélos et formateur | Siege de la Metropole |
| DD mobilités internes | CREATION | Responsable service gestion active du parc et animation de l'offre de mobilité | Garosud |
| DD mobilités internes | CREATION | Opérateur en maintenance cycle | HDV |
| DD mobilités internes | CREATION | Opérateur en maintenance cycle | Siege de la Metropole |
| DD mobilités internes | PT_PP0000-0264 | Agent d'exploitation des pools | HDV |
| DD mobilités internes | PT_PP0000-0336 | Agent d'exploitation des pools | HDV |

| | | | |
|-----------------------|----------------|--|-----------------------|
| DD mobilités internes | PT_PP0000-0454 | Agent d'exploitation des pools | HDV |
| DD mobilités internes | PT_PP0000-2179 | Carrosier-peintre | Garosud |
| DD mobilités internes | PT_PP0000-2180 | Carrosier-peintre | Garosud |
| DD mobilités internes | PT_PP0000-2572 | Electricien et électronicien | Garosud |
| DD mobilités internes | PT_PP0000-2734 | Responsable de l'unité Exploitation et entretien des pools | HDV |
| DD mobilités internes | PT_PP0000-2935 | Magasinier-renfort mécanicien | Garosud |
| DD mobilités internes | PT_PP0000-2936 | Magasinier-renfort mécanicien | Garosud |
| DD mobilités internes | PT_PP0000-2954 | Opérateur en maintenance des véhicules | Garosud |
| DD mobilités internes | PT_PP0000-2955 | Opérateur en maintenance des véhicules | Garosud |
| DD mobilités internes | PT_PP0000-2956 | Opérateur maintenance 2 roues et motorcycle | Garosud |
| DD mobilités internes | PT_PP0000-2957 | Opérateur en maintenance itinérante PL et engins | Garosud |
| DD mobilités internes | PT_PP0000-2958 | Opérateur en maintenance des véhicules | Garosud |
| DD mobilités internes | PT_PP0000-3302 | Responsable de l'unité maintenance et entretien du parc | Garosud |
| DD mobilités internes | PT_PP0000-3459 | Coordinateur de l'atelier | Garosud |
| DD mobilités internes | PT_PP0000-3474 | Agent d'exploitation des pools | HDV |
| DD mobilités internes | PT_PP0000-4159 | Responsable de l'équipe maintenance mobile | Garosud |
| DD mobilités internes | 002006-018_PT | Agent d'exploitation des pools | Siege de la Metropole |
| DD mobilités internes | PT_PP0000-0341 | Responsable du service prospective et fonctionnement du parc | Garosud |
| DD mobilités internes | PT_PP0000-0342 | Chargé de mission avitaillement et administration des bases de données | Garosud |
| DD mobilités internes | PT_PP0000-0344 | Chargé de préparation et livraison des véhicules et formateurs | Garosud |
| DD mobilités internes | PT_PP0000-1345 | Chargé du suivi de la sinistralité et des contraventions | Garosud |
| DD mobilités internes | 002002-146_PT | Chargé de gestion et d'optimisation du parc | Garosud |
| DD mobilités internes | 002016-462_PT | Chargé de préparation et livraison des véhicules et formateurs | Garosud |
| DD mobilités internes | 002018-086_PT | Responsable de l'unité fonctionnement du parc | Garosud |
| DD mobilités internes | 002019-003_PT | Chargé de stratégie et programmation du parc | Garosud |

| | | | |
|---|----------------|---|---------|
| DD mobilités internes | CREATION | Assistant administratif chargé d'accueil | Garosud |
| DD mobilités internes | CREATION | Gestionnaire administratif du parc | Garosud |
| DD Pilotage des services généraux | PT_PP0000-0329 | Responsable du service Production Graphique | Garosud |
| DD Pilotage des services généraux | PT_PP0000-2334 | Conducteur offset | Garosud |
| DD Pilotage des services généraux | PT_PP0000-2335 | Façonneur | Garosud |
| DD Pilotage des services généraux | PT_PP0000-2336 | Conducteur offset | Garosud |
| DD Pilotage des services généraux | PT_PP0000-2364 | Coordinateur de la planification des travaux | Garosud |
| DD Pilotage des services généraux | PT_PP0000-2983 | Opérateur PAO/Graphiste | Garosud |
| DD Pilotage des services généraux | PT_PP0000-2984 | Opérateur PAO/Graphiste | Garosud |
| DD Pilotage des services généraux | PT_PP0000-2994 | Reprographe et façonneur | Garosud |
| DD Pilotage des services généraux | PT_PP0000-2995 | Reprographe et façonneur | Garosud |
| DD Pilotage des services généraux | PT_PP0000-4039 | Responsable de l'atelier graphique | Garosud |
| Service coordination administrative financière et marchés | 002004-203_PT | Responsable unité achats et marchés transversaux | Garosud |
| Service coordination administrative financière et marchés | PT_PP0000-0002 | Acheteurs | Garosud |
| Service coordination administrative financière et marchés | PT_PP0000-0003 | Rédacteurs marchés | Garosud |
| Service coordination administrative financière et marchés | PT_PP0000-0004 | Rédacteurs marchés | Garosud |
| Service coordination administrative financière et marchés | PT_PP0000-0005 | Chargé de coordination et de développement des contrats de la centrale de fournitures | Garosud |
| Service coordination administrative financière et marchés | PT_PP0000-0006 | Juriste marché | Garosud |
| Service coordination administrative financière et marchés | 002003-102_PT | Acheteurs | Garosud |
| Service coordination administrative financière et marchés | 002015-061_PT | Rédacteurs marchés | Garosud |
| Service coordination administrative financière et marchés | PT_PP0000-0251 | Gestionnaire comptable | Garosud |
| Service coordination administrative financière et marchés | PT_PP0000-1227 | Gestionnaire comptable | Garosud |
| Service coordination administrative financière et marchés | PT_PP0000-1228 | Gestionnaire comptable | Garosud |
| Service coordination administrative financière et marchés | PT_PP0000-1344 | Gestionnaire comptable | Garosud |
| Service coordination administrative financière et marchés | 002002-130_PT | Gestionnaire comptable | Garosud |

| | | | |
|---|----------------|--|-----------------|
| Service coordination administrative financière et marchés | 002004-185_PT | Gestionnaire comptable | Garosud |
| Service coordination administrative financière et marchés | 002005-056_PT | Responsable Unité gestion administrative et Financière | Garosud |
| Service logistique et fournitures générales | PT_PP0000-2937 | Magasinier livreur | Garosud |
| Service logistique et fournitures générales | PT_PP0000-2938 | Magasinier livreur | Garosud |
| Service logistique et fournitures générales | PT_PP0000-2939 | Magasinier livreur | Garosud |
| Service logistique et fournitures générales | PT_PP0000-2940 | Magasinier livreur | Garosud |
| Service logistique et fournitures générales | PT_PP0000-2941 | Magasinier livreur | Garosud |
| Service logistique et fournitures générales | PT_PP0000-2942 | Magasinier livreur | Garosud |
| Service logistique et fournitures générales | PT_PP0000-2943 | Magasinier livreur | Garosud |
| Service logistique et fournitures générales | PT_PP0000-2944 | Magasinier livreur | Garosud |
| Service logistique et fournitures générales | PT_PP0000-3216 | Gestionnaire de stocks magasin | Garosud |
| Service logistique et fournitures générales | PT_PP0000-3346 | Magasinier livreur | Garosud |
| Service logistique et fournitures générales | PT_PP0000-3347 | Coordonnateur des livraisons | Garosud |
| Service logistique et fournitures générales | PT_PP0000-3528 | Responsable unité logistique de la centrale de fournitures | Garosud |
| Service logistique et fournitures générales | CREATION | Magasinier livreur | Garosud |
| Service logistique et fournitures générales | CREATION | Magasinier livreur | Garosud |
| Service logistique et fournitures générales | CREATION | Responsable Unité Valorisation du patrimoine réformé | Garosud |
| Service logistique et fournitures générales | CREATION | Chargé des actifs réformés | Garosud |
| DD Pilotage des services généraux | CREATION | Chargé des dotations et inventaires | Siege Metropole |



Montpellier Méditerranée Métropole / Ville de Montpellier

AVENANT CONVENTION SERVICE COMMUN

Pôle Sports

S O M M A I R E

| | |
|--|---|
| Article 1 : Objet..... | 3 |
| Article 2 : Conditions générales | 3 |
| Article 3 : Responsabilité | 3 |
| Article 4 : Transfert de l'autorité..... | 4 |
| Article 5 : Situation du personnel mutualisé | 4 |
| Article 6 : Modalités financières | 4 |
| Article 7 : Durée - Résiliations | 5 |
| Article 8 : Litiges | 5 |

Entre

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président délégué aux Ressources Humaines et au Dialogue social, dûment habilité par délibération en date du 26 juillet 2022, ci-après dénommé « la Métropole », d'une part.

Et

La Ville de Montpellier, représentée par Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire délégué aux Finances, à l'évaluation des politiques publiques, aux Ressources Humaines et au Dialogue social, dûment habilité par délibération en date du 28 juillet 2022, ci-après dénommé « la Ville », d'autre part.

PREAMBULE

Les lois **n°2010-1563** du 16 décembre 2010, **n°2012-281** du 29 février 2012, **n°2014-58** du 27 janvier 2014 ainsi que la loi NOTRe **n°2015-991** du 7 août 2015 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées.

Par convention en date du 22 décembre 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Ville de Montpellier ont créé un service commun de direction générale des services, cette mutualisation concernait le seul poste de Directeur général des services.

Le décret **n°2014-1605** du 23 décembre 2014 a créé la métropole dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. A la suite de cette création la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont décidé de s'engager dans une démarche de convergence de leurs administrations, reposant sur la mutualisation progressive de leurs services, dans un esprit de coopération renforcée.

Les dispositions de l'article L.5211-4-2 du Code général des collectivités territoriales définissent le cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées. Depuis 2015, un certain nombre de services communs entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont ainsi été créés.

Dans le cadre de la mise en place d'une nouvelle organisation des services dont l'ambition est d'offrir plus de lisibilité, de transparence et une meilleure efficacité de fonctionnement, en cohérence avec les objectifs de politiques publiques, des services communs correspondant aux différents pôles qui comprennent des directions à la fois de la Ville et de la Métropole ont été créés par délibération des assemblées délibérantes de la Métropole et de la Ville de Montpellier en date respectivement du 14 et 16 décembre 2021.

Le service commun Pôle Sports a pour objectif de rassembler au sein d'une même entité l'ensemble des services permettant ainsi de promouvoir et développer la politique publique sportive des deux collectivités tout en offrant plus de lisibilité, de transparence et une meilleure efficacité de fonctionnement.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.5211-4-2,

Vu les avis des Comités techniques de la Métropole et de la Ville en date respectivement des 16 juin et 2 juin 2022,

Vu les délibérations de la Métropole n°M2021-659 en date 14 décembre 2021 et de la Ville n°V2021-478 en date du 16 décembre 2021,

Vu les délibérations de la Métropole et de la Ville en date respectivement des 26 et 28 juillet 2022,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet

Le présent avenant a pour objet d'élargir le service commun Pôle Sports entre la Métropole et la Ville.

La mise en place de ce service commun s'exerce dans les conditions fixées par le présent avenant, en vertu de l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Pour l'application du présent avenant, le mot mutualisation et le verbe mutualiser caractérisent la situation de mise en commun visée au précédent alinéa.

Le service commun porte sur le Pôle Sports et plus particulièrement :

- Au niveau de la direction du pôle, les 2 postes d'assistantes et un poste de chargé de mission
- Au niveau du service Gestion et maintenance technique du patrimoine :
 - o Le responsable de service
 - o Le chargé de projets complexes faisant fonction de responsable adjoint du service
 - o Le responsable de l'unité bâtiment
 - o Le poste d'Architecte responsable de la construction et de réhabilitation d'équipements sportifs, les 2 postes de techniciens et le poste de référent patrimoine de l'unité Bâtiments
- Au niveau de la direction déléguée grands projets, excellence sportive et pilotage :
 - o Le poste de directeur délégué
 - o L'entière responsabilité du service partenariats, grands événements sportifs et sport professionnel
 - o L'entière responsabilité du service pilotage et optimisation des ressources
- Au niveau de la direction déléguée gestion et développement des pratiques sportives :
 - o Le poste de directeur délégué
 - o Le poste de responsable de service animation et exploitation des équipements terrestres
 - o L'unité suivi du mouvement associatif et accueil composée d'un responsable, d'un gestionnaire créneaux manifestations et d'un agent d'accueil

La liste détaillée des postes figure en annexe 3.

Article 2 : Conditions générales

Ce service commun sera géré par la Métropole, où est établie sa résidence administrative.

La Métropole est habilitée à pourvoir aux remplacements et renforts des effectifs nécessaires. Elle met en œuvre, le cas échéant, les créations et suppressions de postes proposées par la direction générale mutualisée.

Article 3 : Responsabilité

Chaque collectivité / établissement restera responsable, vis-à-vis des tiers, des décisions prises dans le cadre de l'exercice de ses compétences. Par conséquent, les initiatives et décisions à prendre par chacune des collectivités relèveront des autorités et organes qui lui sont propres.

Ainsi, la Métropole et la Ville assumeront chacune et indépendamment la responsabilité des actes et décisions, contrats et engagements de toute nature nonobstant l'intervention du service commun.

De même, la Métropole et la Ville conserveront chacune et indépendamment, la complète responsabilité du processus de décision et des décisions relatives aux domaines de compétences relevant de leurs propres services.

Article 4 : Transfert de l'autorité

En fonction de la mission réalisée, le service commun est placé sous l'autorité fonctionnelle du Président de l'établissement ou sous celle du Maire de la Ville.

Le Président ou le Maire adresse directement toutes instructions nécessaires à l'exécution des tâches qu'il lui confie.

Le Président ou le Maire peut donner, par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, délégation de signature au Directeur du Pôle solidarité, pour l'exécution des missions qui lui sont confiées.

Article 5 : Situation du personnel mutualisé

Les fonctionnaires et agents non titulaires qui remplissent en totalité leurs fonctions dans le service mis en commun sont transférés de plein droit, selon les conditions prévues par la fiche d'impact annexée à la présente (annexe 1).

Les personnels du service commun sont gérés par la Métropole, qui exerce tous les pouvoirs de l'autorité hiérarchique et territoriale à l'égard de ses agents.

A ce titre la Métropole est notamment compétente pour les décisions relatives à la carrière, la rémunération, la formation, l'organisation, les congés, les conditions et la durée du travail.

La Métropole procède à l'évaluation annuelle et exerce le pouvoir disciplinaire, le cas échéant après avoir été saisie par la Ville.

La Commission Administrative Paritaire et le Comité Technique compétents sont ceux de la Métropole. Les règles d'avancement de grade et de promotion interne sont celles fixées par les lignes directrices de gestions approuvées par la Métropole.

Le service commun relève, selon les règles établies par la Métropole, de ses avantages salariaux et des prestations de son Comité d'action sociale, sportive et culturelle..

Article 6 : Modalités financières

Les frais afférents aux missions exercées par le service commun (masse salariale, fournitures, locaux, téléphone, assurances...) sont partagés entre la Métropole et la Ville selon la clé de répartition suivante :

| Métropole | Ville |
|-----------|-------|
| 63% | 37% |

Le remboursement est effectué semestriellement selon les modalités de calculs détaillées en annexe 2.

Le Président de la Métropole ou le Maire de la Ville peuvent solliciter la révision des clefs de répartition, dans la limite d'une révision annuelle. La révision est décidée d'un commun accord.

En revanche, les besoins nécessaires au fonctionnement distinct de chacune des entités (fournitures, services et travaux en lien avec les compétences exercées, logiciels...) feront l'objet de commandes (marchés) au nom de chaque membre bénéficiaire du service commun.

Dans ce dernier cas, chaque entité pourra soit actionner son propre marché ou convenir de passer un groupement de commande entre la Métropole et la Ville. Il appartiendra à chaque convention d'en définir les modalités pratiques et financières.

Article 7 : Durée résiliation

Les conventions et avenants de services communs conclus entre la Ville et la Métropole sont reconduits de manière expresse et sans limitation de durée.

Le présent avenant entrera en vigueur le 1^{er} du mois suivant sa signature.

Ils pourront être dénoncés par le Président ou le Maire à tout moment par courrier, la résiliation prend effet au premier jour du mois suivant la date des courriers.

Article 8 : Litiges

La Métropole et la Ville s'engagent à rechercher une solution amiable à tout litige pouvant survenir dans l'exécution des présentes. A défaut de résolution amiable, le Tribunal Administratif de Montpellier sera compétent.

Fait à Montpellier le _____

Pour Montpellier Méditerranée Métropole,
ci-dessus dénommée « La Métropole »

Le Vice-Président délégué aux Ressources
Humaines et au Dialogue Social,

Joël RAYMOND

Pour la Ville de Montpellier, ci-dessus
dénommée « La Ville »

L'adjoint au Maire, délégué aux Finances,
à l'évaluation des politiques publiques,
aux Ressources humaines et au Dialogue
social,

Michel ASLANIAN

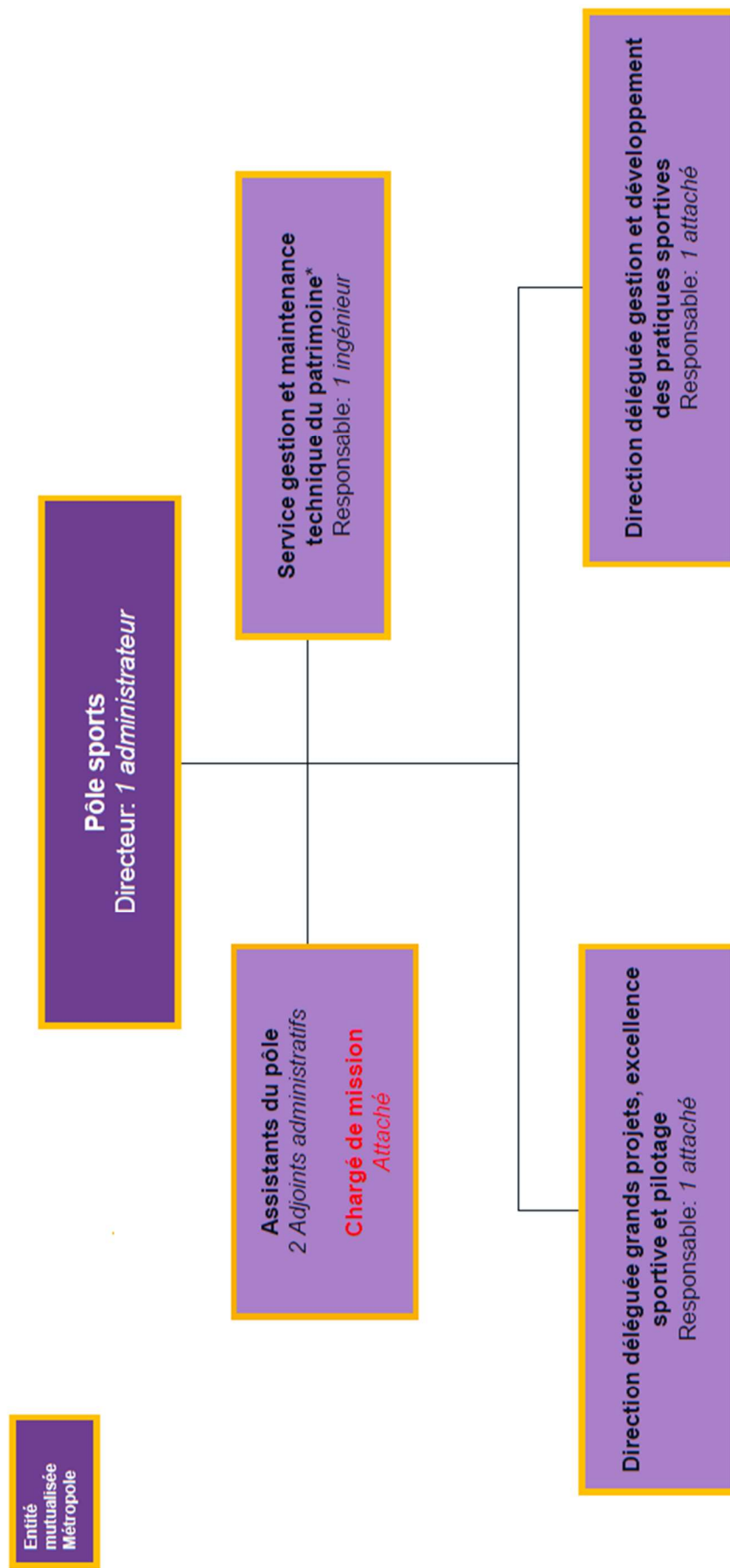
Annexe 1 – Fiches Impact

IMPACT SUR L'ORGANISATION



Organigramme théorique – Pôle Sports (368 postes)

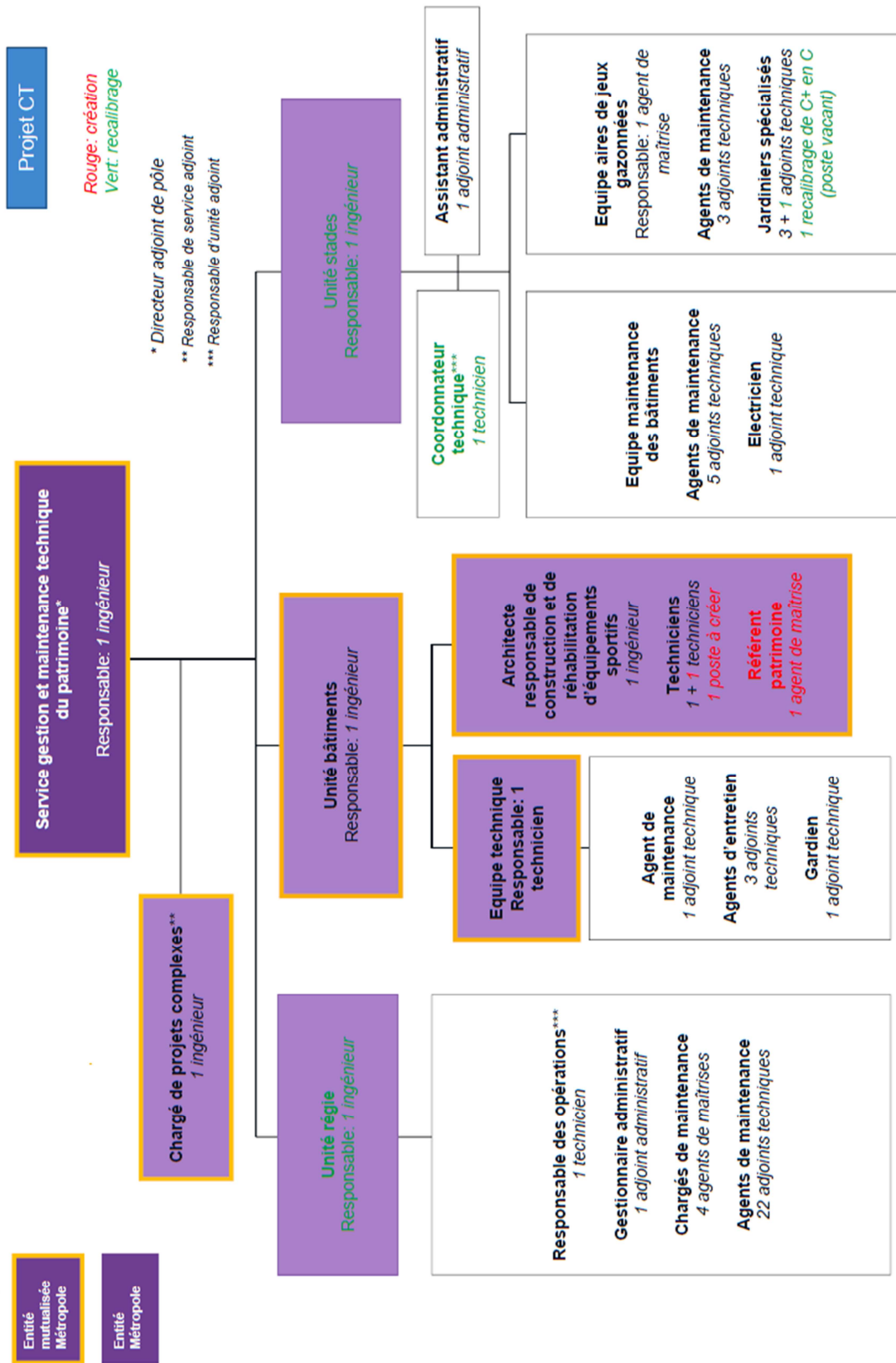
Projet CT



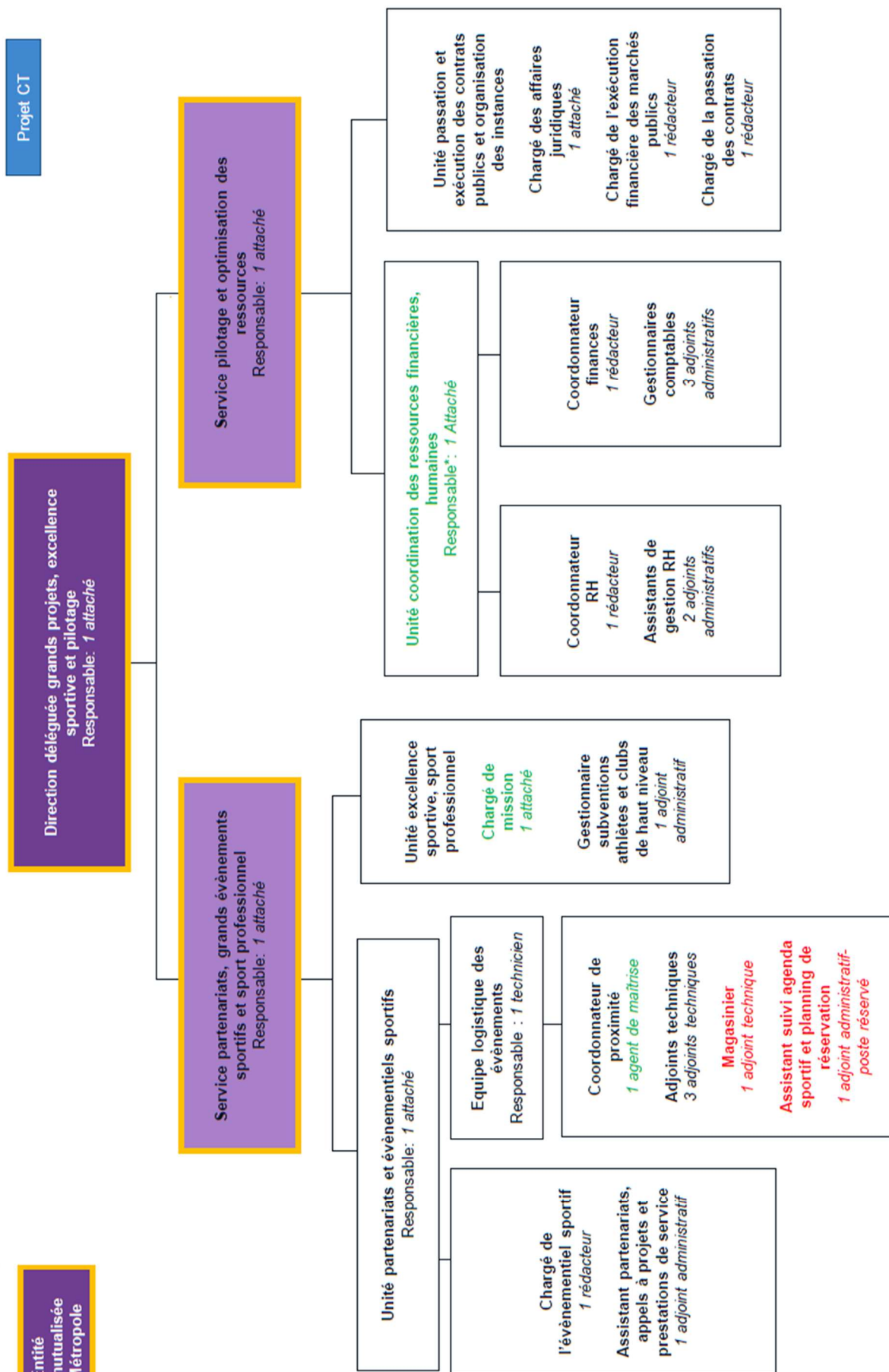
Rouge: création
Vert: recalibrage

*Faisant fonction de Directeur adjoint de pôle

Organigramme théorique – Service gestion et maintenance technique du patrimoine (59 postes)



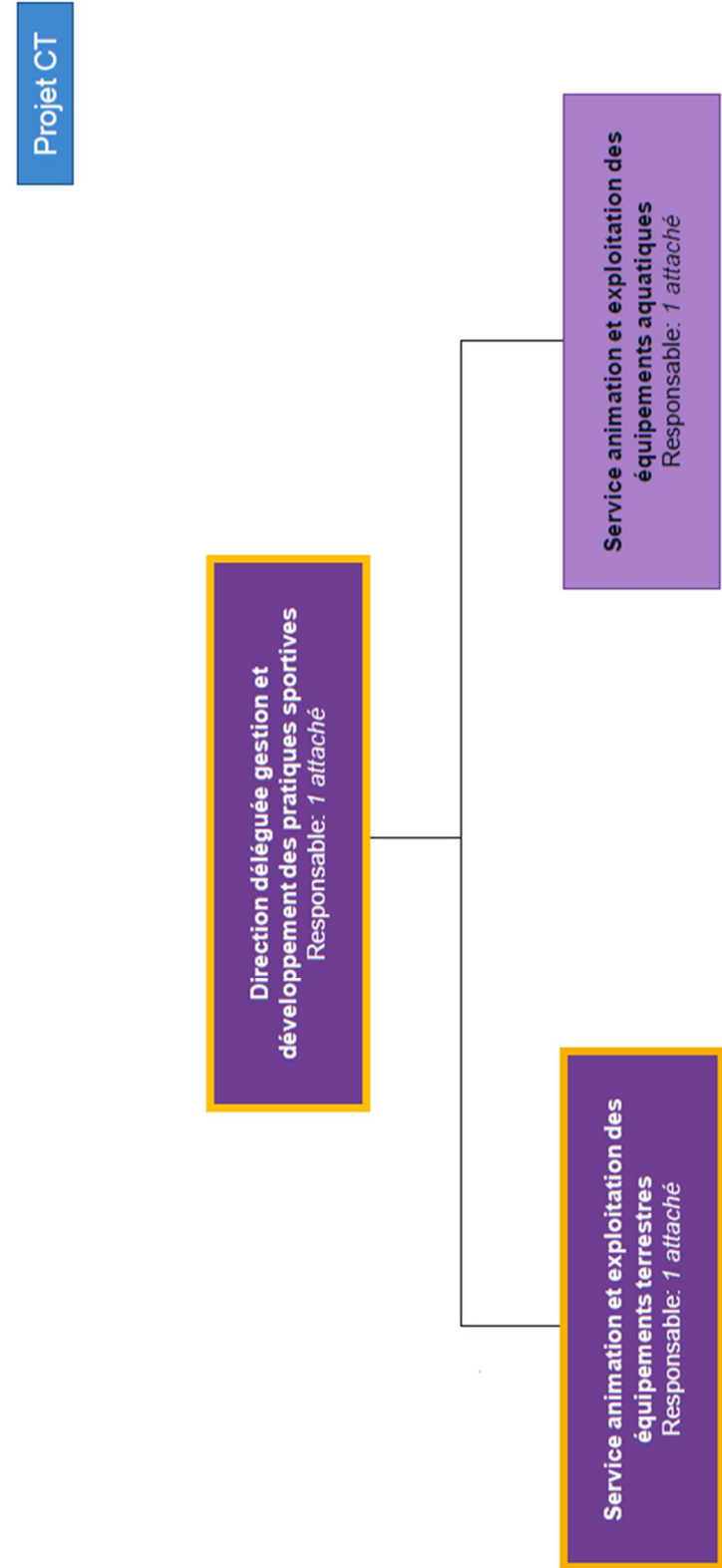
Organigramme théorique – Direction déléguée grands projets, excellence sportive et pilotage (26 postes)



Rouge: création
Vert: recalibrage

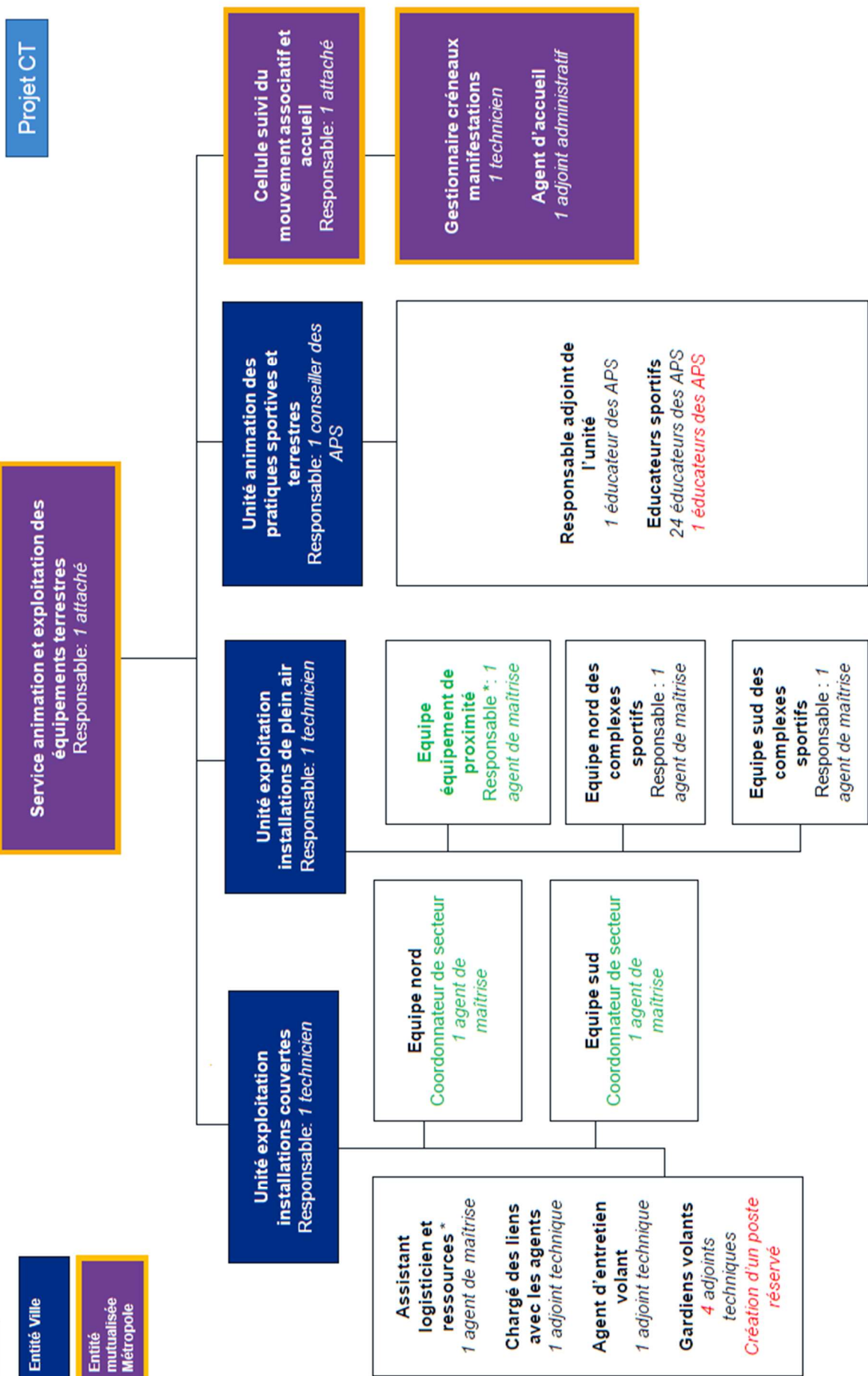
* Faisant fonction de responsable adjoint de service

Organigramme théorique – Direction déléguée gestion et développement des pratiques sportives (284 postes)



Rouge: création
Vert: recalibrage

Organigramme théorique – Service animation et exploitation des équipements terrestres (126 postes)



Rouge: création
Vert: recatégorie

*Faisant fonction de responsable adjoint d'unité

IMPACT SUR LES CONDITIONS DE TRAVAIL

Lieu de travail : les locaux de travail restent inchangés à la date de la création du service commun.

Horaires de travail : la création du service commun n'influe aucunement sur l'organisation du temps de travail mise en place en fonction des besoins et spécificités des services. Les aménagements du temps de travail sont organisés selon les dispositifs en vigueur à la Métropole. L'harmonisation de la politique RH des deux collectivités garantit à terme la continuité des conditions de travail entre la Ville et la Métropole.

Outils de travail : Les outils de travail nécessaires à l'exercice des missions restent les mêmes et évolueront le cas échéant en fonction des besoins spécifiques à chaque service.

IMPACTS SUR LA REMUNERATION

Outre les éléments statutaires de rémunération qui continuent d'être versés selon les conditions réglementaires en vigueur, en application de l'article L. 5111-7 I. du Code Général des Collectivités Territoriales, les agents transférés dans le service commun conservent, s'ils y ont intérêt, le bénéfice du régime indemnitaire qui leur était applicable ainsi que, à titre individuel, les avantages acquis en application du troisième alinéa de l'article 111 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

En application de l'article L. 5111-7 I bis., les agents conservent, s'ils y ont intérêt, le bénéfice des participations qui leur étaient applicables au titre d'un label prévu au même article 88-2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée.

Annexe 2 – Notice de calcul

Les frais afférents aux missions exercées par les services communs sont partagés entre la Métropole et la Ville selon les modalités suivantes :

| | |
|---|---------------------------------|
| Masse salariale du service commun | A |
| Frais personnel support (DRH, finances...) | $6 \% \times A = B$ |
| Frais de structure | $3\% \times (A+B) \times C = D$ |

(A) Masse salariale du service commun à hauteur de la clé de répartition (% de la clé * MS totale)

(B) Frais de personnel support à hauteur de la clé de répartition

(C) Répartition du temps passé par service/direction sur les sites ville et métropole

(D) Frais de structure à hauteur de la clé de répartition

L'entité gestionnaire du service commun facture la masse salariale du service commun à hauteur de la clé de répartition (A).

L'entité gestionnaire du service commun facture les frais de personnel support à hauteur de la clé de répartition (B).

L'entité qui héberge le service commun facture les frais de structure à hauteur de la clé de répartition (D).

NB : La collectivité qui héberge physiquement le service commun refacture, à l'autre les frais de structure (3%) correspondants à la clef de répartition.

Si les 2 collectivités hébergent physiquement des agents, elles se refacturent l'une et l'autre des frais de structure.

(La clef de répartition est déterminée en fonction de l'implantation physique des bureaux).

Annexe 3 – Liste des postes mutualisés et lieux d'hébergement

Dans le cas présent, les postes sont hébergés à la Métropole.

| Libellé service cible | Libellé court cible | Code du poste cible | Libellé du poste cible |
|--|---------------------|---------------------|---|
| Pôle sports | DGS/PSPORT | 002021-072_PT | Directeur du Pôle Sports |
| Pôle sports | DGS/PSPORT | nouveau | Chargé de mission |
| Pôle sports | DGS/PSPORT | 2012-019 | Assistant de pôle |
| Pôle sports | DGS/PSPORT | 2002-147 | Assistant de pôle |
| Service gestion et maintenance technique du patrimoine | PS/MGMTP | 002005-066_PT | Responsable Service gestion et maintenance technique du patrimoine |
| Service gestion et maintenance technique du patrimoine | PS/MGMTP | 002009-017_PT | Chargé des projets complexes responsable adjoint de la mission gestion et maintenance technique du patrimoine |
| Unité bâtiments | PS/MGMTP/UB | 002004-204_PT | Responsable de l'unité bâtiments |
| Unité bâtiments | PS/MGMTP/UB /ET | 002009-011_PT | Responsable de l'équipe technique |
| Unité bâtiments | PS/MGMTP/UB | 002004-549_PT | Technicien |
| Unité bâtiments | PS/MGMTP/UB | nouveau | Technicien |
| Unité bâtiments | PS/MGMTP/UB | 002004-675_PT | Architecte responsable de construction et de réhabilitation d'équipements sportifs |
| Unité bâtiments | PS/MGMTP/UB | nouveau | Référent patrimoine |
| Direction déléguée gestion développement des pratiques sportives | PS/DDGDPS | nouveau | Directeur délégué gestion et développement des pratiques sportives |
| Service animation et exploitation des équipements terrestres | PS/DDDPS/AE PT | PT_PP0000-3517 | Responsable du service animation et exploitation des équipements terrestres |
| Unité suivi du mouvement associatif | PS/DDDPS/AE PT/USMA | PT_PP0000-3959 | Agent d'accueil |
| Unité suivi du mouvement associatif | PS/DDDPS/AE PT/USMA | PT_PP0000-3680 | Responsable de l'unité suivi du mouvement associatif |
| Unité suivi du mouvement associatif | PS/DDDPS/AE PT/USMA | PT_PP0000-2367 | Gestionnaire créneaux événementiel |
| Direction déléguée grands projets, excellence sportive et pilotage | DDGPESP | nouveau | Directeur délégué grands projets, excellence sportive et pilotage |
| Service pilotage et optimisation des ressources | DDGPESP/SPO R | 002011-066_PT | Responsable du service pilotage et optimisation des ressources |

| | | | |
|---|-----------------------|----------------|--|
| Unité coordination des ressources financières, humaines | DDGPESP/SPO R/UCRFH | nouveau | Responsable de l'unité coordination des ressources financières, humaines |
| Unité coordination des ressources financières, humaines | DDGPESP/SPO R/UCRFH | 002002-044_PT | Coordonnateur RH |
| Unité coordination des ressources financières, humaines | DDGPESP/SPO R/UCRFH | nouveau | assistant de gestion RH |
| Unité coordination des ressources financières, humaines | DDGPESP/SPO R/UCRFH | 002018-010_PT | assistant de gestion RH |
| Unité coordination des ressources financières, humaines | DDGPESP/SPO R/UCRFH | 002004-104_PT | Coordonnateur finances |
| Unité coordination des ressources financières, humaines | DDGPESP/SPO R/UCRFH | 002004-361_PT | gestionnaire comptable |
| Unité coordination des ressources financières, humaines | DDGPESP/SPO R/UCRFH | 002002-104_PT | gestionnaire comptable |
| Unité coordination des ressources financières, humaines | DDGPESP/SPO R/UCRFH | nouveau | gestionnaire comptable |
| Unité passation et exécution des contrats publics et organisation des instances | DDGPESP/SPO R/UPECPOI | 002015-011_PT | Chargé des affaires juridiques |
| Unité passation et exécution des contrats publics et organisation des instances | DDGPESP/SPO R/UPECPOI | 002004-072_PT | chargé de l'exécution financière des marchés publics |
| Unité passation et exécution des contrats publics et organisation des instances | DDGPESP/SPO R/UPECPOI | 002018-009_PT | chargé de la passation des contrats |
| Service partenariats, grands événements sportifs et sport professionnel | DDGPESP/SPG ESSP | nouveau | Responsable du Service partenariats, grands événements sportifs et sport professionnel |
| Unité partenariats et événementiels sportifs | DDGPESP/SPG ESSP | nouveau | Responsable de l'Unité partenariats et événementiels sportifs |
| Unité partenariats et événementiels sportifs | DDGPESP/SPG ESSP | 002016-520_PT | Chargé d'événementiel sportif |
| Unité partenariats et événementiels sportifs | DDGPESP/SPG ESSP | nouveau | Assistant partenariats appels à projets et prestations de service |
| Equipe logistique des événements | DDGPESP/SPG ESSP | 002017-003_PT | Responsable équipe logistique des événements |
| Equipe logistique des événements | DDGPESP/SPG ESSP | PT_PP0000-1428 | Coordonnateur de proximité |
| Equipe logistique des événements | DDGPESP/SPG ESSP | PT_PP0000-1425 | ASS TECH MANIF SPORTIVES |

| | | | |
|--|------------------|-----------------------|---|
| Equipe logistique des évènements | DDGPESP/SPG ESSP | PT_PP0000-1426 | ASS TECH MANIF SPORTIVES |
| Equipe logistique des évènements | DDGPESP/SPG ESSP | PT_PP0000-1427 | ASS TECH MANIF SPORTIVES |
| Equipe logistique des évènements | DDGPESP/SPG ESSP | nouveau | Magasinier |
| Equipe logistique des évènements | DDGPESP/SPG ESSP | nouveau-poste réservé | Assistant suivi agenda sportif et planning de réservation |
| Unité excellence sportive, sport professionnel | DDGPESP/SPG ESSP | 002012-033_PT | Chargé de mission |
| Unité excellence sportive, sport professionnel | DDGPESP/SPG ESSP | 002004-115_PT | Gestionnaire subventions athlètes et clubs de haut niveau |



Montpellier Méditerranée Métropole / Ville de Montpellier

CONVENTION DE CREATION D'UN SERVICE COMMUN Pôle Sécurité Tranquillité Publique

S O M M A I R E

| | |
|---|---|
| Article 1 : Objet..... | 2 |
| Article 2 : Conditions générales | 2 |
| Article 3 : Responsabilité | 3 |
| Article 4 : Transfert de l'autorité..... | 3 |
| Article 5 : Situation du personnel mutualisé..... | 3 |
| Article 6 : Modalités financières..... | 3 |
| Article 7 : Durée - Résiliations | 4 |
| Article 8 : Litiges | 4 |

Entre

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président délégué aux Ressources Humaines et au Dialogue social, dûment habilité par délibération en date du 26 juillet 2022, ci-après dénommé « la Métropole », d'une part.

Et

La Ville de Montpellier, représentée par Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire délégué aux Finances, à l'évaluation des politiques publiques, aux Ressources Humaines et au Dialogue social, dûment habilité par délibération en date du 28 juillet 2022, ci-après dénommé « la Ville », d'autre part.

PREAMBULE

Les lois **n°2010-1563** du 16 décembre 2010, **n°2012-281** du 29 février 2012, **n°2014-58** du 27 janvier 2014 ainsi que la loi NOTRe **n°2015-991** du 7 août 2015 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées.

Par convention en date du 22 décembre 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Ville de Montpellier ont créé un service commun de direction générale des services, cette mutualisation concernait le seul poste de Directeur général des services.

Le décret **n°2014-1605** du 23 décembre 2014 a créé la métropole dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. A la suite de cette création la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont décidé de s'engager dans une démarche de convergence de leurs administrations, reposant sur la mutualisation progressive de leurs services, dans un esprit de coopération renforcée.

Les dispositions de l'article L.5211-4-2 du Code général des collectivités territoriales définissent le cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées. Depuis 2015, un certain nombre de services communs entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont ainsi été créés.

Dans le cadre de la mise en place d'une nouvelle organisation des services dont l'ambition est d'offrir plus de lisibilité, de transparence et une meilleure efficacité de fonctionnement, en cohérence avec les objectifs de politiques publiques, des services communs correspondant aux différents pôles qui comprennent des directions à la fois de la Ville et de la Métropole ont été créés par délibération des assemblées délibérantes de la Métropole et de la Ville de Montpellier en date respectivement du 14 et 16 décembre 2021.

Le Pôle Sécurité et Tranquillité Publique a pour objectif de rassembler au sein d'une même entité l'ensemble des services et fonctions dédiés à la gestion des risques, qu'ils soient technologiques, environnementaux ou encore sociétaux.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.5211-4-2,

Vu les avis des Comités techniques de la Métropole et de la Ville en date respectivement des 30 juin et du 7/8 juillet 2022,

Vu les délibérations de la Métropole en date 26 juillet 2022 et de la Ville en date du 28 juillet 2022,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir et de constituer entre la Métropole et la Ville un service commun Pôle Sécurité Tranquillité Publique.

La mise en place de ce service commun s'exerce dans les conditions fixées par la présente convention, en vertu de l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Pour l'application de la présente convention, le mot mutualisation et le verbe mutualiser caractérisent la situation de mise en commun visée au précédent alinéa.

Le service commun porte sur le pôle Sécurité Tranquillité Publique et plus particulièrement sur la mise en commun des postes suivants :

- Le poste de directeur de pôle Sécurité et Tranquillité Publique
- L'entièreté du service Ressources
- L'entièreté de la mission Sécurité civile
- Le poste de responsable de la mission prévention de la délinquance

Article 2 : Conditions générales

Ce service commun sera géré par la Ville, où est établie sa résidence administrative.

Article 3 : Responsabilité

Chaque collectivité / établissement restera responsable, vis-à-vis des tiers, des décisions prises dans le cadre de l'exercice de ses compétences. Par conséquent, les initiatives et décisions à prendre par chacune des collectivités relèveront des autorités et organes qui lui sont propres.

Ainsi, la Métropole et la Ville assumeront chacune et indépendamment la responsabilité des actes et décisions, contrats et engagements de toute nature nonobstant l'intervention du service commun.

De même, la Métropole et la Ville conserveront chacune et indépendamment, la complète responsabilité du processus de décision et des décisions relatives aux domaines de compétences relevant de leurs propres services.

Article 4 : Transfert de l'autorité

En fonction de la mission réalisée, le service commun est placé sous l'autorité fonctionnelle du Président de l'établissement ou sous celle du Maire de la Ville.

Le Président ou le Maire adresse directement toutes instructions nécessaires à l'exécution des tâches qu'il lui confie.

Le Président ou le Maire peut donner, par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, délégation de signature au Directeur du Pôle, pour l'exécution des missions qui lui sont confiées.

Article 5 : Situation du personnel mutualisé

Les fonctionnaires et agents non titulaires qui remplissent en totalité leurs fonctions dans le service mis en commun sont transférés de plein droit, selon les conditions prévues par la fiche d'impact annexée à la présente (annexe 1).

Les personnels du service commun sont gérés par la Ville, qui exerce tous les pouvoirs de l'autorité hiérarchique et territoriale à l'égard de ses agents.

A ce titre la Ville est notamment compétente pour les décisions relatives à la carrière, la rémunération, la formation, l'organisation, les congés, les conditions et la durée du travail.

La Ville procède à l'évaluation annuelle et exerce le pouvoir disciplinaire, le cas échéant après avoir été saisie par la Métropole.

La Commission Administrative Paritaire et le Comité Technique compétents sont ceux de la Ville. Les règles d'avancement de grade et de promotion interne sont celles fixées par les lignes directrices de gestions approuvées par la Ville.

Le service commun relève, selon les règles établies par la Ville, de ses avantages salariaux et des prestations de son Comité des œuvres sociales et culturelles.

Article 6 : Modalités financières

Les frais afférents aux missions exercées par le service commun (masse salariale, fournitures, locaux, téléphone, assurances...) sont partagés entre la Métropole et la Ville selon la clé de répartition suivante :

| Métropole | Ville |
|-----------|-------|
| 12% | 88% |

Le remboursement est effectué semestriellement selon les modalités de calculs détaillées en annexe 2.

Le Président de la Métropole ou le Maire de la Ville peuvent solliciter la révision des clefs de répartition, dans la limite d'une révision annuelle. La révision est décidée d'un commun accord.

En revanche, les besoins nécessaires au fonctionnement distinct de chacune des entités (fournitures, services et travaux en lien avec les compétences exercées, logiciels...) feront l'objet de commandes (marchés) au nom de chaque membre bénéficiaire du service commun.

Dans ce dernier cas, chaque entité pourra soit actionner son propre marché ou convenir de passer un groupement de commande entre la Métropole et la Ville. Il appartiendra à chaque convention d'en définir les modalités pratiques et financières.

Article 7 : Durée résiliation

Les conventions de services communs conclues entre la Ville et la Métropole sont reconduites de manière expresse et sans limitation de durée.

La présente convention entrera en vigueur le 1^{er} du mois suivant la signature de la convention.

Elles pourront être dénoncées par le Président ou le Maire à tout moment par courrier et prend effet au premier jour du mois suivant la date des courriers.

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

Article 8 : Litiges

La Métropole et la Ville s'engagent à rechercher une solution amiable à tout litige pouvant survenir dans l'exécution des présentes. A défaut de résolution amiable, le Tribunal Administratif de Montpellier sera compétent.

Fait à Montpellier le _____

Pour Montpellier Méditerranée Métropole,
ci-dessus dénommée « La Métropole »

Le Vice-Président délégué aux Ressources
Humaines et au Dialogue Social,

Joël RAYMOND

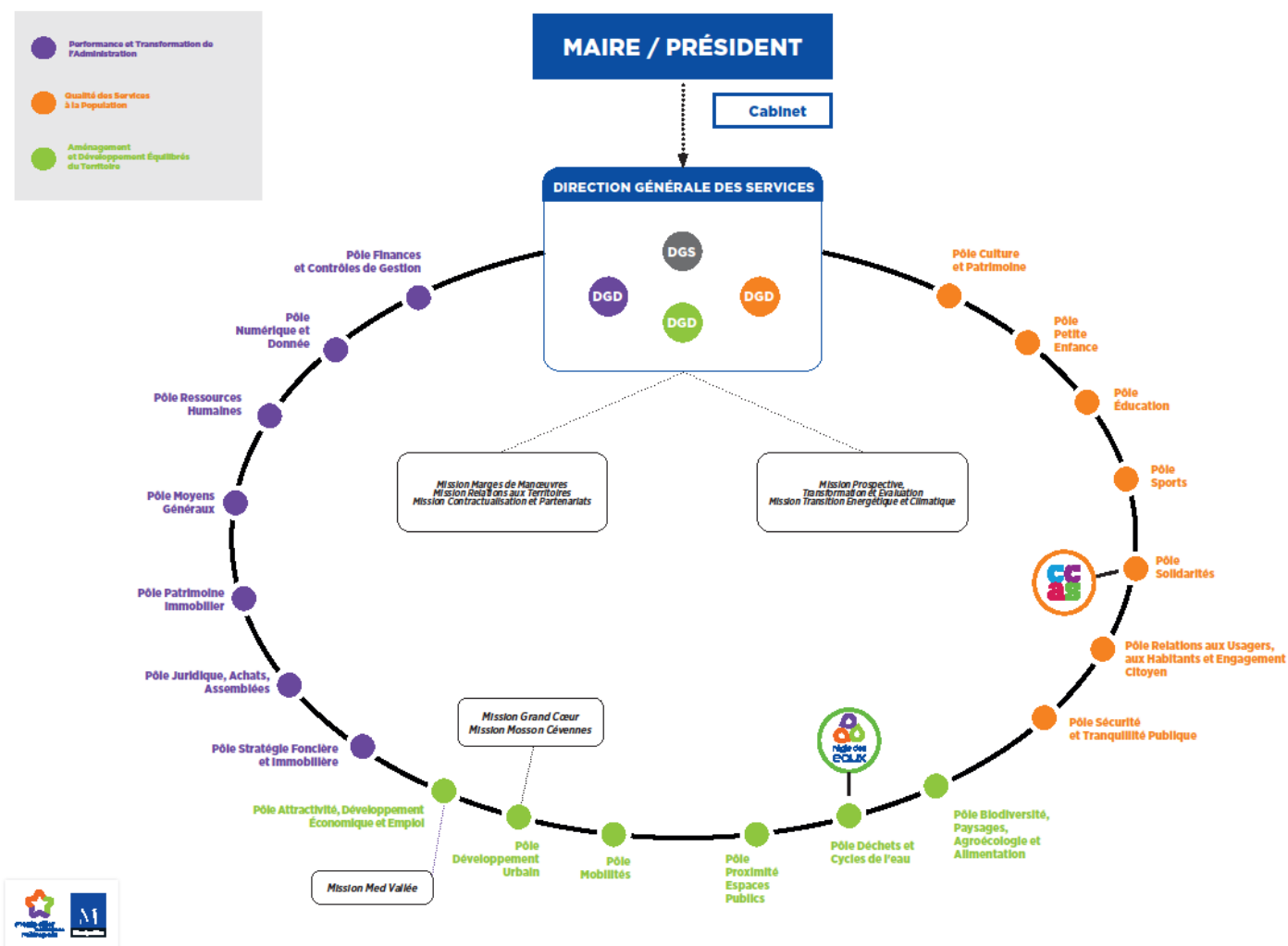
Pour la Ville de Montpellier, ci-dessus
dénommée « La Ville »

L'adjoint au Maire, délégué aux Finances,
à l'évaluation des politiques publiques,
aux Ressources humaines et au Dialogue
social,

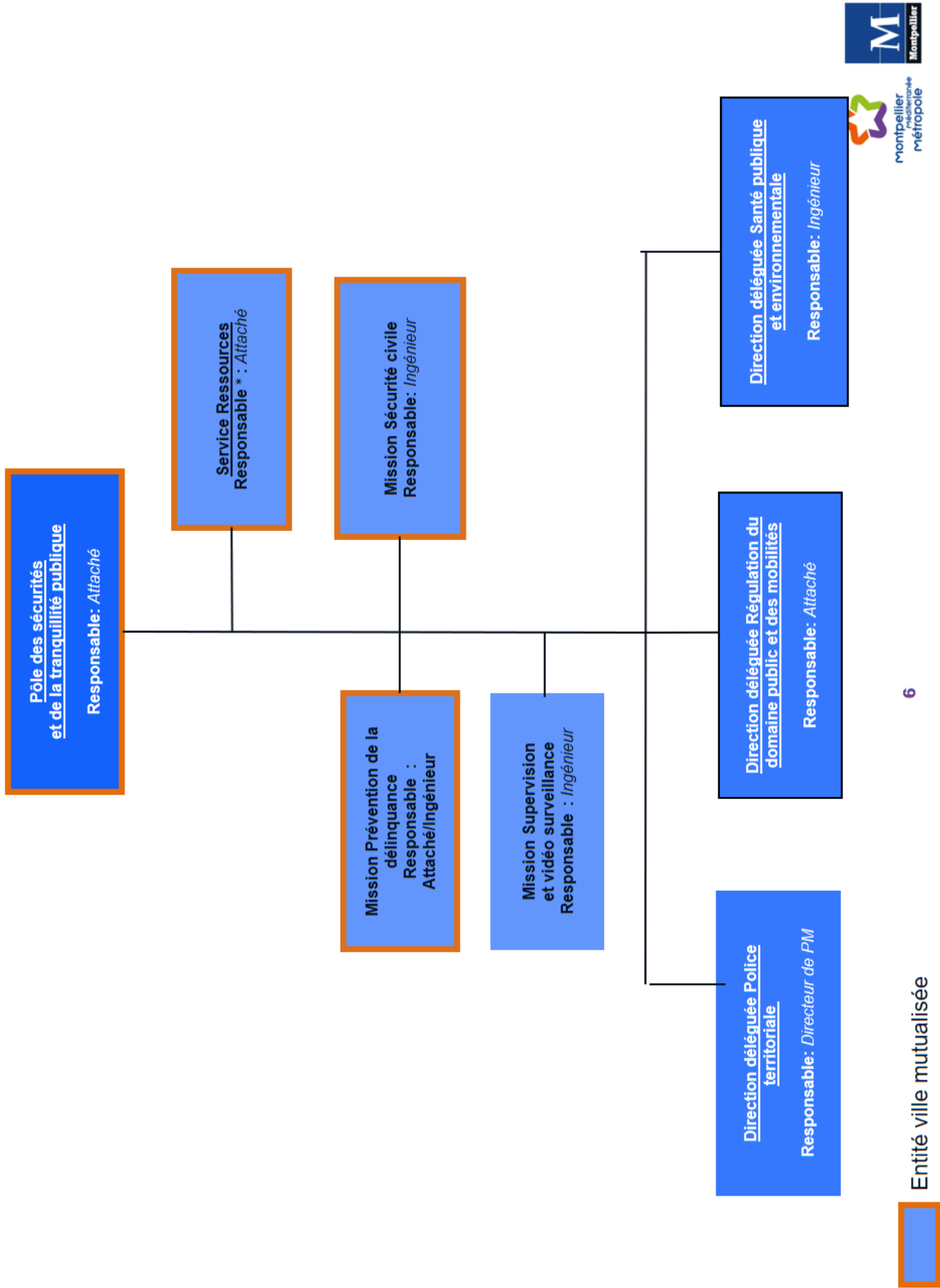
Michel ASLANIAN

Annexe 1 – Fiches Impact

IMPACT SUR L'ORGANISATION

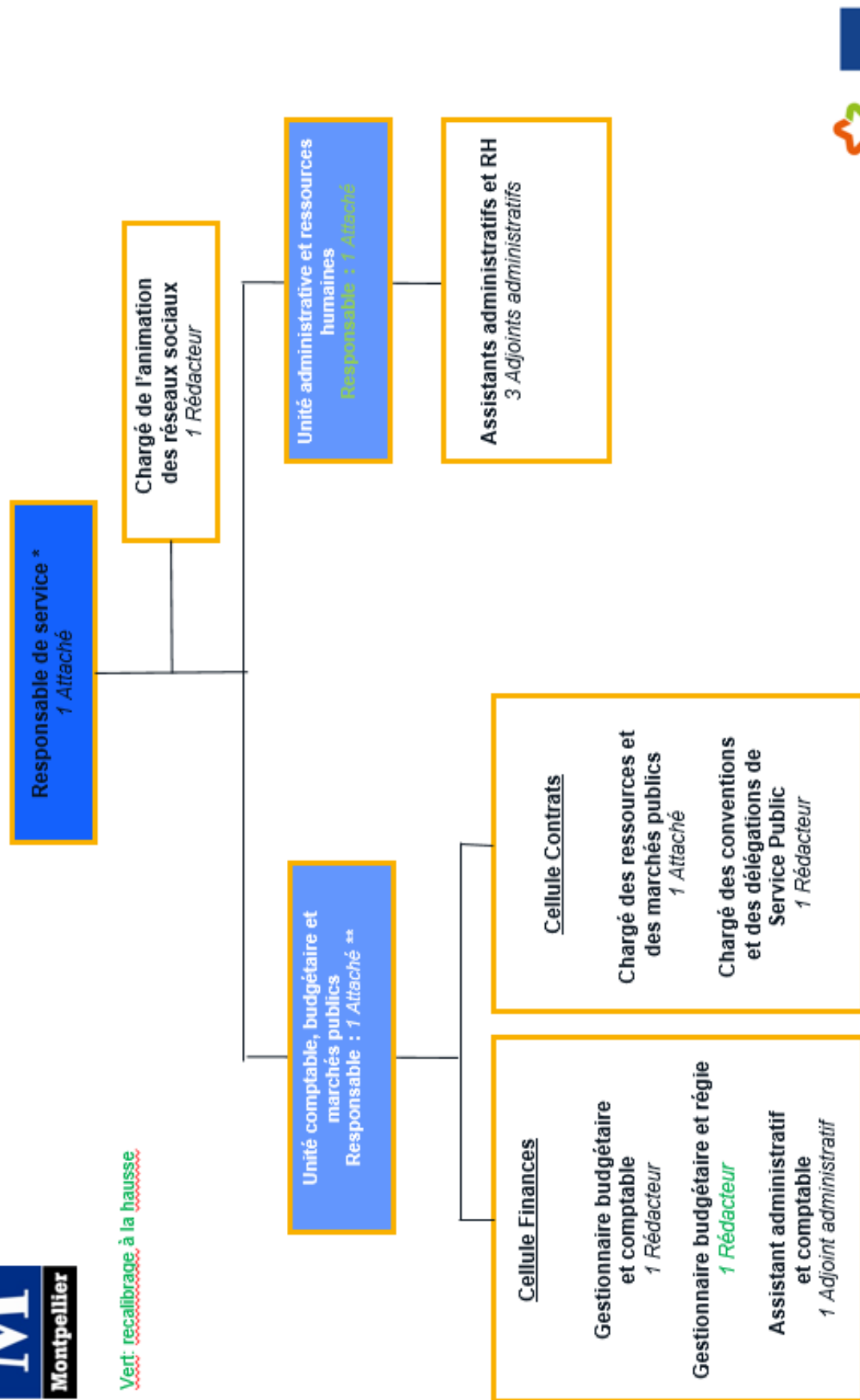


PROJET DU PÔLE SÉCURITÉS ET TRANQUILLITÉ PUBLIQUE

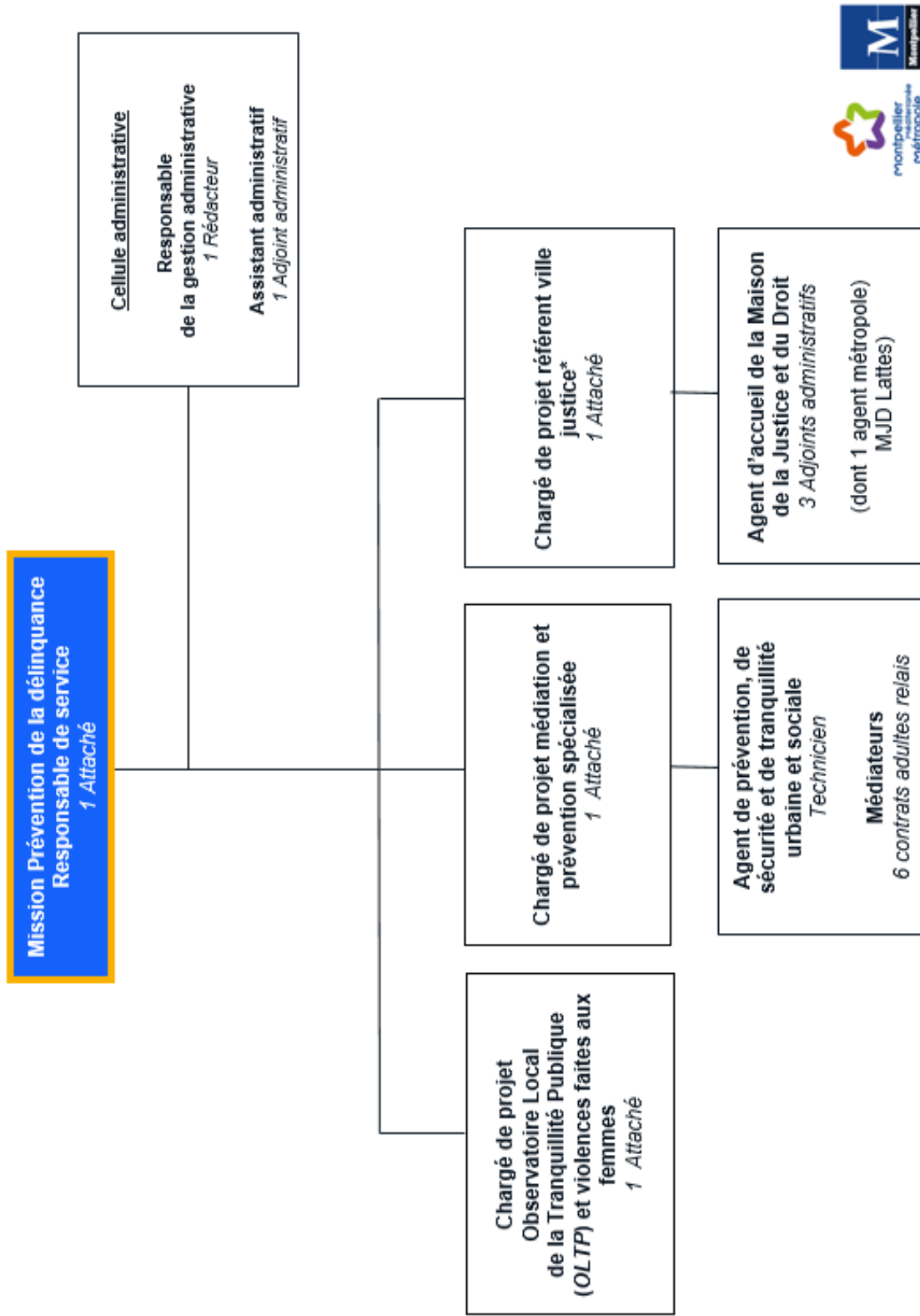


* Faisant fonction d'adjoint au directeur de Pôle

Organigramme projet-Service Ressources Communes



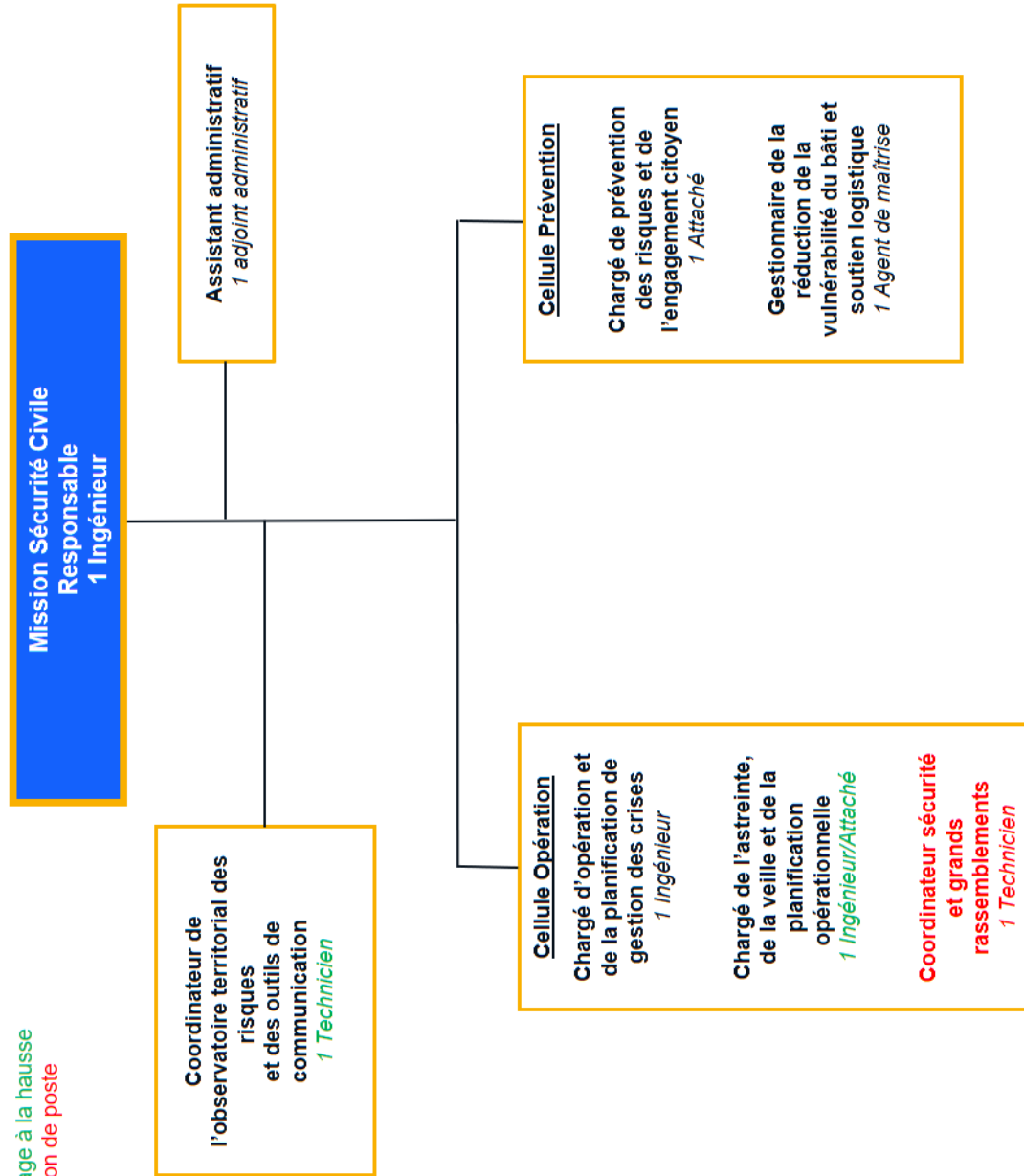
Organigramme projet Mission Prévention de la délinquance



* Faisant fonction d'adjoint au responsable de service

Organigramme Projet - DSTP – Mission Sécurité Civile

Vert: recalibrage à la hausse
Rouge: création de poste



IMPACT SUR LES CONDITIONS DE TRAVAIL

Lieu de travail : les locaux de travail restent inchangés à la date de la création du service commun.

Horaires de travail : la création du service commun n'influe aucunement sur l'organisation du temps de travail mise en place en fonction des besoins et spécificités des services. Les aménagements du temps de travail sont organisés selon les dispositifs en vigueur à la Métropole. L'harmonisation de la politique RH des deux collectivités garantit à terme la continuité des conditions de travail entre la Ville et la Métropole.

Outils de travail : Les outils de travail nécessaires à l'exercice des missions restent les mêmes et évolueront le cas échéant en fonction des besoins spécifiques à chaque service.

IMPACTS SUR LA REMUNERATION

Outre les éléments statutaires de rémunération qui continuent d'être versés selon les conditions réglementaires en vigueur, en application de l'article L. 5111-7 I. du Code Général des Collectivités Territoriales, les agents transférés dans le service commun conservent, s'ils y ont intérêt, le bénéfice du régime indemnitaire qui leur était applicable ainsi que, à titre individuel, les avantages acquis en application du troisième alinéa de l'article 111 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

En application de l'article L. 5111-7 I bis., les agents conservent, s'ils y ont intérêt, le bénéfice des participations qui leur étaient applicables au titre d'un label prévu au même article 88-2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée.

Annexe 2 – Notice de calcul

Les frais afférents aux missions exercées par les services communs sont partagés entre la Métropole et la Ville selon les modalités suivantes :

| | |
|---|---------------------------------|
| Masse salariale du service commun | A |
| Frais personnel support (DRH, finances...) | $6 \% \times A = B$ |
| Frais de structure | $3\% \times (A+B) \times C = D$ |

(A) Masse salariale du service commun à hauteur de la clé de répartition (% de la clé * MS totale)

(B) Frais de personnel support à hauteur de la clé de répartition

(C) Répartition du temps passé par service/direction sur les sites ville et métropole

(D) Frais de structure à hauteur de la clé de répartition

L'entité gestionnaire du service commun facture la masse salariale du service commun à hauteur de la clé de répartition (A).

L'entité gestionnaire du service commun facture les frais de personnel support à hauteur de la clé de répartition (B).

L'entité qui héberge le service commun facture les frais de structure à hauteur de la clé de répartition (D).

NB : La collectivité qui héberge physiquement le service commun refacture, à l'autre les frais de structure (3%) correspondants à la clef de répartition.

Si les 2 collectivités hébergent physiquement des agents, elles se refacturent l'une et l'autre des frais de structure.

(La clef de répartition est déterminée en fonction de l'implantation physique des bureaux).

Annexe 3 – Liste des postes mutualisés et lieux d’hébergement

Dans le cas présent, les postes sont hébergés à la Ville.

| Libellé cible nouvel orga | Code du poste | Nouvel intitulé poste |
|---------------------------|----------------|---|
| PSTP | PT_PP0000-4314 | Directeur du Pôle sécurités et tranquillité publique |
| PSTP/MPREVDELINQ | PT_PP0000-2376 | Responsable Mission Prévention de la délinquance |
| PSTP/MSC | PT_PP0000-4238 | Assistant administratif |
| PSTP/MSC | PT_PP0000-1430 | Gestionnaire de la réduction de la vulnérabilité du bâti et soutien logistique |
| PSTP/MSC | PT_PP0000-2785 | Chargé d'opération et de la planification de gestion des crises |
| PSTP/MSC | PT_PP0000-3634 | Responsable Mission sécurité civile |
| PSTP/MSC | PT_PP0000-4344 | Chargé de prévention des risques et de l'engagement citoyen |
| PSTP/MSC | PT_PP0000-4345 | Coordinateur de l'observatoire territorial des risques et des outils de communication |
| PSTP/MSC | 002016-063_PT | Chargé de l'astreinte, de la veille et de la planification opérationnelle |
| PSTP/MSC | CREATION | Coordinateur sécurité et grands rassemblements |
| PSTP/SR | PT_PP0000-4227 | Chargé de l'animation des réseaux sociaux |
| PSTP/SR | PT_PP0000-3631 | Responsable service ressources |
| PSTP/SR | PT_PP0000-4227 | Chargé de l'animation des réseaux sociaux |
| PSTP/SR | PT_PP0000-3631 | Responsable service ressources |
| PSTP/SR/UARH | PT_PP0000-2486 | Responsable de l'unité administrative et RH |
| PSTP/SR/UARH | PT_PP0000-1355 | Assistant administratif et RH |
| PSTP/SR/UARH | PT_PP0000-1356 | Assistant administratif et RH |
| PSTP/SR/UARH | PT_PP0000-2760 | Assistant administratif et RH |
| PSTP/SR/UCBMP | PT_PP0000-2654 | Gestionnaire budgétaire et régie |
| PSTP/SR/UCBMP | PT_PP0000-3505 | Responsable de l'unité comptabilité, budget, marchés publiques |
| PSTP/SR/UCBMP | PT_PP0000-2249 | Chargé des ressources et des marchés publics |
| PSTP/SR/UCBMP | PT_PP0000-2638 | Assistant administratif et comptable |
| PSTP/SR/UCBMP | PT_PP0000-3355 | Gestionnaire budgétaire et comptable |
| PSTP/SR/UCBMP | PT_PP0000-4122 | Chargé des conventions et des délégations de service public |



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 26 JUILLET 2022

Ressources - Actualisation du coefficient multiplicateur du tarif de la taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) - Approbation

La Taxe sur les Surfaces Commerciales (TASCOM) est due par les entreprises exploitant les magasins de commerce de détail, quelle que soit leur forme juridique. Sont concernés les magasins :

- Dont la surface de vente est d'au moins 400 mètres carrés, ou moins, s'ils appartiennent à un réseau de magasins d'une surface cumulée d'au moins 4 000 mètres carrés. Par conséquent, les boutiques indépendantes de moins de 400m² ne sont pas concernées par la taxe ;
- Ouverts après le 1^{er} janvier 1960 ;
- Dont le chiffre d'affaires hors taxe est d'au moins 460 000 € l'année précédant la taxation.

Le montant de la taxe est égal au produit de la surface de vente par un taux. Ce dernier est fixé en fonction du chiffre d'affaires au mètre carré. La loi prévoit que le Conseil de Métropole peut appliquer au montant de la taxe un coefficient multiplicateur compris entre 0,80 et 1,20. Ce coefficient ne peut être que progressivement réduit ou augmenté, de 0,05 au maximum par an par rapport à la valeur de l'année précédente.

Le produit de TASCOM perçu par la Métropole est fortement concentré autour des hypermarchés puisque les commerces de plus de 2 000 m² – c'est-à-dire 41 établissements sur les 376 établissements acquittant de la TASCOM en 2021 – génèrent 56 % du produit total.

Les tarifs de la TASCOM ne sont pas indexés à l'inflation comme pour la majorité des impositions locales et restent donc inchangés d'année en année.

En conséquence, il est proposé de porter le coefficient multiplicateur de la TASCOM à 1,20 en 2023.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'appliquer au montant de la taxe sur les surfaces commerciales un coefficient multiplicateur fixé à 1,20 à compter du 1^{er} janvier 2023 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 26 JUILLET 2022

Ressources - Transmission des locaux commerciaux vacants dans le cadre de la taxe sur les friches commerciales - Autorisation

Document de planification, le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) définit, à l'horizon 2040, les grandes orientations d'aménagement du territoire métropolitain. Il fixe les limites entre, d'une part, les espaces urbains ou voués à l'urbanisation et, d'autre part, les espaces naturels et agricoles. L'un des objectifs du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) vise à modérer la consommation foncière, notamment par l'optimisation de l'urbanisation existante. Il implique en particulier l'intensification de l'utilisation du tissu économique existant et le renouvellement urbain. En ce sens, la mobilisation des commerces vacants est un moyen indispensable à la limitation de l'étalement urbain.

Par la délibération M2021-327 du 28 juillet 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a institué une taxe sur les friches commerciales (TFC). Cette taxe est due par les propriétaires de biens passibles de la taxe foncière sur les propriétés bâties qui ne sont plus affectés à une activité soumise à cotisation foncière des entreprises (CFE) depuis au moins deux ans au 1er janvier de l'année d'imposition et qui sont restés inoccupés pendant cette période.

La taxe est assise sur le revenu net servant de base à la taxe foncière sur les propriétés bâties. La délibération a établi les taux suivants, en fonction du nombre d'années d'imposition : 20% la première année d'imposition, 30% la deuxième année d'imposition, et 40% à partir de la troisième année d'imposition.

Le Code général des impôts (CGI) prévoit qu'un dégrèvement est accordé, à la charge de la collectivité, lorsque l'absence d'exploitation des biens est indépendante de la volonté du contribuable. En pratique, le propriétaire prouvant qu'il ne trouve pas de locataire ni d'acheteur malgré toutes les démarches nécessaires et un prix au marché, ou un propriétaire effectuant d'importants travaux dans son local pourra obtenir le dégrèvement de la TFC.

L'article 1530 du CGI précise que l'organe délibérant communique chaque année à l'administration des finances publiques, la liste des adresses des biens susceptibles d'être concernés par la taxe. La constitution de cette liste est effectuée à partir des fichiers fournis annuellement par l'administration fiscale. Il appartient ensuite aux services fiscaux d'identifier, à partir de cette liste, les biens répondant aux critères d'éligibilité de la TFC.

Dans un contexte de tensions locatives, tant pour les locaux d'habitation que pour les locaux commerciaux, le traitement de la liste communiquée permettra de :

- Lutter contre le phénomène de rétention foncière ;
- Remettre sur le marché des locaux vacants ;
- Réduire les tensions sur les loyers ;
- Inciter à rénover ou à reconvertir en logements des locaux commerciaux devenus inadaptés ou désuets.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'autoriser la transmission de la liste annexée à la présente délibération à l'administration fiscale compétente ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

| Commune | Section | Plan | Rivoli | Libellé voie | N° voie | B/T/Q |
|-------------|---------|------|--------|--------------------------------|---------|-------|
| BAILLARGUES | AC | 0093 | 0049 | RTE IMPERIALE | 921 | |
| BAILLARGUES | AC | 0158 | 0154 | RUE DU CORAIL | 295 | |
| BAILLARGUES | AC | 0159 | 0154 | RUE DU CORAIL | 255 | B |
| BAILLARGUES | AC | 0161 | 0154 | RUE DU CORAIL | 235 | |
| BAILLARGUES | AC | 0170 | 0154 | RUE DU CORAIL | 45 | |
| BAILLARGUES | AC | 0172 | 0154 | RUE DU CORAIL | 95 | |
| BAILLARGUES | AC | 0241 | 0068 | RTE DE NIMES | 285 | |
| BAILLARGUES | AC | 0254 | 0154 | RUE DU CORAIL | 180 | |
| BAILLARGUES | AC | 0257 | 0049 | RTE IMPERIALE | 550 | |
| BAILLARGUES | AC | 0449 | 0078 | CHE DU PETIT BONHEUR | 117 | |
| BAILLARGUES | AD | 0025 | 0029 | RUE DE LA CROIX DE JALLE | 14 | |
| BAILLARGUES | AD | 0100 | 0017 | RUE DE COLOMBIERS | 66 | |
| BAILLARGUES | AD | 0164 | 0017 | RUE DE COLOMBIERS | 90 | A |
| BAILLARGUES | AD | 0172 | 0049 | RTE IMPERIALE | 1 | |
| BAILLARGUES | AH | 0089 | 0051 | RUE DU JEU DE BALLON | 5 | |
| BAILLARGUES | AH | 0124 | 0089 | RUE DE LA POSTE | 6 | |
| BAILLARGUES | AH | 0125 | 0088 | PL DE LA POSTE | 1 | |
| BAILLARGUES | AH | 0144 | 0007 | RUE DE L ANCIEN CIMETIERE | 4 | |
| BAILLARGUES | AH | 0243 | 0178 | RUE DU MAS DE ROUE | 49 | |
| BAILLARGUES | AI | 0066 | 0056 | RUE DE LA LIBERATION | 9 | |
| BAILLARGUES | AI | 0094 | 0183 | COUR ACOSTA | 3 | |
| BAILLARGUES | AI | 0152 | 0056 | RUE DE LA LIBERATION | 1 | A |
| BAILLARGUES | AI | 0206 | 0017 | RUE DE COLOMBIERS | 87 | B |
| BAILLARGUES | AK | 0011 | 0017 | RUE DE COLOMBIERS | 35 | |
| BAILLARGUES | AK | 0095 | 0033 | RUE DES ECOLES | 285 | |
| BAILLARGUES | AM | 0156 | 0124 | RUE DES MAS DE LA TREILLE | 10 | B |
| BAILLARGUES | AM | 0254 | 0148 | RUE JEAN BAPTISTE CALVIGNAC | 103 | |
| BAILLARGUES | AM | 0323 | 0072 | RUE PAUL CEZANNE | 835 | |
| BAILLARGUES | AM | 0390 | 0017 | RUE DE COLOMBIERS | 1 | |
| BAILLARGUES | AM | 0394 | 0148 | RUE JEAN BAPTISTE CALVIGNAC | 259 | |
| BAILLARGUES | AM | 0447 | 0009 | AV DE LA BISTE | 350 | |
| BAILLARGUES | AM | 0477 | 0148 | RUE JEAN BAPTISTE CALVIGNAC | 395 | B |
| BAILLARGUES | AN | 0033 | 0044 | RUE GAUGUIN PAUL | 11 | |
| BAILLARGUES | AN | 0187 | 0033 | RUE DES ECOLES | 380 | |
| BAILLARGUES | AN | 0187 | 0033 | RUE DES ECOLES | 432 | |
| BAILLARGUES | AN | 0189 | 0033 | RUE DES ECOLES | 300 | |
| BAILLARGUES | AO | 0051 | 0108 | IMP DES TERRASSES ENSOLEILLEES | 10 | |
| BAILLARGUES | AO | 0099 | 0077 | RUE DE LA PILE | 10 | |
| BAILLARGUES | AP | 0262 | 0178 | RUE DU MAS DE ROUE | 112 | |
| BAILLARGUES | AV | 0121 | 0140 | IMP MAURICE CLAVEL | 3 | |
| BAILLARGUES | AV | 0384 | 0129 | RUE JEAN MOULIN | 36 | |
| BAILLARGUES | AX | 0166 | 0012 | RTE DE CASTRIES | 999 | |
| BAILLARGUES | AY | 0090 | 0009 | AV DE LA BISTE | 586 | |
| BAILLARGUES | AY | 0091 | 0023 | RUE CHARLES GIDE | 656 | |
| BAILLARGUES | AY | 0104 | 0009 | AV DE LA BISTE | 317 | |
| BAILLARGUES | AY | 0109 | 0023 | RUE CHARLES GIDE | 125 | |

| | | | | | | |
|------------------|----|------|------|----------------------------|------|---|
| BAILLARGUES | AY | 0131 | 0023 | RUE CHARLES GIDE | 50 | |
| BAILLARGUES | AY | 0141 | 0009 | AV DE LA BISTE | 103 | |
| BAILLARGUES | AY | 0181 | 0009 | AV DE LA BISTE | 300 | |
| BAILLARGUES | AY | 0183 | 0009 | AV DE LA BISTE | 300 | |
| BAILLARGUES | AY | 0231 | 0009 | AV DE LA BISTE | 10 | |
| BAILLARGUES | AZ | 0049 | 0187 | RUE FRANCOIS PERROUX | 2 | |
| BAILLARGUES | AZ | 0051 | 0187 | RUE FRANCOIS PERROUX | 6143 | F |
| BAILLARGUES | AZ | 0099 | 0189 | RUE ALFRED SAUVY | 6140 | F |
| BAILLARGUES | AZ | 0108 | 0187 | RUE FRANCOIS PERROUX | 1 | |
| BAILLARGUES | AZ | 0117 | 0188 | PL BERTRAND NOGARO | 11 | |
| BAILLARGUES | AZ | 0213 | 0227 | RUE CHRISTIAN ANDRE-BENOIT | 3 | |
| BAILLARGUES | BB | 0060 | 0163 | AV DU LAC | 5 | |
| BAILLARGUES | BC | 0065 | B055 | DOMAINE DE MASSANE | 2 | |
| BAILLARGUES | BD | 0058 | 0181 | AV DU GOLF | 5058 | F |
| BAILLARGUES | BD | 0060 | 0181 | AV DU GOLF | 485 | |
| BAILLARGUES | BD | 0107 | 0144 | BD DE MASSANE | 201 | |
| BAILLARGUES | BE | 0151 | 0144 | BD DE MASSANE | 123 | |
| BAILLARGUES | BE | 0153 | 0144 | BD DE MASSANE | 137 | |
| BAILLARGUES | BL | 0044 | 0082 | RTE DE MUDAISON | 713 | |
| BEAULIEU | AC | 0178 | 0044 | CHE DE NOTRE DAME | 25 | C |
| BEAULIEU | AD | 0172 | B047 | MAS D ARCAY | 6078 | |
| BEAULIEU | AH | 0305 | 0064 | AV DE ST DREZERY | 9 | C |
| BEAULIEU | AI | 0388 | 0065 | AV DE ST GENIES | 17 | B |
| BEAULIEU | AI | 0402 | 0065 | AV DE ST GENIES | 23 | B |
| BEAULIEU | AI | 0578 | 0027 | RUE DE L ETOILE | 3 | |
| BEAULIEU | AK | 0403 | 0083 | RUE REGIS DE CAMBACERES | 26 | |
| BEAULIEU | AK | 0421 | 0084 | RUE OLIVIER DE SERRES | 7 | |
| BEAULIEU | AK | 0426 | 0084 | RUE OLIVIER DE SERRES | 17 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | AA | 0005 | 0720 | RTE DE NIMES | 590 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | AC | 0039 | 1060 | CHE DES THERMES | 169 | B |
| CASTELNAU-LE-LEZ | AC | 0056 | 1060 | CHE DES THERMES | 169 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | AC | 0078 | 1060 | CHE DES THERMES | 337 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | AN | 0068 | 0503 | RUE HELENE BOUCHER | 187 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | AN | 0069 | 0503 | RUE HELENE BOUCHER | 199 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | AN | 0072 | 0368 | RUE DIDIER DAURAT | 50 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | AN | 0073 | 0368 | RUE DIDIER DAURAT | 90 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | AN | 0094 | 1365 | RUE ARCHIMEDE | 4 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | AR | 0119 | 0406 | AV DE L'EUROPE | 1666 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | AR | 0123 | 0406 | AV DE L'EUROPE | 1720 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | AR | 0129 | 0406 | AV DE L'EUROPE | 2010 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | AR | 0129 | 0406 | AV DE L'EUROPE | 2030 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | AR | 0129 | 0406 | AV DE L'EUROPE | 2044 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | AR | 0129 | 0406 | AV DE L'EUROPE | 2054 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | AR | 0129 | 0406 | AV DE L'EUROPE | 2060 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | AR | 0174 | 0406 | AV DE L'EUROPE | 1756 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | AR | 0175 | 0406 | AV DE L'EUROPE | 1632 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | AS | 0181 | 0129 | AV LOUIS BLEROT | 200 | |

| | | | | | | |
|------------------|----|------|------|----------------------|------|---|
| CASTELNAU-LE-LEZ | AS | 0193 | 0626 | AV MARCEL DASSAULT | 400 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | AS | 0271 | 0406 | AV DE L'EUROPE | 1222 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | AT | 0004 | 0650 | CHE DU MAS DE ROCHET | 569 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | AT | 0068 | 0650 | CHE DU MAS DE ROCHET | 985 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | AT | 0074 | 0307 | AV CLEMENT ADER | 55 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | AT | 0075 | 0307 | AV CLEMENT ADER | 65 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | AT | 0076 | 0307 | AV CLEMENT ADER | 145 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | AT | 0092 | 0503 | RUE HELENE BOUCHER | 288 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | AT | 0125 | 0650 | CHE DU MAS DE ROCHET | 845 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | AV | 0224 | 0650 | CHE DU MAS DE ROCHET | 696 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | AV | 0234 | 1358 | AV GEORGES FRECHE | 460 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | AV | 0252 | 1358 | AV GEORGES FRECHE | 510 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | AW | 0041 | 0870 | RTE DE LA POMPIGNANE | 589 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | AW | 0069 | 0870 | RTE DE LA POMPIGNANE | 782 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | AW | 0082 | 0811 | IMP DU PETIT VICHY | 45 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | AW | 0088 | 0811 | IMP DU PETIT VICHY | 91 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | AW | 0090 | 0870 | RTE DE LA POMPIGNANE | 496 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | AW | 0114 | 0905 | ALL DU RELAIS | 7 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | AW | 0122 | 0905 | ALL DU RELAIS | 13 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | AW | 0185 | 0870 | RTE DE LA POMPIGNANE | 471 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | AW | 0247 | 0870 | RTE DE LA POMPIGNANE | 753 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | AW | 0253 | 1000 | RUE DE SALAISON | 185 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | AW | 0281 | 0650 | CHE DU MAS DE ROCHET | 86 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | AX | 0012 | 1358 | AV GEORGES FRECHE | 85 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | AY | 0008 | 0406 | AV DE L'EUROPE | 232 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | AY | 0008 | 0406 | AV DE L'EUROPE | 238 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | AY | 0009 | 0406 | AV DE L'EUROPE | 244 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | AY | 0010 | 0406 | AV DE L'EUROPE | 260 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | AY | 0200 | 0406 | AV DE L'EUROPE | 462 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | AY | 0202 | 0083 | RUE DES ANEMONES | 31 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | AY | 0248 | 0083 | RUE DES ANEMONES | 28 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | BA | 0020 | 0879 | RUE DU PRADO | 13 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | BA | 0034 | 0090 | AV ARISTIDE BRIAND | 34 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | BA | 0051 | 0940 | AV ROGER SALENGRO | 17 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | BA | 0053 | 0940 | AV ROGER SALENGRO | 21 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | BA | 0126 | 0236 | PL CHARLES DE GAULLE | 5 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | BA | 0144 | 0090 | AV ARISTIDE BRIAND | 25 | B |
| CASTELNAU-LE-LEZ | BA | 0145 | 0090 | AV ARISTIDE BRIAND | 25 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | BA | 0169 | 0406 | AV DE L'EUROPE | 517 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | BA | 0202 | 0281 | RUE DE CLAIRVAL | 2 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | BA | 0215 | 0420 | AV DE LA GALINE | 6 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | BA | 0217 | 0420 | AV DE LA GALINE | 4 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | BA | 0221 | 0420 | AV DE LA GALINE | 2 | T |
| CASTELNAU-LE-LEZ | BB | 0031 | 0400 | RUE EMILE COMBES | 2 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | BB | 0032 | 0530 | AV JEAN JAURES | 1 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | BB | 0035 | 0530 | AV JEAN JAURES | 3 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | BB | 0036 | 0530 | AV JEAN JAURES | 7 | |

| | | | | | | |
|------------------|----|------|------|-------------------------|--------|---|
| CASTELNAU-LE-LEZ | BB | 0037 | 0530 | AV JEAN JAURES | 9 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | BB | 0062 | 0530 | AV JEAN JAURES | 4 | B |
| CASTELNAU-LE-LEZ | BB | 0063 | 0530 | AV JEAN JAURES | 4 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | BB | 0065 | 0530 | AV JEAN JAURES | 14 | B |
| CASTELNAU-LE-LEZ | BB | 0108 | 0070 | IMP CHARLES AMANS | (vide) | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | BB | 0111 | 0590 | PL DE LA LIBERTE | 5 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | BB | 0132 | 0668 | PL PIERRE MENDES FRANCE | 1 | B |
| CASTELNAU-LE-LEZ | BB | 0139 | 0590 | PL DE LA LIBERTE | 13 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | BB | 0147 | 0090 | AV ARISTIDE BRIAND | 18 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | BB | 0150 | 0090 | AV ARISTIDE BRIAND | 16 | B |
| CASTELNAU-LE-LEZ | BB | 0195 | 0820 | RUE PIERRE CURIE | 5 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | BB | 0222 | 0100 | RUE ARMAND BARBES | 2 | B |
| CASTELNAU-LE-LEZ | BB | 0273 | 0780 | RUE PASTEUR | 3 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | BB | 0278 | 0560 | RUE JULES GUESDE | 6 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | BB | 0286 | 0090 | AV ARISTIDE BRIAND | 16 | A |
| CASTELNAU-LE-LEZ | BB | 0286 | 0780 | RUE PASTEUR | 3 | B |
| CASTELNAU-LE-LEZ | BB | 0288 | 0668 | PL PIERRE MENDES FRANCE | 2 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | BB | 0297 | 0090 | AV ARISTIDE BRIAND | 9 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | BC | 0190 | 0407 | PL DE L'EUROPE | 2 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | BC | 0190 | 0407 | PL DE L'EUROPE | 5 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | BC | 0275 | 0360 | RUE DE LA CROUZETTE | 2 | B |
| CASTELNAU-LE-LEZ | BC | 0291 | 0550 | RUE JULES FERRY | 12 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | BC | 0312 | 0668 | PL PIERRE MENDES FRANCE | 1 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | BC | 0314 | 0668 | PL PIERRE MENDES FRANCE | 1 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | BD | 0095 | 0440 | CHE DE LA GARDIE | 1 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | BD | 0109 | 0400 | RUE EMILE COMBES | 24 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | BD | 0161 | 0400 | RUE EMILE COMBES | 39 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | BH | 0165 | 0020 | CHE DES AIRES | 6 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | BI | 0067 | 0110 | CHE DES AIRES PROLONGE | 291 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | BL | 0027 | 0489 | ALL DES GRIVES | 110 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | BL | 0030 | 0490 | CHE DES GRIVES | 154 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | BL | 0178 | 0510 | CHE DE L HIRONDELLE | 311 | B |
| CASTELNAU-LE-LEZ | BM | 0010 | 0681 | IMP DES MESANGES | 2 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | BM | 0077 | 0680 | CHE DES MESANGES | 27 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | BN | 0334 | 0580 | CHE DES ABEILLES | 118 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | BV | 0267 | 0580 | CHE DES LIBELLULES | 1195 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | BV | 0274 | 1353 | ALL DU MOULIN A HUILE | 1 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | BV | 0335 | 0580 | CHE DES LIBELLULES | 588 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | CA | 0089 | 0396 | RUE DES EGLANTIER | 118 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | CB | 0224 | 0260 | CHE DES CHENES | 7 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | CB | 0322 | 0260 | CHE DES CHENES | 23 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | CD | 0005 | 0260 | CHE DES CHENES | 18 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | CD | 0179 | 0623 | CHE DES MENDROUS | 5 | B |
| CASTELNAU-LE-LEZ | CK | 0006 | 0470 | RUE DE LA GRENOUILLE | 3 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | CK | 0043 | 0211 | AV DES CENTURIONS | 4 | A |
| CASTELNAU-LE-LEZ | CK | 0047 | 0665 | AV MELUSINE | 22 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | CL | 0278 | 0540 | AV DU JEU DE MAIL | 32 | |

| | | | | | | |
|------------------|----|------|------|-----------------------------|------|---|
| CASTELNAU-LE-LEZ | CL | 0282 | 0420 | AV DE LA GALINE | 19 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | CL | 0286 | 0406 | AV DE L'EUROPE | 575 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | CL | 0301 | 0406 | AV DE L'EUROPE | 735 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | CL | 0402 | A244 | CITE CANTEGRIL | 31 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | CM | 0046 | 0039 | IMP D ALLUT | 4 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | CM | 0187 | 0406 | AV DE L'EUROPE | 1477 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | CM | 0248 | 0800 | RUE DES PERRIERES | 2 | T |
| CASTELNAU-LE-LEZ | CO | 0058 | 1300 | AV KONRAD ADENAUER | 520 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | CO | 0551 | 0720 | RTE DE NIMES | 475 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | CO | 0571 | 0895 | RUE DE PROVENCE | 24 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | CP | 0106 | 0101 | AV DE L'AUBE ROUGE | 580 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | CP | 0131 | 0101 | AV DE L'AUBE ROUGE | 230 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | CP | 0133 | 0101 | AV DE L'AUBE ROUGE | 170 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | CP | 0133 | 0101 | AV DE L'AUBE ROUGE | 190 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | CP | 0144 | 0406 | AV DE L'EUROPE | 655 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | CP | 0146 | 0101 | AV DE L'AUBE ROUGE | 630 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | CP | 0153 | 1232 | RUE ALPHONSE BEAU DE ROCHAS | 153 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | CP | 0174 | 0099 | ALL DE L'AUBE ROUGE | 95 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | CS | 0012 | 0519 | IMP JACQUARD | 31 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | CS | 0012 | 0519 | IMP JACQUARD | 9002 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | CS | 0029 | 0082 | AV ANDRE AMPERE | 145 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | CS | 0128 | 0623 | CHE DES MENDROUS | 784 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | CS | 0165 | 0519 | IMP JACQUARD | 57 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | CS | 0238 | 0128 | AV BLAISE PASCAL | 370 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | CS | 0254 | 0519 | IMP JACQUARD | 95 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | CS | 0276 | 0623 | CHE DES MENDROUS | 965 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | CT | 0003 | 0325 | AV DES COMPAGNONS | 125 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | CT | 0006 | 0325 | AV DES COMPAGNONS | 225 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | CT | 0013 | 0325 | AV DES COMPAGNONS | 460 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | CT | 0023 | 0128 | AV BLAISE PASCAL | 369 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | CT | 0026 | 0325 | AV DES COMPAGNONS | 280 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | CT | 0033 | 0128 | AV BLAISE PASCAL | 125 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | CT | 0048 | 0082 | AV ANDRE AMPERE | 556 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | CT | 0054 | 0128 | AV BLAISE PASCAL | 150 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | CT | 0072 | 0128 | AV BLAISE PASCAL | 730 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | CT | 0073 | 0128 | AV BLAISE PASCAL | 710 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | CT | 0074 | 0128 | AV BLAISE PASCAL | 650 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | CT | 0076 | 0128 | AV BLAISE PASCAL | 560 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | CT | 0080 | 0128 | AV BLAISE PASCAL | 565 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | CT | 0081 | 0128 | AV BLAISE PASCAL | 565 | B |
| CASTELNAU-LE-LEZ | CT | 0087 | 0128 | AV BLAISE PASCAL | 279 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | CT | 0113 | 0082 | AV ANDRE AMPERE | 260 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | CT | 0137 | 0128 | AV BLAISE PASCAL | 91 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | CT | 0144 | B023 | LA GARRIGUE | 5144 | F |
| CASTELNAU-LE-LEZ | CV | 0040 | 1215 | RUE DU MARECHAL MARMONT | 1 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | CW | 0387 | 0107 | RUE BACCHUS | 17 | D |
| CASTELNAU-LE-LEZ | CW | 0387 | 1233 | PL DU FORUM | 1 | |

| | | | | | | |
|------------------|----|------|------|-----------------------------|------|---|
| CASTELNAU-LE-LEZ | CW | 0520 | 1099 | AV DES VENUS | 69 | |
| CASTELNAU-LE-LEZ | CX | 0061 | 0691 | AV DE LA MONNAIE | 635 | |
| CASTRIES | AA | 0024 | 0078 | AV DU 8 MAI 1945 | 2 | |
| CASTRIES | AA | 0096 | 0078 | AV DU 8 MAI 1945 | 17 | |
| CASTRIES | AB | 0005 | 0120 | AV DE SOMMIERES | 4 | |
| CASTRIES | AB | 0031 | 0088 | MTE DU MICOCOULIER | 3 | A |
| CASTRIES | AB | 0068 | 0120 | RUE PLAN DU FOUR | 20 | |
| CASTRIES | AC | 0006 | 0010 | RUE DE L AQUEDUC | 2 | |
| CASTRIES | AC | 0031 | 0098 | AV DU 11 NOVEMBRE | 1 | |
| CASTRIES | AC | 0036 | 0098 | AV DU 11 NOVEMBRE | 6 | |
| CASTRIES | AH | 0074 | 0023 | RUE DE LA BRIQUETERIE | 115 | |
| CASTRIES | AH | 0218 | 0079 | PL GABRIEL LARDAT | 36 | |
| CASTRIES | AH | 0366 | 0282 | AV GEORGES FRECHE | 58 | |
| CASTRIES | AI | 0018 | 0090 | AV DE MONTPELLIER | 33 | |
| CASTRIES | AI | 0019 | A068 | CTRE COM LA COURONNE | 5491 | |
| CASTRIES | AI | 0019 | A068 | CTRE COM LA COURONNE | 5492 | |
| CASTRIES | AI | 0019 | A068 | CTRE COM LA COURONNE | 5493 | |
| CASTRIES | AI | 0019 | A068 | CTRE COM LA COURONNE | 5494 | |
| CASTRIES | AK | 0002 | 0090 | AV DE MONTPELLIER | 26 | |
| CASTRIES | AK | 0042 | 0130 | RUE DU VIEUX PUIS | 4 | |
| CASTRIES | AL | 0024 | 0052 | RUE DU COURS COMPLEMENTAIRE | 7 | |
| CASTRIES | AL | 0039 | 0071 | RUE DU GILET ROUGE | 3 | |
| CASTRIES | AL | 0048 | 0178 | IMP DE L'ANCIEN COURS | 1 | |
| CASTRIES | AL | 0054 | 0090 | AV DE MONTPELLIER | 18 | B |
| CASTRIES | AL | 0088 | 0080 | RUE DE LA LIBERTE | 52 | |
| CASTRIES | AM | 0144 | 0120 | AV DE SOMMIERES | 7 | B |
| CASTRIES | AM | 0145 | 0120 | AV DE SOMMIERES | 3 | |
| CASTRIES | AO | 0050 | 0213 | RUE AMANS | 56 | |
| CASTRIES | AP | 0023 | 0115 | RUE DES ROMARINS | 301 | |
| CASTRIES | AP | 0024 | 0115 | RUE DES ROMARINS | 301 | |
| CASTRIES | AP | 0025 | 0115 | RUE DES ROMARINS | 301 | |
| CASTRIES | AP | 0031 | 0115 | RUE DES ROMARINS | 301 | |
| CASTRIES | AP | 0032 | 0115 | RUE DES ROMARINS | 301 | |
| CASTRIES | AP | 0033 | 0115 | RUE DES ROMARINS | 301 | |
| CASTRIES | AP | 0034 | 0115 | RUE DES ROMARINS | 301 | |
| CASTRIES | AP | 0035 | 0115 | RUE DES ROMARINS | 301 | |
| CASTRIES | AP | 0036 | 0115 | RUE DES ROMARINS | 301 | |
| CASTRIES | AP | 0037 | 0115 | RUE DES ROMARINS | 301 | |
| CASTRIES | AP | 0038 | 0115 | RUE DES ROMARINS | 301 | |
| CASTRIES | AP | 0039 | 0115 | RUE DES ROMARINS | 301 | |
| CASTRIES | AP | 0040 | 0115 | RUE DES ROMARINS | 301 | |
| CASTRIES | AP | 0041 | 0115 | RUE DES ROMARINS | 301 | |
| CASTRIES | AP | 0042 | 0115 | RUE DES ROMARINS | 301 | |
| CASTRIES | AP | 0043 | 0115 | RUE DES ROMARINS | 301 | |
| CASTRIES | AP | 0044 | 0115 | RUE DES ROMARINS | 301 | |
| CASTRIES | AP | 0045 | 0115 | RUE DES ROMARINS | 301 | |
| CASTRIES | AP | 0046 | 0115 | RUE DES ROMARINS | 301 | |

| | | | | | | |
|----------|----|------|------|------------------------|--------|---|
| CASTRIES | AP | 0047 | 0115 | RUE DES ROMARINS | 301 | |
| CASTRIES | AP | 0048 | 0115 | RUE DES ROMARINS | 301 | |
| CASTRIES | AP | 0049 | 0115 | RUE DES ROMARINS | 301 | |
| CASTRIES | AP | 0050 | 0115 | RUE DES ROMARINS | 301 | |
| CASTRIES | AP | 0051 | 0115 | RUE DES ROMARINS | 301 | |
| CASTRIES | AP | 0052 | 0115 | RUE DES ROMARINS | 301 | |
| CASTRIES | AP | 0053 | 0115 | RUE DES ROMARINS | 301 | |
| CASTRIES | AP | 0054 | 0115 | RUE DES ROMARINS | 301 | |
| CASTRIES | AP | 0058 | 0115 | RUE DES ROMARINS | 301 | |
| CASTRIES | AP | 0060 | 0115 | RUE DES ROMARINS | 384 | |
| CASTRIES | AR | 0013 | 0100 | RUE DE LA PIERRE BLEUE | 134 | |
| CASTRIES | AR | 0014 | 0193 | CHE DE LA PIERRE BLEUE | 134 | |
| CASTRIES | AV | 0043 | A011 | DOM DE FONTMAGNE | 5079 | F |
| CASTRIES | AV | 0043 | A011 | DOM DE FONTMAGNE | 5671 | F |
| CASTRIES | AV | 0043 | B079 | VILLEMAGNE | 5525 | F |
| CASTRIES | B | 0213 | 0074 | RTE DE GUZARGUES | 975 | |
| CASTRIES | B | 0466 | 0196 | RTE DE BANNIERES | (vide) | |
| CASTRIES | BE | 0011 | 0152 | AV DE LA ROYALE | 461 | |
| CASTRIES | BE | 0014 | 0155 | RUE DE LA MANADE | 347 | |
| CASTRIES | BE | 0015 | 0155 | RUE DE LA MANADE | 316 | |
| CASTRIES | BE | 0019 | 0234 | AV DES RAZETEURS | 289 | |
| CASTRIES | BE | 0025 | 0155 | RUE DE LA MANADE | 234 | |
| CASTRIES | BE | 0029 | 0155 | RUE DE LA MANADE | 194 | |
| CASTRIES | BE | 0032 | 0155 | RUE DE LA MANADE | 268 | |
| CASTRIES | BE | 0041 | 0152 | AV DE LA ROYALE | 235 | |
| CASTRIES | BE | 0043 | 0152 | AV DE LA ROYALE | 201 | |
| CASTRIES | BE | 0051 | 0154 | RUE DE L ABRIVADO | 95 | B |
| CASTRIES | BE | 0072 | 0235 | AV DES GARDIANS | 171 | |
| CASTRIES | BE | 0077 | 0235 | AV DES GARDIANS | 40 | |
| CASTRIES | BH | 0005 | 0188 | RUE DE LA BANDIDO | 388 | |
| CASTRIES | BH | 0006 | 0188 | RUE DE LA BANDIDO | 390 | |
| CASTRIES | BH | 0008 | 0188 | RUE DE LA BANDIDO | 408 | |
| CASTRIES | BH | 0018 | 0152 | AV DE LA ROYALE | 348 | |
| CASTRIES | BH | 0023 | 0188 | RUE DE LA BANDIDO | 31 | |
| CASTRIES | BH | 0024 | 0188 | RUE DE LA BANDIDO | 85 | A |
| CASTRIES | BH | 0024 | 0188 | RUE DE LA BANDIDO | 85 | B |
| CASTRIES | BH | 0027 | 0188 | RUE DE LA BANDIDO | 145 | |
| CASTRIES | BH | 0032 | 0188 | RUE DE LA BANDIDO | 282 | |
| CASTRIES | BH | 0035 | 0188 | RUE DE LA BANDIDO | 182 | |
| CASTRIES | BH | 0037 | 0188 | RUE DE LA BANDIDO | 114 | |
| CASTRIES | BH | 0039 | 0188 | RUE DE LA BANDIDO | 60 | |
| CASTRIES | BH | 0172 | 0153 | RUE DE LA BOURGINE | 132 | |
| CASTRIES | BH | 0178 | 0152 | AV DE LA ROYALE | 82 | B |
| CASTRIES | D | 0138 | 0074 | RTE DE GUZARGUES | 5563 | F |
| CLAPIERS | BD | 0069 | 0228 | PLAN JEANJEAN | 6 | |
| CLAPIERS | BK | 0049 | 0090 | AV DE L'EUROPE | 1 | |
| CLAPIERS | BK | 0054 | 0097 | RUE JEAN MONNET | 8 | |

| | | | | | | |
|---------------|----|------|------|---------------------------|--------|---|
| CLAPIERS | BK | 0056 | 0090 | AV DE L'EUROPE | 8 | |
| CLAPIERS | BK | 0056 | 0097 | RUE JEAN MONNET | 1 | |
| CLAPIERS | BK | 0074 | 0085 | RUE GEORGES BESSE | 4 | |
| CLAPIERS | BK | 0075 | 0085 | RUE GEORGES BESSE | 6 | |
| CLAPIERS | BK | 0099 | 0247 | PLAN WILLY BRANDT | 4 | |
| CLAPIERS | BK | 0111 | 0247 | PLAN WILLY BRANDT | 1 | |
| CLAPIERS | BL | 0036 | 0034 | IMP DES GENETS | 37 | |
| CLAPIERS | BN | 0013 | 0056 | RUE DU ROMARIN | 305 | |
| CLAPIERS | BN | 0017 | 0056 | RUE DU ROMARIN | 246 | B |
| CLAPIERS | BN | 0017 | 0056 | RUE DU ROMARIN | 246 | E |
| CLAPIERS | BN | 0017 | 0056 | RUE DU ROMARIN | 560 | |
| CLAPIERS | BN | 0343 | 0117 | PL MAX LEENHARDT | 5 | |
| CLAPIERS | BT | 0287 | 0049 | RUE DE MONTFERRIER | 120 | |
| CLAPIERS | BY | 0450 | 0061 | RUE DE LA SOURCE | 2 | |
| CLAPIERS | BY | 0579 | 0011 | CHE DES CABRIES | 433 | |
| CLAPIERS | BZ | 0122 | 0214 | RUE FREDERIC BAZILLE | 9 | |
| CLAPIERS | CA | 0101 | 0057 | RUE SAINT ANTOINE | 5 | |
| CLAPIERS | CA | 0259 | 0038 | GR GRAND'RUE | 5 | B |
| CLAPIERS | CA | 0293 | 0241 | RUE YVES MONTAND | 1 | |
| CLAPIERS | CA | 0390 | 0084 | RUE PAUL BONNEFOI | 2 | |
| CLAPIERS | CA | 0396 | 0065 | RUE PAUL BONNEFOI | 1 | |
| CLAPIERS | CB | 0186 | 0100 | BD DE LA LIBERTE | 1870 | |
| CLAPIERS | CB | 0236 | 0100 | BD DE LA LIBERTE | 1640 | |
| COURNONSEC | AB | 0148 | 0019 | RUE DES CORDIERS | 13 | |
| COURNONSEC | AB | 0158 | 0057 | CHE TRAS LA GLEIZE | 2 | |
| COURNONSEC | AB | 0204 | 0073 | RUE BRIOU GARENNE | (vide) | F |
| COURNONSEC | AC | 0178 | 0074 | RUE DES CISTES | 1 | |
| COURNONSEC | AD | 0096 | B015 | FRIGOULET | (vide) | |
| COURNONSEC | AD | 0097 | B015 | FRIGOULET | (vide) | |
| COURNONSEC | AD | 0114 | 0008 | RUE DES BARRYS | 12 | |
| COURNONSEC | AD | 0123 | 0082 | RUE DU STADE | 5 | |
| COURNONSEC | AR | 0017 | B061 | MAS DE PLAGNOL | 9683 | F |
| COURNONSEC | AR | 0083 | 0053 | IMP DES ROSEAUX | 4 | |
| COURNONSEC | AT | 0029 | 0228 | ALL DE LA CAPITELLE | 8 | |
| COURNONSEC | AT | 0030 | 0228 | ALL DE LA CAPITELLE | 6 | |
| COURNONSEC | AT | 0037 | 0228 | ALL DE LA CAPITELLE | 3 | |
| COURNONSEC | AT | 0045 | 0225 | AV DE LA CRESSE ST MARTIN | 715 | |
| COURNONSEC | BD | 0094 | B046 | LOUS CLACS | 9999 | |
| COURNONSEC | BD | 0101 | 0066 | RUE DES GENETS SAUVAGES | 2 | |
| COURNONSEC | BD | 0104 | 0066 | RUE DES GENETS SAUVAGES | 5 | |
| COURNONSEC | BD | 0107 | 0066 | RUE DES GENETS SAUVAGES | 14 | |
| COURNONSEC | BE | 0029 | B050 | LOUS CLAVOUX | 6037 | |
| COURNONSEC | BE | 0105 | 0066 | RUE DES GENETS SAUVAGES | 3 | |
| COURNONSEC | BE | 0111 | 0016 | AV DES CLAVOUX | 4 | |
| COURNONSEC | BE | 0145 | 0016 | AV DES CLAVOUX | 825 | |
| COURNONSEC | BK | 0014 | B007 | COUMBA DE GREMIAN | 9999 | |
| COURNONTERRAL | AA | 0028 | 0003 | RUE AIME TREBOULON | 26 | |

| | | | | | | |
|---------------|----|------|------|------------------------|--------|---|
| COURNONTERRAL | AA | 0094 | 0043 | RUE PARADIS | 2 | B |
| COURNONTERRAL | AA | 0122 | 0037 | RUE JEU DE BALLON | 23 | B |
| COURNONTERRAL | AA | 0141 | 0012 | PL CAMILLE SALLAN | 10 | |
| COURNONTERRAL | AA | 0156 | 0037 | RUE JEU DE BALLON | 11 | |
| COURNONTERRAL | AA | 0159 | 0045 | RUE PASTEUR | 28 | |
| COURNONTERRAL | AA | 0163 | 0016 | RUE DE LA CHAPELLE | 22 | |
| COURNONTERRAL | AA | 0164 | 0016 | RUE DE LA CHAPELLE | 20 | |
| COURNONTERRAL | AA | 0170 | 0037 | RUE JEU DE BALLON | 3 | |
| COURNONTERRAL | AA | 0171 | 0037 | RUE JEU DE BALLON | 1 | |
| COURNONTERRAL | AA | 0252 | 0052 | RUE PUIITS DE LA PLACE | 5 | F |
| COURNONTERRAL | AA | 0259 | 0016 | RUE DE LA CHAPELLE | 8 | |
| COURNONTERRAL | AA | 0263 | 0033 | RUE DES HUGUENOTS | 2 | |
| COURNONTERRAL | AA | 0339 | 0016 | RUE DE LA CHAPELLE | (vide) | |
| COURNONTERRAL | AB | 0064 | 0032 | GR GRAND RUE | 15 | |
| COURNONTERRAL | AB | 0108 | 0031 | RUE GRANDE CALADE | 3 | |
| COURNONTERRAL | AB | 0115 | 0019 | RUE CLEMENT MIRABEL | 13 | |
| COURNONTERRAL | AC | 0022 | 0019 | RUE CLEMENT MIRABEL | 16 | |
| COURNONTERRAL | AC | 0069 | 0099 | RUE LEON BLUM | 43 | |
| COURNONTERRAL | AD | 0007 | 0016 | RUE DE LA CHAPELLE | 1 | |
| COURNONTERRAL | AD | 0022 | 0042 | PL NEUVE | 2 | B |
| COURNONTERRAL | AD | 0045 | 0046 | RUE PETITE CALADE | 8 | |
| COURNONTERRAL | AD | 0075 | 0016 | RUE DE LA CHAPELLE | 29 | |
| COURNONTERRAL | AD | 0080 | 0016 | RUE DE LA CHAPELLE | 37 | |
| COURNONTERRAL | AD | 0088 | 0021 | RUE DOCTEUR MALABOUCHE | 13 | |
| COURNONTERRAL | AE | 0023 | 0022 | RUE DOCTEUR OMBRAS | 8 | B |
| COURNONTERRAL | AE | 0027 | 0012 | PL CAMILLE SALLAN | 15 | |
| COURNONTERRAL | AM | 0089 | 0050 | CHE DE TRIVIALE | 38 | |
| COURNONTERRAL | AM | 0195 | 0006 | IMP BELLEVUE | 1 | |
| COURNONTERRAL | AO | 0036 | 0173 | IMP DES CHARDONNERETS | 10 | |
| COURNONTERRAL | AO | 0065 | 0197 | RUE DES DEVEZES | 5 | |
| COURNONTERRAL | AO | 0086 | 0201 | CHEM DES JONCASSES | 11 | T |
| COURNONTERRAL | AO | 0092 | 0196 | IMP DES LUCQUES | 4 | |
| COURNONTERRAL | AO | 0117 | B158 | TUILLERIE HAUTE | 1009 | F |
| COURNONTERRAL | AO | 0135 | 0201 | CHEM DES JONCASSES | 12 | |
| COURNONTERRAL | AO | 0146 | B077 | LES JONCASSES | 1576 | F |
| COURNONTERRAL | AO | 0156 | B077 | LES JONCASSES | 5947 | |
| COURNONTERRAL | AP | 0233 | 0168 | PL DES ROSSIGNOLS | 4 | |
| COURNONTERRAL | AS | 0317 | 0107 | ALL DU LAC | 5 | |
| COURNONTERRAL | AX | 0008 | B052 | LA CRESSE DE LA BARTHE | 5798 | |
| COURNONTERRAL | AX | 0039 | B001 | LA BARTHE | 5933 | |
| COURNONTERRAL | AX | 0093 | B001 | LA BARTHE | 5913 | |
| COURNONTERRAL | AY | 0085 | B050 | LE CRES | 5976 | |
| COURNONTERRAL | AZ | 0053 | 0029 | AV DE LA GARE DU MIDI | 1 | |
| COURNONTERRAL | BA | 0063 | B084 | LA MAIRE | 9000 | |
| COURNONTERRAL | BB | 0074 | 0026 | RTE DE FABREGUES | 9999 | |
| COURNONTERRAL | BH | 0166 | B036 | CHEMIN DE PIGNAN | 5547 | F |
| COURNONTERRAL | BH | 0220 | 0241 | ESP HELIOS | 118 | |

| | | | | | | |
|---------------|----|------|------|----------------------------|------|---|
| COURNONTERRAL | BH | 0220 | 0241 | ESP HELIOS | 44 | |
| COURNONTERRAL | BS | 0021 | B059 | FERTALIERES | 5021 | F |
| CRES (LE) | BC | 0092 | 0135 | RTE DE NIMES | 450 | |
| CRES (LE) | BE | 0017 | 0263 | CHE DU CRES AUX MAZES | 251 | |
| CRES (LE) | BE | 0039 | 0263 | CHE DU CRES AUX MAZES | 50 | |
| CRES (LE) | BE | 0048 | 0192 | RN 113 | 720 | |
| CRES (LE) | BK | 0080 | 0167 | RUE DES POINTES | 10 | |
| CRES (LE) | BK | 0084 | 0167 | RUE DES POINTES | 8 | |
| CRES (LE) | BK | 0086 | 0032 | AV DE CASTELNAU | 1 | B |
| CRES (LE) | BK | 0156 | 0169 | PL DU PONT TRINQUAT | 8 | |
| CRES (LE) | BK | 0189 | 0135 | RTE DE NIMES | 685 | |
| CRES (LE) | BK | 0226 | 0167 | RUE DES POINTES | 8 | T |
| CRES (LE) | BK | 0246 | 0167 | RUE DES POINTES | 6 | |
| CRES (LE) | BK | 0325 | 0290 | RUE DES JONCASSES | 2 | |
| CRES (LE) | BK | 0326 | 0167 | RUE DES POINTES | 5 | |
| CRES (LE) | BK | 0326 | 0192 | RN 113 | 225 | |
| CRES (LE) | BL | 0018 | 0031 | RUE DES CAPUCINES | 2 | |
| CRES (LE) | BL | 0103 | 0248 | RUE DE SALLELLE | 9 | |
| CRES (LE) | BL | 0115 | 0248 | RUE DE SALLELLE | 33 | |
| CRES (LE) | BL | 0295 | 0192 | RN 113 | 1155 | |
| CRES (LE) | BL | 0349 | 0298 | RUE ELSA TRIOLET | 31 | |
| CRES (LE) | BM | 0078 | 0115 | AV DE LA MEDITERRANEE | 4 | |
| CRES (LE) | BM | 0161 | 0184 | PL DE LA RONCERAIE | 3 | |
| CRES (LE) | BM | 0249 | 0044 | RUE DES DALHIAS | 4 | |
| CRES (LE) | BM | 0509 | 0193 | PL ST ROCH | 4 | |
| CRES (LE) | BM | 0516 | 0171 | SQ DE LA POSTE | 10 | |
| CRES (LE) | BM | 0538 | 0172 | RUE DE LA POULAILLERE | 3 | |
| CRES (LE) | BN | 0068 | 0012 | IMP ALPHONSE DAUDET | 8 | |
| CRES (LE) | BN | 0068 | 0072 | RUE DE LA FONTAINE | 5 | |
| CRES (LE) | BN | 0117 | 0019 | AV DES BALEARES | 17 | |
| CRES (LE) | BN | 0144 | 0068 | PL GAL DE GAULLE | 6 | |
| CRES (LE) | BO | 0080 | 0162 | RUE DU PETIT NICE | 6 | B |
| CRES (LE) | BO | 0221 | 0083 | RUE GRAND RUE | 7 | |
| CRES (LE) | BS | 0396 | 0191 | IMP RIMBAUD | 10 | |
| CRES (LE) | BS | 0577 | 0205 | PL TERRE DEL REY | 1 | D |
| CRES (LE) | BS | 0577 | 0205 | PL TERRE DEL REY | 2 | B |
| CRES (LE) | BS | 0577 | 0205 | PL TERRE DEL REY | 2 | C |
| CRES (LE) | BS | 0578 | B033 | TERRES DE REY ET BELUMET E | 2 | |
| CRES (LE) | BS | 0579 | 0205 | PL TERRE DEL REY | 1 | |
| CRES (LE) | BT | 0163 | 0020 | IMP BEETHOVEN | 8 | |
| CRES (LE) | BV | 0073 | 0332 | RUE FRANCOIS MITTERRAND | 26 | |
| CRES (LE) | BW | 0224 | 0047 | RUE DOMITIENNE | 6 | |
| CRES (LE) | CA | 0016 | 0055 | IMP DES EGLANTIERS | 6 | |
| CRES (LE) | CA | 0021 | 0054 | RUE DE LA DRAYE | 5 | |
| CRES (LE) | CA | 0031 | 0054 | RUE DE LA DRAYE | 8 | |
| CRES (LE) | CA | 0034 | 0048 | RUE DU COUCHANT | 8 | |
| CRES (LE) | CA | 0035 | 0048 | RUE DU COUCHANT | 6 | |

| | | | | | | |
|-----------|----|------|------|------------------------|------|---|
| CRES (LE) | CA | 0043 | 0170 | RUE DES QUATRE VENTS | 1 | |
| CRES (LE) | CA | 0045 | 0109 | RUE DU MAQUIS | 3 | A |
| CRES (LE) | CA | 0049 | 0069 | RUE DES GENEVRIERS | 2 | |
| CRES (LE) | CA | 0067 | 0166 | RUE DU PIC ST LOUP | 6 | |
| CRES (LE) | CA | 0071 | 0166 | RUE DU PIC ST LOUP | 14 | |
| CRES (LE) | CA | 0166 | 0117 | RUE MAUMARIN | 10 | |
| CRES (LE) | CA | 0168 | 0117 | RUE MAUMARIN | 2 | |
| CRES (LE) | CA | 0199 | B010 | MAUMARIN | 200 | |
| CRES (LE) | CA | 0267 | 0275 | RUE DES TERRES MEGERES | 2 | |
| CRES (LE) | CA | 0268 | 0275 | RUE DES TERRES MEGERES | 4 | |
| CRES (LE) | CA | 0275 | 0272 | RUE DE LA SAUVAGINE | 8 | |
| CRES (LE) | CA | 0276 | 0272 | RUE DE LA SAUVAGINE | 6 | |
| CRES (LE) | CA | 0349 | 0276 | AV DES CHASSEURS | 11 | |
| CRES (LE) | CA | 0351 | 0276 | AV DES CHASSEURS | 9 | |
| CRES (LE) | CA | 0373 | 0276 | AV DES CHASSEURS | 12 | |
| CRES (LE) | CA | 0393 | 0048 | RUE DU COUCHANT | 4 | |
| CRES (LE) | CA | 0411 | 0292 | RUE SALVADOR ALLENDE | 5 | |
| CRES (LE) | CA | 0414 | 0295 | AV MONTERONI D ARBIA | 4 | |
| CRES (LE) | CA | 0556 | 0308 | RUE SIMONE VEIL | 8 | |
| CRES (LE) | CA | 0727 | 0295 | AV MONTERONI D ARBIA | 1 | |
| CRES (LE) | CA | 0728 | 0295 | AV MONTERONI D ARBIA | 2 | |
| CRES (LE) | CA | 0743 | 0170 | RUE DES QUATRE VENTS | 4 | |
| CRES (LE) | CA | 0756 | 0168 | RUE DU PUECH CABRIER | 2 | |
| CRES (LE) | CA | 0760 | 0054 | RUE DE LA DRAYE | 7 | |
| CRES (LE) | CA | 0761 | 0054 | RUE DE LA DRAYE | 7 | |
| CRES (LE) | CA | 0762 | 0054 | RUE DE LA DRAYE | 9 | |
| CRES (LE) | CA | 0763 | 0054 | RUE DE LA DRAYE | 9 | |
| CRES (LE) | CA | 0765 | 0109 | RUE DU MAQUIS | 4 | |
| CRES (LE) | CA | 0767 | 0166 | RUE DU PIC ST LOUP | 9 | |
| CRES (LE) | CA | 0768 | 0069 | RUE DES GENEVRIERS | 1 | B |
| CRES (LE) | CA | 0770 | 0168 | RUE DU PUECH CABRIER | 2 | B |
| CRES (LE) | CA | 0773 | 0166 | RUE DU PIC ST LOUP | 10 | |
| CRES (LE) | CA | 0774 | 0166 | RUE DU PIC ST LOUP | 10 | B |
| CRES (LE) | CA | 0783 | 0048 | RUE DU COUCHANT | 3 | |
| CRES (LE) | CA | 0788 | 0109 | RUE DU MAQUIS | 6 | |
| CRES (LE) | CA | 0790 | 0109 | RUE DU MAQUIS | 8 | |
| CRES (LE) | CB | 0048 | B009 | MAS DU PONT | 48 | F |
| CRES (LE) | CC | 0104 | 0272 | RUE DE LA SAUVAGINE | 10 | |
| CRES (LE) | CC | 0142 | 0146 | IMP DU PERDIGAL | 7 | |
| CRES (LE) | CD | 0027 | 0333 | RUE GEORGES FRECHE | 17 | |
| FABREGUES | AC | 0075 | 0050 | RUE DES CONTREFORTS | 15 | |
| FABREGUES | AC | 0116 | 0085 | AV DE LA GARE | 1 | |
| FABREGUES | AC | 0144 | 0192 | RUE DU PROF ROUX | 4 | |
| FABREGUES | AC | 0158 | 0175 | RUE PAUL BERT | 15 | B |
| FABREGUES | AC | 0288 | 0015 | RUE BARTHOU | 5312 | |
| FABREGUES | AC | 0376 | 0301 | AV DE COURNONTERRAL | 7 | |
| FABREGUES | AD | 0052 | 0176 | RUE PAUL DOUMER | 23 | |

| | | | | | | |
|-----------|----|------|------|-----------------------|------|---|
| FABREGUES | AD | 0071 | 0090 | AV GEORGES CLEMENCEAU | 20 | B |
| FABREGUES | AD | 0115 | 0176 | RUE PAUL DOUMER | 30 | |
| FABREGUES | AD | 0155 | 0120 | RUE JEANNE D ARC | 5175 | |
| FABREGUES | AD | 0157 | 0120 | RUE JEANNE D ARC | 5397 | |
| FABREGUES | AD | 0212 | 0120 | RUE JEANNE D ARC | 5816 | |
| FABREGUES | AD | 0229 | 0176 | RUE PAUL DOUMER | 29 | |
| FABREGUES | AD | 0244 | 0090 | AV GEORGES CLEMENCEAU | 22 | |
| FABREGUES | AE | 0117 | 0090 | AV GEORGES CLEMENCEAU | 6 | |
| FABREGUES | AE | 0137 | 0263 | CHEM DE LA FABRIQUE | 264 | |
| FABREGUES | AE | 0139 | 0263 | CHEM DE LA FABRIQUE | 260 | |
| FABREGUES | AE | 0191 | 0263 | CHEM DE LA FABRIQUE | 1 | |
| FABREGUES | AI | 0120 | 0176 | RUE PAUL DOUMER | 5 | |
| FABREGUES | AI | 0165 | 0090 | AV GEORGES CLEMENCEAU | 23 | |
| FABREGUES | AI | 0170 | 0090 | AV GEORGES CLEMENCEAU | 19 | |
| FABREGUES | AI | 0222 | 0030 | RUE CALMETTE | 20 | |
| FABREGUES | AI | 0271 | 0030 | RUE CALMETTE | 13 | |
| FABREGUES | AK | 0240 | 0160 | RUE NEUVE DES HORTS | 1 | |
| FABREGUES | AM | 0317 | 0053 | CHE DES COURECHES | 457 | |
| FABREGUES | AM | 0352 | 0051 | RTE DE COURNONTERRAL | 400 | |
| FABREGUES | AN | 0092 | 0239 | CHE DES ROMAINS | 118 | |
| FABREGUES | AP | 0064 | B094 | LA PLANTADE | 5008 | |
| FABREGUES | AS | 0291 | 0169 | AV DE LA PAIX | 5 | |
| FABREGUES | AT | 0122 | 0149 | RUE MENDES FRANCE | 159 | |
| FABREGUES | AY | 0090 | 0256 | RUE IGOR STRAVINSKI | 7 | |
| FABREGUES | AY | 0229 | 0253 | RUE JOHANN STRAUSS | 28 | |
| FABREGUES | AY | 0232 | 0253 | RUE JOHANN STRAUSS | 22 | |
| FABREGUES | AZ | 0190 | 0302 | AV CHARLES DE GAULLE | 5087 | F |
| FABREGUES | BA | 0015 | 0302 | AV CHARLES DE GAULLE | 7 | |
| FABREGUES | BA | 0018 | 0302 | AV CHARLES DE GAULLE | 11 | |
| FABREGUES | BA | 0020 | 0302 | AV CHARLES DE GAULLE | 15 | |
| FABREGUES | BA | 0063 | A129 | ZA LES TROIS PONTS | 1836 | F |
| FABREGUES | BA | 0068 | A129 | ZA LES TROIS PONTS | 14 | |
| FABREGUES | BA | 0069 | 0290 | RUE DES CREISSES | 183 | |
| FABREGUES | BA | 0089 | 0302 | AV CHARLES DE GAULLE | 20 | |
| FABREGUES | BA | 0091 | 0302 | AV CHARLES DE GAULLE | 16 | |
| FABREGUES | BA | 0092 | 0302 | AV CHARLES DE GAULLE | 14 | |
| FABREGUES | BA | 0098 | 0302 | AV CHARLES DE GAULLE | 4 | |
| FABREGUES | BA | 0121 | 0225 | RUE DES TROIS PONTS | 5658 | |
| FABREGUES | BA | 0145 | 0406 | AV GRATIEN SAUMADE | 300 | |
| FABREGUES | BA | 0147 | 0406 | AV GRATIEN SAUMADE | 150 | |
| FABREGUES | BA | 0157 | 0302 | AV CHARLES DE GAULLE | 21 | |
| FABREGUES | BA | 0176 | 0416 | RUE TURK ET DE GROOT | 106 | |
| FABREGUES | BA | 0188 | 0418 | RUE MEZIERE CHRISTIN | 71 | |
| FABREGUES | BA | 0190 | 0418 | RUE MEZIERE CHRISTIN | 20 | |
| FABREGUES | BA | 0250 | 0302 | AV CHARLES DE GAULLE | 26 | |
| FABREGUES | BA | 0278 | 0302 | AV CHARLES DE GAULLE | 3 | |
| FABREGUES | BA | 0279 | 0302 | AV CHARLES DE GAULLE | 3 | |

| | | | | | | |
|-----------|----|------|------|---------------------------|--------|---|
| FABREGUES | BC | 0038 | B009 | BRUE | 38 | F |
| FABREGUES | BD | 0062 | 0153 | AV DU MOULIN | 62 | F |
| FABREGUES | BD | 0063 | 0153 | AV DU MOULIN | 63 | F |
| FABREGUES | BD | 0065 | 0153 | AV DU MOULIN | 65 | F |
| FABREGUES | BD | 0068 | 0153 | AV DU MOULIN | 68 | F |
| FABREGUES | BD | 0068 | 0153 | AV DU MOULIN | 69 | F |
| FABREGUES | BD | 0068 | 0153 | AV DU MOULIN | 73 | F |
| FABREGUES | BX | 0134 | B001 | AGNAC | 5729 | |
| FABREGUES | BZ | 0042 | A052 | DOMAINE DU GOLF | 5001 | F |
| FABREGUES | CH | 0030 | B144 | LAUNAC SAINT ANDRE | 6 | F |
| GRABELS | AA | 0020 | B050 | LA TUILERIE | 9020 | F |
| GRABELS | AB | 0055 | 0145 | PL HENRY DUNANT | 6 | |
| GRABELS | AB | 0056 | 0145 | PL HENRY DUNANT | 6 | |
| GRABELS | AB | 0064 | 0009 | RUE DU CADUCEE | 268 | C |
| GRABELS | AB | 0067 | 0108 | RUE DE LA VALSIERE | 1227 | |
| GRABELS | AB | 0111 | 0108 | RUE DE LA VALSIERE | 805 | |
| GRABELS | AB | 0113 | 0108 | RUE DE LA VALSIERE | 787 | |
| GRABELS | AC | 0093 | 0139 | RUE LOUIS PASTEUR | 460 | |
| GRABELS | AC | 0097 | 0260 | RUE FRANCOIS RANCHIN | 940 | |
| GRABELS | AE | 0034 | 0115 | RUE ANTOINE JEROME BALARD | 135 | |
| GRABELS | AE | 0051 | 0115 | RUE ANTOINE JEROME BALARD | 44 | |
| GRABELS | AH | 0051 | B014 | FONT D AURELLE | 9999 | |
| GRABELS | AI | 0081 | 0108 | RUE DE LA VALSIERE | (vide) | |
| GRABELS | AK | 0007 | B078 | DAMPMARTIN | 7 | F |
| GRABELS | AN | 0034 | 0041 | RUE DE LA GOULE DE LAVAL | 12 | |
| GRABELS | AP | 0201 | 0016 | RUE DE LA COLLINE | 75 | |
| GRABELS | AS | 0074 | B006 | CARTAIRADE | 5001 | |
| GRABELS | AV | 0062 | B034 | PLAN DES MONGES | 5661 | B |
| GRABELS | AW | 0051 | 0011 | RUE DES CARIGNANS | 278 | |
| GRABELS | AX | 0085 | 0042 | RUE DU GRAND CHAMP | (vide) | |
| GRABELS | AX | 0127 | 0129 | RUE DES CAPRIERS | 12 | |
| GRABELS | AX | 0311 | 0119 | RUE PIERRE COUDER | 10 | |
| GRABELS | AY | 0038 | 0072 | RUE DU PORTAIL | 28 | |
| GRABELS | AY | 0043 | 0072 | RUE DU PORTAIL | 20 | |
| GRABELS | AY | 0053 | 0072 | RUE DU PORTAIL | 2 | |
| GRABELS | AY | 0068 | 0024 | RUE DES ECOLES | 15 | |
| GRABELS | AY | 0069 | 0024 | RUE DES ECOLES | 17 | |
| GRABELS | AY | 0149 | 0057 | RUE DE MONTFERRIER | 6 | |
| GRABELS | BD | 0225 | 0043 | RUE DE LA GRAVE | 9999 | |
| GRABELS | BE | 0193 | 0014 | RUE DU CHATEAU | 21 | |
| GRABELS | BI | 0002 | B081 | CAPELAN | (vide) | |
| GRABELS | BT | 0191 | 0081 | RUE DE RICHAUDA | 45 | |
| JACOU | AK | 0009 | 0131 | RUE LOUIS BREGUET | 4 | |
| JACOU | AK | 0040 | 0008 | CHE DE LA CARTAIRADE | 2 | |
| JACOU | AK | 0055 | 0132 | RUE DES FRERES LUMIERE | 7 | |
| JACOU | AK | 0057 | 0131 | RUE LOUIS BREGUET | 13 | |
| JACOU | AK | 0057 | 0131 | RUE LOUIS BREGUET | 15 | |

| | | | | | | |
|----------|----|------|------|-------------------------------|--------|---|
| JACOU | AK | 0069 | 0134 | RUE CHARLES CROS | 7 | |
| JACOU | AK | 0073 | 0134 | RUE CHARLES CROS | 15 | |
| JACOU | AK | 0074 | 0134 | RUE CHARLES CROS | 17 | |
| JACOU | AK | 0083 | 0056 | AV DE VENDARGUES | 4 | |
| JACOU | AK | 0099 | 0132 | RUE DES FRERES LUMIERE | 1 | |
| JACOU | AK | 0200 | 0132 | RUE DES FRERES LUMIERE | 20 | |
| JACOU | AK | 0201 | 0132 | RUE DES FRERES LUMIERE | (vide) | |
| JACOU | AK | 0203 | 0134 | RUE CHARLES CROS | 3 | B |
| JACOU | AK | 0236 | 0132 | RUE DES FRERES LUMIERE | 4 | |
| JACOU | AK | 0245 | 0056 | AV DE VENDARGUES | 4 | |
| JACOU | AK | 0269 | 0131 | RUE LOUIS BREGUET | 2 | |
| JACOU | AL | 0157 | 0056 | AV DE VENDARGUES | 1 | |
| JACOU | AL | 0198 | 0468 | RUE DES BORDES | 14 | |
| JACOU | AL | 0214 | 0470 | RUE DU CLOS DES VIVIER | 300 | |
| JACOU | AL | 0214 | A070 | ZAC ESPACE DE BOCAUD | 5214 | F |
| JACOU | AL | 0216 | A070 | ZAC ESPACE DE BOCAUD | 5216 | F |
| JACOU | AL | 0253 | 0056 | AV DE VENDARGUES | 1 | |
| JACOU | AL | 0255 | B016 | LA PLAINE | (vide) | |
| JACOU | AL | 0267 | B016 | LA PLAINE | (vide) | B |
| JACOU | AO | 0114 | 0042 | PL DE LA POSTE | 2 | |
| JACOU | AO | 0338 | 0056 | AV DE VENDARGUES | 7 | |
| JACOU | AO | 0574 | 0128 | RUE FERNAND SOUBEYRAN | 3 | |
| JACOU | AO | 0623 | 0128 | RUE FERNAND SOUBEYRAN | 11 | |
| JACOU | AO | 0623 | 0128 | RUE FERNAND SOUBEYRAN | 9 | |
| JACOU | AP | 0048 | 0041 | RUE DU LANGUEDOC | 2 | |
| JACOU | AP | 0628 | 0129 | RUE MAINGAIN TOUS | 12 | |
| JACOU | AS | 0085 | 0009 | RUE DES CEDRES | 27 | |
| JACOU | AS | 0245 | 0023 | GR GRAND RUE | 88 | |
| JACOU | AT | 0308 | 0060 | CHE DES TAMARIS | 15 | |
| JACOU | AT | 0585 | 0467 | IMP DOMINIQUE BAGOUE | 18 | |
| JACOU | AV | 0298 | 0441 | AV JEAN JOUBERT | 3 | |
| JACOU | AV | 0345 | 0451 | RUE JEAN CARRIERE | 7 | |
| JACOU | AV | 0351 | 0472 | ALL RENE ESCUDIE | 1 | |
| JUVIGNAC | BL | 0028 | B014 | LA PLAINE | 5928 | |
| JUVIGNAC | BL | 0045 | B015 | POUMPIDOU | 5996 | |
| JUVIGNAC | BL | 0142 | 0086 | RUE DES PATTES | 9142 | T |
| JUVIGNAC | BL | 0233 | 0093 | RUE DU POUMPIDOU | 69 | |
| JUVIGNAC | BL | 0250 | 0093 | RUE DU POUMPIDOU | 2 | |
| JUVIGNAC | BL | 0325 | B015 | POUMPIDOU | 5110 | |
| JUVIGNAC | BM | 0038 | B014 | LA PLAINE | 5218 | |
| JUVIGNAC | BM | 0182 | 0085 | RUE PAUL VALERY | 11 | |
| JUVIGNAC | BM | 0283 | 0036 | RUE DE LA FONTAINE | 28 | |
| JUVIGNAC | BM | 0345 | 0091 | RUE DE LA PLAINE | 1 | |
| JUVIGNAC | BM | 0365 | 0109 | RTE DE SAINT GEORGES D ORQUES | 9594 | |
| JUVIGNAC | BM | 0390 | 0012 | RUE BONNIER DE LA MOSSON | 11 | |
| JUVIGNAC | BM | 0398 | B014 | LA PLAINE | 5061 | |
| JUVIGNAC | BM | 0497 | A005 | CTRE COMMERCIAL L EPICENTRE | 5048 | |

| | | | | | | |
|----------|----|------|------|-------------------------------|--------|---|
| JUVIGNAC | BM | 0507 | 0006 | RUE DES ARAMONS | 5 | |
| JUVIGNAC | BM | 0594 | B014 | LA PLAINE | 6018 | |
| JUVIGNAC | BN | 0459 | 0064 | PL DE LA LAVANDE | 5001 | |
| JUVIGNAC | BN | 0545 | 0109 | RTE DE SAINT GEORGES D ORQUES | 9545 | B |
| JUVIGNAC | BN | 0563 | 0068 | ALL DE L'EUROPE | 147 | |
| JUVIGNAC | BN | 0563 | 0211 | AV DE L'EUROPE | (vide) | |
| JUVIGNAC | BN | 0602 | 0148 | RUE DES MAGNANARELLES | 8 | |
| JUVIGNAC | BN | 0616 | 0211 | ALL DE L'EUROPE | 1137 | |
| JUVIGNAC | BN | 0664 | 0109 | RTE DE SAINT GEORGES D ORQUES | 46 | |
| JUVIGNAC | BO | 0018 | 0102 | RUE DU ROMARIN | 13 | |
| JUVIGNAC | BO | 0043 | 0502 | RUE JUPITER | 107 | |
| JUVIGNAC | BO | 0119 | 0502 | RUE JUPITER | 305 | |
| JUVIGNAC | BO | 0120 | 0502 | RUE JUPITER | 533 | |
| JUVIGNAC | BR | 0150 | 0480 | RUE DES SONNEURS | 15 | |
| JUVIGNAC | BT | 0091 | 0189 | RUE DU PERGASAN | 9 | |
| JUVIGNAC | BV | 0039 | A015 | LOT TERRES DU SUD | 9 | |
| JUVIGNAC | BV | 0040 | A015 | LOT TERRES DU SUD | 11 | |
| JUVIGNAC | BV | 0042 | A015 | LOT TERRES DU SUD | 7 | |
| JUVIGNAC | BV | 0045 | A015 | LOT TERRES DU SUD | 10 | |
| JUVIGNAC | BV | 0050 | A015 | LOT TERRES DU SUD | 8 | |
| JUVIGNAC | BV | 0051 | A015 | LOT TERRES DU SUD | 6 | |
| JUVIGNAC | BV | 0052 | A015 | LOT TERRES DU SUD | 10 | 1 |
| JUVIGNAC | BV | 0060 | A015 | LOT TERRES DU SUD | 39 | |
| JUVIGNAC | BW | 0287 | 0447 | RUE DU GRAND CHENE BLANC | 1 | B |
| JUVIGNAC | BX | 0125 | 0490 | RUE DE COURPOUYRAN | 25 | |
| JUVIGNAC | CB | 0071 | 0043 | AV DES HAUTS DE FONTCAUDE | 29 | |
| JUVIGNAC | CC | 0017 | 0043 | AV DES HAUTS DE FONTCAUDE | 26 | |
| JUVIGNAC | CC | 0052 | 0022 | RUE DE LA CALADE | 36 | |
| JUVIGNAC | CC | 0141 | 0177 | AV LES HAMEAUX DU GOLF | 47 | |
| JUVIGNAC | CC | 0161 | 0147 | RUE DES VIOLETTES | 10 | |
| JUVIGNAC | CD | 0024 | 0042 | RUE HAMEAU DU GOLF | 5024 | F |
| JUVIGNAC | CD | 0064 | 0445 | RUE DES ORCHIDEES | 13 | |
| JUVIGNAC | CD | 0135 | 0114 | ALL DES THERMES | 1213 | |
| JUVIGNAC | CH | 0093 | 0043 | AV DES HAUTS DE FONTCAUDE | 54 | |
| JUVIGNAC | CH | 0096 | 0043 | AV DES HAUTS DE FONTCAUDE | 60 | |
| LATTES | AH | 0058 | B130 | LA VINEUSE | 9058 | F |
| LATTES | AI | 0074 | B061 | LA PLAINE | 9074 | F |
| LATTES | AK | 0023 | B031 | LA JASSE DE MAURIN | 9023 | |
| LATTES | AK | 0054 | B238 | MAS DE L'ERMITAGE | (vide) | |
| LATTES | AK | 0070 | 0447 | CHE DE LA JASSE DE MAURIN | 310 | |
| LATTES | AK | 0099 | B031 | LA JASSE DE MAURIN | 9030 | |
| LATTES | AK | 0105 | 0447 | CHE DE LA JASSE DE MAURIN | 353 | |
| LATTES | AL | 0017 | B006 | LA CASTELLE | 9017 | F |
| LATTES | AO | 0012 | 0439 | AV DES MONTOUZERES | 818 | |
| LATTES | AO | 0022 | B046 | MAS DESPLANS | 9022 | F |
| LATTES | AP | 0046 | B039 | MAS DE MANSE | 373 | |
| LATTES | AT | 0059 | 0091 | RUE DU PLAN DE L'ARNEL | 60 | |

| | | | | | | |
|--------|----|------|------|----------------------|--------|---|
| LATTES | AT | 0235 | 0070 | AV DE MAGUELONE | (vide) | B |
| LATTES | AT | 0255 | 0070 | AV DE MAGUELONE | 87 | |
| LATTES | AT | 0269 | B050 | MAURIN | 9269 | F |
| LATTES | AW | 0277 | 0058 | AV DE LATTARA | 30 | |
| LATTES | AW | 0387 | 0103 | RUE DES PITTOSPORES | 46 | |
| LATTES | AW | 0400 | 0038 | RUE DU FORUM | 9096 | |
| LATTES | AX | 0015 | B222 | LES SERRES | (vide) | |
| LATTES | AX | 0032 | B050 | MAURIN | 9416 | |
| LATTES | AX | 0033 | B050 | MAURIN | 9033 | F |
| LATTES | AY | 0021 | 0059 | RUE DU LANTISSARGUES | (vide) | |
| LATTES | AY | 0027 | 0059 | RUE DU LANTISSARGUES | 141 | |
| LATTES | AY | 0029 | B050 | MAURIN | 9191 | |
| LATTES | AY | 0037 | B050 | MAURIN | 9199 | |
| LATTES | AY | 0037 | B169 | LANTISSARGUES | 117 | |
| LATTES | AY | 0052 | B050 | MAURIN | 130 | |
| LATTES | AY | 0073 | 0059 | RUE DU LANTISSARGUES | 20 | |
| LATTES | AZ | 0011 | B050 | MAURIN | 9111 | |
| LATTES | AZ | 0014 | B050 | MAURIN | 114 | |
| LATTES | AZ | 0037 | 0355 | RUE DE RONDELET | 53 | |
| LATTES | AZ | 0041 | 0355 | RUE DE RONDELET | 45 | |
| LATTES | AZ | 0043 | 0355 | RUE DE RONDELET | 41 | |
| LATTES | AZ | 0044 | 0441 | TRA DU RONDELET | 15 | |
| LATTES | AZ | 0045 | 0355 | RUE DE RONDELET | 37 | |
| LATTES | AZ | 0050 | 0355 | RUE DE RONDELET | 27 | |
| LATTES | AZ | 0052 | 0355 | RUE DE RONDELET | 23 | |
| LATTES | AZ | 0058 | 0355 | RUE DE RONDELET | 11 | |
| LATTES | AZ | 0062 | 0355 | RUE DE RONDELET | 3 | |
| LATTES | AZ | 0063 | 0355 | RUE DE RONDELET | 1 | |
| LATTES | AZ | 0071 | 0355 | RUE DE RONDELET | 12 | |
| LATTES | AZ | 0096 | 0441 | TRA DU RONDELET | 75 | |
| LATTES | AZ | 0116 | 0355 | RUE DE RONDELET | 7 | B |
| LATTES | BA | 0191 | 0377 | ALL ST PIERRE | 5191 | F |
| LATTES | BH | 0005 | 0185 | CHE DE PRADELAINE | 9005 | F |
| LATTES | BH | 0048 | 0185 | CHE DE PRADELAINE | 9008 | |
| LATTES | BI | 0059 | B076 | SAINT PIERRE | 9347 | |
| LATTES | BL | 0087 | B004 | LA CALADE | 9175 | |
| LATTES | BM | 0051 | 0322 | CHE DE SAINT PIERRE | (vide) | |
| LATTES | BM | 0054 | 0085 | RTE DE PALAVAS | 4 | |
| LATTES | BP | 0023 | B041 | MAS DE MARIOTTE | 9023 | F |
| LATTES | BP | 0061 | B071 | RAFFEGAN | 241 | |
| LATTES | BP | 0128 | B026 | FONT DE LA BANQUIERE | 9066 | F |
| LATTES | BR | 0001 | B075 | RONDELET | (vide) | |
| LATTES | BR | 0046 | B060 | LE PAHON | 9046 | F |
| LATTES | BR | 0090 | A042 | ZA DU PUECH RADIER | 9000 | |
| LATTES | BR | 0091 | A042 | ZA DU PUECH RADIER | 9091 | |
| LATTES | BR | 0092 | 0164 | RUE MONTELS EGLISE | 9001 | |
| LATTES | BR | 0096 | A042 | ZA DU PUECH RADIER | 9001 | |

| | | | | | | |
|--------|----|------|------|-----------------------|--------|---|
| LATTES | BR | 0099 | A042 | ZA DU PUECH RADIER | 9099 | |
| LATTES | BR | 0100 | A042 | ZA DU PUECH RADIER | 9100 | |
| LATTES | BR | 0103 | A042 | ZA DU PUECH RADIER | 9103 | |
| LATTES | BR | 0108 | A042 | ZA DU PUECH RADIER | 9004 | |
| LATTES | BR | 0110 | A042 | ZA DU PUECH RADIER | (vide) | |
| LATTES | BR | 0111 | 0164 | RUE MONTELS EGLISE | 9111 | F |
| LATTES | BR | 0111 | A042 | ZA DU PUECH RADIER | 26 | |
| LATTES | BR | 0114 | A042 | ZA DU PUECH RADIER | 29 | |
| LATTES | BR | 0196 | 0097 | CHE DU PONT DE GUERRE | (vide) | |
| LATTES | BR | 0210 | 0164 | RUE MONTELS EGLISE | 9210 | F |
| LATTES | BR | 0218 | 0164 | RUE MONTELS EGLISE | 5218 | G |
| LATTES | BR | 0234 | B060 | LE PAHON | 5234 | F |
| LATTES | BR | 0259 | 0164 | RUE MONTELS EGLISE | 9999 | |
| LATTES | BS | 0028 | B258 | MAS DE SAPORTA | (vide) | |
| LATTES | BS | 0032 | A005 | DOM DE SAPORTA | (vide) | |
| LATTES | BS | 0061 | B258 | MAS DE SAPORTA | (vide) | |
| LATTES | BW | 0089 | B007 | LA CEREIREDE | (vide) | B |
| LATTES | BW | 0112 | B047 | MAS NEGRE | 9771 | |
| LATTES | BW | 0175 | B047 | MAS NEGRE | 9421 | |
| LATTES | BX | 0054 | B073 | RAUZE BASSE | 9054 | |
| LATTES | BY | 0037 | B004 | LA CALADE | 9529 | |
| LATTES | BY | 0047 | B212 | SAINT HUBERT | (vide) | T |
| LATTES | BY | 0058 | 0049 | CHE DU FLOREAL | 391 | |
| LATTES | BZ | 0105 | 0129 | CHE DU MAS DE MERLE | 704 | |
| LATTES | CB | 0036 | 0440 | PL DU NEGA CAT | 6 | |
| LATTES | CB | 0037 | B026 | FONT DE LA BANQUIERE | 37 | F |
| LATTES | CB | 0048 | 0440 | PL DU NEGA CAT | 4 | |
| LATTES | CB | 0067 | 0440 | PL DU NEGA CAT | 1 | |
| LATTES | CB | 0068 | 0440 | PL DU NEGA CAT | 7 | |
| LATTES | CC | 0001 | 0133 | RTE DU MAS ROUGE | (vide) | |
| LATTES | CC | 0001 | 0442 | CHE DU MAS ROUGE | 78 | |
| LATTES | CC | 0001 | 0442 | CHE DU MAS ROUGE | (vide) | |
| LATTES | CC | 0047 | 0460 | PLAN DE ROME | 45 | |
| LATTES | CE | 0226 | 0324 | RUE SAINT MARTIAL | 1 | |
| LATTES | CE | 0247 | 0081 | RUE DU MISTRAL | 9166 | E |
| LATTES | CH | 0070 | 0443 | IMP DES SCRIBES | 185 | |
| LATTES | CH | 0101 | A028 | CTRE COMM GRAND SUD | 9003 | |
| LATTES | CH | 0111 | B059 | NEGA CATS | 9111 | F |
| LATTES | CH | 0120 | B145 | LES COMMANDEURS | 9120 | |
| LATTES | CK | 0029 | B082 | SORIECH | 3 | |
| LATTES | CK | 0038 | B082 | SORIECH | 9001 | |
| LATTES | CK | 0038 | B082 | SORIECH | 9004 | |
| LATTES | CK | 0038 | B082 | SORIECH | 9005 | |
| LATTES | CK | 0039 | B082 | SORIECH | 10 | |
| LATTES | CL | 0067 | B020 | L ESTAGNOL | 5067 | F |
| LATTES | CN | 0022 | B082 | SORIECH | 811 | |
| LATTES | CN | 0033 | B082 | SORIECH | 96 | |

| | | | | | | |
|--------|----|------|------|-----------------------------|--------|---|
| LATTES | CN | 0057 | B082 | SORIECH | 9565 | B |
| LATTES | CO | 0049 | B063 | PLAINE DU MAS DE GAU | 9050 | |
| LATTES | CP | 0032 | B082 | SORIECH | 9253 | |
| LATTES | CP | 0033 | 0021 | RTE DE CARNON | 9033 | F |
| LATTES | CP | 0115 | B082 | SORIECH | 9030 | |
| LATTES | CP | 0117 | B196 | LES OLIVIERS | (vide) | |
| LATTES | CR | 0051 | 0082 | AV DES PLATANES | 1502 | |
| LATTES | CR | 0073 | 0082 | AV DES PLATANES | 1565 | |
| LATTES | CR | 0118 | 0082 | AV DES PLATANES | 1280 | B |
| LATTES | CR | 0118 | 0082 | AV DES PLATANES | 1280 | |
| LATTES | CR | 0125 | 0082 | AV DES PLATANES | 1421 | |
| LATTES | CR | 0126 | 0082 | AV DES PLATANES | 1280 | B |
| LATTES | CR | 0126 | 0082 | AV DES PLATANES | 1280 | |
| LATTES | CR | 0136 | 0463 | TRA DU MAS ROUGE | 73 | |
| LATTES | CR | 0136 | 0463 | TRA DU MAS ROUGE | 85 | |
| LATTES | CR | 0153 | 0082 | AV DES PLATANES | 980 | |
| LATTES | CR | 0155 | 0082 | AV DES PLATANES | 1565 | |
| LATTES | CR | 0237 | 0082 | AV DES PLATANES | 1366 | |
| LATTES | CS | 0024 | 0022 | RUE DE LA CHAPELLE | 160 | |
| LATTES | CS | 0414 | 0302 | RUE DU GRENACHE | 30 | |
| LATTES | CT | 0011 | 0082 | AV DES PLATANES | 9262 | |
| LATTES | CT | 0025 | 0082 | AV DES PLATANES | 9016 | |
| LATTES | CW | 0008 | B063 | PLAINE DU MAS DE GAU | 9788 | |
| LATTES | CW | 0020 | 0021 | RTE DE CARNON | 9530 | |
| LATTES | CW | 0021 | 0467 | AV GEORGES FRECHE | (vide) | |
| LATTES | CW | 0022 | 0021 | RTE DE CARNON | (vide) | B |
| LATTES | CW | 0022 | 0021 | RTE DE CARNON | (vide) | F |
| LATTES | CW | 0077 | B188 | MAS DE GAU | 9039 | F |
| LATTES | CW | 0097 | B063 | PLAINE DU MAS DE GAU | 9085 | |
| LATTES | CY | 0202 | 0362 | AV LEONARD DE VINCI | 909 | |
| LATTES | CY | 0328 | 0385 | RUE ANDREA PALLADIO | 21 | |
| LATTES | CZ | 0062 | 0313 | RUE DES CONSULS | 2 | |
| LATTES | CZ | 0064 | 0313 | RUE DES CONSULS | 6 | |
| LATTES | CZ | 0065 | 0312 | RUE DES CHEVALIERS DE MALTE | 1 | |
| LATTES | CZ | 0067 | 0312 | RUE DES CHEVALIERS DE MALTE | 5 | |
| LATTES | CZ | 0072 | 0313 | RUE DES CONSULS | 8 | |
| LATTES | CZ | 0073 | 0312 | RUE DES CHEVALIERS DE MALTE | 7 | |
| LATTES | CZ | 0106 | 0312 | RUE DES CHEVALIERS DE MALTE | 3 | B |
| LATTES | CZ | 0142 | 0362 | AV LEONARD DE VINCI | 1047 | |
| LATTES | CZ | 0144 | 0362 | AV LEONARD DE VINCI | 20 | |
| LATTES | DA | 0247 | B200 | LE PHARE | (vide) | |
| LATTES | DA | 0261 | 0332 | PL DE L EUROPE | 9261 | F |
| LATTES | DB | 0229 | 0318 | AV DE LA FONTVIN | 13 | |
| LATTES | DB | 0251 | 0318 | AV DE LA FONTVIN | 22 | |
| LATTES | DB | 0363 | 0318 | RUE D IBIZA | 8 | |
| LATTES | DB | 0365 | 0318 | AV DE LA FONTVIN | 6 | |
| LATTES | DB | 0408 | B190 | MAS DE JAUMES | (vide) | F |

| | | | | | | |
|----------|----|------|------|-----------------------------|--------|---|
| LATTES | DB | 0471 | 0318 | AV DE LA FONTVIN | 32 | |
| LATTES | DB | 0501 | 0384 | CHE DU MAS DE JAUMES | 550 | |
| LATTES | DB | 0546 | B063 | PLAINE DU MAS DE GAU | 9067 | |
| LATTES | DB | 0615 | 0318 | AV DE LA FONTVIN | 10 | B |
| LATTES | DB | 0615 | 0318 | AV DE LA FONTVIN | 10 | Q |
| LATTES | DD | 0129 | 0067 | AV DE LA LIRONDE | 9129 | |
| LATTES | DD | 0129 | B013 | LA COUGOURLUDE | 9498 | |
| LATTES | DD | 0169 | 0042 | PLAN FREDERIC CHOPIN | 13 | |
| LATTES | DI | 0112 | 0143 | RUE DES NEFLIERS | 3 | |
| LATTES | DS | 0069 | 0061 | RUE DES LAVANDES | 7 | |
| LATTES | DS | 0118 | 0010 | RUE DES AZALEES | 2 | |
| LATTES | DS | 0168 | 0213 | RUE DES CYCLAMENS | 14 | |
| LATTES | DS | 0211 | 0105 | RUE DES ROSES | 24 | |
| LATTES | DV | 0004 | 0172 | PL JACQUES D'ARAGON | 9004 | |
| LATTES | DV | 0004 | 0172 | PL JACQUES D'ARAGON | 9027 | |
| LATTES | DV | 0054 | 0172 | PL JACQUES D'ARAGON | 9054 | |
| LATTES | DV | 0069 | 0253 | RUE DES JONQUILLES | 3 | |
| LATTES | DV | 0071 | 0253 | RUE DES JONQUILLES | 2 | |
| LATTES | DV | 0086 | A035 | RES LES NARCISSES | 9001 | |
| LATTES | DW | 0030 | 0087 | RTE DE PEROLS | 80 | |
| LATTES | DW | 0277 | B017 | LES CREMATS | 9600 | |
| LATTES | DW | 0342 | 0078 | AV DE MONTEPELLIER | 596 | |
| LATTES | DX | 0287 | 0301 | RUE DELOS | 17 | |
| LATTES | DY | 0036 | 0158 | RUE DE LA BANDIDO | 5 | |
| LATTES | DY | 0206 | 0338 | RUE DES VERGERS | 1 | |
| LATTES | DY | 0249 | 0308 | RUE FANFONNE GUILLIERME | 25 | |
| LATTES | DY | 0257 | 0297 | RUE DE L ARLESIENNE | 26 | |
| LATTES | DY | 0386 | 0198 | PLAN DE L'ARGONAUTE | 3 | |
| LATTES | EB | 0106 | 0380 | ALL DE TOURNEFORT | 9106 | F |
| LATTES | EC | 0033 | B078 | LES SALINS | 9022 | F |
| LATTES | EO | 0010 | 0373 | CHEM DES TERRES NOIRES | 9010 | F |
| LATTES | EO | 0070 | B043 | MAS SAINT JEAN | 5032 | F |
| LATTES | EO | 0070 | B043 | MAS SAINT JEAN | 9070 | F |
| LATTES | EO | 0123 | B043 | MAS SAINT JEAN | 5024 | F |
| LAVERUNE | BC | 0012 | 0083 | RUE DU MOULIN DE TOURTOUREL | (vide) | |
| LAVERUNE | BC | 0016 | 0110 | RUE DE LA PRADE | 5824 | |
| LAVERUNE | BC | 0049 | 0083 | RUE DU MOULIN DE TOURTOUREL | 9 | |
| LAVERUNE | BC | 0056 | 0110 | RUE DE LA PRADE | (vide) | |
| LAVERUNE | BC | 0061 | 0110 | RUE DE LA PRADE | (vide) | |
| LAVERUNE | BE | 0022 | 0083 | RUE DU MOULIN DE TOURTOUREL | (vide) | |
| LAVERUNE | BH | 0073 | B028 | PONT SAINT PEYRE ET PONT N | 9189 | |
| LAVERUNE | BM | 0015 | 0120 | IMP SAINT MARTIN | 22 | |
| LAVERUNE | BM | 0023 | 0071 | BD DE LA MAIRIE | 12 | |
| LAVERUNE | BM | 0043 | 0035 | RUE DE LA CROIX | 7 | |
| LAVERUNE | BM | 0061 | 0115 | PL DE LA REPUBLIQUE | 21 | |
| LAVERUNE | BM | 0065 | 0019 | PLAN DES BARRYS | 1 | |
| LAVERUNE | BN | 0063 | 0126 | AV DES SERRES | 6 | |

| | | | | | | |
|---------------------|----|------|------|--------------------------|--------|---|
| LAVERUNE | BO | 0013 | 0031 | AV COLONEL GUIZARD | (vide) | |
| LAVERUNE | BO | 0080 | 0062 | RUE DU GUA | 10 | |
| LAVERUNE | BO | 0081 | 0062 | RUE DU GUA | 8 | B |
| LAVERUNE | BO | 0082 | 0066 | RUE DE L INDUSTRIE | 1 | |
| LAVERUNE | BO | 0209 | 0060 | RUE DES ROMARINS | 6 | |
| LAVERUNE | BO | 0219 | 0062 | RUE DU GUA | 1 | |
| LAVERUNE | BO | 0297 | 0062 | RUE DU GUA | 14 | |
| LAVERUNE | BS | 0242 | 0126 | AV DES SERRES | 24 | |
| LAVERUNE | BS | 0507 | 0180 | RUE DES MOURGUETTES | 1 | |
| LAVERUNE | BT | 0006 | 0034 | RUE DE LA CROISETTE | 6 | |
| LAVERUNE | BT | 0007 | 0034 | RUE DE LA CROISETTE | 4 | |
| LAVERUNE | BT | 0008 | 0034 | RUE DE LA CROISETTE | 2 | |
| LAVERUNE | BT | 0013 | B019 | MAS DE BONIOL | 5206 | |
| LAVERUNE | BT | 0056 | 0074 | RUE DU MAS BONNIOL | 2 | |
| LAVERUNE | BT | 0063 | 0057 | RUE GEORGES BRASSENS | 8 | |
| LAVERUNE | BT | 0067 | 0034 | RUE DE LA CROISETTE | 1 | |
| LAVERUNE | BT | 0068 | 0034 | RUE DE LA CROISETTE | 3 | |
| LAVERUNE | BT | 0069 | 0034 | RUE DE LA CROISETTE | 5 | |
| LAVERUNE | BV | 0191 | 0121 | RUE DU SALIDOU | 14 | |
| LAVERUNE | BX | 0026 | 0020 | RUE DES CAPRIERS | 9 | |
| LAVERUNE | BX | 0033 | 0020 | RUE DES CAPRIERS | 2 | |
| LAVERUNE | BX | 0034 | 0020 | RUE DES CAPRIERS | 1 | |
| LAVERUNE | BX | 0039 | 0150 | RUE DU PERPIGNAN | 2 | |
| LAVERUNE | BX | 0043 | 0150 | RUE DU PERPIGNAN | 6 | |
| LAVERUNE | BX | 0081 | 0150 | RUE DU PERPIGNAN | (vide) | |
| LAVERUNE | BZ | 0009 | 0042 | CHATEAU DE L'ENGARRAN | 5009 | F |
| MONTAUD | ZD | 0216 | 0056 | RUE DU RADABEL | 52 | |
| MONTAUD | ZM | 0198 | B024 | LE COTEAU | 5295 | F |
| MONTFERRIER-SUR-LEZ | AA | 0038 | 0101 | BD DE LA LIRONDE | (vide) | |
| MONTFERRIER-SUR-LEZ | AA | 0051 | 0101 | BD DE LA LIRONDE | 2214 | |
| MONTFERRIER-SUR-LEZ | AC | 0129 | 0109 | RTE DE MENDE | 376 | B |
| MONTFERRIER-SUR-LEZ | AD | 0108 | 0101 | BD DE LA LIRONDE | 9001 | |
| MONTFERRIER-SUR-LEZ | AD | 0110 | 0101 | BD DE LA LIRONDE | 9000 | 0 |
| MONTFERRIER-SUR-LEZ | AH | 0165 | 0101 | BD DE LA LIRONDE | 1005 | |
| MONTFERRIER-SUR-LEZ | AK | 0105 | 0101 | BD DE LA LIRONDE | 483 | |
| MONTFERRIER-SUR-LEZ | AM | 0116 | 0084 | CHE DE LA FONT DU NOYER | 108 | |
| MONTFERRIER-SUR-LEZ | AP | 0158 | 0006 | RUE DES AIRES | 10 | |
| MONTFERRIER-SUR-LEZ | AR | 0080 | 0129 | MTE DE LA PIERRE RONDE | 6 | |
| MONTFERRIER-SUR-LEZ | AR | 0087 | 0008 | RUE DES ANCIENNES ECOLES | 4 | |
| MONTFERRIER-SUR-LEZ | AR | 0253 | 0026 | PLAN DU BASSIN | 2 | |
| MONTFERRIER-SUR-LEZ | AS | 0008 | 0096 | CHE DE LA JASSE | 296 | |
| MONTFERRIER-SUR-LEZ | AS | 0091 | 0032 | RUE DU BELVEDERE | 1 | |
| MONTFERRIER-SUR-LEZ | AS | 0240 | A006 | RES LES GRESES | (vide) | |
| MONTFERRIER-SUR-LEZ | AS | 0267 | 0081 | CHE DU FESCAU | 175 | |
| MONTFERRIER-SUR-LEZ | AT | 0087 | 0145 | CHE DE LA QUALITE | 222 | |
| MONTFERRIER-SUR-LEZ | AT | 0112 | 0105 | CHE DU MAS DE L'HUILE | 331 | B |
| MONTFERRIER-SUR-LEZ | AW | 0002 | B009 | LA DEVESE | 1100 | |

| | | | | | | |
|---------------------|----|------|------|-------------------------------|--------|---|
| MONTFERRIER-SUR-LEZ | AW | 0109 | 0102 | COTE DES LAURIERS TINS | 31 | |
| MONTFERRIER-SUR-LEZ | AZ | 0089 | 0063 | CHE DU PIC SAINT LOUP | 23 | |
| MONTFERRIER-SUR-LEZ | AZ | 0095 | 0063 | CHE DU PIC SAINT LOUP | 2 | |
| MONTFERRIER-SUR-LEZ | BA | 0062 | 0081 | CHE DU FESCAU | 9000 | |
| MONTFERRIER-SUR-LEZ | BA | 0077 | 0092 | CHE DE LA GRAND FONT | 9077 | |
| MONTFERRIER-SUR-LEZ | BA | 0148 | 0187 | IMP DES VIGNES | 320 | |
| MONTFERRIER-SUR-LEZ | BC | 0054 | 0109 | RTE DE MENDE | 9000 | |
| MONTFERRIER-SUR-LEZ | BC | 0092 | B048 | POLE D'ACTIVITE STE JULIE | 9 | |
| MONTFERRIER-SUR-LEZ | BC | 0094 | B048 | POLE D'ACTIVITE STE JULIE | (vide) | |
| MONTFERRIER-SUR-LEZ | BC | 0104 | B048 | POLE D'ACTIVITE STE JULIE | 4 | |
| MONTFERRIER-SUR-LEZ | BE | 0056 | B002 | BAILLARGUET | 9000 | |
| MONTFERRIER-SUR-LEZ | BH | 0041 | B005 | CABANIS | (vide) | |
| MONTFERRIER-SUR-LEZ | BH | 0069 | B005 | CABANIS | 5104 | |
| MONTFERRIER-SUR-LEZ | BI | 0173 | B028 | PIOCH-ROUS | (vide) | B |
| MONTPELLIER | AB | 0037 | 0729 | IMP DE LA BLANQUETTE | 62 | |
| MONTPELLIER | AB | 0043 | 3280 | RUE DE LA LIRONDE | 31 | |
| MONTPELLIER | AD | 0254 | 5496 | RUE DE THOMASSY | 499 | |
| MONTPELLIER | AL | 0034 | 3700 | RTE DE MENDE | 1914 | |
| MONTPELLIER | AL | 0187 | 5770 | AV DU VERT BOIS | 189 | |
| MONTPELLIER | AL | 0194 | 5770 | AV DU VERT BOIS | 133 | |
| MONTPELLIER | AL | 0213 | 0139 | RUE ALBERT LUTHULI | 91 | |
| MONTPELLIER | AL | 0220 | 5770 | AV DU VERT BOIS | 319 | |
| MONTPELLIER | AM | 0026 | 4864 | CHE DU RESERVOIR DE MONTMAUR | 105 | |
| MONTPELLIER | AM | 0037 | 3700 | RTE DE MENDE | 2512 | |
| MONTPELLIER | AM | 0171 | 0741 | IMP DU BOIS JOLI | 60 | |
| MONTPELLIER | AN | 0029 | 3700 | RTE DE MENDE | 2545 | |
| MONTPELLIER | AN | 0081 | 2844 | RUE DE L'HORTUS | 89 | |
| MONTPELLIER | AN | 0105 | 2844 | RUE DE L'HORTUS | 45 | |
| MONTPELLIER | AN | 0224 | 2966 | PL JEAN BAUMEL PL 4 SEIGNEURS | 9224 | F |
| MONTPELLIER | AP | 0077 | 0890 | RUE DES BRUSSES | 150 | |
| MONTPELLIER | AP | 0092 | 0890 | RUE DES BRUSSES | 100 | |
| MONTPELLIER | AP | 0176 | 2465 | RTE DE GANGES | 1278 | |
| MONTPELLIER | AP | 0353 | 1052 | RUE DU CAROUX | 190 | |
| MONTPELLIER | AP | 0394 | 0030 | AV ABBE PAUL PARGUEL | 883 | |
| MONTPELLIER | AR | 0007 | 4014 | AV D'OCCITANIE | 510 | |
| MONTPELLIER | AR | 0014 | 4014 | AV D'OCCITANIE | 714 | |
| MONTPELLIER | AR | 0039 | 0030 | AV ABBE PAUL PARGUEL | 440 | |
| MONTPELLIER | AR | 0094 | 0094 | RUE ADRIEN PROBY | 287 | |
| MONTPELLIER | AS | 0090 | 4649 | AV DU PROF EMILE JEANBRAU | 714 | |
| MONTPELLIER | AS | 0234 | 0030 | AV ABBE PAUL PARGUEL | 734 | |
| MONTPELLIER | AS | 0241 | 0030 | AV ABBE PAUL PARGUEL | 734 | |
| MONTPELLIER | AS | 0307 | 3700 | RTE DE MENDE | 1579 | |
| MONTPELLIER | AS | 0328 | 4649 | AV DU PROF EMILE JEANBRAU | 80 | |
| MONTPELLIER | AS | 0332 | 3700 | RTE DE MENDE | 1445 | |
| MONTPELLIER | AS | 0355 | 3700 | RTE DE MENDE | 1581 | |
| MONTPELLIER | AV | 0030 | 5500 | RUE DES TILLEULS | 14 | |
| MONTPELLIER | AV | 0295 | 0094 | RUE ADRIEN PROBY | 120 | |

| | | | | | | |
|-------------|----|------|------|---------------------------|------|---|
| MONTPELLIER | AW | 0004 | 1964 | AV EMILE BERTIN SANS | 7 | |
| MONTPELLIER | AW | 0009 | 2846 | RUE DES HOSPICES | 13 | |
| MONTPELLIER | AW | 0017 | 5595 | RUE DU TRIOLET | 114 | |
| MONTPELLIER | AW | 0036 | 1245 | AV CHARLES FLAHAULT | 48 | |
| MONTPELLIER | AW | 0039 | 1245 | AV CHARLES FLAHAULT | 52 | |
| MONTPELLIER | AW | 0044 | 5595 | RUE DU TRIOLET | 335 | |
| MONTPELLIER | AW | 0050 | 1245 | AV CHARLES FLAHAULT | 66 | |
| MONTPELLIER | AW | 0303 | 5595 | RUE DU TRIOLET | 619 | |
| MONTPELLIER | AW | 0318 | 1964 | AV EMILE BERTIN SANS | 1 | |
| MONTPELLIER | AX | 0067 | 1775 | AV DU DOCTEUR PEZET | 5 | |
| MONTPELLIER | AX | 0069 | 1775 | AV DU DOCTEUR PEZET | 7 | |
| MONTPELLIER | AY | 0056 | 3700 | RTE DE MENDE | 1440 | |
| MONTPELLIER | AY | 0056 | 3700 | RTE DE MENDE | 1444 | |
| MONTPELLIER | AY | 0068 | 1423 | IMP DU CLOS VEZY | 16 | |
| MONTPELLIER | AY | 0084 | 5670 | AV DU VAL DE MONTFERRAND | 160 | |
| MONTPELLIER | AY | 0223 | 5670 | RUE DE LA CHENAIE | 545 | |
| MONTPELLIER | AY | 0251 | 0115 | RUE DE L'AIGUELONGUE | 585 | |
| MONTPELLIER | AZ | 0374 | 5770 | AV DU VERT BOIS | 474 | |
| MONTPELLIER | BD | 0088 | 1034 | RUE CARL VON LINNE | 12 | |
| MONTPELLIER | BE | 0009 | 2023 | IMP ERMENGARDE | 38 | |
| MONTPELLIER | BE | 0323 | 5682 | RUE VALERY LARBAUD | 39 | |
| MONTPELLIER | BE | 0576 | 1475 | RUE DE LA COMBE CAUDE | 337 | |
| MONTPELLIER | BE | 0646 | 1475 | RUE DE LA COMBE CAUDE | 299 | |
| MONTPELLIER | BE | 0703 | 4955 | RUE DE LA ROQUETURIERE | 996 | |
| MONTPELLIER | BH | 0003 | 4955 | RUE DE LA ROQUETURIERE | 486 | |
| MONTPELLIER | BH | 0143 | 4604 | RUE PRAIRIAL | 195 | |
| MONTPELLIER | BH | 0453 | 4955 | RUE DE LA ROQUETURIERE | 448 | T |
| MONTPELLIER | BH | 0470 | 8034 | IMP DE LA VIGNE DE MADAME | 45 | |
| MONTPELLIER | BI | 0216 | 1830 | RUE DE LA DRAYE | 47 | |
| MONTPELLIER | BK | 0018 | 3565 | RUE DU MAS DE CALEND | 129 | |
| MONTPELLIER | BK | 0112 | 4955 | RUE DE LA ROQUETURIERE | 467 | |
| MONTPELLIER | BK | 0112 | 5264 | RUE DES SANTOLINES | 116 | |
| MONTPELLIER | BK | 0112 | 5264 | RUE DES SANTOLINES | 160 | |
| MONTPELLIER | BK | 0335 | 3795 | RUE DE MONTASINOS | 675 | |
| MONTPELLIER | BK | 0336 | 3795 | RUE DE MONTASINOS | 675 | |
| MONTPELLIER | BK | 0338 | 3795 | RUE DE MONTASINOS | 675 | |
| MONTPELLIER | BL | 0078 | 2826 | RUE DES HERMINES | 5 | |
| MONTPELLIER | BL | 0243 | 0424 | PL AUGUSTE RODIN | 26 | |
| MONTPELLIER | BL | 0438 | 0944 | RUE CAMILLE CLAUDEL | 10 | |
| MONTPELLIER | BM | 0006 | 0115 | RUE DE L'AIGUELONGUE | 344 | |
| MONTPELLIER | BM | 0041 | 4440 | RUE DU PIOCH DE BOUTONNET | 1563 | |
| MONTPELLIER | BN | 0011 | 3700 | RTE DE MENDE | 724 | |
| MONTPELLIER | BN | 0110 | 3535 | RUE DES MARTINETS | 8 | |
| MONTPELLIER | BN | 0159 | 3105 | AV JUSTICE DE CASTELNAU | 201 | |
| MONTPELLIER | BN | 0170 | 3105 | AV JUSTICE DE CASTELNAU | 39 | |
| MONTPELLIER | BN | 0209 | 3402 | AV DU MAJOR FLANDRE | 467 | |
| MONTPELLIER | BN | 0377 | 3105 | AV JUSTICE DE CASTELNAU | 457 | |

| | | | | | | |
|-------------|----|------|------|---------------------------|--------|---|
| MONTPELLIER | BN | 0382 | 1166 | RUE DES CETOINES | 9382 | F |
| MONTPELLIER | BN | 0387 | 5565 | RUE DES TOURTERELLES | (vide) | |
| MONTPELLIER | BN | 0420 | 4798 | RUE RAOUL FOLLEREAU | 28 | |
| MONTPELLIER | BN | 0423 | 4798 | RUE RAOUL FOLLEREAU | 28 | |
| MONTPELLIER | BN | 0423 | 4798 | RUE RAOUL FOLLEREAU | 48 | |
| MONTPELLIER | BO | 0077 | 2840 | RUE DE L'HIRONDELLE | 3 | |
| MONTPELLIER | BO | 0113 | 4440 | RUE DU PIOCH DE BOUTONNET | 158 | |
| MONTPELLIER | BO | 0388 | 8087 | RUE DE TYR | 253 | |
| MONTPELLIER | BO | 0453 | 3105 | AV JUSTICE DE CASTELNAU | 1004 | |
| MONTPELLIER | BO | 0471 | 1085 | AV DE CASTELNAU | 31 | |
| MONTPELLIER | BP | 0040 | 3105 | AV JUSTICE DE CASTELNAU | 566 | |
| MONTPELLIER | BP | 0040 | 3105 | AV JUSTICE DE CASTELNAU | 602 | |
| MONTPELLIER | BP | 0095 | 5015 | RUE DU SAGITTAIRE | 3 | |
| MONTPELLIER | BP | 0156 | 4440 | RUE DU PIOCH DE BOUTONNET | 227 | |
| MONTPELLIER | BP | 0298 | 4394 | RUE PIERRE LAROUSSE | 203 | |
| MONTPELLIER | BP | 0301 | 4608 | RUE DU PRE AUX CLERCS | 283 | |
| MONTPELLIER | BP | 0301 | 4608 | RUE DU PRE AUX CLERCS | 663 | |
| MONTPELLIER | BP | 0313 | 5220 | RUE SAINT VINCENT DE PAUL | 16 | |
| MONTPELLIER | BR | 0003 | 2135 | RUE DE L'ABBE DE L'EPEE | 82 | |
| MONTPELLIER | BR | 0014 | 2135 | RUE DU FAUBOURG BOUTONNET | 62 | |
| MONTPELLIER | BR | 0105 | 3145 | RUE LAKANAL | 44 | |
| MONTPELLIER | BR | 0135 | 2135 | RUE DU FAUBOURG BOUTONNET | 38 | |
| MONTPELLIER | BR | 0138 | 2135 | RUE DU FAUBOURG BOUTONNET | 32 | B |
| MONTPELLIER | BR | 0153 | 2135 | RUE DU FAUBOURG BOUTONNET | 20 | |
| MONTPELLIER | BR | 0208 | 0795 | AV BOUISSON BERTRAND | 2 | |
| MONTPELLIER | BR | 0231 | 2135 | RUE DU FAUBOURG BOUTONNET | 29 | |
| MONTPELLIER | BR | 0249 | 1835 | RUE DUBREUIL | 2 | |
| MONTPELLIER | BR | 0250 | 0795 | AV BOUISSON BERTRAND | 28 | |
| MONTPELLIER | BR | 0305 | 1425 | IMP DES COCCINELLES | 16 | |
| MONTPELLIER | BR | 0317 | 2135 | RUE DU FAUBOURG BOUTONNET | 63 | |
| MONTPELLIER | BR | 0351 | 0795 | RUE DU FAUBOURG BOUTONNET | 24 | |
| MONTPELLIER | BR | 0351 | 1175 | RUE CHAMAYOU | 2 | |
| MONTPELLIER | BR | 0669 | 2135 | RUE DU FAUBOURG BOUTONNET | 51 | |
| MONTPELLIER | BS | 0006 | 3700 | RTE DE MENDE | 665 | |
| MONTPELLIER | BS | 0021 | 3700 | RTE DE MENDE | 423 | |
| MONTPELLIER | BS | 0064 | 2135 | RUE DU FAUBOURG BOUTONNET | 110 | |
| MONTPELLIER | BS | 0074 | 2135 | RUE DU FAUBOURG BOUTONNET | 100 | |
| MONTPELLIER | BS | 0107 | 2480 | RUE DE LA GARENNE | 4 | |
| MONTPELLIER | BS | 0162 | 4660 | AV DU PROFESSEUR GRASSET | 10 | B |
| MONTPELLIER | BS | 0234 | 4660 | AV DU PROFESSEUR GRASSET | 40 | |
| MONTPELLIER | BS | 0246 | 4775 | RUE RAMON LULL | 7 | |
| MONTPELLIER | BS | 0271 | 1775 | AV DU DOCTEUR PEZET | 10 | |
| MONTPELLIER | BS | 0401 | 1775 | RTE DE MENDE | 26 | |
| MONTPELLIER | BS | 0401 | 3700 | RTE DE MENDE | 685 | |
| MONTPELLIER | BS | 0408 | 4660 | AV DU PROFESSEUR GRASSET | 28 | |
| MONTPELLIER | BS | 0426 | 3700 | RTE DE MENDE | 481 | |
| MONTPELLIER | BS | 0427 | 1775 | AV DU DOCTEUR PEZET | 20 | |

| | | | | | | |
|-------------|----|------|------|------------------------------|------|---|
| MONTPELLIER | BS | 0431 | 2780 | RUE HENRI DUNANT | 9 | |
| MONTPELLIER | BS | 0485 | 2780 | RUE HENRI DUNANT | 18 | |
| MONTPELLIER | BS | 0507 | 2135 | RUE DU FAUBOURG BOUTONNET | 85 | |
| MONTPELLIER | BS | 0553 | 2480 | RUE DE LA GARENNE | 18 | |
| MONTPELLIER | BT | 0003 | 4660 | AV DU PROFESSEUR GRASSET | 45 | |
| MONTPELLIER | BT | 0020 | 4660 | AV DU PROFESSEUR GRASSET | 29 | |
| MONTPELLIER | BT | 0034 | 4660 | AV DU PROFESSEUR GRASSET | 21 | |
| MONTPELLIER | BT | 0098 | 1985 | RUE EMMANUEL HEDON | 9 | |
| MONTPELLIER | BT | 0114 | 0085 | AV PIERRE D'ADHEMAR | 8 | |
| MONTPELLIER | BT | 0135 | 0085 | AV PIERRE D'ADHEMAR | 17 | |
| MONTPELLIER | BT | 0337 | 4660 | AV DU PROFESSEUR GRASSET | 15 | |
| MONTPELLIER | BV | 0026 | 0795 | AV BOUISSON BERTRAND | 37 | |
| MONTPELLIER | BV | 0026 | 0795 | AV BOUISSON BERTRAND | 39 | |
| MONTPELLIER | BV | 0057 | 0795 | AV BOUISSON BERTRAND | 19 | |
| MONTPELLIER | BV | 0062 | 0795 | AV BOUISSON BERTRAND | 9 | |
| MONTPELLIER | BV | 0188 | 0410 | RUE AUGUSTE BROUSSONNET | 300 | |
| MONTPELLIER | BV | 0207 | 6024 | AV SAINT CHARLES | 49 | |
| MONTPELLIER | BV | 0207 | 6024 | AV SAINT CHARLES | 9999 | |
| MONTPELLIER | BV | 0209 | 6024 | AV SAINT CHARLES | 181 | |
| MONTPELLIER | BV | 0237 | 4366 | ALL PIERRE BLANCHET | 107 | |
| MONTPELLIER | BW | 0030 | 1190 | AV CHANCEL | 1 | |
| MONTPELLIER | BW | 0037 | 0750 | RUE BONNARD | 21 | |
| MONTPELLIER | BW | 0058 | 2160 | RUE DU FAUBOURG SAINT JAUMES | 18 | |
| MONTPELLIER | BW | 0080 | 2805 | BD HENRI IV | 3 | |
| MONTPELLIER | BW | 0085 | 3380 | IMP MAGNOL | 3 | |
| MONTPELLIER | BW | 0128 | 2160 | RUE DU FAUBOURG SAINT JAUMES | 21 | |
| MONTPELLIER | BW | 0147 | 3385 | RUE MAGNOL | 10 | |
| MONTPELLIER | BW | 0150 | 4205 | RUE PAUL MARTIN | 13 | |
| MONTPELLIER | BW | 0164 | 5575 | IMP TREILLET | 6 | |
| MONTPELLIER | BW | 0188 | 2160 | RUE DU FAUBOURG SAINT JAUMES | 31 | |
| MONTPELLIER | BW | 0206 | 2585 | RUE GERHARDT | 5 | |
| MONTPELLIER | BW | 0207 | 2585 | RUE GERHARDT | 3 | |
| MONTPELLIER | BW | 0223 | 2160 | RUE DU FAUBOURG SAINT JAUMES | 47 | |
| MONTPELLIER | BW | 0245 | 1060 | RUE DU CARRE DU ROI | 24 | |
| MONTPELLIER | BW | 0259 | 1060 | RUE DU CARRE DU ROI | 24 | |
| MONTPELLIER | BW | 0373 | 2805 | BD HENRI IV | 11 | |
| MONTPELLIER | BW | 0375 | 1060 | RUE DU CARRE DU ROI | 20 | |
| MONTPELLIER | BW | 0384 | 0750 | RUE BONNARD | 2 | |
| MONTPELLIER | BW | 0392 | 2160 | RUE DU FAUBOURG SAINT JAUMES | 13 | B |
| MONTPELLIER | BW | 0392 | 2160 | RUE DU FAUBOURG SAINT JAUMES | 15 | |
| MONTPELLIER | BW | 0395 | 2160 | RUE DU FAUBOURG SAINT JAUMES | 33 | |
| MONTPELLIER | BX | 0001 | 0370 | AV D'ASSAS | 16 | B |
| MONTPELLIER | BX | 0002 | 0370 | AV D'ASSAS | 16 | |
| MONTPELLIER | BX | 0015 | 0370 | AV D'ASSAS | 6 | |
| MONTPELLIER | BX | 0027 | 4895 | RUE RICHER DE BELLEVAL | 3 | |
| MONTPELLIER | BX | 0043 | 4455 | RUE PITOT | 40 | |
| MONTPELLIER | BX | 0053 | 4894 | IMP RICHER DE BELLEVAL | 10 | |

| | | | | | | |
|-------------|----|------|------|-------------------------------|-----|---|
| MONTPELLIER | BX | 0072 | 4670 | BD PROF LOUIS VIALLETON | 2 | |
| MONTPELLIER | BX | 0083 | 3210 | BD LEDRU ROLLIN | 4 | |
| MONTPELLIER | BX | 0096 | 5505 | ENC TISSIE SARRUS | 5 | B |
| MONTPELLIER | BX | 0097 | 2150 | RUE DU FAUBOURG DU COURREAU | 4 | |
| MONTPELLIER | BX | 0097 | 3210 | BD LEDRU ROLLIN | 12 | |
| MONTPELLIER | BX | 0099 | 2150 | RUE DU FAUBOURG DU COURREAU | 8 | |
| MONTPELLIER | BX | 0102 | 2150 | RUE DU FAUBOURG DU COURREAU | 14 | |
| MONTPELLIER | BX | 0104 | 4500 | RUE PLANTADE | 5 | |
| MONTPELLIER | BX | 0109 | 2150 | RUE DU FAUBOURG DU COURREAU | 36 | |
| MONTPELLIER | BX | 0128 | 3710 | RUE DE LA MERCI | 3 | |
| MONTPELLIER | BX | 0138 | 3710 | RUE DE LA MERCI | 10 | |
| MONTPELLIER | BX | 0142 | 3710 | RUE DE LA MERCI | 24 | |
| MONTPELLIER | BX | 0153 | 1875 | RUE DE L'ECOLE DE DROIT | 21 | |
| MONTPELLIER | BX | 0161 | 1875 | RUE DE L'ECOLE DE DROIT | 9 | |
| MONTPELLIER | BX | 0166 | 5560 | RUE DE LA TOUR SAINTE EULALIE | 1 | B |
| MONTPELLIER | BX | 0167 | 1875 | RUE DE L'ECOLE DE DROIT | 3 | B |
| MONTPELLIER | BX | 0194 | 1875 | RUE DE L'ECOLE DE DROIT | 26 | |
| MONTPELLIER | BX | 0204 | 2125 | IMP FALOT | 1 | |
| MONTPELLIER | BX | 0209 | 0415 | RUE AUGUSTE COMTE | 11 | |
| MONTPELLIER | BX | 0212 | 0415 | RUE AUGUSTE COMTE | 7 | |
| MONTPELLIER | BX | 0251 | 0560 | RUE BAUMES | 6 | |
| MONTPELLIER | BX | 0265 | 1805 | RUE DORIA | 2 | |
| MONTPELLIER | BX | 0269 | 5140 | RUE SAINT LOUIS | 24 | |
| MONTPELLIER | BX | 0271 | 1805 | RUE DORIA | 7 | |
| MONTPELLIER | BX | 0272 | 0370 | AV D'ASSAS | 11 | |
| MONTPELLIER | BX | 0272 | 1805 | RUE DORIA | 7 | B |
| MONTPELLIER | BX | 0279 | 3210 | BD LEDRU ROLLIN | 8 | |
| MONTPELLIER | BX | 0302 | 5140 | RUE SAINT LOUIS | 4 | |
| MONTPELLIER | BX | 0303 | 0320 | BD DES ARCEAUX | 3 | |
| MONTPELLIER | BX | 0308 | 0560 | RUE BAUMES | 2 | |
| MONTPELLIER | BX | 0423 | 1805 | RUE DORIA | 3 | B |
| MONTPELLIER | BX | 0423 | 5140 | RUE SAINT LOUIS | 22 | |
| MONTPELLIER | BX | 0433 | 2150 | RUE DU FAUBOURG DU COURREAU | 54 | |
| MONTPELLIER | BX | 0439 | 1060 | RUE DU CARRE DU ROI | 5 | |
| MONTPELLIER | BX | 0439 | 6017 | PL JACQUES MIROUZE | 100 | |
| MONTPELLIER | BX | 0439 | 6017 | PL JACQUES MIROUZE | 107 | |
| MONTPELLIER | BX | 0439 | 6017 | PL JACQUES MIROUZE | 115 | |
| MONTPELLIER | BX | 0439 | 6017 | PL JACQUES MIROUZE | 15 | |
| MONTPELLIER | BX | 0439 | 6017 | PL JACQUES MIROUZE | 150 | |
| MONTPELLIER | BX | 0439 | 6017 | PL JACQUES MIROUZE | 186 | |
| MONTPELLIER | BX | 0439 | 6017 | PL JACQUES MIROUZE | 192 | |
| MONTPELLIER | BX | 0439 | 6017 | PL JACQUES MIROUZE | 198 | |
| MONTPELLIER | BX | 0439 | 6017 | PL JACQUES MIROUZE | 230 | |
| MONTPELLIER | BX | 0439 | 6017 | PL JACQUES MIROUZE | 24 | |
| MONTPELLIER | BX | 0439 | 6017 | PL JACQUES MIROUZE | 30 | |
| MONTPELLIER | BX | 0439 | 6017 | PL JACQUES MIROUZE | 45 | |
| MONTPELLIER | BX | 0439 | 6017 | PL JACQUES MIROUZE | 62 | |

| | | | | | | |
|-------------|----|------|------|------------------------------|----|---|
| MONTPELLIER | BX | 0439 | 6017 | PL JACQUES MIROUZE | 7 | |
| MONTPELLIER | BX | 0450 | 2150 | RUE DU FAUBOURG DU COURREAU | 22 | |
| MONTPELLIER | BX | 0452 | 5140 | RUE SAINT LOUIS | 16 | |
| MONTPELLIER | BX | 0457 | 0415 | RUE AUGUSTE COMTE | 2 | |
| MONTPELLIER | BX | 0464 | 3210 | BD LEDRU ROLLIN | 6 | |
| MONTPELLIER | BX | 0465 | 3210 | BD LEDRU ROLLIN | 4 | B |
| MONTPELLIER | BX | 0467 | 2460 | CRS GAMBETTA | 66 | |
| MONTPELLIER | BX | 0468 | 1980 | RUE EMILE ZOLA | 10 | |
| MONTPELLIER | BY | 0005 | 1220 | RUE CHARANCY | 10 | |
| MONTPELLIER | BY | 0010 | 4165 | BD PASTEUR | 6 | B |
| MONTPELLIER | BY | 0021 | 1220 | RUE CHARANCY | 9 | |
| MONTPELLIER | BY | 0031 | 0910 | IMP BURGUES | 6 | |
| MONTPELLIER | BY | 0033 | 1030 | RUE DU CARDINAL DE CABRIERES | 28 | |
| MONTPELLIER | BY | 0036 | 1030 | RUE DU CARDINAL DE CABRIERES | 24 | |
| MONTPELLIER | BY | 0041 | 3205 | IMP LEBOUX | 1 | |
| MONTPELLIER | BY | 0042 | 3205 | IMP LEBOUX | 7 | |
| MONTPELLIER | BY | 0054 | 4165 | BD PASTEUR | 10 | |
| MONTPELLIER | BY | 0063 | 4165 | BD PASTEUR | 24 | |
| MONTPELLIER | BY | 0064 | 4165 | BD PASTEUR | 26 | |
| MONTPELLIER | BY | 0065 | 4165 | BD PASTEUR | 28 | |
| MONTPELLIER | BY | 0079 | 5650 | RUE DE L'UNIVERSITE | 35 | |
| MONTPELLIER | BY | 0081 | 1890 | RUE DE L'ECOLE MAGE | 9 | |
| MONTPELLIER | BY | 0141 | 3035 | RUE JOACHIM COLBERT | 11 | |
| MONTPELLIER | BY | 0253 | 4165 | BD PASTEUR | 12 | B |
| MONTPELLIER | BY | 0254 | 5650 | RUE DE L'UNIVERSITE | 29 | |
| MONTPELLIER | BY | 0265 | 0027 | RUE L'ABBE MARCEL MONTELS | 6 | |
| MONTPELLIER | BY | 0272 | 3150 | RUE LALLEMAND | 16 | |
| MONTPELLIER | BY | 0273 | 0975 | RUE DE CANDOLLE | 7 | |
| MONTPELLIER | BY | 0278 | 5650 | RUE DE L'UNIVERSITE | 41 | |
| MONTPELLIER | BY | 0281 | 5650 | RUE DE L'UNIVERSITE | 49 | |
| MONTPELLIER | BZ | 0018 | 0405 | RUE D'AUBETERRE | 5 | |
| MONTPELLIER | BZ | 0045 | 2182 | RUE FERDINAND FABRE | 17 | |
| MONTPELLIER | BZ | 0077 | 3365 | RUE LUNARET | 17 | |
| MONTPELLIER | BZ | 0077 | 4690 | RUE PROUDHON | 29 | |
| MONTPELLIER | BZ | 0083 | 3145 | RUE LAKANAL | 13 | |
| MONTPELLIER | BZ | 0108 | 5845 | RUE DE VILLEFRANCHE | 8 | |
| MONTPELLIER | BZ | 0110 | 3365 | RUE LUNARET | 4 | |
| MONTPELLIER | BZ | 0119 | 3365 | RUE LUNARET | 10 | |
| MONTPELLIER | BZ | 0133 | 4690 | RUE PROUDHON | 25 | |
| MONTPELLIER | BZ | 0136 | 4690 | RUE PROUDHON | 19 | |
| MONTPELLIER | BZ | 0138 | 4690 | RUE PROUDHON | 18 | |
| MONTPELLIER | BZ | 0159 | 0635 | RUE BELMONT | 12 | |
| MONTPELLIER | BZ | 0166 | 4690 | RUE PROUDHON | 11 | |
| MONTPELLIER | BZ | 0171 | 0635 | RUE BELMONT | 7 | |
| MONTPELLIER | BZ | 0172 | 0635 | RUE BELMONT | 9 | |
| MONTPELLIER | BZ | 0175 | 5725 | QUAI DU VERDANSON | 35 | |
| MONTPELLIER | BZ | 0198 | 5725 | QUAI DU VERDANSON | 45 | |

| | | | | | | |
|-------------|----|------|------|---------------------------|--------|---|
| MONTPELLIER | BZ | 0199 | 5725 | QUAI DU VERDANSON | 47 | |
| MONTPELLIER | BZ | 0274 | 5725 | QUAI DU VERDANSON | 46 | |
| MONTPELLIER | BZ | 0280 | 3320 | BD LOUIS BLANC | 25 | |
| MONTPELLIER | BZ | 0293 | 3320 | BD LOUIS BLANC | 5 | |
| MONTPELLIER | BZ | 0293 | 5725 | QUAI DU VERDANSON | 18 | |
| MONTPELLIER | BZ | 0295 | 2182 | RUE FERDINAND FABRE | 4 | |
| MONTPELLIER | BZ | 0302 | 4165 | BD PASTEUR | 21 | |
| MONTPELLIER | BZ | 0307 | 4165 | BD PASTEUR | 9 | |
| MONTPELLIER | BZ | 0311 | 0145 | PL ALBERT 1ER | 4 | |
| MONTPELLIER | BZ | 0313 | 0145 | PL ALBERT 1ER | 6 | |
| MONTPELLIER | BZ | 0315 | 2135 | RUE DU FAUBOURG BOUTONNET | 4 | |
| MONTPELLIER | BZ | 0354 | 3145 | RUE LAKANAL | 29 | T |
| MONTPELLIER | BZ | 0354 | 3145 | RUE LAKANAL | 29 | |
| MONTPELLIER | BZ | 0388 | 5020 | RUE SAINT ALEXIS | 9 | |
| MONTPELLIER | BZ | 0420 | 4690 | RUE PROUDHON | 6 | |
| MONTPELLIER | BZ | 0437 | 5405 | RUE DE SUBSTANTION | 1 | |
| MONTPELLIER | BZ | 0600 | 3145 | RUE LAKANAL | 34 | |
| MONTPELLIER | BZ | 0603 | 5440 | QUAI DES TANNEURS | 19 | |
| MONTPELLIER | BZ | 0610 | 2135 | RUE DU FAUBOURG BOUTONNET | 2 | |
| MONTPELLIER | BZ | 0610 | 5440 | QUAI DES TANNEURS | 1 | B |
| MONTPELLIER | BZ | 0610 | 5440 | QUAI DES TANNEURS | 3 | |
| MONTPELLIER | BZ | 0620 | 1370 | ALL DE LA CITADELLE | (vide) | |
| MONTPELLIER | BZ | 0626 | 3320 | BD LOUIS BLANC | 15 | |
| MONTPELLIER | BZ | 0678 | 5845 | RUE DE VILLEFRANCHE | 9 | |
| MONTPELLIER | CD | 0076 | 5130 | AV SAINT LAZARE | 7 | |
| MONTPELLIER | CD | 0113 | 1140 | RUE DE LA CAVALERIE | 22 | |
| MONTPELLIER | CD | 0113 | 1140 | RUE DE LA CAVALERIE | 24 | |
| MONTPELLIER | CD | 0113 | 3078 | RUE JULES GREVY | 1 | |
| MONTPELLIER | CD | 0118 | 2765 | RUE HENRI | 1 | |
| MONTPELLIER | CD | 0123 | 5490 | PL EMILE COMBES | 2 | |
| MONTPELLIER | CD | 0124 | 4690 | RUE PROUDHON | 26 | |
| MONTPELLIER | CD | 0125 | 4690 | RUE PROUDHON | 28 | |
| MONTPELLIER | CD | 0131 | 5490 | RUE THERESE | 5 | |
| MONTPELLIER | CD | 0138 | 1140 | RUE DE LA CAVALERIE | 31 | |
| MONTPELLIER | CD | 0139 | 5490 | RUE THERESE | 14 | |
| MONTPELLIER | CD | 0140 | 1140 | RUE DE LA CAVALERIE | 33 | |
| MONTPELLIER | CD | 0143 | 5490 | RUE THERESE | 18 | |
| MONTPELLIER | CD | 0144 | 5490 | RUE THERESE | 20 | |
| MONTPELLIER | CD | 0146 | 1140 | RUE DE LA CAVALERIE | 39 | |
| MONTPELLIER | CD | 0157 | 5490 | RUE THERESE | 15 | B |
| MONTPELLIER | CD | 0165 | 3365 | RUE LUNARET | 44 | |
| MONTPELLIER | CD | 0188 | 3365 | RUE LUNARET | 68 | |
| MONTPELLIER | CD | 0192 | 0590 | RUE BEAU SEJOUR | 3 | |
| MONTPELLIER | CD | 0227 | 5135 | RUE SAINT LEON | 22 | |
| MONTPELLIER | CD | 0251 | 1005 | RUE CANTON | 7 | |
| MONTPELLIER | CD | 0260 | 3365 | RUE LUNARET | 27 | |
| MONTPELLIER | CD | 0261 | 3365 | RUE LUNARET | 25 | |

| | | | | | | |
|-------------|----|------|------|------------------------------|------|---|
| MONTPELLIER | CD | 0294 | 1085 | AV DE CASTELNAU | 6 | |
| MONTPELLIER | CD | 0317 | 0590 | RUE BEAU SEJOUR | 1 | |
| MONTPELLIER | CD | 0337 | 1085 | AV DE CASTELNAU | 3 | |
| MONTPELLIER | CD | 0364 | 1140 | RUE DE LA CAVALERIE | 59 | |
| MONTPELLIER | CD | 0526 | 4517 | RUE DE LA POESIE | 5 | |
| MONTPELLIER | CD | 0586 | 3950 | AV DE NIMES | 25 | |
| MONTPELLIER | CD | 0637 | 4517 | RUE DE LA POESIE | 4 | B |
| MONTPELLIER | CD | 0637 | 4517 | RUE DE LA POESIE | 4 | |
| MONTPELLIER | CD | 0640 | 4517 | RUE DE LA POESIE | 3 | |
| MONTPELLIER | CD | 0645 | 5405 | RUE DE SUBSTANTION | 27 | |
| MONTPELLIER | CD | 0674 | 4517 | RUE DE LA POESIE | 6 | |
| MONTPELLIER | CD | 0695 | 0017 | RUE ABERT | 2 | |
| MONTPELLIER | CD | 0764 | 0590 | RUE BEAU SEJOUR | 13 | |
| MONTPELLIER | CD | 0797 | 3078 | RUE JULES GREVV | 4 | |
| MONTPELLIER | CD | 0797 | 5405 | RUE DE SUBSTANTION | 5 | B |
| MONTPELLIER | CD | 0797 | 5405 | RUE DE SUBSTANTION | 5 | |
| MONTPELLIER | CD | 0810 | 5130 | AV SAINT LAZARE | 7 | |
| MONTPELLIER | CD | 0811 | 5130 | AV SAINT LAZARE | 9 | |
| MONTPELLIER | CE | 0014 | 3025 | RUE DU JEU DE MAIL DES ABBES | 174 | |
| MONTPELLIER | CE | 0022 | 5130 | AV SAINT LAZARE | 17 | |
| MONTPELLIER | CE | 0028 | 5130 | AV SAINT LAZARE | 23 | |
| MONTPELLIER | CE | 0055 | 3950 | AV DE NIMES | 65 | |
| MONTPELLIER | CE | 0151 | 0186 | RUE ALFRED CORTOT | 160 | |
| MONTPELLIER | CE | 0175 | 1085 | AV DE CASTELNAU | 60 | B |
| MONTPELLIER | CE | 0293 | 4056 | RUE PABLO CASALS | 68 | |
| MONTPELLIER | CE | 0340 | 5130 | AV SAINT LAZARE | 38 | T |
| MONTPELLIER | CE | 0342 | 3392 | ALL ALMA MAHLER | 70 | |
| MONTPELLIER | CH | 0175 | 3950 | AV DE NIMES | 73 | |
| MONTPELLIER | CH | 0205 | 3105 | AV JUSTICE DE CASTELNAU | 1694 | |
| MONTPELLIER | CI | 0050 | 4258 | RUE DES PERDIGALS | 81 | |
| MONTPELLIER | CK | 0027 | 3310 | RUE DES LORIOTS | 20 | |
| MONTPELLIER | CK | 0034 | 3310 | RUE DES LORIOTS | 25 | |
| MONTPELLIER | CK | 0052 | 1225 | RUE DES CHARDONNERETS | 8 | |
| MONTPELLIER | CK | 0076 | 3530 | RUE DES MARTINS PECHEURS | 1 | |
| MONTPELLIER | CK | 0093 | 5150 | AV DE SAINT MAUR | 1250 | |
| MONTPELLIER | CK | 0102 | 5150 | AV DE SAINT MAUR | 907 | |
| MONTPELLIER | CK | 0153 | 5155 | AV SAINT MAURICE DE SAURET | 21 | |
| MONTPELLIER | CK | 0500 | 5150 | AV DE SAINT MAUR | 1110 | |
| MONTPELLIER | CL | 0007 | 2067 | RUE DE L'ESTRAGON | 133 | |
| MONTPELLIER | CL | 0007 | 2067 | RUE DE L'ESTRAGON | 145 | |
| MONTPELLIER | CL | 0007 | 2067 | RUE DE L'ESTRAGON | 53 | |
| MONTPELLIER | CL | 0007 | 5287 | RUE DE LA SARRIETTE | 11 | |
| MONTPELLIER | CL | 0007 | 5287 | RUE DE LA SARRIETTE | 60 | |
| MONTPELLIER | CL | 0025 | 2035 | BD ERNEST RENAN | 33 | |
| MONTPELLIER | CL | 0062 | 5150 | AV DE SAINT MAUR | 875 | |
| MONTPELLIER | CL | 0069 | 2035 | BD ERNEST RENAN | 51 | T |
| MONTPELLIER | CL | 0143 | 4011 | PAS DES OMBRETTES | 31 | |

| | | | | | | |
|-------------|----|------|------|------------------------------|--------|---|
| MONTPELLIER | CL | 0195 | 4930 | RUE DES ROITELETS | 14 | |
| MONTPELLIER | CL | 0219 | 4930 | RUE DES ROITELETS | 2 | |
| MONTPELLIER | CL | 0243 | 1252 | BD CHARLES WARNERY | 98 | |
| MONTPELLIER | CL | 0345 | 2745 | RUE GUYNEMER | 2 | |
| MONTPELLIER | CL | 0376 | 5150 | AV DE SAINT MAUR | 282 | |
| MONTPELLIER | CL | 0377 | 5150 | AV DE SAINT MAUR | 284 | |
| MONTPELLIER | CL | 0389 | 5150 | AV DE SAINT MAUR | 14 | |
| MONTPELLIER | CL | 0393 | 2165 | RUE DE LA FAUVETTE | 8 | |
| MONTPELLIER | CL | 0413 | 5150 | AV DE SAINT MAUR | 8 | |
| MONTPELLIER | CL | 0421 | 2035 | BD ERNEST RENAN | 51 | T |
| MONTPELLIER | CL | 0426 | 5150 | AV DE SAINT MAUR | 300 | B |
| MONTPELLIER | CL | 0495 | 4663 | RUE PROF LEON VALLOIS | (vide) | |
| MONTPELLIER | CL | 0624 | 4117 | RUE DES PARADISIERS | 81 | |
| MONTPELLIER | CL | 0667 | 4255 | RUE DE LA PEPINIERE | 110 | |
| MONTPELLIER | CM | 0022 | 1371 | IMP CITE GELLY | 6 | |
| MONTPELLIER | CN | 0037 | 3875 | RUE DE LA PEPINIERE | 125 | |
| MONTPELLIER | CN | 0041 | 1636 | RUE DE LA PEPINIERE | 94 | |
| MONTPELLIER | CN | 0267 | 1023 | IMP CARAVELLE | 103 | |
| MONTPELLIER | CN | 0269 | 4602 | RUE DES PRADIER | (vide) | |
| MONTPELLIER | CN | 0278 | 2985 | RUE DE LA PEPINIERE | 465 | |
| MONTPELLIER | CN | 0279 | 2985 | RUE DE LA PEPINIERE | 465 | |
| MONTPELLIER | CO | 0045 | 0920 | RUE DES CABIROULES | 5 | |
| MONTPELLIER | CO | 0065 | 3012 | RUE DU JEU DE BOULES | 145 | |
| MONTPELLIER | CO | 0070 | 3012 | RUE DU JEU DE BOULES | 71 | |
| MONTPELLIER | CO | 0118 | 4536 | AV DE LA POMPIGNANE | 524 | |
| MONTPELLIER | CO | 0364 | 3012 | RUE DU JEU DE BOULES | 81 | B |
| MONTPELLIER | CP | 0134 | 4536 | AV DE LA POMPIGNANE | 1049 | |
| MONTPELLIER | CP | 0139 | 1163 | RUE DU CLOS DE LA CERISAIE | 64 | |
| MONTPELLIER | CP | 0158 | 1584 | RUE COURTE OREILLE | 164 | |
| MONTPELLIER | CP | 0245 | 4536 | AV DE LA POMPIGNANE | 840 | |
| MONTPELLIER | CR | 0013 | 4536 | AV DE LA POMPIGNANE | 1797 | |
| MONTPELLIER | CR | 0059 | 3501 | ALL DE MARIGNAN 1515 | 31 | |
| MONTPELLIER | CR | 0059 | 4536 | AV DE LA POMPIGNANE | 1500 | |
| MONTPELLIER | CR | 0059 | 4536 | AV DE LA POMPIGNANE | 1530 | |
| MONTPELLIER | CR | 0059 | 4536 | AV DE LA POMPIGNANE | 1550 | |
| MONTPELLIER | CR | 0158 | 3796 | ALL DU MONT CASSIN 1944 | 88 | |
| MONTPELLIER | CR | 0304 | 0273 | RUE ANDRE MALRAUX | 34 | |
| MONTPELLIER | CR | 0348 | 0509 | RUE LUIS BARRAGAN | 161 | |
| MONTPELLIER | CR | 0348 | 1553 | PL CORPS EXP.FRANC.EN ITALIE | 20 | |
| MONTPELLIER | CR | 0348 | 4536 | AV DE LA POMPIGNANE | 1376 | |
| MONTPELLIER | CS | 0204 | 3344 | RUE LOUISE MICHEL | 15 | |
| MONTPELLIER | CT | 0106 | 4435 | RUE DE PINVILLE | 803 | |
| MONTPELLIER | CT | 0380 | 4886 | ALL RENE DESCARTES | 25 | |
| MONTPELLIER | CT | 0441 | 2426 | RUE DES FRERES LUMIERE | 40 | |
| MONTPELLIER | CT | 0451 | 4886 | ALL RENE DESCARTES | 24 | |
| MONTPELLIER | DL | 0001 | 0153 | AV ALBERT EINSTEIN | 721 | |
| MONTPELLIER | DL | 0123 | 4536 | AV DE LA POMPIGNANE | 250 | |

| | | | | | | |
|-------------|----|------|------|-------------------------------|--------|--|
| MONTPELLIER | DL | 0125 | 1550 | RUE DES CORMORANS | 25 | |
| MONTPELLIER | DL | 0432 | 0153 | AV ALBERT EINSTEIN | 1 | |
| MONTPELLIER | DL | 0589 | 0153 | AV ALBERT EINSTEIN | 301 | |
| MONTPELLIER | DL | 0595 | 0153 | AV ALBERT EINSTEIN | 694 | |
| MONTPELLIER | DL | 0595 | 0153 | AV ALBERT EINSTEIN | 704 | |
| MONTPELLIER | DN | 0254 | 1767 | AV DOCTEUR JACQUES FOURCADE | 615 | |
| MONTPELLIER | DN | 0385 | 4615 | RUE DE LA PREMIERE ECLUSE | 581 | |
| MONTPELLIER | DN | 0469 | 1767 | AV DOCTEUR JACQUES FOURCADE | 673 | |
| MONTPELLIER | DN | 0557 | 1767 | AV DOCTEUR JACQUES FOURCADE | 717 | |
| MONTPELLIER | DO | 0051 | 1767 | AV DOCTEUR JACQUES FOURCADE | 41 | |
| MONTPELLIER | DO | 0052 | 4085 | AV DE PALAVAS | 131 | |
| MONTPELLIER | DO | 0053 | 4085 | AV DE PALAVAS | 129 | |
| MONTPELLIER | DO | 0054 | 4085 | AV DE PALAVAS | 127 | |
| MONTPELLIER | DO | 0066 | 4615 | RUE DE LA PREMIERE ECLUSE | 313 | |
| MONTPELLIER | DO | 0083 | 4615 | RUE DE LA PREMIERE ECLUSE | 221 | |
| MONTPELLIER | DO | 0348 | 5115 | RUE DE SAINT HILAIRE | 425 | |
| MONTPELLIER | DO | 0366 | 3730 | RUE DE LA METAIRIE DE SAYSSET | 26 | |
| MONTPELLIER | DP | 0040 | 4085 | AV DE PALAVAS | 166 | |
| MONTPELLIER | DP | 0177 | 3543 | AV DU MAS ARGELLIERS | 381 | |
| MONTPELLIER | DR | 0041 | 5115 | RUE DE SAINT HILAIRE | 408 | |
| MONTPELLIER | DR | 0042 | 1160 | RUE DE CENTRAYRARGUES | 1224 | |
| MONTPELLIER | DR | 0109 | 3541 | IMP DU MAS ARGELLIERS | 124 | |
| MONTPELLIER | DR | 0173 | 4085 | AV DE PALAVAS | 152 | |
| MONTPELLIER | DR | 0236 | 3730 | RUE DE LA METAIRIE DE SAYSSET | 12 | |
| MONTPELLIER | DR | 0284 | 3855 | CHE DE MOULARES | 1380 | |
| MONTPELLIER | DR | 0506 | 1160 | RUE DE CENTRAYRARGUES | 1300 | |
| MONTPELLIER | DR | 0507 | 1160 | RUE DE CENTRAYRARGUES | 1300 | |
| MONTPELLIER | DR | 0547 | 3855 | CHE DE MOULARES | 1359 | |
| MONTPELLIER | DR | 0550 | 4085 | AV DE PALAVAS | 87 | |
| MONTPELLIER | DR | 0552 | 3541 | IMP DU MAS ARGELLIERS | 174 | |
| MONTPELLIER | DR | 0554 | 5115 | RUE DE SAINT HILAIRE | 705 | |
| MONTPELLIER | DR | 0556 | 3855 | CHE DE MOULARES | 1405 | |
| MONTPELLIER | DS | 0179 | 3934 | IMP NADAR | 36 | |
| MONTPELLIER | DS | 0467 | 4646 | AV DU PROF ETIENNE ANTONELLI | 455 | |
| MONTPELLIER | DS | 0597 | 2388 | PL GEORGES FRECHE | 57 | |
| MONTPELLIER | DS | 0647 | 3855 | CHE DE MOULARES | 789 | |
| MONTPELLIER | DS | 0649 | 3880 | RUE DU MOULIN DES SEPT CANS | (vide) | |
| MONTPELLIER | DS | 0649 | 4646 | AV DU PROF ETIENNE ANTONELLI | 407 | |
| MONTPELLIER | DT | 0015 | 4085 | AV DE PALAVAS | 63 | |
| MONTPELLIER | DT | 0022 | 2785 | ALL HENRI FERMAUD | 49 | |
| MONTPELLIER | DT | 0100 | 3954 | IMP NICEPHORE NIEPCE | 105 | |
| MONTPELLIER | DT | 0104 | 3855 | CHE DE MOULARES | 776 | |
| MONTPELLIER | DV | 0002 | 1160 | RUE DE CENTRAYRARGUES | 38 | |
| MONTPELLIER | DV | 0028 | 1160 | RUE DE CENTRAYRARGUES | 316 | |
| MONTPELLIER | DV | 0038 | 1160 | RUE DE CENTRAYRARGUES | 622 | |
| MONTPELLIER | DV | 0043 | 3470 | AV DU MARECHAL LECLERC | 805 | |
| MONTPELLIER | DV | 0045 | 3470 | AV DU MARECHAL LECLERC | 857 | |

| | | | | | | |
|-------------|----|------|------|---------------------------|--------|---|
| MONTPELLIER | DV | 0071 | 2671 | RUE DU GRAU | 7 | |
| MONTPELLIER | DV | 0074 | 5889 | RUE DES YUCCAS | 220 | |
| MONTPELLIER | DV | 0077 | 1116 | RUE DES CATALPAS | 3 | |
| MONTPELLIER | DV | 0077 | 1116 | RUE DES CATALPAS | 5 | |
| MONTPELLIER | DV | 0118 | 3761 | RUE MION SAINT MICHEL | 204 | |
| MONTPELLIER | DV | 0118 | 3761 | RUE MION SAINT MICHEL | 222 | |
| MONTPELLIER | DV | 0140 | 1665 | RUE DES CYPRES | 11 | |
| MONTPELLIER | DV | 0270 | 0144 | AV ALBERT DUBOUT | 60 | |
| MONTPELLIER | DV | 0317 | 3470 | AV DU MARECHAL LECLERC | 584 | B |
| MONTPELLIER | DV | 0337 | 4285 | BD DE LA PERRUQUE | 37 | |
| MONTPELLIER | DV | 0460 | 4821 | RUE DES RAZETEURS | 144 | |
| MONTPELLIER | DV | 0472 | 4085 | AV DE PALAVAS | 130 | |
| MONTPELLIER | DV | 0590 | 4085 | AV DE PALAVAS | 134 | |
| MONTPELLIER | EH | 0261 | 2247 | IMP FLOUCH | 80 | |
| MONTPELLIER | EI | 0029 | 4597 | CHE DE POUTINGON | 261 | |
| MONTPELLIER | EI | 0136 | 2913 | RUE JACQUES LOUIS DAVID | 55 | |
| MONTPELLIER | EI | 0158 | 5518 | AV DE TOULOUSE | 1827 | |
| MONTPELLIER | EI | 0288 | 3179 | RUE DU LATIUM | 58 | |
| MONTPELLIER | EI | 0290 | 3179 | RUE DU LATIUM | 57 | |
| MONTPELLIER | EK | 0049 | 1464 | AV DU COLONEL PAVELET | 550 | |
| MONTPELLIER | EK | 0281 | 8330 | RAMBLA DES CALISSONS | 133 | |
| MONTPELLIER | EK | 0299 | 8334 | AV DE LA REGLISSE | 99 | |
| MONTPELLIER | EL | 0495 | 8113 | IMP CHIMENE | 54 | |
| MONTPELLIER | EL | 0554 | 5850 | AV VILLENEUVE D ANGOULEME | 1425 | |
| MONTPELLIER | EM | 0229 | 2748 | ALL HARRY BAUR | 53 | |
| MONTPELLIER | EM | 0438 | 4764 | RUE RAIMON DE TRENCANEL | 196 | |
| MONTPELLIER | EM | 0556 | 0807 | RUE BOURVIL | 186 | |
| MONTPELLIER | EM | 0556 | 2893 | RUE JACQUES BOUNIN | 626 | |
| MONTPELLIER | EM | 0623 | 5518 | AV DE TOULOUSE | 1265 | |
| MONTPELLIER | EN | 0001 | 2893 | RUE JACQUES BOUNIN | 43 | |
| MONTPELLIER | EN | 0001 | 5518 | AV DE TOULOUSE | 1021 | |
| MONTPELLIER | EN | 0055 | 5518 | AV DE TOULOUSE | 1195 | |
| MONTPELLIER | EN | 0504 | 5518 | AV DE TOULOUSE | 1107 | |
| MONTPELLIER | EN | 0536 | 5850 | AV VILLENEUVE D ANGOULEME | 1042 | |
| MONTPELLIER | EN | 0539 | 5850 | AV VILLENEUVE D ANGOULEME | 1420 | |
| MONTPELLIER | EN | 0579 | 3643 | RUE DU MAS DE VILLARET | (vide) | |
| MONTPELLIER | EN | 0581 | 3643 | RUE DU MAS DE VILLARET | 227 | |
| MONTPELLIER | EO | 0023 | 8069 | ALL JULIETTE DROUET | 15 | |
| MONTPELLIER | EO | 0025 | 2707 | RUE GUILLAUME JANVIER | 291 | |
| MONTPELLIER | EO | 0051 | 5518 | AV DE TOULOUSE | 43 | |
| MONTPELLIER | EO | 0063 | 2665 | RUE GRANIER | 20 | |
| MONTPELLIER | EO | 0070 | 4662 | RUE DU PROF JEAN GRANIER | 6 | |
| MONTPELLIER | EO | 0115 | 0460 | RUE AZEMA | 3 | |
| MONTPELLIER | EO | 0116 | 5518 | AV DE TOULOUSE | 33 | |
| MONTPELLIER | EO | 0119 | 5518 | AV DE TOULOUSE | 27 | |
| MONTPELLIER | EO | 0122 | 5518 | RUE AZEMA | 23 | |
| MONTPELLIER | EO | 0127 | 5518 | AV DE TOULOUSE | 17 | |

| | | | | | | |
|-------------|----|------|------|---------------------------|------|---|
| MONTPELLIER | EO | 0188 | 4662 | RUE DU PROF JEAN GRANIER | 21 | |
| MONTPELLIER | EO | 0215 | 2707 | RUE GUILLAUME JANVIER | 145 | |
| MONTPELLIER | EO | 0246 | 0460 | RUE AZEMA | 12 | |
| MONTPELLIER | EO | 0247 | 3643 | RUE DU MAS DE VILLARET | 9247 | F |
| MONTPELLIER | EO | 0433 | 5850 | AV VILLENEUVE D ANGOULEME | 954 | |
| MONTPELLIER | EO | 0441 | 2707 | RUE GUILLAUME JANVIER | 81 | |
| MONTPELLIER | EO | 0443 | 5850 | AV VILLENEUVE D ANGOULEME | 820 | |
| MONTPELLIER | EO | 0443 | 5850 | AV VILLENEUVE D ANGOULEME | 836 | |
| MONTPELLIER | EO | 0443 | 5850 | AV VILLENEUVE D ANGOULEME | 852 | |
| MONTPELLIER | EO | 0486 | 5518 | AV DE TOULOUSE | 21 | |
| MONTPELLIER | EP | 0002 | 4240 | BD PEDRO DE LUNA | 160 | |
| MONTPELLIER | EP | 0002 | 4240 | BD PEDRO DE LUNA | 170 | |
| MONTPELLIER | EP | 0002 | 4240 | BD PEDRO DE LUNA | 18 | |
| MONTPELLIER | EP | 0002 | 4240 | BD PEDRO DE LUNA | 34 | |
| MONTPELLIER | EP | 0002 | 4240 | BD PEDRO DE LUNA | 88 | |
| MONTPELLIER | EP | 0002 | 5850 | AV VILLENEUVE D ANGOULEME | 665 | |
| MONTPELLIER | EP | 0102 | 4240 | BD PEDRO DE LUNA | 316 | |
| MONTPELLIER | EP | 0126 | 2333 | RUE DES FOURBISSEURS | 10 | |
| MONTPELLIER | EP | 0157 | 5497 | RUE DU TIBIDABO | 8 | |
| MONTPELLIER | EP | 0270 | 4403 | IMP PIERRE RIEUSSET | 24 | |
| MONTPELLIER | EP | 0349 | 5850 | AV VILLENEUVE D ANGOULEME | 1047 | |
| MONTPELLIER | EP | 0370 | 5850 | AV VILLENEUVE D ANGOULEME | 757 | |
| MONTPELLIER | ER | 0023 | 3665 | AV DE MAURIN | 1429 | |
| MONTPELLIER | ER | 0061 | 3665 | AV DE MAURIN | 1465 | |
| MONTPELLIER | ES | 0017 | 5248 | RUE SAINTE MONIQUE | 1 | |
| MONTPELLIER | ES | 0018 | 5248 | RUE SAINTE MONIQUE | 3 | |
| MONTPELLIER | ES | 0119 | 0933 | RUE DE CAMARGUE | 10 | |
| MONTPELLIER | ES | 0119 | 4240 | BD PEDRO DE LUNA | 392 | |
| MONTPELLIER | ES | 0162 | 5850 | AV VILLENEUVE D ANGOULEME | 123 | |
| MONTPELLIER | ES | 0333 | 5850 | AV VILLENEUVE D ANGOULEME | 9311 | F |
| MONTPELLIER | ES | 0342 | 3665 | AV DE MAURIN | 54 | |
| MONTPELLIER | ES | 0349 | 3665 | AV DE MAURIN | 1209 | |
| MONTPELLIER | ES | 0408 | 3665 | AV DE MAURIN | 56 | |
| MONTPELLIER | ET | 0040 | 0780 | ALL DE BOSSERVILLE | 7 | |
| MONTPELLIER | ET | 0061 | 2580 | AV GEORGES CLEMENCEAU | 51 | |
| MONTPELLIER | ET | 0078 | 3740 | RUE MEYRUEIS | 4 | |
| MONTPELLIER | ET | 0080 | 3740 | RUE MEYRUEIS | 6 | |
| MONTPELLIER | ET | 0082 | 4035 | RUE DES ORCHIDEES | 15 | |
| MONTPELLIER | ET | 0095 | 0690 | BD BERTHELOT | 21 | |
| MONTPELLIER | ET | 0100 | 4035 | RUE DES ORCHIDEES | 14 | |
| MONTPELLIER | ET | 0109 | 3740 | RUE MEYRUEIS | 12 | |
| MONTPELLIER | ET | 0121 | 0690 | BD BERTHELOT | 27 | |
| MONTPELLIER | ET | 0148 | 2030 | RUE ERNEST MICHEL | 16 | |
| MONTPELLIER | ET | 0150 | 2030 | RUE ERNEST MICHEL | 14 | |
| MONTPELLIER | ET | 0158 | 2030 | RUE ERNEST MICHEL | 10 | |
| MONTPELLIER | ET | 0159 | 1995 | RUE ENCLOS FERMAUD | 28 | |
| MONTPELLIER | ET | 0160 | 1995 | RUE ENCLOS FERMAUD | 26 | |

| | | | | | | |
|-------------|----|------|------|---------------------------|-----|--|
| MONTPELLIER | ET | 0161 | 1995 | RUE ENCLOS FERMAUD | 26 | |
| MONTPELLIER | ET | 0166 | 1995 | RUE ENCLOS FERMAUD | 18 | |
| MONTPELLIER | ET | 0167 | 3740 | RUE MEYRUEIS | 5 | |
| MONTPELLIER | ET | 0169 | 3740 | RUE MEYRUEIS | 1 | |
| MONTPELLIER | ET | 0173 | 1995 | RUE ENCLOS FERMAUD | 4 | |
| MONTPELLIER | ET | 0185 | 0660 | RUE DE BERCY | 16 | |
| MONTPELLIER | ET | 0185 | 2030 | RUE ERNEST MICHEL | 4 | |
| MONTPELLIER | ET | 0196 | 1035 | RUE CARLENCAS | 4 | |
| MONTPELLIER | ET | 0202 | 4945 | PL RONDELET | 1 | |
| MONTPELLIER | ET | 0210 | 0765 | RUE BONNIE | 3 | |
| MONTPELLIER | ET | 0211 | 0765 | RUE BONNIE | 5 | |
| MONTPELLIER | ET | 0218 | 2030 | RUE ERNEST MICHEL | 15 | |
| MONTPELLIER | ET | 0230 | 3665 | AV DE MAURIN | 18 | |
| MONTPELLIER | ET | 0282 | 0690 | BD BERTHELOT | 47 | |
| MONTPELLIER | ET | 0288 | 0970 | RUE DES CANDELIERS | 12 | |
| MONTPELLIER | ET | 0301 | 0690 | BD BERTHELOT | 10 | |
| MONTPELLIER | ET | 0312 | 5850 | AV VILLENEUVE D ANGOULEME | 160 | |
| MONTPELLIER | ET | 0323 | 5055 | RUE SAINT CLEOPHAS | 37 | |
| MONTPELLIER | ET | 0372 | 1600 | RUE DE LA CROIX BONHOMME | 4 | |
| MONTPELLIER | ET | 0383 | 2580 | AV GEORGES CLEMENCEAU | 53 | |
| MONTPELLIER | ET | 0384 | 3440 | RUE MARCEL ARNOYE | 4 | |
| MONTPELLIER | ET | 0515 | 2030 | RUE ERNEST MICHEL | 27 | |
| MONTPELLIER | ET | 0519 | 5055 | RUE SAINT CLEOPHAS | 4 | |
| MONTPELLIER | ET | 0526 | 5850 | AV VILLENEUVE D ANGOULEME | 60 | |
| MONTPELLIER | ET | 0537 | 2030 | RUE ERNEST MICHEL | 24 | |
| MONTPELLIER | ET | 0549 | 2030 | RUE ERNEST MICHEL | 22 | |
| MONTPELLIER | ET | 0561 | 0940 | RUE DES CAMBIADOURS | 8 | |
| MONTPELLIER | EV | 0002 | 2655 | RUE DU GRAND SAINT JEAN | 4 | |
| MONTPELLIER | EV | 0005 | 2655 | RUE DU GRAND SAINT JEAN | 8 | |
| MONTPELLIER | EV | 0013 | 4950 | RUE RONDELET | 13 | |
| MONTPELLIER | EV | 0018 | 1745 | RUE DESSALLE POSSEL | 6 | |
| MONTPELLIER | EV | 0022 | 1745 | RUE DESSALLE POSSEL | 14 | |
| MONTPELLIER | EV | 0023 | 1745 | RUE DESSALLE POSSEL | 16 | |
| MONTPELLIER | EV | 0025 | 1745 | RUE DESSALLE POSSEL | 20 | |
| MONTPELLIER | EV | 0036 | 0149 | RUE LEENHARDT | 20 | |
| MONTPELLIER | EV | 0039 | 1745 | RUE DESSALLE POSSEL | 13 | |
| MONTPELLIER | EV | 0044 | 0149 | RUE LEENHARDT | 8 | |
| MONTPELLIER | EV | 0045 | 2530 | RUE GENERAL LAFON | 22 | |
| MONTPELLIER | EV | 0046 | 1745 | RUE DESSALLE POSSEL | 7 | |
| MONTPELLIER | EV | 0048 | 2530 | RUE GENERAL LAFON | 11 | |
| MONTPELLIER | EV | 0049 | 2655 | RUE DU GRAND SAINT JEAN | 20 | |
| MONTPELLIER | EV | 0052 | 2655 | RUE DU GRAND SAINT JEAN | 24 | |
| MONTPELLIER | EV | 0078 | 0180 | RUE ALEXIS ALQUIE | 9 | |
| MONTPELLIER | EV | 0081 | 0180 | RUE ALEXIS ALQUIE | 19 | |
| MONTPELLIER | EV | 0084 | 2410 | RUE FREDERIC PEYSSON | 14 | |
| MONTPELLIER | EV | 0098 | 2390 | RUE FREDERIC BAZILLE | 9 | |
| MONTPELLIER | EV | 0106 | 5125 | RUE SAINT HUBERT | 1 | |

| | | | | | | |
|-------------|----|------|------|-------------------------|----|---|
| MONTPELLIER | EV | 0120 | 4750 | BD RABELAIS | 25 | |
| MONTPELLIER | EV | 0123 | 0090 | RUE ADOLPHE MION | 14 | |
| MONTPELLIER | EV | 0123 | 4750 | BD RABELAIS | 21 | |
| MONTPELLIER | EV | 0125 | 0090 | RUE ADOLPHE MION | 10 | B |
| MONTPELLIER | EV | 0141 | 2410 | RUE FREDERIC PEYSSON | 11 | |
| MONTPELLIER | EV | 0170 | 2410 | RUE FREDERIC PEYSSON | 27 | |
| MONTPELLIER | EV | 0190 | 2410 | RUE FREDERIC PEYSSON | 28 | B |
| MONTPELLIER | EV | 0229 | 2580 | AV GEORGES CLEMENCEAU | 17 | |
| MONTPELLIER | EV | 0232 | 0610 | RUE DE BELFORT | 8 | |
| MONTPELLIER | EV | 0237 | 0610 | RUE DE BELFORT | 14 | |
| MONTPELLIER | EV | 0240 | 4950 | RUE RONDELET | 16 | |
| MONTPELLIER | EV | 0242 | 4950 | RUE RONDELET | 12 | |
| MONTPELLIER | EV | 0245 | 0610 | RUE DE BELFORT | 15 | |
| MONTPELLIER | EV | 0246 | 5080 | RUE SAINT DENIS | 12 | |
| MONTPELLIER | EV | 0250 | 5080 | RUE SAINT DENIS | 6 | |
| MONTPELLIER | EV | 0251 | 5080 | RUE SAINT DENIS | 4 | |
| MONTPELLIER | EV | 0252 | 0610 | RUE DE BELFORT | 7 | |
| MONTPELLIER | EV | 0253 | 0610 | RUE DE BELFORT | 5 | |
| MONTPELLIER | EV | 0255 | 2580 | AV GEORGES CLEMENCEAU | 15 | |
| MONTPELLIER | EV | 0260 | 5080 | RUE SAINT DENIS | 7 | |
| MONTPELLIER | EV | 0264 | 4950 | RUE RONDELET | 4 | B |
| MONTPELLIER | EV | 0266 | 2580 | AV GEORGES CLEMENCEAU | 7 | |
| MONTPELLIER | EV | 0284 | 2390 | RUE FREDERIC BAZILLE | 29 | |
| MONTPELLIER | EV | 0284 | 4750 | BD RABELAIS | 23 | C |
| MONTPELLIER | EV | 0291 | 2075 | RUE ETIENNE ANTOINE | 4 | |
| MONTPELLIER | EV | 0401 | 0149 | RUE LEENHARDT | 22 | |
| MONTPELLIER | EV | 0405 | 2410 | RUE FREDERIC PEYSSON | 22 | |
| MONTPELLIER | EV | 0411 | 4950 | RUE RONDELET | 7 | |
| MONTPELLIER | EV | 0418 | 1248 | RUE CHARLES DIDION | 3 | |
| MONTPELLIER | EV | 0431 | 1445 | RUE COLIN | 1 | |
| MONTPELLIER | EV | 0433 | 1445 | RUE COLIN | 3 | |
| MONTPELLIER | EV | 0442 | 2580 | AV GEORGES CLEMENCEAU | 19 | |
| MONTPELLIER | EV | 0444 | 2580 | AV GEORGES CLEMENCEAU | 19 | |
| MONTPELLIER | EV | 0448 | 2075 | RUE ETIENNE ANTOINE | 1 | |
| MONTPELLIER | EV | 0450 | 2075 | RUE ETIENNE ANTOINE | 1 | B |
| MONTPELLIER | EV | 0549 | 2410 | RUE FREDERIC PEYSSON | 30 | |
| MONTPELLIER | EW | 0002 | 4010 | BD DE L'OBSERVATOIRE | 4 | |
| MONTPELLIER | EW | 0004 | 0260 | RUE DE L'ANCIENNE POSTE | 5 | |
| MONTPELLIER | EW | 0009 | 0195 | RUE D'ALGER | 4 | |
| MONTPELLIER | EW | 0009 | 1850 | RUE DURAND | 3 | |
| MONTPELLIER | EW | 0010 | 4860 | RUE DE LA REPUBLIQUE | 4 | |
| MONTPELLIER | EW | 0011 | 0195 | RUE D'ALGER | 1 | |
| MONTPELLIER | EW | 0013 | 4860 | RUE DE LA REPUBLIQUE | 6 | |
| MONTPELLIER | EW | 0020 | 1850 | RUE DURAND | 13 | |
| MONTPELLIER | EW | 0022 | 1850 | RUE DURAND | 17 | |
| MONTPELLIER | EW | 0023 | 4860 | RUE DE LA REPUBLIQUE | 14 | |
| MONTPELLIER | EW | 0025 | 1850 | RUE DURAND | 21 | |

| | | | | | | |
|-------------|----|------|------|-----------------------|----|--|
| MONTPELLIER | EW | 0027 | 4860 | RUE DE LA REPUBLIQUE | 18 | |
| MONTPELLIER | EW | 0028 | 4065 | RUE PAGEZY | 3 | |
| MONTPELLIER | EW | 0031 | 4860 | RUE DE LA REPUBLIQUE | 22 | |
| MONTPELLIER | EW | 0039 | 1750 | RUE DES DEUX PONTS | 5 | |
| MONTPELLIER | EW | 0064 | 4550 | RUE DU PONT DE LATTES | 4 | |
| MONTPELLIER | EW | 0078 | 2555 | RUE GENERAL RIU | 1 | |
| MONTPELLIER | EW | 0080 | 2800 | RUE HENRI RENE | 12 | |
| MONTPELLIER | EW | 0081 | 2800 | RUE HENRI RENE | 14 | |
| MONTPELLIER | EW | 0097 | 2800 | RUE HENRI RENE | 20 | |
| MONTPELLIER | EW | 0100 | 2800 | RUE HENRI RENE | 26 | |
| MONTPELLIER | EW | 0104 | 2800 | RUE HENRI RENE | 30 | |
| MONTPELLIER | EW | 0107 | 1050 | PL CARNOT | 3 | |
| MONTPELLIER | EW | 0111 | 2800 | RUE HENRI RENE | 23 | |
| MONTPELLIER | EW | 0119 | 4550 | RUE DU PONT DE LATTES | 14 | |
| MONTPELLIER | EW | 0120 | 4550 | RUE DU PONT DE LATTES | 16 | |
| MONTPELLIER | EW | 0127 | 3327 | RUE LOUIS FIGUIER | 8 | |
| MONTPELLIER | EW | 0130 | 3327 | RUE LOUIS FIGUIER | 16 | |
| MONTPELLIER | EW | 0136 | 3327 | RUE LOUIS FIGUIER | 11 | |
| MONTPELLIER | EW | 0141 | 4550 | RUE DU PONT DE LATTES | 30 | |
| MONTPELLIER | EW | 0152 | 5390 | BD DE STRASBOURG | 29 | |
| MONTPELLIER | EW | 0153 | 5390 | BD DE STRASBOURG | 27 | |
| MONTPELLIER | EW | 0158 | 5390 | BD DE STRASBOURG | 24 | |
| MONTPELLIER | EW | 0162 | 4085 | AV DE PALAVAS | 6 | |
| MONTPELLIER | EW | 0179 | 4085 | AV DE PALAVAS | 30 | |
| MONTPELLIER | EW | 0185 | 4750 | BD RABELAIS | 49 | |
| MONTPELLIER | EW | 0201 | 2800 | RUE HENRI RENE | 47 | |
| MONTPELLIER | EW | 0202 | 0120 | RUE DES AIGUERELLES | 38 | |
| MONTPELLIER | EW | 0203 | 0120 | RUE DES AIGUERELLES | 36 | |
| MONTPELLIER | EW | 0208 | 0120 | RUE DES AIGUERELLES | 32 | |
| MONTPELLIER | EW | 0217 | 2800 | RUE HENRI RENE | 34 | |
| MONTPELLIER | EW | 0217 | 2800 | RUE HENRI RENE | 36 | |
| MONTPELLIER | EW | 0255 | 2390 | RUE FREDERIC BAZILLE | 14 | |
| MONTPELLIER | EW | 0257 | 2390 | RUE FREDERIC BAZILLE | 10 | |
| MONTPELLIER | EW | 0260 | 2390 | RUE FREDERIC BAZILLE | 4 | |
| MONTPELLIER | EW | 0279 | 5390 | BD DE STRASBOURG | 9 | |
| MONTPELLIER | EW | 0285 | 5395 | PL DE STRASBOURG | 3 | |
| MONTPELLIER | EW | 0305 | 3245 | RUE LEVAT | 7 | |
| MONTPELLIER | EW | 0306 | 3245 | RUE LEVAT | 10 | |
| MONTPELLIER | EW | 0307 | 3245 | RUE LEVAT | 8 | |
| MONTPELLIER | EW | 0308 | 3245 | RUE LEVAT | 6 | |
| MONTPELLIER | EW | 0311 | 1850 | RUE DURAND | 20 | |
| MONTPELLIER | EW | 0312 | 1850 | RUE DURAND | 16 | |
| MONTPELLIER | EW | 0312 | 1850 | RUE DURAND | 18 | |
| MONTPELLIER | EW | 0313 | 1850 | RUE DURAND | 14 | |
| MONTPELLIER | EW | 0315 | 0195 | RUE D'ALGER | 5 | |
| MONTPELLIER | EW | 0316 | 0195 | RUE D'ALGER | 7 | |
| MONTPELLIER | EW | 0317 | 0195 | RUE D'ALGER | 9 | |

| | | | | | | |
|-------------|----|------|------|--------------------------------|-----|--|
| MONTPELLIER | EW | 0318 | 0195 | RUE D'ALGER | 18 | |
| MONTPELLIER | EW | 0324 | 4135 | RUE PARLIER | 1 | |
| MONTPELLIER | EW | 0326 | 1850 | RUE DURAND | 6 | |
| MONTPELLIER | EW | 0329 | 2790 | RUE HENRI GUINIER | 1 | |
| MONTPELLIER | EW | 0331 | 4135 | RUE PARLIER | 8 | |
| MONTPELLIER | EW | 0337 | 2655 | RUE DU GRAND SAINT JEAN | 11 | |
| MONTPELLIER | EW | 0342 | 0250 | RUE ANATOLE FRANCE | 5 | |
| MONTPELLIER | EW | 0348 | 5205 | IMP SAINT SAUVEUR | 10 | |
| MONTPELLIER | EW | 0353 | 4495 | RUE DU PLAN DU PARC | 7 | |
| MONTPELLIER | EW | 0356 | 5205 | IMP SAINT SAUVEUR | 7 | |
| MONTPELLIER | EW | 0371 | 0260 | RUE DE L'ANCIENNE POSTE | 4 | |
| MONTPELLIER | EW | 0373 | 2140 | RUE DU FAUBOURG DE LA SAUNERIE | 3 | |
| MONTPELLIER | EW | 0388 | 2655 | RUE DU GRAND SAINT JEAN | 3 | |
| MONTPELLIER | EW | 0561 | 0250 | RUE ANATOLE FRANCE | 14 | |
| MONTPELLIER | EW | 0564 | 4550 | RUE DU PONT DE LATTES | 38 | |
| MONTPELLIER | EW | 0564 | 4550 | RUE DU PONT DE LATTES | 40 | |
| MONTPELLIER | EW | 0564 | 4550 | RUE DU PONT DE LATTES | 42 | |
| MONTPELLIER | EX | 0031 | 0172 | RUE ALEXANDRE MAURY | 12 | |
| MONTPELLIER | EX | 0153 | 4575 | RUE DE PORTO | 16 | |
| MONTPELLIER | EX | 0163 | 4750 | BD RABELAIS | 32 | |
| MONTPELLIER | EX | 0167 | 2390 | RUE DE PORTO | 47 | |
| MONTPELLIER | EX | 0174 | 2390 | RUE FREDERIC BAZILLE | 46 | |
| MONTPELLIER | EX | 0177 | 2390 | RUE FREDERIC BAZILLE | 40 | |
| MONTPELLIER | EX | 0179 | 4750 | BD RABELAIS | 42 | |
| MONTPELLIER | EX | 0184 | 4085 | AV DE PALAVAS | 36 | |
| MONTPELLIER | EX | 0271 | 2395 | RUE FREDERIC FABREGES | 40 | |
| MONTPELLIER | EX | 0378 | 1405 | RUE DES CLEMATITES | 26 | |
| MONTPELLIER | EX | 0619 | 4285 | BD DE LA PERRUQUE | 2 | |
| MONTPELLIER | EX | 0619 | 5825 | BD VIEUSSENS | 22 | |
| MONTPELLIER | EX | 0678 | 0230 | RUE DES AMARANTES | 5 | |
| MONTPELLIER | EX | 0742 | 3665 | AV DE MAURIN | 25 | |
| MONTPELLIER | EY | 0002 | 4085 | AV DE PALAVAS | 7 | |
| MONTPELLIER | EY | 0015 | 4562 | AV DU PONT TRINQUAT | 151 | |
| MONTPELLIER | EY | 0021 | 4562 | AV DU PONT TRINQUAT | 297 | |
| MONTPELLIER | EY | 0066 | 4040 | BD D'ORIENT | 10 | |
| MONTPELLIER | EY | 0070 | 4040 | BD D'ORIENT | 16 | |
| MONTPELLIER | EY | 0136 | 3880 | RUE DU MOULIN DES SEPT CANS | 283 | |
| MONTPELLIER | EY | 0140 | 3880 | RUE DU MOULIN DES SEPT CANS | 361 | |
| MONTPELLIER | EY | 0140 | 3880 | RUE DU MOULIN DES SEPT CANS | 387 | |
| MONTPELLIER | EY | 0140 | 4328 | AV DU PETIT TRAIN | 40 | |
| MONTPELLIER | EY | 0278 | 4406 | IMP PIERRE SOUVESTRE | 3 | |
| MONTPELLIER | EY | 0382 | 4085 | AV DE PALAVAS | 23 | |
| MONTPELLIER | EY | 0389 | 4562 | AV DU PONT TRINQUAT | 18 | |
| MONTPELLIER | EY | 0452 | 4562 | AV DU PONT TRINQUAT | 465 | |
| MONTPELLIER | EY | 0472 | 4025 | RUE D'ORAN | 35 | |
| MONTPELLIER | EY | 0618 | 5390 | BD DE STRASBOURG | 78 | |
| MONTPELLIER | EY | 0618 | 5390 | BD DE STRASBOURG | 86 | |

| | | | | | | |
|-------------|----|------|------|------------------------------|------|--|
| MONTPELLIER | EZ | 0001 | 1494 | RUE DU COMTE DE MELGUEIL | 97 | |
| MONTPELLIER | EZ | 0006 | 4559 | AV DU PONT JUVENAL | 92 | |
| MONTPELLIER | EZ | 0007 | 4559 | AV DU PONT JUVENAL | 94 | |
| MONTPELLIER | EZ | 0008 | 0505 | CHE DES BARQUES | 1 | |
| MONTPELLIER | EZ | 0141 | 3855 | CHE DE MOULARES | 254 | |
| MONTPELLIER | EZ | 0157 | 2431 | RUE DES GABARES | 58 | |
| MONTPELLIER | EZ | 0160 | 4559 | AV DU PONT JUVENAL | 110 | |
| MONTPELLIER | EZ | 0196 | 2295 | RUE DE LA FONTAINE DE LATTES | 20 | |
| MONTPELLIER | EZ | 0196 | 3855 | CHE DE MOULARES | 54 | |
| MONTPELLIER | EZ | 0317 | 4444 | AV DU PIREE | 974 | |
| MONTPELLIER | EZ | 0317 | 6081 | PLA LOUIS ET MARIE TREGARO | 55 | |
| MONTPELLIER | EZ | 0388 | 6014 | PL JEAN BENE | 44 | |
| MONTPELLIER | EZ | 0429 | 6095 | PL PAUL VIGNE D'OCTON | 55 | |
| MONTPELLIER | EZ | 0462 | 6093 | RUE DE LA CONSTITUANTE | 49 | |
| MONTPELLIER | EZ | 0463 | 3855 | CHE DE MOULARES | 394 | |
| MONTPELLIER | EZ | 0509 | 6094 | PLA DES PATRIOTES | 17 | |
| MONTPELLIER | HI | 0037 | 4559 | AV DU PONT JUVENAL | 91 | |
| MONTPELLIER | HI | 0104 | 0392 | RUE D'ATHENES | 191 | |
| MONTPELLIER | HI | 0128 | 2052 | ESP DE L'EUROPE | 11 | |
| MONTPELLIER | HI | 0129 | 2052 | ESP DE L'EUROPE | 13 | |
| MONTPELLIER | HI | 0155 | 0092 | BD DE AEROPORT INTERNATIONAL | 35 | |
| MONTPELLIER | HI | 0155 | 3232 | RUE LEON BLUM | 115 | |
| MONTPELLIER | HI | 0156 | 0392 | RUE D'ATHENES | 41 | |
| MONTPELLIER | HI | 0156 | 3232 | RUE LEON BLUM | 49 | |
| MONTPELLIER | HI | 0251 | 1658 | ALL DES CYCLADES | 60 | |
| MONTPELLIER | HI | 0264 | 2052 | ESP DE L'EUROPE | 1 | |
| MONTPELLIER | HI | 0280 | 2898 | AV JACQUES CARTIER | 90 | |
| MONTPELLIER | HI | 0281 | 5491 | PL DE THESSALIE | 123 | |
| MONTPELLIER | HI | 0281 | 5491 | PL DE THESSALIE | 139 | |
| MONTPELLIER | HI | 0290 | 0392 | RUE D'ATHENES | 121 | |
| MONTPELLIER | HI | 0302 | 2985 | AV JEAN MERMOZ | 1130 | |
| MONTPELLIER | HI | 0315 | 3232 | RUE LEON BLUM | 267 | |
| MONTPELLIER | HI | 0315 | 3232 | RUE LEON BLUM | 305 | |
| MONTPELLIER | HI | 0398 | 0073 | RUE DE L'ACROPOLE | 145 | |
| MONTPELLIER | HI | 0399 | 2052 | ESP DE L'EUROPE | 19 | |
| MONTPELLIER | HI | 0402 | 2898 | AV JACQUES CARTIER | 87 | |
| MONTPELLIER | HI | 0403 | 0073 | RUE DE L'ACROPOLE | 255 | |
| MONTPELLIER | HI | 0407 | 6065 | ALL DE DELOS | 101 | |
| MONTPELLIER | HI | 0417 | 4536 | AV DE LA POMPIGNANE | 251 | |
| MONTPELLIER | HI | 0417 | 6085 | RUE ALCYONE | 18 | |
| MONTPELLIER | HI | 0421 | 6083 | RUE THETIS | 50 | |
| MONTPELLIER | HI | 0459 | 1785 | RUE DOM BOSCO | 179 | |
| MONTPELLIER | HK | 0027 | 4559 | AV DU PONT JUVENAL | 81 | |
| MONTPELLIER | HK | 0028 | 4559 | AV DU PONT JUVENAL | 79 | |
| MONTPELLIER | HK | 0029 | 4559 | AV DU PONT JUVENAL | 77 | |
| MONTPELLIER | HK | 0043 | 4559 | AV DU PONT JUVENAL | 74 | |
| MONTPELLIER | HK | 0089 | 4559 | AV DU PONT JUVENAL | 62 | |

| | | | | | | |
|-------------|----|------|------|---------------------------|------|---|
| MONTPELLIER | HK | 0103 | 3983 | AV DES ETATS DU LANGUEDOC | 400 | |
| MONTPELLIER | HK | 0104 | 3983 | ALL DU NOUVEAU MONDE | 140 | |
| MONTPELLIER | HK | 0120 | 3655 | RUE MATHIEU LAURENS | 210 | B |
| MONTPELLIER | HK | 0127 | 3972 | PL DU NOMBRE D'OR | 15 | |
| MONTPELLIER | HK | 0127 | 3972 | PL DU NOMBRE D'OR | 23 | |
| MONTPELLIER | HK | 0127 | 3972 | PL DU NOMBRE D'OR | 9 | |
| MONTPELLIER | HK | 0147 | 3754 | PL DU MILLENAIRE | 2 | |
| MONTPELLIER | HK | 0147 | 3754 | PL DU MILLENAIRE | 6 | |
| MONTPELLIER | HK | 0147 | 3754 | PL DU MILLENAIRE | 8 | |
| MONTPELLIER | HK | 0152 | 0301 | BD D'ANTIGONE | 500 | |
| MONTPELLIER | HK | 0228 | 3754 | PL DU MILLENAIRE | 48 | |
| MONTPELLIER | HK | 0229 | 3754 | PL DU MILLENAIRE | 36 | |
| MONTPELLIER | HK | 0229 | 3754 | PL DU MILLENAIRE | 38 | |
| MONTPELLIER | HK | 0229 | 3754 | PL DU MILLENAIRE | 40 | |
| MONTPELLIER | HK | 0230 | 3754 | PL DU MILLENAIRE | 39 | |
| MONTPELLIER | HK | 0230 | 3754 | PL DU MILLENAIRE | 47 | |
| MONTPELLIER | HK | 0231 | 4179 | PL PAUL BEC | 1 | |
| MONTPELLIER | HK | 0234 | 3754 | PL DU MILLENAIRE | 19 | |
| MONTPELLIER | HK | 0234 | 3754 | PL DU MILLENAIRE | 27 | |
| MONTPELLIER | HK | 0234 | 3754 | PL DU MILLENAIRE | 29 | |
| MONTPELLIER | HK | 0236 | 0394 | ALL DE L'ATTIQUE | 21 | |
| MONTPELLIER | HK | 0236 | 5262 | AV SAMUEL CHAMPLAIN | 75 | B |
| MONTPELLIER | HK | 0238 | 3983 | ALL DU NOUVEAU MONDE | 185 | B |
| MONTPELLIER | HK | 0342 | 4746 | PL DU QUEBEC | 144 | |
| MONTPELLIER | HK | 0395 | 3232 | RUE LEON BLUM | 500 | |
| MONTPELLIER | HK | 0406 | 2847 | PAS DE L'HORLOGE | 16 | |
| MONTPELLIER | HK | 0411 | 2071 | RUE DES PERTUISANES | 265 | |
| MONTPELLIER | HK | 0411 | 4288 | RUE DES PERTUISANES | 1 | |
| MONTPELLIER | HK | 0418 | 4559 | AV DU PONT JUVENAL | 49 | |
| MONTPELLIER | HK | 0421 | 0131 | PL D'AGUESSEAU | 15 | |
| MONTPELLIER | HK | 0421 | 5711 | PL VAUBAN | 43 | |
| MONTPELLIER | HK | 0421 | 5711 | PL VAUBAN | 71 | |
| MONTPELLIER | HK | 0422 | 3232 | RUE LEON BLUM | 394 | |
| MONTPELLIER | HK | 0422 | 5262 | AV SAMUEL CHAMPLAIN | 90 | |
| MONTPELLIER | HK | 0423 | 5262 | AV SAMUEL CHAMPLAIN | 9341 | F |
| MONTPELLIER | HK | 0424 | 0056 | PL D'ACADIE | 33 | |
| MONTPELLIER | HK | 0424 | 1785 | RUE DOM BOSCO | 56 | |
| MONTPELLIER | HK | 0425 | 3232 | RUE LEON BLUM | 470 | |
| MONTPELLIER | HK | 0437 | 3232 | RUE LEON BLUM | 170 | |
| MONTPELLIER | HL | 0020 | 1369 | RUE CITE BENOIT | 10 | |
| MONTPELLIER | HL | 0021 | 1369 | RUE CITE BENOIT | 12 | |
| MONTPELLIER | HL | 0042 | 4559 | AV DU PONT JUVENAL | 8 | |
| MONTPELLIER | HL | 0074 | 2992 | IMP JEANNE HACHETTE | 5 | |
| MONTPELLIER | HL | 0092 | 4559 | AV DU PONT JUVENAL | 45 | |
| MONTPELLIER | HL | 0100 | 3690 | RUE DE LA MEDITERRANEE | 51 | |
| MONTPELLIER | HL | 0183 | 5390 | BD DE STRASBOURG | 36 | |
| MONTPELLIER | HL | 0183 | 5390 | BD DE STRASBOURG | 38 | |

| | | | | | | |
|-------------|----|------|------|--------------------------------|-----|---|
| MONTPELLIER | HL | 0223 | 3315 | RUE DE LORRAINE | 9 | |
| MONTPELLIER | HL | 0231 | 3690 | RUE DE LA MEDITERRANEE | 26 | |
| MONTPELLIER | HL | 0235 | 3690 | RUE DE LA MEDITERRANEE | 34 | |
| MONTPELLIER | HL | 0239 | 3690 | RUE DE LA MEDITERRANEE | 42 | |
| MONTPELLIER | HL | 0245 | 3690 | RUE DE LA MEDITERRANEE | 46 | |
| MONTPELLIER | HL | 0247 | 3690 | RUE DE LA MEDITERRANEE | 50 | |
| MONTPELLIER | HL | 0265 | 0130 | RUE DE L'AIRE | 20 | |
| MONTPELLIER | HL | 0280 | 3155 | RUE LAMARTINE | 25 | |
| MONTPELLIER | HL | 0281 | 4559 | AV DU PONT JUVENAL | 36 | |
| MONTPELLIER | HL | 0292 | 4559 | AV DU PONT JUVENAL | 20 | |
| MONTPELLIER | HL | 0299 | 3155 | RUE LAMARTINE | 7 | |
| MONTPELLIER | HL | 0316 | 3690 | RUE DE LA MEDITERRANEE | 33 | |
| MONTPELLIER | HL | 0330 | 3690 | RUE DE LA MEDITERRANEE | 15 | |
| MONTPELLIER | HL | 0339 | 3690 | RUE DE LA MEDITERRANEE | 7 | |
| MONTPELLIER | HL | 0340 | 3690 | RUE DE LA MEDITERRANEE | 10 | |
| MONTPELLIER | HL | 0341 | 3690 | RUE DE LA MEDITERRANEE | 12 | |
| MONTPELLIER | HL | 0346 | 3690 | RUE DE LA MEDITERRANEE | 22 | |
| MONTPELLIER | HL | 0358 | 4550 | RUE DU PONT DE LATTES | 7 | |
| MONTPELLIER | HL | 0365 | 5300 | QUAI DE SAUVAGE | 1 | |
| MONTPELLIER | HL | 0368 | 0220 | RUE D'ALSACE | 3 | |
| MONTPELLIER | HL | 0374 | 5300 | QUAI DE SAUVAGE | 7 | |
| MONTPELLIER | HL | 0380 | 5300 | QUAI DE SAUVAGE | 11 | |
| MONTPELLIER | HL | 0411 | 2071 | AV DES ETATS DU LANGUEDOC | 410 | B |
| MONTPELLIER | HL | 0412 | 3690 | RUE DE LA MEDITERRANEE | 13 | |
| MONTPELLIER | HL | 0512 | 0565 | RUE BAYARD | 14 | |
| MONTPELLIER | HL | 0518 | 5390 | BD DE STRASBOURG | 46 | |
| MONTPELLIER | HL | 0555 | 5390 | BD DE STRASBOURG | 57 | |
| MONTPELLIER | HM | 0001 | 4860 | RUE DE LA REPUBLIQUE | 1 | |
| MONTPELLIER | HM | 0002 | 5795 | BD VICTOR HUGO | 2 | |
| MONTPELLIER | HM | 0003 | 5795 | BD VICTOR HUGO | 4 | |
| MONTPELLIER | HM | 0004 | 4860 | RUE DE LA REPUBLIQUE | 5 | |
| MONTPELLIER | HM | 0011 | 4065 | RUE PAGEZY | 8 | |
| MONTPELLIER | HM | 0014 | 4065 | RUE PAGEZY | 4 | |
| MONTPELLIER | HM | 0017 | 3040 | RUE JOFFRE | 6 | |
| MONTPELLIER | HM | 0019 | 5795 | BD VICTOR HUGO | 10 | |
| MONTPELLIER | HM | 0019 | 5795 | BD VICTOR HUGO | 8 | |
| MONTPELLIER | HM | 0021 | 5795 | BD VICTOR HUGO | 6 | |
| MONTPELLIER | HM | 0027 | 4000 | RUE D'OBILION | 2 | B |
| MONTPELLIER | HM | 0027 | 5797 | RUE DE LA VICTOIRE DE LA MARNE | 2 | |
| MONTPELLIER | HM | 0030 | 4000 | RUE D'OBILION | 5 | |
| MONTPELLIER | HM | 0033 | 5795 | BD VICTOR HUGO | 22 | |
| MONTPELLIER | HM | 0036 | 3390 | RUE DE MAGUELONE | 6 | |
| MONTPELLIER | HM | 0037 | 5797 | RUE DE LA VICTOIRE DE LA MARNE | 1 | |
| MONTPELLIER | HM | 0041 | 1420 | RUE DU CLOS RENE | 6 | |
| MONTPELLIER | HM | 0049 | 3390 | RUE DE MAGUELONE | 11 | |
| MONTPELLIER | HM | 0054 | 5740 | RUE DE VERDUN | 4 | |
| MONTPELLIER | HM | 0057 | 3390 | RUE DE MAGUELONE | 3 | |

| | | | | | | |
|-------------|----|------|------|-----------------------|-----|---|
| MONTPELLIER | HM | 0063 | 0830 | RUE BOUSSAIROLLES | 6 | |
| MONTPELLIER | HM | 0064 | 0830 | RUE BOUSSAIROLLES | 4 | |
| MONTPELLIER | HM | 0065 | 1485 | PL DE LA COMEDIE | 13 | |
| MONTPELLIER | HM | 0066 | 1485 | PL DE LA COMEDIE | 12 | |
| MONTPELLIER | HM | 0081 | 1235 | RUE CHARLES AMANS | 6 | |
| MONTPELLIER | HM | 0085 | 1235 | RUE CHARLES AMANS | 10 | |
| MONTPELLIER | HM | 0145 | 0555 | RUE BAUDIN | 23 | |
| MONTPELLIER | HM | 0156 | 0555 | RUE BAUDIN | 15 | |
| MONTPELLIER | HM | 0168 | 0830 | RUE BOUSSAIROLLES | 13 | |
| MONTPELLIER | HM | 0169 | 0830 | RUE BOUSSAIROLLES | 13 | |
| MONTPELLIER | HM | 0173 | 0830 | RUE BOUSSAIROLLES | 7 | |
| MONTPELLIER | HM | 0181 | 5740 | RUE DE VERDUN | 7 | |
| MONTPELLIER | HM | 0186 | 0190 | RUE ALFRED BRUYAS | 13 | |
| MONTPELLIER | HM | 0187 | 0190 | RUE ALFRED BRUYAS | 11 | |
| MONTPELLIER | HM | 0188 | 0190 | RUE ALFRED BRUYAS | 9 | |
| MONTPELLIER | HM | 0190 | 5740 | RUE DE VERDUN | 13 | |
| MONTPELLIER | HM | 0191 | 5740 | RUE DE VERDUN | 15 | |
| MONTPELLIER | HM | 0192 | 0335 | RUE ARISTIDE OLLIVIER | 1 | |
| MONTPELLIER | HM | 0195 | 0335 | RUE ARISTIDE OLLIVIER | 7 | |
| MONTPELLIER | HM | 0196 | 3485 | RUE MARESCHAL | 1 | |
| MONTPELLIER | HM | 0202 | 1715 | PAS DAVID BELUGOU | 2 | B |
| MONTPELLIER | HM | 0204 | 1715 | PAS DAVID BELUGOU | 4 | |
| MONTPELLIER | HM | 0221 | 3485 | RUE MARESCHAL | 12 | |
| MONTPELLIER | HM | 0237 | 2240 | RUE FLAUGERGUES | 5 | |
| MONTPELLIER | HM | 0240 | 3485 | RUE MARESCHAL | 2 | B |
| MONTPELLIER | HM | 0241 | 3485 | RUE MARESCHAL | 2 | |
| MONTPELLIER | HM | 0266 | 5345 | RUE SERANE | 5 | |
| MONTPELLIER | HM | 0268 | 5740 | RUE DE VERDUN | 29 | |
| MONTPELLIER | HM | 0274 | 5740 | RUE DE VERDUN | 25 | |
| MONTPELLIER | HM | 0275 | 5740 | RUE DE VERDUN | 23 | |
| MONTPELLIER | HM | 0282 | 5740 | RUE DE VERDUN | 17 | |
| MONTPELLIER | HM | 0284 | 1420 | RUE DU CLOS RENE | 1 | |
| MONTPELLIER | HM | 0284 | 5740 | RUE DE VERDUN | 16 | |
| MONTPELLIER | HM | 0286 | 1420 | RUE DU CLOS RENE | 5 | |
| MONTPELLIER | HM | 0288 | 3390 | RUE DE MAGUELONE | 21 | |
| MONTPELLIER | HM | 0298 | 3075 | RUE JULES FERRY | 4 | |
| MONTPELLIER | HM | 0302 | 3390 | RUE DE MAGUELONE | 29 | |
| MONTPELLIER | HM | 0335 | 5740 | RUE DE VERDUN | 18 | B |
| MONTPELLIER | HM | 0349 | 5795 | BD VICTOR HUGO | 12 | |
| MONTPELLIER | HM | 0487 | 3092 | ALL JULES MILHAU | 1 | |
| MONTPELLIER | HM | 0487 | 3092 | ALL JULES MILHAU | 110 | |
| MONTPELLIER | HM | 0487 | 3092 | ALL JULES MILHAU | 115 | |
| MONTPELLIER | HM | 0487 | 3092 | ALL JULES MILHAU | 121 | |
| MONTPELLIER | HM | 0487 | 3092 | ALL JULES MILHAU | 26 | |
| MONTPELLIER | HM | 0487 | 3092 | ALL JULES MILHAU | 52 | |
| MONTPELLIER | HM | 0487 | 3092 | ALL JULES MILHAU | 70 | |
| MONTPELLIER | HM | 0487 | 3092 | ALL JULES MILHAU | 82 | |

| | | | | | | |
|-------------|----|------|------|-------------------------------|----|---|
| MONTPELLIER | HM | 0494 | 4860 | RUE DE LA REPUBLIQUE | 9 | |
| MONTPELLIER | HM | 0494 | 5795 | BD VICTOR HUGO | 4 | B |
| MONTPELLIER | HM | 0517 | 3485 | RUE MARESCHAL | 3 | |
| MONTPELLIER | HM | 0523 | 3390 | RUE DE MAGUELONE | 27 | |
| MONTPELLIER | HN | 0001 | 0125 | RUE DE L'AIGUILLERIE | 24 | |
| MONTPELLIER | HN | 0012 | 3835 | RUE MONTPELLIERET | 6 | |
| MONTPELLIER | HN | 0023 | 2120 | RUE FABRE | 4 | |
| MONTPELLIER | HN | 0027 | 0430 | RUE DES AUGUSTINS | 1 | |
| MONTPELLIER | HN | 0031 | 5280 | BD SARRAIL | 13 | |
| MONTPELLIER | HN | 0035 | 5280 | BD SARRAIL | 9 | |
| MONTPELLIER | HN | 0036 | 5280 | BD SARRAIL | 7 | |
| MONTPELLIER | HN | 0037 | 3305 | PAS LONJON | 1 | |
| MONTPELLIER | HN | 0037 | 3305 | PAS LONJON | 15 | |
| MONTPELLIER | HN | 0047 | 2900 | RUE JACQUES COEUR | 11 | |
| MONTPELLIER | HN | 0052 | 3300 | RUE DE LA LOGE | 15 | |
| MONTPELLIER | HN | 0052 | 5585 | RUE DES TRESORIERES DE FRANCE | 8 | |
| MONTPELLIER | HN | 0053 | 3300 | RUE DE LA LOGE | 11 | B |
| MONTPELLIER | HN | 0054 | 3300 | RUE DE LA LOGE | 9 | |
| MONTPELLIER | HN | 0057 | 1460 | RUE COLLOT | 3 | |
| MONTPELLIER | HN | 0057 | 1960 | RUE EMBOUQUE D'OR | 6 | |
| MONTPELLIER | HN | 0062 | 1460 | RUE COLLOT | 1 | |
| MONTPELLIER | HN | 0064 | 4340 | RUE DE LA PETITE LOGE | 4 | |
| MONTPELLIER | HN | 0066 | 0125 | RUE DE L'AIGUILLERIE | 8 | |
| MONTPELLIER | HN | 0067 | 4340 | RUE DE LA PETITE LOGE | 5 | |
| MONTPELLIER | HN | 0076 | 0125 | RUE DE L'AIGUILLERIE | 1 | |
| MONTPELLIER | HN | 0078 | 0125 | RUE DE L'AIGUILLERIE | 3 | |
| MONTPELLIER | HN | 0084 | 5280 | BD SARRAIL | 23 | |
| MONTPELLIER | HN | 0088 | 4340 | RUE DE LA PETITE LOGE | 6 | |
| MONTPELLIER | HN | 0099 | 1485 | PL DE LA COMEDIE | 7 | |
| MONTPELLIER | HN | 0103 | 0125 | RUE DE L'AIGUILLERIE | 30 | |
| MONTPELLIER | HN | 0105 | 2900 | RUE JACQUES COEUR | 7 | |
| MONTPELLIER | HN | 0121 | 1485 | PL DE LA COMEDIE | 8 | |
| MONTPELLIER | HN | 0224 | 0125 | RUE DE L'AIGUILLERIE | 20 | |
| MONTPELLIER | HN | 0235 | 2250 | RUE FOCH | 30 | |
| MONTPELLIER | HO | 0001 | 1450 | RUE DU COLLEGE | 14 | |
| MONTPELLIER | HO | 0002 | 2620 | RUE DE L'AIGUILLERIE | 3 | |
| MONTPELLIER | HO | 0002 | 2620 | RUE GLAIZE | 3 | T |
| MONTPELLIER | HO | 0003 | 0125 | RUE DE L'AIGUILLERIE | 34 | |
| MONTPELLIER | HO | 0005 | 0125 | RUE DE L'AIGUILLERIE | 38 | |
| MONTPELLIER | HO | 0020 | 0125 | RUE DE L'AIGUILLERIE | 68 | |
| MONTPELLIER | HO | 0024 | 0125 | RUE DE L'AIGUILLERIE | 67 | |
| MONTPELLIER | HO | 0025 | 1910 | RUE DES ECOLES LAIQUES | 4 | |
| MONTPELLIER | HO | 0026 | 0125 | RUE DE L'AIGUILLERIE | 71 | |
| MONTPELLIER | HO | 0035 | 1455 | RUE DU COLLEGE DUVERGIER | 12 | |
| MONTPELLIER | HO | 0036 | 1910 | RUE DES ECOLES LAIQUES | 10 | |
| MONTPELLIER | HO | 0039 | 1455 | RUE DU COLLEGE DUVERGIER | 8 | |
| MONTPELLIER | HO | 0049 | 1725 | IMP DELORT | 5 | |

| | | | | | | |
|-------------|----|------|------|-----------------------------|----|---|
| MONTPELLIER | HO | 0063 | 4415 | RUE DU PILA SAINT GELY | 19 | |
| MONTPELLIER | HO | 0064 | 4415 | RUE DU PILA SAINT GELY | 23 | |
| MONTPELLIER | HO | 0074 | 4335 | IMP DE LA PETITE CORRATERIE | 9 | |
| MONTPELLIER | HO | 0077 | 4335 | IMP DE LA PETITE CORRATERIE | 2 | B |
| MONTPELLIER | HO | 0079 | 3320 | BD LOUIS BLANC | 6 | |
| MONTPELLIER | HO | 0082 | 3320 | BD LOUIS BLANC | 14 | |
| MONTPELLIER | HO | 0093 | 4415 | RUE DU PILA SAINT GELY | 18 | |
| MONTPELLIER | HO | 0094 | 4415 | RUE DU PILA SAINT GELY | 16 | |
| MONTPELLIER | HO | 0099 | 4415 | RUE DU PILA SAINT GELY | 8 | |
| MONTPELLIER | HO | 0125 | 3835 | RUE MONTPELLIERET | 7 | |
| MONTPELLIER | HO | 0126 | 1450 | RUE DU COLLEGE | 9 | |
| MONTPELLIER | HO | 0137 | 1455 | RUE DU COLLEGE DUVERGIER | 10 | |
| MONTPELLIER | HO | 0146 | 0125 | RUE DE L'AIGUILLERIE | 54 | |
| MONTPELLIER | HO | 0148 | 1195 | IMP DU CHAPEAU ROUGE | 2 | B |
| MONTPELLIER | HO | 0151 | 4415 | RUE DU PILA SAINT GELY | 27 | |
| MONTPELLIER | HO | 0152 | 5265 | RUE DE LA SALLE L'EVEQUE | 12 | |
| MONTPELLIER | HP | 0001 | 2250 | RUE FOCH | 27 | |
| MONTPELLIER | HP | 0003 | 5650 | RUE DE L'UNIVERSITE | 2 | |
| MONTPELLIER | HP | 0004 | 0766 | RUE BONNIER D'ALCO | 8 | |
| MONTPELLIER | HP | 0011 | 1730 | RUE DELPECH | 1 | |
| MONTPELLIER | HP | 0011 | 3463 | PL DU MARCHE AUX FLEURS | 5 | |
| MONTPELLIER | HP | 0015 | 2345 | RUE FOURNARIE | 2 | |
| MONTPELLIER | HP | 0018 | 5650 | RUE DE L'UNIVERSITE | 6 | |
| MONTPELLIER | HP | 0020 | 5650 | RUE DE L'UNIVERSITE | 10 | |
| MONTPELLIER | HP | 0028 | 5650 | RUE DE L'UNIVERSITE | 20 | |
| MONTPELLIER | HP | 0032 | 5755 | RUE DE LA VERRERIE | 30 | |
| MONTPELLIER | HP | 0058 | 5755 | RUE DE LA VERRERIE | 8 | |
| MONTPELLIER | HP | 0092 | 4485 | RUE DU PLAN DE L'OLIVIER | 29 | |
| MONTPELLIER | HP | 0098 | 4485 | RUE DU PLAN DE L'OLIVIER | 41 | |
| MONTPELLIER | HP | 0128 | 1910 | RUE DES ECOLES LAIQUES | 19 | |
| MONTPELLIER | HP | 0133 | 1910 | RUE DES ECOLES LAIQUES | 7 | |
| MONTPELLIER | HP | 0137 | 5250 | RUE SAINTE URSULE | 8 | |
| MONTPELLIER | HP | 0146 | 1915 | RUE DES ECOLES PIES | 14 | |
| MONTPELLIER | HP | 0165 | 5250 | RUE SAINTE URSULE | 9 | |
| MONTPELLIER | HP | 0179 | 0445 | RUE AVENTURIN | 7 | |
| MONTPELLIER | HP | 0194 | 0445 | RUE AVENTURIN | 3 | |
| MONTPELLIER | HP | 0197 | 4485 | RUE DU PLAN DE L'OLIVIER | 10 | |
| MONTPELLIER | HP | 0201 | 1205 | PL DE LA CHAPELLE NEUVE | 1 | |
| MONTPELLIER | HP | 0202 | 1885 | RUE DE L'ECOLE DE PHARMACIE | 2 | |
| MONTPELLIER | HP | 0203 | 1885 | RUE DE L'ECOLE DE PHARMACIE | 2 | B |
| MONTPELLIER | HP | 0207 | 1885 | RUE DE L'ECOLE DE PHARMACIE | 6 | |
| MONTPELLIER | HP | 0220 | 0665 | RUE DU BERGER | 20 | |
| MONTPELLIER | HP | 0237 | 2616 | RUE DE GIRONE | 6 | |
| MONTPELLIER | HP | 0256 | 0125 | RUE DE L'AIGUILLERIE | 63 | |
| MONTPELLIER | HP | 0264 | 0125 | RUE DE L'AIGUILLERIE | 51 | |
| MONTPELLIER | HP | 0272 | 1025 | RUE DE LA CARBONNERIE | 1 | |
| MONTPELLIER | HP | 0273 | 0125 | RUE DE L'AIGUILLERIE | 37 | |

| | | | | | | |
|-------------|----|------|------|------------------------------|----|---|
| MONTPELLIER | HP | 0275 | 1025 | RUE DE LA CARBONNERIE | 8 | |
| MONTPELLIER | HP | 0279 | 0125 | RUE DE L'AIGUILLERIE | 29 | |
| MONTPELLIER | HP | 0281 | 3463 | PL DU MARCHÉ AUX FLEURS | 6 | |
| MONTPELLIER | HP | 0310 | 5650 | RUE DE L'UNIVERSITE | 18 | |
| MONTPELLIER | HP | 0317 | 1885 | RUE DE L'ECOLE DE PHARMACIE | 7 | |
| MONTPELLIER | HP | 0339 | 4345 | IMP PERTRACH | 4 | |
| MONTPELLIER | HP | 0345 | 1025 | RUE DE LA CARBONNERIE | 2 | |
| MONTPELLIER | HP | 0453 | 5250 | RUE SAINTE URSULE | 2 | B |
| MONTPELLIER | HP | 0469 | 5650 | RUE DE L'UNIVERSITE | 52 | |
| MONTPELLIER | HP | 0473 | 4485 | RUE DU PLAN DE L'OLIVIER | 4 | |
| MONTPELLIER | HP | 0499 | 5650 | RUE DE L'UNIVERSITE | 46 | |
| MONTPELLIER | HR | 0004 | 0595 | RUE BECHAMP | 4 | |
| MONTPELLIER | HR | 0011 | 2975 | RUE JEAN JACQUES ROUSSEAU | 16 | |
| MONTPELLIER | HR | 0053 | 2485 | RUE GARIEL | 2 | |
| MONTPELLIER | HR | 0091 | 0100 | RUE D'AIGREFEUILLE | 8 | |
| MONTPELLIER | HR | 0095 | 5810 | RUE DE LA VIEILLE INTENDANCE | 11 | |
| MONTPELLIER | HR | 0098 | 0100 | RUE D'AIGREFEUILLE | 2 | B |
| MONTPELLIER | HR | 0120 | 0990 | PL DE LA CANOURGUE | 5 | |
| MONTPELLIER | HR | 0120 | 2975 | RUE JEAN JACQUES ROUSSEAU | 2 | |
| MONTPELLIER | HR | 0124 | 0992 | RUE DE LA CANOURGUE | 3 | |
| MONTPELLIER | HR | 0128 | 5775 | RUE DU VESTIAIRE | 4 | |
| MONTPELLIER | HR | 0137 | 0990 | PL DE LA CANOURGUE | 2 | |
| MONTPELLIER | HR | 0143 | 1070 | RUE CASTEL MOTON | 7 | |
| MONTPELLIER | HR | 0144 | 5810 | RUE DE LA VIEILLE INTENDANCE | 12 | |
| MONTPELLIER | HR | 0151 | 4720 | RUE DU PUIITS DES ESQUILLES | 8 | |
| MONTPELLIER | HR | 0157 | 1070 | RUE CASTEL MOTON | 13 | |
| MONTPELLIER | HR | 0169 | 1170 | PL CHABANEAU | 9 | |
| MONTPELLIER | HR | 0173 | 4081 | RUE DU PALAIS DES GUILHEM | 20 | |
| MONTPELLIER | HR | 0177 | 3650 | RUE MASSILIAN | 2 | |
| MONTPELLIER | HR | 0178 | 3650 | RUE MASSILIAN | 1 | |
| MONTPELLIER | HR | 0179 | 1170 | PL CHABANEAU | 3 | |
| MONTPELLIER | HR | 0180 | 3650 | RUE MASSILIAN | 3 | |
| MONTPELLIER | HR | 0184 | 2250 | RUE FOCH | 19 | |
| MONTPELLIER | HR | 0186 | 3824 | RUE MONTGOLFIER | 1 | |
| MONTPELLIER | HR | 0191 | 2250 | RUE FOCH | 15 | |
| MONTPELLIER | HR | 0191 | 4081 | RUE DU PALAIS DES GUILHEM | 12 | |
| MONTPELLIER | HR | 0192 | 2250 | RUE FOCH | 13 | |
| MONTPELLIER | HR | 0195 | 4081 | RUE DU PALAIS DES GUILHEM | 10 | |
| MONTPELLIER | HR | 0195 | 4450 | RUE DU PISTOLET | 4 | |
| MONTPELLIER | HR | 0200 | 4078 | RUE DU PLAN DU PALAIS | 1 | |
| MONTPELLIER | HR | 0202 | 4078 | RUE DU PLAN DU PALAIS | 3 | |
| MONTPELLIER | HR | 0204 | 4078 | RUE DU PLAN DU PALAIS | 5 | |
| MONTPELLIER | HR | 0215 | 2755 | RUE HAUTE | 3 | |
| MONTPELLIER | HR | 0216 | 4250 | RUE DE LA PELLETERIE | 7 | |
| MONTPELLIER | HR | 0221 | 2975 | RUE JEAN JACQUES ROUSSEAU | 25 | |
| MONTPELLIER | HR | 0223 | 4725 | RUE DU PUIITS DU PALAIS | 4 | |
| MONTPELLIER | HR | 0224 | 4670 | BD PROF LOUIS VIALLETON | 1 | B |

| | | | | | | |
|-------------|----|------|------|-----------------------------|--------|--|
| MONTPELLIER | HR | 0224 | 4670 | BD PROF LOUIS VIALLETON | 1 | |
| MONTPELLIER | HR | 0232 | 2975 | RUE JEAN JACQUES ROUSSEAU | 6 | |
| MONTPELLIER | HR | 0234 | 3824 | RUE MONTGOLFIER | 3 | |
| MONTPELLIER | HS | 0002 | 5695 | RUE DE LA VALFERE | 4 | |
| MONTPELLIER | HS | 0013 | 2105 | RUE EUGENE LISBONNE | 8 | |
| MONTPELLIER | HS | 0015 | 2105 | RUE EUGENE LISBONNE | 6 | |
| MONTPELLIER | HS | 0026 | 5385 | RUE STANISLAS DIGEON | 2 | |
| MONTPELLIER | HS | 0037 | 2105 | RUE EUGENE LISBONNE | 19 | |
| MONTPELLIER | HS | 0042 | 2105 | RUE EUGENE LISBONNE | 11 | |
| MONTPELLIER | HS | 0043 | 2250 | RUE FOCH | 14 | |
| MONTPELLIER | HS | 0043 | 4320 | PL DU PETIT SCEL | 5 | |
| MONTPELLIER | HS | 0051 | 0570 | RUE DU BAYLE | 8 | |
| MONTPELLIER | HS | 0051 | 4365 | RUE PHILIPPY | 1 | |
| MONTPELLIER | HS | 0069 | 3540 | PL MARTYRS DE LA RESISTANCE | 5 | |
| MONTPELLIER | HS | 0073 | 1840 | PLAN DUCHE | 3 | |
| MONTPELLIER | HS | 0078 | 5095 | RUE SAINT FIRMIN | 13 | |
| MONTPELLIER | HS | 0091 | 0570 | RUE DU BAYLE | 16 | |
| MONTPELLIER | HS | 0091 | 4785 | IMP RANCHIN | (vide) | |
| MONTPELLIER | HS | 0091 | 4790 | RUE RANCHIN | 1 | |
| MONTPELLIER | HS | 0091 | 4790 | RUE RANCHIN | 3 | |
| MONTPELLIER | HS | 0099 | 5105 | RUE SAINT GUILHEM | 24 | |
| MONTPELLIER | HS | 0104 | 4790 | RUE RANCHIN | 10 | |
| MONTPELLIER | HS | 0105 | 5225 | RUE SAINTE ANNE | 7 | |
| MONTPELLIER | HS | 0106 | 5225 | RUE SAINTE ANNE | 5 | |
| MONTPELLIER | HS | 0107 | 5225 | RUE SAINTE ANNE | 3 | |
| MONTPELLIER | HS | 0120 | 5225 | RUE SAINTE ANNE | 14 | |
| MONTPELLIER | HS | 0121 | 5225 | RUE SAINTE ANNE | 16 | |
| MONTPELLIER | HS | 0125 | 0225 | RUE DE L'AMANDIER | 47 | |
| MONTPELLIER | HS | 0139 | 5105 | RUE SAINT GUILHEM | 32 | |
| MONTPELLIER | HS | 0143 | 5105 | RUE SAINT GUILHEM | 38 | |
| MONTPELLIER | HS | 0151 | 4875 | RUE REY | 15 | |
| MONTPELLIER | HS | 0159 | 5695 | RUE DE LA VALFERE | 35 | |
| MONTPELLIER | HS | 0188 | 4520 | RUE POITEVINE | 9 | |
| MONTPELLIER | HS | 0188 | 5695 | RUE DE LA VALFERE | 23 | |
| MONTPELLIER | HS | 0189 | 4520 | RUE POITEVINE | 11 | |
| MONTPELLIER | HS | 0197 | 4920 | RUE DE LA ROCHELLE | 7 | |
| MONTPELLIER | HS | 0197 | 5475 | RUE TERRAL | 18 | |
| MONTPELLIER | HS | 0201 | 4920 | RUE DE LA ROCHELLE | 5 | |
| MONTPELLIER | HS | 0202 | 5475 | RUE TERRAL | 20 | |
| MONTPELLIER | HS | 0203 | 5475 | RUE TERRAL | 22 | |
| MONTPELLIER | HS | 0212 | 5695 | RUE DE LA VALFERE | 28 | |
| MONTPELLIER | HS | 0223 | 5105 | RUE SAINT GUILHEM | 46 | |
| MONTPELLIER | HS | 0226 | 5105 | RUE SAINT GUILHEM | 52 | |
| MONTPELLIER | HS | 0227 | 5105 | RUE SAINT GUILHEM | 54 | |
| MONTPELLIER | HS | 0230 | 5105 | RUE SAINT GUILHEM | 60 | |
| MONTPELLIER | HS | 0231 | 5105 | RUE SAINT GUILHEM | 62 | |
| MONTPELLIER | HS | 0232 | 3210 | BD LEDRU ROLLIN | 17 | |

| | | | | | | |
|-------------|----|------|------|----------------------------|----|---|
| MONTPELLIER | HS | 0233 | 3210 | BD LEDRU ROLLIN | 13 | |
| MONTPELLIER | HS | 0234 | 4920 | RUE DE LA ROCHELLE | 28 | |
| MONTPELLIER | HS | 0235 | 3210 | BD LEDRU ROLLIN | 11 | |
| MONTPELLIER | HS | 0237 | 3210 | BD LEDRU ROLLIN | 9 | |
| MONTPELLIER | HS | 0249 | 5095 | RUE SAINT FIRMIN | 15 | B |
| MONTPELLIER | HS | 0253 | 0570 | RUE DU BAYLE | 18 | |
| MONTPELLIER | HS | 0258 | 0570 | RUE DU BAYLE | 6 | |
| MONTPELLIER | HT | 0003 | 3300 | RUE DE LA LOGE | 6 | |
| MONTPELLIER | HT | 0004 | 5800 | RUE DE LA VIEILLE | 3 | |
| MONTPELLIER | HT | 0006 | 3300 | RUE DE LA LOGE | 10 | |
| MONTPELLIER | HT | 0008 | 0325 | RUE DE L'ARGENTERIE | 4 | |
| MONTPELLIER | HT | 0009 | 3300 | RUE DE LA LOGE | 14 | |
| MONTPELLIER | HT | 0012 | 3300 | RUE DE LA LOGE | 20 | |
| MONTPELLIER | HT | 0013 | 0500 | IMP BARNABE | 3 | B |
| MONTPELLIER | HT | 0013 | 0500 | IMP BARNABE | 3 | |
| MONTPELLIER | HT | 0017 | 0500 | IMP BARNABE | 2 | |
| MONTPELLIER | HT | 0030 | 1125 | RUE CAUZIT | 5 | |
| MONTPELLIER | HT | 0031 | 5200 | RUE SAINT RAVY | 3 | |
| MONTPELLIER | HT | 0032 | 5800 | RUE DE LA VIEILLE | 8 | |
| MONTPELLIER | HT | 0034 | 5200 | RUE SAINT RAVY | 2 | |
| MONTPELLIER | HT | 0034 | 5800 | RUE SAINT RAVY | 6 | |
| MONTPELLIER | HT | 0039 | 2825 | RUE DE L'HERBERIE | 6 | |
| MONTPELLIER | HT | 0051 | 2425 | RUE DE LA FRIPERIE | 10 | |
| MONTPELLIER | HT | 0052 | 5105 | RUE SAINT GUILHEM | 11 | |
| MONTPELLIER | HT | 0061 | 2425 | RUE DE LA FRIPERIE | 1 | |
| MONTPELLIER | HT | 0063 | 0255 | RUE DE L'ANCIEN COURRIER | 7 | B |
| MONTPELLIER | HT | 0063 | 5590 | RUE TRESORIER DE LA BOURSE | 4 | |
| MONTPELLIER | HT | 0066 | 5590 | RUE TRESORIER DE LA BOURSE | 10 | |
| MONTPELLIER | HT | 0083 | 0325 | RUE DE L'ARGENTERIE | 21 | |
| MONTPELLIER | HT | 0084 | 0325 | RUE DE L'ARGENTERIE | 25 | |
| MONTPELLIER | HT | 0086 | 1255 | RUE DE LA CHARRUE | 3 | |
| MONTPELLIER | HT | 0096 | 3000 | GR GRAND-RUE JEAN MOULIN | 6 | |
| MONTPELLIER | HT | 0097 | 3000 | GR GRAND-RUE JEAN MOULIN | 4 | |
| MONTPELLIER | HT | 0099 | 1610 | RUE DE LA CROIX D'OR | 3 | |
| MONTPELLIER | HT | 0100 | 1610 | RUE DE LA CROIX D'OR | 1 | |
| MONTPELLIER | HT | 0104 | 3000 | GR GRAND-RUE JEAN MOULIN | 3 | |
| MONTPELLIER | HT | 0112 | 3000 | GR GRAND-RUE JEAN MOULIN | 7 | |
| MONTPELLIER | HT | 0116 | 3000 | GR GRAND-RUE JEAN MOULIN | 11 | |
| MONTPELLIER | HT | 0120 | 3645 | RUE MASSANE | 2 | |
| MONTPELLIER | HT | 0124 | 3645 | RUE MASSANE | 1 | |
| MONTPELLIER | HT | 0127 | 3000 | GR GRAND-RUE JEAN MOULIN | 25 | |
| MONTPELLIER | HT | 0129 | 3000 | GR GRAND-RUE JEAN MOULIN | 28 | |
| MONTPELLIER | HT | 0134 | 0325 | RUE DE L'ARGENTERIE | 31 | |
| MONTPELLIER | HT | 0138 | 0255 | RUE DE L'ANCIEN COURRIER | 28 | |
| MONTPELLIER | HT | 0150 | 2905 | RUE JACQUES D'ARAGON | 2 | |
| MONTPELLIER | HT | 0157 | 5065 | PL SAINT COME | 8 | |
| MONTPELLIER | HT | 0161 | 5070 | RUE SAINT COME | 2 | |

| | | | | | | |
|-------------|----|------|------|--------------------------|----|---|
| MONTPELLIER | HT | 0168 | 0255 | RUE DE L'ANCIEN COURRIER | 8 | |
| MONTPELLIER | HT | 0170 | 5355 | RUE DES SOEURS NOIRES | 3 | |
| MONTPELLIER | HT | 0183 | 5355 | RUE DES SOEURS NOIRES | 11 | |
| MONTPELLIER | HT | 0187 | 5355 | RUE DES SOEURS NOIRES | 6 | |
| MONTPELLIER | HT | 0194 | 2435 | RUE DES GAGNE PETIT | 11 | |
| MONTPELLIER | HT | 0196 | 4730 | RUE DU PUIITS DU TEMPLE | 1 | |
| MONTPELLIER | HT | 0199 | 2435 | RUE DES GAGNE PETIT | 6 | |
| MONTPELLIER | HT | 0199 | 5105 | RUE SAINT GUILHEM | 19 | |
| MONTPELLIER | HT | 0206 | 3000 | GR GRAND-RUE JEAN MOULIN | 10 | |
| MONTPELLIER | HT | 0207 | 1610 | RUE DE LA CROIX D'OR | 15 | |
| MONTPELLIER | HT | 0208 | 1610 | RUE DE LA CROIX D'OR | 15 | |
| MONTPELLIER | HT | 0210 | 1610 | RUE DE LA CROIX D'OR | 13 | |
| MONTPELLIER | HT | 0323 | 0255 | RUE DE L'ANCIEN COURRIER | 9 | |
| MONTPELLIER | HV | 0001 | 5105 | RUE SAINT GUILHEM | 27 | |
| MONTPELLIER | HV | 0005 | 5105 | RUE SAINT GUILHEM | 31 | |
| MONTPELLIER | HV | 0007 | 5105 | RUE SAINT GUILHEM | 35 | |
| MONTPELLIER | HV | 0009 | 4985 | RUE ROUCHER | 5 | |
| MONTPELLIER | HV | 0013 | 0475 | RUE DES BALANCES | 13 | |
| MONTPELLIER | HV | 0016 | 0475 | RUE DES BALANCES | 9 | |
| MONTPELLIER | HV | 0022 | 0475 | RUE DES BALANCES | 3 | |
| MONTPELLIER | HV | 0022 | 4730 | RUE DU PUIITS DU TEMPLE | 10 | |
| MONTPELLIER | HV | 0049 | 4480 | RUE DU PLAN D'AGDE | 9 | |
| MONTPELLIER | HV | 0056 | 5070 | RUE SAINT COME | 5 | |
| MONTPELLIER | HV | 0066 | 2001 | RUE EN GONDEAU | 5 | |
| MONTPELLIER | HV | 0070 | 3090 | RUE JULES LATREILHE | 11 | |
| MONTPELLIER | HV | 0081 | 1535 | RUE COPE CAMBES | 6 | B |
| MONTPELLIER | HV | 0090 | 2001 | RUE EN GONDEAU | 13 | |
| MONTPELLIER | HV | 0093 | 3000 | GR GRAND-RUE JEAN MOULIN | 50 | |
| MONTPELLIER | HV | 0096 | 3000 | GR GRAND-RUE JEAN MOULIN | 44 | |
| MONTPELLIER | HV | 0105 | 2090 | RUE DES ETUVES | 16 | |
| MONTPELLIER | HV | 0106 | 3000 | GR GRAND-RUE JEAN MOULIN | 33 | |
| MONTPELLIER | HV | 0109 | 3000 | GR GRAND-RUE JEAN MOULIN | 39 | |
| MONTPELLIER | HV | 0110 | 3000 | GR GRAND-RUE JEAN MOULIN | 41 | |
| MONTPELLIER | HV | 0117 | 1295 | RUE DU CHEVAL BLANC | 6 | |
| MONTPELLIER | HV | 0118 | 2090 | RUE DES ETUVES | 24 | |
| MONTPELLIER | HV | 0122 | 1760 | RUE DIDEROT | 13 | |
| MONTPELLIER | HV | 0126 | 3360 | RUE LOYS | 2 | |
| MONTPELLIER | HV | 0153 | 1760 | RUE DIDEROT | 18 | |
| MONTPELLIER | HV | 0157 | 2090 | RUE DES ETUVES | 19 | |
| MONTPELLIER | HV | 0164 | 4010 | BD DE L'OBSERVATOIRE | 5 | |
| MONTPELLIER | HV | 0166 | 4010 | BD DE L'OBSERVATOIRE | 1 | |
| MONTPELLIER | HV | 0170 | 3000 | GR GRAND-RUE JEAN MOULIN | 55 | |
| MONTPELLIER | HV | 0176 | 2090 | RUE DES ETUVES | 34 | |
| MONTPELLIER | HV | 0179 | 1760 | RUE DIDEROT | 6 | |
| MONTPELLIER | HV | 0182 | 3000 | GR GRAND-RUE JEAN MOULIN | 47 | |
| MONTPELLIER | HV | 0190 | 3000 | GR GRAND-RUE JEAN MOULIN | 66 | |
| MONTPELLIER | HV | 0191 | 3000 | GR GRAND-RUE JEAN MOULIN | 68 | |

| | | | | | | |
|-------------|----|------|------|--------------------------|----|--|
| MONTPELLIER | HV | 0193 | 2302 | RUE DE LA FONTAINE | 17 | |
| MONTPELLIER | HV | 0199 | 2302 | RUE DE LA FONTAINE | 5 | |
| MONTPELLIER | HV | 0202 | 2001 | RUE EN GONDEAU | 4 | |
| MONTPELLIER | HV | 0221 | 4315 | RUE DU PETIT SAINT JEAN | 8 | |
| MONTPELLIER | HV | 0228 | 2335 | RUE FOUR DES FLAMMES | 9 | |
| MONTPELLIER | HV | 0230 | 2335 | RUE FOUR DES FLAMMES | 6 | |
| MONTPELLIER | HV | 0233 | 3905 | RUE DES MULTIPLIANTS | 1 | |
| MONTPELLIER | HV | 0244 | 4985 | RUE ROUCHER | 17 | |
| MONTPELLIER | HV | 0256 | 4985 | RUE ROUCHER | 16 | |
| MONTPELLIER | HV | 0257 | 0165 | RUE ALEXANDRE CABANEL | 9 | |
| MONTPELLIER | HV | 0260 | 4985 | RUE ROUCHER | 20 | |
| MONTPELLIER | HV | 0261 | 0165 | RUE ALEXANDRE CABANEL | 15 | |
| MONTPELLIER | HV | 0266 | 0165 | RUE ALEXANDRE CABANEL | 21 | |
| MONTPELLIER | HV | 0270 | 2335 | RUE FOUR DES FLAMMES | 13 | |
| MONTPELLIER | HV | 0271 | 2335 | RUE FOUR DES FLAMMES | 11 | |
| MONTPELLIER | HV | 0287 | 0165 | RUE ALEXANDRE CABANEL | 47 | |
| MONTPELLIER | HV | 0294 | 0165 | RUE ALEXANDRE CABANEL | 54 | |
| MONTPELLIER | HV | 0297 | 3030 | BD DU JEU DE PAUME | 43 | |
| MONTPELLIER | HV | 0297 | 3170 | RUE LAPEYRONIE | 6 | |
| MONTPELLIER | HV | 0299 | 3030 | BD DU JEU DE PAUME | 41 | |
| MONTPELLIER | HV | 0300 | 3030 | BD DU JEU DE PAUME | 39 | |
| MONTPELLIER | HV | 0301 | 0165 | RUE ALEXANDRE CABANEL | 50 | |
| MONTPELLIER | HV | 0306 | 3030 | BD DU JEU DE PAUME | 33 | |
| MONTPELLIER | HV | 0312 | 3030 | BD DU JEU DE PAUME | 27 | |
| MONTPELLIER | HV | 0313 | 3030 | BD DU JEU DE PAUME | 25 | |
| MONTPELLIER | HV | 0314 | 3030 | BD DU JEU DE PAUME | 23 | |
| MONTPELLIER | HV | 0317 | 3030 | BD DU JEU DE PAUME | 21 | |
| MONTPELLIER | HV | 0322 | 0165 | RUE ALEXANDRE CABANEL | 16 | |
| MONTPELLIER | HV | 0323 | 0165 | RUE ALEXANDRE CABANEL | 14 | |
| MONTPELLIER | HV | 0324 | 0165 | RUE ALEXANDRE CABANEL | 12 | |
| MONTPELLIER | HV | 0330 | 0475 | RUE DES BALANCES | 20 | |
| MONTPELLIER | HV | 0333 | 3030 | BD DU JEU DE PAUME | 1 | |
| MONTPELLIER | HV | 0334 | 5105 | RUE SAINT GUILHEM | 45 | |
| MONTPELLIER | HV | 0341 | 4985 | RUE ROUCHER | 4 | |
| MONTPELLIER | HV | 0345 | 0475 | RUE DES BALANCES | 19 | |
| MONTPELLIER | HV | 0372 | 0165 | RUE ALEXANDRE CABANEL | 24 | |
| MONTPELLIER | HV | 0376 | 3000 | GR GRAND-RUE JEAN MOULIN | 27 | |
| MONTPELLIER | HV | 0486 | 1760 | RUE DIDEROT | 5 | |
| MONTPELLIER | HV | 0486 | 1760 | RUE DIDEROT | 7 | |
| MONTPELLIER | HV | 0488 | 1760 | RUE DIDEROT | 16 | |
| MONTPELLIER | HV | 0500 | 2090 | RUE DES ETUVES | 9 | |
| MONTPELLIER | HV | 0502 | 3030 | BD DU JEU DE PAUME | 31 | |
| MONTPELLIER | HV | 0504 | 0165 | RUE ALEXANDRE CABANEL | 53 | |
| MONTPELLIER | HV | 0504 | 0165 | RUE ALEXANDRE CABANEL | 55 | |
| MONTPELLIER | HW | 0001 | 1705 | RUE DARU | 21 | |
| MONTPELLIER | HW | 0003 | 4095 | RUE DE LA PALISSADE | 18 | |
| MONTPELLIER | HW | 0004 | 1705 | RUE DARU | 17 | |

| | | | | | | |
|-------------|----|------|------|-----------------------------|----|---|
| MONTPELLIER | HW | 0008 | 4095 | RUE DE LA PALISSADE | 12 | |
| MONTPELLIER | HW | 0009 | 1705 | RUE DARU | 13 | |
| MONTPELLIER | HW | 0015 | 1705 | RUE DARU | 5 | |
| MONTPELLIER | HW | 0017 | 1705 | RUE DARU | 1 | |
| MONTPELLIER | HW | 0041 | 2460 | CRS GAMBETTA | 48 | |
| MONTPELLIER | HW | 0042 | 2460 | CRS GAMBETTA | 46 | |
| MONTPELLIER | HW | 0044 | 2520 | RUE GENERAL CHANZY | 5 | |
| MONTPELLIER | HW | 0045 | 2150 | RUE DU FAUBOURG DU COURREAU | 41 | |
| MONTPELLIER | HW | 0050 | 2150 | RUE DU FAUBOURG DU COURREAU | 39 | B |
| MONTPELLIER | HW | 0054 | 0210 | RUE D'ALMERAS | 3 | |
| MONTPELLIER | HW | 0071 | 2150 | RUE DU FAUBOURG DU COURREAU | 35 | |
| MONTPELLIER | HW | 0076 | 2542 | RUE GENERAL MAURIN | 12 | B |
| MONTPELLIER | HW | 0093 | 2150 | RUE DU FAUBOURG DU COURREAU | 27 | |
| MONTPELLIER | HW | 0099 | 2460 | CRS GAMBETTA | 30 | |
| MONTPELLIER | HW | 0101 | 5370 | RUE DES SOLDATS | 18 | |
| MONTPELLIER | HW | 0104 | 2150 | RUE DU FAUBOURG DU COURREAU | 21 | |
| MONTPELLIER | HW | 0110 | 2150 | RUE DU FAUBOURG DU COURREAU | 13 | |
| MONTPELLIER | HW | 0111 | 2150 | RUE DU FAUBOURG DU COURREAU | 11 | |
| MONTPELLIER | HW | 0112 | 4185 | RUE PAUL BROUSSE | 1 | |
| MONTPELLIER | HW | 0114 | 2150 | RUE DU FAUBOURG DU COURREAU | 5 | |
| MONTPELLIER | HW | 0119 | 3030 | BD DU JEU DE PAUME | 10 | |
| MONTPELLIER | HW | 0122 | 3435 | RUE MARCEAU | 8 | |
| MONTPELLIER | HW | 0138 | 3435 | RUE MARCEAU | 16 | |
| MONTPELLIER | HW | 0149 | 2460 | CRS GAMBETTA | 24 | |
| MONTPELLIER | HW | 0149 | 2460 | CRS GAMBETTA | 26 | |
| MONTPELLIER | HW | 0159 | 3435 | RUE MARCEAU | 13 | |
| MONTPELLIER | HW | 0162 | 3435 | RUE MARCEAU | 9 | |
| MONTPELLIER | HW | 0164 | 3030 | BD DU JEU DE PAUME | 16 | |
| MONTPELLIER | HW | 0164 | 4185 | RUE PAUL BROUSSE | 11 | |
| MONTPELLIER | HW | 0166 | 3030 | BD DU JEU DE PAUME | 14 | |
| MONTPELLIER | HW | 0177 | 2515 | RUE GENERAL CAMPREDON | 11 | |
| MONTPELLIER | HW | 0180 | 2515 | RUE GENERAL CAMPREDON | 5 | |
| MONTPELLIER | HW | 0183 | 0275 | RUE ANDRE MICHEL | 14 | |
| MONTPELLIER | HW | 0184 | 0275 | RUE ANDRE MICHEL | 15 | |
| MONTPELLIER | HW | 0189 | 0275 | RUE ANDRE MICHEL | 11 | |
| MONTPELLIER | HW | 0192 | 0275 | RUE ANDRE MICHEL | 5 | |
| MONTPELLIER | HW | 0193 | 4185 | RUE PAUL BROUSSE | 22 | |
| MONTPELLIER | HW | 0195 | 3030 | BD DU JEU DE PAUME | 28 | |
| MONTPELLIER | HW | 0197 | 1095 | RUE CASTILHON | 4 | |
| MONTPELLIER | HW | 0207 | 1300 | RUE DU CHEVAL VERT | 9 | |
| MONTPELLIER | HW | 0209 | 1095 | RUE CASTILHON | 7 | |
| MONTPELLIER | HW | 0210 | 2060 | RUE ESTELLE | 54 | |
| MONTPELLIER | HW | 0211 | 0925 | RUE CAIZERGUES DE PRADINES | 36 | |
| MONTPELLIER | HW | 0211 | 1095 | RUE CASTILHON | 5 | |
| MONTPELLIER | HW | 0211 | 2060 | RUE XAVIER DEZEUZE | 48 | |
| MONTPELLIER | HW | 0227 | 2460 | CRS GAMBETTA | 2 | |
| MONTPELLIER | HW | 0229 | 2580 | AV GEORGES CLEMENCEAU | 4 | |

| | | | | | | |
|-------------|----|------|------|-----------------------|----|---|
| MONTPELLIER | HW | 0235 | 2445 | RUE GALAVIELLE | 8 | |
| MONTPELLIER | HW | 0248 | 5035 | RUE SAINT BARTHELEMY | 1 | |
| MONTPELLIER | HW | 0255 | 0875 | RUE BRUEYS | 9 | |
| MONTPELLIER | HW | 0256 | 0875 | RUE BRUEYS | 7 | |
| MONTPELLIER | HW | 0261 | 5045 | RUE SAINT CLAUDE | 11 | |
| MONTPELLIER | HW | 0291 | 1790 | RUE DOM VAISSETTE | 3 | |
| MONTPELLIER | HW | 0296 | 1215 | RUE CHAPTAL | 13 | |
| MONTPELLIER | HW | 0303 | 1790 | RUE DOM VAISSETTE | 8 | |
| MONTPELLIER | HW | 0306 | 1790 | RUE DOM VAISSETTE | 14 | |
| MONTPELLIER | HW | 0307 | 1790 | RUE DOM VAISSETTE | 16 | |
| MONTPELLIER | HW | 0308 | 1790 | RUE DOM VAISSETTE | 18 | |
| MONTPELLIER | HW | 0311 | 1790 | RUE DOM VAISSETTE | 22 | |
| MONTPELLIER | HW | 0318 | 1790 | RUE DOM VAISSETTE | 28 | |
| MONTPELLIER | HW | 0319 | 2580 | AV GEORGES CLEMENCEAU | 16 | |
| MONTPELLIER | HW | 0343 | 0480 | RUE BALARD | 21 | |
| MONTPELLIER | HW | 0348 | 0480 | RUE BALARD | 11 | |
| MONTPELLIER | HW | 0353 | 1215 | RUE CHAPTAL | 19 | |
| MONTPELLIER | HW | 0355 | 1215 | RUE CHAPTAL | 25 | |
| MONTPELLIER | HW | 0356 | 0480 | RUE BALARD | 4 | |
| MONTPELLIER | HW | 0360 | 3955 | RUE NISSOLE | 3 | |
| MONTPELLIER | HW | 0367 | 4990 | RUE ROUDIL | 2 | |
| MONTPELLIER | HW | 0373 | 4990 | RUE ROUDIL | 5 | |
| MONTPELLIER | HW | 0398 | 0480 | RUE BALARD | 28 | B |
| MONTPELLIER | HW | 0403 | 2580 | AV GEORGES CLEMENCEAU | 32 | |
| MONTPELLIER | HW | 0405 | 0480 | RUE BALARD | 28 | T |
| MONTPELLIER | HW | 0407 | 2580 | AV GEORGES CLEMENCEAU | 34 | |
| MONTPELLIER | HW | 0408 | 2580 | AV GEORGES CLEMENCEAU | 36 | |
| MONTPELLIER | HW | 0423 | 3955 | RUE NISSOLE | 6 | |
| MONTPELLIER | HW | 0426 | 3955 | RUE NISSOLE | 4 | |
| MONTPELLIER | HW | 0428 | 1215 | RUE CHAPTAL | 33 | |
| MONTPELLIER | HW | 0430 | 1215 | RUE CHAPTAL | 37 | |
| MONTPELLIER | HW | 0436 | 4905 | RUE RIGAUD | 16 | |
| MONTPELLIER | HW | 0452 | 2580 | AV GEORGES CLEMENCEAU | 44 | |
| MONTPELLIER | HW | 0454 | 2580 | AV GEORGES CLEMENCEAU | 46 | |
| MONTPELLIER | HW | 0455 | 2580 | AV GEORGES CLEMENCEAU | 46 | B |
| MONTPELLIER | HW | 0457 | 4905 | RUE RIGAUD | 5 | |
| MONTPELLIER | HW | 0477 | 0805 | RUE BOURRELY | 34 | |
| MONTPELLIER | HW | 0481 | 0805 | RUE BOURRELY | 24 | |
| MONTPELLIER | HW | 0483 | 0805 | RUE BOURRELY | 16 | |
| MONTPELLIER | HW | 0496 | 0805 | RUE BOURRELY | 3 | |
| MONTPELLIER | HW | 0502 | 2580 | AV GEORGES CLEMENCEAU | 62 | |
| MONTPELLIER | HW | 0516 | 4855 | BD RENOUVIER | 25 | |
| MONTPELLIER | HW | 0517 | 1490 | RUE DU COMMERCE | 18 | |
| MONTPELLIER | HW | 0520 | 1490 | RUE DU COMMERCE | 14 | |
| MONTPELLIER | HW | 0535 | 1215 | RUE CHAPTAL | 28 | |
| MONTPELLIER | HW | 0536 | 1215 | RUE CHAPTAL | 26 | |
| MONTPELLIER | HW | 0537 | 2080 | RUE ETIENNE CARDAIRE | 1 | |

| | | | | | | |
|-------------|----|------|------|-----------------------------|----|---|
| MONTPELLIER | HW | 0575 | 1215 | RUE CHAPTAL | 14 | |
| MONTPELLIER | HW | 0590 | 5515 | RUE TOIRAS | 16 | |
| MONTPELLIER | HW | 0592 | 5515 | RUE TOIRAS | 20 | |
| MONTPELLIER | HW | 0596 | 2460 | CRS GAMBETTA | 27 | B |
| MONTPELLIER | HW | 0597 | 5580 | RUE DE LA TRENTE DEUXIEME | 88 | |
| MONTPELLIER | HW | 0604 | 4760 | RUE DE LA RAFFINERIE | 5 | |
| MONTPELLIER | HW | 0614 | 4760 | RUE DE LA RAFFINERIE | 9 | |
| MONTPELLIER | HW | 0620 | 0770 | RUE BORNIER | 9 | |
| MONTPELLIER | HW | 0630 | 1740 | RUE DESMAZES | 14 | |
| MONTPELLIER | HW | 0644 | 0770 | RUE BORNIER | 8 | |
| MONTPELLIER | HW | 0662 | 4760 | RUE DE LA RAFFINERIE | 8 | |
| MONTPELLIER | HW | 0664 | 0075 | RUE ADAM DE CRAPONNE | 1 | B |
| MONTPELLIER | HW | 0667 | 4095 | RUE DE LA PALISSADE | 1 | |
| MONTPELLIER | HW | 0711 | 4925 | PL ROGER SALENGRO | 6 | |
| MONTPELLIER | HW | 0717 | 4925 | PL ROGER SALENGRO | 1 | |
| MONTPELLIER | HW | 0722 | 2515 | RUE GENERAL CAMPREDON | 15 | |
| MONTPELLIER | HW | 0724 | 4095 | RUE DE LA PALISSADE | 22 | |
| MONTPELLIER | HW | 0725 | 1790 | RUE DOM VAISSETTE | 17 | |
| MONTPELLIER | HW | 0730 | 5515 | RUE TOIRAS | 14 | |
| MONTPELLIER | HW | 0731 | 5045 | RUE SAINT CLAUDE | 10 | |
| MONTPELLIER | HW | 0736 | 1740 | RUE DESMAZES | 2 | |
| MONTPELLIER | HW | 0736 | 4425 | RUE DES PINS | 3 | B |
| MONTPELLIER | HW | 0736 | 4425 | RUE DES PINS | 3 | |
| MONTPELLIER | HW | 0760 | 4800 | RUE RAOUX | 7 | |
| MONTPELLIER | HW | 0762 | 4800 | RUE RAOUX | 5 | |
| MONTPELLIER | HW | 0779 | 3030 | BD DU JEU DE PAUME | 20 | |
| MONTPELLIER | HW | 0782 | 1215 | RUE CHAPTAL | 8 | |
| MONTPELLIER | HW | 0794 | 3030 | BD DU JEU DE PAUME | 8 | |
| MONTPELLIER | HW | 0797 | 1215 | RUE CHAPTAL | 10 | |
| MONTPELLIER | HW | 0799 | 4765 | RUE RAMBAUD | 7 | |
| MONTPELLIER | HW | 0818 | 1790 | RUE DOM VAISSETTE | 7 | |
| MONTPELLIER | HW | 0818 | 5045 | RUE SAINT CLAUDE | 6 | |
| MONTPELLIER | HW | 0820 | 1215 | RUE CHAPTAL | 12 | |
| MONTPELLIER | HW | 0936 | 5370 | RUE DES SOLDATS | 13 | |
| MONTPELLIER | HW | 0955 | 0770 | RUE BORNIER | 4 | |
| MONTPELLIER | HW | 0957 | 0770 | RUE BORNIER | 4 | |
| MONTPELLIER | HW | 0960 | 1490 | RUE DU COMMERCE | 10 | |
| MONTPELLIER | HW | 0970 | 5035 | RUE SAINT BARTHELEMY | 5 | |
| MONTPELLIER | HW | 0995 | 1740 | RUE DESMAZES | 16 | |
| MONTPELLIER | HW | 0998 | 2325 | RUE FOUQUES | 18 | |
| MONTPELLIER | HW | 1032 | 2460 | CRS GAMBETTA | 31 | |
| MONTPELLIER | HW | 1038 | 1095 | RUE CASTILHON | 12 | |
| MONTPELLIER | HX | 0014 | 2155 | RUE DU FAUBOURG FIGUEROLLES | 69 | B |
| MONTPELLIER | HX | 0032 | 0295 | RUE ANTERRIEU | 14 | |
| MONTPELLIER | HX | 0034 | 4200 | RUE PAUL LACROIX | 3 | |
| MONTPELLIER | HX | 0041 | 4200 | RUE PAUL LACROIX | 4 | |
| MONTPELLIER | HX | 0048 | 2155 | RUE DU FAUBOURG FIGUEROLLES | 57 | |

| | | | | | | |
|-------------|----|------|------|-----------------------------|--------|---|
| MONTPELLIER | HX | 0064 | 0295 | RUE ANTERRIEU | 4 | |
| MONTPELLIER | HX | 0069 | 0295 | RUE ANTERRIEU | 7 | |
| MONTPELLIER | HX | 0073 | 0075 | RUE ADAM DE CRAPONNE | 44 | |
| MONTPELLIER | HX | 0074 | 0075 | RUE ADAM DE CRAPONNE | 42 | |
| MONTPELLIER | HX | 0094 | 4925 | PL ROGER SALENGRO | 16 | |
| MONTPELLIER | HX | 0102 | 4925 | PL ROGER SALENGRO | 10 | |
| MONTPELLIER | HX | 0106 | 0075 | RUE ADAM DE CRAPONNE | 38 | |
| MONTPELLIER | HX | 0116 | 4855 | BD RENOUVIER | 10 | |
| MONTPELLIER | HX | 0124 | 4855 | BD RENOUVIER | 14 | |
| MONTPELLIER | HX | 0136 | 4855 | BD RENOUVIER | 38 | |
| MONTPELLIER | HX | 0150 | 2962 | PL JEAN ANTOINE CHAPTAL | 1 | |
| MONTPELLIER | HX | 0151 | 2962 | PL JEAN ANTOINE CHAPTAL | 2 | |
| MONTPELLIER | HX | 0151 | 2962 | PL JEAN ANTOINE CHAPTAL | (vide) | |
| MONTPELLIER | HX | 0151 | 4855 | PL JEAN ANTOINE CHAPTAL | 24 | B |
| MONTPELLIER | HX | 0180 | 1940 | RUE EDOUARD VII | 15 | |
| MONTPELLIER | HX | 0189 | 1390 | RUE DE CLARET | 20 | |
| MONTPELLIER | HX | 0261 | 2155 | RUE DU FAUBOURG FIGUEROLLES | 89 | |
| MONTPELLIER | HX | 0302 | 2155 | RUE DU FAUBOURG FIGUEROLLES | 63 | |
| MONTPELLIER | HX | 0304 | 0075 | RUE ADAM DE CRAPONNE | 42 | T |
| MONTPELLIER | HX | 0312 | 4925 | PL ROGER SALENGRO | 9 | |
| MONTPELLIER | HX | 0321 | 2155 | RUE DU FAUBOURG FIGUEROLLES | 105 | |
| MONTPELLIER | HX | 0322 | 2155 | RUE DU FAUBOURG FIGUEROLLES | 103 | |
| MONTPELLIER | HX | 0332 | 1390 | RUE DE CLARET | 16 | B |
| MONTPELLIER | HX | 0334 | 2155 | RUE DU FAUBOURG FIGUEROLLES | 109 | |
| MONTPELLIER | HX | 0355 | 1940 | RUE EDOUARD VII | 8 | |
| MONTPELLIER | HX | 0544 | 4855 | BD RENOUVIER | 16 | |
| MONTPELLIER | HX | 0583 | 1390 | RUE DE CLARET | 22 | |
| MONTPELLIER | HY | 0055 | 3240 | AV LEPIC | 26 | |
| MONTPELLIER | HY | 0070 | 1625 | AV DE LA CROIX DU CAPITAINE | 24 | |
| MONTPELLIER | HY | 0080 | 3240 | AV LEPIC | 12 | |
| MONTPELLIER | HY | 0087 | 3240 | AV LEPIC | 1 | |
| MONTPELLIER | HY | 0088 | 2853 | PL DU HUIT MAI 1945 | 5 | |
| MONTPELLIER | HY | 0091 | 5518 | AV DE TOULOUSE | 8 | |
| MONTPELLIER | HY | 0097 | 5518 | AV DE TOULOUSE | 16 | |
| MONTPELLIER | HY | 0104 | 3240 | AV LEPIC | 3 | |
| MONTPELLIER | HY | 0122 | 3240 | AV LEPIC | 11 | T |
| MONTPELLIER | HY | 0137 | 5360 | PAS SOIXANTE QUINZE | 33 | |
| MONTPELLIER | HY | 0224 | 2175 | RUE FELIX SAHUT | 6 | |
| MONTPELLIER | HY | 0306 | 1260 | RUE DES CHASSEURS | 32 | |
| MONTPELLIER | HY | 0308 | 1260 | RUE DES CHASSEURS | 34 | |
| MONTPELLIER | HY | 0369 | 5360 | PAS SOIXANTE QUINZE | 19 | B |
| MONTPELLIER | HY | 0523 | 1625 | AV DE LA CROIX DU CAPITAINE | 20 | |
| MONTPELLIER | HZ | 0031 | 5518 | AV DE TOULOUSE | 82 | |
| MONTPELLIER | HZ | 0054 | 0905 | RUE DE BUGAREL | 36 | |
| MONTPELLIER | HZ | 0236 | 5518 | AV DE TOULOUSE | 68 | |
| MONTPELLIER | HZ | 0249 | 2265 | RUE DE FONT COUVERTE | 699 | |
| MONTPELLIER | II | 0010 | 2365 | RUE FRANCOIS DEZEUZE | 9010 | F |

| | | | | | | |
|-------------|----|------|------|--------------------------------|------|---|
| MONTPELLIER | II | 0046 | 3526 | ALL DE LA MARTELLE | 121 | |
| MONTPELLIER | IK | 0101 | 0723 | RUE BLAISE PASCAL | 15 | |
| MONTPELLIER | IK | 0271 | 2041 | RUE DE L'ESCOUTADOU | 1 | |
| MONTPELLIER | IK | 0271 | 2041 | RUE DE L'ESCOUTADOU | 6 | |
| MONTPELLIER | IK | 0271 | 3193 | RUE DU LAVANDIN | 110 | |
| MONTPELLIER | IK | 0271 | 3200 | RTE DE LAVERUNE | 65 | |
| MONTPELLIER | IK | 0277 | 4150 | RUE DU PAS DU LOUP | 117 | |
| MONTPELLIER | IK | 0354 | 2265 | RUE DE FONT COUVERTE | 298 | |
| MONTPELLIER | IK | 0356 | 3200 | RTE DE LAVERUNE | 49 | |
| MONTPELLIER | IK | 0356 | 3200 | RTE DE LAVERUNE | 53 | |
| MONTPELLIER | IK | 0356 | 3200 | RTE DE LAVERUNE | 57 | |
| MONTPELLIER | IK | 0362 | 1260 | RUE DES CHASSEURS | 35 | |
| MONTPELLIER | IL | 0121 | 2265 | RUE DE FONT COUVERTE | 1180 | |
| MONTPELLIER | IL | 0132 | 2594 | RUE GIACOMO PUCCINI | 166 | |
| MONTPELLIER | IL | 0140 | 3428 | IMP MANON LESCAUT | 30 | |
| MONTPELLIER | IL | 0148 | 5633 | IMP TURANDOT | 29 | |
| MONTPELLIER | IL | 0203 | 4397 | RUE PIERRE PANSIER | 4 | |
| MONTPELLIER | IL | 0491 | 4215 | BD PAUL VALERY | 491 | |
| MONTPELLIER | IL | 0503 | 4215 | BD PAUL VALERY | 2595 | |
| MONTPELLIER | IM | 0002 | 0905 | RUE DE BUGAREL | 509 | |
| MONTPELLIER | IM | 0063 | 5518 | AV DE TOULOUSE | 122 | |
| MONTPELLIER | IM | 0081 | 5518 | AV DE TOULOUSE | 1200 | |
| MONTPELLIER | IM | 0090 | 5828 | PL DU VIGAN | 5 | |
| MONTPELLIER | IM | 0095 | 0783 | RUE DES BOUGAINVILLIEES | 6 | |
| MONTPELLIER | IM | 0109 | 5518 | AV DE TOULOUSE | 1342 | |
| MONTPELLIER | IM | 0224 | 5518 | AV DE TOULOUSE | 134 | |
| MONTPELLIER | IM | 0239 | 2598 | RUE GILLES MARTINET | 105 | |
| MONTPELLIER | IS | 0234 | 1281 | RUE CHATEAUBRIAND | 101 | |
| MONTPELLIER | IS | 0417 | 8005 | RUE MADELEINE DE SCUDERY | 95 | |
| MONTPELLIER | IT | 0021 | 4150 | RUE DU PAS DU LOUP | 9004 | F |
| MONTPELLIER | IT | 0077 | 4215 | BD PAUL VALERY | 2590 | |
| MONTPELLIER | IT | 0080 | 4215 | BD PAUL VALERY | 2750 | |
| MONTPELLIER | IT | 0102 | 2756 | RUE HEBERT | 61 | |
| MONTPELLIER | IT | 0107 | 3763 | RUE MIRABEAU | 16 | |
| MONTPELLIER | IT | 0107 | 4913 | RUE ROBESPIERRE | 100 | |
| MONTPELLIER | IT | 0107 | 4913 | RUE ROBESPIERRE | 24 | |
| MONTPELLIER | IT | 0107 | 4913 | RUE ROBESPIERRE | 48 | |
| MONTPELLIER | IT | 0108 | 1702 | RUE DANTON | 116 | |
| MONTPELLIER | IT | 0108 | 1702 | RUE DANTON | 180 | |
| MONTPELLIER | IT | 0116 | 3427 | RUE DES MANGUIERS | 1 | |
| MONTPELLIER | IV | 0141 | 3200 | RTE DE LAVERUNE | 18 | |
| MONTPELLIER | IV | 0293 | 2843 | RUE DES HORTENSIA | 3 | |
| MONTPELLIER | IV | 0380 | 4262 | RUE DU PERE CYPRIEN ROME | 9380 | F |
| MONTPELLIER | IV | 0508 | 1630 | RUE DE LA CROIX DE FIGUEROLLES | 255 | |
| MONTPELLIER | IV | 0612 | 1630 | RUE DE LA CROIX DE FIGUEROLLES | 195 | |
| MONTPELLIER | IW | 0276 | 3725 | RUE DE LA METAIRIE DE L'OISEAU | 25 | |
| MONTPELLIER | IW | 0379 | 4375 | RUE PIERRE BOISSIER | 10 | |

| | | | | | | |
|-------------|----|------|------|------------------------------|------|---|
| MONTPELLIER | IX | 0015 | 3290 | AV DE LODEVE | 115 | |
| MONTPELLIER | IX | 0024 | 4647 | RUE DU PROFESSEUR FORGUE | 4 | |
| MONTPELLIER | IX | 0038 | 3290 | AV DE LODEVE | 109 | |
| MONTPELLIER | IX | 0127 | 2190 | RUE DE LA FIGAIRASSE | 15 | |
| MONTPELLIER | IX | 0278 | 4508 | RUE DU PLATEAU DES VIOLETTES | 373 | |
| MONTPELLIER | IX | 0338 | 3262 | AV DE LA LIBERTE | 2975 | |
| MONTPELLIER | IY | 0006 | 3290 | AV DE LODEVE | 105 | |
| MONTPELLIER | IY | 0025 | 5530 | RUE DE LA TOUR BUFFEL | 106 | |
| MONTPELLIER | IY | 0180 | 5530 | RUE DE LA TOUR BUFFEL | 297 | |
| MONTPELLIER | IY | 0340 | 6019 | IMP JEAN BRULLER DIT VERCORS | 130 | |
| MONTPELLIER | IY | 0362 | 3600 | RUE DU MAS DE MERLE | 2 | |
| MONTPELLIER | IY | 0393 | 3290 | AV DE LODEVE | 63 | |
| MONTPELLIER | IY | 0395 | 3290 | AV DE LODEVE | 61 | |
| MONTPELLIER | IZ | 0027 | 3290 | AV DE LODEVE | 47 | |
| MONTPELLIER | IZ | 0050 | 3290 | AV DE LODEVE | 23 | |
| MONTPELLIER | IZ | 0071 | 3290 | AV DE LODEVE | 7 | |
| MONTPELLIER | IZ | 0079 | 3290 | AV DE LODEVE | 3 | |
| MONTPELLIER | IZ | 0083 | 2720 | RUE GUILLAUME PELLICIER | 6 | |
| MONTPELLIER | IZ | 0085 | 2460 | CRS GAMBETTA | 63 | |
| MONTPELLIER | IZ | 0086 | 2460 | CRS GAMBETTA | 61 | B |
| MONTPELLIER | IZ | 0102 | 2460 | CRS GAMBETTA | 53 | |
| MONTPELLIER | IZ | 0103 | 2560 | RUE GENERAL VINCENT | 3 | |
| MONTPELLIER | IZ | 0105 | 2560 | RUE GENERAL VINCENT | 7 | |
| MONTPELLIER | IZ | 0106 | 2560 | RUE GENERAL VINCENT | 9 | |
| MONTPELLIER | IZ | 0110 | 2560 | RUE GENERAL VINCENT | 13 | |
| MONTPELLIER | IZ | 0112 | 2720 | RUE GUILLAUME PELLICIER | 23 | |
| MONTPELLIER | IZ | 0113 | 2155 | RUE DU FAUBOURG FIGUEROLLES | 20 | |
| MONTPELLIER | IZ | 0116 | 2155 | RUE DU FAUBOURG FIGUEROLLES | 14 | |
| MONTPELLIER | IZ | 0117 | 2155 | RUE DU FAUBOURG FIGUEROLLES | 12 | |
| MONTPELLIER | IZ | 0126 | 1705 | RUE DARU | 2 | |
| MONTPELLIER | IZ | 0130 | 1705 | RUE DARU | 6 | |
| MONTPELLIER | IZ | 0132 | 2155 | RUE DU FAUBOURG FIGUEROLLES | 7 | |
| MONTPELLIER | IZ | 0135 | 2155 | RUE DU FAUBOURG FIGUEROLLES | 11 | |
| MONTPELLIER | IZ | 0143 | 2155 | RUE DU FAUBOURG FIGUEROLLES | 23 | |
| MONTPELLIER | IZ | 0145 | 2155 | RUE DU FAUBOURG FIGUEROLLES | 24 | |
| MONTPELLIER | IZ | 0148 | 2720 | RUE GUILLAUME PELLICIER | 22 | |
| MONTPELLIER | IZ | 0150 | 2155 | RUE DU FAUBOURG FIGUEROLLES | 26 | |
| MONTPELLIER | IZ | 0151 | 2155 | RUE DU FAUBOURG FIGUEROLLES | 28 | |
| MONTPELLIER | IZ | 0153 | 2155 | RUE DU FAUBOURG FIGUEROLLES | 32 | |
| MONTPELLIER | IZ | 0161 | 2750 | RUE HAGUENOT | 10 | |
| MONTPELLIER | IZ | 0164 | 2720 | RUE GUILLAUME PELLICIER | 12 | |
| MONTPELLIER | IZ | 0183 | 4265 | RUE DU PERE FABRE | 26 | |
| MONTPELLIER | IZ | 0210 | 2750 | RUE HAGUENOT | 3 | |
| MONTPELLIER | IZ | 0215 | 2155 | RUE DU FAUBOURG FIGUEROLLES | 42 | |
| MONTPELLIER | IZ | 0218 | 2155 | RUE DU FAUBOURG FIGUEROLLES | 46 | |
| MONTPELLIER | IZ | 0226 | 5040 | RUE SAINT BLAISE | 8 | |
| MONTPELLIER | IZ | 0249 | 4265 | RUE DU PERE FABRE | 23 | |

| | | | | | | |
|-------------|----|------|------|-------------------------------|--------|---|
| MONTPELLIER | IZ | 0288 | 4390 | RUE PIERRE FERMAUD | 11 | |
| MONTPELLIER | IZ | 0298 | 2750 | RUE HAGUENOT | 37 | |
| MONTPELLIER | IZ | 0382 | 2155 | RUE DU FAUBOURG FIGUEROLLES | 48 | |
| MONTPELLIER | IZ | 0392 | 2155 | RUE DU FAUBOURG FIGUEROLLES | 64 | |
| MONTPELLIER | IZ | 0410 | 3975 | RUE DU NORD | 11 | |
| MONTPELLIER | IZ | 0416 | 5090 | RUE SAINT ETIENNE | 22 | |
| MONTPELLIER | IZ | 0442 | 2155 | RUE DU FAUBOURG FIGUEROLLES | 72 | B |
| MONTPELLIER | IZ | 0444 | 2155 | RUE DU FAUBOURG FIGUEROLLES | 76 | |
| MONTPELLIER | IZ | 0446 | 2155 | RUE DU FAUBOURG FIGUEROLLES | 78 | |
| MONTPELLIER | IZ | 0447 | 2155 | RUE DU FAUBOURG FIGUEROLLES | 80 | |
| MONTPELLIER | IZ | 0450 | 2155 | RUE DU FAUBOURG FIGUEROLLES | 84 | |
| MONTPELLIER | IZ | 0572 | 4880 | RUE REYNES | 4 | |
| MONTPELLIER | IZ | 0573 | 2155 | RUE DU FAUBOURG FIGUEROLLES | (vide) | |
| MONTPELLIER | IZ | 0705 | 3325 | RUE LOUIS BRAILLE | 15 | |
| MONTPELLIER | IZ | 0708 | 2155 | RUE DU FAUBOURG FIGUEROLLES | 9578 | F |
| MONTPELLIER | IZ | 0715 | 2155 | RUE DU FAUBOURG FIGUEROLLES | 100 | |
| MONTPELLIER | IZ | 0725 | 3290 | AV DE LODEVE | 5 | B |
| MONTPELLIER | KL | 0041 | 0370 | AV D'ASSAS | 15 | B |
| MONTPELLIER | KL | 0051 | 3445 | RUE MARCEL DE SERRES | 12 | |
| MONTPELLIER | KL | 0111 | 1871 | AV ECOLE AGRICULTURE G BUCHET | 16 | |
| MONTPELLIER | KL | 0120 | 4870 | RUE DES REVES | 31 | B |
| MONTPELLIER | KL | 0134 | 4870 | RUE DES REVES | 32 | |
| MONTPELLIER | KL | 0153 | 0320 | BD DES ARCEAUX | 46 | |
| MONTPELLIER | KL | 0162 | 0320 | BD DES ARCEAUX | 30 | |
| MONTPELLIER | KL | 0197 | 3445 | RUE MARCEL DE SERRES | 21 | |
| MONTPELLIER | KL | 0209 | 2315 | RUE FONTENILLE | 5 | |
| MONTPELLIER | KL | 0219 | 5780 | RUE VEZIAN | 7 | |
| MONTPELLIER | KL | 0243 | 0320 | BD DES ARCEAUX | 10 | |
| MONTPELLIER | KL | 0246 | 0320 | BD DES ARCEAUX | 7 | |
| MONTPELLIER | KL | 0248 | 5140 | RUE SAINT LOUIS | 19 | |
| MONTPELLIER | KL | 0250 | 5400 | RUE SUBLEYRAS | 4 | |
| MONTPELLIER | KL | 0256 | 3505 | RUE MARIOGE | 18 | |
| MONTPELLIER | KL | 0259 | 5400 | RUE SUBLEYRAS | 14 | |
| MONTPELLIER | KL | 0269 | 5400 | RUE SUBLEYRAS | 5 | |
| MONTPELLIER | KL | 0270 | 5400 | RUE SUBLEYRAS | 3 | |
| MONTPELLIER | KL | 0285 | 3290 | AV DE LODEVE | 2 | |
| MONTPELLIER | KL | 0293 | 3290 | AV DE LODEVE | 10 | |
| MONTPELLIER | KL | 0310 | 3400 | RUE MAILLART | 2 | |
| MONTPELLIER | KL | 0314 | 5400 | RUE SUBLEYRAS | 25 | |
| MONTPELLIER | KL | 0316 | 5400 | RUE SUBLEYRAS | 21 | |
| MONTPELLIER | KL | 0330 | 5400 | RUE SUBLEYRAS | 22 | |
| MONTPELLIER | KL | 0333 | 3400 | RUE MAILLART | 8 | |
| MONTPELLIER | KL | 0349 | 0320 | BD DES ARCEAUX | 27 | |
| MONTPELLIER | KL | 0370 | 5865 | RUE DES VOLONTAIRES | 9 | |
| MONTPELLIER | KL | 0377 | 3290 | AV DE LODEVE | 30 | |
| MONTPELLIER | KL | 0384 | 1720 | RUE DELMAS | 3 | |
| MONTPELLIER | KL | 0395 | 1720 | RUE DELMAS | 13 | |

| | | | | | | |
|-------------|----|------|------|-------------------------------|------|---|
| MONTPELLIER | KL | 0405 | 0320 | BD DES ARCEAUX | 39 | |
| MONTPELLIER | KL | 0420 | 2835 | RUE HIPPOLYTE | 25 | |
| MONTPELLIER | KL | 0486 | 0320 | BD DES ARCEAUX | 55 | B |
| MONTPELLIER | KL | 0487 | 4685 | RUE DU PROGRES | 37 | |
| MONTPELLIER | KL | 0578 | 1871 | AV ECOLE AGRICULTURE G BUCHET | 3 | |
| MONTPELLIER | KL | 0596 | 2910 | RUE JACQUES DRAPARNAUD | 2 | |
| MONTPELLIER | KL | 0633 | 3445 | RUE MARCEL DE SERRES | 19 | |
| MONTPELLIER | KL | 0647 | 1860 | RUE DUVAL JOUVE | 1 | |
| MONTPELLIER | KL | 0647 | 2910 | RUE JACQUES DRAPARNAUD | 15 | |
| MONTPELLIER | KL | 0648 | 5865 | RUE DES VOLONTAIRES | 8 | |
| MONTPELLIER | KL | 0767 | 1720 | RUE DELMAS | 1 | |
| MONTPELLIER | KL | 0773 | 0645 | BD BENJAMIN MILHAUD | 18 | |
| MONTPELLIER | KL | 0872 | 4685 | RUE DU PROGRES | 10 | |
| MONTPELLIER | KL | 0894 | 3290 | AV DE LODEVE | 64 | |
| MONTPELLIER | KM | 0004 | 3335 | RUE LOUIS ROUMIEUX | 9 | |
| MONTPELLIER | KM | 0023 | 4270 | AV DU PERE SOULAS | 317 | |
| MONTPELLIER | KM | 0023 | 4270 | AV DU PERE SOULAS | 331 | |
| MONTPELLIER | KM | 0078 | 0370 | AV D'ASSAS | 42 | |
| MONTPELLIER | KM | 0171 | 5187 | RUE SAINT PIERRE DE TRIVISY | 2 | B |
| MONTPELLIER | KM | 0195 | 0370 | AV D'ASSAS | 69 | |
| MONTPELLIER | KM | 0221 | 0370 | AV D'ASSAS | 42 | |
| MONTPELLIER | KM | 0231 | 3175 | RUE DE LAS SORBES | 59 | |
| MONTPELLIER | KM | 0357 | 2440 | AV DE LA GAILLARDE | 4 | |
| MONTPELLIER | KN | 0006 | 1245 | AV CHARLES FLAHAULT | 7 | |
| MONTPELLIER | KN | 0009 | 4595 | RUE DU POUS DE LAS SERS | 20 | |
| MONTPELLIER | KN | 0107 | 4270 | AV DU PERE SOULAS | 240 | |
| MONTPELLIER | KN | 0243 | 1687 | RUE DANIEL SORANO | 68 | |
| MONTPELLIER | KN | 0243 | 4270 | AV DU PERE SOULAS | 412 | |
| MONTPELLIER | KN | 0243 | 4270 | AV DU PERE SOULAS | 488 | |
| MONTPELLIER | KO | 0046 | 0334 | RUE ARISTIDE MAILLOL | 35 | |
| MONTPELLIER | KO | 0182 | 0370 | AV D'ASSAS | 9182 | F |
| MONTPELLIER | KO | 0207 | 0370 | AV D'ASSAS | 85 | B |
| MONTPELLIER | KP | 0011 | 4666 | AV DU PROFESSEUR LOUIS RAVAS | 117 | |
| MONTPELLIER | KP | 0053 | 3175 | RUE DE LAS SORBES | 754 | |
| MONTPELLIER | KP | 0053 | 3175 | RUE DE LAS SORBES | 772 | |
| MONTPELLIER | KP | 0078 | 3175 | RUE DE LAS SORBES | 996 | |
| MONTPELLIER | KP | 0129 | 0903 | RUE BUFFON | 209 | |
| MONTPELLIER | KP | 0281 | 5420 | RUE DES SYCOMORES | 11 | |
| MONTPELLIER | KR | 0006 | 1415 | RUE DE CLEMENTVILLE | 36 | |
| MONTPELLIER | KR | 0091 | 1871 | AV ECOLE AGRICULTURE G BUCHET | 19 | |
| MONTPELLIER | KR | 0123 | 0235 | ALL DES AMARYLLIS | 21 | |
| MONTPELLIER | KR | 0162 | 3175 | RUE DE LAS SORBES | 699 | |
| MONTPELLIER | KR | 0162 | 3175 | RUE DE LAS SORBES | 719 | |
| MONTPELLIER | KR | 0166 | 1871 | AV ECOLE AGRICULTURE G BUCHET | 33 | |
| MONTPELLIER | KR | 0316 | 0645 | BD BENJAMIN MILHAUD | 36 | |
| MONTPELLIER | KR | 0337 | 1415 | RUE DE CLEMENTVILLE | 10 | |
| MONTPELLIER | KR | 0337 | 1415 | RUE DE CLEMENTVILLE | 12 | |

| | | | | | | |
|-------------|----|------|------|-------------------------------|--------|---|
| MONTPELLIER | KR | 0337 | 1415 | RUE DE CLEMENTVILLE | 8 | |
| MONTPELLIER | KR | 0337 | 5415 | RUE DES SUREAUX | 11 | |
| MONTPELLIER | KR | 0337 | 5415 | RUE DES SUREAUX | 7 | |
| MONTPELLIER | KR | 0377 | 1415 | RUE DE CLEMENTVILLE | 1 | |
| MONTPELLIER | KR | 0514 | 0234 | RUE DES AMARYLLIS | 7 | |
| MONTPELLIER | KR | 0572 | 2416 | RUE DES FRERES PLATTER | 17 | |
| MONTPELLIER | KR | 0582 | 1871 | AV ECOLE AGRICULTURE G BUCHET | 42 | |
| MONTPELLIER | KR | 0600 | 1871 | AV ECOLE AGRICULTURE G BUCHET | 31 | B |
| MONTPELLIER | KR | 0600 | 1871 | AV ECOLE AGRICULTURE G BUCHET | 31 | T |
| MONTPELLIER | KS | 0001 | 3175 | RUE DE LAS SORBES | 1581 | |
| MONTPELLIER | KS | 0001 | 3175 | RUE DE LAS SORBES | (vide) | |
| MONTPELLIER | KS | 0001 | 3290 | AV DE LODEVE | 138 | |
| MONTPELLIER | KS | 0059 | 1415 | RUE DE CLEMENTVILLE | 25 | |
| MONTPELLIER | KS | 0194 | 3290 | AV DE LODEVE | 98 | |
| MONTPELLIER | KS | 0206 | 3175 | RUE DE LAS SORBES | 9075 | F |
| MONTPELLIER | KT | 0001 | 0636 | RUE DU BELVEDERE | 40 | |
| MONTPELLIER | KT | 0001 | 3506 | RUE MARIUS CARRIEU | 81 | |
| MONTPELLIER | KT | 0006 | 1167 | SQ CEZANNE | 8 | B |
| MONTPELLIER | KT | 0006 | 1167 | SQ CEZANNE | 8 | |
| MONTPELLIER | KT | 0006 | 1556 | PL COROT | 3 | |
| MONTPELLIER | KT | 0006 | 1556 | PL COROT | 5 | |
| MONTPELLIER | KT | 0006 | 3743 | RUE MICHEL ANGE | 117 | |
| MONTPELLIER | KT | 0006 | 5007 | ALL RUBENS | 5 | |
| MONTPELLIER | KT | 0006 | 5007 | ALL RUBENS | (vide) | |
| MONTPELLIER | KT | 0006 | 5047 | AV SAINT CLEMENT | 511 | |
| MONTPELLIER | KT | 0006 | 5047 | AV SAINT CLEMENT | 527 | |
| MONTPELLIER | KT | 0037 | 4666 | AV DU PROFESSEUR LOUIS RAVAS | 371 | |
| MONTPELLIER | KT | 0184 | 0155 | RUE D'ALCO | 160 | |
| MONTPELLIER | KT | 0188 | 0155 | RUE D'ALCO | 298 | |
| MONTPELLIER | KT | 0343 | 0155 | RUE D'ALCO | 78 | |
| MONTPELLIER | KT | 0355 | 5047 | AV SAINT CLEMENT | 470 | |
| MONTPELLIER | KT | 0404 | 3506 | RUE MARIUS CARRIEU | 211 | |
| MONTPELLIER | KV | 0141 | 4183 | AV PAUL BRINGUIER | 141 | |
| MONTPELLIER | KV | 0143 | 3290 | AV DE LODEVE | 192 | |
| MONTPELLIER | KV | 0267 | 4183 | AV PAUL BRINGUIER | 141 | |
| MONTPELLIER | KV | 0359 | 5365 | RUE DES SOLDANELLES | 12 | |
| MONTPELLIER | KV | 0377 | 2005 | RUE DES EPERVIERES | 9005 | F |
| MONTPELLIER | KV | 0397 | 3290 | AV DE LODEVE | 210 | |
| MONTPELLIER | KW | 0141 | 3290 | AV DE LODEVE | 121 | |
| MONTPELLIER | KX | 0002 | 3290 | AV DE LODEVE | 141 | |
| MONTPELLIER | KX | 0011 | 1500 | RUE DE LA CONCORDE | 8 | |
| MONTPELLIER | KX | 0028 | 3290 | AV DE LODEVE | 137 | |
| MONTPELLIER | KX | 0030 | 2038 | RUE DES ESCARCELIERS | 224 | |
| MONTPELLIER | KX | 0031 | 2038 | RUE DES ESCARCELIERS | 199 | |
| MONTPELLIER | KX | 0093 | 4445 | RUE DE LA PISCINE | 111 | |
| MONTPELLIER | KX | 0105 | 3663 | RUE MAURICE RAVEL | 21 | |
| MONTPELLIER | KX | 0172 | 4445 | RUE DE LA PISCINE | 259 | |

| | | | | | | |
|-------------|----|------|------|-------------------------|------|---|
| MONTPELLIER | KX | 0210 | 4445 | RUE DE LA PISCINE | 398 | |
| MONTPELLIER | KX | 0220 | 4130 | ALL DE PARIS | 17 | |
| MONTPELLIER | KX | 0293 | 2488 | AV DES GARRATS | 238 | |
| MONTPELLIER | KX | 0446 | 1253 | PL DES CHARMILLES | 1 | |
| MONTPELLIER | KX | 0446 | 1253 | PL DES CHARMILLES | 2 | |
| MONTPELLIER | KX | 0446 | 1253 | PL DES CHARMILLES | 3 | |
| MONTPELLIER | KX | 0446 | 3290 | AV DE LODEVE | 131 | |
| MONTPELLIER | KX | 0458 | 3290 | AV DE LODEVE | 143 | |
| MONTPELLIER | KX | 0459 | 2038 | RUE DES ESCARCELIERS | 55 | |
| MONTPELLIER | KX | 0461 | 3663 | RUE MAURICE RAVEL | 18 | |
| MONTPELLIER | KY | 0013 | 1233 | RUE CHARLES BORROMEE | 1 | |
| MONTPELLIER | KY | 0013 | 3519 | ALL DES MARRONNIERS | 2 | |
| MONTPELLIER | KY | 0069 | 1165 | RUE DES CERISIERS | 19 | |
| MONTPELLIER | KY | 0099 | 3998 | RUE DE L'OASIS | 400 | |
| MONTPELLIER | KY | 0119 | 2974 | RUE JEAN GIONO | 5 | |
| MONTPELLIER | KY | 0216 | 4196 | RUE PAUL ELUARD | 42 | |
| MONTPELLIER | KY | 0267 | 4210 | RUE PAUL RIMBAUD | 1208 | |
| MONTPELLIER | KY | 0276 | 3290 | AV DE LODEVE | 234 | |
| MONTPELLIER | KY | 0286 | 3290 | AV DE LODEVE | 246 | |
| MONTPELLIER | KY | 0331 | 3295 | RTE DE LODEVE | 6 | |
| MONTPELLIER | KY | 0462 | 0440 | RUE DES AVELANIER | 9462 | F |
| MONTPELLIER | KY | 0463 | 3290 | AV DE LODEVE | 240 | |
| MONTPELLIER | KY | 0472 | 3290 | AV DE LODEVE | 228 | |
| MONTPELLIER | KY | 0480 | 4210 | RUE PAUL RIMBAUD | 1120 | |
| MONTPELLIER | KY | 0489 | 0155 | RUE D'ALCO | 1275 | |
| MONTPELLIER | KY | 0494 | 0440 | RUE DES AVELANIER | 16 | |
| MONTPELLIER | KZ | 0020 | 3295 | RTE DE LODEVE | 32 | |
| MONTPELLIER | KZ | 0023 | 3295 | RTE DE LODEVE | 38 | |
| MONTPELLIER | KZ | 0024 | 3295 | RTE DE LODEVE | 36 | |
| MONTPELLIER | KZ | 0025 | 3295 | RTE DE LODEVE | 38 | |
| MONTPELLIER | KZ | 0039 | 3295 | RTE DE LODEVE | 46 | |
| MONTPELLIER | KZ | 0113 | 3885 | AV DES MOULINS | 9113 | F |
| MONTPELLIER | KZ | 0291 | 3491 | ALL MARGUERITE GIVERNIS | 1 | |
| MONTPELLIER | KZ | 0400 | 3222 | RUE LEJZER ZAMENHOF | 116 | |
| MONTPELLIER | KZ | 0401 | 3222 | RUE LEJZER ZAMENHOF | 100 | |
| MONTPELLIER | LM | 0010 | 3295 | RTE DE LODEVE | 39 | |
| MONTPELLIER | LM | 0040 | 3295 | RUE MARCELLIN ALBERT | 19 | |
| MONTPELLIER | LM | 0118 | 2810 | PL HENRI IV | 3 | |
| MONTPELLIER | LM | 0119 | 2810 | RUE DU BASSIN | 4 | |
| MONTPELLIER | LM | 0131 | 3455 | RUE MARCELLIN ALBERT | 14 | |
| MONTPELLIER | LM | 0137 | 3455 | RUE MARCELLIN ALBERT | 1 | |
| MONTPELLIER | LM | 0140 | 3455 | RUE MARCELLIN ALBERT | 3 | |
| MONTPELLIER | LM | 0141 | 3455 | RUE MARCELLIN ALBERT | 5 | |
| MONTPELLIER | LM | 0147 | 3455 | RUE MARCELLIN ALBERT | 11 | |
| MONTPELLIER | LM | 0153 | 1770 | RUE DOCTEUR LACHAPELLE | 20 | |
| MONTPELLIER | LM | 0162 | 1770 | RUE DOCTEUR LACHAPELLE | 6 | |
| MONTPELLIER | LM | 0171 | 4399 | PL PIERRE RENAUEL | 3 | |

| | | | | | | |
|-------------|----|------|------|-------------------------------|--------|---|
| MONTPELLIER | LM | 0181 | 1770 | RUE DOCTEUR LACHAPELLE | 5 | |
| MONTPELLIER | LM | 0187 | 1770 | RUE DOCTEUR LACHAPELLE | 15 | |
| MONTPELLIER | LM | 0200 | 3085 | RUE JULES GUESDE | 15 | |
| MONTPELLIER | LM | 0220 | 3085 | RUE JULES GUESDE | 22 | |
| MONTPELLIER | LM | 0246 | 0297 | ALL ANTONIN CHAULIAC | 46 | |
| MONTPELLIER | LM | 0266 | 1595 | RUE DE LA CROIX | 1 | |
| MONTPELLIER | LM | 0266 | 3455 | RUE MARCELLIN ALBERT | 26 | |
| MONTPELLIER | LM | 0270 | 1505 | RUE DE LA CONDAMINE | 6 | |
| MONTPELLIER | LM | 0325 | 1595 | RUE DE LA CROIX | 18 | |
| MONTPELLIER | LM | 0355 | 2280 | RUE DE LA FONTAINE CELLENEUVE | 17 | |
| MONTPELLIER | LM | 0397 | 3295 | RTE DE LODEVE | 31 | |
| MONTPELLIER | LM | 0566 | 3267 | COUR LIBERAL BRUANT | 55 | |
| MONTPELLIER | LM | 0570 | 3358 | QUAI LOUIS LE VAU | 339 | |
| MONTPELLIER | LM | 0608 | 3262 | AV DE LA LIBERTE | 9608 | F |
| MONTPELLIER | LM | 0624 | 2366 | RUE FRANCOIS D'ORBAY | 222 | |
| MONTPELLIER | LM | 0694 | 4398 | ALL PIERRE LESCOT | 78 | |
| MONTPELLIER | LM | 0702 | 2595 | RUE DE GIGNAC | 1 | |
| MONTPELLIER | LM | 0704 | 2595 | RUE DE GIGNAC | 31 | |
| MONTPELLIER | LM | 0798 | 2600 | RUE GILODES | 5 | |
| MONTPELLIER | LM | 0823 | 0297 | ALL ANTONIN CHAULIAC | 8 | |
| MONTPELLIER | LM | 0832 | 3358 | QUAI LOUIS LE VAU | 386 | |
| MONTPELLIER | LM | 0834 | 0271 | RUE ANDRE LE NOTRE | 531 | |
| MONTPELLIER | LM | 0834 | 0271 | RUE ANDRE LE NOTRE | 557 | |
| MONTPELLIER | LM | 0840 | 2366 | RUE FRANCOIS D'ORBAY | 64 | |
| MONTPELLIER | LR | 0001 | 3347 | AV DE LOUISVILLE | 500 | |
| MONTPELLIER | LR | 0001 | 3347 | AV DE LOUISVILLE | 524 | |
| MONTPELLIER | LR | 0001 | 3347 | AV DE LOUISVILLE | 536 | |
| MONTPELLIER | LR | 0001 | 3347 | AV DE LOUISVILLE | 584 | |
| MONTPELLIER | LR | 0001 | 3347 | AV DE LOUISVILLE | 600 | |
| MONTPELLIER | LR | 0001 | 3347 | AV DE LOUISVILLE | 610 | A |
| MONTPELLIER | LR | 0001 | 3347 | AV DE LOUISVILLE | 610 | B |
| MONTPELLIER | LR | 0012 | 2654 | VC LE GRAND MAIL | 391 | |
| MONTPELLIER | LR | 0012 | 2654 | VC LE GRAND MAIL | 461 | |
| MONTPELLIER | LR | 0012 | 2654 | VC LE GRAND MAIL | 501 | |
| MONTPELLIER | LR | 0012 | 2654 | VC LE GRAND MAIL | 541 | |
| MONTPELLIER | LR | 0025 | 2112 | AV DE L'EUROPE | 545 | |
| MONTPELLIER | LR | 0025 | 5256 | RUE DE SALAMANQUE | 162 | |
| MONTPELLIER | LR | 0026 | 1563 | SQ DE COS | (vide) | |
| MONTPELLIER | LR | 0030 | 2760 | AV DE HEIDELBERG | 268 | |
| MONTPELLIER | LR | 0033 | 2654 | VC LE GRAND MAIL | 171 | |
| MONTPELLIER | LR | 0033 | 3347 | AV DE LOUISVILLE | 72 | |
| MONTPELLIER | LR | 0038 | 2654 | VC LE GRAND MAIL | 120 | |
| MONTPELLIER | LR | 0040 | 0495 | AV DE BARCELONE | 231 | B |
| MONTPELLIER | LR | 0048 | 2654 | VC LE GRAND MAIL | 193 | |
| MONTPELLIER | LR | 0048 | 3347 | AV DE LOUISVILLE | 136 | |
| MONTPELLIER | LR | 0048 | 3347 | AV DE LOUISVILLE | 142 | |
| MONTPELLIER | LR | 0049 | 3347 | AV DE LOUISVILLE | 117 | |

| | | | | | | |
|-------------|----|------|------|-------------------------|--------|---|
| MONTPELLIER | LR | 0089 | 3347 | AV DE LOUISVILLE | 216 | |
| MONTPELLIER | LR | 0093 | 0495 | AV DE BARCELONE | 231 | A |
| MONTPELLIER | LR | 0101 | 3248 | RUE DE LEYDE | 90 | |
| MONTPELLIER | LR | 0118 | 2654 | VC LE GRAND MAIL | 354 | |
| MONTPELLIER | LR | 0118 | 3248 | RUE DE LEYDE | 54 | |
| MONTPELLIER | LR | 0124 | 3248 | RUE DE LEYDE | 37 | |
| MONTPELLIER | LR | 0124 | 3248 | RUE DE LEYDE | 53 | |
| MONTPELLIER | LR | 0131 | 3347 | AV DE LOUISVILLE | 9131 | F |
| MONTPELLIER | LR | 0134 | 2654 | VC LE GRAND MAIL | 193 | |
| MONTPELLIER | LR | 0262 | A539 | LE GRAND MAIL | 620 | |
| MONTPELLIER | LR | 0293 | 2654 | VC LE GRAND MAIL | 560 | |
| MONTPELLIER | LR | 0296 | 2654 | VC LE GRAND MAIL | 450 | |
| MONTPELLIER | LR | 0296 | 2654 | VC LE GRAND MAIL | 500 | |
| MONTPELLIER | LR | 0297 | 0495 | AV DE BARCELONE | 11 | |
| MONTPELLIER | LS | 0013 | 5653 | RUE D'UPPSALA | 314 | |
| MONTPELLIER | LS | 0014 | 3946 | SQ NEPTUNE | 171 | |
| MONTPELLIER | LS | 0014 | 3946 | SQ NEPTUNE | 35 | |
| MONTPELLIER | LS | 0014 | 3946 | SQ NEPTUNE | 91 | |
| MONTPELLIER | LS | 0014 | 5653 | RUE D'UPPSALA | 126 | |
| MONTPELLIER | LS | 0016 | 0497 | RUE DE BARI | 45 | |
| MONTPELLIER | LS | 0016 | 5288 | SQ SATURNE | (vide) | |
| MONTPELLIER | LS | 0021 | 3143 | RUE DE LA HAYE | 115 | |
| MONTPELLIER | LS | 0024 | 5273 | RUE DE SARAGOSSE | 9024 | F |
| MONTPELLIER | LS | 0026 | 4052 | RUE D'OXFORD | 9026 | F |
| MONTPELLIER | LS | 0028 | 5653 | RUE D'UPPSALA | 9028 | F |
| MONTPELLIER | LS | 0074 | 0497 | RUE DE BARI | 66 | |
| MONTPELLIER | LS | 0075 | 4044 | COUR ORION | 15 | |
| MONTPELLIER | LS | 0075 | 5654 | SQ URANUS | 35 | |
| MONTPELLIER | LS | 0075 | 5654 | SQ URANUS | 91 | |
| MONTPELLIER | LV | 0038 | 1498 | AV DU COMTE DE NICE | 1188 | |
| MONTPELLIER | LW | 0003 | 1498 | AV DU COMTE DE NICE | 475 | |
| MONTPELLIER | LW | 0069 | 1498 | AV DU COMTE DE NICE | 691 | |
| MONTPELLIER | LW | 0071 | 2562 | RUE DE GENES | 51 | |
| MONTPELLIER | LW | 0212 | 2562 | RUE DE GENES | 115 | |
| MONTPELLIER | LX | 0193 | 2887 | PL D'ITALIE | 59 | |
| MONTPELLIER | LY | 0002 | 0700 | RUE BERTRAND DE BORN | 16 | |
| MONTPELLIER | LY | 0047 | 4377 | RUE PIERRE CARDENAL | 303 | |
| MONTPELLIER | LY | 0047 | 4377 | RUE PIERRE CARDENAL | 353 | |
| MONTPELLIER | LY | 0047 | 4377 | RUE PIERRE CARDENAL | 385 | |
| MONTPELLIER | LY | 0257 | 2112 | AV DE L'EUROPE | 2596 | |
| MONTPELLIER | LZ | 0056 | 0718 | AV DU BITERROIS | 270 | |
| MONTPELLIER | LZ | 0095 | 4762 | AV RAIMBAUD D'ORANGE | 49 | |
| MONTPELLIER | LZ | 0175 | 3756 | PL MIMI AZAIS 1930-1989 | 13 | |
| MONTPELLIER | LZ | 0185 | 3357 | RUE DE LOUVOIS | 75 | |
| MONTPELLIER | LZ | 0192 | 5012 | ALL DES RUTHENES | 111 | |
| MONTPELLIER | LZ | 0194 | 0718 | AV DU BITERROIS | 259 | |
| MONTPELLIER | LZ | 0196 | 0718 | AV DU BITERROIS | 261 | B |

| | | | | | | |
|-------------|----|------|------|------------------------------|--------|---|
| MONTPELLIER | LZ | 0199 | 0718 | AV DU BITERROIS | 230 | |
| MONTPELLIER | LZ | 0311 | 3174 | AV DU LAURAGAIS | 65 | |
| MONTPELLIER | LZ | 0315 | 3174 | AV DU LAURAGAIS | 105 | |
| MONTPELLIER | MR | 0019 | 4666 | AV DU PROFESSEUR LOUIS RAVAS | 1093 | |
| MONTPELLIER | MR | 0110 | 3744 | RUE MICHEL TEULE | 254 | |
| MONTPELLIER | MR | 0220 | 3744 | RUE MICHEL TEULE | 59 | |
| MONTPELLIER | MR | 0223 | 5336 | PL SEAN MAC BRIDE | 37 | |
| MONTPELLIER | MR | 0282 | 3744 | RUE MICHEL TEULE | 248 | |
| MONTPELLIER | MR | 0282 | 8002 | RUE DUGUAY TROUIN | 67 | |
| MONTPELLIER | MS | 0073 | 0155 | RUE D'ALCO | 646 | |
| MONTPELLIER | MS | 0075 | 0155 | RUE D'ALCO | 710 | |
| MONTPELLIER | MS | 0076 | 0155 | RUE D'ALCO | 720 | |
| MONTPELLIER | MS | 0086 | 0155 | RUE D'ALCO | 856 | |
| MONTPELLIER | MS | 0114 | 4210 | RUE PAUL RIMBAUD | 834 | |
| MONTPELLIER | MS | 0122 | 0949 | COUR DES CAMISARDS | 147 | |
| MONTPELLIER | MS | 0212 | 0423 | IMP AUGUSTE MOURGUES | 61 | |
| MONTPELLIER | MS | 0260 | 2907 | RUE JACQUES DALCROZE | 45 | |
| MONTPELLIER | MS | 0268 | 4666 | AV DU PROFESSEUR LOUIS RAVAS | 527 | |
| MONTPELLIER | MS | 0327 | 4666 | AV DU PROFESSEUR LOUIS RAVAS | 793 | |
| MONTPELLIER | MS | 0327 | 4666 | AV DU PROFESSEUR LOUIS RAVAS | 847 | |
| MONTPELLIER | MS | 0327 | 4666 | AV DU PROFESSEUR LOUIS RAVAS | 851 | |
| MONTPELLIER | MS | 0327 | 4666 | AV DU PROFESSEUR LOUIS RAVAS | 855 | |
| MONTPELLIER | MS | 0327 | 4666 | AV DU PROFESSEUR LOUIS RAVAS | 865 | |
| MONTPELLIER | MS | 0327 | 4666 | AV DU PROFESSEUR LOUIS RAVAS | 949 | |
| MONTPELLIER | MT | 0001 | 1067 | RUE DE CASSEYROLS | 111 | |
| MONTPELLIER | MT | 0007 | 4270 | AV DU PERE SOULAS | 1580 | |
| MONTPELLIER | MT | 0028 | 4270 | AV DU PERE SOULAS | 1659 | |
| MONTPELLIER | MT | 0063 | 2795 | AV HENRI MARES | 2 | |
| MONTPELLIER | MT | 0107 | 4270 | AV DU PERE SOULAS | 1107 | |
| MONTPELLIER | MT | 0136 | 4666 | AV DU PROFESSEUR LOUIS RAVAS | 752 | |
| MONTPELLIER | MT | 0138 | 4666 | AV DU PROFESSEUR LOUIS RAVAS | 794 | |
| MONTPELLIER | MT | 0139 | 4666 | AV DU PROFESSEUR LOUIS RAVAS | 824 | |
| MONTPELLIER | MT | 0140 | 4666 | AV DU PROFESSEUR LOUIS RAVAS | 866 | |
| MONTPELLIER | MT | 0175 | 4270 | AV DU PERE SOULAS | 1035 | |
| MONTPELLIER | MT | 0227 | 4270 | AV DU PERE SOULAS | 1315 | |
| MONTPELLIER | MT | 0451 | 4114 | RUE DES PAPYRUS | 204 | |
| MONTPELLIER | MT | 0543 | 4114 | RUE DES PAPYRUS | 484 | |
| MONTPELLIER | MV | 0029 | 5860 | IMP DE LA VOIE ROMAINE | 145 | |
| MONTPELLIER | MV | 0043 | 1245 | AV CHARLES FLAHAULT | 39 | B |
| MONTPELLIER | MW | 0249 | 1816 | AV DU DOYEN GASTON GIRAUD | 191 | |
| MONTPELLIER | MX | 0115 | 5190 | RUE SAINT PRIEST | 9115 | F |
| MONTPELLIER | MX | 0134 | 4270 | AV DU PERE SOULAS | 2452 | A |
| MONTPELLIER | MX | 0147 | 5190 | RUE SAINT PRIEST | (vide) | |
| MONTPELLIER | MX | 0181 | 5190 | RUE SAINT PRIEST | 277 | |
| MONTPELLIER | MX | 0244 | 4270 | AV DU PERE SOULAS | 2220 | |
| MONTPELLIER | MY | 0010 | 4270 | AV DU PERE SOULAS | 2099 | |
| MONTPELLIER | MY | 0051 | 4193 | RUE PAUL GIERA | 8 | |

| | | | | | | |
|-------------|----|------|------|------------------------------|------|---|
| MONTPELLIER | MY | 0181 | 4666 | AV DU PROFESSEUR LOUIS RAVAS | 998 | |
| MONTPELLIER | MY | 0213 | 4666 | AV DU PROFESSEUR LOUIS RAVAS | 1080 | |
| MONTPELLIER | MY | 0264 | 3949 | IMP DES NEUF | 55 | |
| MONTPELLIER | MY | 0318 | 1277 | AV DU CHATEAU D'O | 511 | |
| MONTPELLIER | MY | 0357 | 1277 | AV DU CHATEAU D'O | 400 | |
| MONTPELLIER | MY | 0357 | 3885 | AV DES MOULINS | 1477 | |
| MONTPELLIER | MY | 0492 | 2914 | RUE JACQUES IBERT | 1 | |
| MONTPELLIER | MY | 0725 | 4918 | IMP DES ROBINIERS | 94 | |
| MONTPELLIER | MY | 0737 | 4270 | AV DU PERE SOULAS | 2125 | |
| MONTPELLIER | NP | 0126 | 0221 | PL ALPHONSE LAVERAN | 75 | |
| MONTPELLIER | NP | 0172 | 4678 | RUE PROFESSEURS TRUC | 501 | |
| MONTPELLIER | NP | 0178 | 1031 | RUE DE LA CARDONILLE | 270 | |
| MONTPELLIER | NP | 0263 | 8280 | RUE CLAUDE NOUGARO | 80 | |
| MONTPELLIER | OB | 0031 | 2083 | AV ETIENNE MEHUL | 3409 | |
| MONTPELLIER | OB | 0058 | 0473 | RUE CLAUDE BALBASTRE | 150 | |
| MONTPELLIER | OB | 0060 | 0473 | RUE CLAUDE BALBASTRE | 48 | |
| MONTPELLIER | OB | 0092 | 0473 | RUE CLAUDE BALBASTRE | 9092 | |
| MONTPELLIER | OB | 0097 | 9168 | RUE GEORGES ONSLOW | 120 | |
| MONTPELLIER | OC | 0003 | 3329 | IMP LOUIS FERDINAND HEROLD | 45 | |
| MONTPELLIER | OC | 0052 | 2374 | RUE FRANCOIS-JOSEPH GOSSEC | 215 | |
| MONTPELLIER | OC | 0076 | 3329 | IMP LOUIS FERDINAND HEROLD | 116 | |
| MONTPELLIER | OC | 0154 | 2950 | RUE DE LA JASSE DE MAURIN | 494 | |
| MONTPELLIER | OC | 0177 | 2083 | AV ETIENNE MEHUL | 2941 | |
| MONTPELLIER | OC | 0180 | 2950 | RUE DE LA JASSE DE MAURIN | 652 | |
| MONTPELLIER | OC | 0182 | 8232 | RUE RAYMOND RECOULY | 520 | |
| MONTPELLIER | OC | 0202 | 8232 | RUE RAYMOND RECOULY | 535 | |
| MONTPELLIER | OC | 0228 | 8233 | RUE PATRICE LUMUMBA | 2 | |
| MONTPELLIER | OC | 0240 | 3329 | IMP LOUIS FERDINAND HEROLD | 315 | |
| MONTPELLIER | OD | 0106 | 8232 | RUE RAYMOND RECOULY | 381 | |
| MONTPELLIER | OD | 0108 | 8232 | RUE RAYMOND RECOULY | 113 | |
| MONTPELLIER | OE | 0013 | 2950 | RUE DE LA JASSE DE MAURIN | 172 | |
| MONTPELLIER | OE | 0026 | 2950 | RUE DE LA JASSE DE MAURIN | 243 | B |
| MONTPELLIER | OE | 0215 | 8217 | IMP JULES MASSENET | 55 | |
| MONTPELLIER | OE | 0216 | 2083 | AV ETIENNE MEHUL | 2467 | |
| MONTPELLIER | OE | 0220 | 2083 | AV ETIENNE MEHUL | 697 | |
| MONTPELLIER | OI | 0009 | 3033 | RUE DE LA JEUNE PARQUE | 4838 | |
| MONTPELLIER | OI | 0050 | 1080 | RUE DE LA CASTELLE | 9006 | |
| MONTPELLIER | OI | 0133 | 3033 | RUE DE LA JEUNE PARQUE | 4832 | |
| MONTPELLIER | OI | 0136 | 7998 | RUE ROSA LUXEMBURG | 65 | |
| MONTPELLIER | OI | 0150 | 3665 | AV DE MAURIN | 2546 | |
| MONTPELLIER | OK | 0009 | 2573 | RUE GEORGES AURIC | 188 | |
| MONTPELLIER | OK | 0010 | 2573 | RUE GEORGES AURIC | 190 | |
| MONTPELLIER | OK | 0022 | 3669 | RUE MAURICE LE BOUCHER | 91 | |
| MONTPELLIER | OK | 0025 | 3669 | RUE MAURICE LE BOUCHER | 53 | |
| MONTPELLIER | OK | 0034 | 3669 | RUE MAURICE LE BOUCHER | 216 | |
| MONTPELLIER | OK | 0036 | 4026 | RUE OLOF PALME | 143 | |
| MONTPELLIER | OK | 0038 | 4026 | RUE OLOF PALME | 115 | |

| | | | | | | |
|-------------|----|------|------|---------------------------|------|---|
| MONTPELLIER | OK | 0051 | 0769 | IMP BORIS VIAN | 35 | |
| MONTPELLIER | OK | 0051 | 2957 | ALL JEAN ANOUILH | 113 | |
| MONTPELLIER | OK | 0051 | 2957 | ALL JEAN ANOUILH | 31 | |
| MONTPELLIER | OK | 0051 | 2957 | ALL JEAN ANOUILH | 73 | |
| MONTPELLIER | OK | 0051 | 2957 | ALL JEAN ANOUILH | 93 | |
| MONTPELLIER | OK | 0051 | 3492 | PLAN MARGUERITE YOURCENAR | 117 | |
| MONTPELLIER | OK | 0051 | 3492 | PLAN MARGUERITE YOURCENAR | 123 | |
| MONTPELLIER | OK | 0051 | 3492 | PLAN MARGUERITE YOURCENAR | 135 | |
| MONTPELLIER | OK | 0051 | 3492 | PLAN MARGUERITE YOURCENAR | 149 | |
| MONTPELLIER | OK | 0051 | 3492 | PLAN MARGUERITE YOURCENAR | 53 | |
| MONTPELLIER | OK | 0051 | 3492 | PLAN MARGUERITE YOURCENAR | 63 | |
| MONTPELLIER | OK | 0075 | 2958 | PAS JEAN COCTEAU | 78 | |
| MONTPELLIER | OK | 0075 | 2958 | PAS JEAN COCTEAU | 81 | |
| MONTPELLIER | OK | 0075 | 3338 | PLAN LOUIS JOUVET | 44 | |
| MONTPELLIER | OK | 0075 | 3338 | PLAN LOUIS JOUVET | 52 | |
| MONTPELLIER | OK | 0075 | 3338 | PLAN LOUIS JOUVET | 53 | |
| MONTPELLIER | OK | 0075 | 5013 | ALL SACHA GUITRY | 102 | |
| MONTPELLIER | OK | 0076 | 3944 | RUE NELSON MANDELA | 37 | |
| MONTPELLIER | OK | 0076 | 3944 | RUE NELSON MANDELA | 59 | |
| MONTPELLIER | OK | 0085 | 3058 | RUE JOSEPH SEBASTIEN PONS | 164 | |
| MONTPELLIER | OK | 0139 | 2496 | RUE GASTON DEFFERRE | 40 | |
| MONTPELLIER | OK | 0139 | 2496 | RUE GASTON DEFFERRE | 54 | |
| MONTPELLIER | OL | 0001 | 0278 | ALL ANDRE PILLEBOUE | 30 | |
| MONTPELLIER | OL | 0014 | 3665 | AV DE MAURIN | 2405 | |
| MONTPELLIER | OL | 0030 | 3550 | RUE DU MAS DE BRINGAUD | 150 | T |
| MONTPELLIER | OL | 0046 | 2870 | RUE DE L'INDUSTRIE | 944 | |
| MONTPELLIER | OL | 0056 | 2573 | RUE GEORGES AURIC | 42 | |
| MONTPELLIER | OL | 0073 | 3550 | RUE DU MAS DE BRINGAUD | 140 | |
| MONTPELLIER | OM | 0017 | 3607 | RUE DU MAS DE PORTALY | 131 | |
| MONTPELLIER | OM | 0017 | 3607 | RUE DU MAS DE PORTALY | 59 | |
| MONTPELLIER | OM | 0046 | 3607 | RUE DU MAS DE PORTALY | 90 | |
| MONTPELLIER | OM | 0068 | 3465 | AV DU MARCHÉ GARE | 736 | |
| MONTPELLIER | OM | 0092 | 3465 | AV DU MARCHÉ GARE | 760 | |
| MONTPELLIER | OM | 0102 | 2870 | RUE DE L'INDUSTRIE | 711 | |
| MONTPELLIER | ON | 0010 | 0050 | RUE DE L'ABRIVADO | 7 | |
| MONTPELLIER | ON | 0015 | 3543 | AV DU MAS ARGELLIERS | 504 | |
| MONTPELLIER | ON | 0021 | 3165 | RUE DU LANTISSARGUES | 9 | |
| MONTPELLIER | ON | 0022 | 3165 | RUE DU LANTISSARGUES | 7 | |
| MONTPELLIER | ON | 0023 | 3165 | RUE DU LANTISSARGUES | 5 | |
| MONTPELLIER | ON | 0024 | 3165 | RUE DU LANTISSARGUES | 3 | |
| MONTPELLIER | ON | 0025 | 2870 | RUE DE L'INDUSTRIE | 203 | |
| MONTPELLIER | ON | 0034 | 3165 | RUE DU LANTISSARGUES | 14 | |
| MONTPELLIER | ON | 0039 | 4866 | RUE DE LA RESTANQUE | 65 | |
| MONTPELLIER | ON | 0040 | 2870 | RUE DE L'INDUSTRIE | 455 | |
| MONTPELLIER | ON | 0042 | 2870 | RUE DE L'INDUSTRIE | 361 | |
| MONTPELLIER | ON | 0045 | 2870 | RUE DE L'INDUSTRIE | 455 | |
| MONTPELLIER | ON | 0052 | 3165 | RUE DU LANTISSARGUES | 18 | B |

| | | | | | | |
|-------------|----|------|------|-----------------------------|--------|---|
| MONTPELLIER | ON | 0054 | 3165 | RUE DU LANTISSARGUES | 4 | |
| MONTPELLIER | ON | 0069 | 2870 | RUE DE L'INDUSTRIE | 56 | |
| MONTPELLIER | ON | 0081 | 0050 | RUE DE L'ABRIVADO | 1 | |
| MONTPELLIER | ON | 0100 | 3165 | RUE DU LANTISSARGUES | 6 | |
| MONTPELLIER | ON | 0104 | 3165 | RUE DU LANTISSARGUES | 8 | |
| MONTPELLIER | OP | 0032 | 2181 | RUE FERDINAND DE LESSEPS | 223 | |
| MONTPELLIER | OP | 0034 | 4620 | AV DES PRES D'ARENES | 430 | |
| MONTPELLIER | OP | 0055 | 3665 | AV DE MAURIN | 1093 | |
| MONTPELLIER | OP | 0072 | 4620 | AV DES PRES D'ARENES | 220 | |
| MONTPELLIER | OP | 0079 | 4524 | RUE POMIER LAYRARGUES | 231 | |
| MONTPELLIER | OP | 0079 | 4524 | RUE POMIER LAYRARGUES | 241 | |
| MONTPELLIER | OP | 0079 | 4524 | RUE POMIER LAYRARGUES | 47 | |
| MONTPELLIER | OP | 0079 | 4524 | RUE POMIER LAYRARGUES | 51 | |
| MONTPELLIER | OP | 0079 | 4524 | RUE POMIER LAYRARGUES | 85 | |
| MONTPELLIER | OP | 0079 | 4524 | RUE POMIER LAYRARGUES | 87 | |
| MONTPELLIER | OP | 0079 | 4524 | RUE POMIER LAYRARGUES | 95 | |
| MONTPELLIER | OP | 0081 | 4620 | AV DES PRES D'ARENES | 430 | |
| MONTPELLIER | PA | 0028 | 4700 | IMP DE LA PROVIDENCE | 360 | |
| MONTPELLIER | PB | 0107 | 3606 | AV DE TOULOUSE | 201 | |
| MONTPELLIER | PB | 0136 | 8262 | AV DU MONDIAL DE RUGBY 2007 | 412 | |
| MONTPELLIER | PB | 0190 | 8262 | AV DU MONDIAL DE RUGBY 2007 | 560 | |
| MONTPELLIER | PB | 0202 | 1567 | AV ROGER COUDERC | 15 | |
| MONTPELLIER | PB | 0224 | 8262 | AV DU MONDIAL DE RUGBY 2007 | 343 | |
| MONTPELLIER | PB | 0224 | 8262 | AV DU MONDIAL DE RUGBY 2007 | 345 | |
| MONTPELLIER | PB | 0233 | 0905 | RUE DE BUGAREL | 947 | |
| MONTPELLIER | PB | 0345 | 5518 | AV DE TOULOUSE | 1834 | |
| MONTPELLIER | PB | 0350 | 5518 | AV DE TOULOUSE | 1852 | |
| MONTPELLIER | PD | 0039 | 2732 | RUE GUSTAVE FLAUBERT | 213 | |
| MONTPELLIER | PD | 0077 | 3666 | AV MAURICE PLANES | 330 | B |
| MONTPELLIER | PE | 0002 | 2243 | QUAI FLORA TRISTAN | (vide) | |
| MONTPELLIER | PE | 0031 | 2996 | QUAI JEAN PERIDIER | 69 | |
| MONTPELLIER | PE | 0032 | 3666 | AV MAURICE PLANES | 30 | |
| MONTPELLIER | PE | 0032 | 3666 | AV MAURICE PLANES | 50 | |
| MONTPELLIER | PE | 0034 | 3364 | IMP MAC GAFFEY | 69 | |
| MONTPELLIER | PE | 0036 | 3364 | IMP MAC GAFFEY | 55 | |
| MONTPELLIER | PE | 0038 | 3666 | AV MAURICE PLANES | 70 | |
| MONTPELLIER | PE | 0056 | 0262 | IMP ANDREA PALLADIO | 37 | |
| MONTPELLIER | PE | 0108 | 5607 | IMP DU TRIANON | 6 | |
| MONTPELLIER | PE | 0147 | 2916 | RUE JACQUES MONOD | 64 | |
| MONTPELLIER | PE | 0404 | 5211 | PL SAINT SIMON | 170 | |
| MONTPELLIER | PE | 0443 | 2324 | PL FOURIER | 64 | |
| MONTPELLIER | PE | 0494 | 2324 | PL FOURIER | 114 | |
| MONTPELLIER | PE | 0494 | 5346 | RUE SIEYES | 23 | |
| MONTPELLIER | PE | 0496 | 3364 | IMP MAC GAFFEY | 55 | B |
| MONTPELLIER | PE | 0504 | 4996 | RUE ROUGET DE LISLE | 681 | |
| MONTPELLIER | PI | 0038 | 4555 | RUE DU PONT DE LAVERUNE | 1901 | |
| MONTPELLIER | PI | 0046 | 3200 | RTE DE LAVERUNE | 3150 | |

| | | | | | | |
|-------------|----|------|------|-----------------------------|--------|---|
| MONTPELLIER | PI | 0070 | 4555 | RUE DU PONT DE LAVERUNE | 1901 | |
| MONTPELLIER | PK | 0094 | 6077 | AV LEON JOUHAUX | 9094 | |
| MONTPELLIER | PM | 0012 | 0715 | RUE DE BIONNE | 1225 | |
| MONTPELLIER | PN | 0050 | 4914 | IMP DU ROC BLANC | 90 | |
| MONTPELLIER | PN | 0055 | 2685 | RUE DES GREZES | 760 | |
| MONTPELLIER | PO | 0085 | 6092 | IMP DES GREZES | (vide) | |
| MONTPELLIER | PO | 0260 | 6092 | IMP DES GREZES | 152 | |
| MONTPELLIER | PR | 0018 | 2114 | RUE EURYDICE | 56 | |
| MONTPELLIER | PR | 0018 | 2114 | RUE EURYDICE | 88 | |
| MONTPELLIER | PR | 0019 | 2114 | RUE EURYDICE | 8 | B |
| MONTPELLIER | PR | 0447 | 4049 | RUE ORPHEE | 108 | |
| MONTPELLIER | PS | 0010 | 1620 | RUE DE LA CROIX DES ROSIERS | 315 | |
| MONTPELLIER | PS | 0139 | 3793 | AV DE MONSIEUR TESTE | 781 | |
| MONTPELLIER | PS | 0324 | 4555 | RUE DU PONT DE LAVERUNE | 335 | |
| MONTPELLIER | PS | 0327 | 4555 | RUE DU PONT DE LAVERUNE | 335 | |
| MONTPELLIER | PW | 0014 | B149 | LES TRAVERSES | 9001 | |
| MONTPELLIER | PX | 0004 | 3608 | RUE DU MAS DE PRUNET | 256 | |
| MONTPELLIER | PX | 0251 | 0785 | RUE DES BOUISSSES | 695 | |
| MONTPELLIER | PX | 0315 | 0472 | IMP DES BACCHANTES | 79 | |
| MONTPELLIER | PX | 0353 | 3608 | RUE DU MAS DE PRUNET | 240 | |
| MONTPELLIER | PY | 0007 | 3608 | RUE DU MAS DE PRUNET | 313 | |
| MONTPELLIER | PY | 0226 | 3608 | RUE DU MAS DE PRUNET | 285 | |
| MONTPELLIER | PY | 0227 | 3608 | RUE DU MAS DE PRUNET | 285 | A |
| MONTPELLIER | PY | 0266 | 3608 | RUE DU MAS DE PRUNET | 285 | |
| MONTPELLIER | PZ | 0139 | 4909 | RUE DES RIVETTES | 161 | |
| MONTPELLIER | PZ | 0190 | 3793 | AV DE MONSIEUR TESTE | 1796 | |
| MONTPELLIER | RC | 0095 | 0782 | PL MARGUERITE BOUET | 3 | |
| MONTPELLIER | RD | 0024 | 8065 | RUE GEORGES MELIES | 501 | |
| MONTPELLIER | RD | 0024 | 8065 | RUE GEORGES MELIES | 521 | |
| MONTPELLIER | RD | 0024 | 8065 | RUE GEORGES MELIES | 541 | |
| MONTPELLIER | RD | 0066 | A721 | CENTRE COMMERCIAL ODYSSEUM | 9066 | |
| MONTPELLIER | RE | 0003 | 2771 | AV HENRI BECQUEREL | 1025 | |
| MONTPELLIER | RE | 0005 | 2771 | AV HENRI BECQUEREL | 1025 | |
| MONTPELLIER | RE | 0007 | 2771 | AV HENRI BECQUEREL | 1025 | |
| MONTPELLIER | RE | 0008 | 2771 | AV HENRI BECQUEREL | 1025 | |
| MONTPELLIER | RE | 0011 | 2771 | AV HENRI BECQUEREL | 1025 | |
| MONTPELLIER | RE | 0012 | 2771 | AV HENRI BECQUEREL | 1025 | |
| MONTPELLIER | RE | 0016 | 2771 | AV HENRI BECQUEREL | 1025 | Y |
| MONTPELLIER | RE | 0019 | 2771 | AV HENRI BECQUEREL | 1025 | B |
| MONTPELLIER | RE | 0020 | 2771 | AV HENRI BECQUEREL | 1025 | D |
| MONTPELLIER | RE | 0021 | 2771 | AV HENRI BECQUEREL | 1025 | F |
| MONTPELLIER | RE | 0023 | 2771 | AV HENRI BECQUEREL | 1025 | J |
| MONTPELLIER | RE | 0024 | 2771 | AV HENRI BECQUEREL | 1025 | I |
| MONTPELLIER | RE | 0025 | 2771 | AV HENRI BECQUEREL | 1025 | G |
| MONTPELLIER | RE | 0067 | 2888 | RUE ALBERT JACQUARD | 149 | |
| MONTPELLIER | RE | 0070 | 2771 | AV HENRI BECQUEREL | 1025 | |
| MONTPELLIER | RE | 0071 | 2771 | AV HENRI BECQUEREL | 1025 | |

| | | | | | | |
|-------------|----|------|------|--------------------------|--------|---|
| MONTPELLIER | RI | 0023 | 0153 | AV ALBERT EINSTEIN | 2733 | C |
| MONTPELLIER | RR | 0107 | 5815 | RUE DE LA VIEILLE POSTE | 895 | |
| MONTPELLIER | RS | 0023 | 4435 | RUE DE PINVILLE | 40 | |
| MONTPELLIER | RT | 0024 | 0193 | RUE ALFRED NOBEL | 285 | |
| MONTPELLIER | RT | 0034 | 3238 | ALL LEON FOUCAULT | 31 | |
| MONTPELLIER | RT | 0051 | 3337 | RUE LOUIS LEPINE | 725 | |
| MONTPELLIER | RT | 0064 | 2834 | RUE HIPPOLYTE FIZEAU | 341 | |
| MONTPELLIER | RT | 0066 | 3337 | RUE LOUIS LEPINE | 661 | |
| MONTPELLIER | RT | 0138 | 3723 | COUR MESSIER | 185 | |
| MONTPELLIER | RT | 0170 | 5878 | COUR WATT | 103 | |
| MONTPELLIER | RT | 0176 | 3337 | RUE LOUIS LEPINE | 685 | |
| MONTPELLIER | RV | 0080 | 6159 | RUE DE THOR | 91 | |
| MONTPELLIER | RV | 0081 | 6159 | RUE DE THOR | 200 | |
| MONTPELLIER | RV | 0084 | 8337 | RUE DE FREYR | 97 | |
| MONTPELLIER | RV | 0095 | 6159 | RUE DE THOR | 120 | |
| MONTPELLIER | RV | 0107 | 3610 | RUE DU MAS DE VERCHANT | 836 | |
| MONTPELLIER | RV | 0108 | 8320 | RUE D'ODIN | 144 | |
| MONTPELLIER | RV | 0111 | B117 | PLAINE DU MAS MARCHAND | (vide) | |
| MONTPELLIER | RV | 0146 | 6159 | RUE DE THOR | 119 | |
| MONTPELLIER | RX | 0012 | 0193 | RUE ALFRED NOBEL | 450 | |
| MONTPELLIER | RX | 0031 | 0193 | RUE ALFRED NOBEL | 605 | |
| MONTPELLIER | RX | 0033 | 0193 | RUE ALFRED NOBEL | 465 | |
| MONTPELLIER | RX | 0036 | 0193 | RUE ALFRED NOBEL | 385 | |
| MONTPELLIER | RX | 0039 | 3953 | ALL NIELS BOHR | 50 | |
| MONTPELLIER | RX | 0044 | 5877 | ALL WILHELM ROENTGEN | 75 | |
| MONTPELLIER | RX | 0059 | 0153 | AV ALBERT EINSTEIN | 1350 | |
| MONTPELLIER | RX | 0063 | 0153 | AV ALBERT EINSTEIN | 1350 | |
| MONTPELLIER | RX | 0065 | 0153 | AV ALBERT EINSTEIN | 1350 | |
| MONTPELLIER | RX | 0066 | 0153 | AV ALBERT EINSTEIN | 1350 | |
| MONTPELLIER | RX | 0071 | 0193 | RUE ALFRED NOBEL | 770 | |
| MONTPELLIER | RX | 0072 | 0153 | AV ALBERT EINSTEIN | 1140 | |
| MONTPELLIER | RX | 0218 | 2701 | RUE GUGLIELMO MARCONI | 104 | |
| MONTPELLIER | RX | 0246 | 1736 | RUE DENIS PAPIN | 501 | |
| MONTPELLIER | RX | 0301 | 0153 | AV ALBERT EINSTEIN | 1086 | |
| MONTPELLIER | RX | 0309 | 3206 | RUE LE CARAVAGE | 81 | |
| MONTPELLIER | RX | 0319 | 0153 | AV ALBERT EINSTEIN | 1300 | |
| MONTPELLIER | RX | 0327 | 0193 | RUE ALFRED NOBEL | 770 | |
| MONTPELLIER | RX | 0340 | 6045 | RUE EDOUARD VILLALONGA | 9001 | |
| MONTPELLIER | RY | 0065 | 5263 | RUE SAMUEL MORSE | 215 | |
| MONTPELLIER | RY | 0115 | 8207 | RUE LE TITIEN | 219 | |
| MONTPELLIER | RY | 0172 | 8207 | RUE LE TITIEN | 41 | |
| MONTPELLIER | RZ | 0018 | 8209 | RUE VERROCHIO | 103 | |
| MONTPELLIER | RZ | 0086 | 4803 | PL RAPHAEL | 16 | |
| MONTPELLIER | RZ | 0185 | 3570 | RUE DU MAS DE CARBONNIER | 125 | |
| MONTPELLIER | SA | 0022 | 0737 | AV DE BOIRARGUES | 107 | |
| MONTPELLIER | SA | 0028 | 0153 | AV ALBERT EINSTEIN | 110 | |
| MONTPELLIER | SA | 0033 | 3112 | IMP DE LA BAUME | 18 | |

| | | | | | | |
|-------------|----|------|------|------------------------------|--------|---|
| MONTPELLIER | SA | 0188 | 6055 | RUE BRUMAIRE | 267 | |
| MONTPELLIER | SA | 0248 | 6049 | AV MARIE DE MONTPELLIER | 58 | |
| MONTPELLIER | SA | 0248 | 6055 | RUE BRUMAIRE | (vide) | |
| MONTPELLIER | SA | 0248 | 6129 | PL ERNEST GRANIER | 45 | |
| MONTPELLIER | SA | 0269 | 0153 | AV ALBERT EINSTEIN | 142 | |
| MONTPELLIER | SA | 0342 | 6053 | RUE VENDEMIAIRE | 355 | |
| MONTPELLIER | SA | 0349 | 8091 | RUE DES ETATS GENERAUX | 117 | |
| MONTPELLIER | SA | 0352 | 6088 | AV DU MONDIAL 98 | 240 | |
| MONTPELLIER | SB | 0066 | 8158 | RUE DE MESSINE | 8 | |
| MONTPELLIER | SB | 0088 | 6049 | AV MARIE DE MONTPELLIER | 245 | |
| MONTPELLIER | SB | 0100 | 3705 | AV DE LA MER | 520 | |
| MONTPELLIER | SB | 0100 | 6129 | PL ERNEST GRANIER | 222 | |
| MONTPELLIER | SB | 0100 | 6129 | PL ERNEST GRANIER | 266 | |
| MONTPELLIER | SB | 0107 | 8159 | RUE DE SYRACUSE | 50 | |
| MONTPELLIER | SB | 0107 | 8159 | RUE DE SYRACUSE | 52 | |
| MONTPELLIER | SB | 0107 | 8161 | RUE DE CHIO | 23 | |
| MONTPELLIER | SB | 0139 | 1862 | RUE SHIRIN EBADI | 69 | |
| MONTPELLIER | SB | 0158 | 8163 | RUE DE GALATA | 84 | |
| MONTPELLIER | SB | 0161 | 3381 | RUE WANGARI MAATHAI | 77 | |
| MONTPELLIER | SB | 0221 | 0406 | RUE AUNG SAN SUU KYI | 155 | |
| MONTPELLIER | SB | 0221 | 8316 | AV RAYMOND DUGRAND | 852 | |
| MONTPELLIER | SB | 0230 | 8316 | AV RAYMOND DUGRAND | 769 | |
| MONTPELLIER | SB | 0237 | 9160 | RUE RAY CHARLES | 50 | |
| MONTPELLIER | SC | 0162 | 8339 | RUE DES JUSTES | 237 | |
| MONTPELLIER | SC | 0251 | 0737 | AV DE BOIRARGUES | 1063 | |
| MONTPELLIER | SD | 0193 | 3237 | RUE LEONARD DE VINCI | 5 | |
| MONTPELLIER | SE | 0235 | 9159 | RUE JEAN FERRAT | 155 | |
| MONTPELLIER | SH | 0022 | 3705 | AV DE LA MER | 1348 | B |
| MONTPELLIER | SH | 0039 | 2290 | RUE FONTAINE DE LA BANQUIERE | 185 | |
| MONTPELLIER | SI | 0012 | 3630 | RUE DU MAS ROUGE | 1254 | |
| MONTPELLIER | SK | 0269 | 1135 | RUE DE LA CAVALADE | 577 | |
| MONTPELLIER | SK | 0314 | 8273 | AV NINA SIMONE | 120 | |
| MONTPELLIER | SK | 0321 | 8133 | ALL ULYSSE | 9000 | |
| MONTPELLIER | SK | 0389 | 8273 | AV NINA SIMONE | 174 | |
| MONTPELLIER | SL | 0147 | 8133 | ALL ULYSSE | 9108 | |
| MONTPELLIER | SL | 0147 | 8133 | ALL ULYSSE | 9147 | |
| MONTPELLIER | SL | 0147 | 8135 | PL DE VENISE | 9118 | |
| MONTPELLIER | SL | 0151 | 8133 | ALL ULYSSE | 9151 | |
| MONTPELLIER | SM | 0028 | 3555 | RUE DU MAS DE BROUSSE | 450 | |
| MONTPELLIER | TA | 0003 | 6097 | RUE DE LA THERIAQUE | 421 | |
| MONTPELLIER | TA | 0003 | 6097 | RUE DE LA THERIAQUE | 429 | |
| MONTPELLIER | TA | 0003 | 6097 | RUE DE LA THERIAQUE | 469 | |
| MONTPELLIER | TA | 0028 | 1637 | RUE DE LA CROIX VERTE | 525 | |
| MONTPELLIER | TA | 0142 | 0238 | RUE AMBROISE PARE | 45 | |
| MONTPELLIER | TA | 0142 | 0238 | RUE AMBROISE PARE | 89 | |
| MONTPELLIER | TA | 0142 | 0279 | ALL ANDRE VESALE | 15 | |
| MONTPELLIER | TA | 0142 | 0279 | ALL ANDRE VESALE | 29 | |

| | | | | | | |
|-------------|----|------|------|---------------------------|------|---|
| MONTPELLIER | TA | 0142 | 1637 | RUE DE LA CROIX VERTE | 590 | |
| MONTPELLIER | TA | 0143 | 0238 | RUE AMBROISE PARE | 191 | |
| MONTPELLIER | TA | 0143 | 0279 | ALL ANDRE VESALE | 16 | |
| MONTPELLIER | TA | 0143 | 0279 | ALL ANDRE VESALE | 30 | |
| MONTPELLIER | TA | 0143 | 1637 | RUE DE LA CROIX VERTE | 590 | |
| MONTPELLIER | TB | 0018 | 0921 | RUE DU CADUCEE | 63 | |
| MONTPELLIER | TB | 0021 | 0302 | AV DES APOTHIKAIRES | 740 | |
| MONTPELLIER | TB | 0022 | 0921 | RUE DU CADUCEE | 263 | |
| MONTPELLIER | TC | 0029 | 1637 | RUE DE LA CROIX VERTE | 912 | |
| MONTPELLIER | TC | 0033 | 1637 | RUE DE LA CROIX VERTE | 912 | B |
| MONTPELLIER | TC | 0037 | 1637 | RUE DE LA CROIX VERTE | 939 | B |
| MONTPELLIER | TC | 0037 | 1637 | RUE DE LA CROIX VERTE | 939 | |
| MONTPELLIER | TC | 0039 | 1637 | RUE DE LA CROIX VERTE | 939 | |
| MONTPELLIER | TC | 0041 | 1637 | RUE DE LA CROIX VERTE | 989 | |
| MONTPELLIER | TC | 0069 | 2704 | RUE GUILLAUME DUPUYTREN | 67 | |
| MONTPELLIER | TC | 0070 | 2704 | RUE GUILLAUME DUPUYTREN | 61 | |
| MONTPELLIER | TC | 0073 | 0302 | AV DES APOTHIKAIRES | 565 | B |
| MONTPELLIER | TC | 0077 | 1635 | RUE DE LA CROIX DE LAVIT | 816 | |
| MONTPELLIER | TC | 0078 | 1635 | RUE DE LA CROIX DE LAVIT | 816 | A |
| MONTPELLIER | TC | 0142 | 2569 | RUE GEORGES DENIZOT | 58 | |
| MONTPELLIER | TC | 0148 | 1635 | RUE DE LA CROIX DE LAVIT | 610 | |
| MONTPELLIER | TC | 0161 | 1635 | RUE DE LA CROIX DE LAVIT | 580 | |
| MONTPELLIER | TD | 0006 | 5841 | RUE VITAL MICHALON | 69 | |
| MONTPELLIER | TE | 0015 | 1319 | RUE CHRISTIAN DIOR | 206 | |
| MONTPELLIER | TE | 0111 | 3885 | AV DES MOULINS | 400 | |
| MONTPELLIER | TK | 0001 | 4715 | RUE DE PUECH VILLA | 761 | |
| MONTPELLIER | TK | 0002 | 4715 | RUE DE PUECH VILLA | 761 | |
| MONTPELLIER | TK | 0027 | 5190 | RUE SAINT PRIEST | 1672 | |
| MONTPELLIER | TK | 0033 | 5190 | RUE SAINT PRIEST | 1572 | |
| MONTPELLIER | TK | 0053 | 5190 | RUE SAINT PRIEST | 1620 | |
| MONTPELLIER | TL | 0018 | 4392 | RUE PIERRE FLOURENS | 95 | |
| MONTPELLIER | TL | 0019 | 4392 | RUE PIERRE FLOURENS | 95 | |
| MONTPELLIER | TL | 0036 | 2796 | RUE HENRI NOGUERES | 94 | |
| MONTPELLIER | TL | 0110 | 6047 | RUE ROBERT KOCH | 198 | |
| MONTPELLIER | TL | 0118 | 4392 | RUE PIERRE FLOURENS | 94 | |
| MONTPELLIER | TL | 0126 | 2796 | RUE HENRI NOGUERES | 71 | |
| MONTPELLIER | TL | 0172 | 6046 | AV PR JEAN LOUIS VIALA | 148 | |
| MONTPELLIER | TL | 0196 | 6047 | RUE ROBERT KOCH | 9999 | |
| MONTPELLIER | TL | 0201 | 8257 | AV DE FES | 386 | |
| MONTPELLIER | TL | 0213 | 3410 | RUE DE MALBOSC | 1722 | |
| MONTPELLIER | TL | 0436 | 8257 | AV DE FES | 907 | |
| MONTPELLIER | TL | 0442 | 8257 | AV DE FES | 160 | |
| MONTPELLIER | TL | 0448 | 3410 | RUE DE MALBOSC | 1654 | |
| MONTPELLIER | TL | 0454 | 3410 | RUE DE MALBOSC | 1550 | |
| MONTPELLIER | TL | 0474 | 8257 | AV DE FES | 59 | |
| MONTPELLIER | TN | 0349 | 8202 | RUE LOUIS MARTIN BERTHOUD | 145 | |
| MONTPELLIER | TO | 0028 | 0097 | RUE DE L'AGATHOIS | 61 | |

| | | | | | | |
|-------------------------|----|------|------|-----------------------------|--------|---|
| MONTPELLIER | TO | 0110 | 8246 | RUE JEAN GIROUX | 21 | |
| MONTPELLIER | TO | 0254 | 6046 | AV PR JEAN LOUIS VIALA | 525 | B |
| MONTPELLIER | TP | 0005 | 0098 | RUE DE L'AGENAIS | 22 | |
| MONTPELLIER | TR | 0003 | 2791 | RUE HENRI LAGATTU | 649 | |
| MONTPELLIER | TR | 0009 | 3410 | RUE DE MALBOSC | 150 | |
| MONTPELLIER | TV | 0015 | 3504 | RUE MARIUS PETIPA | 753 | |
| MONTPELLIER | TV | 0084 | 2170 | RUE FAVRE DE SAINT CASTOR | 849 | |
| MONTPELLIER | TV | 0139 | 9163 | ALL ALAIN CORNEAU | 66 | |
| MONTPELLIER | TV | 0142 | 2486 | RUE GARGANTUA | 142 | |
| MONTPELLIER | TV | 0142 | 3504 | RUE MARIUS PETIPA | 9000 | F |
| MONTPELLIER | TW | 0018 | 3885 | AV DES MOULINS | 2400 | |
| MONTPELLIER | TY | 0110 | 8179 | RUE CLAUDE FRANCOIS | 53 | |
| MONTPELLIER | TY | 0124 | 8178 | RUE JOE DASSIN | 139 | |
| MONTPELLIER | TY | 0133 | 8179 | RUE CLAUDE FRANCOIS | 235 | |
| MONTPELLIER | TY | 0137 | 8178 | RUE JOE DASSIN | 48 | |
| MONTPELLIER | TY | 0139 | 8178 | RUE JOE DASSIN | 18 | |
| MONTPELLIER | TY | 0204 | 8177 | RUE YVES MONTAND | 195 | |
| MONTPELLIER | TY | 0207 | 8177 | RUE YVES MONTAND | 83 | |
| MONTPELLIER | TY | 0257 | 3504 | RUE MARIUS PETIPA | 534 | |
| MONTPELLIER | TY | 0258 | 3504 | RUE MARIUS PETIPA | 472 | |
| MONTPELLIER | TY | 0268 | 2170 | RUE FAVRE DE SAINT CASTOR | 469 | |
| MONTPELLIER | TY | 0282 | 0603 | RUE MAURICE BEJART | 150 | |
| MONTPELLIER | TY | 0290 | 2260 | RUE DE FONT CAUDE | 91 | |
| MONTPELLIER | TY | 0292 | 2170 | RUE FAVRE DE SAINT CASTOR | 391 | |
| MONTPELLIER | TY | 0293 | 2170 | RUE FAVRE DE SAINT CASTOR | 411 | |
| MONTPELLIER | TY | 0295 | 0603 | RUE MAURICE BEJART | 48 | |
| MONTPELLIER | TY | 0311 | 0603 | RUE MAURICE BEJART | 95 | |
| MURVIEL-LES-MONTPELLIER | AA | 0087 | 0071 | RUE DES REMPARTS | 10 | |
| MURVIEL-LES-MONTPELLIER | AH | 0144 | 0013 | AV DU CLAPAS | (vide) | B |
| MURVIEL-LES-MONTPELLIER | AN | 0041 | B029 | LES IFS | 5 | |
| PEROLS | AB | 0547 | 0121 | RUE CANTEGRIL | 2 | |
| PEROLS | AC | 0097 | 0021 | RUE DES ANGUILLES | (vide) | |
| PEROLS | AD | 0012 | 0595 | RUE DES ORCHIDEES | 9 | |
| PEROLS | AD | 0309 | 0470 | AV DES LEVADES | 9 | |
| PEROLS | AE | 0182 | 0040 | RUE AUGUSTE COMTE | 8 | |
| PEROLS | AE | 0277 | 0085 | RUE BIR HAKEIM | 9004 | |
| PEROLS | AH | 0018 | B030 | PAILLETRICE | 9001 | |
| PEROLS | AH | 0088 | B042 | CENTRE COMMERCIAL GRD SUD | 9001 | |
| PEROLS | AH | 0138 | 0433 | IMP JOHN LOCKE | 55 | |
| PEROLS | AH | 0141 | 0428 | IMP JEAN BAPTISTE SAY | 120 | |
| PEROLS | AH | 0148 | 0725 | AV ROBERT MALTHUS | 695 | |
| PEROLS | AH | 0151 | 0009 | AV ALFRED SAUVY | 700 | |
| PEROLS | AH | 0159 | 0434 | RUE JOSEPH ALOIS SCHUMPETER | 95 | |
| PEROLS | AH | 0168 | 0433 | IMP JOHN LOCKE | 180 | |
| PEROLS | AH | 0179 | 0434 | RUE JOSEPH ALOIS SCHUMPETER | 70 | |
| PEROLS | AH | 0183 | 0009 | AV ALFRED SAUVY | 455 | |
| PEROLS | AH | 0185 | 0429 | RUE JEREMY BENTHAM | 45 | |

| | | | | | | |
|--------|----|------|------|----------------------------|--------|---|
| PEROLS | AH | 0191 | 0433 | IMP JOHN LOCKE | 115 | |
| PEROLS | AH | 0191 | 0433 | IMP JOHN LOCKE | 145 | |
| PEROLS | AH | 0213 | 0307 | AV GEORGES FRECHE | 2656 | |
| PEROLS | AH | 0218 | 0009 | AV ALFRED SAUVY | 771 | |
| PEROLS | AH | 0240 | B030 | PAILLETRICE | 1 | |
| PEROLS | AI | 0007 | B040 | CENTRE PLEIN SUD | 9019 | |
| PEROLS | AI | 0007 | B040 | CENTRE PLEIN SUD | (vide) | |
| PEROLS | AI | 0058 | 0551 | RTE DE LA MER | 9058 | |
| PEROLS | AI | 0058 | 0551 | RTE DE LA MER | (vide) | |
| PEROLS | AI | 0074 | B018 | LES GALINES | 9074 | |
| PEROLS | AI | 0075 | B018 | LES GALINES | 9006 | |
| PEROLS | AI | 0142 | B043 | ZAC PARC DE LA MEDITERRANE | 9999 | |
| PEROLS | AI | 0171 | B043 | ZAC PARC DE LA MEDITERRANE | 402 | |
| PEROLS | AI | 0172 | B043 | ZAC PARC DE LA MEDITERRANE | 9002 | |
| PEROLS | AI | 0228 | 0515 | RUE LOUIS LEPINE | (vide) | F |
| PEROLS | AL | 0044 | 0280 | RUE DES FAISSES | 9016 | |
| PEROLS | AM | 0004 | 0560 | AV DE MONTPELLIER | 3 | |
| PEROLS | AM | 0014 | 0370 | GR GRAND RUE | 7 | |
| PEROLS | AM | 0086 | 0470 | AV DES LEVADES | 34 | |
| PEROLS | AM | 0096 | 0265 | RUE DE L ETANG | 22 | |
| PEROLS | AM | 0165 | 0641 | RUE DU PONT DE LA GAZE | 9 | |
| PEROLS | AM | 0171 | 0380 | RUE DE LA GUETTE | 34 | |
| PEROLS | AM | 0197 | 0344 | RUE GEORGES BARNOYER | 4 | |
| PEROLS | AM | 0198 | 0530 | RUE MARCEAU | 16 | |
| PEROLS | AM | 0237 | 0250 | RUE DE L ENCIERRO | 8 | T |
| PEROLS | AM | 0315 | 0250 | RUE DE L ENCIERRO | 10 | |
| PEROLS | AN | 0021 | 0340 | RUE GASTON BAZILLE | 20 | |
| PEROLS | AN | 0069 | 0420 | RUE HOCHÉ | 2 | |
| PEROLS | AN | 0085 | 0410 | RUE HOCHÉ | 2 | |
| PEROLS | AN | 0090 | 0230 | RUE DU DOCTEUR SERVEL | 4 | |
| PEROLS | AN | 0121 | 0230 | RUE DU DOCTEUR SERVEL | 15 | |
| PEROLS | AN | 0172 | 0370 | GR GRAND RUE | 55 | |
| PEROLS | AN | 0174 | 0370 | GR GRAND RUE | 59 | |
| PEROLS | AN | 0199 | 0370 | GR GRAND RUE | 89 | |
| PEROLS | AN | 0228 | 0370 | GR GRAND RUE | 98 | |
| PEROLS | AN | 0255 | 0600 | RUE DES PATRIOTES | 10 | |
| PEROLS | AN | 0275 | 0270 | RUE EUGENE LISBONNE | 3 | |
| PEROLS | AN | 0276 | 0370 | GR GRAND RUE | 64 | |
| PEROLS | AN | 0285 | 0070 | RUE BAUDIN | 15 | |
| PEROLS | AN | 0304 | 0340 | RUE GASTON BAZILLE | 11 | |
| PEROLS | AN | 0310 | 0070 | RUE BAUDIN | 4 | |
| PEROLS | AN | 0444 | 0270 | RUE EUGENE LISBONNE | 9 | |
| PEROLS | AN | 0445 | 0270 | RUE EUGENE LISBONNE | 11 | |
| PEROLS | AN | 0446 | 0270 | RUE EUGENE LISBONNE | 13 | |
| PEROLS | AN | 0557 | 0340 | RUE GASTON BAZILLE | 9 | |
| PEROLS | AO | 0030 | 0540 | RUE MARIE MARTIN | 9436 | |
| PEROLS | AO | 0376 | 0543 | RUE MARCEL PAGNOL | 1329 | |

| | | | | | | |
|--------|----|------|------|------------------------------|--------|---|
| PEROLS | AO | 0616 | 0370 | GR GRAND RUE | 118 | |
| PEROLS | AO | 0657 | 0543 | RUE MARCEL PAGNOL | 990 | |
| PEROLS | AP | 0067 | 0422 | ALL JACQUES BREL | 21 | |
| PEROLS | AP | 0407 | 0362 | ALL GILBERT BECAUD | 23 | |
| PEROLS | AP | 0407 | 0422 | ALL JACQUES BREL | 108 | |
| PEROLS | AP | 0407 | 0422 | ALL JACQUES BREL | 63 | |
| PEROLS | AR | 0174 | 0260 | CHE DES CONSTELLATIONS | 1 | |
| PEROLS | AS | 0631 | 0103 | RUE ALAIN GERBAULT | 2 | |
| PEROLS | AT | 0210 | 0471 | RUE DU LEVANT | 5 | |
| PEROLS | AT | 0303 | 0063 | RUE BACHAGA BENHAMIDA | 141 | |
| PEROLS | AT | 0407 | 0543 | RUE MARCEL PAGNOL | 1815 | |
| PEROLS | AT | 0433 | 0751 | RUE DU TRIDENT D'OR | 14 | |
| PEROLS | AT | 0534 | 0738 | PL DU SOUVENIR FRANCAIS | 1 | |
| PEROLS | AT | 0690 | 0441 | RUE RENE LACOSTE | 2 | |
| PEROLS | AW | 0015 | 0091 | RUE BONADONA | 585 | B |
| PEROLS | AW | 0104 | 0749 | RUE DES TAMARIS | 8 | |
| PEROLS | AW | 0492 | 0543 | RUE MARCEL PAGNOL | 2066 | |
| PEROLS | AX | 0036 | 0598 | CHE DE L OR | 9036 | |
| PEROLS | AX | 0111 | 0649 | RUE DU PORT | 1 | B |
| PEROLS | AX | 0133 | B002 | LES CABANES | 9016 | |
| PIGNAN | AA | 0122 | 0053 | RUE DRAP | 4 | |
| PIGNAN | AA | 0169 | 0054 | RUE DE L EGLISE | 30 | |
| PIGNAN | AB | 0055 | 0040 | RUE DE LA CITE | 1 | |
| PIGNAN | AB | 0064 | 0062 | IMP DES FRERES | 5220 | |
| PIGNAN | AC | 0069 | 0070 | AV DU GEN GROLIER | 37 | |
| PIGNAN | AD | 0012 | 0055 | RUE DE L ENCLOS | 9 | |
| PIGNAN | AE | 0010 | 0005 | RUE DES AIRES | 3 | |
| PIGNAN | AE | 0028 | 0049 | AV DE COURNONTERRAL | 40 | |
| PIGNAN | AH | 0005 | 0049 | AV DE COURNONTERRAL | (vide) | |
| PIGNAN | AH | 0095 | 0045 | RUE DES CONDAMINES | 44 | |
| PIGNAN | AH | 0114 | 0045 | RUE DES CONDAMINES | 2431 | F |
| PIGNAN | AH | 0116 | A074 | PARC D ACTIVITE LA CONDAMINE | 2359 | F |
| PIGNAN | AI | 0104 | X001 | LE FORUM | (vide) | |
| PIGNAN | AI | 0115 | B057 | LE PASSET | (vide) | |
| PIGNAN | AK | 0001 | 0027 | CHE DU BOIS | 3179 | F |
| PIGNAN | AK | 0001 | B033 | LA GARONNE | (vide) | |
| PIGNAN | AK | 0233 | 0075 | PL GEORGES GUYNEMER | 1 | |
| PIGNAN | AK | 0303 | 0084 | ALL DE LA LIBERTE | 3 | |
| PIGNAN | AL | 0330 | 0184 | RUE DU FOUR DE LA CAUX | 33 | |
| PIGNAN | AN | 0075 | 0271 | IMP DU TOUAT | (vide) | |
| PIGNAN | AN | 0077 | 0270 | IMP DU BELVEDERE | 7 | |
| PIGNAN | AO | 0009 | 0163 | RUE DES CAPUCINES | 14 | |
| PIGNAN | AO | 0255 | 0311 | RUE DANIEL BALAVOINE | 23 | |
| PIGNAN | AP | 0099 | 0286 | RUE JEANNE BARRET | 4 | |
| PIGNAN | AR | 0024 | 0096 | RTE DE LAVERUNE | 2147 | |
| PIGNAN | AR | 0024 | 0096 | RTE DE LAVERUNE | 5146 | |
| PIGNAN | AR | 0024 | 0096 | RTE DE LAVERUNE | (vide) | |

| | | | | | | |
|---------------|----|------|------|--------------------------------|--------|---|
| PIGNAN | BI | 0487 | 0184 | RUE DU FOUR DE LA CAUX | 40 | |
| PIGNAN | BN | 0020 | 0125 | RTE DE ST GEORGES D'ORQUES | 9020 | F |
| PIGNAN | BN | 0021 | B059 | LE PETIT VIGNOGOUL | 5667 | |
| PIGNAN | BN | 0101 | B059 | LE PETIT VIGNOGOUL | 5000 | F |
| PRADES-LE-LEZ | AD | 0038 | 0049 | RTE DE MONTPELLIER | 1380 | |
| PRADES-LE-LEZ | AE | 0125 | 0049 | RTE DE MONTPELLIER | 5062 | F |
| PRADES-LE-LEZ | AH | 0137 | A024 | RES LA MANDARINE | 2484 | |
| PRADES-LE-LEZ | AI | 0129 | 0152 | AV DES BARONNES | 6129 | F |
| PRADES-LE-LEZ | AI | 0130 | 0152 | AV DES BARONNES | 6130 | F |
| PRADES-LE-LEZ | AI | 0165 | B061 | LES BARONNES | 6235 | |
| PRADES-LE-LEZ | AI | 0232 | 0066 | RUE DES POIRIERS SAUVAGES | 106 | F |
| PRADES-LE-LEZ | AI | 0292 | B061 | LES BARONNES | 5163 | F |
| PRADES-LE-LEZ | AI | 0347 | 0152 | AV DES BARONNES | 385 | |
| PRADES-LE-LEZ | AI | 0407 | B061 | LES BARONNES | (vide) | |
| PRADES-LE-LEZ | AI | 0479 | 0152 | AV DES BARONNES | 423 | |
| PRADES-LE-LEZ | AL | 0223 | 0167 | DRA DU PLO MIDI | 301 | |
| PRADES-LE-LEZ | AL | 0502 | B054 | LE VIALA | 5502 | F |
| PRADES-LE-LEZ | AM | 0048 | 0049 | RTE DE MONTPELLIER | 47 | |
| PRADES-LE-LEZ | AM | 0051 | 0049 | RTE DE MONTPELLIER | 19 | |
| PRADES-LE-LEZ | AM | 0269 | 0049 | RTE DE MONTPELLIER | 153 | |
| PRADES-LE-LEZ | AO | 0117 | 0067 | RUE DE LA RIVIERE | 15 | |
| PRADES-LE-LEZ | AO | 0178 | 0036 | RUE JEAN JAURES | 5178 | F |
| PRADES-LE-LEZ | AR | 0070 | 0004 | RUE DE BELLE VISTE | 865 | |
| PRADES-LE-LEZ | AS | 0168 | 0079 | RTE DE SAINT VINCENT | 290 | |
| RESTINCLIERES | AB | 0264 | B027 | LE VILLAGE | 5358 | F |
| RESTINCLIERES | AB | 0342 | 0012 | ALL DE LA COSTE | 9 | |
| RESTINCLIERES | AB | 0374 | 0047 | RTE DE MONTPELLIER | 3 | |
| RESTINCLIERES | AB | 0440 | 0003 | RUE BELLEVUE | 1 | |
| RESTINCLIERES | AB | 0505 | 0025 | GR GRAND RUE | 15 | |
| RESTINCLIERES | AB | 0555 | 0047 | RTE DE MONTPELLIER | 18 | |
| RESTINCLIERES | AC | 0414 | A019 | LOT LE DOMAINE DE LA CHENERAIE | 23 | |
| RESTINCLIERES | AC | 0656 | 0002 | RTE DE BEAULIEU | 5373 | F |
| SAINT-BRES | A | 0176 | 0051 | PL DE LA RAMADE | 10 | |
| SAINT-BRES | A | 0176 | 0051 | PL DE LA RAMADE | 4 | |
| SAINT-BRES | A | 0176 | 0051 | PL DE LA RAMADE | 8 | |
| SAINT-BRES | A | 1182 | 0064 | RUE DU VERSANT | 1 | |
| SAINT-BRES | A | 1189 | 0064 | RUE DU VERSANT | 8 | |
| SAINT-BRES | A | 1366 | 0051 | PL DE LA RAMADE | 1 | |
| SAINT-BRES | A | 1381 | 0073 | RUE DES PRADELS | 307 | |
| SAINT-BRES | A | 1384 | 0073 | RUE DES PRADELS | 215 | |
| SAINT-BRES | A | 1385 | 0073 | RUE DES PRADELS | 199 | |
| SAINT-BRES | A | 1390 | 0073 | RUE DES PRADELS | 93 | |
| SAINT-BRES | A | 1393 | 0073 | RUE DES PRADELS | 86 | |
| SAINT-BRES | A | 1783 | 0042 | AV DE NIMES | 150 | |
| SAINT-BRES | A | 1804 | 0044 | RUE DE L OLIVETTE | 440 | |
| SAINT-BRES | B | 0708 | 0127 | RUE DES PALOMBES | 51 | |
| SAINT-BRES | C | 0413 | B040 | DOMAINE DE PASCALE | 5413 | |

| | | | | | | |
|---------------------------|----|------|------|----------------------|--------|---|
| SAINT-DREZERY | AE | 0545 | 0032 | AV CROIX DE MOUNIE | 610 | |
| SAINT-DREZERY | AE | 0717 | 0047 | CHE DE LA LAVANDE | 565 | |
| SAINT-DREZERY | AE | 0725 | 0056 | RUE DU MIRADOU | 11 | B |
| SAINT-DREZERY | AE | 0756 | 0047 | CHE DE LA LAVANDE | 300 | |
| SAINT-DREZERY | AH | 0112 | 0041 | RUE GRAND RUE | 1 | |
| SAINT-DREZERY | AH | 0237 | 0014 | RUE DE LA BOUVINE | 6 | |
| SAINT-DREZERY | AH | 0509 | 0070 | RUE DU PARC | 5613 | |
| SAINT-DREZERY | AH | 0695 | 0015 | RUE GEORGES BRASSENS | 57 | |
| SAINT-DREZERY | AH | 0778 | 0018 | RUE DU CAMP DU FOUR | 3 | B |
| SAINT-DREZERY | AI | 0044 | B013 | CAUDEL | 9999 | |
| SAINT-DREZERY | AI | 0345 | 0059 | RUE DU MISTRAL | 5632 | |
| SAINT-DREZERY | AM | 0207 | 0090 | RTE DE TEYRAN | 2250 | |
| SAINT-GENIES-DES-MOURGUES | AB | 0096 | B004 | CLAUZES ET BERANGES | 5625 | |
| SAINT-GENIES-DES-MOURGUES | AB | 0098 | B004 | CLAUZES ET BERANGES | 5625 | |
| SAINT-GENIES-DES-MOURGUES | AB | 0241 | B004 | CLAUZES ET BERANGES | 5002 | F |
| SAINT-GENIES-DES-MOURGUES | AB | 0370 | 0040 | CHE DES PEYROUSES | 61 | |
| SAINT-GENIES-DES-MOURGUES | AC | 0284 | B053 | LES ROUSSETTES | 5219 | |
| SAINT-GENIES-DES-MOURGUES | AD | 0362 | 0016 | AV DE BEAULIEU | (vide) | |
| SAINT-GENIES-DES-MOURGUES | AD | 0380 | 0122 | RUE DE L'HORTUS | 55 | |
| SAINT-GENIES-DES-MOURGUES | AN | 0974 | 0030 | CHE DES PIERRES | 148 | |
| SAINT-GENIES-DES-MOURGUES | AO | 0223 | 0014 | RUE DU BASSIN | 2 | |
| SAINT-GENIES-DES-MOURGUES | AO | 0240 | B037 | MISSARGUES | 5554 | |
| SAINT-GENIES-DES-MOURGUES | AO | 0296 | 0060 | RUE DE LA FONTAINE | 5757 | F |
| SAINT-GENIES-DES-MOURGUES | AO | 0530 | 0002 | RUE DE L AMOUR | 8 | |
| SAINT-GENIES-DES-MOURGUES | AP | 0116 | 0078 | RUE DU MOULIN | 5722 | |
| SAINT-GENIES-DES-MOURGUES | AP | 0196 | 0053 | RUE CLAIR SOLEIL | 71 | |
| SAINT-GENIES-DES-MOURGUES | AP | 0204 | B006 | ENCORNET | 1 | |
| SAINT-GENIES-DES-MOURGUES | AP | 0205 | 0047 | CHEM D'ENCORNET | 5205 | F |
| SAINT-GENIES-DES-MOURGUES | AP | 0214 | 0047 | CHEM D'ENCORNET | 5214 | F |
| SAINT-GENIES-DES-MOURGUES | AP | 0217 | 0078 | RUE DU MOULIN | 5708 | |
| SAINT-GEORGES-D'ORQUES | AC | 0107 | 0095 | AV D OCCITANIE | 5 | |
| SAINT-GEORGES-D'ORQUES | AH | 0069 | 0045 | RUE DU CREUX DU PONT | 35 | |
| SAINT-GEORGES-D'ORQUES | AH | 0177 | 0095 | AV D OCCITANIE | 6 | |
| SAINT-GEORGES-D'ORQUES | AL | 0081 | 0097 | RUE D ORQUES | 15 | |
| SAINT-GEORGES-D'ORQUES | AL | 0115 | 0038 | RUE DU CLOS | 29 | |
| SAINT-GEORGES-D'ORQUES | AL | 0293 | 0007 | RUE DES AMANDIERS | 23 | |
| SAINT-GEORGES-D'ORQUES | AL | 0484 | 0037 | RUE DE CLAIRDOUY | 650 | |
| SAINT-GEORGES-D'ORQUES | AM | 0079 | 0042 | PL DE LA CROIX | 6 | |
| SAINT-GEORGES-D'ORQUES | AN | 0010 | 0032 | RUE DU CHATEAU | 5 | |
| SAINT-GEORGES-D'ORQUES | AN | 0012 | B065 | LE VILLAGE | 5328 | |
| SAINT-GEORGES-D'ORQUES | AN | 0052 | 0064 | GR GRAND RUE | 13 | |
| SAINT-GEORGES-D'ORQUES | AN | 0111 | 0006 | RUE DES ARENES | 4 | |
| SAINT-GEORGES-D'ORQUES | AO | 0184 | 0031 | RUE DES CHARMETTES | 5 | |
| SAINT-GEORGES-D'ORQUES | AO | 0244 | 0186 | PL DE L EGLISE | 3 | B |
| SAINT-GEORGES-D'ORQUES | AO | 0262 | 0128 | CHE DES CAGNES | (vide) | |
| SAINT-GEORGES-D'ORQUES | AO | 0290 | 0074 | RUE DES LAVANDIERES | 4 | |
| SAINT-GEORGES-D'ORQUES | AP | 0027 | 0102 | RUE DES PILETTES | 16 | |

| | | | | | | |
|------------------------|----|------|------|--------------------------------|--------|---|
| SAINT-GEORGES-D'ORQUES | AP | 0168 | 0091 | RTE DE MURVIEL LES MONTPELLIER | 534 | B |
| SAINT-GEORGES-D'ORQUES | AR | 0321 | 0085 | CHE MAS DE BUISSON | 5647 | |
| SAINT-GEORGES-D'ORQUES | AS | 0073 | 0130 | CHE DE BOUISSON | 411 | |
| SAINT-GEORGES-D'ORQUES | AV | 0460 | 0016 | RUE DE BEL AIR | 302 | G |
| SAINT-GEORGES-D'ORQUES | AZ | 0013 | 0207 | RUE DU FOUR A CHAUX | 5 | |
| SAINT-GEORGES-D'ORQUES | AZ | 0022 | 0202 | RUE DES CADES | 2 | |
| SAINT-GEORGES-D'ORQUES | AZ | 0023 | 0207 | RUE DU FOUR A CHAUX | 1 | |
| SAINT-GEORGES-D'ORQUES | AZ | 0037 | 0217 | RUE DES ROCHES | 6 | |
| SAINT-GEORGES-D'ORQUES | AZ | 0038 | 0217 | RUE DES ROCHES | 8 | |
| SAINT-GEORGES-D'ORQUES | AZ | 0061 | 0208 | TRA DE LA FOSSE | 2 | |
| SAINT-GEORGES-D'ORQUES | AZ | 0062 | 0208 | TRA DE LA FOSSE | 3 | |
| SAINT-GEORGES-D'ORQUES | AZ | 0064 | 0203 | RUE DES CARRIERES | 5 | B |
| SAINT-GEORGES-D'ORQUES | AZ | 0066 | 0203 | RUE DES CARRIERES | 3 | |
| SAINT-GEORGES-D'ORQUES | AZ | 0071 | 0207 | RUE DU FOUR A CHAUX | 7 | |
| SAINT-GEORGES-D'ORQUES | AZ | 0089 | 0232 | AV JUSTIN BEC | (vide) | |
| SAINT-GEORGES-D'ORQUES | AZ | 0176 | 0217 | RUE DES ROCHES | 16 | |
| SAINT-GEORGES-D'ORQUES | AZ | 0186 | 0207 | RUE DU FOUR A CHAUX | 30 | |
| SAINT-GEORGES-D'ORQUES | AZ | 0211 | 0207 | RUE DU FOUR A CHAUX | 20 | |
| SAINT-GEORGES-D'ORQUES | AZ | 0214 | 0207 | RUE DU FOUR A CHAUX | 26 | |
| SAINT-GEORGES-D'ORQUES | AZ | 0225 | 0202 | RUE DES CADES | 11 | B |
| SAINT-GEORGES-D'ORQUES | AZ | 0240 | 0232 | AV JUSTIN BEC | (vide) | B |
| SAINT-GEORGES-D'ORQUES | AZ | 0261 | 0217 | RUE DES ROCHES | 9 | |
| SAINT-GEORGES-D'ORQUES | AZ | 0262 | 0217 | RUE DES ROCHES | 18 | B |
| SAINT-GEORGES-D'ORQUES | AZ | 0264 | 0217 | RUE DES ROCHES | 18 | |
| SAINT-GEORGES-D'ORQUES | AZ | 0268 | 0217 | RUE DES ROCHES | 3 | B |
| SAINT-GEORGES-D'ORQUES | AZ | 0287 | 0217 | RUE DES ROCHES | 7 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | AA | 0059 | B007 | LE BOSQ | (vide) | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | AB | 0009 | 0151 | RUE MARYSE BASTIE | 15 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | AB | 0025 | 0126 | RUE JEAN MERMOZ | 10 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | AB | 0045 | 0126 | RUE JEAN MERMOZ | 7 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | AB | 0046 | 0126 | RUE JEAN MERMOZ | 5 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | AB | 0061 | B054 | LA LAUZE | 9608 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | AB | 0062 | B054 | LA LAUZE | 9608 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | AB | 0070 | B054 | LA LAUZE | (vide) | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | AB | 0096 | B007 | LE BOSQ | 9999 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | AB | 0220 | 0227 | RUE SAINT EXUPERY | 9000 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | AB | 0223 | 0151 | RUE MARYSE BASTIE | 25 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | AB | 0319 | A150 | ZI DE LA LAUZE | 22 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | AC | 0018 | 0227 | RUE SAINT EXUPERY | 25 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | AC | 0019 | X001 | GARE DE PEAGE | (vide) | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | AC | 0027 | 0263 | PL ROLAND GARROS | 4 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | AC | 0029 | A150 | ZI DE LA LAUZE | 9001 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | AC | 0032 | 0265 | RUE LOUIS BLERIOT | 2 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | AC | 0097 | 0009 | RUE ALBERTO SANTOS DUMONT | 21 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | AC | 0149 | 0341 | RUE HENRI FARMAN | 330 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | AC | 0166 | 0341 | RUE HENRI FARMAN | 5166 | F |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | AC | 0203 | 0341 | RUE HENRI FARMAN | 560 | |

| | | | | | | |
|---------------------|----|------|------|---------------------------|--------|---|
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | AL | 0021 | 0146 | CHE DE LOUN | 32 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | AL | 0164 | 0062 | RUE DES SIGALIES | 45 | B |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | AL | 0183 | 0062 | RUE DES SIGALIES | 53 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | AM | 0073 | 0025 | RTE DE BEZIERS | 67 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | AN | 0231 | 0025 | RTE DE BEZIERS | 30 | B |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | AO | 0003 | 0345 | RUE GRATIEN BOYER | 2 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | AO | 0111 | 0155 | RUE DES MIMOSAS | 3 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | AO | 0275 | 0225 | RUE DE ROUDERES | 13 | T |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | AO | 0327 | 0018 | PAS DES ANGROLAS | 16 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | AO | 0327 | 0307 | AV DE LIBRILLA | 9327 | F |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | AO | 0334 | 1244 | RUE DU PICPOUL | 178 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | AS | 0046 | B050 | LES JASSES | 1 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | AS | 0046 | B050 | LES JASSES | (vide) | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | AT | 0060 | 0079 | ALL DES CYPRES | 9001 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | AT | 0124 | 0274 | RUE ROBERT SCHUMAN | 9124 | F |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | AT | 0126 | 0274 | RUE ROBERT SCHUMAN | 10 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | AT | 0205 | 0274 | RUE ROBERT SCHUMAN | 9 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | AV | 0108 | A141 | ZAC DE LA CONDAMINE | 9000 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | AW | 0013 | 0157 | RTE DE MONTPELLIER | 22 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | AW | 0028 | 0195 | RUE DE LA PEYRIERE | 6 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | AW | 0202 | 1257 | RUE EMMA BLANC | 68 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | AX | 0041 | A142 | ZA LES COTEAUX | 9 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | AX | 0048 | A142 | ZA LES COTEAUX | 1 | B |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | AX | 0053 | 0135 | RTE DE LATTES | 92 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | AX | 0076 | A142 | ZA LES COTEAUX | (vide) | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | AX | 0118 | 0337 | IMP VENTEREL | 1 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | AX | 0120 | 0135 | RTE DE LATTES | (vide) | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | AX | 0125 | 0135 | RTE DE LATTES | 92 | A |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | AX | 0126 | 0135 | RTE DE LATTES | 92 | A |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | AZ | 0063 | B072 | MAS DE GRILLE | 4 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | AZ | 0068 | 0279 | RUE DU MAS DE GRILLE | 9008 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | AZ | 0068 | B072 | MAS DE GRILLE | 9068 | B |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | AZ | 0068 | B072 | MAS DE GRILLE | 9068 | C |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | AZ | 0075 | B072 | MAS DE GRILLE | 9075 | B |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | AZ | 0109 | B072 | MAS DE GRILLE | 9109 | F |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | AZ | 0131 | B072 | MAS DE GRILLE | (vide) | T |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | BA | 0015 | 0230 | RTE DE SETE | 202 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | BA | 0064 | 0135 | RTE DE LATTES | (vide) | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | BA | 0066 | B100 | RIEUCULON | 9042 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | BA | 0129 | 1259 | CHEM DE LA RENCONTRE | 213 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | BB | 0067 | 0238 | IMP TEMELAC | 9998 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | BB | 0083 | 0071 | RUE DES COTEAUX | 6 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | BB | 0484 | 0071 | RUE DES COTEAUX | 2 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | BC | 0018 | 0230 | RTE DE SETE | 5475 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | BC | 0040 | 0282 | RUE PIERRE ET MARIE CURIE | 86 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | BC | 0046 | B039 | LA FRICASSE | 1360 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | BC | 0097 | B039 | LA FRICASSE | 9097 | |

| | | | | | | |
|---------------------|----|------|------|------------------------------|--------|---|
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | BC | 0099 | 0282 | RUE PIERRE ET MARIE CURIE | 130 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | BC | 0108 | B039 | LA FRICASSE | 9108 | F |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | BD | 0007 | B048 | L HERANDE | (vide) | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | BD | 0015 | B048 | L HERANDE | 9430 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | BK | 0272 | 0141 | RUE LIEUTENANT JOSEPH LIGNON | 29 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | BK | 0574 | 1233 | RUE FRANCOIS DE BOSQUET | 10 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | BK | 0654 | 0202 | IMP DU PIOCH | 5 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | BL | 0267 | 0275 | RUE DES FRERES CALAGE | 2 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | BL | 0305 | 0312 | IMP DE LA FONTAINE | 4 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | BL | 0429 | 0090 | CHE DE ENGABANAC | 4 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | BM | 0113 | 0080 | RUE DONNAT | 2 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | BM | 0181 | 0157 | RTE DE MONTPELLIER | 21 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | BM | 0184 | 0157 | RTE DE MONTPELLIER | 21 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | BM | 0245 | 0314 | ESP DE L ORTET | 61 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | BM | 0245 | 0314 | ESP DE L ORTET | 71 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | BM | 0246 | 0314 | ESP DE L ORTET | 119 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | BM | 0246 | 0314 | ESP DE L ORTET | 129 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | BM | 0246 | 0314 | ESP DE L ORTET | 97 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | BM | 0254 | 1236 | RUE ANDRE CHAMSON | 25 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | BM | 0261 | 0314 | ESP DE L ORTET | 90 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | BM | 0338 | 0314 | ESP DE L ORTET | 134 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | BM | 0340 | 0267 | RUE DE L'ORTET | 340 | F |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | BM | 0360 | 0261 | RUE FON DE L'HOSPITAL | 14 | C |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | BM | 0441 | 0105 | AV GEORGES CLEMENCEAU | 8 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | BM | 0443 | 0261 | RUE FON DE L'HOSPITAL | 1 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | BN | 0041 | 0091 | RUE DES ESCHOLIERS | 10 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | BN | 0042 | 0091 | RUE DES ESCHOLIERS | 9633 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | BN | 0217 | 0025 | RTE DE BEZIERS | 16 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | BN | 0220 | 0025 | RTE DE BEZIERS | 22 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | BN | 0232 | 0245 | RUE DE TOURTOUREL | 18 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | BN | 0430 | 0440 | IMP DES POIRIERS | 10 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | BN | 0464 | 0184 | IMP DES PECHEURS | 2 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | BO | 0029 | 0105 | AV GEORGES CLEMENCEAU | 17 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | BO | 0075 | 0180 | RUE DE LA PAIX | 20 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | BO | 0085 | 0105 | AV GEORGES CLEMENCEAU | 11 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | BO | 0143 | 0110 | GR GRAND RUE | 2 | B |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | BO | 0186 | 0193 | RUE DU PETIT PRADET | 2 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | BO | 0190 | 0205 | RUE DU PRADET | 10 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | BO | 0220 | 0205 | RUE DU PRADET | 34 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | BO | 0229 | 0110 | GR GRAND RUE | 41 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | BP | 0126 | 0152 | CHE DE LA MARQUEROSE | 144 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | BP | 0144 | 0105 | AV GEORGES CLEMENCEAU | 36 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | BP | 0360 | 0092 | RUE FARIGOULE | 13 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | BS | 0011 | B084 | LE PONT | (vide) | B |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | BT | 0010 | 0138 | RTE DE LAVERUNE | (vide) | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | BT | 0119 | B042 | GARRIGUE DU PONT | 9373 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | BV | 0273 | 0302 | CHE DE LA FOUGASSE | 448 | |

| | | | | | | |
|---------------------|----|------|------|-------------------------------|------|---|
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | BW | 0228 | 0318 | RUE SIMONE DE BEAUVOIR | 8 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | BW | 0323 | 0390 | RUE EDITH PIAF | 3 | |
| SAINT-JEAN-DE-VEDAS | BW | 0332 | 0322 | RUE CAMILLE CLAUDEL | 140 | |
| SAUSSAN | AA | 0021 | 0013 | RUE DU COMMERCE | 11 | |
| SAUSSAN | AA | 0104 | 0037 | RUE DES VALAUTRES | 380 | F |
| SAUSSAN | AA | 0114 | 0031 | RUE DES PENITENTS | 6 | |
| SAUSSAN | AA | 0151 | 0011 | RUE DU COLOMBIER | 15 | T |
| SAUSSAN | AC | 0006 | 0014 | RUE COPPE CAMBE | 10 | |
| SAUSSAN | AE | 0054 | B030 | RN 113 PONT DE BARRE | 9000 | |
| SAUSSAN | AH | 0113 | 0063 | RUE DU POUGET | 7 | |
| SAUSSAN | AH | 0117 | 0023 | CHE DES HORTS DE VERNIS | 5803 | |
| SAUSSAN | AH | 0161 | 0063 | RUE DU POUGET | 1 | |
| SAUSSAN | AH | 0308 | 0023 | CHE DES HORTS DE VERNIS | 5295 | |
| SAUSSAN | AH | 0323 | 0063 | RUE DU POUGET | 10 | |
| SAUSSAN | AI | 0148 | B013 | HORT DES VERNIS | 5650 | |
| SAUSSAN | AI | 0169 | 0067 | CHE DES ROMAINS | 2 | |
| SAUSSAN | AI | 0171 | 0063 | RUE DU POUGET | 4 | B |
| SAUSSAN | AI | 0175 | 0017 | RTE DE FABREGUES | 9175 | F |
| SAUSSAN | AI | 0183 | 0068 | RUE DU MAS DE MERLE | 12 | |
| SAUSSAN | AL | 0058 | 0011 | RUE DU COLOMBIER | 6 | |
| SUSSARGUES | A | 0168 | 0033 | GRAND RUE LOUIS BOUIS | 32 | |
| SUSSARGUES | A | 0169 | 0033 | GRAND RUE LOUIS BOUIS | 7169 | |
| SUSSARGUES | A | 0214 | 0033 | GRAND RUE LOUIS BOUIS | 38 | |
| SUSSARGUES | A | 1258 | 0027 | RUE DES FONTAINES | 16 | |
| SUSSARGUES | A | 1440 | 0058 | RUE DU VALENTIBUS | 26 | |
| SUSSARGUES | A | 1554 | A026 | LOT LES GARRIGUES | 7202 | |
| SUSSARGUES | A | 1639 | A049 | LOT LE PLAN DES ECUREUILS | 7 | |
| SUSSARGUES | A | 2033 | 0069 | RUE DES PERDIGALS | 12 | |
| SUSSARGUES | A | 2080 | 0005 | RUE DES ARBOUSIERS | 34 | |
| SUSSARGUES | A | 2080 | 0077 | IMP DES MOUCHERES | 1 | |
| SUSSARGUES | A | 2340 | 0061 | RUE DES CARIGNANS | 17 | |
| SUSSARGUES | A | 2549 | 0030 | RUE DU GARIGLIANO | 11 | B |
| SUSSARGUES | A | 2880 | 0059 | CHE ANC DE ST JEAN DE CORNIES | 8 | |
| SUSSARGUES | B | 0817 | B048 | LE VILLAGE | 5137 | |
| VENDARGUES | AC | 0082 | 0065 | RUE DU PETIT CHEMIN VERT | 7 | |
| VENDARGUES | AD | 0381 | 0164 | RUE JEAN FRANCOIS MILLET | 50 | |
| VENDARGUES | AE | 0004 | 0067 | RUE DU PEYROU | 14 | |
| VENDARGUES | AE | 0271 | 0282 | AV JACQUES-YVES COUSTEAU | 10 | |
| VENDARGUES | AE | 0308 | 0059 | AV DU 8 MAI 1945 | 29 | |
| VENDARGUES | AE | 0428 | 0298 | RUE FRANCIS GARNIER | 15 | |
| VENDARGUES | AK | 0004 | 0077 | RUE DU SALAISON | 1 | |
| VENDARGUES | AK | 0013 | 0006 | RUE DES ARTS | 3 | |
| VENDARGUES | AK | 0188 | 0077 | RUE DU SALAISON | 3 | B |
| VENDARGUES | AL | 0003 | 0032 | RUE DE LA FONTAINE | 21 | B |
| VENDARGUES | AL | 0063 | 0036 | RUE DU GEN BERTHEZENE | 16 | |
| VENDARGUES | AL | 0073 | 0032 | RUE DE LA FONTAINE | 2 | |
| VENDARGUES | AL | 0084 | 0057 | PL DE LA MAIRIE | 3 | |

| | | | | | | |
|------------|----|------|------|------------------------------|--------|---|
| VENDARGUES | AL | 0126 | 0036 | RUE DU GEN BERTHEZENE | 5 | |
| VENDARGUES | AL | 0129 | 0036 | RUE DU GEN BERTHEZENE | 11 | A |
| VENDARGUES | AL | 0131 | 0068 | RUE DES PORCHES | 4 | |
| VENDARGUES | AL | 0134 | 0036 | RUE DU GEN BERTHEZENE | 17 | B |
| VENDARGUES | AL | 0164 | 0035 | AV DE LA GARE | 1 | |
| VENDARGUES | AL | 0179 | 0158 | PL GILBERT HERMET | 1 | |
| VENDARGUES | AM | 0018 | 0035 | AV DE LA GARE | 11 | |
| VENDARGUES | AM | 0084 | 0010 | RUE DES BALANCES | 6 | |
| VENDARGUES | AM | 0099 | 0053 | RUE DE LA MONNAIE | 6 | |
| VENDARGUES | AM | 0114 | 0032 | RUE DE LA FONTAINE | 22 | |
| VENDARGUES | AN | 0195 | 0033 | BD FREDERIC MISTRAL | 21 | |
| VENDARGUES | AN | 0251 | 0053 | RUE DE LA MONNAIE | 43 | |
| VENDARGUES | AO | 0023 | B051 | LOU DEVES DOU JUGE | 6045 | |
| VENDARGUES | AP | 0083 | 0080 | RN 110 | 6151 | F |
| VENDARGUES | AV | 0047 | 0071 | CHE DES QUATRE COINS | 12 | B |
| VENDARGUES | AW | 0019 | 0060 | AV DE NIMES | 10 | |
| VENDARGUES | BA | 0015 | 0054 | AV DE MONTPELLIER | 750 | |
| VENDARGUES | BA | 0038 | 0088 | RUE DE LA MARBRERIE | 145 | |
| VENDARGUES | BA | 0056 | 0088 | RUE DE LA MARBRERIE | 730 | |
| VENDARGUES | BA | 0061 | 0088 | RUE DE LA MARBRERIE | 16 | |
| VENDARGUES | BA | 0062 | 0088 | RUE DE LA MARBRERIE | 350 | |
| VENDARGUES | BA | 0073 | 0089 | RUE DE MASSACAN | 70 | |
| VENDARGUES | BA | 0080 | 0091 | AV DES BIGOS | 795 | |
| VENDARGUES | BA | 0091 | 0038 | RUE DE LA GARENNE | 515 | |
| VENDARGUES | BA | 0096 | 0089 | RUE DE MASSACAN | 285 | |
| VENDARGUES | BA | 0103 | 0089 | RUE DE MASSACAN | 145 | |
| VENDARGUES | BA | 0142 | 0054 | AV DE MONTPELLIER | 120 | |
| VENDARGUES | BA | 0164 | A040 | LOT LES PORTES DOMITIENNES | 235 | |
| VENDARGUES | BA | 0165 | A040 | LOT LES PORTES DOMITIENNES | 5001 | F |
| VENDARGUES | BA | 0185 | A040 | LOT LES PORTES DOMITIENNES | 6097 | F |
| VENDARGUES | BA | 0192 | 0088 | RUE DE LA MARBRERIE | 11 | |
| VENDARGUES | BA | 0208 | 0090 | RUE TERRE MEGERE | 4 | B |
| VENDARGUES | BA | 0212 | 0088 | RUE DE LA MARBRERIE | 600 | |
| VENDARGUES | BA | 0228 | 0088 | RUE DE LA MARBRERIE | 790 | |
| VENDARGUES | BA | 0234 | A072 | LOT PARC TECHNO TERRE DU ROY | (vide) | |
| VENDARGUES | BA | 0263 | 0081 | RN 113 | 470 | A |
| VENDARGUES | BA | 0264 | 0081 | RN 113 | 530 | |
| VENDARGUES | BA | 0278 | 0089 | RUE DE MASSACAN | 305 | |
| VENDARGUES | BA | 0286 | 0038 | RUE DE LA GARENNE | 615 | |
| VENDARGUES | BA | 0314 | 0088 | RUE DE LA MARBRERIE | 820 | |
| VENDARGUES | BB | 0066 | 0024 | CHE DES CARRIERES | 66 | |
| VENDARGUES | BB | 0150 | 0091 | AV DES BIGOS | 950 | |
| VENDARGUES | BB | 0177 | 0091 | AV DES BIGOS | 1080 | |
| VENDARGUES | BB | 0205 | 0091 | AV DES BIGOS | 1155 | |
| VENDARGUES | BB | 0227 | 0091 | AV DES BIGOS | 740 | |
| VENDARGUES | BB | 0227 | 0091 | AV DES BIGOS | 760 | |
| VENDARGUES | BB | 0242 | B080 | ROUTOUS | 6132 | F |

| | | | | | | |
|--------------------------|----|------|------|------------------------------|------|---|
| VENDARGUES | BB | 0245 | B080 | ROUTOUS | 6088 | |
| VENDARGUES | BB | 0247 | B080 | ROUTOUS | 6130 | F |
| VENDARGUES | BB | 0305 | B080 | ROUTOUS | 6091 | |
| VENDARGUES | BB | 0308 | 0281 | IMP MILLEPERTUIS | 20 | |
| VENDARGUES | BB | 0309 | A072 | LOT PARC TECHNO TERRE DU ROY | 2 | |
| VENDARGUES | BB | 0312 | 0281 | IMP MILLEPERTUIS | 80 | |
| VENDARGUES | BB | 0323 | 0084 | RUE TERRE DE ROY | 50 | |
| VENDARGUES | BB | 0333 | 0038 | RUE DE LA GARENNE | 140 | |
| VENDARGUES | BB | 0404 | B080 | ROUTOUS | 5065 | F |
| VILLENEUVE-LES-MAGUELONE | AC | 0396 | 0091 | CHE DU MAS NEUF | 6534 | |
| VILLENEUVE-LES-MAGUELONE | AD | 0075 | 0189 | RUE DE LA CAPELETTE | 19 | |
| VILLENEUVE-LES-MAGUELONE | AD | 0187 | 0115 | CHE DU PILOU | 18 | |
| VILLENEUVE-LES-MAGUELONE | AH | 0070 | 0084 | RUE MAGUELONE | 32 | |
| VILLENEUVE-LES-MAGUELONE | AH | 0074 | 0084 | RUE MAGUELONE | 56 | |
| VILLENEUVE-LES-MAGUELONE | AH | 0198 | 0127 | BD DES SALINS | 17 | |
| VILLENEUVE-LES-MAGUELONE | AI | 0012 | 0094 | AV DE MIREVAL | 30 | |
| VILLENEUVE-LES-MAGUELONE | AI | 0019 | 0128 | RUE DES SPORTS | 51 | |
| VILLENEUVE-LES-MAGUELONE | AI | 0030 | 0088 | RUE DU MARCHÉ AUX RAISINS | 26 | |
| VILLENEUVE-LES-MAGUELONE | AI | 0074 | 0016 | RUE DE LA BRECHE | 27 | |
| VILLENEUVE-LES-MAGUELONE | AI | 0139 | 0058 | GR GRAND RUE | 71 | |
| VILLENEUVE-LES-MAGUELONE | AI | 0158 | 0024 | IMP DE LA CHAPELLE | 13 | |
| VILLENEUVE-LES-MAGUELONE | AI | 0294 | 0058 | GR GRAND RUE | 152 | |
| VILLENEUVE-LES-MAGUELONE | AI | 0310 | 0058 | GR GRAND RUE | 102 | |
| VILLENEUVE-LES-MAGUELONE | AI | 0316 | 0058 | GR GRAND RUE | 58 | |
| VILLENEUVE-LES-MAGUELONE | AI | 0331 | 0074 | RUE DE LA JEUNESSE | 73 | |
| VILLENEUVE-LES-MAGUELONE | AI | 0341 | 0058 | GR GRAND RUE | 34 | |
| VILLENEUVE-LES-MAGUELONE | AI | 0356 | 0074 | RUE DE LA JEUNESSE | 66 | |
| VILLENEUVE-LES-MAGUELONE | AI | 0381 | 0144 | IMP DE L UNION | 6 | |
| VILLENEUVE-LES-MAGUELONE | AI | 0503 | 0058 | GR GRAND RUE | 26 | |
| VILLENEUVE-LES-MAGUELONE | AI | 0517 | 0094 | AV DE MIREVAL | 70 | |
| VILLENEUVE-LES-MAGUELONE | AK | 0074 | 0191 | PLAN DES CASTORS | 4 | |
| VILLENEUVE-LES-MAGUELONE | AK | 0120 | 0094 | AV DE MIREVAL | 97 | |
| VILLENEUVE-LES-MAGUELONE | AK | 0415 | 0094 | AV DE MIREVAL | 111 | |
| VILLENEUVE-LES-MAGUELONE | AL | 0012 | 0071 | RUE DES IBIS | 12 | |
| VILLENEUVE-LES-MAGUELONE | AL | 0113 | 0209 | RUE DES PLATANES | 5 | |
| VILLENEUVE-LES-MAGUELONE | AL | 0115 | A008 | LOT LA CONDAMINE DES AIRES | 7 | |
| VILLENEUVE-LES-MAGUELONE | AL | 0116 | 0138 | RUE DES TROENES | 12 | |
| VILLENEUVE-LES-MAGUELONE | AL | 0119 | 0050 | RUE DES FUSAINS | 122 | |
| VILLENEUVE-LES-MAGUELONE | AL | 0125 | 0138 | RUE DES TROENES | 6 | |
| VILLENEUVE-LES-MAGUELONE | AL | 0130 | 0138 | RUE DES TROENES | 3 | |
| VILLENEUVE-LES-MAGUELONE | AL | 0133 | 0138 | RUE DES TROENES | 7 | |
| VILLENEUVE-LES-MAGUELONE | AL | 0176 | 0071 | RUE DES IBIS | 8 | |
| VILLENEUVE-LES-MAGUELONE | AL | 0182 | 0194 | RUE DES COLIBRIS | 3 | |
| VILLENEUVE-LES-MAGUELONE | AL | 0189 | 0194 | RUE DES COLIBRIS | 4 | |
| VILLENEUVE-LES-MAGUELONE | AL | 0191 | A008 | LOT LA CONDAMINE DES AIRES | 31 | |
| VILLENEUVE-LES-MAGUELONE | AL | 0198 | 0056 | AV DE LA GARE | 612 | |
| VILLENEUVE-LES-MAGUELONE | AL | 0198 | 0056 | AV DE LA GARE | 630 | |

| | | | | | | |
|--------------------------|----|------|------|---------------------------|------|---|
| VILLENEUVE-LES-MAGUELONE | AL | 0230 | 0050 | RUE DES FUSAINS | 30 | |
| VILLENEUVE-LES-MAGUELONE | AL | 0241 | 0138 | RUE DES TROENES | 5117 | F |
| VILLENEUVE-LES-MAGUELONE | AL | 0287 | 0229 | RUE DES MICOCOULIERS | 26 | |
| VILLENEUVE-LES-MAGUELONE | AL | 0370 | 0019 | CHE CARRIERE POISSONNIERE | 180 | |
| VILLENEUVE-LES-MAGUELONE | AL | 0370 | 0253 | ALL DU COLLEGE | 314 | |
| VILLENEUVE-LES-MAGUELONE | AL | 0404 | 0197 | RUE DES CEDRES | 16 | |
| VILLENEUVE-LES-MAGUELONE | AL | 0554 | 0056 | AV DE LA GARE | 616 | |
| VILLENEUVE-LES-MAGUELONE | AL | 0588 | 0050 | RUE DES FUSAINS | 104 | |
| VILLENEUVE-LES-MAGUELONE | AM | 0058 | 0056 | AV DE LA GARE | 4 | |
| VILLENEUVE-LES-MAGUELONE | AM | 0089 | 0140 | RUE DES TAMARIS | 20 | |
| VILLENEUVE-LES-MAGUELONE | AP | 0198 | B057 | PEYREFICADE | 5135 | |
| VILLENEUVE-LES-MAGUELONE | AP | 0329 | B057 | PEYREFICADE | 5329 | F |
| VILLENEUVE-LES-MAGUELONE | AP | 0346 | B057 | PEYREFICADE | 5143 | |
| VILLENEUVE-LES-MAGUELONE | AS | 0112 | B014 | COSTEBELLE | 5015 | |
| VILLENEUVE-LES-MAGUELONE | AS | 0449 | 0240 | RUE GUSTAVE COURBET | 9000 | F |
| VILLENEUVE-LES-MAGUELONE | AS | 0450 | 0240 | RUE GUSTAVE COURBET | 346 | |
| VILLENEUVE-LES-MAGUELONE | AT | 0152 | B104 | PONT DE VILLENEUVE | 5152 | F |
| VILLENEUVE-LES-MAGUELONE | AT | 0152 | B104 | PONT DE VILLENEUVE | 9001 | F |
| VILLENEUVE-LES-MAGUELONE | AT | 0262 | 0061 | RUE DES GENETS | 142 | |
| VILLENEUVE-LES-MAGUELONE | AW | 0071 | B116 | LES ROCAILLES | 9071 | |
| VILLENEUVE-LES-MAGUELONE | AW | 0119 | A078 | ZAE DU LARZAT | 5119 | F |
| VILLENEUVE-LES-MAGUELONE | AW | 0121 | A078 | ZAE DU LARZAT | 5121 | F |
| VILLENEUVE-LES-MAGUELONE | AW | 0152 | 0070 | AV DU MOULIN DE LA JASSE | 23 | |
| VILLENEUVE-LES-MAGUELONE | AW | 0160 | 0070 | AV DU MOULIN DE LA JASSE | 336 | |
| VILLENEUVE-LES-MAGUELONE | AW | 0198 | A078 | ZAE DU LARZAT | 8 | |
| VILLENEUVE-LES-MAGUELONE | AY | 0091 | B040 | MAS DE MAIGRET | 5091 | F |
| VILLENEUVE-LES-MAGUELONE | BH | 0248 | 0231 | AV DES TELLINES | 152 | |
| VILLENEUVE-LES-MAGUELONE | BL | 0021 | B005 | LA CAUSSIDE | 6530 | |



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 26 JUILLET 2022

Ressources - Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) - Fixation du montant d'une base servant à l'établissement de la cotisation minimum - Approbation

La Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) est due chaque année par les personnes physiques ou morales qui exercent, à titre habituel une activité professionnelle non salariée. Les redevables sont imposés en fonction de la valeur locative des locaux qu'ils utilisent dans le cadre de leur activité professionnelle.

De plus, le législateur (article 1647D du Code général des impôts) a souhaité que chaque redevable de la CFE contribue pour un montant minimal à la couverture des charges des collectivités locales, et ce quelle que soit la valeur locative de leur local. En pratique, ce dispositif revient à ce que tout redevable de la CFE ne puisse être imposé sur un montant inférieur à la base minimum.

A compter de la réforme de la Taxe Professionnelle, le législateur a lié la base minimum au chiffre d'affaires généré par l'activité. Désormais et depuis 2014, les collectivités ont la faculté d'adopter des bases minimums pour 6 tranches de chiffre d'affaires. L'objectif est de permettre aux collectivités la mise en place d'une imposition progressive. Enfin, depuis 2019, les contribuables dont le chiffre d'affaires est inférieur à 5 000€ bénéficient d'une exonération de CFE.

Le barème des bases minimums évolue chaque année, au même titre que la revalorisation des bases fiscales. La plupart des métropoles ont appliqué ce dispositif et ont, comme voulu par le législateur, introduit une progressivité de leurs bases minimums en fonction du chiffre d'affaires des entreprises.

Jusqu'en 2021, les bases minimums applicables sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole étaient identiques pour les quatre tranches de chiffre d'affaires les plus élevées. En conséquence, en vue de rétablir l'équité fiscale, il a été proposé au Conseil d'adopter un barème progressif, dont la première étape a été adoptée en 2021 pour 2022. Il est aujourd'hui proposé d'adopter la seconde étape.

Le tableau suivant détaille les montants proposés pour 2023 :

| Montant du chiffre d'affaires ou des recettes (en euros) | Montant de la base minimum (en euros) proposé pour 2023 |
|---|--|
| Inférieur ou égal à 10 000 | 521 |
| Supérieur à 10 000 et inférieur ou égal à 32 600 | 960 |
| Supérieur à 32 600 et inférieur ou égal à 100 000 | 1 185 |
| Supérieur à 100 000 et inférieur ou égal à 250 000 | 1 963 |
| Supérieur à 250 000 et inférieur ou égal à 500 000 | 2 645 |
| Supérieur à 500 000 | 3 792 |

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les montants de cette base selon le tableau ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 26 JUILLET 2022

Ressources - Cité des arts - Tarifs des locations de salles et des locations d'instruments - Approbation

La Cité des Arts (CDA) de Montpellier Méditerranée Métropole est un établissement public d'enseignement artistique spécialisé initial qui a pour vocation l'apprentissage des pratiques de la musique, de la danse et de l'art dramatique. En offrant un enseignement musical, chorégraphique et d'art dramatique d'excellence, accessible à tous sur l'ensemble du territoire, il participe par ce biais à la construction de la personnalité de l'enfant, à son développement et à son épanouissement personnel tout en constituant pour les écoles situées sur le territoire et pour les publics extérieurs, un pôle ressource en matière de pratiques amateurs. Son rôle est aussi de repérer et de former les artistes professionnels de demain en les emmenant aux portes de l'enseignement supérieur et du métier.

La cité des arts dispose de plusieurs espaces, qui sont dorénavant proposés à la location afin de contribuer à enrichir l'offre culturelle du conservatoire. Elle propose également la location d'instruments pour une courte durée afin de répondre à des besoins ponctuels identifiés. Il est nécessaire d'établir les tarifs de ces locations.

L'article ci-dessous vient ainsi compléter et remplacer le point 1 de la thématique de politique publique « Culture » de la délibération n° M2021-657 du 14 décembre 2021 pour l'année scolaire 2022/2023.

Cursus proposés :

| | Contenu résumé |
|-----------|--|
| Tarif A | Cursus Musique, danse, théâtre / handi'arts : parcours intégration et diplômant |
| Tarif B | Offres de formations spécifiques : éveil musique, éveil/initiation danse, formation musicale seule (sites extérieurs, opéra junior, Internote, Musicologie), initiation direction de chœur ou direction d'orchestre, initiation musiques actuelles amplifiées, Cycle Individuel de Formation en Musiques anciennes, Danse Jazz, Ensembles vocaux, Stages, Auditeur libre. handi'arts : parcours initiation |
| Tarif C * | Classes préparatoires |
| Tarif D | Offres spécifiques : orchestre amateur, chœur amateur, chœur apprenti, orchestres EIRE, ARCO, Formation CIMM, LMI. |
| Tarif E | chœurs d'application et orchestres cobayes |

Grille tarifaire applicable :

| MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE (3M) | | | | | | | | | | | | | Hors 3M |
|---|---------------------|--------------|--------------|---------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|--------------|---------|
| | Quotients familiaux | | | | | | | | | | | | |
| Tranches | T1 | T2 | T3 | T4 | T5 | T6 | T7 | T8 | T9 | T10 | T11 | T12 | |
| Quotient familial CAF | <500 | 500- <678 | 678- <880 | 880- <1110 | 1110- <1372 | 1372- <1670 | 1670- <2009 | 2009- <2394 | 2394- <2833 | 2833- <3332 | 3332- <3900 | 3900 et + | |
| Tarif annuel A | 130 € | 157 € | 176 € | 198 € | 222 € | 250 € | 280 € | 314 € | 353 € | 397 € | 445 € | 520 € | 600 € |
| Tarif annuel B | 120 € | 128 € | 137 € | 147 € | 157 € | 168 € | 179 € | 191 € | 205 € | 219 € | 234 € | 250 € | 300 € |
| Tarif annuel C | 130 € | 157 € | 176 € | 198 € | 222 € | 250 € | 280 € | 314 € | 353 € | 397 € | 445 € | 520 € | |
| Tarif annuel D | 40 € | | | | | | | | | | | | 80 € |
| Tarif annuel E | 20 € | | | | | | | | | | | | 40 € |
| Frais de préinscription et concours | 20 € | | | | | | | | | | | | 40 € |
| Tarif semestriel: Location d'instruments (1ère et 2ème année en priorité) | 20 € | 40 € | 60 € | 80 € | 100 € | 120 € | 140 € | 160 € | 180 € | 200 € | 220 € | 240 € | 500 € |

**Le Tarif C lié aux classes préparatoires sera appliqué pour la rentrée 2023/2024*

- Une 2ème offre de formation entraîne une facturation à 100% ;
- Les familles ne communiquant par leur quotient familial CAF ou les informations nécessaires à son calcul lors de l'inscription/réinscription, se verront appliquer le tarif maximal ;
- Les frais de pré-inscription ne sont pas remboursables ;
- Lors de l'inscription 40€ de frais de dossiers devront être acquittés pour les cursus A, B et C. Ces frais de dossiers sont inclus dans le tarif annuel. Ils ne sont pas remboursables, sauf cas exceptionnel mentionné dans le règlement intérieur du conservatoire ;
- Le paiement des droits de location s'effectue semestriellement en septembre et en février, l'ensemble des conditions (dont les cautions) est stipulé dans les contrats de location.

Tarifs annuels de scolarité horaires aménagés :

| | Horaires aménagés |
|----------------------------|----------------------|
| | Tarif |
| Cursus Musique et/ou Danse | Gratuit |
| 2ème discipline | Tarif A |

Tarifs annuels de scolarité classes passerelles (suite DEMOS) :

| | Classes passerelles |
|----------------|------------------------|
| | Tarif |
| Cursus Musique | Gratuit |

Intégration et abandon du conservatoire en cours d'année :

En cas d'intégration au conservatoire entre le 1er janvier et les vacances de printemps, les frais de scolarité sont réduits de moitié. En cas d'intégration après les vacances de printemps, les élèves sont exonérés de frais de scolarité.

En cas d'abandon après le 31/12 les frais de scolarité sont dus pour l'année complète.

Location de salles :

La Cité des Arts dispose de plusieurs espaces qui sont proposés à la location.

A/ En période de vacances scolaires et de fermeture du bâtiment (sous réserve de disponibilité – les actions pédagogiques de la CDA étant prioritaires).

| Salle | Journée | | 1/2 journée* | |
|-----------------------------|-------------|--------------|--------------|--------------|
| | Plein tarif | Tarif réduit | Plein tarif | Tarif réduit |
| Auditorium Varèse | 4 000,00 € | 1 400,00 € | 2 000,00 € | 700,00 € |
| Salle Ballif | 800,00 € | 300,00 € | 400,00 € | 150,00 € |
| Salle Arnaut de Mareuil | | | | |
| Plateau Tailleferre | | | | |
| Plateau Bartok | | | | |
| Club Zappa | | | | |
| Grande salle de percussions | | | | |
| Studios danse / théâtre | | | | |

*le forfait demi-journée correspond à 5h d'utilisation, au-delà, le forfait journée s'applique (10h maximum).

B/ En période scolaire (sous réserve de disponibilité – les actions pédagogiques de la CDA étant prioritaires).

| Salle | Journée | | 1/2 journée* | |
|-----------------------------|-------------|--------------|--------------|--------------|
| | Plein tarif | Tarif réduit | Plein tarif | Tarif réduit |
| Auditorium Varèse | 3 000,00 € | 1 000,00 € | 1500,00 € | 500,00 € |
| Salle Ballif | 600,00 € | 200,00 € | 300,00 € | 100,00 € |
| Salle Arnaut de Mareuil | | | | |
| Plateau Tailleferre | | | | |
| Plateau Bartok | | | | |
| Club Zappa | | | | |
| Grande salle de percussions | | | | |
| Studios danse / théâtre | | | | |

*le forfait demi-journée correspond à 5h d'utilisation, au-delà, le forfait journée s'applique (10h maximum).

Critère de détermination des tarifs :

* Le plein tarif s'applique par défaut ;

* Le tarif réduit s'applique pour les productions artistiques complémentaires à l'offre de la CDA, sous réserve de conventionnement avec la CDA ;

* Une gratuité pourra être accordée uniquement pour les associations et manifestations à but non lucratif qui concourent à l'intérêt général ou les coproductions et partenariats de la CDA, sous réserve de conventionnement avec la CDA.

Des coûts de gardiennage supplémentaires et de ménage pourront être facturés en sus en fonction du déroulé prévu par l'organisateur.

Capacité d'accueil : La capacité d'accueil devra impérativement respecter le cahier des charges sécurité fixant les jauges maximales de chaque espace. Cette capacité sera précisée par la CDA pour chaque demande de location ou mise à disposition en fonction du dernier avis de la commission de sécurité.

Location d'instruments hors parc locatif pour une courte durée :

La Cité des Arts dispose de plusieurs instruments spécifiques pouvant être loués par une personne morale (en fonction de la disponibilité et de l'avis de la direction) pour une courte durée.

Ces derniers sont classés en 3 catégories :

- A/ Instruments solistes (vents et cordes)
- B/ Forfait percussions
- C/ Orgue

Les tarifs à la journée sont les suivants :

| Catégories | Tarifs |
|------------|----------|
| A | 50,00 € |
| B | 250,00 € |
| C | 500,00 € |

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les modifications tarifaires ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 26 JUILLET 2022

Ressources - Tarifs du musée Henri Prades - Mises à jour - Approbation

Le Site archéologique Lattara-musée Henri Prades invite le public à la découverte de l'antique cité de *Lattara*, occupée du VI^e siècle avant notre ère jusqu'au III^e siècle de notre ère.

La boutique du musée présente aux visiteurs un large choix de livres tout public, de bijoux, de cartes postales et de produits dérivés. Il convient d'ajouter de nouvelles références afin de renouveler et d'élargir la gamme d'ouvrages et d'articles proposés à la vente. La prestation « Audioguide » mentionnée dans les Entrées Individuelles (1) étant dématérialisée, son utilisation est obsolète, il convient de supprimer la prestation de la grille tarifaire.

L'article ci-dessous vient ainsi compléter le point 4 de la thématique de politique publique « Culture » de la délibération n° M2021-657 du 14 décembre 2021, telle que modifiée.

4. LE MUSEE HENRI PRADES – SITE ARCHEOLOGIQUE LATTARA

■ Entrées individuelles (1)

| | Collections permanentes * | Expositions temporaires + Accès Collections permanentes ** |
|-------------------------------|------------------------------|--|
| Tarif réduit / Pass Métropole | 2,50 € | 3,00 € |
| Plein tarif | 4,00 € | 5,00 € |

* durée de validité du ticket : 1 an, permettant un accès illimité dans la journée d'utilisation du ticket

** durée de validité du ticket pendant toute la durée de l'exposition temporaire, permettant un accès illimité dans la journée d'utilisation du ticket, ne donne pas accès au site archéologique (accessible uniquement en visite guidée)

■ Visites guidées individuelles (1)

| | Collections permanentes ET/OU site archéologique | Expositions temporaires + Accès Collections permanentes |
|-------------------------------|---|---|
| Tarif réduit / Pass Métropole | 4,50 € | 5,50 € |
| Plein tarif | 6,00 € | 7,00 € |

■ Visites guidées de groupes (à partir de 8 personnes) (1)

| | Collections permanentes ET/OU site archéologique | Expositions temporaires + Accès Collections permanentes |
|--------------------|---|---|
| Tarif par personne | 5,00 € | 6,00 € |

ABONNEMENT ANNUEL MUSEE FABRE + MUSEE HENRI PRADES SITE ARCHEOLOGIQUE LATTARA

■ Carte individuelle nominative *

| | Tarifs |
|-------------------------------|---------|
| Tarif réduit / Pass Métropole | 20,00 € |
| Plein tarif | 30,00 € |

* **donnant droit** : aux visites libres gratuites pour les collections permanentes et expositions temporaires, au tarif réduit pour les visites guidées pour les collections permanentes et expositions temporaires, une visite privilège gratuite le premier jeudi de chaque mois de 12h30 à 13h30 (Musée Fabre uniquement), l'invité du porteur de la carte bénéficie de l'entrée libre gratuite le dimanche de 10h à 18h pour la collection permanente et du tarif réduit pour l'entrée individuelle pour l'exposition temporaire (Musée Fabre uniquement).

ACTIVITES PEDAGOGIQUES ET ANIMATIONS

| ACTIVITES PEDAGOGIQUES POUR ETABLISSEMENTS SCOLAIRES ET SOCIO-EDUCATIFS* OU ACTIVITES PEDAGOGIQUES POUR PUBLIC INDIVIDUEL (prix par enfant participant) | | |
|--|---|--------|
| Ateliers | Etablissements de la métropole / Pass Métropole | 2,30 € |
| | Plein tarif | 3,00 € |

* Les établissements scolaires et socio-éducatifs bénéficient des prestations « visite libre » et « visite guidée et animation historique » gratuites. Dans le cadre de la préparation de ces visites l'enseignant ou encadrant peut bénéficier de l'entrée gratuite.

| ACTIVITES PEDAGOGIQUES POUR PUBLIC INDIVIDUEL (prix par enfant participant) | | |
|--|----------------|---------|
| Anniversaire au musée | Pass Métropole | 5,00 € |
| | Plein tarif | 6,00 € |
| ANIMATION (prix par enfant participant et par semaine) | | |
| Atelier + répétition générale + spectacle | Plein tarif | 50,00 € |

(1) CONDITIONS SPECIFIQUES

Avec :
Collections permanentes = CP
Exposition temporaire = ET

| | Entrée individuelle | | | | Visite guidée | | | |
|--|---------------------|---------|--------------|---------|---------------|--------|--------------|--------|
| | Gratuit | | Tarif réduit | | Gratuit | | Tarif réduit | |
| | CP | ET + CP | CP | ET + CP | individuelle | groupe | individuelle | groupe |
| Le 1er dimanche du mois | X | X | | | | | | |
| Journées européennes du patrimoine, Nuit des musées, Journées nationales de l'archéologie, Journées nationales de l'architecture | X | X | | | | | | |
| Personnes de moins de 18 ans sur présentation d'un justificatif | X | X | | | | | X | |
| Personnes de moins de 26 ans titulaires du Pass Métropole sur présentation d'un justificatif | X | X | | | | | X | |
| Personnes de moins de 26 ans Hors Métropole | | | X | X | | | X | |
| Etudiants de la Métropole, élèves de formations hébergées dans les lycées et centres de formations de la Métropole de -26 ans sur présentation d'un justificatif | X | X | | | | | X | X |
| Etudiants, élèves de formations hébergées dans les lycées et centres de formations de -26 ans hors 3M sur présentation d'un justificatif | | | X | X | | | X | X |
| Volontaires du service civique sur présentation de la carte Service Civique en cours de validité | X | X | | | | | X | |
| Demandeurs d'emploi sur présentation d'un justificatif de moins de 3 mois | X | X | | | | | X | |
| Bénéficiaires de minimas sociaux * sur présentation d'un justificatif de moins de 3 mois | X | X | | | | | X | |
| Détenteurs de la carte d'invalidité civile, de la carte de priorité pour personnes handicapées | X | X | | | | | X | |
| 1 accompagnant de la personne en situation de handicap, si l'accompagnement est mentionné sur la carte en cours de validité ; | X | X | | | | | X | |
| Membres ICOM ou ICOMOS sur présentation de la carte en cours de validité | X | X | | | X | | | |
| Membres de la Maison des Artistes sur présentation de la carte d'adhérent en cours de validité | X | X | | | | | X | |
| Membres de Groupement des Amis de Musées sur présentation de la carte d'adhérent en cours de validité | | | X | X | | | | |
| Journalistes titulaires de la carte presse | X | X | | | | | | |
| L'Invité du porteur de la carte d'abonné, tous les dimanches. | X | | | X | | | | |
| Détenteurs de la carte "famille nombreuse" sur présentation d'un justificatif | | | X | X | | | | |
| Abonnement annuel carte individuelle nominative | X | X | | | | | X | |
| Achat simultané de 10 entrées ou plus | | | X | X | | | | |

* **Minimas sociaux** : Revenu de Solidarité Active (RSA), Allocation d'insertion (AI), Allocation de Solidarité Spécifique (ASS), Allocation Parent Isolé (API), Allocation aux Adultes handicapés (AAH), Allocation Supplémentaire d'Invalidité (ASI), allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA).

LA BOUTIQUE DU MUSEE HENRI PRADES

Le musée Henri Prades dispose d'une boutique proposant de nombreux articles à la vente : ouvrages, bijoux, reproductions, gadgets ou encore cartes postales et affiches. Il convient désormais de modifier les prix de vente des produits suivants :

▪ **Les ouvrages**

| Auteurs | Titres | Prix de vente T.T.C. |
|------------------------------|---|-----------------------------|
| MOLIN, Bernard-Pierre | Astérix : les vérités historiques expliquées | 17.50 € |
| MOLIN, Bernard-Pierre | Astérix : les peuples antiques expliqués | 14.95 € |
| MOLIN, Bernard-Pierre | Astérix : les us et coutumes expliqués | 17.50 € |
| CAZENOVE, Christophe | Les petits mythos présentent la mythologie nordique | 10.95 € |
| RACHMUL, Françoise | Héroïnes et héros de la mythologie grecque | 15.50 € |
| CAZENOVE, Christophe | La mythologie racontée par les petits mythos | 13.90 € |
| CAZENOVE, Christophe | Les petits Mythos. Vol. 10. Vainqueur par chaos | 10.95 € |
| CAZENOVE, Christophe | Les petits Mythos. Vol. 11. Crète party | 10.95 € |
| CAZENOVE, Christophe | Les petits Mythos. Vol. 12. Hermès conditionné | 10.95 € |
| DEMOULE, Jean-Paul | La révolution néolithique en France | 25.00 € |
| MONTARDRE, Hélène | Les Encyclopes : la Grèce ancienne | 15.50 € |
| MONTARDRE, Hélène | Les Encyclopes : la mythologie grecque | 15.50 € |
| SCHWENTZEL Christian Georges | Les Encyclopes : l'Egypte des pharaons | 15.50 € |
| OERTEL, Pierre | Mes p'tites questions histoire : les romains | 8.90 € |
| DESFOUR, Aurélie | L'histoire c'est pas sorcier ! La préhistoire | 4.50 € |

▪ **Bijoux**

| Fournisseur | Modèle | Prix de vente |
|--------------------|--|----------------------|
| Silicybine | Bracelet gaulois en verre transparent du début du second âge du Fer (La Tène A, 450-370 av. J.-C.) | 27.00 € |
| Silicybine | Bracelet gaulois en verre vert et filets bleus du | 35.00 € |

| | | |
|-----------------|--|---------|
| | troisième siècle av. J.-C. (La Tène C1, 260-175 av. J.-C.) | |
| Silicybine | Bracelet gaulois en verre bleu et fils jaunes incrustés du deuxième siècle av. J.-C. (La Tène C2, 175-125 av. J.-C.) | 37.00 € |
| Silicybine | Bracelet gaulois en verre bleu du premier siècle av. J.-C. (La Tène D, 120-50 av. J.-C.) | 27.00 € |
| ATELIER COBALT | Bracelet gaulois BC01 | 8.50 € |
| ATELIER COBALT | Bracelet gaulois BC03 | 10.50 € |
| ATELIER COBALT | Bracelet gaulois BC08 | 12.50 € |
| ATELIER COBALT | Bracelet romain BR04 | 10.50 € |
| ATELIER COBALT | Bracelet romain BR06 | 7.00 € |
| ATELIER COBALT | Pendentif gaulois celtic CG 01 | 8.50 € |
| ATELIER COBALT | Pendentif gaulois celtic CG02 | 7.00 € |
| ATELIER COBALT | Pendentif gaulois celtic CG03 | 7.00 € |
| ATELIER COBALT | Pendentif gaulois celtic CG11 | 10.50 € |
| ATELIER COBALT | Pendentif gaulois celtic CG05 | 11.50 € |
| ATELIER COBALT | Pendentif romain | 8.00 € |
| ATELIER COBALT | Boucles d'oreilles perles de verre | 21.00 € |
| ATELIER COBALT | Boucles d'oreilles perles de verre | 26.00 € |
| ENARRO | Boucles d'oreilles Vinalia aventurine | 28.00 € |
| ENARRO | Boucles d'oreilles Amphora grenat | 28.00 € |
| AU FIL DU METAL | Bague à double spirale | 5.50 € |
| AU FIL DU METAL | Pendeloque à double spirale | 7.00 € |

▪ **Jeux et gadgets**

| Fournisseur | Titres | Prix de vente |
|-------------|--------------------------|---------------|
| MGA | Totebags | 3.00 € |
| MédiArchéo | Jeu Tempus Lapsum | 23.50 € |
| MSM | Mini bloc Lattara | 2.50 € |
| MSM | Jeu quizz de l'antiquité | 6.50 € |

▪ **Denrées**

| Fournisseur | Objets | Prix de vente |
|---|---------------------------------|---------------|
| Saveurs d'Uxellodunum (Ferme de Roubegeolles) | Pâté Gaulois chou/fenouil, 130g | 3.50 € |

| | | |
|--|-----------------------------|--------|
| Saveurs d'Uxellodunum (Ferme de Roubegeolles) | Pâté Gaulois au gland, 130g | 3.50 € |
| Saveurs d'Uxellodunum (Ferme de Roubegeolles) | Quatre épices gauloise, 32g | 2.70 € |
| TABERNA ROMANA | Samsa | 5.00 € |
| TABERNA ROMANA | Phoenix | 5.00 € |
| TABERNA ROMANA | Salyen sachet | 5.00 € |

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les modifications tarifaires telles que décrites ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 26 JUILLET 2022**

Ressources - Délégation de service public - Application de la loi du 25 août 2021 confortant le respect des principes de la République - Modifications des contrats en cours

Suite à la publication au Journal officiel le 25 août 2021 de la loi n°2021-1109 confortant le respect des principes de la République, tout organisme chargé de l'exécution d'un service public doit veiller au respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité.

La loi impose au titulaire d'un contrat de la commande publique, pour autant que ce contrat lui confie l'exécution d'un service public, d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

La loi impose également que les clauses des contrats de concession ayant pour objet de confier l'exécution d'un service public rappellent ces obligations et précisent en outre les modalités de contrôle et de sanction du cocontractant lorsque celui-ci ne prendrait pas les mesures adaptées pour mettre en œuvre ces obligations et faire cesser les éventuels manquements constatés.

Les contrats de délégation de service public en cours doivent être modifiés pour intégrer ces nouvelles obligations, conformément aux dispositions de l'article L3135-1 5° du code de la commande publique.

Ainsi les contrats suivants sont modifiés :

- DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION ET L'EXPLOITATION DU CORUM ET DU ZENITH conclue avec le groupement constitué de la société MONTPELLIER EVENTS et de la société des Transports de l'Agglomération de Montpellier (TaM), Avenant n°6
- DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION DU SERVICE EXTERIEUR DES POMPES FUNEBRES ET DU CREMATORIUM, conclue avec la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale des Services Funéraires de Montpellier Agglomération (SFMA), Avenant n°1
- DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DE L'UNITE DE METHANISATION AMETYST, conclue avec la société AMETYST, Avenant n°3
- DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DU LOT DE PLAGE N°1 SITUE SUR LA COMMUNE DE VILLENEUVE LES MAGUELONE -PLAGE DU PREVOST - LOCATION

DE MATERIEL AVEC RESTAURATION, conclue avec la société LOISIRS D'ETE, Avenant n°2B

- DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DU LOT DE PLAGE N°2 SITUE SUR LA COMMUNE DE VILLENEUVE LES MAGUELONE - PLAGE DU PREVOST - LOCATION DE MATERIEL AVEC ENGINS NAUTIQUES MOTORISES, conclue avec la société JET 7 LOCATION, Avenant n°2B
- DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION ET L'EXTENSION DU MARCHE D'INTERET NATIONAL DE MONTPELLIER, conclue avec la société d'économie mixte du Marché d'Intérêt National de Montpellier (SOMIMON), Avenant n°13
- DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION ET L'EXPLOITATION DU PARC DE STATIONNEMENT SAINT ROCH, conclue avec la société des Transports de l'Agglomération de Montpellier (TaM), Avenant n°4
- DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION ET L'EXPLOITATION DES PARCS DE STATIONNEMENT FOCH-PREFECTURE-MARCHE AUX FLEURS et ARC DE TRIOMPHE, conclue avec la société EFFIA STATIONNEMENT, Avenant n°5
- DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION ET L'EXPLOITATION DU PARC DE STATIONNEMENT GAMBETTA, conclue avec la société des Transports de l'Agglomération de Montpellier (TaM), Avenant n°10
- DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION ET L'EXPLOITATION DU PARC DE STATIONNEMENT EUROPA, conclue avec la société des Transports de l'Agglomération de Montpellier (TaM), Avenant n°7
- DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION ET L'EXPLOITATION DU PARC DE STATIONNEMENT PEYROU-PITOT, conclue avec la société INDIGO STATIONNEMENT, Avenant n°4

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'adopter l'avenant n°6 pour la délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du Corum et du Zénith ;
- D'adopter l'avenant n° 1 pour la délégation de service public pour la gestion du service extérieur des pompes funèbres et du crématorium ;
- D'adopter l'avenant n°3 pour la délégation de service public pour l'exploitation de l'unité de méthanisation Ametyst ;
- D'adopter l'avenant n°2B pour la délégation de service public pour l'exploitation du lot de plage n°1 situé sur la commune de Villeneuve les Maguelone -plage du Prévost - location de matériel avec restauration Avenant n°2B ;
- D'adopter l'avenant n°2B pour la délégation de service public pour l'exploitation du lot de plage n°2 situé sur la commune de Villeneuve les Maguelone - plage du Prévost - location de matériel avec engins nautiques motorisés ;
- D'adopter l'avenant n° 13 pour la délégation de service public pour la gestion et l'extension du marché d'intérêt national de Montpellier ;
- D'adopter l'avenant n° 4 pour la délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du parc de stationnement Saint-Roch ;
- D'adopter l'avenant n°5 délégation de service public pour la gestion et l'exploitation des parcs de stationnement Foch-préfecture-marche aux fleurs et Arc de triomphe ;
- D'adopter l'avenant n°10 pour la délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du parc de stationnement Gambetta ;

- D'adopter l'avenant n°7 pour la délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du parc de stationnement Europa ;
- D'adopter l'avenant n°4 pour la délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du parc de stationnement Peyrou-Pitot ;
- D'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer les avenants ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 26 JUILLET 2022

Hors commission - Organismes extérieurs - SERM - SA3M - Autorisation de prise de participation dans une filiale - Société de coordination ALTEMED - Désignation des représentants - Approbation

Le Groupe SERM/SA3M et l'OPH ACM Habitat ont étudié les modalités de leur rapprochement dans l'objectif de renforcer l'efficacité des politiques publiques auxquelles ils contribuent.

La Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) :

La Société Anonyme d'Economie Mixte Locale (SAEML) SERM est détenue à 41,38 % par la Ville de Montpellier, principal actionnaire, au côté de Montpellier Méditerranée Métropole à 28,73 %, de la Ville de Palavas-les-Flots, et d'actionnaires privés ;

Par délibération n°M2020-163 du Conseil de Métropole en date du 31 juillet 2020, Montpellier Méditerranée Métropole, a désigné Monsieur Michel ASLANIAN pour la représenter au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la SAEML Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) aux côtés des représentants de La Métropole suivants siégeant au conseil d'administration : Jean-Luc SAVY, Renaud CALVAT, Jacques MARTINIER. La société est présidée par Monsieur DELAFOSSE représentant de la Ville de Montpellier ; la Vice-Présidente est Catherine RIBOT.

La Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine a pour objet :

- D'entreprendre des opérations d'aménagement, de rénovation urbaine, de restauration immobilière, de construction, d'exploitation et de gestion à caractère industriel et commercial, ou réaliser toute autre activité d'intérêt général ;
- De réaliser des opérations de construction en qualité de promoteur ou pour le compte d'autrui ;
- D'intervenir en assistance conseil, et réaliser des études, financer, construire, gérer, exploiter et entretenir directement ou indirectement des équipements et infrastructures liés au développement des énergies renouvelables et à l'utilisation rationnelle de l'énergie.

La SERM a réalisé un chiffre d'affaires de 39,975 millions d'euros en 2020 et ses effectifs sont de 89,3 salariés Equivalents Temps Plein (ETP) au 30 avril 2022.

La Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) :

La Société Publique Locale (SPL) SA3M est détenue à 50,79 % par Montpellier Méditerranée Métropole, aux côtés de la Ville de Montpellier (22,60 %), de la Région Occitanie (10,06 %), des communes de Lattes (1,69 %), Castelnau-le-Lez (1,13 %), Baillargues, Castries, Clapiers, Cournonterral, Grabels, Jacou, Juvignac, Le Cres, Pérols, Saint Jean de Védas, Saint Georges d'Orques, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone (0,85 % chacune), et des communes de Cournonsec, Lavérune, Prades-le-Lez et Sussargues

(0,68 % chacune).

Par délibération n° M2020-163 du Conseil de Métropole en date du 31 juillet 2020, Montpellier Méditerranée Métropole, a désigné Monsieur Michaël DELAFOSSE pour la représenter au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la Société Publique Locale (SPL) de la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), aux côtés des représentants de La Métropole suivants siégeant au conseil d'administration : Madame Hind EMAD, Messieurs Hervé MARTIN, Roger-Yannick CHARTIER, Arnaud MOYNIER, Génès BALAZUN, Stéphane CHAMPAY, Michel ASLANIAN et Jean Pierre RICO. La société est présidée par Michaël DELAFOSSE en tant que représentant de Montpellier Méditerranée Métropole.

La Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole, a pour objet d'apporter une offre globale de services de qualité en termes d'aménagement, d'urbanisme, d'environnement, de développement économique, touristique et de loisirs. Elle intervient exclusivement pour le compte des collectivités territoriales ou leurs groupements actionnaires et sur leur territoire géographique.

La SA3M a réalisé un chiffre d'affaires de 50,525 millions d'euros en 2020 et ses effectifs sont de 12,7 Equivalents Temps Plein (ETP) au 30 avril 2022.

La SERM et la SA3M partagent des moyens communs et des fonctions supports au sein du GIE SERM SA3M qui compte 39,7 ETP au 30 avril 2022. Les deux structures font partie d'une Unité économique sociale (UES) incluant par ailleurs un Groupement d'Intérêt Economique (GIE) commun.

ACM Habitat :

L'Office public de l'habitat, construit et gère les habitations à loyer modéré (HLM). Le parc locatif d'ACM Habitat comprend près de 22 000 logements pour une surface habitable de 1,5 million de mètres carrés.

ACM Habitat a réalisé un chiffre d'affaires de 131 millions d'euros, dont 108 millions d'euros au titre des loyers perçus, en 2020. L'effectif d'ACM Habitat est de 329,09 ETP au 30 avril 2022.

Le rapprochement des trois entités :

Les objectifs associés à la perspective d'un rapprochement entre le Groupe SERM/SA3M et ACM Habitat sont les suivants :

- Favoriser une approche intégrée et transversales des activités immobilières, énergétiques et d'aménagement et le cas échéant en coordination avec d'autres bailleurs sociaux présents sur le territoire ;
- Renforcer les synergies entre les différentes entités ;
- Développer le travail partenarial avec les 31 maires de la Métropole ;
- Consolider financièrement les différentes entités afin d'offrir une capacité d'intervention inédite au service du territoire.

Dans ce contexte, différentes hypothèses ont été étudiées :

- Rapprochement des gouvernances des entités du Groupe SERM/SA3M et d'ACM Habitat ;
- Participation conjointe du Groupe SERM/SA3M et d'ACM Habitat à une structure commune ;
- Fusion entre ACM Habitat et les entités du Groupe SERM/SA3M.

L'analyse de ces travaux a été présentée aux conseils d'administration des trois structures en décembre 2021 et février 2022, lesquels ont donné pouvoir aux directions générales afin de :

- Poursuivre les études portant sur les différentes hypothèses de rapprochement entre ACM Habitat et le Groupe SERM/SA3M ;
- Solliciter des expertises extérieures (juridique, financière, stratégique et organisationnelle) afin d'analyser la faisabilité et les modalités des différentes hypothèses de rapprochement ;
- Informer et, le cas échéant, de consulter les instances représentatives du personnel dans la perspective d'une éventuelle modification organisationnelle ;
- Mettre en place un comité de pilotage commun à ACM Habitat et au Groupe SERM/SA3M, afin de poursuivre les études nécessaires au choix d'une formule de rapprochement entre les deux entités.

Les conseils d'administration des trois organismes réunis en mars 2022 ont approuvé le principe de constitution d'une société de coordination, telle que prévue à l'article L. 423-1-1 du Code de la construction

et de l'habitation (CCH).

Caractéristiques générales d'une Société de Coordination :

La société de coordination est un organisme d'habitations à loyer modéré à statut particulier. A ce titre, elle doit être agréée par le ministre en charge du Logement (article L. 423-1-2 du CCH) et est soumise aux contrôles de l'Agence Nationale de Contrôle du Logement Social (ANCOLS).

Une société de coordination peut être constituée d'organismes d'HLM (article L. 423-1-2 du CCH), de SEM agréées logement social et d'organismes agréés pour la maîtrise d'ouvrage, ainsi que dans une proportion maximale de 50 % du capital social, de SEM non agréées, de sociétés publiques locales et de sociétés d'économie mixte à opération unique (article L. 423-1-3 du CCH). Elle peut revêtir la forme juridique d'une société anonyme, ou celle d'une société anonyme coopérative à capital variable.

Une assemblée générale réunit l'ensemble des actionnaires de la société de coordination. Le législateur a spécifiquement prévu que les établissements publics de coopération intercommunale et collectivités territoriales d'implantation pouvaient assister à son assemblée générale avec voix consultative.

Les modalités de gouvernance reposent sur un conseil d'administration ou sur un directoire et conseil de surveillance. Certaines spécificités prévues au CCH concernant le conseil d'administration ou de surveillance sont à noter :

- Le conseil est composé au plus 22 membres, dont la moitié au moins représente les organismes de logement social et les organismes agréés maîtrise d'ouvrage ;
- Le conseil compte 3 administrateurs en qualité de représentants des locataires ;
- Le conseil est composé de 2 à 5 administrateurs représentant les collectivités et EPCI d'implantation des logements qui disposent d'une voix consultative ou délibérative. Cette fourchette de sièges doit demeurer telle quelle dans les statuts de la société ; la nature consultative ou délibérative est mentionnée aux statuts ; ces administrateurs font partie de l'effectif du conseil d'administration. A cet effet, il appartiendra aux collectivités concernées de solliciter un poste au conseil.

Les attributions d'une Société de Coordination :

- La société de coordination, en tant que **structure-pivot et coordinatrice du groupe** réalise :
 - Un rôle de **pilotage stratégique** du groupe ; elle est notamment chargée de l'élaboration du cadre stratégique patrimonial (les orientations générales et les grands objectifs chiffrés en s'appuyant sur le PSP de chaque membre), du cadre stratégique d'utilité sociale (les engagements sur la qualité du service rendu aux locataires, la gestion sociale, la concertation locative, etc...) ;
 - Un rôle de **coordination et de mutualisation** du groupe ; elle est notamment chargée de construire l'efficacité opérationnelle et économique, de définir la politique technique et la politique d'achat de biens et services, et de créer une unité identitaire. Elle peut notamment assurer la mise en commun de moyens humains et matériels au profit de ses actionnaires, en assistant, comme prestataire de services, ses actionnaires dans toutes les interventions de ces derniers sur des immeubles en gestion ou en propriété ;
- La société de coordination, **garante de la soutenabilité financière du groupe et de ses membres** exerce :
 - Un contrôle de gestion des organismes (transmission des documents comptables à la société de coordination, combinaison des comptes annuels de chaque actionnaire, relations financières entre la société et ses membres actionnaires...).

Les ambitions et le projet d'entreprise du Groupe :

La Constitution du groupe SERM-SA3M-ACM s'appuie sur les ambitions suivantes des trois structures :

- Une gouvernance commune portée par la Métropole ;
- Des expériences réussies relatives à la mise en commun de moyens au sein des services supports ;
- Des valeurs partagées sur leur rôle d'outil au service des collectivités locales et des habitants, en étroite intelligence avec leur territoire, pour répondre à la diversité des besoins de l'ensemble des

- territoires, en tenant compte des enjeux de développement durable ;
- Une volonté de pouvoir coordonner leurs stratégies pour mieux répondre aux attentes du territoire ;
- La pertinence de leurs interventions respectives sur chaque volet de leurs activités spécifiques, au service du territoire ;
- Une volonté de se regrouper tout en conservant leur propre indépendance et autonomie de gestion en préservant leur contrôle par leurs actionnaires et gouvernances respectives ;
- Des valeurs partagées en matière de gestion des ressources humaines, dans le respect des statuts des personnels et une volonté de maintien d'environnements et de conditions de travail de qualité.

Les modalités statutaires de la société de coordination

- **Dénomination** : la société de coordination aura pour dénomination **ALTEMED**, société de coordination ;
- **Siège social** : il est fixé au 407, avenue du Professeur Etienne Antonelli, à Montpellier ;
- **Forme juridique** : Société Anonyme ;
- **Montant du capital social** : 100 000 € pour une valeur nominale de 1000 € par action ;
- **Composition du capital social** : conformément à l'article L.423-1-2 du CCH, la répartition de l'actionnariat sera la suivante :
 - ACM HABITAT : 55%, soit 55.000 euros d'apport au capital ;
 - SERM : 40%, soit 40.000 euros d'apport au capital ;
 - SA3M : 5%, soit 5.000 euros d'apport au capital ;
- **Gouvernance** : la société sera administrée par un Conseil d'administration composé comme suit :
 - 14 sièges pour les personnes morales actionnaires (SERM SA3M et ACM) ;
 - 5 sièges à voix consultatives pour les collectivités et groupements de collectivités d'implantation ;
 - 3 sièges pour les représentants des locataires désignés à l'issue des élections au sein d'ACM Habitat en décembre 2022.

Il est ainsi proposé que Montpellier Méditerranée Métropole dispose d'un siège avec voix consultative au sein du conseil d'administration de la société.

Par ailleurs conformément au décret n°2019-911 du 29 août 2019 « *les établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière d'habitat, la commune de Paris, les établissements publics territoriaux de la Métropole du grand Paris, la métropole de Lyon, la métropole d'Aix-Marseille-Provence, les départements, les régions, les communes, sur le territoire desquels les actionnaires possèdent des logements, peuvent assister à l'assemblée générale, au sein de laquelle ils disposent d'une voix consultative. Lorsqu'ils en ont fait la demande, ils sont convoqués à toutes les assemblées et reçoivent les mêmes informations et documents que ceux remis aux actionnaires* ». Il est ainsi proposé à Montpellier Méditerranée Métropole de participer aux assemblées générales des actionnaires de la société de coordination.

Il convient ainsi de désigner un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole au sein du conseil d'administration et au sein des assemblées générales de la société.

Conformément aux dispositions de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales, Monsieur le Président propose à l'assemblée, de décider à l'unanimité, de ne pas procéder à une élection au scrutin secret mais à une désignation à main levée.

- **Dispositif de soutenabilité financière** :

La soutenabilité financière est définie comme la capacité pour chaque organisme et pour le groupe à dégager des ressources suffisantes permettant d'honorer leurs engagements à court, moyen et long terme, de rembourser leurs dettes et de réaliser les investissements nécessaires à l'accomplissement de leurs projets d'entreprise. Les actionnaires mettent ainsi en œuvre un dispositif de gestion et un dispositif de mise en œuvre des mesures de soutenabilité financière prévues à l'article L.423-1-2 du CCH.

- **Le dispositif de contrôle de gestion du Groupe comprend les volets suivants :**
 - Critères d'alerte partagés : pour assurer la soutenabilité financière du Groupe et de chacun des actionnaires, la société de coordination utilise les critères habituellement reconnus par la profession ;
 - Dispositif de contrôle de gestion : la société de coordination mettra en place un

reporting régulier de chaque actionnaire.

- **La mise en œuvre des mesures de soutenabilité financière prévues à l'article L.423-1-2 du CCH** ne pourra être engagée par la société de coordination qu'après que l'actionnaire concerné ait présenté à la société un plan de rétablissement de ses équilibres financiers et qu'il lui ait été laissé un délai d'au moins une année pour mettre en œuvre ledit plan.

En cas de difficulté financière avérée, la société de coordination se positionnera en premier lieu comme conseil de l'organisme actionnaire. La société de coordination pourra formuler à l'attention dudit organisme toutes recommandations qu'elle jugerait nécessaire, notamment si la société présente des indicateurs de gestion ne répondant pas aux critères habituellement reconnus par la profession. Les seuils d'alerte ou de non-soutenabilité retenus par la société de coordination sont ceux habituellement reconnus par la profession et par la Caisse de Garantie du Logement Locatif Social (CGLLS) et notamment :

Conformément aux statuts de la SERM et de la SA3M, ce projet de création nécessite l'approbation des conseils d'administration des deux sociétés, entreprises publiques locales ; aussi, ces prises de participation de la SERM et de la SA3M exigent à peine de nullité une décision préalable des assemblées délibérantes des collectivités actionnaires tel que prévu à l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales qui dispose : *« Toute prise de participation d'une société d'économie mixte locale dans le capital d'une société commerciale fait préalablement l'objet d'un accord exprès de la ou des collectivités territoriales et de leurs groupements actionnaires disposant d'un siège au conseil d'administration, en application du premier alinéa du présent article. »*

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la constitution de la société ALTEMED, société de coordination dont les actionnaires seraient l'OPH ACM HABITAT, la SEM SERM et la SPL SA3M ;
- D'autoriser la prise de participation de la SERM au capital de la société ALTEMED, société de coordination, par la souscription de 40 actions d'une valeur nominale de 1 000 €, soit 40 000 € du capital social de la société ALTEMED, société de coordination, représentant 40% de son capital ;
- D'autoriser la prise de participation par la SPL SA3M au capital de la société ALTEMED, société de coordination, par la souscription de 5 actions d'une valeur nominale de 1 000 €, soit 5 000 € du capital social de la société ALTEMED, société de coordination, représentant 5% de son capital ;
- D'autoriser l'OPH ACM HABITAT à constituer une société de coordination par la souscription de 55 actions d'une valeur nominale de 1 000€, soit 55 000€ du capital social de la société ALTEMED, représentant 55% de son capital ;
- D'autoriser les représentants de Montpellier Méditerranée Métropole à voter en faveur de ces prises de participation à l'occasion des conseils d'administration respectifs de la SERM, de la SA3M et de l'OPH ACM HABITAT ;
- De désigner le représentant de la Montpellier Méditerranée Métropole au sein du conseil d'administration et au sein des assemblées générales d'ALTEMED, société de coordination, avec voix consultative ;
- De décider à l'unanimité de procéder à cette désignation par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- D'autoriser le représentant ainsi désigné, à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 26 JUILLET 2022

Hors commission - Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale - BRL - Rapport Annuel 2021 de l'Administrateur - Approbation

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales relatives aux Sociétés Anonyme d'Économie Mixte Locales (SAEML) et dans le cadre de l'exercice de son mandat, le représentant de la Collectivité présente le compte rendu des activités de la société BRL au cours de l'exercice 2021.

Par délibération numéro M2020-237 du Conseil de Métropole en date du 15 Septembre 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a désigné Monsieur René REVOL pour la représenter aux Assemblées Générales et à l'Assemblée Spéciale de la SAEML BRL.

Depuis soixante-six ans, la société BRL participe au développement de l'Occitanie en fournissant l'eau nécessaire à ses projets. Dans sa mission d'aménageur régional, BRL intervient à la demande de la Région et des collectivités locales ou des acteurs économiques de l'Occitanie pour maîtriser ou gérer les ressources en eau, protéger ou valoriser le littoral, prévenir et lutter contre les inondations ou valoriser les zones rurales. En complément, BRL distribue en Occitanie chaque année plus de 100 millions de mètres cubes d'eau, à partir des ressources renouvelables et abondantes, grâce aux grands ouvrages hydrauliques exploités dans la région : canaux, barrages, stations de traitement d'eau potable.

Le capital s'élève aujourd'hui à hauteur de 29 588 779 €, soit 13 388 588 actions à 2,21 € chacune. La société est majoritairement détenue par la Région Occitanie à hauteur de 49,93% ; la société est présidée depuis le 6 octobre 2021 par Monsieur Fabrice VERDIER, représentant de la Région Occitanie, en remplacement de Monsieur Damien ALARY.

Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire à hauteur de 11 155 actions représentant 0,08% du capital et occupe un poste au sein de l'assemblée spéciale des actionnaires.

Pour l'année 2021, le Conseil d'Administration s'est réuni quatre fois : le 14 avril, le 1^{er} juin (en consultation écrite), le 6 octobre et le 2 décembre 2021. L'Assemblée Générale Mixte d'approbation des comptes 2020 s'est tenue le 1er juin 2021. L'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes 2021 s'est quant à elle tenue le 1er juin 2022.

L'effectif de la société est de 86 salariés au 31 décembre 2021. Le groupe BRL sur le périmètre France représente quant à lui 680 salariés. La direction générale est portée par Monsieur Jean-Francois

BLANCHET.

Outre le changement de présidence du Conseil d'Administration, l'année 2021 a été particulièrement intense et riche pour le Groupe BRL :

- Déploiement du nouveau projet stratégique du groupe CAP 2025, dont les plans d'affaires 2021-2025 ont été approuvés fin 2020 par le Conseil d'Administration ;
- Adaptation du management du Groupe orienté vers un mode de gestion adapté intégrant la résilience de l'organisation et des méthodes de travail pour développer les activités tout en veillant à la santé du personnel. Visioconférences privilégiées aux réunions, télétravail maximisé ;
- Gestion de deux sinistres : Un épisode de gel exceptionnel au mois d'avril sur les départements du Gard, de l'Hérault et de l'Aude sur les vignes et les vergers conduisant à une forte mobilisation du Groupe BRL avec la mise en œuvre d'un fonds de soutien de 200K€, ainsi que de violentes intempéries qui ont affecté le secteur Vaunage – Vistrenque du Gard avec un cumul de 300 mm de pluie en trois heures ;
- Audit et contrôle interne diligentés par la Direction Générale de BRL sur les capacités d'adaptation des filiales BRLE, BRLI et BRLN à tenir les objectifs du Plan d'affaires. Ces audits ont mené à changer la Direction de BRLN en juillet 2021 ;
- Cycle d'investissement sur le Réseau Hydraulique Régional porté à un niveau très élevé proche de celui de 2020 ;
- Maintenance de la Concession régionale à un niveau élevé de 4 M€ dont 3,6 M€ correspondent à la maintenance programmée complétés par 400 K€ consacrés à des opérations patrimoniales ;
- Politique de Sécurité des Systèmes d'Information (PSSI) du Groupe définie avec la création d'un Comité de pilotage de la sécurité informatique suite à l'audit de cyber-sécurité des systèmes d'information du Groupe réalisé en 2019 ;
- Poursuite des opérations des Concessions Régionales : Poursuite des travaux des Maillons Nord Gardiole et Biterrois, du Maillon Minervois et des Extensions des périmètres hydroagricoles ;
- Poursuite des opérations de concessions de Collectivités et EPCI correspondant au contrat de concession du RHR qui lie BRL à la Région Occitanie jusqu'en décembre 2051 ;
- Poursuite des opérations d'Assistance aux collectivités dans le cadre d'un contrat de mandat de maîtrise d'ouvrage conclu avec le Syndicat Mixte du Delta de l'Aude.

Les perspectives d'avenir sont marquées par un vif rebond de l'économie généré par la levée des contraintes sanitaires et malgré le conflit en Ukraine qui continue d'appuyer sur des sujets sensibles comme la hausse de l'énergie et celle des carburants. Les budgets de BRL et de ses filiales ont été réalisés dans ce contexte de retour à la vie normale. Néanmoins, le risque n'affecte pas les sociétés du Groupe de la même façon.

La gestion du Groupe sera principalement ciblée sur les investissements en travaux neufs sur le patrimoine du Réseau Hydraulique Régional, les travaux de maintenance de la concession régionale, l'achèvement des travaux du Maillon Nord Gardiole/Biterrois et du Maillon Minervois, l'engagement des études pour le renforcement d'ouvrages structurants existants dans le cadre du projet « Aqua 2030 », la poursuite du déploiement de la Charte pour une gestion durable de l'eau signée entre la Région Occitanie et BRL en juin 2019, l'utilisation renforcée d'Aqua Notitia (Systèmes d'Information sur l'Eau dédié à la gestion du RHR) en recueillant, agréant et traitant des données diverses sur l'eau, les milieux aquatiques et les ouvrages du RHR, la poursuite du déploiement de la stratégie CAP 2025 avec la mise en œuvre des plans d'actions élaborés en 2021 dans le respect des 6 priorités stratégiques du Groupe (adapter les modèles d'affaires, adapter les activités au changement climatique, devenir un groupe à énergie positive, atteindre la neutralité carbone, transformer le groupe en un acteur intégré et numériquement orienté, accompagner les projets de transformation des clients et améliorer leur expérience des usages de l'eau), la poursuite de la transformation digitale du Groupe BRL avec notamment la mise en place du parapheur électronique. On notera également au niveau des filiales, la digitalisation avec la mise en production du nouvel outil de gestion clients X7, l'intégration d'éléments financiers dans Concert'Eau pour BRLE, le retour de la croissance prévue pour BRLI et BRLN.

En 2021, le chiffre d'affaires de BRL maison mère est en hausse de 4,6% par rapport à 2020 et s'établit à 18,993 millions d'euros.

Le résultat d'exploitation de la société ressort en hausse de 195 K€ (+18,1%) et s'affiche à 1 270 K€. Le résultat net présente un bénéfice à hauteur de 2 688 K€ en forte hausse par rapport à 2020. On note la forte hausse du résultat financier de 1 315 K€ générée notamment par l'absence de dotations aux provisions pour dépréciation des titres. Le résultat exceptionnel s'affiche déficitaire à 167 K€ du fait de la comptabilisation de dotations exceptionnelles. Les capitaux propres s'élèvent à un très bon niveau à 590 M€.

Le chiffre d'affaires du groupe BRL consolidé apparaît en hausse de 4,747 M€ par rapport à 2020 et s'établit à 83,1 millions d'euros. Le résultat d'exploitation du groupe ressort à 4 327 K€ contre 1 526 K€ en 2020. Le résultat net consolidé présente un bénéfice d'un montant de 3 154 K€ contre 1 435 K€ en 2020.

La contribution au résultat net consolidé pour les autres activités du groupe se répartit comme suit : Holding : 632 K€, Exploitation : 1 719 K€, Ingénierie : 1 039 K€, Espaces naturels : -49 K€, BRL Madagascar : 65 K€, Predict Services : 106 K€ et BRLI-CI : 23 K€. Les capitaux propres s'élèvent à 591 M€.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du rapport annuel de l'administrateur de la SAEML BRL pour l'exercice 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 26 JUILLET 2022

Hors commission - Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Economie Mixte Locale Montpellier Events - Rapport Annuel de l'Administrateur 2021 - Approbation

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) relatives aux Sociétés Anonyme d'Economie Mixte Locales (SAEML) et dans le cadre de l'exercice de leur mandat, les représentants de la Collectivité présentent le compte rendu des activités de la SAEML MONTPELLIER EVENTS au cours de l'exercice 2021.

Par délibération n°M2020-163 du Conseil de Métropole en date du 31 juillet 2020 et en date 15 septembre 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a désigné Monsieur Michaël DELAFOSSE pour la représenter aux Assemblées Générales et Monsieur Cyril MEUNIER pour la représenter à la Présidence du Conseil d'Administration de la Société Anonyme d'Économie Mixte Locale MONTPELLIER EVENTS aux côtés des représentants de la Métropole suivants siégeant au conseil d'administration : Hind EMAD, Clare HART, Frédéric LAFFORRGUE et Renaud CALVAT.

Au 31 décembre 2021, le capital de la société inchangé, s'élève à hauteur de 15 833 230 €. Montpellier Méditerranée Métropole reste actionnaire à hauteur de 35,54% du capital aux côtés notamment de la Région Occitanie (37,65%) de la Ville de Montpellier (9,29%) du Département de l'Hérault (1,15%) et des actionnaires privés (16,37%). Montpellier Méditerranée Métropole détient 6 sièges sur 18 au Conseil d'Administration, dont le poste de Présidence de la société.

En 2021, la Ville de Pérols a cédé sa participation (1 action) à Montpellier Méditerranée Métropole, au motif que l'exploitation de la société est désormais réduite à la gestion des seuls équipements métropolitains situés sur la ville centre de Montpellier, et que le Parc des Expositions et la Sud de France Aréna situés sur la Ville de Pérols, sont désormais gérés par la Société Publique Locale (SPL) Occitanie Events dans le cadre d'une Délégation de Service Public (DSP) avec la Région Occitanie. Le nombre d'actions détenus par Montpellier Méditerranée Métropole est donc passé de 80 393 à 80 394 actions représentant toujours 35.54% du capital.

Au cours de l'exercice 2021, le Conseil d'Administration s'est réuni à deux reprises les 22 avril et 15 décembre 2021. L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires s'est réunie le 2 juin 2021 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2020 et le 16 juin 2022 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2021.

La SAEML MONTPELLIER EVENTS exploite le Corum-Palais des Congrès-Opéra et le Zénith Sud appartenant à Montpellier Méditerranée Métropole sous contrat de DSP pour une durée de 8 ans, du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2027. Le contrat de DSP inclus le parking du Corum dont la SAEML TaM est subdélégataire. L'année 2021 a été fortement impactée par la pandémie de Covid19. Toutefois l'activité a pu reprendre de manière assez forte en fin d'année.

La société est dirigée par son Président, Cyril MEUNIER, et sa Directrice Générale, Sandra VERNIER. L'effectif au 31 décembre 2021 de la société est de 54 salariés et un mandataire social.

Les deux sites d'exploitation Corum-Palais des congrès-Opéra et Zénith Sud affichent un nombre de manifestations en hausse passant de 111 manifestations à 209 en 2021, sans atteindre le niveau de 2019 (303). La fréquentation est également en hausse de 53% avec 222 280 participants.

La hausse de la fréquentation est très importante au Corum par rapport à 2020 (+80%) alors que le Zénith Sud a connu une légère baisse (-1%). Le Corum avait été fermé de mi-mars à fin juin 2020 puis à partir d'octobre 2020, mais une activité réduite avait pu avoir lieu de début juillet à fin octobre. En 2021, l'activité a été perturbée mais des événements ont pu se tenir tout au long de l'année. Le Zénith Sud a bénéficié d'une forte activité en début d'année 2020 avant d'être totalement arrêtée pour le reste de l'année, alors qu'en 2021 il a été arrêté jusqu'au 18 septembre, date où l'activité a pu reprendre quasi normalement.

Une analyse par marché donne les comparatifs suivants :

- Le marché du MICE (Meeting Incentive Congress and Events) regroupe les congrès, en forte hausse avec 54 événements ; le corporate avec 11 événements ; les 9 salons accueillis soit un total de 52 165 participants (19 612 participants en 2020 soit +165%) pour 74 manifestations (33 manifestations en 2020 soit +124%) ;
- Le marché des spectacles a affiché une activité très faible. Les spectacles ont été à l'arrêt sur le 1^{er} semestre et ont pu reprendre progressivement à partir de septembre. Les deux années sont comparables avec environ 3 mois d'activité, 32 événements se sont produits sur 2021 contre 39 en 2020 ;
- Le pôle culture lié aux associations culturelles (Opéra Orchestre National de Montpellier Occitanie (OONMO), Festival Radio France, Montpellier Danse et CINEMED) a regroupé 103 événements. Les 3 festivals ont pu avoir lieu et l'Orchestre a pu maintenir son activité tout au long de l'année.

Parmi les événements accueillis sur l'année 2021, on pourra citer les quelques manifestations suivantes :

- Congrès : le Monde Nouveau, sommet Afrique France, Congres Français de Psychiatrie, ... ;
- Salons : Ob'Art, Paramed / Grandes écoles/ Art, communication, Poursuite d'études et alternance, ... ;
- Spectacles au Corum : Patrick BRUEL, le lac des cygnes, Roman FRAYSSINET, Thomas DUTRONC, les internationales de la guitare, ... ;
- Spectacles au Zénith : Dadju, Florent PAGNY, Vitaa & Slimane, Christophe MAE, soirée F*ckg Halloween, ... ;

Pour l'activité des deux sites, le chiffre d'affaires de 8 492 K€, est en hausse de 43% par rapport à 2020 en lien avec l'allègement des contraintes sanitaires ; cependant il affiche encore une baisse de 32% par rapport à 2019, année d'activité normale.

Le chiffre d'affaires se répartit à 91.4% pour le Corum et 8.6% pour le Zénith Sud. La spécificité dévolue au « Corum - Palais des Congrès – Opéra », en tant qu'établissement d'accueil des associations culturelles locales majeures précitées, a notamment permis à la société délégataire de maintenir un niveau économique incomparable, au niveau national, au regard de l'impact de la crise sanitaire constatée sur les différents palais des congrès du territoire.

Le total des produits d'exploitation s'élève à 9 589 K€ (contre 6 247 K€ en 2020) pour un total de charges à 8 462 K€ (5 830 K€ en 2020). Le résultat d'exploitation s'établit donc à 1 127 K€ (417 K€ en 2020).

La société a bénéficié d'aides gouvernementales de soutien salarial pour 479 K€, d'exonération de charges et de l'aide au paiement à hauteur de 20% des salaires bruts pour 215 K€ (soit 694 K€ contre 931 K€ en 2020) ainsi que du fonds de solidarité pour 887 K€ (200 K€ en 2020).

La société a bénéficié d'aides conséquentes et d'une structure économique résiliente au 1^{er} semestre, et a profité pleinement de la reprise sur le 2^{ème} semestre ; elle a également bénéficié en fin d'année d'un résultat exceptionnel conséquent (608 K€) lié aux reprises de provision pour litiges. Elle a ainsi pu enregistrer un résultat net positif de 1 358 K€ (193 K€ en 2020).

Les capitaux propres de la société ont augmenté en évoluant de 14 253 K€ en 2020, à 15 612 K€ en 2021, pour un capital de 15 833 K€, améliorant progressivement la situation financière.

Les redevances versées à la Métropole, dans le cadre de la délégation de service public, s'élèvent à 967 K€ contre 549 K€ en 2020 et tiennent compte de la compensation contractuelle du délégant à son délégataire en lien avec le forfait d'accueil du Festival Radio France relatif à la période de crise sanitaire et à l'absence de la manifestation sur 2020.

Conformément à l'accord d'entreprise de 2011, la participation des salariés s'est élevée à 357 K€ hors forfait social, (429 K€ compris).

Par ailleurs, en terme d'obligation d'entretien et de réparation la provision annuelle a été constituée pour 351 K€ conformément au contrat de DSP. Le montant des travaux s'élève à 613 K€ depuis le début de la DSP, laissant le solde du compte de renouvellement à 97 K€ à fin décembre 2021.

Les investissements en biens de retour, se sont élevés à hauteur de 2 121 K€ sur l'année 2021.

Le dispositif de garantie congrès mis en place par la Métropole a permis une reprise des manifestations avec un soutien et une incitation au report. L'aide apportée par la Métropole en 2021 est de 50 K€ TTC.

Dans le cadre des perspectives, ce dispositif est prolongé jusqu'au 31 décembre 2023. Les activités de la société continuent d'être affectées par la Covid-19 au 1^{er} trimestre 2022 et l'entité s'attend à un impact négatif modéré sur son chiffre d'affaires 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du rapport annuel de l'administrateur de la société Montpellier Events pour l'exercice 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 26 JUILLET 2022

Hors commission - Organismes extérieurs - Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) - Rapport Annuel 2021 de l'Administrateur - Approbation

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) relatives aux Sociétés d'Economie Mixte Locales (SAEML), et dans le cadre de l'exercice de leur mandat, les représentants de la Collectivité présentent le compte rendu des activités concernant l'exercice 2021 de la Société Publique Locale (SPL) de la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M).

Par délibération n° M2020-163 du Conseil de Métropole en date du 31 juillet 2020, Montpellier Méditerranée Métropole, a désigné Monsieur Michaël DELAFOSSE pour la représenter au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la SPL SA3M aux côtés des représentants de la Métropole suivants siégeant au conseil d'administration : Madame Hind EMAD, Messieurs Hervé MARTIN, Roger-Yannick CHARTIER, Arnaud MOYNIER, Génès BALAZUN, Stéphane CHAMPAY, Michel ASLANIAN et Jean Pierre RICO.

Au 31 décembre 2021, le capital social de la SPL SA3M reste inchangé à hauteur de 1 770 000 €.

Montpellier Méditerranée Métropole détient 50,79 % des parts. A ce titre, elle occupe 9 sièges sur 18 au Conseil d'Administration de la société. La société est présidée par Michael DELAFOSSE représentant Montpellier Méditerranée Métropole.

La Ville de Montpellier détient 22,60 % du capital, aux côtés de la Région Occitanie (10,06%), des communes de Lattes (1,69%), Castelnau-le-Lez (1,13%), Baillargues, Castries, Clapiers, Courdonterral, Grabels, Jacou, Juvignac, Le Cres, Pérols, Saint Jean de Védas, Saint Georges d'Orques, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone (0,85% chacune), et des communes de Courdonsec, Lavérune, Prades-le-Lez et Sussargues (0,68% chacune).

Il existe ainsi 22 actionnaires publics au sein de la structure, 5 collectivités siègent par leurs représentants au sein du Conseil d'administration, 17 collectivités sont représentées par une assemblée spéciale, et 17 censeurs participent également au Conseil d'administration.

Le Conseil d'Administration s'est réuni trois fois en 2021 : les 09 avril, le 28 mai 2021 et le 23 juillet. L'Assemblée générale Ordinaire statuant sur les comptes 2020 s'est tenue le 25 juin 2021 et celle statuant sur

les comptes 2021 s'est tenue le 16 juin 2022.

Au 31 décembre 2021, l'effectif de la société est de 11 équivalent-temps-plein, tous en CDI. Le Directeur Général, Monsieur Cédric GRAIL a été nommé le 15 septembre 2021, pour une durée de 5 ans, en remplacement de Monsieur Christophe PEREZ.

La SPL SA3M s'est attachée à poursuivre ses activités d'aménagement, d'urbanisme d'environnement, et de développement économique pour le compte de ses actionnaires en 2021.

Le résultat net global à la clôture de l'exercice est en progression de +365 K€ soit +21% par rapport à 2020, il s'élève à 1 896 K€, (contre 1531 K€ en 2020) ; il permet de consolider les capitaux propres de la SA3M, dont le capital social avait été entièrement reconstitué à fin 2016. Les capitaux propres s'élèvent ainsi à 7 449 K€ à fin 2021.

Le chiffre d'affaires généré sur l'exercice 2021 est de 50 358 K€ (contre 50 524 K€ en 2020). Au cours de l'année 2021, la société a poursuivi la réalisation des opérations confiées par ses actionnaires dont notamment 7 nouveaux mandats (dont les mandats de réalisation Arceaux, Peyrou, Foch et Comédie Esplanade, Triangle).

Le chiffre opérations, représentant les dépenses d'investissement de l'exercice, termine à 103,8 M€ TTC en 2021 (dont 16,5 M€ HT d'acquisitions) contre 109,9 M€ TTC en 2020.

L'activité aménagement de la SPL SA3M a engendré un excédent d'exploitation de l'ordre de 3,6 M€ avec une hausse de + 1,2 M€ par rapport à 2020.

La SA3M a notamment effectué diverses opérations :

- Des mandats d'études :
 - o pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole (*Arceaux Peyrou Foch Préfecture, Rénovation thermique, Centre de tri DEMETER II, Réalisation CRR, Réalisation de la phase 1 du cimetière métropolitain Grammont, Préfigurateur, Médiathèque Zola, Equipements sportifs 3M, NPNRU Mosson, PRIR Cévennes, Rénovation thermique, Mijoulan Naussargues, Réalisation du Centre d'Art contemporain, Requalification Lauze, Tour Assas requalification Salaison, Rénovation thermique, Comédie Esplanade Triangle Mandats d'études de faisabilité pour la Halle de Sports, Salle de Hand, réqualification multi sites, Halles Laissac, nouveau parc d'activités sur 9 communes, OPAH CD Mosson, parc Artisanal de Sussargues, Sablassou 2, Saporta, Plan de sauvegarde cevennes, Site Trifontaine, Réalisation des Aires d'accueil permanent et de grands passages, Secteur Pagezy*) ;
 - o Ville de Montpellier (*Archives municipales, Halles Laissac, Veyrassi, Comédie Esplanade Triangle, Nouveau Grand Cœur consolidé, Nouvelle Halle et place LAISSAC, Croix d'argent, Croix LAVIT, Réhabilitation – Ancienne mairie, – Hôtel French tech, Réhabilitation du skate park de Grammont, Réhabilitation du parc zoologique de lunaret, Réhabilitation Serre Amazonienne, Mise en accessibilité du patrimoine immobilier bâti communal, Hortus, secteur la Cavallade*) ;
 - o pour La Communes de Sussargues (Cœur de Village) ;
 - o pour La Commune de Castries (Etudes Place Cartel) ;
- Des concessions d'aménagement pour le compte de :
 - o Montpellier Méditerranée Métropole (*Extension Hippocrate, ZAC Descartes, ZAC Odyseum Est, Parc 2000 2^{ème} Extension, Ode à la Mer Consolidé, Quartier Cambacérès consolidé, ZAC 2 et ZAC 3, Hall de l'Innovation, Quartier Lauze Est, NPNRU Mosson, Stade Jules Rimet Sussargues, Hameau de Baillarguet, Cévennes*) ;

- o Ville de Montpellier (*Nouveau Grand Cœur consolidé, NGC Consuls IV, NGC Opération Carré Sainte Anne, ZAC Delmas, ZAC de la Restanque, ZAC du Coteau, Hauts de la croix d'argent, EAI Quartier EAI, ZAC Port Marianne République, Pompignane consolidé*) ;
- o La Commune de Saint Georges d'Orques (*programme centre d'Orques*) ;
- o La Commune de Clapiers (*ZAC du Castelet*) ;
- o La Commune de Castries (*ZAC des Sauredes*) ;
- o La Communes de Sussargues (*Eco Quartier des Capitelles*) ;

La SA3M fait partie d'une Unité Economique et Sociale aux côtés de la société SERM et du GIE SERM-SA3M.

Le résultat net 2021 après IS et Epargne Salariale termine bénéficiaire de 6 163 K€ contre 2 083 K€ en 2020 soit une hausse de + 4 100 K€ (soit +200%) par rapport à 2020.

L'Epargne salariale globale est de 1 798 K€ (en hausse de 1, 3M€) et l'IS s'affiche à 2 323K€.

L'effectif moyen du groupe est de 129,1 en 2021 (contre 127,3 en 2020 et 123,7 en 2019).

Concernant les perspectives 2022 de la société, on pourra noter les éléments suivants :

- La société a proposé d'étendre ses compétences en élargissant son objet social à la transition énergétique afin de contribuer au PCAET et promouvoir la sobriété, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables ;
- Les investissements en lien avec l'aménagement se poursuivent de manière importante en 2022 avec près de 104 M€ en prévision et 63M€ d'emprunts nécessaires ;
- D'importantes commercialisations sont programmées pour plus de 56M€ (contre 21 M€ en 2021) ;
- Pour faire suite aux assises du territoire, de nombreuses consultations de promoteurs sont également lancées pour aboutir à 8 000 logements commercialisés sur le Groupe SERM-SA3M d'ici à fin 2023 ;
- Un chiffre opérations de 135.8 M€ dont 79 % en concessions d'aménagement est ainsi envisagé ;
- Le projet de regroupement entre les entités métropolitaines suivantes : OPH ACM HABITAT–SAEML SERM – SPL SA3M est lancé autour du dispositif de création de la Société de Coopération ALTEMED qui sera détenue à hauteur de 40% par la SERM à 55% par ACM et à 5% par SA3M. Le groupe a ainsi défini un plan d'action stratégique, résilient axé sur divers objectifs tels que celui de favoriser une approche intégrée et transversale des activités immobilières, énergétiques et d'aménagement, en coordination avec d'autres bailleurs sociaux présents sur le territoire. Il s'agira également de renforcer les synergies entre les 3 entités, de consolider financièrement la structure financière du groupe afin d'offrir une capacité d'intervention inédite au service du territoire, comme de développer un partenariat renforcé avec les 31 maires de la Métropole ;
- L'incertitude budgétaire en lien avec la guerre en Ukraine relative à la chaîne d'approvisionnement de certains produits nécessaires à son activité et/ou dans l'allongement des délais de réalisation de certains chantiers.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du rapport annuel de l'administrateur de la SPL SA3M pour l'exercice 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 26 JUILLET 2022

Hors commission - Organismes extérieurs - Société d'Économie Mixte Locale - Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) - Rapport annuel 2021 de l'administrateur - Approbation

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) relatives aux Sociétés Anonymes d'Economie Mixte Locales (SAEML) et dans le cadre de l'exercice de leur mandat, les représentants de la collectivité présentent le compte rendu des activités de la SERM au cours de l'exercice 2021.

Par délibération n°M2020-163 du Conseil de Métropole en date du 31 juillet 2020, Montpellier Méditerranée Métropole, a désigné Monsieur Michel ASLANIAN pour la représenter au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la SAEML Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) aux côtés des représentants de La Métropole suivants siégeant au conseil d'administration : Jean-Luc SAVY, Renaud CALVAT, Jacques MARTINIER.

Au 31 décembre 2021, le capital social de la SERM reste inchangé à hauteur de 1 733 K€. Montpellier Méditerranée Métropole détient 28,73% des parts. A ce titre, elle occupe 4 sièges sur 13 au Conseil d'Administration de la société.

La société est présidée par Michael DELAFOSSE représentant la Ville de Montpellier. La Vice-Présidente est Catherine RIBOT. La Ville de Montpellier détient en effet 41,38% du capital, aux côtés de la Commune de Palavas-les-Flots (0,48%) et d'un ensemble d'actionnaires privés pour un total de 29,41%.

Le Conseil d'Administration s'est réuni quatre fois en 2021 : le 07 avril, le 21 mai, le 23 juillet et le 01 décembre 2021. L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires s'est réunie le 23 juin 2021 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2020 et le 16 juin 2022 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2021.

En 2021, la SERM s'est attachée à poursuivre ses activités d'aménagement, de rénovation urbaine, de restauration immobilière, de construction et d'exploitation et à entreprendre des activités de construction et de gestion de logements sociaux. Ses activités participent à l'organisation et au développement de la vie économique et sociale.

Au 31 décembre 2021, l'effectif de la société est de 83,5 ETP. La mise à disposition du personnel opérationnel SERM travaillant pour la SA3M s'élève à 39.4 ETP. Le Directeur Général, Monsieur Cédric GRAIL a été nommé le 15 septembre 2021, en remplacement de Monsieur Christophe PEREZ.

Le résultat net global à la clôture de l'exercice est en forte hausse de 1 M€ et s'élève à 6 718 K€ avant IS et épargne salariale, pour atteindre 4 267 K€ après ces éléments, contre 552 K€ en 2020. Les capitaux propres s'élèvent à 35 997 K€ pour un total bilan de 237 041 K€.

Le chiffre d'affaires total de l'exercice atteint 48 782 K€ contre 39 974 K€ en 2020, soit une forte hausse de 22 % s'expliquant principalement par des cessions en forte hausse (soit + 9 M€ par rapport à 2020).

La SERM compte deux activités différentes : le fonctionnement lié à l'activité aménagement, et l'exploitation du Réseau Montpelliérain de Chaud et de Froid en délégation de service public avec Montpellier Méditerranée Métropole ; elle réalise également des activités en lien avec l'énergie au travers de diverses filiales.

L'activité fonctionnement de la SERM a engendré un excédent financier de 961 K€ contre une perte financière de -84K€ en 2020, soit une hausse de + 1 045 K€ s'expliquant notamment par la hausse du chiffre d'affaires de +1,4M€ K€ (soit +16%). En parallèle, les charges ont été sensiblement maîtrisées.

Les mouvements exceptionnels dont le résultat s'élèvent à 3 295K€ et comprennent notamment les provisions pour risques sur les projets patrimoniaux concernant les filiales de la SERM ID.

Au niveau du département Energie, dans le cadre duquel la SERM exerce toujours l'activité de RMCF (Réseau Montpelliérain de Chaleur et de froid) en Délégation de Service Public avec Montpellier Méditerranée Métropole, on note un bénéfice net après IS et Epargne salariale de 4 163 K€ en 2021 contre 646 K€ en 2020 et 1 722 K€ en 2019, soit une variation de + 3 517 K€ (+ 544%). Les produits du Département Energies, comprenant le RMCF, sont en hausse : 20 541 K€ à fin 2021 contre 16 842 K€ en 2020. Les ventes d'énergie ont fortement progressé en lien avec l'augmentation des volumes vendus corrélée aux nouveaux raccordements, et en lien avec l'effet prix relatif aux énergies fossiles.

Le chiffre opérations, représentant les dépenses d'investissement de l'exercice, termine à 44 M€ TTC en 2021 contre 35.9 M€ TTC en 2020, année impactée par la crise sanitaire.

La SERM a notamment effectué diverses opérations :

- Des mandats d'études pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole (Usine de Méthanisation – Amétyst), et de la Commune de Castelnau-le-Lez (EHPAD Les Muriers) ;
- Des concessions d'aménagement pour le compte de :
 - o Montpellier Méditerranée Métropole (ZAC Parc 2000, ZAC Eureka consolidé, Lotissement Jean Mermoz, ZAC Parc Eureka, ZAC Quartier Eureka Extension, ZAC Odysséum, ZAC Garosud – Garosud Extension, ZAC Cannabe Cournonterral, Parc activités Charles Martel, Charles Martel Extension, ZAC Euromédecine Consolidé, Marcel Dassault 2 ème extension, ZAC Dassault Extension, Restructuration du secteur Frigoulet consolidé, RU Quartier Cévennes Petit Bard) ;
 - o Ville de Montpellier (ZAC Port Marianne Rive Gauche, ZAC Port Marianne – Jacques Cœur Extension consolidé, ZAC Port Marianne – Parc Marianne, ZAC Port Marianne, PUP Mas Combelle, Avenue R.Dugrand, Consuls de Mer Consolidé, Quartier de la BAUME, ZAC Richter Consolidé, ZAC Port Marianne – Les Jardins de la Lironde, ZAC Malbosc, Opération Grand Cœur consolidé, ZAC Ovalie, ZAC Nouveau Saint Roch, ZAC des Grisettes, PRU Cévennes Petit Bard, Travaux amélioratifs Ametyst) ;
 - o Commune de Saint Jean de Védas (ZAC Roque Fraiss CPA) ;
 - o Commune de Prades-Le-Lez (ZAC Prata Horizons) ;
 - o Commune de Saint Brès (ZAC Cantausse) ;
- De l'immobilier d'entreprises (VEAS Parc 2000, Hôtel d'Entreprise du Millénaire, Atelier Relais du Millénaire, CAP Gamma-Biopôle Euromédecine, CAP Delta-Biopôle Euromédecine, CAP Sigma-Biopôle Euromédecine, VEAS Hannibal) ;
- Des opérations en groupement (CHU de Montpellier Nouvelle Centrale de Secours) ;
- Des opérations en propre par le biais de ses filiales (Immeuble Cassiopée – opération de construction au sein de la ZAC Beausoleil, ZAC EAI Réhabilitation et extension ancien musée).

La SERM fait partie d'une Unité Economique et Sociale aux côtés de la société publique locale SA3M et du GIE SERM- SA3M.

Le résultat net 2021 après IS et Epargne Salariale du groupe termine bénéficiaire à 6 163 K€ contre 2 083 K€ en 2020 soit une hausse de + 4 100 K€ (soit +200%) par rapport à 2020.

L'Epargne salariale globale est de 1 798 K€ (en hausse de 1, 3M€) et l'IS s'affiche à 2 323K€.

L'effectif moyen du groupe est de 129,1 en 2021 (contre 127,3 en 2020 et 123,7 en 2019).

Concernant les filiales de la SERM :

Au 31 décembre 2021, la SERM est actionnaire des sociétés, SERM.ID (51%), ENERGIES DU SUD (36.11%), ANDROMEDE (90%), MUSEE EAI (90%), MONTPELLIER EVENTS (1.67%).

La SERM détient aussi toujours en 2021 des participations à hauteur de 36,11% dans la SAS Energie Sud au capital social de 3 600 K€ détenu également à hauteur de 33,89% par La Caisse des Dépôts et Consignations, de 15% par Engie, de 10% par la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon et 5% par Dexia. Par le biais de sa filiale, la SERM détient des participations dans la SAS Héliotam et la SAS Société Photovoltaïque Montpellier Méditerranée (SPMM), la SAS SPAC (Production d'Electricité Photovoltaïque), AMM PV (Projet d'ombrières photovoltaïques de l'Aéroport de Montpellier), et Montpellier Horizon Hydrogène (MH2) créée le 29 octobre 2020.

Le chiffre d'affaires net 2021 de la société termine à 2 583 207 € contre 2 625 369 € à fin 2020.

Le résultat net après IS termine à – 451 863 € contre 85 573 € à fin 2020, comprenant 390 562 € de provisions pour dépréciation de la participation dans HELIOTAM à la suite de la révision tarifaire annoncée fin 2021 (-70%) et risquant de compromettre l'exploitation d'HELIOTAM.

La SAS MH2 a été créé en date du 29/10/2020, filiale composée d'Energies du Sud (50%) et d'EDF Hynamics (50%) pour un capital de 20K€. Elle portera le projet de production d'hydrogène mobilité de Montpellier Méditerranée Métropole, et notamment celui d'alimenter en hydrogène vert deux futures lignes de bus de la TaM. Le premier exercice s'est terminé le 31 décembre 2021, sans activité. Le résultat d'exploitation termine à 119 082 € contre 232 139 € à fin 2020.

La SAS SERM.ID, a été créée en juin 2019 avec un capital social de 2 800 000,00 €. Cette structure d'Immobilier Durable (ID) répond aux besoins et enjeux du territoire dans l'accompagnement d'implantation d'entreprises, l'acquisition de surfaces commerciales pour le déploiement des circuits commerciaux de la Ville, la réalisation d'opérations complexes de bureaux, d'équipements et de logements. La société a vocation à prendre des participations dans des sociétés de projets patrimoniaux autour des compétences suivantes : immobilier d'entreprise, commerces, logements accessoires. Son actionnariat est composé de la SERM (51 %), la Caisse des Dépôts et Consignations (20 %) et la Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon (29 %).

Le résultat courant avant impôts de 2021 s'élève à – 6 566 € contre - 31 074 € à fin 2021 ; il est constitué de dépenses liées au fonctionnement de la société (honoraires et frais bancaires).

La SASU CASSIOPEE, Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle, a été créée en date du 26/07/2019 avec un capital social de 1 000,00 € ; elle est détenue à 100% par la SERM.ID. Elle a vocation à porter un patrimoine immobilier. A cet effet, elle a déposé un permis de construire en date du 02/08/2019 en vue d'édifier un immeuble de bureaux d'une surface de plancher de 7 831m² au sein de la ZAC BEAUSOLEIL. Ce permis a été obtenu le 21/11/2019. Suite à la décision du futur occupant d'acquérir le bâtiment au lieu d'en être locataire, le permis a par la suite été transféré à la SCCV ANDROMEDE (filiale de la SERM). La société sera donc clôturée en 2022.

La société a consommé plus de la moitié de son capital social mais sera liquidée en 2022.

La SCCV ANDROMEDE, Société Civile de Construction Vente, a été créée en date du 29/07/2019 avec un capital social de 1 000,00 €, pour l'opération de construction d'un immeuble de bureaux au sein de la ZAC BEAUSOLEIL. Son actionnariat est composé de la SERM (90 %) et de Canopée Promotion (10%).

Le projet n'étant pas en activité, aucun chiffre d'affaires ni résultat n'ont été réalisés sur l'exercice 2021.

La SCCV MUSEE EAI, Société Civile de Construction Vente, a été créée en date du 06/02/2020 avec un capital social de 1 000,00 €. Son actionnariat est composé de la SERM (90 %) et de Canopée Promotion (10%). Elle a pour objet la réhabilitation et l'extension de l'ancien Musée sur la ZAC EAI, bâtiment réservé aux Industries Culturelles et Créatives (ICC). La société ne réalise aucun chiffre d'affaires comme en 2020 et ne dégage aucun résultat.

Concernant les perspectives de la SERM, l'année 2022 sera marquée par :

- Le soutien de l'activité économique avec la poursuite des investissements au travers des concessions d'aménagement (55,1 M€ TTC en 2022) imputés en stocks ;
- Le lancement du choc de l'offre visant à mettre 8000 logements en consultation sur deux ans au niveau du Groupe SERM-SA3M ;
- Le développement du Réseau Montpelliérain de Chaud et de Froid, en application de l'avenant n°7 de la Délégation de Service Public (15.3 M€ d'investissements sont notamment programmés) ;
- L'incertitude budgétaire en lien avec la guerre en Ukraine relative à la chaîne d'approvisionnement de certains produits nécessaires à son activité et/ou dans l'allongement des délais de réalisation de certains chantiers ;
- La crise énergétique en lien avec le contexte évoqué induisant une hausse des ventes d'électricité en cogénération. Bénéficiant d'un contrat à prix ferme sur la période 2022/2023, les clients de la SERM dans le cadre du contrat de RMCF ont été protégés sur les impacts relatifs à l'envolée du prix du gaz. L'avenant 7 du contrat de RMCF intègre par ailleurs sur l'électricité une formule d'actualisation pour tenir compte de l'envolée des prix et éviter un effet ciseau entre les ventes de froid et les achats d'électricité ;
- Le projet de regroupement entre les entités métropolitaines suivantes : OPH ACM HABITAT– SAEML SERM – SPL SA3M, autour du dispositif de création de la Société de Coopération ALTEMED qui sera détenue à hauteur de 40% par la SERM à 55% par ACM et à 5% par SA3M. Le groupe a ainsi défini un plan d'action stratégique, résilient axé sur divers objectifs tels que celui de favoriser une approche intégrée et transversale des activités immobilières, énergétiques et d'aménagement, en coordination avec d'autres bailleurs sociaux présents sur le territoire. Il s'agira également de renforcer les synergies entre les 3 entités, de consolider financièrement la structure financière du groupe afin d'offrir une capacité d'intervention inédite au service du territoire, comme de développer un partenariat renforcé avec les 31 maires de la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du rapport annuel de l'administrateur de la SAEML SERM pour l'exercice 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 26 JUILLET 2022

Hors commission - Organismes Extérieurs - Société Anonyme d'Economie Mixte Locale SFMA - Rapport Annuel de l'Administrateur 2021 - Approbation

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) relatives aux Sociétés Anonymes d'Economie Mixte Locales (SAEML) et dans le cadre de l'exercice de leur mandat, les représentants de la Collectivité présentent le compte rendu des activités 2021 de la société SFMA.

Par délibération n°M2020-163 du Conseil de Métropole en date du 31 juillet 2020 et en date du 15 septembre 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a désigné Madame Eliane LLORET pour la représenter au sein du Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales, aux côtés des représentants suivants siégeant au conseil d'administration : Florence BRAU, Zohra DIRHOUSI, Nathalie LEVY, Joël VERA, Sophie MANSOURIA, Bruno PATERNOT et Brigitte DEVOISSELLE.

Le capital de la société, inchangé en 2021, s'élève à 1 210 000 €. Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire principal avec 82.64% du capital et détient 8 sièges sur 12 au Conseil d'Administration, dont le poste de Présidence dévolu à Mme Eliane LLORET. La société est également détenue par les partenaires privés que sont les mutuelles et assurances (Groupe Languedoc Mutualité, MUTAC, MNT), les banques (Caisse d'Epargne, Crédit Coopératif, Crédit Mutuel) et d'autres sociétés de pompes funèbres publiques pour 17.36% des parts.

La SAEML SFMA dispose d'une délégation de service public relative à l'exploitation du service extérieur des pompes funèbres et du crématorium de Montpellier Méditerranée Métropole depuis le 1^{er} janvier 2015, pour une durée de 15 ans.

Au cours de l'exercice 2021, le Conseil d'Administration s'est réuni à 3 reprises : le 26 janvier, 14 mai, 4 mai et 23 novembre. L'Assemblée Générale des actionnaires s'est réunie en Assemblée Générale Ordinaire (AGO), le 22 juin 2021 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2020. L'AGO d'approbation des comptes 2021 s'est tenue quant à elle, le 16 juin 2022.

La société est dirigée par sa Présidente, Eliane LLORET et son Directeur Général, Gilbert SAINTE MARIE. L'effectif de la société est de 49 collaborateurs au 31 décembre 2021, dont 1 fonctionnaire mis à disposition par Montpellier Méditerranée Métropole. En 2021, il a été constaté 2 départs dont 1 de personnel mis à disposition et l'arrivée d'un effectif.

La part de marché obsèques s'élève à 47.30% et reste stable sur 2021.

L'activité a été soutenue tout au long de l'année avec :

- 1 788 convois contre 1 837 en 2020, soit -2.7% ;
- 1 170 urnes contre 1 069 urnes en 2020, soit +9.4% ;
- 2 059 admissions en salons funéraires contre 2 017 en 2020, soit +2.1% ;
- 2 434 crémations contre 2 448 en 2020, soit -0.6%.

A cela s'ajoute l'activité de prévoyance avec 131 nouvelles adhésions sur l'exercice 2021 et 1 550 contrats actifs au 31 décembre 2021.

L'épidémie de Covid-19 a eu un effet limité sur l'exercice 2021 de la société, tenant compte de l'activité de la SFMA. Au cours de l'année 2021, la SAEML SFMA a pu démontrer sa compétence face à la crise sanitaire liée à la Covid-19. Les équipes ont pris en charge dans les conditions de sécurité obligatoire, 150 décès causés par le virus en 2020 et 68 en 2021.

La mobilisation de l'ensemble des collaborateurs a été l'un des éléments essentiels de la réussite de la société et de satisfaction des familles en deuil.

Les efforts continus en matière d'actualisation des équipements, de la gamme de fournitures, des formations et procédures de méthodologies funéraires, de sécurité et de qualité ont permis de maintenir des taux de satisfaction et de recommandations élevés et d'aboutir au renouvellement de la certification « *NF services funéraires – organisation d'obsèques* ».

Le chiffre d'affaires en hausse de 1.6%, s'élève à 6 347 K€ (6 245 K€ en 2020) et se répartit de la manière suivante :

- 72.4% pour l'activité « pompes funèbres » (4 598 K€ contre 4 503 K€ en 2020, soit +2%) ;
- 26.4% pour l'activité « crémation » (1 673 K€ contre 1 672 K€ en 2020) ;
- 1% autres recettes (commission Mutac, recyclage métaux, ...).

Le tarif général 2021, pour la 5^{ème} année consécutive, n'a pas fait l'objet de revalorisation.

Les charges d'exploitation s'élèvent à 5 578 K€ en hausse de 2.9% par rapport à 2020. Les hausses portent essentiellement sur :

- Le poste entretien et maintenance a augmenté de +119 K€ suite à la mise en place d'un contrat de maintenance pour les appareils de crémation après les trois premières années incluses dans le prix d'achat ;
- Le renouvellement complet des tenues vestimentaires a entraîné une augmentation de 28 K€ ;
- La hausse de la sous-traitance marchandises + 28 K€ en lien avec l'accroissement des ventes de marchandises.

Les redevances versées à Montpellier Méditerranée Métropole s'élèvent à 537.5 K€ (540 K€ en 2020).

Soucieux de l'amélioration du pouvoir d'achat des salariés, la société a mis en place un intéressement dès 2018, qui s'élève à 75.5 K€ pour 2021, avec des conditions de déclenchement basées notamment sur la qualité du service public et sur l'atteinte d'objectifs quantitatifs. La mobilisation forte de l'ensemble du personnel a été un des éléments essentiels de la satisfaction des familles en deuil.

Le résultat net s'élève à 495 K€, en baisse de -21.65% par rapport à 2020 ; réparti pour 47% sur l'activité « pompes funèbres » (232 K€, +78%/2020) et 53% sur l'activité « crémation » (262 K€, -38%/2020).

Le montant global des acquisitions 2021 est de 152 K€ pour du matériel industriel d'exploitation (mobilier, outillage, véhicules, ...) ainsi que du matériel de protection en lien avec la Covid-19 (désinfection, sas décontamination, ...).

Les capitaux propres de la société s'élèvent désormais à 5 517 K€ (5 022 K€ en 2020). La SAEML SFMA continue de conforter ses fonds propres pour les investissements futurs.

Dans le cadre des perspectives, à l'horizon de l'année 2024, un projet d'extension du complexe funéraire souhaité par Montpellier Méditerranée Métropole et conforme aux obligations contractuelles, prévoit la création de 6 nouveaux salons funéraires afin de réduire la tension d'occupation, en corrélation avec l'implantation sur le site de Grammont du futur cimetière métropolitain. Par ailleurs, la société continue ses actions tant dans le maintien de la qualité que dans le développement et la recherche de modernisation tels que de nouveaux services ou prestations.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du rapport annuel de l'administrateur de la SAEML SFMA pour l'exercice 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 26 JUILLET 2022

Hors commission - Organismes Extérieurs - Société Anonyme d'Economie Mixte Locale SOMIMON - Rapport Annuel 2021 de L'Administrateur - Approbation

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) relatives aux Sociétés Anonymes d'Economie Mixte Locales (SAEML) et dans le cadre de l'exercice de leur mandat, les représentants de la collectivité présentent le compte rendu des activités de la société SOMIMON au cours de l'exercice 2021.

Par délibération n° M2020-163 du Conseil de Métropole en date du 31 juillet 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a désigné Monsieur Michaël DELAFOSSE pour la représenter aux Assemblées Générales et conseils d'administration de la SOMIMON, aux côtés des 4 représentants suivants dans le cadre du Conseil d'administration : Michel ASLANIAN, Roger-Yannick CHARTIER, Guy LAURET, et Jackie GALABRUN BOULBES.

La SOMIMON réalise l'exploitation du Marché d'Intérêt National (MIN) de Montpellier dans le cadre d'une délégation de service public avec la Métropole portant sur 60 années au total, le contrat ayant été prolongé de 20 ans en 1984, et de 10 ans en 1986. La zone de chalandise s'étend de Béziers à Montpellier jusqu'à Nîmes et Millau. La société assure ainsi la mise sur le marché et la distribution des produits alimentaires de grande consommation sur une zone en plein essor démographique.

Au 31 décembre 2021, le capital social de 240 000 € de la SAEML SOMIMON est inchangé. Montpellier Méditerranée Métropole détient 50% des parts aux côtés de la Ville de Montpellier qui en détient 8%. Les parts sociales des actionnaires privés restent inchangées à hauteur de 42% et se composent essentiellement des partenaires suivants : la Caisse des dépôts et consignations (24%), la CCI (8%), la Chambre d'agriculture de l'Hérault (4%), le Crédit Agricole du Languedoc (4%), la société BRL (2%).

Montpellier Méditerranée Métropole détient ainsi 5 sièges sur 10 au conseil d'administration de la société.

La société est présidée par Marie MASSART, représentante de la Ville de Montpellier.

Au cours de l'exercice 2021, le Conseil d'Administration s'est réuni le 20 mai 2021 et le 13 décembre 2021. L'AGO s'est tenue le 21 juin 2021 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2020 et le 20 juin 2022 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2021.

L'effectif de la société était de 17 agents au 31 décembre 2021, dont le Directeur Général Monsieur Olivier

LAURO, en tant que personnel mis à disposition par la SCET GE.

En 2021, la société poursuit sa politique de développement de services en adoptant une stratégie toujours fondée sur la logistique urbaine de proximité, les nouveaux modes de consommation et de production locale.

Le MIN développe son activité autour des filières suivantes : la filière agroalimentaire, la filière « *fruits et légumes* » (qui représente une activité essentielle pour la société et qui conforte son attractivité à travers les enjeux développés en termes de proximité, qualité, fraîcheur et diversité des produits proposés), la filière « *autres produits alimentaires* » (intégrant les viandes, volailles, condiments, produits secs...), l'activité horticole et florale, et l'activité de « *plate-forme frigorifique* » (qui réside dans la mise à disposition de chambres dédiées, à température dirigée).

Parmi les éléments notables et les perspectives de développement, du MIN, il convient de noter que Montpellier Méditerranée Métropole met en œuvre une étude portant sur le Schéma Directeur du MIN.

La mise en œuvre des missions du Marché d'intérêt National, par l'action de la SOMIMON, contribue pleinement à la Politique Agroécologique et Alimentaire (P2A) dont la révision a été approuvée par le Conseil Métropolitain du 25 janvier 2022. La P2A, labellisée Projet Alimentaire Territorial, vise à répondre à cinq finalités :

- Proposer une alimentation saine et locale au plus grand nombre et assurer la continuité des approvisionnements ;
- Soutenir l'emploi agricole et agroalimentaire local ;
- Préserver les ressources naturelles (biodiversité, quantité et qualité des eaux, des sols et de l'air) et le patrimoine paysager ;
- Limiter les émissions de gaz à effet de serre, s'adapter aux évolutions climatiques ;
- Contribuer à la cohésion sociale, au sein de la ville, et entre l'urbain et le rural.

La P2A s'articule autour de 3 orientations opérationnelles et 2 orientations transversales :

- Orientation 1 : Façonner un territoire agroécologique ;
- Orientation 2 : Structurer un approvisionnement durable et résilient ;
- Orientation 3 : Permettre à tous les habitants d'accéder à une alimentation de qualité et choisie ;
- Orientation 4 : Diffuser les savoirs et promouvoir l'innovation ;
- Orientation 5 : Construire une gouvernance territoriale agroécologique et alimentaire.

Le MIN constitue un outil opérationnel central pour la mise en œuvre de la structuration d'un approvisionnement durable (Orientation 2). En effet, par le carreau des producteurs et le pôle de transformation notamment, la SOMIMON contribue à la structuration des filières de produits locaux de qualité et à leur commercialisation en circuit court sur le territoire. La SOMIMON dynamise le carreau des producteurs :

- En organisant un carreau mensuel des produits transformés en partenariat avec les Centres d'Initiatives pour valoriser l'Agriculture et le Milieu rural (CIVAM) et la Chambre d'Agriculture ;
- En communiquant sur son catalogue produit « *Cueilli ce matin, disponible cet après-midi* ».

Le pôle de transformation continue de se développer avec plusieurs agrandissements et l'arrivée de nouveaux acteurs (BONCIEL, Atelier confiture de lait). La SOMIMON a lancé une étude de diagnostic de l'offre de transformation agroalimentaire, afin de mieux positionner le développement du pôle.

Le MIN a ainsi également participé à la démarche collaborative de construction de la plateforme web BOCAL (« *Bon et Local* ») proposant une cartographie interactive des points de vente de produits locaux en circuits courts.

Le MIN accompagne également l'accessibilité alimentaire (Orientation 3), en mettant en œuvre et

contribuant à diverses initiatives (chèques service, structuration pôle solidarités, projet des Bocaux solidaires)

Au niveau des concessionnaires implantés au sein du MIN, on dénombre 158 opérateurs sur le MIN ; on note 19 arrivées, 15 départs et 4 agrandissements en 2021.

Depuis 2018 la SOMIMON a constitué un groupement d'employeurs permettant de mutualiser des emplois en mettant à disposition des salariés dans les entreprises adhérentes au projet, notamment les caristes, chauffeur livreur, secrétaires, préparateur de commandes, agent d'entretien, ingénieur agro-alimentaire, etc. Le groupement permet de recruter des profils compétents, de répondre au turn-over et de fidéliser les emplois saisonniers. L'action de la SOMIMON contribue à valoriser les productions locales et à créer/maintenir des emplois sur le territoire, notamment avec le recrutement à temps partiel d'un chargé de créance et un responsable qualité.

Des travaux ont été autorisés par la Métropole dans le cadre de l'avenant n°10 de la délégation de service public en date du 26 décembre 2017 pour 1 769 K€ sur la période 2017-2020. Ils concernent :

- La vente physique (carreau des producteurs, pôle alimentaire, pôle horticole) ;
- La vente avec livraison (bâtiment logistique, « drive » acheteurs, pôle horticole, ateliers de transformation, stockage matières premières, produits semi-finis et produits finis, mise aux normes) ;
- L'informatisation (gestion de la plate-forme logistique, contrôle d'accès, catalogue produits) ;
- Les utilitaires (benne à ordures ménagères, engins de manutentions).

A fin 2021, date de fin du plan triennal des investissements (avenant 10), les travaux ont été réalisés pour 1 202 K€ soit 68% du prévisionnel (pôle transformation et fermeture carreau producteur, création de cases supplémentaires, extension de la halle horticole), permettant ainsi de renforcer l'attractivité du MIN avec l'enrichissement des synergies sur les métiers de cœur d'activité.

Dans le cadre de l'avenant 12, la SOMIMON a démarré les travaux pour 186 K€ relatifs au local de charge du pôle transformation, aux travaux sur le portique de l'entrée, à la sécurisation incendie du bâtiment administratif.

L'exercice 2021 ressort en bénéfice de 17 K€. Les capitaux propres de la société progressent et s'élèvent à 1 160 K€.

Les produits totaux représentent 3 295 K€ (en hausse de +209 K€, +7%) pour un total de charges de 3 279 K€ (soit +196 K€, +6%).

Le chiffre d'affaires hors taxes de l'exercice s'établit à 3M€ (soit +101 K€, soit +3% par rapport à 2020), dont 777 K€ pour la filière fruits et 702 K€ pour la filière agroalimentaire, en progression (+22 K€ soit +3%), et 548 K€ pour la plateforme entreposage, (-17 K€ soit -3%), qui représente 18% du chiffre d'affaires.

La part de la filière agroalimentaire progresse avec 41% de parts, en phase avec le souhait de privilégier les entreprises agroalimentaires créatrices d'emplois.

La redevance versée à Montpellier Méditerranée Métropole s'est établie à 255 K€ (200 K€ en 2020 suite à la réduction de 54K€ accordée par 3M en lien avec la compensation des exonérations Covid-19 accordées aux concessionnaires du MIN)

Les éléments financiers au 31 décembre 2021 s'inscrivent toujours dans la politique d'accompagnement ambitieuse de la SOMIMON, avec le maintien d'une participation aux investissements des opérateurs.

Concernant les perspectives 2022, le nouveau programme d'investissement pour la période 2021-2023 inclut l'extension du pôle de transformation et des travaux d'aménagements (création d'un local de charge,

dispositif de tri sélectif, réaménagement de cases). Le plan d'investissement porte sur une valeur de 4,1M€ avec un engagement de la Métropole sur le rachat de la valeur nette comptable au terme du contrat pour un montant estimé de 2 580 K€.

La SOMIMON poursuit son activité dans le cadre de la stratégie définie par Montpellier Méditerranée Métropole, et dans la perspective de la mise en œuvre du nouveau schéma directeur.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du rapport annuel de l'administrateur de la SAEML SOMIMON pour l'exercice 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 26 JUILLET 2022

Hors commission - Organismes Extérieurs - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale TaM - Rapport Annuel de l'Administrateur 2021 - Approbation

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) relatives aux Sociétés Anonyme d'Économie Mixte Locales (SAEML) et dans le cadre de l'exercice de leur mandat, les représentants de la Collectivité présentent le compte rendu des activités de la SAEML TaM au cours de l'exercice 2021.

Par délibération n°M2020-163 du Conseil en date du 31 juillet 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a désigné Monsieur Laurent NISON pour la représenter aux Conseils d'Administration et aux Assemblées Générales de la Société Anonyme d'Économie Mixte Locale TaM aux côtés des représentants suivants siégeant au conseil d'administration : Mathilde BORNE, Clara GIMENEZ, Coralie MANTION, Jean-Pierre RICO, Jean-Luc SAVY.

Le capital social à hauteur de 4 286 K€, est inchangé en 2021. Montpellier Méditerranée Métropole détient toujours 46,02% du capital de TaM et est représentée par 6 élus au sein du Conseil d'Administration aux côtés de la Ville de Montpellier (9,11% et un représentant) et de huit actionnaires privés (44,88%).

TaM détient 5 % du capital de la SAS T3M (société filiale du groupe Transdev SA), subdélégataire de la délégation de service public relative aux Transports publics de la Métropole, et dédiée à l'exploitation de la part suburbaine du réseau.

La société TaM détenait deux filiales à 100% qui ont fait l'objet d'une Transmission Universelle de Patrimoine (TUP) dans la société mère TaM avec transfert du contrat de délégation de service public :

- Au 31 décembre 2020 pour la SAS Saint Roch Stationnement, société dédiée à la Délégation de service public du parking St Roch avec la Métropole ;
- Au 31 décembre 2021 pour la SAS TaM Voirie, société dédiée à la Délégation de service public relative au stationnement sur voirie avec la Ville de Montpellier.

Au cours de l'exercice 2021, le Conseil d'Administration s'est réuni à cinq reprises les 3 février, 30 avril, 23 juin, 24 septembre et 27 octobre. L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires s'est réunie le 23 juin 2021 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2020. Une Assemblée Générale Extraordinaire a également eu lieu le 23 juin pour modifier les statuts et ajouter un administrateur salarié (loi PACTE).

Début 2021, la société est dirigée par son Président, Laurent NISON et son Directeur Général, Luc EGOUMENIDES. Le Conseil d'Administration du 24 septembre 2021 a mis fin avec date d'effet au 15 octobre 2021 au mandat du Directeur Général et opté à titre transitoire pour un mode de direction confié à un Président Directeur Général, Laurent NISON, avec délégation des pleins pouvoirs à un Directeur Général Délégué, Nicolas SILBERZAHN. A compter d'avril 2022, la société est de nouveau dirigée par son Président, Laurent NISON et son nouveau Directeur Général, Laurent SENIGOUT.

En 2021, la société TaM s'est attachée à poursuivre et développer ses activités telles que la gestion des transports urbains, l'extension du réseau de transports en commun, la gestion des horodateurs sur voirie, le stationnement en ouvrages ainsi que les activités en mandats (pour la construction des lignes de tramway), tout en maîtrisant au mieux les impacts de la crise sanitaire qui s'est poursuivie.

L'effectif moyen de la société s'établit à 1 142 au 31 décembre 2021 (1 135 en 2020).

En 2021, plusieurs événements ont marqué la société :

- La société a encore été fortement impactée par la crise sanitaire liée à la Covid-19. La poursuite de cette crise s'est traduite par une réduction générale de la mobilité du public comme de la mobilité professionnelle, impactant toutes les activités de TaM. La société présente un résultat déficitaire pour la 2^e année consécutive ;
- Déploiement de la gratuité phase 2 (-18 ans et + 65 ans) en septembre 2021, la phase 1 (week-end) lancée en septembre 2020 a désormais atteint son allure de croisière ;
- Le transfert de 30% du trafic TGV vers la gare Sud de France depuis décembre 2019 a impacté l'équilibre du contrat du parking Saint Roch.

La société TaM Voirie ayant fait l'objet d'une opération de Transmission Universel de Patrimoine (TUP) au 31 décembre 2021 au sein de sa société mère TaM, avec effet rétroactif fiscal au 1^{er} janvier 2021, il n'y a plus de comptes consolidés.

Toutes activités confondues, les comptes de TaM affichent un total des produits de l'ordre de 111 M€ (+12M€ par rapport à 2020 soit +12%). Le montant des charges se porte à hauteur de 113 M€ (en évolution de +6.8M€ soit +6%)

Le résultat net de l'exercice 2021 s'établit en déficit à hauteur de -1.5 M€ (+5.2M€ par rapport à 2020) grâce notamment à une reprise de provisions à hauteur de 7.3 M€.

Il n'a pas été versé d'intéressement en 2021 compte tenu de l'absence de bénéfice.

Les capitaux propres de la société s'élèvent à 19.3 M€ (dont un capital de 4M€ et un report à nouveau de 302K€ impacté par une provision sur engagements de retraite à hauteur de 3.5M€) et représentent 16% du total du bilan.

La société a par ailleurs continué à bénéficier de mesures d'aménagement de sa trésorerie afin de faire face aux difficultés de gestion corrélées à la crise sanitaire et à la baisse des recettes d'activité. Dans ce cadre, la société a souscrit à un PGE de 8 M€ par l'intermédiaire de 3 emprunts (la moitié a été remboursée en 2022, 4 M€ reste à rembourser en 2023). La Métropole a validé, selon les termes de l'avenant 5, la modification des modalités de versements des acomptes (SFE, GER, compensations) en trimestre à échoir.

Activité Transport

La DSP Transport, attribuée à TaM, a débuté le 1^{er} juillet 2018 pour une période de 6 ans. Une subdélégation pour les services suburbains, le TAD et les services liés aux sorties éducatives, a été attribuée à la SAS T3M détenue à 95% par Transdev et 5% par TaM (avenant n°1).

Un avenant n°2 a acté la mise en œuvre d'une restructuration du réseau de bus urbain et suburbain en septembre 2019 suivie de quelques ajustements en janvier et février 2020. Un avenant n°3 délibéré en décembre 2020, a précisé les modalités de compensations pour la phase 1 de la gratuité (550 K€) ainsi que le montant de l'indemnisation forfaitaire partielle de la perte d'exploitation Covid de l'exercice 2020 (6.8M€ pour TaM et 680 K€ pour T3M).

En 2021, un avenant n°4 a formalisé les modalités de compensations pour la phase 2 de la gratuité (-18 et +65 ans), un avenant n°5 a permis la mise à jour du programme d'investissements subventionnés concernant les exercices 2021 à 2023 et la prolongation jusqu'au 31 décembre 2022 de l'activité Velomagg.

Les déplacements validés sont en hausse de 19% par rapport à 2020 mais encore en baisse de 35% par rapport à 2019, avec un impact de -36% sur les recettes de trafic.

Le nombre de voyages sur le réseau suburbain a subi une chute légèrement moindre par rapport à 2019, mais les services éducatifs ont en grande partie été supprimés, ainsi que les services spéciaux de type Amigo.

Comparé à 2019, l'impact de la crise sanitaire, fait baisser les produits transport (95.8 M€) de -6 M€ (dont SFE), mais ces derniers augmentent de 7 M€ par rapport à 2020.

Le montant de SFE 2021 versé par Montpellier Méditerranée Métropole à TaM s'élève à 35.8 M€ et demeure légèrement supérieur à 2020 (34.8 M€). Une SFE de 12.6 M€ est également versée à T3M dans le cadre du contrat de DSP Transports.

A cela s'ajoute les compensations sociales et scolaires versées par la Métropole à hauteur de 8 343 K€, soit -18% par rapport à 2020.

Dans le cadre du nouveau contrat de DSP avec la Métropole, une subvention de Gros Entretien Renouvellement est désormais versée par le délégant pour 80% du programme prévisionnel, soit 2 013 K€.

La contribution totale (TaM/T3M) versée par Montpellier Méditerranée Métropole (hors subvention d'investissements) s'élève ainsi à 67 M€ TTC (69 M€ TTC en 2020).

Il n'a pas été versé d'indemnité préjudicielle Covid-19 en 2021 pour TaM dont le niveau des capitaux propres et la structure financière, toutefois fortement fragilisée par les deux derniers exercices, reste acceptable. Une indemnité de 450 K€ pour le subdélégataire T3M, qui ne dispose pas de la même structure financière, a été approuvée au Conseil de Métropole du 31 mai 2022.

L'activité Transport dégage un résultat déficitaire de -2.4 M€ (-6M€ en 2020) grâce notamment à une reprise de provisions pour risques et charges à hauteur de 7.3 M€ (concernant le Gros entretien renouvellement, les chariots de portes rames Citadis 401, les corps de roues des rames Citadis, le remplacement des injecteurs multitubulaires Ligne 2).

Mandats et Assistance à Maîtrise d'Ouvrage

TaM réalise les opérations Tramway dans le cadre de mandat de maîtrise d'ouvrage.

Le chiffre d'affaires de l'activité mandats et maîtrise d'ouvrage pour 2021 s'établit à 1 916 K€ (1 540 K€ en 2020) et présente un résultat équilibré.

Les mandats en cours en 2021 ont permis à TaM de travailler sur les dernières opérations d'achèvement de la L3, sur les études de l'extension L1 vers la gare TGV Sud de France et la reprise des études de la L5 dont l'attribution de réalisation a été notifiée à TaM le 31 décembre 2020.

Stationnement (en ouvrages et sur voirie)

Concernant la gestion des parkings de centre-ville de Montpellier, TaM a été désignée en tant que délégataire pour la gestion des parkings Comédie (2014-2023), Antigone (2014-2023), Gambetta (1987-2029) et Europa (1996-2035) et Saint Roch (2015-2030). TaM détient également la gestion du parking du Corum (2020-2027) avec Montpellier Méditerranée Métropole en tant que subdélégataire de la SAEML Montpellier Events.

La fréquentation « horaire » augmente de 13.9% par rapport à 2020, mais reste inférieure de 25.2% à celle de 2019.

Plus spécifiquement, sur Gambetta, la modification du plan de circulation du quartier et les travaux de la ville entamés fin 2021, ont accentué la baisse de fréquentation (-6.6% par rapport à 2020 et -30.4% par rapport à 2019). Seul le parking Saint Roch connaît une hausse importante de sa fréquentation en volume (+67 milles sorties soit +33%), sans toutefois rattraper sa fréquentation de 2019 (-24%), suivent Comédie (+9.7%) et Corum (+28.5%).

Le chiffres d'affaires « horaire » augmente de 1.3 M€ soit 29.6% par rapport à 2020, sans retrouver le niveau de 2019 (-1.9 M€ -25.8%).

La fréquentation « abonnés » est moins impactée par la crise (+3.4%/2020) et voit ses recettes en hausse de 6.4%.

Le résultat des parkings centre-ville s'élève à -262 K€ en baisse par rapport à 2019 (-28 K€ en 2020, 822 K€ pour 2019) principalement généré par le déficit du parking Saint Roch (-322 K€), lié aux conséquences de la décision de la SNCF de transférer 30% du trafic TGV de la gare Saint Roch à la Sud de France.

La gestion du stationnement sur voirie a débuté en 2018 sous délégation de service public avec la Ville de Montpellier, pour une période de 7 ans (2018-2024), par une filiale dédiée de TaM, et détenue à 100%, la SAS TaM Voirie. Au 31 décembre 2021 la substitution du délégataire en faveur de TaM a été réalisée. L'activité continue à se développer avec l'acquisition du 1^{er} véhicule LAPI (Lecture Automatiques de Plaques d'Immatriculation), le stationnement PMR gratuit avec guidage à la place et l'intégration sur M'Ticket. Dans les comptes de la société TaM ne figure que le boni de fusion de 1.4 M€.

Les redevances versées aux délégants liées aux contrats de délégation de service public de TaM sont en hausse de près de 4.7% ; elles s'élèvent à 1 487 K€ pour la Métropole (DSP parkings en ouvrages) à 223 K€ pour Montpellier Events (DSP parking Corum) et 3 M€ pour la Ville de Montpellier (DSP stationnement sur voirie).

CFA

Le CFA a ouvert une section à la rentrée 2018 avec 12 apprentis. En décembre 2019, une 2^{ème} session du CFA avec 7 nouveaux apprentis a démarré. Malgré la crise sanitaire les 7 apprentis ont réussi leur diplôme et ont pu être titularisés à des postes de conducteurs.

En 2021, 2 promotions ont suivi une formation : 7 apprentis de décembre 2019 à novembre 2021 et 8 apprentis depuis juillet 2021.

La loi « Avenir professionnel » de septembre 2018 et la réforme de taxe d'apprentissage ont réduit de 2/3 le financement du CFA, d'où un déficit en 2021 de -11K€ (-152 K€ en 2020).

Autres activités des contrats privés

Les contrats privés contribuent au financement des charges de structure de la direction stationnement (280 K€). Cette activité subit pour la 2^{ème} fois en 2021, un résultat négatif à hauteur de -111 K€.

La loi 3DS n'a pas retenu la possibilité pour les SPL d'exploiter des contrats privés. L'impact futur sera la répartition des charges de structure stationnement sur un périmètre plus réduit.

L'année 2022 sera marquée par l'évolution de la nature juridique de la Société d'Economie Mixte Locale TaM en Société Publique Locale. Cette évolution va impacter l'actionnariat de la société qui restera entièrement public ; par ailleurs cette évolution va permettre à Montpellier Méditerranée Métropole de développer les grands projets stratégiques en terme de mobilité du territoire.

A la sortie progressive de la crise sanitaire, est venue s'ajouter la guerre en Ukraine dont les impacts sur l'inflation et le coût des matières premières ne sont pas encore totalement définis.

De plus, des modifications d'offre du réseau impulsés par Montpellier Méditerranée Métropole restent à déployer, ainsi que la poursuite de la mise en œuvre de la gratuité des transports pour les métropolitains sur le territoire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du rapport annuel de l'administrateur de la société TaM pour l'exercice 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 26 JUILLET 2022

Hors commission - Organismes extérieurs - Société Publique Locale - Agence Régionale Aménagement Construction Occitanie (ARAC Occitanie) - Rapport annuel 2021 de l'administrateur - Approbation

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) relatives aux Sociétés Anonymes d'Economie Mixte Locales (SAEML) et dans le cadre de l'exercice de leur mandat, les représentants de la collectivité présentent le compte rendu des activités de la Société Publique Locale ARAC OCCITANIE au cours de l'exercice 2021.

Par délibération n° M2020-163 le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 31 juillet 2020, a désigné Madame Coralie MANTION pour la représenter aux Assemblées Générales de la société.

La société, au capital de 1 830 000 €, est détenue à 96,05% par la Région, actionnaire principal, notamment au côté de Montpellier Méditerranée Métropole comme partenaire public (0,01%) et d'autres communes, syndicats, Communautés de communes de la Région (49 au global) pour le reste des parts. La société est présidée depuis le 01 octobre 2021 par la Région Occitanie représentée par Madame Aurélie MAILLOLS.

La SPL ARAC OCCITANIE conçoit et réalise des opérations de construction, d'aménagement, de renouvellement urbain et d'investissement durables. Elle fait partie du groupe des Etablissements Publics Locaux (EPL) Régionaux qui ont mis en commun leurs compétences autour de deux grands projets : l'Agence Régionale Energie Climat (AREC Occitanie), et l'Agence Régionale Aménagement Construction (ARAC OCCITANIE)

L'ARAC OCCITANIE, est l'outil régional dédié aux projets de développement en Occitanie. Elle est née du regroupement des EPL des anciennes Régions Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées : la Cogemip, Midi Pyrénées Construction (MPC), Languedoc Roussillon Aménagement (LRA), Languedoc Roussillon Agence de Développement (LRAD), l'ARPE (Agence Régionale pour l'environnement).

Montpellier Méditerranée Métropole était alors actionnaire de la SPL LRAD au côté de la Région Occitanie majoritaire. C'est dans ce cadre que sa participation est désormais conduite dans la SPL ARAC OCCITANIE. La société ARAC OCCITANIE a en effet été créée le 6 juillet 2011 à l'initiative de la Région Midi-Pyrénées sous le nom de SPL Midi Pyrénées Construction (MPC) avec un capital de 230 000 €, détenu à 84% par la Région Midi-Pyrénées et 16% réparties à parts égales entre 16 communes appartenant au territoire Midi-Pyrénées. Le projet de regroupement des EPL a entraîné la fusion par Transmission Universelle de Patrimoine (TUP) avec effet rétroactif au 1er janvier 2020 entre la SPL MPC et la SPL

LRAD, dont Montpellier Méditerranée Métropole était actionnaire et, il a été acté la réalisation du changement du nom de la structure en ARAC OCCITANIE. Cette fusion a entraîné la réalisation d'une augmentation de capital pour le porter à 1 830 K€ et accueillir de nouveaux actionnaires. Concomitamment à ces opérations, Montpellier Méditerranée Métropole s'est portée acquéreur auprès de la Région Occitanie d'une action de valeur nominale 100€ représentant moins de 0,01% du capital.

L'ARAC OCCITANIE est composée de deux sociétés complémentaires, la SEM ARAC et la SPL ARAC, reliées par un GIE, qui interviennent en fonction de la nature du projet, du type de client et du mode d'intervention à privilégier. Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire de la seule SPL.

La SPL ARAC OCCITANIE a ainsi pour objet de procéder à tous actes nécessaires à la réalisation des actions ou opérations d'aménagement, de construction, permettant notamment la mise en œuvre des politiques de renouvellement urbain, de l'éducation, des transports, de la valorisation du territoire, du tourisme ainsi que tout autre domaine intéressant le développement économique et social local des territoires, ou la réalisation de mission d'ingénierie de projets et l'exploitation de tout service public à caractère industriel ou commercial ou toute autre activité d'intérêt général pour le compte de ses seuls actionnaires.

Monsieur Aurélien JOUBERT, a été nommé Directeur Général de la SPL ARAC OCCITANIE à compter du 23 novembre 2020 jusqu'au 31 décembre 2022. L'effectif au 31 décembre 2021 est de 50 personnes, dont deux CDD.

L'Assemblée Spéciale et le Conseil d'Administration se sont réunis 3 fois en 2021 : 15 janvier, 11 mai et 1^{er} octobre. L'Assemblée Générale Ordinaire s'est tenue le 3 juin 2021 pour statuer sur les comptes 2020 et le 16 juin 2022 pour statuer sur les comptes 2021.

Le résultat net 2021 s'élève à 79 K€. Le chiffre d'affaires s'établit à 8 496 K€, en progression de + 700 K€ par rapport à 2020, dont :

- Des études et mandats pour le compte de la Région pour 7 445 K€ (en hausse de + 537 K€) ;
- Des opérations pour le compte d'autres clients pour 273 K€ (en hausse de 24 K€) ;
- Une concession pour un montant total de 108 K€ (en progression de 96 K€).

Les charges d'exploitation s'élèvent à 7 882 K€ en progression de + 1 031 K€. Elles se composent notamment des achats et charges externes (959 K€), des refacturations de charges de fonctionnement entre membres (1 552 K€, dont 969 K€ en provenance du GIE soit 46% des charges de fonctionnement du GIE, et 583 K€ au titre de la mise à disposition de personnel entre la SEM ARAC et la SPL), et des charges de personnel pour 3 223 K€ (en hausse de 329 K€ (soit +11%)), pour un ETP moyen de 44.29 en évolution de +10.7%.

Au cours de l'année 2021, la société a réalisé les principales opérations suivantes :

- Livraison de l'Extension du hall B2 du Parc des Expositions de Montpellier ;
- Lycée Frédéric-Bazille à Montpellier (34) – Construction d'un gymnase ;
- Lycée La Condamine à Pézenas (34) – Reconstruction de la restauration scolaire ;
- Lycée Jean-Moulin à Béziers (34) – Rénovation du plateau sportif ;
- Lycée Jean-Moulin à Pézenas (34) – Restructuration et extension de la restauration scolaire ;
- Lycée Federico-Garcia-Lorca à Théza (66) – Restructuration du gymnase ;
- Lycée Pierre-de-Coubertin (66) – Rénovation et optimisation énergétique des installations ;
- Lycée François-Mitterrand (82) - Restructuration - Extension du lycée ;
- CROUS à Rodez – Construction du Restaurant Universitaire ;
- Sécurisation des sites des Lycées Ferroul-King-Lacroix-Ruffié ;
- Faculté de Médecine à Montpellier-Travaux de réparation ;
- Mandat d'études du Ferroviaire Rural de Gragnague (Phase 2) ;
- Construction d'un dépôt et d'un centre d'exploitation pour autocars à Saint Sulpice la Pointe – Mandat ;

- Maison Régionale de l'Environnement (CPI) - Accompagnement de la Région à la définition de l'écosystème d'acteurs de la Maison Régionale de l'Environnement et sa Préprogrammation ;
- Mission d'AMO pour le suivi du développement du port de Port-La-Nouvelle en lien avec les investissements de la SEMOP PLN et de la Région ;
- CPI pour la Préfiguration de l'Agence ARIS /Région - Mise en oeuvre de l'appel à projets RELOCC ;
- Reconstruction-démolition du bâtiment 3A à l'Université Paul-Sabatier à Toulouse ;
- Lycée Pyrène à Pamiers (09) - Programme complémentaire de travaux ;
- Lycée Gallieni à Toulouse : aménagements extérieurs ;
- Halle des Transports à Toulouse ;
- Réaménagement du Stade Jules-Soulé (SEMEAC) ;
- Restructuration et extension d'un cinéma à Lavaur ;
- Lycée Pompidou Castelnau-le-Lez - Sécurisation du site ;
- Lycée Rousseau à Montpellier - Sécurisation du site ;
- Lycée Charles-de-Gaulle à Sète – Sécurisation du site ;
- Lycée Joffre à Montpellier : Mise en conformité des salles de sciences.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du rapport annuel de l'administrateur de la SPL ARAC OCCITANIE pour l'exercice 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 26 JUILLET 2022**

Hors commission - Organismes extérieurs - Société Publique Locale L'Or Aménagement - Rapport Annuel 2021 de l'Administrateur - Approbation

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) relatives aux Sociétés Anonymes d'Économie Mixte Locales (SAEML), et dans le cadre de l'exercice de son mandat, le représentant de la Collectivité présente le rapport annuel 2021 de l'Administrateur de la Société Publique Locale l'Or Aménagement.

Par délibération numéro M2020-237 du Conseil de Métropole en date du 15 septembre 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a désigné Madame Coralie MANTION pour la représenter au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la Société Publique Locale l'Or Aménagement.

La société assure le rôle d'opérateur en aménagement, développement économique et touristique, gestion des services publics et de toutes activités d'intérêt général pour le compte de ses actionnaires.

Au 31 décembre 2021, le capital social de la SPL L'Or Aménagement composé de 21 000 actions pour un montant de 320 143 €, est inchangé. Montpellier Méditerranée Métropole détient toujours 3,57% du capital de la société. La Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or est actionnaire majoritaire à hauteur de 51% et préside la société en la personne de M. Yvon BOURREL. Les autres actionnaires sont la Commune de Mauguio à hauteur de 31,54%, La Grande Motte (7,3%), Valergues (4,7%), Candillargues, Pérols, Lansargues, Mudaison, Palavas-les-flots et Saint Aunès pour un total de 1,89% cumulés.

Montpellier Méditerranée Métropole est représentée par un siège sur dix-huit au Conseil d'Administration de la société.

Pour l'année 2021, le Conseil d'Administration s'est réuni trois fois, le 16 mars, le 26 mai et le 9 décembre 2021. L'Assemblée Générale Ordinaire d'approbation des comptes 2020 s'est tenue le 24 juin 2021 ; l'Assemblée Générale Ordinaire d'approbation des comptes 2021 s'est tenue le 28 juin 2022.

La société est dirigée par Yvon BOURREL, Président Directeur Général. Madame Frederique SAURY est désignée en qualité de Directrice Générale Déléguée, et mandataire sociale.

L'effectif de la société au 31 décembre 2021 est composé de 12 salariés en CDI dont 11 cadres pour un effectif moyen de 11,92 ETP.

Il est à noter que la société a acquis ses locaux « Prévert » le 28 janvier 2021.

Du point de vue de l'activité en 2021, le rythme de commercialisation est à souligner malgré la pandémie avec 88 lots signés en promesse de vente réalisées et 58 lots vendus en 2021. La signature de 4 compromis de vente totalisant 119 logements et 3 actes authentiques représentant 90 logements est à mentionner au titre des micro lots. Plusieurs chantiers de VRD ont démarré (T4 nord de Châtaigniers, T3 de Roselières, T2 des Conques et livraison des travaux de la T1 des Conques) et un nouvel investissement a été engagé sur les concessions qui s'élève à 5 492 M€ HT. Le montant d'actes de cessions signés en 2021 représente 12 173 556€ dont les cessions de terrain à bâtir pour 6 309 043€ et les cessions de macro lots pour 5 864 513€.

Concernant les concessions, on peut citer les opérations suivantes : la concession Fages Baumel (480 logements) avec la commune de La Grande Motte dans le cadre du projet ville port , la fin de la concession de Lou plan des Aires à Mudaison (220 logements dont 52 en logements locatifs aidés), la ZAC Les Châtaigniers à Saint-Aunès (480 logements dont 26% en logement locatifs aidés), la ZAC Font de Mauguio (près de 800 logements dont 31% en logement locatifs aidés et 15% en logements abordables), la ZAC Les Roselières à Valergues (environ 110 logements dont 25% en logement locatifs aidés et 15% de logements abordables) et la ZAC Les Conques à Lansargues (environ 110 logements dont 25% en logement locatifs aidés et 15% de logements abordables).

Concernant les consolidations financières des concessions d'aménagement, 10 contrats de prêts sont en cours pour un montant initial emprunté de 13,200 M€ dont 6,368 M€ restent à rembourser.

Concernant les conventions d'assistance à maîtrise d'ouvrage, on peut citer les opérations suivantes :

- 5 nouvelles conventions : le projet de requalification de Fréjorgues Est et Ouest pour le Pays de l'Or Agglomération (16 K€), l'étude de programmation urbaine et économique du secteur Pointe de Mudaison pour le Pays de l'Or Agglomération (2 K€), l'accompagnement à la mise en place d'une convention de PUP et expertise technique du projet d'extension de PIOM pour la Pays de l'Or Agglomération (13 K€), la mise à jour des études préalables à l'aménagement de la zone des plans et sa mise en œuvre opérationnelle pour la commune de Lansargues (0 K€) et l'assistance aux acquisitions foncières liaison cyclables Fréjorgues Est pour le Pays de l'Or Agglomération (0 K) ;

- La continuité sur 2022 des conventions sur les opérations suivantes : schéma directeur de Mauguio-Carnon (40 K€), capitainerie de Carnon pour la commune de Mauguio-Carnon (7 K€), ZAC des portes de l'Aéroport (PIOM) pour le Pays de l'Or Agglomération (54 K€), transfert de l'ECO PARC de Saint-Aunès et conditions de son extension pour le Pays de L'Or Agglomération (9 K€), projet de revalorisation du triangle de l'Avranche pour le Pays de l'Or Agglomération (2 K€), projet Ville Port de La Grande Motte (84K€), valorisation écotouristique de la presqu'île de l'Avranche du port et des berges du canal de Pérols pour Pays de l'Or Agglomération (2 K€), valorisation écotouristique de la presqu'île de l'Avranche du port et des berges du canal de Pérols pour Montpellier Méditerranée Métropole (5 K€) ;

- La poursuite et le terme en 2021 des opérations suivantes : l'étude de faisabilité et de redéploiement de la zone amodiée de part et d'autre du canal de Carnon pour la commune de Mauguio-Carnon (6,5 K€), l'étude de faisabilité et de programmation du pôle nautique de La Grande Motte (0 €), l'étude de faisabilité de réaménagement du canal de liaison des étangs de l'Or et du Méjean et accompagnement administratif à son transfert pour la commune de Pérols (8,5 K€), la définition des modalités de financement et participations dans le cadre d'opération d'aménagement pour la commune de Valergues (12 K€), la définition du devenir de la cave coopérative de Lansargues pour la commune de Lansargues (8 K€).

Du point de vue financier, la SPL L'Or Aménagement enregistre pour 2021, un chiffre d'affaires hors taxe de 10 985 K€ (contre 14 097 K€ en 2020) et un résultat net bénéficiaire à hauteur de 64 K€ (contre un déficit net de 76 K€ en 2020) notamment du fait de la forte hausse des produits d'exploitation (+8 115 K€)

supérieure à celle des charges d'exploitation pourtant également en forte hausse (+7 954 K€). Les capitaux propres s'établissent à 1 409 K€ attestant d'une bonne santé financière.

L'ensemble des produits est issu des différentes opérations de concession pour 858 K€ (+83 K€ soit +11% du fait d'une hausse des rémunérations sur dépenses et malgré une baisse de celle sur la commercialisation), des différentes études menées en 2021 pour 269 K€ (+118 K€, soit +78% et suite aux élections municipales, des reprises ont été effectuées sur de nouveaux projets confiés par les collectivités actionnaires), des mandats pour 111 K€ (+18 K€ soit -19% par rapport à 2020) et des produits de cessions pour 10 605 K€ (-3 247 K€, soit -23% par rapport à 2020).

Les perspectives d'évolution en 2022 portent notamment sur la création de la SEM L'Or Autrement et du GIE LOA en juillet 2022 qui auront un impact sur différents postes à savoir les charges et l'investissement humain. On note la signature de deux nouveaux contrats début 2022 relatifs à une étude de faisabilité technique et règlementaire pour l'aménagement d'un lotissement d'habitat sur la commune de Candillargues pour la commune de Candillargues et une étude relative à l'évolution stratégique de la Salle Bleue, du COSEC et du Phare sur la Commune de Palavas Les Flots pour la commune de Palavas Les Flots, ainsi que trois autres contrats en cours de signature concernant l'étude des conditions de revalorisation commerciale du centre-ville de Palavas Les Flots et l'accompagnement opérationnel au déploiement de l'action foncière pour la commune de Palavas Les Flots, l'étude de faisabilité reconversion de la cave coopérative en un projet d'habitat et d'équipements pour la commune de Mudaison, et une étude de mise en œuvre opérationnelle d'une première tranche du projet de valorisation éco-touristique du port et canal du Méjean pour la commune de Pérols.

D'un point de vue financier, le Chiffre d'Affaires hors commercialisation des lots à bâtir est attendu à hauteur de 1 296 K€ (+58 K€ soit +5% par rapport au réalisé 2021), dont 900 K€ (+41 K€ soit +5% par rapport à 2021) au niveau des concessions, 67 K€ (-44 K€ soit -40%) au niveau des mandats et 330 K€ (+61 K€ soit +23%) au niveau des études. Le bénéfice attendu se monterait à 28 K€.

Il est également à noter l'entrée de la Communauté de Communes des Pays de Lunel prévue pour le 31 mai 2022 par achat de 66 actions auprès de la commune de Valergues.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du rapport annuel de l'administrateur de la Société Publique Locale L'OR AMÉNAGEMENT pour l'exercice 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 26 JUILLET 2022

Hors commission - Organismes Extérieurs - Société Publique Locale Occitanie Events - Rapport Annuel de l'Administrateur 2021 - Approbation

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) relatives aux Sociétés Anonymes d'Economie Mixte Locales et dans le cadre de l'exercice de son mandat, le représentant de la Collectivité présente le compte rendu des activités 2021 de la Société Publique Locale OCCITANIE EVENTS.

Par délibération n°M2020-163 du Conseil de Métropole en date du 31 juillet 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a désigné Monsieur Cyril MEUNIER pour la représenter au sein du Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales de la SPL OCCITANIE EVENTS.

La SPL OCCITANIE EVENTS dispose d'une délégation de service public relative à l'exploitation du Parc des Expositions et de la Sud de France Aréna de la Région Occitanie depuis le 1^{er} janvier 2019, pour une durée de 8 ans. L'année 2021 est donc le troisième exercice de la SPL OCCITANIE EVENTS.

Au 31 décembre 2020, le capital de la société inchangé, s'élève à hauteur de 1 500 000 €. Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire avec 10 actions soit 0,67% du capital aux côtés de la Région Occitanie, majoritaire avec 1 460 actions soit 97,33%, du Département de l'Hérault (0,67%), de la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or (0,67%) et de la Ville de Pérols (0,67%).

Au cours de l'exercice 2021, le Conseil d'Administration s'est réuni à trois reprises les 5 mai, 23 septembre et 29 novembre. L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires s'est réunie le 16 juin 2021 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2020 et le 16 juin 2022 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2021.

Consécutivement à la crise sanitaire, le résultat net de l'année 2020 a subi les impacts de la crise sanitaire liée à la Covid-19 et enregistre un déficit de -3 556 K€, les capitaux propres de la SPL OCCITANIE EVENTS, sont devenus inférieurs à 50% du capital social. Conformément à l'article L.225-248 du Code de commerce, l'Assemblée Générale Extraordinaire du 9 octobre 2021 s'est prononcée sur la continuité de la société avec l'engagement de régulariser la situation au plus tard le 31 décembre 2022.

Le conseil d'administration du 29 novembre 2021 a décidé de convoquer une Assemblée Générale Extraordinaire en vue de proposer aux actionnaires une augmentation de capital de 5 M€ sous forme de 5 000 actions de 1 000 € pour atteindre un capital de 6.5 M€. La Métropole a approuvé, par délibération n°M2022-44 en date du 25 janvier 2022, la souscription à l'augmentation de capital à hauteur de 33 actions

nouvelles à 1 000 € chacune, soit 33 000 €.

La société est dirigée par une Présidente, Marie-Thérèse MERCIER et un Directeur Général, Cédric FIOLET. L'effectif de la société est de 59 salariés au 31 décembre 2021 et un mandataire social.

L'activité événementielle 2021 a encore été fortement marquée par la crise sanitaire et les restrictions de jauge qui ont perduré jusqu'en septembre 2021, avec une perte de plus de 25% du volume d'affaires par rapport à 2019.

Au final, 86 événements ont pu se tenir sur les 2 sites (51 manifestations en 2020), soit +68.6%, générant une fréquentation de 342 582 visiteurs contre 178 915 en 2020 (soit +91%).

Une analyse par marché donne les éléments suivants :

Le marché des salons autoproduits a pu se tenir avec 3 événements : Foire Internationale de Montpellier, Art Montpellier et Energaïa et ainsi renouer avec un format grand public en présentiel en générant une fréquentation de 111 048 visiteurs (10 687 en 2020).

Le marché du MICE a regroupé essentiellement les salons accueillis et concours (31 événements) qui représentent 45% du total des visiteurs (153 240). Plusieurs événements Congres et Corporate dont celui des Régions de France ont soutenu ce marché en 2021. De belles manifestations ont également pu se tenir, notamment le sommet Afrique-France ainsi que 3 assemblées plénières de la Région Occitanie.

Le marché des spectacles n'a jamais pu reprendre au cours de l'exercice. Les producteurs sont restés très prudents et ont préféré reporter les tournées au début 2022.

Pour l'activité des deux sites, le chiffre d'affaires s'établit à 8 926 K€ en hausse de 96% par rapport à 2020 (4.5M€) mais en deçà de celui de 2019 de -44% (15.8M€) ; avec 7 328 K€ pour le Parc des Expositions (82%) et 1 598 K€ pour la Sud de France Aréna (18%).

Par marché, le chiffre d'affaires se décompose ainsi :

- Les salons autoproduits ont généré 3.5M€ (460K€ en 2020)
- Les salons accueillis et les concours représentent près de 3.2M€ (1.6 M€ en 2020) ; au 1^{er} semestre pendant les restrictions se sont les concours et examens qui ont soutenu l'activité, lors du dernier trimestre les principaux salons ont pu se tenir presque normalement ;
- Les marchés des congrès et du corporate avec plus d'1M€ ont eu quelques beaux événements ;
- Le marché du sport même avec des huis clos jusqu'en septembre a généré 1.7M€ ;
- Les hospitalités ont été durement impactées par l'arrêt des spectacles. Le chiffre d'affaires se résume à quelques consommations Club sur les événements sportifs ;
- Le marché du spectacle n'a pas généré de chiffre d'affaires. Les dates ont été reportées sur 2022 notamment.

Le total des produits d'exploitation s'élève à 10 976 K€ (5 181 K€ en 2020). Dans les autres produits figurent notamment la redevance liée au naming de l'Aréna (330 K€) et dans les subventions d'exploitation 1.5M€ d'aides.

L'exercice 2021 a permis de distribuer une participation aux salariés (79 K€).

Les redevances versées à la Région Occitanie dans le cadre de la délégation de service public, s'élèvent à 576 K€ contre 305 K€ en 2020.

Le résultat net enregistre un bénéfice de 315 K€ (- 3 556 K€ de déficit en 2020).

Il convient de mentionner les éléments suivants liés à la crise sanitaire :

- Mise en place de Prêts Garanties par l'Etat (PGE) en deux phases, une 1^{ère} tranche versée en septembre 2020 pour 1.9M€, une seconde au cours du 1^{er} trimestre 2021 du même montant, soit 3.8M€ au total ;
- Mise en place de mesures de chômage partiel et exonération de charges sociales (535 K€) ;
- Aide du fonds de solidarité pour 879 K€ (200 K€ en 2020) ;
- Aides « coûts fixes » pour 630 K€.

Les capitaux propres de la société s'améliorent passant de -1 853 K€ à fin 2020, à – 1 538 K€ à fin 2021, grâce au résultat bénéficiaire de 2021.

Pour les perspectives 2022, afin de pérenniser la société en proie à de graves difficultés financières, une augmentation de capital de 5M€ sera réalisée portant le capital de 1.5M€ à 6.5M€ ; celle-ci permettra notamment de poursuivre les investissements à hauteur du projet envisagé.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du rapport annuel de l'administrateur de la Société Publique Locale OCCITANIE EVENTS pour l'exercice 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 26 JUILLET 2022

Hors commission - Rapports annuels des Délégués (RAD) de Service Public - Exercice 2021 - Approbation

En vertu de l'article R.3131-2 du Code de la commande publique, les délégués de service public sont tenus de produire chaque année, avant le 1^{er} juin, à l'autorité délégante, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport permet à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

Conformément aux articles L.1411-3 et L.1411-13 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), dès réception, ces rapports doivent être inscrits pour examen à l'ordre du jour du plus proche Conseil, et mis à la disposition du public en mairie, ainsi qu'au siège de la Métropole, dans les quinze jours de leur réception, pendant une durée d'un mois.

En outre, ces rapports annuels des délégués doivent être examinés par la Commission Consultative des Services Publics Locaux, selon l'article L.1413-1 du CGCT et par la Commission de Contrôle des Comptes, selon les articles R.2222-1 à R.2222-5 du CGCT.

Compte tenu des délais d'instruction nécessaires à l'examen de l'ensemble de ces rapports, ainsi que de leur passage préalable dans les deux commissions précitées permettant d'en attester, il est ainsi proposé à l'Assemblée de prendre acte de la réception des rapports annuels des délégations de services publics au titre de l'exercice 2021 conformément à la réglementation en vigueur, et d'en reporter l'examen singulier dans le cadre de séances ultérieures de l'assemblée délibérante. Cette disposition se justifiant par ailleurs dans le fait que les rapports remis avant le 1^{er} juin font parfois l'objet de modification par le délégué, consécutivement à l'examen approfondi apporté par les services de la Métropole ; certains rapports pouvant également se retrouver incomplets à la date de remise.

Les rapports relatifs aux équipements et services publics suivants ont été remis conformément à la réglementation en vigueur :

| Équipement / Service | Délégué |
|---|--|
| Corum-Palais des Congrès-Opéra et Zénith Sud | Groupe SAEML MONTPELLIER EVENTS / SAEML TaM |
| Service extérieur des pompes funèbres et du crématorium | SAEML SFMA |

| Equipement / Service | Délégataire |
|---|-------------------------------------|
| Marché d'Intérêt National | SAEML SOMIMON |
| Planet Ocean Montpellier | SAS PLANETOCEANWORLD MONTPELLIER |
| Patinoire Vegapolis | SARL VM34000 (VERTMARINE) |
| Transports publics urbains | SAEML TaM |
| Parcs de stationnement Foch-Préfecture/Marché aux fleurs et Arc-de-Triomphe | SA EFFIA |
| Parc de stationnement Antigone | SAEML TaM |
| Parc de stationnement Comédie | SAEML TaM |
| Parc de stationnement Europa | SAEML TaM |
| Parc de stationnement Gambetta | SAEML TaM |
| Parc de stationnement Nouveau Saint Roch | SAEML TaM |
| Parc de stationnement Peyrou-Pitot | SA INDIGO |
| Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid | SAEML SERM |
| Concessions d'Electricité (7 contrats – 7 communes) | SA ENEDIS |
| Concession de Gaz (24 contrats – 30 communes) | SA GRDF |
| MAERA, Station de traitement des eaux usées | SCA VEOLIA Eau |
| Collecte des eaux usées des communes raccordées à MAERA | SCA VEOLIA Eau |
| Collecte et traitement des eaux usées sur les secteurs Est et Ouest | SAS AQUALTER |
| Unité de méthanisation AMETYST | SAS AMETYST |

Les rapports relatifs aux équipements et services publics suivants n'ont pas été remis :

| Equipement / Service | Délégataire |
|----------------------|--------------------|
| Plages (lot 1) | SAS JET 7 LOCATION |
| Plages (lot 2) | SARL LOISIR D'ETE |

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte de la réception des rapports des délégataires de services public au titre de l'exercice 2021 conformément à la réglementation en vigueur ;
- De confier l'examen de ces rapports à la Commission Consultative des Services Publics Locaux et l'autoriser à demander aux délégataires toute information complémentaire dans le cadre réglementaire qui s'applique ;
- De confier l'examen de ces rapports à la Commission de Contrôle des Comptes et l'autoriser à demander aux délégataires toute information complémentaire dans le cadre réglementaire qui s'applique ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 26 JUILLET 2022

Ressources - Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2021 - Budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption

En application de l'instruction comptable M57 (article L.2311-5 alinéa 1 du Code général des collectivités territoriales), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2021 du budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2021 se clôture comme suit :

| | |
|--|------------------|
| - Résultat de fonctionnement à affecter : | 172 789 354,38€ |
| - Résultat d'investissement hors reports : | -119 127 531,27€ |
| - Solde des reports d'investissement : | -28 397 409,93€ |
| - Besoin de financement de la section d'investissement : | 147 524 941,20€ |

Il convient de transférer les résultats de clôture dans chaque section respective du budget principal de la Métropole. Le résultat à affecter doit couvrir en priorité le besoin de financement de la section d'investissement corrigé des restes à réaliser de cette section en dépenses et en recettes.

Par ailleurs, suite à la suppression du budget annexe de l'eau potable au 31 décembre 2021, il convient de transférer les résultats du budget annexe de l'eau potable au budget principal.

Afin de transférer les résultats du budget annexe eau potable au budget principal, et en conformité avec la reprise opérée par le comptable dans l'application informatique de la direction générale des finances publiques « Hélios », il doit être procédé à la contraction des résultats du budget annexe eau potable avec ceux du budget principal.

Ainsi, les inscriptions budgétaires à prévoir au budget supplémentaire principal, comprenant la contraction des résultats doivent être les suivantes :

| | |
|--|------------------|
| -001 (dépense) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté : | 118 625 567,61 € |
| (Contraction des résultats du budget principal 119 127 531,27€ - budget annexe eau potable 501 963,66€) | |
| -1068 (recette) : Excédents de fonctionnement capitalisés : | 147 524 941,20 € |
| - 002 (recette) résultat de fonctionnement reporté : | 30 168 616,84 € |
| (Contraction des résultats du budget principal 25 264 413,18 € + budget annexe eau potable 4 904 203,66€) | |
| - 65888 (dépense) : transfert de l'excédent de fonctionnement du budget annexe de l'eau potable à la Régie des eaux : 3 714 542,22€; | |
| - 1068 (dépense) : transfert du solde positif d'exécution de la section d'investissement du budget annexe de | |

l'eau potable à la Régie des eaux : 501 963,66€.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'affecter l'excédent de fonctionnement 2021 à la section d'investissement pour un montant de 147 524 941,20 € et à la section de fonctionnement pour un montant de 25 264 413,18 € ;
- De procéder aux opérations budgétaires suivantes :
 - 001 (dépense) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté119 127 531,27€
 - 1068 (recette) : Excédents de fonctionnement capitalisés147 524 941,20 €
 - 002 (recette) résultat de fonctionnement reporté25 264 413,18 €
- D'autoriser la reprise des résultats du budget annexe de l'eau potable au budget principal ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 26 JUILLET 2022

Ressources - Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2021 - Budget annexe du service assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption

En application de l'instruction comptable M49 (article R.2221-48 du Code général des collectivités territoriales), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2021 du budget annexe du service assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2021 se clôture comme suit :

| | |
|--|-----------------|
| - résultat de fonctionnement à affecter : | 16 958 314,23 € |
| - résultat d'investissement hors reports : | -7 476 178,77 € |
| - solde des reports d'investissement : | -6 365 681,12 € |
| - besoin de financement de la section d'investissement : | 13 841 859,89 € |

Le résultat à affecter doit couvrir en priorité le besoin de financement de la section d'investissement corrigé des restes à réaliser de cette section en dépenses et en recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'affecter l'excédent de fonctionnement 2021 à la section d'investissement pour un montant de 13 841 859,89 € et à la section de fonctionnement pour un montant de 3 116 454,34 € ;
- De procéder aux opérations budgétaires suivantes :
 - 001 (dépense) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté : 7 476 178,77 €
 - 1068 (recette) : Excédents de fonctionnement capitalisés : 13 841 859,89 €
 - 002 (recette) : Résultat de fonctionnement reporté : 3 116 454,34 €
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 26 JUILLET 2022**

Ressources - Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2021 - Budget annexe du service public d'assainissement non collectif de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption

En application de l'instruction comptable M49 (article R.2221-48 du Code général des collectivités territoriales), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2021 du budget annexe du service public d'assainissement non collectif de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2021 se clôture comme suit :

| | |
|--|-------------|
| - Résultat de fonctionnement à affecter:..... | 26 742,27 € |
| - Résultat d'investissement hors reports : | 13 956,44€ |
| - Solde des reports d'investissement : | 0,00 € |
| - Excédent de financement de la section d'investissement : | 13 956,44€ |

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'affecter l'excédent de fonctionnement 2021 à la section de fonctionnement pour un montant de 26 742,27 € ;
- De procéder aux opérations budgétaires suivantes :
 - 001 (recette) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté :.....13 956,44 €
 - 002 (recette) : Résultat de fonctionnement reporté :.....26 742,27 €
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 26 JUILLET 2022

Ressources - Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2021 - Budget annexe parking de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption

En application de l'instruction comptable M4 (article R.2221-48 du Code général des collectivités territoriales), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2021 du budget annexe Parking de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2021 se clôture comme suit :

| | |
|---|----------------|
| - Résultat de fonctionnement à affecter:..... | 3 268 005,16 € |
| - Résultat d'investissement hors reports :..... | 37 875,45 € |
| - Solde des reports d'investissement :..... | 0 € |
| - Excédent de financement de la section d'investissement :..... | 37 875,45 € |

Le résultat à affecter doit couvrir en priorité le besoin de financement de la section d'investissement corrigé des restes à réaliser de cette section en dépenses et en recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'affecter l'excédent de fonctionnement 2021 à la section de fonctionnement pour un montant de 3 268 005,16 € ;
- De procéder aux opérations budgétaires suivantes :
 - 001 (recette) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté :.....37 875,45 €
 - 002 (recette) : Résultat de fonctionnement reporté :.....3 268 005,16 €
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 26 JUILLET 2022**

Ressources - Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2021 - Budget annexe de l'eau potable de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption

En application de l'instruction comptable M49 (article R.2221-48 du Code général des collectivités territoriales), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2021 du budget annexe de l'eau potable de Montpellier Méditerranée Métropole.

Par délibération n°M2021-654 en date du 14 décembre 2021, il a été procédé à la clôture du budget annexe de l'eau potable et à la reprise de l'ensemble des comptes dans la comptabilité du budget principal. Il a été proposé que les résultats du compte administratif 2021 constatés soient intégrés au budget principal pour les transférer à la Régie des eaux, finançant les charges d'eau potable, déduction faite des charges exceptionnelles portées en 2022 par le budget principal pour la remise en état du site de Portaly, auparavant dédié à l'eau potable.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2021 se clôture comme suit :

- Excédent de fonctionnement : 4 904 203,66€
- Excédent d'investissement : 501 963,66€

L'évaluation des charges 2022 portées par le budget principal pour la remise en état du site de Portaly s'élève à 1 189 661,44 €.

L'excédent de fonctionnement devant être transféré à la Régie des eaux s'élève ainsi à 3 714 542,22 € (4 904 203,66 € - 1 189 661,44 €).

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'affecter l'excédent de fonctionnement 2021 du budget annexe de l'eau potable à la section de fonctionnement du budget principal pour un montant de 4 904 203,66 € ;
- De procéder aux opérations budgétaires suivantes sur le budget principal :
 - 001 (recette) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté : 501 963,66 € ;
 - 002 (recette) : Résultat de fonctionnement reporté : 4 904 203,66 € ;
- D'autoriser le transfert de l'excédent de fonctionnement à la Régie des eaux par l'émission d'un mandat imputé sur le compte 65888 pour un montant de 3 714 542,22 € ;
- D'autoriser le transfert du solde positif d'exécution de la section d'investissement à la Régie des eaux par l'émission d'un mandat imputé sur le compte 1068 pour un montant de 501 963,66 € ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 26 JUILLET 2022**

**Ressources - Vote en autorisations de programme et crédits de paiement -
Création - Révisions - Adoption**

Dans le cadre de travaux à caractère pluriannuel, et conformément au Code général des collectivités territoriales (article L.5217-10-7), Montpellier Méditerranée Métropole a mis en place une gestion par autorisations de programme (AP) et crédits de paiement (CP).

Les créations, modifications ou suppressions d'AP doivent faire l'objet d'un vote par le Conseil de Métropole par le biais d'une délibération distincte de celle du budget mais concomitante à une délibération budgétaire.

Le montant des Autorisations de Programme s'élevait au 1^{er} juillet 2022 à 2 264 726 211 € sur le budget principal et 195 267 243 € sur le budget annexe assainissement collectif.

I. Création d'une nouvelle autorisation de programme et crédits de paiement votée dans le cadre du Budget Supplémentaire 2022 :

BUDGET PRINCIPAL : en euro TTC

| PROGRAMME | LIBELLE PROGRAMME | AP AU BS 2022 | CP 2022 |
|-----------|---------------------------------|-------------------|------------------|
| M22FEC01 | FONDS D'EQUIPEMENT AUX COMMUNES | 10 000 000 | 2 000 000 |
| | Somme : | 10 000 000 | 2 000 000 |

II. Révision d'une autorisation de programme et crédits de paiement votée dans le cadre du Budget Supplémentaire 2022 :

Il est proposé de réviser l'autorisation de programme suivante :

BUDGET PRINCIPAL : en euro TTC

| PROGRAMME | LIBELLE PROGRAMME | AP ANTERIEU- REMENT VOTEE | VARIATION AP AU BS 2022 | AP APRES BS 2022 |
|-----------|---------------------------------|------------------------------------|-------------------------------|---------------------|
| M19FRTC01 | HALLE FRENCH TECH CAMBACERES | 22 097 000 | 1 500 000 | 23 597 000 |
| AMELIT16 | AMENAGEMENT LITTORAL | 7 599 231 | 311 000 | 7 910 231 |
| | Somme : | 29 696 231 | 1 811 000 | 31 507 231 |

III. Les APCP inchangées :

Les AP inchangées sont les suivantes :

BUDGET PRINCIPAL :

| PROGRAMME | LIBELLE PROGRAMME | AP VOTEE |
|-----------|---|------------|
| AMECEB16 | AMÉNAGEMENT CADOULE ET BÉRANGE | 4 048 274 |
| AMEMTP16 | AMÉNAGEMENT MONTPELLIER | 28 854 460 |
| AMEPEG16 | AMÉNAGEMENT PIÉMONTES ET GARRIGUES | 3 281 169 |
| AMEPLO16 | AMÉNAGEMENT PLAINE OUEST | 2 562 176 |
| AMEVDL16 | AMÉNAGEMENT VALLÉE DU LEZ | 4 582 833 |
| CULACC01 | ACCESSIBILITE CULTURE | 5 349 718 |
| CULALG01 | HOTEL MONTCALM MOCO | 22 500 000 |
| CULCRR01 | CITE DES ARTS | 46 905 167 |
| CULFAB01 | RESTAURATION OEUVRES MUSEE FABRE | 1 628 945 |
| CULIFZ17 | INTEGRATION MEDIATHEQUE FELLINI A ZOLA | 6 708 001 |
| DEAFAB18 | FABREGUES PROTECTION COULAZOU | 4 915 000 |
| DEAGRA18 | GRABELS PROTECTION RIEUMASSEL | 3 600 000 |
| DEALAT18 | LATTES PROTECTION BASSE VALLÉE MOSSON | 5 189 524 |
| DEASHV18 | SCHEMA HYDRAULIQUE DU VERDANSON | 7 000 000 |
| DEEESR01 | CPER/ESRI UNIVERSITE ET PARTENARIATS | 11 803 080 |
| DEEPMI17 | PACTE MEDITERRANEEN D'INNOVATION MONTPELLIER | 3 590 000 |

| | | |
|-----------|--|-------------|
| | CAPITAL SANTE | |
| DPVDEC18 | MODERNISATION PARC DÉCHÈTERIES MÉTROPOLE | 6 972 000 |
| DPVDTR18 | EXTENSION RENOV CENTRE TRI DEMETER | 20 175 396 |
| DRICIN18 | CITÉ INTELLIGENTE | 7 110 000 |
| DRIEXT18 | EXTENSION DU SDAN | 9 313 207 |
| DUHCNM01 | CONTOURNEMENT NIMES MONTPELLIER | 80 838 298 |
| DUHESR01 | CPER LOGEMENT ETUDIANT / VIE ETUDIANTE | 2 554 043 |
| DUHP1E18 | AIDES À LA PIERRE / PARC PUBLIC SUR FONDS PROPRES | 16 800 000 |
| FONAMU03 | OPERATIONS D'AMENAGEMENT A VOCATION ECO | 23 671 102 |
| FONAMU04 | DESARTIFICIALISATION ET TRANSFERT DES COMMERCE DU FENOUILLET | 28 891 327 |
| FONAMU05 | ACQUISITIONS FONCIÈRES | 117 023 083 |
| M18CIME01 | CRÉATION D'UN CIMETIÈRE INTERCOMMUNAL | 44 400 000 |
| M18SBRN01 | AMÉNAGEMENT AV NÎMES À ST-BRES | 1 620 000 |
| M18VEHI01 | MISE À NIVEAU PARC VÉHICULES DAT | 4 108 516 |
| M19FRA709 | FRANCHISSEMENT A709 | 11 701 797 |
| M19FRTC01 | HALLE FRENCH TECH CAMBACERES | 22 097 000 |
| M19JTOU01 | JALONNEMENT TOURISTIQUE | 2 280 000 |
| M19LIHT01 | EMBELLISSEMENT DE LA METROPOLE ENFOUISSEMENT DES LIGNES HAUTE-TENSION | 12 043 794 |
| M19LITT01 | PRESERVATION DU LITTORAL | 1 000 000 |
| M19METH01 | DERNIERE PHASE USINE METHANISATION | 2 475 962 |
| M19TRD501 | TRAVAUX RD5 COURNONSEC | 3 900 000 |
| M19TRVS01 | TRAVERSE DE SUSSARGUES | 2 300 000 |
| M19TRVS02 | TRAVERSE DE RESTINCLIERES | 1 760 000 |
| M20AAGV01 | AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE | 22 000 000 |
| M20ASSA01 | ACQ FONCIERE DEMOLITION DE LA TOUR D'ASSAS | 3 252 000 |
| M20CDMO01 | OPAH COPROS DEGRADEES MOSSON | 1 215 000 |
| M20DASS01 | SOUTIEN AUX IMPLANTATIONS ECONOMIQUES CONCESSION DASSAULT 2EME EXTENSION | 1 999 540 |
| M20LAUZ01 | SOUTIEN AUX IMPLANTATIONS ECONOMIQUES MANDAT REQUALIFICATION LAUZE EST | 9 167 971 |
| M20LAUZ02 | SOUTIEN AUX IMPLANTATIONS ECONOMIQUES CONCESSION LAUZE EST | 4 206 000 |

| | | |
|------------|---|-------------|
| M20MART01 | SOUTIEN AUX IMPLANTATIONS ECONOMIQUES CONCESSION CHARLES MARTEL EXTENSION | 2 370 000 |
| M20MOAC01 | MOBILITES ACTIVES | 150 000 000 |
| M20MUSI01 | ACQUISITION INSTRUMENTS MUSIQUE POUR LE NOUVEAU CRR | 1 600 000 |
| M20NPAE01 | NOUVEAU MANDAT PAE | 1 500 000 |
| M20NPRU01 | NPRU CEVENNES | 27 325 600 |
| M20NPRU02 | NPRU MOSSON | 97 212 500 |
| M20PDSC01 | PLAN DE SAUVEGARDE CEVENNES | 1 715 000 |
| M20RDRDM04 | RD613 RD24E2 GIR ET BARREAU ZAC DES CHATAIGNIERS | 1 800 000 |
| M20RDRM01 | DESSERTTE DE L'ARENA SDF LEVADES | 1 826 000 |
| M20RDRM02 | OA RM62 GRAU DE PEROLS | 1 030 000 |
| M20RDRM03 | RD612 AMENAGEMENT ENTREE OUEST DE MONTPELLIER | 2 030 000 |
| M20RDRM05 | RM610 AMGT URBAIN TRAVERSEE DE VENDARGUES | 1 208 000 |
| M20RDRM07 | RD66 REPRISE DES RAMPES EST DE L'OUVRAGE DE FREJORGUES | 1 506 000 |
| M20SECU01 | AMELIORATION DE LA SECURITE ROUTIERE SUR RD 986 SUD | 2 700 000 |
| M21ACCM02 | POURSUITE DU SCHEMA DIRECTEUR ACCESSIBILITE MOBILITES | 2 500 000 |
| M21ALLU01 | BAILLARGUES ALLEE ALLUVIALE | 8 500 000 |
| M21ALLU02 | LAVERUNE PRAIRIES ALLUVIALES PARCELLE ANCIENNE PEPINIERE PITOT | 1 600 000 |
| M21DEPO02 | NOUVEAU DEPOT TRANSPORTS MOBILITES | 60 000 000 |
| M21ECOC01 | ECOCITE RENOVATION DES COPROPRIETES | 6 013 000 |
| M21ESPP01 | COEUR DE METROPOLE COMEDIE ESPLANADE TRIANGLE | 39 400 000 |
| M21ESPP02 | COEUR DE METROPOLE FOCH PEYROU ARCEAUX | 17 720 000 |
| M21EXTLI01 | POURSUITE EXTENSION L1 TRAMWAY | 46 916 508 |
| M21GUNRJ1 | GUICHET UNIQUE - RENOV ENERGIE | 16 641 500 |
| M21IRDI01 | FONDS DE CAPITAL-RISQUE | 4 600 000 |
| M21NBUS02 | POURSUITE ACQUISITION DE NAVETTES ET BUS | 9 587 967 |
| M21OUES01 | ESPACES PUBLICS LIGNE 5 | 33 371 040 |
| M21OUES02 | RESEAUX LIGNE 5 | 13 855 200 |
| M21PAPI02 | PAPI 2 LEZ JUVIGNAC PROTECTION MOSSON QUARTIER PLAINE | 1 865 000 |
| M21ROUL2 | MATERIEL ROULANT TRAMWAY | 180 000 000 |
| M21SEC116 | AMELIORATION DE LA SECURITE ROUTIERE SUR LA RD116 | 1 200 000 |
| M21TRAML5 | POURSUITE LIGNE 5 DE TRAMWAY | 386 668 229 |
| M21VEGE01 | VEGETALISATION DE LA METROPOLE | 2 000 000 |
| M21VEHI01 | FLOTTE DE VEHICULES | 11 550 000 |

| | | |
|----------------|---|----------------------|
| | DECARBONES | |
| M22CAMB01 | ZAC CAMBACERES | 10 930 000 |
| M22FICC01 | FONDS D'AIDE AUX ICC | 3 600 000 |
| M22LATT01 | LATTARA: CREATION CENTRE CONSERVATION ET D'ETUDES | 8 127 236 |
| M22LATT02 | LATTARA: AMENAGEMENT D'UN PARCOURS PEDAGOGIQUE | 7 139 000 |
| M22METRO01 | REALISATION DE 5 LIGNES DE BUSTRAM (DONT MATERIEL ROULANT) | 106 200 000 |
| M22MROU01 | REHABILITATION PISCINE MOTTE ROUGE | 3 885 000 |
| M22NRJV01 | TRANSITION ENERGETIQUE DU PATRIMOINE METROPOLITAIN | 1 375 000 |
| M22OFS01 | ORGANISME FONCIER SOLIDAIRE | 2 700 000 |
| M22OPER01 | PATRIMOINE: FACADES OPERA COMEDIE | 1 280 000 |
| M22PATC01 | SOUTIEN PATRIMONIAL AUX COMMUNES | 8 000 000 |
| M22RM001 | CREATION D'UN GIRATOIRE A VILLENEUVE LES MAGUELONE (RM185) | 1 100 000 |
| M22RM002 | CREATION D'UN GIRATOIRE A PIGNAN (RM5) | 1 760 000 |
| M22SDSI01 | MODERNISATION INFORMATIQUE DE L'ADMINISTRATION ET DES RELATIONS AUX USAGERS | 18 389 200 |
| MGBRES18 | RACCORDEMENT RESEAUX ELECTRIQUES MTP SRU | 1 200 000 |
| MGBSUR18 | TRAVAUX SÛRETÉ SIÈGE MÉTROPOLE | 3 810 434 |
| NETMTP16 | ENVIRONNEMENT MONTPELLIER | 7 507 374 |
| SPOACC01 | SPORTS ACCESSIBILITE EQUIPEMENTS | 5 812 903 |
| SPOCNN18 | RÉHABILITATION CENTRE NAUTIQUE NEPTUNE | 14 240 000 |
| SPOPAR01 | PARC MULTIGLISSE GÉRARD BRUYÈRE À BAILLARGUES | 15 500 000 |
| SPOPIS02 | PISCINE HERACLES | 12 160 236 |
| VOICEB16 | VOIRIE CADOULE ET BÉRANGE | 21 141 461 |
| VOILIT16 | VOIRIE LITTORAL | 23 694 536 |
| VOIMTP16 | VOIRIE MONTPELLIER | 121 569 441 |
| VOIPEG16 | VOIRIE PIÉMONTs ET GARRIGUES | 17 036 248 |
| VOIPLO16 | VOIRIE PLAINE OUEST | 23 969 941 |
| VOIVDL16 | VOIRIE VALLÉE DU LEZ | 27 696 045 |
| MONTANT | | 2 235 029 981 |

BUDGET ASSAINISSEMENT COLLECTIF :

| PROGRAMME | LIBELLE PROGRAMME | AP VOTEE |
|------------------|--|--------------------|
| SDARES01 | RESEAUX INTERCEP EST AMONT & POMPIGNANE | 20 841 950 |
| SDASTR03 | STEP SUSS-ST GENIES & COURNONTERRAL | 9 990 165 |
| M19STEP02 | STEP SAINT-GEORGES D'ORQUES 9700 EH | 2 902 800 |
| M19STEP03 | STEP MURVIEL | 2 104 325 |
| M19MAERA01 | EXTENSION DE LA STEP MAERA | 140 384 335 |
| M19MAERA01 | RESEAUX PRIMAIRES MAERA PR ARTIS ET ETUDE COLLECTEUR OUEST | 4 775 000 |
| M19MAERA01 | RES PRIM MAERA CHOLET MAS STPIERRE | 3 179 400 |
| M19MAERA01 | RES PRIM MAERA DO VERDANSON | 2 120 500 |
| M21STEP01 | CONSTRUCTION STATION D'EPURATION DE MONTAUD | 1 315 000 |
| | MONTANT | 195 267 243 |

Le montant total des Autorisations de programme s'élèverait donc à :

- **2 276 537 211 €** (dont 679 706 645 € réalisés au 31/12/2021 soit un reste à financer de 1 596 830 566,00 €) sur le budget principal,
- **195 267 243 €** (dont 37 620 225 € déjà réalisés au 31/12/2021 soit un reste à financer de 157 647 018 €) sur le budget annexe assainissement collectif.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la création et la révision des autorisations de programme mentionnées ci-dessus,
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 26 JUILLET 2022

Ressources - Budget supplémentaire 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget Principal - Adoption

Depuis le vote du budget primitif 2022, adopté le 25 janvier 2022, il convient d'ajuster certains crédits et de se prononcer sur des opérations et dotations nouvelles. Par ailleurs, ce budget supplémentaire reprend les reports de crédits de l'exercice 2021 ainsi que l'affectation du résultat constaté au compte administratif 2021.

En outre, le budget annexe de l'eau potable ayant été clôturé au 31 décembre dernier, l'intégration des résultats et des restes à réaliser du budget annexe doit être prévue sur le budget principal dans le cadre de ce budget supplémentaire.

Le budget supplémentaire 2022 du budget principal s'équilibre à **53 992 580,84 euros en section de fonctionnement** et à **154 388 682,96 euros en section d'investissement**.

La structure de cet équilibre est décrite par les tableaux ci-dessous :

| SECTION DE FONCTIONNEMENT DEPENSES | Opérations réelles | Opérations d'ordre | Total |
|--|-----------------------|-----------------------|----------------------|
| Crédits nouveaux | 17 806 823,22 | 36 185 757,62 | 53 992 580,84 |
| dont 930 – Services généraux | 7 238 741,22 | | 7 238 741,22 |
| dont 931 – Sécurité | 395 722,00 | | 395 722,00 |
| dont 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs | 1 789 873,00 | | 1 789 873,00 |
| dont 934 – Santé et action sociale | -92 500,00 | | -92 500,00 |
| dont 935 – Aménagement des territoires et habitat | 316 979,00 | | 316 979,00 |
| dont 936 – Action économique | 65 000,00 | | 65 000,00 |
| dont 937 – Environnement | 3 721 650,00 | | 3 721 650,00 |
| dont 938 – Transports | 4 004 358,00 | | 4 004 358,00 |
| dont 940 – Impositions directes | 352 000,00 | | 352 000,00 |
| dont 941 – Autres impôts et taxes | 15 000,00 | | 15 000,00 |
| dont 953 – Virement à la section d'investissement | | 36 185 757,62 | 36 185 757,62 |
| Total général | 17 806 823,22 | 36 185 757,62 | 53 992 580,84 |

| SECTION DE FONCTIONNEMENT RECETTES | Opérations réelles | Opérations d'ordre | Total |
|--|-------------------------------|-------------------------------|----------------------|
| Résultat reporté | 30 168 616,84 | 0,00 | 30 168 616,84 |
| Crédits nouveaux | 23 498 964,00 | 325 000,00 | 23 823 964,00 |
| dont 930 – Services généraux | 3 264 281,00 | | 3 264 281,00 |
| dont 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs | 95 890,00 | | 95 890,00 |
| dont 934 – Santé et action sociale | 7 417,00 | | 7 417,00 |
| dont 935 – Aménagement des territoires et habitat | 312 111,00 | | 312 111,00 |
| dont 936 – Action économique | 2 570 679,00 | | 2 570 679,00 |
| dont 937 – Environnement | 8 110 566,00 | | 8 110 566,00 |
| dont 938 – Transports | 8 414 613,00 | | 8 414 613,00 |
| dont 940 – Impositions directes | 57 402,00 | | 57 402,00 |
| dont 941 – Autres impôts et taxes | 666 005,00 | | 666 005,00 |
| dont 946 – Transferts entre les sections | | 325 000,00 | 325 000,00 |
| Total général | 53 667 580,84 | 325 000,00 | 53 992 580,84 |

| SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES | Opérations réelles | Opérations d'ordre | Total |
|--|-------------------------------|-------------------------------|-----------------------|
| Résultat reporté | 118 625 567,61 | 0,00 | 118 625 567,61 |
| Crédits reportés | 86 317 482,31 | 0,00 | 86 317 482,31 |
| Crédits nouveaux | -50 879 366,96 | 325 000,00 | -50 554 366,96 |
| dont 900 – Services généraux | -1 389 494,00 | | -1 389 494,00 |
| dont 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs | -4 134 729,00 | | -4 134 729,00 |
| dont 905 – Aménagement des territoires et habitat | -4 887 477,00 | | -4 887 477,00 |
| dont 906 – Action économique | -1 669 808,37 | | -1 669 808,37 |
| dont 907 – Environnement | -3 460 018,54 | | -3 460 018,54 |
| dont 908 – Transports | -36 224 803,71 | | -36 224 803,71 |
| dont 921 – Taxes non affectées | 385 000,00 | | 385 000,00 |
| dont 922 – Dotations et participations | 501 963,66 | | 501 963,66 |
| dont 926 – Transferts entre les sections | | 325 000,00 | 325 000,00 |
| Total général | 154 063 682,96 | 325 000,00 | 154 388 682,96 |

| SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES | Opérations réelles | Opérations d'ordre | Total |
|--|-------------------------------|-------------------------------|----------------------|
| Crédits reportés | 57 920 072,38 | 0,00 | 57 920 072,38 |
| Crédits nouveaux | 60 282 852,96 | 36 185 757,62 | 96 468 610,58 |
| dont 901 – Sécurité | 40 166,00 | | 40 166,00 |
| dont 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs | -1 426 750,00 | | -1 426 750,00 |

| | | | |
|---|-----------------------|----------------------|-----------------------|
| dont 905 – Aménagement des territoires et habitat | -659 866,00 | | -659 866,00 |
| dont 907 – Environnement | 1 410 000,00 | | 1 410 000,00 |
| dont 908 – Transports | -9 821 020,91 | | -9 821 020,91 |
| dont 922 – Dotations et participations | 147 524 941,20 | | 147 524 941,20 |
| dont 923 – Dettes et autres opérations financières | -76 784 617,33 | | -76 784 617,33 |
| dont 951 – Virement de la section de fonctionnement | | 36 185 757,62 | 36 185 757,62 |
| Total général | 118 202 925,34 | 36 185 757,62 | 154 388 682,96 |

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le budget supplémentaire 2022 du budget principal par chapitre en section de fonctionnement et d'investissement, conformément à la nomenclature M57 ;
- D'approuver l'intégration des résultats du budget annexe de l'eau potable au budget principal suite à sa clôture ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 26 JUILLET 2022**

Ressources - Budget supplémentaire 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget annexe de l'assainissement - Adoption

Depuis le vote du budget primitif 2022, adopté le 25 janvier 2022, il convient d'ajuster certains crédits et de se prononcer sur des opérations et dotations nouvelles. Par ailleurs, ce budget supplémentaire reprend les reports de crédits de l'exercice 2021 ainsi que l'affectation du résultat constaté au compte administratif 2021.

Le budget supplémentaire 2022 du budget annexe de l'assainissement s'équilibre à **4 164 454,34 € en section d'exploitation** et à **16 000 122,34 € en section d'investissement**.

La structure de cet équilibre est décrite par les tableaux ci-dessous :

| SECTION D'EXPLOITATION DEPENSES | Opérations réelles | Opérations d'ordre | Total |
|---|---------------------------|---------------------------|---------------------|
| Crédits nouveaux | 1 240 000,00 | 2 924 454,34 | 4 164 454,34 |
| dont 011 – Charges à caractère général | 12 000,00 | | 12 000,00 |
| dont 67 – Charges exceptionnelles | 1 228 000,00 | | 1 228 000,00 |
| dont 023 – Virement à la section d'investissement | | 2 924 454,34 | 2 924 454,34 |
| Total général | 1 240 000,00 | 2 924 454,34 | 4 164 454,34 |

| SECTION D'EXPLOITATION RECETTES | Opérations réelles | Opérations d'ordre | Total |
|---|---------------------------|---------------------------|---------------------|
| Résultat reporté | 3 116 454,34 | 0,00 | 3 116 454,34 |
| Crédits nouveaux | 1 048 000,00 | 0,00 | 1 048 000,00 |
| dont 74 – Dotations et participations | 1 168 000,00 | | 1 168 000,00 |
| dont 75 – Autres produits de gestion courante | -120 000,00 | | -120 000,00 |
| Total général | 4 164 454,34 | 0,00 | 4 164 454,34 |

| SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES | Opérations réelles | Opérations d'ordre | Total |
|--|-------------------------------|-------------------------------|----------------------|
| Résultat reporté | 7 476 178,77 | 0,00 | 7 476 178,77 |
| Crédits reportés | 9 638 825,39 | 0,00 | 9 638 825,39 |
| Crédits nouveaux | -1 114 881,82 | 0,00 | -1 114 881,82 |
| dont 20 – Immobilisations incorporelles | -1 200,00 | | -1 200,00 |
| dont 23 – Immobilisations en cours | -1 113 681,82 | | -1 113 681,82 |
| Total général | 16 000 122,34 | 0,00 | 16 000 122,34 |

| SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES | Opérations réelles | Opérations d'ordre | Total |
|--|-------------------------------|-------------------------------|----------------------|
| Crédits reportés | 3 273 144,27 | 0,00 | 3 273 144,27 |
| Crédits nouveaux | 9 802 523,73 | 2 924 454,34 | 12 726 978,07 |
| dont 10 – Dotations, fonds divers et réserves | 13 841 859,89 | | 13 841 859,89 |
| dont 16 – Emprunts et dettes assimilées | -4 039 336,16 | | -4 039 336,16 |
| dont 021 – Virement de la section d'exploitation | | 2 924 454,34 | 2 924 454,34 |
| Total général | 13 075 668,00 | 2 924 454,34 | 16 000 122,34 |

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le budget supplémentaire 2022 du budget annexe de l'assainissement par chapitre en section d'exploitation et d'investissement, conformément à la nomenclature M49 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 26 JUILLET 2022**

Ressources - Budget supplémentaire 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget annexe du service public d'assainissement non collectif - Adoption

Depuis le vote du budget primitif 2022, adopté le 25 janvier 2022, il convient d'ajuster certains crédits et de se prononcer sur des opérations et dotations nouvelles. Par ailleurs, ce budget supplémentaire reprend les reports de crédits de l'exercice 2021 ainsi que l'affectation du résultat constaté au compte administratif 2021.

Le budget supplémentaire 2022 du budget annexe du service public d'assainissement non collectif s'équilibre à **26 742, 27 euros en section d'exploitation** et à **40 698, 71 euros en section d'investissement**.

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

| SECTION D'EXPLOITATION DEPENSES | Opérations réelles | Opérations d'ordre | Total |
|---|---------------------------|---------------------------|------------------|
| Crédits nouveaux | 0,00 | 26 742,27 | 26 742,27 |
| dont 023 – Virement à la section d'investissement | | 26 742,27 | 26 742,27 |
| Total général | 0,00 | 26 742,27 | 26 742,27 |

| SECTION D'EXPLOITATION RECETTES | Opérations réelles | Opérations d'ordre | Total |
|--|---------------------------|---------------------------|------------------|
| Résultat reporté | 26 742,27 | 0,00 | 26 742,27 |
| Crédits nouveaux | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total général | 26 742,27 | 0,00 | 26 742,27 |

| SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES | Opérations réelles | Opérations d'ordre | Total |
|--|-------------------------------|-------------------------------|------------------|
| Crédits reportés | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Crédits nouveaux | 40 698,71 | 0,00 | 40 698,71 |
| dont 20 – Immobilisations incorporelles | 40 698,71 | | 40 698,71 |
| Total général | 40 698,71 | 0,00 | 40 698,71 |

| SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES | Opérations réelles | Opérations d'ordre | Total |
|--|-------------------------------|-------------------------------|------------------|
| Résultat reporté | 13 956,44 | 0,00 | 13 956,44 |
| Crédits nouveaux | 0,00 | 26 742,27 | 26 742,27 |
| dont 021 – Virement de la section d'exploitation | | 26 742,27 | 26 742,27 |
| Total général | 13 956,44 | 26 742,27 | 40 698,71 |

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le budget supplémentaire 2022 du budget annexe du service public d'assainissement non collectif par chapitre en section d'exploitation et d'investissement, conformément à la nomenclature M49 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 26 JUILLET 2022**

Ressources - Budget supplémentaire 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget annexe parking - Adoption

Depuis le vote du budget primitif 2022, adopté le 25 janvier 2022, il convient d'ajuster certains crédits et de se prononcer sur des opérations et dotations nouvelles. Par ailleurs, ce budget supplémentaire reprend les reports de crédits de l'exercice 2021 ainsi que l'affectation du résultat constaté au compte administratif 2021.

Le budget supplémentaire 2022 du budget annexe parking s'équilibre à **3 268 005,16 euros en section d'exploitation** et à **2 657 258,61 euros en section d'investissement**.

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

| SECTION D'EXPLOITATION DEPENSES | Opérations réelles | Opérations d'ordre | Total |
|---|---------------------------|---------------------------|---------------------|
| Crédits nouveaux | 0,00 | 3 268 005,16 | 3 268 005,16 |
| dont 023 – Virement à la section d'investissement | | 3 268 005,16 | 3 268 005,16 |
| Total général | 0,00 | 3 268 005,16 | 3 268 005,16 |

| SECTION D'EXPLOITATION RECETTES | Opérations réelles | Opérations d'ordre | Total |
|--|---------------------------|---------------------------|---------------------|
| Résultat reporté | 3 268 005,16 | 0,00 | 3 268 005,16 |
| Crédits nouveaux | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total général | 3 268 005,16 | 0,00 | 3 268 005,16 |

| SECTION DEPENSES | D'INVESTISSEMENT | Opérations réelles | Opérations d'ordre | Total |
|---------------------------------------|-------------------------|-------------------------------|-------------------------------|---------------------|
| Crédits reportés | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Crédits nouveaux | | 2 657 258,61 | 0,00 | 2 657 258,61 |
| dont 21 – Immobilisations corporelles | | 2 657 258,61 | | 2 657 258,61 |
| Total général | | 2 657 258,61 | 0,00 | 2 657 258,61 |

| SECTION RECETTES | D'INVESTISSEMENT | Opérations réelles | Opérations d'ordre | Total |
|--|-------------------------|-------------------------------|-------------------------------|---------------------|
| Résultat reporté | | 37 875,45 | 0,00 | 37 875,45 |
| Crédits nouveaux | | -648 622,00 | 3 268 005,16 | 2 619 383,16 |
| dont 16 – Emprunts et dettes assimilées | | -648 622,00 | | -648 622,00 |
| dont 021 – Virement de la section d'exploitation | | | 3 268 005,16 | 3 268 005,16 |
| Total général | | -610 746,55 | 3 268 005,16 | 2 657 258,61 |

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le budget supplémentaire 2022 du budget annexe parking par chapitre en section d'exploitation et d'investissement, conformément à la nomenclature M4 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 26 JUILLET 2022

Hors commission - Agence de Développement - Approbation - Autorisation de signature

Par délibération n°M2021-511 du 23 novembre 2021, le Conseil de Métropole a engagé le processus de création de l'Agence Interterritoriale de Développement pour répondre aux grands enjeux du mandat que sont l'emploi et la transition sociétale.

Les crises climatiques, énergétiques, sociales et économiques transforment l'économie mondiale et impactent le développement de notre territoire. Les modèles d'affaires, les secteurs économiques et l'emploi sont en pleine évolution. Les territoires doivent jouer un rôle stratégique et d'entraînement dans le nouvel écosystème mondial.

Face à cette situation d'urgence, la Métropole complète son action globale en faveur de la transition écologique et solidaire en posant un acte fondateur avec la création de l'Agence de Développement qui vient compléter ses nombreuses politiques publiques déjà engagées dans les transports et mobilités, l'aménagement du territoire et le logement, la santé globale. Cette ambition est menée en partenariat avec la Région Occitanie et les territoires du bassin de vie.

Sur le plan économique, les entreprises subissent les conséquences des différentes crises et doivent s'adapter. Pour autant, les moyens mis en place pour accompagner le changement semblent insuffisants selon le dernier rapport du GIEC, alors que les acteurs économiques constituent un levier essentiel pour conduire à de puissantes transformations du territoire.

Sur le long terme, les coûts de l'inaction s'avéreront nettement plus élevés que les coûts de la transition écologique qui généreront, par ailleurs, d'importantes opportunités pour les entreprises qui auront été les plus réactives et innovantes. A contrario, l'absence de prise en compte de la transition sociétale constitue un risque vital pour la survie des entreprises.

Avec 90% de TPE, Montpellier et son grand territoire est constitué de petites entreprises qui ne disposent globalement pas d'expertises permettant d'engager de manière qualitative cette transition. En proposant des services experts dans l'agence, la Métropole et ses partenaires souhaitent abaisser le seuil d'accès des entreprises à leur transition sociétale tout en favorisant leur croissance économique.

Ainsi, dans un contexte économique fragile (taux de chômage et de pauvreté supérieurs à la moyenne nationale), l'Agence mobilisera de manière complémentaire des expertises et outils autour des leviers à la

croissance des sociétés favorisant la dynamique de l'emploi local : culture d'entreprise qui encourage les talents, capacité d'innovation durable, maîtrise des outils d'accélération, de développement commercial, de financement et d'internationalisation...

Ainsi, l'agence a pour objet d'accompagner les acteurs économiques dans leur croissance durable en visant une performance sociale, environnementale et économique sur le bassin de vie de Montpellier.

Elle sera ainsi la première agence de développement interterritoriale entièrement dédiée à la transition écologique et solidaire des entreprises en France, constituant un accélérateur de transformations positives pour développer une économie vertueuse, responsable et performante.

Son ambition se caractérise également par une double alliance historique à la hauteur des enjeux actuels : entre collectivités, mais aussi avec les entrepreneurs et acteurs économiques du territoire. Sa gouvernance sera mixte, pilotée conjointement par les entrepreneurs, acteurs économiques du territoire et par les représentants élus des institutions partenaires.

Les missions de l'Agence consistent à la mise en place de toutes les actions au service des entreprises et des projets économiques favorisant la transition et la croissance durable du grand bassin de vie.

4 axes stratégiques définissent le cadre des missions de l'agence

Axe 1 : Coopérer et atteindre une masse économique déterminante pour positionner le bassin de vie de Montpellier en renforçant l'intelligence collective et les synergies

La Métropole de Montpellier se situe au onzième rang des métropoles françaises de par son poids démographique. Toutefois autour d'elle, plusieurs EPCI disposent d'une importante dynamique démographique et économique. En se fédérant avec les EPCI les plus proches, le grand territoire pourrait atteindre une nouvelle masse critique de près d'un million d'habitants, 35 000 entreprises et 350 000 emplois. En favorisant les synergies et complémentarités entre territoires aujourd'hui non exploitées, l'Agence permettrait au territoire de s'inscrire parmi les grandes aires économiques françaises et européennes.

Axe transverse 1 - Programme 1 : Etablir la première gouvernance économique fédérant les institutions et EPCI du bassin de vie de Montpellier

L'heure économique doit être au rassemblement des forces vives, à la coopération pragmatique. Pour les années à venir, les territoires partenaires font preuve de maturité et souhaitent jouer un rôle de facilitateur et de catalyseur du développement économique sur le bassin de vie en phase avec la dynamique régionale. Tout d'abord en se fédérant pour renforcer la densité d'emplois et d'entreprises, pour coopérer et construire les projets structurants en partageant/maillant nos savoirs faire et outils de développement économique.

La structure sera une agence pionnière pour le grand territoire et s'inscrira en bonne articulation avec les dispositifs existants de la Métropole, de l'Etat et ses agences (BPI, Pôle Emploi, Business France), de la Région et son agence Ad'Occ, des services des EPCI partenaires et de leurs agences, des chambres consulaires, des associations et autres parties prenantes. En se fédérant, notre territoire atteindra une masse économique déterminante permettant de se positionner à l'échelle internationale.

L'agence mettra en œuvre une gouvernance regroupant les institutions du bassin de vie.

Axe transverse 1 - Programme 2 : Création d'un conseil de l'économie et des transitions

Le conseil de l'économie et des transitions aura pour rôle de conseiller et de proposer des grandes orientations et actions économiques stratégiques. Sur le modèle d'un "think tank", il sera composé des représentants des différentes parties prenantes économiques du grand territoire (collectivités et leurs agences, chambres consulaires, entreprises et leurs réseaux, universités et grandes écoles, investisseurs), et d'experts. Il favorise la collaboration entre ces différentes parties prenantes et facilite ainsi le rapprochement de leurs

positions et la mise en synergie et cohérence d'actions économiques.

Axe transverse 1 - Programme 3 : Création du comité de coordination des stratégies d'accueil immobilières et foncières des entreprises

Cette instance de dialogue et de concertation regroupe les partenaires sur les questions d'aménagement et d'implantation autour de la compétence immobilière et foncière favorisant ainsi la mise en œuvre concertée de stratégies d'accueil d'entreprises.

Axe transverse 1 - Programme 4 : Études prospectives au service des missions de l'Agence

L'agence réalisera des études prospectives permettant de la positionner en anticipation des transformations économiques. Cela alimentera les réflexions de la gouvernance et permettra la définition des nouveaux outils tout en gardant un temps d'avance sur ses thématiques.

Axe 2 : Favoriser l'essor et l'ancrage des entreprises en misant sur la performance globale et sociétale, facteur déterminant pour toutes les entreprises en développement

Avec 90 % des entreprises qui comptent moins de 10 salariés, notre bassin de vie rencontre des difficultés majeures pour faire croître durablement ses entreprises, avec en sous-jacent des enjeux déterminants d'emplois.

L'objectif de l'Agence sera de faire du bassin de vie la terre des entrepreneurs, un territoire où l'avenir se crée et s'invente ici plus facilement qu'ailleurs, où tous les outils sont mis à leur disposition pour favoriser la croissance vertueuse des entreprises, participant ainsi à la construction d'un territoire ambitieux et conquérant.

Axe 2 - Programme 1 : Inspirer l'esprit d'entreprendre pour tous

L'agence proposera un programme mutualisé pour les territoires portant des actions de sensibilisation à l'entrepreneuriat. Ainsi les territoires proposeront un véritable droit d'entreprendre, en particulier dans l'objectif de favoriser l'innovation à impact sociétal.

Axe 2 - Programme 2 : Favoriser les échanges entre programmes d'incubation d'entreprises, l'animation des tiers lieux

L'agence pourra sur demande de ses membres mobiliser ses équipes pour animer des lieux économiques sur le grand territoire. Elle pourra également faciliter le lien entre les programmes d'incubation d'entreprises innovantes et assurer la mise en réseau avec l'ensemble des pépinières qui maillent aujourd'hui le territoire.

Axe 2 - Programme 3 : Favoriser les partenariats et l'innovation entre acteurs du territoire - Open innovation

La nature des défis environnementaux et sociétaux oblige les entreprises à opérer une révolution dans tous les domaines. Un challenge d'ampleur telle, qu'il nécessite d'ouvrir toutes les portes de l'innovation durable pour accéder rapidement aux solutions émergentes et de rupture développées en dehors de l'entreprise. L'agence aura pour mission de faire du bassin de vie le hub de l'innovation durable qui favorise les coopérations croisées entre les entreprises, PME, comptes clés et les startups locales. Ce circuit court de l'économie, plus résilient et performant favorisera l'ancrage des entreprises.

Axe 2 - Programme 4 : Programmes d'accélération.

L'Agence offrira un accompagnement à la croissance durable à l'échelle du bassin de vie et établira des dispositifs d'accélération avec les partenaires locaux et Ad'occ notamment.

Axe 3 : Activer et accompagner la transition sociétale favorisant le développement d'entreprises vertueuses et pérennes

L'engagement sociétal procure un gain de performance en moyenne de l'ordre de 13 % par rapport aux entreprises qui ne l'introduisent pas, en particulier quand elle relève de l'initiative volontaire et non de

mesures contraignantes (France Stratégie). Par ailleurs, 86% des salariés sont prêts à agir contre le changement climatique dans le cadre de leur travail et 2 jeunes sur 3 se disent prêts à renoncer à postuler dans une entreprise qui ne prendrait pas suffisamment en compte les enjeux environnementaux (Climate School).

Pour autant, intégrer l'engagement sociétal au cœur de l'entreprise de l'entreprise s'avère particulièrement stratégique et complexe. Dans une étude du cabinet KPMG ciblant les entrepreneurs en croissance, 56% des répondants indiquent ne pas toujours savoir comment s'y prendre et auraient besoin de ressources et de soutien pour structurer cette démarche.

Notre territoire doit créer les entreprises de demain, celles de la transition durable, afin qu'elles puissent avoir avec leurs salariés un impact sociétal fort sur le territoire tout en renforçant leurs performances économiques.

L'ambition de l'Agence sera d'abaisser le seuil de la transition sociétale en proposant une offre complète et ambitieuse d'accompagnement et de services pour faciliter et optimiser la transformation des entreprises de son territoire. Ainsi, le bassin de vie pourra se positionner comme pionnier de l'économie de demain, écologique et solidaire, en favorisant le développement et la croissance d'entreprises et faire en sorte que chacune participe à la transition économique et écologique du territoire.

Axe 3 - Programme 1 : Devenir le centre de ressource sur la transition sociétale

Le positionnement de l'Agence sur l'engagement sociétal des entreprises s'appuiera sur une maîtrise parfaite de ces sujets. L'agence proposera un contenu pertinent, complet et accessible sur ces sujets et servira de référence dans ces domaines.

Axe 3 - Programme 2 : Sensibiliser et faire prendre conscience les enjeux liés à la transition

L'agence proposera des actions, conférences, parcours de sensibilisation et d'échanges pour susciter l'intérêt et impliquer le maximum d'entreprises dans la transition sociétale. Mais aussi une palette de formations permettant d'accélérer la mise en œuvre de sa stratégie à impact.

Axe 3 - Programme 3 : Accompagnement à la transition écologique et solidaire.

L'objectif sera d'animer et d'accompagner le tissu économique via des chargés de mission experts et des programmes d'accompagnement favorisant sa transformation sociétale et s'intégrer aux parcours d'accompagnement existants.

Axe 3 - Programme 4 : Engager une évaluation et une démarche progrès avec un outil spécialisé, menant vers les labellisations et une communication transparente.

L'outil propriétaire de l'agence sera construit avec les spécialistes nationaux et adapté à notre écosystème local. Parallèlement, un accompagnement dédié sera mis en œuvre auprès des experts de l'impact environnemental et social (Global Compact, Bcorp...) qui permettront aux entreprises d'atteindre des engagements précis.

Axe 4 : Internationaliser le territoire et offrir une attractivité économique renouvelée et singulière, favorisant une identité forte où le futur durable s'entreprend ici

61 % des revenus des entreprises en croissance tricolores ont été générés à l'étranger (EY). Par ailleurs, le déficit commercial Hérault est élevé : - 2.3Md€ soit le plus important déficit commercial de l'Occitanie.

L'internationalisation des entreprises constitue donc un enjeu de premier plan. C'est également, un sujet parmi les plus complexe et risqué à mettre en œuvre pour les entrepreneurs dans un contexte de crise économique et sociétale. L'agence proposera des programmes en partenariats avec les acteurs locaux et nationaux déjà impliqués : Ad'occ, Business France, CCI, CCEF...

Axe 4 - Programme 1 : Accompagnement à l'internationalisation des entreprises

L'agence animera et renforcera l'accompagnement à l'international des entreprises en lien avec notamment l'Agence Régionale Ad'Occ.

Axe 4 - Programme 2 : Programme d'accueil des entreprises internationales via la mise en place d'un dispositif d'accueil spécifique

L'agence offrira un bouquet de services permettant d'accueillir sur le grand territoire les entreprises internationales dans les meilleures conditions. L'objectif est de lever les freins à l'implantation d'entreprise et lui permettre de tester le marché français et européen.

Axe 4 - Programme 3 : Mise en place de partenariats stratégiques ciblant les grands pôles économiques mondiaux

A l'instar des grandes structures économiques, il s'agira de construire un **réseau de partenaires internationaux** facilitant l'accès aux marchés internationaux dans les zones économiques les plus stratégiques. En s'appuyant sur une masse critique d'entreprises élargie au grand territoire, l'Agence pourra nouer des accords économiques avec les grandes destinations économiques : Etats-Unis et Canada, Chine, mais également en Europe, Amérique Latine et Afrique, continent avec lequel les liens ne cessent de se renforcer depuis un an et la tenue du Nouveau Sommet à Montpellier.

Axe 4 - Programme 4 : Appuyer les accords et jumelages des EPCI partenaires

L'agence interviendra à la demande des EPCI partenaires pour appuyer dans leur dimension économique les accords de partenariats économiques et jumelages.

Axe 4 - Programme 5 : Rayonner par une stratégie marketing audacieuse, mettre en lumière les réussites entrepreneuriales locales, fédérer les écosystèmes du bassin de vie par une stratégie événementielle

L'agence sera inédite, attractive et particulièrement en phase avec les entreprises, projets accompagnés ainsi que les générations présentes et à venir. L'intégration de ces principes fondateurs forts dans l'ADN de l'Agence lui donnera immédiatement un positionnement lisible, discriminant et engagé.

En s'appuyant sur l'Agence, nos territoires avec leurs spécificités se situeront dans une position privilégiée pour profiter de ces transformations. Les établissements d'enseignement supérieur, les centres de recherche, les entrepreneurs et les talents sont une force pour agir aux côtés des collectivités locales, citoyens ou associations et accélérer ainsi la transition, la croissance responsable et performante et améliorer la qualité de vie de la population.

De ce fait, le grand territoire participe à un projet historique de coopération basé sur la mise en commun et l'intelligence collective. Cette démarche contribue de par sa singularité à construire une destination économique incontournable. La visibilité offerte permettra de conforter et promouvoir l'excellence du bassin de vie à travers le monde.

La vision novatrice au cœur des enjeux d'aujourd'hui et de demain et autour des coopérations économiques amplifie tout le potentiel et la capacité du grand territoire à faire naître les talents et solutions vertueuses, à inventer un futur durable pour les générations présentes et à venir.

La Métropole et ses partenaires se fixent un objectif à moyen terme de 1 000 acteurs du bassin de vie sensibilisés et engagés dans la croissance durable et la transition environnementale et solidaire chaque année en bénéficiant des services proposés par l'agence.

L'objectif pour l'année 2022 est de finaliser la constitution opérationnelle de la structure et de ses programmes d'accompagnement.

Il est proposé que la Métropole construise l'agence sous la forme associative loi 1901 afin de proposer un outil agile, réactif, flexible, permettant d'associer de nombreux partenaires publics et privés.

L'association aura vocation à accueillir l'ensemble des parties prenantes portant le développement du territoire. Des échanges en cours et à venir permettront de finaliser de manière précise les membres fondateurs et le schéma de gouvernance en délibérant les statuts de la future association permettant par la suite de laisser également les partenaires délibérer et accélérer le processus de création.

Le calendrier prévisionnel prévoit une création de l'association au dernier trimestre 2022 et une mise en service au premier semestre 2023.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le positionnement stratégique et la feuille de route de l'Agence ;
- D'engager le processus de négociation de la création de l'association l'Agence avec les partenaires ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 26 JUILLET 2022

Hors commission - Modification du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de modifier le tableau des emplois et des effectifs de la manière suivante :

Certaines créations et évolutions de postes découlent de la nouvelle organisation des pôles Sports, Stratégie Foncière et Immobilière et Moyens généraux. Par ailleurs, cette nouvelle organisation comprend de nouveaux services communs Ville et Métropole qui nécessitent la création de postes au sein de la Métropole et la suppression de postes au sein des services de la Ville de Montpellier. Ainsi, parmi les 196 postes créés par la présente délibération, 125 correspondent à des mutualisations.

Il convient de préciser que pour les emplois permanents créés, mis en conformité avec le grade de l'agent ou transformés dans la présente délibération, il pourra être fait appel à un agent non titulaire, en application des dispositions de l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé. Les spécificités de ces emplois permanents nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine concerné. Leur niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire des cadres d'emplois concernés, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération.

I- Créations de postes :

Il est nécessaire, de créer au tableau des emplois et des effectifs les postes mentionnés dans l'**annexe 1** ci-jointe.

II- Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi :

Les emplois permanents pour lesquels il est nécessaire d'ajuster le ou les cadres d'emplois d'accès aux postes sont mentionnés dans l'**annexe 2** ci-jointe.

III- Transformations de postes

Les emplois permanents qui connaissent une évolution substantielle, sont mentionnés dans l'**annexe 3** ci-jointe.

IV- Ouvertures de postes aux agents non titulaires :

Conformément à l'article 3-3-2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, modifiée par l'article 21 de la loi n°2019-828 du 6 août 2019, un emploi permanent du niveau de la catégorie A, B ou C peut être occupé par un agent contractuel lorsque la nature des fonctions ou les besoins des services le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté.

Ainsi, en raison des tâches à effectuer, il est proposé l'établissement de contrats à durée déterminée d'une durée de trois ans maximum, renouvelable par reconduction expresse, la durée des contrats successifs ne pouvant excéder un total de six années.

Les spécificités de ces emplois permanents nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine concerné. Leur niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire des cadres d'emplois concernés, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération.

Il convient d'autoriser le recrutement d'agents contractuels sur les emplois permanents mentionnés dans l'**annexe 4** ci-jointe.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De modifier le tableau des emplois et des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole en tenant compte des créations, des mises en conformité, des transformations et des ouvertures de postes aux agents non titulaires citées en annexes ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

| Réf. Poste | Nature du poste | PÔLE | Catégorie d'emploi (A, B, C) | Temps de travail complet (TC)/non complet (TNC) | Cadres d'emplois | Intitulé des fonctions | Motif de la création |
|------------|-----------------|--|-------------------------------|---|---|--|--|
| 2022-256 | Permanent | Pôle sports | A | TC | Attaché et Conseiller Territorial des Activités Physiques et Sportives | Chargé de mission | Création de postes liée à la nouvelle organisation |
| 2022-257 | | | B | TC | Technicien | Technicien | |
| 2022-258 | | | C | TC | Agent de maîtrise | Référent patrimoine | |
| 2022-259 | | | C | TC | Adjoint administratif | gestionnaire administratif | |
| 2022-260 | | | A | TC | Attaché | Directeur délégué gestion et développement des pratiques sportives | |
| 2022-261 | | | A | TC | Attaché | Directeur délégué grands projets, excellence sportive et pilotage | |
| 2022-262 | | | A | TC | Attaché | Responsable de l'unité coordination des ressources financières, humaines | |
| 2022-263 | | | C | TC | Adjoint administratif et adjoint territorial d'animation | assistant de gestion RH | |
| 2022-264 | | | C | TC | Adjoint administratif | gestionnaire comptable | |
| 2022-265 | | | A | TC | Attaché | Responsable du Service partenariats, grands événements profis et sport professionnel | |
| 2022-266 | | | A | TC | Attaché et Conseiller Territorial des Activités Physiques et Sportives | Responsable de l'Unité partenariats et événementiels sportifs | |
| 2022-267 | | | C | TC | Adjoint administratif | Assistant partenariats appels à projets et prestations de service | |
| 2022-268 | | | C | TC | Adjoint technique | Magasinier | |
| 2022-269 | | | C | TC | Agent de maîtrise | Coordonnateur de proximité | |
| 2022-270 | | | C | TC | Adjoint technique | Adjoint technique | |
| 2022-271 | | | C | TC | Adjoint technique et opérateur des Activités Physiques et Sportives | Adjoint technique | |
| 2022-272 | | | C | TC | Adjoint technique | Adjoint technique | |
| 2022-273 | | | C | TC | Adjoint administratif | Assistant suivi agenda sportif et planning de réservation | |
| 2022-274 | | Pôle Stratégie Foncière et Immobilière | C | TC | Adjoint administratif | Gestionnaire comptable | |
| 2022-275 | | | C | TC | Adjoint administratif | Gestionnaire administratif | |
| 2022-276 | | | C | TC | Adjoint administratif | Gestionnaire comptable | |
| 2022-277 | | | B | TC | Technicien | Technicien opérationnel | |
| 2022-278 | | | B | TC | Technicien | Technicien opérationnel | |
| 2022-279 | | | B | TC | Rédacteur et Technicien | Chargé d'opération foncieres et immobilieres | |
| 2022-280 | | | B | TC | Rédacteur et Technicien | Chargé d'opération foncieres et immobilieres | |

| Réf. Poste | Nature du poste | PÔLE | Catégorie d'emploi (A, B, C) | Temps de travail complet (TC)/non complet (TNC) | Cadres d'emplois | Intitulé des fonctions | Motif de la création |
|------------|-----------------|--|-------------------------------|---|--|--|--|
| 2022-281 | Permanent | Pôle Stratégie Foncière et Immobilière | A | TC | Attaché et Ingénieur | Chargé de projet politique foncière et coopération | Création de postes liée à la nouvelle organisation |
| 2022-282 | | | A | TC | Attaché et Ingénieur | Chargé de projet politique foncière et coopération | |
| 2022-283 | | | A | TC | Attaché | Rédacteur d'actes authentiques et conseil foncier | |
| 2022-284 | | | A | TC | Attaché | Rédacteur d'actes authentiques et conseil foncier | |
| 2022-285 | | | B | TC | Rédacteur et Technicien et Adjoint administratif | Gestionnaire de Patrimoine | |
| 2022-286 | | | B | TC | Rédacteur et Technicien et Adjoint administratif | Gestionnaire de Patrimoine | |
| 2022-287 | | | B | TC | Technicien | Gestionnaire opérationnel de patrimoine | |
| 2022-288 | | | A | TC | Attaché et Ingénieur | Responsable de service stratégie immobilière et valorisation des actifs | |
| 2022-289 | | | A | TC | Attaché et Ingénieur | Chargé de mission schéma directeur immobilier | |
| 2022-290 | | | B | TC | Technicien | Technicien opérationnel | |
| 2022-291 | | | B | TC | Rédacteur et Technicien | Gestionnaire de patrimoine | |
| 2022-292 | | Pôle Moyens Généraux | C | TC | Agent de maîtrise | Coordonnateur référent des équipements | |
| 2022-293 | | | C | TC | Adjoint technique | Agent du tri sélectif | |
| 2022-294 | | | C | TC | Adjoint technique | Agent du tri sélectif | |
| 2022-295 | | | C | TC | Adjoint technique | Agent d'entretien | |
| 2022-296 | | | C | TC | Adjoint technique | Agent d'entretien | |
| 2022-297 | | | A | TC | Ingénieur | Responsable service gestion active du parc et animation de l'offre de mobilité | |
| 2022-298 | | | C | TC | Adjoint administratif et Adjoint technique | Assistant administratif chargé d'accueil | |
| 2022-299 | | | A | TC | Attaché | Responsable Unité Valorisation du patrimoine réformé | |
| 2022-300 | | | C | TC | Agent de maîtrise | Chargé des actifs réformés | |
| 2022-301 | | | C | TC | Adjoint technique | Chargé des dotations et inventaires | |
| 2022-302 | | | C | TC | Adjoint technique | Agent d'entretien | |
| 2022-303 | | | C | TC | Adjoint technique | Agent d'entretien | |
| 2022-304 | | | C | TC | Adjoint technique | Agent d'entretien | |
| 2022-305 | | | C | TC | Adjoint technique | Agent d'entretien | |

| Réf. Poste | Nature du poste | PÔLE | Catégorie d'emploi (A, B, C) | Temps de travail complet (TC)/non complet (TNC) | Cadres d'emplois | Intitulé des fonctions | Motif de la création |
|------------|-----------------|----------------------|-------------------------------|---|---|-------------------------------------|--|
| 2022-306 | Permanent | Pôle Moyens Généraux | C | TC | Adjoint technique | Agent d'entretien | Création de postes liée à la nouvelle organisation |
| 2022-307 | | | C | TC | Adjoint technique | Agent d'entretien | |
| 2022-308 | | | C | TC | Adjoint technique | Agent d'entretien | |
| 2022-309 | | | C | TC | Adjoint technique | Agent d'entretien | |
| 2022-310 | | | C | TC | Adjoint technique | Agent d'entretien | |
| 2022-311 | | | C | TC | Adjoint technique | Agent d'entretien | |
| 2022-312 | | | C | TC | Adjoint technique | Agent d'entretien | |
| 2022-313 | | | C | TC | Adjoint technique | Agent d'entretien | |
| 2022-314 | | | C | TC | Adjoint technique | Agent d'entretien | |
| 2022-315 | | | C | TC | Adjoint technique | Agent d'entretien | |
| 2022-316 | | | C | TC | Adjoint technique | Agent d'entretien | |
| 2022-317 | | | C | TC | Adjoint technique et Agent de maîtrise | Agent d'entretien | |
| 2022-318 | | | C | TC | Adjoint technique | Agent d'entretien | |
| 2022-319 | | | C | TC | Adjoint technique | Agent d'entretien | |
| 2022-320 | | | C | TC | Adjoint technique | Agent d'entretien | |
| 2022-321 | | | C | TC | Adjoint technique | Agent d'entretien | |
| 2022-322 | | | C | TC | Adjoint technique | Agent d'entretien | |
| 2022-323 | | | C | TC | Adjoint technique | Agent d'entretien Après-Midi | |
| 2022-324 | | | C | TC | Adjoint technique | Agent d'entretien Après-Midi | |
| 2022-325 | | | C | TC | Adjoint technique | Agent d'entretien Après-Midi | |
| 2022-326 | | | C | TC | Agent de maîtrise | Responsable équipe après midi | |
| 2022-327 | | | C | TC | Agent de maîtrise et adjoint technique | Gestionnaire stock entretien | |
| 2022-328 | | | C | TC | Adjoint technique | Chargé de mécanisation polyvalent | |
| 2022-329 | | | C | TC | Adjoint technique | Chargé de mécanisation polyvalent | |
| 2022-330 | | | B | TC | Technicien | Contrôleurs et formateurs entretien | |

| Réf. Poste | Nature du poste | PÔLE | Catégorie d'emploi (A, B, C) | Temps de travail complet (TC)/non complet (TNC) | Cadres d'emplois | Intitulé des fonctions | Motif de la création |
|------------|-----------------|----------------------|-------------------------------|---|--|--|--|
| 2022-331 | Permanent | Pôle Moyens Généraux | C | TC | Adjoint administratif et Adjoint d'animation | Gestionnaire des prestations d'entretien | Création de postes liée à la nouvelle organisation |
| 2022-332 | | | B | TC | Technicien | Chef d'équipe superviseur/formateur | |
| 2022-333 | | | B | TC | Technicien | Contrôleurs et formateurs entretien | |
| 2022-334 | | | A | TC | Ingénieur et Technicien | Responsable de l'unité Coordination de l'entretien | |
| 2022-335 | | | C | TC | Agent de maîtrise et adjoint technique | Responsable adjoint d'équipe matin | |
| 2022-336 | | | C | TC | Agent de maîtrise | Responsable d'équipe matin | |
| 2022-337 | | | B | TC | Technicien | Responsable de l'unité Tri des déchets | |
| 2022-338 | | | A | TC | Attaché | Responsable du Service Entretien Ménager | |
| 2022-339 | | | C | TC | Agent de maîtrise | Conducteur offset | |
| 2022-340 | | | C | TC | Adjoint technique | Façonneur | |
| 2022-341 | | | C | TC | Agent de maîtrise | Conducteur offset | |
| 2022-342 | | | C | TC | Agent de maîtrise et adjoint technique | Coordonnateur chargé de la planification des travaux | |
| 2022-343 | | | C | TC | Agent de maîtrise | Opérateur PAO/Graphiste | |
| 2022-344 | | | C | TC | Agent de maîtrise | Opérateur PAO/Graphiste | |
| 2022-345 | | | C | TC | Adjoint technique | Reprographe et façonneur | |
| 2022-346 | | | C | TC | Adjoint technique | Reprographe et façonneur | |
| 2022-347 | | | B | TC | Technicien | Responsable de l'atelier graphique | |
| 2022-348 | | | C | TC | Adjoint technique | Agent d'exploitation des pools | |
| 2022-349 | | | C | TC | Adjoint technique | Agent d'exploitation des pools | |
| 2022-350 | | | C | TC | Adjoint technique | Opérateur en maintenance cycle | |
| 2022-351 | | | C | TC | Adjoint technique | Opérateur en maintenance cycle | |
| 2022-352 | | | C | TC | Adjoint technique | Agent d'exploitation des pools | |
| 2022-353 | | | C | TC | Adjoint technique | Agent d'exploitation des pools | |
| 2022-354 | | | C | TC | Agent de maîtrise et adjoint technique | Carrosier-peintre | |
| 2022-355 | | | C | TC | Agent de maîtrise et adjoint technique | Carrosier-peintre | |

| Réf. Poste | Nature du poste | PÔLE | Catégorie d'emploi (A, B, C) | Temps de travail complet (TC)/non complet (TNC) | Cadres d'emplois | Intitulé des fonctions | Motif de la création |
|------------|-----------------|----------------------|-------------------------------|---|--|--|--|
| 2022-356 | Permanent | Pôle Moyens Généraux | C | TC | Agent de maitrise et adjoint technique | Electricien et électronicien | Création de postes liée à la nouvelle organisation |
| 2022-357 | | | B | TC | Technicien | Responsable de l'unité Exploitation et entretien des pools | |
| 2022-358 | | | C | TC | Agent de maitrise et adjoint technique | Magasinier-renfort mécanicien | |
| 2022-359 | | | C | TC | Agent de maitrise et adjoint technique | Magasinier-renfort mécanicien | |
| 2022-360 | | | C | TC | Agent de maitrise et adjoint technique | Opérateur en maintenance des véhicules | |
| 2022-361 | | | C | TC | Agent de maitrise et adjoint technique | Opérateur en maintenance des véhicules | |
| 2022-362 | | | C | TC | Agent de maitrise et adjoint technique | Opérateur maintenance 2 roues et motocycle | |
| 2022-363 | | | C | TC | Agent de maitrise et adjoint technique | Opérateur en maintenance itinérante PL et engins | |
| 2022-364 | | | C | TC | Agent de maitrise et adjoint technique | Opérateur en maintenance des véhicules | |
| 2022-365 | | | B | TC | Adjoint technique et Agent de maitrise | Responsable de l'unité maintenance et entretien du parc | |
| 2022-366 | | | C | TC | Agent maitrise | Coordinateur de l'atelier | |
| 2022-367 | | | C | TC | Adjoint technique | Agent d'exploitation des pools | |
| 2022-368 | | | C | TC | Agent de maitrise et adjoint technique | Responsable de l'équipe maintenance mobile | |
| 2022-369 | | | B | TC | Rédacteur et Adjoint administratif | Chargé du suivi de la sinistralité et des contraventions | |
| 2022-370 | | | C | TC | Adjoint administratif | Gestionnaire administratif du parc | |
| 2022-371 | | | C | TC | Agent de maitrise | Responsable d'équipe Cycles et formateur | |
| 2022-372 | | | C | TC | Agent de maitrise | Opérateur en maintenance itinérante PL et engins | |
| 2022-373 | | | C | TC | Agent de maitrise | Opérateur en maintenance itinérante PL et engins | |
| 2022-374 | | | C | TC | Adjoint administratif | Chargé de l'élaboration convention, décisions du pôle | |
| 2022-375 | | | A | TC | Ingénieur | Responsable de Service coordination budgétaire et marchés | |
| 2022-376 | | | A | TC | Attaché | Acheteur | |
| 2022-377 | | | B | TC | Rédacteur | Rédacteurs marchés | |
| 2022-378 | | | B | TC | Rédacteur | Rédacteurs marchés | |
| 2022-379 | | | A | TC | Attaché | Chargé de coordination de la centrale de fournitures | |
| 2022-380 | | | B | TC | Attaché | Juriste marché | |

| Réf. Poste | Nature du poste | PÔLE | Catégorie d'emploi (A, B, C) | Temps de travail complet (TC)/non complet (TNC) | Cadres d'emplois | Intitulé des fonctions | Motif de la création |
|------------|-----------------|----------------------|-------------------------------|---|--|---|--|
| 2022-381 | Permanent | Pôle Moyens Généraux | C | TC | Adjoint administratif | Gestionnaire comptable | Création de postes liée à la nouvelle organisation |
| 2022-382 | | | C | TC | Adjoint administratif | Gestionnaire comptable | |
| 2022-383 | | | C | TC | Adjoint administratif | Gestionnaire comptable | |
| 2022-384 | | | C | TC | Adjoint administratif | Gestionnaire comptable | |
| 2022-385 | | | A | TC | Attaché | Responsable du Service logistique et fournitures générales | |
| 2022-386 | | | C | TC | Adjoint technique | Magasinier livreur | |
| 2022-387 | | | C | TC | Adjoint technique | Magasinier livreur | |
| 2022-388 | | | C | TC | Adjoint technique | Magasinier livreur | |
| 2022-389 | | | C | TC | Adjoint technique | Magasinier livreur | |
| 2022-390 | | | C | TC | Adjoint technique | Magasinier livreur | |
| 2022-391 | | | C | TC | Adjoint technique | Magasinier livreur | |
| 2022-392 | | | C | TC | Adjoint technique | Magasinier livreur | |
| 2022-393 | | | C | TC | Adjoint technique | Magasinier livreur | |
| 2022-394 | | | B | TC | Rédacteur | Gestionnaire de stocks magasin | |
| 2022-395 | | | C | TC | Adjoint technique | Magasinier livreur | |
| 2022-396 | | | C | TC | Agent maitrise | Coordinateur des livraisons | |
| 2022-397 | | | B | TC | Technicien | Responsable unité magasin | |
| 2022-398 | | | C | TC | Adjoint technique | Magasinier livreur | |
| 2022-399 | | | C | TC | Adjoint technique | Magasinier livreur | |
| 2022-400 | | | B | TC | Technicien | Contrôleurs et formateurs entretien | |
| 2022-401 | | | B | TC | Rédacteur | Chargé de mission programmation et instruction | |
| 2022-402 | | | B | TC | Technicien | Responsable Unité guichet de proximité facilities Métropole | |
| 2022-403 | | | C | TC | Adjoint technique et Adjoint administratif | Chargé des relations aux agents (guichet métro) | |
| 2022-404 | | | C | TC | Adjoint technique | Chargés des mobilités | |
| 2022-405 | | | B | TC | Technicien | Chargé des déménagements et de valorisation du mobilier | |

| Réf. Poste | Nature du poste | PÔLE | Catégorie d'emploi (A, B, C) | Temps de travail complet (TC)/non complet (TNC) | Cadres d'emplois | Intitulé des fonctions | Motif de la création |
|------------|-----------------|--------------------------|-------------------------------|---|---|--|---|
| 2022-406 | Permanent | Pôle Moyens Généraux | C | TC | Adjoint technique | Chargé des dotations et inventaires | Création de postes liée à la nouvelle organisation |
| 2022-407 | | | A | TC | Ingénieur | Responsable du service des moyens opérationnels | |
| 2022-408 | | | C | TC | Adjoint technique et Adjoint administratif | Chargé des relations aux agents (HDV) | |
| 2022-409 | | | C | TC | Adjoint technique | Chargés des mobilités | |
| 2022-410 | | | C | TC | Adjoint technique et Agent de maîtrise | Chargés des mobilités | |
| 2022-411 | | | A | TC | Ingénieur | Responsable du service Production Graphique | |
| 2022-412 | | | A | TC | Adjoint technique | Agent d'exploitation des pools | |
| 2022-413 | | | A | TC | Ingénieur | Responsable du service prospective et fonctionnement du parc | |
| 2022-414 | | | C | TC | Ingénieur | Chargé de mission avitaillement et administration des bases de données | |
| 2022-415 | | | C | TC | Adjoint technique | Chargé de préparation et livraison des véhicules et formateurs | |
| 2022-416 | | Pôle Ressources Humaines | A | TC | Attaché | Chargé de coordination et organisation PRH | Création de poste permettant de doter ponctuellement les Directions de moyens supplémentaires |
| 2022-417 | | | B | TC | Rédacteur | gestionnaires gestion intégrée | |
| 2022-418 | | | B | TC | Rédacteur | gestionnaires gestion intégrée | |
| 2022-419 | | | C | TC | Adjoint administratif | gestionnaires gestion du temps | |
| 2022-420 | | | C | TC | Adjoint administratif | gestionnaire maladie | |
| 2022-421 | | | C | TC | Adjoint administratif | assistant recrutement | |
| 2022-422 | | | C | TC | Adjoint administratif | assistant recrutement | |
| 2022-423 | | | A | TC | Attaché | Conseiller en évolution professionnelle | |
| 2022-424 | | | A | TC | Attaché | Conseiller en évolution professionnelle | |
| 2022-425 | | | A | TC | Ingénieur | Conseillers en prévention | |
| 2022-426 | | | A | TC | Ingénieur | Conseillers en prévention | |
| 2022-427 | | | A | TC | Ingénieur | Conseillers en prévention | |
| 2022-428 | | | A | TC | Ingénieur | Conseillers en prévention | |
| 2022-429 | | | A | TC | Attaché | Juriste | |
| 2022-430 | | | A | TC | Attaché | Coordinateur prévention/lutte absentisme | |

| Réf. Poste | Nature du poste | PÔLE | Catégorie d'emploi (A, B, C) | Temps de travail complet (TC)/non complet (TNC) | Cadres d'emplois | Intitulé des fonctions | Motif de la création | | |
|--------------|-----------------|--|-------------------------------|---|-----------------------|---|---|---|---|
| 2022-431 | Permanent | Pôle Déchets et cycles de l'eau | A | TC | Attaché | Chargé de mission animation du forum de l'eau | Créations de postes financées ou qui génèrent des recettes | | |
| 2022-432 | | | B | TC | Rédacteur | Chargé du suivi administratif et réglementaire | | | |
| 2022-433 | | | A | TC | Ingénieur | Ingénieur gouvernance de l'eau | | | |
| 2022-434 | | | A | TC | Ingénieur | Responsable de la mission autorité organisatrice de l'eau | | | |
| 2022-435 | | Pôle Juridique, Achats et Assemblées | C | TC | Adjoint administratif | gestionnaire adminoinstratif et comptable | Création de postes liée à la nouvelle organisation | | |
| 2022-436 | | Pôle Sécurité et Tranquillité Publique | A | TNC 25% | Directeur de PM | Directeur police métropolitaine des transports | | | |
| 2022-437 | | Direction générale des services | A | TC | Ingénieur en chef | Chargé de mission | Création de poste permettant de doter ponctuellement les Directions de moyens supplémentaires | | |
| 2022-446 | | | A | TC | Attaché/Ingénieur | Responsable de la mission relations internes | | | |
| 2022-447 | | | A | TC | Attaché/Ingénieur | Responsable de la marque employeur | | | |
| 2022-448 | | | A | TC | Attaché/Ingénieur | Chargé de mission animation des communautés de travail | | | |
| 2022-438 | | Pôle Patrimoine Immobilier | B | TC | Rédacteur | Instructeur des marchés publics | | | |
| 2022-439 | | Permanent | Pôle mobilités | A | TC | Attaché/Ingénieur | | Chargé de mission relative à l'offre de transport | Création de poste permettant de doter ponctuellement les Directions de moyens supplémentaires |
| 2022-440 | | | | A | TC | Attaché/Ingénieur | | Chargé de mission qualité de service | |
| 2022-441 | A | | | TC | Attaché/Ingénieur | Chargé d'étude déplacement et stationnement | | | |
| 2022-442 | A | | | TC | Attaché/Ingénieur | Responsable sécurité/réglementation | | | |
| 2022-443 | A | | | TC | Attaché/Ingénieur | Chargé de mission | | | |
| 2022-444 | A | | | TC | Ingénieur | Ingénieur patrimoine | | | |
| 2022-445 | A | | | TC | Ingénieur | Ingénieur projets opérationnels | | | |
| PROJ2022-017 | Non permanent | Pôle Moyens Généraux | | A | TC | Attaché/Ingénieur | | Chargé du suivi du projet Bustram | |
| PROJ2022-018 | | | A | TC | Attaché/Ingénieur | Chargé du suivi du projet Bustram | | | |
| PROJ2022-016 | | | B | TC | Technicien | Chargé de sécurisation et des accès | | | |

| Réf. Poste | Nature du poste | PÔLE | Catégorie d'emploi (A, B, C) | Temps de travail complet (TC)/non complet (TNC) | Cadres d'emplois | Intitulé des fonctions | Motif de la création |
|---|--------------------|------|-------------------------------------|--|------------------|------------------------|-------------------------|
| <p>Il est proposé de créer trois emplois non permanents, conformément au décret n°2020-172 du 27 février 2020, relatif au contrat de projet dans la fonction publique, pris en application de l'article 17 de la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique.</p> <p>Ces contrats prendront fin lors de la réalisation du projet ou de l'opération susmentionnée ou après un délai d'un an minimum si l'opération ne peut pas être réalisée. Ces contrats seront renouvelables par reconduction expresse lorsque le projet ou l'opération prévue ne sera pas achevée au terme de la durée initialement déterminée.</p> <p>La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans. Leur niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire du cadre d'emplois concerné, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération.</p> | | | | | | | |

| Cadre(s) d'emploi(s) actuel(s) | | | | | | | Ajustement du ou des cadres d'emplois d'accès au poste | | | | | | |
|--------------------------------|-----------------|--|---|---|--------------------------|--|--|-----------------|--|---|---|--|--|
| Réf Poste | Nature du poste | PÔLE | Direction / Service | Temps de travail complet (TC)/non complet (TNC) | Cadres d'emplois actuels | Fonctions | Réf Poste | Nature du poste | PÔLE | Direction / Service | Temps de travail complet (TC)/non complet (TNC) | Cadres d'emplois ajustés | Fonctions |
| 2021-056 | Permanent | Pôle Ressources Humaines | Direction Parcours Professionnels et Compétences | TC | Adjoint administratif | Gestionnaire recrutement | 2021-056 | Permanent | Pôle Ressources Humaines | Direction Parcours Professionnels et Compétences | TC | Adjoint administratif et Rédacteur | Gestionnaire recrutement |
| 2016-547 | Permanent | Cabinet | Direction de la communication | TC | Attaché | Responsable du service numérique | 2016-547 | Permanent | Cabinet | Direction de la communication | TC | Attaché et Technicien | Responsable du service numérique |
| 2019-071 | Permanent | Pôle Biodiversité, Paysage, Agroécologie et Alimentation | Ecolothèque | TC | Attaché | Responsable de l'unité rayonnement territorial | 2019-071 | Permanent | Pôle Biodiversité, Paysage, Agroécologie et Alimentation | Ecolothèque | TC | Attaché et Ingénieur | Responsable de l'unité rayonnement territorial |
| 2022-007 | Permanent | Pôle Développement Urbain | Direction déléguée habitat et parcours résidentiels | TC | Attaché | Chargé de mission gestion de la demande locative sociale | 2022-007 | Permanent | Pôle Développement Urbain | Direction déléguée habitat et parcours résidentiels | TC | Attaché et Assistant socio-éducatif | Chargé de mission gestion de la demande locative sociale |

| Cadre(s) d'emploi(s) actuel(s) | | | | | | | Ajustement du ou des cadres d'emplois d'accès au poste | | | | | | |
|--------------------------------|-----------------|--|--|---|--|--|--|-----------------|--|--|---|---|--|
| Réf Poste | Nature du poste | PÔLE | Direction / Service | Temps de travail complet (TC)/non complet (TNC) | Cadre(s) d'emplois actuel(s) | Fonctions | Réf Poste | Nature du poste | PÔLE | Direction / Service | Temps de travail complet (TC)/non complet (TNC) | Cadre(s) d'emplois ajusté(s) | Fonctions |
| 2002-393 | Permanent | Pôle sports | Service travaux et maintenance | TC | Adjoint technique et Agent de maîtrise | Agent d'entretien au Palais des Sports René Bougnol | 2002-393 | Permanent | Pôle sports | Service gestion et maintenance technique du patrimoine | TC | Adjoint technique | Agent d'entretien |
| 2012-033 | Permanent | | Service ressources | TC | Educateur Territorial des Activités Physiques et Sportives et Technicien | Chargé des dispositifs de soutien au sport de haut niveau | 2012-033 | Permanent | | Direction déléguée grands projets, excellence sportive et pilotage | TC | Attaché et Technicien | Chargé de mission |
| 2011-068 | Permanent | | Service travaux et maintenance | TC | Technicien | Responsable de l'Unité exploitation traitement de l'eau et de l'air et de la régie technique | 2011-068 | Permanent | | Service gestion et maintenance technique du patrimoine | TC | Ingénieur et Technicien | Responsable de l'unité régie |
| 2009-026 | Permanent | | Service travaux et maintenance | TC | Technicien | Responsable de l'exploitation des stades | 2009-026 | Permanent | | Service gestion et maintenance technique du patrimoine | TC | Ingénieur et Technicien | Responsable de l'unité stades |
| 2017-271 | Permanent | | Service travaux et maintenance | TC | Agent de maîtrise et Adjoint technique | Jardinier des stades | 2017-271 | Permanent | | Service gestion et maintenance technique du patrimoine | TC | Adjoint technique | Jardinier spécialisé |
| 2004-062 | Permanent | | Service travaux et maintenance | TC | Educateur Territorial des Activités Physiques et Sportives | Maitre-nageur sauveteur | 2004-062 | Permanent | | Direction déléguée gestion développement des pratiques sportives | TC | Conseiller Territorial des Activités Physiques et Sportives | Responsable secteur 1 |
| 2002-105 | Permanent | | Service travaux et maintenance | TC | Agent de maîtrise | Chargé de maintenance et d'exploitation des stades | 2002-105 | Permanent | | Service gestion et maintenance technique du patrimoine | TC | Technicien | Coordonnateur technique |
| 2003-102 | Permanent | Pôle Moyens Généraux | Direction des Moyens Généraux et Bâtiments | TC | Rédacteur | Acheteur | 2003-102 | Permanent | Pôle Moyens Généraux | Service coordination budgétaire et marchés | TC | Attaché et Rédacteur | Acheteur |
| 2002-146 | Permanent | | Direction des Moyens Généraux et Bâtiments | TC | Adjoint technique | Agent polyvalent pool et gestion du parc | 2002-146 | Permanent | | Direction Délégué des mobilités | TC | Rédacteur et Adjoint technique | Chargé de gestion et d'optimisation du parc |
| 2019-003 | Permanent | | Direction des Moyens Généraux et Bâtiments | TC | Technicien | Responsable unité Maintenance et adjoint au responsable de service | 2019-003 | Permanent | | Direction Délégué des mobilités | TC | Ingénieur et Technicien | Chargé de stratégie et programmation du parc |
| 2004-203 | Permanent | | Direction des Moyens Généraux et Bâtiments | TC | Ingénieur | Responsable du service administratif et financier et actions coopératives | 2004-203 | Permanent | | Service coordination budgétaire et marchés | TC | Attaché | Responsable unité achats et marchés transversaux |
| 2021-110 | Permanent | Pôle Ressources Humaines | | TC | Adjoint technique | Agent technique polyvalent | 2021-110 | Permanent | Pôle Ressources Humaines | | TC | Adjoint administratif | Assistant administratif polyvalent |
| 2021-111 | Permanent | | | TC | Adjoint technique | Agent technique polyvalent | 2021-111 | Permanent | | | TC | Adjoint administratif | Assistant administratif polyvalent |
| 2022-185 | Permanent | Pôle Sécurité et Tranquillité Publique | | TC | Gardien-brigadier | Superviseur | 2022-185 | Permanent | Pôle Sécurité et Tranquillité Publique | | TC | Chef de service PM | Superviseur |

| Cadre(s) d'emploi(s) actuel(s) | | | | | | | Ajustement du ou des cadres d'emplois d'accès au poste | | | | | | |
|--------------------------------|-----------------|--|---|---|--------------------------------|--|--|-----------------|--|---|---|---|--|
| Réf Poste | Nature du poste | PÔLE | Direction / Service | Temps de travail complet (TC)/non complet (TNC) | Cadre(s) d'emplois actuel(s) | Fonctions | Réf Poste | Nature du poste | PÔLE | Direction / Service | Temps de travail complet (TC)/non complet (TNC) | Cadre(s) d'emplois ajusté(s) | Fonctions |
| 2017-314 | Permanent | Pôle Stratégie Foncière et Immobilière | Direction de l'action foncière et immobilière | TC | Attaché | Directrice Action foncière et Immobilière | 2017-314 | Permanent | Pôle Stratégie Foncière et Immobilière | | TC | Attaché et Ingénieur | Chargé de mission pilotage et programmation |
| 2016-256 | Permanent | | | TC | Rédacteur | Chargé d'opération domaniale et contrats | 2016-256 | Permanent | | Service opérations foncières et immobilières | TC | Rédacteur et Technicien | Chargé d'opérations foncières et immobilières |
| 2016-257 | Permanent | | | TC | Attaché | Responsable Unité Transactions Espaces Publics | 2016-257 | Permanent | | Service opérations foncières et immobilières | TC | Attaché et Ingénieur | Chargé d'opération stratégique - Responsable de service adjoint |
| 2016-377 | Permanent | | | TC | Rédacteur | Chargé(e) d'opération foncier | 2016-377 | Permanent | | Service opérations foncières et immobilières | TC | Rédacteur et Technicien | Chargé d'opérations foncières et immobilières |
| 2017-169 | Permanent | | | TC | Rédacteur | Chargé(e) d'opération foncier | 2017-169 | Permanent | | Service opérations foncières et immobilières | TC | Attaché et Ingénieur | Référent territorial-Chargé d'opérations foncières et immobilières |
| 2007-075 | Permanent | | | TC | Ingénieur et Technicien | Responsable de l'Unité Opérations Foncières Immobilières Agricoles | 2007-075 | Permanent | | Service opérations foncières et immobilières | TC | Attaché, Ingénieur et Technicien | Responsable de service opérations foncières et immobilières |
| 2017-308 | Permanent | | | TC | Rédacteur | Chargé(e) de mission Ingénierie foncière immo complexe | 2017-308 | Permanent | | Service opérations foncières et immobilières | TC | Rédacteur et Technicien | Chargé d'opérations foncières et immobilières |
| 2017-309 | Permanent | | | TC | Attaché et Rédacteur | Chargé(e) d'opérations foncières et immobilières | 2017-309 | Permanent | | Service Ressources | TC | Ingénieur et Technicien | Référent SIG Geomaticien |
| 2017-313 | Permanent | | | TC | Attaché et Rédacteur | Chargé(e) d'opérations foncières et immobilières | 2017-313 | Permanent | | Service opérations foncières et immobilières | TC | Attaché et Ingénieur | Référent territorial-Chargé d'opérations foncières et immobilières |
| 2005-041 | Permanent | | | TC | Rédacteur | Chargé(e) de projet anticipation foncière et partenariat | 2005-041 | Permanent | | Service opérations foncières et immobilières | TC | Attaché, Ingénieur et Rédacteur | Référent territorial-Chargé d'opérations foncières et immobilières |
| 2017-315 | Permanent | | | TC | Attaché et Rédacteur | Responsable de l'Unité Stratégie et Anticipation Foncière | 2017-315 | Permanent | | Service stratégie et action foncière | TC | Attaché et Ingénieur | Responsable d'unité procédures de maîtrise foncière - Responsable de service adjoint |
| 2010-057 | Permanent | | Direction des Moyens Généraux et Bâtiments | TC | Adjoint administratif | Gestionnaire Administratif et Juridique des Marchés | 2010-057 | Permanent | | Service stratégie immobilière et valorisation | TC | Rédacteur, Technicien et Adjoint administratif | Gestionnaire de patrimoine |

| Fondement du recrutement | N° de Poste | PÔLE | Direction ou service | Libellé de poste | Catégorie d'emploi | Cadres d'emplois (Tout grade) | Date de Délibération créant le poste | Temps complet /non complet du poste |
|--------------------------|-------------|-------------------------------------|--|--|--------------------|-------------------------------|--------------------------------------|-------------------------------------|
| Article 3-3 2° | 2004-723 | Pôle Finances et Conseil en Gestion | service gestion comptable | Coordonateur régie | B | Rédacteur | 24/10/2012 | Temps complet |
| Article 3-3 2° | 2018-071 | | | Contrôleur de gestion interne | A | Attaché | 19/07/2018 | |
| Article 3-3 2° | 2004-050 | Cabinet | Service relations presse et médias | Attaché de presse | A | Attaché | 22/10/2012 | |
| Article 3-3 2° | 2010-055 | | Direction de la communication | Chargé de communication | A | Attaché | 23/06/2010 | |
| Article 3-3 2° | 2005-009 | | Direction de la communication | Chargé de communication | A | Attaché | 19/10/2012 | |
| Article 3-3 2° | 2016-155 | Pôle proximité espaces publics | Direction Appui Technique aux Territoires | Chargé d'opération gestion du patrimoine | B | Technicien | 16/12/2015 | |
| Article 3-3 2° | 002016-238 | | Direction des Services aux Territoires | Responsable adjoint du quartier croix d'argent | B | Technicien | 16/12/2015 | |
| Article 3-3 2° | 2017-361 | Pôle Développement Urbain | Direction Aménagement | Assistant d'opération | B | Rédacteur ou Technicien | 27/11/2017 | |
| Article 3-3 2° | 2017-356 | | Direction Aménagement et Renouvellement Urbain | Assistant d'études | B | Rédacteur et Technicien | 27/11/2017 | |
| Article 3-3 2° | 2017-337 | | Direction Urbanisme Appliqué | Instructeur autorisation droit des sols | B | Rédacteur et Technicien | 27/11/2017 | |



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 26 JUILLET 2022**

Hors commission - Représentations du Conseil de Métropole - Désignations - Approbation

Par délibération, il convient de désigner les représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein de différentes instances internes et organismes extérieurs.

Monsieur le Président propose de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

| Organismes | Représentations |
|---|------------------------------|
| Fédération Nationale des Collectivités Territoriales pour la Culture (FNCC) | 2 titulaires 2 suppléants |
| Territoires d'Evènements Sportifs (TES) | 1 titulaire 1 suppléant |

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De décider à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- D'approuver les désignations des représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein des instances internes et d'organismes extérieurs, et de les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Serge DESSEIGNE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Patricia MIRALLES, Joël RAYMOND, Sylvie ROS-ROUART, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Bustram - Bilan de la concertation - Approbation

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n°M2021-615 du 14 décembre 2021, le Conseil de la Métropole a approuvé l'engagement et les modalités de la concertation pour les bustram.

La concertation s'est déroulée du 14/02/2022 au 14/04/2022, selon les modalités décrites dans la délibération visée ci-dessus.

1 - Rappel de l'objet et des caractéristiques principales du projet soumis à la concertation

Face au constat indéniable du réchauffement climatique et de ses conséquences désastreuses pour les territoires et les populations, la transition écologique est devenue une priorité, même un devoir, pour l'État Français.

Lors du Conseil de Métropole du 1^{er} février 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a ainsi délibéré sur une Stratégie des Mobilités à horizon 2025 afin de contribuer activement à la transition écologique, indispensable. Dans les mesures socles de cette stratégie, est inscrite la réalisation de 5 lignes de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) appelées bustram.

Le bustram est un nouveau concept qui peut être défini au travers de 4 éléments fondamentaux :

- La régularité et la performance, avec des voies réservées aux bustram, une priorité aux feux systématique, des fréquences renforcées à 10 min en milieu urbain et une amplitude élargie de 5h à 0h ;
- Les stations, similaires à une station tramway avec un design spécifique et un haut niveau de service associé, tel que l'information en temps réel, le confort d'attente ou encore l'accessibilité universelle ;
- Le matériel roulant, qui sera décarboné pour un transport sans émission de CO₂ ;
- Les aménagements, qui seront l'opportunité de redistribuer l'espace public en faveur des piétons, des cycles et des espaces paysagers pour créer une ville apaisée et agréable à vivre.

Le bustram mis en service en 2025 sera constitué d'un réseau de 5 lignes desservant les principales zones d'emplois de la Métropole et assurant un maillage complémentaire à celui du tramway.

- **Le bustram 1** s'étend sur 12 km environ va permettre de relier les communes de l'Est de la Métropole aux quartiers d'activités du Millénaire et d'Antigone.

La ligne est composée de 2 sections :

- La section 1 relie la place de l'Europe à Notre-Dame-de-Sablassou et sa mise en service est prévue fin 2024 ;
- La section 2 relie Notre-Dame-de-Sablassou à Castries et la mise en service est prévu en 2025 ;

Le temps de parcours total du bustram 1 est de 37 min. La fréquentation prévisionnelle est estimée à 7 400 voyageurs par jour.

- **Le bustram 2** va emprunter sur 15,6 km les faubourgs circulaires extérieurs de la Ville de Montpellier et ainsi désengorger le nœud de la gare Saint-Roch en proposant plusieurs arrêts intermodaux. D'un temps de parcours total d'environ 1h, il est attendu 24 000 voyageurs par jour, ce qui en fait la ligne de bustram la plus fréquentée. Sa mise en service est prévue en 2025, avec des aménagements transitoires pour les sections qui ne pourront pas faire l'objet de travaux définitifs d'ici cet horizon.
- **Le bustram 3**, long de 9 km, va permettre d'augmenter la vitesse commerciale des lignes 6 et 19, optimiser leur fréquence et améliorer les conditions de vie de deux Quartiers Prioritaires de la Ville de Montpellier que sont Mosson et Cévennes. Sa mise en service prévue en 2025 pour un trafic attendu de 11 000 voyageurs par jour. Le trajet complet de terminus à terminus est de 38 minutes.

- **Le bustram 4** s'étend sur 12 km pour relier les communes de l'Ouest de la Métropole à la ville de Montpellier et au tramway ligne 5 à Gennevaux. La fréquentation prévisionnelle est de 5 500 voyageurs par jour. La mise en service est prévue en 2025 en cohérence avec l'ouverture de la ligne 5 de tramway. Le bustram 4 permettra ainsi de relier Cournonsec à Gennevaux en 25 minutes.
- **Le bustram 5**, long de 8,5 km, reliera la zone d'emplois d'Euromédecine au tramway à Occitanie et au centre-ville au niveau du Peyrou, en passant par la zone résidentielle qui s'étend le long de la rue du Père-Soulas. Mis en service en 2025 en lien avec le BHNS 3, il transportera 7 500 voyageurs par jour pour un temps de trajet complet de 30 minutes.

Grâce à ces 5 lignes de bustram, ce sont ainsi d'ici 2025 :

- 70 % de la population métropolitaine et 90 % de la population montpelliéraine seront couvertes par le réseau structurant bustram et tramway ;
- 83% de la population métropolitaine et 98 % de la population montpelliéraine seront couvertes par le réseau complet bus, bustram et tramway.

Les bustram circuleront de 5h du matin à minuit, avec un passage toutes les 10 minutes de 7h à 19h en zone urbaine. La fréquence de passage du bustram 4 et de la section périurbaine du bustram 1 sera de 15 minutes.

L'exploitation des bustram sera réalisée par du matériel spécifique, proche d'un tramway en termes de confort d'usage. Il sera 100% électrique sur batterie, ce qui en fera un mode de transport décarboné, sans émission de CO₂ ni de particules.

Le projet prévoit ainsi l'acquisition de 60 véhicules dont une partie seront des bus articulés de 18 m pour accroître la capacité de transport de ligne et répondre à la fréquentation prévisionnelle attendues.

Le matériel roulant et notamment sa livrée extérieure participeront à l'identité bustram, à sa reconnaissance et à son identification parmi les autres modes de transports en commun : tramway et bus.

Son agencement et son design intérieurs conforteront son image et participeront à la qualité de service perçue, aux côtés de la régularité et de la vitesse commerciale. Ce seront les caractéristiques du produit les plus visibles pour le public, ce qui justifie cette attention toute particulière.

La livrée sera imaginée par un artiste qui sera désigné sur concours.

Les véhicules sont équipés d'un plancher bas, d'emplacements pour les personnes en fauteuil roulant, d'une palette d'accès, d'annonces sonores et visuelles indiquant le prochain arrêt desservi, et de vidéosurveillance embarquée. Il n'y aura pas de vente de titre de transport à bord pour gagner en vitesse commerciale, sur le même modèle que le tramway.

L'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération totale (études et travaux) est de 255 M€ HT, matériel roulant compris. Sachant que Montpellier Méditerranée Métropole a obtenu dans le cadre du 4ème appel à projets TCSP et PEM, une subvention de 20 M€ de la part de l'Etat.

Une 1^{ère} phase de travaux permettra la mise en service de ces 5 lignes dès 2025. Ainsi 60 stations de bustram seront aménagées sur les 100 prévues. Les autres seront configurées comme les stations de bus actuelles.

L'efficacité de ce type de transport sera avérée car la priorité aux feux et aux carrefours sera, elle, mise en place partout.

Il est prévu une seconde phase de travaux post-2025, qui permettra d'optimiser les aménagements et donc l'efficacité des lignes.

2 -Rappel des modalités de la concertation :

La concertation s'est déroulée selon les modalités définies dans la délibération du 14 décembre 2021, à savoir :

- Des articles d'information dans les journaux locaux et dans le magazine de la Métropole ;
- 11 lieux d'exposition publique :
 - o Mairie de Castelnau-le-Lez ;
 - o Mairie de Castries ;
 - o Mairie de Cournonsec ;
 - o Mairie de Cournonterral ;
 - o Mairie du Crès ;
 - o Mairie de Grabels ;
 - o Mairie de Lavérune ;
 - o Mairie de Montpellier ;
 - o Siège de Montpellier Méditerranée Métropole.
 - o Mairie de Vendargues ;
 - o Mairie de Pignan ;

Chaque lieu d'exposition comporte :

- o Des panneaux présentant les caractéristiques du projet, les tracés des lignes, l'emplacement des stations, le calendrier et le budget prévisionnel ;
- o Un registre permettant au public de formuler ses observations et propositions ;
- o Une provision de dépliants d'information ;
- Ouverture d'une page internet dédiée au projet de bus-tram sur le site internet de la Métropole ;
- Ouverture d'un registre dématérialisé, accessible depuis la page internet du site de la Métropole ;
- 5 réunions publiques, soit une par ligne, annoncée par voie de presse et sur les supports de communication.

La phase de concertation a duré deux mois (du 14 février au 14 avril 2022) et a été précédée des mesures de publicité suivantes réalisées au moins quinze jours avant son ouverture :

- Publication de l'avis d'ouverture de la phase de concertation par voie de publication locale et par voie dématérialisée ;
- Affichages de l'avis d'ouverture de la phase de concertation sur les 11 lieux d'exposition. Ces affichages ont pu être constatés par huissier.

La concertation a permis au public d'accéder aux informations relatives au projet et de formuler des observations et des propositions.

Le public a pu débattre de l'opportunité, des objectifs et des caractéristiques principales du projet, des enjeux socio-économiques qui s'y attachent ainsi que des impacts significatifs sur l'environnement et l'aménagement du territoire.

Cette concertation a également permis de recueillir des solutions alternatives.

3 – Bilan de la concertation

À l'issue de la concertation, un bilan a été dressé ; il est présenté et débattu en séance par le Conseil de Métropole ce jour. Les principales conclusions de ce bilan sont les suivantes :

Le résumé des observations reçues

La vaste campagne de communication mise en place pour la concertation et les nombreux relais faits par la presse locale ont permis d'obtenir un niveau de participation élevée pour la concertation.

Ce sont 300 avis qui ont été recueillis sur le site internet ou dans les registres papiers, et près de 830 qui ont participé aux réunions publiques.

Ces réunions ont par ailleurs été suivies par des habitants de communes non directement situées sur les tracés des bustram mais pouvant le rejoindre en rabattement :

- La commune de Fabrègues pour la réunion publique sur bustram 4 ;
- Les communes de Montaud, Sussargues, Saint Geniès des Mourgues, Beaulieu et Restinclières pour la réunion publique sur le bustram 1.

Les avis ont été recueillis essentiellement par le site internet. Seuls 12 avis ont été exprimés sur les registres de Pignan, Le Crès, Vendargues, Cournonterral, Castelnau-le-Lez, Castries et Laverune.

Au total, les avis sont résolument positifs à 26 % et à la fois positifs et négatifs à 9 %. Il est recensé 25 % d'avis négatifs, essentiellement sur les lignes 4 et 5 comme présenté par la suite.

Enfin, 40 % des avis sont neutres et consistent pour la plupart en demande d'informations ou de précisions sur le projet.

Près de la moitié des avis reçus concernent des sujets spécifiques à une ligne donnée. Ce sont les lignes 1 et 4 qui ont recueillis le plus d'avis, avec un volume de 45 à 50 avis par ligne.

Les avis de la ligne 1 sont positifs ou neutres à 75 %, ce qui montre une ligne plébiscitée par la population.

Les avis reçus sur la ligne 4 sont en revanche négatifs à près de 50 %, ce qui démontre une inquiétude de la population vis-à-vis du projet porté par le Maître d'Ouvrage. Cette inquiétude, exposée et discutée lors de la réunion publique, repose sur le fait que la population de la Plaine Ouest était en attente d'un tramway plutôt que d'un bustram.

Les lignes 2, 3 et 5 ont reçus entre 15 et 25 avis chacune. Ces avis sont positifs ou neutre à 85 %, ce qui démontrent des lignes en forte adéquation avec les attentes de la population à l'instar de la ligne 1.

Les avis de la ligne 5 sont négatifs à 50 %. Les observations concernent essentiellement le tracé, avec une demande de prolongement jusqu'au centre-ville de Grabels.

L'autre moitié des avis reçus concerne des observations générales. Elles correspondent globalement à des avis de soutien au projet ou des demandes de précisions sur les horaires, les fréquences et la restructuration des lignes de bus à l'arrivée des bustram.

La population souhaite se projeter à l'horizon de réalisation des bustram et réfléchir à l'impact du projet sur ses itinéraires quotidiens.

Il est aussi demandé à plusieurs reprises des précisions sur le matériel roulant envisagé, notamment sur sa longueur, et sa capacité à accepter les vélos à bord.

Enfin, un certain nombre d'avis porte sur une vision prospective pour savoir si d'autres lignes de bustram seront créées après 2025 sur des axes nord vers Montferrier-sur-Lez et Prades-le-Lez ouest vers Gignac et Clermont-l'Hérault via l'A750 ou encore sud-ouest vers Villeneuve-lès-Maguelone.

Les enseignements tirés de la concertation

Globalement,

- Le projet est plébiscité par la population, pour qui les questions de qualité de l'air, de sécurité et de transports alternatifs à la voiture sont des préoccupations importantes ;
- Le projet suscite de nombreuses demandes d'information, de précisions, de renseignement sur des thèmes comme la fréquence, les amplitudes horaires, l'usage du vélo ou encore le type de matériel roulant prévu. Les habitants de la Métropole découvrent ce nouveau mode de transport et souhaitent mieux connaître son fonctionnement ;
- Le projet génère aussi des inquiétudes et des préoccupations sur la place laissée au véhicule, et notamment sur la congestion que pourrait créer le bustram en réduisant le nombre de voies disponibles pour la circulation générale ;
- Les choix de tracés et de mode de transport bustram sont conformes aux attentes de la population, excepté sur les lignes 4 et 5 pour lesquelles les avis négatifs représentent une part importante des avis reçus.

La concertation préalable a ainsi permis d'identifier un réel intérêt de la population pour le projet, qui demande en retour de nombreux renseignements tant sur le programme général que sur les travaux prévus.

Il semble nécessaire de poursuivre l'information du public tout au long du projet, au travers du site internet (qui été mis en place et qui va être conservé) mais aussi au travers de réunions d'échange ciblés par quartier ou par zone d'emplois. Les problématiques abordées sont en effet très spécifiques et nécessitent des échanges de proximité.

Les nombreux riverains et commerçants situés aux abords des tracés souhaitent disposer d'un point de contact avec la Maitrise d'Ouvrage pour faire connaître leurs contraintes.

Les lignes 1, 2 et 3 ont été présentées et détaillées et les remarques formulées n'amènent pas de modifications particulières pour le projet.

La ligne 4 suscite de nombreuses inquiétudes de par le tracé qui est proposé, plus éloigné des centres-bourg que la ligne 38 actuelle. Ce tracé est proposé à des fins de gains de vitesse commerciale pour le bustram et d'apaisement desdits centres-bourg.

La concertation a mis en avant un besoin important d'actions en faveur des rabattements vers les stations de bustram, tous modes confondus.

La stratégie globale de rabattement vers les bustram en vélo, à pieds, en voiture ou avec les autres lignes de bus doit être travaillée de manière fine avec les habitants et l'information à la population sur cette stratégie doit être régulière et pédagogique. Elle repose en effet sur un changement d'habitude et de comportement de la part des usagers.

Le public s'est aussi beaucoup exprimé sur la ligne 5 et sur la proposition d'un terminus à Euromédecine 2. Ce tracé devra être de nouveau étudié en comparaison avec d'autres solutions répondant mieux aux attentes de desserte du quartier de la Valsière et du centre-ville de Grabels.

Le projet de bustram doit s'accompagner d'un projet de restructuration des lignes de bus classiques qui doit être présenté en détail à la population. Il représente une part importante des impacts du bustram sur les déplacements du quotidien.

Enfin, le Plan Mobilité 2030 devra apporter une vision à moyen-long terme du réseau structurant des bustram avec l'analyse des extensions possibles ou des nouvelles lignes qui pourraient venir en complément des 5 lignes livrées en 2025.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le bilan de la concertation préalable relative au projet de réalisation des bustram ;
- D'autoriser la poursuite des études ainsi que l'engagement des procédures nécessaires à la mise en œuvre de ce projet dans les meilleurs délais ;
- De rendre public le bilan de la concertation par publication sur le site internet dédié aux bustram ;
- De dire que les crédits nécessaires à la poursuite du projet sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-199510-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Bilan-de-Concertation_BHNS-A4-2022_06-V6.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER, Joël VERA

Aménagement durable - Tramway - Extension de la Ligne 1 - Déclaration de Projet - Approbation

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n°11195 du 30 octobre 2012, le Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenu Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole, a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle de l'extension de la 1^{ère} ligne de tramway vers la gare Montpellier Sud de France. Le Conseil s'est également prononcé favorablement sur l'engagement d'un processus de concertation conformément aux articles L.300-10 à L.300-4 du Code de l'urbanisme.

Une première phase de concertation s'est déroulée courant 2013, et a conduit à un bilan intermédiaire, approuvé par la délibération n°11738 du 25 juillet 2013.

Par délibération n°M2019-14 du 31 janvier 2019, le Conseil de Métropole a approuvé le bilan de la concertation préalable du projet d'extension de la 1^{ère} ligne de tramway à la gare nouvelle Montpellier Sud de France.

Par délibération n°M2019-83 du 21 février 2019, le Conseil de Métropole a approuvé le dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique de l'Extension de la Ligne 1, ainsi que les dossiers d'enquête liés à la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Montpellier, et à solliciter Monsieur le Préfet de l'ouverture des enquêtes publiques nécessaires.

Par délibération n°V2021-404 du 19 décembre 2019, la Ville de Montpellier a donné un avis favorable, au titre de la Charte de gouvernance du Plan Local d'Urbanisme, quant aux dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du plan au regard du projet d'extension de la ligne 1 de tramway sur le territoire de Montpellier.

L'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique de l'extension de la ligne 1 vers la gare Montpellier Sud de France et la mise en compatibilité des documents d'urbanisme s'est tenue du 21 mars 2022 au 22 avril 2022.

La commission d'enquête a remis à Monsieur le Préfet de l'Hérault, son rapport et ses conclusions le 2 juin 2022.

En conclusion de son rapport relatif à l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, le commissaire enquêteur donne un avis favorable avec une unique réserve : que Montpellier Méditerranée Métropole puisse acquérir la portion de terrain nécessaire sur l'emprise d'environ cinquante places de parking du centre commercial Odysseum.

Dans son avis concernant la mise en compatibilité des documents d'urbanisme, le commissaire enquêteur donne un avis favorable sans réserve à la mise en compatibilité du PLU de Montpellier avec le projet d'extension de la ligne 1.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte des conclusions du commissaire enquêteur ;
- De s'engager à acquérir la portion de terrain du parking de la Mer, et ainsi lever la réserve émise par le commissaire enquêteur ;
- De déclarer l'intérêt général de ce projet d'extension de la ligne 1 de tramway vers la gare de Montpellier Sud de France, au vu des motifs et des considérations ci-dessus exposés en application de l'article L.126-1 du Code de l'environnement, en considérant que les atteintes à la propriété et au site, le coût financier et les autres inconvénients et nuisances qu'il comporte ne sont pas excessifs au regard de l'intérêt qu'il présente conformément notamment aux objectifs du PDU et aux orientations du SCoT, et au vu de l'étude d'impact et de l'avis de l'autorité environnementale, conformément à l'article L.11-1-1 du Code de l'expropriation, cette déclaration valant Déclaration de Projet ;
- De s'engager sur la mise en œuvre des mesures et des modalités de suivi ;
- De poursuivre les études d'avant-projet, projet et exécution nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- De solliciter de Monsieur le Préfet de l'Hérault, pour prononcer l'arrêté d'utilité publique, emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-195763-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Annexe_Déclaration_Projet.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER, Joël VERA

Aménagement durable - Tramway - Extension de la Ligne 1 - Mise en compatibilité des documents d'urbanisme dans le cadre de la réalisation de l'extension de la ligne 1 - Approbation

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n°11195 du 30 octobre 2012, le Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenu Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole, a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle de l'extension de la 1^{ère} ligne de tramway vers la gare Montpellier Sud de France. Le Conseil s'est également prononcé favorablement sur l'engagement d'un processus de concertation conformément aux articles L.300-10 à L.300-4 du Code de l'urbanisme.

Une première phase de concertation s'est déroulée courant 2013, et a débouché sur un bilan intermédiaire, approuvé par la délibération n°11738 du 25 juillet 2013.

Par délibération n°M2019-14 du 31 janvier 2019, le Conseil de Métropole a approuvé le bilan de la concertation préalable du projet d'extension de la 1^{ère} ligne de tramway à la gare nouvelle Montpellier Sud de France.

Par délibération n°M2019-83 du 21 février 2019, le Conseil de Métropole a approuvé le dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique de l'Extension de la Ligne 1, ainsi que les dossiers d'enquête liés à la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Montpellier, et à solliciter Monsieur le Préfet de l'ouverture des enquêtes publiques nécessaires.

Par délibération n°V2021-404 du 19 décembre 2019, la Ville de Montpellier a donné un avis favorable, au titre de la Charte de gouvernance du Plan Local d'Urbanisme, quant aux dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du plan au regard du projet d'extension de la ligne 1 de tramway sur le territoire de Montpellier.

Conformément aux dispositions de l'article L. 153-54 du Code de l'urbanisme qui régissent les opérations faisant l'objet d'une déclaration d'utilité publique et qui ne sont pas compatibles avec les dispositions d'un PLU, Montpellier Méditerranée Métropole a sollicité Monsieur le Préfet afin qu'il organise la réunion d'examen conjoint des Personnes Publiques Associées (PPA) et conduise une enquête publique portant à la fois sur l'utilité publique de l'opération et sur la mise en compatibilité du plan qui en est la conséquence.

La réunion d'examen conjoint s'est tenue le 11 janvier 2022, en présence des services de la Préfecture, de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Hérault (DDTM34), de la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI), du Département Aménagement du Territoire mutualisé Métropole / Ville, de la Direction des Mobilités de Montpellier Méditerranée Métropole, et de la Direction Technique et Projets des Transports de l'Agglomération de Montpellier (TaM).

Après discussion et échanges, les participants ont conclu à un avis favorable sans réserve, à l'unanimité des présents, sur le dossier de mise en compatibilité.

À la suite de la réunion d'examen conjoint des PPA et à l'avis de l'autorité environnementale, le projet a été soumis à enquête publique diligentée par Monsieur le Préfet, du 21 mars 2022 au 22 avril 2022 inclus. 258 observations ont été déposées par les contributeurs.

Le Commissaire Enquêteur a intégré l'ensemble de ces observations à son procès-verbal de synthèse, qu'il a converti en plusieurs thématiques avec des questions correspondantes. Cela a fait l'objet d'une réponse argumentée par Montpellier Méditerranée Métropole, laquelle figure dans le rapport final du Commissaire Enquêteur.

Dans ce contexte, considérant son avis favorable sur la demande de Déclaration d'Utilité Publique (DUP), considérant que les modifications à apporter au PLU sont nécessaires, indispensables et suffisantes pour la mise en œuvre du projet tel qu'il a été présenté à l'enquête publique, et considérant que le PLU, tel que mis à jour, demeure compatible à son Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) et aux orientations du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de la Métropole qui lui est opposable, Monsieur le Commissaire enquêteur a émis un avis favorable sans réserve quant à la demande de mise en compatibilité du PLU.

Conformément à l'article R.153-14 du Code de l'urbanisme, le dossier de mise en compatibilité du PLU, le rapport et les conclusions du Commissaire enquêteur ainsi que le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint ont été soumis pour avis par Monsieur le Préfet à Montpellier Méditerranée Métropole le 2 juin 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du rapport et des conclusions de Monsieur le Commissaire enquêteur chargé de l'enquête publique relative à l'extension de la ligne 1 de tramway vers la gare Montpellier Sud de France, emportant mise en compatibilité du PLU de la Ville de Montpellier ;
- D'émettre un avis favorable quant au projet de mise en compatibilité du PLU de la Ville de Montpellier relatif au projet de tracé de l'extension de la Ligne 1 de tramway ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-195923-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Partie2_Piece A_MECDU_V13102021.pdf
- PV réunion des personnes publiques associées.pdf
- Rapport d'Enquête publique préalable.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER, Joël VERA

Aménagement durable - Tramway Ligne 5 - Enquête parcellaire complémentaire secteurs Nord et Ouest - Approbation

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

La Métropole a constaté l'utilité publique et la mise en compatibilité des documents d'urbanisme des communes concernées pour la réalisation de la 5ème ligne de tramway par l'arrêté rendu par Monsieur le Préfet de l'Hérault, sous le numéro 2013 – I - 656 en date du 28 août 2013, prolongé pour une nouvelle durée de cinq ans par l'arrêté n°2018 – I – 638 en date du 13 juin 2018 ; et a constaté l'utilité publique du projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway par l'arrêté rendu par Monsieur le Préfet de l'Hérault n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, sur un secteur de 3.7 km allant du rond-point Paul-Fajon à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'École d'Application de l'Infanterie (EAI).

Trois enquêtes parcellaires ont été conduites entre :

- Les 2 septembre 2019 et 18 septembre 2019 ;
- Les 5 janvier 2022 et 25 janvier 2022 ;
- Les 4 avril 2022 et 28 avril 2022.

Une nouvelle enquête parcellaire complémentaire est nécessaire pour les motifs suivants :

- Porter à la connaissance de certains propriétaires l'actualisation d'emprises ;
- Actualiser les informations relatives à l'identité de certains propriétaires suite à une mutation ou un changement de syndic ou encore liées aux renseignements collectés à l'occasion de la dernière enquête parcellaire.

Le dossier d'enquête parcellaire

Conformément aux dispositions de l'article R.131-3 du Code de l'expropriation, le dossier d'enquête parcellaire comprend :

- Une notice explicative de présentation du projet ;
- Un plan parcellaire sur lequel est matérialisée l'emprise nécessaire à l'opération envisagée et concernée par un besoin d'actualisation. Ce plan permet de déterminer la consistance de la ou des parcelles, bâties ou non, à acquérir en totalité ou partiellement pour chaque propriétaire concerné ;
- Un état parcellaire comprenant la liste des propriétaires et la surface de terrain à acquérir par parcelle et concerné par un besoin d'actualisation.

Après avoir approuvé le dossier de demande d'ouverture d'enquête parcellaire, il est proposé au Conseil de solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault en vue d'obtenir l'arrêté nécessaire à l'ouverture de l'enquête publique, puis à son issue, de requérir le prononcé de l'arrêté de cessibilité.

Il est également proposé au Conseil de le solliciter pour qu'il déclare l'urgence, en application des articles R.232-1 et suivants du Code de l'expropriation, compte tenu de l'ampleur de l'opération, de la nécessité de réaliser les travaux dans les délais les plus courts afin de minimiser les impacts vis-à-vis des riverains, du fonctionnement des services publics et de la gestion du tissu urbain.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le dossier d'enquête parcellaire complémentaire ;
- De solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault, pour obtenir l'ouverture de l'enquête parcellaire complémentaire ;
- De requérir à l'issue de l'enquête le prononcé de l'arrêté de cessibilité ;
- De solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault, pour qu'il déclare l'urgence en application des articles R.232-1 et suivants du Code de l'expropriation ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-196380-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Notice explicative enq parc complémentaire.pdf
- planches-parcellaires.pdf
- etat-parcellaire.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Zohra DIRHOUSI, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Délégation de Service Public (DSP) Transport Urbain - Avenant n°7 - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Par délibération n°M2018-210 en date du 31 mai 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé le choix de la société anonyme d'économie mixte TaM pour la gestion de la Délégation de Service Public (DSP) portant sur les services de transport public urbain pour la période 2018-2024. Ce contrat de DSP, qui a été signé le 27 juin 2018, est opérationnel depuis le 1^{er} juillet 2018 pour une période de 6 ans.

Par délibération n°M2018-667 en date du 21 décembre 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°1 au contrat de DSP, visant à acter la création de la SAS Transdev Mobilités Montpellier Métropole (T3M) et approuver le contrat de subdélégation entre la société TaM et la SAS Transdev Mobilités Montpellier Métropole, pour la période 2019-2024.

Par délibération n°M2019-754 en date du 18 décembre 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°2 au contrat de DSP, visant principalement à prendre en compte les impacts techniques et financiers de la mise en œuvre du nouveau réseau de bus urbains et suburbains au 1^{er} septembre 2019 et à mettre à jour les programmes d'investissements subventionnés du Déléataire et d'investissements du délégant.

Par délibération n°M2020-468 en date du 17 décembre 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°3 au contrat de DSP, visant principalement à prendre en compte les impacts techniques et financiers de la crise sanitaire de la Covid-19 d'une part, et de la mise en place de la 1^{ère} phase de la gratuité d'autre part.

Par délibération n°M2021-322 en date du 28 juillet 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°4 au contrat de DSP, visant principalement à prendre en compte les impacts techniques et financiers de la mise en place de la 2^e phase de la gratuité et d'une optimisation de l'offre du réseau, et à mettre à jour les programmes d'investissements du délégant.

Par délibération n°M2021-630 en date du 14 décembre 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°5 au contrat de DSP, visant principalement à mettre à jour les programmes d'investissements subventionnés du délégataire et à prendre en compte les impacts techniques et financiers de plusieurs dispositions relatives au contrat de DSP et à l'exploitation du réseau de transports collectifs.

Par délibération n°M2022-230 en date du 31 mai 2022, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°6 au contrat de DSP, visant principalement à prendre en compte les impacts techniques et financiers de la crise sanitaire de la Covid-19, pour le subdélégataire.

Le présent avenant prévoit plusieurs dispositions concernant le contrat de DSP et l'exploitation du réseau de transports collectifs :

- Adaptation de la grille tarifaire, notamment pour gérer la phase transitoire avant mise en œuvre de la gratuité totale ;
- Prise en charge par la Métropole des surcoûts d'exploitation et des pertes de recettes sur le réseau de bus, liés aux travaux de la ligne 5 de tramway, au titre de l'année 2023 ;
- Adaptation du programme d'investissements du délégataire, pour des interventions d'urgence sur l'infrastructure ferroviaire et les bâtiments, et du délégant, pour l'achat d'un autobus supplémentaire ;
- Modifications de certains articles à la suite de la transformation de la SAEML TaM en Société Publique Locale et de la publication de la loi n°2021-1109 confortant le respect des principes de la République.

Conformément à l'article L3135-1 du Code de la commande publique, et dans ce contexte, il est proposé la signature d'un avenant n°7 au contrat de DSP afin de :

- Mettre à jour le contrat de DSP à la suite de la cession des actions de la SAEML TaM dans le capital du subdélégataire T3M, au profit de Transdev ;
- Mettre à jour le contrat de DSP à la suite de la publication de la loi n°2021-1109 confortant le respect des principes de la République au Journal Officiel le 25 août 2021 ;
- Prendre en compte les impacts techniques et financiers de la modification de la grille tarifaire : création d'un nouveau titre de transport, permettant le stationnement automobile dans les P+TRAM sans prendre les transports en commun ; ajout des allocataires de « Contrat d'engagement jeune » dans la liste des bénéficiaires de l'abonnement mensuel Demandeur d'emploi ; augmentation de la durée de validité de l'acte de domiciliation CCAS de 3 à 12 mois ;
- Prendre en compte les impacts financiers de la modification du programme et de l'échéancier des investissements subventionnés du Délégué (annexe n°13), pour la période du 1^{er} janvier 2022 au 30 juin 2024, pour un montant de +19 M€ sur la durée de la DSP ;
- Prendre en compte les impacts financiers de l'indemnisation des surcoûts d'exploitation et des pertes de recettes sur le réseau de bus, liés aux travaux de la ligne 5 de tramway, pour un montant de +3,2 M€ HT (en valeur 2020) au titre de l'année 2023, sur la SFE ;
- Mettre à jour le programme d'investissements du Délégué (annexe n°15) pour permettre l'achat d'un autobus standard supplémentaire en 2022 ;
- Mettre à jour le contrat pour ajuster les modalités de versement des compensations tarifaires de gratuité, pour les années 2022 et 2023 ;
- Prendre en compte les impacts financiers de l'expérimentation des arrêts adaptés au réchauffement climatique, dans le cadre du Laboratoire des mobilités ;
- Mettre à jour les annexes, et notamment le Compte d'Exploitation Prévisionnel (annexe n°29) en application des dispositions du présent avenant.

Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole met aux voix deux amendements proposés par Madame Alenka DOULAIN :

Amendement n°1 - Plan d'urgence Bus :

Cet amendement vise à adopter un plan d'urgence pour les lignes de bus impactées par le nouveau plan de circulation, les travaux, et les embouteillages que notre métropole connaît, et qui vont s'amplifier dès septembre 2022. Il vise à maintenir une qualité de service aux usagers, aux horaires et arrêts normaux. Avec les moyens humains et matériels nécessaires, il permettra de maintenir des fréquences et des temps de trajet acceptables pour les usagers.

Sur les aspects humains et matériels, il comprend les propositions suivantes:

- Achat de 30 bus
- Recrutement de 50 chauffeurs

Sur les lignes impactées (liste non-exhaustive, à compléter en fonction des retours des usagers)

- Lignes 6, 7 et 11: retour d'une fréquence de 9 à 10 minutes; desserte des arrêts supprimés (ou proposition d'une alternative)
- Lignes 8 et 12: retour d'une fréquence de 30 minutes
- Ligne 14: retour d'une fréquence de 20 minutes
- Ligne 15: proposition d'une fréquence de 10 à 15 minutes (comme la future ligne Bus/tram)

Vote de l'amendement n°1 :

Pour : 2 voix

Contre : 74 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 10 voix

Mme Mathilde BORNE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clara GIMENEZ, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Julien MIRO, M. Manu REYNAUD, M. Jean-Pierre RICO.

L'amendement n°1 proposé par Madame Alenka DOULAIN est rejeté à la majorité.

Amendement n° 2 - Amélioration du service Tram :

Cet amendement vise à améliorer l'attractivité du service tram, sans attendre la future Ligne 5 ou la concrétisation du Bus/tram, afin de proposer une alternative efficace à la voiture dès la rentrée de septembre 2022.

Il comprend les propositions suivantes:

- Ligne 1: proposition de démarrer le service dès 5h du matin (comme durant la période COVID); proposition de maintien de la fréquence "semaine" durant les weekends; ceci afin de coller aux horaires et emploi du temps des travailleurs, notamment du CHU
- Ligne 4: retour à la fréquence d'avant 2021, toutes les 8 minutes, afin d'assurer l'intermodalité et le maillage efficace de cette ligne de ronde

Vote de l'amendement n°2 :

Pour : 2 voix

Contre : 74 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 10 voix

Mme Mathilde BORNE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clara GIMENEZ, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Julien MIRO, M. Manu REYNAUD, M. Jean-Pierre RICO.

L'amendement n°2 proposé par Madame Alenka DOULAIN est rejeté à la majorité.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant n°7 au contrat de DSP des transports publics urbains ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 10 voix

Mme Mathilde BORNE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clara GIMENEZ, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Julien MIRO, M. Manu REYNAUD, M. Jean-Pierre RICO.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-196623-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Annexe 6_Contrôle Subdélégation et sous-traitant_avenant 7.docx
- Annexe 13_Investissements subventionnés_avenant 7.pdf
- Annexe 15_Investissements 3M_avenant 7.docx
- Annexe 22_Règlement d'exploitation_avenant 7.docx
- Annexe 30_Grille tarifaire_avenant 7.docx
- Annexe 29_CEP_avenant 7
- Avenant 7 DSP Transport.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Zohra DIRHOUSI, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Délégation de Service Public (DSP) Parcs de stationnement Antigone et Comédie - Avenant n°3 - Modification du programme d'investissements - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Le programme de transformation et de modernisation de la Place de la Comédie engagé par Montpellier Méditerranée Métropole, afin de requalifier ce quartier, engendre des travaux qui impactent le fonctionnement et l'exploitation du parking de la Comédie, assurés par la TaM. Pour accompagner ce projet, il est demandé à la TaM d'entreprendre la modernisation du parking public de la Comédie, ainsi que tous les travaux en lien direct avec le parking public. Le financement de ce projet n'étant pas prévu à la convention initiale, il convient donc de modifier les dispositions relatives aux travaux et aux investissements contractuellement prévus.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole décide, par un avenant n°3 à la Délégation de Service Public (DSP) Parcs de stationnement Antigone et Comédie initiale, de répartir le financement des travaux et des perturbations liées à ce projet comme suit :

- Travaux de modification de la circulation dans le tunnel d'accès au parking : 721 000 € HT ;
- Travaux liés à la création de bacs à arbre dans le parking : 45 000 € HT ;
- Rénovation du parking et création d'un hub de mobilité : 1 050 000 € HT.

La perte de recettes estimée du parking Comédie durant toute la phase de travaux est de 267 000 € HT pour les exercices 2022 et 2023. De même, les charges induites par le financement des travaux par le délégataire sont estimées à 101 880 € pour la même période. En conséquence, pour cette première partie des travaux, la partie fixe de la redevance sera minorée de la façon suivante : -98 000 € sur l'exercice 2022 et -270 880 € sur l'exercice 2023.

Le coût de ces opérations ne devant pas reposer sur l'économie du contrat de DSP, une répartition des compensations et prises en charge des différents travaux décidés par Montpellier Méditerranée Métropole est précisé dans l'avenant n°3.

Le présent avenant prévoit également, dans le cadre de la modification de la circulation dans le tunnel d'accès au parking, la création d'un tarif de traversée du tunnel à 3 € TTC visant à dissuader définitivement la circulation de transit.

L'avenant prévoit enfin la mise à jour de la convention de délégation de service public à la suite de la publication de la loi n°2021-1109 confortant le respect des principes de la République au Journal Officiel le 25 août 2021.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant n° 3 au contrat de DSP concernant l'exploitation des parkings Antigone et Comédie ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 10 voix

Mme Mathilde BORNE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clara GIMENEZ, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Julien MIRO, M. Manu REYNAUD, M. Jean-Pierre RICO.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-197112-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- DSP parking Comédie_CEP_avenant 3.pdf
- 199338_199287_Avenant n3 - Comedie Antigone.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Zohra DIRHOUSI, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Affectation du produit des Forfaits de Post-Stationnement (FPS) sur l'exercice 2021 - Approbation

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Dans le cadre de la dépenalisation du stationnement payant sur voirie, applicable depuis le 1^{er} janvier 2018, consécutive à la loi de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles (MAPTAM) du 27 janvier 2014, la Ville de Montpellier a instauré un Forfait Post-Stationnement (FPS), pour non-paiement total ou partiel de la redevance tarifaire de stationnement en surface. Ces montants sont mentionnés dans la délibération n°V2017-452 portant sur les tarifs 2018 de la Ville de Montpellier.

En vertu du décret n°2015-557 du 20 mai 2015 relatif à la redevance de stationnement des véhicules sur voirie prévue à l'article L. 2333-87 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), dans les métropoles, la commune ayant institué la redevance de stationnement reverse l'intégralité des recettes forfaitaires post-stationnement à l'établissement public de coopération intercommunal, déduction faite des coûts liés à la mise en œuvre du FPS.

En ce sens, il a été signé une convention de reversement du produit des forfaits post-stationnement entre la Ville de Montpellier et la Métropole, définissant les conditions et modalités selon lesquelles la Ville reverse annuellement à la Métropole le produit des FPS déduction faite des coûts de gestion annuels des FPS. La signature de cette convention a été autorisée par la délibération n°M2018-432 du 20 septembre 2018.

Le produit des FPS reversé par la Ville de Montpellier à la Métropole se monte à 1 769 217,77 € HT pour l'exercice 2021. Cette recette a été affectée à la réalisation d'opérations destinées à améliorer les transports en commun ou respectueux de l'environnement et la circulation conformément aux dispositions du III de l'article L.2333-87 du CGCT.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'affectation du produit des forfaits post-stationnement sur l'exercice 2021 ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-193724-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Céline PINTARD, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Convention de financement d'une étude fonctionnelle du secteur de l'échangeur du Zénith entre le Département de l'Hérault, Autoroutes du Sud de la France (ASF) et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

L'échangeur n°29 (Montpellier Est) de l'autoroute A709, aussi connu comme « *échangeur du Zénith* », constitue point d'accès stratégique de la Métropole. Depuis la mise en service de l'A9, le rôle de l'A709 est essentiellement d'organiser la distribution du trafic d'échange vers et à partir du cœur de Métropole. La réalisation des deux maillons manquants du contournement routier de Montpellier (Déviation Est de Montpellier (DEM) et Contournement Ouest de Montpellier (COM)) à l'horizon 10 ans conforteront ce rôle d'anneau de distribution.

L'entrée Est de Montpellier est assurée historiquement par un demi-échangeur puis le giratoire du Zénith, celui-ci assurant les « *tourne à gauche* » manquants dans l'échangeur. Ce système complexe (le giratoire du Zénith ayant plusieurs autres mouvements à distribuer) conduit aujourd'hui à un dysfonctionnement structurel, ne permettant pas d'envisager de connecter la DEM à l'A709 dans des conditions satisfaisantes (sécurité, écoulement du trafic...).

Cette « *porte d'entrée Est* » de la zone urbaine métropolitaine permet d'accéder, au Nord, aux quartiers de l'Est et au centre de Montpellier, au centre commercial Odysseum et à la salle de spectacle du Zénith, et, au Sud, à l'aéroport et aux plages. Cet échangeur concentre ainsi des flux très importants qui conduisent à d'importantes congestions aux heures de pointe, avec des remontées de files sur l'A709. Cette entrée de ville est amenée à évoluer à l'horizon 2025/2026 avec la mise en service du centre de maintenance (tram/bus), puis, à plus long terme, lorsqu'une ligne commerciale sera mise en service associée à un P+tram.

Le parc de Grammont accueille aujourd'hui plusieurs équipements publics, il est aussi amené à évoluer dans le cadre de réflexion en cours (schéma directeur de Grammont à l'étude). Ce secteur sera branché au réseau véloligne montpellieraine. Ce réseau nécessitera des aménagements sur les axes viaires en proximité immédiate de l'entrée de ville via l'avenue Pierre-Mendès-France (avenue Albert-Einstein, Rue Becquerel, rond-point Evariste-Galois), induisant des impacts sur les capacités des voiries ou les sens de circulation.

Dans ce cadre, le Département de l'Hérault, Autoroutes du Sud de la France (ASF) et Montpellier Méditerranée Métropole s'engagent dans une étude d'amélioration du fonctionnement du réseau routier dans le secteur de l'échangeur « *du Zénith* », qui sera réalisée par ASF.

Cette étude comprend :

- Le diagnostic des flux de circulation (répartition des flux de trafic, leur origine/destination, etc) et des dysfonctionnements actuels dans le secteur d'étude ;
- L'analyse et la synthèse des études déjà réalisées sur cet échangeur ;
- La proposition de familles de solutions, leur analyse sur l'amélioration du fonctionnement de l'échangeur et leur impact (cout, délai, foncier, procédures).

Le besoin de financement de cette étude est évalué à 80 701 € HT, soit 96 841,20 € TTC, financée à par égales par le Département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de financement de l'étude de l'amélioration du fonctionnement du réseau dans le secteur de l'échangeur « *du Zénith* » situé en sortie n°29 (Montpellier Est) de l'autoroute A709 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Contre : 9 voix

Abstentions : 3 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-196552-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention_ ASF_échangeur Zenith_dernière version

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Renouvellement urbain du quartier de la Mosson - Lancement d'une procédure de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) secteur Saint Paul - Objectifs et modalités d'association du public - Approbation

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

Le quartier de la Mosson figure parmi les douze quartiers politique de la ville identifiés à Montpellier, au titre de la nouvelle géographie prioritaire et fait partie du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) en tant que quartier d'intérêt national. Le Conseil de Métropole et le Conseil municipal de Montpellier ont approuvé les 29 mars et 12 avril 2021 la convention de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes, signée par l'ensemble des partenaires le 23 juillet 2021. A la suite de la présentation d'un projet d'avenant en comité d'engagement le 24 janvier 2022, l'ANRU a accordé des financements supplémentaires permettant de conforter l'ambition du projet, en intégrant notamment la transformation du secteur Saint Paul, le recyclage de nouvelles copropriétés dégradées, la construction de nouveaux groupes scolaires et la poursuite des interventions sur le grand mail.

Par délibération en date du 18 décembre 2019, la Métropole a confié la mise en œuvre opérationnelle du projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), au titre d'une concession d'aménagement notifiée le 21 janvier 2020.

Le projet de renouvellement urbain doit affirmer le secteur Saint Paul comme nouvelle centralité rayonnante et répondre notamment aux enjeux :

- De mixité sociale en introduisant une diversification de l'habitat par des programmes de logements neufs ;
- D'attractivité en redynamisant l'activité économique, en améliorant la qualité des services publics et en ramenant de l'emploi ;
- De qualité du cadre de vie et de l'environnement en aménageant de nouveaux espaces publics et en reliant ce secteur aux espaces naturels.

Aussi, pour mettre en œuvre le projet urbain dans ce secteur, il est proposé la création d'une Zone d'Aménagement Concerté (ZAC). Une concertation spécifique à cette procédure est rendue obligatoire eu égard aux articles L.103-2, L.103-3 et L.103-4 du Code de l'urbanisme. Ainsi, conformément à ces dispositions, il convient de définir les objectifs poursuivis ainsi que les modalités de concertation préalable du public.

Les objectifs poursuivis pour ce projet de ZAC sont les suivants :

- Accueillir des fonctions tertiaires et de services autour de l'arrêt de tramway ;
- Recréer une offre commerciale attractive en restructurant l'appareil existant et en le diversifiant ;
- Restructurer les équipements publics et compléter l'offre scolaire ;
- Proposer une offre de logements diversifiée ;
- Redonner du lien entre les différents espaces urbains et paysagers : Parc de la Mosson, quartier Malbosc et quartier Saint Paul ;
- Requalifier les espaces publics en créant un espace central et fédérateur articulé au futur cours paysager, en requalifiant l'avenue de l'Europe ;
- Accueillir de nouvelles mobilités (Bustram, pistes cyclables...)

La concertation relative à l'engagement de l'opération Saint Paul, se déroulera selon les modalités suivantes :

- La parution d'un avis dans la presse et l'affichage annonçant l'ouverture et les modalités de la concertation ;
- L'information de l'ouverture de la concertation sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole et la plateforme <https://participer.montpellier.fr> ;
- L'organisation d'une réunion publique ;
- Un dossier relatif au projet de ZAC sera mis à disposition du public à l'Hôtel de Métropole et en Mairie de proximité du quartier aux jours et heures habituels d'ouverture ainsi que sur le site internet de la Métropole. Ce dossier comprendra :
 - La présente délibération ;
 - Un plan de situation ;
 - Un plan prévisionnel du périmètre de l'opération ;

- Une notice explicative des objectifs et enjeux du projet ;
- Un registre destiné à recueillir les observations du public.

A l'issue de la concertation préalable, le bilan sera arrêté par le Conseil de Métropole, conformément à l'article L.103-6 du Code de l'urbanisme.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les objectifs poursuivis pour la création de la ZAC Saint Paul ;
- D'engager la concertation relative au projet de ZAC et d'adopter les modalités définies ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-195807-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- ZAC St Paul_périmètre prévisionnel.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Renouvellement urbain du quartier des Cévennes - Dossiers d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) et parcellaire - Approbation

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

Le quartier des Cévennes a été retenu en 2014 par l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine pour faire partie du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU). Ce quartier a été identifié en tant que quartier prioritaire de la politique de la Ville (QPV), visé par une opération d'intérêt régional par l'ANRU.

Ce quartier, situé à l'Ouest de Montpellier entre le quartier de la Mosson et le centre historique, est principalement un quartier résidentiel comportant de nombreuses copropriétés. Le projet de renouvellement urbain porte en particulier sur la copropriété privée des Cévennes, ensemble immobilier construit entre 1964 et 1975, sur lequel des travaux de mises en état ou d'amélioration n'ont pas été anticipés. Cette copropriété de 919 logements s'étend sur une emprise foncière unique de 8,7 hectares, et a vu, au fil du temps, son mode de gestion se déliter, donnant naissance à plusieurs copropriétés secondaires. Leur libre administration, juridiquement complexe, sans cohérence en matière de gestion des espaces extérieurs, a conduit au cloisonnement voire à l'enclavement d'une partie des bâtiments.

Les objectifs fondateurs du projet urbain se structurent autour de quatre grands principes :

- Ouvrir la copropriété sur son environnement, en la desservant par tous les modes (piétons, cycles...), en la connectant à l'espace environnant, en reconfigurant l'espace des dalles, tout en sécurisant le quartier et évitant les flux de transit et vitesses excessives ;
- Dynamiser l'attractivité résidentielle et les commerces, en les organisant, en permettant l'accès aux véhicules de secours et de sécurité, en organisant et facilitant la collecte des ordures ménagères, en valorisant les espaces verts ;
- Structurer des unités résidentielles à taille humaine, en créant une copropriété par bâtiment après scission de la copropriété actuelle, en desservant chacune d'elles depuis l'espace public et en y affectant les stationnements nécessaires ;
- Requalifier le bâti et réduire la précarité énergétique, en poursuivant la réhabilitation globale du quartier.

Par délibération du 18 décembre 2019, la Métropole a confié la mise en œuvre opérationnelle du projet de renouvellement urbain à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), au titre d'une concession d'aménagement notifiée le 21 janvier 2020.

Le projet porte sur une superficie de 9,2 hectares incluant les parcelles cadastrées MS 31, MS 33, MS 34, MS 35, MS 39, MS 66, MS 67, MS 107, MS 215, MS 259, MS 290 et MS 320. La parcelle cadastrée MS 290 constitue l'emprise foncière de la copropriété des Cévennes, composée de plusieurs bâtiments.

Compte tenu de la structure foncière complexe des propriétés sur lesquelles repose le projet urbain, l'acquisition amiable de l'ensemble des propriétés correspondant au périmètre retenu ne sera pas réalisable. Il est proposé d'engager la procédure de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) de l'opération et de cessibilité des assiettes parcellaires aux fins de maîtrise foncière du périmètre. La SA3M a pour mission d'assurer la maîtrise foncière dans le cadre de la concession. A ce titre, il est proposé qu'elle soit bénéficiaire de la DUP et mène l'ensemble des procédures en vue de la réalisation des acquisitions par voie d'expropriation le cas échéant.

Cette opération étant susceptible d'affecter l'environnement, l'enquête publique préalable à la DUP et l'enquête parcellaire conjointes, s'inscrivent notamment dans le cadre des dispositions des articles L.1 et L110-1 du Code de l'expropriation et L123-1 et suivants du Code de l'environnement.

Conformément aux dispositions réglementaires combinées, le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique comporte la notice explicative, le plan de situation, le plan périmétrique, le plan général des travaux, les caractéristiques principales des ouvrages les plus importants, l'appréciation sommaire des dépenses, le cadre juridique et administratif de la procédure, le résumé non technique de l'étude d'impact, l'avis de l'autorité environnementale et le bilan de concertation. Le dossier d'enquête parcellaire est composé d'un plan parcellaire des terrains et bâtiments concernés ainsi qu'un état parcellaire indiquant la liste des propriétaires concernés, conformément à l'article R131-3 du Code de l'expropriation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et le dossier d'enquête parcellaire, en vue de l'acquisition, à l'amiable ou par voie d'expropriation, des biens nécessaires à l'opération de renouvellement urbain du quartier des Cévennes à Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à demander à Monsieur le Préfet de l'Hérault :
 - de prescrire l'ouverture des enquêtes conjointes d'utilité publique et parcellaire au vu des dossiers ;
 - de déclarer l'utilité publique de l'opération et la cessibilité des parcelles et des droits réels immobiliers au profit de la SA3M, tels qu'ils figurent sur le plan parcellaire et l'état parcellaire ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à procéder à la formalisation des offres de vente, d'ester en justice sur ce dossier, à saisir le juge de l'expropriation auprès du Tribunal de Grande Instance en vue de la fixation des indemnités d'expropriation et du prononcé des ordonnances d'expropriation ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 67 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 14 voix

M. William ARS, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Renaud CALVAT, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PENSO, Mme Céline PINTARD, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 8 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avis des domaines estimation sommaire et globale
- Appréciation sommaire des dépenses
- Dossier d'enquêtes publiques conjointes
- Délibération M2022-280_Retour PREF

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Commune de Grabels - Modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Grabels - Approbation

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a engagé la modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) pour permettre la réalisation d'ouvrages de protection contre les inondations le long du cours d'eau du Rieumassel. Cette procédure porte sur un ajustement des règles d'occupations et d'utilisations des sols du règlement de la zone UC, en ce qui concerne :

- Article 1 « *Occupations et utilisations du sol interdites* » : ajout d'une exception à l'interdiction des déblais/remblais de plus de 1 m de haut ou de profondeur en UCb1 et UC3, pour les équipements et travaux de sécurité publique ;
- Article 2 « *Occupations ou utilisations du sol soumises à des conditions particulières* » : ajout de l'autorisation, dans les zones rouges Ru du Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI), des constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, à condition d'être liées à la sécurité publique.

Conformément à la charte de gouvernance du PLU, le Conseil municipal a émis un avis favorable sur le projet de modification simplifiée n°3 par délibération n°010 du 07 février 2022, préalablement à sa notification par Montpellier Méditerranée Métropole aux Personnes Publiques Associées.

Par décision de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale en date du 20 avril 2022, la modification simplifiée n°3 a été dispensée d'une évaluation environnementale après examen au cas par cas en application de l'article R.104-33 et suivants du Code de l'urbanisme.

Par courrier en date du 22 mars 2022, la Région Occitanie a accusé réception du projet de modification simplifiée sans formuler de remarque.

Par courrier du 13 avril 2022, la Chambre de Métiers et de l'Artisanat n'a formulé aucune remarque au projet de modification simplifiée n°3 du PLU.

Par courrier du 21 avril 2022, le Département de l'Hérault a émis un avis favorable.

Par courrier du 09 mai 2022, la Direction Départementale des Territoires et de la Mer département de l'Hérault (DDTM34) a demandé de compléter l'article 2 en précisant qu'en UCb1 et UC3 les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif peuvent être admises sous réserve d'être spécifiquement liées à la protection des inondations.

Le dossier du projet de modification simplifiée n°3 du PLU de Grabels a été mis à la disposition du public du 09 mai 2022 au 10 juin 2022 inclus à la mairie de Grabels et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole.

Une remarque sans lien avec l'objet de la modification simplifiée, relative à une demande de constructibilité d'une parcelle privée, a été exprimée par le public durant la mise à disposition. Elle n'a pas pour effet de devoir modifier le projet de modification simplifiée n°3 du PLU de Grabels.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du bilan de la mise à disposition du projet de modification simplifiée n°3 du PLU de Grabels ;
- De prendre en compte la remarque de la DDTM34 et de compléter le projet de règlement en conséquence ;
- D'approuver le projet modifié de modification simplifiée n°3 du PLU de la Commune de Grabels ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 8 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Deliberation M2022-281_Retour PREF
- Dossier pour approbation_Commune de Grabels

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Modalités de mise à disposition de la modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme de Saint-Brès - Approbation

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

La Commune de Saint-Brès connaît depuis quelques années une croissance démographique très importante. Le groupe scolaire actuel, situé au cœur du village et à proximité immédiate de la salle polyvalente, est vieillissant et sa capacité n'est plus suffisante. Pour permettre la mise en œuvre d'une opération de démolition-reconstruction, il convient d'engager la modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Saint-Brès en vue d'apporter des adaptations mineures du règlement des zones UA et UD1a.

Le projet de modification simplifiée, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du Code de l'urbanisme doivent être mis à disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations. Conformément à l'article L.153-47 du Code de l'urbanisme, les modalités de cette mise à disposition doivent être précisées par le Conseil de Métropole. Dans ce contexte, le dossier de modification sera :

- Mis à disposition du public pendant un mois à la Mairie de Saint-Brès et au siège de la Métropole aux heures d'ouvertures habituelles ;
- Accompagné d'un registre en Mairie de Saint-Brès et au siège de la Métropole permettant au public de formuler ses observations ;
- Mis en ligne sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole (<http://www.montpellier3m.fr/mise-a-disposition-du-public>) et de la Mairie de Saint-Brès (<http://ville-saintbres.fr>).

Ces modalités seront portées à la connaissance du public par voie de presse au moins huit jours avant le début de la mise à disposition.

A l'issue de la mise à disposition, le Président de Montpellier Méditerranée Métropole en présentera le bilan devant le Conseil de Métropole. Le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public sera alors soumis pour approbation au Conseil de Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les modalités de mise à disposition de la modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Saint-Brès ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-196052-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Maitrise foncière - Secteur le "Triangle d'or" - Convention pré-opérationnelle entre Montpellier Méditerranée Métropole, l'Établissement Public Foncier d'Occitanie (EPFO) et la Commune de Juvignac - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

La Commune de Juvignac, a connu un très fort développement démographique depuis les années 60 voyant sa population passer d'une centaine d'habitants en 1960 à plus de 11 400 de nos jours. Fort centre de polarités et d'attractivité qui marque l'entrée de la Métropole, la Commune a connu une urbanisation essentiellement résidentielle qui n'a pas permis la création d'un véritable cœur de ville avec sa fonction de centralité à l'échelle de la Commune.

La Commune a la volonté aujourd'hui de réinvestir le tissu urbain existant en créant un véritable centre-ville autour du nouveau pôle administratif qui sert de point de départ à un réaménagement d'ensemble des allées de l'Europe. La mise en œuvre d'une nouvelle centralité induit la réalisation d'opérations de renouvellement urbain et de requalification des espaces publics dans certains quartiers existants situés proche du centre-ville. L'objectif est ainsi d'optimiser le foncier disponible tout en diversifiant les formes urbaines et l'offre en logements.

Le secteur concerné, dénommé « *Le triangle d'or* », par cette opération de renouvellement urbain forme un triangle bordé au nord par l'ancienne RN 109, au sud par la rue du Pompidou et à l'ouest par la rue des Pattes. Il s'agit du nouveau « *Cœur de ville* » de Juvignac. Aussi, la Commune de Juvignac s'est rapprochée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Établissement Public Foncier (EPF) Occitanie en vue de l'accompagner dans son projet.

Une première convention d'anticipation foncière « *Le Triangle d'Or* » entre la Commune de Juvignac, Montpellier Méditerranée Métropole et l'EPF a été signée le 5 juillet 2017. Dans le cadre de cette convention, l'EPF n'a réalisé aucune dépense au titre de cette convention.

La Commune de Juvignac est aujourd'hui accompagnée par un bureau d'études qui livrera d'ici juillet 2022 « *le plan guide urbain et paysager de Juvignac* ». Dans le cadre de l'évolution récente des réflexions liées au projet urbain et notamment sur le site du Triangle d'Or, la Commune de Juvignac accompagnée de la Métropole, a sollicité l'EPF aux fins de la signature d'une nouvelle convention pré-opérationnelle intégrant les axes 1 et 2 du programme pluriannuel d'intervention de l'EPF, portant d'une part sur le développement de l'offre de logement et notamment de logements sociaux en conformité avec le Programme Local de l'Habitat (PLH) et d'autre part, sur le volet économique qui nécessite d'accompagner la mutation de ce secteur et son redéploiement dans le périmètre.

Le périmètre d'intervention de l'EPF a sensiblement évolué par rapport au périmètre de la convention de 2017.

Pour mener à bien cette démarche, les parties ont convenu, dans un premier temps, de la mise en place d'une convention dite pré-opérationnelle afin :

- De réaliser, si besoin, les études foncières nécessaires à l'identification des périmètres à l'intérieur desquels une veille foncière s'avère nécessaire ;
- D'analyser et, le cas échéant, répondre aux premières opportunités foncières se présentant et susceptibles d'intéresser le futur projet ;
- De mener les études nécessaires en vue de préciser les intentions du projet.

C'est dans ce cadre qu'une convention pré-opérationnelle est proposée, visant à définir les engagements et obligations prises par les trois parties à la convention pour une durée de cinq ans et selon un engagement financier de 5 millions d'euros.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention entre la Commune de Juvignac, l'Etablissement Public Foncier Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Christian ASSAF, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Coralie MANTION.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-195599-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- JUVIGNAC CONVENTION PRE OPERATIONNELLE TRIANGLE D'OR.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Projet de Périmètre Délimité des Abords (PDA) de l'Eglise Saint-Etienne - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Avis

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

La Commune de Villeneuve-lès-Maguelone dispose sur son territoire de plusieurs sites protégés pour leur valeur historique et patrimoniale dont l'Eglise Saint-Etienne, classée au titre des monuments historiques par liste de 1840. Afin de protéger et mettre en valeur le patrimoine classé et inscrit, une servitude des abords intervient automatiquement au bénéfice de l'Architecte des Bâtiments de France. Elle attribue à ce dernier un droit de regard sur toute intervention envisagée à l'intérieur d'un périmètre de 500 mètres de rayon autour des monuments historiques identifiés. Conformément aux dispositions prévues par le Code du patrimoine (articles L.621-30 et suivants), dans ce périmètre, la protection au titre des abords « *s'applique à tout immeuble, bâti ou non bâti, visible du monument historique ou visible en même temps que lui* ». Cette servitude permet de préserver les monuments historiques et leur environnement direct en s'assurant notamment de la qualité des travaux et aménagements qui interviennent dans le champ de visibilité ou de covisibilité des monuments historiques.

La loi du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains a ouvert la possibilité de modifier ce périmètre de 500 mètres. En complément, la loi du 7 juillet 2016 relative à la liberté de création, à l'architecture et au patrimoine a redéfini les dispositions applicables aux abords de monuments historiques. Dans ce contexte, conformément aux articles R.621-92 et suivants du Code du patrimoine, Monsieur le Préfet a porté à la connaissance de Montpellier Méditerranée Métropole une proposition de périmètre délimité des abords (PDA) autour de l'Eglise Saint-Etienne. Cette proposition s'accompagne d'un plan et d'une notice justificative.

Conformément aux dispositions de l'article R.621-93 du Code du patrimoine, la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone, par délibération du Conseil municipal du 18 juillet 2022, s'est prononcée favorablement quant au projet de PDA. Montpellier Méditerranée Métropole doit maintenant se prononcer sur cette proposition de périmètre, avant qu'il ne soit soumis à enquête publique.

A l'issue de cette enquête et après reçu le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur, le Préfet sollicitera de nouveau Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir son accord sur le projet de PDA, éventuellement modifié pour tenir compte des conclusions de cette enquête publique. En cas d'accord, le PDA sera créé par arrêté du Préfet puis annexé au PLU au titre des servitudes d'utilité publique, aux conditions prévues à l'article L.153-60 du Code de l'urbanisme.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'émettre un avis favorable sur le projet de périmètre délimité des abords (PDA) de l'Eglise Saint-Etienne ;
- De prendre acte que le projet de périmètre délimité des abords (PDA) sera soumis à enquête publique ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-196066-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 337_VILLENEUVE_LES_MAGUELONE_Eglise_NoteJustificativeVF.pdf
- Villeneuve les Maguelone carte Proposition PDA Eglise 12000 mai 2022.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Projet de Périmètres Délimités des Abords (PDA) du Château de Bonnier de la Mosson et du Domaine de Caunelles - Commune de Juvignac - Avis

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

La Commune de Juvignac dispose, sur son territoire, de sites protégés pour leur valeur historique et patrimoniale dont le château de Bonnier de la Mosson et le Domaine de Caunelles. Afin de protéger et mettre en valeur le patrimoine classé et inscrit, une servitude des abords intervient automatiquement au bénéfice de l'Architecte des Bâtiments de France. Elle attribue à ce dernier un droit de regard sur toute intervention envisagée à l'intérieur d'un périmètre de 500 mètres de rayon autour des monuments historiques identifiés. Conformément aux dispositions prévues par le Code du Patrimoine (articles L.621-30 et suivants), dans ce périmètre, la protection au titre des abords « *s'applique à tout immeuble, bâti ou non bâti, visible du monument historique ou visible en même temps que lui* ». Cette servitude permet de préserver les monuments historiques et leur environnement direct en s'assurant notamment de la qualité des travaux et aménagements qui interviennent dans le champ de visibilité ou de covisibilité des monuments historiques.

La loi du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains a ouvert la possibilité de modifier ce périmètre de 500 mètres. En complément, la loi du 7 juillet 2016 relative à la liberté de création, à l'architecture et au patrimoine a redéfini les dispositions applicables aux abords de monuments historiques. Dans ce contexte, conformément aux articles R.621-92 et suivants du Code du patrimoine, Monsieur le Préfet a porté à la connaissance de Montpellier Méditerranée Métropole une proposition de périmètre délimité des abords (PDA) concernant le château de Bonnier de la Mosson et une proposition de PDA concernant le Domaine de Caunelles. Ces propositions s'accompagnent chacune d'un plan et d'une notice justificative.

Conformément aux dispositions de l'article R.621-93 du Code du patrimoine, la Commune de Juvignac, par délibération en date du 4 juillet 2022, s'est prononcée favorablement quant aux deux projets de PDA. Montpellier Méditerranée Métropole doit maintenant se prononcer sur ces propositions de périmètre, avant qu'ils ne soient soumis à enquête publique.

A l'issue de cette enquête et après reçu le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur, le Préfet sollicitera de nouveau Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir son accord sur ces deux projets de PDA, éventuellement modifiés pour tenir compte des conclusions de cette enquête publique. En cas d'accord, les PDA seront créés par arrêté du Préfet puis annexés au PLU au titre des servitudes d'utilité publique, aux conditions prévues à l'article L.153-60 du Code de l'urbanisme.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'émettre un avis favorable sur le projet de périmètre délimité des abords (PDA) du château de Bonnier de la Mosson ;
- D'émettre un avis favorable sur le projet de périmètre délimité des abords (PDA) du Domaine de Caunelles ;
- De prendre acte que le projet de périmètre délimité des abords (PDA) sera soumis à enquête publique ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-196067-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 20220422_notice justificative.pdf
- 123_JUVIGNAC BONNIER DE LA MOSSON carte 8000 avril 2022.pdf
- 123_JUVIGNAC BONNIER DE LA MOSSON carte 12000 avril 2022.pdf
- 123_JUVIGNAC_Domaine de Caunelles_note justificative.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Projet de Périmètre Délimité des Abords (PDA) du Château et du Parc de la Piscine - Ville de Montpellier - Avis

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

La Ville de Montpellier dispose, sur son territoire, de nombreux sites protégés pour leur valeur historique et patrimoniale, dont le Château de la Piscine et son parc situés avenue de Lodève dans le quartier des Cévennes. Protégés au titre des Monuments Historiques par arrêté ministériel du 11 décembre 1942, le Château et le Parc de la Piscine bénéficient d'un périmètre de protection à leurs abords.

En application de la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains (SRU) et de la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la Liberté de Création, à l'Architecture et au Patrimoine (LCAP), l'Architecte des Bâtiments de France a proposé de circonscrire ce périmètre de protection aux espaces réellement intéressants au plan patrimonial et qui participent effectivement à la préservation de leur environnement et à l'amélioration de leur qualité. Cette proposition, dite de « *périmètre délimité des abords* » (PDA), s'accompagne d'un plan et d'une notice justificative.

Conformément aux dispositions de l'article R.621-93 du Code du Patrimoine, la Ville de Montpellier, par délibération en date du 28 juin 2022, s'est prononcée favorablement. Montpellier Méditerranée Métropole doit maintenant se prononcer sur cette proposition de périmètre, avant qu'il ne soit soumis à enquête publique.

A l'issue de cette enquête et après reçu le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur, le Préfet sollicitera de nouveau Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir son accord sur le projet de PDA, éventuellement modifié pour tenir compte des conclusions de cette enquête publique. En cas d'accord, le PDA sera créé par arrêté du Préfet puis annexé au PLU au titre des servitudes d'utilité publique, aux conditions prévues à l'article L.153-60 du Code de l'urbanisme.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'émettre un avis favorable sur le projet de périmètre délimité des abords (PDA) du Château de la Piscine et son parc ;
- De prendre acte que le projet de périmètre délimité des abords (PDA) sera soumis à enquête publique ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-196038-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 172_MONTPELLIER_chateau de la piscine noticedescriptive.pdf

- 172_MONTPELLIER_PDA7000_Chateau Piscine.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Convention de fonds de concours 2022 entre Montpellier Méditerranée Métropole et les communes de Saussan, Cournonsec et Castelnau-le-Lez - Autorisation de signature

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole réalise au titre de ses compétences, notamment en matière de voirie et d'espaces publics, des opérations qui contribuent à l'amélioration du cadre de vie des habitants des communes et participent au développement et à l'aménagement du territoire de la Métropole.

En application des articles L.5217-7 et L.5215-26 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), une commune peut prendre en charge une partie du financement de la réalisation d'une opération par le versement d'un fonds de concours à la Métropole. Le montant total des fonds de concours qui peuvent être perçus au titre d'une opération ne peut excéder la part de financement assurée, hors subvention, par la Métropole.

Certaines communes des Pôles Territoriaux de la Métropole souhaitent apporter des fonds de concours pour la réalisation de divers aménagements (voirie, achat de mobilier urbain, réseaux secs et éclairage public). Les communes soumettront prochainement l'approbation de ces fonds de concours à leurs Conseils municipaux respectifs.

Les montants de fonds de concours, établis en fonction des budgets prévisionnels nets de subvention de chacune des opérations envisagées, tels que définis dans les projets de convention sont les suivants :

Pôle Plaine Ouest

Saussan :

| Intitulé de l'opération | Montant TTC de l'opération | Montant HT de l'opération | Taux du fonds de concours | Montant du fonds de concours |
|--|----------------------------|---------------------------|---------------------------|------------------------------|
| Requalification de la rue Horts des Vernis | 426 000 € | 355 000 € | 49,30 % | 175 000 € |

Cournonsec :

| Intitulé de l'opération | Montant TTC de l'opération | Montant HT de l'opération | Taux du fonds de concours | Montant du fonds de concours |
|--|----------------------------|---------------------------|---------------------------|------------------------------|
| Requalification de la rue des Ecoles | 140 400 € | 117 000 € | 47 % | 55 000 € |
| Réfection de la rue Ricard | 81 600 € | 68 000 € | 44,1 % | 30 000 € |
| Aménagement sécurité rue des Maseliers | 48 000 € | 40 000 € | 37,5 % | 15 000 € |

Pôle Vallée du Lez

Castelnau-le-Lez :

| Intitulé de l'opération | Montant TTC de l'opération | Montant HT de l'opération | Taux du fonds de concours | Montant du fonds de concours |
|---|----------------------------|---------------------------|---------------------------|------------------------------|
| Rue Mendrous Sablassou | 746 100 € | 621 750 € | 49 % | 304 658 € |
| Rue Emile Combes | 382 805 € | 319 004,17 € | 49 % | 156 312 € |
| Avenue des Centurions et rue d'Allut (études) | 111 877,20 € | 93 231 € | 49 % | 45 683 € |
| Allée du docteur Constantin | 343 000 € | 285 833,33 € | 49 % | 144 958 € |

| | | | | |
|------------------------------------|----------|------------|-----|----------|
| Rue Emile Combes (réseaux secs) | 118 503€ | 98 752,50€ | 49% | 48 389 € |
|------------------------------------|----------|------------|-----|----------|

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les versements des fonds de concours décrits ci-dessus ;
- D'approuver les termes des conventions définissant les modalités de versement des fonds de concours ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à ces affaires.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-194699-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention FDC SAU 2022.pdf
- convention FDC CLL 2022.pdf
- Convention FDC COS 2022.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Animation du territoire - Sport de haut niveau - Dispositifs à destination des athlètes de haut niveau - Attribution de subventions - Approbation

Monsieur Christian ASSAF, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est un acteur engagé en faveur du soutien aux clubs et associations sportives phares du territoire. Par délibération en date du 18 septembre 2002, le Conseil communautaire a déterminé les critères d'intervention dans le domaine sportif et notamment son rôle dans la diffusion du sport de haut niveau. Par délibération en date du 3 décembre 2018, puis par décision du Comité d'Organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques Paris 2024, Montpellier Méditerranée Métropole a été labellisée « Terre de Jeux » et « Centre de Préparation aux Jeux ».

Aussi, selon des critères de notoriété et de diffusion de l'image de la Métropole au plan national, européen et international, le Conseil de Métropole vote chaque année des subventions de fonctionnement afin d'aider les clubs et associations sportives à mener à bien leurs activités et leurs projets. Montpellier Méditerranée Métropole poursuit cette politique sportive ambitieuse en faveur de la fidélisation des athlètes sur notre territoire qui font la fierté des habitants et qui contribuent à l'image dynamique de la Métropole.

Par délibération n° M2021-313 en date du 28 juillet 2021, le Conseil de Métropole a approuvé la mise en œuvre de deux dispositifs à destination des athlètes de haut niveau du territoire de la Métropole :

- Une aide individuelle dédiée au développement de la performance sportive de l'athlète ;
- Un partenariat pour désigner des « Ambassadrices & Ambassadeurs » du sport de Montpellier.

Le jury présidé par le Vice-Président délégué aux politiques sportives et composé d'experts du sport s'est réuni le 1^{er} juin 2022 pour sélectionner les athlètes aidés.

Les athlètes sélectionnés et les aides attribuées dans ce cadre de ces deux dispositifs figurent dans les deux tableaux ci-dessous.

I – Aide individuelle en faveur du développement de la performance sportive

Les participations financières figurant au tableau sont accordées, pour l'année 2022, aux athlètes dont les noms figurent sur le même document. La dépense totale s'élève à 68 500 €.

| Nom | Prénom | Liste Ministérielle Hors Liste | Sport | Discipline sportive | Club | Montant de l'aide |
|-----------------|---------|-----------------------------------|-------------------|------------------------|-----------------------------------|----------------------|
| BEDART | Samuel | Haut Niveau Sénior | Taekwondo | Combat | 3M Taekwondo | 1 000 € |
| BELKACEMI | Leslie | Haut Niveau Sénior | Sauvetage Sportif | Eau plate | Aqualove Montpellier Sauvetage | 1 000 € |
| BERGERON | Tom | Haut Niveau Relève | Sauvetage Sportif | toutes disciplines | Aqualove Montpellier Sauvetage | 1 500 € |
| BERTRAND | Luca | Collectif National | Cyclisme | Bmx Freestyle | Montpellier BMX | 1 500 € |
| BLIEK-PANNETIER | Maxime | Espoir | Natation | Water-Polo | Montpellier Water-Polo | 1 500 € |
| BRETÉCHER | Camille | Haut Niveau Relève | Canoë-kayak | Kayak-polo | 3M Canoë-Kayak Université Club | 1 500 € |
| CANET | Arthur | Haut Niveau Relève | Volley-Ball | Beach-Volley | Montpellier Beach Volley | 1 500 € |
| CHAAL | Kenza | Haut Niveau Sénior | Cyclisme | Bmx Freestyle | Montpellier Attitude | 1 000 € |
| CHABOUNI | Khalil | Haut Niveau Relève | Danse | Breaking | Montpellier Hérault Breaking Club | 1 500 € |
| CLAMARON | Johna | Espoir | Handball | Handball | MHB Montpellier | 1 500 € |

| | | | | | | |
|---------------|----------|--------------------|---------------------|-------------------------|---|---------|
| DELOS | Ludivine | Haut Niveau Relève | Force | Force Athlétique | Force Occitane Le Crès | 1 500 € |
| DENIS | Magalie | Hors liste | Equitation | Horse-ball | Montpellier Horse-ball | 1 500 € |
| DESCOUX | Mathilde | Haut Niveau Relève | Athlétisme | 400m | Montpellier Athlétique Méditerranée Métropole | 1 500 € |
| DORCESCU | Dénis | Collectif National | Tennis de Table | Tennis de Table | Montpellier Tennis de Table | 1 500 € |
| DURAND | Sven | Espoir | Athlétisme | Demi-fond | Montpellier Athlétique Méditerranée Métropole | 1 500 € |
| EL YAZIDI | Omar | Haut Niveau Relève | Taekwondo | Combat | 3M Taekwondo | 1 500 € |
| ENGONE-NGUEMA | Jelissa | Haut Niveau Relève | Taekwondo | Combat | 3M Taekwondo | 1 500 € |
| FACELINA | Maude | Espoir | Hockey sur glace | Hockey sur glace | Montpellier Métropole Hockey Club | 1 500 € |
| FLORIMONT | Jolan | Collectif National | Judo | Judo | Montpellier Judo Olympic | 1 500 € |
| GARCIA | Théo | Espoir | Baseball & Softball | Baseball | MUC Barracudas Baseball Softball | 1 500 € |
| GERARDIN | Raphaël | Collectif National | Athlétisme | 24 heures course à pied | Pérols Footing | 1 500 € |
| GRASSIN | Eva | Haut Niveau Relève | Judo | Judo | Montpellier Judo Olympic | 1 500 € |
| LE GRIX | Titouan | Haut Niveau Relève | Athlétisme | 3000m Steeple | Montpellier Athlétique Méditerranée Métropole | 1 500 € |
| LEVEL | Téo | Espoir | Cyclisme | Bmx Freestyle | Montpellier Attitude | 1 500 € |
| LOE-OUTREY | Kiéra | Espoir | Volley-Ball | Volley-Ball | AS Beaux-Arts Montpellier | 1 500 € |
| LORUSSO | Matteo | Haut Niveau Relève | Athlétisme | 400m | Montpellier Athlétique Méditerranée Métropole | 1 500 € |
| MACIPE | Anna | Espoir | Rugby | Rugby à XV | Montpellier Hérault Rugby Club | 1 500 € |
| MARTINEZ | Coleen | Haut Niveau Elite | Roller Hockey | Roller Hockey | MUC Mantas | 1 000 € |
| MAZET-VIGNAUD | Luan | Espoir | Natation | Para-Natation | Montpellier Paillade Natation | 1 500 € |
| MELIS | Emma | Espoir | Judo | Judo | Montpellier Judo Olympic | 1 500 € |
| MORIEN | Quentin | Collectif National | Cyclisme | BMX Freestyle | Pic Adrenaline Montpellier | 1 500 € |
| NAVARRO | Liam | Collectif National | Baseball & Softball | Baseball | MUC Barracudas Baseball Softball | 1 500 € |
| NAYRAL | Mathis | Haut Niveau Sénior | Baseball & Softball | Baseball | MUC Barracudas Baseball Softball | 1 000 € |
| OUDAI | Yanis | Haut Niveau Relève | Taekwondo | Combat | 3M Taekwondo | 1 500 € |
| PAWLAK | Lucie | Espoir | Tennis | simple et double | ASPTT Montpellier Métropole | 1 500 € |
| PENA | Margaux | Espoir | Motocyclisme | Trial | Trial Club Fabrègues | 1 500 € |
| PICARD | Anthony | Haut Niveau Relève | Kitesurf | Kitefoil | Kite et windsurf Maguelone | 1 500 € |
| PUCHLY | Thomas | Haut Niveau Relève | Judo | Judo | Montpellier Judo Olympic | 1 500 € |

| | | | | | | |
|-----------|----------|--------------------|-------------------|-------------------|---------------------------------------|---------|
| RENAUD | Malo | Haut Niveau Relève | Kitesurf | Freestyle | Ride Academy Pérols | 1 500 € |
| ROQUES | Tamara | Espoir | Natation | Natation | 3M MUC Natation | 1 500 € |
| ROTAR | Téo | Haut Niveau Relève | Volley-Ball | Beach-Volley | Montpellier Beach Volley | 1 500 € |
| ROUVELET | Titoan | Espoir | Rugby | Rugby à XV | Montpellier Hérault Rugby Club | 1 500 € |
| SAVIOZ | Vincente | Espoir | Golf | Golf | Golf Club Montpellier Massane | 1 500 € |
| SEBASTIAN | Victoria | Haut Niveau Relève | Tir à l'arc | Arc classique | Montpellier Arc Club | 1 500 € |
| SEGLAR | Sarah | Collectif National | Taekwondo | Combat | 3M Taekwondo | 1 500 € |
| SEGUIN | Yanis | Haut Niveau Relève | Triathlon | Triathlon | Montpellier Triathlon | 1 500 € |
| VIALETTES | Dylan | Haut Niveau Sénior | Sauvetage Sportif | Sauvetage Sportif | Aqualove Sauvetage Montpellier | 1 000 € |
| ZEMOURA | ELENA | Haut Niveau Sénior | Basket-Ball | 5X5 , 3X3 | Basket Lattes Montpellier Association | 1 000 € |

II – Dispositif « Ambassadrice & Ambassadeur » du sport métropolitain

Les participations financières figurant au tableau sont accordées annuellement (2022 et 2023), dans la limite de deux années, aux athlètes dont les noms figurent sur le même document.

| Civilité | Nom | Prénom | Liste ministérielle | Sport | Discipline Sportive | Club d'appartenance | Montant annuel de l'aide |
|-----------------|----------------|---------------|----------------------------|-----------------------|----------------------------|-----------------------------|---------------------------------|
| F | GODET | Aurélié | Haut Niveau Sénior | Wakeboard | Wakeboard Câble | Switchtoeside Lattes | 4 000 € |
| M | LEBRUN | Alexis | Haut Niveau Relève | Tennis de Table | Tennis de Table | Montpellier Tennis de Table | 4 000 € |
| M | MAUREL-NAVARRO | Brice | Haut Niveau Sénior | Rugby | Rugby-fauteuil | Montpellier Handi Rugby | 4 000 € |
| F | RAMONATXO | Lily | Haut Niveau Relève | Gymnastique Rythmique | GR - Individuelle | Montpellier 3M GRS | 4 000 € |
| F | TOURE | Migna | Haut Niveau Elite | Basket-ball | 5x5 et 3x3 | BLMA Lattes | 4 000 € |

Par ailleurs, afin de continuer à développer ces actions en faveur d'un plus grand nombre de jeunes sportives et sportifs accompagnés, il convient de retirer la limite prévue pour le nombre d'athlètes (2) pouvant être associé à Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre du dispositif « Ambassadrice et Ambassadeur du sport métropolitain » et, par conséquent, de modifier le règlement en ce sens.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des d'objectifs pour les athlètes de haut niveau ;
- D'approuver les termes des conventions d'objectifs ;
- D'approuver la modification du règlement fixant les modalités d'attribution des aides financières ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

M. Mohed ALTRAD, M. Christophe BOURDIN, M. Serge GUISEPPIN, Mme Nicole MARIN-KHOURY,
M. Cyril MEUNIER, Mme Célia SERRANO.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-195598-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- LE_REGLEMENT_D_ATTRIBUTION_DES_AIDES.docx

- Modèle convention d'objectifs ambassadeur.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Animation du territoire - Candidature de Montpellier Capitale Européenne de la Culture 2028 - Attribution d'une subvention à l'association - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Madame Clare HART, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération en date du 22 mars 2022, le Conseil de Métropole a décidé d'approuver la création et les statuts de l'association « *Montpellier 2028 - Capitale Européenne de la Culture* » et d'approuver l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à cette association ainsi que le paiement de la cotisation.

Cette association constitue le support de la candidature de la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Sète, Sète-Agglomération, la Région Occitanie, le Département de l'Hérault et nombre de collectivités à leurs côtés qui se sont ainsi unies pour porter ensemble un projet commun, utilisant le levier de la culture au service d'une politique ambitieuse et d'une transformation durable du territoire. Cette dynamique partenariale permettra une mobilisation de la population autour des arts et de la culture, un renforcement du rayonnement international du territoire, une valorisation de son image auprès des citoyens, le renforcement des synergies au sein du secteur culturel, une sensibilisation et un accès à la culture favorisé, ainsi que la stimulation du tourisme culturel.

Une première étape a été marquée par la réunion de l'assemblée générale constitutive de l'association le 8 juin dernier qui a acté de la création administrative de « *Montpellier 2028 - Capitale Européenne de la Culture* », de ses missions et des grandes orientations du projet. L'association a vocation en particulier à établir le dossier de candidature, coordonner et animer des projets de partenariats, fixer les objectifs et orientations de la programmation culturelle et mobiliser des financements publics et privés.

Dans ce cadre, il est proposé d'affecter une subvention de 150 000 € à l'association au titre de l'année 2022, qui marque l'engagement de Montpellier Méditerranée Métropole dans la candidature.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association « *Montpellier 2028 - Capitale Européenne de la Culture* » sous réserve de la signature de la convention d'attribution ;
- D'approuver les termes de la convention ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 12 voix

M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Clara GIMENEZ, M. Cyril MEUNIER, M. Bruno PATERNOT, M. Eric PENSO, M. Manu REYNAUD, Mme Célia SERRANO, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-196164-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 3M_ConventionAttribution_Montpellier2028.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Céline PINTARD, Bernard TRAVIER

Animation du territoire - Convention cadre de partenariat "Culture" entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et l'Université Paul Valéry Montpellier 3 - Autorisation de signature

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole conduit dans le champ de ses compétences le projet d'aménagement et de développement de son territoire, dont la culture et le patrimoine sont des axes structurants. Partie prenante des dynamiques de formation, de recherche, d'innovation, de création et d'entrepreneuriat qui peuvent être impulsées et développées sur l'aire métropolitaine, elle accompagne les initiatives et les projets qui répondent aux enjeux sociétaux, dessinent le territoire de demain et l'inscrivent dans une dimension internationale.

Cette approche stratégique se nourrit des partenariats avec les acteurs clés du territoire. Parmi ses partenaires de premier plan, l'Université Paul-Valéry Montpellier 3 est une institution qui joue un rôle moteur en tant qu'acteur de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la politique culturelle du territoire. Ouverte sur le monde et défendant une vision citoyenne, durable et responsable de l'université, elle est indissociable de l'histoire et du rayonnement du territoire. En lien étroit avec la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole entend ainsi développer les liens de partenariat, déjà nombreux, avec l'Université Paul-Valéry Montpellier 3, en capitalisant sur les collaborations existantes et en élargissant le périmètre des coopérations dans le champ culturel.

Ce partenariat renforcé prend toute sa dimension dans le cadre de la candidature commune de Capitale Européenne de la Culture portée par la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Sète, Sète Agglopôle, la Région Occitanie, le Département de l'Hérault et nombre de collectivités à leurs côtés, qui se sont unies pour utiliser le levier de la culture au service d'une politique ambitieuse et d'une transformation durable du territoire.

Il est ainsi proposée une convention-cadre de partenariat entre la Métropole, la Ville et l'Université, qui investit trois grands champs de coopération commun aux trois institutions :

- Le développement de l'offre artistique, culturelle, patrimoniale et l'accès à la culture pour tous ;
- La formation et la recherche dans le champ culturel et patrimonial ;
- Le rayonnement culturel du territoire.

Cette convention sera déclinée en conventions d'application qui donneront plus précisément les éléments des partenariats à intervenir, ainsi que leur budget prévisionnel. Elle court sur une période allant de sa date de signature jusqu'au 31 juillet 2025, de manière à couvrir trois années universitaires. Elle sera pilotée par un comité comprenant des représentants des trois institutions, assisté par un comité de suivi composé notamment des différents chefs de projet.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention-cadre de partenariat « Culture » entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et l'Université Paul Valéry-Montpellier 3 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 11 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, Mme Florence BRAU, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, M. Cyril MEUNIER, M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD, Mme Célia SERRANO.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-190766-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention UPV_3M_Ville.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence BRAU, Bernadette CONTE-ARRANZ, Alenka DOULAIN, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Céline PINTARD, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ

Animation du territoire - Fonds d'aide à la création et à la diffusion théâtrale - Troisième trimestre 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a fait approuver par délibération n°M2020-306 les nouvelles modalités d'application du Fonds d'Aide à la Création et à la Diffusion du Théâtre et du Spectacle Vivant qui contribue à soutenir la vitalité artistique sur son territoire en permettant une plus large diffusion de spectacles créés et joués par des compagnies locales. Ce dispositif bénéficie aux compagnies installées sur le territoire de la Métropole, à condition qu'elles soient programmées dans la Métropole, et ce dans le cadre d'une convention.

Les projets financés doivent répondre aux critères suivants :

- Intégration dans la programmation *a minima* d'un lieu de diffusion de la Métropole ;
- Rédaction d'un contrat de cession ou de coréalisation avec minimum garanti pour la compagnie ;
- Nécessité d'avoir une reconnaissance professionnelle via la licence d'entrepreneur de spectacle ;
- Obligation pour la compagnie bénéficiaire d'être installée sur le territoire de la Métropole ;
- Forte incitation à la diffusion d'une série pour le spectacle ou le projet aidé ;
- Irrigation la plus large possible du nombre de communes de la Métropole ;
- Mise en œuvre d'un parcours d'aide à la création entre les différentes structures d'accueil de la compagnie pour une ou plusieurs étapes de travail, tout au long du processus de création ;
- L'aide peut apparaître comme un apport en production auprès des autres partenaires institutionnels.

Dans ce cadre, il est proposé d'attribuer l'aide à la Création et la Diffusion Théâtrale et au Spectacle Vivant aux 25 compagnies suivantes, pour les projets ci-dessous énoncés, pour un montant total de 63 793 € :

| Spectacle | Diffuseur | Compagnie | Dates | Nombre de représentations | Nature de la représentation | aide proposée |
|------------------------------|-----------------------|---------------------------|-----------------------|---------------------------|--|---------------|
| Bonsoir ça va commencer | La Vista | Blabla Productions | mars 22 | 2 | Spectacle cirque tout public dès 8 ans | 1 300 |
| Kiss and Fly | La Vista | Etre en scène | fev 22 | 3 | Spectacle danse tout public à partir de 10 ans | 2 000 |
| La visite de la vieille dame | La Vista | Cies des têtes de bois | 8 et 9 avril | 2 | Théâtre à partir de 12 ans | 2 300 |
| Mission Dizzy 3021 | La Vista | Klub Klamauk (Bett Betty) | 22 et 23 avril 2022 | 3 | Spectacle concert jazz à partir de 6 ans | 2 700 |
| Des yeux pour te regarder | Théâtre Jérôme Savary | Cie Méli Mélodie | 17 et 18 février 2022 | 3 | Spectacle jeune public de 4 à 7 ans | 3 100 |
| Puisette et fragile | Théâtre Jérôme Savary | Cie Paradisiaque | 24 et 25 mars 2022 | 3 | Théâtre – Danse jeune public à partir de 3 ans | 2 300 |
| lopez lopez | La Passerelle | Les gens du quai | 7-sept. | 1 | Danse contemporaine | 2 000 |
| Les swing cocottes | Théâtre de Verduze | Cie Les Herbes Folles | 22-juil-22 | 1 | Spectacle concert | 948 |
| Banan'N Jug | Théâtre de Verduze | Label Folie | 23-juil-22 | 1 | Concert | 1 500 |

| | | | | | | |
|--|---------------------------------|----------------------|---------------------------|---|--|-------|
| Sophie les bas bleus | Théâtre de Verdure | Association Murdange | 24-juil-22 | 1 | Concert | 1 200 |
| L'humanité était mon horizon : procès de l'intelligence artificielle | Kiasma | Primesautier Théâtre | 08-avr | 1 | Théâtre | 1 600 |
| Bonsoir ça va commencer | Th J Savary | Blabla productions | 16-janv-22 | 1 | Spectacle cirque tout public dès 8 ans | 1 600 |
| Nos cabanes | Site Lattara Musée Henri Prades | Cie Acétone | 17/08/2022 | 1 | Théâtre | 1 350 |
| Pour bien dormir | Kiasma | Mecanika | 30, 31 mai et 2 juin 2022 | 6 | Spectacle jeune public à partir de 3 ans | 3 600 |
| Kairos | kiasma | Marecage | 10-mars-22 | 1 | Danse contemporaine | 1 400 |
| MADAM# 4 Je préfère être une cyborg qu'une déesse | Kiasma | Exit Cie | 05-avr-22 | 1 | Théâtre | 2 215 |
| Les petits tous | Le Chai du Terral | Blabla Productions | 8 au 10 dec | 5 | Cirque d'objets, tout public à partir de 4 ans | 2 000 |
| La fabuleuse expédition du professeur Ferguson | Le Chai du Terral | Noir Titane | 13 au 15 dec | 5 | Spectacle jeune public à partir de 6 ans | 3 000 |
| Looking for Quichotte | Le Chai du Terral | L'individu | 18-nov | 1 | Théâtre | 1 400 |
| "Attention, ça tourne" | Th J Savary | CIA | nov 22 | 1 | Théâtre | 7 500 |
| Dehors Poquelin ! | Th J Savary | Cie Bruit qui court | nov-22 | 1 | Théâtre | 2 500 |
| Où est passé Bérenger | Th J Savary | Cie Arborescence | Nov 22 | 3 | Théâtre | 5 000 |

| | | | | | | |
|------------------------------|---------------|-------------------------|-----------------------------|---|--------------------------|-------|
| Et voilà notre théâtre | Th J Cœur | Cie Provisoire | 21 oct/18 nov/ 9 déc | 3 | Théâtre | 2 500 |
| Gardarem Lo moral | bulle bleue | cie Allegria Kryptonite | 08-oct | 1 | Conférence contée en duo | 3 000 |
| Interlude(s) | Kiasma | Marécages / B. Tricha | samedi 1er octobre / 10h 45 | 1 | Danse contemporaine | 1 500 |
| Les blessures des crocodiles | Kiasma | La Maison Théâtre | jeudi 24 novembre 2022 | 1 | Théâtre | 1 500 |
| Nous aurons la liberté | festin de rue | Cie Action d'Espace | 10 et 11 sept | 2 | Théâtre | 1 580 |
| Autrement qu'ainsi | festin de rue | Etre en scene | 10 et 11 sept | 4 | Danse | 1 200 |

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'attribution des subventions dans le cadre du fonds d'aide à la création et à la diffusion théâtrale et au spectacle vivant, aux 25 compagnies listées ci-dessus ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-196578-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 3M_Convention_Subvention_FACDT1646758537591.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence BRAU, Bernadette CONTE-ARRANZ, Alenka DOULAIN, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ

Animation du territoire - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et les communes volontaires en faveur d'une politique patrimoniale structurée - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Une politique patrimoniale à l'échelle métropolitaine

Montpellier Méditerranée Métropole a compétence sur son territoire pour développer des actions d'animation dans le domaine culturel d'intérêt métropolitain, développer les actions de type touristique et pour ce faire participer aux opérations d'aménagement. Aussi Montpellier Méditerranée Métropole développe une politique volontariste en faveur de la culture et du patrimoine, marquée notamment par les candidatures au titre de Capitale européenne de la culture 2028 et à l'UNESCO.

Dans ce même sens, Montpellier Méditerranée Métropole a également obtenu le label Pays d'art et d'histoire le 11 mars 2020, par signature d'une convention avec le ministère de la Culture. L'appellation Ville ou Pays d'art et d'histoire qualifie des territoires qui s'engagent dans une démarche active de préservation, de connaissance et de médiation dans les champs de l'architecture, l'histoire, le paysage et l'urbanisme. Par là même, les habitants s'approprient l'identité de leur territoire et investissent leur cadre de vie, tandis que les visiteurs disposent d'une offre de découverte de qualité.

Intégrée au pôle Culture et patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole, la mission Patrimoines met en place, développe et promeut les actions de valorisation des patrimoines sur le territoire des trente et une communes. Elle assure la coordination et la transversalité avec l'ensemble des services et des communes, tant d'un point de vue des politiques culturelles, qu'urbaines et paysagères. Elle pilote de ce fait la mise en œuvre de la convention Pays d'art et d'histoire.

Une politique patrimoniale à l'échelle des communes

Les trente et une communes du territoire, comme partie intégrante de Montpellier Méditerranée Métropole, bénéficient chacune de l'appellation Pays d'art et d'histoire.

Toutes les communes peuvent désormais également profiter du soutien financier de Montpellier Méditerranée Métropole sur demande et de façon ponctuelle, pour certains projets de restauration et de valorisation de leurs patrimoines. En effet, deux dispositifs complémentaires ont été votés en ce sens par le Conseil métropolitain du 31 mai 2022.

Parmi toutes les communes, certaines s'engagent plus encore et souhaitent mettre en place une politique cohérente et qualitative de valorisation patrimoniale sur leurs territoires, en coordination avec Montpellier Méditerranée Métropole et les autres communes du territoire.

Une dynamique déjà à l'œuvre

Trois communes, Castelnau-le-Lez, Juvignac et Le Crès, se sont d'ores et déjà lancées dans l'aventure. Plusieurs projets en cours témoignent du partenariat fructueux entrepris entre ces communes et Montpellier Méditerranée Métropole, en faveur de la connaissance, la conservation et la valorisation des patrimoines parmi lesquels :

- Le lancement d'une campagne d'inventaire systématique du patrimoine du Crès, programmée à l'automne ;
- La publication d'un livret *Focus* sur l'histoire de Castelnau-le-Lez, prévue pour les prochaines Journées européennes du patrimoine ;
- La publication d'un livret *Focus* sur le domaine de Fontcaude à Juvignac, également prévue pour septembre ainsi que la création d'un parcours de découverte du site adapté au public en âge scolaire.

A son niveau, Montpellier Méditerranée Métropole encourage les initiatives par son soutien financier et humain. Elle apporte également son expertise par un accompagnement technique rapproché, en tant que porteur de la convention Pays d'art et d'histoire et garant des attendus de qualité associés.

De leurs côtés, les communes mettent en œuvre des moyens humains et/ou financiers pour développer leur politique patrimoniale. Elles assurent des relais actifs et mobilisés, en prise directe avec les éléments patrimoniaux à valoriser et les acteurs associatifs.

Une politique qui se structure

Après cette première phase d'expérimentation, un projet de convention-cadre a été préparé, afin de formaliser et décrire les modalités de ce partenariat.

La convention-cadre vise plusieurs objectifs :

- Mettre en œuvre de façon concertée une politique globale de valorisation des patrimoines à l'échelle de la métropole ;
- Favoriser les actions conjointes entre Commune et Métropole d'une part, entre les différentes communes de la métropole d'autre part ;
- Mutualiser les moyens pour plus d'efficacité dans les projets ;
- Garantir la cohérence et la qualité des actions mises en œuvre.

Chaque convention-cadre est prévue pour être complétée chaque année par un programme d'actions concerté entre Montpellier Méditerranée Métropole et chaque commune signataire, qui précise les projets à mener ainsi que la répartition financière.

Montpellier Méditerranée Métropole effectue conjointement avec chaque commune le bilan des actions réalisées au cours de l'année écoulée. En sus de la nécessaire évaluation qualitative et quantitative des actions, ce travail permet d'amender le bilan annuel du Pays d'art et d'histoire, transmis par Montpellier Méditerranée Métropole à la DRAC Occitanie.

Chaque convention-cadre est prévue pour prendre effet à compter de sa signature et fin le 31 décembre 2026.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la démarche de développement partenarial des politiques patrimoniales du territoire entre Montpellier Méditerranée Métropole et les communes volontaires ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-195371-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention communes.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Animation du territoire - Site archéologique Lattara - Musée archéologique Henri Prades - Mise en valeur du complexe archéologique - Aménagement d'un parcours archéologique et création d'un Centre de Conservation et d'Etude métropolitain - Lancement de l'opération - Approbation du programme, du planning et du budget de l'opération - Lancement du concours de maîtrise d'œuvre - Dépôt de demandes d'autorisations d'urbanisme - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

1- EXPOSÉ DE L'OPÉRATION

Un site et un patrimoine archéologique majeur : un port gaulois unique en méditerranée

Lieu majeur de la politique culturelle métropolitaine, le Site archéologique Lattara – musée Henri Prades est inscrit au cœur d'un territoire métropolitain dynamique et riche de nombreux points d'intérêts culturels et patrimoniaux, porté par un fort élan démographique, urbain, culturel et touristique. Outre sa collection permanente, il développe un programme d'actions comprenant des expositions temporaires, des animations pour tous publics et des ateliers pédagogiques diversifiés. Le Musée, dont les collections permanentes sont constituées en grande partie par le mobilier archéologique extrait des fouilles du site de l'antique Lattara, s'enrichit de manière régulière des objets découverts sur le site et ses alentours lors des campagnes de fouilles (préventives et programmées).

Une programmation complète de la requalification et du développement du site

Dans le cadre du développement et de la mise en valeur du complexe archéologique, un accord-cadre n°4921DC17 de programmation et d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la valorisation du site archéologique Lattara – musée Henri Prades et la création d'un Centre de Conservation et d'Etude métropolitain et d'équipements complémentaires a été conclu avec la société AG Studio Programme.

Cette mission a consisté en des prestations de programmation et d'assistance à maîtrise d'ouvrage relatives à la valorisation du site archéologique et de ses équipements, incluant l'ensemble des aménagements et équipements à prévoir, notamment les éléments suivants :

- L'aménagement d'un parcours de valorisation paysagère accessible au public sur le site archéologique et le traitement des espaces extérieurs et des relations entre le musée et le site ;
- La création d'un Centre de Conservation et d'Etude métropolitain, en lieu et place d'anciens chais viticoles acquis en 2009 (« *Mas Saint Sauveur* ») ;
- La définition de la médiation des activités scientifiques sur le site archéologique.

Un projet de territoire soutenu, encadré et attendu

Depuis février 2019, plusieurs comités de pilotage et comités scientifiques encadrés par le Pôle Culture et Patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi que par Diane DUSSEAUX (Directrice du site archéologique Lattara – musée Henri Prades) et son équipe se sont tenus pour définir les axes stratégiques du programme de travaux et d'aménagements nécessaires en vue de l'ouverture du site archéologique au public et de la création d'un Centre de Conservation et d'Etude métropolitain.

À travers cette opération ambitieuse, la valorisation à venir du site archéologique de Lattara participera au développement touristique et culturel du territoire. Les éléments constitutifs de cette opération de valorisation considérée comme un tout, devront être menés dans un souci de cohérence globale, avec une gestion fine de leurs interfaces. Leur mise en œuvre devra ainsi nécessairement faire l'objet d'une opération unique.

Cette opération sera également l'occasion de mettre en avant les actions et engagements menés depuis de nombreuses années sur place en faveur de la recherche scientifique, de l'étude et de la diffusion des connaissances.

Le complexe archéologique de Lattes - composé du musée Henri Prades, du site archéologique et d'un futur Centre de Conservation, de Recherche et d'Étude (CCE) - se posera ainsi en référence en matière de recherche scientifique et de médiation autour de l'archéologie.

Le comité de pilotage de l'opération Lattara réunissant le 29 mars 2022 les partenaires financiers de l'opération ont validé les principes du programme et les montants à hauteur de 8 200 000 € TTC pour la valorisation du site et 8 600 000 € TTC pour le CCE, incluant les dispositifs et contenus de médiation pour un montant prévisionnel de 1 100 000 € HT (montants valeur mars 2022). Le budget prévisionnel global de l'opération est estimé à 14 000 000 € HT, soit 16 800 000 € TTC (valeur mars 2022).

Une opération constituée de 3 composantes imbriquées à concevoir globalement

L'opération Lattara est un ensemble unique, global et cohérent, qui allie la recherche, l'étude, la présentation et la médiation du phénomène archéologique. En ce sens il constituera un écosystème complet dont les composantes seront non seulement complémentaires, mais également interdépendantes. Elles devront donc être conçues de manière globale et parfaitement orchestrées pour des raisons de cohérence et de maîtrise des fonctionnalités, d'économie de l'exploitation, de sécurisation des biens culturels abrités. Un concours unique de maîtrise d'œuvre pour en assurer la conception et la mise en œuvre s'avère ainsi impératif.

Les différentes études menées ont permis de définir un ensemble global parfaitement cohérent et d'apprécier un niveau de faisabilité très satisfaisant pour tous les éléments constitutifs du projet. Elles ont abouti à l'élaboration de plusieurs documents programmatiques qui ont été présentés et validés en comités de pilotage. Il s'est agi, dans l'optique de la requalification globale du site, de produire un Programme fonctionnel et technique détaillé relatif à la mise en valeur du site archéologique, en intégrant tous les paramètres afférents au site, et en s'appuyant sur les études déjà menées. De même, un Programme architectural, fonctionnel et technique détaillé du Centre de Conservation et d'Études a été établi, en concertation avec les partenaires scientifiques et institutionnels du site, ainsi qu'un Projet d'établissement et charte de fonctionnement pour cet équipement. En complément de ces éléments, a été élaboré un Programme de médiation générale de visite du site, toujours en étroite collaboration avec les partenaires scientifiques du site.

Les grandes caractéristiques en sont les suivantes :

Ouvrage 1 : Aménagement d'un parcours d'interprétation archéologique sur le site antique

Le site archéologique de Lattara est accolé au musée Henri Prades, ouvert au public en 1986 afin de présenter le résultat des fouilles archéologiques menées à Lattes. Le musée expose une grande diversité d'objets souvent uniques en Europe qui illustrent la vie quotidienne des habitants de Lattara à l'époque gallo-romaine. Ces collections témoignent de la vocation marchande du port antique et de ses relations privilégiées et précoces avec le monde méditerranéen. Au troisième étage du musée, un point de vue général sur le site archéologique ainsi qu'une maquette permettent aux visiteurs de situer les vestiges et de comprendre l'emprise de la ville antique. Au titre de la présente opération, un dispositif de réalité augmentée permettant de lire la ville aux différentes époques viendra compléter cette approche globale du site.

Le futur parcours de visite du site, composé de quatorze stations de médiation, fera écho aux thématiques développées par le musée et proposera une lecture des vestiges archéologiques à travers l'histoire du développement urbain du site. Les supports d'interprétation pourront renvoyer à des œuvres exposées au sein du musée grâce à des illustrations ou du graphisme. Dans un souci de cohérence et de correspondance avec la stratégie globale mise en place, les activités du Centre de conservation et d'études pourront être évoquées lors de visites spécifiques, ou à travers un contenu thématique intégré au compagnon de visite (audio ou visio-guide), donnant des informations sur les conditions de découverte des vestiges et sur la pratique de l'archéologie, rappelant les activités du CCE mises en avant dans le futur Portail de l'archéologie ouvert au public.

Le parcours de visite du site entrera ainsi en résonance avec le musée mais également, dans une moindre mesure, avec le Centre de conservation et d'études. En effet, de manière unique en France, le visiteur pourra découvrir sur place l'ensemble de la chaîne opératoire de l'archéologie, de la fouille jusqu'à la diffusion et la valorisation au sein du musée, en passant par la diversité des études menées en laboratoire.

La surface approximative des espaces à traiter est conséquente : de l'ordre de 66 000 m² d'espaces du site archéologique, auxquels s'ajoutent environ 2 500 m² d'espaces extérieurs périphériques (abords, parvis, parking).

Les Séquences de visite :

- **Le parvis d'accès comme marquage urbain du site :**

Un ensemble d'ouvrages sera conçu pour manifester la présence du site, accueillir et informer le visiteur avant même d'avoir pénétré le portail d'entrée : un traitement des sols spécifique, un traitement paysager de lissage visuel des abords, des dispositifs signalétiques d'annonce, des dispositifs d'information, des clôtures harmonieuses et une palissade délimitant l'espace public de l'espace privé (site archéologique, musée, CCE). Les objectifs de cette première séquence seront d'attiser la curiosité des visiteurs et d'inciter à la visite du site ;

- **La cour d'entrée :**

La cour d'entrée du site archéologique sera particulièrement soignée. Elle constituera, sous la forme d'un îlot de fraîcheur convivial, la première séquence d'information et d'orientation des publics pour l'accès au musée Henri Prades, au parcours de visite du site archéologique et au Portail archéologique du CCE. Les objectifs seront d'assurer la bonne information concernant les différentes offres de visite mais également d'offrir une zone de convivialité et de déambulation entre les différents bâtis (Musée, CCE, Portail archéologique, espaces de médiation, ...). Un espace extérieur qualitatif sera proposé grâce au traitement paysager, au traitement de l'eau ainsi qu'à l'installation de mobiliers urbains (tables et bancs abrités, ombrages...) pour assurer des temps de pause et d'échanges ;

- **L'Interface Musée/site :**

L'interface entre le musée et le site sera constitué d'un nouvel espace d'accueil-billetterie en lieu et place de l'accueil du musée actuel, et d'un accès au parcours de visite archéologique en extérieur sous la forme d'un « *deck* » extérieur dominant le site. La séquence se composera donc d'un premier espace intérieur avec le comptoir de vente, l'espace boutique et l'ensemble des dispositifs d'information nécessaires pour les visiteurs. Un second espace extérieur matérialisé par un deck légèrement surélevé, avec une rampe destinée aux Personnes à Mobilité Réduite, marquera le début du parcours de visite proprement dit. Cet ouvrage permettra, d'une part la mise en scène du site archéologique, et d'autre part, de participer à la nouvelle façade arrière du musée.

Les objectifs fonctionnels de cette séquence seront d'informer le visiteur sur l'ampleur du parcours et de le guider vers le cheminement principal. Le deck constituera aussi bien le début que la fin du parcours depuis lequel les visiteurs pourront monter au « *Point haut* » du site en forme de belvédère, accessible par une structure accolée au bâtiment actuel, formant une nouvelle façade du musée, potentiellement végétalisée, afin de contempler le territoire et d'appréhender l'ancienne dimension portuaire du site.

- **Le Site archéologique en 14 stations :**

Cette séquence est composée du « *Point haut* » évoqué précédemment, de 14 stations d'interprétation et d'un Jardin d'archéologie expérimentale présentant la reconstitution d'une maison gauloise. Ce parcours entre en résonance avec le musée Henri Prades et délimite l'emprise de la ville antique intra-muros. Des dispositifs liés au confort des usagers seront adaptés au contenu et aux usages souhaités pour chaque station. Les stations sont systématiquement composées de panneaux d'interprétation et éventuellement de dispositifs de médiation de type « *low-tech* ». Certaines seront agrémentées de mobiliers spécifiques (de type assises, abri...) pour créer des temps d'arrêt et de contemplation des vestiges et de l'ensemble du site. Une station un peu plus consistante pourra même proposer un temps d'arrêt plus long pour d'éventuels activités de plein air. Enfin un ensemble de principes d'aménagements paysagers permettront à la fois d'identifier le cheminement du parcours, mais également de mettre en valeur les vestiges. Les différentes installations veilleront à immerger le visiteur dans le site et rendre lisible sa lecture.

Un phasage de réalisation progressif :

L'objectif est d'ouvrir le site archéologique au public de façon progressive, selon un phasage en 3 temps, à la suite d'une phase préparatoire de travaux qui sera réalisée en 2022-2023 (phase 0). Il est prévu de synchroniser ce phasage opérationnel avec le développement du CCE, dont l'ouverture est prévue pour 2026.

- o Travaux site phase 1 : 2^{ème} trimestre 2025 - 4^{ème} trimestre 2025,
- o Ouverture au public du site, du Portail archéologique et de l'Archéolab avec ses ateliers pédagogiques : 4^{ème} trimestre 2025,
- o Travaux site phases 2 et 3 : 3^{ème} trimestre 2026 – 2^{ème} trimestre 2027,
- o Ouverture au public du site en version finalisée : 2^{ème} trimestre 2027,

Le montant des travaux du projet site :

Le montant des travaux dévolus à l'aménagement du parcours archéologique est d'environ 3 900 000 € HT, pour un montant opération d'environ 6 830 000 € HT soit 8 200 000 € TTC, valeur mars 2022, pour l'ensemble des 3 phases, hors équipements, dispositifs et contenus de médiation.

Ouvrage 2 : La construction d'un Centre de Conservation et d'Études Archéologiques métropolitain

La fouille de Lattara constitue, depuis le début des années 1980, un des plus importants chantiers archéologiques du Midi de la France, réunissant des personnels issus du CNRS, de l'université de Montpellier et du ministère de la Culture au sein d'un même groupe de recherche (ASM : Archéologie des sociétés méditerranéennes - UMR 5140) dont les locaux sont aujourd'hui hébergés sur le site Saint-Charles de l'Université Paul-Valéry Montpellier 3. Ce déménagement des postes de travail n'a pas engendré de déplacements des mobiliers archéologiques, en particulier pour les objets issus des fouilles programmées du site de Lattara, propriété de Montpellier Méditerranée Métropole, et pour les opérations d'archéologie préventive réalisées sur le territoire de la Métropole (gestion État). Les fouilles programmées sur le site se poursuivent et d'autres fouilles programmées ont également lieu sur le territoire de la Métropole.

La création d'un Centre de Conservation et d'Études archéologiques se pose très légitimement à Lattes au regard de l'obligation de conserver les biens archéologiques mobiliers, de la cohérence recherchée du projet à l'échelle territoriale et de la disponibilité foncière pour l'héberger.

Combiné à un musée archéologique, à l'ouverture du site archéologique de Lattara au grand public, l'ensemble constituera une nouvelle expérience de loisirs culturels sur le territoire, qui s'appuiera sur un écosystème archéologique unique en France, voire en Europe, tout en profitant pleinement du cadre naturel qui l'entoure. L'accès au lieu permettra aussi de mieux se rendre compte des recherches archéologiques, en ayant un aperçu des espaces fouillés et une vision des chantiers en cours.

Pour sa part, le CCE de Lattes aura vocation à :

- Être acteur de la création du réseau naissant des CCE d'Occitanie ;
- Créer un complexe scientifique de recherche archéologique, de médiation et de diffusion inédit sur le territoire de la Métropole ;
- Assurer des conditions de conservation pérennes répondant aux exigences des différents mobiliers archéologiques ;
- Offrir des espaces d'études équipés pour la recherche et les chantiers de fouilles aux scientifiques et aux gestionnaires des biens territoriaux ;
- Maîtriser et faire connaître la chaîne opératoire de l'exhumation des objets à leur mise en vitrine ;
- Développer la médiation et la formation auprès de publics spécifiques (en particulier les étudiants) à l'échelle régionale ;
- Fédérer les partenaires autour du projet et renforcer les partenariats existants.

Les activités du CCE s'étendent principalement :

- **À l'emplacement des anciens chais Saint-Sauveur** spécifiquement pour accueillir les missions fondamentales du CCE : traitement et étude, conservation, logistique, gestion scientifique : le « pôle scientifique » à usage exclusif des professionnels ;
- **Au sein de l'ex bâtiment du CDAR** (« maison de fouilles » du CNRS) :
 - o Des espaces dédiés à sa mission optionnelle de médiation (activité mutualisée avec le musée Henri Prades) composés du Portail de l'archéologie et de l'Archéolab - ateliers pédagogiques, espace documentaire jeune public ;

- o L'espace de documentation mutualisée avec le musée (publics professionnels) ;
- **Au sein du musée Henri Prades :**
 - o Accueil mutualisé des publics au sein de l'actuel accueil du musée ;
 - o À la marge, il est envisageable que certaines composantes du musée puissent être utilisées spécifiquement pour le CCE à l'occasion d'événements particuliers propres, notamment les espaces de projection (auditorium, foyer, diaporama) ;
- **En extérieur, sur le site de Lattara :**
 - o La zone de fouilles archéologiques de l'Archéolab (publics) ;
 - o Les fouilles programmées en cours sur le site de Lattara (professionnels).

Les surfaces :

Les besoins en termes de surfaces se répartissent en plusieurs ensembles fonctionnels, pour un total de 2 100 m² de surfaces utiles :

- o Accueil, découverte et médiation ;
- o Gestion scientifique / chercheurs ;
- o Centre de documentation ;
- o Traitement et étude ;
- o Réserve mobiliers archéologiques ;
- o Logistique générale ;
- o Espace de vie ;
- o Locaux techniques ;
- o Espaces extérieurs.

Le montant des travaux :

Le montant des travaux dévolus à la construction du Centre de Conservation et d'Etudes est d'environ 5 200 000 € HT, pour un montant opération toutes dépenses confondues d'environ 7 170 000 € HT, soit 8 600 000 € TTC, valeur mars 2022, hors équipements, dispositifs et contenus de médiation.

Une livraison en 2 temps :

Sa livraison est prévisionnellement programmée en 2 temps :

- o 1^{er} trimestre 2025 - 3^{ème} trimestre 2026 : travaux ;
- o 3^{ème} trimestre 2026 : livraison du bâtiment et équipements ;
- o 4^{ème} trimestre 2026 : mise en service après installation des mobiliers et collections.

Ouvrage 3 : Dispositifs et contenus de médiation du site global Lattara

Il s'agira donc de mettre en place à destination des publics une véritable expérience globale autour de l'ancienne cité de Lattara, à travers les propositions permanentes (parcours de visite du site archéologique, exposition permanente du musée, portail archéologique) et temporaires (programmation et activités culturelles complémentaires), qui inscrira les recherches scientifiques dans l'histoire et le présent, plaçant la médiation, la diffusion et la présentation des connaissances au cœur de la visite du complexe archéologique.

Le programme de médiation générale de visite du site archéologique de Lattara répond à plusieurs objectifs et ambitions :

- **Révéler la cité portuaire, sa place dans le monde antique, son rapport au territoire ;**
- **Proposer une expérience unique de la médiation d'un site archéologique :**
 Outre la place de choix de la médiation dans ce complexe archéologique, l'expérience se veut résolument unique à travers les moyens singuliers et les propositions originales mis en place. Le programme de médiation fait appel à une diversité de dispositifs, numériques ou plus traditionnels (panneaux, cartels, etc.) et non technologiques. L'observation du paysage tient une place importante dans le processus d'interprétation, c'est pourquoi les dispositifs accompagneront le regard et les points de vue, permettant l'identification et les fonctions des vestiges encore en place, les contextualisant. Le traitement paysager sera un appui complémentaire à la lecture et à la compréhension du site. Au sein de l'expérience du visiteur, l'immersion sera recherchée. Celle-ci sera favorisée sur le site-même et davantage renforcée à travers le compagnon de visite, de type smartphone ou tablette. À l'instar des lieux de culture scientifique et technique, les propositions de

médiation seront des outils facilement appréhendables par des médiateurs ou accompagnateurs de groupes, ainsi que par les visiteurs individuels, et des appuis pour la rencontre et l'échange ;

- **Attirer, sensibiliser et fidéliser les publics :**
L'ouverture du site archéologique au public constituera une nouvelle offre touristique et culturelle dont l'attractivité sera renouvelée. Plusieurs parcours thématiques et expériences seront proposés. Ils seront adaptés aux publics cibles et disponibles toute l'année. Pour susciter l'envie de venir ou revenir découvrir le site archéologique, deux principes seront prévus :
 - o D'une part, les aménagements et propositions suivront un phasage de mise en œuvre échelonné délivrant à chaque stade une nouvelle offre d'appel ;
 - o D'autre part, les contenus de cette médiation pourront être évolutifs au sein du compagnon de visite, en tenant compte des dernières découvertes ou en développant de nouvelles approches thématiques ;
- **Valoriser les composantes et activités du complexe archéologique de Lattes :**
 - o D'un côté, les contenus de médiation de visite du site établiront des liens et renvois directs vers les contenus et collections du musée ou du Portail de l'archéologie ;
 - o De l'autre, il sera question de mettre en évidence les spécificités de Lattes notamment en ce qui concerne l'archéologie expérimentale et les métiers de l'archéologie ;
 - o Enfin, les contenus rendront compte des activités de conservation, d'étude, de diffusion à l'œuvre au sein du musée Henri Prades et du futur CCE ;
- **Contribuer au développement du territoire.** La mise en œuvre de cette nouvelle offre de visite est constitutive de la politique de valorisation du patrimoine et des activités scientifiques mais aussi industrielles de l'économie créative au sein du territoire de Montpellier Métropole.

L'ensemble des dispositifs de médiation définis au programme détaillé du CCE et du parcours archéologique, ainsi que le dispositif de réalité augmentée situé dans le musée se décomposeront en 5 à 7 ouvrages (selon les regroupements possibles) :

- o 1/ Portail ;
- o 2/ Parcours ;
- o 3/ Réalité Augmentée ;
- o 4/ Compagnon de visite ;
- o 5/ Escape game.

Ces dispositifs ont été dénombrés à environ une trentaine dont :

- o ± 14 Panneaux interprétatifs de parcours et d'extérieur et 6 panneaux complémentaires (jardin archéologique etc.) ;
- o 4 dispositifs de Réalité augmentée (1 en salle et 3 en compagnon) ;
- o 3 offres de Compagnons de visite sur 3 phases de développement ;
- o 6 Dispositifs low tech ;
- o 2 tables d'orientation ;
- o 1 Escape game.

Le montant global prévisionnel des équipements, dispositifs et contenus de médiation est d'environ 1 100 000 € HT, valeur mars 2022, inclus dans le budget opération des deux ouvrages précités (aménagement d'un parcours archéologique et création d'un CCE). Leur mise en place progressive sera corrélée aux phases opérationnelles dédiées aux travaux.

Le calendrier prévisionnel global de l'opération est le suivant :

- o Lancement de la consultation de maîtrise d'œuvre : 3^{ème} trimestre 2022 ;
- o Etudes de maîtrise d'œuvre : 3^{ème} trimestre 2023 - 3^{ème} trimestre 2024 ;
- o Appels d'offres travaux : 3^{ème} trimestre 2024 - 2^{ème} trimestre 2025 ;
- o Appels d'offres contenus médiation : 4^{ème} trimestre 2023 - 3^{ème} trimestre 2024 ;
- o Travaux CCE : 1^{er} trimestre 2025 - 3^{ème} trimestre 2026 ;
- o Installation des mobiliers et collections et mise en service : 4^{ème} trimestre 2026 ;
- o Travaux site phase 1 : 2^{ème} trimestre 2025 - 4^{ème} trimestre 2025 ;
- o Ouverture au public du site, du Portail archéologique et de l'Archéolab avec ses ateliers pédagogiques : 4^{ème} trimestre 2025 ;
- o Travaux site phases 2 et 3 : 3^{ème} trimestre 2026 – 2^{ème} trimestre 2027 ;
- o Ouverture au public du site en version finalisée : 2^{ème} trimestre 2027.

2- LANCEMENT DE LA CONSULTATION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

En conséquence, il convient d'engager dès à présent la procédure relative à la désignation du maître d'œuvre de l'opération.

Pour des raisons de cohérence et de gestion des limites de prestations, il a été retenu le principe d'une consultation unique de maîtrise d'œuvre pour l'ensemble des ouvrages : aménagement du site, création du CCE, équipements et dispositifs de médiation. Compte tenu du montant prévisionnel des travaux, de la complexité de cette opération, des taux de rémunération habituellement pratiqués sur ce type de prestations, la rémunération du marché de maîtrise d'œuvre devrait représenter entre 12 % à 15 % du montant des travaux et des équipements et dispositifs de médiation.

Il s'agira d'une mission de maîtrise d'œuvre de base, en bâtiment et paysagisme, intégrant le volet scénographie et médiation du projet. Elle comprendra des missions complémentaires, notamment OPC (ordonnancement, pilotage et coordination des travaux), CSSI (coordination en matière de système de sécurité incendie), SYN (synthèse), TDS (traitement de la signalétique), Management de la performance environnementale, MOB (définition et choix des équipements mobiliers), intégrées ou non à la maîtrise d'œuvre, conformément aux articles L.2410-1 et suivants et R.2431-1 et suivants du Code de la commande publique.

Dans ce cadre, il est proposé de lancer une procédure de concours restreint conformément aux articles L. 2125-1 2°, et R. 2162-15 à R. 2162-26 du Code de la commande publique.

À l'issue du classement des candidatures, au maximum quatre candidats seront admis à présenter une offre de niveau Esquisse + sur la base du programme technique détaillé de l'opération

Il convient de constituer un jury en application des dispositions des articles R.2162-22 à R.2162-26 du Code de la commande publique. Il sera composé des membres de la commission d'appels d'offres et de personnes qualifiées (architectes, maître d'œuvre ou toute personne ayant une qualification équivalente à celle demandée aux candidats) représentant au moins un tiers des membres du jury.

Il est proposé d'attribuer une prime forfaitaire de 50 000 € HT aux candidats admis à concourir.

Également, afin de réaliser ces travaux, il conviendra d'une part de déposer les autorisations d'urbanisme afférentes, et d'autre part de lancer toutes les consultations nécessaires à la réalisation de cette opération.

Enfin, compte tenu de la teneur et de l'ampleur de ces phases d'études, il conviendra de demander les subventions les plus larges possibles auprès de l'État, de la Région Occitanie et du Département de l'Hérault, de manière à soutenir l'effort de mise en valeur du site archéologique Lattara.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le lancement de l'opération de mise en valeur du complexe archéologique Lattara, comprenant l'aménagement d'un parcours archéologique, la création d'un Centre de Conservation et d'Etude métropolitain, ainsi que la mise en œuvre des équipements et dispositifs de médiation afférents ;
- D'approuver le Programme architectural, fonctionnel et technique détaillé et de médiation générale relatif à la mise en valeur du site archéologique Lattara ;
- D'approuver le planning et l'estimation du budget de l'opération ;
- D'autoriser le lancement du concours restreint de maîtrise d'œuvre conformément aux articles L. 2125-1 2°, et R. 2162-15 à R. 2162-26 du Code de la commande publique ;
- De fixer le montant de la prime à verser à chaque candidat admis à concourir et ayant remis des prestations conformes au règlement de concours à 50 000 € HT ;
- D'autoriser le dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme afférentes à l'opération ;
- D'autoriser le lancement de toutes les consultations nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-198685-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- LATTARA_Programme technique et fonctionnel.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Animation du territoire - Convention de partenariat entre le Site archéologique Lattara-musée Henri Prades et la Maison des Consuls des Matelles de la Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup dans le cadre des expositions "Statues-menhirs. Miroirs de pierre du Néolithique", "Aïcha Snoussi" et "Carnet d'inspirations" - Modification temporaire du tarif - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Le musée de site Henri Prades de Montpellier Méditerranée Métropole, labellisé "*musée de France*" depuis 2002, propose sur 1 200 m² et 3 niveaux de découvrir le mobilier issu des fouilles réalisées dès les années 1960 sur la Commune de Lattes et de ses environs. Les expositions temporaires d'archéologie et, depuis 2008, d'art contemporain ont permis de faire connaître plus largement le musée et de le positionner en tant que site témoin des bouleversements majeurs qui se sont opérés au premier millénaire avant notre ère en Languedoc.

Le musée Henri Prades présentera d'une part, du 7 octobre 2022 au 6 mars 2023 une exposition « *Statues-menhirs. Miroirs de pierre du Néolithique* » et d'autre part, du 19 novembre 2022 au 3 avril 2023 une exposition de l'artiste contemporaine Aïcha SNOUSSI.

La maison des Consuls des Matelles, gérée par la Communauté de Communes du Grand Pic Saint Loup, propose quant à elle, dans le cadre intimiste de ce musée d'arts et d'archéologie, depuis le 6 avril et jusqu'au 27 novembre 2022, l'exposition « *Carnet d'inspirations* », conçue comme une déambulation dans l'univers de 8 artistes.

Le musée Henri Prades et la maison des Consuls proposent une programmation qui attire un large public régional, national et international. A l'occasion de ces expositions, ils souhaitent établir un partenariat visant à inciter leurs publics respectifs à visiter chacun des deux lieux et leur faire découvrir le riche patrimoine de la région.

Le partenariat proposé se formalise par la conclusion d'une convention qui définit les engagements de chacune des parties pour la promotion réciproque de leurs expositions respectives. Les visiteurs du Henri Prades auront ainsi la possibilité d'obtenir sans supplément de prix une entrée pour visiter la Maison des Consuls, sur présentation du billet d'entrée à l'exposition « *Statues-menhirs. Miroirs de pierre du Néolithique* ». De même, l'accès aux expositions du musée Henri Prades se fera gratuitement pour les visiteurs détenteurs d'un billet de la Maison des Consuls.

La convention prendra effet à compter de sa signature par l'ensemble des parties, et jusqu'au terme de l'exposition « *Statues-menhirs. Miroirs de pierre du Néolithique* », soit le 6 mars 2023. Elle implique de venir modifier temporairement les tarifs du Site archéologique Lattara (délibération n°M2022-133 du 22 mars 2022) afin d'intégrer un nouveau motif de gratuité, sur présentation d'un billet de la Maison des Consuls.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la modification temporaire du tarif d'entrée des expositions du musée Henri Prades jusqu'au 6 mars 2023 ;
- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre le Site archéologique Lattara de Montpellier Méditerranée métropole et la maison des Consuls des Matelles de Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-196078-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention de Partenariat CC du Pic Saint Loup V.2.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Animation du territoire - Musée Fabre - Conventions de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, le New York Times, Télérama, Le Figaro, Connaissance des arts, Radio Classique et France Bleu Hérault dans le cadre de l'exposition "Le voyage en Italie de Louis Gauffier" - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Du 7 mai au 4 septembre 2022, le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole présente *Le voyage en Italie de Louis Gauffier*, et rend hommage pour la première fois à Louis GAUFFIER (Poitiers, 1762-Florence, 1801), artiste pour qui l'Italie fut une terre d'élection. Proche de François-Xavier FABRE, la carrière des deux artistes est intimement liée, entre Rome et Florence, expliquant la forte représentation de cet artiste dans les collections du musée Fabre. Aujourd'hui quelque peu oublié, l'exposition montrera la singularité de cet artiste, aussi bien dans le langage néoclassique qu'il développe dans ses peintures d'histoire, marquées par une sensibilité délicate très éloignée de l'art de David, ou encore dans son goût pour le paysage, étranger au sujet mythologique, et mettant en scène l'aristocratie européenne du Grand Tour partant à la découverte de la Toscane. Cette rétrospective mettra également l'artiste en perspective avec ses contemporains mais également avec le contexte artistique international dans lequel s'inscrit le peintre, notamment de cette fascination pour l'Italie qui frappa tant de voyageurs, artistes et écrivains, et de la mode néoclassique qui se développa, tant dans la décoration et le mobilier que dans l'habillement.

Le New York Times, Télérama, Le Figaro, Connaissance des arts, Radio Classique et France Bleu Hérault ont manifesté leur intérêt pour être partenaires de cet événement. Cette opportunité permettra d'assurer un rayonnement médiatique sur le territoire régional, national et international, auprès des publics cibles de l'exposition.

Ces partenariats interviennent dans le cadre de conventions qui fixent les droits et obligations de chaque partie. Les conventions précisent notamment que les partenaires bénéficieront de la présence de leurs logos sur l'ensemble des supports de communication de l'exposition.

De même, le musée Fabre s'engage :

- Pour *Le New York Times* : offrir 15 billets d'entrée et à acheter deux campagnes digitales ciblant "*Art et design enthusiasts*" – d'une semaine chacune, au lancement de l'exposition et en relance en septembre, ciblant le lectorat "*art enthusiasts*" du nytimes.com (géolocalisées en France, Suisse, Allemagne, Angleterre et USA) à un tarif de 5 000 € ;
- Pour *Télérama* : offrir 4 billets pour une visite guidée destinés à ses abonnés sur le site « *Télérama Sorties* », et à participer aux frais techniques à hauteur de 840 € TTC ;
- Pour *Le Figaro* : à acheter un ¼ de page au lancement de l'exposition ainsi qu'une campagne digitale à hauteur de 8 000 € TTC et à mettre à la disposition de la Société du Figaro des catalogues de l'exposition et des billets d'entrée pour une valeur globale de 200 € ;
- Pour *Connaissance des arts* : acheter 1 page de publicité à tarif partenaire dans le numéro de mai et une campagne digitale composée de bannières publicitaires sur leur site Internet et de posts sur leurs réseaux sociaux (total 3 600 € TTC) ;
- Pour *Radio Classique* : acheter une campagne de 20 spots radio de 30' pour le lancement de l'exposition, en mai à un tarif partenaire (remise 92%) de 4 080 € TTC ;
- Pour *France Bleu* : à offrir 40 billets d'entrée et à acheter 88 spots publicitaires à un tarif de 3 573,18 € TTC ;

L'ensemble de ces engagements représente une participation globale du musée à hauteur de 25 093,18 € TTC, hors visites, catalogues et billets d'entrées offerts.

En contrepartie, les partenaires s'engagent à faire un large écho à l'événement :

- *Le New York Times* s'engage à proposer deux insertions au format ¼ de page au lancement de l'exposition, en mai, avec une relance pour les vacances d'été en juillet/août ainsi que deux campagnes digitales d'accompagnement sur ces deux périodes ;
- *Télérama* s'engage à réserver une place dans son agenda des événements dans l'édition « *Télérama Sortir* » qui paraît le 20 avril, avec une repasse offerte le 4 mai, à offrir un espace dans sa newsletter quotidienne adressée à ses 150 000 abonnés avec le lien vers le site du musée Fabre et à mettre en place un jeu-concours réservé aux abonnés ;
- *Le Figaro* s'engage à proposer un ¼ de page dans sa rubrique Culture le 6 mai ainsi qu'une relance le samedi 2 juillet et un véritable plan média digital tout au long du mois de juillet (Grand Angle sur le site

LeFigaro.fr rubrique Culture, Trading Pré-roll, avec un engagement de 60 000 vues et interstitiel d'ouverture sur l'application mobile, mis en ligne le 8/05), un article conséquent sera également rédigé par la rédaction ;

- *Connaissance des arts* s'engage à proposer deux insertions au format page au lancement de l'exposition, avec une relance en juillet, accompagné de bannières sur le site Internet et de posts sur leurs réseaux sociaux ;
- *Radio Classique* diffusera quant à elle en mai 20 spots de 30' ;
- *France bleu Hérault* s'engage à réaliser une émission spéciale en direct du musée le jour ou le lendemain du vernissage, effectuer deux campagnes publicitaires de 88 spots et promouvoir l'exposition dans ses différentes émissions par le biais de reportages, interviews, chroniques et jeux.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes des conventions de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et *Le New York Times*, *Télérama*, *Le Figaro*, *Connaissance des arts*, *radio Classique* et *France Bleu Hérault* ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-195632-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention NYT
- Partenariat_Telerama_2022.docx
- Partenariat_Figaro_GAUFFIER_2022.docx
- Partenariat_FBH-MF_Gauffier musée Fabre 2022.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Animation du territoire - Gratuité d'accès au musée Fabre pour l'Accueil des Nouveaux Montpelliérains - Collections permanentes et exposition "Musique ! Comme un air d'Opéra chez les Despous" - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Le musée Fabre participe à la journée d'accueil des nouveaux montpelliérains le 24 septembre organisée par la Ville de Montpellier. A cet effet, le musée Fabre souhaite accorder aux bénéficiaires et à titre exceptionnel l'accès gratuit à son exposition temporaire *Musique ! Comme un air d'Opéra chez les Despous* et ses collections permanentes le 24 septembre de 10h à 18h sur présentation d'une contre marque.

Cette proposition a été motivée par le souhait conjoint des élus et de la direction du musée de permettre aux nouveaux montpelliérains la découverte de cet équipement culturel dans la perspective qu'ils se l'approprient et reviennent ensuite découvrir la grande variété des expositions et la richesse de sa programmation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'autoriser la gratuité de l'entrée à l'exposition *Musique! Comme un air d'Opéra chez les Despous* et les collections permanentes du Musée Fabre le samedi 24 septembre 2022 de 10 h à 18h sur présentation d'une contremarque à la billetterie du musée, aux participants de l'évènement « *Accueil des Nouveaux Montpelliérains* » ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-191458-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Animation du territoire - Convention triennale de subventions de projets entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Mathilde Monnier - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole déploie sur son territoire une politique ambitieuse et volontaire pour la culture et le patrimoine autour de 5 axes stratégiques prioritaires :

- L'accompagnement et l'émancipation des publics par la culture, en veillant particulièrement à l'action artistique et culturelle à destination des publics les plus jeunes, publics de demain ;
- Le développement d'une hospitalité pour les artistes confirmés ou émergents qui participent à la vitalité du territoire ;
- Le déploiement de la culture et du patrimoine dans les espaces publics et l'accompagnement de la transformation de la Ville par la culture et le patrimoine ;
- Le rayonnement artistique, culturel et patrimonial lié à un héritage d'excellence dans de nombreux domaines, avec le souci de favoriser les approches les plus innovantes, de penser les lieux de culture de demain, d'assurer les transitions nécessaires sur les enjeux sociétaux les plus incontournables ;
- Le développement des idées, de la connaissance et du patrimoine, autour de projets, équipement ou manifestations emblématiques.

Afin de contribuer à la construction de son projet de territoire visant à l'accompagnement, le maintien et l'installation des artistes, Montpellier Méditerranée Métropole envisage la signature d'une convention pluriannuelle de subvention de projets de la compagnie l'association Mathilde Monnier. Pour l'année 2022, il est demandé une subvention de 35 000 €.

En effet, Mathilde Monnier occupe une place de référence dans le paysage de la danse contemporaine française et internationale en présentant un travail en constant renouvellement. Directrice du Centre chorégraphique de Montpellier Languedoc-Roussillon durant 10 ans, elle a développé des collaborations avec des personnalités venant de divers champs artistiques (Jean-Luc Nancy, Katerine, Christine Angot, La Ribot, Heiner Goebbels...) et crée plus de 40 pièces chorégraphiques présentées sur les grandes scènes internationales du festival d'Avignon au Théâtre de la Ville de Paris en passant par New York, Vienne, Berlin, Londres. Elle a reçu plusieurs prix pour son travail : prix Ministère de la culture et Grand Prix SACD. Elle sera à la direction générale du Centre national de la danse à Pantin durant 5 ans.

De retour à Montpellier, elle débute dès 2020, une résidence longue durée à la Halle Tropisme où elle exploite le studio La Menuiserie et initie de nombreux projets de création en lien avec le territoire

Il est proposé au Conseil de signer une convention afin de soutenir financièrement des projets portés par la Compagnie de Mathilde Monnier. Il s'agit de préfigurer une implication sur le territoire métropolitain en déclinant divers projets et activités en écho aux actions et événements portés la Métropole dans le cadre de sa politique culturelle et d'associer la collectivité aux jurys de sélection des artistes accueillis en résidences.

Montpellier Métropole contribuera au financement chaque année de la présente convention de 3 projets :

- *Les échoués* : travail de création participative avec Nadia Beugré à Figuerolles et Cité Gély qui pourrait être déclinable sur des communes de la métropole ;
- *Milieus* : Ces workshops organisés en collaboration avec Robert Cantarella, ont lieu plusieurs fois dans l'année et sont l'occasion d'inviter des étudiants d'établissements d'enseignement du territoire ;
- Les Résidences d'artistes émergents aux Ateliers Tropisme avec un studio dédié à la danse, pour permettre des connexions danse/arts plastiques. La métropole sera membre invitée aux jurys de sélection.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention 2022-2024 de subvention de projets entre Montpellier Méditerranée Métropole et la compagnie Mathilde Monnier ;
- D'approuver l'attribution d'une subvention d'un montant de 35 000 € dans le cadre de cette convention de subvention de projets, pour l'exercice budgétaire 2022 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Bruno PATERNOT, M. Eric PENSO, M. Manu REYNAUD, Mme Célia SERRANO.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-198746-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention Mathilde Monnier 2022-2024.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Patricia MIRALLES, Yvan NOSBE, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Animation du territoire - Renouvellement urbain du quartier de la Mosson - Procédure de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) au sud Mosson - Bilan de la concertation préalable - Approbation

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont signé le 23 juillet 2021, la convention de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes aux côtés de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU), de l'Etat et de l'ensemble des partenaires locaux et nationaux.

Pour rappel, le projet de renouvellement urbain du quartier Mosson doit affirmer en partie sud, une nouvelle centralité métropolitaine pour répondre aux enjeux :

- De mixité sociale en introduisant une diversification de l'habitat par des programmes de logements neufs ;
- De mixité fonctionnelle en proposant une offre d'équipements et espaces publics qualitatifs et une redynamisation du tissu économique ;
- De réorganisation des fonctions (commerces, stationnement, ...) ;
- De qualité du cadre de vie et de l'environnement en mettant en valeur les espaces naturels, véritable identité du quartier mais méconnus à ce jour.

Pour mettre en œuvre le projet urbain du sud Mosson, la procédure de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) a été retenue. Conformément aux articles L.103-2, L.103-3 et L.103-4 du Code de l'urbanisme, le Conseil de Métropole du 28 septembre 2021 a arrêté les objectifs et les modalités d'association du public, pour organiser la concertation réglementaire préalable à la création de la ZAC.

Comme le stipule l'article L.103-6 du Code de l'urbanisme, la présente délibération a pour objet de tirer le bilan de cette concertation préalable.

Rappel des objectifs et modalités de concertation :

La délibération du 28 septembre 2021 rappelait les objectifs poursuivis par le projet de ZAC :

- Diversifier l'offre de logements par la construction de programmes neufs ;
- Redynamiser l'activité commerciale dont l'offre sera attractive à la fois pour la population du quartier, les actifs du secteur et la population extérieure ;
- Confirmer le rôle du quartier de la Mosson dans la dynamique métropolitaine en proposant une nouvelle offre tertiaire et des locaux pour les artisans ;
- Aménager des espaces publics qualitatifs, sécurisés et attractifs, vecteurs d'une nouvelle urbanité ;
- Favoriser les greffes urbaines avec la ville existante.

Les modalités de concertation fixées par Montpellier Méditerranée Métropole étaient les suivantes :

- La parution d'un avis dans la presse et l'affichage annonçant l'ouverture et les modalités de la concertation ;
- La diffusion d'informations sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole et dans le journal d'information de la Métropole ;
- L'organisation d'au moins une réunion publique ;
- La mise à disposition du dossier de concertation à l'Hôtel de métropole et en mairie de proximité du quartier.

La mise en œuvre de la concertation :

La concertation préalable s'est déroulée du mardi 5 avril 2022 au lundi 2 mai inclus.

Les modalités précises ont été les suivantes :

- La parution d'un avis d'ouverture de la concertation dans *le Midi Libre* du 31 mars 2022 et dans *la Gazette de Montpellier* du 31 mars 2022 ;
- L'affichage de l'avis au public aux sièges de la Métropole, à la mairie de proximité et à la maison du projet située sur le quartier, pendant toute la durée de la concertation ;

- La mise à disposition d'un dossier de concertation au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'à la mairie de proximité Mosson, aux heures habituelles d'ouverture, accompagné d'un registre ayant permis aux personnes intéressées de consigner leurs observations. Ce dossier était également disponible sur le site internet de la Métropole, où un formulaire en ligne permettait de faire part de ses observations sur le projet ;
- L'organisation d'une réunion publique le 15 avril 2022 à la maison pour tous Léo-Lagrange.

Prise en compte des avis exprimés :

Le dispositif de concertation mis en place a permis aux habitants du quartier de s'exprimer en amont de la création de la ZAC Sud Mosson en cohérence avec le projet de renouvellement urbain.

Les contributions écrites (dans les registres mis à disposition et par voie électronique) ont été modérées. Le registre mis à disposition à l'Hôtel de Métropole a fait l'objet d'une seule remarque positive pour témoigner de la nécessité de requalifier l'entrée du quartier et aucune observation n'a été portée dans le registre disponible en Mairie de proximité. Neuf avis ou questions ont par ailleurs été transmis via le formulaire en ligne.

Sur l'ensemble de ces remarques, six sont recevables car en lien direct avec le projet de création de ZAC et le projet de renouvellement urbain au sud du quartier : cinq avis favorables et un avis réservé. Le reste des remarques ont porté de façon plus globale sur le projet et la ville.

La réunion publique a permis à plusieurs habitants et acteurs du quartier de s'exprimer sur le projet de ZAC et plus largement sur le quartier, ses enjeux et ses problématiques.

Les contributions portées durant cette période permettent d'émettre un avis favorable et d'en arrêter le bilan, sur la base du rapport détaillé joint en annexe de la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'arrêter le bilan de la concertation préalable au projet de création d'une ZAC au sud du quartier Mosson, qui s'est déroulée du 5 avril au 2 mai ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-195790-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Bilan concertation préalable ZAC Sud Mosson.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Isabelle MARSALA, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Animation du territoire - Natation et patinage scolaire - Conventions de partenariat - Année scolaire 2022-2023 - Autorisation de signature

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de ses priorités d'action depuis plusieurs années, s'est engagée, en partenariat avec l'Education Nationale, à assurer l'apprentissage de la natation et du patinage pour les enfants des écoles primaires et des grandes sections maternelles. Ainsi tous les élèves scolarisés dans les écoles primaires de Montpellier Méditerranée Métropole peuvent bénéficier de séances gratuites d'apprentissage, conduites en collaboration avec les enseignants de l'Education Nationale.

Pour réaliser ce programme ambitieux, conformément aux rythmes des temps scolaires dédiés et aux directives de l'Education Nationale, concernant chaque année plus de 20 000 enfants, Montpellier Méditerranée Métropole met en œuvre des moyens matériels et humains conséquents avec ses 14 piscines, sa patinoire Végapolis et plus de 95 éducateurs sportifs.

S'agissant d'éducation physique et sportive pendant le temps scolaire, il convient de formaliser de façon conventionnelle pour chaque année scolaire, avec l'Inspection d'Académie de l'Hérault, les champs de compétences, de responsabilités et d'interventions de chacune des deux parties.

La convention cadre proposée formalise notamment :

- Les conditions générales de l'organisation des activités ;
- Le rôle, la responsabilité et l'agrément des intervenants ;
- Les conditions de sécurité ;
- La durée (un an).

En accord avec l'Inspection d'Académie de l'Hérault et conformément à l'évolution de la réglementation, les stagiaires des formations au Brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport (BPJEPS) des activités aquatiques et de la natation et de l'UFR STAPS peuvent, durant leur période de stage, être mis en situation pédagogique durant les séances de natation scolaire, sous l'autorité des enseignants et le contrôle pédagogique des éducateurs territoriaux de Montpellier Méditerranée Métropole.

Par ailleurs, Montpellier Méditerranée Métropole met également des créneaux piscines, à disposition des collèges (Conseil départemental), des lycées (Conseil régional) et de l'Université de Montpellier, pour leur permettre d'effectuer des cycles de perfectionnement à la natation, s'inscrivant dans le cadre de leurs programmes pédagogiques respectifs en éducation physique et sportive.

A ce titre, des conventions sont formalisées avec le Conseil départemental et les collèges, le Conseil régional et les lycées, l'Université de Montpellier et le CREPS de Montpellier ainsi que les organismes privés de formation professionnelle, concernant plus particulièrement les modalités d'attribution, d'utilisation et de location des créneaux attribués dans le réseau des piscines.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'autoriser l'accueil des scolaires et d'approuver les termes de la convention-cadre entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Inspection d'Académie de l'Hérault ;
- D'autoriser l'accueil pédagogique des stagiaires BPJEPS et UFR STAPS durant les séances de natation scolaire et d'approuver les termes des conventions avec le CREPS, l'Université de Montpellier et les organismes privés de formation professionnelle préparant au BPJEPS ;
- D'approuver les termes des conventions de mise à disposition de créneaux horaires dans les piscines avec le Conseil Départemental de l'Hérault, le Conseil Régional Occitanie, l'Université de Montpellier, le CREPS de Montpellier, ainsi que organismes privés de formation professionnelle préparant au BPJEPS ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 11 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, M. Max LEVITA, M. Sophiane MANSOURIA, M. Hervé MARTIN, M. Cyril MEUNIER, Mme Agnès SAURAT.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-190419-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 2022-2023 Convention_MMM-CD34_Utilisation collèges-piscines.pdf
- CONV TYPE COLLEGE 22 23.pdf
- LYCEE CONV TYPE 22 23.pdf
- Convention type ligne d'eau organisme de formation METROPOLE 22 23.pdf
- Convention DSDEN 3M.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Attractivité - Cité créative - Ancien musée de l'EAI - Bail en l'Etat Futur d'Achèvement (BEFA) entre Montpellier Méditerranée Métropole et SERM.ID - Autorisation de signature

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

La filière des Industries Culturelles et Créatives (ICC) connaît une véritable dynamique sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Toutes les composantes d'un cluster ICC sont présentes sur le territoire et se renforcent progressivement grâce au développement continu des acteurs locaux, leur implication exemplaire et le potentiel d'attractivité de nouveaux acteurs exogènes. Sur la Métropole, la filière ICC relève principalement de l'image animée et de l'audio, voix, radio, soit l'équivalent d'environ 2 000 emplois sur le territoire (source : Observatoire 3M).

L'écosystème ICC se distingue par sa complétude dans ses 3 dimensions :

- Structurelle : les forces en présence sont issues :
 - De l'entrepreneuriat, de tout type (freelance, TPE, PME, ETI, grands groupes internationaux) ;
 - Du monde associatif (réseaux professionnels d'animation de la filière via Tropisme, Push Start, la COODIO, Occitanie Films) ;
 - De la formation (des écoles privées et des cursus universitaires), des écoles de renommée internationale (ESMA et ArtFX) qui attirent les plus grands studios mondiaux en recherche permanente de nouveaux talents ;
- Thématique : spécificité des ICC à Montpellier autour des métiers de l'image animée (cinéma d'animation, audiovisuel, cinéma, effets spéciaux, jeu vidéo, réalité virtuelle/augmentée...) et du son /audio/radio/podcasts ;
- Professionnelle : présence à Montpellier de l'ensemble des compétences de la chaîne de valeur de la création :
 - Il est possible de mener un projet d'un bout à l'autre de la chaîne, depuis l'idée, la pré-prod, le développement et la post-prod ;
 - Tous les métiers sont présents à Montpellier.

Pour accompagner le renforcement et la structuration de l'écosystème ICC, Montpellier Méditerranée Métropole est engagée depuis plusieurs années dans une stratégie de structuration et d'animation de la filière qui se décline autour de 4 axes clés :

- Favoriser l'émergence du premier « *Hubster* » ICC en France, en assurant la coordination stratégique de la filière ICC et le rayonnement de la Métropole en tant que territoire ICC ;
- Adapter l'offre d'accompagnement des acteurs ICC du territoire, et mettre en place des actions pour identifier et mobiliser les structures d'accompagnement à la création et à l'incubation d'entreprises ICC ;
- Définir et disposer d'une offre complète immobilière pour favoriser l'implantation et l'émergence de nouveaux acteurs ;
- Accroître la visibilité ICC du territoire au plan national et international en valorisant les initiatives publiques et privées portant sur les ICC.

Pour répondre à l'axe 3 en matière d'immobilier d'entreprise, la Métropole s'est engagée dans la réhabilitation du quartier de la Cité Créative en redonnant un second souffle à l'ancienne Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI). Il s'agit d'un quartier mixte alliant logements, commerces, équipements publics et bureaux dédiés à l'atterrissage et au développement des acteurs ICC.

L'un des premiers programmes tertiaires qui verra le jour dans le quartier de la Cité Créative est celui de l'ancien musée de l'EAI dont la construction a démarré début juin 2022 pour une livraison prévue fin 2023. Il intègre la réhabilitation de la partie existante du musée représentant 700 m² complétée par une extension neuve en R+3, formant ainsi un ensemble total de 2 150 m² de surface de plancher. Le programme est réalisé et porté par la SERM.ID.

Pour obtenir un taux de pré-commercialisation satisfaisant et permettre le lancement des travaux, la Métropole s'est engagée à prendre à bail le lot 7 de 297,26 m² louables (239 m² de surface utile et 58,26 m² de quote-part des communs). Le loyer s'élève à 165 € HT/HC/an soit un montant annuel global de 49 047,90 € HT/HC. Le montant des charges prévisionnelles s'élève à 55 € HT/m²/an.

Il est ainsi proposé que la Métropole signe un Bail en l'Etat Futur d'Achèvement (BEFA) pour une durée de 9 ans aux conditions financières indiquées ci-dessus.

Au fur et à mesure de la commercialisation du programme, la Métropole libérera cet espace au profit des entreprises ICC qui manifesteront leur intérêt pour intégrer.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes du Bail en l'Etat Futur d'Achèvement ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer le bail ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 18 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Maryse FAYE, Mme Stéphanie JANNIN, M. Laurent JAOUL, M. Max LEVITA, M. Jacques MARTINIER, Mme Marie MASSART, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PENSO, Mme Catherine RIBOT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-196883-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- BEFA SAS MUSEE EAI - 3M .docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Attractivité - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Charles Martel Extension - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Garantie d'emprunt au concessionnaire (SERM) - Approbation

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération du 14 décembre 2016, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, a créé la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Charles Martel Extension (10,6 hectares en extension du parc existant du Larzat et du lotissement Charles Martel sur la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone). Par la signature d'un traité de concession en date du 5 décembre 2016, l'aménagement de la ZAC a été confié à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM). Par la suite, Montpellier Méditerranée Métropole a, d'une part, approuvé le dossier de réalisation lors du Conseil du 18 décembre 2019 ; et d'autre part, approuvé le Programme des Équipements Publics (PEP) lors du Conseil du 17 décembre 2020.

L'approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité relatif l'exercice 2020 en date du 23 novembre 2021, prévoit un bilan de concession équilibré à 9 641 000 € HT en dépenses et en recettes, grâce notamment à une participation d'équilibre du concédant s'élevant à 2 763 000 € HT, dont 1 410 000 € déjà versés.

Ce Compte Rendu Annuel à la Collectivité prévoit également en 2022 un premier emprunt de la SERM s'élevant à 1 000 000 € (sur un emprunt total de 2 500 000 euros pour la durée de la concession d'aménagement). Cet emprunt permettra d'équilibrer la trésorerie de l'opération.

A la suite d'un appel d'offres de la SERM, un emprunt auprès du Crédit Mutuel est proposé selon les conditions suivantes :

- Montant : 1 000 000 €
- Durée : 3 ans
- Durée de la phase d'amortissement : 3 ans
- Taux fixe : 0,60 %
- Base de calcul 30/360
- Périodicité trimestrielle
- Échéances constantes
- Remboursement anticipé possible, totalement ou partiellement, moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle correspondant à 5% du capital remboursé par anticipation
- Frais de dossier : 1 000 €
- Garantie de Montpellier Méditerranée Métropole : 80%

Ce taux attractif est conditionné par une garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 80% du montant emprunté (soit 800 000 €). Ainsi, dans l'hypothèse où la SERM, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues aux échéances convenues ou des intérêts de retard encourus, Montpellier Méditerranée Métropole en effectuerait le paiement en lieu et place, dans la limite du pourcentage garanti.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De garantir 80% de l'emprunt d'un montant total d'un millions d'euros sollicité par la SERM auprès du Crédit Mutuel soit pour un montant de 800 000 € ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à intervenir au contrat de prêt qui sera passé et à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 66 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 17 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Maryse FAYE, M. Laurent JAOUL, M. Max LEVITA, M. Jacques MARTINIER, Mme Marie MASSART, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PENSO, Mme Catherine RIBOT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-192845-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- offre C MUTUEL SERM CHARLES MARTEL 03 05 22.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Attractivité - Soutien aux manifestations - Attribution de subventions - Conventions - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Le Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès facilite l'accueil de manifestations d'envergure nationale ou internationale à Montpellier, s'appuyant notamment sur le potentiel de recherche local. Ces événements contribuent à la notoriété de Montpellier Méditerranée Métropole et représentent une activité économique à part entière. Dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès 2022, il est proposé d'affecter les subventions aux manifestations suivantes :

1 - Congrès National SNES-FSU

Le Syndicat National des Enseignements du Second Degré (SNES), sous l'autorité de son Président, Monsieur Bertrand HUMEAU, organise du 09 au 13 mai 2022, au Corum, une manifestation intitulée « *Congrès National SNES-FSU* ». Ce congrès a pour but de favoriser les collaborations entre professionnels de l'enseignement. Environ 700 participants dont des professionnels impliqués dans les sujets d'environnements hospitaliers sont attendus.

Une subvention de 10 000 € est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

2 - Congrès Santé et Architecture Hospitalière

La Société Régionale de Santé Publique, sous l'autorité de sa Présidente, Madame Catherine CECCHI, organise le 20 mai 2022, à la faculté d'odontologie de Montpellier, une manifestation intitulée « *Congrès Santé et Architecture Hospitalière* ». Ce congrès a pour but d'apporter des éléments de réflexion aux décideurs institutionnels et non institutionnels sur l'aménagement des lieux hospitaliers qui constitue un réel enjeu de société. Environ 100 participants dont des professionnels impliqués dans les sujets d'environnements hospitaliers sont attendus.

Une subvention de 1 000 € est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

3 – 13^{ème} Congrès international de la Société Française de biologie végétale

L'Institut National de la Recherche Agronomique (INRAE), sous l'autorité de son Président Occitanie, Monsieur Sylvain LABBE, organise du 29 au 31 août 2022, à Agropolis International, une manifestation intitulée « *13^{ème} Congrès international de la Société Française de biologie végétale* ». Ce congrès permettra de rassembler les acteurs de la biologie végétale française afin de favoriser de nouveaux partenariats pour des projets de recherche dans cette discipline. Environ 150 participants dont des cadres hospitaliers et des étudiants sont attendus.

Une subvention de 2 000 € est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

4 – 26^{ème} Congrès de l'EADPH (European Association of Dental Public Health)

L'association Montpelliéraine de Santé Publique Orale, sous l'autorité de son Président, Monsieur Nicolas GIRAUDEAU, organise du 08 au 10 septembre 2022, à la faculté de médecine de Montpellier, une manifestation intitulée « *26^{ème} Congrès de l'EADPH* ». Ce colloque a pour objectif de rassembler les spécialistes de la santé orale, les représentants des ministères et de l'Organisation Mondiale de la Santé afin de favoriser des échanges entre spécialistes de la discipline. Environ 200 participants dont des spécialistes de la santé orale et de représentants des différents états membres de l'OMS sont attendus.

Une subvention de 2 000 € est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

5 – Universités du Tourisme Durable

L'association des Acteurs du Tourisme Durable, sous l'autorité de sa Présidente, Madame Caroline MIGNON, organise du 06 au 07 octobre 2022, au Corum, une manifestation intitulée « *Les Universités du Tourisme Durable* ». Cet évènement a pour but de mettre en lumière l'engagement de l'Occitanie, de l'Hérault et de Montpellier Méditerranée Métropole, en matière de transition écologique et de tourisme durable. Environ 400 participants dont des professionnels du tourisme (hébergeurs, offices de tourisme, agences de voyages etc..) sont attendus.

Une subvention de 20 000 € est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

| Subventions congrès | | | | | |
|---------------------|---|---------------|-----------------|--|------------------|
| Code Asso | Nom de la Structure | N° de dossier | Type de demande | Titre du Projet | Montant attribué |
| 7617 | SNES-FSU | 001139 | Congrès | Congrès National SNES-FSU | 10 000 € |
| 7256 | Société Régionale de Santé Publique | 001143 | Congrès | Congrès Santé et Architecture Hospitalière | 1000 € |
| 765 | INRAE | 001147 | Congrès | 13 ^{ème} Congrès international de la Société Française de biologie végétale | 2000 € |
| 7839 | Association Montpelliéraine de Santé Publique Orale | 001148 | Congrès | 26 ^{ème} Congrès de l'EADPH | 2000 € |
| 7821 | Association des Acteurs du Tourisme Durable | 001144 | Congrès | Universités du Tourisme Durable | 20 000 € |
| TOTAL | | | | | 35 000 € |

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'affectation des subventions ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions entre Montpellier Méditerranée Métropole et les organisateurs ;
- D'approuver les termes des conventions ;
- De dire que les crédits seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Sébastien COTE, Mme Maryse FAYE.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-197286-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 1 - Convention Congrès SRSP.docx
- 2 - Convention Congrès INRAE.docx
- 3 - Convention Congrès Asso Mtp Santé Publique Orale.docx
- 4 - Convention UTD.docx
- 1 - Convention Congrès SNES FSU.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Attractivité - What A Trip Festival 2022 - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et l'Association pour le Festival International du Voyage et de l'Aventure de Montpellier (AFIVAM) - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier renouvellent leur soutien à la 6ème édition du festival WAT ! (What A Trip festival) organisé par l'association AFIVAM. Ce partenariat, qui s'articule autour d'un appui en logistique et en communication, répond à l'objectif de soutenir le rayonnement du territoire métropolitain au niveau national et à l'international.

Le WAT festival est une manifestation autour des films de voyages et d'aventure née à Montpellier en 2017. Le festival permet à toute la communauté des voyageurs de France de se rencontrer et se retrouver lors d'un évènement unique et fédérateur. Pendant 5 jours (du 21 au 25 septembre 2022), cet évènement, qui se tiendra sur la place du Peyrou cette année, intègre une compétition officielle de films autour de laquelle gravitent tous les éléments de la culture du voyage : une série de concerts, des expositions et conférences gratuites dans l'Écusson, un village comprenant un salon du voyage, une librairie du voyage ainsi qu'un espace de restauration.

Autour de Laurent BALLESTA, maître de cérémonie du festival, un collège de 4 professionnels issus du monde du voyage et de l'aventure sera chargé de départager 12 films en compétition officielle. Ce festival, qui rassemble de nouveaux talents et de nouvelles passions, trouve un écho au-delà des frontières naturelles du territoire de la Métropole. En cohérence avec les valeurs de sobriété écologique et de responsabilité sociétale, l'association AFIVAM organise le WAT Festival, qui est un évènement important pour le territoire de Montpellier.

C'est à ce titre que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite promouvoir l'organisation de ce festival par un soutien logistique, en organisation, mise à disposition de salles et en communication pour une valorisation plafonnée à 30 000 € TTC. Cette valorisation pourra être révisée en fonction des tarifs précisés par les services à la signature de la convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et AFIVAM ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-196624-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention de partenariat WAT 2022.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Attractivité - Convention de financement entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Comité Régional du Tourisme et des Loisirs d'Occitanie (CRTLO) pour l'organisation du salon professionnel Destination Incentive - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Le tourisme, et en particulier le tourisme d'affaires, est un moteur de l'économie locale. Nombre de professionnels dépendent directement ou indirectement de l'économie touristique dont les retombées portent sur différentes filières : commerce et artisanat, production agricole locales, hébergements, transports...

Pour soutenir la filière, Montpellier Méditerranée Métropole a candidaté pour recevoir à Montpellier tous les 2 ans le workshop « *Destination Incentive* » organisée par le Comité Régional de Tourisme et des Loisirs d'Occitanie (CRTLO). Ce workshop, à destination des organisateurs d'événements en entreprises, agences événementielles, associations et fédérations aura lieu au Corum les 16 et 17 octobre 2022. Le programme comprend des rencontres *Business to Business* (BtoB) avec les acteurs MICE (*Meetings, Incentives, Conferences, Exhibitions*) de la destination, une soirée networking et des animations.

L'objectif de « *Destination Incentive* » est triple :

- Faire connaître l'offre MICE aux prescripteurs ;
- Développer les contacts commerciaux pour les entreprises régionales présentes sur le salon ;
- Positionner la destination Occitanie Sud de France comme une référence nationale, voire internationale, dans le tourisme d'affaires.

Compte tenu de l'importance du tourisme d'affaires pour l'ensemble des acteurs économiques locaux, il est proposé que Montpellier Méditerranée Métropole soutienne financièrement l'organisation du workshop. La participation financière est de 25 000 €. Le cadre budgétaire et les modalités de partenariat sont décrits dans la convention de financement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de financement entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Comité Régional de Tourisme et des Loisirs ;
- D'approuver le versement de 25 000 € pour l'organisation du workshop « *Destination Incentive* » ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-196663-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet_de_convention_CRTLO_Metropole (002).pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Attractivité - Soutien à l'artisanat - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Région Occitanie relative au soutien de l'association Les Nouvelles Grisettes - Avenant n°1 - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Les Nouvelles Grisettes ont créé le premier tiers-lieu de la mode et du textile régional dans un local de 900 m² inauguré en 2021. Un lieu en réponse à la demande de circuits-courts des consommateurs : des produits textiles confectionnés et commercialisés localement. Avec, comme maître mot, la qualité. Un lieu ressources où les professionnels (re)pensent ensemble la filière textile : coworking, échanges, etc.

Ce projet s'appuie sur un collectif de couturiers et créateurs accompagné d'un collectif d'entrepreneurs investis bénévolement.

Une convention de co-financement a été signée en 2021 entre la Métropole (délibération n°M2021-167 du conseil de Métropole en date du 29 mars 2021) et la Région Occitanie (délibération n°CP/2021-AVR/09.09 de la Commission Permanente du Conseil Régional en date du 16 avril 2021) afin de soutenir ce projet de tiers-lieux sur une période de 3 ans. Cette convention prévoyait un financement à hauteur de 17 500 € en 2021, 2 500 € en 2022 et 2 500 € en 2023.

Compte-tenu du contexte économique et sanitaire, la Métropole souhaite augmenter son soutien au tiers-lieu de 15 000 € pour les années 2022 et 2023, ce qui porte la subvention à 17 500 € pour 2022 et 2023.

Il est donc proposé à Montpellier Méditerranée Montpellier de signer un avenant à la convention de co-financement avec la Région Occitanie afin de modifier les conditions de financement pour 2022 et 2023 dans le sens précité.

En conséquence il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant 1 à la convention de co-financement entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Région Occitanie relative au projet de l'association les Nouvelles Grisettes de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Hind EMAD, Mme Sylvie ROS-ROUART.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-197098-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention cofinancement 3M - REGION
- plan de co-financement 3M REGION

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Cycles de l'eau - Assainissement - Avenant n°4 relatif aux modalités de fin du contrat de délégation du service public de traitement des eaux usées par la station d'épuration MAERA - Autorisation de signature

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a confié à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX l'exploitation de son service public de traitement des eaux usées par la station d'épuration MAERA par contrat déposé en Préfecture le 17 décembre 2014, ayant pris effet le 1^{er} janvier 2015 pour une durée de 7 ans, et complété par 3 avenants. Par avenant n°3 déposé en préfecture le 21 juin 2021, le contrat a été prolongé d'un an, fixant son terme au 31 décembre 2022.

Conformément à l'article L.3135-1 1° du Code de la commande publique, l'article 3 de la convention, l'article L.3135-1 5° du Code de la commande publique un quatrième avenant au contrat de délégation est proposé au Conseil. L'objet du présent avenant est d'organiser les modalités précises de la fin du contrat d'affermage, et de préparer le transfert du service au prochain exploitant en vue d'assurer la continuité du service.

Le présent avenant trouve son fondement :

- Dans l'exigence de continuité et de régularité de fonctionnement du service public à l'égard de l'ensemble des usagers et, par conséquent, la prévention de tout risque d'interruption ou de dysfonctionnement de tout ou partie du service ;
- Dans les dispositions du Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 2224-11-4 relatif aux dispositions obligatoires en préparation de l'échéance du contrat de délégation de service public de l'assainissement collectif ;
- Dans la préparation de la mise en œuvre des dispositions prévues aux articles L.1224-1 et suivants du Code du travail relatif au devenir des contrats de travail en cas de changement d'employeur, mais également des dispositions de la Convention Collective Nationale des Entreprises des Services d'eau et d'assainissement ;
- Dans les stipulations contractuelles relatives à la préparation de l'échéance du contrat d'affermage ;

Les parties conviennent de prendre en compte pour la mise en œuvre de cet avenant :

- Les stipulations régissant les opérations de fin de contrat définies au contrat d'affermage et ses avenants ;
- Les dispositions protégeant le secret en matière industrielle et commerciale conformément à la réglementation en vigueur ;
- Le principe d'exécution de bonne foi des contrats.

L'avenant précise entre autres :

- Le planning détaillé des opérations de fin de contrat avec les obligations des deux parties à chaque étape ;
- Les modalités de réalisation, fourniture et transmission des inventaires actualisés ;
- Les droits et obligations en matière de biens de reprise et biens de retour ;
- Les modalités de prise en compte des travaux en cours ;
- Les éléments en rapport avec le système d'information : propriété et gestion des données ;
- Les engagements comptables et financiers dus en matière de clôture des comptes, créances, reversement, coopération décentralisée, bilan, ... ;
- Le devoir d'information et communication sur les engagements contractuels éventuels pris au titre du service : conventions, sinistres, contentieux... ;
- Le personnel transférable.

Cet avenant n'a pas d'impact financier sur le contrat.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant n°4 au contrat de délégation du service public de traitement des eaux usées par la station d'épuration MAERA ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-196049-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant 4

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Cycles de l'eau - Assainissement - Avenant n°4 relatif aux modalités de fin du contrat de délégation du service public de collecte des eaux usées des communes raccordées à la station d'épuration Maera - Autorisation de signature

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a confié par contrat de délégation de service public à VEOLIA Eau - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX l'exploitation de son service public de collecte des eaux usées des communes raccordées à la station d'épuration MAERA par contrat déposé en Préfecture le 17 décembre 2014, ayant pris effet le 1^{er} janvier 2015 pour une durée de 7 ans, et complété par 3 avenants. Par avenant n°3 déposé en préfecture le 21 juin 2021, le Contrat a été prolongé d'un an, fixant son terme au 31 décembre 2022.

Conformément à l'article L.3135-1 1° du Code de la commande publique, l'article 3 de la convention, l'article L.3135-1 5° du Code de la commande publique un quatrième avenant au contrat de délégation est proposé au Conseil. L'objet du présent avenant est d'organiser les modalités précises de la fin du contrat d'affermage, et de préparer le transfert du service au prochain exploitant en vue d'assurer la continuité du service.

Le présent avenant trouve son fondement :

- Dans l'exigence de continuité et de régularité de fonctionnement du service public à l'égard de l'ensemble des usagers et, par conséquent, la prévention de tout risque d'interruption ou de dysfonctionnement de tout ou partie du service ;
- Dans les dispositions du Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 2224-11-4 relatif aux dispositions obligatoires en préparation de l'échéance du contrat de délégation de service public de l'assainissement collectif ;
- Dans la préparation de la mise en œuvre des dispositions prévues aux articles L.1224-1 et suivants du Code du travail relatif au devenir des contrats de travail en cas de changement d'employeur, mais également des dispositions de la Convention Collective Nationale des Entreprises des Services d'eau et d'assainissement ;
- Dans les stipulations contractuelles relatives à la préparation de l'échéance du contrat d'affermage ;

Les parties conviennent de prendre en compte pour la mise en œuvre de cet avenant :

- Les stipulations régissant les opérations de fin de contrat définies au contrat d'affermage et ses avenants ;
- Les dispositions protégeant le secret en matière industrielle et commerciale des affaires conformément à la réglementation en vigueur ;
- Le principe d'exécution de bonne foi des contrats.

L'avenant précise entre autres :

- Le planning détaillé des opérations de fin de contrat avec les obligations des 2 parties à chaque étape,
- Les modalités de réalisation, fourniture et transmission des inventaires actualisés,
- Les droits et obligations en matière de biens de reprise et biens de retour,
- Les modalités de prise en compte des travaux en cours,
- Les éléments en rapport avec le système d'information : propriété et gestion des données,
- Les engagements comptables et financiers dus en matière de clôture des comptes, créances, reversement, coopération décentralisée, bilan, ...
- Le devoir d'information et communication sur les engagements contractuels éventuels pris au titre du service : conventions, sinistres, contentieux...
- Le personnel transférable.

Cet avenant n'a pas d'impact financier sur le contrat.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant n°4 au contrat de délégation du service public de collecte des eaux usées des communes raccordées à la station d'épuration Maera ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-196046-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant 4

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Cycles de l'eau - Convention de mise à disposition de services entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Syndicat Mixte Garrigues-Campagne (SMGC) relative au poste d'animation de l'aire d'alimentation des captages de Bérange et de Fontmagne - Autorisation de signature

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

La Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA) de 2006 a instauré le dispositif de protection des « *zones soumises aux contraintes environnementales (ZSCE)* » applicable aux captages les plus menacés par les pollutions diffuses, notamment les nitrates et les produits phytosanitaires, définis comme « *prioritaires* » par le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Rhône-Méditerranée.

A l'Est du territoire de la Métropole et dans le même aquifère, deux systèmes de production d'eau étaient initialement concernés :

- Les forages de Bérange Nord et Sud à Saint Geniès des Mourgues relevant de la compétence du Syndicat Mixte Garrigues Campagne (SMGC) et alimentant les Communes de Baillargues, Castries et Saint Geniès des Mourgues ;
- Les forages de Garrigues Basses F1 et F2 à Sussargues relevant de la compétence de la Métropole et alimentant la Commune de Sussargues.

Exploitant le même aquifère, le SMGC et la Métropole avaient convenu en 2012 de mettre en commun leurs études et leurs dispositifs de protection. Cet engagement s'est formalisé au travers d'une première convention du 5 juillet 2012 prévoyant un groupement de commandes et une répartition de l'autofinancement au prorata des volumes prélevés dans la ressource, soit 80% pour le SMGC et 20% pour la Métropole.

L'étude et le plan d'actions de ces deux captages ont été approuvés par délibération du 17 décembre 2014 par le SMGC et par délibération du 5 mars 2015 par la Métropole. Ce plan d'actions est mis en œuvre grâce à la création par le SMGC, avec le concours financier de la Métropole, d'un poste de chargée d'animation, accueillie depuis mars 2015 au sein des services de la Métropole. Cette animation a permis de mettre en œuvre les mesures du plan d'actions à destination des collectivités et des exploitants agricoles, tels que des plans d'amélioration des pratiques phytosanitaires et horticoles ; la réalisation d'une aire collective de remplissage et de lavage des pulvérisateurs agricoles ; des mesures agro-environnementales et climatiques ; des journées de formation techniques, etc...

Le contexte relatif à la réalisation de cette mission a connu les évolutions suivantes :

- Arrêt de l'exploitation des forages de Garrigues Basses en 2018 et retrait de la liste des captages prioritaires du SDAGE 2022-2027 ;
- Inscription des forages de Fontmagne à Castries en tant que nouveau captage prioritaire exploitant la même ressource que les forages de Bérange. Les forages de Fontmagne contribuent à ce titre à l'alimentation en totalité des Communes de Saint-Vincent-de-Barbeyrargues, Assas et Teyran ainsi que celles de Castries et Castelnau-le-Lez en partie.

Dans ce cadre, le SMGC et la Métropole souhaiteraient conclure une nouvelle convention d'une durée de cinq ans ayant notamment pour objet :

- De poursuivre leur objectif commun de protection de la ressource en eau par l'accompagnement à la transition agro-écologique du territoire ;
- D'actualiser, tant sur le fond que sur la forme, le cadre de partenariat dévolu aux conditions d'accueil, d'exercice et de financement du poste d'animation pour la période d'application du nouveau SDAGE (2022-2027)

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de mise à disposition de service entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Syndicat Mixte Garrigues Campagne ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-196506-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention_3M-SMGC_2022_vuCG-vuAV.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Cycles de l'eau - Transfert de la coordination du projet LIFE REWA à la Régie des Eaux - Approbation

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est lauréat de l'appel à projets européen LIFE 2020 pour le projet LIFE20 ENV-FR 000192 Life Rewa. Ce projet consiste à expérimenter sur le territoire de la Métropole un équipement mobile de production d'eau recyclée à partir des eaux usées traitées en sortie de station d'épuration. Sur cinq stations du territoire, des stockages d'eau recyclée de différentes qualités seront ainsi proposés à des usagers professionnels consommateurs d'eau pour leurs usages agricoles, industriels ou urbains. Ce projet signe l'émergence de la disponibilité d'une nouvelle ressource, se substituant à l'eau potable ou l'eau brute, pour une grande quantité d'usages ne nécessitant pas d'eau potable (lavage des voiries, hydro-curages des réseaux, arrosage espaces verts, ...).

Par ailleurs, Montpellier Méditerranée Métropole, lors du Conseil du 29 mars 2021, a approuvé le passage en régie publique de son service public de l'assainissement. La Régie des eaux, déjà existante pour le service public de l'eau potable et de l'eau brute, élargira donc ses missions à l'assainissement à compter du 1^{er} janvier 2023.

Celle-ci sera donc en pleine responsabilité du fonctionnement des 13 stations d'épuration du territoire, tant du point de vue réglementaire que de l'exploitation technique des équipements. Elle aura donc à la fois la maîtrise de la production d'eau usée traitée, mais aussi la responsabilité de la gestion de la ressource en eau potable disponible sur le territoire. Pour ces raisons, la Régie des eaux a toute la légitimité et les compétences réunies pour assurer la coordination du projet LIFE Rewa, en lieu et place de la Métropole qui assure cette coordination depuis le début du projet, en septembre 2021. Au moment du dépôt définitif de la candidature de la Métropole à l'appel à projets LIFE 20 (février 2021), le choix du transfert du service public de l'assainissement à la Régie n'avait pas encore été entériné.

Il s'agit donc aujourd'hui de proposer une modification du consortium des partenaires bénéficiaires du projet, en rajoutant la Régie des eaux comme bénéficiaire coordinateur, à la place de Montpellier Méditerranée Métropole. La Métropole reste un bénéficiaire associé, au titre des dépenses déjà engagées jusqu'au transfert de coordination, mais aussi du fait qu'elle conserve les actions de valorisation et communication du projet à l'attention du grand public.

L'objectif, le déroulement prévisionnel et le budget global du projet ne sont pas affectés par ce changement ; seule la répartition des actions entre la Métropole et la Régie des eaux, nouveau bénéficiaire direct de la subvention, est modifiée, et fera l'objet d'une révision de l'accord de consortium.

La nouvelle proposition de convention de financement, fera donc apparaître les nouvelles répartitions techniques et financières des actions du projet entre les quatre partenaires du Consortium : la Régie des eaux comme bénéficiaire coordinateur et Montpellier Méditerranée Métropole, l'Institut Européen des Membranes et DV2E comme bénéficiaires associés.

La prise d'effet de cet avenant est proposée au 1^{er} novembre 2022 afin de permettre à la Régie des eaux de recruter le personnel dédié à ce projet.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du transfert de la coordination du projet LIFE20 ENV-FR 000192 Life Rewa de Montpellier Méditerranée Métropole à la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-195130-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Cycles de l'eau - Eau potable - Gouvernance - Syndicat du Bas Languedoc - Reprise pour le service de la Commune de Murviel-lès-Montpellier de la compétence de distribution d'eau potable par Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole exerce la compétence eau potable depuis le 1^{er} janvier 2010 et s'est prononcée par délibération le 7 mai 2014 en faveur d'un mode de gestion publique des services publics de l'eau potable et de l'eau brute sur une partie de son territoire.

La Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial, a ainsi été créée par délibération du 28 avril 2015 et assure depuis le 1^{er} janvier 2016 le service public d'eau potable pour 13 des 31 communes de la Métropole, soit environ 80% des habitants de la Métropole, à savoir : Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Prades-le-Lez, Pérols, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues et Villeneuve-lès-Maguelone.

Compte tenu de la préexistence de syndicats d'eau potable dont le périmètre s'étend au-delà de celui de la Métropole, cette dernière s'est substitué en 2010 à ses communes au sein de ces syndicats et notamment aux communes de Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Lavérune, Murviel-lès-Montpellier, Pignan, Saint Georges d'Orques, Saint Jean de Védas et Saussan au sein du Syndicat du Bas Languedoc (SBL) qui exerce la compétence à travers un nouveau contrat de délégation de service public confié depuis le 1^{er} janvier dernier à la Société d'Economie Mixte à Opération unique (SEMOP) « Eau du Bas Languedoc ».

Le SBL est un syndicat mixte fermé à la carte avec une compétence obligatoire de production et d'adduction d'eau potable et une compétence optionnelle de distribution d'eau potable.

Par délibération du 23 février 2021, le Conseil municipal de Murviel-lès-Montpellier a exprimé son souhait d'une gestion publique de la distribution d'eau potable.

Ainsi sollicitée, Montpellier Méditerranée Métropole par délibération du 29 mars 2021 a pris acte de l'expression de cette volonté et mis à l'étude la reprise de la compétence de distribution d'eau potable pour le service de Murviel-lès-Montpellier.

Les études menées par les services du Syndicat, de la Régie et de la Métropole ayant conduit à la faisabilité de l'opération, le Conseil de Métropole a donc, en sa séance du 22 mars dernier, sollicité la reprise de la compétence et notifié sa délibération au syndicat.

Ce dernier par délibération du 28 juin dernier approuve le principe de la reprise de compétence et conformément à ses statuts invite les EPCI membres du syndicat, Montpellier Méditerranée Métropole, Sète Agglopôle Méditerranée et Hérault Méditerranée à se prononcer par délibération de leur organe exécutif dans un délai de trois mois.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De donner un avis positif à la reprise par Montpellier Méditerranée Métropole, à compter du 1^{er} janvier 2023, de la compétence de distribution d'eau potable sur le service de Murviel-lès-Montpellier proposée dans la délibération du conseil syndical du Syndicat du Bas Languedoc en date du 28 juin 2022 ;
- De notifier cette délibération au Syndicat du Bas Languedoc ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-198878-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Délibération syndicat

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Boris BELLANGER, Florence BRAU, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Isabelle MARSALA, Patricia MIRALLES, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Anne RIMBERT, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ

Cycles de l'eau - GEMAPI - Schéma directeur hydraulique du bassin versant du Rieutord - Approbation

Madame Véronique NEGRET, Vice-Présidente, rapporte :

Le quartier de la Mosson figure parmi les douze Quartiers Politique de la Ville identifiés à Montpellier, au titre de la nouvelle géographie prioritaire et fait partie du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) en tant que quartier d'intérêt national. Le Conseil de Métropole et le Conseil municipal ont approuvé les 29 mars et 12 avril 2021 la convention de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes, signée par l'ensemble des partenaires le 23 juillet 2021. L'Agence Nationale de Renouvellement Urbain (ANRU) a par ailleurs accordé des financements complémentaires, permettant de conforter l'ambition du projet, en intégrant notamment la transformation du secteur Saint Paul, le recyclage de nouvelles copropriétés dégradées, la construction de nouveaux groupes scolaires et la poursuite des interventions sur le grand mail.

Les objectifs fondateurs ayant guidé l'élaboration du projet sont les suivants :

- Ouvrir le quartier et l'espace public au travers des cours paysagers Est-Ouest, avec notamment l'aménagement d'espaces publics qualitatifs, sécurisés et attractifs, vecteurs d'une nouvelle urbanité, en s'inscrivant tout particulièrement à l'échelle du piéton ;
- Activer l'économie et l'offre de loisirs grâce à des équipements reconfigurés et valorisés, en offrant une nouvelle attractivité résidentielle, économique, environnementale et de loisir au quartier, ouvrant à de nouveaux choix d'habiter, de travailler, et de consommer dans le quartier ;
- Améliorer la qualité de vie au quotidien en remettant la nature et le paysage au cœur du quartier, avec l'ouverture du quartier à la nature environnante, où le parc de la Mosson, les berges et le lac des Garrigues redeviennent des atouts forts du quartier ;
- Connecter le quartier de la Mosson à la ville et aux communes voisines avec les nouveaux réseaux de transports, en favorisant les greffes urbaines et en ouvrant le quartier vers la Métropole, par des cheminements doux mais aussi par de nouveaux éléments d'attractivité.

Ces objectifs se traduisent par un projet de renouvellement urbain ambitieux porté par la Métropole pour contribuer à la transformation du quartier et ainsi introduire de la mixité fonctionnelle, de la mixité sociale, d'améliorer le cadre de vie et l'environnement.

Par délibération en date du 18 décembre 2019, la Métropole a confié la mise en œuvre opérationnelle du projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), au titre d'une concession d'aménagement notifiée le 21 janvier 2020.

Aussi, dans le cadre de l'exercice de la compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI) et du projet de renouvellement urbain Mosson notamment en partie sud du quartier, des études hydrauliques ont été menées ces dernières années par la Métropole sur le bassin versant du Rieutord. Le Rieutord est un cours d'eau urbain qui traverse le quartier Mosson pour se rejeter dans la Mosson en aval du Stade de la Mosson. Ce bassin versant, d'une superficie d'environ 3 km² a un temps de réaction rapide et est alimenté en grande partie par du ruissellement urbain.

A travers ces études, l'actualisation de la connaissance du risque à l'échelle du bassin versant du Rieutord permet la prise en compte des risques dans l'aménagement, la maîtrise du coût des dommages liés à l'inondation par la connaissance, la réduction de la vulnérabilité des biens et le respect des principes d'un aménagement du territoire qui intègre les risques d'inondation.

Les études conduites ont pris en compte les effets du renouvellement urbain et notamment ceux de la désimperméabilisation des sols qui sera permise par le renouvellement urbain du quartier Mosson. Elles ont tenu compte des risques de crue des cours d'eau mais aussi des effets du ruissellement pluvial à l'échelle du bassin versant. Elles ont bénéficié des outils de modélisation les plus performants du moment et se sont basées sur des données précises de terrain.

Elles ont abouti à une nouvelle cartographie des hauteurs d'eau générées pour la pluie de septembre 2014, octobre 2014 exceptionnelle, ce qui permet d'anticiper la nouvelle cartographie du risque qui sera produite par les Services de l'Etat dans les prochaines années.

Le Rieutord n'avait jusque-là pas été cartographié dans le Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRi) de la Ville de Montpellier. Cette nouvelle donnée permet de compléter la connaissance du risque sur ce territoire mais également de prendre en compte la thématique ruissellement urbain dans le projet de renouvellement urbain.

Les résultats obtenus ont permis de mettre en évidence un cours d'eau dont les dimensions diminuent significativement au droit du Giratoire Schumann avec un ouvrage hydraulique existant sous dimensionné générant des débordements importants sur le secteur aval du Rieutord. Le ruissellement généré par le quartier Mosson a également pu être quantifié en cas d'évènements pluvieux exceptionnels et met en évidence des débits transitant sur chaussée importants avec des difficultés d'évacuation vers la Mosson.

Pour répondre aux enjeux du territoire, les études ont permis de proposer un schéma directeur hydraulique cohérent à l'échelle du bassin versant pour diminuer de façon significative le risque inondation au droit des zones à enjeux existantes, notamment sur le secteur Parc 2000 en rive gauche du Rieutord mais également au droit des futures opérations de renouvellement urbain au niveau de Mosson Sud.

Ce schéma directeur servira également de référence pour les documents de planification urbaine et permettra d'encadrer les dossiers loi sur l'eau des prochaines opérations d'aménagement concernées par le projet de renouvellement urbain du quartier Mosson, comme document guide, facilitant ainsi leur mise en œuvre et garantissant la cohérence globale des aménagements et de leurs objectifs à l'échelle du bassin versant.

Afin de répondre à l'ensemble des objectifs recherchés, l'analyse hydraulique a conclu à la nécessité de faciliter l'écoulement des eaux du Rieutord et du ruissellement généré sur le quartier vers la Mosson par la reprise de l'ouvrage hydraulique existant sous le Giratoire Schumann. Le schéma directeur permet également de définir les cotes de calage altimétrique des planchers des bâtiments et des entrées des sous-sol des futurs aménagements urbains de façon à assurer leur mise en sécurité vis-à-vis du risque inondation.

Le schéma directeur hydraulique prévoit ainsi les aménagements suivants :

- Le doublement de l'ouvrage hydraulique existant sous le giratoire Schumann et la ligne 1 de tramway ;
- Le remodelage du terrain autour du Giratoire de façon à améliorer l'évacuation du ruissellement du quartier Mosson vers la Mosson et à gérer au maximum ces écoulements de surface au niveau de l'espace public et des voiries ;
- La désimperméabilisation de nombreux ilots fonciers et de l'espace public, au gré des opérations de renouvellement urbain, accompagnée d'ouvrages de compensation à l'imperméabilisation de type noue qui permettront ainsi de favoriser l'infiltration de l'eau dans le sol ;
- La construction d'un bassin de stockage de 5 000 m³ en amont du Lycée Léonard de Vinci permettant de réduire sa vulnérabilité ;
- La construction d'un pont routier sur le Rieutord, transparent aux écoulements, pour améliorer la desserte entre les quartiers Parc 2000 et Mosson Sud.

Les aménagements prévus permettront :

- D'abaisser les hauteurs d'eau sur les enjeux existants de Parc 2000 pour l'aléa de référence d'octobre 2014, supérieur à la crue centennale, diminuant ainsi sa vulnérabilité ;
- De garantir le projet de renouvellement urbain du secteur Mosson Sud, sans exposition au risque ruissellement et inondation.

Le montant estimatif du programme d'aménagement prévu au schéma directeur s'élève à 6 M€ HT pour les ouvrages hydrauliques et 3 M€ HT pour l'ouvrage d'art de franchissement du Rieutord. La désimperméabilisation des sols des ilots urbains et de l'espace public pourra être financée par l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, notamment dans le cadre du contrat Grand Cycle de l'Eau.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole ;

- D'approuver les termes du schéma directeur hydraulique du bassin versant du Rieutord ;
- D'autoriser la réalisation des aménagements proposés ;
- De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-196253-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Plan

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Environnement - Délégation de Service Public - Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid - Avenant n°8 - Autorisation de signature

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

La chaufferie de la Motte Rouge (ci-après la « *Chaufferie* »), est située sur l'ensemble immobilier domanial immatriculé au tableau général des propriétés de l'État 340-01339, cadastré section AS n° 25 qui a été attribué à titre de dotation à l'Université Montpellier II par arrêté interministériel du 10 février 1984. Celle-ci fournit le chauffage à l'Université de Montpellier, antérieurement dénommée « Université Montpellier II », et à l'Université de Montpellier III. La gestion de cette Chaufferie a été assurée par l'Université Montpellier de 1984 à 2007.

Par convention de transfert de gestion conclue en date du 21 juin 2007, la Ville de Montpellier, puis la Métropole qui s'y est substituée suite au transfert de compétence, s'est vue transférée par l'État la gestion de la Chaufferie jusqu'au 31 décembre 2022.

Dans ce cadre, et dès 2007, la Chaufferie a fait l'objet d'un programme de travaux pour la transformation au bois de la chaufferie au charbon. La centrale faisant appel principalement à une énergie renouvelable, le réseau de chaleur Université a été classé par l'Etat via l'arrêté du 26 avril 2022.

Par délibération en date du 22 mars 2022, le Conseil de Métropole a défini les périmètres de développement prioritaire dont celui desservi par la chaufferie de la Motte Rouge. En conséquence, l'ensemble des bâtiments Universitaires et Hospitaliers déjà raccordés au réseau de chaleur de la Motte Rouge ont l'obligation de le rester.

La transformation de la chaufferie et l'exploitation de celle-ci ayant répondu aux attentes, l'Etat, l'Université, la Métropole de Montpellier et la SERM proposent de poursuivre ce partenariat. Ainsi, il est proposé un renouvellement de la convention de transfert de gestion à partir du 1^{er} janvier 2023 jusqu'au 31 décembre 2037 soit pour une durée de quinze ans.

Le Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid (RMCF) est une délégation de service public confiée par Montpellier Méditerranée Métropole à la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) qui assure le développement, la construction et l'exploitation de la production et de la distribution de chaleur et de froid sur le territoire de la Ville de Montpellier.

Depuis 2007, la SERM s'est vue confier la gestion de la centrale de production de la Motte Rouge dans le cadre de la délégation de service public RMCF, jusqu'au 31 décembre 2022.

La poursuite de l'exploitation de la centrale de production de « *la Motte Rouge* » au-delà de 2022, se traduit par une actualisation du plan quinquennal de travaux prévisionnels de la période 2022-2026 décrit dans l'avenant n° 7. En effet, des travaux de mise en conformité des cheminées afin de les rehausser et le remplacement des chaudières gaz, utilisées uniquement en appoint et secours des chaudières bois, sont nécessaires. L'investissement brut prévisionnel est estimé à 1,2 M€ HT.

Au global, le programme prévisionnel de travaux 2022-2026 de la délégation de service public est évalué à 32,08 M€HT avec un montant de subventions attendu de 7,97 M€.

Par ailleurs, suite à l'adoption des précédents avenants, il y a lieu d'actualiser le règlement de service du réseau de chaleur et de froid annexé au contrat de concession. Ce document définit les conditions générales et les obligations réciproques entre le délégataire et les abonnés à un réseau de chaleur ou de froid. Il fixe notamment les modalités d'exercice du service, les tarifs, les obligations de chaque partie, les modalités de raccordements, etc.

Les parties se sont donc rapprochées et ont convenu d'adapter la Concession aux conditions et modalités fixées par l'avenant n°8, conformément à l'article L 3135-1 et à l'article R3135-2 du code de la commande publique.

Pour information, ce projet d'avenant n°8 au contrat de concession du réseau public de distribution de chaleur et de froid a été présenté préalablement en commission de délégation de service publique (CDSP) le 12 juillet 2022, qui a émis un avis favorable à sa conclusion, conformément à l'article L.1411-6 du Code Général des Collectivités Territoriales.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le renouvellement la convention de transfert de gestion ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°8 au contrat de concession ;
- D'autoriser la SERM à procéder aux travaux du plan quinquennal actualisé 2022-2026 ;
- D'approuver les termes du nouveau règlement de service ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 70 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 18 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Maryse FAYE, M. Max LEVITA, M. Jacques MARTINIER, Mme Marie MASSART, M. Cyril MEUNIER, Mme Véronique NEGRET, M. Eric PENSO, Mme Catherine RIBOT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-196107-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 20220712_Convention de transfert de gestion 2022.pdf
- 20220712_RMCF_Projet_Avenant8.pdf
- RMCF_Avenant8_Annexe2_PQ_VB_2022-2026.pdf
- RMCF_Avenant8_Annexe3_PQ_VNC_2022-2026.pdf
- RMCF_Avenant8_Annexe4_CEP.pdf
- 20220712_RMCF_REGLEMENT_Service_vJuillet22.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Patricia MIRALLES, Yvan NOSBE, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Environnement - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et ACM Habitat pour la mise en œuvre de la stratégie zéro déchet, la prévention des déchets, l'amélioration du tri et du nettoyage aux abords des résidences ACM Habitat - Autorisation de signature

Monsieur François VASQUEZ, Vice-Président, rapporte :

En 2010, ACM Habitat et Montpellier Méditerranée Métropole ont souhaité renforcer leur partenariat sur la problématique de gestion des déchets ménagers et assimilés et notamment l'amélioration du tri sélectif dans les résidences gérées par ACM Habitat. Pour ce faire, une convention précisant les actions à mener, les moyens humains, la mise à dispositions de matériels de communication ainsi que les aspects financiers alloués à chacune des parties a été établie. Cette convention de trois ans, a par la suite, été renouvelée en 2011, 2013, 2016 et 2019. Ainsi deux salariés d'ACM Habitat ont pu être dédiés à l'emploi de messenger du tri et de correspondant propreté et développement durable. Ces deux postes ont permis :

- D'établir des relations entre les services des deux structures afin de solutionner rapidement des problématiques de gestion de déchets et de nettoyage ;
- D'organiser des actions de prévention et de sensibilisation sur le patrimoine d'ACM Habitat ;
- D'optimiser les dispositifs de pré-stockage des déchets et notamment de tri sélectif ;
- De déployer le compostage collectif ;
- D'établir des diagnostics avec évaluation des résultats ;
- De former le personnel de proximité d'ACM Habitat.

Ce projet sur le long terme, permet de dresser un bilan positif. En effet, les relations entre Montpellier Méditerranée Métropole et ACM Habitat s'en sont trouvées facilitées. Un grand nombre de foyers ont pu être sensibilisés par des opérations en porte à porte ou via des animations ponctuelles. En complément, cette convention a permis d'intégrer les actions dans le programme local de prévention des déchets ménagers et assimilés de Montpellier Méditerranée Métropole.

Par délibération du 22 mars 2022, Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée dans une politique ambitieuse zéro déchet de prévention, de sensibilisation et d'incitation visant à réduire au maximum les déchets et à modifier les comportements. Cette stratégie proactive vise à réduire tous les flux de déchets, y compris les recyclables, afin de préserver au mieux les ressources des territoires et les pollutions induites par les activités de production et le traitement des déchets. Elle constitue la seule solution pour réduire le coût exorbitant de l'exportation des déchets supporté par les contribuables. La nouvelle politique se donne également pour objectif de mettre la prévention et l'économie circulaire au cœur de la stratégie déchets, dans une logique vertueuse de diminution de production de déchets, d'éco-consommation et d'éco-exemplarité. Concrètement, le projet de la Métropole vise à impulser une nouvelle dynamique de captation des flux, prioritairement de biodéchets, parallèlement à la valorisation des autres matières : tri sélectif, verre, textile, etc.

ACM Habitat dans le cadre de son rapprochement avec le groupe SERM-SA3M, vient de mettre en place une nouvelle Direction Innovation, Performance et Stratégie dans laquelle le service Transition Ecologique est chargé de créer une brigade « *Zéro Déchet* ». Cette brigade sera constituée de volontaires en service civique et devra être encadrée afin qu'elle puisse mener à bien ses missions. Une volonté forte d'amplifier ses actions d'amélioration de la gestion des déchets sur son patrimoine ainsi que de l'accompagnement aux changements de pratiques des locataires vers des gestes plus vertueux et respectueux de l'environnement, est en train de se structurer davantage à ACM Habitat.

La convention actuelle arrive à son terme au 31 août 2022. Aussi, Montpellier Méditerranée Métropole et ACM Habitat souhaitent poursuivre leur engagement commun au travers d'une nouvelle convention de trois ans intégrant la forte ambition de la politique zéro déchet : réduction à la source des déchets par l'installation de composteurs et d'espaces de réemploi, amélioration du tri des déchets et du nettoyage aux abords des résidences, plus forte implication des habitants dans les éco-gestes.

Cette nouvelle convention d'une durée de 3 ans a pour objet de :

- Programmer des travaux d'aménagement de locaux poubelles et de réemploi pour améliorer l'accès des résidents, et prendre en compte l'extension des consignes de tri des emballages et papiers ;
- Réaliser un suivi régulier sur la dotation en bacs des résidences, sur le respect des consignes de tri ainsi que sur le nettoyage des locaux et des abords des résidences ;

- Créer dans les résidences neuves ou réhabilitées des locaux spécifiques pour les encombrants, avec si possible des espaces de réemploi ;
- Equiper les résidences pourvues d'espaces verts en composteurs ;
- Intégrer la mise en place de composteurs dès la conception des nouveaux projets ;
- Optimiser les dispositifs de pré-collecte des déchets grâce à des expertises menées conjointement Métropole/ACM Habitat ;
- Déployer de la communication à destination des habitants sur le geste de tri, le compostage, la réduction des déchets à la source avec un panel d'actions de proximité (communication engageante, animations en pied d'immeuble ...) ;
- Favoriser l'innovation croisée pour répondre aux enjeux de la politique « Zéro Déchet » et anticiper les conséquences des nouvelles réglementations (loi Anti-Gaspillage et Economie Circulaire notamment) ;
- Financer les deux chargés de mission à temps plein salariés d'ACM Habitat : le chargé de mission prévention, de sensibilisation et de coordination de la Brigade zéro déchet et le chargé de mission du référent nettoyage et gestion des déchets.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et ACM Habitat pour l'amélioration de la prévention, de gestion des déchets et du nettoyage aux abords des résidences ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 71 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 14 voix

M. William ARS, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Stéphane CHAMPAY, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Brigitte DEVOISSELLE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Julie FRÊCHE, Mme Eliane LLORET, M. Sophiane MANSOURIA, M. Cyril MEUNIER, M. Mikel SEBLIN, Mme Radia TIKOUK, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-196425-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention ACM - 3M 26 juillet 2022.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Boris BELLANGER, Florence BRAU, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Isabelle MARSALA, Patricia MIRALLES, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Anne RIMBERT, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ

Environnement - Projet interrégional européen "Fleurs Locales" - Expérimentation au domaine de Viviers - Convention de mise à disposition entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Conservatoire des Espaces Naturels (CEN) Occitanie - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire du Domaine de Viviers situé au Nord-Est de son territoire. Ce site constitue une entité foncière de plus de 200 ha regroupant des terres agricoles, des espaces boisés et un grand ensemble de bâti (Mas de Viviers). Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de la Métropole, révisé en 2019, identifie le Domaine de Viviers comme support potentiel de « *ferme ressource* ».

La Métropole et le Conservatoire d'Espaces Naturels d'Occitanie (CEN Occitanie) sont engagés dans un partenariat fort pour l'élaboration d'une stratégie de préservation de la biodiversité sur le territoire. Parmi les thématiques identifiées, des actions conjointes de développement de l'agroécologie et d'intégration des enjeux environnementaux dans les dynamiques agricoles du territoire sont prévues. Une démarche de co-élaboration d'un plan de gestion agroécologique et environnemental du Domaine de Viviers a notamment été engagée.

Avec la nouvelle stratégie définie pour sa politique agroécologique et alimentaire approuvée par délibération du Conseil de Métropole du 25 janvier 2022, la Métropole réaffirme l'objectif partagé de renforcer la résilience agricole et la souveraineté du territoire. Elle s'engage notamment à mettre en œuvre les orientations définies sur son propre patrimoine et à contribuer à la création de référentiels inspirants. A ce titre, le Domaine de Viviers constitue un espace privilégié de déploiement, d'impulsion et d'expérimentation de sa politique agro-écologique et alimentaire.

De son côté le CEN Occitanie est chef de file du projet interrégional sur l'espace Sud-ouest européen (SUDOE) « *Fleurs locales* ». Ce projet réunit des partenaires en France (dans la région Occitanie) ainsi qu'en Espagne et au Portugal. Il a pour objectif de renforcer l'utilisation de semences autochtones pour la restauration d'espaces naturels et d'agrosystèmes en contexte Méditerranéen et d'initier la création de filières régionales de production de ces semences. Plus globalement, ce travail s'inscrit dans la lutte contre l'érosion de la biodiversité et il vise à fournir des solutions aux gestionnaires de milieux naturels et agricoles pour accroître la biodiversité dans ces espaces. Ce projet comporte un volet expérimental durant lequel des cortèges de semences sauvages natives seront testés dans différents sites (milieux naturels et agricoles). Le CEN Occitanie coordonne les expérimentations qui seront menées en France sur 4 sites.

Dans ce cadre, l'opportunité d'un partenariat visant à développer un essai de renaturation à base de semences indigènes sur le Domaine de Viviers a été identifiée, avec deux axes d'intervention :

- La mise en œuvre de travaux de restauration par le semis de semences herbacées sauvages autochtones ;
- La mise en œuvre, sur une durée de 3 ans, d'un suivi phyto-sociologique permettant d'évaluer le potentiel de restauration de ces semences sur les prairies.

Pour permettre la réalisation de l'expérimentation et en accord avec la démarche engagée de plan de gestion du Domaine de Viviers, le partenariat prévoit la mise à disposition à titre gratuit d'un terrain d'une superficie de 1ha, sur une parcelle propriété de la Métropole située à Clapiers. Le CEN Occitanie prend à sa charge les travaux de restauration de la parcelle estimés à 28 000 € HT ainsi que les coûts de conception et de pose de panneaux de communication. Les frais engagés par le CEN Occitanie pour le suivi phytosociologique du site d'expérimentation seront remboursés par la Métropole dans la limite de 8 000 € HT sur justificatifs de dépenses.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Conservatoire d'Espaces Naturels d'Occitanie dans le cadre de l'expérimentation du projet « *Fleurs Locales* » au Domaine de Viviers ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-196329-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention de mise a disposition de foncier_3M_CEN

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Joël RAYMOND, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Environnement - Conventions de déploiement du financement du Plan de Relance relatif aux Projets Alimentaires Territoriaux, pour le programme partenarial de mise en œuvre de la Politique Agroécologique et Alimentaire - Modification de la répartition des montants - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Le Conseil de Métropole du mardi 22 mars 2022, par la délibération n°M2022-86, a approuvé et autorisé la signature des conventions de déploiement du financement du Plan de Relance relatif aux Projets Alimentaires Territoriaux, pour le programme partenarial de mise en œuvre de la Politique Agroécologique et Alimentaire.

La convention N°2021-R76-749 relative à l'attribution d'une subvention à l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale de Montpellier Méditerranée Métropole pour une action sur la thématique « *Offre Alimentaire* » opérée par le ministère de l'Agriculture et de l'alimentation au titre du Programme 362 prévoit les conditions de versement à Montpellier Méditerranée Métropole d'une subvention pour la mise en œuvre de projets. Cette aide de l'Etat de 729 000 € est répartie entre 28 actions portées par Montpellier Méditerranée Métropole, 5 communes du territoire et 6 partenaires. L'ensemble du programme doit être mis en œuvre avant le 31 décembre 2023, et les crédits consommés.

La répartition du calendrier de reversement des subventions par la Métropole aux communes et partenaires porteurs de projets doit être ajustée au calendrier de versement de la subvention par l'Etat à la Métropole, à savoir 65% de la subvention en 2022, 25 % en 2023 et le solde en 2024, nécessitant une révision de l'annexe 1 à la délibération n°M2022-86.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le calendrier révisé de reversement de la subvention de l'Etat aux porteurs des actions lauréates du Plan de Relance, et sa répartition par projet ; entraînant modification de l'annexe 1 de la délibération n°M2022-86 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-198758-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Plan de financement des actions lauréates du Plan de Relance (actualisation du calendrier des versements)

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Joël RAYMOND, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Environnement - Convention pour l'accueil de groupes à l'Ecolothèque entre Montpellier Méditerranée Métropole et les Centres médicaux spécialisés et les crèches sur le territoire de la Métropole - Renouvellement - Autorisation de signature

Monsieur Roger CAIZERGUES, Conseiller Métropolitain, rapporte :

Depuis sa création, l'Ecolothèque accueille des groupes d'adultes ou d'enfants en situation de handicap et des enfants de crèches dans le cadre d'une convention renouvelable tous les ans. Ces usagers, dans le cadre de leur projet pédagogique, sont ainsi autorisés à fréquenter le domaine agricole de 4 hectares (animaux de la ferme, jardins, serre), la médiathèque et de bénéficier sur demande de la mise à disposition d'une parcelle et d'outils pour la pratique agricole. Leurs encadrants sont invités deux fois par an à des ateliers de formation sur les activités dans l'Ecolothèque, animées par l'Ecolothèque. Les projets pédagogiques des groupes sont divers : découvrir la ferme et la nature, augmenter les facultés de concentration et d'attention, gérer les émotions et l'impulsivité, favoriser l'estime de soi et le sens des responsabilités, renforcer les apprentissages, respecter les consignes, éveiller les sens...

En 2021, l'Ecolothèque a accueilli régulièrement 20 crèches et 17 centres médicaux spécialisés soit 7 407 visites pédagogiques. Le nombre de visites en 2021 a été impacté par la pandémie de Covid-19.

La convention annuelle engage principalement :

- L'Ecolothèque : à accueillir les groupes dont la taille est limitée et sur un calendrier défini hors vacances scolaires et mercredis avec les conditions de sécurité réglementaires ;
- L'établissement bénéficiaire : à proposer un projet pédagogique adapté, à assurer l'accompagnement pédagogique et la surveillance des personnes dont il garde l'entière responsabilité et à régler une participation annuelle inscrite dans la délibération des tarifs de l'Ecolothèque pour un montant de 180 € en 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention entre les centres médicaux spécialisés, les crèches et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention annuelle ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-196736-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Exemple de convention Centres 2022-2023.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Julien MIRO, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Hors commission - Soutien à la population ukrainienne - Convention entre la Ville de Lviv, l'Oblast de Lviv, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Depuis le début de l'invasion russe en Ukraine le 24 février 2022, Montpellier Méditerranée Métropole affiche son soutien total à l'Ukraine en se mobilisant pour financer des opérations humanitaires et soutenir le gouvernement ukrainien.

Un dispositif d'accueil de premier niveau a ainsi été organisé, en partenariat avec l'Etat, la Croix-Rouge et le tissu associatif de la ville. Une aide d'urgence de 100 000 € a été votée à la Ville et à la Métropole pour soutenir le gouvernement ukrainien et financer des opérations humanitaires. De nombreux dons de produits de première nécessité ont été collectés à la Maison des Relations Internationales permettant l'envoi d'un convoi, composé d'agents, qui a fait route vers la frontière polonaise.

Face à la permanence de l'urgence de la situation, la Métropole s'engage aujourd'hui encore et souhaite apporter son soutien aux collectivités ukrainiennes, la ville de Lviv et l'Oblast de Lviv (équivalent de la Métropole). Située à l'Ouest de l'Ukraine, à 70 km de la frontière polonaise, Lviv compte près de 720 000 habitants. Fondée au XII^e siècle, Lviv, ancienne capitale austro-hongroise de Galicie, est marquée par un héritage polonais et austro-hongrois. Depuis 1998, le cœur historique de la ville et son ensemble architectural sont classés au Patrimoine mondial de l'UNESCO.

La Métropole apporte son soutien à cette ville et son territoire en organisant plusieurs actions marquantes :

- En premier lieu, une grande collecte de fonds est lancée auprès des agents de la Ville de Montpellier, de la Métropole et du CCAS. Cette opération citoyenne, sera l'occasion de faire preuve de fraternité envers nos collègues de Lviv et d'exprimer notre engagement humanitaire en faveur de cette cause importante. Une régie est ainsi créée permettant de récolter des fonds, l'association Lviv local NGOs étant missionnée pour les remettre à la Ville de Lviv. Un pin's de soutien au peuple ukrainien sera remis à chaque contributeur ;
- Un inventaire est en cours auprès des services afin de lister tout matériel réformé qui pourrait être utile à la Ville et à l'Oblast de Lviv, au regard des difficultés actuelles d'approvisionnement : matériel pédagogique et infantile, matériels informatiques culturels ou sportifs... ;
- Enfin, vingt enfants de Lviv et leurs accompagnants vont être accueillis en août dans un centre de vacances situé à la Grande Motte.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'autoriser le lancement d'une campagne d'aides à la Ville et à l'Oblast de Lviv ;
- D'approuver les termes des conventions entre la Ville de Lviv, l'Oblast de Lviv, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser la prise en charge des frais afférents à la venue d'un groupe d'enfants de Lviv et de son Oblast ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-197502-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Julien MIRO, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Hors commission - Agence de Développement - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Par délibération n°M2021-511 du 23 novembre 2021, le Conseil de Métropole a engagé le processus de création de l'Agence Interterritoriale de Développement pour répondre aux grands enjeux du mandat que sont l'emploi et la transition sociétale.

Les crises climatiques, énergétiques, sociales et économiques transforment l'économie mondiale et impactent le développement de notre territoire. Les modèles d'affaires, les secteurs économiques et l'emploi sont en pleine évolution. Les territoires doivent jouer un rôle stratégique et d'entraînement dans le nouvel écosystème mondial.

Face à cette situation d'urgence, la Métropole complète son action globale en faveur de la transition écologique et solidaire en posant un acte fondateur avec la création de l'Agence de Développement qui vient compléter ses nombreuses politiques publiques déjà engagées dans les transports et mobilités, l'aménagement du territoire et le logement, la santé globale. Cette ambition est menée en partenariat avec la Région Occitanie et les territoires du bassin de vie.

Sur le plan économique, les entreprises subissent les conséquences des différentes crises et doivent s'adapter. Pour autant, les moyens mis en place pour accompagner le changement semblent insuffisants selon le dernier rapport du GIEC, alors que les acteurs économiques constituent un levier essentiel pour conduire à de puissantes transformations du territoire.

Sur le long terme, les coûts de l'inaction s'avéreront nettement plus élevés que les coûts de la transition écologique qui généreront, par ailleurs, d'importantes opportunités pour les entreprises qui auront été les plus réactives et innovantes. A contrario, l'absence de prise en compte de la transition sociétale constitue un risque vital pour la survie des entreprises.

Avec 90% de TPE, Montpellier et son grand territoire est constitué de petites entreprises qui ne disposent globalement pas d'expertises permettant d'engager de manière qualitative cette transition. En proposant des services experts dans l'agence, la Métropole et ses partenaires souhaitent abaisser le seuil d'accès des entreprises à leur transition sociétale tout en favorisant leur croissance économique.

Ainsi, dans un contexte économique fragile (taux de chômage et de pauvreté supérieurs à la moyenne nationale), l'Agence mobilisera de manière complémentaire des expertises et outils autour des leviers à la croissance des sociétés favorisant la dynamique de l'emploi local : culture d'entreprise qui encourage les talents, capacité d'innovation durable, maîtrise des outils d'accélération, de développement commercial, de financement et d'internationalisation...

Ainsi, l'agence a pour objet d'accompagner les acteurs économiques dans leur croissance durable en visant une performance sociale, environnementale et économique sur le bassin de vie de Montpellier.

Elle sera ainsi la première agence de développement interterritoriale entièrement dédiée à la transition écologique et solidaire des entreprises en France, constituant un accélérateur de transformations positives pour développer une économie vertueuse, responsable et performante.

Son ambition se caractérise également par une double alliance historique à la hauteur des enjeux actuels : entre collectivités, mais aussi avec les entrepreneurs et acteurs économiques du territoire. Sa gouvernance sera mixte, pilotée conjointement par les entrepreneurs, acteurs économiques du territoire et par les représentants élus des institutions partenaires.

Les missions de l'Agence consistent à la mise en place de toutes les actions au service des entreprises et des projets économiques favorisant la transition et la croissance durable du grand bassin de vie.

4 axes stratégiques définissent le cadre des missions de l'agence

Axe 1 : Coopérer et atteindre une masse économique déterminante pour positionner le bassin de vie de Montpellier en renforçant l'intelligence collective et les synergies

La Métropole de Montpellier se situe au onzième rang des métropoles françaises de par son poids démographique. Toutefois autour d'elle, plusieurs EPCI disposent d'une importante dynamique démographique et économique. En se fédérant avec les EPCI les plus proches, le grand territoire pourrait atteindre une nouvelle masse critique de près d'un million d'habitants, 35 000 entreprises et 350 000 emplois. En favorisant les synergies et complémentarités entre territoires aujourd'hui non exploitées, l'Agence permettrait au territoire de s'inscrire parmi les grandes aires économiques françaises et européennes.

Axe transverse 1 - Programme 1 : Etablir la première gouvernance économique fédérant les institutions et EPCI du bassin de vie de Montpellier

L'heure économique doit être au rassemblement des forces vives, à la coopération pragmatique. Pour les années à venir, les territoires partenaires font preuve de maturité et souhaitent jouer un rôle de facilitateur et de catalyseur du développement économique sur le bassin de vie en phase avec la dynamique régionale. Tout d'abord en se fédérant pour renforcer la densité d'emplois et d'entreprises, pour coopérer et construire les projets structurants en partageant/maillant nos savoirs faire et outils de développement économique.

La structure sera une agence pionnière pour le grand territoire et s'inscrira en bonne articulation avec les dispositifs existants de la Métropole, de l'Etat et ses agences (BPI, Pôle Emploi, Business France), de la Région et son agence Ad'Occ, des services des EPCI partenaires et de leurs agences, des chambres consulaires, des associations et autres parties prenantes. En se fédérant, notre territoire atteindra une masse économique déterminante permettant de se positionner à l'échelle internationale.

L'agence mettra en œuvre une gouvernance regroupant les institutions du bassin de vie.

Axe transverse 1 - Programme 2 : Création d'un conseil de l'économie et des transitions

Le conseil de l'économie et des transitions aura pour rôle de conseiller et de proposer des grandes orientations et actions économiques stratégiques. Sur le modèle d'un "think tank", il sera composé des représentants des différentes parties prenantes économiques du grand territoire (collectivités et leurs agences, chambres consulaires, entreprises et leurs réseaux, universités et grandes écoles, investisseurs), et d'experts. Il favorise la collaboration entre ces différentes parties prenantes et facilite ainsi le rapprochement de leurs positions et la mise en synergie et cohérence d'actions économiques.

Axe transverse 1 - Programme 3 : Création du comité de coordination des stratégies d'accueil immobilières et foncières des entreprises

Cette instance de dialogue et de concertation regroupe les partenaires sur les questions d'aménagement et d'implantation autour de la compétence immobilière et foncière favorisant ainsi la mise en œuvre concertée de stratégies d'accueil d'entreprises.

Axe transverse 1 - Programme 4 : Études prospectives au service des missions de l'Agence

L'agence réalisera des études prospectives permettant de la positionner en anticipation des transformations économiques. Cela alimentera les réflexions de la gouvernance et permettra la définition des nouveaux outils tout en gardant un temps d'avance sur ses thématiques.

Axe 2 : Favoriser l'essor et l'ancrage des entreprises en misant sur la performance globale et sociétale, facteur déterminant pour toutes les entreprises en développement

Avec 90 % des entreprises qui comptent moins de 10 salariés, notre bassin de vie rencontre des difficultés majeures pour faire croître durablement ses entreprises, avec en sous-jacent des enjeux déterminants d'emplois.

L'objectif de l'Agence sera de faire du bassin de vie la terre des entrepreneurs, un territoire où l'avenir se crée et s'invente ici plus facilement qu'ailleurs, où tous les outils sont mis à leur disposition pour favoriser la croissance vertueuse des entreprises, participant ainsi à la construction d'un territoire ambitieux et conquérant.

Axe 2 - Programme 1 : Inspirer l'esprit d'entreprendre pour tous

L'agence proposera un programme mutualisé pour les territoires portant des actions de sensibilisation à l'entrepreneuriat. Ainsi les territoires proposeront un véritable droit d'entreprendre, en particulier dans l'objectif de favoriser l'innovation à impact sociétal.

Axe 2 - Programme 2 : Favoriser les échanges entre programmes d'incubation d'entreprises, l'animation des tiers lieux

L'agence pourra sur demande de ses membres mobiliser ses équipes pour animer des lieux économiques sur le grand territoire. Elle pourra également faciliter le lien entre les programmes d'incubation d'entreprises innovantes et assurer la mise en réseau avec l'ensemble des pépinières qui maillent aujourd'hui le territoire.

Axe 2 - Programme 3 : Favoriser les partenariats et l'innovation entre acteurs du territoire - Open innovation

La nature des défis environnementaux et sociétaux oblige les entreprises à opérer une révolution dans tous les domaines. Un challenge d'ampleur telle, qu'il nécessite d'ouvrir toutes les portes de l'innovation durable pour accéder rapidement aux solutions émergentes et de rupture développées en dehors de l'entreprise. L'agence aura pour mission de faire du bassin de vie le hub de l'innovation durable qui favorise les coopérations croisées entre les entreprises, PME, comptes clés et les startups locales. Ce circuit court de l'économie, plus résilient et performant favorisera l'ancrage des entreprises.

Axe 2 - Programme 4 : Programmes d'accélération.

L'Agence offrira un accompagnement à la croissance durable à l'échelle du bassin de vie et établira des dispositifs d'accélération avec les partenaires locaux et Ad'occ notamment.

Axe 3 : Activer et accompagner la transition sociétale favorisant le développement d'entreprises vertueuses et pérennes

L'engagement sociétal procure un gain de performance en moyenne de l'ordre de 13 % par rapport aux entreprises qui ne l'introduisent pas, en particulier quand elle relève de l'initiative volontaire et non de mesures contraignantes (France Stratégie). Par ailleurs, 86% des salariés sont prêts à agir contre le changement climatique dans le cadre de leur travail et 2 jeunes sur 3 se disent prêts à renoncer à postuler dans une entreprise qui ne prendrait pas suffisamment en compte les enjeux environnementaux (Climate School).

Pour autant, intégrer l'engagement sociétal au cœur de l'entreprise de l'entreprise s'avère particulièrement stratégique et complexe. Dans une étude du cabinet KPMG ciblant les entrepreneurs en croissance, 56% des répondants indiquent ne pas toujours savoir comment s'y prendre et auraient besoin de ressources et de soutien pour structurer cette démarche.

Notre territoire doit créer les entreprises de demain, celles de la transition durable, afin qu'elles puissent avoir avec leurs salariés un impact sociétal fort sur le territoire tout en renforçant leurs performances économiques.

L'ambition de l'Agence sera d'abaisser le seuil de la transition sociétale en proposant une offre complète et ambitieuse d'accompagnement et de services pour faciliter et optimiser la transformation des entreprises de son territoire. Ainsi, le bassin de vie pourra se positionner comme pionnier de l'économie de demain, écologique et solidaire, en favorisant le développement et la croissance d'entreprises et faire en sorte que chacune participe à la transition économique et écologique du territoire.

Axe 3 - Programme 1 : Devenir le centre de ressource sur la transition sociétale

Le positionnement de l'Agence sur l'engagement sociétal des entreprises s'appuiera sur une maîtrise parfaite de ces sujets. L'agence proposera un contenu pertinent, complet et accessible sur ces sujets et servira de référence dans ces domaines.

Axe 3 - Programme 2 : Sensibiliser et faire prendre conscience les enjeux liés à la transition

L'agence proposera des actions, conférences, parcours de sensibilisation et d'échanges pour susciter l'intérêt et impliquer le maximum d'entreprises dans la transition sociétale. Mais aussi une palette de formations permettant d'accélérer la mise en œuvre de sa stratégie à impact.

Axe 3 - Programme 3 : Accompagnement à la transition écologique et solidaire.

L'objectif sera d'animer et d'accompagner le tissu économique via des chargés de mission experts et des programmes d'accompagnement favorisant sa transformation sociétale et s'intégrer aux parcours d'accompagnement existants.

Axe 3 - Programme 4 : Engager une évaluation et une démarche progrès avec un outil spécialisé, menant vers les labellisations et une communication transparente.

L'outil propriétaire de l'agence sera construit avec les spécialistes nationaux et adapté à notre écosystème local. Parallèlement, un accompagnement dédié sera mis en œuvre auprès des experts de l'impact environnemental et social (Global Compact, Bcorp...) qui permettront aux entreprises d'atteindre des engagements précis.

Axe 4 : Internationaliser le territoire et offrir une attractivité économique renouvelée et singulière, favorisant une identité forte où le futur durable s'entreprend ici

61 % des revenus des entreprises en croissance tricolores ont été générés à l'étranger (EY). Par ailleurs, le déficit commercial Hérault est élevé : - 2.3Md€ soit le plus important déficit commercial de l'Occitanie.

L'internationalisation des entreprises constitue donc un enjeu de premier plan. C'est également, un sujet parmi les plus complexe et risqué à mettre en œuvre pour les entrepreneurs dans un contexte de crise économique et sociétale. L'agence proposera des programmes en partenariats avec les acteurs locaux et nationaux déjà impliqués : Ad'occ, Business France, CCI, CCEF...

Axe 4 - Programme 1 : Accompagnement à l'internationalisation des entreprises

L'agence animera et renforcera l'accompagnement à l'international des entreprises en lien avec notamment l'Agence Régionale Ad'Occ.

Axe 4 - Programme 2 : Programme d'accueil des entreprises internationales via la mise en place d'un dispositif d'accueil spécifique

L'agence offrira un bouquet de services permettant d'accueillir sur le grand territoire les entreprises internationales dans les meilleures conditions. L'objectif est de lever les freins à l'implantation d'entreprise et lui permettre de tester le marché français et européen.

Axe 4 - Programme 3 : Mise en place de partenariats stratégiques ciblant les grands pôles économiques mondiaux

A l'instar des grandes structures économiques, il s'agira de construire un **réseau de partenaires internationaux** facilitant l'accès aux marchés internationaux dans les zones économiques les plus stratégiques. En s'appuyant sur une masse critique d'entreprises élargie au grand territoire, l'Agence pourra nouer des accords économiques avec les grandes destinations économiques : Etats-Unis et Canada, Chine, mais également en Europe, Amérique Latine et Afrique, continent avec lequel les liens ne cessent de se renforcer depuis un an et la tenue du Nouveau Sommet à Montpellier.

Axe 4 - Programme 4 : Appuyer les accords et jumelages des EPCI partenaires

L'agence interviendra à la demande des EPCI partenaires pour appuyer dans leur dimension économique les accords de partenariats économiques et jumelages.

Axe 4 - Programme 5 : Rayonner par une stratégie marketing audacieuse, mettre en lumière les réussites entrepreneuriales locales, fédérer les écosystèmes du bassin de vie par une stratégie événementielle

L'agence sera inédite, attractive et particulièrement en phase avec les entreprises, projets accompagnés ainsi que les générations présentes et à venir. L'intégration de ces principes fondateurs forts dans l'ADN de l'Agence lui donnera immédiatement un positionnement lisible, discriminant et engagé.

En s'appuyant sur l'Agence, nos territoires avec leurs spécificités se situeront dans une position privilégiée pour profiter de ces transformations. Les établissements d'enseignement supérieur, les centres de recherche, les entrepreneurs et les talents sont une force pour agir aux côtés des collectivités locales, citoyens ou associations et accélérer ainsi la transition, la croissance responsable et performante et améliorer la qualité de vie de la population.

De ce fait, le grand territoire participe à un projet historique de coopération basé sur la mise en commun et l'intelligence collective. Cette démarche contribue de par sa singularité à construire une destination économique incontournable. La visibilité offerte permettra de conforter et promouvoir l'excellence du bassin de vie à travers le monde.

La vision novatrice au cœur des enjeux d'aujourd'hui et de demain et autour des coopérations économiques amplifie tout le potentiel et la capacité du grand territoire à faire naître les talents et solutions vertueuses, à inventer un futur durable pour les générations présentes et à venir.

La Métropole et ses partenaires se fixent un objectif à moyen terme de 1 000 acteurs du bassin de vie sensibilisés et engagés dans la croissance durable et la transition environnementale et solidaire chaque année en bénéficiant des services proposés par l'agence.

L'objectif pour l'année 2022 est de finaliser la constitution opérationnelle de la structure et de ses programmes d'accompagnement.

Il est proposé que la Métropole construise l'agence sous la forme associative loi 1901 afin de proposer un outil agile, réactif, flexible, permettant d'associer de nombreux partenaires publics et privés.

L'association aura vocation à accueillir l'ensemble des parties prenantes portant le développement du territoire. Des échanges en cours et à venir permettront de finaliser de manière précise les membres fondateurs et le schéma de gouvernance en délibérant les statuts de la future association permettant par la suite de laisser également les partenaires délibérer et accélérer le processus de création.

Le calendrier prévisionnel prévoit une création de l'association au dernier trimestre 2022 et une mise en service au premier semestre 2023.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le positionnement stratégique et la feuille de route de l'Agence ;
- D'engager le processus de négociation de la création de l'association l'Agence avec les partenaires ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-197759-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Patricia MIRALLES, Céline PINTARD, Bernard TRAVIER

Hors commission - Stratégie MedVallée - Plan d'actions 2022-2026 - Adoption - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Par délibérations du 7 juin et du 23 novembre 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a adopté les principes de l'initiative *MEDVALLÉE* pour promouvoir Montpellier comme pôle mondial d'excellenceS en Santé Globale avec comme devise « *Nourrir-Soigner-Protéger* ».

Montpellier Méditerranée Métropole a engagé dès 2021 l'**initiative MEDVALLÉE**, pour porter un pôle d'excellenceS mondial dans les domaines de la Santé, de l'Alimentation et de l'Environnement. Ainsi, MEDVALLÉE s'appuie sur l'excellence de la recherche dans ces filières pour favoriser la création et l'accélération de richesses et d'emplois sur le territoire de la Métropole et, en accord avec les intercommunalités voisines, sur le bassin de vie montpellierain. Outre le renforcement de chaque filière, MEDVALLÉE privilégie une approche intégrée de « **Santé globale** », (One Health de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS)), pluridisciplinaire et décloisonnée au croisement de ces disciplines, prenant en compte la santé humaine mais aussi l'état des systèmes naturels dont elle dépend.

En favorisant le lien entre la recherche et les écosystèmes d'envergure nationale et internationale présents à Montpellier, MEDVALLÉE contribue directement au nécessaire objectif de souveraineté sanitaire mais aussi alimentaire et économique de la France, au service de la Santé globale des citoyens.

Si la Santé est ancrée dans l'histoire de ce territoire qui accueille la plus ancienne faculté de médecine au monde, la communauté scientifique en agronomie de Montpellier est aussi la plus importante de France. Enfin, l'Université de Montpellier est classée 3^{ème} en écologie au classement de Shangai 2021. Autant d'atouts qui légitiment l'initiative MEDVALLÉE.

À cela, s'ajoutent l'innovation et l'entrepreneuriat qui sont tous deux, des marqueurs forts de Montpellier. La création du Business Innovation Centre (BIC) en 1987, aujourd'hui classé dans le top 5 des incubateurs mondiaux en est la parfaite illustration.

En outre, MEDVALLÉE conforte Montpellier Université d'Excellence (MUSE) qui mobilise les forces de 19 institutions autour d'une ambition commune : faire émerger à Montpellier une université thématique de recherche intensive, internationalement reconnue pour son impact dans les domaines liés à l'agriculture, l'environnement et la santé avec une devise commune : « *Nourrir, Soigner, Protéger* ».

Dynamique économique, visibilité et attractivité de la Recherche, puissance académique, autant de leviers pour la stratégie MEDVALLÉE qui recouvre également la volonté de la Métropole d'une nécessaire sobriété et résilience pour l'environnement.

Une gouvernance innovante, fédératrice et agile :

À l'automne 2021, Montpellier Méditerranée Métropole avec l'État et la Région Occitanie, cofondateurs, ont adopté le principe d'une gouvernance collective et partagée pour construire, ensemble, un projet de territoire.

Cette gouvernance s'organise en deux niveaux :

- Un Comité de pilotage qui réunit les fondateurs, en charge de valider et d'évaluer la stratégie et le plan d'actions sur la période 2022-2026 ;
- La FabriK MedVallée qui réunit les acteurs du monde des entreprises, académique et de la recherche. Elle garantit une mise en œuvre collective des actions et sera partie intégrante du Conseil d'orientation stratégique qui sera mis en place d'ici à la fin de l'année 2022.

MEDVALLÉE Montpellier est également membre de la *French Care* et de la *French Health Care* dont l'objectif est de promouvoir et développer l'excellence de la santé, respectivement en France et à l'international.

Après une phase de préfiguration puis l'adoption du Pacte des fondateurs par la Métropole, la Région Occitanie et l'Etat à l'automne 2021, des travaux collaboratifs avec les représentants de toutes les parties prenantes, ont été menés au sein de 10 ateliers « *La FabriK MEDVALLÉE* » regroupant 250 acteurs, entre décembre 2021 et mai 2022.

La FabriK MEDVALLÉE, pour une mise en œuvre collective de l'ambition formalisée par le Pacte des Fondateurs, réunit les acteurs représentatifs des écosystèmes (entreprises, chercheurs et/ou établissements de recherche, partenaires économiques) au sein d'ateliers favorisant l'interdisciplinarité et propose les axes fédérateurs d'un plan d'actions opérationnel pour l'émergence d'actions transversales et l'identification de projets labellisés MEDVALLÉE.

Stratégie MEDVALLÉE : Plan d'actions 2022-2026 :

- **Une méthode collective et itérative :**

Ces ateliers ont permis de décliner une stratégie planifiée sur la période 2022-2026 afin de conforter Montpellier comme pôle d'excellenceS mondial en Santé globale. La mise en œuvre opérationnelle de ce plan d'actions sera conduite avec les co-fondateurs et les partenaires de la Métropole. Entendues dans un esprit collaboratif et collégial, les propositions qui en sont issues sont le reflet de la diversité des mesures souhaitées et plébiscitées par les acteurs locaux mais aussi nationaux.

Les mesures envisagées favorisent un développement économique exemplaire et répondent aux objectifs suivants :

- *Fédérer les acteurs* et créer des synergies entre les filières santé / environnement / alimentation ;
- *Stimuler le développement économique et l'emploi par l'innovation* en renforçant les liens avec les laboratoires d'excellence du territoire ;
- *Renforcer l'attractivité et la visibilité internationale* de Montpellier en matière de Santé Globale ;
- *Attirer et former des talents* : entrepreneurs, investisseurs, chercheurs et étudiants, avec une attention particulière portée aux jeunes ;
- *Développer des infrastructures performantes et vertueuses* : rééquilibrer l'implantation des entreprises sur l'arc Nord de Montpellier ;
- *Favoriser le recours au digital* ;
- Construire ensemble *une métropole santé globale exemplaire*.

- **Une stratégie en 5 axes :**

- **Une communauté labellisée :**
Émergence et animation de la communauté *MEDVALLÉE* via une charte et un label ;
- **Un accélérateur de croissance et de développement :**
Identification, accompagnement et accélération des projets ;
- **L'innovation comme ADN :**
Hybridation entreprise, recherche et enseignement supérieur ;
- **Ville et territoires démonstratifs :**
Des politiques publiques et des acteurs qui incarnent l'enjeu de Santé Globale ;
- **Un rayonnement national et mondial :**
Ambition et visibilité nationale, européenne et mondiale.

Les axes se déclinent en **15 objectifs opérationnels et 30 actions** dont 50 % seront engagées avant la fin de l'année 2022 (voir annexe 1)

Les Assises MEDVALLÉE du 27 juin 2022 ont réuni 800 acteurs de la Santé Globale au Corum pour présenter la stratégie et l'ambition de fédérer autour de MEDVALLÉE l'identité du territoire.

• **10 Ambassadeurs investis :**

Lors de ces Assises, la Métropole a nommé 10 ambassadeurs, tous représentants emblématiques des trois filières d'excellence MEDVALLÉE (voir annexe 2) : Personnalités remarquables pour leur parcours professionnel, leur notoriété, leur attachement au territoire montpelliérain ainsi que pour les valeurs qu'ils incarnent, en complète adéquation avec celles de MEDVALLÉE. Symboliquement, une œuvre NFT (*Non Fungible Tokens*), réalisée par Monsieur Olivier BONHOMME, artiste montpelliérain, d'une valeur estimative de 1 538,46 € HT, est remise à chaque ambassadeur ou à l'institution qu'ils représentent en raison de leur fonction ainsi qu'aux cofondateurs que sont la Région Occitanie Pyrénées Méditerranée et l'Etat.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'autoriser l'adoption du plan d'actions de la stratégie *MEDVALLÉE* ;
- D'autoriser le don des œuvres NFT aux ambassadeurs et aux cofondateurs ou à leurs institutions ;
- De dire que les crédits seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les actes de cession ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 2 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Tasnime AKBARALY.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-195895-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Annexe 1 _ Plan d'actions stratégie MEDVALEE 2022-2026

- Annexe 2 _ liste des 10 Ambassadeurs

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Christian ASSAF, Christophe BOURDIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Zohra DIRHOSSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Serge GUISEPPIN, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI

Hors commission - Contribution à la stratégie nationale de développement du véhicule autonome - Projet CARRETA : expérimentation pour des droïdes autonomes de logistique urbaine à Montpellier - Avenant à l'accord de consortium - Autorisation de signature

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Le marché de la livraison du dernier kilomètre est en plein essor, avec un taux de croissance annuel composé prévu de 9% jusqu'en 2025. Le dernier kilomètre représente la dernière étape de la chaîne d'approvisionnement de l'e-commerce à travers l'ensemble des agents, opérations et équipements associés et mis en œuvre afin que le colis soit acheminé jusqu'à sa destination finale, soit en zone urbaine, soit en zone rurale. C'est un maillon essentiel de la chaîne logistique. Il convient donc d'étudier différentes solutions (du low tech au high tech) pour répondre à cette nouvelle tendance sociétale, mais aussi de sensibiliser les citoyens-consommateurs à l'impact (social, environnemental, économique...) de leurs achats notamment sur internet.

Par délibération n°M2019-651 en date du 18 novembre 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'expérimentation de droïdes électriques autonomes pour la livraison du dernier kilomètre. L'objectif de cette expérimentation est d'évaluer l'intérêt et les impacts d'une logistique urbaine automatisée, d'en mesurer l'intérêt social, environnemental et économique ainsi que l'acceptabilité par les populations. Cela s'inscrit dans le cadre de l'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) « EVRA : Expérimentation Véhicule Routier Autonome » de l'ADEME.

Le projet de Droïde autonome « CARRETA » est testé à Montpellier. Un droïde est un robot terrestre qui évolue au milieu des humains. Ces droïdes viennent seconder les hommes et les femmes dans le port de charges lourdes afin de leur permettre d'être plus libres dans leurs déplacements. Les droïdes TwinswHeel sont de taille et formes différentes, pouvant porter pour les plus petits des charges jusqu'à 40 kg et pour les plus gros jusqu'à 500 kg. Ces droïdes, 100 % électriques, se déplacent en roulant jusqu'à 6 km/h dans les environnements encombrés, et peuvent atteindre 12,5 km/h dans les lieux dégagés.

En termes d'urbanisme et de ville de demain, il s'agit d'anticiper l'arrivée des véhicules autonomes et ses conséquences, mais également d'envisager les effets en termes sociaux et environnementaux (aide technique apportée et appropriation par les usagers, aide à l'autonomie des personnes en situation de dépendance, réduction de l'accidentologie...).

Suite aux premières évaluations conduites sur le projet Carreta, les défis à relever sont très nombreux :

- Le partage de l'espace public et la sécurité : la place de ces robots sur l'espace public est un défi majeur à résoudre, le véhicule autonome en milieu urbain dense est le plus grand défi de tous les cas d'usages (il est plus simple de faire rouler un robot autonome sur un site fermé ou une navette sur une voie dédiée) ;
- La question de l'acceptabilité sociale : certains citoyens trouvent le concept formidable alors que d'autres y sont réfractaires ;
- La question de l'impact environnemental : si les premiers résultats tendent à montrer que les véhicules automatisés combinés à des espaces logistiques urbains de proximité peuvent permettre une optimisation des flux logistiques, l'impact d'une utilisation accrue des réseaux de télécommunication devra être minimisée ;
- Les études conduites permettront également de mieux évaluer les retombées économiques et également en termes d'emploi.

Aussi, d'autres cas d'usages sont complémentaires à ceux d'ores et déjà envisagés. Le consortium qui réunit aujourd'hui Montpellier Méditerranée Métropole, TwinswHeel, le concepteur des robots, La Poste et STEF, opérateurs de transport, et le pôle de compétitivité CARA, entend intégrer un nouveau partenaire : GRDF.

En effet, intéressé par les opérations de recherche et développement menées, GRDF souhaite tester des solutions de mobilité autonome, innovantes permettant de procéder à des activités de maintenance et respectueuses de l'environnement. L'objectif pour GRDF est de tester un cas d'usage relatif à la surveillance des ouvrages gaz dans les zones piétonnes et à valider la fiabilité des mesures. Dès lors, le cas d'usage de surveillance autonome des réseaux gaz vient s'ajouter aux autres cas d'usages pris en compte dans l'expérimentation.

Le présent avenant a pour objet de préciser les modalités selon lesquelles GRDF devient Partenaire du projet CARRETA et n'a aucune incidence financière pour Montpellier Méditerranée Métropole. GRDF supportera les propres coûts relatifs au développement de ce cas d'usages.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'avenant à l'accord de consortium consistant à associer GRDF au projet CARRETA ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 65 voix

Contre : 12 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-196688-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- DASR - Avenant n1 a laccord de consortium.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Christian ASSAF, Christophe BOURDIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Zohra DIRHOSSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Serge GUISEPPIN, Patricia MIRALLES, Mikel SEBLIN, Bernard TRAVIER

Hors commission - Poursuite expérimentation Covoiturage Klaxit et évaluation de son impact - Avenant n°1 - Convention constitutive d'un "Baromètre du covoiturage sur autoroute" entre Montpellier Méditerranée Métropole, Cyclope et Vinci Autoroutes - Autorisation de signature

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Dans le cadre de sa stratégie mobilités 2025, Montpellier Méditerranée Métropole a fait du développement de l'ensemble des solutions alternatives à la voiture particulière un axe de travail primordial de l'action de son exécutif. Engagée dans le cadre de son PCAET, la Métropole vise une baisse de 27% des émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) du transport de voyageurs à horizon 2026. Alors que le transport routier représentait en 2019, 58% émissions de CO2 du territoire, Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée dans le covoiturage avec une forte mobilisation autour de l'accompagnement des principaux employeurs de son territoire ; la solution Klaxit a notamment été lancée en juillet 2020.

Les liens que la Métropole a historiquement liés avec ces acteurs économiques ont favorisé un développement rapide du réseau autour des bassins d'emplois. La Métropole a ainsi décroché le Prix de la collectivité française ayant accompagné le plus d'employeurs sur son territoire lors du dernier « *Off du Covoiturage* » organisé par Klaxit en juin. La Métropole accompagne à ce jour 37 employeurs dans une démarche avancée de covoiturage pour leurs salariés.

Aujourd'hui, deuxième métropole de France en termes de trajets covoiturés : plus de 69 000 à ce jour, 2 millions de kilomètres covoiturés, 175 000 kg de CO2 évités et plus de 4 300 covoitureurs actifs. Au vu de cette réussite incontestable, la Métropole propose ainsi de prolonger son engagement auprès de Klaxit. Cet engagement doit néanmoins s'avérer plus soutenable dans le temps, c'est pourquoi le service va évoluer dans les prochains mois, permettant à la collectivité de maîtriser cet effort. Une cible de 300 000 € pour cinq mois de fonctionnement sera recherchée. L'effort supplémentaire de la Métropole se traduit dans un avenant à la convention, dont l'objet est d'augmenter le montant initial de la campagne d'incitation financière afin de permettre la poursuite de l'opération

Une stratégie globale sur le covoiturage sera proposée au Conseil de Métropole d'ici à la fin de l'année. Cette stratégie devra permettre la réalisation des objectifs de report modal donnés (1% part modale covoiturage).

L'évaluation de la politique publique menée, au cœur de la demande de rationalisation des efforts portée par l'exécutif, sera accompagnée de données issues d'une convention de partenariat, constitutive du « *Baromètre du covoiturage sur autoroute* » avec les acteurs Cyclope et Vinci Autoroutes. Cette convention permet à la Métropole d'avoir accès à des résultats d'études de la pratique du mode. Un point de mesure a ainsi été créé sur l'autoroute A709 (proche sortie Vendargues). Une caméra est installée et raccordée, nous fournissant après traitement les ratios de véhicules en covoiturage ou non. Une nouvelle campagne de mesure doit avoir lieu en novembre prochain. Il est proposé qu'un montant de 15 000 € soit débloqué pour permettre la bonne mise en œuvre de cette convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la poursuite de l'expérimentation Klaxit ainsi que l'augmentation de l'enveloppe de 300 000 € ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°1 de la convention relative à l'attribution d'une aide financière aux covoitureurs par Klaxit ;
- D'approuver les termes de la convention constitutive du « *Baromètre du covoiturage sur autoroute* » ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-198711-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Baromètre covoiturage A709 - Montpellier Méditerranée Métropole V2.pdf
- Avenant Convention d'Incitatifs financiers Klaxit - Montpellier Méditerranée Métropole_version définitive.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PAPPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Christian ASSAF, Christophe BOURDIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Zohra DIRHOSSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Serge GUISEPPIN, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Patricia MIRALLES, Mikel SEBLIN, Bernard TRAVIER

Hors commission - Développement d'une logistique du dernier kilomètre - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et le groupe La Poste - Autorisation de signature

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Face au défi climatique, Montpellier Méditerranée Métropole a positionné les mobilités en général comme une des priorités du mandat 2020 – 2026. Le 1^{er} février 2021, au travers de la délibération n°M2021-3, le Conseil de Métropole a ainsi adopté sa stratégie mobilités 2025. Cette délibération a permis d'identifier les actions à mettre en œuvre pour transformer de manière significative et durable le territoire. Plus particulièrement, dans le cadre de la mise en œuvre de la Zone à Faibles Emissions (ZFE), le développement de la logistique urbaine décarbonée apparaît indispensable. Plus encore la logistique urbaine du dernier kilomètre permet un meilleur partage, un désencombrement de l'espace public et *in fine* de développer une ville plus apaisée.

La Métropole a également voté un Schéma Directeur de la Logistique Urbaine début 2020 et s'est donné quatre objectifs opérationnels d'ici 2025 : développement de locaux pour la logistique urbaine, mise en œuvre de solutions alternatives au camion diesel, renforcement et mise en cohérence de la réglementation sur les gabarits et les aires de livraison, partage et évaluation de la politique publique mise en œuvre.

Parallèlement le groupe La Poste se dote d'objectifs renforcés dans le déploiement d'une logistique urbaine à zéro ou à faibles émissions. Il se fixe ainsi l'objectif de livrer les 22 métropoles françaises et 225 villes en Europe en mode faibles émissions à horizon 2025. Il est proposé que cet objectif soit mis en œuvre sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

Dans ce contexte et dans une logique d'atteinte d'objectifs ambitieux communs la Métropole et le groupe La Poste souhaitent développer un cadre partenarial de travail au travers l'établissement d'une convention. Cette convention a pour objectifs de converger ensemble vers une logistique urbaine éco-responsable par la décarbonation et la massification à 2026 des flux distribués dans la Métropole et contribuer à la décongestion urbaine, à l'adaptation au changement climatique, à l'amélioration de la qualité de l'air, au développement de nouveaux services et de nouveaux emplois.

Les leviers d'actions suivants ont pu être identifiés :

- 1- Contribuer à la mise en œuvre des 19 actions prévues au Schéma directeur de la logistique urbaine de la Métropole, regroupées en 4 grands thèmes développés par la Métropole : locaux, moyens de transport, réglementation et gouvernance ;
- 2- Décarboner le transport de marchandise en ville par le développement de services, le report modal et le renouvellement des flottes de véhicules ;
- 3- Activer le levier de la commande publique ;
- 4- Réussir la livraison à la 1^{ère} présentation ;
- 5- Participer au test et au développement de nouveaux modèles de service de logistique urbaine ;
- 6- Etudier l'opportunité d'un label logistique urbaine ;
- 7- En matière de gouvernance il est proposé qu'un comité de suivi et qu'un comité de pilotage soient mis en œuvre pour le suivi de cette convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat pour le développement d'une logistique du dernier kilomètre durable à faibles émissions entre Montpellier Méditerranée Métropole et le groupe La Poste ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-199274-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 20220712_Convention LU 3M-GLP.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Agnès SAURAT, Bernard TRAVIER

Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Culture" et opération de soutien aux salles de spectacle - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole fait du développement de l'action culturelle sur son territoire l'un des axes majeurs de sa politique culturelle. A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite accompagner et soutenir les structures œuvrant en ce sens en proposant des manifestations et des projets culturels ayant un rayonnement sur le territoire.

Dans ce cadre, il est proposé d'affecter les subventions suivantes :

1. Attribution de subventions

| Code association | N° dossier | Nom de l'association | Rubrique | Nature | Nom du projet | Montant |
|------------------|------------|-----------------------------------|--------------------|--------|------------------------------|---------|
| 29 | 001555 | Montpellier contacts Radio Clapas | CINEMA | Projet | Les murs ont des oreilles | 5 000 |
| 3449 | 001558 | Grand Ecran 2001 | CINEMA | Projet | Festival film France-Pologne | 1 000 |
| 7531 | 001562 | Association MM | PLURIDISCIPLINAIRE | F | | 35 000 |

2. Complément de subvention

Une subvention de 12 000 € a été attribuée à l'association Centre des arts du cirque Balthazar par délibération n° M2022- 145 du 22 mars 2022. Il est proposé de compléter ce montant de 3 000 €, soit un total de 15 000 € pour le projet PEPS :

| Code association | N° dossier | Nom de l'association | Rubrique | Nature | Nom du projet | Montant |
|------------------|------------|-------------------------------------|----------|--------|--------------------------------------|---------|
| 3845 | 001293 | Centre des arts du cirque Balthazar | THEATRE | Projet | PEPS Pépinière du studio de création | 3 000 |

3. Opération de soutien aux salles de spectacle :

Durement touchées par la crise sanitaire, les salles de spectacle du territoire connaissent des difficultés à maintenir leur activité. En lien avec la Ville de Montpellier, il est proposé de renouveler le dispositif d'aide mis en place en 2020, par le biais de soutien à des projets de résidence. L'association Tout à fond, pour la salle Secret Place située à Saint Jean de Védas, peut ainsi bénéficier d'une subvention au projet d'un montant de 15 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'attribution de subventions et complément de subvention aux associations ci-dessus, sous réserve de la signature d'une convention d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- Dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-197784-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention Fonctionnement 2022 3M.doc
- Convention Projet 2022 3M.doc
- Lettre engagement 2022 Culture 3M.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Agnès SAURAT, Bernard TRAVIER

Hors commission - ICONIC 2022 - Convention de partenariat de coproduction entre Montpellier Méditerranée Métropole et Illusion & Macadam - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole porte une politique volontariste de soutien et de valorisation du secteur des Industries Créatives et Culturelles (ICC), dont l'organisation un rendez-vous annuel destinés aux professionnels du secteur depuis 2018. Cet événement propose différents rendez-vous (conférences, Master class, Ateliers...) dont l'objectif est de permettre des rencontres, échanges entre les différents acteurs de la filière, mais aussi de faire connaître les métiers et actions de la filière auprès d'un large public. Après deux années de pandémies, cette semaine des ICC est ainsi renouvelée dans son format et dans son ambition.

Illusion & Macadam assure la gestion et l'animation de la Halle Tropisme, tiers lieux culturel, héberge des résidents des ICC, des espaces scéniques, des galeries et lieux d'exposition et propose une programmation ouverte sur la ville et à tous. Cette programmation s'articule autour de l'accueil de propositions culturelles et artistiques, de co-productions ou productions d'événements culturels, et mêle expérimentations culinaires, arts, débats d'idées... La Halle Tropisme est située au cœur de la Cité Créative, un quartier dédié aux acteurs des ICC dans lequel se trouve des équipements mutualisés.

Montpellier Méditerranée Métropole et Illusion & Macadam ont décidé de se rapprocher afin de définir une convention de coproduction, en vue de la production en 2022 de ce nouveau rendez-vous intitulé « *ICONIC* ».

Les deux premières éditions ayant réunis jusqu'à 1500 participants professionnels autour d'une trentaine d'événements, (ateliers, hackathon, conférences, workshop, expositions...), l'objectif est désormais de donner une nouvelle envergure à ce rendez-vous en proposant des temps dédiés pour tous les publics : étudiants, jeune public, grand public de la ville et la métropole.

L'enjeu est de présenter et mettre en valeur :

- La richesse créative des industries culturelles et créatives locales et nationales ;
- L'actualité des œuvres et projets développés localement ;
- Les talents du territoire ainsi que la diversité des métiers et savoirs faire mis en œuvre dans le secteur des ICC.

Les parties décident de valoriser l'écosystème local et l'enrichir par l'invitation de personnalités nationales et internationales en programmant des projections de films d'étudiants, des présentations de jeu vidéo, des expositions et rencontres autour des talents et des métiers, des ateliers de découvertes et de pratiques artistiques autour du cinéma, de l'animation, du jeu vidéo et des expériences immersives.

Le programme s'articule autour :

- Trois jours dédiés au jeune public « *MiniICONIC* » au travers de deux rendez-vous, l'un dédié au documentaire « *les grands yeux* », l'autre à l'univers du son et de l'audio « *France Bleu à Hauteur D'enfants* », du 18 au 20 novembre ;
- Une journée des métiers, le 23 novembre avec le rectorat ;
- Une soirée partenaires le 23 novembre (ouverture exposition en avant-première ; performance), une soirée vernissage le 24 novembre ainsi qu'une soirée de clôture le 27 novembre ;
- Des petits déjeuners professionnels du 21 au 23 novembre et des conférences professionnelles le 24 novembre ;
- Une journée professionnelle « *conférence ICONIC* » le 24 novembre ;
- Une exposition grand public, des projections de films d'étudiants, du 25 au 27 novembre.

Montpellier Méditerranée Métropole participe en numéraire à la production de l'événement ICONIC avec un apport de 98 456 € HT.

Illusion & Macadam valorise sa participation à hauteur de 45 100 € HT, en mettant à disposition des espaces, le personnel technique et de sécurité, du matériel technique, ses équipes de production, artistique et de médiation pour le suivi.

La Métropole et Illusion & Macadam piloteront ensemble l'organisation de la manifestation. Il est ainsi proposé une convention de partenariat et de coproduction.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat et de coproduction entre Montpellier Méditerranée Métropole et Illusion & Macadam ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Eric PENSO, Mme Célia SERRANO.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-198996-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention coproduction ICONIC 2022.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Joël RAYMOND, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Politique Agroécologique et Alimentaire (P2A)" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Depuis 2015, Montpellier Méditerranée Métropole conduit une politique agroécologique et alimentaire (volontariste. Le 25 janvier 2022, le Conseil de Métropole a adopté par délibération la révision de la Politique Agroécologique et Alimentaire (P2A), et ainsi défini un nouvel élan pour développer la résilience agricole et la souveraineté alimentaire du territoire de la Métropole.

La P2A vise cinq finalités transversales :

- Proposer une alimentation saine et locale au plus grand nombre et assurer la continuité des approvisionnements ;
- Soutenir localement l'emploi et les revenus agricoles et agroalimentaires ;
- Préserver les ressources naturelles (biodiversité, quantité et qualité des eaux, des sols et de l'air) et le patrimoine paysager ;
- Limiter les émissions de gaz à effet de serre, s'adapter aux évolutions climatiques ;
- Contribuer à la cohésion sociale, au sein de la ville, et entre l'urbain et le rural.

Elle se décline en 5 orientations opérationnelles :

- Façonner un territoire agroécologique ;
- Structurer un approvisionnement durable et résilient ;
- Permettre à tous d'accéder à une alimentation de qualité et choisie ;
- Diffuser les savoirs et promouvoir l'innovation ;
- Construire une gouvernance territoriale agroécologique et alimentaire.

Pour relever ces défis « *de la fourche à la fourchette* », Montpellier Méditerranée Métropole souhaite soutenir la vitalité des acteurs territoriaux. En effet, le dynamisme des acteurs est un moteur essentiel du développement économique, écologique et social et de la transition du système alimentaire territorial. Chaque année, la Métropole soutient ainsi l'action de nombreuses structures qui participent au développement d'un système alimentaire durable :

- Des partenariats structurants ont été construits depuis plusieurs années avec la communauté scientifique de renommée internationale sur ces thématiques, les organisations professionnelles et les têtes de réseaux. Ils continuent à se déployer sur le moyen terme sont généralement reconduits d'une année sur l'autre, parfois avec un cadrage triennal. La Métropole soutient ces acteurs dont l'action vient en appui à la mise en œuvre de la P2A. La convention de partenariat matérialise des objectifs de moyen terme définis en commun ainsi qu'une déclinaison opérationnelle annuelle ;
- Le soutien à des projets opérationnels structurants pour le territoire, qui contribuent à la mise en œuvre des orientations de la P2A, portés par des acteurs inscrits dans un cadre d'échange régulier ou occasionnel ;
- La mobilisation citoyenne autour de l'agroécologie et du développement durable, avec, dès que c'est possible, une harmonisation du calendrier événementiel avec les 4 saisons de l'agroécologie et de l'alimentation durable.

Pour aider ces partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets en 2022, il y a lieu de leur allouer des subventions suivant le tableau ci-dessous :

| 1) Soutien aux partenariats structurants pour l'agroécologie et l'alimentation durable | | | | | |
|--|--|-------------------------|-----------------|--|------------------|
| Code Asso | Nom de la Structure | N° de dossier | Type de demande | Objet de la structure / Projet | Montant attribué |
| 6894 | CIRAD Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement | Metro Dev-001055 | projet | Appui à la mise en œuvre de la P2A. Le CIRAD, l'INRAE et l'Institut Agro se sont engagés dans le cadre d'une convention cadre à mutualiser leurs moyens (expertise, animation, communication, budget, ...) au service de la P2A, autour de 3 axes : 1) approvisionner et nourrir la ville plus durablement, 2) soutenir l'innovation et renforcer l'attractivité du territoire, 3) construire une gouvernance alimentaire active et collaborative. | 5 000 € |
| 765 | INRAE Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement | Metro Dev-001156 | projet | Appui à la mise en œuvre de la P2A. Le CIRAD, l'INRAE et l'Institut Agro se sont engagés dans le cadre d'une convention cadre à mutualiser leurs moyens (expertise, animation, communication, budget, ...) au service de la P2A, autour de 3 axes : 1) approvisionner et nourrir la ville plus durablement, 2) soutenir l'innovation et renforcer l'attractivité du territoire, 3) construire une gouvernance alimentaire active et collaborative. | 5 000 € |
| 1903 | INSTITUT AGRO MONTPEL-LIER | Metro Dev-001049 | projet | Appui à la mise en œuvre de la P2A. Le CIRAD, l'INRAE et l'Institut Agro se sont engagés dans le cadre d'une convention cadre à mutualiser leurs moyens (expertise, animation, communication, budget, ...) au service de la P2A, autour de 3 axes : 1) approvisionner et nourrir la ville plus durablement, 2) soutenir l'innovation et renforcer l'attractivité du territoire, 3) construire une gouvernance alimentaire active et collaborative. | 5 000 € |
| 6983 | INPACT Occitanie | Metro Dev-001052 | projet | Appui à la mise en œuvre de la P2A en 2022 avec comme axes prioritaires : - installation-foncier agricole. Accompagnement de la dynamique d'émergence de projets agricoles et alimentaires communaux. - Sensibilisation agroécologie, - approvisionnement en alimentation locale et durable de la Métropole | 27 000 € |
| 1929 | AGROPOLIS INTERNA-TIONAL | Metro Dev-001110 | fonctionnement | Favoriser les activités du Pôle scientifique constitué par ses membres en mettant en œuvre toutes actions collectives contribuant à accroître la visibilité et l'attractivité de ce pôle. | 75 000 € |
| 7774 | CAVE ET PARTAGE | Metro Dev-001076 | fonctionnement | Préincubés par Alterincub, Cave et Partage souhaite promouvoir un nouveau modèle de production de vin par la création, l'animation et la gestion d'un espace de vinification partagé. | 1 500 € |

2) Subventions de projets opérationnels

| Code Asso | Nom de la Structure | N° de dossier | Type de demande | Projet | Montant attribué |
|-----------|---|----------------------------------|-----------------|--|------------------|
| 1942 | BANQUE ALIMEN- TAIRE | Metro Dev- 001159 | projet | Bocaux solidaires Afin d'améliorer la qualité des produits de l'aide alimentaire, expérimentation de transformation de fruits et légumes produits localement en conserves artisanales, par des opérateurs localisés sur le MIN. Ces bocaux sont distribués via les associations d'aide alimentaire et les Epicerie Sociales et Solidaires. | 8 000 € |
| 6510 | FEDERATION REGIONALE DES CIVAM | Metro Dev- 001161 | projet | Contribution à la Caisse Alimentaire Commune, dans le cadre de l'expérimentation du collectif Territoires à Vives La caisse alimentaire commune est un budget collectif, issu de fonds publics et privés et de contributions citoyennes. Elle est gérée de manière démocratique par un comité citoyen de l'alimentation. Elle vise à favoriser et soutenir l'accès des habitants à des produits sains, produits dans des conditions qui permettent aux agriculteurs de vivre de leur production. | 30 000 €* |

* dont 15 000 € octroyés par l'Etat au titre du Plan Pauvreté

3) Subventions de projets évènementiels et de mobilisation citoyenne

| Code Asso | Nom de la Structure | N° de dossier | Type de demande | Projet | Montant attribué |
|-----------|--|-------------------------|-----------------|--|------------------|
| 7858 | CARI | Metro Dev- 001153 | Projet | Organisation de la 5ème édition du sommet international Désertif'action ONG, scientifiques, collectivités locales, institutions internationales, acteurs du secteurs privés et publics... tous et toutes se donnent rendez-vous à Montpellier du 5 au 8 octobre 2022 pour débattre et partager leur position concernant le domaine de la dégradation des terres à travers les prismes de la désertification, de la protection de la biodiversité, de l'adaptation aux changements climatiques et de leurs conséquences au nord comme au sud. 300 participants du monde entier sont prévus | 10 000 € |
| 5314 | Comité Hérault - CUBA COOPERA- TION | Metro Dev 001152 | Projet | Colloque "l'agriculture urbaine, suburbaine et familiale: l'expérience cubaine". Il s'agit de présenter à Montpellier et sa métropole l'expérience cubaine de l'agriculture urbaine, suburbaine et familiale par l'organisation de la venue d'une délégation cubaine composée de personnes de très haut niveau. Seront organisées des réunions-débats pour différents types de publics (scientifiques, associatifs, institutionnels, grand public), ainsi que des échanges sur le terrain intégrés à la programmation des 4 saisons de l'agroécologie et de l'alimentation durable - automne | 3 500 € |

| | | | | | |
|------|--|-------------------------|--------|--|---------|
| 4763 | MONTPEL- LIER CUBA SOLIDARITE | Metro Dev 001151 | Projet | Colloque "l'agriculture urbaine, suburbaine et familiale: l'expérience cubaine". Il s'agit de présenter à Montpellier et sa métropole l'expérience cubaine de l'agriculture urbaine, suburbaine et familiale par l'organisation de la venue d'une délégation cubaine composée de personnes de très haut niveau. Seront organisées des réunions-débats pour différents types de publics (scientifiques, associatifs, institutionnels, grand public), ainsi que des échanges sur le terrain intégrés à la programmation des 4 saisons de l'agroécologie et de l'alimentation durable - automne | 3 500 € |
| 4664 | MARCHES PAYSANS | Metro Dev- 001158 | Projet | Activités pédagogiques Financement des partenaires de l'association pour la mise en place d'activités pédagogiques sur l'agroécologie et l'alimentation durable auprès du grand public | 3 000 € |

Soit un total de 176 500 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions d'attribution avec les bénéficiaires ;
- D'approuver les termes des conventions ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

Mme Tasnime AKBARALY, Mme Florence BRAU, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Marie MASSART, M. Cyril MEUNIER, M. Yvon PELLET, M. Manu REYNAUD.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-198745-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet de convention de partenariat type

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Hors commission - Parc multi-glisse Gérard Bruyère - Procédure de délégation de service public - Déclaration sans suite et relance de la procédure - Approbation

Monsieur Christian ASSAF, Vice-Président, rapporte :

Classée parmi les métropoles les plus sportives de France, Montpellier Méditerranée Métropole soutient les clubs sportifs de haut niveau et veille à développer la pratique sportive à travers la réalisation d'un véritable réseau d'équipements sportifs structurants qui maille l'ensemble de son territoire.

Par ses délibérations en date du 30 septembre 2015 et du 24 février 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé à la majorité qualifiée des membres du Conseil, que le Parc multi-glisse Gérard-Bruyère est d'intérêt métropolitain et qu'à ce titre, il intègre la liste des équipements d'intérêt métropolitain transférés à Montpellier Méditerranée Métropole au titre des compétences entrant dans le domaine des équipements sportifs tel que défini par les délibérations n°4846 du 18 septembre 2002 et n°4848 du 22 octobre 2002 modifiée.

Lors de la séance du 20 décembre 2019, le Conseil de Métropole a acté l'effectivité du transfert en pleine propriété du Parc Gérard-Bruyère au sein des équipements de la Métropole, conformément aux articles L. 1321-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

Le Parc multi-glisse Gérard-Bruyère situé à l'entrée de la Commune de Baillargues entre la RN 113 et la RD 26 E est un équipement hybride qui a deux fonctions. Il s'agit d'un ouvrage hydraulique pour gérer les crues (entonnement amont des crues du ruisseau Las Fonds, restitution des débits écrêtés par les bassins à l'aval du projet) et d'un parc naturel urbain essentiellement constitué d'un plan d'eau permettant la pratique du téléski nautique et du wakeboard.

Le projet de Parc multi-glisse Gérard-Bruyère s'étendra sur une superficie de 12 ha à l'Ouest de la Ville de Baillargues et permettra de lier les activités de détente et de promenade propres à un parc naturel classique aux activités de sports de glisse comme le roller et le wakeboard, activité sportive très prisée et en fort développement en France et en Europe.

Le Comité Technique, le 18 mars 2021, et la Commission Consultative des Services Publics Locaux le 19 mars 2021, se sont prononcé favorablement sur le choix du recours à une délégation de service public (DSP) pour gérer le Parc Gérard Bruyère.

Par une délibération n°M2021-181, en date du 29 mars 2021, le Conseil de Métropole a voté à la majorité des voix exprimées en faveur de ce choix d'une gestion déléguée.

Dans ce cadre, la Métropole a lancé une procédure de délégation de service public selon les dispositions du Code de la commande publique (CCP) et du CGCT. La date limite de remise des plis était fixée au 16 septembre 2021 à 12h. Un seul candidat a remis une offre.

Lors d'une réunion en date du 14 octobre 2021, la Commission de Délégation de Service Public a procédé à l'analyse des candidatures et a considéré que, sur la base des critères de sélection des candidatures énoncés dans l'avis d'appel public à la concurrence, le candidat disposait des capacités techniques et professionnelles pour que son offre soit analysée. La société candidate a cependant présenté une offre irrégulière car ne répondant pas aux exigences minimales du dossier de consultation.

Après une phase de négociation avec le candidat, ce dernier a souhaité maintenir son offre initiale.

Tenant à l'absence d'offre régulière, Montpellier Méditerranée Métropole doit déclarer sans suite la procédure lancée par la délibération n°M2021-181 et relancer une nouvelle consultation dont le cahier des charges sera modifié.

Le rapport annexé à la présente délibération rappelle le projet et les objectifs de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi que les différents modes de gestion. Ce rapport précise les principales caractéristiques du futur contrat dans le cadre d'une relance de la procédure de délégation de service public.

Le Comité Technique qui s'est réuni en séance le 12 juillet 2022 et la Commission Consultative des Services Publics Locaux lors de sa séance du 18 juillet 2022, ont rendu un avis favorable sur la relance d'une procédure dans le cadre d'une délégation de service public.

Conformément à l'article L. 1411-4 du CGCT, il est proposé au Conseil de Métropole de se prononcer sur le principe du recours à une délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du Parc multi-glisse Gérard Bruyère.

Les principaux éléments de ce rapport sont rappelés ci-après.

A. Rappel des objectifs de la Métropole

Les objectifs sont les suivants :

- Créer un espace naturel public de détente et de loisirs ;
- Contribuer au développement de la pratique d'un sport de glisse en plein essor, le wakeboard ;
- Développer les synergies et les dynamiques avec les autres sports de glisse pratiqués sur notre territoire, comme le kitesurf, le skateboard ou encore la trottinette ;
- Favoriser et développer la pratique des sports de glisse émergents auprès des publics scolaires et des associations sportives du territoire ;
- Développer l'attractivité touristique de la Métropole ;
- Contribuer au développement territorial local à l'échelle métropolitaine, régionale et nationale.

B. Présentation des différents modes de gestion

Deux modes d'organisation s'offrent à la Métropole pour l'exploitation du Parc :

- La « *gestion publique* », c'est-à-dire par la collectivité directement (régie dotée de la seule autonomie financière) ou encore au travers d'un établissement public (régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière – établissement public). On peut rattacher à cette gestion publique, un (ou plusieurs) marché public pour réaliser tout ou partie des missions (surveillance, entretien, travaux...). Dans ce cadre les investissements sont portés et réalisés par Montpellier Méditerranée Métropole.

ou

- La « *gestion déléguée* », où l'exploitation du service est confiée à un tiers : cette gestion prend principalement la forme d'une concession de service public ou délégation de service public pour les collectivités territoriales (L. 1411-1 du CGCT et L. 1121-3 du CCP). Dans ce cadre une partie des investissements est portée et réalisée par le délégataire.

Chacun des deux scénarios a fait l'objet d'une analyse basée sur les 5 critères, le contrôle du service, la qualité du service, la gestion du personnel, les risques et le portage financier des investissements. L'analyse comparative des deux scénarios, développée dans le rapport annexé à la présente délibération, permet de conclure que le scénario 2, gestion déléguée, est plus adapté aux objectifs de Montpellier Méditerranée Métropole pour ce projet d'exploitation en particulier.

Le recours à la gestion déléguée présente les avantages suivants :

- Transfert du risque d'exploitation sur le futur titulaire ; il s'agit du risque lié au financement mais surtout lié à l'exploitation :
 - o Une activité nouvelle sur le territoire dont la rentabilité est à ce jour estimative ;
 - o Le risque lié à la gestion de personnel ayant des contrats courts du fait de l'activité saisonnière ;
 - o Le risque lié à des activités accessoires non maîtrisées habituellement par le service public (restauration, boutique, location de matériels...) ;
 - o Maîtrise du coût d'exploitation ;
- Faire appel aux compétences et à l'expérience des opérateurs privés pour exploiter une activité de téléski nautique.

En conclusion, il est proposé de recourir à une délégation de service public pour l'exploitation du Parc multiglisse Gérard-Bruyère.

C. Caractéristiques du futur contrat

1. Objet du contrat

Le contrat aura pour objet l'exploitation et la gestion des activités sportives et des activités accessoires du Parc Gérard-Bruyère. Outre les investissements à réaliser, la Métropole souhaite confier au délégataire la gestion et l'exploitation du parc conformément au périmètre géographique déterminé par le contrat.

2. Durée du contrat

La durée du contrat sera de 20 ou 25 ans en fonction des investissements demandés au délégataire qui sont à amortir, conformément à l'article L. 3114-7 du CCP. Le contrat prendra effet à compter de la notification du contrat de délégation.

3. Nature des principales missions confiées au délégataire et obligations de service public

Principales missions :

Le délégataire assurera la gestion du service public au travers, notamment, des missions suivantes :

- Le financement et la réalisation des investissements qui lui sont confiés ;
- L'exploitation, la gestion, la maintenance et le renouvellement des téléskis nautiques ;
- L'accueil du public et l'organisation des activités sportives et ludiques ;
- La surveillance et la sécurité relatives aux ouvrages et équipements mis à sa disposition ;
- L'exploitation, la gestion, la maintenance et le renouvellement des biens en lien avec les activités accessoires (restauration, boutiques, autres activités de loisirs nautiques...) ;
- Les travaux d'entretien et de réparation des équipements mis à sa disposition ;
- Les travaux de renouvellement des équipements mis à disposition ;
- L'entretien et le nettoyage des espaces verts des talus du bassin principal, de l'île et du parvis, de la zone d'entrée du parc, des espaces situés autour du restaurant ;
- La gestion, l'entretien, la maintenance et le nettoyage du parking de stationnement ;
- La remise à niveau de l'eau des bassins (principal et secondaire) ;
- La réalisation des analyses réglementaires de qualité de l'eau type ARS ;
- L'entretien et le nettoyage du bassin principal ;
- L'entretien, le nettoyage et le renouvellement des pontons ;
- L'entretien et la maintenance de la membrane et des empièvements du bassin principal ;
- L'éclairage intégral du parc et des équipements (consommation et renouvellement) ;
- L'entretien, maintenance et le renouvellement des portails d'accès aux sites ;
- L'entretien, la maintenance et le renouvellement des pistes du parc ;
- L'accueil et l'organisation des compétitions et des événements sportifs ;
- Le recrutement, la formation et l'encadrement de son personnel
- L'organisation de la sécurité des personnes en réalisant tous les contrôles prévus par la réglementation ;
- Le développement commercial et la visibilité de l'équipement.

Obligations de service public :

Le délégataire devra notamment :

- Assurer le fonctionnement des téléskis nautiques sur une grande période de l'année (maximum 3 mois de fermeture annuelle de l'activité) ;
- Réserver trois jours d'utilisation totale de l'équipement à destination de Montpellier Méditerranée Métropole (sans mise à disposition des téléski nautiques) ;
- Assurer une tarification spécifique pour l'accueil de manifestations fédérales et les compétitions nationales ainsi que pour l'accueil d'associations, de centres de loisirs et des scolaires ;
- Proposer des activités non polluantes sur le site.

Investissements :

La délégation permet de demander la réalisation de certains investissements par le délégataire, si ces derniers sont étroitement liés au projet d'exploitation. Ces investissements, biens de retour, seront remis à la Métropole à la fin normale du contrat.

Les investissements attendus sont *a minima* les suivants :

- Un téléski nautique « *full size* » de 6 accrocheurs minimum ;
- Un téléski bi-poulies ;
- Un bâtiment d'accueil et d'exploitation de 200 m² minimum.

Les candidats pourront librement proposer des investissements complémentaires qui permettraient d'améliorer la rentabilité de l'exploitation.

Entretien, renouvellement et GER (Gros Entretien et de Renouvellement) :

La Métropole mettra à la disposition du délégataire l'ensemble des biens, ouvrages et équipements affectés au service qui lui feront retour, gratuitement et en bon état d'entretien et de fonctionnement, au terme du contrat.

Le délégataire procédera au renouvellement des biens et équipements et sera responsable du nettoyage, de l'entretien courant et de la maintenance courante des biens et installations dont il a la charge.

L'entretien, la maintenance et le renouvellement des ouvrages techniques liés à la fonction hydraulique d'écrêtement des crues et de traitement d'eau ainsi que les charges afférentes restent à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

4. Conditions financières

Le délégataire sera rémunéré par les usagers du service.

La grille tarifaire s'accordera avec la politique sportive de Montpellier Méditerranée Métropole. Cette grille sera votée par l'assemblée délibérante lors du choix du délégataire.

La convention prévoira les modalités d'un intéressement de la Métropole aux résultats de l'exploitation du service délégué.

La Métropole pourra également verser une participation forfaitaire liée aux investissements réalisés par le délégataire.

Cette subvention sera forfaitaire, versée à la réception des investissements à réaliser par le délégataire, et ne pourra pas représenter plus de 30 % du montant des investissements de premier établissement réalisés par le délégataire avec un plafond fixé à 1 200 000 € net de toutes taxes.

5. Rôle de la Métropole en tant qu'autorité organisatrice

La Métropole dispose d'un droit d'accès permanent au Parc et aux installations afin de permettre les interventions qui relèveront de son périmètre d'intervention, notamment pour ce qui concerne la gestion des installations de traitement d'eau et pour la surveillance des ouvrages hydrauliques de lutte contre les inondations.

Montpellier Méditerranée Métropole dispose d'un droit d'information et de contrôle permanent du service délégué.

Le délégataire produira chaque année un rapport comportant, notamment, les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation et une analyse de la qualité du service.

Des rapports trimestriels et annuels seront également demandés et présentés par le délégataire aux représentants de la Métropole.

6. Conditions principales d'exécution du service et fin du contrat

Le délégataire assurera l'exploitation du service à ses risques et périls.

En fin de convention les biens de retour seront remis au délégant en parfait état de fonctionnement.

Les cas de fin de contrat sont prévus au programme de la consultation, dont la résiliation pour motif d'intérêt général, à l'initiative de la Métropole. Des clauses sur les effets de l'expiration du contrat et la continuité du service public seront également prévues.

7. Principales modalités de consultation

La procédure de publicité et de mise en concurrence sera organisée dans le cadre des dispositions du CGCT et notamment de ses articles L. 1411-1 et suivants et R. 1411-1 et suivants, ainsi que des dispositions du CCP.

Il est proposé de recourir à une procédure ouverte dans laquelle les candidats seront invités à remettre simultanément leur dossier de candidature et d'offre. Les candidatures et les offres seront appréciées selon les critères définis au dossier de consultation des entreprises.

Une prime sera versée à chaque candidat ayant remis une prestation conforme au règlement de consultation d'un montant de 30 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De déclarer sans suite la première procédure de délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du Parc multiglisser Gérard Bruyère ;
- De réaffirmer le principe d'une délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du Parc multiglisser Gérard Bruyère ;
- D'approuver le contenu des caractéristiques des prestations que devra assurer le délégataire dans le cadre de la relance de la procédure, telles que définies dans le rapport de présentation annexé, étant entendu qu'il appartiendra ultérieurement à Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant d'en négocier les conditions précises conformément aux dispositions des articles L. 1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;
- De dire que le montant de la prime versée à chaque candidat ayant remis une prestation conforme au règlement de consultation sera de 30 000 €,
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la procédure de publicité requise
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 69 voix

Contre : 14 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-195437-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Rapport choix du mode de gestion PGB.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Isabelle MARSALA, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Sports" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Christian ASSAF, Vice-Président, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Chaque année, la Métropole soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives collectives concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer des subventions conformément au tableau ci-dessous :

| Code | Structure | Numéro du dossier | Type | Montant attribué |
|------|--|-------------------|----------------|------------------|
| 7048 | Comité d'organisation <i>Matchs de l'équipe de France de basket-ball</i> | 000906 | Projet | 25 000 € |
| 7573 | Fédération Française de Cyclisme <i>Championnat de France de BMX</i> | 000902 | Projet | 13 000 € |
| 7870 | Fédération Française de Volley-ball <i>Matchs de l'équipe de France de volley-ball</i> | 000907 | Projet | 30 000 € |
| 702 | Montpellier Beach Volley <i>Beach Masters</i> | 000804 | Projet | 10 000 € |
| 7872 | Montpellier Breaking Métropole | 000909 | Fonctionnement | 10 000 € |
| 1928 | Montpellier Triathlon | 000809 | Fonctionnement | 5 000 € |
| 1417 | Montpellier Université Club Baseball Softball (Barracudas) <i>Championnat d'Europe de baseball féminin</i> | 000823 | Projet | 5 000 € |
| 6935 | Ped Tanca <i>Mondial de la Pétanque</i> | 000903 | Projet | 80 000 € |
| 6896 | Tambourin Club Cournonterralais <i>Coupe d'Europe de Tambourin</i> | 000868 | Projet | 3 000 € |
| 1225 | Montpellier Métropole Futsal | 000910 | Fonctionnement | 5 000 € |
| 7861 | MHSC Volley-Ball | Incomplet | Fonctionnement | 480 000 € |

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Nicole MARIN-KHOURY.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-195350-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Isabelle MARSALA, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Hors commission - Attribution de subvention dans le cadre de la thématique "Sports" - Critérium des Cévennes - ASA Hérault - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Christian ASSAF, Vice-Président, rapporte :

Forte de son important tissu associatif et d'un maillage territorial d'équipements fin et qualitatif Montpellier Méditerranée Métropole soutient le sport pour tous, le sport de haut niveau et les manifestations sportives dont l'audience et les retombées médiatiques présentent un intérêt national ou international ou participent à la promotion et à la cohésion de son territoire. Ces initiatives collectives concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer des subventions. C'est dans ce contexte que la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole participent chaque année à l'organisation du Critérium des Cévennes, manche du championnat de France des rallyes.

Afin d'accompagner l'association ASA Hérault dans la mise en œuvre de la 63^{ème} édition du Critérium des Cévennes qui se déroulera du 27 au 29 octobre 2022 il est proposé d'attribuer la subvention suivante :

| CODE | STRUCTURE | NUMÉRO DE DOSSIER | TYPE | MONTANT ATTRIBUÉ |
|------|-------------|-------------------|--------|------------------|
| 844 | ASA HERAULT | 000873 | PROJET | 40 000 € |

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention d'attribution ;
- D'approuver les termes de la convention d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 71 voix

Contre : 12 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-199781-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONVENTION ASA HERAULT.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Hors commission - Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée - Soutien de Montpellier Méditerranée Métropole au territoire émergent de Montpellier/Grabels - Convention de prestation de service entre la Ville de Montpellier, la Ville de Grabels et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisations de signature

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

L'expérimentation Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée (lois n° 2016-231 du 29 février 2016 et n° 2020-1577 du 14 décembre 2020) permet aux territoires de mettre en place un modèle économique innovant, visant à résorber le chômage de longue durée en créant des emplois utiles non concurrents de l'existant, financés en partie par un fonds d'expérimentation national créé par la loi.

Ce projet s'appuie sur le droit à l'expérimentation des collectivités et leurs groupements prévus par l'article 72 de la Constitution.

Le projet repose sur trois hypothèses :

- « Personne n'est inemployable » : tous les chômeurs de longue durée ont des compétences inutilisées qui peuvent être mobilisées ;
- La privation d'emploi coûte cher à la collectivité : les coûts des prestations liées à la privation d'emploi pourraient être utilisés pour créer des emplois ;
- De nombreux besoins sociaux, économiques et environnementaux sont peu ou pas couverts, car pas assez rentables pour le marché privé ou parce mal repérés à l'échelle de certains territoires.

Après une première expérimentation lancée sur 10 territoires par la loi du 29 février 2016, une nouvelle loi du 14 décembre 2020 étend l'expérimentation qui bénéficiera à 50 nouveaux territoires au moins. Le décret d'application n° 2021-1742 du 22 décembre 2021 modifiant le décret n° 2021-863 du 30 juin 2021 précise les modalités d'application de la loi, et le cahier des charges de l'appel à projet (arrêté du 7 juin 2021) permet aux projets émergents de candidater durant 3 ans en vue d'une labélisation en tant que territoire d'expérimentation.

Ce projet nécessite une forte adhésion et co-construction des acteurs du territoire réunis en « *Comité Local pour l'Emploi* » pour préciser le territoire d'expérimentation, identifier les activités utiles qui pourraient faire l'objet de créations d'emploi supplémentaires, les personnes durablement privées d'emploi, définir les objectifs de l'expérimentation et la suivre. Les activités et les emplois nouvellement créés (activités utiles) seront portés et organisés par une (ou des) « *Entreprise(s) à But d'Emploi* » (EBE), qui sont des entreprises de l'Economie Sociale et Solidaire.

Les communes de Montpellier et Grabels se sont engagées à mener une expérimentation TZCLD et proposent de mettre en place cette dernière sur un territoire à cheval entre les quartiers Hauts de Massane à Montpellier et La Valsière à Grabels.

Montpellier Méditerranée Métropole, qui dispose de la compétence « Politique de la Ville » d'une part et « Interventions Economiques » d'autre part s'implique dans ce projet en apportant son soutien en ingénierie aux communes de Grabels et Montpellier, en vue de la préparation d'une candidature à l'habilitation dans le cadre de la loi d'expérimentation sus-citée, au premier semestre 2024.

Une convention de partenariat est convenue entre les 3 parties pour définir les modalités de coopération dans le cadre de la prestation de service (articles L. 5111-1 et L. 5214-16 du Code Général des Collectivités Territoriales) dont les principaux axes d'intervention seront les suivants :

- Organiser, co-animer et participer aux travaux du « Comité Local pour l'Emploi », instance de gouvernance et de suivi de l'expérimentation.
- Rechercher tous financements et partenariats utiles au projet.
- Rédiger, de manière collaborative la candidature du territoire émergent à l'expérimentation Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de prestation de service entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et la Ville de Grabels ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-196796-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention de prestation TZCLD.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Développement économique" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Chaque année la Métropole soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

1) Attributions de subventions section de Fonctionnement

| « THEMATIQUE : Développement Économique » | | | | | |
|---|--|---------------|-----------------|---|------------------|
| Code Asso | Nom de la Structure | N° de dossier | Type de demande | Titre du Projet | Montant attribué |
| 1367 | Centre des Jeunes Dirigeants de Montpellier | 001073 | Fonctionnement | Soutien Fonctionnement du CJD (Entre des Jeunes Dirigeants) | 5 000 € |
| 6949 | Chambre Professionnelle du Conseil en LR | 000999 | Projet | Professionnaliser les membres, monter en compétences des adhérents afin de mieux répondre aux besoins des entreprises du territoire | 5 000 € |
| 7469 | La Cav'Coop de Murviel | 001155 | Projet | Etudes sur le volet montage juridique du tiers lieux (Cf délibération M2022-51) | 10 000 € |
| 5577 | Centre Hospitalier Régional Universitaire de Montpellier | 001145 | Projet | Extracteur d'Innovation du CHRU | 40 000 € |
| TOTAL | | | | | 60 000 € |

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, Mme Florence BRAU, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, M. Cyril MEUNIER, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20220726-196710-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention Financement CJD 2022.docx
- Convention Financement CPCO 2022.docx
- Projet Convention extracteur innovation CHU 2022.docx
- CONVENTION DE PARTENARIAT 2022 MMM-CaveCoopMurviel V1.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Hors commission - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et Le Point pour la co-organisation de la sixième édition de Futurapolis à Montpellier - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Le Point est une société éditrice de publications de presse dans le domaine de l'information à forte valeur ajoutée. Dans le cadre de ses activités éditoriales, *Le Point* organise des conférences d'information et de réflexion de haut niveau, animées par la rédaction et faisant intervenir des experts reconnus dans chacun des thèmes abordés. La conception et le contenu de ces manifestations sont confiés à la rédaction du *Point*, qui apporte son expertise dans le respect des règles déontologiques et d'indépendance propres à la presse. Une équipe spécifique du *Point* apporte son savoir-faire dans l'organisation de ces manifestations, et propose à des partenaires de les parrainer et de participer à leur organisation dans le cadre de leur politique institutionnelle.

Le Point organisera les 7 et 8 octobre 2022 à l'Opéra Comédie de Montpellier une manifestation publique, dont l'accès pour les participants sera gratuit sur inscription dénommée « *Futurapolis* ».

Afin de soutenir cet événement qui participe au rayonnement de son territoire, la Métropole s'engage à mettre à disposition du jeudi 6 au dimanche 9 octobre 2022 l'Opéra Comédie de Montpellier.

Montpellier Méditerranée Métropole participera aux frais techniques de la manifestation à hauteur de 30 000 € HT.

Ces engagements sont précisés dans une convention entre la Ville de Montpellier, la Métropole et *le Point*.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et *le Point* ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-195795-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention de coorganisation de FuturapolisSanté 2022.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Hors commission - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et Midi-Libre pour la co-organisation de la troisième édition du Forum "Le Monde Nouveau" à Montpellier - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Produit par le Groupe La Dépêche du Midi qui souhaite encourager et accompagner le développement de solutions durables et innovantes sur la Région Occitanie autour des grands enjeux environnementaux et sociaux de demain, le forum « *Le Monde Nouveau* » constitue une opportunité unique pour bâtir un projet impliquant tous les acteurs du territoire, attirer l'attention sur les initiatives engagées pour une économie verte et solitaire et faire de cet événement une expérience collective inoubliable.

En mars 2019, *Midi-Libre* a organisé la 1ère édition du forum « Le Monde Nouveau », événement qui a réuni près de 7 200 visiteurs à Perpignan, 35 partenaires exposants, 70 intervenants experts de renom. La seconde édition du forum « *Le Monde Nouveau* » s'est déroulée à Montpellier, du 30 septembre au 3 octobre 2021.

La troisième édition du forum « *Le Monde Nouveau* » se déroulera au Corum - Palais des Congrès de Montpellier, du 29 septembre au 1er octobre 2022 avec comme thématique majeure : « *Accélérer* ». Le temps est en effet à l'action et en cette année 2022 le Forum « *Le Monde Nouveau* » mettra à l'honneur les actions et les projets qui avancent, qui voient le jour, qui grandissent, qui fleurissent et qui montrent que le changement est possible.

Il est dans ce cadre proposé une convention de partenariat entre *Midi-Libre*, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour co-organiser cet événement. Le groupe de presse s'engage notamment à promouvoir l'évènement et à être présent sur le forum, la Ville de Montpellier et la Métropole s'engagent à apporter une participation financière fixe, forfaitaire et non révisable de 60 000 € TTC (30 000 € chacun) pour l'année 2022. La Métropole mettra également à disposition des espaces du Corum et à habiller une rame de tramway pour promouvoir l'évènement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole

- D'approuver les termes de la convention entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et *Midi-Libre* ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-197993-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention salon nouveau monde v3.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Hors commission - Modification du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de modifier le tableau des emplois et des effectifs de la manière suivante :

Certaines créations et évolutions de postes découlent de la nouvelle organisation des pôles Sports, Stratégie Foncière et Immobilière et Moyens généraux. Par ailleurs, cette nouvelle organisation comprend de nouveaux services communs Ville et Métropole qui nécessitent la création de postes au sein de la Métropole et la suppression de postes au sein des services de la Ville de Montpellier. Ainsi, parmi les 196 postes créés par la présente délibération, 125 correspondent à des mutualisations.

Il convient de préciser que pour les emplois permanents créés, mis en conformité avec le grade de l'agent ou transformés dans la présente délibération, il pourra être fait appel à un agent non titulaire, en application des dispositions de l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé. Les spécificités de ces emplois permanents nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine concerné. Leur niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire des cadres d'emplois concernés, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération.

I- Créations de postes :

Il est nécessaire, de créer au tableau des emplois et des effectifs les postes mentionnés dans l'**annexe 1** ci-jointe.

II- Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi :

Les emplois permanents pour lesquels il est nécessaire d'ajuster le ou les cadres d'emplois d'accès aux postes sont mentionnés dans l'**annexe 2** ci-jointe.

III- Transformations de postes

Les emplois permanents qui connaissent une évolution substantielle, sont mentionnés dans l'**annexe 3** ci-jointe.

IV- Ouvertures de postes aux agents non titulaires :

Conformément à l'article 3-3-2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, modifiée par l'article 21 de la loi n°2019-828 du 6 août 2019, un emploi permanent du niveau de la catégorie A, B ou C peut être occupé par un agent contractuel lorsque la nature des fonctions ou les besoins des services le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté.

Ainsi, en raison des tâches à effectuer, il est proposé l'établissement de contrats à durée déterminée d'une durée de trois ans maximum, renouvelable par reconduction expresse, la durée des contrats successifs ne pouvant excéder un total de six années.

Les spécificités de ces emplois permanents nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine concerné. Leur niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire des cadres d'emplois concernés, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération.

Il convient d'autoriser le recrutement d'agents contractuels sur les emplois permanents mentionnés dans l'**annexe 4** ci-jointe.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De modifier le tableau des emplois et des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole en tenant compte des créations, des mises en conformité, des transformations et des ouvertures de postes aux agents non titulaires citées en annexes ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 5 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-199975-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- ANNEXE 1 Créations Conseil 220726.pdf
- ANNEXE 2 MEC Conseil 220726.pdf
- ANNEXE 3 Transformations Conseil 220726.pdf
- ANNEXE 4 Ouvertures Conseil 220726.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Hors commission - Recours au dispositif d'apprentissage - Modification du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole fait régulièrement appel à des centres de formation afin de pouvoir accueillir des apprentis au sein de ses services.

L'apprentissage constitue un axe fort de la politique d'insertion sociale et professionnelle des jeunes. Il présente un intérêt certain pour les jeunes accueillis et notamment ceux en situation de handicap en leur proposant un mode d'insertion professionnelle durable grâce à l'obtention d'un niveau de qualification et une expérience adaptée. Il permet à des personnes âgées de 16 à 29 ans (sans limite d'âge concernant les travailleurs handicapés) d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application dans la collectivité. Cette formation en alternance est sanctionnée par la délivrance d'un diplôme ou d'un titre. D'autre part, il permet de tisser des liens durables avec les centres de formation sur des métiers et compétences recherchées par la collectivité. L'apprentissage est ainsi un formidable levier pour anticiper des besoins de recrutement ou des apports réguliers d'innovation, tout en répondant à un objectif de mission de service public par le soutien à l'emploi et à la qualification des jeunes. Enfin, il permet d'envisager au terme de leur formation, une intégration dans les effectifs de la Métropole, et contribue ainsi à la formation professionnelle de ces jeunes au sein du bassin d'emplois.

A la suite de la délibération du 31 mai 2022 autorisant la création de 16 nouveaux contrats d'apprentissage, il est proposé de conclure 6 contrats supplémentaires, afin d'accueillir 10 nouveaux apprentis pour des qualifications et des domaines d'intervention très variés : communication, informatique, ressources humaines, finances, politique internationale. Le choix des apprentis sera réalisé par la Collectivité. Ce dispositif pourra être reconduit d'une année supplémentaire en cas de redoublement d'un apprenti.

Le maître d'apprentissage sera inscrit à la formation dispensée par le CNFPT et bénéficiera de la Nouvelle Bonification Indiciaire (NBI) de 20 points d'indice supplémentaire permettant ainsi la reconnaissance de leur investissement et de leur responsabilité. Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Hérault et le Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique accompagnent sur les plans financier, administratif et technique, les collectivités territoriales dans l'intégration d'apprentis bénéficiant de la reconnaissance travailleur handicapé.

Il est demandé au Conseil de la Métropole l'autorisation de conclure **dix** contrats d'apprentissage.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De recourir au contrat d'apprentissage et d'approuver les modifications proposées au tableau des emplois et des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'approuver les termes des dix contrats d'apprentissage et des conventions conclues avec les centres de formation d'apprentis ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les contrats ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-198817-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- ANNEXE Apprentis Conseil 220726.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger CAIZERGUES, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, René REVOL, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Hors commission - Représentations du Conseil de Métropole - Désignations - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Par délibération, il convient de désigner les représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein de différentes instances internes et organismes extérieurs.

Monsieur le Président propose de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

| Organismes | Représentations |
|---|---|
| Association Opéra et Orchestre National de Montpellier Occitanie Pyrénées-Méditerranée (OONM) | <i>En remplacement de Madame Catherine RIBOT :</i> Bernard TRAVIER (titulaire) |
| Fédération Nationale des Collectivités Territoriales pour la Culture (FNCC) | Michaël DELAFOSSE (titulaire) Éric PENSO (suppléant) |
| Territoires d'Evènements Sportifs (TES) | Christian ASSAF (titulaire) Hervé MARTIN (suppléant) |

Aucune autre candidature n'est proposée, ces désignations prennent effet immédiatement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De décider à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- D'approuver les désignations des représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein des instances internes et d'organismes extérieurs, et de les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

M. Christian ASSAF, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, M. Hervé MARTIN, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PENSO, Mme Agnès SAURAT.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-194910-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, René REVOL, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Hors commission - Organismes extérieurs - SERM - SA3M - Autorisation de prise de participation dans une filiale - Société de coordination ALTEMED - Désignation des représentants - Approbation

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Le Groupe SERM/SA3M et l'OPH ACM Habitat ont étudié les modalités de leur rapprochement dans l'objectif de renforcer l'efficacité des politiques publiques auxquelles ils contribuent.

La Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) :

La Société Anonyme d'Economie Mixte Locale (SAEML) SERM est détenue à 41,38 % par la Ville de Montpellier, principal actionnaire, au côté de Montpellier Méditerranée Métropole à 28,73 %, de la Ville de Palavas-les-Flots, et d'actionnaires privés ;

Par délibération n°M2020-163 du Conseil de Métropole en date du 31 juillet 2020, Montpellier Méditerranée Métropole, a désigné Monsieur Michel ASLANIAN pour la représenter au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la SAEML Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) aux côtés des représentants de La Métropole suivants siégeant au conseil d'administration : Jean-Luc SAVY, Renaud CALVAT, Jacques MARTINIER. La société est présidée par Monsieur DELAFOSSE représentant de la Ville de Montpellier ; la Vice-Présidente est Catherine RIBOT.

La Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine a pour objet :

- D'entreprendre des opérations d'aménagement, de rénovation urbaine, de restauration immobilière, de construction, d'exploitation et de gestion à caractère industriel et commercial, ou réaliser toute autre activité d'intérêt général ;
- De réaliser des opérations de construction en qualité de promoteur ou pour le compte d'autrui ;
- D'intervenir en assistance conseil, et réaliser des études, financer, construire, gérer, exploiter et entretenir directement ou indirectement des équipements et infrastructures liés au développement des énergies renouvelables et à l'utilisation rationnelle de l'énergie.

La SERM a réalisé un chiffre d'affaires de 39,975 millions d'euros en 2020 et ses effectifs sont de 89,3 salariés Equivalents Temps Plein (ETP) au 30 avril 2022.

La Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) :

La Société Publique Locale (SPL) SA3M est détenue à 50,79 % par Montpellier Méditerranée Métropole, aux côtés de la Ville de Montpellier (22,60 %), de la Région Occitanie (10,06 %), des communes de Lattes (1,69 %), Castelnau-le-Lez (1,13 %), Baillargues, Castries, Clapiers, Cournonterral, Grabels, Jacou, Juvignac, Le Cres, Pérols, Saint Jean de Védas, Saint Georges d'Orques, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone (0,85 % chacune), et des communes de Cournonsec, Lavérune, Prades-le-Lez et Sussargues (0,68 % chacune).

Par délibération n° M2020-163 du Conseil de Métropole en date du 31 juillet 2020, Montpellier Méditerranée Métropole, a désigné Monsieur Michaël DELAFOSSE pour la représenter au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la Société Publique Locale (SPL) de la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), aux côtés des représentants de La Métropole suivants siégeant au conseil d'administration : Madame Hind EMAD, Messieurs Hervé MARTIN, Roger-Yannick CHARTIER, Arnaud MOYNIER, Génès BALAZUN, Stéphane CHAMPAY, Michel ASLANIAN et Jean Pierre RICO. La société est présidée par Michaël DELAFOSSE en tant que représentant de Montpellier Méditerranée Métropole.

La Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole, a pour objet d'apporter une offre globale de services de qualité en termes d'aménagement, d'urbanisme, d'environnement, de développement économique, touristique et de loisirs. Elle intervient exclusivement pour le compte des collectivités territoriales ou leurs groupements actionnaires et sur leur territoire géographique.

La SA3M a réalisé un chiffre d'affaires de 50,525 millions d'euros en 2020 et ses effectifs sont de 12,7 Equivalents Temps Plein (ETP) au 30 avril 2022.

La SERM et la SA3M partagent des moyens communs et des fonctions supports au sein du GIE SERM SA3M qui compte 39,7 ETP au 30 avril 2022. Les deux structures font partie d'une Unité économique sociale (UES) incluant par ailleurs un Groupement d'Intérêt Economique (GIE) commun.

ACM Habitat :

L'Office public de l'habitat, construit et gère les habitations à loyer modéré (HLM). Le parc locatif d'ACM Habitat comprend près de 22 000 logements pour une surface habitable de 1,5 million de mètres carrés.

ACM Habitat a réalisé un chiffre d'affaires de 131 millions d'euros, dont 108 millions d'euros au titre des loyers perçus, en 2020. L'effectif d'ACM Habitat est de 329,09 ETP au 30 avril 2022.

Le rapprochement des trois entités :

Les objectifs associés à la perspective d'un rapprochement entre le Groupe SERM/SA3M et ACM Habitat sont les suivants :

- Favoriser une approche intégrée et transversales des activités immobilières, énergétiques et d'aménagement et le cas échéant en coordination avec d'autres bailleurs sociaux présents sur le territoire ;
- Renforcer les synergies entre les différentes entités ;
- Développer le travail partenarial avec les 31 maires de la Métropole ;
- Consolider financièrement les différentes entités afin d'offrir une capacité d'intervention inédite au service du territoire.

Dans ce contexte, différentes hypothèses ont été étudiées :

- Rapprochement des gouvernances des entités du Groupe SERM/SA3M et d'ACM Habitat ;
- Participation conjointe du Groupe SERM/SA3M et d'ACM Habitat à une structure commune ;
- Fusion entre ACM Habitat et les entités du Groupe SERM/SA3M.

L'analyse de ces travaux a été présentée aux conseils d'administration des trois structures en décembre 2021 et février 2022, lesquels ont donné pouvoir aux directions générales afin de :

- Poursuivre les études portant sur les différentes hypothèses de rapprochement entre ACM Habitat et le Groupe SERM/SA3M ;
- Solliciter des expertises extérieures (juridique, financière, stratégique et organisationnelle) afin d'analyser la faisabilité et les modalités des différentes hypothèses de rapprochement ;
- Informer et, le cas échéant, de consulter les instances représentatives du personnel dans la perspective d'une éventuelle modification organisationnelle ;
- Mettre en place un comité de pilotage commun à ACM Habitat et au Groupe SERM/SA3M, afin de poursuivre les études nécessaires au choix d'une formule de rapprochement entre les deux entités.

Les conseils d'administration des trois organismes réunis en mars 2022 ont approuvé le principe de constitution d'une société de coordination, telle que prévue à l'article L. 423-1-1 du Code de la construction et de l'habitation (CCH).

Caractéristiques générales d'une Société de Coordination :

La société de coordination est un organisme d'habitations à loyer modéré à statut particulier. A ce titre, elle doit être agréée par le ministre en charge du Logement (article L. 423-1-2 du CCH) et est soumise aux contrôles de l'Agence Nationale de Contrôle du Logement Social (ANCOLS).

Une société de coordination peut être constituée d'organismes d'HLM (article L. 423-1-2 du CCH), de SEM agréées logement social et d'organismes agréés pour la maîtrise d'ouvrage, ainsi que dans une proportion maximale de 50 % du capital social, de SEM non agréées, de sociétés publiques locales et de sociétés d'économie mixte à opération unique (article L. 423-1-3 du CCH). Elle peut revêtir la forme juridique d'une société anonyme, ou celle d'une société anonyme coopérative à capital variable.

Une assemblée générale réunit l'ensemble des actionnaires de la société de coordination. Le législateur a spécifiquement prévu que les établissements publics de coopération intercommunale et collectivités territoriales d'implantation pouvaient assister à son assemblée générale avec voix consultative.

Les modalités de gouvernance reposent sur un conseil d'administration ou sur un directoire et conseil de surveillance. Certaines spécificités prévues au CCH concernant le conseil d'administration ou de surveillance sont à noter :

- Le conseil est composé au plus 22 membres, dont la moitié au moins représente les organismes de logement social et les organismes agréés maîtrise d'ouvrage ;
- Le conseil compte 3 administrateurs en qualité de représentants des locataires ;
- Le conseil est composé de 2 à 5 administrateurs représentant les collectivités et EPCI d'implantation des logements qui disposent d'une voix consultative ou délibérative. Cette fourchette de sièges doit demeurer telle quelle dans les statuts de la société ; la nature consultative ou délibérative est mentionnée aux statuts ; ces administrateurs font partie de l'effectif du conseil d'administration. A cet effet, il appartiendra aux collectivités concernées de solliciter un poste au conseil.

Les attributions d'une Société de Coordination :

- La société de coordination, en tant que **structure-pivot et coordinatrice du groupe** réalise :
 - Un rôle de **pilotage stratégique** du groupe ; elle est notamment chargée de l'élaboration du cadre stratégique patrimonial (les orientations générales et les grands objectifs chiffrés en s'appuyant sur le PSP de chaque membre), du cadre stratégique d'utilité sociale (les engagements sur la qualité du service rendu aux locataires, la gestion sociale, la concertation locative, etc...) ;
 - Un rôle de **coordination et de mutualisation** du groupe ; elle est notamment chargée de construire l'efficacité opérationnelle et économique, de définir la politique technique et la politique d'achat de biens et services, et de créer une unité identitaire. Elle peut notamment assurer la mise en commun de moyens humains et matériels au profit de ses actionnaires, en assistant, comme prestataire de services, ses actionnaires dans toutes les interventions de ces derniers sur des immeubles en gestion ou en propriété ;
- La société de coordination, **garante de la soutenabilité financière du groupe et de ses membres** exerce :
 - Un contrôle de gestion des organismes (transmission des documents comptables à la société de coordination, combinaison des comptes annuels de chaque actionnaire, relations financières entre la société et ses membres actionnaires...).

Les ambitions et le projet d'entreprise du Groupe :

La Constitution du groupe SERM-SA3M-ACM s'appuie sur les ambitions suivantes des trois structures :

- Une gouvernance commune portée par la Métropole ;
- Des expériences réussies relatives à la mise en commun de moyens au sein des services supports ;
- Des valeurs partagées sur leur rôle d'outil au service des collectivités locales et des habitants, en étroite intelligence avec leur territoire, pour répondre à la diversité des besoins de l'ensemble des territoires, en tenant compte des enjeux de développement durable ;
- Une volonté de pouvoir coordonner leurs stratégies pour mieux répondre aux attentes du territoire ;
- La pertinence de leurs interventions respectives sur chaque volet de leurs activités spécifiques, au service du territoire ;
- Une volonté de se regrouper tout en conservant leur propre indépendance et autonomie de gestion en préservant leur contrôle par leurs actionnaires et gouvernances respectives ;
- Des valeurs partagées en matière de gestion des ressources humaines, dans le respect des statuts des personnels et une volonté de maintien d'environnements et de conditions de travail de qualité.

Les modalités statutaires de la société de coordination

- **Dénomination** : la société de coordination aura pour dénomination **ALTEMED**, société de coordination ;
- **Siège social** : il est fixé au 407, avenue du Professeur Etienne Antonelli, à Montpellier ;
- **Forme juridique** : Société Anonyme ;
- **Montant du capital social** : 100 000 € pour une valeur nominale de 1000 € par action ;
- **Composition du capital social** : conformément à l'article L.423-1-2 du CCH, la répartition de l'actionnariat sera la suivante :

- ACM HABITAT : 55%, soit 55.000 euros d'apport au capital ;
- SERM : 40%, soit 40.000 euros d'apport au capital ;
- SA3M : 5%, soit 5.000 euros d'apport au capital ;
- Gouvernance : la société sera administrée par un Conseil d'administration composé comme suit :
 - 14 sièges pour les personnes morales actionnaires (SERM SA3M et ACM) ;
 - 5 sièges à voix consultatives pour les collectivités et groupements de collectivités d'implantation ;
 - 3 sièges pour les représentants des locataires désignés à l'issue des élections au sein d'ACM Habitat en décembre 2022.

Il est ainsi proposé que Montpellier Méditerranée Métropole dispose d'un siège avec voix consultative au sein du conseil d'administration de la société.

Par ailleurs conformément au décret n°2019-911 du 29 août 2019 « *les établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière d'habitat, la commune de Paris, les établissements publics territoriaux de la Métropole du grand Paris, la métropole de Lyon, la métropole d'Aix-Marseille-Provence, les départements, les régions, les communes, sur le territoire desquels les actionnaires possèdent des logements, peuvent assister à l'assemblée générale, au sein de laquelle ils disposent d'une voix consultative. Lorsqu'ils en ont fait la demande, ils sont convoqués à toutes les assemblées et reçoivent les mêmes informations et documents que ceux remis aux actionnaires* ». Il est ainsi proposé à Montpellier Méditerranée Métropole de participer aux assemblées générales des actionnaires de la société de coordination.

Il convient ainsi de désigner un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole au sein du Conseil d'administration et au sein des Assemblées générales de la société.

Conformément aux dispositions de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales, Monsieur le Président propose à l'Assemblée, de décider à l'unanimité, de ne pas procéder à une élection au scrutin secret mais à une désignation à main levée.

Monsieur le Président propose la candidature de Madame Coralie MANTION en tant que représentante de Montpellier Méditerranée Métropole au sein du Conseil d'administration et au sein des Assemblées générales de la société ALTEMED.

Aucune autre candidature n'est proposée, cette désignation prend effet immédiatement.

- Dispositif de soutenabilité financière :

La soutenabilité financière est définie comme la capacité pour chaque organisme et pour le groupe à dégager des ressources suffisantes permettant d'honorer leurs engagements à court, moyen et long terme, de rembourser leurs dettes et de réaliser les investissements nécessaires à l'accomplissement de leurs projets d'entreprise. Les actionnaires mettent ainsi en œuvre un dispositif de gestion et un dispositif de mise en œuvre des mesures de soutenabilité financière prévues à l'article L.423-1-2 du CCH.

- **Le dispositif de contrôle de gestion du Groupe comprend les volets suivants :**
 - Critères d'alerte partagés : pour assurer la soutenabilité financière du Groupe et de chacun des actionnaires, la société de coordination utilise les critères habituellement reconnus par la profession ;
 - Dispositif de contrôle de gestion : la société de coordination mettra en place un reporting régulier de chaque actionnaire.
- **La mise en œuvre des mesures de soutenabilité financière prévues à l'article L.423-1-2 du CCH** ne pourra être engagée par la société de coordination qu'après que l'actionnaire concerné ait présenté à la société un plan de rétablissement de ses équilibres financiers et qu'il lui ait été laissé un délai d'au moins une année pour mettre en œuvre ledit plan.

En cas de difficulté financière avérée, la société de coordination se positionnera en premier lieu comme conseil de l'organisme actionnaire. La société de coordination pourra formuler à l'attention dudit organisme toutes recommandations qu'elle jugerait nécessaire, notamment si la société présente des indicateurs de gestion ne répondant pas aux critères habituellement reconnus par la profession. Les seuils d'alerte ou de non-soutenabilité retenus par la société de coordination sont ceux habituellement reconnus par la profession et par la Caisse de Garantie du Logement Locatif Social (CGLLS) et notamment :

Conformément aux statuts de la SERM et de la SA3M, ce projet de création nécessite l'approbation des conseils d'administration des deux sociétés, entreprises publiques locales ; aussi, ces prises de participation de la SERM et de la SA3M exigent à peine de nullité une décision préalable des assemblées délibérantes des collectivités actionnaires tel que prévu à l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales qui dispose : *« Toute prise de participation d'une société d'économie mixte locale dans le capital d'une société commerciale fait préalablement l'objet d'un accord exprès de la ou des collectivités territoriales et de leurs groupements actionnaires disposant d'un siège au conseil d'administration, en application du premier alinéa du présent article. »*

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la constitution de la société ALTEMED, société de coordination dont les actionnaires seraient l'OPH ACM HABITAT, la SEM SERM et la SPL SA3M ;
- D'autoriser la prise de participation de la SERM au capital de la société ALTEMED, société de coordination, par la souscription de 40 actions d'une valeur nominale de 1 000 €, soit 40 000 € du capital social de la société ALTEMED, société de coordination, représentant 40% de son capital ;
- D'autoriser la prise de participation par la SPL SA3M au capital de la société ALTEMED, société de coordination, par la souscription de 5 actions d'une valeur nominale de 1 000 €, soit 5 000 € du capital social de la société ALTEMED, société de coordination, représentant 5% de son capital ;
- D'autoriser l'OPH ACM HABITAT à constituer une société de coordination par la souscription de 55 actions d'une valeur nominale de 1 000€, soit 55 000€ du capital social de la société ALTEMED, représentant 55% de son capital ;
- D'autoriser les représentants de Montpellier Méditerranée Métropole à voter en faveur de ces prises de participation à l'occasion des conseils d'administration respectifs de la SERM, de la SA3M et de l'OPH ACM HABITAT ;
- De désigner le représentant de la Montpellier Méditerranée Métropole au sein du conseil d'administration et au sein des assemblées générales d'ALTEMED, société de coordination, avec voix consultative ;
- De décider à l'unanimité de procéder à cette désignation par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- D'autoriser le représentant ainsi désigné, à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 23 voix

M. William ARS, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Max LEVITA, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PENSO, Mme Céline PINTARD, Mme Catherine RIBOT, M. François RIO, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-196108-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 20220706 Statuts SC ALTEMED.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, René REVOL, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Hors commission - Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale - BRL - Rapport Annuel 2021 de l'Administrateur - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales relatives aux Sociétés Anonyme d'Économie Mixte Locales (SAEML) et dans le cadre de l'exercice de son mandat, le représentant de la Collectivité présente le compte rendu des activités de la société BRL au cours de l'exercice 2021.

Par délibération numéro M2020-237 du Conseil de Métropole en date du 15 Septembre 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a désigné Monsieur René REVOL pour la représenter aux Assemblées Générales et à l'Assemblée Spéciale de la SAEML BRL.

Depuis soixante-six ans, la société BRL participe au développement de l'Occitanie en fournissant l'eau nécessaire à ses projets. Dans sa mission d'aménageur régional, BRL intervient à la demande de la Région et des collectivités locales ou des acteurs économiques de l'Occitanie pour maîtriser ou gérer les ressources en eau, protéger ou valoriser le littoral, prévenir et lutter contre les inondations ou valoriser les zones rurales. En complément, BRL distribue en Occitanie chaque année plus de 100 millions de mètres cubes d'eau, à partir des ressources renouvelables et abondantes, grâce aux grands ouvrages hydrauliques exploités dans la région : canaux, barrages, stations de traitement d'eau potable.

Le capital s'élève aujourd'hui à hauteur de 29 588 779 €, soit 13 388 588 actions à 2,21 € chacune. La société est majoritairement détenue par la Région Occitanie à hauteur de 49,93% ; la société est présidée depuis le 6 octobre 2021 par Monsieur Fabrice VERDIER, représentant de la Région Occitanie, en remplacement de Monsieur Damien ALARY.

Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire à hauteur de 11 155 actions représentant 0,08% du capital et occupe un poste au sein de l'assemblée spéciale des actionnaires.

Pour l'année 2021, le Conseil d'Administration s'est réuni quatre fois : le 14 avril, le 1^{er} juin (en consultation écrite), le 6 octobre et le 2 décembre 2021. L'Assemblée Générale Mixte d'approbation des comptes 2020 s'est tenue le 1er juin 2021. L'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes 2021 s'est quant à elle tenue le 1er juin 2022.

L'effectif de la société est de 86 salariés au 31 décembre 2021. Le groupe BRL sur le périmètre France représente quant à lui 680 salariés. La direction générale est portée par Monsieur Jean-Francois BLANCHET.

Outre le changement de présidence du Conseil d'Administration, l'année 2021 a été particulièrement intense et riche pour le Groupe BRL :

- Déploiement du nouveau projet stratégique du groupe CAP 2025, dont les plans d'affaires 2021-2025 ont été approuvés fin 2020 par le Conseil d'Administration ;
- Adaptation du management du Groupe orienté vers un mode de gestion adapté intégrant la résilience de l'organisation et des méthodes de travail pour développer les activités tout en veillant à la santé du personnel. Visioconférences privilégiées aux réunions, télétravail maximisé ;
- Gestion de deux sinistres : Un épisode de gel exceptionnel au mois d'avril sur les départements du Gard, de l'Hérault et de l'Aude sur les vignes et les vergers conduisant à une forte mobilisation du Groupe BRL avec la mise en œuvre d'un fonds de soutien de 200K€, ainsi que de violentes intempéries qui ont affecté le secteur Vaunage – Vistrenque du Gard avec un cumul de 300 mm de pluie en trois heures ;
- Audit et contrôle interne diligentés par la Direction Générale de BRL sur les capacités d'adaptation des filiales BRLE, BRLI et BRLN à tenir les objectifs du Plan d'affaires. Ces audits ont mené à changer la Direction de BRLN en juillet 2021 ;
- Cycle d'investissement sur le Réseau Hydraulique Régional porté à un niveau très élevé proche de celui de 2020 ;
- Maintenance de la Concession régionale à un niveau élevé de 4 M€ dont 3,6 M€ correspondent à la maintenance programmée complétée par 400 K€ consacrés à des opérations patrimoniales ;
- Politique de Sécurité des Systèmes d'Information (PSSI) du Groupe définie avec la création d'un Comité de pilotage de la sécurité informatique suite à l'audit de cyber-sécurité des systèmes

d'information du Groupe réalisé en 2019 ;

- Poursuite des opérations des Concessions Régionales : Poursuite des travaux des Maillons Nord Gardiole et Biterrois, du Maillon Minervois et des Extensions des périmètres hydroagricoles ;
- Poursuite des opérations de concessions de Collectivités et EPCI correspondant au contrat de concession du RHR qui lie BRL à la Région Occitanie jusqu'en décembre 2051 ;
- Poursuite des opérations d'Assistance aux collectivités dans le cadre d'un contrat de mandat de maîtrise d'ouvrage conclu avec le Syndicat Mixte du Delta de l'Aude.

Les perspectives d'avenir sont marquées par un vif rebond de l'économie généré par la levée des contraintes sanitaires et malgré le conflit en Ukraine qui continue d'appuyer sur des sujets sensibles comme la hausse de l'énergie et celle des carburants. Les budgets de BRL et de ses filiales ont été réalisés dans ce contexte de retour à la vie normale. Néanmoins, le risque n'affecte pas les sociétés du Groupe de la même façon.

La gestion du Groupe sera principalement ciblée sur les investissements en travaux neufs sur le patrimoine du Réseau Hydraulique Régional, les travaux de maintenance de la concession régionale, l'achèvement des travaux du Maillon Nord Gardiole/Biterrois et du Maillon Minervois, l'engagement des études pour le renforcement d'ouvrages structurants existants dans le cadre du projet « Aqua 2030 », la poursuite du déploiement de la Charte pour une gestion durable de l'eau signée entre la Région Occitanie et BRL en juin 2019, l'utilisation renforcée d'Aqua Notitia (Systèmes d'Information sur l'Eau dédié à la gestion du RHR) en recueillant, agréant et traitant des données diverses sur l'eau, les milieux aquatiques et les ouvrages du RHR, la poursuite du déploiement de la stratégie CAP 2025 avec la mise en œuvre des plans d'actions élaborés en 2021 dans le respect des 6 priorités stratégiques du Groupe (adapter les modèles d'affaires, adapter les activités au changement climatique, devenir un groupe à énergie positive, atteindre la neutralité carbone, transformer le groupe en un acteur intégré et numériquement orienté, accompagner les projets de transformation des clients et améliorer leur expérience des usages de l'eau), la poursuite de la transformation digitale du Groupe BRL avec notamment la mise en place du parapheur électronique. On notera également au niveau des filiales, la digitalisation avec la mise en production du nouvel outil de gestion clients X7, l'intégration d'éléments financiers dans Concert'Eau pour BRLE, le retour de la croissance prévue pour BRLI et BRLEN.

En 2021, le chiffre d'affaires de BRL maison mère est en hausse de 4,6% par rapport à 2020 et s'établit à 18,993 millions d'euros.

Le résultat d'exploitation de la société ressort en hausse de 195 K€ (+18,1%) et s'affiche à 1 270 K€. Le résultat net présente un bénéfice à hauteur de 2 688 K€ en forte hausse par rapport à 2020. On note la forte hausse du résultat financier de 1 315 K€ générée notamment par l'absence de dotations aux provisions pour dépréciation des titres. Le résultat exceptionnel s'affiche déficitaire à 167 K€ du fait de la comptabilisation de dotations exceptionnelles. Les capitaux propres s'élèvent à un très bon niveau à 590 M€.

Le chiffre d'affaires du groupe BRL consolidé apparaît en hausse de 4,747 M€ par rapport à 2020 et s'établit à 83,1 millions d'euros. Le résultat d'exploitation du groupe ressort à 4 327 K€ contre 1 526 K€ en 2020. Le résultat net consolidé présente un bénéfice d'un montant de 3 154 K€ contre 1 435 K€ en 2020.

La contribution au résultat net consolidé pour les autres activités du groupe se répartit comme suit : Holding : 632 K€, Exploitation : 1 719 K€, Ingénierie : 1 039 K€, Espaces naturels : -49 K€, BRL Madagascar : 65 K€, Predict Services : 106 K€ et BRLI-CI : 23 K€. Les capitaux propres s'élèvent à 591 M€.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du rapport annuel de l'administrateur de la SAEML BRL pour l'exercice 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20220726-196890-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Rapport_rep_ASP_2021_Vdef.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, René REVOL, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Hors commission - Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Economie Mixte Locale Montpellier Events - Rapport Annuel de l'Administrateur 2021 - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) relatives aux Sociétés Anonyme d'Economie Mixte Locales (SAEML) et dans le cadre de l'exercice de leur mandat, les représentants de la Collectivité présentent le compte rendu des activités de la SAEML MONTPELLIER EVENTS au cours de l'exercice 2021.

Par délibération n°M2020-163 du Conseil de Métropole en date du 31 juillet 2020 et en date 15 septembre 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a désigné Monsieur Michaël DELAFOSSE pour la représenter aux Assemblées Générales et Monsieur Cyril MEUNIER pour la représenter à la Présidence du Conseil d'Administration de la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale MONTPELLIER EVENTS aux côtés des représentants de la Métropole suivants siégeant au conseil d'administration : Hind EMAD, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE et Renaud CALVAT.

Au 31 décembre 2021, le capital de la société inchangé, s'élève à hauteur de 15 833 230 €. Montpellier Méditerranée Métropole reste actionnaire à hauteur de 35,54% du capital aux côtés notamment de la Région Occitanie (37,65%) de la Ville de Montpellier (9,29%) du Département de l'Hérault (1,15%) et des actionnaires privés (16,37%). Montpellier Méditerranée Métropole détient 6 sièges sur 18 au Conseil d'Administration, dont le poste de Présidence de la société.

En 2021, la Ville de Pérols a cédé sa participation (1 action) à Montpellier Méditerranée Métropole, au motif que l'exploitation de la société est désormais réduite à la gestion des seuls équipements métropolitains situés sur la ville centre de Montpellier, et que le Parc des Expositions et la Sud de France Aréna situés sur la Ville de Pérols, sont désormais gérés par la Société Publique Locale (SPL) Occitanie Events dans le cadre d'une Délégation de Service Public (DSP) avec la Région Occitanie. Le nombre d'actions détenus par Montpellier Méditerranée Métropole est donc passé de 80 393 à 80 394 actions représentant toujours 35.54% du capital.

Au cours de l'exercice 2021, le Conseil d'Administration s'est réuni à deux reprises les 22 avril et 15 décembre 2021. L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires s'est réunie le 2 juin 2021 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2020 et le 16 juin 2022 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2021.

La SAEML MONTPELLIER EVENTS exploite le Corum-Palais des Congrès-Opéra et le Zénith Sud appartenant à Montpellier Méditerranée Métropole sous contrat de DSP pour une durée de 8 ans, du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2027. Le contrat de DSP inclut le parking du Corum dont la SAEML TaM est subdélégataire. L'année 2021 a été fortement impactée par la pandémie de Covid19. Toutefois l'activité a pu reprendre de manière assez forte en fin d'année.

La société est dirigée par son Président, Cyril MEUNIER, et sa Directrice Générale, Sandra VERNIER. L'effectif au 31 décembre 2021 de la société est de 54 salariés et un mandataire social.

Les deux sites d'exploitation Corum-Palais des congrès-Opéra et Zénith Sud affichent un nombre de manifestations en hausse passant de 111 manifestations à 209 en 2021, sans atteindre le niveau de 2019 (303). La fréquentation est également en hausse de 53% avec 222 280 participants.

La hausse de la fréquentation est très importante au Corum par rapport à 2020 (+80%) alors que le Zénith Sud a connu une légère baisse (-1%). Le Corum avait été fermé de mi-mars à fin juin 2020 puis à partir d'octobre 2020, mais une activité réduite avait pu avoir lieu de début juillet à fin octobre. En 2021, l'activité a été perturbée mais des événements ont pu se tenir tout au long de l'année. Le Zénith Sud a bénéficié d'une forte activité en début d'année 2020 avant d'être totalement arrêtée pour le reste de l'année, alors qu'en 2021 il a été arrêté jusqu'au 18 septembre, date où l'activité a pu reprendre quasi normalement.

Une analyse par marché donne les comparatifs suivants :

- Le marché du MICE (Meeting Incentive Congress and Events) regroupe les congrès, en forte hausse avec 54 événements ; le corporate avec 11 événements ; les 9 salons accueillis soit un total de 52 165

participants (19 612 participants en 2020 soit +165%) pour 74 manifestations (33 manifestations en 2020 soit +124%) ;

- Le marché des spectacles a affiché une activité très faible. Les spectacles ont été à l'arrêt sur le 1^{er} semestre et ont pu reprendre progressivement à partir de septembre. Les deux années sont comparables avec environ 3 mois d'activité, 32 événements se sont produits sur 2021 contre 39 en 2020 ;
- Le pôle culture lié aux associations culturelles (Opéra Orchestre National de Montpellier Occitanie (OONMO), Festival Radio France, Montpellier Danse et CINEMED) a regroupé 103 événements. Les 3 festivals ont pu avoir lieu et l'Orchestre a pu maintenir son activité tout au long de l'année.

Parmi les événements accueillis sur l'année 2021, on pourra citer les quelques manifestations suivantes :

- Congrès : le Monde Nouveau, sommet Afrique France, Congres Français de Psychiatrie, ... ;
- Salons : Ob'Art, Paramed / Grandes écoles/ Art, communication, Poursuite d'études et alternance, ... ;
- Spectacles au Corum : Patrick BRUEL, le lac des cygnes, Roman FRAYSSINET, Thomas DUTRONC, les internationales de la guitare, ... ;
- Spectacles au Zénith : Dadju, Florent PAGNY, Vitaa & Slimane, Christophe MAE, soirée F*ckg Halloween, ... ;

Pour l'activité des deux sites, le chiffre d'affaires de 8 492 K€, est en hausse de 43% par rapport à 2020 en lien avec l'allègement des contraintes sanitaires ; cependant il affiche encore une baisse de 32% par rapport à 2019, année d'activité normale.

Le chiffre d'affaires se répartit à 91.4% pour le Corum et 8.6% pour le Zénith Sud. La spécificité dévolue au « Corum - Palais des Congrès – Opéra », en tant qu'établissement d'accueil des associations culturelles locales majeures précitées, a notamment permis à la société délégataire de maintenir un niveau économique incomparable, au niveau national, au regard de l'impact de la crise sanitaire constatée sur les différents palais des congrès du territoire.

Le total des produits d'exploitation s'élève à 9 589 K€ (contre 6 247 K€ en 2020) pour un total de charges à 8 462 K€ (5 830 K€ en 2020). Le résultat d'exploitation s'établit donc à 1 127 K€ (417 K€ en 2020).

La société a bénéficié d'aides gouvernementales de soutien salarial pour 479 K€, d'exonération de charges et de l'aide au paiement à hauteur de 20% des salaires bruts pour 215 K€ (soit 694 K€ contre 931 K€ en 2020) ainsi que du fonds de solidarité pour 887 K€ (200 K€ en 2020).

La société a bénéficié d'aides conséquentes et d'une structure économique résiliente au 1^{er} semestre, et a profité pleinement de la reprise sur le 2^{ème} semestre ; elle a également bénéficié en fin d'année d'un résultat exceptionnel conséquent (608 K€) lié aux reprises de provision pour litiges. Elle a ainsi pu enregistrer un résultat net positif de 1 358 K€ (193 K€ en 2020).

Les capitaux propres de la société ont augmenté en évoluant de 14 253 K€ en 2020, à 15 612 K€ en 2021, pour un capital de 15 833 K€, améliorant progressivement la situation financière.

Les redevances versées à la Métropole, dans le cadre de la délégation de service public, s'élèvent à 967 K€ contre 549 K€ en 2020 et tiennent compte de la compensation contractuelle du délégant à son délégataire en lien avec le forfait d'accueil du Festival Radio France relatif à la période de crise sanitaire et à l'absence de la manifestation sur 2020.

Conformément à l'accord d'entreprise de 2011, la participation des salariés s'est élevée à 357 K€ hors forfait social, (429 K€ compris).

Par ailleurs, en terme d'obligation d'entretien et de réparation la provision annuelle a été constituée pour 351 K€ conformément au contrat de DSP. Le montant des travaux s'élève à 613 K€ depuis le début de la DSP, laissant le solde du compte de renouvellement à 97 K€ à fin décembre 2021.

Les investissements en biens de retour, se sont élevés à hauteur de 2 121 K€ sur l'année 2021.

Le dispositif de garantie congrès mis en place par la Métropole a permis une reprise des manifestations avec un soutien et une incitation au report. L'aide apportée par la Métropole en 2021 est de 50 K€ TTC.

Dans le cadre des perspectives, ce dispositif est prolongé jusqu'au 31 décembre 2023. Les activités de la société continuent d'être affectées par la Covid-19 au 1^{er} trimestre 2022 et l'entité s'attend à un impact négatif modéré sur son chiffre d'affaires 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du rapport annuel de l'administrateur de la société Montpellier Events pour l'exercice 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-196971-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Rapport de gestion 2021 ME.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, René REVOL, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Hors commission - Organismes extérieurs - Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) - Rapport Annuel 2021 de l'Administrateur - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) relatives aux Sociétés d'Economie Mixte Locales (SAEML), et dans le cadre de l'exercice de leur mandat, les représentants de la Collectivité présentent le compte rendu des activités concernant l'exercice 2021 de la Société Publique Locale (SPL) de la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M).

Par délibération n° M2020-163 du Conseil de Métropole en date du 31 juillet 2020, Montpellier Méditerranée Métropole, a désigné Monsieur Michaël DELAFOSSE pour la représenter au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la SPL SA3M aux côtés des représentants de la Métropole suivants siégeant au conseil d'administration : Madame Hind EMAD, Messieurs Hervé MARTIN, Roger-Yannick CHARTIER, Arnaud MOYNIER, Génès BALAZUN, Stéphane CHAMPAY, Michel ASLANIAN et Jean Pierre RICO.

Au 31 décembre 2021, le capital social de la SPL SA3M reste inchangé à hauteur de 1 770 000 €.

Montpellier Méditerranée Métropole détient 50,79 % des parts. A ce titre, elle occupe 9 sièges sur 18 au Conseil d'Administration de la société. La société est présidée par Michael DELAFOSSE représentant Montpellier Méditerranée Métropole.

La Ville de Montpellier détient 22,60 % du capital, aux côtés de la Région Occitanie (10,06%), des communes de Lattes (1,69%), Castelnau-le-Lez (1,13%), Baillargues, Castries, Clapiers, Cournonterral, Grabels, Jacou, Juvignac, Le Cres, Pérols, Saint Jean de Védas, Saint Georges d'Orques, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone (0,85% chacune), et des communes de Cournonsec, Lavérune, Prades-le-Lez et Sussargues (0,68% chacune).

Il existe ainsi 22 actionnaires publics au sein de la structure, 5 collectivités siègent par leurs représentants au sein du Conseil d'administration, 17 collectivités sont représentées par une assemblée spéciale, et 17 censeurs participent également au Conseil d'administration.

Le Conseil d'Administration s'est réuni trois fois en 2021 : les 09 avril, le 28 mai 2021 et le 23 juillet. L'Assemblée générale Ordinaire statuant sur les comptes 2020 s'est tenue le 25 juin 2021 et celle statuant sur les comptes 2021 s'est tenue le 16 juin 2022.

Au 31 décembre 2021, l'effectif de la société est de 11 équivalent-temps-plein, tous en CDI. Le Directeur Général, Monsieur Cédric GRAIL a été nommé le 15 septembre 2021, pour une durée de 5 ans, en remplacement de Monsieur Christophe PEREZ.

La SPL SA3M s'est attachée à poursuivre ses activités d'aménagement, d'urbanisme d'environnement, et de développement économique pour le compte de ses actionnaires en 2021.

Le résultat net global à la clôture de l'exercice est en progression de +365 K€ soit +21% par rapport à 2020, il s'élève à 1 896 K€, (contre 1531 K€ en 2020) ; il permet de consolider les capitaux propres de la SA3M, dont le capital social avait été entièrement reconstitué à fin 2016. Les capitaux propres s'élèvent ainsi à 7 449 K€ à fin 2021.

Le chiffre d'affaires généré sur l'exercice 2021 est de 50 358 K€ (contre 50 524 K€ en 2020). Au cours de l'année 2021, la société a poursuivi la réalisation des opérations confiées par ses actionnaires dont notamment 7 nouveaux mandats (dont les mandats de réalisation Arceaux, Peyrou, Foch et Comédie Esplanade, Triangle).

Le chiffre opérations, représentant les dépenses d'investissement de l'exercice, termine à 103,8 M€ TTC en 2021 (dont 16,5 M€ HT d'acquisitions) contre 109,9 M€ TTC en 2020.

L'activité aménagement de la SPL SA3M a engendré un excédent d'exploitation de l'ordre de 3,6 M€ avec une hausse de + 1,2 M€ par rapport à 2020.

La SA3M a notamment effectué diverses opérations :

- Des mandats d'études :
 - o pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole (*Arceaux Peyrou Foch Préfecture, Rénovation thermique, Centre de tri DEMETER II, Réalisation CRR, Réalisation de la phase 1 du cimetière métropolitain Grammont, Préfigurateur, Médiathèque Zola, Equipements sportifs 3M, NPNRU Mosson, PRIR Cévennes, Rénovation thermique, Mijoulan Naussargues, Réalisation du Centre d'Art contemporain, Requalification Lauze, Tour Assas requalification Salaison, Rénovation thermique, Comédie Esplanade Triangle Mandats d'études de faisabilité pour la Halle de Sports, Salle de Hand, réqualification multi sites, Halles Laissac, nouveau parc d'activités sur 9 communes, OPAH CD Mosson, parc Artisanal de Sussargues, Sablassou 2, Saporta, Plan de sauvegarde cevennes, Site Trifontaine, Réalisation des Aires d'accueil permanent et de grands passages, Secteur Pagezy*) ;
 - o Ville de Montpellier (*Archives municipales, Halles Laissac, Veyrassi, Comédie Esplanade Triangle, Nouveau Grand Cœur consolidé, Nouvelle Halle et place LAISSAC, Croix d'argent, Croix LAVIT, Réhabilitation – Ancienne mairie, – Hôtel French tech, Réhabilitation du skate park de Grammont, Réhabilitation du parc zoologique de lunaret, Réhabilitation Serre Amazonienne, Mise en accessibilité du patrimoine immobilier bâti communal, Hortus, secteur la Cavalade*) ;
 - o pour La Communes de Sussargues (Cœur de Village) ;
 - o pour La Commune de Castries (Etudes Place Cartel) ;
- Des concessions d'aménagement pour le compte de :
 - o Montpellier Méditerranée Métropole (*Extension Hippocrate, ZAC Descartes, ZAC Odysseum Est, Parc 2000 2^{ème} Extension, Ode à la Mer Consolidé, Quartier Cambacérès consolidé, ZAC 2 et ZAC 3, Hall de l'Innovation, Quartier Lauze Est, NPNRU Mosson, Stade Jules Rimet Sussargues, Hameau de Baillarguet, Cévennes*) ;
 - o Ville de Montpellier (*Nouveau Grand Cœur consolidé, NGC Consuls IV, NGC Opération Carré Sainte Anne, ZAC Delmas, ZAC de la Restanque, ZAC du Coteau, Hauts de la croix d'argent, EAI Quartier EAI, ZAC Port Marianne République, Pompignane consolidé*) ;
 - o La Commune de Saint Georges d'Orques (*programme centre d'Orques*) ;
 - o La Commune de Clapiers (*ZAC du Castelet*) ;
 - o La Commune de Castries (*ZAC des Sauredes*) ;
 - o La Communes de Sussargues (*Eco Quartier des Capitelles*) ;

La SA3M fait partie d'une Unité Economique et Sociale aux côtés de la société SERM et du GIE SERM-SA3M.

Le résultat net 2021 après IS et Epargne Salariale termine bénéficiaire de 6 163 K€ contre 2 083 K€ en 2020 soit une hausse de + 4 100 K€ (soit +200%) par rapport à 2020.

L'Epargne salariale globale est de 1 798 K€ (en hausse de 1, 3M€) et l'IS s'affiche à 2 323K€.

L'effectif moyen du groupe est de 129,1 en 2021 (contre 127,3 en 2020 et 123,7 en 2019).

Concernant les perspectives 2022 de la société, on pourra noter les éléments suivants :

- La société a proposé d'étendre ses compétences en élargissant son objet social à la transition énergétique afin de contribuer au PCAET et promouvoir la sobriété, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables ;
- Les investissements en lien avec l'aménagement se poursuivent de manière importante en 2022 avec près de 104 M€ en prévision et 63M€ d'emprunts nécessaires ;
- D'importantes commercialisations sont programmées pour plus de 56M€ (contre 21 M€ en 2021) ;
- Pour faire suite aux assises du territoire, de nombreuses consultations de promoteurs sont également lancées pour aboutir à 8 000 logements commercialisés sur le Groupe SERM-SA3M d'ici à fin 2023 ;
- Un chiffre opérations de 135.8 M€ dont 79 % en concessions d'aménagement est ainsi envisagé ;
- Le projet de regroupement entre les entités métropolitaines suivantes : OPH ACM HABITAT–SAEML SERM – SPL SA3M est lancé autour du dispositif de création de la Société de Coopération ALTEMED qui sera détenue à hauteur de 40% par la SERM à 55% par ACM et à 5% par SA3M. Le

groupe a ainsi défini un plan d'action stratégique, résilient axé sur divers objectifs tels que celui de favoriser une approche intégrée et transversale des activités immobilières, énergétiques et d'aménagement, en coordination avec d'autres bailleurs sociaux présents sur le territoire. Il s'agira également de renforcer les synergies entre les 3 entités, de consolider financièrement la structure financière du groupe afin d'offrir une capacité d'intervention inédite au service du territoire, comme de développer un partenariat renforcé avec les 31 maires de la Métropole ;

- L'incertitude budgétaire en lien avec la guerre en Ukraine relative à la chaîne d'approvisionnement de certains produits nécessaires à son activité et/ou dans l'allongement des délais de réalisation de certains chantiers.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du rapport annuel de l'administrateur de la SPL SA3M pour l'exercice 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-197482-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- SA3M - Rapport de l'Administrateur Exercice 2021 - 3M vdef.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, René REVOL, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Hors commission - Organismes extérieurs - Société d'Économie Mixte Locale - Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) - Rapport annuel 2021 de l'administrateur - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Conseiller Métropolitain, rapporte :

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) relatives aux Sociétés Anonymes d'Economie Mixte Locales (SAEML) et dans le cadre de l'exercice de leur mandat, les représentants de la collectivité présentent le compte rendu des activités de la SERM au cours de l'exercice 2021.

Par délibération n°M2020-163 du Conseil de Métropole en date du 31 juillet 2020, Montpellier Méditerranée Métropole, a désigné Monsieur Michel ASLANIAN pour la représenter au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la SAEML Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) aux côtés des représentants de La Métropole suivants siégeant au conseil d'administration : Jean-Luc SAVY, Renaud CALVAT, Jacques MARTINIER.

Au 31 décembre 2021, le capital social de la SERM reste inchangé à hauteur de 1 733 K€. Montpellier Méditerranée Métropole détient 28,73% des parts. A ce titre, elle occupe 4 sièges sur 13 au Conseil d'Administration de la société.

La société est présidée par Michaël DELAFOSSE représentant la Ville de Montpellier. La Vice-Présidente est Catherine RIBOT. La Ville de Montpellier détient en effet 41,38% du capital, aux côtés de la Commune de Palavas-les-Flots (0,48%) et d'un ensemble d'actionnaires privés pour un total de 29,41%.

Le Conseil d'Administration s'est réuni quatre fois en 2021 : le 07 avril, le 21 mai, le 23 juillet et le 01 décembre 2021. L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires s'est réunie le 23 juin 2021 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2020 et le 16 juin 2022 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2021.

En 2021, la SERM s'est attachée à poursuivre ses activités d'aménagement, de rénovation urbaine, de restauration immobilière, de construction et d'exploitation et à entreprendre des activités de construction et de gestion de logements sociaux. Ses activités participent à l'organisation et au développement de la vie économique et sociale.

Au 31 décembre 2021, l'effectif de la société est de 83,5 ETP. La mise à disposition du personnel opérationnel SERM travaillant pour la SA3M s'élève à 39,4 ETP. Le Directeur Général, Monsieur Cédric GRAIL a été nommé le 15 septembre 2021, en remplacement de Monsieur Christophe PEREZ.

Le résultat net global à la clôture de l'exercice est en forte hausse de 1 M€ et s'élève à 6 718 K€ avant IS et épargne salariale, pour atteindre 4 267 K€ après ces éléments, contre 552 K€ en 2020. Les capitaux propres s'élèvent à 35 997 K€ pour un total bilan de 237 041 K€.

Le chiffre d'affaires total de l'exercice atteint 48 782 K€ contre 39 974 K€ en 2020, soit une forte hausse de 22 % s'expliquant principalement par des cessions en forte hausse (soit + 9 M€ par rapport à 2020).

La SERM compte deux activités différentes : le fonctionnement lié à l'activité aménagement, et l'exploitation du Réseau Montpelliérain de Chaud et de Froid en délégation de service public avec Montpellier Méditerranée Métropole ; elle réalise également des activités en lien avec l'énergie au travers de diverses filiales.

L'activité fonctionnement de la SERM a engendré un excédent financier de 961 K€ contre une perte financière de -84K€ en 2020, soit une hausse de + 1 045 K€ s'expliquant notamment par la hausse du chiffre d'affaires de +1,4M€ K€ (soit +16%). En parallèle, les charges ont été sensiblement maîtrisées.

Les mouvements exceptionnels dont le résultat s'élèvent à 3 295K€ et comprennent notamment les provisions pour risques sur les projets patrimoniaux concernant les filiales de la SERM ID.

Au niveau du département Energie, dans le cadre duquel la SERM exerce toujours l'activité de RMCF (Réseau Montpellierain de Chaleur et de froid) en Délégation de Service Public avec Montpellier Méditerranée Métropole, on note un bénéfice net après IS et Epargne salariale de 4 163 K€ en 2021 contre 646 K€ en 2020 et 1 722 K€ en 2019, soit une variation de + 3517 K€ (+ 544%). Les produits du Département Energies, comprenant le RMCF, sont en hausse : 20 541 K€ à fin 2021 contre 16 842 K€ en 2020. Les ventes d'énergie ont fortement progressé en lien avec l'augmentation des volumes vendus corrélée aux nouveaux raccordements, et en lien avec l'effet prix relatif aux énergies fossiles.

Le chiffre opérations, représentant les dépenses d'investissement de l'exercice, termine à 44 M€ TTC en 2021 contre 35.9 M€ TTC en 2020, année impactée par la crise sanitaire.

La SERM a notamment effectué diverses opérations :

- Des mandats d'études pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole (Usine de Méthanisation – Amétyst), et de la Commune de Castelnau-le-Lez (EHPAD Les Muriers) ;
- Des concessions d'aménagement pour le compte de :
 - o Montpellier Méditerranée Métropole (ZAC Parc 2000, ZAC Eureka consolidé, Lotissement Jean Mermoz, ZAC Parc Eureka, ZAC Quartier Eureka Extension, ZAC Odysséum, ZAC Garosud – Garosud Extension, ZAC Cannabe Cournonterral, Parc activités Charles Martel, Charles Martel Extension, ZAC Euromédecine Consolidé, Marcel Dassault 2 ème extension, ZAC Dassault Extension, Restructuration du secteur Frigoulet consolidé, RU Quartier Cévennes Petit Bard) ;
 - o Ville de Montpellier (ZAC Port Marianne Rive Gauche, ZAC Port Marianne – Jacques Cœur Extension consolidé, ZAC Port Marianne – Parc Marianne, ZAC Port Marianne, PUP Mas Combelle, Avenue R.Dugrand, Consuls de Mer Consolidé, Quartier de la BAUME, ZAC Richter Consolidé, ZAC Port Marianne – Les Jardins de la Lironde, ZAC Malbosc, Opération Grand Cœur consolidé, ZAC Ovalie, ZAC Nouveau Saint Roch, ZAC des Grisettes, PRU Cévennes Petit Bard, Travaux amélioratifs Ametyst) ;
 - o Commune de Saint Jean de Védas (ZAC Roque Fraiss CPA) ;
 - o Commune de Prades-Le-Lez (ZAC Prata Horizons) ;
 - o Commune de Saint Brès (ZAC Cantausse) ;
- De l'immobilier d'entreprises (VEAS Parc 2000, Hôtel d'Entreprise du Millénaire, Atelier Relais du Millénaire, CAP Gamma-Biopôle Euromédecine, CAP Delta-Biopôle Euromédecine, CAP Sigma-Biopôle Euromédecine, VEAS Hannibal) ;
- Des opérations en groupement (CHU de Montpellier Nouvelle Centrale de Secours) ;
- Des opérations en propre par le biais de ses filiales (Immeuble Cassiopée – opération de construction au sein de la ZAC Beausoleil, ZAC EAI Réhabilitation et extension ancien musée).

La SERM fait partie d'une Unité Economique et Sociale aux côtés de la société publique locale SA3M et du GIE SERM- SA3M.

Le résultat net 2021 après IS et Epargne Salariale du groupe termine bénéficiaire à 6 163 K€ contre 2 083 K€ en 2020 soit une hausse de + 4 100 K€ (soit +200%) par rapport à 2020.

L'Epargne salariale globale est de 1 798 K€ (en hausse de 1, 3M€) et l'IS s'affiche à 2 323K€.

L'effectif moyen du groupe est de 129,1 en 2021 (contre 127,3 en 2020 et 123,7 en 2019).

Concernant les filiales de la SERM :

Au 31 décembre 2021, la SERM est actionnaire des sociétés, SERM.ID (51%), ENERGIES DU SUD (36.11%), ANDROMEDE (90%), MUSEE EAI (90%), MONTPELLIER EVENTS (1.67%).

La SERM détient aussi toujours en 2021 des participations à hauteur de 36,11% dans la SAS Energie Sud au capital social de 3 600 K€ détenu également à hauteur de 33,89% par La Caisse des Dépôts et Consignations, de 15% par Engie, de 10% par la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon et 5% par Dexia. Par le biais de sa filiale, la SERM détient des participations dans la SAS Héliotam et la SAS Société Photovoltaïque Montpellier Méditerranée (SPMM), la SAS SPAC (Production d'Electricité Photovoltaïque), AMM PV (Projet d'ombrières photovoltaïques de l'Aéroport de Montpellier), et Montpellier Horizon Hydrogène (MH2) créée le 29 octobre 2020.

Le chiffre d'affaires net 2021 de la société termine à 2 583 207 € contre 2 625 369 € à fin 2020.

Le résultat net après IS termine à – 451 863 € contre 85 573 € à fin 2020, comprenant 390 562 € de provisions pour dépréciation de la participation dans HELIOTAM à la suite de la révision tarifaire annoncée fin 2021 (-70%) et risquant de compromettre l'exploitation d'HELIOTAM.

La SAS MH2 a été créée en date du 29/10/2020, filiale composée d'Energies du Sud (50%) et d'EDF Hynamics (50%) pour un capital de 20K€. Elle portera le projet de production d'hydrogène mobilité de Montpellier Méditerranée Métropole, et notamment celui d'alimenter en hydrogène vert deux futures lignes de bus de la TaM. Le premier exercice s'est terminé le 31 décembre 2021, sans activité. Le résultat d'exploitation termine à 119 082 € contre 232 139 € à fin 2020.

La SAS SERM.ID, a été créée en juin 2019 avec un capital social de 2 800 000,00 €. Cette structure d'Immobilier Durable (ID) répond aux besoins et enjeux du territoire dans l'accompagnement d'implantation d'entreprises, l'acquisition de surfaces commerciales pour le déploiement des circuits commerciaux de la Ville, la réalisation d'opérations complexes de bureaux, d'équipements et de logements. La société a vocation à prendre des participations dans des sociétés de projets patrimoniaux autour des compétences suivantes : immobilier d'entreprise, commerces, logements accessoires. Son actionnariat est composé de la SERM (51 %), la Caisse des Dépôts et Consignations (20 %) et la Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon (29 %).

Le résultat courant avant impôts de 2021 s'élève à – 6 566 € contre - 31 074 € à fin 2021 ; il est constitué de dépenses liées au fonctionnement de la société (honoraires et frais bancaires).

La SASU CASSIOPEE, Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle, a été créée en date du 26/07/2019 avec un capital social de 1 000,00 € ; elle est détenue à 100% par la SERM.ID. Elle a vocation à porter un patrimoine immobilier. A cet effet, elle a déposé un permis de construire en date du 02/08/2019 en vue d'édifier un immeuble de bureaux d'une surface de plancher de 7 831m² au sein de la ZAC BEAUSOLEIL. Ce permis a été obtenu le 21/11/2019. Suite à la décision du futur occupant d'acquérir le bâtiment au lieu d'en être locataire, le permis a par la suite été transféré à la SCCV ANDROMEDE (filiale de la SERM). La société sera donc clôturée en 2022.

La société a consommé plus de la moitié de son capital social mais sera liquidée en 2022.

La SCCV ANDROMEDE, Société Civile de Construction Vente, a été créée en date du 29/07/2019 avec un capital social de 1 000,00 €, pour l'opération de construction d'un immeuble de bureaux au sein de la ZAC BEAUSOLEIL. Son actionnariat est composé de la SERM (90 %) et de Canopée Promotion (10%).

Le projet n'étant pas en activité, aucun chiffre d'affaires ni résultat n'ont été réalisés sur l'exercice 2021.

La SCCV MUSEE EAI, Société Civile de Construction Vente, a été créée en date du 06/02/2020 avec un capital social de 1 000,00 €. Son actionnariat est composé de la SERM (90 %) et de Canopée Promotion (10%). Elle a pour objet la réhabilitation et l'extension de l'ancien Musée sur la ZAC EAI, bâtiment réservé aux Industries Culturelles et Créatives (ICC). La société ne réalise aucun chiffre d'affaires comme en 2020 et ne dégage aucun résultat.

Concernant les perspectives de la SERM, l'année 2022 sera marquée par :

- Le soutien de l'activité économique avec la poursuite des investissements au travers des concessions d'aménagement (55,1 M€ TTC en 2022) imputés en stocks ;
- Le lancement du choc de l'offre visant à mettre 8000 logements en consultation sur deux ans au niveau du Groupe SERM-SA3M ;
- Le développement du Réseau Montpelliérain de Chaud et de Froid, en application de l'avenant n°7 de la Délégation de Service Public (15.3 M€ d'investissements sont notamment programmés) ;
- L'incertitude budgétaire en lien avec la guerre en Ukraine relative à la chaîne d'approvisionnement de certains produits nécessaires à son activité et/ou dans l'allongement des délais de réalisation de certains chantiers ;
- La crise énergétique en lien avec le contexte évoqué induisant une hausse des ventes d'électricité en cogénération. Bénéficiant d'un contrat à prix ferme sur la période 2022/2023, les clients de la SERM dans le cadre du contrat de RMCF ont été protégés sur les impacts relatifs à l'envolée du prix du gaz. L'avenant 7 du contrat de RMCF intègre par ailleurs sur l'électricité une formule d'actualisation pour tenir compte de l'envolée des prix et éviter un effet ciseau entre les ventes de froid et les achats d'électricité ;
- Le projet de regroupement entre les entités métropolitaines suivantes : OPH ACM HABITAT– SAEML

SERM – SPL SA3M, autour du dispositif de création de la Société de Coopération ALTEMED qui sera détenue à hauteur de 40% par la SERM à 55% par ACM et à 5% par SA3M. Le groupe a ainsi défini un plan d'action stratégique, résilient axé sur divers objectifs tels que celui de favoriser une approche intégrée et transversale des activités immobilières, énergétiques et d'aménagement, en coordination avec d'autres bailleurs sociaux présents sur le territoire. Il s'agira également de renforcer les synergies entre les 3 entités, de consolider financièrement la structure financière du groupe afin d'offrir une capacité d'intervention inédite au service du territoire, comme de développer un partenariat renforcé avec les 31 maires de la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du rapport annuel de l'administrateur de la SAEML SERM pour l'exercice 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20220726-197366-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- SERM - Rapport de l'administrateur 2021 - 3M.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, René REVOL, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Hors commission - Organismes Extérieurs - Société Anonyme d'Economie Mixte Locale SFMA - Rapport Annuel de l'Administrateur 2021 - Approbation

Madame Eliane LLORET, Vice-Présidente, rapporte :

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) relatives aux Sociétés Anonymes d'Economie Mixte Locales (SAEML) et dans le cadre de l'exercice de leur mandat, les représentants de la Collectivité présentent le compte rendu des activités 2021 de la société SFMA.

Par délibération n°M2020-163 du Conseil de Métropole en date du 31 juillet 2020 et en date du 15 septembre 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a désigné Madame Eliane LLORET pour la représenter au sein du Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales, aux côtés des représentants suivants siégeant au conseil d'administration : Florence BRAU, Zohra DIRHOUSI, Nathalie LEVY, Joël VERA, Sophiane MANSOURIA, Bruno PATERNOT et Brigitte DEVOISSELLE.

Le capital de la société, inchangé en 2021, s'élève à 1 210 000 €. Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire principal avec 82.64% du capital et détient 8 sièges sur 12 au Conseil d'Administration, dont le poste de Présidence dévolu à Mme Eliane LLORET. La société est également détenue par les partenaires privés que sont les mutuelles et assurances (Groupe Languedoc Mutualité, MUTAC, MNT), les banques (Caisse d'Epargne, Crédit Coopératif, Crédit Mutuel) et d'autres sociétés de pompes funèbres publiques pour 17.36% des parts.

La SAEML SFMA dispose d'une délégation de service public relative à l'exploitation du service extérieur des pompes funèbres et du crématorium de Montpellier Méditerranée Métropole depuis le 1^{er} janvier 2015, pour une durée de 15 ans.

Au cours de l'exercice 2021, le Conseil d'Administration s'est réuni à 3 reprises : le 26 janvier, 14 mai, 4 mai et 23 novembre. L'Assemblée Générale des actionnaires s'est réunie en Assemblée Générale Ordinaire (AGO), le 22 juin 2021 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2020. L'AGO d'approbation des comptes 2021 s'est tenue quant à elle, le 16 juin 2022.

La société est dirigée par sa Présidente, Eliane LLORET et son Directeur Général, Gilbert SAINTE MARIE. L'effectif de la société est de 49 collaborateurs au 31 décembre 2021, dont 1 fonctionnaire mis à disposition par Montpellier Méditerranée Métropole. En 2021, il a été constaté 2 départs dont 1 de personnel mis à disposition et l'arrivée d'un effectif.

La part de marché obsèques s'élève à 47.30% et reste stable sur 2021.

L'activité a été soutenue tout au long de l'année avec :

- 1 788 convois contre 1 837 en 2020, soit -2.7% ;
- 1 170 urnes contre 1 069 urnes en 2020, soit +9.4% ;
- 2 059 admissions en salons funéraires contre 2 017 en 2020, soit +2.1% ;
- 2 434 crémations contre 2 448 en 2020, soit -0.6%.

A cela s'ajoute l'activité de prévoyance avec 131 nouvelles adhésions sur l'exercice 2021 et 1 550 contrats actifs au 31 décembre 2021.

L'épidémie de Covid-19 a eu un effet limité sur l'exercice 2021 de la société, tenant compte de l'activité de la SFMA. Au cours de l'année 2021, la SAEML SFMA a pu démontrer sa compétence face à la crise sanitaire liée à la Covid-19. Les équipes ont pris en charge dans les conditions de sécurité obligatoire, 150 décès causés par le virus en 2020 et 68 en 2021.

La mobilisation de l'ensemble des collaborateurs a été l'un des éléments essentiels de la réussite de la société et de satisfaction des familles en deuil.

Les efforts continus en matière d'actualisation des équipements, de la gamme de fournitures, des formations et procédures de méthodologies funéraires, de sécurité et de qualité ont permis de maintenir des taux de satisfaction et de recommandations élevés et d'aboutir au renouvellement de la certification « *NF services funéraires – organisation d'obsèques* ».

Le chiffre d'affaires en hausse de 1.6%, s'élève à 6 347 K€ (6 245 K€ en 2020) et se répartit de la manière suivante :

- 72.4% pour l'activité « pompes funèbres » (4 598 K€ contre 4 503 K€ en 2020, soit +2%) ;
- 26.4% pour l'activité « crémation » (1 673 K€ contre 1 672 K€ en 2020) ;
- 1% autres recettes (commission Mutac, recyclage métaux, ...).

Le tarif général 2021, pour la 5^{ème} année consécutive, n'a pas fait l'objet de revalorisation.

Les charges d'exploitation s'élèvent à 5 578 K€ en hausse de 2.9% par rapport à 2020. Les hausses portent essentiellement sur :

- Le poste entretien et maintenance a augmenté de +119 K€ suite à la mise en place d'un contrat de maintenance pour les appareils de crémation après les trois premières années incluses dans le prix d'achat ;
- Le renouvellement complet des tenues vestimentaires a entraîné une augmentation de 28 K€ ;
- La hausse de la sous-traitance marchandises + 28 K€ en lien avec l'accroissement des ventes de marchandises.

Les redevances versées à Montpellier Méditerranée Métropole s'élèvent à 537.5 K€ (540 K€ en 2020).

Soucieux de l'amélioration du pouvoir d'achat des salariés, la société a mis en place un intéressement dès 2018, qui s'élève à 75.5 K€ pour 2021, avec des conditions de déclenchement basées notamment sur la qualité du service public et sur l'atteinte d'objectifs quantitatifs. La mobilisation forte de l'ensemble du personnel a été un des éléments essentiels de la satisfaction des familles en deuil.

Le résultat net s'élève à 495 K€, en baisse de -21.65% par rapport à 2020 ; réparti pour 47% sur l'activité « pompes funèbres » (232 K€, +78%/2020) et 53% sur l'activité « crémation » (262 K€, -38%/2020).

Le montant global des acquisitions 2021 est de 152 K€ pour du matériel industriel d'exploitation (mobilier, outillage, véhicules, ...) ainsi que du matériel de protection en lien avec la Covid-19 (désinfection, sas décontamination, ...).

Les capitaux propres de la société s'élèvent désormais à 5 517 K€ (5 022 K€ en 2020). La SAEML SFMA continue de conforter ses fonds propres pour les investissements futurs.

Dans le cadre des perspectives, à l'horizon de l'année 2024, un projet d'extension du complexe funéraire souhaité par Montpellier Méditerranée Métropole et conforme aux obligations contractuelles, prévoit la création de 6 nouveaux salons funéraires afin de réduire la tension d'occupation, en corrélation avec l'implantation sur le site de Grammont du futur cimetière métropolitain. Par ailleurs, la société continue ses actions tant dans le maintien de la qualité que dans le développement et la recherche de modernisation tels que de nouveaux services ou prestations.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du rapport annuel de l'administrateur de la SAEML SFMA pour l'exercice 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20220726-196996-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- SFMA RAA 2021.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, René REVOL, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Hors commission - Organismes Extérieurs - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale SOMIMON - Rapport Annuel 2021 de L'Administrateur - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) relatives aux Sociétés Anonymes d'Economie Mixte Locales (SAEML) et dans le cadre de l'exercice de leur mandat, les représentants de la collectivité présentent le compte rendu des activités de la société SOMIMON au cours de l'exercice 2021.

Par délibération n° M2020-163 du Conseil de Métropole en date du 31 juillet 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a désigné Monsieur Michaël DELAFOSSE pour la représenter aux Assemblées Générales et conseils d'administration de la SOMIMON, aux côtés des 4 représentants suivants dans le cadre du Conseil d'administration : Michel ASLANIAN, Roger-Yannick CHARTIER, Guy LAURET, et Jackie GALABRUN BOULBES.

La SOMIMON réalise l'exploitation du Marché d'Intérêt National (MIN) de Montpellier dans le cadre d'une délégation de service public avec la Métropole portant sur 60 années au total, le contrat ayant été prolongé de 20 ans en 1984, et de 10 ans en 1986. La zone de chalandise s'étend de Béziers à Montpellier jusqu'à Nîmes et Millau. La société assure ainsi la mise sur le marché et la distribution des produits alimentaires de grande consommation sur une zone en plein essor démographique.

Au 31 décembre 2021, le capital social de 240 000 € de la SAEML SOMIMON est inchangé. Montpellier Méditerranée Métropole détient 50% des parts aux côtés de la Ville de Montpellier qui en détient 8%. Les parts sociales des actionnaires privés restent inchangées à hauteur de 42% et se composent essentiellement des partenaires suivants : la Caisse des dépôts et consignations (24%), la CCI (8%), la Chambre d'agriculture de l'Hérault (4%), le Crédit Agricole du Languedoc (4%), la société BRL (2%).

Montpellier Méditerranée Métropole détient ainsi 5 sièges sur 10 au conseil d'administration de la société.

La société est présidée par Marie MASSART, représentante de la Ville de Montpellier.

Au cours de l'exercice 2021, le Conseil d'Administration s'est réuni le 20 mai 2021 et le 13 décembre 2021. L'AGO s'est tenue le 21 juin 2021 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2020 et le 20 juin 2022 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2021.

L'effectif de la société était de 17 agents au 31 décembre 2021, dont le Directeur Général Monsieur Olivier LAURO, en tant que personnel mis à disposition par la SCET GE.

En 2021, la société poursuit sa politique de développement de services en adoptant une stratégie toujours fondée sur la logistique urbaine de proximité, les nouveaux modes de consommation et de production locale.

Le MIN développe son activité autour des filières suivantes : la filière agroalimentaire, la filière « *fruits et légumes* » (qui représente une activité essentielle pour la société et qui conforte son attractivité à travers les enjeux développés en termes de proximité, qualité, fraîcheur et diversité des produits proposés), la filière « *autres produits alimentaires* » (intégrant les viandes, volailles, condiments, produits secs...), l'activité horticole et florale, et l'activité de « *plate-forme frigorifique* » (qui réside dans la mise à disposition de chambres dédiées, à température dirigée).

Parmi les éléments notables et les perspectives de développement, du MIN, il convient de noter que Montpellier Méditerranée Métropole met en œuvre une étude portant sur le Schéma Directeur du MIN.

La mise en œuvre des missions du Marché d'intérêt National, par l'action de la SOMIMON, contribue pleinement à la Politique Agroécologique et Alimentaire (P2A) dont la révision a été approuvée par le Conseil Métropolitain du 25 janvier 2022. La P2A, labellisée Projet Alimentaire Territorial, vise à répondre à cinq finalités :

- Proposer une alimentation saine et locale au plus grand nombre et assurer la continuité des approvisionnements ;
- Soutenir l'emploi agricole et agroalimentaire local ;
- Préserver les ressources naturelles (biodiversité, quantité et qualité des eaux, des sols et de l'air) et le

- patrimoine paysager ;
- Limiter les émissions de gaz à effet de serre, s'adapter aux évolutions climatiques ;
- Contribuer à la cohésion sociale, au sein de la ville, et entre l'urbain et le rural.

La P2A s'articule autour de 3 orientations opérationnelles et 2 orientations transversales :

- Orientation 1 : Façonner un territoire agroécologique ;
- Orientation 2 : Structurer un approvisionnement durable et résilient ;
- Orientation 3 : Permettre à tous les habitants d'accéder à une alimentation de qualité et choisie ;
- Orientation 4 : Diffuser les savoirs et promouvoir l'innovation ;
- Orientation 5 : Construire une gouvernance territoriale agroécologique et alimentaire.

Le MIN constitue un outil opérationnel central pour la mise en œuvre de la structuration d'un approvisionnement durable (Orientation 2). En effet, par le carreau des producteurs et le pôle de transformation notamment, la SOMIMON contribue à la structuration des filières de produits locaux de qualité et à leur commercialisation en circuit court sur le territoire. La SOMIMON dynamise le carreau des producteurs :

- En organisant un carreau mensuel des produits transformés en partenariat avec les Centres d'Initiatives pour valoriser l'Agriculture et le Milieu rural (CIVAM) et la Chambre d'Agriculture ;
- En communiquant sur son catalogue produit « *Cueilli ce matin, disponible cet après-midi* ».

Le pôle de transformation continue de se développer avec plusieurs agrandissements et l'arrivée de nouveaux acteurs (BONCIEL, Atelier confiture de lait). La SOMIMON a lancé une étude de diagnostic de l'offre de transformation agroalimentaire, afin de mieux positionner le développement du pôle.

Le MIN a ainsi également participé à la démarche collaborative de construction de la plateforme web BOCAL (« *Bon et Local* ») proposant une cartographie interactive des points de vente de produits locaux en circuits courts.

Le MIN accompagne également l'accessibilité alimentaire (Orientation 3), en mettant en œuvre et contribuant à diverses initiatives (chèques service, structuration pôle solidarités, projet des Bocaux solidaires)

Au niveau des concessionnaires implantés au sein du MIN, on dénombre 158 opérateurs sur le MIN ; on note 19 arrivées, 15 départs et 4 agrandissements en 2021.

Depuis 2018 la SOMIMON a constitué un groupement d'employeurs permettant de mutualiser des emplois en mettant à disposition des salariés dans les entreprises adhérentes au projet, notamment les caristes, chauffeur livreur, secrétaires, préparateur de commandes, agent d'entretien, ingénieur agro-alimentaire, etc. Le groupement permet de recruter des profils compétents, de répondre au turn-over et de fidéliser les emplois saisonniers. L'action de la SOMIMON contribue à valoriser les productions locales et à créer/maintenir des emplois sur le territoire, notamment avec le recrutement à temps partiel d'un chargé de créance et un responsable qualité.

Des travaux ont été autorisés par la Métropole dans le cadre de l'avenant n°10 de la délégation de service public en date du 26 décembre 2017 pour 1 769 K€ sur la période 2017-2020. Ils concernent :

- La vente physique (carreau des producteurs, pôle alimentaire, pôle horticole) ;
- La vente avec livraison (bâtiment logistique, « drive » acheteurs, pôle horticole, ateliers de transformation, stockage matières premières, produits semi-finis et produits finis, mise aux normes) ;
- L'informatisation (gestion de la plate-forme logistique, contrôle d'accès, catalogue produits) ;
- Les utilitaires (benne à ordures ménagères, engins de manutentions).

A fin 2021, date de fin du plan triennal des investissements (avenant 10), les travaux ont été réalisés pour 1 202 K€ soit 68% du prévisionnel (pôle transformation et fermeture carreau producteur, création de cases supplémentaires, extension de la halle horticole), permettant ainsi de renforcer l'attractivité du MIN avec l'enrichissement des synergies sur les métiers de cœur d'activité.

Dans le cadre de l'avenant 12, la SOMIMON a démarré les travaux pour 186 K€ relatifs au local de charge du pôle transformation, aux travaux sur le portique de l'entrée, à la sécurisation incendie du bâtiment administratif.

L'exercice 2021 ressort en bénéfice de 17 K€. Les capitaux propres de la société progressent et s'élèvent à 1 160 K€.

Les produits totaux représentent 3 295 K€ (en hausse de +209 K€, +7%) pour un total de charges de 3 279 K€ (soit +196 K€, +6%).

Le chiffre d'affaires hors taxes de l'exercice s'établit à 3M€ (soit +101 K€, soit +3% par rapport à 2020), dont 777 K€ pour la filière fruits et 702 K€ pour la filière agroalimentaire, en progression (+22 K€ soit +3%), et 548 K€ pour la plateforme entreposage, (-17 K€ soit -3%), qui représente 18% du chiffre d'affaires.

La part de la filière agroalimentaire progresse avec 41% de parts, en phase avec le souhait de privilégier les entreprises agroalimentaires créatrices d'emplois.

La redevance versée à Montpellier Méditerranée Métropole s'est établie à 255 K€ (200 K€ en 2020 suite à la réduction de 54K€ accordée par 3M en lien avec la compensation des exonérations Covid-19 accordées aux concessionnaires du MIN)

Les éléments financiers au 31 décembre 2021 s'inscrivent toujours dans la politique d'accompagnement ambitieuse de la SOMIMON, avec le maintien d'une participation aux investissements des opérateurs.

Concernant les perspectives 2022, le nouveau programme d'investissement pour la période 2021-2023 inclut l'extension du pôle de transformation et des travaux d'aménagements (création d'un local de charge, dispositif de tri sélectif, réaménagement de cases). Le plan d'investissement porte sur une valeur de 4,1M€ avec un engagement de la Métropole sur le rachat de la valeur nette comptable au terme du contrat pour un montant estimé de 2 580 K€.

La SOMIMON poursuit son activité dans le cadre de la stratégie définie par Montpellier Méditerranée Métropole, et dans la perspective de la mise en œuvre du nouveau schéma directeur.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du rapport annuel de l'administrateur de la SAEML SOMIMON pour l'exercice 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20220726-197359-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- MERCADIS SOMIMON - RAA - Exercice 2021 DEF.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, René REVOL, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Hors commission - Organismes Extérieurs - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale TaM - Rapport Annuel de l'Administrateur 2021 - Approbation

Monsieur Laurent NISON, Conseiller Métropolitain, rapporte :

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) relatives aux Sociétés Anonyme d'Économie Mixte Locales (SAEML) et dans le cadre de l'exercice de leur mandat, les représentants de la Collectivité présentent le compte rendu des activités de la SAEML TaM au cours de l'exercice 2021.

Par délibération n°M2020-163 du Conseil en date du 31 juillet 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a désigné Monsieur Laurent NISON pour la représenter aux Conseils d'Administration et aux Assemblées Générales de la Société Anonyme d'Économie Mixte Locale TaM aux côtés des représentants suivants siégeant au conseil d'administration : Mathilde BORNE, Clara GIMENEZ, Coralie MANTION, Jean-Pierre RICO, Jean-Luc SAVY.

Le capital social à hauteur de 4 286 K€, est inchangé en 2021. Montpellier Méditerranée Métropole détient toujours 46,02% du capital de TaM et est représentée par 6 élus au sein du Conseil d'Administration aux côtés de la Ville de Montpellier (9,11% et un représentant) et de huit actionnaires privés (44,88%).

TaM détient 5 % du capital de la SAS T3M (société filiale du groupe Transdev SA), subdélégataire de la délégation de service public relative aux Transports publics de la Métropole, et dédiée à l'exploitation de la part suburbaine du réseau.

La société TaM détenait deux filiales à 100% qui ont fait l'objet d'une Transmission Universelle de Patrimoine (TUP) dans la société mère TaM avec transfert du contrat de délégation de service public :

- Au 31 décembre 2020 pour la SAS Saint Roch Stationnement, société dédiée à la Délégation de service public du parking St Roch avec la Métropole ;
- Au 31 décembre 2021 pour la SAS TaM Voirie, société dédiée à la Délégation de service public relative au stationnement sur voirie avec la Ville de Montpellier.

Au cours de l'exercice 2021, le Conseil d'Administration s'est réuni à cinq reprises les 3 février, 30 avril, 23 juin, 24 septembre et 27 octobre. L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires s'est réunie le 23 juin 2021 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2020. Une Assemblée Générale Extraordinaire a également eu lieu le 23 juin pour modifier les statuts et ajouter un administrateur salarié (loi PACTE).

Début 2021, la société est dirigée par son Président, Laurent NISON et son Directeur Général, Luc EGOUMENIDES. Le Conseil d'Administration du 24 septembre 2021 a mis fin avec date d'effet au 15 octobre 2021 au mandat du Directeur Général et opté à titre transitoire pour un mode de direction confié à un Président Directeur Général, Laurent NISON, avec délégation des pleins pouvoirs à un Directeur Général Délégué, Nicolas SILBERZAHN. A compter d'avril 2022, la société est de nouveau dirigée par son Président, Laurent NISON et son nouveau Directeur Général, Laurent SENIGOUT.

En 2021, la société TaM s'est attachée à poursuivre et développer ses activités telles que la gestion des transports urbains, l'extension du réseau de transports en commun, la gestion des horodateurs sur voirie, le stationnement en ouvrages ainsi que les activités en mandats (pour la construction des lignes de tramway), tout en maîtrisant au mieux les impacts de la crise sanitaire qui s'est poursuivie.

L'effectif moyen de la société s'établit à 1 142 au 31 décembre 2021 (1 135 en 2020).

En 2021, plusieurs événements ont marqué la société :

- La société a encore été fortement impactée par la crise sanitaire liée à la Covid-19. La poursuite de cette crise s'est traduite par une réduction générale de la mobilité du public comme de la mobilité professionnelle, impactant toutes les activités de TaM. La société présente un résultat déficitaire pour la 2^e année consécutive ;
- Déploiement de la gratuité phase 2 (-18 ans et + 65 ans) en septembre 2021, la phase 1 (week-end) lancée en septembre 2020 a désormais atteint son allure de croisière ;
- Le transfert de 30% du trafic TGV vers la gare Sud de France depuis décembre 2019 a impacté l'équilibre du contrat du parking Saint Roch.

La société TaM Voirie ayant fait l'objet d'une opération de Transmission Universel de Patrimoine (TUP) au 31 décembre 2021 au sein de sa société mère TaM, avec effet rétroactif fiscal au 1^{er} janvier 2021, il n'y a plus de comptes consolidés.

Toutes activités confondues, les comptes de TaM affichent un total des produits de l'ordre de 111 M€ (+12M€ par rapport à 2020 soit +12%). Le montant des charges se porte à hauteur de 113 M€ (en évolution de +6.8M€ soit +6%)

Le résultat net de l'exercice 2021 s'établit en déficit à hauteur de -1.5 M€ (+5.2M€ par rapport à 2020) grâce notamment à une reprise de provisions à hauteur de 7.3 M€.

Il n'a pas été versé d'intéressement en 2021 compte tenu de l'absence de bénéfice.

Les capitaux propres de la société s'élèvent à 19.3 M€ (dont un capital de 4M€ et un report à nouveau de 302K€ impacté par une provision sur engagements de retraite à hauteur de 3.5M€) et représentent 16% du total du bilan.

La société a par ailleurs continué à bénéficier de mesures d'aménagement de sa trésorerie afin de faire face aux difficultés de gestion corrélées à la crise sanitaire et à la baisse des recettes d'activité. Dans ce cadre, la société a souscrit à un PGE de 8 M€ par l'intermédiaire de 3 emprunts (la moitié a été remboursée en 2022, 4 M€ reste à rembourser en 2023). La Métropole a validé, selon les termes de l'avenant 5, la modification des modalités de versements des acomptes (SFE, GER, compensations) en trimestre à échoir.

Activité Transport

La DSP Transport, attribuée à TaM, a débuté le 1^{er} juillet 2018 pour une période de 6 ans. Une subdélégation pour les services suburbains, le TAD et les services liés aux sorties éducatives, a été attribuée à la SAS T3M détenue à 95% par Transdev et 5% par TaM (avenant n°1).

Un avenant n°2 a acté la mise en œuvre d'une restructuration du réseau de bus urbain et suburbain en septembre 2019 suivie de quelques ajustements en janvier et février 2020. Un avenant n°3 délibéré en décembre 2020, a précisé les modalités de compensations pour la phase 1 de la gratuité (550 K€) ainsi que le montant de l'indemnisation forfaitaire partielle de la perte d'exploitation Covid de l'exercice 2020 (6.8M€ pour TaM et 680 K€ pour T3M).

En 2021, un avenant n°4 a formalisé les modalités de compensations pour la phase 2 de la gratuité (-18 et +65 ans), un avenant n°5 a permis la mise à jour du programme d'investissements subventionnés concernant les exercices 2021 à 2023 et la prolongation jusqu'au 31 décembre 2022 de l'activité Velomag.

Les déplacements validés sont en hausse de 19% par rapport à 2020 mais encore en baisse de 35% par rapport à 2019, avec un impact de -36% sur les recettes de trafic.

Le nombre de voyages sur le réseau suburbain a subi une chute légèrement moindre par rapport à 2019, mais les services éducatifs ont en grande partie été supprimés, ainsi que les services spéciaux de type Amigo.

Comparé à 2019, l'impact de la crise sanitaire, fait baisser les produits transport (95.8 M€) de -6 M€ (dont SFE), mais ces derniers augmentent de 7 M€ par rapport à 2020.

Le montant de SFE 2021 versé par Montpellier Méditerranée Métropole à TaM s'élève à 35.8 M€ et demeure légèrement supérieur à 2020 (34.8 M€). Une SFE de 12.6 M€ est également versée à T3M dans le cadre du contrat de DSP Transports.

A cela s'ajoute les compensations sociales et scolaires versées par la Métropole à hauteur de 8 343 K€, soit -18% par rapport à 2020.

Dans le cadre du nouveau contrat de DSP avec la Métropole, une subvention de Gros Entretien Renouvellement est désormais versée par le délégant pour 80% du programme prévisionnel, soit 2 013 K€.

La contribution totale (TaM/T3M) versée par Montpellier Méditerranée Métropole (hors subvention d'investissements) s'élève ainsi à 67 M€ TTC (69 M€ TTC en 2020).

Il n'a pas été versé d'indemnité préjudicielle Covid-19 en 2021 pour TaM dont le niveau des capitaux propres et la structure financière, toutefois fortement fragilisée par les deux derniers exercices, reste acceptable. Une indemnité de 450 K€ pour le subdélégataire T3M, qui ne dispose pas de la même structure financière, a été approuvée au Conseil de Métropole du 31 mai 2022.

L'activité Transport dégage un résultat déficitaire de -2.4 M€ (-6M€ en 2020) grâce notamment à une reprise de provisions pour risques et charges à hauteur de 7.3 M€ (concernant le Gros entretien renouvellement, les chariots de portes rames Citadis 401, les corps de roues des rames Citadis, le remplacement des injecteurs multitubulaires Ligne 2).

Mandats et Assistance à Maîtrise d'Ouvrage

TaM réalise les opérations Tramway dans le cadre de mandat de maîtrise d'ouvrage.

Le chiffre d'affaires de l'activité mandats et maîtrise d'ouvrage pour 2021 s'établit à 1 916 K€ (1 540 K€ en 2020) et présente un résultat équilibré.

Les mandats en cours en 2021 ont permis à TaM de travailler sur les dernières opérations d'achèvement de la L3, sur les études de l'extension L1 vers la gare TGV Sud de France et la reprise des études de la L5 dont l'attribution de réalisation a été notifiée à TaM le 31 décembre 2020.

Stationnement (en ouvrages et sur voirie)

Concernant la gestion des parkings de centre-ville de Montpellier, TaM a été désignée en tant que délégataire pour la gestion des parkings Comédie (2014-2023), Antigone (2014-2023), Gambetta (1987-2029) et Europa (1996-2035) et Saint Roch (2015-2030). TaM détient également la gestion du parking du Corum (2020-2027) avec Montpellier Méditerranée Métropole en tant que subdélégataire de la SAEML Montpellier Events.

La fréquentation « horaire » augmente de 13.9% par rapport à 2020, mais reste inférieure de 25.2% à celle de 2019.

Plus spécifiquement, sur Gambetta, la modification du plan de circulation du quartier et les travaux de la ville entamés fin 2021, ont accentué la baisse de fréquentation (-6.6% par rapport à 2020 et -30.4% par rapport à 2019). Seul le parking Saint Roch connaît une hausse importante de sa fréquentation en volume (+67 milles sorties soit +33%), sans toutefois rattraper sa fréquentation de 2019 (-24%), suivent Comédie (+9.7%) et Corum (+28.5%).

Le chiffres d'affaires « horaire » augmente de 1.3 M€ soit 29.6% par rapport à 2020, sans retrouver le niveau de 2019 (-1.9 M€ -25.8%).

La fréquentation « abonnés » est moins impactée par la crise (+3.4%/2020) et voit ses recettes en hausse de 6.4%.

Le résultat des parkings centre-ville s'élève à -262 K€ en baisse par rapport à 2019 (-28 K€ en 2020, 822 K€ pour 2019) principalement généré par le déficit du parking Saint Roch (-322 K€), lié aux conséquences de la décision de la SNCF de transférer 30% du trafic TGV de la gare Saint Roch à la Sud de France.

La gestion du stationnement sur voirie a débuté en 2018 sous délégation de service public avec la Ville de Montpellier, pour une période de 7 ans (2018-2024), par une filiale dédiée de TaM, et détenue à 100%, la SAS TaM Voirie. Au 31 décembre 2021 la substitution du délégataire en faveur de TaM a été réalisée. L'activité continue à se développer avec l'acquisition du 1^{er} véhicule LAPI (Lecture Automatiques de Plaques d'Immatriculation), le stationnement PMR gratuit avec guidage à la place et l'intégration sur M'Ticket. Dans les comptes de la société TaM ne figure que le boni de fusion de 1.4 M€.

Les redevances versées aux délégants liées aux contrats de délégation de service public de TaM sont en hausse de près de 4.7% ; elles s'élèvent à 1 487 K€ pour la Métropole (DSP parkings en ouvrages) à 223 K€ pour Montpellier Events (DSP parking Corum) et 3 M€ pour la Ville de Montpellier (DSP stationnement sur voirie).

CFA

Le CFA a ouvert une section à la rentrée 2018 avec 12 apprentis. En décembre 2019, une 2^{ème} session du CFA avec 7 nouveaux apprentis a démarré. Malgré la crise sanitaire les 7 apprentis ont réussi leur diplôme et ont pu être titularisés à des postes de conducteurs.

En 2021, 2 promotions ont suivi une formation : 7 apprentis de décembre 2019 à novembre 2021 et 8 apprentis depuis juillet 2021.

La loi « Avenir professionnel » de septembre 2018 et la réforme de taxe d'apprentissage ont réduit de 2/3 le financement du CFA, d'où un déficit en 2021 de -11K€ (-152 K€ en 2020).

Autres activités des contrats privés

Les contrats privés contribuent au financement des charges de structure de la direction stationnement (280 K€). Cette activité subit pour la 2^{ème} fois en 2021, un résultat négatif à hauteur de -111 K€.

La loi 3DS n'a pas retenu la possibilité pour les SPL d'exploiter des contrats privés. L'impact futur sera la répartition des charges de structure stationnement sur un périmètre plus réduit.

L'année 2022 sera marquée par l'évolution de la nature juridique de la Société d'Economie Mixte Locale TaM en Société Publique Locale. Cette évolution va impacter l'actionnariat de la société qui restera entièrement public ; par ailleurs cette évolution va permettre à Montpellier Méditerranée Métropole de développer les grands projets stratégiques en terme de mobilité du territoire.

A la sortie progressive de la crise sanitaire, est venue s'ajouter la guerre en Ukraine dont les impacts sur l'inflation et le coût des matières premières ne sont pas encore totalement définis.

De plus, des modifications d'offre du réseau impulsés par Montpellier Méditerranée Métropole restent à déployer, ainsi que la poursuite de la mise en œuvre de la gratuité des transports pour les métropolitains sur le territoire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du rapport annuel de l'administrateur de la société TaM pour l'exercice 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20220726-197004-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Rapport de Gestion TaM 2021.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, René REVOL, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Hors commission - Organismes extérieurs - Société Publique Locale - Agence Régionale Aménagement Construction Occitanie (ARAC Occitanie) - Rapport annuel 2021 de l'administrateur - Approbation

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) relatives aux Sociétés Anonymes d'Economie Mixte Locales (SAEML) et dans le cadre de l'exercice de leur mandat, les représentants de la collectivité présentent le compte rendu des activités de la Société Publique Locale ARAC OCCITANIE au cours de l'exercice 2021.

Par délibération n° M2020-163 le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 31 juillet 2020, a désigné Madame Coralie MANTION pour la représenter aux Assemblées Générales de la société.

La société, au capital de 1 830 000 €, est détenue à 96,05% par la Région, actionnaire principal, notamment au côté de Montpellier Méditerranée Métropole comme partenaire public (0,01%) et d'autres communes, syndicats, Communautés de communes de la Région (49 au global) pour le reste des parts. La société est présidée depuis le 01 octobre 2021 par la Région Occitanie représentée par Madame Aurélie MAILLOLS.

La SPL ARAC OCCITANIE conçoit et réalise des opérations de construction, d'aménagement, de renouvellement urbain et d'investissement durables. Elle fait partie du groupe des Etablissements Publics Locaux (EPL) Régionaux qui ont mis en commun leurs compétences autour de deux grands projets : l'Agence Régionale Energie Climat (AREC Occitanie), et l'Agence Régionale Aménagement Construction (ARAC OCCITANIE)

L'ARAC OCCITANIE, est l'outil régional dédié aux projets de développement en Occitanie. Elle est née du regroupement des EPL des anciennes Régions Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées : la Cogemip, Midi Pyrénées Construction (MPC), Languedoc Roussillon Aménagement (LRA), Languedoc Roussillon Agence de Développement (LRAD), l'ARPE (Agence Régionale pour l'environnement).

Montpellier Méditerranée Métropole était alors actionnaire de la SPL LRAD au côté de la Région Occitanie majoritaire. C'est dans ce cadre que sa participation est désormais conduite dans la SPL ARAC OCCITANIE. La société ARAC OCCITANIE a en effet été créée le 6 juillet 2011 à l'initiative de la Région Midi-Pyrénées sous le nom de SPL Midi Pyrénées Construction (MPC) avec un capital de 230 000 €, détenu à 84% par la Région Midi-Pyrénées et 16% réparties à parts égales entre 16 communes appartenant au territoire Midi-Pyrénées. Le projet de regroupement des EPL a entraîné la fusion par Transmission Universelle de Patrimoine (TUP) avec effet rétroactif au 1er janvier 2020 entre la SPL MPC et la SPL LRAD, dont Montpellier Méditerranée Métropole était actionnaire et, il a été acté la réalisation du changement du nom de la structure en ARAC OCCITANIE. Cette fusion a entraîné la réalisation d'une augmentation de capital pour le porter à 1 830 K€ et accueillir de nouveaux actionnaires. Concomitamment à ces opérations, Montpellier Méditerranée Métropole s'est portée acquéreur auprès de la Région Occitanie d'une action de valeur nominale 100€ représentant moins de 0,01% du capital.

L'ARAC OCCITANIE est composée de deux sociétés complémentaires, la SEM ARAC et la SPL ARAC, reliées par un GIE, qui interviennent en fonction de la nature du projet, du type de client et du mode d'intervention à privilégier. Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire de la seule SPL.

La SPL ARAC OCCITANIE a ainsi pour objet de procéder à tous actes nécessaires à la réalisation des actions ou opérations d'aménagement, de construction, permettant notamment la mise en œuvre des politiques de renouvellement urbain, de l'éducation, des transports, de la valorisation du territoire, du tourisme ainsi que tout autre domaine intéressant le développement économique et social local des territoires, ou la réalisation de mission d'ingénierie de projets et l'exploitation de tout service public à caractère industriel ou commercial ou toute autre activité d'intérêt général pour le compte de ses seuls actionnaires.

Monsieur Aurélien JOUBERT, a été nommé Directeur Général de la SPL ARAC OCCITANIE à compter du 23 novembre 2020 jusqu'au 31 décembre 2022. L'effectif au 31 décembre 2021 est de 50 personnes, dont deux CDD.

L'Assemblée Spéciale et le Conseil d'Administration se sont réunis 3 fois en 2021 : 15 janvier, 11 mai et 1^{er} octobre. L'Assemblée Générale Ordinaire s'est tenue le 3 juin 2021 pour statuer sur les comptes 2020 et le 16 juin 2022 pour statuer sur les comptes 2021.

Le résultat net 2021 s'élève à 79 K€. Le chiffre d'affaires s'établit à 8 496 K€, en progression de + 700 K€ par rapport à 2020, dont :

- Des études et mandats pour le compte de la Région pour 7 445 K€ (en hausse de + 537 K€) ;
- Des opérations pour le compte d'autres clients pour 273 K€ (en hausse de 24 K€) ;
- Une concession pour un montant total de 108 K€ (en progression de 96 K€).

Les charges d'exploitation s'élèvent à 7 882 K€ en progression de + 1 031 K€. Elles se composent notamment des achats et charges externes (959 K€), des refacturations de charges de fonctionnement entre membres (1 552 K€, dont 969 K€ en provenance du GIE soit 46% des charges de fonctionnement du GIE, et 583 K€ au titre de la mise à disposition de personnel entre la SEM ARAC et la SPL), et des charges de personnel pour 3 223 K€ (en hausse de 329 K€ (soit +11%)), pour un ETP moyen de 44.29 en évolution de +10.7%.

Au cours de l'année 2021, la société a réalisé les principales opérations suivantes :

- Livraison de l'Extension du hall B2 du Parc des Expositions de Montpellier ;
- Lycée Frédéric-Bazille à Montpellier (34) – Construction d'un gymnase ;
- Lycée La Condamine à Pézenas (34) – Reconstruction de la restauration scolaire ;
- Lycée Jean-Moulin à Béziers (34) – Rénovation du plateau sportif ;
- Lycée Jean-Moulin à Pézenas (34) – Restructuration et extension de la restauration scolaire ;
- Lycée Federico-Garcia-Lorca à Théza (66) – Restructuration du gymnase ;
- Lycée Pierre-de-Coubertin (66) – Rénovation et optimisation énergétique des installations ;
- Lycée François-Mitterrand (82) - Restructuration - Extension du lycée ;
- CROUS à Rodez – Construction du Restaurant Universitaire ;
- Sécurisation des sites des Lycées Ferroul-King-Lacroix-Ruffié ;
- Faculté de Médecine à Montpellier-Travaux de réparation ;
- Mandat d'études du Ferroviaire Rural de Gragnague (Phase 2) ;
- Construction d'un dépôt et d'un centre d'exploitation pour autocars à Saint Sulpice la Pointe – Mandat ;
- Maison Régionale de l'Environnement (CPI) - Accompagnement de la Région à la définition de l'écosystème d'acteurs de la Maison Régionale de l'Environnement et sa Préprogrammation ;
- Mission d'AMO pour le suivi du développement du port de Port-La-Nouvelle en lien avec les investissements de la SEMOP PLN et de la Région ;
- CPI pour la Préfiguration de l'Agence ARIS /Région - Mise en oeuvre de l'appel à projets RELOCC ;
- Reconstruction-démolition du bâtiment 3A à l'Université Paul-Sabatier à Toulouse ;
- Lycée Pyrène à Pamiers (09) - Programme complémentaire de travaux ;
- Lycée Gallieni à Toulouse : aménagements extérieurs ;
- Halle des Transports à Toulouse ;
- Réaménagement du Stade Jules-Soulé (SEMEAC) ;
- Restructuration et extension d'un cinéma à Lavaur ;
- Lycée Pompidou Castelnau-le-Lez - Sécurisation du site ;
- Lycée Rousseau à Montpellier - Sécurisation du site ;
- Lycée Charles-de-Gaulle à Sète – Sécurisation du site ;
- Lycée Joffre à Montpellier : Mise en conformité des salles de sciences.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du rapport annuel de l'administrateur de la SPL ARAC OCCITANIE pour l'exercice 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20220726-197470-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Rapport adm 2021 ARAC.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, René REVOL, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Hors commission - Organismes extérieurs - Société Publique Locale L'Or Aménagement - Rapport Annuel 2021 de l'Administrateur - Approbation

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) relatives aux Sociétés Anonymes d'Économie Mixte Locales (SAEML), et dans le cadre de l'exercice de son mandat, le représentant de la Collectivité présente le rapport annuel 2021 de l'Administrateur de la Société Publique Locale l'Or Aménagement.

Par délibération numéro M2020-237 du Conseil de Métropole en date du 15 septembre 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a désigné Madame Coralie MANTION pour la représenter au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la Société Publique Locale l'Or Aménagement.

La société assure le rôle d'opérateur en aménagement, développement économique et touristique, gestion des services publics et de toutes activités d'intérêt général pour le compte de ses actionnaires.

Au 31 décembre 2021, le capital social de la SPL L'Or Aménagement composé de 21 000 actions pour un montant de 320 143 €, est inchangé. Montpellier Méditerranée Métropole détient toujours 3,57% du capital de la société. La Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or est actionnaire majoritaire à hauteur de 51% et préside la société en la personne de M. Yvon BOURREL. Les autres actionnaires sont la Commune de Mauguio à hauteur de 31,54%, La Grande Motte (7,3%), Valergues (4,7%), Candillargues, Pérols, Lansargues, Mudaison, Palavas-les-flots et Saint Aunès pour un total de 1,89% cumulés.

Montpellier Méditerranée Métropole est représentée par un siège sur dix-huit au Conseil d'Administration de la société.

Pour l'année 2021, le Conseil d'Administration s'est réuni trois fois, le 16 mars, le 26 mai et le 9 décembre 2021. L'Assemblée Générale Ordinaire d'approbation des comptes 2020 s'est tenue le 24 juin 2021 ; l'Assemblée Générale Ordinaire d'approbation des comptes 2021 s'est tenue le 28 juin 2022.

La société est dirigée par Yvon BOURREL, Président Directeur Général. Madame Frederique SAURY est désignée en qualité de Directrice Générale Déléguée, et mandataire sociale.

L'effectif de la société au 31 décembre 2021 est composé de 12 salariés en CDI dont 11 cadres pour un effectif moyen de 11,92 ETP.

Il est à noter que la société a acquis ses locaux « Prévert » le 28 janvier 2021.

Du point de vue de l'activité en 2021, le rythme de commercialisation est à souligner malgré la pandémie avec 88 lots signés en promesse de vente réalisées et 58 lots vendus en 2021. La signature de 4 compromis de vente totalisant 119 logements et 3 actes authentiques représentant 90 logements est à mentionner au titre des micro lots. Plusieurs chantiers de VRD ont démarré (T4 nord de Châtaigniers, T3 de Roselières, T2 des Conques et livraison des travaux de la T1 des Conques) et un nouvel investissement a été engagé sur les concessions qui s'élève à 5 492 M€ HT. Le montant d'actes de cessions signés en 2021 représente 12 173 556€ dont les cessions de terrain à bâtir pour 6 309 043€ et les cessions de macro lots pour 5 864 513€.

Concernant les concessions, on peut citer les opérations suivantes : la concession Fages Baumel (480 logements) avec la commune de La Grande Motte dans le cadre du projet ville port, la fin de la concession de Lou plan des Aires à Mudaison (220 logements dont 52 en logements locatifs aidés), la ZAC Les Châtaigniers à Saint-Aunès (480 logements dont 26% en logement locatifs aidés), la ZAC Font de Mauguio (près de 800 logements dont 31% en logement locatifs aidés et 15% en logements abordables), la ZAC Les Roselières à Valergues (environ 110 logements dont 25% en logement locatifs aidés et 15% de logements abordables) et la ZAC Les Conques à Lansargues (environ 110 logements dont 25% en logement locatifs aidés et 15% de logements abordables).

Concernant les consolidations financières des concessions d'aménagement, 10 contrats de prêts sont en cours pour un montant initial emprunté de 13,200 M€ dont 6,368 M€ restent à rembourser.

Concernant les conventions d'assistance à maîtrise d'ouvrage, on peut citer les opérations suivantes :

- 5 nouvelles conventions : le projet de requalification de Fréjorgues Est et Ouest pour le Pays de l'Or Agglomération (16 K€), l'étude de programmation urbaine et économique du secteur Pointe de Mudaison pour le Pays de l'Or Agglomération (2 K€), l'accompagnement à la mise en place d'une convention de PUP et expertise technique du projet d'extension de PIOM pour la Pays de l'Or Agglomération (13 K€), la mise à jour des études préalables à l'aménagement de la zone des plans et sa mise en œuvre opérationnelle pour la commune de Lansargues (0 K€) et l'assistance aux acquisitions foncières liaison cyclables Fréjorgues Est pour le Pays de l'Or Agglomération (0 K) ;

- La continuité sur 2022 des conventions sur les opérations suivantes : schéma directeur de Mauguio-Carnon (40 K€), capitainerie de Carnon pour la commune de Mauguio-Carnon (7 K€), ZAC des portes de l'Aéroport (PIOM) pour le Pays de l'Or Agglomération (54 K€), transfert de l'ECO PARC de Saint-Aunès et conditions de son extension pour le Pays de L'Or Agglomération (9 K€), projet de revalorisation du triangle de l'Avranche pour le Pays de l'Or Agglomération (2 K€), projet Ville Port de La Grande Motte (84K€), valorisation écotouristique de la presqu'île de l'Avranche du port et des berges du canal de Pérols pour Pays de l'Or Agglomération (2 K€), valorisation écotouristique de la presqu'île de l'Avranche du port et des berges du canal de Pérols pour Montpellier Méditerranée Métropole (5 K€) ;

- La poursuite et le terme en 2021 des opérations suivantes : l'étude de faisabilité et de redéploiement de la zone amodiée de part et d'autre du canal de Carnon pour la commune de Mauguio-Carnon (6,5 K€), l'étude de faisabilité et de programmation du pôle nautique de La Grande Motte (0 €), l'étude de faisabilité de réaménagement du canal de liaison des étangs de l'Or et du Méjean et accompagnement administratif à son transfert pour la commune de Pérols (8,5 K€), la définition des modalités de financement et participations dans le cadre d'opération d'aménagement pour la commune de Valergues (12 K€), la définition du devenir de la cave coopérative de Lansargues pour la commune de Lansargues (8 K€).

Du point de vue financier, la SPL L'Or Aménagement enregistre pour 2021, un chiffre d'affaires hors taxe de 10 985 K€ (contre 14 097 K€ en 2020) et un résultat net bénéficiaire à hauteur de 64 K€ (contre un déficit net de 76 K€ en 2020) notamment du fait de la forte hausse des produits d'exploitation (+8 115 K€) supérieure à celle des charges d'exploitation pourtant également en forte hausse (+7 954 K€). Les capitaux propres s'établissent à 1 409 K€ attestant d'une bonne santé financière.

L'ensemble des produits est issu des différentes opérations de concession pour 858 K€ (+83 K€ soit +11% du fait d'une hausse des rémunérations sur dépenses et malgré une baisse de celle sur la commercialisation), des différentes études menées en 2021 pour 269 K€ (+118 K€, soit +78% et suite aux élections municipales, des reprises ont été effectuées sur de nouveaux projets confiés par les collectivités actionnaires), des mandats pour 111 K€ (+18 K€ soit -19% par rapport à 2020) et des produits de cessions pour 10 605 K€ (-3 247 K€, soit -23% par rapport à 2020).

Les perspectives d'évolution en 2022 portent notamment sur la création de la SEM L'Or Autrement et du GIE LOA en juillet 2022 qui auront un impact sur différents postes à savoir les charges et l'investissement humain. On note la signature de deux nouveaux contrats début 2022 relatifs à une étude de faisabilité technique et règlementaire pour l'aménagement d'un lotissement d'habitat sur la commune de Candillargues pour la commune de Candillargues et une étude relative à l'évolution stratégique de la Salle Bleue, du COSEC et du Phare sur la Commune de Palavas Les Flots pour la commune de Palavas Les Flots, ainsi que trois autres contrats en cours de signature concernant l'étude des conditions de revalorisation commerciale du centre-ville de Palavas Les Flots et l'accompagnement opérationnel au déploiement de l'action foncière pour la commune de Palavas Les Flots, l'étude de faisabilité reconversion de la cave coopérative en un projet d'habitat et d'équipements pour la commune de Mudaison, et une étude de mise en œuvre opérationnelle d'une première tranche du projet de valorisation éco-touristique du port et canal du Méjean pour la commune de Pérols.

D'un point de vue financier, le Chiffre d'Affaires hors commercialisation des lots à bâtir est attendu à hauteur de 1 296 K€ (+58 K€ soit +5% par rapport au réalisé 2021), dont 900 K€ (+41 K€ soit +5% par rapport à 2021) au niveau des concessions, 67 K€ (-44 K€ soit -40%) au niveau des mandats et 330 K€ (+61 K€ soit +23%) au niveau des études. Le bénéfice attendu se monterait à 28 K€.

Il est également à noter l'entrée de la Communauté de Communes des Pays de Lunel prévue pour le 31 mai 2022 par achat de 66 actions auprès de la commune de Valergues.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du rapport annuel de l'administrateur de la Société Publique Locale L'OR AMÉNAGEMENT pour l'exercice 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-196897-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Rapport l'or aménagement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, René REVOL, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Hors commission - Organismes Extérieurs - Société Publique Locale Occitanie Events - Rapport Annuel de l'Administrateur 2021 - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) relatives aux Sociétés Anonymes d'Economie Mixte Locales et dans le cadre de l'exercice de son mandat, le représentant de la Collectivité présente le compte rendu des activités 2021 de la Société Publique Locale OCCITANIE EVENTS.

Par délibération n°M2020-163 du Conseil de Métropole en date du 31 juillet 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a désigné Monsieur Cyril MEUNIER pour la représenter au sein du Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales de la SPL OCCITANIE EVENTS.

La SPL OCCITANIE EVENTS dispose d'une délégation de service public relative à l'exploitation du Parc des Expositions et de la Sud de France Aréna de la Région Occitanie depuis le 1^{er} janvier 2019, pour une durée de 8 ans. L'année 2021 est donc le troisième exercice de la SPL OCCITANIE EVENTS.

Au 31 décembre 2020, le capital de la société inchangé, s'élève à hauteur de 1 500 000 €. Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire avec 10 actions soit 0,67% du capital aux cotés de la Région Occitanie, majoritaire avec 1 460 actions soit 97,33%, du Département de l'Hérault (0,67%), de la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or (0,67%) et de la Ville de Pérols (0,67%).

Au cours de l'exercice 2021, le Conseil d'Administration s'est réuni à trois reprises les 5 mai, 23 septembre et 29 novembre. L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires s'est réunie le 16 juin 2021 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2020 et le 16 juin 2022 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2021.

Consécutivement à la crise sanitaire, le résultat net de l'année 2020 a subi les impacts de la crise sanitaire liée à la Covid-19 et enregistre un déficit de -3 556 K€, les capitaux propres de la SPL OCCITANIE EVENTS, sont devenus inférieurs à 50% du capital social. Conformément à l'article L.225-248 du Code de commerce, l'Assemblée Générale Extraordinaire du 9 octobre 2021 s'est prononcée sur la continuité de la société avec l'engagement de régulariser la situation au plus tard le 31 décembre 2022.

Le conseil d'administration du 29 novembre 2021 a décidé de convoquer une Assemblée Générale Extraordinaire en vue de proposer aux actionnaires une augmentation de capital de 5 M€ sous forme de 5 000 actions de 1 000 € pour atteindre un capital de 6.5 M€. La Métropole a approuvé, par délibération n°M2022-44 en date du 25 janvier 2022, la souscription à l'augmentation de capital à hauteur de 33 actions nouvelles à 1 000 € chacune, soit 33 000 €.

La société est dirigée par une Présidente, Marie-Thérèse MERCIER et un Directeur Général, Cédric FIOLET. L'effectif de la société est de 59 salariés au 31 décembre 2021 et un mandataire social.

L'activité événementielle 2021 a encore été fortement marquée par la crise sanitaire et les restrictions de jauge qui ont perduré jusqu'en septembre 2021, avec une perte de plus de 25% du volume d'affaires par rapport à 2019.

Au final, 86 événements ont pu se tenir sur les 2 sites (51 manifestations en 2020), soit +68.6%, générant une fréquentation de 342 582 visiteurs contre 178 915 en 2020 (soit +91%).

Une analyse par marché donne les éléments suivants :

Le marché des salons autoproduits a pu se tenir avec 3 événements : Foire Internationale de Montpellier, Art Montpellier et Energaïa et ainsi renouer avec un format grand public en présentiel en générant une fréquentation de 111 048 visiteurs (10 687 en 2020).

Le marché du MICE a regroupé essentiellement les salons accueillis et concours (31 événements) qui représentent 45% du total des visiteurs (153 240). Plusieurs événements Congres et Corporate dont celui des Régions de France ont soutenu ce marché en 2021. De belles manifestations ont également pu se tenir, notamment le sommet Afrique-France ainsi que 3 assemblées plénières de la Région Occitanie.

Le marché des spectacles n'a jamais pu reprendre au cours de l'exercice. Les producteurs sont restés très prudents et ont préféré reporter les tournées au début 2022.

Pour l'activité des deux sites, le chiffre d'affaires s'établit à 8 926 K€ en hausse de 96% par rapport à 2020 (4.5M€) mais en deçà de celui de 2019 de -44% (15.8M€) ; avec 7 328 K€ pour le Parc des Expositions (82%) et 1 598 K€ pour la Sud de France Aréna (18%).

Par marché, le chiffre d'affaires se décompose ainsi :

- Les salons autoproduits ont généré 3.5M€ (460K€ en 2020)
- Les salons accueillis et les concours représentent près de 3.2M€ (1.6 M€ en 2020) ; au 1^{er} semestre pendant les restrictions se sont les concours et examens qui ont soutenu l'activité, lors du dernier trimestre les principaux salons ont pu se tenir presque normalement ;
- Les marchés des congrès et du corporate avec plus d'1M€ ont eu quelques beaux événements ;
- Le marché du sport même avec des huis clos jusqu'en septembre a généré 1.7M€ ;
- Les hospitalités ont été durement impactées par l'arrêt des spectacles. Le chiffre d'affaires se résume à quelques consommations Club sur les événements sportifs ;
- Le marché du spectacle n'a pas généré de chiffre d'affaires. Les dates ont été reportées sur 2022 notamment.

Le total des produits d'exploitation s'élève à 10 976 K€ (5 181 K€ en 2020). Dans les autres produits figurent notamment la redevance liée au naming de l'Aréna (330 K€) et dans les subventions d'exploitation 1.5M€ d'aides.

L'exercice 2021 a permis de distribuer une participation aux salariés (79 K€).

Les redevances versées à la Région Occitanie dans le cadre de la délégation de service public, s'élèvent à 576 K€ contre 305 K€ en 2020.

Le résultat net enregistre un bénéfice de 315 K€ (- 3 556 K€ de déficit en 2020).

Il convient de mentionner les éléments suivants liés à la crise sanitaire :

- Mise en place de Prêts Garanties par l'Etat (PGE) en deux phases, une 1^{ère} tranche versée en septembre 2020 pour 1.9M€, une seconde au cours du 1^{er} trimestre 2021 du même montant, soit 3.8M€ au total ;
- Mise en place de mesures de chômage partiel et exonération de charges sociales (535 K€) ;
- Aide du fonds de solidarité pour 879 K€ (200 K€ en 2020) ;
- Aides « coûts fixes » pour 630 K€.

Les capitaux propres de la société s'améliorent passant de -1 853 K€ à fin 2020, à - 1 538 K€ à fin 2021, grâce au résultat bénéficiaire de 2021.

Pour les perspectives 2022, afin de pérenniser la société en proie à de graves difficultés financières, une augmentation de capital de 5M€ sera réalisée portant le capital de 1.5M€ à 6.5M€ ; celle-ci permettra notamment de poursuivre les investissements à hauteur du projet envisagé.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du rapport annuel de l'administrateur de la Société Publique Locale OCCITANIE EVENTS pour l'exercice 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20220726-196998-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- RAA SPL OE 2021.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, René REVOL, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Hors commission - Rapports annuels des Délégués (RAD) de Service Public - Exercice 2021 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

En vertu de l'article R.3131-2 du Code de la commande publique, les délégués de service public sont tenus de produire chaque année, avant le 1^{er} juin, à l'autorité déléguée, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport permet à l'autorité déléguée d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

Conformément aux articles L.1411-3 et L.1411-13 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), dès réception, ces rapports doivent être inscrits pour examen à l'ordre du jour du plus proche Conseil, et mis à la disposition du public en mairie, ainsi qu'au siège de la Métropole, dans les quinze jours de leur réception, pendant une durée d'un mois.

En outre, ces rapports annuels des délégués doivent être examinés par la Commission Consultative des Services Publics Locaux, selon l'article L.1413-1 du CGCT et par la Commission de Contrôle des Comptes, selon les articles R.2222-1 à R.2222-5 du CGCT.

Compte tenu des délais d'instruction nécessaires à l'examen de l'ensemble de ces rapports, ainsi que de leur passage préalable dans les deux commissions précitées permettant d'en attester, il est ainsi proposé à l'Assemblée de prendre acte de la réception des rapports annuels des délégations de services publics au titre de l'exercice 2021 conformément à la réglementation en vigueur, et d'en reporter l'examen singulier dans le cadre de séances ultérieures de l'assemblée délibérante. Cette disposition se justifiant par ailleurs dans le fait que les rapports remis avant le 1^{er} juin font parfois l'objet de modification par le délégué, consécutivement à l'examen approfondi apporté par les services de la Métropole ; certains rapports pouvant également se retrouver incomplets à la date de remise.

Les rapports relatifs aux équipements et services publics suivants ont été remis conformément à la réglementation en vigueur :

| Équipement / Service | Délégué |
|---|--|
| Corum-Palais des Congrès-Opéra et Zénith Sud | Groupement SAEML MONTPELLIER EVENTS / SAEML TaM |
| Service extérieur des pompes funèbres et du crématorium | SAEML SFMA |
| Marché d'Intérêt National | SAEML SOMIMON |
| Planet Ocean Montpellier | SAS PLANETOCEANWORLD MONTPELLIER |
| Patinoire Vegapolis | SARL VM34000 (VERTMARINE) |
| Transports publics urbains | SAEML TaM |
| Parcs de stationnement Foch-Préfecture/Marché aux fleurs et Arc-de-Triomphe | SA EFFIA |
| Parc de stationnement Antigone | SAEML TaM |
| Parc de stationnement Comédie | SAEML TaM |
| Parc de stationnement Europa | SAEML TaM |
| Parc de stationnement Gambetta | SAEML TaM |
| Parc de stationnement Nouveau Saint Roch | SAEML TaM |
| Parc de stationnement Peyrou-Pitot | SA INDIGO |
| Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid | SAEML SERM |
| Concessions d'Electricité (7 contrats – 7 communes) | SA ENEDIS |

| Equipement / Service | Délégataire |
|---|----------------|
| Concession de Gaz (24 contrats – 30 communes) | SA GRDF |
| MAERA, Station de traitement des eaux usées | SCA VEOLIA Eau |
| Collecte des eaux usées des communes raccordées à MAERA | SCA VEOLIA Eau |
| Collecte et traitement des eaux usées sur les secteurs Est et Ouest | SAS AQUALTER |
| Unité de méthanisation AMETYST | SAS AMETYST |

Les rapports relatifs aux équipements et services publics suivants n'ont pas été remis :

| Equipement / Service | Délégataire |
|----------------------|--------------------|
| Plages (lot 1) | SAS JET 7 LOCATION |
| Plages (lot 2) | SARL LOISIR D'ETE |

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte de la réception des rapports des délégataires de services public au titre de l'exercice 2021 conformément à la réglementation en vigueur ;
- De confier l'examen de ces rapports à la Commission Consultative des Services Publics Locaux et l'autoriser à demander aux délégataires toute information complémentaire dans le cadre réglementaire qui s'applique ;
- De confier l'examen de ces rapports à la Commission de Contrôle des Comptes et l'autoriser à demander aux délégataires toute information complémentaire dans le cadre réglementaire qui s'applique ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-196254-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Julien MIRO, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Ressources - Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2021 - Budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

En application de l'instruction comptable M57 (article L.2311-5 alinéa 1 du Code général des collectivités territoriales), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2021 du budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2021 se clôture comme suit :

| | |
|--|-------------------|
| - Résultat de fonctionnement à affecter : | 172 789 354,38 € |
| - Résultat d'investissement hors reports : | -119 127 531,27 € |
| - Solde des reports d'investissement : | -28 397 409,93 € |
| - Besoin de financement de la section d'investissement : | 147 524 941,20 € |

Il convient de transférer les résultats de clôture dans chaque section respective du budget principal de la Métropole. Le résultat à affecter doit couvrir en priorité le besoin de financement de la section d'investissement corrigé des restes à réaliser de cette section en dépenses et en recettes.

Par ailleurs, suite à la suppression du budget annexe de l'eau potable au 31 décembre 2021, il convient de transférer les résultats du budget annexe de l'eau potable au budget principal.

Afin de transférer les résultats du budget annexe eau potable au budget principal, et en conformité avec la reprise opérée par le comptable dans l'application informatique de la direction générale des finances publiques « Hélios », il doit être procédé à la contraction des résultats du budget annexe eau potable avec ceux du budget principal.

Ainsi, les inscriptions budgétaires à prévoir au budget supplémentaire principal, comprenant la contraction des résultats doivent être les suivantes :

| | |
|--|------------------|
| -001 (dépense) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté : | 118 625 567,61 € |
| (Contraction des résultats du budget principal 119 127 531,27€ - budget annexe eau potable 501 963,66 €) | |
| -1068 (recette) : Excédents de fonctionnement capitalisés : | 147 524 941,20 € |
| - 002 (recette) résultat de fonctionnement reporté : | 30 168 616,84 € |
| (Contraction des résultats du budget principal 25 264 413,18 € + budget annexe eau potable 4 904 203,66 €) | |
| - 65888 (dépense) : transfert de l'excédent de fonctionnement du budget annexe de l'eau potable à la Régie des eaux : 3 714 542,22 €; | |
| - 1068 (dépense) : transfert du solde positif d'exécution de la section d'investissement du budget annexe de l'eau potable à la Régie des eaux : 501 963,66 €. | |

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'affecter l'excédent de fonctionnement 2021 à la section d'investissement pour un montant de 147 524 941,20 € et à la section de fonctionnement pour un montant de 25 264 413,18 € ;
- De procéder aux opérations budgétaires suivantes :

| | |
|--|------------------|
| 001 (dépense) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté : | 119 127 531,27 € |
| 1068 (recette) : Excédents de fonctionnement capitalisés : | 147 524 941,20 € |
| 002 (recette) résultat de fonctionnement reporté : | 25 264 413,18 € |
- D'autoriser la reprise des résultats du budget annexe de l'eau potable au budget principal ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 6 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 4 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-197068-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/08/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Julien MIRO, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Ressources - Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2021 - Budget annexe du service assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

En application de l'instruction comptable M49 (article R.2221-48 du Code général des collectivités territoriales), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2021 du budget annexe du service assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2021 se clôture comme suit :

| | |
|--|-----------------|
| - résultat de fonctionnement à affecter : | 16 958 314,23 € |
| - résultat d'investissement hors reports : | -7 476 178,77 € |
| - solde des reports d'investissement : | -6 365 681,12 € |
| - besoin de financement de la section d'investissement : | 13 841 859,89 € |

Le résultat à affecter doit couvrir en priorité le besoin de financement de la section d'investissement corrigé des restes à réaliser de cette section en dépenses et en recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'affecter l'excédent de fonctionnement 2021 à la section d'investissement pour un montant de 13 841 859,89 € et à la section de fonctionnement pour un montant de 3 116 454,34 € ;
- De procéder aux opérations budgétaires suivantes :
 - 001 (dépense) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté :7 476 178,77 €
 - 1068 (recette) : Excédents de fonctionnement capitalisés :13 841 859,89 €
 - 002 (recette) : Résultat de fonctionnement reporté :3 116 454,34 €
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 6 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 4 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-197102-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/08/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Julien MIRO, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Ressources - Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2021 - Budget annexe du service public d'assainissement non collectif de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

En application de l'instruction comptable M49 (article R.2221-48 du Code général des collectivités territoriales), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2021 du budget annexe du service public d'assainissement non collectif de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2021 se clôture comme suit :

| | |
|---|-------------|
| - Résultat de fonctionnement à affecter:..... | 26 742,27 € |
| - Résultat d'investissement hors reports :..... | 13 956,44 € |
| - Solde des reports d'investissement :..... | 0,00 € |
| - Excédent de financement de la section d'investissement :..... | 13 956,44 € |

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'affecter l'excédent de fonctionnement 2021 à la section de fonctionnement pour un montant de 26 742,27 € ;
- De procéder aux opérations budgétaires suivantes :
 - 001 (recette) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté :.....13 956,44 €
 - 002 (recette) : Résultat de fonctionnement reporté :.....26 742,27 €
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 6 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 4 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-197103-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/08/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Julien MIRO, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Ressources - Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2021 - Budget annexe parking de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

En application de l'instruction comptable M4 (article R.2221-48 du Code général des collectivités territoriales), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2021 du budget annexe Parking de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2021 se clôture comme suit :

| | |
|---|----------------|
| - Résultat de fonctionnement à affecter:..... | 3 268 005,16 € |
| - Résultat d'investissement hors reports :..... | 37 875,45 € |
| - Solde des reports d'investissement :..... | 0 € |
| - Excédent de financement de la section d'investissement :..... | 37 875,45 € |

Le résultat à affecter doit couvrir en priorité le besoin de financement de la section d'investissement corrigé des restes à réaliser de cette section en dépenses et en recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'affecter l'excédent de fonctionnement 2021 à la section de fonctionnement pour un montant de 3 268 005,16 € ;
- De procéder aux opérations budgétaires suivantes :
 - 001 (recette) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté :.....37 875,45 €
 - 002 (recette) : Résultat de fonctionnement reporté :.....3 268 005,16 €
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 6 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 4 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-197069-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/08/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Julien MIRO, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Ressources - Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2021 - Budget annexe de l'eau potable de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

En application de l'instruction comptable M49 (article R.2221-48 du Code général des collectivités territoriales), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2021 du budget annexe de l'eau potable de Montpellier Méditerranée Métropole.

Par délibération n°M2021-654 en date du 14 décembre 2021, il a été procédé à la clôture du budget annexe de l'eau potable et à la reprise de l'ensemble des comptes dans la comptabilité du budget principal. Il a été proposé que les résultats du compte administratif 2021 constatés soient intégrés au budget principal pour les transférer à la Régie des eaux, finançant les charges d'eau potable, déduction faite des charges exceptionnelles portées en 2022 par le budget principal pour la remise en état du site de Portaly, auparavant dédié à l'eau potable.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2021 se clôture comme suit :

- Excédent de fonctionnement : 4 904 203,66 €
- Excédent d'investissement : 501 963,66 €

L'évaluation des charges 2022 portées par le budget principal pour la remise en état du site de Portaly s'élève à 1 189 661,44 €.

L'excédent de fonctionnement devant être transféré à la Régie des eaux s'élève ainsi à 3 714 542,22 € (4 904 203,66 € - 1 189 661,44 €).

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'affecter l'excédent de fonctionnement 2021 du budget annexe de l'eau potable à la section de fonctionnement du budget principal pour un montant de 4 904 203,66 € ;
- De procéder aux opérations budgétaires suivantes sur le budget principal :
001 (recette) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté : 501 963,66 € ;
002 (recette) : Résultat de fonctionnement reporté : 4 904 203,66 € ;
- D'autoriser le transfert de l'excédent de fonctionnement à la Régie des eaux par l'émission d'un mandat imputé sur le compte 65888 pour un montant de 3 714 542,22 € ;
- D'autoriser le transfert du solde positif d'exécution de la section d'investissement à la Régie des eaux par l'émission d'un mandat imputé sur le compte 1068 pour un montant de 501 963,66 € ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 6 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 4 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-197070-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/08/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Julien MIRO, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Ressources - Vote en autorisations de programme et crédits de paiement - Création - Révisions - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de travaux à caractère pluriannuel, et conformément au Code général des collectivités territoriales (article L.5217-10-7), Montpellier Méditerranée Métropole a mis en place une gestion par autorisations de programme (AP) et crédits de paiement (CP).

Les créations, modifications ou suppressions d'AP doivent faire l'objet d'un vote par le Conseil de Métropole par le biais d'une délibération distincte de celle du budget mais concomitante à une délibération budgétaire.

Le montant des Autorisations de Programme s'élevait au 1^{er} juillet 2022 à 2 264 726 211 € sur le budget principal et 195 267 243 € sur le budget annexe assainissement collectif.

I. Création d'une nouvelle autorisation de programme et crédits de paiement votée dans le cadre du Budget Supplémentaire 2022 :

BUDGET PRINCIPAL : en euro TTC

| PROGRAMME | LIBELLE PROGRAMME | AP AU BS 2022 | CP 2022 |
|-----------|---------------------------------|-------------------|------------------|
| M22FEC01 | FONDS D'EQUIPEMENT AUX COMMUNES | 10 000 000 | 2 000 000 |
| | Somme : | 10 000 000 | 2 000 000 |

II. Révision d'une autorisation de programme et crédits de paiement votée dans le cadre du Budget Supplémentaire 2022 :

Il est proposé de réviser l'autorisation de programme suivante :

BUDGET PRINCIPAL : en euro TTC

| PROGRAMME | LIBELLE PROGRAMME | AP ANTERIEU-REMENT VOTEE | VARIATION AP AU BS 2022 | AP APRES BS 2022 |
|-----------|------------------------------|--------------------------|-------------------------|-------------------|
| M19FRTC01 | HALLE FRENCH TECH CAMBACERES | 22 097 000 | 1 500 000 | 23 597 000 |
| AMELIT16 | AMENAGEMENT LITTORAL | 7 599 231 | 311 000 | 7 910 231 |
| | Somme : | 29 696 231 | 1 811 000 | 31 507 231 |

III. Les APCP inchangées :

Les AP inchangées sont les suivantes :

BUDGET PRINCIPAL :

| PROGRAMME | LIBELLE PROGRAMME | AP VOTEE |
|-----------|--|------------|
| AMECEB16 | AMÉNAGEMENT CADOULE ET BÉRANGE | 4 048 274 |
| AMEMTP16 | AMÉNAGEMENT MONTPELLIER | 28 854 460 |
| AMEPEG16 | AMÉNAGEMENT PIÉMONTES ET GARRIGUES | 3 281 169 |
| AMEPLO16 | AMÉNAGEMENT PLAINE OUEST | 2 562 176 |
| AMEVDL16 | AMÉNAGEMENT VALLÉE DU LEZ | 4 582 833 |
| CULACC01 | ACCESSIBILITE CULTURE | 5 349 718 |
| CULALG01 | HOTEL MONTCALM MOCO | 22 500 000 |
| CULCRR01 | CITE DES ARTS | 46 905 167 |
| CULFAB01 | RESTAURATION OEUVRES MUSEE FABRE | 1 628 945 |
| CULIFZ17 | INTEGRATION MEDIATHEQUE FELLINI A ZOLA | 6 708 001 |
| DEAFAB18 | FABREGUES PROTECTION COULAZOU | 4 915 000 |
| DEAGRA18 | GRABELS PROTECTION RIEUMASSEL | 3 600 000 |
| DEALAT18 | LATTES PROTECTION BASSE VALLÉE MOSSON | 5 189 524 |
| DEASHV18 | SCHÉMA HYDRAULIQUE DU VERDANSON | 7 000 000 |
| DEEESR01 | CPER/ESRI UNIVERSITE ET PARTENARIATS | 11 803 080 |
| DEEPMI17 | PACTE MEDITERRANEEN D'INNOVATION MONTPELLIER CAPITAL SANTE | 3 590 000 |
| DPVDEC18 | MODERNISATION PARC DÉCHÈTERIES MÉTROPOLE | 6 972 000 |
| DPVDTR18 | EXTENSION RENOV CENTRE TRI DEMETER | 20 175 396 |
| DRICIN18 | CITÉ INTELLIGENTE | 7 110 000 |
| DRIEXT18 | EXTENSION DU SDAN | 9 313 207 |
| DUHCNM01 | CONTOURNEMENT NIMES MONTPELLIER | 80 838 298 |
| DUHESR01 | CPER LOGEMENT ETUDIANT / VIE ETUDIANTE | 2 554 043 |
| DUHP1E18 | AIDES À LA PIERRE / PARC PUBLIC SUR FONDS PROPRES | 16 800 000 |
| FONAMU03 | OPERATIONS D'AMENAGEMENT A VOCATION ECO | 23 671 102 |

| | | |
|------------|---|-------------|
| FONAMU04 | DESARTIFICIALISATION ET TRANSFERT DES COMMERCE DU FENOUILLET | 28 891 327 |
| FONAMU05 | ACQUISITIONS FONCIÈRES | 117 023 083 |
| M18CIME01 | CRÉATION D'UN CIMETIÈRE INTERCOMMUNAL | 44 400 000 |
| M18SBRN01 | AMÉNAGEMENT AV NÎMES À ST-BRES | 1 620 000 |
| M18VEHI01 | MISE À NIVEAU PARC VÉHICULES DAT | 4 108 516 |
| M19FRA709 | FRANCHISSEMENT A709 | 11 701 797 |
| M19FRTC01 | HALLE FRENCH TECH CABBACERES | 22 097 000 |
| M19JTOU01 | JALONNEMENT TOURISTIQUE | 2 280 000 |
| M19LIHT01 | EMBELLISSEMENT DE LA METROPOLE ENFOUISSEMENT DES LIGNES HAUTE-TENSION | 12 043 794 |
| M19LITT01 | PRESERVATION DU LITTORAL | 1 000 000 |
| M19METH01 | DERNIERE PHASE USINE METHANISATION | 2 475 962 |
| M19TRD501 | TRAVAUX RD5 COURNONSEC | 3 900 000 |
| M19TRVS01 | TRAVERSE DE SUSSARGUES | 2 300 000 |
| M19TRVS02 | TRAVERSE DE RESTINCLIERES | 1 760 000 |
| M20AAGV01 | AIRS D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE | 22 000 000 |
| M20ASSA01 | ACQ FONCIERE DEMOLITION DE LA TOUR D'ASSAS | 3 252 000 |
| M20CDMO01 | OPAH COPROS DEGRADEES MOSSON | 1 215 000 |
| M20DASS01 | SOUTIEN AUX IMPLANTATIONS ECONOMIQUES CONCESSION DASSAULT 2EME EXTENSION | 1 999 540 |
| M20LAUZ01 | SOUTIEN AUX IMPLANTATIONS ECONOMIQUES MANDAT REQUALIFICATION LAUZE EST | 9 167 971 |
| M20LAUZ02 | SOUTIEN AUX IMPLANTATIONS ECONOMIQUES CONCESSION LAUZE EST | 4 206 000 |
| M20MART01 | SOUTIEN AUX IMPLANTATIONS ECONOMIQUES CONCESSION CHARLES MARTEL EXTENSION | 2 370 000 |
| M20MOAC01 | MOBILITES ACTIVES | 150 000 000 |
| M20MUSI01 | ACQUISITION INSTRUMENTS MUSIQUE POUR LE NOUVEAU CRR | 1 600 000 |
| M20NPAE01 | NOUVEAU MANDAT PAE | 1 500 000 |
| M20NPRU01 | NPRU CEVENNES | 27 325 600 |
| M20NPRU02 | NPRU MOSSON | 97 212 500 |
| M20PDSC01 | PLAN DE SAUVEGARDE CEVENNES | 1 715 000 |
| M20RDRDM04 | RD613 RD24E2 GIR ET BARREAU ZAC DES CHATAIGNIERS | 1 800 000 |
| M20RDRM01 | DESSERTTE DE L'ARENA SDF LEVADES | 1 826 000 |
| M20RDRM02 | OA RM62 GRAU DE PEROLS | 1 030 000 |
| M20RDRM03 | RD612 AMENAGEMENT ENTREE OUEST DE MONTPELLIER | 2 030 000 |

| | | |
|------------|--|-------------|
| M20RDRM05 | RM610 AMGT URBAIN TRAVERSEE DE VENDARGUES | 1 208 000 |
| M20RDRM07 | RD66 REPRISE DES RAMPES EST DE L'OUVRAGE DE FREJORGUES | 1 506 000 |
| M20SECU01 | AMELIORATION DE LA SECURITE ROUTIERE SUR RD 986 SUD | 2 700 000 |
| M21ACCM02 | POURSUITE DU SCHEMA DIRECTEUR ACCESSIBILITE MOBILITES | 2 500 000 |
| M21ALLU01 | BAILLARGUES ALLEE ALLUVIALE | 8 500 000 |
| M21ALLU02 | LAVERUNE PRAIRIES ALLUVIALES PARCELLE ANCIENNE PEPINIERE PITOT | 1 600 000 |
| M21DEPO02 | NOUVEAU DEPOT TRANSPORTS MOBILITES | 60 000 000 |
| M21ECOC01 | ECOCITE RENOVATION DES COPROPRIETES | 6 013 000 |
| M21ESPP01 | COEUR DE METROPOLE COMEDIE ESPLANADE TRIANGLE | 39 400 000 |
| M21ESPP02 | COEUR DE METROPOLE FOCH PEYROU ARCEAUX | 17 720 000 |
| M21EXTLI01 | POURSUITE EXTENSION L1 TRAMWAY | 46 916 508 |
| M21GUNRJ1 | GUICHET UNIQUE - RENOV ENERGIE | 16 641 500 |
| M21IRDI01 | FONDS DE CAPITAL-RISQUE | 4 600 000 |
| M21NBUS02 | POURSUITE ACQUISITION DE NAVETTES ET BUS | 9 587 967 |
| M21OUES01 | ESPACES PUBLICS LIGNE 5 | 33 371 040 |
| M21OUES02 | RESEAUX LIGNE 5 | 13 855 200 |
| M21PAPI02 | PAPI 2 LEZ JUVIGNAC PROTECTION MOSSON QUARTIER PLAINE | 1 865 000 |
| M21ROUL2 | MATERIEL ROULANT TRAMWAY | 180 000 000 |
| M21SEC116 | AMELIORATION DE LA SECURITE ROUTIERE SUR LA RD116 | 1 200 000 |
| M21TRAML5 | POURSUITE LIGNE 5 DE TRAMWAY | 386 668 229 |
| M21VEGE01 | VEGETALISATION DE LA METROPOLE | 2 000 000 |
| M21VEHI01 | FLOTTE DE VEHICULES DECARBONES | 11 550 000 |
| M22CAMB01 | ZAC CAMBACERES | 10 930 000 |
| M22FICC01 | FONDS D'AIDE AUX ICC | 3 600 000 |
| M22LATT01 | LATTARA: CREATION CENTRE CONSERVATION ET D'ETUDES | 8 127 236 |
| M22LATT02 | LATTARA: AMENAGEMENT D'UN PARCOURS PEDAGOGIQUE | 7 139 000 |
| M22METRO01 | REALISATION DE 5 LIGNES DE BUSTAM (DONT MATERIEL ROULANT) | 106 200 000 |
| M22MROU01 | REHABILITATION PISCINE MOTTE ROUGE | 3 885 000 |
| M22NRJV01 | TRANSITION ENERGETIQUE DU PATRIMOINE METROPOLITAIN | 1 375 000 |
| M22OFS01 | ORGANISME FONCIER SOLIDAIRE | 2 700 000 |

| | | |
|----------------|---|----------------------|
| M22OPER01 | PATRIMOINE: FACADES OPERA COMEDIE | 1 280 000 |
| M22PATC01 | SOUTIEN PATRIMONIAL AUX COMMUNES | 8 000 000 |
| M22RM001 | CREATION D'UN GIRATOIRE A VILLEUNEUE LES MAGUELONE (RM185) | 1 100 000 |
| M22RM002 | CREATION D'UN GIRATOIRE A PIGNAN (RM5) | 1 760 000 |
| M22SDSI01 | MODERNISATION INFORMATIQUE DE L'ADMINISTRATION ET DES RELATIONS AUX USAGERS | 18 389 200 |
| MGBRES18 | RACCORDEMENT RÉSEAUX ÉLECTRIQUES MTP SRU | 1 200 000 |
| MGBSUR18 | TRAVAUX SÛRETÉ SIÈGE MÉTROPOLE | 3 810 434 |
| NETMTP16 | ENVIRONNEMENT MONTPELLIER | 7 507 374 |
| SPOACC01 | SPORTS ACCESSIBILITE EQUIPEMENTS | 5 812 903 |
| SPOCNN18 | RÉHABILITATION CENTRE NAUTIQUE NEPTUNE | 14 240 000 |
| SPOPAR01 | PARC MULTIGLISSE GÉRARD BRUYÈRE À BAILLARGUES | 15 500 000 |
| SPOPIS02 | PISCINE HERACLES | 12 160 236 |
| VOICEB16 | VOIRIE CADOULE ET BÉRANGE | 21 141 461 |
| VOILIT16 | VOIRIE LITTORAL | 23 694 536 |
| VOIMTP16 | VOIRIE MONTPELLIER | 121 569 441 |
| VOIEG16 | VOIRIE PIÉMONTES ET GARRIGUES | 17 036 248 |
| VOIPLO16 | VOIRIE PLAINE OUEST | 23 969 941 |
| VOIVDL16 | VOIRIE VALLÉE DU LEZ | 27 696 045 |
| MONTANT | | 2 235 029 981 |

BUDGET ASSAINISSEMENT COLLECTIF :

| PROGRAMME | LIBELLE PROGRAMME | AP VOTEE |
|----------------|--|--------------------|
| SDARES01 | RESEAUX INTERCEP EST AMONT & POMPIGNANE | 20 841 950 |
| SDASTR03 | STEP SUSS-ST GENIES & COURNONTERRAL | 9 990 165 |
| M19STEP02 | STEP SAINT-GEORGES D'ORQUES 9700 EH | 2 902 800 |
| M19STEP03 | STEP MURVIEL | 2 104 325 |
| M19MAERA01 | EXTENSION DE LA STEP MAERA | 140 384 335 |
| M19MAERA01 | RESEAUX PRIMAIRES MAERA PR ARTIS ET ETUDE COLLECTEUR OUEST | 4 775 000 |
| M19MAERA01 | RES PRIM MAERA CHOLET MAS STPIERRE | 3 179 400 |
| M19MAERA01 | RES PRIM MAERA DO VERDANSON | 2 120 500 |
| M21STEP01 | CONSTRUCTION STATION D'EPURATION DE MONTAUD | 1 315 000 |
| MONTANT | | 195 267 243 |

Le montant total des Autorisations de programme s'élèverait donc à :

- **2 276 537 211 €** (dont 679 706 645 € réalisés au 31 décembre 2021 soit un reste à financer de 1 596 830 566,00 €) sur le budget principal,
- **195 267 243 €** (dont 37 620 225 € déjà réalisés au 31 décembre 2021 soit un reste à financer de 157 647 018 €) sur le budget annexe assainissement collectif.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la création et la révision des autorisations de programme mentionnées ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 8 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 4 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-197779-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/08/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Julien MIRO, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Ressources - Budget supplémentaire 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget Principal - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Depuis le vote du budget primitif 2022, adopté le 25 janvier 2022, il convient d'ajuster certains crédits et de se prononcer sur des opérations et dotations nouvelles. Par ailleurs, ce budget supplémentaire reprend les reports de crédits de l'exercice 2021 ainsi que l'affectation du résultat constaté au compte administratif 2021.

En outre, le budget annexe de l'eau potable ayant été clôturé au 31 décembre dernier, l'intégration des résultats et des restes à réaliser du budget annexe doit être prévue sur le budget principal dans le cadre de ce budget supplémentaire.

Le budget supplémentaire 2022 du budget principal s'équilibre à **53 992 580,84 euros en section de fonctionnement** et à **154 388 682,96 euros en section d'investissement**.

La structure de cet équilibre est décrite par les tableaux ci-dessous :

| SECTION DE FONCTIONNEMENT DEPENSES | Opérations réelles | Opérations d'ordre | Total |
|--|-----------------------|-----------------------|----------------------|
| Crédits nouveaux | 17 806 823,22 | 36 185 757,62 | 53 992 580,84 |
| dont 930 – Services généraux | 7 238 741,22 | | 7 238 741,22 |
| dont 931 – Sécurité | 395 722,00 | | 395 722,00 |
| dont 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs | 1 789 873,00 | | 1 789 873,00 |
| dont 934 – Santé et action sociale | -92 500,00 | | -92 500,00 |
| dont 935 – Aménagement des territoires et habitat | 316 979,00 | | 316 979,00 |
| dont 936 – Action économique | 65 000,00 | | 65 000,00 |
| dont 937 – Environnement | 3 721 650,00 | | 3 721 650,00 |
| dont 938 – Transports | 4 004 358,00 | | 4 004 358,00 |
| dont 940 – Impositions directes | 352 000,00 | | 352 000,00 |
| dont 941 – Autres impôts et taxes | 15 000,00 | | 15 000,00 |
| dont 953 – Virement à la section d'investissement | | 36 185 757,62 | 36 185 757,62 |
| Total général | 17 806 823,22 | 36 185 757,62 | 53 992 580,84 |

| SECTION DE FONCTIONNEMENT RECETTES | Opérations réelles | Opérations d'ordre | Total |
|--|-----------------------|-----------------------|----------------------|
| Résultat reporté | 30 168 616,84 | 0,00 | 30 168 616,84 |
| Crédits nouveaux | 23 498 964,00 | 325 000,00 | 23 823 964,00 |
| dont 930 – Services généraux | 3 264 281,00 | | 3 264 281,00 |
| dont 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs | 95 890,00 | | 95 890,00 |
| dont 934 – Santé et action sociale | 7 417,00 | | 7 417,00 |
| dont 935 – Aménagement des territoires et habitat | 312 111,00 | | 312 111,00 |
| dont 936 – Action économique | 2 570 679,00 | | 2 570 679,00 |
| dont 937 – Environnement | 8 110 566,00 | | 8 110 566,00 |

| | | | |
|--|----------------------|-------------------|----------------------|
| dont 938 – Transports | 8 414 613,00 | | 8 414 613,00 |
| dont 940 – Impositions directes | 57 402,00 | | 57 402,00 |
| dont 941 – Autres impôts et taxes | 666 005,00 | | 666 005,00 |
| dont 946 – Transferts entre les sections | | 325 000,00 | 325 000,00 |
| Total général | 53 667 580,84 | 325 000,00 | 53 992 580,84 |

| SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES | Opérations réelles | Opérations d'ordre | Total |
|--|-------------------------------|-------------------------------|-----------------------|
| Résultat reporté | 118 625 567,61 | 0,00 | 118 625 567,61 |
| Crédits reportés | 86 317 482,31 | 0,00 | 86 317 482,31 |
| Crédits nouveaux | -50 879 366,96 | 325 000,00 | -50 554 366,96 |
| dont 900 – Services généraux | -1 389 494,00 | | -1 389 494,00 |
| dont 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs | -4 134 729,00 | | -4 134 729,00 |
| dont 905 – Aménagement des territoires et habitat | -4 887 477,00 | | -4 887 477,00 |
| dont 906 – Action économique | -1 669 808,37 | | -1 669 808,37 |
| dont 907 – Environnement | -3 460 018,54 | | -3 460 018,54 |
| dont 908 – Transports | -36 224 803,71 | | -36 224 803,71 |
| dont 921 – Taxes non affectées | 385 000,00 | | 385 000,00 |
| dont 922 – Dotations et participations | 501 963,66 | | 501 963,66 |
| dont 926 – Transferts entre les sections | | 325 000,00 | 325 000,00 |
| Total général | 154 063 682,96 | 325 000,00 | 154 388 682,96 |

| SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES | Opérations réelles | Opérations d'ordre | Total |
|--|-------------------------------|-------------------------------|-----------------------|
| Crédits reportés | 57 920 072,38 | 0,00 | 57 920 072,38 |
| Crédits nouveaux | 60 282 852,96 | 36 185 757,62 | 96 468 610,58 |
| dont 901 – Sécurité | 40 166,00 | | 40 166,00 |
| dont 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs | -1 426 750,00 | | -1 426 750,00 |
| dont 905 – Aménagement des territoires et habitat | -659 866,00 | | -659 866,00 |
| dont 907 – Environnement | 1 410 000,00 | | 1 410 000,00 |
| dont 908 – Transports | -9 821 020,91 | | -9 821 020,91 |
| dont 922 – Dotations et participations | 147 524 941,20 | | 147 524 941,20 |
| dont 923 – Dettes et autres opérations financières | -76 784 617,33 | | -76 784 617,33 |
| dont 951 – Virement de la section de fonctionnement | | 36 185 757,62 | 36 185 757,62 |
| Total général | 118 202 925,34 | 36 185 757,62 | 154 388 682,96 |

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le budget supplémentaire 2022 du budget principal par chapitre en section de fonctionnement et d'investissement, conformément à la nomenclature M57 ;
- D'approuver l'intégration des résultats du budget annexe de l'eau potable au budget principal suite à sa clôture ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 8 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 4 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-197780A-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Rapport de présentation BS2022 VF 120722
- BS 2022 budget PPAL vote

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Julien MIRO, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Ressources - Budget supplémentaire 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget annexe de l'assainissement - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Depuis le vote du budget primitif 2022, adopté le 25 janvier 2022, il convient d'ajuster certains crédits et de se prononcer sur des opérations et dotations nouvelles. Par ailleurs, ce budget supplémentaire reprend les reports de crédits de l'exercice 2021 ainsi que l'affectation du résultat constaté au compte administratif 2021.

Le budget supplémentaire 2022 du budget annexe de l'assainissement s'équilibre à **4 164 454,34 € en section d'exploitation** et à **16 000 122,34 € en section d'investissement**.

La structure de cet équilibre est décrite par les tableaux ci-dessous :

| SECTION D'EXPLOITATION DEPENSES | Opérations réelles | Opérations d'ordre | Total |
|---|---------------------|---------------------|---------------------|
| Crédits nouveaux | 1 240 000,00 | 2 924 454,34 | 4 164 454,34 |
| dont 011 – Charges à caractère général | 12 000,00 | | 12 000,00 |
| dont 67 – Charges exceptionnelles | 1 228 000,00 | | 1 228 000,00 |
| dont 023 – Virement à la section d'investissement | | 2 924 454,34 | 2 924 454,34 |
| Total général | 1 240 000,00 | 2 924 454,34 | 4 164 454,34 |

| SECTION D'EXPLOITATION RECETTES | Opérations réelles | Opérations d'ordre | Total |
|---|---------------------|--------------------|---------------------|
| Résultat reporté | 3 116 454,34 | 0,00 | 3 116 454,34 |
| Crédits nouveaux | 1 048 000,00 | 0,00 | 1 048 000,00 |
| dont 74 – Dotations et participations | 1 168 000,00 | | 1 168 000,00 |
| dont 75 – Autres produits de gestion courante | -120 000,00 | | -120 000,00 |
| Total général | 4 164 454,34 | 0,00 | 4 164 454,34 |

| SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES | Opérations réelles | Opérations d'ordre | Total |
|---|----------------------|--------------------|----------------------|
| Résultat reporté | 7 476 178,77 | 0,00 | 7 476 178,77 |
| Crédits reportés | 9 638 825,39 | 0,00 | 9 638 825,39 |
| Crédits nouveaux | -1 114 881,82 | 0,00 | -1 114 881,82 |
| dont 20 – Immobilisations incorporelles | -1 200,00 | | -1 200,00 |
| dont 23 – Immobilisations en cours | -1 113 681,82 | | -1 113 681,82 |
| Total général | 16 000 122,34 | 0,00 | 16 000 122,34 |

| SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES | Opérations réelles | Opérations d'ordre | Total |
|--|-------------------------------|-------------------------------|----------------------|
| Crédits reportés | 3 273 144,27 | 0,00 | 3 273 144,27 |
| Crédits nouveaux | 9 802 523,73 | 2 924 454,34 | 12 726 978,07 |
| dont 10 – Dotations, fonds divers et réserves | 13 841 859,89 | | 13 841 859,89 |
| dont 16 – Emprunts et dettes assimilées | -4 039 336,16 | | -4 039 336,16 |
| dont 021 – Virement de la section d'exploitation | | 2 924 454,34 | 2 924 454,34 |
| Total général | 13 075 668,00 | 2 924 454,34 | 16 000 122,34 |

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le budget supplémentaire 2022 du budget annexe de l'assainissement par chapitre en section d'exploitation et d'investissement, conformément à la nomenclature M49 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 8 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 4 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-197781A-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Rapport de présentation BS2022 VF 120722
- BS 2022 budget annexe Assainissement vote

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Julien MIRO, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Ressources - Budget supplémentaire 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget annexe du service public d'assainissement non collectif - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Depuis le vote du budget primitif 2022, adopté le 25 janvier 2022, il convient d'ajuster certains crédits et de se prononcer sur des opérations et dotations nouvelles. Par ailleurs, ce budget supplémentaire reprend les reports de crédits de l'exercice 2021 ainsi que l'affectation du résultat constaté au compte administratif 2021.

Le budget supplémentaire 2022 du budget annexe du service public d'assainissement non collectif s'équilibre à **26 742, 27 euros en section d'exploitation** et à **40 698, 71 euros en section d'investissement**.

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

| SECTION D'EXPLOITATION DEPENSES | Opérations réelles | Opérations d'ordre | Total |
|---|--------------------|--------------------|------------------|
| Crédits nouveaux | 0,00 | 26 742,27 | 26 742,27 |
| dont 023 – Virement à la section d'investissement | | 26 742,27 | 26 742,27 |
| Total général | 0,00 | 26 742,27 | 26 742,27 |

| SECTION D'EXPLOITATION RECETTES | Opérations réelles | Opérations d'ordre | Total |
|---------------------------------|--------------------|--------------------|------------------|
| Résultat reporté | 26 742,27 | 0,00 | 26 742,27 |
| Crédits nouveaux | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total général | 26 742,27 | 0,00 | 26 742,27 |

| SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES | Opérations réelles | Opérations d'ordre | Total |
|---|--------------------|--------------------|------------------|
| Crédits reportés | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Crédits nouveaux | 40 698,71 | 0,00 | 40 698,71 |
| dont 20 – Immobilisations incorporelles | 40 698,71 | | 40 698,71 |
| Total général | 40 698,71 | 0,00 | 40 698,71 |

| SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES | Opérations réelles | Opérations d'ordre | Total |
|--|--------------------|--------------------|------------------|
| Résultat reporté | 13 956,44 | 0,00 | 13 956,44 |
| Crédits nouveaux | 0,00 | 26 742,27 | 26 742,27 |
| dont 021 – Virement de la section d'exploitation | | 26 742,27 | 26 742,27 |
| Total général | 13 956,44 | 26 742,27 | 40 698,71 |

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le budget supplémentaire 2022 du budget annexe du service public d'assainissement non collectif par chapitre en section d'exploitation et d'investissement, conformément à la nomenclature M49 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 8 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 4 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-197782A-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Rapport de présentation BS2022 VF 120722
- BS 2022 budget annexe SPANC vote

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Julien MIRO, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Ressources - Budget supplémentaire 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget annexe parking - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Depuis le vote du budget primitif 2022, adopté le 25 janvier 2022, il convient d'ajuster certains crédits et de se prononcer sur des opérations et dotations nouvelles. Par ailleurs, ce budget supplémentaire reprend les reports de crédits de l'exercice 2021 ainsi que l'affectation du résultat constaté au compte administratif 2021.

Le budget supplémentaire 2022 du budget annexe parking s'équilibre à **3 268 005,16 euros en section d'exploitation** et à **2 657 258,61 euros en section d'investissement**.

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

| SECTION D'EXPLOITATION DEPENSES | Opérations réelles | Opérations d'ordre | Total |
|---|--------------------|---------------------|---------------------|
| Crédits nouveaux | 0,00 | 3 268 005,16 | 3 268 005,16 |
| dont 023 – Virement à la section d'investissement | | 3 268 005,16 | 3 268 005,16 |
| Total général | 0,00 | 3 268 005,16 | 3 268 005,16 |

| SECTION D'EXPLOITATION RECETTES | Opérations réelles | Opérations d'ordre | Total |
|---------------------------------|---------------------|--------------------|---------------------|
| Résultat reporté | 3 268 005,16 | 0,00 | 3 268 005,16 |
| Crédits nouveaux | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total général | 3 268 005,16 | 0,00 | 3 268 005,16 |

| SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES | Opérations réelles | Opérations d'ordre | Total |
|---------------------------------------|---------------------|--------------------|---------------------|
| Crédits reportés | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Crédits nouveaux | 2 657 258,61 | 0,00 | 2 657 258,61 |
| dont 21 – Immobilisations corporelles | 2 657 258,61 | | 2 657 258,61 |
| Total général | 2 657 258,61 | 0,00 | 2 657 258,61 |

| SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES | Opérations réelles | Opérations d'ordre | Total |
|--|--------------------|---------------------|---------------------|
| Résultat reporté | 37 875,45 | 0,00 | 37 875,45 |
| Crédits nouveaux | -648 622,00 | 3 268 005,16 | 2 619 383,16 |
| dont 16 – Emprunts et dettes assimilées | -648 622,00 | | -648 622,00 |
| dont 021 – Virement de la section d'exploitation | | 3 268 005,16 | 3 268 005,16 |
| Total général | -610 746,55 | 3 268 005,16 | 2 657 258,61 |

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le budget supplémentaire 2022 du budget annexe parking par chapitre en section d'exploitation et d'investissement, conformément à la nomenclature M4 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 8 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 4 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-197760A-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Rapport de présentation BS2022 VF 120722
- BS 2022 budget annexe PARKING Vote

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Julien MIRO, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Ressources - Attribution de fonds d'équipement aux communes - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

La pratique des fonds de concours prévue à l'article L.5216-5 VI du Code général des collectivités territoriales (CGCT) pour les communautés d'agglomération (et par extension pour les métropoles), permettant de déroger au principe de spécialité et d'exclusivité budgétaire régissant les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), a été renforcée par l'article 186 de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités. Dès lors, des fonds de concours peuvent être versés entre un EPCI à fiscalité propre et ses communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils communaux concernés, afin de financer la réalisation d'un équipement. Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours.

C'est à ce titre que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite accompagner les communes dans la réalisation de leurs projets, résultant de la forte croissance démographique, en matière culturelle, sportive, éducative, économique ou d'accessibilité ainsi que les opérations directement en lien avec les enjeux de la transition écologique et du développement durable. La capacité collective à investir pour le territoire est d'autant plus importante alors qu'est traversée une crise historique qui nécessite un soutien accru aux acteurs économiques.

Dans ce cadre, il est proposé au Conseil de Métropole de retenir le projet suivant estimé à 430 000 € HT :

| COMMUNES | PROJETS | FONDS D'EQUIPEMENT RETENUS |
|------------|---------------------------------|-------------------------------|
| SUSSARGUES | Réhabilitation du Cœur de Ville | 200 000 € |

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le versement du fonds de concours relatif au projet présenté ci-dessus, sous réserve de la signature d'une convention de versement ;
- D'approuver les termes de la convention de versement entre la Métropole de Montpellier et la Commune de Sussargues ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-197576-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention FEC.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Ressources - Régime indemnitaire de la filière sécurité et indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des professeurs d'enseignement artistique chargés de direction - Approbation

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

I. Régime indemnitaire de la filière sécurité de la police métropolitaine des transports :

Dans le cadre de la mise en place de la police métropolitaine des transports prévue au 1^{er} janvier 2023, il est proposé la création du régime indemnitaire de la filière sécurité.

Deux éléments distincts peuvent composer le régime indemnitaire :

- 1 - L'indemnité spéciale mensuelle de fonction (ISMF) ;
- 2 - L'indemnité d'administration et de technicité (IAT).

Leur composition et leur montant varient en fonction des cadres d'emploi conformément aux décrets n° 97-702 du 31 mai 1997, n°2000-45 du 20 janvier 2000 et n°2006-1397 du 17 novembre.

1. L'indemnité spéciale mensuelle de fonction concerne les cadres d'emplois suivants :

- Directeurs de police municipale ;
- Chefs de service de police municipale ;
- Agents de police municipale.

Elle est constituée de (montant de référence au 1^{er} janvier 2017) :

- Pour les directeurs de police municipale :
 - Une part fixe d'un montant annuel maximum de 7 500€ ;
 - Une part variable égale au maximum à 25 % du traitement mensuel brut soumis à retenue pour pension (hors supplément familial et indemnité de résidence) ;
- Pour les chefs de service de police municipale principal de 1^{ère} classe, principal de 2^{ème} classe et chef de service de police municipale à partir du 3^{ème} échelon :
 - Indemnité égale au maximum à 30 % du traitement mensuel brut soumis à retenue pour pension (hors supplément familial et indemnité de résidence) ;
- Pour les chefs de service de police municipale jusqu'au 2^{ème} échelon inclus :
 - Indemnité égale au maximum à 22 % du traitement mensuel brut soumis à retenue pour pension (hors supplément familial et indemnité de résidence) ;
- Pour les grades du cadre d'emplois des agents de police municipale :
 - Indemnité égale au maximum à 20 % du traitement mensuel brut soumis à retenue pour pension (hors supplément familial et indemnité de résidence).

Il est proposé l'attribution du coefficient maximum autorisé pour chaque agent selon leur grade.

2. L'indemnité d'administration et de technicité (IAT) concerne les cadres d'emplois suivants :

- Chefs de service de police municipale ;
- Agents de police municipale.

Les montants annuels de référence au 1^{er} février 2017 sont :

- Pour les chefs de service de police municipale : 595,77 € ;
- Pour les chefs de police municipale : 495,93 € ;
- Pour les brigadiers chefs principaux : 495,93 € ;
- Pour les gardiens brigadier (anciennement brigadier) : 475,31 € ;
- Pour les gardiens brigadier (anciennement gardien) : 469,88 €.

Le montant moyen annuel de l'IAT est calculé par application à ces montant de référence annuels fixés par grade, d'un coefficient multiplicateur d'ajustement compris entre 0 et 8. L'autorité territoriale détermine le montant individuel de l'IAT qui ne peut dépasser 8 fois le montant de référence du grade considéré.

Il est proposé de fixer les coefficients comme suit :

- Fonction de policier : coefficient 7 ;
- Fonction de responsable PMT : coefficient 8 ;
- Fonction de superviseur PMT : coefficient 5.

II. Indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des professeurs d'enseignement artistique chargés de direction

Les professeurs d'enseignement artistique exerçant des fonctions de direction peuvent bénéficier de l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (IFTS) en remplacement des indemnités de suivi et d'orientation des élèves (ISOE) et heures supplémentaires régulières allouées aux professeurs et assistants d'enseignement exerçant des fonctions d'enseignement.

La possibilité d'attribuer des IFTS aux professeurs territoriaux chargés de direction repose sur le principe de parité et de l'équivalence avec les corps de l'Etat (arrêté du 25 février 2002, fixant la liste des corps d'assimilation pour l'attribution de l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires aux fonctionnaires en fonctions dans les services déconcentrés, les établissements publics locaux d'enseignement et les établissements publics relevant des ministères chargés de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur, pris en application du décret n°2002-63 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des services déconcentrés).

Dès lors, les professeurs territoriaux d'enseignement artistique qui ne sont pas affectés sur des emplois d'enseignant mais, comme le prévoit le statut particulier de leur cadre d'emplois, « *assurent la direction pédagogique et administrative* » d'un établissement d'enseignement artistique peuvent prétendre au bénéfice des IFTS.

Les bénéficiaires sont les agents relevant du cadre d'emplois des professeurs d'enseignement artistique à la condition qu'ils exercent les fonctions de directeur d'un conservatoire à rayonnement communal ou intercommunal, d'un établissement d'enseignement artistique non classé ou d'une école d'arts plastiques non habilitée à dispenser tout ou partie de l'enseignement conduisant à un diplôme d'Etat ou à un diplôme agréé par l'Etat (professeurs chargés de direction).

Le montant moyen annuel de référence au 1^{er} février 2017 est fixé à 1 488,88 € et correspond aux IFTS de 1^{ère} catégorie conformément au tableau d'assimilation concernant les professeurs certifiés fixé par l'arrêté précité du 25 février 2002.

Aucune distinction n'est faite entre les grades de professeur de classe normale et de professeur hors classe.

Ce montant est indexé sur la valeur du point d'indice de la fonction publique.

Le montant maximum individuel ne peut dépasser huit fois le montant moyen annuel attaché à la catégorie dont relève l'agent.

L'autorité territoriale détermine le taux individuel qui ne peut excéder huit fois le montant de référence.

Cette indemnité est non cumulable avec les indemnités susceptibles d'être servies aux professeurs exerçant des fonctions enseignantes (indemnité de suivi et d'orientation des élèves et indemnité d'heures supplémentaires d'enseignement) et est non cumulable avec un logement concédé par nécessité absolue de service.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la création du régime indemnitaire de la filière sécurité de la police métropolitaine des transports et de l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des professeurs d'enseignement artistique, chargés de direction ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-192666-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Ressources - Modification du Régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) - Refonte du Régime indemnitaire des catégories A, B et C - Approbation

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

Dans le prolongement de la délibération n°M2022-63 du 22 mars 2022 qui a institué le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) au sein de Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1^{er} juillet 2022, il est nécessaire de modifier par délibération le dispositif mis en place.

Ne seront repris dans la présente délibération que les éléments modifiant la délibération n°M2022-63 du 22 mars 2022 dans le cadre des limites instituées par le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014. La délibération n° M2022-63 du 22 mars 2022 instituant le RIFSEEP demeure applicable avec les modifications suivantes.

1. IFSE part fonctions

Les libellés des groupes de fonctions CG1 issus de l'article 3.1.2.1 de la délibération n°M2022-63 du 22 mars 2022 sont modifiés comme suit :

| POSTE CAT. | GROUPE | EMPLOI |
|------------|--------|--|
| A | AG1 | Directeur général / Directeur général délégué / Directeur de Pôle |
| | AG2 | Directeur adjoint de Pôle / Directeur délégué / Directeur d'établissement Niveau E1 / Directeur de mission / Responsable de service Niveau S1 |
| | AG3 | Responsable de service Niveau S2 / Fonctions à expertise forte ou en pilotage de projets complexes / Responsable d'établissement Niveau E2 / Responsable adjoint de service / Responsable d'établissement Niveau E3 / Responsable d'unité |
| | AG4 | Tout autre emploi - Fonctions de grade |
| B | BG1 | Responsable d'établissement Niveau E2 / Responsable adjoint de service / Responsable d'établissement Niveau E3 / Responsable d'unité |
| | BG2 | Responsable adjoint d'unité / Emplois requérant responsabilités et technicité / Responsable d'équipe |
| | BG3 | Tout autre emploi - Fonctions de grade |
| C | CG1 | Responsable d'unité / Responsable adjoint d'unité / Emplois requérant responsabilités et technicité Niveau 1 / Responsable de structure Niveau E4 / Responsable d'équipe / Responsable adjoint d'équipe / Emplois requérant responsabilités et technicité Niveau 2 |
| | CG2 | Tout autre emploi - Fonctions de grade |

2. Modalités de maintien en cas d'absence

L'article 3.1.6 issu de la délibération n° M2022-63 du 22 mars 2022 est modifié comme suit :

- Nonobstant les dispositions relatives à l'application d'un délai de carence et conformément au décret n°2010-997 du 26 août 2010, le bénéfice de l'IFSE est maintenu dans les mêmes proportions que le traitement en cas de congés annuels, pour maternité ou adoption, de paternité et d'accueil de l'enfant. Il est intégralement maintenu en cas d'accident de travail, de maladie professionnelle.
- Il convient de préciser qu'en cas de service à temps partiel pour raison thérapeutique, le régime indemnitaire est réduit au prorata de la durée effective du temps de travail pour les agents.

- c) S'agissant de la maladie ordinaire, il est décidé, dans le cadre d'un congé pour maladie ordinaire, que l'IFSE sera réduite à raison de 1/30 par jour d'absence après application d'une franchise égale à 10 jours. La période de référence s'étend au 1^{er} janvier au 31 décembre. La mise en œuvre est fixée au 1^{er} janvier 2023.

Des mesures exceptionnelles dans la mise en œuvre de ce dispositif pourraient être prises en cas d'état d'urgence sanitaire.

- d) En application de la réglementation, les primes et indemnités ainsi que leurs éventuelles majorations et les montants relatifs à un éventuel maintien de rémunération, sont suspendus totalement pendant le congé de longue maladie, le congé de longue durée ou le congé de grave maladie (pour les agents contractuels), à compter de la date de réception du procès-verbal de décision du comité médical plaçant le fonctionnaire dans ces types de congés maladie.

Toutefois, afin de préserver la situation des agents placés en congés de longue maladie, de longue durée ou de grave maladie, l'article 2 du décret n°2010-997 du 26 août 2010 permet à l'agent de conserver, en congé maladie ordinaire et placé rétroactivement dans un de ces deux congés, la totalité des primes d'ores et déjà versées.

Il est rappelé que l'ensemble de ces dispositions s'appliquent également aux cadres d'emplois non éligibles au RIFSEEP.

Ces modifications ont fait l'objet d'un avis du comité technique en date du 30 juin et 12 juillet 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les modifications et précisions apportées à la délibération n°M2022-63 du 22 mars 2022 qui a institué, à compter du 1^{er} juillet 2022, le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 71 voix

Contre : 5 voix

Abstentions : 5 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-197150-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- ANNEXEs RIFSEEP 3M juillet.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Ressources - Mise en place d'un dispositif de traitement des signalements des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes au sein de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

La loi de transformation de la fonction publique du 6 août 2019 a intégré un dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes dans le statut général des fonctionnaires. Le décret n°2020-256 du 13 mars 2020 en précise les modalités de mise en œuvre. Ainsi, les employeurs des trois fonctions publiques ont l'obligation de mettre en place un dispositif de signalement ayant pour objet de recueillir les signalements des agents qui s'estiment victimes ou témoins de tels actes.

Au-delà de ce cadre réglementaire, la prévention et le traitement de toutes formes de violences et de discrimination constituent surtout l'une des priorités du mandat, fortement affirmée dans le cadre de la politique des ressources humaines et de la politique de diversité et de la lutte contre les discriminations de la Ville, la Métropole et du Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier (CCAS).

En cohérence avec le plan égalité femmes-hommes et le programme annuel de prévention des risques professionnels, un dispositif permettant de recueillir les signalements des agents qui estiment être victimes ou témoins d'un acte de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel ou d'agissements sexistes est mis en place. Ce dispositif est commun pour les agents de la Ville et de la Métropole (titulaires, stagiaires, contractuels, vacataires). Il a été élaboré, en concertation avec les élus délégués à l'égalité femmes-hommes et aux ressources humaines, les directeurs de pôles, les managers, les organisations syndicales et les acteurs du processus.

L'objectif est de doter les agents et les managers, d'un outil permettant de réagir rapidement et de façon adaptée, si l'activité professionnelle ne peut plus être exercée dans un cadre serein, face à une situation de violence ou de discrimination.

Le dispositif répond à plusieurs enjeux de prévention, de sécurité et de qualité de vie au travail des agents :

- Un traitement équitable des situations ;
- Un cadre de travail plus serein pour les agents et une amélioration de leurs conditions de travail ;
- Une évolution des pratiques et des représentations au sein de la collectivité, en lien avec le plan égalité femmes-hommes et le programme annuel de prévention des risques professionnels ;
- La prévention des risques humains et juridiques.

Trois grandes étapes ont été ainsi formalisées pour :

- Recueillir et analyser les signalements des agents victimes ou témoins de faits ;
- Orienter les agents concernés vers les services et professionnels compétents, pour leur apporter accompagnement et soutien et pour la mise en place d'une aide juridique (protection fonctionnelle) ;
- Assurer le traitement des faits signalés et prendre toute mesure de protection appropriée envers l'agent victime ou témoin.

A chaque étape, sont définies les différentes modalités de recueil et d'analyse des signalements, d'orientation, d'accompagnement et de soutien envers les agents mais également de traitement des faits et de réalisation de l'enquête administrative dans un guide.

Ce dispositif permet de garantir un traitement respectueux, confidentiel et équitable des agents concernés.

La confiance de l'ensemble des acteurs de la collectivité dans cette procédure permettra une effectivité optimale et une utilisation adaptée.

La mise en place du dispositif s'accompagne de la diffusion de plusieurs outils de communication destinés à sensibiliser et à informer les agents sur son existence, les procédures mises en place et les modalités d'accès. Des rencontres seront également prévues auprès des agents afin qu'ils puissent s'approprier le dispositif.

L'ensemble du dispositif (procédure et outils de communication) a été soumis à l'avis des Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) du 10 juin 2021, 22 octobre 2021 et 9 juin 2022 puis en comité technique du 30 juin 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la mise en place du dispositif de traitement des signalements des actes de violence, de discrimination, de harcèlement, et d'agissements sexistes commun à destination des agents de la Ville et de la Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-197022-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Guide agents dispositif de traitement des signalements VF.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Ressources - Assistance au recrutement - Convention cadre entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Hérault (CDG34) - Autorisation de signature

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

Le Pôle Ressources Humaines souhaite pouvoir se faire accompagner pour recruter des profils à forte expertise particulière. Dans ce but, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite acter un partenariat avec le Centre de gestion de l'Hérault (CDG 34) qui lui apporterait son savoir-faire pour recruter de futurs collaborateurs. A ce titre, il est proposé de mettre en place une convention cadre « *conseil et assistance au recrutement* » organisant les actions du CDG 34 dans le cadre de ce partenariat.

Cette convention sera signée par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole et le Président du CDG 34 pour une durée d'une année avec tacite reconduction. A chaque demande d'intervention, un devis sera établi par le Centre de gestion de l'Hérault en fonction de la nature des prestations souhaitées par le Pôle Ressources Humaines.

Comme de nombreuses collectivités territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole fait actuellement face à la fois à une diminution du nombre de réponses aux offres d'emploi et à une spécialisation des postes à pourvoir, tout particulièrement accentuée par l'effort de la Collectivité d'ajuster ses effectifs afin de répondre à un projet de mandat ambitieux. Le recrutement des agents publics, qu'ils soient fonctionnaires ou contractuels, étant de plus en plus technique, Montpellier Méditerranée Métropole souhaiterait pouvoir compter sur l'expérience et la compétence du CDG 34 dans le domaine des ressources humaines afin de l'accompagner dans certains futurs recrutements.

Le CDG 34 propose à la Collectivité l'utilisation d'une convention cadre ouvrant la possibilité de faire appel, en tant que de besoin, à un service de prestation « *conseil et assistance au recrutement* ». Le CDG 34, au-delà du champ d'intervention de ses missions obligatoires et en vertu de l'article L.452-39 du Code général de la fonction publique, a en effet développé au service des collectivités du département des prestations facultatives notamment l'assistance au recrutement dont la mission peut être proposée en 4 phases :

- Phase 1 : Définition du besoin ;
- Phase 2 : Sélection des candidatures ;
- Phase 3 : entretien de recrutement ;
- Phase 4 : clôture du recrutement.

Le recours à l'assistance pouvant concerner qu'une sélection de ces phases.

La convention cadre est signée pour une période d'un an, renouvelable par tacite reconduction 4 fois maximum. La réalisation des prestations mentionnées ci-dessus est conditionnée par une demande expresse de l'autorité territoriale.

Cette convention reprend les conditions générales de mise en œuvre de la prestation assistance au recrutement et renvoie aux modalités de fonctionnement et aux tarifs fixés annuellement par le Conseil d'administration du Centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Hérault.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention cadre entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Hérault ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Michel ASLANIAN.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-197307-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention_metropole CDG - Assistance recrutement.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Ressources - Campus du Management - Convention cadre partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT) - Autorisation de signature

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

Le Campus du management, école interne de formation des encadrants de la Ville et de la Métropole, a vu le jour en janvier 2022 et poursuit l'objectif d'accompagner les encadrants dans l'évolution de leurs compétences afin d'adapter leurs pratiques managériales aux enjeux d'évolution du service public rendu aux usagers du territoire. L'enjeu principal est de proposer à l'ensemble des encadrants en fonction un parcours de formation adapté aux exigences du management, qui leur permette de faire face aux évolutions sociétales et d'assumer efficacement leur rôle de responsable d'équipe.

Pour toutes ces raisons, la nouvelle mandature a souhaité créer un espace dédié, le Campus du Management, afin de concevoir et maîtriser la pédagogie ainsi que la logistique de formation dans l'objectif de mieux adapter le parcours de formation aux besoins et spécificités. Cet espace « *interne* » est d'autant plus nécessaire dans le contexte actuel des collectivités où les organisations et modes de fonctionnement sont amenés à évoluer, rendant d'autant plus nécessaires les actions visant à renforcer la culture commune et l'accompagnement au changement.

Étudiés pour s'adapter aux niveaux et aux missions de tous les échelons managériaux, du coordinateur au directeur, du débutant à l'expert, ces parcours proposés par le Campus auront pour but de développer les talents individuels et l'intelligence collective en corrélation avec les besoins de l'administration et le projet de mandat.

Ce dispositif constitue une première étape fondamentale dans l'évolution des pratiques et dans l'acquisition de nouvelles compétences par les agents de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole. En effet, la formation et le développement des parcours professionnels des agents s'inscriront dans le cadre du futur Projet d'Administration et du plan managérial qui en découlera.

Les outils mis en avant par le Campus s'inscrivent résolument dans les orientations politiques fortes visant à améliorer la qualité de vie au travail et donc de réduire l'absentéisme, de favoriser la mobilité interne ou de diminuer les risques psycho-sociaux. Le parcours entend aussi casser les silos en faisant se rencontrer au sein d'une même promotion des encadrants de directions différentes, dans un véritable esprit de promotion, qui sera encouragé à perdurer par des rencontres régulières des formés à la suite du parcours organisées par le Campus.

Ainsi quatre parcours différents sont proposés selon l'ancienneté sur les fonctions d'encadrant d'équipe et la catégorie hiérarchique. Plus précisément, la création du Campus du Management permet aux cadres et encadrant de la Ville et de la Montpellier Méditerranée Métropole de bénéficier d'un parcours de formation long (entre 12 et 14 jours de formation et des sessions d'échanges de pratiques professionnelles) qui leur permettra de disposer de techniques pour mieux répondre à la diversité des situations auxquelles ils sont confrontés. En outre, ce parcours de formation est complété par un « *pass coaching* » proposé aux encadrants intégrant le Campus du management pouvant aller jusqu'à 10 heures d'accompagnement par un coach.

Les parcours de formations construits sont des parcours mixtes combinant formations dispensées par le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT) mais également par le biais de formateurs internes et de formateurs externes.

Le renouvellement d'un partenariat fort avec le CNFPT permettra de répondre aux objectifs de formation tant quantitatifs que qualitatifs. Ainsi, la signature d'une convention entre la Ville, la Métropole et le CNFPT permettra de préciser les actions menées conjointement, notamment dans le cadre d'actions de formation innovantes et de remise d'attestation de formation. C'est la raison pour laquelle il est proposé de mettre en place une convention cadre organisant les actions du CNFPT dans le cadre de ce partenariat.

Dans cette convention, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole s'engagent à mettre en œuvre les axes de collaboration qu'ils ont conjointement déterminés en faisant appel à leurs ressources humaines et matérielles et en mobilisant les moyens et leviers d'actions dont ils disposent.

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole s'engagent :

- A assurer l'information des encadrants et la sélection de 12 stagiaires par groupe ;
- A sensibiliser les directions afin qu'elles garantissent la disponibilité des encadrants lors de la formation ;
- A mettre à disposition des locaux adaptés pour le bon déroulement de la formation ;
- A recruter les intervenants pour les modules qui ne sont pas mis en œuvre par le CNFPT.

Le CNFPT s'engage :

- A assurer l'accès aux inscriptions, la réalisation des attestations de formation ;
- A fournir aux stagiaires les supports de cours ;
- A recruter les intervenants pour les journées de formation théoriques.

La convention est signée pour une période de 4 ans débutant à la signature de la présente convention, soit le 13 octobre 2022 jusqu'au 12 octobre 2026 inclus. Elle sera complétée chaque année par un avenant régissant les modalités pratiques et financières de mise en place du partenariat pour l'année à venir.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et le CNFPT ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

M. William ARS, M. Michel CALVO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Julie FRÊCHE, M. Sophiane MANSOURIA, Mme Marie MASSART, M. Cyril MEUNIER, M. Manu REYNAUD.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-196727-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention CNFPT - 3M campus management .docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Ressources - Relations institutionnelles entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Modifications des conventions de services communs - Avenants aux conventions de services communs - Autorisation de signature

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

Le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 a créé la métropole dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. A la suite de cette création la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont décidé de s'engager dans une démarche de convergence de leurs administrations, reposant sur la mutualisation progressive de leurs services, dans un esprit de coopération renforcée. Les dispositions de l'article L.5211-4-2 du Code général des collectivités territoriales définissent le cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées.

Depuis 2015, un certain nombre de services communs entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont ainsi été créés.

Dans le cadre de la mise en place d'une nouvelle organisation des services dont l'ambition est d'offrir plus de lisibilité, de transparence et une meilleure efficacité de fonctionnement, en cohérence avec les objectifs de politiques publiques, des services communs correspondant aux différents pôles qui comprennent des directions à la fois de la Ville et de la Métropole ont été créés par délibération des assemblées délibérantes de la Métropole et de la Ville de Montpellier en date respectivement du 14 et 16 décembre 2021.

Les services communs ainsi créés ne comprennent que le poste de directeur. Au vue de l'avancée des réorganisations il convient d'élargir les services communs suivants afin de répondre aux enjeux organisationnels :

Le service commun **Pôle Stratégies Foncières et Immobilières**, dont l'organisation répond à un double enjeu. En effet, le Pôle Stratégie Foncière et Immobilière doit fournir un appui aux autres pôles en matière d'expertise immobilière et foncière et est dépositaire de la politique foncière publique sur le territoire de l'ensemble des Communes de la Métropole, dans ses composantes spatiales et économiques.

Le service commun **Pôle Juridiques Achats Assemblées** dont l'organisation répond à deux enjeux : être un prestataire de services interne, il doit fournir un appui aux autres Pôles en matière d'expertise juridique et une fonction opérationnelle en étant porteur d'une nouvelle politique d'achat visant à permettre l'optimisation de la commande publique comme levier, tant des intérêts économiques des collectivités que des enjeux environnementaux et sociaux liés à ses politiques publiques.

Le service commun **Pôle Moyens Généraux** dont l'objectif s'inscrit dans la volonté de rassembler les équipes, les compétences et les missions afin de répondre aux enjeux du mandat, de faciliter la lisibilité des dispositifs et d'améliorer le service rendu.

Le service commun **Pôle Sports** dont l'objectif est de rassembler au sein d'une même entité l'ensemble des services permettant ainsi de promouvoir et développer la politique publique sportive des deux collectivités tout en offrant plus de lisibilité, de transparence et une meilleure efficacité de fonctionnement.

Ces 4 pôles sont rattachés à la Métropole.

Par ailleurs, il convient également de créer le service commun **Pôle Sécurité et Tranquillité Publique** dont l'objectif est de rassembler au sein d'une même entité l'ensemble des services et fonctions dédiés à la gestion des risques, qu'ils soient technologiques, environnementaux ou encore sociétaux. Ce service commun va notamment permettre de mutualiser le poste de directeur, et le service ressources du pôle qui pourront ainsi être mis à disposition de la police métropolitaine des transports. Ce pôle est rattaché à la Ville de Montpellier

Les conventions de services communs précisent les modalités de cette mise en commun et notamment les postes concernés ainsi que les clés de répartition financière entre la Ville et la Métropole pour chacun des services communs.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes des avenants aux conventions des services communs Pôle Stratégies Foncières et Immobilières, Pôle Juridique Achats Assemblées, Pôle Moyens Généraux, Pôle Sports ;
- D'approuver la création d'un service commun Pôle Sécurité et Tranquillité Publique rattaché à la Ville de Montpellier, et les termes de la convention correspondante ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 5 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-196126-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention Service commun PSFI.pdf
- Convention Service commun PJ2A.pdf
- Convention Service commun PMG.pdf
- Convention Service commun Pôle Sports.pdf
- Convention service commun PSTP.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Ressources - Actualisation du coefficient multiplicateur du tarif de la taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

La Taxe sur les Surfaces Commerciales (TASCOM) est due par les entreprises exploitant les magasins de commerce de détail, quelle que soit leur forme juridique. Sont concernés les magasins :

- Dont la surface de vente est d'au moins 400 mètres carrés, ou moins, s'ils appartiennent à un réseau de magasins d'une surface cumulée d'au moins 4 000 mètres carrés. Par conséquent, les boutiques indépendantes de moins de 400m² ne sont pas concernées par la taxe ;
- Ouverts après le 1^{er} janvier 1960 ;
- Dont le chiffre d'affaires hors taxe est d'au moins 460 000 € l'année précédant la taxation.

Le montant de la taxe est égal au produit de la surface de vente par un taux. Ce dernier est fixé en fonction du chiffre d'affaires au mètre carré. La loi prévoit que le Conseil de Métropole peut appliquer au montant de la taxe un coefficient multiplicateur compris entre 0,80 et 1,20. Ce coefficient ne peut être que progressivement réduit ou augmenté, de 0,05 au maximum par an par rapport à la valeur de l'année précédente.

Le produit de TASCOM perçu par la Métropole est fortement concentré autour des hypermarchés puisque les commerces de plus de 2 000 m² – c'est-à-dire 41 établissements sur les 376 établissements acquittant de la TASCOM en 2021 – génèrent 56 % du produit total.

Les tarifs de la TASCOM ne sont pas indexés à l'inflation comme pour la majorité des impositions locales et restent donc inchangés d'année en année.

En conséquence, il est proposé de porter le coefficient multiplicateur de la TASCOM à 1,20 en 2023.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'appliquer au montant de la taxe sur les surfaces commerciales un coefficient multiplicateur fixé à 1,20 à compter du 1^{er} janvier 2023 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-195275-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Ressources - Transmission des locaux commerciaux vacants dans le cadre de la taxe sur les friches commerciales - Autorisation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Document de planification, le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) définit, à l'horizon 2040, les grandes orientations d'aménagement du territoire métropolitain. Il fixe les limites entre, d'une part, les espaces urbains ou voués à l'urbanisation et, d'autre part, les espaces naturels et agricoles. L'un des objectifs du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) vise à modérer la consommation foncière, notamment par l'optimisation de l'urbanisation existante. Il implique en particulier l'intensification de l'utilisation du tissu économique existant et le renouvellement urbain. En ce sens, la mobilisation des commerces vacants est un moyen indispensable à la limitation de l'étalement urbain.

Par la délibération M2021-327 du 28 juillet 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a institué une taxe sur les friches commerciales (TFC). Cette taxe est due par les propriétaires de biens passibles de la taxe foncière sur les propriétés bâties qui ne sont plus affectés à une activité soumise à cotisation foncière des entreprises (CFE) depuis au moins deux ans au 1er janvier de l'année d'imposition et qui sont restés inoccupés pendant cette période.

La taxe est assise sur le revenu net servant de base à la taxe foncière sur les propriétés bâties. La délibération a établi les taux suivants, en fonction du nombre d'années d'imposition : 20% la première année d'imposition, 30% la deuxième année d'imposition, et 40% à partir de la troisième année d'imposition.

Le Code général des impôts (CGI) prévoit qu'un dégrèvement est accordé, à la charge de la collectivité, lorsque l'absence d'exploitation des biens est indépendante de la volonté du contribuable. En pratique, le propriétaire prouvant qu'il ne trouve pas de locataire ni d'acheteur malgré toutes les démarches nécessaires et un prix au marché, ou un propriétaire effectuant d'importants travaux dans son local pourra obtenir le dégrèvement de la TFC.

L'article 1530 du CGI précise que l'organe délibérant communique chaque année à l'administration des finances publiques, la liste des adresses des biens susceptibles d'être concernés par la taxe. La constitution de cette liste est effectuée à partir des fichiers fournis annuellement par l'administration fiscale. Il appartient ensuite aux services fiscaux d'identifier, à partir de cette liste, les biens répondant aux critères d'éligibilité de la TFC.

Dans un contexte de tensions locatives, tant pour les locaux d'habitation que pour les locaux commerciaux, le traitement de la liste communiquée permettra de :

- Lutter contre le phénomène de rétention foncière ;
- Remettre sur le marché des locaux vacants ;
- Réduire les tensions sur les loyers ;
- Inciter à rénover ou à reconverter en logements des locaux commerciaux devenus inadaptés ou désuets.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'autoriser la transmission de la liste annexée à la présente délibération à l'administration fiscale compétente ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-195247-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Liste locaux

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Ressources - Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) - Fixation du montant d'une base servant à l'établissement de la cotisation minimum - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

La Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) est due chaque année par les personnes physiques ou morales qui exercent, à titre habituel une activité professionnelle non salariée. Les redevables sont imposés en fonction de la valeur locative des locaux qu'ils utilisent dans le cadre de leur activité professionnelle.

De plus, le législateur (article 1647D du Code général des impôts) a souhaité que chaque redevable de la CFE contribue pour un montant minimal à la couverture des charges des collectivités locales, et ce quelle que soit la valeur locative de leur local. En pratique, ce dispositif revient à ce que tout redevable de la CFE ne puisse être imposé sur un montant inférieur à la base minimum.

A compter de la réforme de la Taxe Professionnelle, le législateur a lié la base minimum au chiffre d'affaires généré par l'activité. Désormais et depuis 2014, les collectivités ont la faculté d'adopter des bases minimums pour 6 tranches de chiffre d'affaires. L'objectif est de permettre aux collectivités la mise en place d'une imposition progressive. Enfin, depuis 2019, les contribuables dont le chiffre d'affaires est inférieur à 5 000€ bénéficient d'une exonération de CFE.

Le barème des bases minimums évolue chaque année, au même titre que la revalorisation des bases fiscales. La plupart des métropoles ont appliqué ce dispositif et ont, comme voulu par le législateur, introduit une progressivité de leurs bases minimums en fonction du chiffre d'affaires des entreprises.

Jusqu'en 2021, les bases minimums applicables sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole étaient identiques pour les quatre tranches de chiffre d'affaires les plus élevées. En conséquence, en vue de rétablir l'équité fiscale, il a été proposé au Conseil d'adopter un barème progressif, dont la première étape a été adoptée en 2021 pour 2022. Il est aujourd'hui proposé d'adopter la seconde étape.

Le tableau suivant détaille les montants proposés pour 2023 :

| Montant du chiffre d'affaires ou des recettes (en euros) | Montant de la base minimum (en euros) proposé pour 2023 |
|---|--|
| Inférieur ou égal à 10 000 | 521 |
| Supérieur à 10 000 et inférieur ou égal à 32 600 | 960 |
| Supérieur à 32 600 et inférieur ou égal à 100 000 | 1 185 |
| Supérieur à 100 000 et inférieur ou égal à 250 000 | 1 963 |
| Supérieur à 250 000 et inférieur ou égal à 500 000 | 2 645 |
| Supérieur à 500 000 | 3 792 |

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les montants de cette base selon le tableau ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-195269-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Ressources - Cité des arts - Tarifs des locations de salles et des locations d'instruments - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

La Cité des Arts (CDA) de Montpellier Méditerranée Métropole est un établissement public d'enseignement artistique spécialisé initial qui a pour vocation l'apprentissage des pratiques de la musique, de la danse et de l'art dramatique. En offrant un enseignement musical, chorégraphique et d'art dramatique d'excellence, accessible à tous sur l'ensemble du territoire, il participe par ce biais à la construction de la personnalité de l'enfant, à son développement et à son épanouissement personnel tout en constituant pour les écoles situées sur le territoire et pour les publics extérieurs, un pôle ressource en matière de pratiques amateurs. Son rôle est aussi de repérer et de former les artistes professionnels de demain en les emmenant aux portes de l'enseignement supérieur et du métier.

La cité des arts dispose de plusieurs espaces, qui sont dorénavant proposés à la location afin de contribuer à enrichir l'offre culturelle du conservatoire. Elle propose également la location d'instruments pour une courte durée afin de répondre à des besoins ponctuels identifiés. Il est nécessaire d'établir les tarifs de ces locations.

L'article ci-dessous vient ainsi compléter et remplacer le point 1 de la thématique de politique publique « Culture » de la délibération n° M2021-657 du 14 décembre 2021 pour l'année scolaire 2022/2023.

Cursus proposés :

| | Contenu résumé |
|-----------|--|
| Tarif A | Cursus Musique, danse, théâtre / handi'arts : parcours intégration et diplômant |
| Tarif B | Offres de formations spécifiques : éveil musique, éveil/initiation danse, formation musicale seule (sites extérieurs, opéra junior, Internote, Musicologie), initiation direction de chœur ou direction d'orchestre, initiation musiques actuelles amplifiées, Cycle Individuel de Formation en Musiques anciennes, Danse Jazz, Ensembles vocaux, Stages, Auditeur libre. handi'arts : parcours initiation |
| Tarif C * | Classes préparatoires |
| Tarif D | Offres spécifiques : orchestre amateur, chœur amateur, chœur apprenti, orchestres EIRE, ARCO, Formation CIMM, LMI. |
| Tarif E | chœurs d'application et orchestres cobayes |

Grille tarifaire applicable :

| MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE (3M) | | | | | | | | | | | | | Hors 3M |
|---|---------------------|--------------|--------------|---------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|--------------|---------|
| | Quotients familiaux | | | | | | | | | | | | |
| Tranches | T1 | T2 | T3 | T4 | T5 | T6 | T7 | T8 | T9 | T10 | T11 | T12 | |
| Quotient familial CAF | <500 | 500- <678 | 678- <880 | 880- <1110 | 1110- <1372 | 1372- <1670 | 1670- <2009 | 2009- <2394 | 2394- <2833 | 2833- <3332 | 3332- <3900 | 3900 et + | |
| Tarif annuel A | 130 € | 157 € | 176 € | 198 € | 222 € | 250 € | 280 € | 314 € | 353 € | 397 € | 445 € | 520 € | 600 € |
| Tarif annuel B | 120 € | 128 € | 137 € | 147 € | 157 € | 168 € | 179 € | 191 € | 205 € | 219 € | 234 € | 250 € | 300 € |
| Tarif annuel C | 130 € | 157 € | 176 € | 198 € | 222 € | 250 € | 280 € | 314 € | 353 € | 397 € | 445 € | 520 € | |
| Tarif annuel D | 40 € | | | | | | | | | | | | 80 € |
| Tarif annuel E | 20 € | | | | | | | | | | | | 40 € |
| Frais de préinscription et concours | 20 € | | | | | | | | | | | | 40 € |
| Tarif semestriel: Location d'instruments (1ère et 2ème année en priorité) | 20 € | 40 € | 60 € | 80 € | 100 € | 120 € | 140 € | 160 € | 180 € | 200 € | 220 € | 240 € | 500 € |

**Le Tarif C lié aux classes préparatoires sera appliqué pour la rentrée 2023/2024*

- Une 2ème offre de formation entraîne une facturation à 100% ;
- Les familles ne communiquant par leur quotient familial CAF ou les informations nécessaires à son calcul lors de l'inscription/réinscription, se verront appliquer le tarif maximal ;

- Les frais de pré-inscription ne sont pas remboursables ;
- Lors de l'inscription 40€ de frais de dossiers devront être acquittés pour les cursus A, B et C. Ces frais de dossiers sont inclus dans le tarif annuel. Ils ne sont pas remboursables, sauf cas exceptionnel mentionné dans le règlement intérieur du conservatoire ;
- Le paiement des droits de location s'effectue semestriellement en septembre et en février, l'ensemble des conditions (dont les cautions) est stipulé dans les contrats de location.

Tarifs annuels de scolarité horaires aménagés :

| | Horaires aménagés |
|----------------------------|----------------------|
| | Tarif |
| Cursus Musique et/ou Danse | Gratuit |
| 2ème discipline | Tarif A |

Tarifs annuels de scolarité classes passerelles (suite DEMOS) :

| | Classes passerelles |
|----------------|------------------------|
| | Tarif |
| Cursus Musique | Gratuit |

Intégration et abandon du conservatoire en cours d'année :

En cas d'intégration au conservatoire entre le 1er janvier et les vacances de printemps, les frais de scolarité sont réduits de moitié. En cas d'intégration après les vacances de printemps, les élèves sont exonérés de frais de scolarité.

En cas d'abandon après le 31/12 les frais de scolarité sont dus pour l'année complète.

Location de salles :

La Cité des Arts dispose de plusieurs espaces qui sont proposés à la location.

A/ En période de vacances scolaires et de fermeture du bâtiment (sous réserve de disponibilité – les actions pédagogiques de la CDA étant prioritaires).

| | Journée | | 1/2 journée* | |
|-----------------------------|-------------|--------------|--------------|--------------|
| Salle | Plein tarif | Tarif réduit | Plein tarif | Tarif réduit |
| Auditorium Varèse | 4 000,00 € | 1 400,00 € | 2 000,00 € | 700,00 € |
| Salle Ballif | 800,00 € | 300,00 € | 400,00 € | 150,00 € |
| Salle Arnaut de Mareuil | | | | |
| Plateau Tailleferre | | | | |
| Plateau Bartok | | | | |
| Club Zappa | | | | |
| Grande salle de percussions | | | | |
| Studios danse / théâtre | | | | |

*le forfait demi-journée correspond à 5h d'utilisation, au-delà, le forfait journée s'applique (10h maximum).

B/ En période scolaire (sous réserve de disponibilité – les actions pédagogiques de la CDA étant

prioritaires).

| Salle | Journée | | 1/2 journée* | |
|-----------------------------|-------------|--------------|--------------|--------------|
| | Plein tarif | Tarif réduit | Plein tarif | Tarif réduit |
| Auditorium Varèse | 3 000,00 € | 1 000,00 € | 1500,00 € | 500,00 € |
| Salle Ballif | 600,00 € | 200,00 € | 300,00 € | 100,00 € |
| Salle Arnaut de Mareuil | | | | |
| Plateau Tailleferre | | | | |
| Plateau Bartok | | | | |
| Club Zappa | | | | |
| Grande salle de percussions | | | | |
| Studios danse / théâtre | | | | |

*le forfait demi-journée correspond à 5h d'utilisation, au-delà, le forfait journée s'applique (10h maximum).

Critère de détermination des tarifs :

- * Le plein tarif s'applique par défaut ;
- * Le tarif réduit s'applique pour les productions artistiques complémentaires à l'offre de la CDA, sous réserve de conventionnement avec la CDA ;
- * Une gratuité pourra être accordée uniquement pour les associations et manifestations à but non lucratif qui concourent à l'intérêt général ou les coproductions et partenariats de la CDA, sous réserve de conventionnement avec la CDA.

Des coûts de gardiennage supplémentaires et de ménage pourront être facturés en sus en fonction du déroulé prévu par l'organisateur.

Capacité d'accueil : La capacité d'accueil devra impérativement respecter le cahier des charges sécurité fixant les jauges maximales de chaque espace. Cette capacité sera précisée par la CDA pour chaque demande de location ou mise à disposition en fonction du dernier avis de la commission de sécurité.

Location d'instruments hors parc locatif pour une courte durée :

La Cité des Arts dispose de plusieurs instruments spécifiques pouvant être loués par une personne morale (en fonction de la disponibilité et de l'avis de la direction) pour une courte durée.

Ces derniers sont classés en 3 catégories :

- A/ Instruments solistes (vents et cordes)
- B/ Forfait percussions
- C/ Orgue

Les tarifs à la journée sont les suivants :

| Catégories | Tarifs |
|------------|----------|
| A | 50,00 € |
| B | 250,00 € |
| C | 500,00 € |

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les modifications tarifaires ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-196028-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Ressources - Tarifs du musée Henri Prades - Mises à jour - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Le Site archéologique Lattara-musée Henri Prades invite le public à la découverte de l'antique cité de *Lattara*, occupée du VI^e siècle avant notre ère jusqu'au III^e siècle de notre ère.

La boutique du musée présente aux visiteurs un large choix de livres tout public, de bijoux, de cartes postales et de produits dérivés. Il convient d'ajouter de nouvelles références afin de renouveler et d'élargir la gamme d'ouvrages et d'articles proposés à la vente. La prestation « Audioguide » mentionnée dans les Entrées Individuelles (1) étant dématérialisée, son utilisation est obsolète, il convient de supprimer la prestation de la grille tarifaire.

L'article ci-dessous vient ainsi compléter le point 4 de la thématique de politique publique « Culture » de la délibération n°M2021-657 du 14 décembre 2021, telle que modifiée.

4. LE MUSEE HENRI PRADES – SITE ARCHEOLOGIQUE LATTARA

■ Entrées individuelles (1)

| | Collections permanentes * | Expositions temporaires + Accès Collections permanentes ** |
|-------------------------------|------------------------------|--|
| Tarif réduit / Pass Métropole | 2,50 € | 3,00 € |
| Plein tarif | 4,00 € | 5,00 € |

* durée de validité du ticket : 1 an, permettant un accès illimité dans la journée d'utilisation du ticket

** durée de validité du ticket pendant toute la durée de l'exposition temporaire, permettant un accès illimité dans la journée d'utilisation du ticket, ne donne pas accès au site archéologique (accessible uniquement en visite guidée)

■ Visites guidées individuelles (1)

| | Collections permanentes ET/OU site archéologique | Expositions temporaires + Accès Collections permanentes |
|-------------------------------|---|---|
| Tarif réduit / Pass Métropole | 4,50 € | 5,50 € |
| Plein tarif | 6,00 € | 7,00 € |

■ Visites guidées de groupes (à partir de 8 personnes) (1)

| | Collections permanentes ET/OU site archéologique | Expositions temporaires + Accès Collections permanentes |
|--------------------|---|---|
| Tarif par personne | 5,00 € | 6,00 € |

ABONNEMENT ANNUEL MUSEE FABRE + MUSEE HENRI PRADES SITE ARCHEOLOGIQUE LATTARA

■ Carte individuelle nominative *

| | Tarifs |
|-------------------------------|---------|
| Tarif réduit / Pass Métropole | 20,00 € |
| Plein tarif | 30,00 € |

* **donnant droit** : aux visites libres gratuites pour les collections permanentes et expositions temporaires, au tarif réduit pour les visites guidées pour les collections permanentes et expositions temporaires, une visite privilège gratuite le premier jeudi de chaque mois de 12h30 à 13h30 (Musée Fabre uniquement), l'invité du porteur de la carte bénéficie de l'entrée libre gratuite le dimanche de 10h à 18h pour la collection permanente et du tarif réduit pour l'entrée individuelle pour l'exposition temporaire (Musée Fabre uniquement).

ACTIVITES PEDAGOGIQUES ET ANIMATIONS

| ACTIVITES PEDAGOGIQUES POUR ETABLISSEMENTS SCOLAIRES ET SOCIO-EDUCATIFS* OU ACTIVITES PEDAGOGIQUES POUR PUBLIC INDIVIDUEL (prix par enfant participant) | | |
|---|---|--------|
| Ateliers | Etablissements de la métropole / Pass Métropole | 2,30 € |
| | Plein tarif | 3,00 € |

* Les établissements scolaires et socio-éducatifs bénéficient des prestations « visite libre » et « visite guidée et animation historique » gratuites. Dans le cadre de la préparation de ces visites l'enseignant ou encadrant peut bénéficier de l'entrée gratuite.

| ACTIVITES PEDAGOGIQUES POUR PUBLIC INDIVIDUEL (prix par enfant participant) | | |
|---|----------------|---------|
| Anniversaire au musée | Pass Métropole | 5,00 € |
| | Plein tarif | 6,00 € |
| ANIMATION (prix par enfant participant et par semaine) | | |
| Atelier + répétition générale + spectacle | Plein tarif | 50,00 € |

(1) CONDITIONS SPECIFIQUES

Avec :

Collections permanentes = CP

Exposition temporaire = ET

| | Entrée individuelle | | | | Visite guidée | | | |
|--|---------------------|---------|--------------|---------|---------------|--------|--------------|--------|
| | Gratuit | | Tarif réduit | | Gratuit | | Tarif réduit | |
| | CP | ET + CP | CP | ET + CP | individuelle | groupe | individuelle | groupe |
| Le 1er dimanche du mois | X | X | | | | | | |
| Journées européennes du patrimoine, Nuit des musées, Journées nationales de l'archéologie, Journées nationales de l'architecture | X | X | | | | | | |
| Personnes de moins de 18 ans sur présentation d'un justificatif | X | X | | | | | X | |
| Personnes de moins de 26 ans titulaires du Pass Métropole sur présentation d'un justificatif | X | X | | | | | X | |
| Personnes de moins de 26 ans Hors Métropole | | | X | X | | | X | |
| Etudiants de la Métropole, élèves de formations hébergées dans les lycées et centres de formations de la Métropole de -26 ans sur présentation d'un justificatif | X | X | | | | | X | X |
| Etudiants, élèves de formations hébergées dans les lycées et centres de formations de -26 ans hors 3M sur présentation d'un justificatif | | | X | X | | | X | X |
| Volontaires du service civique sur présentation de la carte Service Civique en cours de validité | X | X | | | | | X | |
| Demandeurs d'emploi sur présentation d'un justificatif de moins de 3 mois | X | X | | | | | X | |
| Bénéficiaires de minimas sociaux * sur présentation d'un justificatif de moins de 3 mois | X | X | | | | | X | |
| Détenteurs de la carte d'invalidité civile, de la carte de priorité pour personnes handicapées | X | X | | | | | X | |
| 1 accompagnant de la personne en situation de handicap, si l'accompagnement est mentionné sur la carte en cours de validité ; | X | X | | | | | X | |
| Membres ICOM ou ICOMOS sur présentation de la carte en cours de validité | X | X | | | X | | | |
| Membres de la Maison des Artistes sur présentation de la carte d'adhérent en cours de validité | X | X | | | | | X | |
| Membres de Groupement des Amis de Musées sur présentation de la carte d'adhérent en cours de validité | | | X | X | | | | |
| Journalistes titulaires de la carte presse | X | X | | | | | | |
| L'Invité du porteur de la carte d'abonné, tous les dimanches. | X | | | X | | | | |
| Détenteurs de la carte "famille nombreuse" sur présentation d'un justificatif | | | X | X | | | | |
| Abonnement annuel carte individuelle nominative | X | X | | | | | X | |
| Achat simultané de 10 entrées ou plus | | | X | X | | | | |

* **Minimas sociaux** : Revenu de Solidarité Active (RSA), Allocation d'insertion (AI), Allocation de Solidarité Spécifique (ASS), Allocation Parent Isolé (API), Allocation aux Adultes handicapés (AAH), Allocation Supplémentaire d'Invalidité (ASI), allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA).

LA BOUTIQUE DU MUSEE HENRI PRADES

Le musée Henri Prades dispose d'une boutique proposant de nombreux articles à la vente : ouvrages, bijoux, reproductions, gadgets ou encore cartes postales et affiches. Il convient désormais de modifier les prix de vente des produits suivants :

- **Les ouvrages**

| Auteurs | Titres | Prix de vente T.T.C. |
|------------------------------|---|-----------------------------|
| MOLIN, Bernard-Pierre | Astérix : les vérités historiques expliquées | 17.50 € |
| MOLIN, Bernard-Pierre | Astérix : les peuples antiques expliqués | 14.95 € |
| MOLIN, Bernard-Pierre | Astérix : les us et coutumes expliqués | 17.50 € |
| CAZENOVE, Christophe | Les petits mythos présentent la mythologie nordique | 10.95 € |
| RACHMUL, Françoise | Héroïnes et héros de la mythologie grecque | 15.50 € |
| CAZENOVE, Christophe | La mythologie racontée par les petits mythos | 13.90 € |
| CAZENOVE, Christophe | Les petits Mythos. Vol. 10. Vainqueur par chaos | 10.95 € |
| CAZENOVE, Christophe | Les petits Mythos. Vol. 11. Crète party | 10.95 € |
| CAZENOVE, Christophe | Les petits Mythos. Vol. 12. Hermès conditionné | 10.95 € |
| DEMOULE, Jean-Paul | La révolution néolithique en France | 25.00 € |
| MONTARDRE, Hélène | Les Encyclopes : la Grèce ancienne | 15.50 € |
| MONTARDRE, Hélène | Les Encyclopes : la mythologie grecque | 15.50 € |
| SCHWENTZEL Christian Georges | Les Encyclopes : l'Egypte des pharaons | 15.50 € |
| OERTEL, Pierre | Mes p'tites questions histoire : les romains | 8.90 € |
| DESFOUR, Aurélie | L'histoire c'est pas sorcier ! La préhistoire | 4.50 € |

Bijoux

| Fournisseur | Modèle | Prix de vente |
|-----------------|--|---------------|
| Silicybine | Bracelet gaulois en verre transparent du début du second âge du Fer (La Tène A, 450-370 av. J.-C.) | 27.00 € |
| Silicybine | Bracelet gaulois en verre vert et filets bleus du troisième siècle av. J.-C. (La Tène C1, 260-175 av. J.-C.) | 35.00 € |
| Silicybine | Bracelet gaulois en verre bleu et fils jaunes incrustés du deuxième siècle av. J.-C. (La Tène C2, 175-125 av. J.-C.) | 37.00 € |
| Silicybine | Bracelet gaulois en verre bleu du premier siècle av. J.-C. (La Tène D, 120-50 av. J.-C.) | 27.00 € |
| ATELIER COBALT | Bracelet gaulois BC01 | 8.50 € |
| ATELIER COBALT | Bracelet gaulois BC03 | 10.50 € |
| ATELIER COBALT | Bracelet gaulois BC08 | 12.50 € |
| ATELIER COBALT | Bracelet romain BR04 | 10.50 € |
| ATELIER COBALT | Bracelet romain BR06 | 7.00 € |
| ATELIER COBALT | Pendentif gaulois celtic CG 01 | 8.50 € |
| ATELIER COBALT | Pendentif gaulois celtic CG02 | 7.00 € |
| ATELIER COBALT | Pendentif gaulois celtic CG03 | 7.00 € |
| ATELIER COBALT | Pendentif gaulois celtic CG11 | 10.50 € |
| ATELIER COBALT | Pendentif gaulois celtic CG05 | 11.50 € |
| ATELIER COBALT | Pendentif romain | 8.00 € |
| ATELIER COBALT | Boucles d'oreilles perles de verre | 21.00 € |
| ATELIER COBALT | Boucles d'oreilles perles de verre | 26.00 € |
| ENARRO | Boucles d'oreilles Vinalia aventurine | 28.00 € |
| ENARRO | Boucles d'oreilles Amphora grenat | 28.00 € |
| AU FIL DU METAL | Bague à double spirale | 5.50 € |
| AU FIL DU METAL | Pendeloque à double spirale | 7.00 € |

Jeux et gadgets

| Fournisseur | Titres | Prix de vente |
|-------------|--------------------------|---------------|
| MGA | Totebags | 3.00 € |
| MédiArchéo | Jeu Tempus Lapsus | 23.50 € |
| MSM | Mini bloc Lattara | 2.50 € |
| MSM | Jeu quizz de l'antiquité | 6.50 € |

▪ **Denrées**

| Fournisseur | Objets | Prix de vente |
|--|---------------------------------|---------------|
| Saveurs d'Uxellodunum (Ferme de Roubegeolles) | Pâté Gaulois chou/fenouil, 130g | 3.50 € |
| Saveurs d'Uxellodunum (Ferme de Roubegeolles) | Pâté Gaulois au gland, 130g | 3.50 € |
| Saveurs d'Uxellodunum (Ferme de Roubegeolles) | Quatre épices gauloise, 32g | 2.70 € |
| TABERNA ROMANA | Samsa | 5.00 € |
| TABERNA ROMANA | Phoenix | 5.00 € |
| TABERNA ROMANA | Salyen sachet | 5.00 € |

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les modifications tarifaires telles que décrites ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-195812-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger CAIZERGUES, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Ressources - Délégation de service public - Application de la loi du 25 août 2021 confortant le respect des principes de la République - Modifications des contrats en cours

Madame Catherine RIBOT, Conseillère métropolitaine, rapporte :

Suite à la publication au Journal officiel le 25 août 2021 de la loi n°2021-1109 confortant le respect des principes de la République, tout organisme chargé de l'exécution d'un service public doit veiller au respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité.

La loi impose au titulaire d'un contrat de la commande publique, pour autant que ce contrat lui confie l'exécution d'un service public, d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

La loi impose également que les clauses des contrats de concession ayant pour objet de confier l'exécution d'un service public rappellent ces obligations et précisent en outre les modalités de contrôle et de sanction du cocontractant lorsque celui-ci ne prendrait pas les mesures adaptées pour mettre en œuvre ces obligations et faire cesser les éventuels manquements constatés.

Les contrats de délégation de service public en cours doivent être modifiés pour intégrer ces nouvelles obligations, conformément aux dispositions de l'article L3135-1 5° du Code de la commande publique.

Ainsi les contrats suivants sont modifiés :

- DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION ET L'EXPLOITATION DU CORUM ET DU ZENITH conclue avec le groupement constitué de la société MONTPELLIER EVENTS et de la société des Transports de l'Agglomération de Montpellier (TaM), Avenant n°6
- DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION DU SERVICE EXTERIEUR DES POMPES FUNEBRES ET DU CREMATORIUM, conclue avec la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale des Services Funéraires de Montpellier Agglomération (SFMA), Avenant n°1
- DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DE L'UNITE DE METHANISATION AMETYST, conclue avec la société AMETYST, Avenant n°3
- DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DU LOT DE PLAGE N°1 SITUE SUR LA COMMUNE DE VILLENEUVE LES MAGUELONE -PLAGE DU PREVOST - LOCATION DE MATERIEL AVEC RESTAURATION, conclue avec la société LOISIRS D'ETE, Avenant n°2B
- DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DU LOT DE PLAGE N°2 SITUE SUR LA COMMUNE DE VILLENEUVE LES MAGUELONE - PLAGE DU PREVOST - LOCATION DE MATERIEL AVEC ENGINS NAUTIQUES MOTORISES, conclue avec la société JET 7 LOCATION, Avenant n°2B
- DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION ET L'EXTENSION DU MARCHE D'INTERET NATIONAL DE MONTPELLIER, conclue avec la société d'économie mixte du Marché d'Intérêt National de Montpellier (SOMIMON), Avenant n°13
- DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION ET L'EXPLOITATION DU PARC DE STATIONNEMENT SAINT ROCH, conclue avec la société des Transports de l'Agglomération de Montpellier (TaM), Avenant n°4
- DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION ET L'EXPLOITATION DES PARCS DE STATIONNEMENT FOCH-PREFECTURE-MARCHE AUX FLEURS et ARC DE TRIOMPHE, conclue avec la société EFFIA STATIONNEMENT, Avenant n°5
- DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION ET L'EXPLOITATION DU PARC DE STATIONNEMENT GAMBETTA, conclue avec la société des Transports de l'Agglomération de Montpellier (TaM), Avenant n°10

- DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION ET L'EXPLOITATION DU PARC DE STATIONNEMENT EUROPA, conclue avec la société des Transports de l'Agglomération de Montpellier (TaM), Avenant n°7
- DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION ET L'EXPLOITATION DU PARC DE STATIONNEMENT PEYROU-PITOT, conclue avec la société INDIGO STATIONNEMENT, Avenant n°4

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'adopter l'avenant n°6 pour la délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du Corum et du Zénith ;
- D'adopter l'avenant n° 1 pour la délégation de service public pour la gestion du service extérieur des pompes funèbres et du crématorium ;
- D'adopter l'avenant n°3 pour la délégation de service public pour l'exploitation de l'unité de méthanisation Ametyst ;
- D'adopter l'avenant n°2B pour la délégation de service public pour l'exploitation du lot de plage n°1 situé sur la commune de Villeneuve les Maguelone -plage du Prévost - location de matériel avec restauration Avenant n°2B ;
- D'adopter l'avenant n°2B pour la délégation de service public pour l'exploitation du lot de plage n°2 situé sur la commune de Villeneuve les Maguelone - plage du Prévost - location de matériel avec engins nautiques motorisés ;
- D'adopter l'avenant n°13 pour la délégation de service public pour la gestion et l'extension du marché d'intérêt national de Montpellier ;
- D'adopter l'avenant n°4 pour la délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du parc de stationnement Saint-Roch ;
- D'adopter l'avenant n°5 délégation de service public pour la gestion et l'exploitation des parcs de stationnement Foch-préfecture-marche aux fleurs et Arc de triomphe ;
- D'adopter l'avenant n°10 pour la délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du parc de stationnement Gambetta ;
- D'adopter l'avenant n°7 pour la délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du parc de stationnement Europa ;
- D'adopter l'avenant n°4 pour la délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du parc de stationnement Peyrou-Pitot ;
- D'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer les avenants ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-198718-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- DSP AMETYST AVENANT 3.pdf
- DSP CORUM ZENITH AVENANT 6.pdf
- DSP MIN AVENANT 13 LAICITE.pdf
- DSP PARKING EUROPA AVENANT 7.pdf
- DSP PARKING FOCH AVENANT 5.pdf
- DSP PARKING GAMBETTA AVENANT 10.pdf
- DSP PARKING PITOT PEYROU AVENANT 5.pdf
- DSP PLAGE LOT 2 AVENANT 2B.pdf
- DSP PLAGE LOT 1 AVENANT 2B.pdf
- DSP SFMA AVENANT 1.pdf
- DSP ST ROCH AVENANT 4.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Patricia MIRALLES, Yvan NOSBE, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Solidarités - Rénovation énergétique du parc privé de logements - Convention de mise à disposition de données statistiques relatives à MaPrimeRénov - Approbation - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n°M2022-56 en date du 22 mars 2022, la Métropole a arrêté son Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) 2021-2026. L'une des ambitions de la Métropole est de rénover thermiquement 13 500 logements sur les 6 années du PCAET.

Au titre de sa compétence « *Politique locale de l'habitat* » et depuis 2006, la Métropole est délégataire de l'attribution des aides publiques à la construction des logements sociaux et à la rénovation des logements privés, dont elle assure directement l'instruction depuis 2012. Dans ce cadre, la Métropole mobilise les crédits qui lui sont délégués par l'Etat pour le parc public et par l'Agence Nationale de l'Habitat (Anah) pour le parc privé. Depuis 2016, la Métropole est également maître d'ouvrage du guichet unique qui propose un conseil gratuit pour tous ménages souhaitant engager des travaux de rénovation énergétique sur le territoire de la Métropole. La Métropole maîtrise ainsi un nombre important d'informations relatives à la rénovation du parc privé sur son territoire : nombre de logements rénovés, coût des postes travaux, gain thermique etc.

Toutefois, en 2020, l'Anah a souhaité mettre en place un nouveau dispositif national pour massifier la rénovation des logements : Ma Prime Rénov' (MPR) qui remplace le crédit d'impôt pour la transition écologique (CITE) et les aides Anah dites « *Habiter Mieux Agilité* ».

La gestion des dossiers MPR pour l'habitat individuel, qui n'est pas compris dans le dispositif de délégation des aides à la pierre, est mise en œuvre par des prestataires sélectionnés par l'Anah au niveau national. La Métropole n'a donc pas accès aux informations sur le nombre de ménages engagés dans un projet financé par MPR sur son territoire ; or cette information est essentielle pour comptabiliser de la manière la plus exhaustive possible le nombre de logements rénovés et s'assurer de l'atteinte de l'objectif fixé dans la PCAET. Ces informations sont également importantes pour évaluer l'action publique, mesurer l'impact économique et mieux calibrer les dispositifs existants.

Aussi, une convention de mise à disposition de données à intervenir avec l'Etat est soumise à l'approbation du Conseil, ayant pour objet de donner accès aux services en charge de piloter la politique de rénovation du parc privé aux informations relatives à MPR (localisation des logements financés, travaux, financements...), sans contrepartie financière, uniquement à des fins de connaissance. Les données fournies ne permettront pas d'identifier nominativement les ménages et la Métropole s'engage à appliquer le secret statistique, prévu dans la loi n°51-711 du 7 juin 1951.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Etat pour la transmission des informations relatives à Ma Prime Rénov ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-197584-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention mise à disposition données MPR V _DDTM34-Collectivité3M.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Patricia MIRALLES, Yvan NOSBE, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Solidarités - Soutien de Montpellier Méditerranée Métropole à la création de logements sociaux - Garanties d'emprunts - Règlement intérieur - Modification de la délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019 - Approbation

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibérations n°11747 du 25 juillet 2013, n°13266 du 30 septembre 2015 et n°M2019-180 du 18 avril 2019, le Conseil a adopté un règlement intérieur en matière de garanties d'emprunts contractés par les opérateurs de logements aidés pour financer leurs projets. Celui-ci a pour objet de permettre la réalisation des opérations concourant aux objectifs de production du Programme Local de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, en complémentarité avec les garanties accordées par le Département de l'Hérault.

Afin de tenir compte du contexte de hausse du taux du livret A sur lequel s'appuient les prêts réglementés de l'Etat en faveur de la production de logements sociaux, les rendant moins compétitifs qu'un prêt à taux fixe, il est proposé l'élargir la liste des types de prêteurs éligibles à tout autre prêteur en cas de réaménagement du prêt initial.

En effet, la réglementation oblige l'opérateur de logement social à contracter un prêt réglementé de l'Etat pour financer son opération et bénéficier des avantages fiscaux correspondants, mais n'interdit pas la renégociation de ce prêt dès lors que l'affectation du bien au logement locatif social est maintenue pendant toute la durée prévue par convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte de l'ajustement des règles d'intervention de Montpellier Méditerranée Métropole en matière de garantie des emprunts relatifs aux opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements sociaux et d'accession-location ;
- D'approuver la modification du règlement intérieur proposée ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-196283-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- reglement_intervGE_MMM_2022 PROJET.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Solidarités - Dotation Politique de la Ville 2022 - Convention d'attribution de subvention entre l'État, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Autorisation de signature

Madame Eliane LLORET, Vice-Présidente, rapporte :

Par courrier en date du 4 avril 2022, Monsieur le Préfet de l'Hérault a informé Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole de l'attribution pour l'année 2022 d'une Dotation Politique de la Ville d'un montant de 4 757 685,87 €. Ces crédits font l'objet d'une convention actant la répartition de la dotation, et signée par l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier.

Le tableau ci-dessous récapitule les projets qui, comme l'exigent la circulaire et la notification de Monsieur le Préfet, répondent aux objectifs, axes stratégiques et programmes opérationnels définis et inscrits dans le Contrat de ville de Montpellier Méditerranée Métropole. Les équipements et actions présentés au titre de la DPV se situent dans le périmètre des 12 quartiers prioritaires politique de la ville, mais également des zones à la périphérie de ceux-ci, dès lors que, conformément à la logique des quartiers vécus, ces équipements et actions profitent aux habitants des quartiers politique de la ville.

| Répartition de la DPV 2022 | | | | | | | |
|--|--|--------------------|----------------|----------|---------------|--------------|-------------|
| Intitulé du projet | Quartier | Maître d'ouvrage | Date démarrage | Date fin | Coût prév. HT | Part DPV (%) | Montant DPV |
| Opérations à maîtrise d'ouvrage Métropole | | | | | | | |
| Investissement | | | | | | | |
| Aménagement de locaux associatifs en pieds d'immeuble | Cévennes | Métropole /SA3M | sept-22 | janv-23 | 129 000 € | 80% | 103 200 € |
| Aménagement de locaux associatifs en pieds d'immeuble | Mosson | Métropole /SA3M | sept-22 | fév-23 | 92 000 € | 80% | 73 600 € |
| Fonctionnement | | | | | | | |
| Dispositif prévention des noyades et apprentissage de la natation 2022 | Mosson, Pas du Loup Val de Croze, Pompignane | Métropole (Sports) | juin-22 | déc-22 | 292 788 € | 80% | 234 230 € |
| Fonctionnement équipe projet politique de la ville | Tous QPV | Métropole (spv) | janv-22 | déc-22 | 425 000 € | 20% | 85 000 € |
| Evaluation finale du contrat de ville | Tous QPV | Métropole (spv) | mai-22 | déc-22 | 25 000 € | 50% | 12 500 € |

| | | | | | | | |
|---|---|-------------------|---------|-------------|------------------|-----------|------------------|
| Sous-total Métropole | | | | | 963 788 € | | 508 530 € |
| Opérations à maîtrise d'ouvrage Ville | | | | | | | |
| <i>Investissement</i> | | | | | | | |
| Ecole Marc Bloch (amélioration du confort thermique) | Mosson | Ville (éducation) | avr-22 | déc-22 | 158 333 € | 80% | 126 666 € |
| Ecole Lily Boulanger (amélioration du confort thermique) | Croix d'Argent (quartier vécu Lemasson) | Ville (éducation) | avr-22 | déc-22 | 7 500 € | 80% | 6 000 € |
| Ecole Maternelle Pablo Néruda (amélioration du confort thermique) | Mosson | Ville (éducation) | avr-22 | déc-22 | 70 833 € | 80% | 56 666,40 € |
| Ecole Pape Carpentier (amélioration du confort thermique) | Celleneuve | Ville (éducation) | avr-22 | déc-22 | 50 000 € | 80% | 40 000 € |
| Ecole maternelle Madeleine Renaud (amélioration du confort thermique) | Mosson | Ville (éducation) | avr-22 | déc-22 | 70 833 € | 80% | 56 666,40 |
| Réfection complète des sanitaires de l'école élémentaire Louisville | Mosson | Ville (éducation) | juil-22 | fin août 22 | 75 000 € | 80% | 60 000 € |
| Mise en place d'un self école maternelle Jean Cocteau | Près d'Arènes | Ville (éducation) | juil-22 | fin déc. 22 | 417 000 € | 80% | 333 600 € |
| Rénovation de la toiture de l'école maternelle Pablo Picasso | Mosson | Ville (éducation) | juil-22 | fin août 22 | 117 000 € | 80% | 93 600 € |
| Création d'une crèche municipale à la Pompignane | Pompignane | Ville (enfance) | nov-23 | nov-25 | 3 666 600 € | 65,3706 % | 2 396 878,27 € |

| | | | | | | | |
|---|------------|--------------------------|-------------------|-------------------|--------------------|-----|-----------------------|
| Maison Pour Tous Paul Emile Victor (accessibilité) | Cévennes | Ville (MPT) | dernier trim 2022 | début 2023 | 90 000 € | 80% | 72 000 € |
| Extension du cinéma Nestor Burma (Acquisition d'un bâtiment et équipements) | Celleneuve | Ville (DCP/DRP) | 1er sem 2023 | dernier trim 2023 | 1 007 560 € | 80% | 806 048 € |
| Street Work Out à la Pompignane | Pompignane | Ville (sports) | oct-22 | nov-22 | 23 000 € | 80% | 18 400 € |
| Equipement Fitness au Petit Bard | Petit Bard | Ville (sports) | oct-22 | nov-22 | 77 800 € | 80% | 62 240 € |
| Multisports à Gély | Gély | Ville (sports) | nov-22 | janv-23 | 123 800 € | 80% | 99 040 € |
| Fonctionnement | | | | | | | |
| Manifestations pour la lutte contre le racisme et les discriminations | Tous QPV | Ville (cohésion sociale) | déc-21 | déc-22 | 35 000 € | 61% | 21 350 € |
| Sous-total Ville | | | | | 5 990 259 € | | 4 249 155,47 € |
| Total général | | | | | 6 954 047 € | | 4 757 685,87 € |
| Montant total DPV 2022 | | | | | | | 4 757 685,87 € |

La programmation 2022 présente les caractéristiques suivantes :

- 8 quartiers sur 12 sont concernés par au moins 1 projet ;
- 4,2 M€ sont attribués à la Ville de Montpellier pour le financement de 15 projets, dont 1 de fonctionnement et 508 K€ à la Métropole pour le financement de 5 projets dont 3 en fonctionnement ;
- Le taux de subventionnement sur la globalité s'élève à 68% du montant total des dépenses ;
- Le montant total des subventions proposées pour des dossiers de fonctionnement s'élève à moins de 7 % ;
- 72% de l'enveloppe sont affectés à des équipements publics de proximité (crèche à la Pompignane, extension du cinéma Nestor Burma à Celleneuve, multisports à Gély, équipement fitness au Petit Bard, street work out à la Pompignane, accessibilité de la Maison Pour Tous P.E Victor aux Cévennes)
- 16 % de l'enveloppe sont affectés à des opérations concernant les écoles (réhabilitation thermique de 6 écoles, réfection des sanitaires et mise en place d'un self sur 2 écoles) ;
- Au titre des projets liés au NPNRU2, des aménagements pour des locaux associatifs sont programmés ;
- Enfin, le dispositif de prévention des noyades et d'apprentissage de la natation sur 3 quartiers, l'organisation de manifestations contre le racisme et les discriminations ainsi que l'évaluation finale du contrat de ville sont également programmés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la répartition de la dotation politique de la ville 2022 telle que détaillée ci-dessus, versé sous réserve de signature d'une convention d'attribution ;
- D'approuver les termes de la convention d'attribution de subvention au titre de la dotation politique de la ville 2022, entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 29 voix

M. William ARS, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Geniès BALAZUN, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, M. Stéphane CHAMPAY, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Brigitte DEVOISSELLE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Max LEVITA, M. Hervé MARTIN, Mme Marie MASSART, M. Cyril MEUNIER, M. Julien MIRO, M. Arnaud MOYNIER, M. Eric PENSO, Mme Céline PINTARD, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Pierre RICO, M. François RIO, Mme Agnès SAURAT, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-198917-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention_DPV_2022.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Solidarités - Attributions de subventions à des associations dans le cadre de la thématique "Politique de la ville" - Programmation complémentaire - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

Pour l'année 2022, un appel à projets partenarial a été lancé à destination des acteurs associatifs intervenant dans les 12 quartiers prioritaires de la ville. Les projets soutenus par la Métropole, en cohérence avec la Ville, s'inscrivent dans les objectifs des fiches opérationnelles ajustées du contrat de ville et concernent ses 5 axes opérationnels :

1. Organiser le développement de l'activité économique, de l'emploi et de l'insertion professionnelle en faveur des quartiers ;
2. Organiser une politique résidentielle plus équilibrée dans les quartiers, la Métropole et poursuivre le renouvellement urbain ;
3. Favoriser la réussite éducative et scolaire pour tous, en développant les coopérations et la co-éducation ;
4. Développer une offre de services et d'équipements accessibles aux habitants, dans une logique de parcours ;
5. Offrir un meilleur cadre de vie au quotidien pour les habitants des quartiers par une présence renforcée de proximité.

Les partenaires financiers du contrat de ville mobilisent des crédits spécifiques et des crédits de droit commun dans le cadre de cet appel à projets annuel et, à l'issue d'une instruction partenariale et territoriale, décident d'apporter leur soutien aux associations dont les projets répondent parfaitement aux caractéristiques de l'appel à projets. 474 dossiers ont été déposés par 196 associations lors de l'appel à projets 2022. Sur la base d'une grille de priorisation commune à l'ensemble des financeurs et au regard des orientations du contrat de ville, Montpellier Méditerranée Métropole a apporté son soutien financier à 159 projets déposés par 99 associations pour un montant total de 580 700 € (Délibération n° M2022-66 du 22 mars 2022).

En complément de cette première programmation, il est proposé au titre de l'appel à projets 2022 du Contrat de ville, d'attribuer de nouvelles subventions à 3 associations, selon la répartition ci-dessous :

| Politique de la ville – Contrat de ville | | | | |
|--|---|--------------------------------|----------------|------------------|
| Identifiant | Structure | Intitulé de l'action | Type | Montant attribué |
| 6347 | Cap Gély (Comité d'animation et de prévention Gély-Figuerolles) | Mosaïques Gipsy | Projet | 2 000 € |
| 7379 / 6101 | Esprit Libre | On Parle Français | Projet | 1 000 € |
| 3659 / 6380 | 3MTKD | Centre Sportif été 11 - 17 ans | Fonctionnement | + 500 € |
| TOTAL : | | | | 3 500 € |

En outre, le dynamisme de la vie associative étant un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, cette dernière soutient l'action de structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il est proposé d'allouer une subvention à des actions de cohésion sociale ayant un rayonnement métropolitain, sur des crédits de droit commun, et en complément de la programmation prise par délibération n° M2022-49 du Conseil de Métropole du 25 janvier 2022.

| Politique de la ville – Cohésion sociale | | | | |
|--|--|---------------|----------------|------------------|
| Code | Structure | N° de dossier | Type | Montant attribué |
| 4242 | Médecin du Monde | 000399 | Fonctionnement | 3 000 € |
| 5882 | Espace Renaissance | 000381 | Projet | 2 000 € |
| 6380 | Association la main verte du quartier Petit-Bard/Pergola | 000368 | Fonctionnement | 1 000 € |
| TOTAL : | | | | 6 000 € |

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De décider de l'octroi des subventions, telles que définies dans les tableaux ci-dessus ;
- De dire que les subventions seront versées sous réserve de la signature d'une convention d'attribution à intervenir avec chacun des organismes bénéficiaires ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-196780-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention-type Projet 2022-dc.doc
- 196404_convention-type AP Cdv 2022.docx
- Convention DC Fonctionnement 2022.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Solidarités - Plan pauvreté - Engagements pour la prévention et la lutte contre la pauvreté - Axe 1 Veille sociale - Attribution de subventions à GAMMES ISSUE pour 2022 - Convention - Approbation

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

La stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté entend s'attaquer tout particulièrement à la reproduction de la pauvreté dès les premières années de la vie, garantir au quotidien les droits fondamentaux des enfants, assurer à tous les jeunes un parcours de formation leur permettant d'acquérir des compétences et de prendre leur indépendance, rendre les droits sociaux plus accessibles, plus équitables et plus incitatifs à l'activité et investir pour l'accompagnement de tous vers l'emploi. C'est au travers de ces cinq engagements que la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont souhaité contractualiser pour 3 ans avec l'État (2020-2022), pour décliner cette stratégie localement, au vu des caractéristiques du territoire de la Métropole et au regard des réalités sociales liées à l'émergence de nouvelles formes de grande précarité.

Par délibération n°M2022-173 du 31 mai 2022, le Conseil de Métropole a pris acte de la programmation 2022 présentée dans le cadre du plan de prévention et de lutte contre la pauvreté et approuvé la signature de l'avenant 2022 à la convention d'appui à la prévention et à la lutte contre la pauvreté à intervenir entre l'Etat, la Métropole et la Ville de Montpellier.

La présente délibération concerne l'affectation d'une subvention à l'association GAMMES ISSUE qui met en œuvre en 2022 deux actions prévues au titre de l'axe 1 « Veille sociale » du programme concerté d'actions conçu avec les services de l'Etat et de la Ville de Montpellier.

L'action 1 « *Casser la reproduction de la pauvreté* » comprend notamment les 2 sous actions ci-après pour l'accueil des personnes à la rue :

- Le dédoublement de l'accueil de jour saturé de la rue Saint Claude / cours Gambetta à Montpellier, réalisé jusqu'alors salle Jacques d'Aragon, à basculer sur un autre lieu ;
- L'hébergement d'urgence et l'accompagnement des publics à la rue pour 90 places gérées transitoirement depuis les confinements successifs résidence Rives du Lez, propriété du CNFPT.

Il est proposé l'attribution en 2022 d'une subvention à GAMMES ISSUE, pour un total de 70 000 €, dont 35 000 € sur crédit délégués par l'Etat et 35 000 € sur fonds propres de la Métropole :

| AXE 1 SOCIALE | VEILLE | OPERATEURS | ACTIONS | ETAT DDETS | 3M Crédits | TOTAL |
|--|--------|-----------------|---|---------------|---------------|----------|
| Action 1 : Casser la reproduction de la pauvreté | | GAMMES ISSUE | Hébergement CNFPT Rives du Lez Montpellier 90 places | 25 000 € | 25 000 € | 50 000 € |
| | | | Desserrement accueil de jour Antenne AJ Aragon à basculer sur un autre lieu | 10 000 € | 10 000 € | 20 000 € |
| | | TOTAL | | 35 000 € | 35 000 € | 70 000 € |

Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette subvention par la signature d'une convention d'attribution avec GAMMES ISSUE.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'attribution à GMMES ISSUE d'une subvention d'un montant total de 70 000 € (dont 35 000 € sur crédit délégués par l'Etat) ;
- D'approuver les termes de la convention attributive à intervenir avec l'association ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

M. William ARS, M. Michel CALVO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Julie FRÊCHE, M. Sophiane MANSOURIA, Mme Marie MASSART, M. Cyril MEUNIER, M. Manu REYNAUD.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20220726-195899-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention_issue ACCUEIL J ARAGON CNFPT strat pauvreté 2022.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Solidarités - Etat de réalisation 2021 du Programme Local de l'Habitat (PLH) 2019-2024 - Approbation

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n°M2019-560 en date du 18 novembre 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a adopté le Programme Local de l'Habitat (PLH) pour la période 2019-2024. Conformément à l'article L.302-3 du Code de la construction et de l'habitation, le présent rapport dresse le bilan de la mise en œuvre du PLH de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'année 2021.

Le PLH mis en œuvre traduit la politique de l'habitat volontariste que s'est fixée la Métropole pour répondre aux besoins en logements, toujours importants dans un contexte de dynamique démographique soutenue, de précarité économique marquée, de diversité des modes de vie et de parcours résidentiels. Les fortes tensions exercées sur le parc locatif social et la sélectivité du marché du logement qui induisent des parcours résidentiels contraints pour les ménages, imposent de maintenir à un haut niveau l'effort de production engagé.

Pour rappel, le PLH 2019-2024 se décline au travers de 6 orientations stratégiques :

- 1- Soutenir une production diversifiée de logements ;
- 2- Développer le logement social et abordable ;
- 3- Agir en faveur de l'équilibre territorial ;
- 4- Optimiser l'utilisation de l'espace urbain existant ;
- 5- Déployer et adapter l'offre de logements pour les publics spécifiques ;
- 6- Faire vivre la politique de l'habitat.

Le bilan 2021 de la mise en œuvre du PLH est présenté ci-dessous au travers des 7 thématiques suivantes :

1- La construction neuve

Rappel objectifs du PLH 2019-2024

La production potentielle, hors aléas économiques particuliers, est attendue à hauteur de 5 000 à 5 400 logements par an dans la Métropole, avec un objectif de répartition de 50 % sur la Ville de Montpellier et de 50 % sur les autres communes du territoire métropolitain.

L'année 2021

Le volume de construction de logements est en baisse régulière depuis 2018 avec 4 792 logements mis en chantier en 2021 dans la Métropole, en recul de 6% par rapport à 2020, dont 3 056 à Montpellier (64 %). Cette baisse concerne de manière équivalente la ville-centre et les communes périphériques.

Parmi les communes les plus dynamiques en terme de production de logements, hors Montpellier, Castelnau-le-Lez a vu la mise en chantier de 518 logements en 2021, Fabrègues 167 logements et Saint Jean de Védas 150 logements.

Cette tendance baissière se retrouve dans une moindre mesure dans le nombre des autorisations de logements (permis de construire délivrés) avec 5 164 logements autorisés en 2021 (- 4% par rapport à 2020). Les logements autorisés sur la ville-centre représentent 52,4% du total des autorisations dans la Métropole. Ils connaissent une hausse de 7% sur les communes périphériques, après une baisse de 29% entre 2019 et 2020. Parmi les communes les plus dynamiques, Castelnau-le-Lez, Baillargues et Lattes comptent respectivement 314, 533 et 269 logements autorisés.

Perspectives 2022

Les données connues au 1^{er} trimestre 2022 permettent plusieurs constats, ne présageant pas du reste de l'année 2022 :

- Entre le 1^{er} trimestre 2021 et le 1^{er} trimestre 2022, le nombre de logements mis en chantier a connu une croissance de 40 % sur le territoire de la Métropole, avec 1 277 logements mis en chantier au 1^{er} trimestre 2022 (914 au 1^{er} trimestre 2021). Cette hausse est de l'ordre de 34 % à Montpellier (700 logements mis en chantier au 1^{er} trimestre 2022) et 47 % dans les communes périphériques (577 logements mis en chantier au 1^{er} trimestre 2022) ;
- Entre le 1^{er} trimestre 2021 et le 1^{er} trimestre 2022, le nombre de logements autorisés a connu une baisse de 22 % sur le territoire de la Métropole, avec 1 352 logements autorisés au 1^{er} trimestre 2022 (1 726 au 1^{er} trimestre 2021). La situation est cependant contrastée entre la ville-centre et les communes périphériques :
 - Sur Montpellier, le nombre d'autorisations est à la hausse entre le 1^{er} trimestre 2021 et le 1^{er} trimestre 2022 : + 19% (soit 712 logements autorisés au 1^{er} trimestre 2022)
 - Sur les commune périphériques, le nombre d'autorisations connaît une très forte baisse entre le 1^{er} trimestre 2021 et le 1^{er} trimestre 2022 : - 43 % (soit 640 logements autorisés au 1^{er} trimestre 2022).

2- La promotion immobilière

L'année 2021

La promotion immobilière dans la Métropole a connu des années particulièrement fastes entre 2015 et 2017, où un pic de 4 000 ventes en 2017 a été enregistré. Le nombre de ventes a ensuite connu une forte chute sur la période 2018-2020 et est reparti à la hausse entre 2020 et 2021 (+ 31 %) avec un total de 2 264 ventes.

Les principales caractéristiques de ces 2 264 ventes sont les suivantes :

- La part des investisseurs représente 62 % ;
- 99 % des ventes ont concerné des logements collectifs ;
- 47 % des ventes ont été réalisées sur la Ville de Montpellier (contre 59 % en 2020) ;
- 38 % des ventes ont été réalisées en secteur aménagé (léger recul par rapport à 2020) ;
- 54 % des ventes ont concernées des T1 et T2 (soit 5 points de plus par rapport à 2020).

La baisse du nombre de mises en vente (-39% entre 2020 et 2021 soit 1 432 mises en vente en 2021), couplé à la hausse des ventes a entraîné une diminution du stock de logements disponibles avec 1 200 logements disponibles à la vente à la fin de l'année 2021 contre 2 356 à la fin de l'année 2020. A noter une hausse des prix de vente de 26 % en 6 ans.

Perspectives 2022

Le nombre de mises en vente au 1^{er} trimestre 2022 (383) est inférieur à celui du 1^{er} trimestre 2021 (729). Le nombre de ventes nettes (405) revient au niveau du 1^{er} trimestre 2020 (428).

Le stock de logements disponibles augmente, mais reste bas avec 1 474 logements en vente au 1^{er} trimestre 2022.

La mise en œuvre du « *choc de l'offre* » annoncé aux Assises du territoire avec l'objectif de produire 8 000 logements en ZAC d'ici fin 2023 va permettre d'alimenter rapidement le marché et le stock de logements disponibles à la vente.

3- La production de logements locatifs sociaux et la demande sociale

Rappel objectifs du PLH 2019-2024

Le PLH fixe, suivant les communes, un objectif de 30 % à 36 % de logements locatifs sociaux parmi la production de logements, soit, un objectif de production de 1 790 à 1 960 logements locatifs sociaux (LLS) par an.

Ces logements locatifs sociaux sont répartis de la manière suivante :

| Ventilation de la production des logements locatifs sociaux selon de le type de financement | | | | | | | | |
|---|-------------|------|----------------|------------------|--------------|---------------|-------------|-------|
| Type de financement | | PLUS | PLAI familiaux | PLAI spécifiques | PLS familial | PLS étudiants | PLS séniors | Total |
| Moyenne annuelle de production par type d'offre fixée par le PLH 2019-2024* | Nombre | 855 | 465 | 180 | 150 | 120 | 105 | 1 875 |
| | Répartition | 45% | 25% | 10% | 8% | 6% | 6% | 100% |

*moyenne annuelle à rapporter à une fourchette de 1 790 à 1 960 LLS par an

L'année 2021

1 044 logements locatifs sociaux ont été financés en 2021, dont 74 % sur la ville-centre, très en deçà de l'objectif du PLH, une situation consécutive à la crise sanitaire et aux retards opérationnels induits qui ont touché l'ensemble de la chaîne de production de logement, y compris la production libre.

La répartition des financements de ces logements par catégorie de financement est la suivante :

| Ventilation de la production des logements locatifs sociaux selon le type de financement | | | | | | | | | |
|--|-------------|------|----------------|------------------|--------------|--------------------------|------------------------|-----------------------|-------|
| Type de financement* | | PLUS | PLAI familiaux | PLAI spécifiques | PLS familial | PLS spécifique étudiants | PLS spécifique séniors | PLS spécifique foyers | Total |
| Logements financés en 2021 | Nombre | 398 | 257 | 72 | 147 | 150 | 0 | 20 | 1 044 |
| | Répartition | 38% | 25% | 7% | 14% | 14% | 0% | 2% | 100% |

La part des logements financés en PLAI parmi les PLUS/PLAI familiaux atteint 39 %, soit un taux jamais atteint jusqu'alors.

La production de PLAI spécifiques ne représente que 7 % du total des logements financés en 2021, après toutefois une année 2020 marquée par une programmation exceptionnelle des agréments concernés.

La forte proportion de PLS, familiaux et spécifiques trouvent plusieurs explications :

- 150 PLS spécifiques étudiants dans le cadre d'une opération du CROUS pour les étudiants boursiers ;
- 80 PLS familiaux pour les jeunes actifs au cœur du projet ANRU Mosson dans le cadre de la diversification de l'habitat ;
- La réalisation d'opérations d'acquisition-amélioration par préemption sur le marché libre par ACM ; pour lesquelles le financement PLS familial est jugé plus adapté, permettant d'équilibrer ces opérations 100 % locative sociale plutôt qu'avec une part de libre.

La part des logements locatifs sociaux parmi les logements autorisés en 2021 est de 20 %, à comparer à 30 % en 2020.

Ce constat est toutefois à nuancer selon les différents groupes de communes définis au PLH pour fixer les objectifs à atteindre :

- Communes SRU du cœur de métropole desservies par le réseau de transport armature : réalisation de 23 % de LLS en 2021 pour un objectif de 36 % ;
- Communes SRU non desservies par le réseau armature : réalisation de 11 % pour un objectif de 33 % ;
- Communes non SRU mais pouvant le devenir d'ici 2024, terme du PLH : réalisation de 21 % pour un objectif de 33 % ;
- Autres communes non SRU : aucun logement social pour un objectif de 30 %.

La part des logements sociaux financés parmi les logements autorisés reste constante à Montpellier (29 % en 2021 contre 28 % en 2020). Cette proportion est en revanche en baisse importante dans les communes périphériques en 2021, avec 11% des logements autorisés, contre 33 % en 2020. La hausse des logements autorisés en 2021 hors Montpellier ne s'est pas traduite par le financement de logements locatifs sociaux en nombre et en proportion suffisants.

Enfin, la production de logement locatifs sociaux est fortement liée à la promotion immobilière puisque 47 % des 1 044 logements locatifs sociaux financés en 2021 ont été réalisés en vente en état futur d'achèvement (VEFA). Sur les logements locatifs familiaux, cette proportion est de 60 %.

On rappellera que les besoins à satisfaire demeurent toujours importants sur le territoire de la Métropole : 26 944 demandes étaient recensées au 31 décembre 2021 qui, rapportées aux 3 363 attributions équivalent à 8 demandes pour 1 attribution. La tension exercée sur le parc locatif social est plus forte sur la Ville de Montpellier (9 demandes pour 1 attribution) que sur les communes périphériques (7 demandes pour 1 attribution).

20 communes de Montpellier Méditerranée Métropole sont concernées par l'article 55 de la loi SRU qui les contraint à disposer de 25 % de logements locatifs sociaux parmi leurs résidences principales.

Le taux d'équipement en LLS des 20 communes concernées, s'échelonne de 4% à 24% (Montpellier), pour une moyenne d'environ 20% à l'échelle de l'ensemble de la Métropole.

Au regard du décompte de l'Etat réalisé au 1^{er} janvier 2021, il manquait 9 984 LLS à l'ensemble des 20 communes pour atteindre l'objectif fixé. Sur les 1 044 logements locatifs sociaux financés en 2021, 98 % l'ont été sur les communes SRU.

4- L'accession « abordable »

Rappel objectifs du PLH 2019-2024

Le PLH 2019-2024 prévoit, sur les 9 communes effectivement desservies par le réseau armature des transports en commun, que 17 % de la production de logements soit destinée à l'accession à la propriété abordable, dont :

- 6 % de produits location-accession (PSLA), soit au minimum 250 par an ;
- 11 % de produits en accession encadrée (au sein des ZAC ou bénéficiant de taux de TVA réduit), soit au minimum 450 par an.

L'année 2021

Le recensement des logements concernés s'avère particulièrement délicat, car tous les logements répondant à cet objectif ne font pas l'objet d'un dispositif déclaratif, notamment ceux produits dans le cadre du marché sans aide ou accompagnement spécifique. Les données ci-après ne portent donc que sur une partie des logements abordables réalisés.

En 2021, 254 ventes ont concerné des logements issus de dispositifs encadrés par les pouvoirs publics avec des prix de vente plafonnés, selon 4 dispositifs d'aides connus :

- 12 logements relevant d'un financement Prêt Social de Location Accession (PSLA) ;
- 81 logements ayant bénéficiés d'une TVA réduite (hors PSLA) ;
- 152 logements ayant bénéficiés d'un dispositif en faveur de l'accession aidée dans les opérations d'aménagement ;
- 9 logements en accession réglementée des bailleurs sociaux.

Par ailleurs, 53 logements ont été financés en PSLA en 2021.

Les superficies constatées en accession abordable sont légèrement plus petites que pour le « libre » ; ce qui permet, notamment le maintien de prix abordables.

Les prix pratiqués par typologies en accession aidée concernant les T2 et T4 sont de l'ordre de 33 à 63 % moins chers que pour les logements « libres ».

5- La réhabilitation du parc de logements privés

Rappel objectifs du PLH 2019-2024

La requalification du parc de logements privés anciens constitue un autre axe important du PLH 2019-2024, qui prévoit la réhabilitation d'au minimum 1 350 logements du parc privé. En parallèle, le PLH prévoit une intervention publique forte sur les copropriétés dégradées du quartier de la Mosson et « Cévennes » à Montpellier.

L'année 2021

En 2021, les aides déléguées de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) et celles de Montpellier Méditerranée Métropole attribuées sur ses propres crédits ont permis d'aider à la rénovation de 1 550 logements dont 1 120 en copropriétés faisant l'objet d'une réhabilitation globale, 404 logements occupés par des propriétaires occupants réalisant notamment des travaux d'économie d'énergie et 26 logements mis en location à loyer maîtrisés après travaux.

Au regard des priorités d'intervention de l'ANAH, la ventilation des logements et équivalents logements rénovés en 2021 est la suivante (double compte possible) :

- Lutte contre l'habitat indigne et dégradé : 21 logements ;
- Lutte contre la précarité énergétique : 536 logements, témoignant de l'amplification des politiques publiques en faveur de la rénovation thermique ;
- Adaptation du logement à la perte d'autonomie liée au handicap ou au vieillissement : 146 logements ;
- Requalification des copropriétés fragiles ou en difficulté : 1 120 logements.

Ces résultats ont été rendus possibles grâce à différents dispositifs d'animation financés par la Métropole : le Programme d'Intérêt Général (PIG) « *Rénover pour un habitat durable et solidaire* » reconduit en 2019 pour une durée de 5 ans avec un objectif de 869 logements à traiter (y compris en copropriété) dont 815 sur le volet énergétique.

S'agissant de l'intervention en direction des copropriétés, la Métropole pilote dans le cadre du Plan national « *Initiative Copropriétés* » une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Copropriétés Dégradées sur Mosson et élabore un Plan de Sauvegarde sur Cévennes, en lien direct avec le Nouveau Programme de Rénovation Urbaine.

6- L'observatoire de l'habitat

Montpellier Méditerranée Métropole a poursuivi les travaux engagés dans le cadre de son observatoire de l'habitat dans le but de suivre les évolutions des marchés de l'habitat et les effets du PLH.

A ce titre, elle a notamment participé techniquement et financièrement au suivi de l'observatoire des loyers sur le territoire métropolitain élargi aux communes de l'unité urbaine de Montpellier hors Métropole et lancé la création d'un observatoire du logement des étudiants.

7- Des nouveaux outils à fort impact

Pour mettre en œuvre les objectifs ambitieux et territorialisés du PLH 2019-2024, divers outils ont été mis en place depuis 2021 :

- La réglementation du changement d'usage des locaux d'habitation à Montpellier dans le but de réguler le développement des meublés de tourisme et ainsi faire revenir les biens sur le marché classique de la location, avec la création d'une unité de trois agents en charge du suivi et de l'instruction des demandes d'autorisation ;
- L'expérimentation de l'encadrement des loyers sur la ville-centre depuis le 1^{er} juillet 2022 qui doit permettre de modérer l'évolution des loyers du parc locatif privé à Montpellier ;
- La mise en place du permis de louer sur le quartier de Celleneuve, depuis le 1^{er} avril 2021, pour assurer aux locataires un logement décent ;
- La définition territorialisée de l'accession abordable dans la Métropole par délibération du Conseil de Métropole de juin 2021 : typologies de produits attendus, plafonds de ressources des futurs acquéreurs, fourchettes de prix de vente à appliquer et surfaces habitables souhaitées ;

- L'élargissement de la servitude de mixité sociale au PLU de Montpellier avec notamment l'obligation introduite de prévoir 20 % de logements en accession abordable dans les opérations de plus de 2 000 m² de SdP, dont la majorité à réaliser en Bail Réel Solidaire (BRS) ou en Prêt Social de Location Accession (PSLA) ;
- La création d'un Organisme de Foncier Solidaire métropolitain (OFSM). Cet OFS doit permettre l'atteinte des objectifs du PLH et assurer la pérennité de l'accession abordable en ZAC et en diffus pour bénéficier à tous les ménages successifs qui occuperont le logement. L'objectif est la création de 400 logements BRS par an par l'OFSM, qui s'ajouteront aux BRS produits par les autres OFS créés récemment sur le territoire ;
- L'introduction d'une servitude de taille de logement au PLU de Montpellier avec l'obligation de prévoir 13 % de logements familiaux dans les opérations de plus de 1 800 m² de SdP, en T4 et plus dont *a minima* un T5 ;
- La Métropole est lauréate, depuis 2021, de l'appel à projets pour la résorption de la vacance sur son territoire en ayant notamment accès à des données statistiques en la matière et à un outil de suivi des logements vacants.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte de l'état de réalisation du Programme Local de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'année 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20220726-194695-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 02/08/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Solidarités - Création d'une brigade inter-bailleurs de tranquillité sociale animée par ACM Habitat - Accompagnement par la Société Anonyme de Coordination (SAC) GITeS - Prise de participation à hauteur d'une action au sein du capital de la société GITeS - Approbation

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération en date du 31 juillet 2020, le Conseil de Metropole a désigné Michel CALVO, Yves BARRAL, Radia TIKOUK, Stephane CHAMPAY, Patricia WEBER, William ARS, en tant que titulaires et Michel ARROUY, Jérôme LOPEZ, Eric BERARD, Daniel ROBEQUAIN, Thierry JAMMES et Daniel BALMEFRESOL en tant que personnalités qualifiées, pour représenter Montpellier Méditerranée Métropole au sein de l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole.

Le Conseil d'administration d'ACM HABITAT en date du 12 mai 2022 sous la présidence de Michel CALVO, a proposé le principe de prise de participation au sein du capital de la Société Anonyme de coordination d'organismes d'habitations à loyer modéré : la SAC GITeS.

Créé en septembre 2018, la société, dénommée GITeS « Groupement Inter quartiers de Tranquillité Et de Sûreté » est une structure partenariale ayant l'agrément obligatoire du Ministère de la cohésion des territoires, constituée sur le fondement de l'article L.423-1-1 du Code de la construction et de l'habitat antérieurement à la loi Elan du 23 novembre 2018, en vue de favoriser la coopération des organismes HLM.

La société, située sur Toulouse, est majoritairement détenue par la Société anonyme d'habitations à loyer modérés (SAHLM) Patrimoine Languedocienne (3000 actions), et par la SAHLM Des Chalets (3000 actions), aux côtés de petits actionnaires tels que la SAHLM Cité Jardins, la SAHLM ICF Atlantique et la SA Mesolia Habitat. Elle dispose d'un capital de 618 400€ pour 6184 actions d'une valeur nominale de 100€ par action. Elle est présidée par la société Patrimoine Languedocienne, en la personne de Jean-Francois NICOULES.

Son objet est d'assister ses actionnaires, organismes d'habitations à loyer modéré, dans toutes les interventions de ces derniers sur des immeubles qui leur appartiennent ou qui relèvent de leur gestion ; par ailleurs la SAC peut porter des projets communs à ses actionnaires en exerçant les compétences suivantes :

- mettre en œuvre les moyens permettant d'assurer la jouissance paisible des locataires par des missions de gardiennage et de surveillance (rondes, contrôles, interventions sur appel, visites du patrimoine,...)
- assurer des conseils et audits dans le cadre de son objet ;
- exercer de la formation professionnelle dans le cadre de la sécurité et de la sûreté ;
- rechercher et développer des synergies professionnelles en lien avec l'activité de ses actionnaires ;
- réaliser pour d'autres organismes d'habitations à loyer modéré, des prestations de services pour des missions relevant de son objet social dans la limite des compétences énumérées à l'article L 422-2 du Code de la construction et de l'habitation.

Le GITeS a ainsi compétence pour effectuer des tournées de tranquillité et de prévention sur l'ensemble du patrimoine privé des bailleurs, principalement sur des tranches horaires de fin d'après-midi et de soirée. Il exerce actuellement ses missions en grande majorité sur la commune de Toulouse et sur le grand Mirail. Ses équipes ont pour mission de développer le lien social avec les locataires et acteurs du territoire, en allant à leur rencontre et en créant une relation de confiance.

Par sa présence, le GITeS a vocation à assurer la surveillance des résidences dans un objectif de tranquillité et de prévention. Les missions régaliennes de police restent pleinement et exclusivement exercées par les forces de l'ordre, sous la direction du Préfet et du Procureur de la République.

L'entrée au capital de la SAC GITeS, au travers de l'achat temporaire d'une action par ACM, va permettre à ce dernier d'être accompagné pour la création de la brigade de tranquillité sociale de Montpellier, et de pouvoir anticiper la formation des équipes, par son expérience en matière de sécurité résidentielle.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'autoriser les représentants au sein d'ACM HABITAT à voter en faveur de l'acquisition d'une action au sein du capital de la SAC GITEs d'une valeur de 100 € ;
- D'approuver la souscription par ACM d'une action et d'approuver les statuts de la SAC GITEs ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 70 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 13 voix

M. William ARS, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Stéphane CHAMPAY, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Brigitte DEVOISSELLE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Eliane LLORET, M. Sophiane MANSOURIA, M. Cyril MEUNIER, M. Mikel SEBLIN, Mme Radia TIKOUK, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-199046-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Statuts GITEs AGE 21-06-2022.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Solidarités - Application de la réglementation du changement d'usage des locaux d'habitation à la Commune de Lattes - Modification du règlement métropolitain fixant les conditions de délivrance des autorisations et déterminant les compensations - Approbation

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

L'attractivité de Montpellier et sa Métropole se traduit par une croissance démographique importante avec un taux de croissance annuel de 1,8 %, soit un gain annuel de population de 8 255 habitants sur la période de 2013 à 2019. Une croissance qui conduit à une forte demande en logements sur Montpellier et sa Métropole, à une augmentation des prix moyens de vente du logement neuf (+ 26 % en 6 ans sur la Métropole), et à une demande en logements locatifs sociaux très soutenue (26 944 demandes en 2021). Dans ce contexte de tension immobilière, l'affectation de logements à un autre usage et notamment au bénéfice de l'activité touristique participe à la raréfaction de l'offre et contrevient à l'apaisement du marché et à la protection de la vocation résidentielle des logements.

En application de l'article L.631-7 du Code de la construction et de l'habitation (CCH), l'affectation de locaux destinés à l'habitation à un autre usage est soumis de plein droit à autorisation de changement d'usage sur toute commune de plus de 200 000 habitants. Aussi, par délibération n°M2021-315 du 28 juillet 2021, le Conseil a approuvé un règlement métropolitain fixant les conditions de délivrance des autorisations de changement d'usage des locaux d'habitation et déterminant les compensations pour la Ville de Montpellier. Ce règlement soumet certains changements d'usage à une autorisation temporaire « *sans compensation* » et d'autres à une autorisation définitive avec une obligation de « *compensation* », c'est à dire à l'obligation de reconstituer la perte d'un logement par la création d'un autre logement.

Le règlement distingue les changements d'usage pour la création d'une activité de tout type (commerciale, de bureaux, professionnelle ...) des changements d'usage effectués pour l'activité de location en meublés de tourisme de courte durée. Pour ces derniers, il institue ainsi un régime d'autorisation temporaire de changement d'usage pour les propriétaires « *personnes physiques* » dans la limite d'une seule autorisation pour un logement par foyer fiscal, pour une durée de 3 ans reconductible une fois. En dehors de ce cas particulier, toute location en meublé de tourisme d'un logement nécessite l'obtention d'une autorisation à caractère réel soumise à une obligation de « *compensation* ». Seule exception, la résidence principale qui peut être louée sans autorisation de changement d'usage dans la limite de 120 jours par an. Pour parachever ce dispositif, par délibération n°V2021-422 du 30 novembre 2021, le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la mise en place de l'enregistrement obligatoire des meublés de tourisme à partir du 31 décembre 2021.

En parallèle, par application de l'article L.631-9 du CCH, le contrôle de l'usage des locaux d'habitation peut être étendu aux communes non visées à l'article L.631-7 précité et confrontées à une situation de tension en matière de logement. S'agissant des communes appartenant à une zone d'urbanisation continue de plus de 50 000 habitants dont la liste est fixée par le décret mentionné au I de l'article 232 du Code général des impôts, relatif à la taxe annuelle sur les logements vacants, une délibération de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme suffit.

Par délibération n°Del2021-147 du 14 septembre 2021, le Conseil municipal de la Commune de Lattes a sollicité l'extension du périmètre du règlement approuvé par le Conseil de la Métropole à l'ensemble de son territoire communal. En effet, attractive du fait de sa proximité avec Montpellier et le littoral, Lattes est la troisième commune la plus peuplée de la Métropole. Elle bénéficie d'un taux de croissance annuel de 1,73 %, soit un gain annuel de population de 1 705 habitants sur la période de 2013 à 2019. Or, du fait de nombreux recours, la dynamique de construction des trois dernières années d'une cinquantaine de logements en moyenne par an ne permet pas de satisfaire aux besoins sur une commune qui relève de plus de la zone au loyer le plus élevé de l'observatoire des loyers de la Métropole. L'offre de logements entiers proposés à la location meublée de courte durée, selon les données AirDNA, s'élèverait sur Lattes à 258 annonces.

Au vu de ces considérations et des enjeux en matière d'habitat, il est ainsi proposé d'étendre l'application du régime de l'article L.631-7 du CCH à la Commune de Lattes, et d'approuver le règlement métropolitain modifié.

Ceci étant exposé, outre les modifications du règlement permettant son application sur la Commune de Lattes, il est également proposé de modifier le règlement et ses annexes pour rendre plus intelligible certaines règles. Dès lors, le règlement modifié prévoit les évolutions principales suivantes :

- Les principes généraux :

La création d'un article 2 dénommé « champ d'application territorial » portant application du règlement sur la commune de Lattes.

En application des articles L.631-7 et suivants du CCH, le changement d'usage des locaux destinés à l'habitation est soumis à autorisation préalable délivrée par le Maire de la commune concernée par la demande.

- Conditions de délivrance applicables aux autorisations de changement d'usage de locaux d'habitation en activités autres que les meublés de tourisme de courte durée :

Le règlement distingue entre les règles applicables sur la Commune de Montpellier et les règles applicables sur les autres communes que Montpellier concernées par le règlement. Dans le cas d'espèce, Lattes.

Sur Montpellier, une autorisation préalable au changement d'usage de locaux à usage d'habitation, autre qu'en meublé de tourisme de courte durée, à titre réel (avec compensation) s'impose lorsque les locaux se situent à l'intérieur du périmètre du secteur sauvegardé de Montpellier et qu'ils représentent une surface égale ou supérieure à 100 m².

Par exception, une autorisation de changement d'usage à caractère personnel (sans compensation) peut être accordée pour les locaux ne répondant pas aux critères cumulatifs précités, ou dans certains cas énumérés par le règlement et notamment pour : un local destiné à la réalisation d'un équipement public ou d'intérêt collectif. Le règlement modifié vient préciser la notion « *d'équipement d'intérêt collectif* » comme étant un service d'intérêt général destiné à répondre à un besoin collectif d'une population.

Sur les autres communes que Montpellier, l'autorisation de changement d'usage de locaux à usage d'habitation peut être accordée sans compensation pour les locaux affectés en activités autres que les meublés de tourisme de courte durée.

Les dispositions de l'article L.631-7-2 du CCH restent elles applicables.

- Conditions particulières de délivrance applicables aux autorisations de changement d'usage de locaux d'habitation en meublés de tourisme de courte durée :

Le règlement modifié, sans modification des autres conditions de délivrance de l'autorisation de changement d'usage à titre personnel pour ce type d'activité, précise que celle-ci peut être délivrée dans la limite d'une autorisation (pour 1 seul logement) « *par commune* » et par foyer fiscal.

La notion de propriétaire est précisée ; on entend ainsi par propriétaire, la personne physique en pleine propriété, ou disposant de l'usufruit, ou en indivision. Toutefois, en cas de démembrement ou d'indivision, une partie de la propriété ou des droits attachés à la propriété ne doivent pas être détenus par une personne morale.

- Principes de compensation :

Le règlement modifié précise que les locaux proposés en compensation doivent être situés sur le territoire de la commune, où se situent les locaux objet de la demande de changement d'usage.

Les conditions de localisation propres à Montpellier sont inchangées.

- Les dispositions pour la demande :

Sur les communes autres que Montpellier, le demandeur doit adresser à la commune correspondante en charge de l'instruction de ses demandes :

- Soit le formulaire de demande de changement d'usage à caractère personnel (sans compensation) accompagné des pièces justificatives, propre à la commune concernée ;

- Soit le formulaire de demande de changement d'usage à caractère réel (avec compensation) accompagné des pièces justificatives, propre à la commune concernée.

Sont joints en annexes du règlement modifié les formulaires applicables sur la Commune de Lattes.

Les formulaires de demande de changement d'usage applicables sur la Commune de Montpellier sont modifiés pour être plus intelligibles, et les listes des pièces justificatives sont complétées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'étendre la réglementation de l'usage des locaux d'habitation à la Commune de Lattes ;
- D'approuver les termes du règlement métropolitain modifié fixant les conditions de délivrance des autorisations de changement d'usage de locaux d'habitation et déterminant les compensations ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-194297-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Règlement_chgt_usage_3M_Modifié.pdf
- Formulaire demande de CUCP et annexes_modifié.pdf
- Formulaire demande de CUCR et annexes_modifié.pdf
- Formulaire de demande CUCP et ses annexes _ Lattes.pdf
- Formulaire de demande CUCR et ses annexes _ Lattes.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Solidarités - Construction de 50 logements sociaux, avenue Raymond Dugrand et rue des Justes à Montpellier - Attribution de subventions à ACM Habitat - Convention - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans ce cadre, ACM Habitat, Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en l'Etat Futur d'Achèvement (VEFA) auprès des promoteurs NEOCITY et COGEDIM, de 50 logements sociaux neufs, résidence « Le Mirage », situés avenue Raymond Dugrand et rue des Justes, lot 11 de la ZAC Port Marianne–Rive Gauche à Montpellier.

Conçu par le cabinet d'architecture montpelliérain Estebe et Cathala, le programme développe une surface habitable de 3 364 m² selon les typologies suivantes : 17 T2, 15 T3, 17 T4 et 1 T5.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base d'une aide forfaitaire de 3 700 € par logement PLUS/PLAI situé en zone 2 du financement du logement social, permettant d'atteindre l'équilibre financier de l'opération.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération est détaillé comme suit :

| | |
|---|--------------------|
| - Coût total de l'opération : | 7 310 007 € |
| - Subvention Etat déléguée : | 163 400 € |
| - Subvention Région | 53 500 € |
| - Prêt CDC Logement : | 6 096 220 € |
| - Prêt CDC foncier : | 811 887 € |
| - Fonds Propres : | 0 € |
| - Participation Montpellier Méditerranée Métropole : | 185 000 € |

La subvention accordée ouvre un droit à réservation portant sur 10 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

Ces réservations, comme celles auxquelles procèdent les autres organismes réservataires (Etat, Département de l'Hérault, Action Logement), contribueront, au stade de la livraison des logements, à la politique d'attribution approuvée par la Conférence Intercommunale du Logement et contractualisée dans la Convention Intercommunale d'Attribution signée par le bailleur.

ACM s'engage à contribuer aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes ; leur atteinte, appréciée au prorata temporis par semestre, conditionnant l'octroi des aides financières de la Métropole aux bailleurs.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'apporter une subvention de 185 000 € à ACM Habitat pour la réalisation de 50 logements locatifs sociaux, résidence « Le Mirage », avenue Raymond Dugrand et rue des Justes, lot 11 de la ZAC Port Marianne–Rive Gauche à Montpellier ;
- De dire que le paiement des subventions s'effectuera sous réserve de la signature de la convention d'attribution fixant notamment les modalités de leur versement ;
- D'approuver les termes de la convention afférente ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 70 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 13 voix

M. William ARS, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Stéphane CHAMPAY, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Brigitte DEVOISSELLE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Eliane LLORET, M. Sophiane MANSOURIA, M. Cyril MEUNIER, M. Mikel SEBLIN, Mme Radia TIKOUK, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-193355-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Conv ACM - Le Mirage.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Solidarités - Construction de 18 logements sociaux, résidence Natur'Elle 982 avenue des Platanes à Lattes - Attribution de subventions à la SA d'HLM CDC Habitat Social - Convention - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans ce cadre, la société Anonyme d'HLM CDC Habitat Social, a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à la création de 18 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Natur'Elle », 982 avenue des Platanes à Lattes.

L'opération, réalisée en Vente en l'Etat Futur d'Achèvement (VEFA) sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Cogedim, comprend 11 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 7 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Conçu par le cabinet d'architecture montpelliérain Philippe Rubio, le programme développe une surface habitable de 981,34 m² selon la typologie suivante : 5 T1, 5 T2, 4 T3, 3 T4, 1 T5.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base d'un montant forfaitaire de 1 000 € par logement PLUS/PLAI situé en zone 3 du financement du logement social, permettant d'atteindre l'équilibre financier de l'opération.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est détaillé comme suit :

| | |
|---|-----------------------|
| - Coût total de l'opération : | 2 296 686.00 € |
| - Subvention Etat déléguée : | 60 200.00 € |
| - Subvention Action Logement : | 66 000.00 € |
| - Prêt CDC Logement : | 798 959.00 € |
| - Prêt CDC foncier : | 745 463.00 € |
| - Prêt PEEC : | 84 000.00 € |
| - Fonds Propres : | 524 064.00 € |
| - Participation Montpellier Méditerranée Métropole : | 18 000.00 € |

La subvention accordée ouvre un droit à réservation portant sur 5 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

Ces réservations, comme celles auxquelles procèdent les autres organismes réservataires (Etat, Département de l'Hérault, Action Logement), contribueront, au stade de la livraison des logements, à la politique d'attribution approuvée par la Conférence Intercommunale du Logement et contractualisée dans la Convention Intercommunale d'Attribution signée par le bailleur.

CDC Habitat Social s'engage à contribuer aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson - Cévennes ; leur atteinte, appréciée au prorata temporis par semestre, conditionnant l'octroi des aides financières de la Métropole aux bailleurs.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'apporter une subvention de 18 000 € à CDC Habitat Social pour la réalisation de 18 logements locatifs sociaux, résidence dénommée « Natur'Elle », 982 avenue des Platanes à Lattes ;
- De dire que le paiement de la subvention s'effectuera sous réserve de la signature de la convention d'attribution fixant notamment les modalités de son versement ;
- D'approuver le projet de convention afférente ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, Mme Eliane LLORET, M. Cyril MEUNIER, Mme Marie-Delphine PARPILLON, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20220726-194354-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Conv_Subv_CDCHS_natur'elle.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Solidarités - Construction de 17 logements sociaux, résidence Polynéa, 120 avenue de Figuières à Lattes - Attribution de subventions à la Société Anonyme d'HLM Erilia - Convention - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans ce cadre, la Société Anonyme d'HLM ERILIA a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à la création de 17 logements locatifs sociaux, résidence « Polynéa », 120 avenue de Figuières à Lattes.

L'opération, réalisée en Vente en l'Etat Futur d'Achèvement (VEFA) sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Cogedim, comprend 11 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 6 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Conçu par le cabinet d'architecture montpelliérain Fontès architecture, le programme développe une surface habitable de 1 100,56 m² selon la typologie suivante : 5 T2, 7 T3, 5 T4.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base 1 000 € par logement PLUS/PLAI situé en zone 3 du financement du logement social, permettant d'atteindre l'équilibre financier de l'opération.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est détaillé comme suit :

| | |
|---|-----------------------|
| - Coût total de l'opération : | 2 593 922.00 € |
| - Subvention Etat déléguée : | 51 600.00 € |
| - Subvention Action Logement : | 61 000.00 € |
| - Prêt CDC Logement : | 1 128 809.00 € |
| - Prêt CDC foncier : | 862 513.00 € |
| - Prêt PEEC : | 48 000.00 € |
| - Fonds Propres : | 425 000.00 € |
| - Participation Montpellier Méditerranée Métropole : | 17 000.00 € |

La subvention accordée ouvre un droit à réservation portant sur 5 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

Ces réservations, comme celles auxquelles procèdent les autres organismes réservataires (Etat, Département de l'Hérault, Action Logement), contribueront, au stade de la livraison des logements, à la politique d'attribution approuvée par la Conférence Intercommunale du Logement et contractualisée dans la Convention Intercommunale d'Attribution signée par le bailleur.

ERILIA s'engage à contribuer aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson - Cévennes ; leur atteinte, appréciée au prorata temporis par semestre, conditionnant l'octroi des aides financières de la Métropole aux bailleurs.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'apporter une subvention de 17 000 € à ERILIA pour la réalisation de 17 logements locatifs sociaux, résidence « Polynéa », 120 avenue de Figuières à Lattes ;
- De dire que le paiement des subventions s'effectuera sous réserve de la signature de la convention d'attribution fixant notamment les modalités de leur versement ;
- D'approuver les termes de la convention afférente ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Yves BARRAL, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Eliane LLORET, M. Cyril MEUNIER.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-194359-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Conv_Subv_CDCHS_Polynéa_Lattes.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Solidarités - Opérations d'amélioration de l'habitat dans le périmètre "Grand Cœur" - Convention de transfert de Maîtrise d'Ouvrage entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Avenant n°2 - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n°14083 du 28 septembre 2016, le Conseil de Métropole a approuvé la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage à la Ville de Montpellier à compter du 1^{er} janvier 2016, de l'ingénierie des Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat et de Renouvellement Urbain (OPAH-RU) « *Courreau Figuerolles/ Nord Ecusson (CFNE)* », « *Saint Guilhem Laissac Sud Comédie (SGLSC)* » et de l'ensemble des actions relatives à l'opération de Traitement de l'Habitat Insalubre Remédiable ou dangereux et des Opérations de Restauration Immobilière (THIRORI) « *Ilot Pellicier/Vincent* » à Montpellier, dans le cadre des concessions d'aménagement « *Grand Cœur* » et « *Nouveau Grand Cœur* ».

La convention a fait l'objet d'un 1^{er} avenant approuvé en juin 2017 visant à préciser le transfert à la Commune de Montpellier des obligations découlant de l'article L.521-3-2 du Code de l'habitation et de la construction relatif à l'hébergement et au relogement des occupants d'immeubles visés par un arrêté administratif.

Un nouvel avenant à la convention initiale de transfert de maîtrise d'ouvrage est proposé à l'approbation du Conseil afin de régulariser le montant de l'enveloppe financière dévolue au transfert, pour tenir compte des dépenses réalisées qui n'apparaissaient pas dans cette convention :

- L'étude pré-opérationnelle de l'OPAH CFNE 2016-2021, non anticipée, qui s'ajoute à la liste des dépenses prises en charge par la Métropole ;
- La prolongation de 6 mois de l'OPAH Gambetta Figuerolles Nord Ecusson (GFNE) 2010-2015, indûment prise en charge par la Métropole car relevant de la compétence Ville avant constitution de la Métropole, et qui doit être déduite des dépenses réalisées.

Au titre de l'année 2021, la Métropole versera à la Ville de Montpellier une somme maximum de 167 750 € correspondant au suivi-animation de l'OPAH CFNE prenant en compte les régularisations comptables ci-dessus :

- 83 750 € sur les fonds délégués Agence nationale de l'habitat (Anah) ;
- 84 000 € sur ses fonds propres.

En conséquence il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant n°2 à la convention de maîtrise d'ouvrage et notamment la régularisation des dépenses effectuées et à venir ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-197617-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant à convention transfert MOA.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Solidarités - Mise en œuvre de la délégation de compétence de l'État d'attribution des aides à la pierre - Programmation du logement social public pour l'année 2022 - Approbation

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole, délégataire de la compétence d'attribution des aides à la pierre 6 nouvelles années (2022-2027), établit tous les ans, en concertation avec les communes et les opérateurs concernés, la programmation des logements sociaux susceptibles d'être financés.

Faisant suite à un exercice 2021 comptabilisant 951 logements locatifs sociaux financés, ainsi que 53 logements en location-accession agréés par Montpellier Méditerranée Métropole, les prévisions de financement pour 2022 marquent un net rebond avec 2 160 logements locatifs sociaux, à rapporter à l'objectif du PLH 2019-2024 de réaliser entre 1770 et 1935 logements locatifs sociaux par an, et se déclinent comme suit :

- 1 551 logements locatifs sociaux familiaux se répartissent en 821 Prêts locatifs à Usage Social (PLUS), 609 Prêts Locatifs Aidés d'Intégration (PLAI) et 121 Prêts Locatifs Sociaux (PLS) ;
- 93 logements locatifs sociaux d'insertion en structures collectives seront financés en PLAI ;
- 516 logements financés en PLS correspondent à des résidences étudiantes, dont deux résidences de 200 et 290 logements situés dans la commune de Montpellier.

La programmation relevant des aides à la pierre de droit commun est à apprécier en parallèle des financements non délégués du Nouveau Programme de Rénovation Urbaine (NPNRU) dans le cadre de la reconstitution de l'offre de logements sociaux démolis, équivalant à 316 logements sociaux en 2022.

S'y ajoutent 105 logements en accession abordable à la propriété, à financer en Prêts Sociaux de Location Accession (PSLA). Pour rappel, le PSLA est désormais décompté au titre de l'article 55 de la loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU), mais uniquement pendant la phase locative et pour une durée de 5 ans à compter de la levée d'option par le locataire-accédant.

La production sociale globale se répartit spatialement à 56 % à Montpellier et 44 % dans les communes périphériques. Les programmes recensés concernent ainsi 19 communes de Montpellier Méditerranée Métropole. Le tableau annexé à la présente délibération détaille les projets de logements proposés pour être financés en 2022, sous réserve des dotations qui seront effectivement déléguées par l'Etat à la Métropole.

Cette programmation sera notifiée à l'ensemble des maîtres d'ouvrages concernés, dès son approbation par le Conseil de Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la programmation du logement social pour l'année 2022, dont le détail figure dans le tableau joint à la présente délibération ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-195004-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Programmation 2022

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.